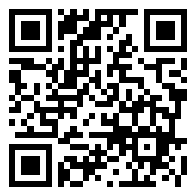


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<http://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



B 2 904 088.



University of  
California



Lux ex Tenebris.



Claus Spreckels Fund.



















**REVUE**  
**DES**  
**QUESTIONS HISTORIQUES**

**T. LXVIII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1900.**

**1**





**REVUE**  
**DES**  
**QUESTIONS HISTORIQUES**

---

**TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE**

---

**NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXIV**

**(LXVIII<sup>e</sup> DE LA COLLECTION)**

---



**PARIS**  
**BUREAUX DE LA REVUE**

**5, RUE SAINT-SIMON, 5**

---

**1900**

DI  
RS  
v. 6

## L'ÂGE DE LA VIE DE SAINT MARTIAL

Plusieurs fois déjà nous avons eu l'occasion de nous occuper de saint Martial, apôtre de Limoges <sup>1</sup>. Notre attention a été plus particulièrement attirée par l'ancienne vie du saint <sup>2</sup>, que les heureuses découvertes de M. le chanoine Arbellot ont remise au jour, et nous avons cherché à établir après lui que le texte de ce document hagiographique doit être attribué au vi<sup>e</sup> siècle.

La thèse que nous soutenions nous a attiré, à deux reprises, de la part des Bollandistes ou plutôt de leur éminent président, le R. P. de Smedt, des objections contre l'emploi que nous y avons fait d'un élément de critique. Nos deux précédentes études y ont répondu.

M. l'abbé Duchesne avait été amené, lui aussi, il y a quelques années, à étudier en détail la question de saint Martial <sup>3</sup>. Son mémoire vient d'être reproduit, « avec quelques modifications, » dans son ouvrage : *les Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule* <sup>4</sup>. Les modifications sont réelles et assez importantes. Elles ont été occasionnées surtout par la découverte, faite en 1892, d'un manuscrit plus ancien de la vie primitive du saint. Ce manuscrit, exécuté certainement avant 846, ne permettait plus de mettre en doute l'existence de cette légende avant le x<sup>e</sup> siècle. Cependant, même maintenant, l'éminent critique ne croit pas qu'on

<sup>1</sup> *Les origines des églises de France* (1896), p. 96-100; — *L'ancienne vie de saint Martial et la prose rythmée* (1897); — *Saint Martial apôtre de Limoges, suivi d'une nouvelle étude sur le cursus et la critique* (1898), extrait de nos *Origines des églises de France*, 2<sup>e</sup> éd.; — *La prose rythmée et la critique hagiographique, nouvelle réponse aux Bollandistes, suivie du texte de l'ancienne vie de saint Martial* (1899). Paris, A. Picard.

<sup>2</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 5551. En vue du supplément, nous nous permettons de signaler une petite correction à faire, ligne 6 de cet article, dans la référence à un de nos livres : au lieu de p. 10, note 4, lire p. 42.

<sup>3</sup> *Saint Martial de Limoges*, dans les *Annales du Midi*, t. IV (1892), p. 289-330.

<sup>4</sup> T. II (1899), p. 104-117.



puisse la faire remonter plus haut que le ix<sup>e</sup> siècle. Comme nous nous étions appuyé en partie sur la présence du *cursus* pour reporter ce texte au vi<sup>e</sup> siècle, M. Duchesne n'a pas admis la valeur de cet argument.

Nous avons étudié, avec toute l'attention que méritent les travaux du savant auteur, les raisons apportées à l'appui de son sentiment. Ne cherchant en cela qu'à arriver plus sûrement à la connaissance de la vérité, nous en avons profité pour faire un nouvel examen très approfondi de toute la question. Le résultat de ces recherches sérieuses et sans parti pris a été de fortifier notre conviction que l'ancienne vie de saint Martial appartient bien réellement au vi<sup>e</sup> siècle.

Il nous a paru utile, sans répéter ici tout ce que nous avons dit à ce sujet dans nos précédentes publications, d'exposer brièvement les points de vue, soit anciens, soit surtout nouveaux, qui, à notre avis, justifient et nécessitent notre manière de voir sur cet intéressant problème <sup>1</sup>.

Nous établirons donc successivement : 1<sup>o</sup> que l'ancienne vie de saint Martial est antérieure au ix<sup>e</sup> siècle ; 2<sup>o</sup> qu'elle existait déjà au vi<sup>e</sup> siècle et avant 614 ; 3<sup>o</sup> que Grégoire de Tours, en 587, l'a connue et en a fait usage ; 4<sup>o</sup> que son *cursus* la reporte aussi au vi<sup>e</sup> siècle.

§ 1<sup>er</sup>. — *La vie de saint Martial est antérieure au IX<sup>e</sup> siècle.*

L'ancienne vie de saint Martial se rencontre dans un manuscrit de Carlsruhe, provenant de l'abbaye de Reichenau. On y a reconnu l'écriture du moine Reginbertus, mort en 846 <sup>2</sup>. Peut-on en conclure qu' « il fut exécuté *un peu* avant 846 <sup>3</sup> ? » La chose est sans doute possible, mais il se peut tout aussi bien que Reginbertus l'ait copié plus ou moins longtemps avant 846. A défaut de données positives, le mieux est de ne rien affirmer, sinon que le manuscrit est certainement antérieur à 846.

Mais la question qu'il importe surtout de résoudre concerne

<sup>1</sup> Nous répondons aussi, dans le cours de ce travail, à quelques objections qui ont été formulées par le R. P. Louis Guérard, de l'Oratoire, dans la *Revue du clergé français* du 1<sup>er</sup> mai 1899 et, tout récemment, par M. Ch. de Lasteyrie dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (t. LX, 6<sup>e</sup> livr., parue en mars 1900).

<sup>2</sup> Cf. *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 17.

<sup>3</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 106, note 1.

la date de la légende qui y est transcrite. « Il est difficile, lisons-nous dans les *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, de définir exactement l'âge de cette pièce <sup>1</sup>. » Cependant, ajoute l'auteur, « aucun argument sérieux ne permet de la faire remonter plus haut que le ix<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>. » Il croit même que « la vie de saint Martial était de date récente quand elle a été insérée dans le manuscrit de Reichenau <sup>3</sup>. » Par conséquent, conclut-il, « elle permet de constater qu'au temps de Charles le Chauve ou de Louis le Pieux, il y avait à Limoges des personnes qui réclamaient, en faveur du saint local, la qualité de disciple direct de saint Pierre <sup>4</sup>. » En résumé, la légende où apparaît pour la première fois « cette réclamation, assez suspecte en elle-même et par la façon dont elle s'est d'abord exprimée <sup>5</sup>, » aurait été composée, si nous comprenons bien, vers 840, où Charles le Chauve succéda à Louis le Pieux.

Une raison est apportée à l'appui de ce sentiment sur l'âge de cette composition : « Le style, est-il dit, précieux et guindé, se ressent de l'influence des écoles carolingiennes <sup>6</sup>. »

Nous allons examiner si réellement, comme on vient de le lire, l'ancienne vie de saint Martial doit être attribuée, pour son contenu ou pour sa forme, seulement au second quart du ix<sup>e</sup> siècle.

Rappelons d'abord que le manuscrit copié par Reginbertus à Reichenau, avant 846, n'est qu'une transcription faite d'après un texte préexistant ; on y constate, en effet, plusieurs fautes évidentes de lecture <sup>7</sup>. La légende a dû être écrite tout d'abord à Limoges même. Si on en rencontre ainsi une copie faite en Allemagne à cette date et dans de telles conditions, « on en peut conclure, même sans autres données chronologiques, que ce document doit remonter sensiblement plus haut, peut-être pour le moins à la fin du viii<sup>e</sup> siècle <sup>8</sup>. » Il est fort possible qu'il ne soit arrivé de Limoges à Reichenau que par toute une série de transcriptions successives ; on s'expliquerait mieux de la sorte

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, p. 108.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>7</sup> Cf. *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 18.

<sup>8</sup> *Ibid.*

les leçons fautives ou incertaines que présente par endroits le manuscrit, tant dans la vie que dans les récits de miracles qui la suivent.

D'après les *Fastes épiscopaux*, « le morceau principal <sup>1</sup> » de la légende anonyme est la mission donnée par saint Pierre à saint Martial. Si donc cette partie n'appartient pas nécessairement au ix<sup>e</sup> siècle, il n'y aura pas de difficulté à ce que, pour le fond, l'œuvre entière puisse être aussi antérieure à cette époque. Or, tel est bien le cas ici, comme on va le voir.

Le martyrologe d'Adon, écrit après 860, mentionne, presque avec les mêmes détails, une mission donnée aussi par saint Pierre, mais il l'applique à saint Front de Périgueux. M. l'abbé Duchesne, en 1892, à cause de ce témoignage du ix<sup>e</sup> siècle, était porté à regarder la « légende limousine » de saint Martial comme plus récente que l'autre : « Tant qu'on n'aura pas produit en sa faveur, écrivait-il, des autorités plus anciennes, il y aura tout lieu de craindre que les Limousins n'aient un peu pillé saint Front <sup>2</sup>. » Grâce au manuscrit de Carlsruhe, une « autorité plus ancienne » que le martyrologe d'Adon a été produite en faveur de Limoges ; c'est déjà quelque chose d'appréciable. Cependant, objecte-t-on maintenant, « cette faible priorité des documents ne saurait prouver que les Limousins aient eu le mérite de l'invention ; la fable, car c'en est une, a fort bien pu être imaginée d'abord à Périgueux, ou même ailleurs <sup>3</sup>. » En d'autres termes que nous souscririons plus volontiers, la tradition de Périgueux a fort bien pu exister avant le martyrologe d'Adon et avant le manuscrit de Carlsruhe. L'auteur des *Fastes épiscopaux* semble même admettre la possibilité qu'elle ait eu autrefois une attestation expresse dans une composition biographique antérieure au martyrologe de Raban <sup>4</sup>. Nous n'y contredisons aucunement. Il suivrait de là que le fait d'une mission par saint Pierre n'aurait pas attendu, pour s'affirmer à Périgueux, le temps de Charles le Chauve ou de Louis le Pieux, ni même peut-être l'époque carolingienne.

La chose ne doit pas paraître plus difficile pour Limoges,

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 107.

<sup>2</sup> *Saint Martial de Limoges*, p. 299.

<sup>3</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 108.

<sup>4</sup> Cf. *ibid.* et p. 56 et 130.

d'autant plus que le manuscrit de Carlsruhe n'est, comme nous l'avons rappelé, qu'une copie d'un texte plus ancien. La *fable*, pour nous servir des expressions qu'on vient de lire, a fort bien pu être *imaginée* d'abord à Limoges, tout aussi bien pour le moins qu'à Périgueux et ailleurs, où nous ne la retrouvons que plus tard. Comme, d'autre part, « les deux traditions ne sont sûrement pas indépendantes <sup>1</sup>, » si celle de Périgueux, antérieure peut-être à l'époque carolingienne, dépend de celle de Limoges, celle-ci remonterait par là sensiblement plus haut que le ix<sup>e</sup> siècle. En tout cas, ce qui est présenté comme « le morceau principal » de la légende ne saurait être, on le voit, un obstacle à l'ancienneté plus reculée de sa rédaction.

Le style « précieux et guindé » de l'ancienne vie de saint Martial se ressent-il, comme on le dit, « de l'influence des écoles carolingiennes ? » Cette particularité ne nous paraît pas en être une preuve suffisante. On n'a jamais prétendu, en effet, que l'époque carolingienne ait eu le monopole du genre dont il s'agit ; à chaque siècle, même avant le ix<sup>e</sup>, on en pourrait constater des échantillons de même aloi. Il ne faut pas oublier que dans la vie de saint Martial, — c'est M. Duchesne qui en fait la remarque, — « nous avons affaire à un clerc particulièrement pédant <sup>2</sup>. » Or, il n'est pas besoin de prouver que la gent pédantesque, comme le style « précieux et guindé » qui est une de ses manifestations naturelles, était déjà née bien avant le temps de Charlemagne ; depuis longtemps, sans doute, l'humanité avait eu à la subir çà et là. Disons plutôt que la préciosité et l'affectation du parler ou de la plume n'ont pas été le caractère d'une époque unique ou d'une seule école ; ce mauvais goût a pu être, à tous les âges, le travers de quelques individualités. Les recherches un peu prétentieuses de notre anonyme, surtout dans son prologue, se rencontrent déjà, au v<sup>e</sup> siècle, dans les écrits de Sidoine Apollinaire ; on les retrouve, au vi<sup>e</sup>, dans ceux de Fortunat. C'est leur influence qu'il a subie, et non celle d'écoles plus récentes ; c'est leur manière qu'il a voulu imiter. Il y a même chez lui quelques tours assez identiques à ceux du dernier pour qu'on soit tenté de se poser la question de dépendance. Nous y reviendrons.

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 108.

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. II, p. 108, note 2.

Rien donc, ni dans le contenu ni dans la forme de l'ancienne vie de saint Martial, ne rattache celle-ci nécessairement au ix<sup>e</sup> siècle ou à l'époque carolingienne. Bien plus, la latinité de cet opuscule prouve positivement qu'il est antérieur au temps de Charlemagne.

En effet, l'« influence des écoles carolingiennes » s'est traduite par une renaissance littéraire reconnue de tous, qui a rapproché de la correction des modèles classiques la langue bien déchue depuis deux ou trois siècles. Notre auteur, loin de s'en montrer tributaire et malgré les recherches de son style, trahit toute l'inhabileté de plume, toute l'ignorance grammaticale, toute l'incorrection des siècles de décadence. Son œuvre, dans l'ensemble, n'apparaît que comme « un essai informe et disproportionné <sup>1</sup>. » Si on l'examine de près et telle qu'elle est sortie de ses mains <sup>2</sup>, on y découvre bien des particularités spéciales à une période barbare : confusions des genres <sup>3</sup>, des cas ou des régimes <sup>4</sup>, des genres et des cas ensemble <sup>5</sup>, des voix <sup>6</sup>, des caractéristiques de temps <sup>7</sup>, des modes ou des conjonctions <sup>8</sup>, des acceptions de sens <sup>9</sup>, des voyelles <sup>10</sup>. Ajoutez à cela

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux*..., t. II, p. 109.

<sup>2</sup> Il faut pour cela se reporter à l'édition critique que nous avons donnée de la vie, en dernier lieu, dans *La prose rythmée et la critique hagiographique*, p. 43-50 (p. 48, l. 11, corriger *praeordinatis* en *perindinatis*, leçon du ms. A, qui est pour *perindinatis*). Pour les miracles, nous n'avons pas la facilité d'en faire présentement une édition critique d'après tous les manuscrits; nous publions toutefois à la fin de cette étude, en utilisant le manuscrit de Carlsruhe, le texte des trois premiers miracles, dont nous aurons à nous occuper davantage; les citations que nous faisons des sept autres suivent également les manuscrits, surtout celui de Carlsruhe.

<sup>3</sup> *Talem propositum* (Vie, p. 43-44); *miraculum operatus* (miracle 1). Cf. M. Bonnet, *Le latin de Grégoire de Tours* (1890), p. 510.

<sup>4</sup> *Nostro particeps consorcio* (Vie, p. 46); *ad sepulchrum expetiit* (mir. 1); *foribus ingressus*; *redditum officio* (3); *in inluviem stantes* (4); *per eodem*; *domui reportavit* (5); *evasit custodie* (7); *ad viri memoriam expetierunt* (9). Cf. M. Bonnet, *op. cit.*, p. 385, 542, 546, 578, etc.

<sup>5</sup> *Puella quendam* (mir. 1); *mulier quendam* (5). Cf. M. Bonnet, p. 396.

<sup>6</sup> *Intuere pour intueri* (Vie, p. 48); *operatus est* (mir. 1), *ingressis liminibus* (2), au sens passif; *vagaret pour vagaretur* (6). Cf. M. Bonnet, p. 403-407.

<sup>7</sup> *Haurierat* (mir. 5). Cf. M. Bonnet, p. 420.

<sup>8</sup> *Dum pour cum* avec le subjonctif (Vie, p. 44, 50; mir. 4, 5, 6, 8, 9); *factum est ut.... invente sunt* (Vie, p. 50). Cf. M. Bonnet, p. 319, 685, 679.

<sup>9</sup> *Populi*, au pluriel, pour une pluralité de personnes (Vie, p. 50; mir. 1, 3, 4, concl.); *defensare deberet* pour *defensaret* (3); *species* pour un objet précieux (6). Cf. M. Bonnet, p. 261, 275, 691.

<sup>10</sup> Ainsi *e* et *i* sont souvent pris l'un pour l'autre, *o* remplace quelquefois *u*: *defecit*; *serventis* (Vie, p. 43); *tonicam*; *palleum*; *accederant* (p. 47; mir. 3);

quelques locutions assez peu classiques <sup>1</sup> et, ce qui est plus grave, la rencontre de constructions irrégulières et brisées <sup>2</sup>, l'emploi de nominatifs et d'accusatifs absolus <sup>3</sup>. Cela suffit amplement pour donner la conviction que ces quelques pages, plus encore que les deux récits qui ouvrent le second recueil des miracles, « sont d'une langue spéciale, très incorrecte, sûrement antérieure à la renaissance littéraire du temps de Charlemagne <sup>4</sup>. »

Il ne faudrait pas dire que ces diverses incorrections pourraient être simplement dues aux copistes, car, comme nous prenons soin de l'indiquer en détail, elles sont exactement celles que M. Max Bonnet a signalées dans le latin de Grégoire de Tours et, en général, du <sup>vi</sup> siècle.

Nous avons déjà appelé l'attention sur ce point relativement à la vie proprement dite <sup>5</sup>; il était juste d'étendre ici notre remarque au premier recueil des miracles qui, ainsi que nous le croyons avec M. Duchesne, « fut sans doute rédigé en même temps que la vie du saint <sup>6</sup>. » Nous aurions pu relever encore, pour mieux montrer la négligence ou la pauvreté littéraire de l'hagiographe de Limoges, ses répétitions trop fréquentes des mêmes expressions <sup>7</sup>; mais en voilà assez, semble-t-il, pour

*perindinatis; destinatus* (p. 48); *gentile* (p. 49); *pateferit* (p. 50); *accedit* (mir. 3); *antestitis* (4, 10); *ambolarent* (9); *Beloricorum*, forme qu'on retrouve sur les monnaies mérovingiennes; *baiolans* (10). Cf. M. Bonnet, p. 94, 106, 111, 113-121, 132-134.

<sup>1</sup> *In tantum ut* (Vie, p. 44, 46, 49; mir. 1); *eo quod, pro eo quod* (Vie, p. 45, 49); *in eodem loco quod beatus* (p. 49); *ut non simus* (p. 46); *ac si non* (p. 44; concl.); *nonnulli doctissimorum viri* (p. 43). Cf. M. Bonnet, p. 311, 326, 509, 619, 686.

<sup>2</sup> *Quicumque.... consideret vires, ne tantum pressus...., fatescat ingenium* (Vie, p. 43). *Quae pro amoris gratia dicitur, etc.* (p. 49). *Mutus a nativitate sua...., rigens lingua dissolvitur* (mir. 2). *Accedit ut quidam...., ita os eius obseratum est, etc.* (3). *Mulier quedam...., uterque expetierunt* (4). *Mulier quendam...., contigit noctu ut silis incendium temperaret, sine lumine vas.... arripuit* (5). *Qui, tactis liminibus...., ita vincula sunt conminuta, etc.* (7). *Alter...., invocans sanctum Dei servum, ilico lignum.... evulsum est* (8).

<sup>3</sup> *Et ego Domino fundens orationem, statim velut a somno expergiscitur* (Vie, p. 47). *Que.... inherens pavimento...., manus arida meruit recipere sanitatem* (mir. 1). *Quod factum, iterum prostravit se homo* (3). Cf. M. Bonnet, p. 561, 565.

<sup>4</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109.

<sup>5</sup> *La prose rythmée et la critique hagiographique*, p. 31-32.

<sup>6</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109.

<sup>7</sup> Ainsi *huic paginae inserendum* (prol. des mir.); *quae paginis conscribantur* (mir. 9.); *huic paginae adscribendum* (concl.); — *ad sepulchrum expetiit*



être persuadé qu'il a précédé la renaissance carolingienne, par conséquent, qu'il est antérieur au ix<sup>e</sup> siècle. Nous serions même déjà autorisé à conclure que sa prose est bien celle du vi<sup>e</sup> siècle, mais divers arguments plus particuliers vont nous amener à cette date peu à peu et par des étapes successives.

§ 2. — *La vie de saint Martial existait déjà au VII<sup>e</sup> siècle et avant 614.*

Nous venons de parler du recueil des miracles de saint Martial; il va nous servir à prouver l'existence de la vie du saint au vii<sup>e</sup> siècle, et même avant 614.

Il existe plusieurs recueils partiels ou livres différents de ces miracles <sup>1</sup>. Le premier <sup>2</sup> se rencontre à la suite de la vie proprement dite, dans les mêmes manuscrits <sup>3</sup>. Publié d'abord par les Bollandistes <sup>4</sup>, il l'a été, en dernier lieu, par M. le chanoine Arbellot <sup>5</sup>. Ce livre comprend une série de dix miracles. Nous donnons plus loin, en utilisant le manuscrit de Carlsruhe, qui n'a pas encore été mis à profit, le texte des trois premiers, dont nous allons avoir à nous occuper plus spécialement.

On admet communément que ce recueil est de la même date

(mir. 1); *memoriam expetere* (2); *basilicam expetierunt* (4); *basilicam expetiit* (7); *ad memoriam expetierunt* (9); — *fundens orationem* (Vie, p. 47); *fusus orationum precibus* (mir. 1); *fusa oratione* (2); — *inherens pavimento* (1, 10); — *rigens lingua* (2); *rigente lingua* (3); — *testatur auctoritas* (6, 9); — *assidua frequentatione* (Vie, p. 49; mir. 9); — *ingressis liminibus* (mir. 2); *tactis liminibus* (7); *se inferre liminibus* (9); *limina ingressus* (10); — *pateferit populis* (Vie, p. 50); *adstantibus populis* (mir. 1); *cervicositas populorum*; *populis patefecit* (3); *frequentantibus populis* (4); *occultae sunt populis* (concl.).

<sup>1</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 5559 à 5581.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 5561.

<sup>3</sup> On le trouve aussi, sans la vie, en tête des autres recueils de miracles, dans le ms. 8550-8551 de la Bibliothèque royale de Bruxelles, du x<sup>e</sup> siècle, et dans le ms. lat. 5365 de la Bibliothèque nationale de Paris, du xii<sup>e</sup> siècle. Voir la description des trois manuscrits de la Vie dans *La prose rythmée et la critique hagiographique*, p. 42.

<sup>4</sup> *Acta SS.*, 30 jun., t. V (1709), p. 553-554 (3<sup>e</sup> éd., t. VII, p. 507-508), d'après le ms. de Bruxelles.

<sup>5</sup> *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial* (1860), p. 38-42, d'après le ms. lat. 3851A de la Bibliothèque nationale, reproduit en fac-similé à la fin, et l'édition précédente; — *Etude historique sur l'ancienne vie de saint Martial* (1892), p. 31-36, aussi d'après le ms. de Rome et le lat. 5365 de la Bibliothèque nationale. Le cardinal Bourret a imprimé le texte des trois premiers miracles, d'après le *Parisinus* 3851A, dans *Saint Martial premier apôtre et fondateur de l'église du Rouergue*, p. 6-7 (impr. vers 1890).

que la vie elle-même ; il semble même n'être que la seconde partie ou le complément de celle-ci <sup>1</sup>. M. Duchesne, comme on l'a vu, le croit aussi « rédigé en même temps que la vie du saint. » Si donc on arrive à préciser la date de ces récits, on aura, par là même, déterminé aussi celle de la vie. Certaines données vont nous le permettre.

Deux de ces miracles, le premier et le troisième, se retrouvent, assez identiques pour le fond, dans le *De gloria confessorum* de Grégoire de Tours <sup>2</sup>. « La parenté de ces textes, dit M. Duchesne, est manifeste, et personne ne la met en doute <sup>3</sup>. » Si donc l'anonyme n'est pas antérieur au VII<sup>e</sup> siècle, si, surtout, il appartient au IX<sup>e</sup>, il faut nécessairement admettre que les récits communs aux deux écrivains « sont empruntés à Grégoire de Tours <sup>4</sup>. » Cela ne fait aucun doute pour l'auteur des *Fastes épiscopaux*. Nous examinerons tout à l'heure la valeur des raisons alléguées ; pour le moment, nous ne retenons que l'affirmation elle-même qui rend l'hagiographe de Limoges tributaire de Grégoire pour les miracles 1 et 3.

M. le chanoine Arbellot a signalé <sup>5</sup>, dans le troisième récit, une phrase que la *Vita sancti Eligii* <sup>6</sup> reproduit mot pour mot <sup>7</sup>. D'après M. Arbellot, ce passage est certainement un emprunt du biographe de saint Éloi à celui de saint Martial. M. Duchesne ne pense pas de même : « Je croirai difficilement, écrit-il, que le biographe de saint Éloi soit allé chercher ceci dans la vie de saint Martial. Le contraire est plus probable <sup>8</sup>. »

La perspicacité de l'éminent critique nous semble ici en défaut. Comment, en effet, ne s'est-il pas aperçu que ce fait, qu'il regarde comme plus probable, est absolument incompatible avec celui qui est affirmé sans réserve peu de lignes auparavant ? Pour l'auteur des *Fastes épiscopaux*, on vient de le voir, l'anonyme de Limoges a tiré de Grégoire de Tours la narration du

<sup>1</sup> Cf. *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 20-21.

<sup>2</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 5560.

<sup>3</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 107, note.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>5</sup> *Étude historique sur l'ancienne vie de saint Martial*, p. 13 et 32.

<sup>6</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 2474.

<sup>7</sup> « Solet etenim pertinax cervicositas populorum ut aliqua sibi obiecta crimina sacramentis expiari contendat. » *Patr. lat.*, t. LXXXVII, col. 580.

<sup>8</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 108, note 1.

troisième miracle. S'il a vraiment emprunté ce récit à l'historien, il n'est donc pas allé chercher dans la vie de saint Éloi la phrase en question, qu'on lit dans ce même morceau. On ne pourrait, sans se contredire, soutenir le contraire.

Pour échapper à la contradiction, il faudrait supposer que notre hagiographe n'aurait suivi Grégoire que pour le reste du récit, et qu'il aurait pris réellement dans la vie de saint Éloi la phrase *Solet etenim*. Cet emprunt à deux sources différentes, pour la composition d'une douzaine de lignes, ne serait possible, malgré son peu de vraisemblance, que si la phrase commune aux deux biographes n'était aucunement représentée dans Grégoire de Tours. Or, tel n'est pas le cas ici : la même pensée est exprimée par l'historien <sup>1</sup>, en des termes dont plusieurs sont identiques et où personne n'hésitera à reconnaître une parenté avec ceux de notre anonyme. Il y a, en effet, un rapport suffisamment reconnaissable entre *etenim ut operatur* et *solet etenim*, entre *cruda rusticitas populorum* et *pertinax cervicositas populorum*, entre *iuramentum mendax protulit* et *obiecta crimina sacramentis* (serments) *expiare* ; enfin, les mots *in ecclesia*, de Grégoire, se retrouvent dans l'hagiographe immédiatement après : *ecclesiae foribus ingressus*. Comme, d'autre part, l'identité de la suite est manifeste, on ne peut nier que la dépendance mutuelle des deux rédactions ne commence avec la phrase que nous venons de relever. Il s'ensuit que l'écrivain de Limoges n'a pas eu à la copier dans la vie de saint Éloi. D'ailleurs, dans ce dernier écrit, rien n'amène ni ne justifie la conjonction *etenim*, qui reste inexplicable au commencement même d'un chapitre ; si elle se trouve à cet endroit où elle n'a que faire, c'est qu'elle s'y est introduite avec la phrase tout entière, que l'auteur a prise ailleurs et sans y rien changer. La source première n'est autre que le recueil des miracles de saint Martial, où elle se lit textuellement, enchâssée très naturellement dans le contexte.

Ce livre, avec la vie de saint Martial à laquelle il fait suite, est donc antérieur à la *Vita sancti Eligii*.

La vie de saint Éloi est attribuée à saint Ouen, évêque de

<sup>1</sup> • Hic etenim, ut cruda operatur rusticitas populorum, iuramentum mendax in ecclesia protulit. » *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, pars II (1885), p. 765.

Rouen <sup>1</sup>, mort le 24 août 684. L'emprunt que ce biographe aurait fait d'une phrase aux miracles qui suivent la vie de saint Martial s'explique très naturellement. En effet, il était étroitement lié avec saint Éloi. Or ce saint, qui était de Limoges, avait gardé une grande dévotion à saint Martial : ainsi, une fois évêque, on le voit se rendre en pèlerinage à son tombeau ; bien plus, il rebâtit une église qui avait été élevée sous son nom à Paris, et il y dépose de ses reliques <sup>2</sup>. Quoi donc d'étonnant, si l'ancienne vie de saint Martial existait au VII<sup>e</sup> siècle, à ce qu'il l'ait connue et possédée et qu'il l'ait fait connaître à un ami intime tel que saint Ouen ? C'est du moins une manière très vraisemblable de se rendre compte du passage qui en est sans conteste reproduit par celui-ci.

Quoi qu'il en soit de cette explication, la vie de saint Éloi, si elle est due réellement à saint Ouen, suppose nécessairement que celle de saint Martial était en circulation dès avant 684, date de la mort de saint Ouen. Si même, comme tout porte à le croire, l'auteur de la vie de saint Éloi a connu par celui-ci la vie et les miracles de saint Martial, que certainement il utilise, ces derniers écrits remonteraient donc pour le moins à l'année 659, où l'on place communément la mort de saint Éloi.

Nous allons établir, par le second recueil des miracles, qu'ils sont même antérieurs à l'année 614.

Ce second recueil et le troisième existent en deux rédactions différentes. L'une <sup>3</sup>, que nous regardons avec M. Duchesne comme la « rédaction originale et sincère <sup>4</sup>, » a été publiée par les Bollandistes <sup>5</sup>, puis récemment, en partie, par M. Holder-Egger <sup>6</sup>. L'autre <sup>7</sup>, qui présente, dit M. Duchesne, « un texte remanié <sup>8</sup>, » a été imprimée, il y a peu d'années, en même

<sup>1</sup> M. Krusch suppose qu'elle n'a été composée qu'à l'époque carolingienne (*Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. III (1896), p. 579); il lui serait certainement difficile d'en fournir la preuve.

<sup>2</sup> *Vita S. Eligii*, l. I, 18; l. II, 14 (*Patr. lat.*, t. LXXXVII, col. 495 et 522-523).

<sup>3</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 5562 et 5564.

<sup>4</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 105, note.

<sup>5</sup> *Acta SS.*, 30 iun., t. V, p. 554-556 et 557-559 (3<sup>e</sup> éd., t. VII, p. 508-510 et 511-512), d'après le ms. 8550-8551 de la Bibl. royale de Bruxelles. Réimprimée par M. Arbellot dans le *Livre des miracles de saint Martial* (1889), p. 12-26 et 26-36.

<sup>6</sup> *Mon. Germ., Script.*, t. XV, pars I (1887), p. 280-282 et 282-283.

<sup>7</sup> *Bibliotheca hagiographica latina*, n° 5563 et 5565-5566.

<sup>8</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109, note 2.

temps par M. Arbellot <sup>1</sup> et par les nouveaux Bollandistes <sup>2</sup>. Nous n'avons à nous occuper ici que de la première rédaction.

Le second recueil comprend une série de cinq miracles (n° 11-20 des *Acta Sanctorum*). « Il se termine par un récit relatif à l'année 832.... Le collecteur écrivait après la translation de 852. Toutefois, ce collecteur a trouvé toutes rédigées deux histoires afférentes au VII<sup>e</sup> siècle, d'un grand intérêt l'une et l'autre.... Ces deux récits sont d'une langue spéciale, très incorrecte, sûrement antérieure à la renaissance littéraire du temps de Charlemagne <sup>3</sup>. » Ils se réfèrent aux années 614 et 674 environ.

« Le troisième recueil est, comme le précédent, postérieur à la translation de 852. Outre quelques récits dépourvus d'attaches historiques, on y remarque celui du pillage de Limoges par les Normands et des détails intéressants sur l'invasion de l'Aquitaine par Louis, fils de Louis le Germanique. Ce dernier événement est de l'année 854; l'autre doit être à peu près du même temps. Le narrateur, cela est sûr, est un contemporain <sup>4</sup>. »

Nous avons tenu à résumer de la sorte, d'après M. Duchesne, les données chronologiques de ces deux recueils; elles vont nous servir à préciser la date de la première série, la seule en cause ici.

Retenons d'abord que le troisième recueil, écrit par un contemporain, relate des miracles opérés peu après le milieu du IX<sup>e</sup> siècle. La seconde série, recueillie auparavant, renferme des récits qui vont du VII<sup>e</sup> siècle à l'an 832. Elle est donc antérieure, et pour le contenu et pour la rédaction, au troisième recueil. Nous pouvons déjà en conclure avec vraisemblance que la première

<sup>1</sup> *Livre des miracles de saint Martial*, p. 11-27 et 27-37, d'après trois mss. de la Bibl. nationale de Paris : les latins 2768A, où « l'écriture, dit M. Duchesne (*Saint Martial de Limoges*, p. 318), est certainement postérieure au X<sup>e</sup> siècle, » 5365, du XII<sup>e</sup> siècle, et 12764, copie du XVII<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> *Catal. codd. hagiogr. latin. Paris.*, t. I (1889), p. 198-205 et 205-209. M. Duchesne (*Fastes épisc.*, t. II, p. 109, note 2) indique, par distraction, le t. II, p. 385-392 : les Bollandistes reproduisent ici, non pas le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> recueil d'après le *Parisinus* 2768A, mais, d'après le ms. 5365, les miracles 1 et 3 du 1<sup>er</sup> recueil, texte de Grégoire de Tours (*Bibl. hag. lat.*, n° 5560), puis ceux du 4<sup>e</sup> recueil (*Acta SS.*, iun. t. V, p. 559-561; 3<sup>e</sup> éd., t. VII, p. 513-514; *Bibl. hag. lat.*, n° 5574, 5576 et 5578), mais dans un autre ordre et une re-cension toute différente et avec d'autres miracles entremêlés (*Bibl. hag. lat.*, n° 5575, 5577 et 5579).

<sup>3</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109.

<sup>4</sup> *Ibid.*

série a dû précéder la seconde, soit pour les faits qui y sont rapportés, soit pour l'époque où ils ont été recueillis. C'est sans doute pour cette raison que, dans le manuscrit de Bruxelles qui nous a conservé les trois recueils, la première série se présente en tête; le collecteur du manuscrit la considérerait donc lui-même comme antérieure aux deux autres à tout point de vue.

Par conséquent, l'auteur du premier livre aurait écrit avant la rédaction des deux récits de 614 et de 674, qui ouvrent le second. « Si, en effet, comme nous le disions auparavant, ces deux histoires, « d'un grand intérêt l'une et l'autre, » eussent été déjà rédigées à l'époque où le premier recueil se formait, elles y auraient pris place nécessairement. Si elles ont passé dans la seconde série, c'est qu'au moment de leur rédaction la première série était déjà close et en circulation <sup>1</sup>. » Ceux qui retardent la composition du premier recueil jusqu'au temps de Charles le Chauve ou de Louis le Pieux ne sauraient expliquer, dans leur hypothèse, pourquoi ces deux intéressantes narrations, sûrement rédigées selon eux avant la première série, seraient entrées, non pas dans ce premier recueil, mais dans le second. Cela serait d'autant plus inexplicable que, toujours d'après le même sentiment, l'auteur des premiers récits aurait inséré deux miracles racontés par Grégoire de Tours, antérieurs par conséquent au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle; pourquoi donc dans ce cas, encore une fois, aurait-il négligé ces deux autres histoires, afférentes au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, aussi rédigées avant lui et si dignes d'attirer l'attention?

Nous devons redire ici ce que nous avons déjà écrit. Si ces deux miracles n'ont pas été recueillis par le premier collecteur, c'est que, non seulement leur rédaction est postérieure à son travail, mais que « vraisemblablement ils n'avaient pas encore eu lieu lorsqu'il écrivait; autrement, semble-t-il, l'auteur n'eût pas manqué d'ajouter à son recueil ces histoires d'un grand intérêt <sup>2</sup>. »

Notre argumentation nous a amené une objection: « Ce raisonnement, a dit le R. P. Guérard, pourrait être juste, s'il était

<sup>1</sup> *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 20.

<sup>2</sup> *Ibid.*

prouvé que l'auteur de la *Vie*, dans le cas où il serait postérieur à l'an 670, a dû nécessairement connaître ces deux faits <sup>1</sup>. »

La réponse est facile. D'abord, il est invraisemblable qu'un écrivain de Limoges, qui avait sûrement fait les recherches utiles pour recueillir les traditions et les miracles à la gloire de saint Martial, ait précisément ignoré ce double événement qui allait si bien à son sujet : saint Loup, *martyrarius* ou gardien principal du tombeau du saint, promu d'une façon toute merveilleuse à l'évêché de Limoges ; puis, le duc Lupus assassiné dans cette ville, à la porte du même sanctuaire qu'il venait de piller. L'histoire locale religieuse ou civile, il faut l'avouer, présentait certainement peu de faits aussi retentissants à l'honneur du saint apôtre du pays. L'ignorance de ces incidents extraordinaires et miraculeux s'expliquerait moins encore, dans l'hypothèse que nous combattons, de la part du biographe de saint Martial, puisque les deux récits auraient été déjà rédigés avant lui et, on n'en saurait douter, à Limoges même ; les clercs de Saint-Martial devaient par conséquent les connaître et les conserver. Comment donc supposer que ces écrits eussent échappé aux investigations de notre anonyme, ou bien, ce qui n'est pas moins inconcevable, qu'il ait négligé la principale source d'information, en évitant de se renseigner auprès de ce clergé, si même il n'en faisait pas partie ?

Mais nous avons mieux que des vraisemblances à faire valoir. Un témoignage formel et qui n'a pas encore été invoqué va prouver la vérité de ce que nous avons cherché à établir : l'auteur de la *vie* et du premier recueil de miracles a écrit son ouvrage avant 614.

« Le second recueil, dit M. Duchesne, s'ouvre par un prologue où cette *vie* est expressément citée <sup>2</sup>. » En effet, le rédacteur y rappelle d'abord brièvement la mission de saint Martial et des deux prêtres à Limoges par l'apôtre saint Pierre, sa prédication en vue de la conversion de cette ville ; il énumère ensuite les miracles qui se sont produits à son tombeau, et où l'on reconnaît ceux du premier recueil. Puis il ajoute : « Comme cela est écrit dans ses actes, visant à être bref, nous nous abstenons de

<sup>1</sup> *Revue du clergé français*, t. XVIII, 4<sup>e</sup> mai 1899, p. 433.

<sup>2</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109.



le reproduire ; mais nous rapporterons seulement quelque chose des nombreuses merveilles que le Seigneur a opérées depuis ce temps par son serviteur : » *Sed quia hoc actibus suis scriptum est, studentes brevitatem, repetere vitamus, sed quod Dominus postea per eum operatus est, de multis aliquid vobis indicare decrevimus.* Ce prologue a une telle importance pour la question qui nous occupe, qu'il nous semble utile de le reproduire en note, dans son intégrité, d'après l'édition critique de M. Holder-Egger <sup>1</sup>.

Les deux premiers récits qui le suivent sont les histoires afférentes aux années 614 et 674. D'après le témoignage qu'on vient de lire, ces faits seraient ainsi postérieurs à ceux du premier recueil et à sa composition. De cette première série le rédacteur avait dit : *Hoc actibus suis scriptum est* ; il ajoute que les miracles de la seconde, même par conséquent les deux premiers, se sont passés ensuite : *quod Dominus postea per eum operatus est.*

L'auteur qui a écrit ces mots était nécessairement d'autant mieux informé qu'il était plus près des événements. Il importe donc de se rendre compte de l'époque à laquelle il faut assigner le prologue.

Une chose qui ne fait aucun doute, ainsi que nous l'avons déjà vu, c'est que les deux récits de 614 et 674 « sont d'une langue spéciale, très incorrecte, sûrement antérieure à la renaissance littéraire du temps de Charlemagne <sup>2</sup>. » Pour la même raison, le dernier éditeur place leur rédacteur au commence-

<sup>1</sup> « Cum dominus Ihesus Christus ad salutem humani generis in terris descendere dignatus est in carne humana et discipulos suos docuit predicare in universum mundum, dicens : *Ite, docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, docentes eos servare omnia quaecunque mandavi vobis*, tunc beatus apostolus Petrus iure beatissimum Marcialem cum duobus presbiteris in Gallias ad civitatem Lemovicinum et eam sibi commissam iussit predicare, ut populus, qui a demoniis in ipsa urbe vexabatur et idolatria turpissima, quae nescientes colebant, ad gratiam Christi domini revocaret. Quod ipse infra paucorum dierum spatia ipsius iussionem adimplevit, et in vita sua multas virtutes faciens, populis ostendit, et post obitum suum multa miracula per eum Dominus in loco ubi ipse requiescet dignatus est ostendere, caecos illuminare, surdos audire et mutos loqui, manus aridas et membra dissoluta restituere, vel qui a demonibus vexabantur frequenter curavit. Sed quia hoc actibus suis scriptum est, studentes brevitatem, repetere vitamus, sed quod Dominus postea per eum operatus est, de multis aliquid vobis indicare decrevimus. » *Mon. Germ., Script.*, t. XV, p. 280.

<sup>2</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 109.

ment du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>. Papebroch les disait même positivement écrits au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>. De fait, leur rédaction, présente plusieurs particularités ou des incorrections que nous avons signalées comme appartenant à la latinité de la période barbare <sup>3</sup>.

D'autre part, ces histoires se présentent avec un tel luxe de détails que, plus on s'éloigne du temps où elles ont eu lieu, plus il devient difficile de s'expliquer une composition aussi circonstanciée. On est donc autorisé à supposer que le narrateur, s'il n'a pas été contemporain des événements, n'a guère pu en être informé que par un témoin. Cela nous reporte avec Papebroch vers la fin du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle ou au moins, avec M. Holder-Egger, aux premières années du <sup>viii</sup><sup>e</sup>, en d'autres termes, aux environs de l'an 700.

Le prologue est-il du même auteur que les deux récits du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, ou bien est-il dû au rédacteur qui a écrit la fin du recueil un peu après 832? Le dernier éditeur hésite à se prononcer. Cependant il remarque lui-même que la langue de ce morceau diffère considérablement de la seconde partie et qu'elle présente les incorrections des deux premières narrations : c'est, selon lui, le même style informe et barbare <sup>4</sup>. Cette observation est absolument justifiée, et il suffit d'ouvrir les yeux pour reconnaître dans ces quelques lignes plusieurs échantillons des confusions grammaticales et des constructions irrégulières <sup>5</sup> que l'on

<sup>1</sup> « Qui duo miracula saeculo VII. gesta narravit (c. 2. 3), iam saeculo VIII. ineunte vixisse videtur. » *Mon. Germ., Script.*, t. XV, p. 280.

<sup>2</sup> « Miracula saeculo VII. scripta. » *Acta SS.*, 30 iun., 3<sup>e</sup> éd., t. VII, p. 508.

<sup>3</sup> M. Duchesne a déjà signalé (*Saint Martial de Limoges*, p. 295, note 2) les expressions *marthararius*, *dirigere* (envoyer), *innolescere* (faire connaître), *optimates*, *oraculum* (oratoire). Remarquer aussi *nomina conscripta de duobus sacerdotibus*, *Lupi et compresbiteri eius*; *Lupo compellere*; *in tantum ut....*; *illis.... celebraret*; *ibidem advenerat*; *in ore posuisset*; *amplexasset*; *fateretur* au sens passif; *circumsallare*; *in ore porrexil*; *amplexato calice*; *ausil*; *in auribus regis intulit*; *quem ipse.... omnem petitionem suam adimplevit*; *et honorem, quem aliis pollicitus fuerat....*, *sibi Dominus multiplicavit*; *et ipse.... qui cum asello.... perrexerat, rex equum.... eum sedere fecit, et.... reversus est in pace* (c. 2); — *ad eum adeserunt*; *tanta plurima.... ut*; *eum (tumbare)*; *se sperare attingere*; *et palatio.... et omnes urbes et castella timor.... invaserat* (c. 3). (*Mon. Germ., Script.*, t. XV, p. 280-282.)

<sup>4</sup> « Alter paullo post a. 832 (c. 6) scripsit. Qui num forte hunc libellum colligerit miracula antea scripta suis coniungens et prologum praemisit, non satis apparet; certe capita 1-3. sermone rudi multum a capite 6. differunt. » *Ibid.*, p. 280. Le chapitre 1<sup>er</sup> n'est autre que le prologue reproduit tout à l'heure.

<sup>5</sup> Ainsi *in terris descendere*; *predicare in universum mundum*; *civitatem Le-*

constate dans les siècles d'ignorance et que nous venons de signaler dans les deux histoires de tout à l'heure.

Le prologue du second livre est donc bien de la même date et du même écrivain que ces deux récits. C'est sans doute pour cette raison qu'il est placé en tête de tout le recueil et avant ces deux miracles, dont il est la préface. S'il était dû au rédacteur de la seconde partie, on le trouverait plutôt après les deux histoires afférentes au VII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire immédiatement avant l'œuvre propre du second auteur. Il a par conséquent été écrit aussi vers l'an 700.

Nous devons donc en croire l'auteur quand il nous apprend, à cette date, que les deux faits merveilleux qu'il rapporte ont été opérés depuis que les actes du saint sont rédigés. Il faut en conclure que l'ancienne vie de saint Martial et les récits qui la suivent sont réellement antérieurs, non seulement à l'an 700 environ, où ils sont cités expressément dans le prologue, mais aussi à l'an 614, où s'est passé un miracle que le même prologue dit postérieur à leur rédaction.

Nous allons maintenant montrer que Grégoire de Tours, en 587, les a connus et en a fait usage.

§ 3. — *Grégoire de Tours, en 587, a fait usage de la vie de saint Martial.*

Une histoire de sarcophages déplacés qui termine la vie de saint Martial et deux miracles des dix qui composent la série jointe à cette vie se retrouvent, assez identiques pour le fond et même pour plusieurs expressions, dans le *De gloria confessorum* de Grégoire de Tours <sup>1</sup>. Il est certain que l'un des deux écrivains s'est servi de l'autre. Nous avons déjà dit les raisons qui nous font croire, à la suite de M. Arbellot, que le biographe de saint Martial est antérieur à Grégoire de Tours et que l'historien dépend ici de l'écrivain de Limoges <sup>2</sup>.

*movicinum; eam (pour ei) predicare; ut populus qui.... idolatria turpissima, quae nescientes colebant, ad gratiam.... revocaret; quod.... ipsius iussionem adimplevit; requiescet pour requiescit; multa miracula.... dignatus est ostendere, caecos illuminare, surdos audire et mutos loqui, manus aridas et membra dissoluta restituere; studentes brevitatem; sed quod Dominus postea per eum operatus est, de multis aliquid. (Ibid.)*

<sup>1</sup> C. 27 et 28 (Mon. Germ., Scr. Merov., t. I, p. 765).

<sup>2</sup> *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 21-22.

M. l'abbé Duchesne, qui reporte la légende de saint Martial au ix<sup>e</sup> siècle, a par suite une manière de voir différente de la nôtre. Pour lui, « le rédacteur avait sous les yeux le texte de Grégoire ; » « l'on trouve déjà dans Grégoire » l'histoire des sarcophages déplacés ; les miracles 1 et 3 « sont encore empruntés à Grégoire de Tours <sup>1</sup>. »

Dans son nouveau volume des *Fastes épiscopaux*, le savant critique a motivé son appréciation. « La parenté de ces textes avec Grégoire, dit-il, est manifeste, et personne ne la met en doute. Quant à renverser le rapport et à dire que c'est Grégoire qui a copié le biographe anonyme, c'est à quoi il ne faut pas songer. La rédaction de l'historien a beaucoup plus de trait, de couleur et de vie que celle du biographe ; son caractère d'originalité est si évident, qu'il frappe tout de suite le lecteur sans prévention. Cf. le commentaire de Krusch au *De gl. conf.*, 28. Si Grégoire avait eu la vie de saint Martial sous les yeux, comment n'aurait-il soufflé mot, je ne dis pas de l'épisode de Valérie, mais de la mission donnée par saint Pierre et de la résurrection du compagnon <sup>2</sup> ? »

Avant d'exposer les motifs, qui nous font penser autrement, nous devons examiner les raisons que l'on vient de lire. Il y en a deux : l'une a trait au caractère même de la rédaction ; l'autre concerne ce qu'elle omet de dire. Commençons par celle-ci.

Si Grégoire de Tours, comme nous le soutenons, a eu la vie de saint Martial sous les yeux, il n'était naturellement pas obligé d'en faire passer tout le fond, tous les faits dans son ouvrage ; il n'a agi de la sorte pour aucune des vies de saints qu'il a certainement utilisées. Il y a plus. Lui-même nous apprend expressément qu'il a voulu se borner dans son recueil à la gloire posthume des saints confesseurs, c'est-à-dire aux merveilles opérées par Dieu à leur intercession après leur mort ; s'il a parfois, ajoute-t-il, raconté quelque chose de leur vie même, c'est seulement lorsqu'il n'en existait pas encore, à sa connaissance, de livre écrit <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 107.

<sup>2</sup> *Ibid.*, note.

<sup>3</sup> « Et licet iam dixerimus in prologo libri huius, ut ea tantum scriberemus, quae Deus post obitum sanctorum suorum, eis obtinentibus, est operare dignatus, tamen non puto absurdum duci, si de illorum vita memore-

Grégoire n'avait donc à parler ni de l'épisode de Valérie, ni de la mission donnée par saint Pierre, ni de la résurrection du compagnon. Ces trois événements, en effet, s'étaient passés du vivant même de saint Martial. Leur intérêt, cependant, aurait pu l'engager à en dire quelque chose, mais seulement en l'absence d'un livre spécial et connu de lui ; comme il n'en a rien fait, c'est une présomption qu'à ses yeux l'existence de l'ancienne légende, qui rapporte en détail ces récits intéressants, le dispensait de les reproduire. Il n'avait donc qu'à faire un choix dans le recueil des miracles, tous posthumes, et à emprunter à la *Vita* proprement dite le récit final, aussi posthume, où se trouve l'histoire des sarcophages déplacés. Le titre dont il l'a fait précéder : *De sepulchris prbr. in basilica sancti Martialis* <sup>1</sup>, indique bien avec précision que tel était l'unique objet de ce chapitre.

Les quelques mots qu'il écrit au commencement sur le saint et sur ses deux compagnons ne sont là que pour faire savoir, aussi brièvement que possible, de qui il s'agit dans cette histoire de tombeaux. Il est vrai qu'au lieu de parler de saint Pierre, comme le biographe, il fait envoyer saint Martial par les *évêques de Rome* <sup>2</sup> en général. Peut-être le vague de cette périphrase était-il surtout un moyen de ne pas aller formellement à l'encontre de la légende qu'il utilisait là même, et dont l'affirmation sur ce point pouvait le laisser hésitant.

Quoi qu'il en soit, le silence de Grégoire sur les trois récits qui se partagent presque toute l'ancienne vie, loin de témoigner que celle-ci n'est venue qu'après, peut au contraire être regardé comme une preuve et un aveu que cette légende lui était connue ; autrement, en effet, selon son habitude en pareil cas, il nous aurait appris sur le saint autre chose que trois miracles posthumes.

La seconde raison alléguée en faveur de la priorité de l'historien, et qui se réfère au caractère même de la rédaction, a-t-elle un fondement plus solide ?

mus aliqua, de quibus nulla cognovimus esse conscripta. » *Glor. conf.*, 44 (*Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 775).

<sup>1</sup> *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 745.

<sup>2</sup> « Igitur sanctus Martialis episcopus a Romanis missus episcopis. » *Ibid.*, p. 764.

Remarquons d'abord que M. Krusch, dont le témoignage est invoqué à l'appui, n'hésite pas à affirmer, ici même, que les récits du biographe anonyme ont été rédigés peu de temps après Grégoire de Tours <sup>1</sup>. On sait cependant que le critique allemand n'est rien moins que porté à vieillir les textes hagiographiques de l'époque mérovingienne; M. Duchesne a même le très louable mérite de lui tenir tête sur ce terrain depuis plusieurs années <sup>2</sup>. Aussi peut-on s'en rapporter sans scrupule au savant d'outre-Rhin, comme à un lecteur, pour ne rien dire de plus, « sans prévention » en l'occurrence, quand le recueil des miracles lui paraît remonter presque à Grégoire de Tours. Ce jugement montre au moins, en faveur de la légende, qu'il n'est pas admis par tout « lecteur sans prévention » qu'« aucun argument sérieux ne permet de la faire remonter plus haut que le ix<sup>e</sup> siècle <sup>3</sup>. »

M. Krusch, cela est vrai, croit que l'hagiographe de Limoges dépend de Grégoire de Tours. Comme preuve, il transcrit deux courts passages du troisième miracle, qui, à son avis, montrent cette dépendance.

Il y a d'abord l'expression *balantem ovium vocem*, qui lui paraît une modification de *bidentis mugitum* qu'on lit dans Grégoire <sup>4</sup>. Ici M. Krusch a argumenté d'après un texte moins pur; les manuscrits plus anciens de la légende portent : *sed quasi balatum ovium vocibus similaret*. Mettons en présence la rédaction de Grégoire : *ita ut non vocis humanae, sed bidentis mugitum simulare videretur*. Nous l'avouons franchement, mais nous ne voyons pas du tout que celle-ci « a beaucoup plus de trait, de couleur et de vie que celle du biographe, » ni que « son caractère d'originalité est si évident, qu'il frappe tout de suite le lecteur sans prévention. » La leçon *bidentis mugitum* n'est même pas très sûre dans Grégoire : les plus anciens manuscrits ont un gratage au premier mot; d'autres remplacent *mugitum* par *balatum* <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> « Haec Miracula non adeo multo tempore post Gregorium composita esse concedo. » *Ibid.*, p. 765, note 1.

<sup>2</sup> Voir le *Bulletin critique* du 5 juin au 5 septembre 1897 et du 25 novembre 1899 au 5 janvier 1900, et les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome, t. XVIII (1898).

<sup>3</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 116.

<sup>4</sup> *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 745, note 1.

<sup>5</sup> *Ibid.*, notes m et n.

Il n'y a donc rien à tirer de ce texte contre notre thèse ; tout au contraire.

M. Krusch compare ensuite ce passage de Grégoire : *sensitque, ut postea adserebat, tamquam si aliquis guttur eius tangeret*, et celui du biographe : *tamquam si guttur eius aliquis tangeret ei visum est*. L'incise *ut postea adserebat* lui semble une marque d'antériorité <sup>1</sup>. Est-elle cependant à ce point différente de la locution *ei visum est* que la première seule, à l'exclusion de celle-ci, doive être regardée comme originale ? Il y a sans doute une idée de plus dans l'*adserebat* de Grégoire ; mais celui-ci n'a-t-il pas pu la tirer lui-même des mots *ei visum est*, qui la contiennent virtuellement ? D'ailleurs Grégoire de Tours ne savait pas s'astreindre à reproduire toujours fidèlement les documents qu'il utilisait ; M. Max Bonnet, qui a peut-être le mieux étudié son œuvre, en a fait la remarque : « On verra, dit-il, à quel point l'expression reste indépendante de l'auteur à qui les faits sont empruntés. » Ainsi « Grégoire reproduit si librement, qu'il invente tout un discours dont on ne trouve trace chez Paulin, que Grégoire désigne lui-même comme source de son récit. Il ajoute des détails très poétiques <sup>2</sup>. » Même quand il cite par le titre une œuvre qu'il analyse, son résumé n'est pas toujours exempt d'erreur. On peut en voir dans le livre de M. Max Bonnet, qui met les deux textes en parallèle, un exemple qui va bien à notre sujet. Grégoire, se référant à une homélie de saint Avit, *ajoute des loups* aux cerfs dont parle celui-ci ; ce qui ne l'empêche pas de mettre même ce passage sur le compte de ce dernier par l'incise *ut scripsit* <sup>3</sup>. Voilà de quoi expliquer amplement sa pareille, *ut postea adserebat*.

C'est là tout ce qu'on a pu arguer en faveur de la prétendue priorité de Grégoire de Tours. Nous n'avons voulu rien passer sous silence, rien atténuer. Il nous semble que la preuve n'est pas faite et que le résultat visé n'a pas été atteint. Nous allons maintenant exposer les raisons qui nous paraissent justifier la solution opposée.

Si la rédaction primitive est celle qui a « plus de trait, de couleur et de vie, » celle dont le « caractère d'originalité est si évi-

<sup>1</sup> *Ibid.*, note 1.

<sup>2</sup> *Le latin de Grégoire de Tours*, p. 63.

Cf. *ibid.*, p. 64.

dent, qu'il frappe tout de suite le lecteur sans prévention, » on hésitera difficilement à reconnaître ce mérite aux trois passages qui suivent de l'hagiographe ; nous les mettons en présence des textes correspondants de Grégoire :

MIRACULA S. MARTIALIS.

1. *In tantum ut ungularum transfoderetur palma (ou pal-mam) acumine.*

3. *Mox, rigente lingua, ita os eius obseratum est, ut nequam mendatii sui potuisset exserere actionem.*

*Qui innuens presbitero cui ibidem offitii fuerat agendi cura commissa, manu ostendit ut....*

GREG., *De glor. conf.*, 28.

*Ac digiti palmae defixerant.*

*Mox rigente lingua mutus effectus est.*

*Presbiterum qui aderat nutu deprecabatur ut<sup>1</sup>....*

Encore une fois, le « lecteur sans prévention » trouvera certainement « plus de trait, de couleur et de vie » dans le tableau de cette main dont la paume est traversée de part en part par l'extrémité des ongles, de cette bouche fermée et comme cadenassée au point d'empêcher le mensonge d'en sortir ; il y a aussi un « caractère d'originalité » plus évident dans ce qui est dit de ce prêtre à qui était confié le soin de faire le service auprès du tombeau. A côté d'une rédaction aussi en relief, celle de Grégoire dans les passages correspondants fait l'impression d'un résumé assez banal. On n'est pas arrivé de celle-ci à celle-là ; le contraire seul est admissible. Nous pourrions dire la même chose en comparant les mots *cervicositas* et *rusticitas* : le premier est certainement plus original <sup>2</sup> et ne provient pas de l'autre ; Grégoire l'aura remplacé par le second, qui lui était assez familier <sup>3</sup>.

Nous avons déjà montré l'incorrection grammaticale et la pauvreté littéraire du biographe anonyme. Il semble bien lui-

<sup>1</sup> *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 765.

<sup>2</sup> Notre anonyme a pu l'emprunter à Sidoine Apollinaire, dont, comme nous l'avons dit plus haut, il a subi l'influence et qui l'emploie dans sa correspondance (*Epist.*, l. VII, 9) : *Popularium cervicositas* (*Mon. Germ., Auct. antiq.*, t. VIII, 1887, p. 114). C'est presque l'expression entière *cervicositas popularum* du biographe, qui ne l'a donc pas tirée de Grégoire.

<sup>3</sup> Cf. M. Bonnet, *Le latin de Grégoire de Tours*, p. 26 et note 5. Deux des références alléguées (*Gl. conf.*, 2 et 29) portent, comme ici, la locution *cruda rusticitas* : on voit que Grégoire en usait volontiers.



même avoir conscience de son inhabileté quand, au moment de prendre la plume, il exprime ainsi son impuissance : *Ac si fale-ratis non valeo verbis explere quod cupio* <sup>1</sup>. Dans la conclusion de son travail, jetant un regard d'ensemble sur son œuvre, il tient à renouveler le même aveu : *Ac si non perito sermone, huic paginae adscribendum putavi*. Cette impuissance, ainsi sentie et affirmée par l'auteur, nous autorise à redire ce que nous avons déjà écrit : « Si le biographe de saint Martial avait eu sous les yeux le texte de Grégoire de Tours, nous ne comprenons aucunement pourquoi il aurait modifié la forme de son modèle <sup>2</sup>. » Son inexpérience aurait au contraire trouvé une facilité de plus et un avantage apprécié à le reproduire aussi fidèlement et correctement que possible ; c'eût été pour sa plume inhabile un moindre effort que de refaire laborieusement une rédaction nouvelle.

On s'expliquerait moins encore, dans l'hypothèse que nous combattons, les incorrections qui auraient été ajoutées par le biographe au texte plus pur qu'il aurait eu sous les yeux. Ainsi *ad sepulchrum expetiit* ne peut guère procéder de *ad sepulchrum advenit* de Grégoire, ni *ecclesiae foribus ingressus* de *in ecclesia protulit*, ni le nominatif ou accusatif absolu *quod factum* de *quod cum fecisset*, ni *redditum vocis officio* de *vocis officio reddito*. L'inverse se conçoit mieux de la part de Grégoire ; comme nous le disions auparavant, « son habitude de la composition et sa connaissance plus grande des lettres expliquent surabondamment qu'il ait tenu à retoucher ces récits imparfaits du biographe anonyme pour les rendre plus clairs, plus corrects et plus littéraires <sup>3</sup>. »

Une chose encore plus inexplicable, si l'hagiographe dépend de Grégoire de Tours, ce sont les détails qu'il a en plus de celui-ci. En effet, dans le récit du troisième miracle, il nous apprend, ce que ne fait pas l'historien, quelle avait été l'occasion du faux serment puni par la perte de la parole : le coupable, nous dit l'anonyme, avait voulu se justifier de la sorte, selon la mauvaise habitude du peuple, des accusations criminelles qui pesaient sur lui. Il ajoute aussi aux renseignements fournis par

<sup>1</sup> *Vita S. Martialis*, dans *La prose rythmée*, p. 44.

<sup>2</sup> *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 22.

<sup>3</sup> *Ibid.*

Grégoire que le pauvre parjure resta longtemps prosterné au tombeau du saint : *ubi cum diutius iacuisset*. Encore une fois, on ne comprend pas que ces données positives aient pu être connues par un écrivain postérieur, et surtout postérieur de deux siècles et demi, comme on le veut, à l'auteur dont il aurait été tributaire et qui n'en souffle mot. C'est une preuve de plus, et une preuve encore plus forte, que l'anonyme est réellement antérieur à Grégoire, qui n'a fait que le résumer.

La même conclusion se dégage jusqu'à l'évidence du miracle que le biographe intercale entre les deux guérisons racontées par Grégoire. A supposer que le premier ait emprunté à l'historien ces deux récits, il les aurait fait suivre immédiatement l'un de l'autre, sans les séparer par un miracle nouveau. L'intercalation de celui-ci à cet endroit n'avait aucune raison d'être : il trouvait mieux sa place après le second de Grégoire, avec les sept autres dont le *De gloria confessorum* ne parle pas non plus <sup>1</sup>.

Les mots qui ouvrent le récit intercalé dans l'anonyme ajoutent à la valeur de notre remarque. Ils renferment, en effet, un détail significatif : *In eadem namque* <sup>2</sup> *nocte*, y est-il dit, *quid ibi miraculi apparuerit, nequaquam silendum putavi*. Comment un auteur du ix<sup>e</sup> siècle aurait-il su que ce second miracle, dont Grégoire ne dit rien, avait eu lieu la même nuit que le premier raconté par l'historien ? Selon toutes les vraisemblances, un renseignement chronologique aussi précis, et qu'on ne trouve pas ailleurs, suppose un écrivain plus rapproché des événements que l'auteur du *De gloria confessorum*. Il faut en conclure à

<sup>1</sup> Nous avons déjà mentionné cet argument dans notre *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 22. Le R. P. Guérard l'a présenté d'une façon un peu inexacte dans la *Revue du clergé français* (t. XVIII, p. 433-434) : « Mgr Bellet, écrit-il, va plus loin encore, et il pense que deux autres miracles de saint Martial racontés par Grégoire de Tours ont été empruntés par l'historien à l'ancienne *Vie* qui serait donc reportée en plein vi<sup>e</sup> siècle. Il allègue, à cet effet, qu'on lit dans la *Vie* un miracle ajouté à deux autres faits racontés par Grégoire. Ainsi, tandis que tout à l'heure le texte le moins complet était nécessairement le plus ancien, ici le document le moins complet est présenté comme devant être le plus récent. » Ce n'est pas tout à fait cela : nous tirons notre preuve, non pas précisément de ce qu'un miracle est *ajouté* à deux autres faits racontés par Grégoire, — car il y en a sept autres dans ce cas et dont nous ne concluons rien, — mais de ce que ce miracle est *intercalé* entre les deux qu'on retrouve dans Grégoire.

<sup>2</sup> *Namque*, *nam* et *enim* sont fréquemment employés pour *autem* du iv<sup>e</sup> au vi<sup>e</sup> siècle. Cf. M. Bonnet, *Le latin de Grégoire de Tours*, p. 317.

l'antériorité des récits de l'hagiographe. Grégoire les a eus sous les yeux ; il a fait entrer le premier et le troisième dans son ouvrage. S'il a laissé de côté le second, c'est sans doute parce qu'il s'y agit, comme dans le suivant, de la guérison d'un muet, et que ce troisième miracle a dans l'anonyme beaucoup plus de relief que le précédent.

Le texte du *De gloria confessorum* présente ici une particularité très remarquable : on lit au commencement du dernier récit, le troisième du biographe, les mots *In hac ergo solemnitate mutus*, qu'on ne trouve pas cependant dans les plus anciens manuscrits <sup>1</sup>. Il y a, croyons-nous, une relation entre ces mots et ceux dont nous venons de nous occuper et qui commencent le second récit de l'hagiographe ; l'expression *mutus* se retrouve même d'un côté et de l'autre. Il n'est pas téméraire de penser que Grégoire aurait d'abord songé à relater le second miracle de l'anonyme ; de là, dans des manuscrits, la mention *In hac ergo solemnitate mutus*, transcrite presque textuellement de la rédaction de l'anonyme : *In eadem namque nocte.... mutus*. Puis, pour le motif que nous avons insinué tout à l'heure, il y aurait ensuite renoncé, et c'est son texte revisé et définitif que reproduiraient les plus anciens manuscrits.

Quoi qu'il en soit de cette dernière explication, il nous semble maintenant établi que Grégoire de Tours dépend réellement de l'hagiographe de Limoges. Une dernière preuve, qu'on n'est pas autorisé à récuser, nous en est fournie par celui-ci, quand, dans la conclusion de son opuscule, il écrit ce qui suit : *Quantum mihi de virtutibus beatissimi confessoris a fidelibus Dei famulis, fama promulgante, meis patuit auribus, ac si non perito sermone, huic paginae adscribendum putavi* <sup>2</sup>. Ainsi, c'est par la seule renommée qu'il a tout appris ; il raconte, non pas ce qu'il a lu, mais ce qui lui a été rapporté de vive voix par des serviteurs de Dieu dignes de foi. Le biographe n'aurait pu parler de la sorte s'il avait utilisé des sources écrites, même s'il avait seulement emprunté les trois récits que l'on retrouve dans Grégoire.

Le livre de la vie de saint Martial et des miracles qui la sui-

<sup>1</sup> Cf. *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 765, note h. A cause de cela, M. Krusch a imprimé ces cinq mots entre crochets.

<sup>2</sup> Arbellot, *Étude historique sur l'ancienne vie de saint Martial*, p. 36, et mss.

vent est donc nécessairement antérieur au *De gloria confessorum* de cet historien.

L'ouvrage de Grégoire de Tours a été composé en 587 <sup>1</sup>. Il faut en conclure que la légende de saint Martial existait déjà à cette date.

Serait-il possible de préciser davantage? Nous avons déjà parlé de certaines ressemblances que notre anonyme présente avec Fortunat. Plusieurs vies de saints écrites par celui-ci offrent en effet une disposition identique, des prologues de même style, des transitions presque textuellement semblables à celles des miracles dans l'hagiographe.

Il y a plus. Dans la vie de saint Germain de Paris, on rencontre à deux reprises une description de main malade, dont les termes rappellent beaucoup ceux du premier miracle de saint Martial. Voici, en effet, ce qu'on lit la première fois : *Ita contrahitur digitis, ut unguium acumen partem transiret in alteram...., et oratione data, manu peruncta oleo, unguis de palma retractae sunt.... et in antiquo officio nervorum tela retexitur* <sup>2</sup>. Un peu plus loin, Fortunat s'exprime ainsi : *Ita manu contracta, ut unguium acumen palmam foraret in intima....; manus reformat imaginem* <sup>3</sup>. Il est difficile, à cette lecture, de ne pas penser à ce texte de l'anonyme : *ut ungularum transfoderetur palma* (ou *palmam*) *acumine*, et à quelques autres mots également identiques du contexte. Aussi, sans nous prononcer d'une façon absolue, nous serions tenté de nous poser ici la question de dépendance, dont la probabilité serait encore un peu augmentée par les points de contact plus généraux signalés auparavant.

Il est évident que Fortunat n'a rien eu à emprunter à notre hagiographe. Si donc celui-ci, dans les endroits où il s'en rapproche, n'a pas utilisé plutôt un modèle encore plus ancien et à nous inconnu <sup>4</sup>, il aurait peut-être cherché dans ces passages à

<sup>1</sup> Cf. *Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. I, p. 455; *Auct. antiq.*, t. IV, pars II (1885), p. xiii.

<sup>2</sup> *Mon. Germ., Auct. antiq.*, t. IV, pars II, p. 15.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 19-20.

<sup>4</sup> L'anonyme a pu utiliser, par exemple, la plus ancienne vie de sainte Geneviève (*Bibl. hag. lat.*, n° 3334), écrite vers 520, dans les passages qui suivent de celle-ci : « Nequaquam silendum esse arbitror (Kohler, *Étude sur la vie de sainte Geneviève*, 1881, p. 18). Operae pretium etiam illud indicare estimo quid miraculi per eam Dominus fecit (p. 22). Cum, diutissime solo recubans, oratione completa, a pavimento surrexisset (p. 24). Adherens pavimento

imiter surtout Fortunat, particulièrement la vie de saint Germain de Paris. Comme la composition de ce dernier livre a dû suivre de très près la mort du saint, arrivée le 28 mai 576, et que d'autre part la légende de saint Martial avait été mise à profit dans un ouvrage écrit dès 587, on serait autorisé à dater celle-ci avec quelque vraisemblance, si l'hypothèse émise était suffisamment fondée, de l'année 580 environ.

Il nous reste à montrer que le *cursus* de l'ancienne vie de saint Martial s'ajoute à tous les arguments que nous avons fait valoir jusqu'à présent pour la reporter plus haut que le VII<sup>e</sup> siècle, car on n'a pas encore rencontré ce rythme spécial, de la même façon, dans des textes postérieurs au VI<sup>e</sup> siècle.

§ 4. — *Le cursus de la vie de saint Martial la reporte au VI<sup>e</sup> siècle.*

Nous avons signalé le caractère rythmé de l'ancienne vie de saint Martial<sup>1</sup> : les cadences terminales de toutes les phrases et des principaux membres de phrase y sont marquées par le *cursus*, soit simplement rythmique, soit le plus souvent métrique. Comme les savants qui se sont occupés de ce nouvel élément de critique ont constaté que l'emploi régulier et constant du *cursus* avait cessé à partir du VII<sup>e</sup> siècle, nous en avons conclu que la présence persévérante de ce rythme spécial dans l'ancienne vie de saint Martial, surtout avec la prédominance très sensible du

(p. 29). *Integre auditum et eloquium adeptus est* (p. 43). *Solo adherens* (p. 43). Plusieurs de ces façons de parler se retrouvent surtout dans les trois premiers miracles de saint Martial : c'est une preuve de plus que l'écrivain n'a pas tiré de Grégoire le premier et le troisième. On pourrait aussi signaler dans notre hagiographe quelques emprunts à la *Passio Acaunensium martyrum* de saint Eucher, au V<sup>e</sup> siècle (*Bibl. hag. lat.*, n° 5737), dans les endroits où nous lisons : « *Operae pretium est etiam illud indicare* (*Mon. Germ., Scr. Merov.*, t. III, p. 38). *Quid miraculi tunc apparuerit, nequaquam tacendum putavi* (*ibid.*). *Haec duo tantum mira.... inferenda (al. inserenda) credidi. Ceterum satis multa sunt, quae vel in purgatione daemonum vel in reliquis curationibus cotidie illic per sanctos suos Domini virtus operatur* » (p. 39). On aura remarqué surtout la ressemblance presque complète de la seconde citation avec la formule de transition du second miracle de saint Martial : la dépendance est évidente.

<sup>1</sup> *L'ancienne vie de saint Martial et la prose rythmée* (1897); — *Saint Martial apôtre de Limoges, suivi d'une nouvelle étude sur le cursus et la critique* (1898); — *La prose rythmée et la critique hagiographique* (1899).

mètre, était une preuve de plus que ce texte appartenait bien au vi<sup>e</sup> siècle.

A deux reprises, le R. P. de Smedt, président des Bollandistes, a soulevé des objections contre notre thèse <sup>1</sup>.

Dans un premier article, il émit l'opinion que le *cursum* avait été, avant le vi<sup>e</sup> siècle, purement *métrique*. Mais, à la suite de notre réponse qui démontra le contraire d'une façon péremptoire, l'objection ne fut pas maintenue <sup>2</sup>.

Notre savant contradicteur nous avait aussi opposé deux textes du ix<sup>e</sup> et du x<sup>e</sup> siècle, comme présentant en même nombre que la vie de saint Martial, ou à peu près, les cadences caracté-

<sup>1</sup> *Analecta Bollandiana*, t. XVI (1897), p. 501-506 ; t. XVII (1898), p. 387-392.

<sup>2</sup> Le présent travail était déjà entièrement composé et il nous semblait inutile d'entrer à ce sujet dans plus de détails, lorsque nous avons reçu un complément de notre dernière brochure, dans lequel nous sommes étonné de retrouver la même objection : « Il est une première critique, dit l'auteur, M. Ch. de Lasteyrie, que l'on peut adresser à Mgr B. Suivant l'opinion généralement reçue depuis M. Havet, le *cursum* des textes antérieurs au vi<sup>e</sup> siècle serait habituellement métrique, fondé sur la quantité, et le *cursum* rythmique, — celui de la Vie de saint Martial, — daterait d'une époque postérieure. Mgr B. se défend en invoquant l'autorité de M. W. Meyer, qui prétend constater dès le vi<sup>e</sup> siècle la présence du *cursum* rythmique; mais n'aurait-il pas mieux fait de garder une prudente réserve en présence de ces opinions contradictoires et en l'absence de recherches personnelles ? » (*Bibl. de l'École des chartes*, t. LX (1899), p. 644.) — La réponse se trouve tout au long dans notre *Saint Martial apôtre de Limoges* (ou dans nos *Origines des églises de France*), que M. Ch. de Lasteyrie paraît ignorer. S'il avait pris soin de lire ces pages, auxquelles notre précédent mémoire se référerait continuellement, il y aurait vu, à l'encontre de ce qu'il affirme trop à la légère, la démonstration de ceci : le *cursum*, métrique à l'origine, est devenu peu à peu, au v<sup>e</sup> siècle et surtout au vi<sup>e</sup>, *mixte* et de plus en plus rythmique. Telle est l'affirmation de tous les savants qui s'en sont occupés depuis M. Louis Havet; et nous avons nommé, outre M. W. Meyer, M. L. Havet lui-même, qui n'avait parlé que pour le iv<sup>e</sup> et le v<sup>e</sup> siècle, puis le R. P. Bainvel, dom Mocquereau et dom Grospeillier, enfin Julien Havet. A leurs témoignages unanimes et que notre livre reproduit très fidèlement, nous avons ajouté le résultat, parfaitement identique, de nos « recherches personnelles », qui ont porté sur les lettres de saint Avit et des papes du vi<sup>e</sup> siècle et sur plusieurs textes hagiographiques de la même époque. Quant à la vie de saint Martial, nous avons montré qu'elle était, non pas en *cursum* rythmique, mais en *cursum mixte*, avec prédominance très sensible du mètre, soit dans la proportion des trois quarts. — L'auteur de l'article semble aussi ne pas savoir que le R. P. de Smedt avait retiré son objection, et en des termes que M. de Lasteyrie, qui n'y a pas pris garde, nous force de répéter ici : « La loyauté, écrivait-il, qui est le premier devoir du critique, m'oblige à reconnaître que mon petit article est sorti quelque peu meurtri du débat, et à passer condamnation sur plusieurs points. C'est le cas pour l'assertion empruntée à M. Havet : elle a été contredite par plusieurs savants très respectables, et je ne suis pas à même, par mes propres études, de vérifier ce qu'elle peut contenir de fondé » (*Anal. Boll.*, t. XVII, p. 388). Nous n'avons donc pas à y revenir.

ristiques du *cursus*. Il ne retint ensuite que celui du ix<sup>e</sup> siècle, à savoir la vie de saint Othmar, sans même prétendre établir, dit-il, « ou que le *cursus* se trouve dans cette vie, ou qu'il ne se trouve pas dans celle<sup>1</sup> de saint Martial ; » bien plus, il accorda que « l'apparence du *cursus* est un peu plus sensible » dans cette dernière.

Si le R. P. de Smedt n'est pas allé plus loin dans ces concessions, c'est parce qu'il croyait trouver dans les deux vies « sensiblement la même proportion de cadences régulières et irrégulières : » il n'en voyait, dans la vie de saint Othmar, « que trois irréductibles, » c'est-à-dire ne se rattachant ni au *cursus* ni à des types métriques anciens et réguliers. La vérité est un peu différente, ainsi que nous l'avons démontré en détail et par des constatations irréfutables. En effet, des 127 fins de phrase de la *Vita sancti Otmari*, 30 s'écartent de tout type du *cursus* ; et même, si l'on se borne aux quatre types plus usités, comme le veut le critique hollandiste, ou aux trois de beaucoup les plus communs, les finales irrégulières se trouvent portées à 35 ou à 44. Sur ce nombre, au lieu des seules « trois irréductibles » dont il a été parlé, il y en a exactement 24 qui rentrent dans ce cas et méritent cette qualification<sup>1</sup>. Au contraire, dans les 37 finales environ de la vie de saint Martial, il n'y en a probablement pas une seule qui soit irréductible ou irrégulière<sup>2</sup>. La différence à cet égard, comme nous le disions, est donc assez prononcée pour qu'on reconnaisse définitivement à cette dernière vie le caractère de la prose rythmée de la première période et qu'on le refuse à celle de saint Othmar<sup>3</sup>.

Nous devons rappeler ici cette polémique et les conclusions rigoureuses auxquelles elle nous a amené. Nous aurons à revenir aux chiffres sur lesquels elles reposent ; cela nous permettra d'être plus court dans ce qui nous reste à dire<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Cf. *La prose rythmée et la critique hagiographique*, p. 32-37. Nous devons ajouter que, pour un texte comme celui-ci, qui est sûrement du ix<sup>e</sup> siècle, on ne saurait se réclamer légitimement des types métriques anciens qui ne rentrent pas dans le *cursus* proprement dit : ils ne peuvent se rencontrer là que par hasard, car toute prose métrique avait cessé bien avant cette époque.

<sup>2</sup> Cf. *ibid.*, p. 23-31.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>4</sup> M. Ch. de Lasteyrie, tout en admettant dans son compte rendu déjà cité que « d'une façon générale le *cursus* n'a guère été employé depuis le milieu du vii<sup>e</sup> siècle jusqu'au commencement du xii<sup>e</sup>, » affirme néanmoins qu'« on

M. l'abbé Duchesne a été amené à exprimer son opinion sur l'argument tiré de la présence du *cursus*. Nous tenons à reproduire ici en entier la note qu'il a consacrée à cette question, précisément au sujet de l'ancienne Vie de saint Martial, et qui vise directement ce que nous avons écrit nous-même là-dessus.

« C'est en vain, dit-il, qu'on a prétendu la reporter au vi<sup>e</sup> siècle, sous prétexte qu'elle présente un grand nombre de ces cadences rythmées qu'on appelle le *cursus*. Un grand nombre de pièces hagiographiques du ix<sup>e</sup> et du x<sup>e</sup> siècle sont dans le même cas. Outre la vie de saint Otmar, signalée par les Bollandistes, je puis citer la *Translatio S. Liborii* (M. G., t. IV, p. 149), la passion des saints Firmus et Rusticus (Ruinart, *Acta sinc.*, à la fin), et même

connait plus d'une exception à cette règle » (*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. LX, p. 644). A l'appui de cette objection capitale, « ainsi qu'il pense, il n'allègue cependant que les deux textes cités déjà par M. de Smedt, » comme il dit : la vie de saint Othmar et l'*Antapodosis* de Luidprant. » Pour la première, les chiffres que nous avons rappelés ici prouvent surabondamment qu'elle n'a pas du tout le *cursus* persévérant ; M. Ch. de Lasteyrie le sent bien un peu lui-même, puisqu'il y voit « des fautes, d'ailleurs assez nombreuses. » Quant au livre de Luidprand ou Luitprand, il eût mieux fait, comme le P. de Smedt, à la suite de ce que nous en avons dit (*Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 105), de ne plus en parler ; en effet, dans les 127 premières fins de phrase, 48, au lieu de 30 dans la *Vita S. Otmari*, s'écartent des six types du *cursus*, et le nombre des cadences irrégulières se trouverait sensiblement augmenté si l'on se bornait aux trois ou quatre types plus communs. — Relativement à la vie de saint Martial, « pourquoi, demande l'auteur de l'article, le vi<sup>e</sup> siècle a-t-il été choisi de préférence au vii<sup>e</sup>, puisque le *cursus* a été couramment employé jusque vers 650 ? » (*Ibid.*, p. 645.) C'est, comme nous l'avons établi dans notre *Saint Martial* avec tous les développements nécessaires, parce que le *cursus* s'y présente d'une façon persévérante et avec prédominance très sensible du mètre ; au contraire, dans la première moitié du vii<sup>e</sup> siècle, le *cursus* n'avait déjà plus cette persévérance et il était devenu plus rythmique que métrique. — M. Ch. de Lasteyrie trouvera aussi dans notre livre (p. 100-101) l'explication d'une phrase de M. Havet, qu'il reproduit d'après M. de Smedt, « mais inexactement et sans paraître la comprendre. — On voit que l'article en question a été composé un peu superficiellement. Nous pourrions encore apporter en preuve les citations peu exactes des titres de nos publications, où l'on confond, par exemple, la prose *rythmée* avec la prose *rythmique*. Il conviendrait cependant, surtout quand on débute et qu'on veut prendre parti d'un ton catégorique et tranchant contre des adversaires qui n'ont pas négligé de se bien documenter, de lire au moins les pièces versées aux débats, et de les bien lire. Le procédé contraire, trop peu scientifique, n'inspire guère confiance dans les « recherches personnelles » qui ont fait croire à l'auteur du compte rendu « que cette Vie de saint Martial date des environs de l'an 800 et non du vi<sup>e</sup> siècle » (*ibid.*). Les arguments de notre présente étude feront juger au lecteur ce que peut valoir pareille affirmation sans l'ombre d'une preuve.



la vie de saint Valérie, écrite dans le diocèse de Limoges aux environs de l'an 1000. Il est naturel que ces cadences aient été recherchées avec plus de soin dans les textes destinés, comme ceux-ci, à la lecture publique. Les compositions liturgiques, elles aussi, et pour la même raison, sont demeurées bien plus longtemps fidèles au *cursus* que les pièces de correspondance et de chancellerie, ou que les traités didactiques. En ce qui regarde la vie de saint Martial, nous avons affaire à un clerc particulièrement pédant, bien capable d'avoir poussé la recherche du rythme au delà de ce que comportait l'usage <sup>1</sup>. »

S'il est vrai, comme on vient de le lire, qu'« un grand nombre de pièces hagiographiques du ix<sup>e</sup> et du x<sup>e</sup> siècle sont dans le même cas » que la vie de saint Martial, il n'y a certainement plus rien à conclure de la présence du *cursus* en faveur de l'ancienneté de cette vie. Il importe donc de savoir si cette affirmation est absolument fondée et vérifiée. Les exemples allégués ici vont nous permettre de nous en rendre un compte exact.

Pour la vie de saint Othmar, il suffit de se reporter aux chiffres que nous avons relevés tout à l'heure et dont la justification est établie dans notre étude précédente. La constatation qui ressort de cette trop forte proportion d'irrégularités ne permet plus de supposer que la vie de saint Martial est « dans le même cas, » mais il faut nécessairement reconnaître que l'auteur de ce texte a « poussé la recherche du rythme au delà. »

Les autres écrits cités sont-ils mieux rythmés que la vie de saint Othmar? Un peu de statistique va nous l'apprendre.

La comparaison sera plus facile dans la *Translatio S. Liborii* <sup>2</sup>, si nous nous bornons aux 127 premières phrases : c'est, comme on l'a vu, le nombre qu'elles atteignent dans la *Vita S. Otmari*. Dans l'édition des *Monumenta Germaniae* <sup>3</sup>, ces 127 phrases de la *Translatio* comportent 32 cadences terminales sans aucun *cursus*, 39 s'écartent des quatre types plus usités et 50 des trois types ordinaires. Le rythme est donc encore moins observé dans ce texte hagiographique que dans la vie de saint Othmar.

<sup>1</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 108, note 2.

<sup>2</sup> *Bibl. hagiogr. latina*, n° 4913.

<sup>3</sup> *Mon. Germ., Script.*, t. IV (1841), p. 149-155.

La *Passio SS. Firmi et Rustici* <sup>1</sup> comprend, comme cette dernière vie, environ 127 phrases. Sur ce nombre, 50 finissent en dehors des six types du *cursus*, 60 s'éloignent des quatre types plus fréquents et 78 des trois types communs. C'est donc sans doute par distraction que cette pièce a été représentée comme fidèle au rythme ; elle lui est vraiment trop étrangère pour qu'il y ait lieu d'en faire état.

Reste la vie de sainte Valérie <sup>2</sup>. Elle n'est guère plus régulière que le texte précédent, car, des 102 fins de phrase qu'on y compte, 35 ne se rattachent à aucun des six types du *cursus*, 39 s'écartent des quatre plus usités et 52 des trois ordinaires. Le commencement de la vie propre de la sainte <sup>3</sup> présente une suite de six phrases relativement mieux rythmées que tout le reste ; c'est peut-être un indice que le rédacteur de la fin du x<sup>e</sup> siècle y suit plus ou moins textuellement un des *écrits plus anciens* <sup>4</sup> dont il parle dans son prologue. Cette particularité, si l'explication est fondée, serait ainsi une preuve de plus en faveur de notre thèse.

Il n'est sans doute pas nécessaire que nous entrions ici dans plus de développements ; les indications sommaires et exactes qui précédent, et dont nous avons sous les yeux la justification écrite et détaillée, suffiront amplement à notre but.

Ainsi donc, les quelques pièces hagiographiques du ix<sup>e</sup> et du x<sup>e</sup> siècle que l'on a pu croire rythmées à l'égal de la vie de saint Martial ne résistent pas à l'examen : une simple statistique démontre qu'un tiers et plus de leurs cadences s'écarte du *cursus* ; en d'autres termes, le *cursus* n'y est pas persévérant. La vie de saint Martial n'est pas du tout « dans le même cas, » et

<sup>1</sup> *Bibl. hagiogr. latina*, n° 3020-3021. Nous nous sommes servi de la dernière édition de Ruinart (1859), p. 636-642.

<sup>2</sup> Les diverses parties en ont été successivement publiées, sauf une, d'après le ms. latin 2768 A de la Bibliothèque nationale, par M. Arbellot (*Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, p. 64-66) et par les Bollandistes (*Anal. Boll.*, t. VIII (1839), p. 278-284 ; *Catal. codd. hagiogr. latin. Paris.*, t. I, p. 196-198). Quelques passages ont été aussi imprimés par le P. Bonaventure de Saint-Amable (*Histoire de saint Martial*, t. I (1676), p. 504 ; t. II (1683), p. 182) et par le cardinal Bourret (*Saint Martial*, p. 44). Nous avons une copie du fragment encore inédit ; nous tenons compte de ses cadences dans la statistique que nous donnons ici.

<sup>3</sup> *Catal. codd. hagiogr. latin. Paris.*, t. I, p. 196-197.

<sup>4</sup> « Partim nobis antiquorum scriptis comperta. » *Anal. Boll.*, t. VIII, p. 278.

M. Duchesne nous semble l'admettre lui-même quand il dit l'auteur « bien capable d'avoir poussé la recherche du rythme au delà de ce que comportait l'usage, » censément du ix<sup>e</sup> siècle.

Telle est la vérité. Quoique les textes hagiographiques et les formules liturgiques aient été rythmés avec plus de soin, comme nous en avons déjà fait nous-même la remarque <sup>1</sup>, et peut-être plus longtemps que les autres compositions, on n'est cependant pas encore parvenu à rencontrer un écrit du vii<sup>e</sup> au xi<sup>e</sup> siècle où le *cursus* soit persévérant comme dans la vie de saint Martial. Cela, ajouté au caractère le plus souvent métrique de ses cadences et aux autres raisons que nous avons fait valoir, nous autorise suffisamment à reporter ce texte au vi<sup>e</sup> siècle, avant l'année 587.

Ce que nous venons de dire prouve que la prose rythmée est un criterium réellement digne d'attention, et dont il ne peut qu'être utile de tenir compte. Nous l'avons déjà montré ailleurs par d'autres exemples <sup>2</sup>, où cet argument vient fournir, sur la date de plusieurs documents hagiographiques, un heureux appoint contre les conclusions outrées d'une critique trop sévère.

Le nouveau volume de M. l'abbé Duchesne <sup>3</sup> nous donne l'occasion de dire un mot à ce sujet sur un autre texte hagiographique; cela se rattache étroitement à ce qui précède.

Nous voulons parler de la légende de saint Privat de Mende. L'auteur des *Fastes épiscopaux* remarque lui-même que « le rythme est assez fidèlement observé dans cette composition <sup>4</sup>. » Il s'agit des actes plus développés <sup>5</sup>; les autres <sup>6</sup> n'en sont qu'un abrégé moins ancien. Les actes plus longs sont en effet remar-

<sup>1</sup> *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 47.

<sup>2</sup> *Saint Martial apôtre de Limoges*, p. 107-120; — *La prose rythmée et la critique hagiographique*, p. 38-40.

<sup>3</sup> La présente étude était à l'imprimerie lorsque M. l'abbé L. Duchesne a été élevé à la dignité de protonotaire apostolique. Si jamais récompense fut bien méritée, c'est surtout cette fois. Au reste, nous venons d'avoir la bonne fortune de féliciter, à Rome même, notre nouveau collègue en prélature. Que Mgr Duchesne reçoive donc l'expression et de nos félicitations et de notre gratitude pour l'accueil si sympathique qu'il a bien voulu nous faire. On peut différer d'opinion dans les matières libres du domaine de l'histoire, mais on garde toujours vis-à-vis d'un contradicteur — et surtout d'un contradicteur de valeur — les sentiments de la plus respectueuse déférence.

<sup>4</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 126, note 1.

<sup>5</sup> *Acta SS.*, 21 aug., t. IV (1739), p. 439-440.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 438-439.

quablement rythmés : ainsi, sur 43 finales qu'ils présentent, quatre seulement sont indépendantes du *cursus*, et encore peut-on trouver à chacune une explication plausible. Il y a plus : le rythme de ces cadences est presque partout le *cursus* purement métrique. Cette particularité, à ce qu'il nous semble, obligerait d'attribuer la composition de ces actes, pour le moins, au vi<sup>e</sup> siècle peu avancé.

On a supposé, il est vrai, que leur rédaction semble postérieure à la translation du siège de Javouls à Mende, car il y est dit de saint Privat : *Sedem in Mimatensi habens viculo* <sup>1</sup>; or, selon plusieurs, ce transfert ne se serait opéré qu'au x<sup>e</sup> siècle ; par suite, la légende elle-même serait tout au moins aussi récente.

A cela nous répondons que les actes ne sont sûrement pas postérieurs au x<sup>e</sup> siècle, puisqu'on les trouve déjà dans un manuscrit de cet âge. De plus, on n'a pas de données certaines sur la date exacte de la translation. Enfin, les mots *sedem habens*, ici, peuvent signifier autre chose qu'une résidence épiscopale fixe. Nous ne voyons donc aucune raison sérieuse de refuser à cette légende l'âge plus reculé que nous paraît exiger son rythme métrique. Aussi, au lieu de la regarder comme « une dilution assez étendue » de Grégoire de Tours <sup>2</sup>, nous sommes plutôt porté à croire qu'ici encore, comme pour la vie de saint Martial, c'est l'historien qui dépend de l'hagiographe.

Cette digression nous ramène ainsi à notre point de départ et nous permet de résumer la présente étude en cette conclusion, que nous croyons avoir établie au moyen d'arguments sérieux : l'ancienne vie de saint Martial a été rédigée au vi<sup>e</sup> siècle, antérieurement au *De gloria confessorum* de Grégoire de Tours, c'est-à-dire avant 587, où cet historien en a fait usage.

CHARLES-FÉLIX BELLET,

*Protonotaire apostolique.*

<sup>1</sup> Tillemont, *Mémoires pour servir à l'hist. ecclés.*, t. IV, p. 651 ; L. Du Chesne, *loc. cit.*

<sup>2</sup> *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, *ibid.*

[MIRACULA SANCTI MARTIALIS <sup>1</sup>.]

Igitur beatissimus Martialis quibus se virtutibus publicaverit <sup>2</sup>, ut mihi relatio contulit manifesta, huic paginae inserendum <sup>3</sup> esse videtur, quo <sup>4</sup> fiat ut populus miretur adtonitus.

1. Puella quendam <sup>5</sup>, cum manus unius officio caruisset <sup>6</sup>, in tantum ut ungularum transfoderetur palmam acumine <sup>7</sup>, ad <sup>8</sup> sancti Martialis sepulchrum expetiit, et ut sui misereretur oravit. Que fuis orationum precibus, solo tenus inherens pavimento <sup>9</sup>, respectu divino pristinam <sup>10</sup> manus arida <sup>11</sup> meruit recipere sanitatem. Quod miraculum <sup>12</sup> adstantibus populis qui ad eius festivitatem confluerant <sup>13</sup> operatus <sup>14</sup> est.

2. In eadem namque <sup>15</sup> nocte quid ibi miraculi apparuerit <sup>16</sup>, nequaquam silendum putavi. Mutus <sup>17</sup> a nativitate <sup>18</sup> sua, qui etsi usu linguae caruerat, tamen corde meditatus est beati viri memoriam expectere; ubi ilico ingressis liminibus <sup>19</sup>, fusa Domino intra se oratione <sup>20</sup>, rigens lingua <sup>21</sup> dissolvitur; qui et colloquium statim meruit et auditum.

3. Nec illud <sup>22</sup> quod opere pretium occurrit omittendum est. Solet etenim pertinax cervicositas populorum ut aliqua sibi obiecta crimina sacramentis expiare contendunt <sup>23</sup>. Accedit <sup>24</sup> ut quidam, cum ecclesiae foribus <sup>25</sup> fuisset ingressus, ut obpositum <sup>26</sup> sibi crimen misera libertate defensare deberet, quo manifestissimus habebatur; mox, rigente lingua, ita os eius obseratum <sup>27</sup> est, ut nequaquam mendatii sui potuisset exserere <sup>28</sup> actionem, sed quasi balatum ovium vocibus <sup>29</sup> similaret <sup>30</sup>. Adveniens autem ad huius confessoris tumulum, prosternit se <sup>31</sup> ad orationem; ubi cum diutius iacuisset <sup>32</sup>, tanquam si

<sup>1</sup> A désigne le ms. *Augiensis* ou de Carlsruhe; F le *Farfensis* de la bibliothèque Victor-Emmanuel à Rome; L, le *Lemovicinus*, maintenant *Parisinus* 3851 A; P, le *Parisinus* 5365; B, l'édition des Bollandistes, faite sur le ms. de Bruxelles. Sauf pour le ms. de Carlsruhe, nous nous bornons pour les autres, que nous n'avons pas tous collationnés, à un choix de variantes.

<sup>2</sup> Puplicaverit A. — <sup>3</sup> Inferendum B. — <sup>4</sup> Videatur quod L. — <sup>5</sup> Quaedam L. — <sup>6</sup> Caruisset L. — <sup>7</sup> sic A; ungularum transfodiretur palma a. F; t. palma (?) acumine L; u. acumina transfoderent p. B; ungule transfoderent p. P. — <sup>8</sup> Om. BP. — <sup>9</sup> Pavimentum L. — <sup>10</sup> Pristina AL. — <sup>11</sup> Aridae FB. — <sup>12</sup> Quo miraculo L. — <sup>13</sup> Adfluxerant FLB. — <sup>14</sup> Operatum B. — <sup>15</sup> Quoque B. — <sup>16</sup> Quod ibi miraculum apparuit PB. — <sup>17</sup> Mutas A. — <sup>18</sup> Annativitate L. — <sup>19</sup> Ingressus luminibus L. — <sup>20</sup> I. s. d. o. F; d. o. i. s. P; dominum intrasse o. L. — <sup>21</sup> L. r. P. — <sup>22</sup> Illut L. — <sup>23</sup> Contendat LB. — <sup>24</sup> Accidit FB. — <sup>25</sup> Aecclesie fores L; ecclesiam B. — <sup>26</sup> Opposito A. — <sup>27</sup> Hos e. reseratum L. — <sup>28</sup> Exercere B. — <sup>29</sup> Balantem o. v. L; balantium o. voces B. — <sup>30</sup> Simularet P. — <sup>31</sup> Prestaret se L; prosternitur P. — <sup>32</sup> Iacuiset L. —

guttur <sup>25</sup> eius aliquis tangeret, ei visum est. Qui <sup>26</sup> innuens presbitero cui <sup>25</sup> ibidem officii fuerat agendi <sup>26</sup> cura commissa, manu ostendit ut gutturi eius <sup>27</sup> signum crucis infingeret. Quod factum <sup>28</sup>, iterum prostravit se homo ille, vacans orationi. Qui cum elevatus fuisset a pavimento <sup>29</sup>, redditum <sup>30</sup> vocis officio, omnia que sibi accederant <sup>31</sup> proprio populis patefecit eloquio.

<sup>25</sup> Guthure *L.* — <sup>26</sup> *Qe L.* — <sup>27</sup> *Qui L.* — <sup>28</sup> *Officio f. a. L; officium a. f. B.* — <sup>29</sup> *Guthuri e L; gutturi suo F.* — <sup>30</sup> *Quo facto PB.* — <sup>31</sup> *Fuisset appavimento L.* — <sup>32</sup> *Reddito FB.* — <sup>33</sup> *Hacciderant L.*

---

# UN TRAITRE AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

## CLÉMENT CHAMPION

VALET DE CHAMBRE DE FRANÇOIS I<sup>er</sup>

---

### § I<sup>er</sup>. — LA TRAHISON

Durant la première guerre de rivalité entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, ont eu lieu plusieurs trahisons retentissantes dont le premier de ces princes fut la victime. La rébellion ouverte d'un grand vassal tel que le connétable de Bourbon, quelque difficile qu'il soit de l'excuser, est d'un genre si spécial, qu'elle a pu prêter à diverses interprétations. Il en est un peu de même de celle dont Pescaire se rendit coupable envers les conjurés italiens et envers la France. Celui-là doit être accusé de duplicité et de trahison envers les adversaires de l'empereur : après avoir, en effet, longtemps prêté l'oreille à leurs ouvertures, qu'il avait feint d'accueillir avec faveur, il avait découvert tout à son maître dès qu'il s'était vu en possession de tous les détails de la conjuration. Encore est-il qu'il était ainsi resté obstinément fidèle à son souverain.

Mais il est une trahison, postérieure de très peu à celle de Pescaire, au sujet de laquelle il ne peut exister de divergences d'opinion, et dont l'auteur devrait, de l'aveu de tous, porter, aux yeux de la postérité, le stigmate de Judas. Ce forfait fut perpétré pendant la captivité de François I<sup>er</sup> en Espagne, par un des serviteurs que ce prince honorait le plus de sa confiance, et il est permis de croire que, sans lui, les hontes du traité de Madrid, un des plus désastreux de notre histoire, eussent été épargnées au roi de France.

## I.

Charles-Quint, pour délivrer son auguste prisonnier, réclamait la Bourgogne, et cette exigence était irréductible. François I<sup>er</sup> ne voulait pas et surtout ne pouvait pas donner cette province. La question semblait sans issue, à moins toutefois que le roi très chrétien ne se résignât à rester prisonnier, car, si sa liberté n'avait pas été en jeu, rien n'eût obligé la France, dans l'état présent de ses affaires, à accepter des conditions si onéreuses. Mais la présence de François dans son royaume était jugée indispensable, étant donné surtout l'âge du dauphin (il n'avait pas huit ans) et les dangers auxquels une longue régence pouvait exposer la France au milieu de la crise très grave que traversait le pays. Louise de Savoie estimait que mieux eût valu encore s'exposer à perdre même une province que de mettre le royaume entier en péril.

Dans ces conditions, il ne restait que deux partis : promettre ce qu'on savait ne pas pouvoir tenir, chose infiniment regrettable, à laquelle François devait se voir bientôt acculé, ou s'évader du château de Madrid, solution qui évitait la honte d'un manque de parole.

Une évasion, en soi, n'avait rien d'impossible : une fois le roi sorti, il suffisait d'une certaine avance et de relais préparés pour dépister toutes les recherches, à une époque où les moyens rapides d'information que nous possédons n'existaient pas. Ainsi, le roi de Navarre, enfermé au château de Pavie, ne venait-il pas de réussir à s'évader ? Les intérêts en jeu étaient assez graves, la personne assez auguste pour que les amis de la France n'épargnassent rien pour obtenir un pareil résultat en ce qui concernait François I<sup>er</sup>. La sœur de ce prince, Marguerite d'Alençon, dont le voyage en Espagne avait pour but exclusif de délivrer son frère, s'y employa de son mieux. Elle venait d'épuiser à Tolède, où résidait l'empereur, les moyens d'obtenir cette délivrance par la voie des négociations diplomatiques. Désespérant de fléchir Charles-Quint, elle avait quitté celui-ci le 14 octobre, et, revenant auprès de son frère à Madrid, elle s'était efforcée, dès le lendemain de son retour, c'est-à-dire le 17 ou le 18 octobre, de recourir aux ressources extradiplomatiques, les



seules qui lui restassent. Elle était d'autant plus pressée d'agir, que le terme de son sauf-conduit approchait et qu'elle préférerait qu'une évasion eût lieu durant son séjour en Espagne. Elle voulait, dans une intention généreuse, mais dont nous ne comprenons pas toute la portée, servir de couverture à son frère et demeurer en gage entre les mains de l'empereur, celui-ci dût-il l'enfermer dans un couvent pour le restant de ses jours. Peut-être, après tout, la surveillance était-elle, pendant son séjour, moins grande autour du royal prisonnier.

A ce moment même se trouvait en Espagne un capitaine mantouan de bonne famille, Emilio Cavriana, secrètement dévoué au roi, qu'il avait servi avant le désastre de Pavie. Il avait déjà vu la duchesse à Tolède quelques jours avant, et l'avait entretenue de projets d'évasion qu'il avait d'ailleurs précédemment communiqués au roi vers le commencement de septembre. Sans doute, la grave maladie qui atteignit François I<sup>er</sup> durant toute la seconde moitié de septembre avait d'abord empêché ce prince de donner suite à ces projets. Il était temps de les reprendre, et le capitaine italien se présenta de nouveau, ayant à offrir un plan complet et tout préparé. Déjà le trésorier de l'épargne Babou, qui était auprès du roi, avait eu l'idée qu'il suffirait de corrompre trois des gardiens du prisonnier, et que, des Italiens se trouvant en assez grand nombre parmi ceux-ci, il ne serait pas trop difficile d'y parvenir, les soldats de cette nationalité ne passant pas pour être généralement incorruptibles. Cavriana apportait un projet mieux compris. C'était fort bien de corrompre des gardiens pour permettre à François de sortir. Mais il était périlleux d'avoir affaire à plusieurs personnes. Et si le roi, ensuite, était rencontré, reconnu, quel danger on courrait ! Il y avait mieux à faire. La surveillance dont le royal prisonnier était l'objet n'était pas tellement minutieuse qu'on ne pût, même sans le secours des gardiens, le faire évader. Voici l'expédient adopté par le capitaine italien : un esclave nègre était employé à apporter du bois pour la cheminée du roi : on le gagnerait. Il s'arrangerait pour avoir à remplir son office le soir, à un moment où la surveillance ne s'exercerait pas dans la chambre du roi. Celui-ci, après s'être préalablement noirci la figure et les mains, emprunterait rapidement les habits de l'esclave et sortirait de sa chambre, puis du château, sans aucun risque,

grâce à son déguisement et à l'obscurité. Pendant ce temps, le nègre prendrait sa place dans son lit, et la supercherie ne pourrait se découvrir qu'au matin. Or, les nuits d'octobre sont longues, et François I<sup>er</sup> aurait devant lui près de douze heures, qu'il saurait bien employer pour prendre une avance très grande sur ceux qui voudraient le poursuivre. Pour lui permettre de maintenir et d'accroître même cette distance, un service de relais avait été organisé soigneusement par Cavriana, avant même que son projet fût approuvé. On comprend le désarroi dans lequel devraient se trouver les gardiens du roi, n'ayant, eux, au contraire, rien de préparé pour une poursuite, lorsqu'ils s'apercevraient de la fuite. Le manque de complications, la simplicité parfaite qui est la meilleure garantie de succès des projets de ce genre, ne laissaient guère d'aléa. Il restait bien à sonder l'esclave nègre, mais quelle apparence y avait-il qu'un esclave repoussât l'appât d'une fortune et montrât des scrupules inattendus ? Donc, ce seul homme corrompu, on pouvait passer à l'action.

Déjà Cavriana avait été, le 21 octobre, abouché avec une des personnes qui entouraient François I<sup>er</sup>, La Barre, bailli de Paris ; celui-ci avait approuvé son plan. Toutefois, on débattit encore durant une journée quelques détails, par exemple, la question de savoir si l'on devait s'en tenir à la corruption du nègre ou s'adresser aux gardiens, et on avait pris, sur ce point, l'avis du roi, lorsqu'un incident se produisit qui fit tout avorter.

## II.

Un personnage dont nous n'avons pas encore parlé, Clément Champion, valet de chambre du roi, qui se trouvait à Madrid, avait eu une certaine part dans tous ces pourparlers, et désirait certainement contribuer à la réussite de l'évasion, lorsqu'il se prit malheureusement de querelle avec La Rochepot, frère du maréchal Anne de Montmorency. Perdant tout sang-froid, La Rochepot alla jusqu'à donner un soufflet à Champion. Celui-ci, outré de fureur et probablement blessé, d'autre part, de certains soupçons qu'on avait laissés paraître sur sa fidélité <sup>1</sup>, se mit à

<sup>1</sup> Il semble qu'on l'ait accusé, d'ailleurs injustement, d'être de connivence avec le connétable de Bourbon, avec lequel il eût été s'entendre un mois avant ces événements.

repasser à la fois dans son souvenir tous les griefs, toutes les injustices dont il s'était cru victime dans le passé, en les exagérant sous l'empire de la colère. Il quitta précipitamment Madrid et se rendit à Tolède, où il vint exposer à l'empereur, le 23 ou le 24 octobre, le complot tel que nous venons de le raconter. Charles-Quint ne crut pas d'abord aux paroles d'un homme dont l'excessive agitation rendait les dires suspects. Il estimait d'ailleurs indigne d'un prince de s'enfuir sous un déguisement aussi vulgaire. Cette impression se conçoit, mais pourtant cet expédient n'était-il pas encore préférable, en somme, au déguisement de pensée auquel le roi de France se résigna à recourir par la suite, en jurant l'observation d'un traité qu'il considérait comme nul ? Quoi qu'il en soit, Charles ne crut pas à la vraisemblance d'un pareil complot. Cependant, à tout hasard, il écrivit au gardien du roi, Alarcon, de redoubler de surveillance et spécialement d'empêcher l'esclave noir d'entrer dans la chambre du prisonnier. En outre, Champion, offrant sans doute et demandant la faveur de prouver la vérité de son dire en ce qui concerne la partie du complot laissant des traces matérielles, c'est-à-dire l'organisation des relais, l'empereur consentit à le laisser guider des personnages chargés d'une enquête sur la route de France. Ils allèrent jusqu'en Navarre, trouvant des relais disposés partout. Charles-Quint fut informé vers le 15 novembre de ce résultat de l'enquête. On arrêta le capitaine Cavriana, on se saisit de ses papiers. Les Français s'aperçurent bientôt qu'ils étaient trahis. Babou, fort impliqué dans l'affaire, crut-il plus prudent de se faire confier par son maître une mission aussi pressante qu'opportune, qui mit rapidement la frontière entre lui et Charles-Quint ? Nous l'ignorons, mais ce qui est sûr, c'est qu'il partit à ce moment-là, et que les Espagnols semblent avoir cru à une corrélation entre ce départ et la découverte du complot.

Marguerite d'Alençon venait elle-même de quitter Madrid un peu avant Babou. On a dit qu'elle s'était pressée d'arriver à la frontière, de crainte d'être retenue si elle se trouvait encore en Espagne après l'expiration de son sauf-conduit. Si ce fait, d'ailleurs contesté, est exact, on pourrait admettre que la trahison de Champion n'y fut pas étrangère.

Toujours est-il que tout espoir d'évasion dut être dès lors

abandonné, grâce à l'accroissement de surveillance qui résulta de cette tentative avortée, et il fallut que le roi consentit à signer le traité de Madrid <sup>1</sup>.

### III.

La découverte du complot ne constitue que la première partie de la trahison de Clément Champion. Son forfait fut encore aggravé par la rédaction, au commencement de novembre, de deux mémoires qu'il adressait à Charles-Quint.

Le premier tendait à prouver à l'empereur que le roi de France, grâce à sa duplicité dans le passé et au caractère qu'on lui connaissait, ne méritait aucune confiance, qu'il ne tiendrait pas ses engagements — ce qui eut lieu effectivement, puisque le traité de Madrid fut violé — et que, au lieu de traiter avec lui, il fallait continuer hardiment la guerre.

Le second montrait comment, la guerre continuant, il était facile de venir à bout du royaume, spécialement en gagnant certains seigneurs. Après son roi, la France était donc trahie sans la moindre pudeur, avec un cynisme révoltant. Ces deux écrits ne relèveraient que du mépris public, s'ils ne contenaient de précieux renseignements qu'on trouverait difficilement ou qu'on ne trouverait même pas ailleurs, tant sur l'état du royaume que sur certaines intrigues et certains dessous de la politique. Cet intérêt, M. Paillard l'avait bien compris, lorsque, ayant trouvé le second de ces mémoires en copie aux Archives de Bruxelles,

<sup>1</sup> Aucun historien n'a encore tiré parti, pour faire un récit exact et complet, des sources que nous avons utilisées et qui n'étaient pourtant pas inconnues, du moins depuis trente-cinq ans. Ces sources sont principalement deux lettres : une du traître lui-même à Marguerite de Navarre, publiée dans la *Revue historique* (1878, numéro de novembre-décembre, p. 350 et 335); une de Perrenot à Marguerite d'Autriche (Le Glay, *Négociations diplomatiques*, etc., II, p. 644). L'historien espagnol Sandoval ignorait ces sources, mais en avait consulté d'autres qui complètent ce récit (*Historia captivitatis Franc. I*, éd. de 1715, p. 138-140). Cf. aussi Cigogna, *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 182, 253. Après ces deux historiens, les seuls qui aient rapporté les détails de la tentative d'évasion sont : Gachard : *La captivité de François I<sup>er</sup> et le traité de Madrid* (Bruxelles, 1868, 82); Mignet, *Rivalité de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint* (éd. in-12, t. II, p. 157 et suiv.), et Paillard, *Revue historique*, loc. cit., ces deux derniers copiant Gachard presque textuellement. Le récit de M. Mignet, quoique fort incomplet et erroné est cependant plus exact encore que les deux autres.

il le jugea digne d'être publié et longuement commenté dans la *Revue historique* <sup>1</sup>.

Il ignorait, et on ignorait encore hier, l'existence, que nous avons eu la bonne fortune de découvrir, du premier de ces mémoires que nous venons d'indiquer. Ce mémoire est beaucoup plus développé que le second. L'intérêt n'en est pas moins grand. Et l'autre, en somme, n'en était que la suite et le corollaire.

On peut voir, en effet, aux archives du ministère des affaires étrangères, dans le tome V de la *Correspondance d'Espagne* <sup>2</sup>, un factum de vingt-deux grandes pages, non signé, dépourvu de toute date de lieu ou de temps, ne portant pas même d'adresse. On comprend que, pour ces motifs, ce document soit passé inaperçu et qu'on l'ait classé, un peu au hasard, parmi les pièces de 1530. De son examen résulte cependant la certitude absolue que c'est un mémoire autographe de Clément Champion, adressé à l'empereur, en Espagne, entre la fin d'octobre 1525 et le mois de janvier 1526. Il y a, en outre, de très fortes présomptions pour qu'il ait été écrit aux premiers jours de novembre 1525 <sup>3</sup>.

C'est de ce document qu'il sera surtout question ici. Il peut, en effet, contribuer à éclairer cette question, particulièrement intéressante, des premiers temps de la célèbre rivalité entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint.

Quant au second mémoire de Champion, les longs commen-

<sup>1</sup> Cf. *loc. cit.*

<sup>2</sup> Fol. 260 à 271.

<sup>3</sup> Le nom de Clément placé deux fois par l'auteur dans la bouche d'interlocuteurs s'adressant à lui, la qualité d'abbé de Redon qu'il s'attribue, la conformité de l'écriture avec celle d'une lettre autographe de Champion, une parfaite identité de style avec celui de tous les écrits de ce personnage, le but poursuivi par ce factum, tout cela ne laisse aucun doute sur la personnalité de l'auteur du mémoire. Le fait qu'il s'adresse à l'empereur ressort de maints passages. Comme éléments de dates, de lieu et de temps, citons la présence de la régente à Lyon, signalée « en juin dernier, » la mention de Salviati comme légat, le but du mémoire qui est d'empêcher l'empereur de traiter, ce qui prouve qu'il fut écrit avant le traité de Madrid. Citons, de plus, l'annonce que contenait ce document du prochain envoi d'un second mémoire sur l'état des affaires de France, lequel fut effectivement reçu à Tolède vers le 16 novembre : Gravelle n'en parle pas le 15 novembre, dans une lettre à Marguerite d'Autriche, et y fait allusion le 18, dans une lettre à la même. En tenant compte du temps nécessaire pour revenir de Navarre à Tolède, on peut attribuer aux dix premiers jours de novembre 1525 la rédaction successive des deux écrits qui furent apportés à l'empereur par un courrier.

taires dont il a été l'objet de la part de M. Paillard nous dispensent de nous étendre en développements à son sujet.

## § 2. — LE TRAITRE

Est-il besoin de le dire ? L'importance d'un écrit n'a souvent rien à voir avec celle de l'auteur, surtout lorsqu'il s'agit de constatations de faits. Encore faut-il que cet auteur soit bien informé. M. Paillard se demandait, à propos d'un passage du tableau de l'état de la France fait à l'empereur par Champion, s'il était croyable qu'un simple valet de chambre fût si bien renseigné et ait reçu des confidences de grands personnages. Cette réflexion n'est guère justifiée, même *a priori*. Il suffit de parcourir la liste des valets de chambre qui figuraient sur les mêmes états que celui qui nous occupe, pour y voir les noms de plusieurs personnages qui furent chargés d'importantes ambassades, ou furent munis à l'intérieur d'une situation éminente, telle que celle de trésorier de l'épargne, comme Babou.

Le titre de valet de chambre, qui était souvent conféré à des gentilshommes de petite noblesse, lesquels l'échangeaient parfois, à la première occasion, contre celui de gentilhomme de la chambre, n'était pas un titre servile. Ceux qui étaient attachés à la personne du roi en cette qualité avaient même bien des chances d'obtenir des missions de confiance, grâce à l'intimité forcée dans laquelle ils vivaient avec le roi.

### I.

Cette constatation générale faite, il reste encore à voir si elle s'applique au cas particulier de Clément Champion. Comme le constatait M. Paillard en 1878, « on chercherait vainement des renseignements sur son compte, soit dans les historiens contemporains ou postérieurs, soit dans les auteurs de mémoires, » et cet historien n'avait lui-même pas pu combler cette lacune. Nous avons été plus heureux que lui, et nous pouvons dire qui était le traître, après avoir raconté la trahison.

On verra que ce personnage était à même de savoir bien des choses et qu'on peut tenir pour exacts la plupart des faits qu'il rapporte. Mais d'autre part une esquisse de son caractère fera

comprendre qu'on doit se tenir en garde contre les jugements qu'il porte.

Clément Champion <sup>1</sup> devait être un Breton, né entre 1490 et 1495 environ, et peut-être d'origine noble. Il fit des études sérieuses et fut notamment, à peu près de 1505 à 1510, le condisciple de Louis de Bourbon-Vendôme, plus tard cardinal. Il fut ensuite attaché, à titre d'écuyer, au pape Léon X. Mais, vers la fin de 1519, croyons-nous, Saint-Marsault, ambassadeur de France à Rome, l'emmena en France. Champion devint, en 1522, valet de chambre ordinaire du roi, et fut, après comme avant, chargé de diverses missions et ambassades.

Citons : une mission à Rome vers décembre 1519 ; une autre en Suisse, en 1520 probablement, une intéressante ambassade en Bohême dans l'été de 1521 ; deux ambassades à Venise, une en juin, l'autre en décembre 1522 ; une mission en Italie à la fin de septembre 1523 ; une ambassade à Rome en octobre 1523, ayant pour but l'élection par le concile d'un pape favorable à la France. Cette ambassade ne put être remplie, car Champion fut pris en route, le 31 octobre, par les Vénitiens et, à la prière de l'ambassadeur de l'empereur, resta en prison dans la citadelle de Brescia jusque vers le 1<sup>er</sup> mars 1524. Il fut délivré grâce à l'intervention du nouveau pape. Citons encore une mission en Suisse en septembre 1524, une autre près du marquis de Saluces en octobre ; son envoi près du pape, comme négociateur, en novembre 1524, pour conclure, de concert avec le résident français à Rome, un accord secret avec Clément VII et Venise ; enfin une mission en Suisse, en juin 1525, près des luthériens allemands. C'est après celle-ci qu'il se rendit en Espagne, d'où François I<sup>er</sup> l'expédia encore en Provence pour une mission secrète, et où il revint, hélas ! bientôt pour trahir son maître.

Bien qu'en fournissant ces détails biographiques nous ayons suffisamment rempli notre but, disons encore quelques mots de ce qu'il advint de Champion après cette trahison.

De Navarre, où nous avons vu qu'il avait été envoyé aussitôt après, il revint à Tolède en décembre. En chemin il écrivit à M. de Nassau, pour préciser certains détails du complot de Cavriana, sur lesquels il pensait ne pas s'être suffisamment

<sup>1</sup> C'est à tort que les précédents historiens l'ont appelé « le Champion. »

expliqué tout d'abord. Puis on lui fit quitter l'Espagne, sans doute pour essayer de faire perdre sa trace et le dérober aux suites de la juste animadversion des Français. Il séjourna en Franche-Comté, puis à Namur. Cet endroit étant encore trop fréquenté par les Français, il demanda, au printemps de 1527, que Charles-Quint, alors en Espagne, le rappelât auprès de lui : il pensait y être plus en sûreté. L'empereur refusa, trouvant qu'il suffisait que Champion transférât à Malines sa résidence <sup>1</sup>.

Quelle existence pleine d'inquiétudes il devait mener, le traître, et combien il pouvait regretter la situation occupée par lui à la cour de France et qu'il avait perdue par un coup de folie ! Cette situation n'était-elle pas de plus en plus prospère avant sa trahison ? Abbé commendataire de Redon depuis l'année précédente et chanoine de Notre-Dame de Paris, il avait reçu encore la promesse de 1,000 fr. de bénéfices sur l'abbaye de Saint-Julien de Tours, et le pape s'était même engagé, s'il fallait l'en croire, « à lui donner le premier évêché vacant en Bretagne et à le faire le plus grand homme d'église qu'il y eût eu dans ce duché depuis cent ans. »

Ce sont probablement là des exagérations, mais il est certain que le séjour antérieur de Champion à la cour romaine, la connaissance qu'il y avait acquise des personnes et des affaires de l'Italie, la facilité qu'il avait, dans certaines missions secrètes, de se faire passer pour un Italien, grâce à sa « bonne langue italienne, » les relations personnelles qu'il avait nouées avec des personnages romains, tout cela le rendait fort utile, et il n'est pas téméraire de supposer qu'il était en passe de devenir un des agents les plus fréquemment employés de la diplomatie royale. Qu'on n'oublie pas qu'il n'était qu'au début de sa carrière et n'avait guère que trente-deux ans ! Il avait été déjà mêlé à bien des secrets ; nous le verrons, puisqu'il a pris soin de les dévoiler à l'empereur.

<sup>1</sup> Cf. pour cette biographie : Arch. des Affaires étr., *Espagne*, V, fol. 262 à 279. Bibl. nat., ms. fr. 2971, fol. 96 ; 2933, fol. 229 ; 6635, p. 67, ms. Clairamb., 835, fol. 2135. Arch. nat., J 964, n° 54 bis et 56. Sanuto, *Diarii*, t. XXXIII, p. 316 ; t. XXXIV, p. 460 ; t. XXXV, passim ; t. XXXVII, p. 147-172. *Revue historique*, loc. cit., surtout p. 297 et s. 345 et suiv., 357. Dom Morice : *Preuves de l'histoire de Bretagne*, t. III, col. 961. *Spanish Calendar*, II, 2, p. 676. *Captivité de François I<sup>er</sup>*, par Champollion-Figeac, p. 17.



## II.

Nous connaissons la vie de Champion. Que savons-nous de son caractère ? Ce qui frappe surtout en lui, c'est la vanité qui éclate dans tous ses écrits. Il jugeait toujours qu'on lui avait donné trop peu pour ses services, dont volontiers il s'exagérait l'importance. Aussi était-il jaloux de l'entourage du roi, mécontent surtout de la régente, contre laquelle il nourrissait une particulière animosité, sans doute parce qu'elle ne l'appréciait pas suffisamment. La fureur causée par l'affront reçu de La Rochepot s'était donc aggravée du fait qu'il se voyait l'objet des conversations de l'entourage du roi, et que cet incident devait être le thème de propos railleurs. Et le frère du favori de François I<sup>er</sup> était trop au-dessus de lui pour qu'il fût possible d'en tirer vengeance ! Quel sentiment aurait arrêté Champion ? La reconnaissance ? Il n'en avait cure. Nous verrons qu'il avait accepté, l'année précédente, de trahir, dans des conditions particulièrement odieuses, le pape Clément VII, lequel venait de le faire délivrer de prison et de lui conférer une riche abbaye. Une nouvelle trahison ne lui coûtait pas. Et il la poussa aussi loin que possible. Ne se contentant point de découvrir à l'empereur, dans un moment de colère, le projet de fuite de François I<sup>er</sup>, il s'enfonça dans son infamie, en rédigeant, quinze jours après, lorsqu'il avait eu le temps de se calmer, les deux mémoires destinés à faire encore plus de mal à cet ancien maître, après lequel il s'acharnait. Il n'y épargnait rien, en effet, de ce qui pouvait exciter l'empereur contre le roi de France et lui donner les moyens de combattre celui-ci d'une manière efficace. Ces écrits ne furent pas inutiles à l'empereur : non seulement ils l'éclairèrent sur ce qu'il avait tant d'intérêt à savoir, mais ses ministres s'en firent une arme par la suite pour incriminer la conduite de François I<sup>er</sup>. C'est là qu'ils puisaient une partie de leurs arguments. Ils citaient même textuellement des passages de ce qu'ils donnaient comme une lettre d'un « bon personnage de France. »

La vengeance n'avait pas été le seul mobile qui eût inspiré à Clément Champion la rédaction de ses mémoires. Il est à croire qu'il voulait en même temps prouver à Charles-Quint, lequel l'avait certainement blessé par l'incrédulité montrée devant ses

premières confidences, qu'il était un personnage bien informé et non le premier venu. A ce motif de vanité rétroactive se joignait l'espoir que l'empereur, le voyant ainsi au courant de bien des choses, l'emploierait dans ses affaires et lui demanderait des avis. En attendant que ses avis fussent sollicités, il les donnait hardiment. Mais en cela il fut déçu. Charles-Quint, laissant de côté dédaigneusement, et probablement avec mépris, cet instrument des nécessités d'un moment, ne voulut pas s'en servir. Et la dernière fois que nous retrouvons Champion, en 1527, nous le voyons pourchassé de pays en pays par la crainte du ressentiment des Français, écarté par l'empereur, qui ne voulait pas de lui en Espagne, et mal payé d'une pension qui semble pourtant le seul avantage qu'il eût retiré de sa trahison.

### § 3. — UN RÉQUISITOIRE CONTRE FRANÇOIS I<sup>er</sup>. SA POLITIQUE SECRÈTE DÉVOILÉE A SON RIVAL

Nous savons donc que l'auteur de ce mémoire, qu'il nous reste à présent à examiner, était bien informé, mais que ses jugements sont suspects.

Cet écrit nous initiera à certains des mystères les plus cachés de la politique française, entre l'élection de Charles-Quint à l'empire et le traité de Madrid. Il présente, d'ailleurs, l'intérêt qu'offre une série de tableaux historiques, qui, avec moins de développements et de longueurs, éclairent à peu près autant une époque que le ferait une narration continue.

Le but du mémoire est bien précisé dès les premières lignes.

Il importe à l'empereur, en ce moment en négociations avec le roi de France, de savoir si un traité *peut* être observé par celui-ci. A cet effet, il faut examiner comment, dans le passé, François s'est comporté avec ses alliés, s'il s'est conformé à ses engagements. Il est bon de méditer sur sa nature, pour savoir s'il est léger ou constant, s'il n'est pas « vindicatif, » et si « en toutes choses il a préféré son honneur. »

#### I.

Voyons, dès à présent, quelle est, au dire de Champion, la nature du roi.

François « parle bien et de toutes choses, » mais, un instant après avoir dit une chose, il ne s'en souvient plus et, soit spontanément, soit parce qu'on l'a influencé en sens contraire, il change d'avis, « tout ainsy du parler comme de la promesse variable. »

C'est Louise de Savoie qui est cause de ce défaut « si grand » par la manière dont elle l'a élevé. Elle ne l'a entouré que de gens d'extraction et de cœur bas, de complaisants, d'ailleurs sans expérience des affaires, et a tenu à ce que « touz les plaisirs que il ha voulu en ce monde...., il les prins. » Elle gardait, pendant ce temps-là, le gouvernement : le principal, pour elle, était que son autorité fût assurée. Aussi éloignait-elle soigneusement les princes de la connaissance des affaires, qu'elle se réservait. N'avait-elle pas exigé qu'une fois par jour on lui fit un rapport sur tout ce qui se passait ? Même sur les affaires de la guerre, il fallait qu'elle dise son sentiment « comme si eust esté le premier maréchal de France. » Il ne fallait pas que quelqu'un, même l'amiral, s'avisât de ne point partager l'avis de Madame, qui était par là même celui du roi, lequel « estoit gagné de telle sorte du cousté de Madame, » qu'il adressait à celle-ci même les ambassadeurs. Et si ceux-ci objectaient à François qu'ils venaient lui rappeler quelque promesse qu'il eût faite personnellement, il n'en disait pas moins : « Allez à Madame de toutes choses. »

L'exemple nous semble mal choisi par Champion. Il voit là un indice de l'influence de la mère sur le fils. Nous serions tenté de n'y voir qu'une preuve d'habileté à mettre au compte du roi.

Autre grief : Madame ne laisse pas même son fils libre de disposer des offices, des bénéfices, et si le roi accorde quelque chose à un candidat non agréé par Louise de Savoie, celle-ci emploie l'influence des « ministres, » lesquels se mettent tous « après le roi » pour lui faire révoquer, en calomniant le bénéficiaire, une faveur qui est peut-être accordée ensuite « à quelque frivollet ou varlet de dames. » L'histoire semble avoir été *vécue* par Champion, lequel dut être dépossédé probablement de cette façon, d'où sa rancune. Comme exemple de ces valets de dames, il cite le trésorier de l'épargne Babou, dont la charge, créée exprès pour ce personnage, datait de 1522. Jusqu'à cette

époque, il « ne servoyt que de porter deux petiz chiens de Madame entre ses bras, quand elle alloyt à la messe, et estre là à une porte, jour et nuyt, pour voyr si l'on luy commanderayt rien. »

Quittons ces portraits et passons aux faits que Champion expose pour l'édification de l'empereur.... et la nôtre. Disons, d'ailleurs, que si le valet de chambre, en raison du but qu'il poursuit, expose ces faits de la façon la plus désavantageuse pour François I<sup>er</sup>, en dissimulant les événements de nature à expliquer ou à excuser les actes de ce prince, les faits qu'il rapporte nous paraissent, pris en eux-mêmes, devoir être considérés comme exacts. Nous avons pu, en effet, en contrôler un certain nombre en confrontant ce document avec d'autres sources, et nous n'y avons jamais rien trouvé qui ne fût vrai. M. Paillard, de son côté, était, d'une façon générale, arrivé aux mêmes résultats, en se livrant à un travail de critique analogue sur le mémoire qu'il a publié. Nous pouvons donc admettre conditionnellement, et jusqu'à preuve du contraire, l'exactitude matérielle des faits allégués, quelque désavantageux que ceux-ci soient, hélas ! plus d'une fois, pour la mémoire de François I<sup>er</sup>.

## II.

Nous ne pensons pas avoir à rappeler ici l'origine, si éloquemment décrite jadis par M. Mignet, de la célèbre rivalité entre les deux princes qui, en 1518, s'étaient disputé l'empire.

Le premier épisode raconté par Champion se rapporte aux temps qui suivirent immédiatement l'élection de Charles-Quint comme empereur. En 1519, le mécontentement des Espagnols contre le gouvernement du nouvel empereur était très grand. On reprochait notamment au prince de donner le pouvoir exclusivement aux Flamands. Fomenteur des troubles semblait donc facile. Un de ces Espagnols mécontents, lequel résidait à Rome, vint plusieurs fois trouver secrètement, à l'automne, l'ambassadeur de France, M. de Saint-Marsault, et, lui faisant part de cette situation, lui dit que le roi devrait bien susciter une insurrection en Espagne ; qu'il suffirait d'envoyer un « homme d'esprit, » muni prudemment des sommes nécessaires pour gagner

certaines gens qu'il savait bien, lesquels ne demanderaient qu'à se laisser gagner, mais avec lesquels l'*esprit* ne suffisait pas. Le bénéfice serait très grand pour le roi, car on créerait ainsi une diversion qui empêcherait l'empereur de songer aux affaires d'Italie, en l'occupant « tout le temps de sa vie » à soumettre l'Espagne. Or, dit Champion à l'empereur dans son mémoire, le roi ne pouvait être heureux qu'en vous abaissant, pensant que si vous grandissiez, jamais vous ne vous occuperiez d'autre chose que de « defferre le Roy, pour les injures grandes que Votre Majesté et sa maëson ont reçu de la maëson de France. » Voilà l'origine des luttes, de la rivalité, telle qu'elle est comprise par Champion.

Celui-ci expose ainsi à l'empereur lui-même que la conviction de François I<sup>er</sup> était, dès 1519, qu'il allait voir Charles-Quint prendre l'offensive dans un sentiment d'animosité causé par d'anciens griefs, héréditaires ou plus récents. Le roi de France ne faisait donc alors que prendre les devants en essayant de nuire à un rival qu'il savait en de telles dispositions.

Quoi qu'il en soit, l'Espagnol habitant Rome n'était pas le seul qui donnât ces conseils au roi. L'ambassadeur de France en Espagne était assailli par toute la noblesse de Castille qui venait lui demander quotidiennement, dès le début de 1519 : « Que faict vostre maistre ? car il est temps qu'il se remue ! » François I<sup>er</sup> finit par *se remuer*. Poussé d'ailleurs par sa mère qui, au dire assez suspect de Champion, ne cessait de l'exciter contre l'empereur, François se décida bientôt à envoyer quelqu'un en Espagne.

On choisit un nommé Reveulx, valet de chambre, qui avait séjourné en ce pays avec La Guiche, parlait bien la langue espagnole « et de personne sembloyt espagnol fort honeste et sage gentilhomme. » C'était l'*homme d'esprit* demandé. Il s'attacha, probablement à la fin de 1519, aux pas du cardinal de Tortose, gouverneur d'Espagne, qu'il suivait dans tous ses déplacements. Il se contenta d'abord d'observer, mais, lorsqu'il vit les affaires assez avancées, il prévint le roi. On lui fit parvenir les noms de ceux que l'Espagnol de Rome avait désignés comme susceptibles d'être corrompus. A cet effet, une première somme d'argent lui fut envoyée. Elle fut d'ailleurs suivie, au fur et à mesure des besoins, de plusieurs lettres de change. Afin qu'on ne pût jamais

le surprendre s'entretenant avec un messenger, ce qui eût pu le rendre suspect dans le pays, on employait un mode de correspondance assez étrange, dont le trésorier de Navarre, résidant à Bayonne, était chargé d'assurer le fonctionnement. Reveulx indiquait la position d'un endroit déterminé, par exemple le creux d'une muraille, dans un lieu peu fréquenté, aux environs des villes où il allait. Cet endroit servait de boîte aux lettres secrète. C'est là que des messagers, munis des instructions précises du trésorier, portaient le courrier de l'envoyé secret et prenaient le sien. Ce fut grâce à ces précautions que Reveulx put, au dire de Champion, fomenter la terrible insurrection qui dura de mai 1520 à pareille date de 1521, et ensuite préparer et susciter l'expédition malheureuse du sieur de Lesparre en Navarre, ce qui, s'il est vraiment l'auteur responsable de cette dernière opération militaire, ne fut pas l'effet d'une inspiration de génie.

Tel est le récit de Champion. Les faits généraux qu'il allègue sont exacts. Du fait particulier de la mission de Reveulx, nous n'avons pas trouvé trace ailleurs, mais nous croyons devoir le tenir pour vrai. Cette fois, d'ailleurs, l'accusation elle-même, en indiquant les motifs qui firent agir François I<sup>er</sup> en cette circonstance, fournirait des arguments au défenseur. Nous ne remplissons pas ici ce dernier office, qui ne convient pas à l'impartialité de l'historien. Nous ne croyons pas, d'autre part, que ce soit le lieu, à propos de chacune des accusations de Champion, de creuser des questions très complexes, qui exigeraient de longs développements. Il nous suffit de mettre en lumière le témoignage et de montrer, à l'occasion, le parti que l'histoire peut en tirer.

### III.

Passons à un second épisode, à peu près contemporain du premier.

En même temps qu'il essayait de détourner le jeune empereur des affaires d'Italie, en lui suscitant ailleurs des embarras, François songeait à s'assurer dans ce dernier pays un précieux appui moral et matériel, celui du pape. En conséquence, vers novembre 1519, un traité secret, dont le texte semble avoir été égaré, fut signé à Rome par Léon X et les plénipotentiaires de François I<sup>er</sup>.

Grâce à Champion, nous pouvons en reconstituer ainsi les principales clauses. 1° Le pape consentira à l'expédition projetée par François I<sup>er</sup> pour reconquérir le royaume de Naples. 2° Il fournira même, à cet effet, au roi, pour la durée de la campagne, 500 lances et 4,000 hommes de pied. 3° En revanche, lorsque l'armée du roi passera par l'Italie du Nord, en partant pour cette expédition, elle s'emparera de Ferrare, pour remettre cette ville au pape. 4° Celui-ci aura la faculté de reconquérir, avec ses propres deniers, le duché d'Urbain, Sienne, ou autres terres qu'il convoite, et, s'il s'y décide, le roi sera tenu de lui fournir une quantité de gens d'armes et de gens de pied indiquée au traité. 5° Le roi s'entremettra en faveur de Léon X auprès des ligues suisses, dans le cas où le pontife aurait le désir de s'assurer par avance le concours des troupes suisses pour le jour où il pourrait en avoir besoin.

Le traité ainsi conclu fut apporté par Saint-Marsault, un des négociateurs, à la ratification du roi. Mais alors, certains conseillers de François I<sup>er</sup> élevèrent contre toute alliance sincère avec le pape une vive opposition. On voulut démontrer au roi et à Madame que Louis XII s'était vu chasser d'Italie parce qu'il avait tenté de rendre le pape Jules II « grand, » et lui avait donné des territoires, notamment Bologne, de sorte que le pontife, se voyant puissant, n'avait pas cessé désormais de susciter des menées contre la France. Que le roi pensât donc bien à ce qu'il faisait en donnant Ferrare au pape. Jusque-là, nous trouvons une opinion peut-être discutable, mais honorable. Voici où la duplicité apparaissait. Quelle conclusion tiraient les conseillers de ces prémisses ? Allait-on déchirer le traité, renoncer à l'alliance de Léon X ? Nullement. L'alliance était bonne à accepter, à condition qu'on en répudiât secrètement les charges et qu'on s'arrangeât pour s'en assurer les avantages. On persuaderait au pape que l'expédition contre Ferrare devait avoir lieu au retour, non à l'aller ; et au retour on ne tiendrait pas la promesse faite. Pourquoi la tenir si l'on était victorieux ? Comment la tenir si l'on était vaincu ? — Mais où les conseillers du roi atteignaient le comble de l'odieux, c'était lorsqu'ils ajoutaient que non seulement on n'exécuterait pas le traité dont on aurait eu les bénéfices, mais que, revenant victorieux, grâce à l'appui du pape, on userait de cette victoire pour déposséder celui-ci des

domaines de l'Église : on délivrerait Florence, et, d'autre part, Bologne, Pérouse, Reggio, Modène et les Romagnes seraient partagées entre les seigneurs qui les convoitaient. Le pape serait ainsi tenu « sy bas, » qu'il ne saurait plus nuire au roi. Comment pourrait-il même y songer, ayant jusque « sur les portes romaines.... gens pour luy rompre la teste » et cela « sans coust » pour le roi, et sans que celui-ci eût à s'en préoccuper.

D'après ces astucieux conseillers, cette ligne de conduite était la seule possible, car, autrement, le roi serait toujours trompé par les gens d'Église.

Au dire de Champion, François trouva « cela bon » et Madame le trouva encore meilleur.

Le premier résultat de cette décision fut que Champion se rendit près de Léon X et lui démontra que si l'on voulait prendre Ferrare en allant à Naples, on perdrait un temps précieux (dont l'ennemi, effrayé de voir une si grosse armée, profiterait pour mettre le royaume en défense), tandis qu'au retour Ferrare tomberait d'elle-même entre les mains des alliés, puisqu'elle ne saurait plus à qui demander secours. Le pape se laissa persuader, mais il voulut du moins profiter de la faculté que le traité lui réservait de s'assurer des troupes suisses par l'entremise du roi. Cela ne faisait plus le compte de celui-ci. Pour pouvoir facilement écraser Léon X, il fallait ne pas contribuer à accroître ses forces. Aussi, François, dès qu'il s'aperçut que ses promesses n'étaient pas « mises en oraigle d'asne, » mais que le pape, pour en profiter, députait en Suisse Antonio Puccio, évêque de Pistoie, fit lui-même l'envoi auprès des ligues d'un ambassadeur extraordinaire. Ce fut encore notre Champion, chargé officiellement d'appuyer les demandes du nonce, et secrètement d'enjoindre aux ambassadeurs de France résidant près des ligues d'apporter à la mission de celui-ci le plus grand nombre possible d'obstacles. Ils n'y manquèrent pas, de sorte que l'évêque de Pistoie attendit une réponse durant plus d'un an et n'obtint des troupes suisses qu'au printemps de 1521.

Le troisième résultat des conseils perfides donnés au roi fut la conclusion par celui-ci d'un traité secret avec les Vénitiens. Par ce traité la France promettait à ceux-ci des territoires du royaume de Naples qui se trouvaient déjà promis au pape, contre l'aide qu'ils devaient lui fournir de quarante galères



pour l'expédition projetée contre ce royaume. D'autre part, le duc de Ferrare, que François devait si bien déposséder en faveur de Léon X d'après ses promesses précédentes, se trouvait compris à titre d'allié dans ce nouveau traité. Mais on ne s'en tint pas là. Le pape mit à exécution son projet d'expédition contre le duc d'Urbin. Aussitôt François 1<sup>er</sup> envoya secrètement à celui-ci des renforts. Il voulait que le pape épuisât ses finances dans cette guerre et se trouvât trop affaibli pour pouvoir un jour tirer vengeance des perfidies dont il était victime, s'il s'en apercevait jamais.

Les Français espéraient cependant que leurs intrigues resteraient toujours ignorées du pontife. Il n'en fut pas ainsi. Léon X connut le traité conclu avec Venise. Il apprit d'un capitaine suisse les menées auxquelles Champion s'était livré près des ligues, et reprocha en conséquence à celui-ci de l'avoir desservi après avoir si longtemps mangé son pain. Et c'est à la connaissance que le pape eut de ces perfidies que le valet de chambre du roi semble attribuer le parti que prit ce pontife de faire son possible pour chasser les Français d'Italie.

Tel est le récit de Champion. Est-il exact ? Les faits indiqués doivent être vrais, mais y a-t-il eu vraiment propos délibéré, dès la signature du traité avec le pape, d'agir à l'égard de celui-ci de cette façon odieuse ? Ou bien la violation par la France des clauses du traité ne provient-elle pas des doutes qu'elle pouvait avoir acquis au sujet de la solidité de son alliance avec Léon X ? Celui-ci n'avait-il pas donné prétexte à ce changement en modifiant lui-même sa ligne de conduite ? Ce sont là des questions complexes à décider, les documents mis au jour jusqu'ici n'étant pas très abondants ; mais, quoi qu'il en soit, le témoignage de Champion, qui avait été mêlé à ces affaires, nous paraît précieux à enregistrer. On ne doit seulement pas perdre de vue que son rôle le forçait à présenter les événements sous un certain jour.

#### IV.

Le troisième épisode que nous abordons à présent a pour acteur principal Champion lui-même. Prisonnier des Vénitiens durant plusieurs mois, il n'avait dû son élargissement qu'à l'intervention du pape tout nouvellement élu, le cardinal Jules de

Médicis, devenu Clément VII. Celui-ci, élevé au souverain pontificat grâce à l'aide de l'empereur, tenait à dégager le saint-siège de toute apparence de vasselage, et cherchait, en nouant des relations avec la France, à trouver le contrepoids nécessaire pour assurer sa neutralité. Il ne lui était certes pas facile de conserver quelque indépendance entre ces deux antagonistes pour lesquels l'Italie était l'enjeu de la lutte.

Comment faire entre l'enclume et le marteau ? On a souvent reproché aux papes de cette époque les hésitations de leur politique : ce n'est pas tout à fait sans raison, mais nous voudrions bien savoir ce que ces censeurs sévères, qui n'admettent pas d'excuses pour ces défaillances, auraient fait s'ils avaient été à la place de ces pontifes, et s'ils se seraient préservés de toute erreur de conduite.

L'emprisonnement de Champion, demandé par l'ambassadeur impérial, avait eu pour but et pour effet d'empêcher l'accomplissement d'une mission dont ce valet de chambre du roi était chargé auprès du conclave ou du pape nouveau. L'envoyé n'était pas un inconnu pour Clément VII, qui n'avait pas eu à s'en louer dans le passé. Le pontife crut que le pape ne devait pas se souvenir des injures du cardinal Jules de Médicis, et qu'il était préférable d'essayer de gagner un personnage qui lui rendrait de grands services en lui procurant, à l'occasion, un moyen d'action sur le roi de France. Il fit donc délivrer Champion, puis lui fit offrir l'abbaye de Redon. Alors a lieu une répugnante comédie. Champion pense bien que ce n'est pas pour la seule satisfaction de lui faire plaisir, mais pour le gagner, que le pape le comble de bienfaits. Il consulte donc l'ambassadeur Saint-Marsault, qui lui sert, dans la circonstance, de directeur de conscience. La réponse est encourageante : Repousser « don de pape, » allons donc, vous êtes un fou, on ne le doit jamais ! — Aussitôt ses scrupules cessent. Suivant le conseil donné, il acceptera, promettra tout ce qu'on voudra, mais se servira de la confiance qu'on a en lui pour jouer, suivant son expression, de « terribles reverses » au pape.

Clément VII, apprenant les bonnes dispositions qu'il manifeste, fait introduire ce nouvel allié, par un « degré secret, » dans sa chambre. Il décide qu'un chiffre sera remis à Champion pour qu'il puisse faire connaître, en une écriture convention-

nelle, c'est-à-dire dans les conditions du secret le plus complet, les nouvelles de la cour de France qui seront de nature à intéresser le saint-siège. Suivent force protestations d'amitié à l'égard du roi : ce que le pape désire le plus au monde, c'est de « sortir honnêtement » de l'alliance avec l'empereur. Il donnerait tout pour avoir été élu grâce aux Français, afin de ne pas avoir d'obligation à Charles-Quint ! Ah ! si les Français perdaient l'Italie, ils pourraient être sûrs que le pape n'en serait pas moins fâché qu'eux-mêmes ! — Ainsi muni de la confiance et des confidences pontificales, Champion court triomphalement chez Saint-Marsault. « J'ai le chiffre ! » Quelle joie, et comme on va pouvoir abuser le pontife !

— « Mais pour cela, dit en substance l'ambassadeur de France, il faut d'abord prouver au pape que sa confiance est justifiée, en lui faisant, pour commencer, des communications scrupuleusement exactes. Ainsi, je sais que la diplomatie pontificale est parfaitement au courant de l'état actuel du camp de l'amiral Bonivet qui commande les forces françaises en Italie. Il n'y a donc aucune indiscretion à lui en faire un rapport fidèle. Et cela aura cet avantage que, en trouvant votre relation conforme à celle qu'il a déjà reçue, il aura une haute idée de votre sincérité. C'est seulement quand il en sera bien fermement persuadé que vous pourrez lui faire, au besoin, des communications destinées à l'induire en erreur. »

Ainsi est fait. Du camp français, le nouveau confident du pape écrit à celui-ci quels sont les besoins d'argent et de troupes du roi. Ce qui tend à prouver que le pape est alors sincère dans son désir de rapprochement avec la France, c'est qu'il intervient aussitôt auprès de banquiers florentins résidant à Lyon, pour leur faire prêter au roi 100,000 écus. Champion est ravi de voir ses communications produire un si bon effet. Il poursuit sa route et se rend auprès du roi, qu'il instruit de tout ce qui s'est passé. François se félicite du moyen qui se présente de faire croire au pape ce qu'il voudra : « Écrivez d'abord, dit-il, que vous m'avez entendu dire que je ne désire rien tant que l'amitié du pape, et que, si je l'obtenais, je n'agisrais désormais que d'après ses conseils. »

Quelque temps se passe : les affaires de France se gâtent en Italie. L'archevêque de Capoue, Nicolas Schomberg, est envoyé

par le pape, au printemps de l'année 1524, auprès du Roi de France, pour essayer de pacifier les différends existant entre les deux princes chrétiens. Champion nous instruit de la base de ces négociations, indication que nous avons vainement cherchée ailleurs. Le moyen, ou un des moyens mis en avant par Schomberg, était un projet de mariage de François 1<sup>er</sup> avec Éléonore, sœur de Charles-Quint, dans le cas où l'on perdrait la reine Claude, dont on escomptait déjà la mort prochaine à chacune des négociations de cette époque <sup>1</sup>. Ces pourparlers furent l'origine d'une nouvelle communication adressée à Clément VII, en langage chiffré, par Champion, à la demande du roi. Il avait, disait-il, entendu dire ceci, en substance, à François 1<sup>er</sup> : « Nicolas Schomberg est vraiment trop favorable à l'empereur, et j'aurais bien envie de lui opposer un refus catégorique et de lui dire qu'il ne me propose plus d'épouser une femme perdue, une p.... Je serais le plus pauvre gentilhomme du monde que je ne ferais pas un pareil mariage ! »

Lorsqu'on songe qu'il s'agissait de la sœur de l'empereur et de la femme que François 1<sup>er</sup> devait épouser quelques années plus tard, ce langage ne manque pas de piquant. Le roi faisait allusion à l'amour, parfaitement innocent d'ailleurs, mais que la calomnie n'avait pas épargné, qu'Éléonore avait eu, étant jeune fille, pour le prince palatin, frais roman de jeunesse que le roi-chevalier, qui prétendait faire respecter la réputation des femmes, aurait bien dû apprécier avec plus de retenue et de justice.

A la réception de la lettre qui lui faisait part de ce propos du roi, le pape, en juillet 1524, croyons-nous, fut pris, lui aussi, du désir de ne pas se borner à employer Champion comme agent de renseignements, mais d'en faire un instrument actif, devant agir sur l'esprit du roi. Mais surtout, disait-il, il fallait que le souverain ne sût pas que ses communications étaient inspirées par le pape, « car, d'après Clément VII, les Franzoys parloient trop et ne sçavoient rien céler. » La véritable comédie inaugurée par les soi-disant indiscretions du valet de chambre du roi au sujet des discours de son maître se complique donc désormais de la contre-partie, puisque Champion devient le

<sup>1</sup> Elle mourut, en effet, le 26 juillet de la même année.

commissionnaire de chacun des deux souverains pour suggérer à l'autre quelque pensée opportune. Étrange diplomatie que celle-là, et bien italienne ! Il est vrai que la supercherie n'existait que d'un côté. Le pape pouvait croire que Champion commettait en sa faveur de vraies indiscretions, tandis que François 1<sup>er</sup> savait pertinemment, de son valet de chambre même, à quoi s'en tenir sur la source d'où celui-ci tirait ses communications.

Le mémoire que nous analysons nous indique les premières idées que le pape voulut faire suggérer au roi. Lorsqu'il en trouverait l'occasion favorable, Champion devait dire à son maître ceci : « Eh Dieu (*sic*) ! que le pape sera donc aise si nous taillons en pièces le camp impérial en Italie ! Une heure doit lui paraître dix siècles, tant qu'il n'apprendra pas notre victoire ! Les Impériaux ont ruiné ses finances, et l'ambassadeur impérial à Rome, le duc de Sessa, croit avoir le droit de le *gourmander* comme il agissait envers le pape Adrien. D'ailleurs l'Italie supporte et aime les Espagnols tout autant qu'un diable aime un élu ! » Et Champion devait encore suggérer à son maître « qu'il devrait bien se hâter de défaire cette poignée de gens qui avait envahi la Provence (car après cela il aurait pour lui toute l'Italie), et ne pas se préoccuper du restant de l'armée impériale qui était dans la péninsule sous les ordres du vice-roi de Naples, car les dispositions des Italiens à son égard la rendaient peu à craindre. » Champion n'indique pas si le roi ou le pape lui soufflèrent d'autres idées l'un pour l'autre. Il termine cet épisode en conseillant naïvement à l'empereur de bien penser à tout ce qui précède et d'en tirer la philosophie. Quel avis excellent ! Profitons-en nous-même d'une manière qu'il n'avait pas prévue et disons que le plus coupable ici, qui se dénonce lui-même, en voulant accuser les autres, c'est l'auteur même du mémoire. A-t-il forcé les détails ? Rien n'est de nature à nous le faire supposer. Il n'a sûrement pas imaginé l'ensemble de ces faits et nous avons pu vérifier l'exactitude de certains des événements, connexes à sa narration, qu'il signale. Il nous a appris en tout cas un détail important, inconnu jusqu'ici : la proposition du mariage de François 1<sup>er</sup> avec Éléonore, faite par Schomberg dès sa mission de 1524.

## V.

Champion, grâce aux événements précédents, était devenu un intermédiaire tout désigné entre le pape et le roi de France, puisqu'il possédait leur confiance à tous les deux. Aussi François 1<sup>er</sup> songea-t-il, quelques mois après, à l'employer comme négociateur. C'était au moment de cette funeste campagne d'Italie qui devait se terminer par le désastre de Pavie. François, après avoir, comme le lui conseillait le pape, chassé de Provence l'armée impériale, venait en personne reprendre l'offensive en Piémont, à la fin d'octobre 1524. Il semblait bien maître du terrain. Ses troupes venaient d'entrer dans Milan. Les Impériaux, se retirant devant lui, s'étaient réfugiés sur Lodi. S'il les avait suivis, il leur eût peut-être infligé une sanglante défaite, égale à celle qu'il devait subir lui-même quelques mois après. Campé à Landriano, il hésitait sur le parti à prendre. Il prit, hélas ! celui de marcher sur Pavie, dont il espérait s'emparer de vive force. Mais il voulut en même temps, montrant en cela du moins beaucoup de sagesse, s'assurer la possession paisible de l'Italie, en se conciliant Venise et le pape, les deux grandes puissances de ce pays. Celles-ci, bien qu'elles eussent jusqu'alors plutôt embrassé le parti de l'empereur, n'avaient pourtant pas cessé de ménager François, de crainte que celui-ci ne redevint puissant dans la péninsule. Or, en ce moment même, le roi de France semblait avoir l'avantage, et les principautés italiennes étaient mieux disposées pour lui, tout en hésitant encore, car, enfin, le dernier mot n'était pas dit. Pour triompher des indécisions du pape, dont l'alliance devait presque infailliblement entraîner celle de Venise et de Gênes, François renouvela, bien qu'avec quelques variantes, une proposition mise en avant dès le mois de mars précédent, celle d'un double mariage, devant unir les Médicis à la maison de France. En mars il avait été question de l'union de Henri, duc d'Orléans, avec Catherine de Médicis, et de celle de Renée de France, belle-sœur du roi, avec Hippolyte, fils naturel de Julien de Médicis.

En novembre, le premier de ces mariages fut de nouveau proposé, et, à la place du second, François 1<sup>er</sup> parla d'une alliance entre sa plus jeune fille et un des bâtards de Médicis, soit ce

même Hippolyte, soit Alexandre, fils de Laurent de Médicis.

Certes, c'était un grand honneur fait à une famille de négociants que de lui offrir de mêler son sang à celui de la maison de France, alors même qu'il n'eût été question que de Catherine de Médicis, fille légitime du duc d'Urbin ! Et à plus forte raison, comme Champion le faisait observer à l'empereur, François « se ravalait » en voulant donner ses enfants en mariage à des « bâtards de marchands. » Mais le traître ne se doutait guère que son auguste correspondant devait plus tard « se ravalier » de la même façon en donnant sa fille en mariage à ce même Alexandre de Médicis. Et le mariage de Catherine qui devait finir par avoir lieu, dix ans après, avec le futur Henri II, qu'on destinait à celle-ci dès 1524, était certes le plus honorable des deux. Puisqu'on devait y revenir plus tard, non sans difficulté il est vrai, mieux eût valu certes pouvoir le décider en 1524, quand la nécessité en était si pressante.

Les affaires auraient pu tourner autrement si François avait eu l'appui effectif de Venise, de Gênes et du pape. Malheureusement, ces puissances comprenaient les alliances à leur façon. Elles ne refusaient pas, au besoin, de signer des traités secrets. Elles n'étaient surtout pas avares de bonnes paroles. Mais elles attendaient, pour s'engager à fond et rendre, par conséquent, leur alliance utile, que le sort se fût décidé entre les deux grands rivaux qui se disputaient l'Italie, c'est-à-dire, en somme, le moment où ceux-ci n'auraient plus autant besoin d'elles.

Nous allons d'ailleurs les prendre sur le fait, grâce aux curieuses révélations de Champion, qui fut choisi par François 1<sup>er</sup> pour aller, sous prétexte d'annoncer la conquête de Milan au pape, traiter secrètement avec celui-ci. Nous avons pu contrôler suffisamment certaines parties de son récit pour pouvoir conclure hardiment à l'exactitude absolue des notions toutes nouvelles qu'il nous donne sur les premiers pourparlers relatifs au mariage de Catherine de Médicis, pourparlers qui ont été jusqu'ici ignorés des historiens.

Parti de Landriano, Champion arriva le 2 novembre à Rome, où le bruit se répandit bientôt qu'il avait obtenu du roi « carte blanche » (c'était textuellement le mot employé), pour traiter, et offrir au pape Parme, Plaisance, Modène, Reggio, Ferrare, le royaume de Naples et beaucoup d'autres avantages. Ces avan-

tages qu'on ne connaissait pas, le négociateur lui-même va nous les indiquer : le roi se disait très disposé, dès qu'il aurait la victoire — comme il l'espérait — à remettre le Milanais aux mains du pape, qui pourrait y placer des garnisons et y mettre un gouverneur, par exemple le comte de Carpi ou Jacques Salviati. Le roi offrait d'envoyer son fils Henri à Rome, où l'enfant serait élevé par les soins et sous la direction du pape. Lorsque Henri atteindrait l'âge nubile, il épouserait Catherine de Médicis et jouirait alors du duché de Milan. De plus le roi (qu'il était vraiment attentionné pour le pape !) prévoyait le cas où celui-ci éprouverait quelque inquiétude du fait du voisinage des Impériaux à Naples. Le cas ne s'était-il pas présenté du temps de Léon X ? Alors — admirez l'art de présenter une conquête que la France avait tant d'intérêt à faire — le roi *consentirait* (quelle bonté !) à entreprendre pour le pontife une expédition destinée, s'il fallait l'en croire, oh ! uniquement à mettre à jamais le pape à l'abri des menaces de l'empereur. On n'est pas plus aimable ! Un des fils naturels, soit de Julien, soit de Laurent de Médicis, serait possesseur du royaume, et en plus le roi lui donnerait sa plus jeune fille en mariage ! On peut se demander si le ton du roi n'aurait pas changé lorsqu'il eût été vainqueur et si des promesses de mariage à si longue échéance auraient pu se réaliser. D'après ce qu'écrivit à l'empereur un de ses partisans, le pape se défia fort des promesses apportées par Clément, mais cela est peut-être exagéré : on croit volontiers ce qu'on désire, et cette note optimiste est fort en usage dans les rapports adressés par un agent à son propre prince ou à son gouvernement.

Au contraire, Clément nous dit que, à ses ouvertures, le pape « ouvrit fort les oreilles. » La vérité, c'est que le pontife était très perplexe, car il n'avait pas seulement ici à consulter son goût, mais à essayer de prévoir l'avenir, exercice toujours fécond en surprises. Il n'en est pas moins vrai que, la prise de Milan pesant d'un grand poids sur sa décision, il se montra, au bout de peu de jours, disposé à traiter : le comte de Carpi, ambassadeur de France, résidant auprès de lui, rédige aussitôt un projet de contrat, où les deux mariages sont stipulés ainsi que l'aide que le Saint-Siège fournira au roi pour l'expédition de Naples. En ce qui concerne la présente campagne en Milanais, la seule obligation du souverain pontife consistera en ce qu'il devra ob-



tenir que Venise et Gênes se déclarent les alliés de la France. Gênes a promis de se conformer à la conduite du pape : il suffira donc de la lui notifier. Quant à Venise, son ambassadeur à Rome consent à traiter, et des clauses sont arrêtées entre Champion et lui. Le vendredi 11 novembre, tout le monde est d'accord. Il ne reste plus qu'à signer. On décide que, le surlendemain dimanche, le pape chantera la messe dans sa chambre devant un cercle très restreint de personnes, et que là, les traités seront jurés et ratifiés, tant par le pape que par les négociateurs français et vénitiens.

A ce moment se produit un événement qui compromet tout. Le matin du dimanche, au point du jour, le duc de Sessa, dont l'empressement prouve qu'il n'ignorait pas tout à fait ce qui se passait, se rend auprès du pape et l'informe que le roi de France a, le lundi précédent, tenté l'assaut de Pavie, que cet assaut a été repoussé, que le duc de Longueville est tué, qu'une autre partie de l'armée a été défaite vers Lodi.

Dans ces conditions, le pape veut surseoir à la signature du traité, tant que ces faits ne sont pas confirmés ou infirmés. La nouvelle est bientôt reconnue exacte. Alors, Clément VII se trouve plongé dans de nouvelles perplexités. Est-il prudent et sage de traiter avec des gens qui ne sont plus aussi sûrs de la victoire ? Cependant, il faut tout prévoir. Les Français peuvent être vainqueurs. Pour ce cas-là, Clément VII adresse au dataire Giberti, qu'il envoie au camp français, l'ordre d'expédier au gouverneur de Gênes (aussitôt connue la nouvelle d'une victoire française) un bref le priant de se déclarer pour la France. Il remet, au reste, à ce dataire, le soin des négociations, car celui-ci, étant au camp, sera plus à même de les conduire. En effet, ce qui dirige la politique pontificale, ce sont les circonstances, dont cette politique est l'esclave, de sorte que, d'après ce système, le diplomate le plus habile est celui qui est le mieux informé. Giberti doit d'abord, avant de traiter, constater si la prise de Pavie semble une entreprise possible. Quant à Champion, il est renvoyé au roi pour expliquer que les Vénitiens sont encore un peu hésitants, et qu'il faut que les Français s'arrangent pour prendre Pavie, fussent-ils faire un siège aussi long que celui des Turcs devant Rhodes. Nous savons, d'après des renseignements pris ailleurs, que des conventions durent être

signées tant par Carpi à Rome que par Giberti au camp, vers la fin de ce même mois de novembre, et qu'il était bien question alors d'un mariage de Catherine de Médicis avec Henri, fils du roi, mais ces traités n'ont pas été retrouvés, et aucun autre document jusqu'ici ne donne sur ces curieuses négociations des détails si complets, détails que nous croyons devoir considérer comme strictement exacts.

## VI.

Le désastre de Pavie a eu lieu. Le roi est prisonnier. La régente, avec une grande énergie, songe à se créer au plus tôt des alliances. A ce moment-là, une troupe innombrable de paysans allemands, excités par les prédications de Luther, parcourt les régions voisines de la France. C'est un torrent dévastateur, un fléau comparable en petit aux invasions barbares. La Lorraine en est ruinée aux trois quarts. Le comte Claude de Guise, qui commande les troupes de Champagne et de Picardie, n'a pas hésité à repousser, de concert avec le duc de Lorraine, ces hordes qui menacent d'entrer sur le sol français. A la journée de Saverne, il a fait rétrograder l'invasion allemande par la force. La régente, qu'il n'a pas consultée avant de livrer bataille, a une tout autre politique. C'est par la persuasion qu'elle aurait voulu qu'il agit. Au lieu de diminuer les forces de ces Allemands, mieux vaut, d'après elle, les employer à ruiner l'ennemi, en détournant sur lui le courant. Elle veut, même après cette défaite, qui a diminué beaucoup la valeur de l'instrument et en rend l'usage plus malaisé, tenter de poursuivre cette politique. Par une belle soirée de juin de l'année 1525, comme elle se promène avec sa fille Marguerite d'Alençon et le trésorier Babou dans le jardin des Célestins, à Lyon, elle fait appeler Champion et lui dit de partir à la recherche des troupes luthériennes, de s'aboucher avec leurs principaux capitaines et de leur proposer ceci : au lieu de rester dans leurs pays à lutter contre leurs compatriotes, qu'ils passent donc dans le Milanais, où le pillage sera plus fructueux, et d'où ils pourront satisfaire leur plus cher désir en attaquant le pape lui-même. Ils auront des appuis dans le pays, puisque déjà Pérouse, qui appartient au pape, s'est faite luthérienne.

A ces arguments s'en joignent d'autres d'un autre genre : 50 ou 60,000 ducats seront offerts à ces capitaines pour distribuer à leurs troupes. Puis ce sont des raisons plus sentimentales : la régente les aime, car ils ne font que suivre « la vraie Évangile de Dieu. » C'est à son insu que le comte de Guise les a attaqués, et elle en est désolée. Bien plus, elle leur offre en France, s'ils veulent, un asile où ils pourront vivre, bien traités et bien vus.

Ces offres et ces propositions arrivèrent trop tard. Après les soldats de Guise, les pauvres Allemands avaient trouvé dans leur pays même des adversaires plus acharnés encore. La ligue souabe, qui remplit dans la circonstance le rôle de gendarme pour rétablir l'ordre, finit par les obliger à venir à résipiscence. Aussi, Champion, malgré toute la vélocité qu'il montra dans son voyage, apprit, lorsqu'il arriva à Berne, que les 14,000 Allemands qui restaient, acculés du côté de Schaffhouse, ne demandaient que la vie sauve à la ligue souabe pour poser les armes. Il n'eut donc même pas à entrer en rapports directs avec eux. Il resta encore, malgré cela, quelque temps à Berne. En effet, la régente lui avait dit que, lorsqu'il en aurait fini avec les paysans luthériens, il devrait pousser jusqu'à Otrante pour voir jusqu'à quel point l'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur, que l'on avait opposé quelque peu à son aîné, comme compétiteur, plusieurs années auparavant, y était tenu, comme on disait, « en subjection, » et s'il ne serait pas possible de trouver là quelque occasion de fomenter une révolte contre Charles-Quint.

Or, comme Champion s'entretenait à Berne avec un capitaine luthérien, nommé Richart, la conversation tomba sur cette question de l'archiduc, et le capitaine assura qu'il serait bien facile de mettre à mort celui-ci, ce qui causerait en Allemagne un bouleversement considérable. L'envoyé du roi transmit ces paroles à Babou, avec lequel la régente lui avait dit de correspondre. Celui-ci lui fit écrire par son secrétaire qu'on ne lui donnait pas encore de réponse formelle sur cette question de la mort de l'archiduc, car Madame et Babou voulaient d'abord savoir de quelle façon le roi prisonnier était traité. On mettrait, en effet, celui-ci en grand danger, si un tel complot était découvert. Le trésorier écrirait donc de sa main la résolution qui

serait prise, mais, en attendant, l'envoyé devait continuer les pourparlers relatifs à cette affaire. Mais, voyant que les choses traînaient ainsi en longueur, notre homme résolut de revenir en cour, d'autant qu'il ne demeurerait plus aucun espoir de remplir son autre mission près des luthériens.

La régente n'avait pas seulement songé, en juin 1525, à précipiter plus de 15,000 paysans allemands sur le Milanais, et à tramer un complot, dont l'archiduc Ferdinand serait l'objet, elle avait aussi pensé, dans le grand isolement et le danger extrême où se trouvait la France, à recourir, contre l'empereur, au secours du plus redoutable empire qui s'élevât alors, grâce à sa force militaire et navale et à sa puissance d'expansion : l'empire turc.

C'est vers ce moment — le fait était déjà connu des historiens de nos jours — que, à une date incertaine de l'année 1525, un envoyé français, porteur de riches présents, se dirigea vers la Turquie. Tombé aux mains du gouverneur de Bosnie, il fut massacré. Les historiens ont pensé que Louise de Savoie n'était pas étrangère à cet envoi. Ils n'en avaient toutefois pas de preuves, et à plus forte raison ne savaient rien de précis, ni au sujet des idées de la régente en ce qui concernait l'alliance turque, ni sur l'époque à laquelle elle aurait pensé à recourir à cette alliance. Champion nous en apprend plus long, et nous fournit, croyons-nous, les premiers détails mis au jour jusqu'ici sur le prélude des rapports diplomatiques franco-turcs.

La régente, en effet, dans cette soirée de juin où elle envoya le valet de chambre de son fils à la recherche des Allemands, lui adressa encore ces paroles : « Babou m'a dit que vous connaissiez *tout plein* de Ytaliens qui sont en Turquye, et qui ont à présent crédit près du Turch, lesquels vous pourraient introduire. Ne irez vous pas bien là volontiers pour ferre fayre entrepense au Turc sur le réaulme de Naples et le ferre decendre en Italye ? » Champion répondit qu'il irait où il faudrait pour aider à hâter la délivrance du roi. Il était bien entendu, toutefois, que ce n'était qu'à son retour de ses deux autres missions, et s'il n'avait réussi à rien de ce côté-là, qu'il partirait pour la Turquie. Nous ignorons pourquoi il ne fut pas donné suite à ce projet lorsqu'il revint de Suisse, et pourquoi il fut, de préférence, dirigé sur l'Espagne. Peut-être est-il légitime de suppo-

ser que ce fut justement durant son absence que la régente envoya ce négociateur, dont le nom est inconnu, porteur de tant de présents que la cupidité du gouverneur de Bosnie en fut tentée. Toujours est-il que Champion échappa au sort de cet infortuné. On peut le regretter pour son honneur, car il serait mort du moins en remplissant son devoir.

## VII.

Aussitôt revenu de Suisse, Clément Champion, dans le courant d'août 1525, croyons-nous, se rendit auprès du roi, qui venait de faire transférer d'Italie en Espagne le lieu de sa captivité. Un certain nombre de Français étaient arrivés à Madrid, où était François. Grâce à la signature d'une trêve, ils allaient et venaient librement. Il y avait aussi des étrangers. Tel un Italien envoyé par un comte de la même nation, qui commandait 300 arquebusiers au service du roi. Celui-ci faisait à François les propositions suivantes : Il feindrait de quitter le parti français, se rendrait, avec ses hommes, au camp de Charles de Bourbon et saisirait la première occasion favorable pour tuer celui-ci. Justement l'ex-connétable de France devait, disait-on, passer en Provence. Peut-être serait-il même alors plus facile de l'atteindre. Champion raconte qu'il fut appelé un jour par le roi, qui lui expliqua ce qui précède, en ajoutant qu'il ne confierait à nul « homme vivant » ce qu'il lui disait. Cynisme rare que de se vanter de cette confiance, qui devait être si vite trahie ! François voulait que son valet de chambre gagnât la Provence pour s'aboucher avec le comte. Il lui donna pour celui-ci une lettre de créance autographe, et écrivit au général de Languedoc de verser au valet de chambre les sommes qui lui seraient demandées pour cette affaire. Champion se rendit à Arles, où il rencontra le comte italien, promit à celui-ci qu'il toucherait, pour les services spéciaux qu'on attendait de lui, 10,000 écus comptants, plus 1,000 francs de pension en temps de paix et, en temps de guerre, la conduite de mille hommes de pied. En attendant, il lui remit 1,000 francs de la main à la main. Le traître constate que « la fortune de M. de Bourbon » voulut que le comte ne réussit pas à mettre son dessein à exécution. Mais il fait observer que le roi est dans de telles dispositions que

« pour vengeance feroyt tout mal. » Ce n'est donc pas sans cause, ajoute-t-il, qu'il a dévoilé les projets ourdis peu auparavant contre Bourbon, car il fait clairement entendre que le roi très chrétien pourrait bien vouloir aussi, un jour ou l'autre, la mort de l'empereur lui-même, et il désigne l'instrument que François pourrait employer en ce cas : c'est un certain secrétaire italien, nommé Jean-Jacques, qui a été employé jadis par l'amiral Bonnivet au camp français dans le Milanais, a été ensuite attaché à Champion comme secrétaire, et se trouve actuellement auprès du trésorier Babou. Cet homme sait confectionner à certains mois de l'année, avec des « drogues » spéciales, une encre empoisonnée qui, agissant sur les yeux, cause une mort certaine. Mais comment écrire impunément avec cette encre ? C'est que Jean-Jacques confectionne aussi un préservatif pour les yeux de celui qui écrit. On sait combien ces « philtres » italiens étaient en vogue à cette époque. Champion conseille donc à l'empereur de lire le moins possible les lettres provenant de personnages français, car enfin, le roi, dans un moment de colère, pourrait commander à cet homme, qui est à présent auprès de lui, d'user de son art funeste. Même, Jean-Jacques craignait tant de recevoir une pareille commission, qu'il avait prié Champion de ne pas faire part à François I<sup>er</sup> de ses talents. Mais qui sait maintenant si le roi n'en est pas informé ?

L'analyse du réquisitoire dressé contre François I<sup>er</sup> par son ancien valet de chambre sera complètement terminée lorsque nous aurons dit que ce document contient encore l'indication, mais cette fois sans développements aucuns, de diverses autres violations des traités ou des promesses faites, dont les Vénitiens, les Suisses et l'Angleterre auraient été victimes.

Le traître conclut donc par ces quelques mots : « Avons mys grand paines à ferre des traictez, mais très mauvēse paine à les entretenir. » Voilà l'empereur bien prévenu, et si, après cela, il consentit à ne pas continuer la guerre et à signer un traité — qui d'ailleurs, lui non plus, il faut bien le dire, ne devait pas être exécuté — ce n'a pas été faute d'avertissements de la part du traître Clément Champion.

Nous n'adopterons pas les conclusions de celui-ci sans réserve, bien que nous n'ayons pas tenté ici de laver à tout prix le roi de France des accusations portées contre lui. A qui ap-

partinrent les premiers torts dans cette lutte qui devait survivre si longtemps aux deux souverains qui l'avaient engagée ? Certes, la question aurait plus d'intérêt encore si les deux monarques, grâce à la nature des choses, ne s'étaient trouvés forcément, et quoi qu'ils voulussent, en antagonisme, de sorte que les deux monarchies étaient tout autant en rivalité que les personnes de leurs chefs. Néanmoins, il ne serait pas inutile d'éclaircir la question très complexe des premiers griefs des deux princes dans cette lutte séculaire. Nous croyons que les révélations de Champion peuvent y contribuer beaucoup, bien qu'elles ne suffisent pas à elles seules, à cause de leur incontestable partialité. Quoi qu'il en soit, nous aurions toujours cru devoir présenter cette série d'épisodes, ne fût-ce qu'en raison de leur intérêt général. Toutes les nouveautés que le règne de François I<sup>er</sup> a léguées au monde moderne : lutte contre la maison d'Autriche, alliances diverses, dérivant de cette lutte, spécialement avec les protestants d'Allemagne et avec la Turquie, se trouvent en germe durant cette période initiale des guerres de rivalité. En présence d'un si grand danger, lorsque l'empereur, grâce à l'étendue de ses États, devenait menaçant, et surtout lorsque, pour comble d'infortune, la France vit son roi prisonnier, il fallut bien, suivant une expression que François I<sup>er</sup> employait volontiers à ce propos, « faire flèche de tout bois. »

L'époque que nous venons d'étudier est donc, à ce titre, une de celles de toute l'histoire moderne qui méritait le plus de solliciter l'attention de l'historien. Et d'ailleurs, le grand désastre de Pavie n'en fait-il pas une de ces étapes mémorables de notre histoire douloureuse, qui compte aussi dans ses annales les défaites de Poitiers, de Saint-Quentin, de Waterloo... et de Sedan ?

GEORGES SALLES.

---

# LE PÈRE JEAN SUFFREN

A LA COUR DE MARIE DE MÉDICIS ET DE LOUIS XIII

(1615-1643)

---

De récents travaux historiques ont remis sur la scène un épisode curieux du règne de Louis XIII. M. Hanotaux, dans son grand ouvrage sur Richelieu, a présenté sous des traits nouveaux et piquants les premiers démêlés du jeune roi et de sa mère Marie de Médicis : comme son sujet le demandait, l'auteur s'attache surtout à mettre en relief la personne de l'évêque de Luçon. M. Eusèbe Pavie, dans un volume de savantes recherches <sup>1</sup>, a retracé les événements de la guerre qui suivit la disgrâce de la reine mère et sa fuite du château de Blois. L'un et l'autre ne parlent qu'incidemment d'un personnage peu connu jusqu'ici, le P. Jean Suffren. La première fois qu'il en fait mention, M. Hanotaux l'appelle « un bon jésuite, ami de la reine mère <sup>2</sup>. » Le Père était alors *confesseur* de Marie de Médicis. Il le fut pendant vingt-cinq ans à une époque tourmentée d'intrigues, et, de 1625 à 1631, il fut en même temps et officiellement confesseur de Louis XIII. Témoin d'incidents tragiques, confident de la reine et de son fils, estimé des grands pour son austère réserve, il eût pu jouer un rôle si son caractère et sa règle le lui eussent permis. Il ne voulut point sortir de la mission purement spirituelle que la Providence lui avait confiée. Sans grande influence sur la conduite politique de sa royale pénitente, il lui resta fidèle dans l'infortune et l'accompagna dans son exil, se conten-

<sup>1</sup> *La Guerre entre Louis XIII et Marie de Médicis*. Angers, Germain et Grasin, 1899.

<sup>2</sup> *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> nov. 1898, p. 58.



tant de servir d'intermédiaire entre les divers partis quand on demandait son concours.

Faute de documents complets, la plus large part de sa vie demeure dans l'oubli. D'ailleurs sa modestie naturelle et la discrétion imposée par sa charge lui interdirent de porter, dans sa correspondance, des jugements catégoriques sur les acteurs du drame auquel il assista de tout près. Néanmoins, celles de ses lettres que le temps a respectées ne manquent pas d'intérêt et peuvent fournir quelques détails sur vingt-cinq années du règne de Louis le Juste. Ayant entre les mains une notice manuscrite du P. Jean Suffren, composée peu de temps après sa mort, et un certain nombre de ses lettres encore inédites, la pensée nous est venue d'utiliser ces précieux débris pour éclairer, s'il se peut, quelques points d'histoire et conserver dans des traits plus précis la mémoire d'un religieux qui, pendant un long ministère, dans une cour agitée de cabales, sut garder constamment la vénération de ses contemporains et l'approbation de ses supérieurs.

## I.

Jean Suffren, ou de Suffren, naquit à Salon, dans le diocèse d'Arles, le 30 novembre 1571, d'une famille honorable et distinguée. Le nom qu'il reçut à son baptême était celui de son père ; sa mère s'appelait Mirande de Mark. Il eut un frère, Antoine, qui fut jésuite lui aussi, et remplit dans son ordre des charges importantes. Après une éducation solidement chrétienne, où il conserva son cœur tout à Dieu, Jean, docile à la voix d'en haut, quitta le monde à l'âge de quatorze ans, et fut admis dans la Compagnie de Jésus le 4 avril 1586. Au noviciat, il posa les fondements d'une vertu qui ne s'est jamais démentie : fidélité aux règles, humilité et sincérité, zèle et union à Dieu prirent dans son âme des germes vivaces auxquels l'exercice et l'épreuve donnèrent plus tard leur entier développement. Rien d'abord ne fit présager la voie que l'avenir réservait au jeune religieux. Il marcha dans le sentier commun, parcourant avec succès la série des études que la Compagnie de Jésus impose à ses enfants pour leur formation de prêtre et d'apôtre.

Bientôt, désigné pour le professorat, il enseigna un ou deux ans les lettres humaines, puis fut chargé du cours de philosophie à Dole. Quelques années plus tard, nous le trouvons au collège d'Avignon, où il ne tarda pas à quitter la chaire de philosophie pour celle de théologie, qu'il occupa pendant sept ans. Son expérience et ses qualités naturelles le firent aussi choisir comme préfet des études supérieures <sup>1</sup> et directeur spirituel de la grande congrégation. D'ailleurs le P. Suffren avançait dans la carrière. Le 12 janvier 1603, après dix-huit ans de vie religieuse, il eut le bonheur de prononcer ses derniers vœux : il avait alors trente-deux ans.

Toutefois, aucun signe ne faisait encore deviner le prédicateur de Paris et le confesseur de la cour. Dans quelques petits ministères d'essai, le jeune religieux avait bien montré les vertus et le savoir-faire d'un homme apostolique ; lui-même sentait une prédilection instinctive pour la prédication et la direction des âmes, mais, enfant d'obéissance avant tout, il ne songeait qu'à bien remplir l'emploi qui lui était confié, sans exprimer même le désir d'en exercer un autre. Le P. Cassani, dans ses *Gloires du second siècle de la Compagnie de Jésus* <sup>2</sup>, raconte ainsi les circonstances qui dévoilèrent le talent du P. Jean Suffren pour l'éloquence de la chaire. « Dans la ville où il se trouvait alors, le prédicateur du carême vint à manquer. Le Père Recteur désigna le P. Suffren pour le remplacer ; or, un seul motif l'inclinait à ce choix : il pensait que, quand bien même le prédicateur improvisé s'acquitterait médiocrement de ce ministère, son amabilité excuserait les défauts de sa parole et ses manières sympathiques rendraient tolérable son inexpérience. Le P. Suffren obéit, et l'on s'aperçut que l'indisposition de son confrère avait été permise du ciel pour mettre à découvert un talent ignoré qui en valait cinq, et que, jusqu'ici, l'on n'avait point fait fructifier, faute de le connaître. Le Père Recteur et tout le collège en furent dans l'admiration. »

Une nouvelle voie était donc ouverte au fervent religieux, déjà préparé au ministère de la prédication par un long enseignement des plus hautes sciences et la pratique quotidienne des

<sup>1</sup> Notice manuscrite.

<sup>2</sup> P. 86-87.

plus belles vertus. Il avait environ quarante ans quand il se livra sans réserve à cette délicate fonction. « Dès le commencement il y fut maistre, raconte son ancien biographe, car, preschant à Rouen, dans l'église cathédrale, un advent et un caresme, il fut ouy de tout le monde avec un tel applaudissement et un si grand concours de peuple, que chacun jugea qu'il estoit le plus éloquent homme de son siècle et le plus puissant pour toucher les cœurs.

« Il arriva encore que, prêchant à Notre-Dame de Paris et en plusieurs autres endroits, on le tint pour un très excellent prédicateur.... Il avoit une éloquence nerveuse et forte, et non pas molle ny fardée, et bien que son discours fust sy proprement divisé que chacun pouvoit aisément le retenir en sa mémoire, il ne laissoit pas toutefois d'être sy vif et sy pressant que chacun le jugeoit très propre pour convertir les âmes, estant remply de belles sentences tirées des Écritures et des saints Pères qu'il lisoit toujours, et davantage encore de l'estude de l'oraison qu'il faisoit prosterné en la présence du saint sacrement, où il avoit coustume de demander à Nostre-Seigneur ce qu'il devoit dire à ses auditeurs avant que de monter en chaire. »

Le P. Rapin, dans ses *Réflexions sur l'éloquence*<sup>1</sup>, attribue à la fervente piété du P. Suffren le charme incontestable qu'il exerçait sur les âmes : « Dès qu'il paraissoit en chaire, dit-il, on étoit prévenu en sa faveur : la modestie de son visage étoit si grande, et son extérieur étoit si dévot, qu'on étoit recueilly dès qu'on le voyoit ; et l'on commençoit d'être persuadé de ce qu'il alloit dire avant qu'il eût ouvert la bouche pour parler. Il prêchoit avec tant de piété et de recueillement, que sa dévotion en donnoit à ceux qui l'écoutoient ; son discours étoit touchant, solide, chrétien. Mais il paroissoit dans tout son air une certaine onction de grâce et de bénédiction qu'il s'attiroit par la prière, par la méditation, par des conférences secrètes avec son crucifix, par ses austérités et ses pénitences qui étoient ses préparations ordinaires lorsqu'il falloit prêcher. Et par cette manière, quels fruits n'a-t-il point faits ? et quels succès n'a-t-il pas eus ? »

Le manque de renseignements précis ne permet pas de suivre

<sup>1</sup> *Éloquence de la chaire*, § XXII. Œuvres du P. Rapin, t. II, p. 65. (La Haye, 1725.)

le P. Suffren à travers toutes ses courses apostoliques. En 1610, il prêcha le carême à Rouen, devant le cardinal de Joyeuse; celui-ci fut tellement satisfait du prédicateur qu'il s'empressa de le réclamer au Père Général pour l'année suivante. En 1612 et 1613, il est à Paris, où il partage les travaux et les succès des PP. Coton, Gontery, Séguiran et Jacquinot. Il reçut alors de Mgr de Gondy le plus bel éloge que puisse désirer un homme de Dieu : l'archevêque de Paris demanda avec instances au Père Général, Claude Acquaviva, de ne pas priver ses fidèles d'un prédicateur qui connaissait si bien l'art de changer les âmes. Il alla jusqu'à prier le nonce de lui prêter le concours de sa puissante intercession pour obtenir cette faveur. Le P. Acquaviva avait résolu de renvoyer le P. Suffren dans la province de Lyon, à laquelle il appartenait depuis son noviciat, mais touché des démarches de l'archevêque de Paris, il revint sur sa décision.

Cette circonstance ouvrit au Père le chemin de la cour, mais aussi celui des épreuves et des souffrances. En 1615, il est marqué dans le catalogue de la province de Paris comme résidant à la maison professe de cette ville et prédicateur habituel de l'église Saint-Germain (l'Auxerrois). Vers cette époque, Marie de Médicis « le goûta si fort, dit l'ancienne notice manuscrite, qu'elle le choisit pour son confesseur et pour son prédicateur ordinaire, dont il s'est acquitté si dignement durant l'espace de vingt-six ans et plus, qu'il sembloit estre son ange visible, destiné de Dieu pour la garder tant en sa bonne qu'en sa mauvaise fortune <sup>1</sup>. »

La mauvaise fortune commençait pour Marie de Médicis quand le P. Suffren reçut la délicate mission de diriger sa conscience. Le confesseur, résolu à se tenir dans le domaine spirituel de sa charge, avait cependant des conseils à donner; on lui supposait nécessairement une secrète influence sur l'esprit et la conduite de sa pénitente, d'autant plus qu'on le savait « d'un grand crédit auprès de Sa Majesté, » et il le méritait « par la sainteté de sa vie, » écrit au cardinal Borghèse le nouveau nonce, Guy Bentivoglio <sup>2</sup>. Pour juger la difficulté de son rôle, il suffit de se souvenir qu'on était à une époque où la politique et les intrigues se

<sup>1</sup> Notice manuscrite.

<sup>2</sup> Lettre du 27 janvier 1617.

jouaient de la droiture et de la bonne intention. Dès le début il trouve la cour divisée par les rivalités et les cabales. C'est la fin de la Régence. Le mécontentement apparaît partout. Louis XIII, déclaré majeur en 1614, continue à être traité comme un enfant et commence à en souffrir. Sa mère aurait dû le comprendre ; mais jalouse du pouvoir, bien que faible et détestant les affaires, elle avait gardé la prétention d'agir par elle-même. Elle réussit à s'attirer l'hostilité des princes, étonnés des faveurs exorbitantes qu'elle accordait au maréchal d'Ancre. Le peuple « criait hautement » contre celui-ci, comme étant « l'auteur de la manière violente du gouvernement de la reine et du mauvais emploi, vol et dissipation des trésors que Henri IV avait amassés <sup>1</sup>. » Le prince de Condé prit l'attitude d'un chef des mécontents : il fut arrêté par ordre de la reine, enfermé à la Bastille, puis à Vincennes ; les ministres soupçonnés de le favoriser furent éloignés de la cour. Le maréchal d'Ancre crut alors au triomphe de son autorité ; pour l'affermir, il mit en liberté le comte d'Auvergne, emprisonné depuis quinze ans, fit entrer Richelieu au ministère, écarta du jeune roi les conseillers gênants et poussa la présomption jusqu'à vouloir diriger toutes les décisions de Marie de Médicis. Cette hardiesse, ces coups frappés avec tant d'audace confirmèrent la reine, dit M<sup>me</sup> de Motteville, « dans les grandes opinions qu'elle avoit de celui dont elle suivoit aveuglément les conseils.... Elle s'imagina qu'elle n'avoit besoin de ménager personne, pas même le roi son fils, et elle ne prenoit pas garde qu'il avoit un favori qui avoit autant d'ambition que le sien <sup>2</sup>. »

Ce favori était Charles d'Albert de Luynes. Agréable au jeune roi, puis nécessaire à tous ses divertissements, il rêva bientôt de s'élever de cette familiarité aux plus grands honneurs. Auparavant, il avait à renverser Concini et à débarrasser Louis XIII de la domination de sa mère. Le maréchal d'Ancre, remarquant sa puissance sur le cœur du souverain, cherchait à s'en défaire comme d'un rival. Mais Luynes le devina et le devança ; il représenta au roi, susceptible et défiant, que Concini le tenait en tutelle, ne lui rendait pas même les hommages qu'il lui devait

<sup>1</sup> *Mémoires de M<sup>me</sup> de Motteville*. Édit. Petitot, 2<sup>e</sup> sér., vol. XXXVI, p. 333.

<sup>2</sup> *Ibid.*

et lui aliénait l'esprit du peuple. Louis XIII sentait déjà une vive répulsion à l'égard de l'ambitieux parvenu : par respect pour sa mère, il hésita quelque temps ; enfin, se rendant aux conseils de son favori, il résolut de faire arrêter le maréchal. On connaît la suite : l'ordre du roi fut outrepassé ; Concini, ayant mis la main à l'épée comme pour se défendre, reçut un coup mortel. Louis XIII l'apprit en entendant crier sous ses fenêtres : « Vive le roi ! le tyran est mort <sup>1</sup>. »

Par ces moyens rapides et sûrs, la vengeance de beaucoup était satisfaite. Luynes devenait le maître et pouvait facilement brouiller Louis XIII avec sa mère. Celle-ci ne tarda pas à être instruite du tragique événement ; elle fut surprise, sentit son autorité perdue : « J'ai régné sept ans, dit-elle ; il ne faut plus penser qu'à la couronne du ciel. » Elle envoie à son fils le sieur de Bressieux, son premier écuyer, et le prie de faire les plus vives instances afin d'obtenir pour elle la faveur et la consolation d'un entretien avec le roi. Louis XIII répondit qu'il avait trop d'affaires dans le moment présent et qu'il la verrait une autre fois, que, du reste, il aurait toujours pour elle les sentiments d'un bon fils. Il ajouta que Dieu l'ayant fait naître roi, il voulait gouverner lui-même son royaume, et qu'il était à propos que la reine mère n'eût pas d'autres gardes que les siens. Il chargea Bressieux de lui faire bien entendre ses intentions. Peu de temps après, Vitry fit retirer les gardes de Marie de Médicis, et mit à leur place des gardes du roi.

Tandis que la veuve de Henri IV subissait ces premières humiliations, son fils, aux ordres d'un favori, croyait commencer à régner. A peine la mort du maréchal d'Ancre avait-elle été connue, que les courtisans s'étaient rendus en foule à la cour ; on fit monter le jeune prince sur un billard pour qu'il pût voir ceux qui venaient lui rendre hommage. Il disait aux uns « qu'il « avoit été forcé de ne s'occuper, pendant six ans, que de jeux « puérils, mais qu'il alloit maintenant être roi ; aux autres, qu'il « avoit eu beaucoup plus de peine à faire l'enfant qu'il n'en au- « roit à gouverner désormais son royaume <sup>2</sup>. » Bientôt un manifeste au parlement annonça que le roi régnerait seul. Les an-

<sup>1</sup> *Mémoires de Brienne*. Édit. Petitot, XXXV, 327.

<sup>2</sup> M<sup>me</sup> d'Arconville, *Vie de Marie de Médicis* (1774), t. II, p. 362.

ciens ministres d'État furent rappelés. Les princes mécontents, qui avaient pris les armes, les déposèrent. Luynes reçut la lieutenance du gouvernement de Normandie ; Vitry fut fait maréchal. Richelieu, qui n'avait eu aucune part aux fautes de Concini et avait toujours entretenu quelque liaison avec le favori de Louis XIII, fut admis au Conseil ; mais il ne fit que s'y montrer et s'en retira bientôt. Quant à la famille et aux créatures du maréchal d'Ancre, elles étaient persécutées ; son fils était enfermé au château de Nantes, sa femme prisonnière à la Bastille, son beau-frère, archevêque de Tours, obligé de se démettre et de fuir en exil.

Cependant Marie de Médicis était toujours gardée dans ses appartements, dont Vitry avait fait murer les portes à l'exception d'une seule ; on l'insulta jusqu'à venir fouiller dans sa chambre, et à sa dame d'honneur, surprise de cette injure, un officier répondit qu'il avait ordre de regarder jusque sous les coffres, afin de découvrir « s'il n'y avait point de caques de poudre pour faire sauter le roi qui logeait au-dessus d'elle. » L'infortunée princesse non seulement n'avait pas eu la liberté de voir son fils, mais encore n'avait pu obtenir la permission de recevoir les personnes de sa cour, pas même le P. Suffren, son confesseur <sup>1</sup>. Anne d'Autriche, Monsieur, Mesdames et les princesses du sang prièrent Louis XIII de leur permettre d'aller la visiter : il s'y refusa. L'ambassadeur d'Espagne, ignorant la défense du roi, se présenta un jour à la porte de la reine mère : « Où allez-vous, Monsieur ? lui dit Vitry en l'arrêtant ; on ne va pas là ; c'est au roi que vous devez aller faire vos compliments <sup>2</sup>. »

Cette dureté inouïe ne peut être attribuée qu'aux conseils de Luynes. « Il n'est pas vraisemblable qu'un prince religieux, à peine sorti de l'enfance et élevé dans la soumission la plus respectueuse envers sa mère, eût tout à coup méconnu les devoirs d'un fils. Mais Luynes, qui connaissait la douceur naturelle du roi...., craignait que la vue d'une mère en pleurs ne détruisit en un instant le fruit de tant d'intrigues et que Louis ne le

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 379.

<sup>2</sup> Cf. Le Vassor, *Histoire de Louis XIII*, I, 635 ; Griffet, *Règne de Louis XVI*, p. 197.

sacrifiât même au juste ressentiment de Marie de Médicis <sup>1</sup>. »

Dans sa pensée, les insultes, les mauvais traitements à l'égard de la reine mère avaient pour but de la forcer à demander elle-même la permission de se retirer de la cour. Elle s'y détermina sans peine. Elle manifesta le désir d'aller à Monceaux ; on la voulait plus loin ; elle choisit Moulins, dont le domaine faisait partie de son douaire. La proposition fut acceptée ; mais le château ayant besoin de réparations, il fut décidé qu'elle pourrait, en attendant, demeurer à Blois : elle devait avoir puissance absolue non seulement dans le lieu de sa retraite, mais aussi dans toute la province, jouir de ses revenus sans diminution, et se faire accompagner de qui elle voudrait. Toutes ces négociations se firent par écrit, mais il fut convenu qu'elle ne partirait pas sans avoir eu une entrevue avec le roi son fils. Les moindres circonstances de cet entretien, les termes dont se servirait la reine pour prendre congé du roi et la réponse de Louis XIII à sa mère furent arrêtés d'avance et examinés par le Conseil. Le 4 mai <sup>2</sup> était le jour fixé pour le départ. Les appartements de Marie de Médicis furent ouverts à tous ; la cour et les différents corps vinrent la visiter ; elle montra dans son malheur un visage calme et soumis.

Après son dîner, Louis passa chez sa mère pour lui dire adieu. Il était accompagné de MM. de Vitry et de Luynes. « MM. de Vitry demeurèrent à la porte, raconte Bassompierre, et les trois Luynes marchèrent devant le roi, lequel tenoit l'aîné par la main. M. de Joinville et moi suivîmes le roi et entrâmes après lui. La reine tint bonne mine jusqu'à ce qu'elle vit le roi ; alors elle se mit fort à pleurer ; mais elle se mit le mouchoir devant les yeux et son éventail au devant ; et s'étant rencontrés elle mena le roi jusques à la fenêtre qui regarde sur le jardin et lors ôtant son mouchoir et son éventail, elle lui dit : « Monsieur, je suis marrie de n'avoir gouverné votre état pendant ma régence et mon administration plus à votre gré et gain que je n'ai fait, vous assurant que j'y ai néanmoins apporté toute la peine et le soin qu'il m'a été possible, et vous supplie de me tenir toujours pour votre très humble et très obéissante mère et servante. »

<sup>1</sup> *Vie de Marie de Médicis*, II, p. 366.

<sup>2</sup> Cf. *Mémoires de Bassompierre*. Édit. Petitot, 2<sup>e</sup> sér., XX, 148.



Il lui répondit : « Madame, je vous remercie très humblement du soin et de la peine que vous avez pris en l'administration de mon royaume, dont je suis satisfait et m'en ressens obligé, et vous supplie de croire que je serai toujours votre très humble fils <sup>1</sup>. »

Le roi attendait alors qu'elle se baissât pour le baiser et prendre congé de lui, comme il avait été concerté; mais elle lui dit : « Monsieur, je m'en vais et vous supplie d'une grâce en parlant, que je ne veux promettre que vous ne me refuserez pas, qui est de me rendre Barbin, mon intendant; et, comme je le crois, vous ne vous en voulez pas servir. » Barbin, en faveur pendant les beaux jours du maréchal d'Ancre, était déjà sous les verrous. « Le roi qui ne s'attendoit point à cette demande la regarda sans lui rien répondre. Elle lui dit encore : *Monsieur, ne me refusez point cette seule prière que je vous fais.* Il la regarda encore sans rien répondre. Elle ajouta : *Peut-être est-ce la dernière que je vous ferai jamais;* et puis voyant qu'il ne lui répondoit rien, elle dit : *or sus,* et puis se baissa et le baisa. Le roi fit une révérence et puis tourna le dos <sup>2</sup>. »

Quand elle eut embrassé son second fils, le duc d'Anjou, M. de Luynes s'avança pour la saluer. Ils se dirent quelques paroles que Bassompierre ne put saisir, mais lorsque Luynes se relevait après lui avoir baisé sa robe, il entendit la reine dire à ce puissant favori « qu'elle avoit fait une prière au roi de lui rendre Barbin, et qu'il lui feroit service agréable et singulier plaisir de procurer que le roi lui accordât sa requête. Comme M. de Luynes voulut répondre, le roi cria cinq ou six fois : *Luynes, Luynes, Luynes,* et lors M. de Luynes faisant voir à la reine qu'il étoit forcé d'aller après le roi, le suivit. Alors la reine s'appuya contre la muraille, entre les deux fenêtres, et pleura amèrement <sup>3</sup>. »

La reine mère partit peu de temps après, accompagnée de Mesdames ses filles, et de toutes les princesses, qui la conduisirent au delà des portes de Paris, en témoignant beaucoup de regret; la populace, animée contre elle par le souvenir de Concini, l'insulta sur son passage. L'évêque de Luçon, Richelieu, la

<sup>1</sup> *Mémoires de Bassompierre.* Édit. Petitot, 2<sup>e</sup> sér., vol. XX, p. 149.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

suivit : « Au sortir de Paris, raconte-t-il <sup>1</sup>, je l'accompagnai, recevant plus de consolation en la part que je prenois en son affliction que je n'en eusse pu recevoir en la communication que ses ennemis me voulurent faire de leurs biens. J'en voulus avoir une permission expresse du roi par écrit, de peur qu'ils ne me rendissent puis après coupable de l'avoir suivie et soutinssent que je l'avois fait de mon mouvement. Je savois bien l'épineuse charge que ce m'étoit de demeurer auprès de la reine, mais j'espérois me conduire avec tant de candeur que je dissiperois toutes les ténèbres de la malice conjurée contre moi, et pour aider à y parvenir je conseillai incontinent à la reine d'envoyer querir le P. Suffren, personnage de grande piété et de simplicité, éloigné de menées et d'artifices, et qui n'en laisseroit pas prendre la pensée seulement à la reine jusqu'à l'extrême nécessité. Le bon Père, néanmoins, ne vint pas trop tôt, comme il avoit été mandé, mais seulement quelques mois après. »

Le P. Suffren, avant d'acquiescer au désir de la reine mère, voulut connaître la volonté du roi et demander l'autorisation du Père Général : il lui fallut le temps de faire ces démarches et de recevoir réponse. Le 17 juin, le P. Vitelleschi lui écrivait à Paris : « J'ai appris avec grand regret la triste nouvelle que m'apprend Votre Révérence par sa lettre du 22 mai. Toutefois, ce que vous me dites de la grandeur d'âme et de la patience de la reine mère m'apporte quelque consolation. Je désire que sur un seul signe de sa part, vous soyez prêt à la suivre à Blois ou ailleurs, afin que votre appui spirituel ne manque jamais à une reine si pieuse et qui a si bien mérité de notre Compagnie <sup>2</sup>. »

La présence du P. Suffren auprès de Marie de Médicis ne troussa personne ; au contraire, l'évêque de Luçon, qu'elle avait nommé surintendant de sa maison et chef de son conseil, fut bientôt soupçonné d'entretenir ses mécontentements et forcé de se retirer à son prieuré de Coussay.

Le confesseur de la reine mère avait ressenti vivement l'injustice des procédés employés à son égard ; il avait déploré en silence cet emprisonnement au Louvre, ces perquisitions outrageantes, cette interdiction cruelle de parler au roi, de voir ses

<sup>1</sup> *Histoire de la mère et du fils*, II, p. 247.

<sup>2</sup> Lettre inédite.

enfants et même de s'entretenir avec le directeur spirituel de son âme. En arrivant à Blois, il la trouve humiliée par l'arrêt injuste qui frappa, malgré toutes ses sollicitations, la maréchale d'Ancre, son intime confidente; il la voit poursuivie dans sa retraite par le machiavélisme de Luynes attribuant à des factions, à des intrigues criminelles, ce qui n'était que l'effet de la compassion inspirée par l'infortune de cette princesse à ceux mêmes qui blâmaient son administration <sup>1</sup>. Assurément le P. Suffren ne s'aveuglait pas, lui non plus, sur les torts de Marie de Médicis : sa confiance sans bornes en ses favoris, ses profusions envers eux, la faiblesse qu'elle avait eue de prodiguer les trésors de l'État aux princes et aux grands pour les retenir dans leurs devoirs, et son désir insatiable de gouverner qui l'avait engagée à prolonger l'enfance de son fils, devaient paraître au prudent religieux de graves défauts; mais, comme tous ceux qui connaissaient bien la mère de Louis XIII, il ne les imputait pas à son cœur : la médiocrité de l'esprit, la vanité, avaient égaré la femme, la régente, la veuve d'un grand roi; mais son cœur « était incapable de toute noirceur, et ce qui le prouve invinciblement, c'est que les furieux qui l'ont entourée depuis sa disgrâce, tels que Chanteloube <sup>2</sup> et l'abbé de Mourgues <sup>3</sup>, n'ont pu, malgré ses justes ressentiments, la porter à aucune action indigne d'elle pour se délivrer de ses ennemis <sup>4</sup>. » Le P. Suffren ne dut donc pas perdre l'espérance de ramener la paix entre la mère et le fils. Il y travailla de tout son pouvoir par ses prières, par ses conseils de patience que lui dictait un grand esprit de foi et que recevait volontiers sa pénitente sérieusement pieuse et chrétienne; et aussi — nous le verrons bientôt — en intervenant avec le P. Arnoux, nouveau confesseur de Louis XIII, dans les négociations qui eurent lieu entre les deux cours en vue d'un accommodement.

La tâche, il faut l'avouer, n'était pas facile. Marie de Médicis était entourée de gardes et d'espions. On la provoquait par toutes sortes de tracasseries; sans son consentement on dis-

<sup>1</sup> *Vie de Marie de Médicis*, II, 414.

<sup>2</sup> Prêtre de l'Oratoire, confident de la reine mère, caractère intrigant, devint l'ennemi mortel de Richelieu.

<sup>3</sup> L'abbé de Mourgues de Saint-Germain, autre confident et apologiste de la reine mère; partagera l'animosité de Chanteloube contre Richelieu.

<sup>4</sup> *Vie de Marie de Médicis*, I. c.

graciait le comte de Brèves, qu'elle avait donné comme gouverneur à Gaston d'Orléans, son second fils <sup>1</sup> ; sans même lui demander son avis, on mariait la dernière de ses filles, Christine de France, au prince de Piémont, contrairement à la politique suivie jusqu'alors. Louis XIII attribuait à l'administration de sa mère les premières difficultés de son règne. Luynes la redoutait, non pour elle-même, mais parce qu'elle pouvait devenir l'instrument de ses ennemis. Il en avait déjà. La reine mère, exilée à Blois, devenait alors le point de mire des mécontents et l'espoir de tous ceux qui, l'ayant servie autrefois, n'avaient pas renoncé au pouvoir : plusieurs désiraient son retour non pour elle, mais pour eux-mêmes, par ambition ou par vengeance. Toutes ces circonstances rendaient le roi et le favori intraitables.

De fait, au point où en étaient les choses, accorder à Marie de Médicis de revenir à la cour et d'y occuper une place digne d'elle et de son passé eût été pour le moment une faute politique : c'était mettre en présence, alors que le sceptre tenait dans de faibles mains, deux partis puissants : celui du favori et celui de la reine mère. Dans ce dernier, les plus sages pensèrent, avec raison, que Marie devait sacrifier ses vœux légitimes à la tranquillité de la France. Il fallait un personnage de confiance pour lui faire entendre et accepter ce conseil. Mais pour ne pas tout compromettre par des démarches hâtives et inopportunes, on résolut de consulter d'abord le P. Suffren : « Une intime confidence, écrit à cette époque le nonce Bentivoglio <sup>2</sup>, m'a appris qu'on a chargé le P. Séguiran d'aller trouver dans un rendez-vous convenu, entre Blois et Paris, le P. Suffren, confesseur de la reine mère, pour s'entendre avec lui sur les moyens d'adoucir l'affaire de cette princesse, de la détromper de l'espoir qu'elle nourrit de venir présentement à Paris, car il n'est pas encore temps, et de lui persuader qu'en prenant patience, et en entretenant de bons rapports avec le roi son fils, elle préparerait les voies à une entrevue entre Leurs Majestés, et enfin, après des arrangements mutuels, à son retour à Paris où elle pourrait rester dans les conditions les plus convenables. De mon côté, je me suis entretenu de cette affaire avec le P. Ar-

<sup>1</sup> Il fut remplacé par le comte du Lude, entièrement dévoué aux Luynes.

<sup>2</sup> *Lettres diplomatiques*, II, p. 17.

noux, confesseur du roi, et je l'ai engagé à favoriser cette négociation. Je crois que si l'entrevue de ces deux religieux a un bon résultat, on enverra à Blois quelque grand personnage avec la mission de déterminer les rapports qui devraient s'établir entre le roi et la reine sa mère. J'ai nommé au P. Arnoux le cardinal de Retz comme le plus capable, à mon avis, de remplir cette mission. »

Au rendez-vous, le P. Séguiran apporta une lettre du cardinal de Retz à l'adresse du P. Suffren, mais qui devait aussi passer sous les yeux de la reine mère. Le cardinal priait le P. Suffren d'adoucir, par les consolations de la piété, le sort de la reine, de lui faire puiser dans la foi la patience d'attendre des temps meilleurs, et de l'amener à une douceur de procédés qui hâterait le moment de la réconciliation tant désirée <sup>1</sup>. Le P. Suffren avait toujours tenu cette ligne de conduite, la seule que lui permit son ministère. Les dispositions chrétiennes de Marie de Médicis auraient rendu sa mission facile si tous les personnages des deux cours avaient agi avec la même sagesse. D'abord tout alla bien ; le duc de Luynes lui-même, soit par ruse, soit de bonne foi, admit qu'on se placât sur ce terrain. Le personnage choisi pour faire entendre à Marie de Médicis les conseils de la patience et la voix de la conciliation fut le P. Arnoux, confesseur du roi : il avait de l'influence sur Louis XIII ; il était estimé de la reine mère pour le bien qu'il faisait à son fils. Le P. Suffren fut très heureux de ce choix : « Il y a longtemps, écrivait-il le 3 octobre au Père Général, que j'attendais l'occasion de traiter avec lui et de chercher ensemble devant Dieu ce qu'il y avait de mieux à faire pour le salut du roi et de la reine. » La négociation confiée à ces deux Jésuites avait, à cause de leur caractère même, quelque chose de sacré. Elle réussit au delà de toute espérance, et dès le 14 octobre, le P. Suffren en racontait avec joie les détails et le résultat dans une longue lettre à M. de Bérulle <sup>2</sup> :

.... Le Roy inspiré de Dieu, de son pur mouvement, dict au P. Arnoux qu'il vouloit l'envoyer à Blois vers la Reyne pour lui porter son cœur et l'assurer de l'affection filiale qu'il avoit envers elle.... Le

<sup>1</sup> Bentivoglio, *Lettres diplomatiques*, II, 27.

<sup>2</sup> Cette lettre, qui se trouve aux Archives nationales, a déjà été publiée dans les *Études*, nov. 1877, p. 739.

jeudy suivant le Père partit de Paris et arriva en ceste ville [de Blois] le samedi, jour de l'octave [de la Nativité de la sainte Vierge], et je donnay advis à la Reyne le samedi matin de la venue du Père, de laquelle elle n'avoit aucune pensée, moins encore l'espérance.... A son arrivée, qui fut le samedi au soir, tout de nuict, je le conduisis à la Reyne pour luy présenter les lettres du Roy et de M. de Luynes. Il fut reçu comme un ange du ciel avec tant de contentement, honneur, douceur, signes de bienveillance, que le Père qui n'avoit souvent veu ni traicté avec la Reyne en demouroit tout ravi.

Le lendemain qui fut le dimanche, après le sermon, le Père eut audience et demeura seul avec la Reyne, enfermé dans le cabinet l'espace de trois heures, luy racontant les vertus et saintes instructions du Roy, ce de quoy on se plaignoit d'elle et ce que le Roy souhaitoit d'elle. Le traicté se termina si favorablement d'une part et d'autre que la Reyne en receut un indicible contentement et le Père aussy, trouvant une âme si bien disposée à tout ce qu'on lui proposoit. Le lundy fallut traicter des moyens de guérir la playe et réunir les cœurs qui sembloient avoir été divisés jusqu'alors. Je me trouvay en ce traicté qui dura encore trois heures et en tous les suivans, afin que, suivant la volonté du Roy, tout se passa entre la Reyne et les deux confesseurs. Dieu opéra tellement dans le cœur de ceste bonne princesse que nous ne trouvâmes aucune résistance à tout ce qu'on proposoit....

Le mercredi, le Père prinst le chemin de Paris, laissant la Reyne et toute la cour changée, consolée, résolue. Il arriva à Monceau où estoit le Roy, le samedi, à dix heures de nuict. Le Roy, quoique desja couché, le voulut voir et l'entretint une heure seul à seul, et puis ayant appelé M. de Luynes, luy dict la joye incroyable qu'il recevoit de la venue et du rapport du Père et de la lettre et saintes résolutions de la Reyne.

Le lendemain il assembla le conseil ; lors le Père, en présence du Roy et de tout le conseil, fit le narré de son ambassade, mit au jour les bonnes dispositions de la Reyne à toutes les volontés du Roy, les assurances divines et humaines qu'elle nous en avoit donné.... Bref, il fit tellement que Dieu, donnant force à sa voix et bénédiction à ses parolles, on vit un changement admirable, tous se portant à donner contentement à la Reyne.... De là à quatre ou cinq jours, le Roy envoya un gentilhomme exprès à la Reyne avec lettres pléines de joye et congratulation. M. de Luynes et M. de Hazaud (?) lui escrivirent aussi et, pour faire voir qu'on alloit sincèrement, il retira d'icy M. de Roisy<sup>1</sup>, congédia les troupes qui, depuis sept mois, estoient

<sup>1</sup> Le sieur de Roissy était venu à Blois avec des ordres désagréables pour

icy aux environs pour empêcher que la Reyne ne sortit à une lieue de Blois, commanda à plusieurs de venir voir la Reyne, comme à M. de Vendome, M. de Montbazon et M. de Rethz....

Il est évident par cette lettre qu'à considérer les sentiments de Louis XIII et de Marie de Médicis, l'apaisement était en bonne voie. Mais il semble que les deux Jésuites, le P. Arnoux surtout, ne comptaient pas assez avec les calculs intéressés de l'ambition ; ce dernier avait présenté à Marie de Médicis une lettre affectueuse de son fils, la première depuis leur séparation ; touchée de cette marque de déférence, la reine mère, consentant à toutes les propositions qui lui étaient faites, le chargea de rapporter au roi ses promesses et ses engagements : elle promettait de rendre à Sa Majesté toute l'obéissance qui lui était due ; de n'entretenir ni au dedans ni au dehors aucune intelligence préjudiciable à son service, de désapprouver même tous ceux, princes, seigneurs et autres, qui formeraient des projets contraires au roi ; enfin de ne retourner à la cour et de ne témoigner le désir d'y retourner que quand le roi le jugerait à propos.

Cette conduite et cette soumission, exposées à la cour par le P. Arnoux, étaient si sages, que ceux-là mêmes qui n'en étaient pas satisfaits durent pour le moins le paraître ; mais, au fond, ils gardaient l'espoir et le désir d'entretenir les soupçons du roi et de froisser la reine mère par de nouvelles atteintes à sa dignité. Ils demandèrent que Marie de Médicis donnât ses explications par écrit et sous une forme plus solennelle. Le P. Arnoux, fort ennuyé de contribuer à une démarche qui impliquait tant de défiance, retourna cependant à Blois et en rapporta une déclaration en règle signée de la reine. Après cette exigence

Marie de Médicis. C'était à un moment où on la surveillait très sévèrement : « On lui défendit de s'éloigner de Blois et on lui assigna le lieu et le terme de ses promenades ; on ne pouvait la voir ni lui parler sans permission de la cour. Ceux qui la demandaient devenaient suspects. On approuvait la conduite des personnes de marque qui passaient par Blois sans paraître avoir aucun désir de lui rendre leurs respects. On sut qu'elle recevait des messagers inconnus que l'on faisait entrer pendant la nuit dans le château par de petites portes qui donnaient dans la campagne. Le sieur de Roissy fut envoyé à Blois avec ordre de murer ces portes et de veiller de plus près sur la conduite de la reine. Elle écouta les remontrances de ce magistrat et lui laissa exécuter ses ordres sans aucune résistance. » (*Griffet Histoire de Louis XIII.*)

blessante, on n'oublia rien pour nourrir dans l'esprit de la mère et du fils une mutuelle suspicion. Bentivoglio accuse surtout le duc de Luynes, ses frères, et le sieur Déagent, d'avoir opposé à Marie de Médicis une résistance et un mauvais vouloir opiniâtres <sup>1</sup>. La reine mère, trop impatiente, fit le jeu de ses adversaires en s'enfuyant en cachette du château de Blois.

Elle y était depuis plus d'un an, toujours épiée et surveillée comme dans une prison, par la faute de ceux qui fomentaient la désunion pour conserver leur crédit. Que n'avaient-ils pas inventé pour pousser à bout Marie de Médicis ? Ils avaient formé le projet de la mettre dans le château d'Amboise, réclamé le gouvernement de Normandie dont elle était pourvue, parlé de la faire entrer dans un monastère, et « le sieur de Villesavin qui était un des siens, mais affidé à la faveur <sup>2</sup>, » lui avait proposé d'y entrer de son propre mouvement. Tant d'affronts lui en faisaient craindre de plus grands. « Sans espoir de mieux, sans autre compagnie que ses larmes et soupirs...., considérant par l'expérience du passé que ceux qui lui en voulaient ne trouvoient aucune violence difficile, » fatiguée de sa réclusion et troublée par la vue de nouveaux malheurs, elle résolut de se soustraire par la fuite à une humiliante captivité. Elle cacha son projet au P. Suffren. Depuis assez longtemps déjà, quelques intrigants de son parti, un Chanteloube, un Ruccelay, complotaient avec les princes mécontents un grand coup pour sa délivrance. Après plusieurs tentatives, on négocia un plan d'évasion avec les ducs de Bouillon et d'Épernon. Le premier se contenta d'attiser le feu sans se compromettre; le second, par rancune contre Luynes qui l'avait éloigné de la cour, affronta les hasards de l'entreprise. Il demanda au roi de quitter Metz, dont il avait la garde, et de se rendre dans son gouvernement d'Angoumois. On le lui défendit sous prétexte qu'il devait surveiller les troubles de l'Allemagne. Sans s'inquiéter de ce refus, le 22 janvier 1619, il partit avec cent ou cent vingt chevaux, passa par Roanne, gagna Vichy, d'où il écrivit une lettre d'excuses au roi, puis atteignit Loches, dont le château lui appartenait. Prévenue de son arrivée, Marie de Médicis s'échappa de Blois le 22 février : pendant la

<sup>1</sup> *Lettres diplomatiques*, 13 fév. 1619.

<sup>2</sup> Richelieu, *Mémoires*. Édit. Petitot, t. XXI, p. 516.



nuît, elle descendit par une fenêtre le long d'un mur en ruine ; au bas elle trouva un carrosse, et, escortée de l'évêque de Toulouse, de Ruccelay et d'une troupe de gentilshommes, elle fut rendue de bon matin au château de Loches, où l'attendait le duc d'Épernon. Le secret fut si bien gardé que les domestiques de la reine n'avaient rien vu. Le jour étant venu, ils attendirent longtemps aux portes de ses appartements pour leur service ordinaire, puis, étonnés de ce retard, ils finirent. après quelques recherches, par découvrir la vérité. Le P. Suffren, fort surpris et désappointé, revint à Paris. Le roi était à Saint-Germain quand il apprit par trois courriers différents l'évasion de sa mère. Grande fut l'émotion à la cour, où cet événement était regardé comme le résultat d'un complot et un signal de guerre civile. Marie de Médicis écrivit de Loches au roi le 23 février : elle avait, disait-elle, laissé longtemps opprimer son honneur et sa liberté, et supporté patiemment de fortes appréhensions pour sa vie, parce que tout ce qui s'était fait contre elle semblait autorisé par le nom de son fils ; mais étant informée du manifeste péril où se trouvaient les affaires du roi, elle avait résolu de se mettre en lieu sûr afin de lui faire entendre la vérité, ainsi que les plus grands du royaume et du dehors l'en avaient instamment priée. Elle comptait donc se rendre à Angoulême pour de là lui faire connaître les remèdes maintenant faciles et sûrs qu'il était urgent d'apporter au mauvais état des affaires <sup>1</sup>.

De son côté, le duc d'Épernon écrivait à Louis XIII « qu'il n'avait pu refuser l'invitation que la reine lui avait faite de la recevoir sans manquer grandement au fils et à la mère. Quelque mauvais traitement qu'il eût reçu, il aimait mieux mourir mille fois que de faire chose contraire à la fidélité de ses longs services et qui pût donner juste sujet au roi d'en douter <sup>2</sup>. » Pour comprendre ce langage il faut savoir que la reine lui avait remis comme une sorte de garantie une lettre du roi, du 30 octobre 1618, par laquelle, approuvant le désir qu'elle avait eu de visiter quelque lieu de dévotion, il l'invitait à se promener et à voyager dorénavant plus qu'elle n'avait fait par le passé, et l'assurait qu'elle serait partout reçue et honorée comme lui-même.

<sup>1</sup> Voir le texte de cette longue lettre dans le *Mercuré françois*, t. V, p. 136, 137, 138.

<sup>2</sup> *Mercuré françois*, *ibid.*, p. 139.

Le roi ne répondit rien au duc d'Épernon. Pour sa mère, il hésita. Dans son conseil, les avis furent partagés sur la conduite à tenir : la réduirait-on par les armes, comme le voulait le duc de Luynes, ou continuerait-on à avoir recours aux moyens pacifiques ? On écrivit au duc de Bouillon pour le consulter : il feignit un grand étonnement et témoigna de la répulsion pour une guerre « qui ruinerait les âmes et les corps, et ne pouvait être proposée que par des gens intéressés à la dissipation <sup>1</sup>. »

Louis XIII sembla s'inspirer des deux opinions contraires ; tout en dirigeant vers l'Angoumois des troupes et du canon, il fit présenter à sa mère des propositions d'accommodement.

Le P. Suffren est donc renvoyé auprès de Marie de Médicis : elle manifeste son intention invariable de retourner à la cour et se réclame des promesses qu'on lui avait données. Le P. Suffren transmet cette réponse à Paris, en avouant qu'il la trouve raisonnable. Mais on craint, ou l'on feint de craindre, que la présence de Marie ne provoque à la cour de nouvelles dissensions, et on entame encore une fois des négociations pour l'engager à remettre ce projet à un moment plus opportun. Le P. Arnoux est de nouveau choisi pour cette seconde tentative. Au risque de blesser le duc de Luynes, il s'y refuse en disant « qu'on n'avait tenu aucun compte des déclarations si raisonnables de la reine, et qu'il ne pouvait retourner auprès d'elle que pour lui porter les satisfactions qu'elle demandait <sup>2</sup>. » M. de Béthune est chargé de la négociation à la place du P. Arnoux ; il part, avec une lettre écrite tout entière de la main du roi le 12 mars, tardive réponse à la lettre de Marie du 23 février. Louis XIII n'y ménageait pas le duc d'Épernon, s'étonnant « qu'il y eût un homme qui, en pleine paix, eût l'audace de ne pas d'exécuter, mais de concevoir la résolution d'entreprendre sur la mère de son roi <sup>3</sup> ; » et il menaçait de châtier. « Quant à l'administration de mes affaires, ajoutait-il, dont sans raison vous avez été pressée de vous plaindre, je ferai connaître à ceux qui l'ont entrepris que c'est moi qui gouverne mon royaume et qui agis en tous mes conseils. Et quand vous serez mieux informée de la vérité, vous louerez Dieu avec moi de cette bénédiction. Afin donc de vous délivrer de la

<sup>1</sup> *Mercure françois*, ibid., p. 149 et seq.

<sup>2</sup> Bentivoglio, *Lettres diplomatiques*, II, 107, 108.

<sup>3</sup> *Mercure françois*, l. c., p. 140 et seq.

peine où vous êtes, j'ai résolu de prendre les armes pour vous mettre en pleine possession de la liberté que vos ennemis vous ont ôtée. »

Malgré le ton à la fois digne et raide de cette lettre, elle était remplie d'assurances respectueuses pour Marie de Médicis, et le comte de Béthune, qui en était porteur, avait l'ordre d'agir dans sa mission avec une douceur accommodante.

Pendant qu'il la remplissait, tout semblait se disposer à une guerre civile. Marie écrivait dans toutes les provinces pour demander du secours et lever des troupes ; Louis XIII armait pareillement. Le fils et la mère s'envoyaient l'un à l'autre des lettres de reproches où ils s'accusaient mutuellement de suivre de mauvais conseils. Le nonce Bentivoglio accusait le favori d'exciter le roi à prendre les armes contre sa mère, il lui reprochait d'abuser de sa confiance pour le porter à des actions indignes d'un prince religieux et attaché à ses devoirs. Le confesseur de Louis XIII, le P. Arnoux, ne pouvait se faire à la pensée de cette guerre monstrueuse ; ardent et franc, il usa de l'autorité de son caractère pour s'y opposer : prêchant un jour devant le roi et Anne d'Autriche, il saisit l'occasion de s'exprimer avec force sur ce point ; après avoir rendu un bel hommage à la piété filiale de Louis envers sa mère, il le pria de la montrer toujours dans sa conduite à l'encontre de ceux qui l'en voulaient détourner : « On ne saurait jamais, ajouta-t-il, pour quelque cause que ce soit, trouver un juste prétexte pour tourner les armes contre sa mère. Si l'on conseillait à Votre Majesté le contraire, il faudrait qu'elle rejetât ce conseil comme venant du démon, et maudits seraient de Dieu ceux qui le lui donneraient. Je supplie Votre Majesté, par les entrailles de Jésus-Christ, de ne point donner au monde un si grand scandale <sup>1</sup>. »

Ce langage, plus courageux que prudent, donna du moins satisfaction à la conscience publique révoltée.

Cependant le comte de Béthune, le cardinal de la Rochefoucauld, le duc de Montbazou et le P. de Bérulle firent plusieurs voyages entre Angoulême et Paris sans pouvoir apaiser le conflit dont la France était menacée. Marie de Médicis présenta un

<sup>1</sup> *Mémoires secrets*, XXXI, p. 57-58.

long mémoire contenant ses griefs contre le gouvernement, avec des invectives contre Luynes et ses frères. La cour souhaitait extrêmement qu'elle consentît à séparer ses intérêts de ceux du duc d'Épernon, mais les commissaires du roi ne purent jamais venir à bout de l'y engager, et le comte de Béthune lui-même n'osait lui conseiller une pareille lâcheté. D'autre part, Luynes s'aperçut que ses ennemis cherchaient à entretenir l'animosité de Marie contre lui, afin de le renverser : il voulut alors montrer plus de condescendance. A ce moment, un religieux qui commençait à être bien vu des courtisans les plus aimés du roi, le fameux P. Joseph, lui persuada d'employer auprès de Marie de Médicis l'évêque de Luçon, à cause de son grand ascendant sur elle. Luynes, enchanté de mettre de son côté un personnage aussi habile, s'empessa d'offrir à Richelieu cette occasion honorable de sortir de l'exil. Celui-ci arriva à Angoulême vers la fin de la semaine sainte, se montra tout dévoué aux intérêts de la reine mère, garda une grande réserve à l'égard des personnes de sa suite, et ménagea autant qu'il put le duc d'Épernon. Un moment l'abbé Ruccelay faillit mettre la discorde dans le conseil de la reine <sup>1</sup>, mais la souplesse de Richelieu triompha des intrigues de ce brouillon.

Nommé chef du conseil de Marie, l'évêque de Luçon sut en même temps se concilier des amis à la cour de Louis XIII et rechercha spécialement les bonnes grâces des PP. Arnoux et Cotton <sup>2</sup>. Tandis que le cardinal de la Rochefoucauld, M. de Béthune et le P. de Bérulle poursuivaient les négociations, le P. Suffren, à Angoulême, usait de toute son influence sur la reine pour la rendre plus conciliante dans ses demandes, et le P. Arnoux, à Paris, s'efforçait de modérer les rigueurs des ministres. Le pape Paul V avait chargé le cardinal Bentivoglio d'un bref où il manifestait à Louis XIII ses regrets de la mésintelligence de Sa Majesté avec Marie et lui offrait son entremise. Le roi et la reine d'Espagne écrivirent dans le même sens. Ces puissantes interventions ne contribuèrent pas peu à hâter un raccommodement. Les négociations aboutirent aux conditions suivantes : le passé serait oublié; aucun de ceux qui avaient pris parti pour

<sup>1</sup> *Mémoires de Richelieu*, I. c., p. 547.

Voir sa lettre au P. Arnoux. Édit. Avenel, I, 593.

Marie de Médicis ne serait inquiété; la reine, en échange du gouvernement de Normandie, aurait celui du château d'Angers, du Pont-de-Cé et de Chinon; des garnisons seraient entretenues dans ces places aux frais du trésor royal, ainsi que les gardes de la reine <sup>1</sup>. On fit un accord particulier avec le duc d'Épernon, auquel le roi conserva toutes ses charges et tous ses appointements.

Marie signa le traité d'Angoulême le 31 avril et fit chanter, le même jour, le *Te Deum* dans l'église cathédrale; le P. Suffren prononça un discours où il rendit grâces à Dieu de la concorde qui allait désormais régner entre Leurs Majestés. La reine, dans sa joie, disait hautement qu'elle « ne voulait plus d'autres places de sûreté que le cœur de son fils. » Louis XIII ratifia le traité à Saint-Germain le 2 mai; il écrivit ensuite à sa mère pour lui témoigner le plaisir qu'il ressentait et le désir qu'il avait de la revoir. Une entrevue était en effet nécessaire pour sceller publiquement la réconciliation. Richelieu, de plus en plus puissant dans le conseil de Marie de Médicis, s'entremet pour régler le lieu et le temps de cet acte solennel.

Louis XIII, accompagné de Luynes, s'avança jusqu'à Tours. De là le favori écrivit une lettre à la reine, lui, marquant son humble soumission et l'impatience que le roi éprouvait de la voir; en même temps celui-ci lui fit porter par le duc de Montbazon une invitation de l'aller trouver à Tours. Marie de Médicis répondit avec bienveillance au duc de Luynes et montra pour son fils une affectueuse reconnaissance; mais, pleine d'attention pour les siens et se méfiant des promesses de la politique, elle voulut exiger des garanties de sécurité pour ceux qui l'avaient servie. Afin de mettre un terme à ses hésitations, on décida, de part et d'autre, d'employer l'autorité du confesseur du roi. Richelieu écrivit donc au P. Arnoux : « Nous avons tous pour but la gloire de Dieu, le bien de la France et le contentement de Leurs Majestés. Nous savons parfaitement comment vous vous employez pour venir à ces fins. Ceux qui sont de ceçà taschent aussi d'y travailler en ce qu'ils peuvent. Vous en recevrez un témoignage en ce que les bons PP. Souffrant (Suffren) et Bérulle, Joseph et moi, ayant jugé une lettre de vous nécessaire, nous envoyons

<sup>1</sup> *Mercurie françois*, V, p. 200.

exprès pour l'avoir. Le R. P. Souffrant vous envoie la substance <sup>1</sup>. »

Le P. Arnoux se prêta volontiers à ce désir; il écrivit une lettre à la reine mère en se conformant aux idées que lui avait suggérées le P. Suffren; il y protesta de la sincérité du roi et des ministres : « J'ose, ajoutait-il, y engager ma foi <sup>2</sup>. » Bientôt le duc de Luynes, à son tour, recourut, lui aussi, à l'intermédiaire du confesseur du roi pour faire confirmer à Marie de Médicis « tout ce qu'il lui avoit mandé, et la convier efficacement d'aller à la cour, l'assurant qu'elle y recevra tout contentement <sup>3</sup>. »

Les répugnances de la reine mère sont vaincues; elle fait taire ses méfiances, et le 29 août, accompagnée d'une escorte magnifique, elle part d'Angoulême pour rencontrer Louis XIII à Tours. « Toute la France, écrit Richelieu dans ses *Mémoires*, est ravie de voir la réunion de deux personnes qui, unies par nature, ne peuvent être séparées que par des horribles artifices <sup>4</sup>. Couziers [château du duc de Montbazou] ôte à Tours le bonheur de cette entrevue. La reine y étant arrivée le soir, le roy s'y rendit le matin; si grande affluence de peuple s'y rencontre que le logis ne la pouvant contenir, le jardin fut le lieu de cette première vue <sup>5</sup>. » On annonce l'approche du roi : la reine régnante, huit princes et ducs, autant de princesses et de duchesses avec un grand nombre de seigneurs et de dames lui font un brillant cortège. Le duc de Montbazou, allant au-devant du roi, le conduit par le bois dans les allées où se trouve la reine mère. Marie de Médicis s'avance à la rencontre de Louis XIII : « Monsieur mon fils, dit-elle, que vous vous estes fait grand depuis que je ne vous ay veu! — Je suis creu, Madame, reprit-il, pour votre service. » Une joie très grande paraît au visage du roi; les larmes de la reine parlent à son fils, elle l'embrassa tant de fois qu'elle lui baigna le visage; peu de personnes purent contraindre les leurs : tout est en allégresse, vraie cause de ces larmes.... L'après-dinée, on va à Tours, où

<sup>1</sup> Archives des affaires étrangères.

<sup>2</sup> Batterel, *Vie manuscrite*, liv. III, n° 48.

<sup>3</sup> Richelieu, *Mémoires*. Édit. Petitot, l. c., p. 559.

<sup>4</sup> Nous verrons plus tard Richelieu travailler de toutes ses forces à une séparation de ce genre.

<sup>5</sup> Richelieu, *Mémoires*, l. c.

quelques jours se passent avec grands témoignages d'amour entre la mère et le fils. Cela ne plaît pas trop aux favoris, qui, pour leur intérêt particulier, estiment à propos de rompre cette intelligence nécessaire au bien de l'Etat. Ils ont l'œil au roi autant qu'ils peuvent ; s'il va chez la reine, un d'entre eux y est toujours présent ; s'il approche d'elle, ils y accourent incontinent sous quelque prétexte qu'ils forment sur-le-champ. Toute la cour remarque cette procédure, s'en offense et la blâme, chacun connaissant bien qu'elle n'avoit autre but que d'empêcher les effets de la nature <sup>1</sup>. » Après des adieux touchants, « Leurs Majestés se séparent. Le roi va à Compiègne, et la reine sa mère va passer à Chinon pour, de là, aller à Angers, prendre possession de son gouvernement, avec intention de rejoindre le roi à son arrivée à Paris. Mais elle n'est pas sitôt éloignée qu'elle voit de nouveaux effets de mauvaise volonté contre elle <sup>2</sup>. »

Ses soupçons l'avaient bien pressenti, surtout aux marques de défiance mal déguisées par quelques seigneurs de la suite du roi. Bientôt on ne se gêne plus pour lui fournir des griefs contre la cour : les promesses qu'on lui a faites pour elle et les personnes de son parti ne sont pas exécutées ; le gouverneur de Monsieur, frère du roi, est encore changé, et le colonel d'Ornano nommé à cette charge sans son consentement. Luynes vient d'être créé duc et pair ; il ne pense qu'à froisser l'influence de la reine mère ; il fait sortir le prince de Condé du château de Vincennes, où elle l'avait enfermé, et le fait absoudre par le roi de sa conduite passée <sup>3</sup>. Cependant, les cardinaux de Retz et de la Rochefoucauld, avec le P. Arnoux, tâchent d'obtenir des favoris les ménagements dus à la mère du roi. L'évêque de Luçon avec le P. Suffren s'efforcent de calmer le ressentiment et les chagrins de Marie de Médicis ; ils lui conseillent d'aller à la cour, lui promettant une réception et des honneurs dignes de sa condition royale. De part et d'autre, ces sages conseillers croient un instant au succès de leurs démarches. Au mois de novembre 1619, Richelieu annonce déjà au P. Arnoux, avec une joie manifeste, « la résolution que la reine a de s'en aller bientôt à Paris veoir le roy et conspirer à son service et à son

<sup>1</sup> Richelieu, *Mémoires*, p. 569.

<sup>2</sup> *Ibid.* Cf. Bentivoglio, *Lettres diplomatiques*, p. 178-184.

<sup>3</sup> *Mémoires de Richelieu*, l. c.

contentement tout ce qui lui sera possible <sup>1</sup>. » Le P. Suffren avait pris une grande part à cette détermination de Marie de Médicis ; il est heureux, lui aussi, de l'apprendre au Très Révérend Père Général ; mais voici que, dès le 17 janvier 1620, il devait lui écrire ses alarmes et le prévenir d'un douloureux contretemps :

J'avais annoncé à Votre Paternité que la reine irait à Paris après les fêtes de Noël, et c'était, en effet, une résolution arrêtée, mais depuis lors, il s'est passé tant de choses qui ont détruit les espérances de la Reine mère, que, s'il n'arrive rien de nouveau, nous ne partirons pas de longtemps de cette ville d'Angers. Qu'il est donc triste d'avoir affaire aux hommes quand les hommes n'agissent pas selon Dieu ! Je m'abstiens de dire ce que je pense sur ce sujet. Et d'ailleurs, je ne pourrais pas confier à une lettre l'expression de mes sentiments. Prions Dieu de soutenir le courage de la Reine, car, depuis près de trois ans, elle souffre avec patience bien des épreuves qui semblent dépasser les forces humaines. Il y a trois jours qu'elle a reçu dans ses chagrins quelque consolation avec la visite de M<sup>me</sup> la princesse de Longueville ; mais rien ne la soutient et ne la soulage davantage que les consolations qui lui viennent de la religion. Du reste, cette bonne princesse continue à aimer la Compagnie (de Jésus), à lui témoigner de la confiance, à lui demander des secours spirituels. Dernièrement encore, quand je me rendis à la Flèche, auprès du Révérend Père Provincial, elle ne me chargea que de demander cela à Sa Révérence <sup>2</sup>.

Les événements qui suivirent confirmèrent ces craintes : la situation s'aggrava. Le pouvoir exagéré et dédaigneux du duc de Luynes ; les faveurs accordées aux siens ; l'éloignement même de Marie qu'on lui attribuait, rapprochèrent encore les mécontents de cette reine toujours respectable par son passé, à présent grandie par l'injustice de son malheur. Soissons, Vendôme, Mayenne, Longueville, le grand prieur de France et bien d'autres lui offrirent leur appui et leurs personnes. Marie de Médicis accepte, mais sans cesser de négocier avec Paris. Luynes, troublé du mécontentement qui grossit autour de lui, entre en apparence dans les vues de la reine, mais conserve avec Condé des relations où se montrait assez son manque de sincérité. Louis XIII y va plus franchement ; il s'avance jusqu'à Orléans et

<sup>1</sup> *Lettres de Richelieu*. Avenel, t. I, p. 638.

<sup>2</sup> Trad. sur l'autogr. latin.



propose une entrevue à sa mère. Cette conduite, inspirée par Luynes et Condé, est mal accueillie de la reine : elle ne veut pas quitter son gouvernement d'Angers. Le P. Suffren voit bientôt les deux partis ne plus songer qu'au recours suprême des armes ; impuissant à conjurer ce péril, espérant encore que ces armements, sans aboutir à une déclaration de guerre, avanceront les négociations de la paix, il se renferme dans l'accomplissement de sa charge et réduit son rôle au silence et à la prière. Il semble d'ailleurs très favorable à la reine mère, comme le prouve cette lettre adressée de la Flèche, le 26 juillet 1620, au Révérend Père Général :

La Reine déploie au milieu de ces bruits de guerre autant de constance et d'énergie que dans les temps les plus tranquilles et les plus paisibles. Elle n'a aucun dessein hostile contre le Roi ; elle ne trame rien contre son autorité ; mais elle est avertie, par ceux qui s'intéressent à elle, de se prémunir contre ceux qui entourent le Roi, et comme ceux-ci lèvent des troupes au nom de Sa Majesté, elle a cru devoir de son côté en lever aussi en son propre nom, beaucoup moins dans la pensée d'attaquer que dans l'intention de se défendre s'il en est besoin. Le royaume est menacé d'une grande désolation ; j'ai fait pour la conjurer tout ce qui était en mon pouvoir, mais tout a été inutile. Les conseillers de la Reine mère, c'est-à-dire le cardinal de Sourdis, l'archevêque de Sens, l'évêque de Luçon et les princes de son parti, comme le comte de Soissons, le duc de Vendôme, le grand prieur de France, le duc de Nemours et d'autres encore, croient que c'est le seul moyen de pourvoir au salut de la Reine et de tout le royaume. Moi qui m'éloigne des conseils des hommes, qui n'y suis point appelé et qui ne veux pas y être admis, je ne puis ni ne dois m'opposer à leur avis, mais, abandonnant tout à la divine Providence, j'attends dans le silence le salut du Seigneur, et je reconnais combien il est plus doux et plus sûr de vivre en dehors de tout ce tumulte des cours. Car si des cœurs religieux se ressentent de cette poussière du monde, comment en préserverais-je le mien ? Cependant, puisque Dieu veut que je vive dans ce séjour, j'y resterai tant qu'il plaira à sa divine volonté. La Reine est venue d'Angers passer quelque temps à la Flèche. Je ne sais si elle fera un long séjour <sup>1</sup>.

Cependant, les plus conciliants des conseillers de Marie, comme Richelieu et le P. Suffren, n'étaient point pour la guerre ; ils

<sup>1</sup> Traduit de l'autogr. latin.

auraient voulu qu'on profitât de ces armements pour hâter un traité de réconciliation ; le sieur de Marillac lui-même, qui avait beaucoup contribué à former ce parti, et le duc de Bouillon, « reconnu grand politique <sup>1</sup>, » partageaient la même opinion : « La Royne, dit Dupleix, eust esté capable de ces raisons.... si elle n'en eust esté destournée par de mauvais esprits, qui estoient autour d'elle, et entre autres par Chanteloube, qui n'oublioit aucun artifice pour luy persuader que l'évêque de Luçon la trompoit, et qu'il luy falloit venir à la guerre pour tirer du fruit de ce grand parti par la force des armes <sup>2</sup>. »

La cour crut ou voulut croire à des intentions belliqueuses. De fait, le parti de la reine mère avait des apparences formidables ; il avait parmi ses chefs de grands capitaines, et il y avait de quoi s'effrayer en mesurant le terrain dont il semblait s'être emparé. Le duc de Longueville, maître de Dieppe, travaillait à soulever la Normandie. Le grand prieur commandait le château de Caen. Le comte de Soissons avait Dreux et la Ferté-Bernard, la reine occupait Angers et le Pont-de-Cé, passage important sur la Loire, et toute la noblesse de la province s'était déclarée pour elle. Les ducs de Retz, de la Trémoille et de Rohan possédaient des terres ou des gouvernements en Bretagne et en Poitou ; le duc d'Épernon commandait dans l'Angoumois et la Saintonge ; le duc de Mayenne dans la Guyenne et à Bordeaux. Cette guerre civile pouvait donc prendre de vastes proportions et causer, comme le disait le P. Suffren, « une grande désolation au royaume. » Mais l'entente et le bon ordre ne régnaient pas dans le parti de la reine ; la cour s'assura le plus grand avantage en prenant l'avance. Dès le 7 juillet, le roi lui-même, accompagné du prince de Condé, se met à la tête de ses troupes et marche sur la Normandie. Rouen tombe en son pouvoir ; les châteaux de Caen et d'Alençon lui ouvrent leurs portes ; Le Mans, Vendôme et la Ferté-Bernard capitulent. Le roi resta quelques jours au Mans ; l'archevêque de Sens et le P. de Bérulle vinrent l'y trouver et l'assurèrent que la reine mère était disposée à la paix. Louis XIII répondit « qu'il aurait toujours le cœur et les bras ouverts pour la recevoir, qu'il ne se

<sup>1</sup> Dupleix, *Hist. de Louis le Juste*, p. 209.

<sup>2</sup> Dupleix, *l. c.*

lasserait point de la prier de se rendre auprès de lui ni de la faire honorer dans sa cour et par tout son royaume ; qu'à l'égard des brouillons qui opprimaient ses sujets et voulaient partager son autorité par leurs factions, il n'y avait point de péril auquel il ne s'exposât pour les chasser de ses États, ou pour les réduire à son obéissance <sup>1</sup>. » Voulant faire ses conditions en maître et en victorieux, le roi s'approcha de la Loire avec toutes ses troupes et se dirigea vers le Pont-de-Cé. Le vendredi 7 août, toute l'armée de Louis XIII était rangée devant cette place. Tandis qu'on attendait le retour du duc de Bellegarde, qui était allé à Angers recevoir le dernier mot de la reine mère, le roi ordonna, par manière de divertissement, de pousser une reconnaissance jusqu'aux remparts. Le marquis de Créquy et le comte de Bassompierre s'avancèrent à la tête de quelques régiments. Ils rencontrèrent bientôt les ennemis, environ 4 à 5,000 hommes mis en bataille devant les retranchements du Pont-de-Cé, et ne tardèrent pas à remarquer dans la ville un grand mouvement qui ressemblait à une retraite. C'était le duc de Retz qui abandonnait la partie, avec 1,500 hommes, à la première approche des troupes royales <sup>2</sup>. On avertit, raconte Richelieu, le maréchal de Créquy, « qui ne pensoit qu'à se loger, de s'avancer diligemment avec les troupes, lesquelles ne parurent pas plutôt que l'étonnement surprit le duc de Vendôme qui commandoit ce jour-là ; en telle sorte que son esprit disparut comme son courage. Au lieu de rallier ses gens et reborder le retranchement qui étoit dégarni et qui pouvoit encore arrêter les troupes du roi, il ne pensa qu'à sa retraite, qu'il fit en si grande diligence que ce fut le premier qui vint avertir la reine de sa déroute. Il entra chez elle avec un épouvantement épouvantable, disant : *Madame, je voudrois être mort*. Sur quoi une de ses filles répondit fort à propos : *Si vous eussiez eu cette volonté, vous n'eussiez pas quitté le lieu où il le falloit faire*. Le duc de Vendôme fut promptement suivi de tous les autres chefs <sup>3</sup>. »

En effet, seul le comte de Saint-Aignan tint ferme, mais mal secondé par ses troupes, il fut obligé de se rendre. Les généraux

<sup>1</sup> Griffet, *Hist. de Louis XIII*. Dans Daniel, *Hist. de France*, t. XIII, p. 264.

<sup>2</sup> Cf. *Mémoires de Bassompierre, de Fontenay-Mareuil et de Richelieu*, année 1620.

<sup>3</sup> Richelieu, *Mémoires*. Édit. Petitot. II<sup>e</sup> série, t. XXII, p. 88 et seq.

du roi, profitant du désordre, pénétrèrent dans les faubourgs, traversèrent le pont de la Loire et entrèrent dans la place, pêle-mêle avec les fuyards, avant qu'on ait eu le temps de fermer le pont-levis.

Ce fut un coup décisif pour le parti de la reine mère ; les chefs se reprochèrent trop tard de n'avoir pas suivi les conseils de paix dictés par l'évêque de Luçon et le P. Suffren : « Ils se souvinrent lors, dit Richelieu, que je leur avois bien représenté que les ligues et unions sont d'autant plus caduques qu'elles sont grandes, qu'elles ne sont bonnes qu'à faire peur, que leur effet consiste dans l'apparence.... L'événement me fit lors bien reconnoître véritable, car tous les grands préparatifs ne servirent à autre chose qu'à manger en huit jours deux millions de livres à la reine, sans être en état de conserver sa personne <sup>1</sup>. »

Il fallut donc songer à faire la paix. Le 9 août, le cardinal de Sourdis et l'évêque de Luçon vinrent trouver le roi, l'assurèrent que la seule crainte d'être opprimée avait forcé la reine mère à prendre les armes, qu'elle était résolue à renoncer pour jamais à toutes sortes de cabales et de factions ; puis ils supplièrent Sa Majesté de pardonner à tous ceux qui avaient pris parti pour elle. On leur répondit que le roi n'avait jamais donné à sa mère occasion de le craindre ; que les seigneurs qui s'étaient révoltés avaient eu des intérêts totalement séparés de ceux de Marie, que cependant le roi, par considération pour la reine, voulait bien leur accorder un pardon qu'ils ne méritaient pas. L'oubli du passé, la restitution de tout ce qui avait été pris, sauf les gouvernements dont on avait déjà disposé, l'amnistie, la promesse d'exécuter fidèlement le traité d'Angoulême, furent les principales bases de la réconciliation. Ce traité de paix fut signé par le roi le 10 août ; le même jour, le maréchal de Créquy le porta à Marie de Médicis avec une lettre de son fils, pleine de tendresse et de respect. Deux jours plus tard, le cœur ému de bonheur et de reconnaissance, le P. Suffren écrivait à Rome :

Béni soit Dieu qui ramène la sérénité après la tempête et répand la joie après les larmes ! Sa providence s'est montrée d'une façon admirable à l'égard du Roi et de la Reine. Hier la paix a été faite et

<sup>1</sup> Richelieu, *op. cit.*

scellée, non pas à de si bonnes conditions que l'aurait souhaité la Reine mère, mais il faut bien céder aux circonstances. Il y a espoir, maintenant plus que jamais, que nous partirons pour Paris dans un ou deux mois ; tant que ce dernier pas ne sera point fait, nous ne pourrons vivre en sécurité. La Reine n'a pas encore vu le Roi, mais dans deux heures nous partons d'Angers pour Brissac, où le Roi attend sa mère, et là ils auront une entrevue sur laquelle beaucoup fondent les plus grandes espérances. Plaise à Dieu que tout se passe entre la Reine et le Roi seuls, et alors nous jouirons bientôt d'une paix solide <sup>1</sup>....

Louis XIII, accompagné de son frère le duc d'Anjou, du prince de Condé, du duc de Luynes, et suivi de deux cents seigneurs à cheval, sortit de Brissac et s'avança à trois quarts de lieue au-devant de sa mère ; dès qu'il vit sa voiture, il mit pied à terre et s'approcha pour la saluer. La reine descendit aussitôt et courut l'embrasser <sup>2</sup>. Ils demeurèrent ensemble trois jours au château de Brissac. Ce fut de là que Louis data et expédia la déclaration d'innocence promise à la reine, le 26 août 1620 <sup>3</sup>.

Plus le Roi et la Reine se voient, écrivit quelques jours après le P. Suffren, plus ils se comblent mutuellement de témoignages d'une tendre affection ; nous pouvons donc espérer qu'un si grand bien sera stable et solide. Le 31 août la Reine, pour se conformer au désir du Roi, se rendit d'Angers à Poitiers, où Sa Majesté l'attendait. Elle y reçut de son fils, de la Reine régnante et de tous les ordres de cette province des honneurs et des hommages véritablement extraordinaires. A en juger par les apparences, tout le passé est oublié, chose qu'on attribue d'autant plus volontiers au ciel qu'on l'attendait moins des hommes.

Hier [8 septembre] le Roi et les deux Reines allèrent assister dans notre église au sermon du P. Arnoux sur la Nativité de la sainte Vierge et aux vêpres de la fête. Aujourd'hui Sa Majesté part pour Bordeaux, renvoyant les deux Reines à Paris, où elle retournera dans un ou deux mois, si rien ne l'arrête. Grâce à Dieu, le P. Arnoux et moi nous nous entendons bien sur tout. Chacun de nous jouit, dans chacune des cours, de l'estime et de la confiance générale, ce qui nous fait espérer qu'il nous sera donné d'apaiser bien des tempêtes

<sup>1</sup> *Lettre inédite du P. Suffren au Père Général des Jésuites. Traduit sur l'autogr. latin.*

<sup>2</sup> *Mercuré françois*, VI.

<sup>3</sup> *Mémoires de Richelieu*, op. cit., p. 96.

que pourrait soulever la rage des méchants. Avant-hier [7 septembre] le Roi a daigné agréer une élégante composition dramatique que nos élèves lui ont offerte, et il a donné à nos Pères et Frères du collège les marques de la plus grande bienveillance. Rien ne manque donc à la joie qui a succédé aux jours où le Seigneur nous a humiliés et aux années qui nous avaient apporté tant de maux.

De Poitiers, 9 septembre 1620 <sup>1</sup>.

Le retour à Paris, si désiré, eut lieu en novembre ; le P. Jean Suffren, privé depuis trois ans de la vie de communauté, l'attendait avec impatience ; le 3 de ce mois, à peine de retour, il annonce cette bonne nouvelle au P. Vitelleschi :

Il a plu enfin à Dieu de ramener la Reine mère aujourd'hui à Paris, au milieu de l'allégresse et des félicitations générales.... Le Roi est attendu dans huit jours. Pour moi, je commence à respirer en vivant au milieu des serviteurs de Dieu. Je me prépare à prêcher l'avent et le carême dans une église de Paris <sup>2</sup>....

L'église dont parle ici le P. Suffren était Saint-Méry <sup>3</sup>. Tandis qu'il s'y livrait avec zèle au ministère de la prédication, il voyait se confirmer de jour en jour le bon accord entre Marie de Médicis et Louis XIII ; il en était presque surpris :

Tout réussit à merveille pour les relations entre le Roi et la Reine sa mère, écrivait-il le 1<sup>er</sup> décembre.... J'avoue que j'avais beaucoup d'espérances à ce sujet, mais elles ont été dépassées.... Le mariage entre le neveu du duc de Luynes et la nièce de Richelieu, qui a été célébré avec une grande solennité en présence des deux Reines et du Roi, ne fera qu'affermir l'amitié entre le duc et l'évêque de Luçon, autrefois en désaccord. Quant à moi, voyant les choses dans l'état où je les désirais, je quitterais volontiers la cour.... Je reconnais maintenant par expérience combien d'allégations fausses ont été avancées de part et d'autre pendant ces pénibles dissentiments ; moi-même quelquefois j'y ai cru comme les autres ; d'ailleurs, quand je pensais ou disais le contraire, on ne m'écoutait pas. Le P. Arnoux est reçu avec beaucoup de bienveillance et de confiance par la Reine mère chaque fois qu'il se présente ; mes relations avec le Roi sont aussi très faciles. J'ai obtenu de la Reine qu'elle se contentât de me voir une fois chaque semaine, à moins d'une occasion

<sup>1</sup> Traduit sur l'autogr. latin.

<sup>2</sup> Traduit sur l'autogr. latin.

<sup>3</sup> Cf. Sommervogel, *Dictionnaire*, p. 1697.

pressante. De la sorte j'ai plus de temps pour travailler au salut des âmes, et mes occupations ne m'empêcheront pas de me dépenser sans réserve.

De Paris, 1<sup>er</sup> décembre 1620 <sup>1</sup>.

## II.

Depuis l'avènement de Richelieu au pouvoir, un esprit d'hostilité assez vive contre les jésuites régnait à la cour. Des courtisans acceptaient toutes les calomnies sur leur compte, les agrémentaient de leurs fines plaisanteries et les faisaient parvenir à l'oreille du roi. Le puissant ministre qui, plus d'une fois dans la suite, accorda sa protection et ses bienfaits à la Compagnie de Jésus, lui montrait alors plutôt de la froideur; il ne s'opposa point au courant qui la menaçait, n'étant point fâché de voir diminuer la considération de religieux qui n'avaient pas pour lui ces accès d'enthousiasme que sa conduite inspirait à d'autres. Respectueux de son caractère et de son autorité, des hommes comme les PP. Arnoux et Séguiran étaient naturellement portés à se tenir à son égard sur la plus grande réserve; ils n'inclinaient ni au blâme ni à la louange, ne cédaient rien de leurs droits et entendaient remplir leur ministère en ne prenant conseil que de leur conscience. L'absolutisme du cardinal s'arrangeait mieux d'hommes flexibles et plus complaisants. Aussi eût-il vu avec la plus grande satisfaction les jésuites supplantés par eux à la cour de France. Son souhait fut sur le point de se réaliser. Depuis quelque temps, certains courtisans préparaient habilement, par leurs intrigues, le renvoi du P. Séguiran, qui, pendant quatre ans déjà, avait rempli la charge de confesseur du roi. Mais, pour lui donner son congé, il fallait au moins un prétexte : sa conduite vertueuse, exemplaire, n'en offrait aucun. De plus, le roi tenait à lui. La calomnie ne pouvant atteindre ce religieux, on le peignit comme trop raide et d'une direction étroite. Pendant des mois on ne parla que sur ce ton. Louis XIII garda son estime pour Séguiran, mais peu à peu, dégoûté de sa direction, il désira un autre confesseur. Cependant l'intrigue ne réussit qu'à moitié. Au moment où les jésuites allaient perdre ce poste qu'ils n'a-

<sup>1</sup> *Lettre au Père Général. Traduit sur l'autogr. latin.*

vaient jamais envié, le cardinal de la Rochefoucauld, grand aumônier du roi, intervint et lui proposa le P. Jean Suffren. Louis XIII agréa ce choix et s'y arrêta si résolument que rien ne put le faire changer. Ce fut vers la fin de décembre 1625 qu'il prit cette grave décision <sup>1</sup>. Le cardinal de la Rochefoucauld fut chargé d'en avertir la reine mère. Accompagné du cardinal de Richelieu, il alla trouver Marie de Médicis dans ses appartements :

La Reine, dit le P. Garasse, comme si elle n'eust rien scéu de l'affaire (en effect, il y en a qui estiment qu'elle n'en scavoit rien), pria MM. les cardinaux de ne passer pas outre jusqu'à ce qu'elle eust parlé au Roy. Mais M. le cardinal de Richelieu la pria ne rien remuer et d'acquiescer à la volonté du Roy, d'autant que c'estoit une affaire vuidée, ou si elle apportoit de la difficulté qu'elle pourroit aggraver l'esprit du Roy son fils qui avoit résolu ce changement depuis le jour de la Pentecôte, jurant par le feu que voilà, se tournant du côté de la cheminée, qu'il avoit empesché le coup et luitté contre l'esprit du Roy l'espace d'un an et demi tout entier. La Reine trouva grande difficulté à consentir à ce changement, croyant d'abord que le Roy lui voulut oster le P. Suffren. Mais quand elle entendit que la volonté du Roy n'estoit pas de la priver dudit Père, elle montra une grande facilité, les priant néanmoins de ne le faire pas savoir à nos Pères jusqu'à ce qu'elle eust parlé au Roy pour lui faire entendre ses raisons. Comme ils estoient sur ces contestations, le Roy survint dans la chambre de la Reine mère, et voyant quelque dispute entre sa mère et les cardinaux, il lui dit d'abord : « Madame, c'en est fait, j'ai résolu de prendre le P. Suffren. » A quoi la Reine mère lui dit premièrement : « Sire, je ne sais si vous ne comptez pas sans l'hoste, car je m'assure qu'il ne le voudra pas. » Le Roy lui repartit : « J'ai bien préveu cela, mais je luy ferai commander par son supérieur. — Mais quoi, dit la Reine, Sire, n'avez-vous pas songé à ce qu'on pourra dire, et faire courir le bruit que c'est une de mes inventions et que je vous ai donné le P. Suffren pour sçavoir l'estat de votre conscience. Il n'est peut-être pas expédient que vous et moi ayons un mesme confesseur. » Le Roy ne répondit rien à cela, sinon qu'il y avoit bien pensé et qu'il avoit déclaré sa volonté à Mgr le cardinal de la Rochefoucauld, et qu'il n'en vouloit plus entendre parler. Mgr le cardinal de la Rochefoucauld se retira dans son logis

<sup>1</sup> Garasse, *Récit au vray des persécutions soulevées contre les Pères de la Compagnie de Jésus*. Dans les documents inédits du P. Carayon, III, p. 112.



de Sainte-Geneviève et aussi tost dépescha un carrosse au P. Coton [alors provincial], le priant de le venir trouver sur les six heures du soir <sup>1</sup>.

Le P. Cotton, empêché par ses affaires, s'excusa par lettre et lui envoya le P. Lallemand, « qui avoit été son grand amy à Rome <sup>2</sup>, » et un autre Père. Tous deux furent aimablement reçus, mais au lieu de leur faire la commission de vive voix, le cardinal leur remit un pli cacheté pour le P. Cotton. Celui-ci, le lendemain de grand matin, « s'en alla trouver le P. Séguiran dans sa chambre et luy dit d'abord : « Mon Révérend Père, je viens vous « donner une nouvelle, laquelle peut-estre vous étonnera. » Le P. Séguiran l'interrompant : « N'est-ce pas, mon Père, luy dit-il, « que je ne suis plus confesseur du roy ? — C'est cela mesme, » dit le P. Cotton. A ces paroles, le P. Séguiran, se tournant vers son oratoire, commença à haulte voix le *Te Deum laudamus*. De quoy le R. P. Cotton demeura estonné et grandement édifié <sup>3</sup>. » Après quelques paroles échangées sur la situation présente, le Père Provincial, très ému, ajouta qu'il était résolu à voir le roi pour lui « faire entendre le préjudice que ce changement pourrait porter à ses affaires. » Le P. Séguiran l'en dissuada de toutes ses forces ; « d'autant, dit-il, mon Père, que la chose est faicte et qu'il n'y a plus de remède. » Les deux Pères allèrent donc ensemble chez le P. Suffren, « qui ne songeoit à rien moins et préparoit sa prédication pour Saint-Gervais. D'abord, voyant le P. Cotton et le P. Séguiran, il nous a confessé qu'il cuida pasmer par un soudain saisissement ; le P. Cotton lui ayant déclaré la volonté du roi et fait la lecture du billet de M. le cardinal de la Rochefoucauld, il fit une grande résistance, et, se voyant pressé par nos Pères, il se jetta à genoux devant le P. Cotton, le priant par ces paroles : *Si quid potes, adjuva nos*. Le P. Séguiran lui répondit fortement : « Mon Père, il est « temps de se sacrifier pour la Compagnie ; il faut absolument « accepter cette charge ou voir périr la Compagnie en France. » A ce mot, le P. Suffren plia le col avec cette parole : « La seule « consolation que j'aye en cette affaire est que je ne vivrai plus

<sup>1</sup> Garasse, *op. cit.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

« guérés et que je verrai d'autant plus tost Nostre Seigneur, car  
 « il est impossible que je puisse durer longtemps en cet estat <sup>1</sup>. »

Le 23 décembre, le P. Suffren se rend au Louvre et se présente au roi pour savoir ses volontés. Il est très bien accueilli : « Le Roy luy dit que depuis longtemps il avoit formé ce dessein de le prendre pour confesseur, se fiant à sa prudence, et qu'il avoit sceu de la Reine sa mère le contentement qu'elle avoit de ses entretiens et que pour cela il luy avoit voulu mettre sa conscience entre les mains. « Car je me veux sauver, dit-il, à quelque prix que ce soit, » et luy dit par trois fois ces paroles : « Au reste « je ne veux point vous obliger, ajouta-t-il, d'assister tous les « jours à ma messe ; il suffira pour vous et pour moi que vous « veniez me voir une fois la semaine, et quand j'aurai besoin de « vous extraordinairement je vous enverrai un carrosse. « Asseurez tous vos Pères que je n'ai nul mécontentement du « P. Séguiran ni d'aucun de la Compagnie, et qu'en toutes les « accusations qu'on me fera de vos Pères, je m'esclairciray avec « vous. » Il le congédia ainsi avec de très bonnes paroles, luy redisant souvent : « Ayez soin de mon âme, car je me veux sauver <sup>2</sup>. »

Dans la cour de la reine mère on se réjouit beaucoup de ce changement. Cette impression favorable fit grand plaisir à Marie de Médicis, et un jour, voulant exprimer sa satisfaction et montrer que le P. Suffren ne donnait pas même la moindre prise aux critiques si calomnieusement portées contre ses frères, elle dit « qu'il n'estoit point comme les autres Jésuites, et que tout en iroit mieux. » Cette parole d'estime blessa « un des plus grands du royaume, » qui lui répartit : « Madame, je vous répondrai sur « ce point par le narré d'une histoire qui est arrivée ces jours « passés. Je pris dernièrement dans une de mes maisons une « nichée de louveteaux ; et une dame qui a bien l'honneur d'estre « connue de Vostre Majesté, estant entrée dans une salle où « j'avois fait porter ces louveteaux, me pria de luy en donner un. « Je luy présentai toute la nichée, et elle, faisant estat de se « contenter d'un seul, les considéra tous très attentivement en

<sup>1</sup> Garasse, *op. cit.*

<sup>2</sup> Garasse, *op. cit.*, p. 119.

« prenant tantost l'un tantost l'autre, et enfin, après les avoir  
 « tous regardez entre les deux yeux, elle les jetta par dépit, disant  
 « qu'ils estoient tous louveteaux et tous enfants d'une louve et  
 « que les meilleurs ne valaient rien <sup>1</sup>. » Sous la forme de l'apologue, cette plaisanterie n'en était pas moins mordante et injurieuse. Elle montre bien l'esprit haineux qui poursuivait les Jésuites. Leurs ennemis l'entendirent avec joie, et quelques courtisans essayèrent même de la faire goûter au roi, qui la rapporta le lendemain au P. Suffren. D'ailleurs, que ne fit-on pas pour dénigrer aux yeux de Louis XIII son nouveau confesseur ?  
 « Ceux qui sont autour de Sa Majesté et qui approchent le plus de sa personne au petit coucher ne s'oublèrent d'aucun artifice pour le détourner de se confesser au P. Suffren, luy disant qu'il estoit si farouche qu'au moindre péché véniel il imposoit des jeusnes et des disciplines pour pénitence <sup>2</sup>. » Le jour même où le roi devait lui faire sa première confession, la veille de Noël, des gens malintentionnés allèrent par tout le Louvre répandant le bruit « que le Roy n'avoit peu dormir de toute la nuit, pour l'appréhension d'approcher le P. Suffren, et qu'il n'y avoit pas d'apparence de le tenir en cette servitude et gehenne d'esprit <sup>3</sup>. » La vérité est que ce jour-là le roi de France se releva du tribunal de la pénitence si consolé et si satisfait qu'il alla aussitôt trouver la reine sa mère « pour lui déclarer son contentement, disant à haulte voix que jamais il n'en avoit reçu de pareil de ses confessions et qu'il espéroit toujours aller de bien en mieux <sup>4</sup>. »

Du reste, l'injustice et la calomnie ne parvenaient pas à étouffer les louanges et la satisfaction de ceux qui, ayant connu le P. Suffren, se félicitaient franchement d'un pareil choix. Le ministre d'État, Phéliepeaux, écrivait à ce sujet au comte de Béthune, ambassadeur de France à Rome : « On ne pouvoit faire un meilleur choix que du bon P. Suffren, estant selon mon sens et par la connaissance que j'ay eu de luy six mois durant, pendant que je traïlois auprès de la reyne mère à Angoulesme, un des meilleurs et moins intéressés religieux (sans vouloir taxer, ni blâmer, ni accuser les autres) que je connoisse, encore que dans

<sup>1</sup> Garasse, *op. cit.*, p. 119-120.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

une société qui est accusée d'estre ambitieuse et d'avoir la réputation de se vouloir mesler d'intrigues et d'affaires <sup>1</sup>. »

Richelieu lui-même, à le croire sur parole, avait une très bonne idée du P. Suffren. Craignant que l'ascendant de la vertu sur l'esprit de Louis XIII ne vint à gêner sa propre influence, il écrit au nouveau confesseur une longue lettre, pleine de recommandations et de bons conseils, qui trahit ses singulières préoccupations :

Ayant plu au Roy de faire choix de votre personne pour estre son confesseur, l'affection que je porte à vostre ordre et la connoissance que j'ai du bien que vous pouvez faire en servant comme vous ferez Sa Majesté en cette charge, me fait désirer que vous la remplissiez autant d'années qu'il plaira à Dieu de vous laisser au monde.... M'asseyant que vous ferez quelque cas de mes avis sur le procédé que vous avez à tenir en cette condition nouvelle..., je vous toucherai un mot par la présente de ce que je juge nécessaire tant pour votre conduite que pour l'honneur et maintien de votre Compagnie que j'ai toujours aimée.

Ne vous meslez donc point, je vous prie, des affaires d'Estat, parce qu'outre qu'elles ne sont point de vostre charge, n'en cognoissant point les suites, il vous seroit impossible d'en porter un jugement certain.

N'allez chez le Roy que lorsqu'on vous y appellera, afin que, ne rendant votre personne commune et ordinaire, ce que vous désirez pour le bien soit de plus grande considération.

Ne parlez d'aucune des affaires du tiers et du quart qui intéressent les séculiers, non seulement parce que vous n'êtes pas établi pour cela, mais d'autant que vous seriez accablé, ne pouvant parler pour tous ceux qui, en vous recherchant, vous détourneraient des devoirs de votre profession.

N'ayez pas l'ambition de disposer des évêchez et des abbayes, estant choses qui doivent dépendre immédiatement du Roy, ainsi que toutes les autres grâces, à moins que vous ne seussiez quelques raisons qui vous obligeassent en conscience de parler pour empêcher que les grandes charges de l'Eglise fussent remplies par des personnes indignes de les posséder.

.....

Pour ce qui est de vostre ordre, embrassez peu les affaires qui le concernent, et quand il sera nécessaire d'en parler, laissez-le faire à

<sup>1</sup> Bibl. nat., ancien fonds français, 9172, p. 21.

d'autres de la Compagnie, afin que chacun voie que vostre ordre désire plus tost obtenir ce qu'il demande par justice que par le respect deü à son confesseur.

Faites que vos Pères se rendent soumis en ce qui se doit aux ordinaires qui sont les puissances légitimes établies par l'Eglise.

Qu'ils ne donnent point de jalousie aux autres religieux qui, estant plus anciens, portent d'autant plus impatiemment d'estre traités par les vostres comme s'ils estoient inférieurs. Que non seulement vos Pères ne s'efforcent pas d'establiir des collèges aux lieux où il se trouve de la résistance, mais même qu'ils n'aillent pas partout où ils sont appelés. Qu'aux lieux où ils sont déjà establis, ils se contentent de prescher, confesser, catéchiser et instruire la jeunesse sans prendre connaissance des villes, des particuliers et des secrets des familles.

Faites que désormais vos Pères ne poursuivent plus d'unions de bénéfices à leurs collèges, car outre que c'est pervertir l'intention des fondateurs, ce grand soin qu'ils ont de bien fonder leurs maisons leur attire l'envie et fait dire qu'ils s'attendent moins que les autres religieux à la Providence divine....

Tout cela estant, le Roy continuera à avoir de vous la satisfaction que vostre réputation luy a déjà donnée, vous maintiendra ainsi que vostre ordre en la créance en laquelle il doit désirer d'estre dans le monde, et vous acquerra de plus en plus de louanges de la bouche mesme de ceux qui vous voudroient mal, qui est ce que je sais que vous méprisez, mais pourtant nécessaire pour le but de vostre Compagnie <sup>1</sup>.

Cette lettre d'instructions pratiques, envoyée par le puissant ministre au confesseur du roi, ne laisse pas que de paraître étrange quand on la considère de près. Ainsi, Richelieu affirme son amour pour la Compagnie de Jésus, et en même temps admet, sur la foi des pires ennemis de cette même Compagnie, qu'elle cherche à se soustraire à la hiérarchie ecclésiastique et à s'enrichir par une annexion abusive de gras bénéfices, qu'elle dédaigne les autres ordres religieux, et se plait aux intrigues de toutes sortes ! Dans son affection pour les jésuites, il n'a qu'un désir : qu'ils ne s'accroissent plus, qu'ils reculent devant le moindre obstacle, et refusent même les établissements qu'on leur offrira ! Affection singulière, il faut l'avouer.

Quant aux conseils, d'ailleurs très sages, que le cardinal donne au P. Suffren sur la réserve qu'il doit garder à la cour,

<sup>1</sup> *Correspondance de Richelieu*. Édit. Avenel, II, p. 155.

ils étaient parfaitement inutiles. Le Père avait déjà une ligne de conduite très prudemment tracée dans les constitutions de son ordre <sup>1</sup> et dans une récente instruction (1622) du Père Général au sujet des confesseurs des princes. Il y est dit en particulier : « Si quelques affaires d'état sont tellement liées aux choses de la conscience qu'elles n'en puissent être séparées, il n'est assurément pas interdit au confesseur de remplir son office aux termes du décret 46 de la première congrégation, mais alors il veillera avec d'autant plus de soin à ne pas dépasser les limites; et à ne rien faire qui ne soit permis par les Constitutions de la Compagnie, si sévères en ce point. Si le Roi lui-même ordonnait au confesseur de s'immiscer dans les affaires politiques, celui-ci, avec toute la soumission et la modestie possibles, suppliera Sa Majesté qu'elle daigne lui demander des services d'une autre nature; il montrera aussi à Sa Majesté, s'il en est besoin, combien cette ingérence est contraire à notre Institut, préjudiciable à la Compagnie, et de peu d'utilité pour le royaume. Et tout porte à penser que le Roi, dans sa bonté et sa sagesse, prendra en bonne part notre réserve <sup>2</sup>. »

Ainsi, le P. Suffren n'avait rien à apprendre dans ce genre du cardinal de Richelieu; il avait, du reste, montré à la cour de la reine mère avec quelle prudence et quelle modération il remplissait sa charge; il n'y avait été l'objet d'aucune critique, alors que le moindre mot de ses confrères était mal interprété, alors que tout jésuite était suspect par le fait même qu'il était jésuite. Autrement le roi l'eût-il choisi? Le cardinal lui-même l'eût-il souffert? Richelieu est froissé de n'avoir pas sous la main une de ses créatures; il s'est laissé mal impressionner par les calomnies répandues contre un ordre peu aimé de son entourage, et il semble vouloir en imposer à la simplicité du P. Suffren. Combien plus sincère et plus touchante est la lettre que ce dernier écrivait, à cette époque même, au Révérend Père Général :

J'ai résolu de conserver, dans la place que j'ai été forcé de subir pour obéir à l'ordre de Dieu et à la volonté du Roi, une conduite telle

<sup>1</sup> Décret. 46. Congr. 1<sup>re</sup>.

<sup>2</sup> *Lettre du Père Général au P. Armand, provincial de France, 1622. Trad. sur la copie latine.*

qu'elle ne puisse offrir quoi que ce soit de contraire à la modestie, à la simplicité, à la pauvreté religieuse. C'est la règle que j'ai toujours suivie, à la grande satisfaction du Roi, de la Reine et de toute la cour, depuis onze ans que j'y suis, et je ne m'en départirai certainement point; car, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire, je ne vois ni motifs ni nécessité de changer; je crois, au contraire, qu'il importe plus que jamais à la gloire de Dieu, à l'édification du prochain et à l'honneur de la Compagnie de conserver jusqu'à la fin la même manière de vivre. J'espère donc que Votre Paternité voudra bien, dans sa bonté, m'accorder les grâces que je lui ai demandées et que je lui demande encore, afin que si les fonctions de confesseur du Roi doivent bientôt passer de mes mains dans celles d'un autre ordre, comme le bruit s'en est répandu, tous soient obligés d'avouer qu'il n'y a rien de changé dans ma manière de vivre, et qu'ils ne puissent rien trouver à y reprendre <sup>1</sup>.

Le genre de vie que le P. Suffren tenait tant à garder était celui d'un vrai religieux, d'un homme de Dieu. Écoutons, à ce sujet, les témoignages contemporains : « Il estoit sy sobre et sy peu soigneux de luy-même, que le frère qui l'accompagnoit avait ordre de modérer les trop grandes rigueurs et austeritez de sa vie <sup>2</sup>. » L'excuse qu'il apportait à ceux qui lui reprochaient cette sainte haine de lui-même était que, fréquentant la cour, « il devait chaque jour être bien armé contre les insultes de l'ennemi commun <sup>3</sup>. » Au milieu de ses frères en religion, il évitait les moindres singularités et observait la vie commune ainsi que le dernier de tous. Marie de Médicis lui avait assigné des honoraires pour sa double charge de confesseur et de prédicateur : jamais il ne voulut les recevoir, et les officiers de la cour devaient les payer au Père économe de la maison professe, qui les acceptait à titre d'aumônes. « Il a toujours tenu comme maxime s'abstenir de toutes les affaires du monde, tant qu'il pouvoit; à peyne mettoit-il le pied en cour, sinon quand il y étoit appelé, et ne vouloit jamais se charger des recommandations d'affaires...., disant que cela ne concernoit point la conscience du Roy <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> *Lettre du 15 janv. 1626*, trad. sur l'autogr. latin.

<sup>2</sup> *Notice manuscrite*, dans le recueil du P. Rybeyrète.

<sup>3</sup> Cassani, *Glorias del segundo siglo de la Compania de Jesus*.

<sup>4</sup> *Notice manuscrite*. Cf. Cassani, *op. cit.*

## III.

Les débris trop rares de la correspondance du P. Suffren avec ses supérieurs ne nous permettent pas de connaître d'une façon suivie ses jugements et sa conduite dans les affaires compliquées où la politique de Richelieu entraîna la France entre 1627 et 1630. Rappelons sommairement les faits dont le souvenir est nécessaire pour relier plusieurs incidents auxquels le confesseur du roi prit une part plus considérable.

Un rapprochement passager entre Richelieu et l'Espagne avait fort mécontenté l'Angleterre. Buckingham, malgré les conditions imposées par Louis XIII au mariage de sa sœur avec Charles 1<sup>er</sup>, ne craignit pas, pour marquer son ressentiment, de renvoyer la plupart des Français qui composaient la cour de la reine Henriette, puis il fit alliance avec le duc de Rohan et les huguenots. Bientôt une flotte anglaise de quatre-vingt-dix vaisseaux apparaissait devant l'île de Ré et y débarquait le 20 juillet 1627; le 17 novembre, elle était contrainte de se retirer, après avoir perdu la moitié de ses hommes. Le P. Suffren était au camp du roi quand ces événements se passaient. Il en écrivit la courte relation suivante au P. Charlet, Assistant :

Depuis la dernière que j'escrivis à Votre Révérence, par laquelle je lui donnois avis de la résolution que le Roy avec son Conseil avoit pris d'envoyer cinq mille piétons et 400 chevaux pour chasser l'Anglois de l'Isle [de Ré], la chose est arrivée en ceste façon. Pour plusieurs raisons on trouva bon que tous ne passassent par un même lieu. On choisit deux lieux principaux. L'un s'appelle le Plomb et l'autre Brouage. Mais comme par tous les deux il falloit aborder par mer et que les vens sont souvent contraires, il est arrivé que M. de Chomber et M. de Marillac estans allez en Brouage, ont esté retenus jusqu'au huit de ce mois de novembre, sans pouvoir entrer.

Du costé du Plomb, la nuit du 30 au 31 du mois passé, octobre, dix-sept cent s'embarquent avec 25 chevaux. Les Anglois les descouvrant dans leurs barques tirèrent contre furieusement une heure durant, mais aucun ne fut blessé. Estans donc entrez en l'isle, les Anglois qui estoient en embuscade, le ventre par terre, couchez dans les vignes, les attaquent. Le choc dura long temps; cinq des nostres moururent, dix-huit ou vingt blessez; mais des Anglois trente mortz, plusieurs blessez et prisonniers, et bon nombre de Jacobus trouvés et



recueillis par nos soldats. Bref, en ce choc, les Anglois furent tellement estonnez que s'enfuians furent contrains de se retirer dans leurs tranchées, les nostres les poursuivans l'espée dans les reins.

Cecy a tellement espouventé ces pauvres Anglois qu'ils résolurent, avant que toute l'armée du Roy entrast, de faire leur dernier effort contre la citadelle de Saint-Martin. Et de fait le 6<sup>e</sup> de ce mois, novembre, depuis les trois heures du matin jusques à onze heures on ne cessa de tirer coups de canon et mousquetades ; car les Anglois à la désespérade vouloient emporter le fort. Mais le sieur de Toras sortit avec ses gens et en tua 400, blessa ou prit prisonniers 200. Trois gros vaisseaux anglois, s'estans eschouez, furent brulez, et des nostres n'y a eu que trois ou quatre de tuez, peu de blessez. Ceste victoire nous faisoit espérer que si les cinq mille [piétons] et 400 chevaux entroient, on les chasseroit tout à fait, et ainsi il est arrivé.

Car la nuit du 7 au 8<sup>e</sup> de ce mois de novembre, M. de Chombert et M. de Marillac avec le reste estans entrez, le lendemain, la messe dite, le conseil de guerre se tint, où fut résolu d'aller attaquer l'ennemi et le faire desloger. On range l'armée, les bataillons disposez marchèrent par ordre contre l'ennemy. La seule veue de ceste belle armée espouvanta tellement les pauvres Anglois que quittant le siège de Saint-Martin, s'enfuirent pour se jeter dans leurs vaisseaux. Les nostres voians cela s'en allèrent les attendre en un lieu où ils devoient nécessairement passer pour aller dans leurs navires, et là les trouvant à commodité pour les tailler en pièces se ruent sur eux, en tuent 800, blessent 400, prennent prisonniers 200 ; les autres meurent dans la mer, et ce qui reste se retirent dans les vaisseaux. Des nostres cinq de morts, quatre de blessés entre lesquels est le général des galères et le frère de M. de Chapes, mais celuy-ci plus dangereusement aiant eu l'os de la cuisse brisé.

Ceste nouvelle a esté apportée aujourd'huy, 9 novembre, au lever du Roy, par M. de Belingan ; 37 enseignes prises, 7 pièces de canon. Le Roy alla soudain ouir la messe, fit chanter le *Te Deum*, et faute de chapelle la cour l'entonna, et le Roy tout le fin beau premier avec tant de dévotion et ressentiment qu'on ne pouvoit retenir les larmes.

La nécessité du fort de Saint-Martin estoit grande. Plusieurs y mouraient ; les viandes toutes gâtées. Il y a plus de huit jours que le Roy me dit qu'ils n'en pouvoient plus, mais que, s'ils pouvoient tenir jusqu'au 9 de ce mois, tout iroit bien. Et en effet ça esté le 9<sup>e</sup> de novembre que ceci est arrivé. Ainsi se voit comme Dieu bénist le Roy. Aussi est-il *vir justus timens Deum et recedens a malo*. La Rochelle est bien estonnée. Le Roy a ordonné que ce soir toutes les pièces tirassent et que les feux de joie se feissent ici et aux environs,

et dépesché partout à ce que l'on remerciast Dieu *qui facit mirabilia magna solus*.

De Netray, 9 de novembre 1627.

Nous avons dit toute l'octave des Saints :

Gentem auferte perfidam  
Credentium de finibus  
Grates ut Deo debitas  
Persolvamus alacriter <sup>1</sup>....

Débarrassé de ce côté, Richelieu se retourna contre le duc de Rohan, entré en campagne à la sollicitation de Buckingham, puis résolut d'occuper La Rochelle, place forte et citadelle du protestantisme, toujours soutenue par les Anglais. On sait que le siège fut long et la ville héroïquement défendue ; mais elle dut céder au génie militaire du cardinal, et se rendit le 29 octobre 1628.

Le roi y fit son entrée le jour de la Toussaint. Les habitants vinrent au-devant de lui, et tous à genoux, à deux cents pas de la porte du Cygne, ils lui demandèrent pardon. Le premier acte du vainqueur fut de se rendre à Sainte-Marguerite : on y chanta le *Te Deum*, et le P. Suffren, dans un éloquent discours, célébra le glorieux triomphe remporté sur les hérétiques <sup>2</sup>.

Après la prise de La Rochelle, le roi très chrétien eut soin d'y rétablir la religion ; mais il fallait y aller avec douceur :

Pour le commencement, écrit le P. Suffren, on n'a pas trouvé bon que tous les religieux qui avoient ici autrefois des maisons y vinsent. Espérance donnée avec le temps. Pour ceste heure, les prêtres de l'Oratoire auront les trois paroisses ; les Père capucins, un couvent au bastion de l'Évangile ; les Pères minimes, à la digue ; nostre Compagnie, à Saint-Michel, qui est entre la vieille et nouvelle ville. Il y a assez de bastiment pour nous pour le commencement : ce lieu estoit de la ville, et les huguenots y faisoient leurs assemblées ; les Anglois y faisoient leur presche <sup>3</sup>.

Au moment où ses grandes entreprises étaient couronnées de succès, Richelieu voyait s'élever à la cour même une forte oppo-

<sup>1</sup> *Lettre inédite* du P. Suffren au P. Charlet.

<sup>2</sup> Arcère, *Histoire de la Rochelle*. Édit. 1757, p. 325.

<sup>3</sup> Relation manuscrite, inédite, sur la reddition de La Rochelle. Extrait d'une lettre du P. Jean Suffren.

sition à sa politique. Marie de Médicis se plaignait d'être oubliée, négligée par lui, son ancien protégé : elle était mécontente surtout de l'influence du cardinal-ministre sur Louis XIII, alors qu'elle-même était peu écoutée. Comment aurait-elle pu l'être ? Le roi partageait les vues politiques de Richelieu, tandis que Marie de Médicis tenait, avec les adversaires de celui-ci, pour le parti espagnol.

A la fin de décembre, l'armée triomphante à La Rochelle prenait ses quartiers d'hiver en Auvergne. Louis XIII étant de retour à Paris le 23 du même mois, un conseil des ministres se réunit le 26, à l'effet de décider s'il était à propos d'envoyer un secours à Charles de Gonzague, duc de Nevers, devenu, par la mort de Vincent II, légitime héritier du duché de Mantoue et du marquisat de Montferrat, malgré les prétentions de l'Espagne et de la Savoie. La reine mère y assistait. Mais elle n'aimait pas Charles de Gonzague : il avait pris jadis les armes contre elle, et un jour, pendant les troubles de la régence, apprenant que Marie de Médicis avait parlé de sa race avec mépris, il avait répondu : « Personne n'ignore que les Gonzague étaient princes avant que les Médicis fussent gentilshommes. » Ces paroles, dit Montglat, « piquèrent la reine si vivement qu'elle ne lui pardonna pas depuis, et comme les femmes, principalement les Italiennes, sont fort vindicatives, elle ne laissa passer aucune occasion de s'en venger en toute sa vie, et elle crut l'avoir trouvée belle en cette rencontre en le laissant opprimer <sup>1</sup>. » Opinant la première au conseil, elle s'opposa donc directement à tout dessein de secourir Casal assiégé par les compétiteurs du nouveau duc de Mantoue : les troupes, dit-elle, étaient fatiguées du siège de La Rochelle, le parti huguenot n'était pas encore abattu, il reprendrait ses esprits durant cette guerre ; il valait mieux mettre ordre aux affaires du dedans de l'État qu'aux affaires du dehors, qui importaient peu à la France.

Richelieu combattit éloquemment ces objections, en faisant appel aux sentiments d'honneur : à l'entendre, l'oppression du duc de Mantoue « n'étoit fondée que sur ce qu'il étoit François ; » le duché lui appartenait, et il ne fallait pas souffrir qu'un prince sujet de la maison d'Autriche y fût élevé ; quant aux huguenots,

<sup>1</sup> *Mémoires*. Édit. Petitot, XLIX, p. 49.

ils étaient si bas qu'ils n'étaient pas à craindre. Puis, s'adressant au roi, il ajouta : « Je ne suis pas prophète, mais je crois pouvoir assurer Votre Majesté qu'en ne perdant point de temps pour l'exécution de ce dessein, vous aurez fait lever le siège de Casal et donner la paix à l'Italie dans le mois de mai <sup>1</sup>. »

La reine mère fut très blessée que le cardinal, qui lui devait sa fortune, l'eût combattue dans le conseil ; elle le lui reprocha très aigrement, en l'appelant *ingrat*. Il s'excusa respectueusement et répondit qu'il ne manquerait jamais à ses devoirs envers elle, mais qu'il aimerait mieux quitter le ministère que de faire par complaisance quelque chose au déshonneur et désavantage de son maître.

Pendant l'avis de Richelieu, à bon droit, avait prévalu. Le 6 mars 1629, Louis XIII, à la tête de ses troupes, avec Schomberg, Bassompierre et Créquy, força le pas de Suze ; le 11, le duc de Savoie fit la paix et laissa aux troupes du roi libre entrée dans le Montferrat. Les Espagnols levèrent alors le siège de Casal et se retirèrent dans le Milanais. Le P. Suffren avait suivi le roi à Suze. Dans une lettre au P. Charlet, datée de cette ville le 23 avril 1629, il raconte comme il suit un miracle opéré par la personne de Louis XIII :

J'ai eu en présence de témoins les informations que je vous avais promises sur le miracle qu'il plut à Dieu de faire le jour de Pâques par le Roi très chrétien. Une petite fille âgée de neuf ans, du pays de Vigliano, nommée Catherine Porchero, était atteinte de scrofules depuis deux ans et aveugle depuis sa naissance. Aussitôt qu'elle fut touchée par le Roi, ses yeux s'ouvrirent, elle vit son père et toutes les personnes présentes, et depuis ce jour elle n'a cessé de voir toujours mieux. Le Roi ne veut pas qu'on parle de cette merveille, mais *opera Dei revelare honorificum est* <sup>2</sup>.

Pendant son séjour à Suze, Louis XIII signa, le 24 avril, un traité avec l'Angleterre. Alors Richelieu, satisfait d'avoir humilié les Espagnols en Italie, reprit la lutte contre les protestants. Ce parti, déjà très affaibli par la prise de La Rochelle, tentait de se relever dans les Cévennes, où son plus habile général, le duc de Rohan, occupait une vingtaine de villes admirablement dé-

<sup>1</sup> Montglat, *ibid.*

<sup>2</sup> Lettre inédite. Trad. sur le texte italien.

fendues par la difficulté de leur accès. Le cardinal résolut d'enfermer Rohan au cœur des montagnes; pour cela, il fallait s'emparer successivement de Privas, d'Alais, d'Uzès et des petites places environnantes; pendant ce temps, Montmorency, d'Estrées et Condé ravageraient tout le pays autour de Nîmes, Castres et Montauban. Les opérations se firent rapidement; les troupes royales, animées par la présence de Louis XIII, traversèrent les passages les plus difficiles des Cévennes; Richelieu rejoignit bientôt le roi à Privas; cette ville se rendit; Alais et Uzès cédèrent à leur tour, et Rohan, bloqué dans Anduze avec 3,000 hommes, demanda la paix. Richelieu aurait pu le forcer dans cette retraite, mais, pressé par les mauvaises nouvelles d'Italie et de la cour, il préféra être débarrassé de cette guerre au plus vite par une paix avec les huguenots. Les conditions en furent arrêtées à Alais le 28 juin. Ce jour même, le P. Suffren, qui avait accompagné le roi dans cette expédition, écrivit au P. Charlet :

Loué soit Dieu ! toutes les villes rebelles des Cévennes, Languedoc et Vivaretz sont venues aujourd'hui se jeter aux pieds du Roy et luy demander pardon avec promesse de le servir fidèlement. Ce traité a commencé lundi dernier et a esté conclu aujourd'huy veille des BB. Apostres saint Pierre et saint Paul : hier au matin nous pensions estre encore en guerre, car Uzez et Nismes demandoient des choses qu'on ne pouvoit leur accorder, et le Roy partyst d'Alez trois heures apres midy, et vint icy faisant marcher ses troupes comme pour aller assieger Uzez; et M. le mareschal d'Estré qui desia depuis quinze iours avoit fait le dégât à Nismes, s'aprochoit d'Uzez avec son armée pour en faire de mesme, mais par la dextérité de M. le cardinal et autres qui se mesloient de ce traité, qui avec les deputez s'arrestèrent hier à Alez, tout s'est porté à son devoir.

Les principales conditions de la paix sont : 1<sup>o</sup> que toutes les fortifications vyeilles et nouvelles seront rasées, ne demeurant en toutes ces villes rebelles que l'enceinte des murailles; 2<sup>o</sup> qu'il y aura garnison du Roy en toutes, excepté en quatre, Nismes, Milhau, Castres et Montauban, lesquelles donneront des ostages qui seront à Paris ou à Montpellier iusques à ce que toutes ces fortifications soient renversées, et si dans le terme qui leur est donné pour abbatre tout, qui sont trois mois, ilz ont par leur faute manqué à exécuter ces démolitions, ilz entretiendront à leurs despens l'armée du Roy qui sera en ce pays autant de temps comme après les trois mois ilz demeureront à démolir; 3<sup>o</sup> les villes mesmes feront les démolitions, mais le Roy

y aura des commissaires pour avoir l'œil que tout se fasse selon la volonté de Sa Maïesté. Il y a en outre quelque chose particulière pour M. de Rohan, mais rien préjudiciable à l'honneur du Roy, comme de rentrer en ses biens, faire sortir sa mère de prison et choses semblables ; voir mesme plusieurs espèrent qu'il se fera catholique et se séparera tout à fait de ce misérable party. Il a eu son député particulier, qui a traité sa paix pour luy en particulier, aussy bien que chaque ville pour soy, mais il n'a pas veu le Roy, comme le soir l'ont veu les députez des villes conduits d'Alez icy par M. le cardinal, M. le garde des sceaux, M. le marquis Deffiat, M. de Léon ; un de ces députez a fait la harangue au Roy après son souper. Le Roy a reparty en Roy aussy bien qu'il avoit fait aux Rochelois. La raison qu'avoient Nismes et Uzez de ne se vouloir rendre estoit que Nismes demandoit que la chambre de l'Édit qu'on avait transportée à Beziers fut à Nismes, mais on respondit que Castres, plus de huit iours devant qu'on parlast d'une paix générale, avait envoyé des députez, et quoy qu'on n'en dict rien pour lors, s'estoit rendue au Roy, le priant humblement que puis que si franchement ilz se mettoient en son obéissance, il pleust à Sa Maïesté que la chambre de l'Édit, qui durant tant d'années avoit resté à Castres, y retournast, ce que le Roy leur accorda des lors et par conséquent ne la pouvoit accorder à Nismes. La difficulté d'Uzez estoit que, voyant quatre villes exemptes de garnison donnant des ostages pour le razement des fortifications, il pleut au Roy y adiouster encore Uzez pour la cinquième ; mais on respondit qu'à la première audience qu'on avait donnée aux députez, ilz avoient demandé seulement quatre villes exemptes de garnison, donnant des ostages, ce qu'on leur avoit accordé et qu'on leur avoit donné liberté de nommer les quatre, et qu'ayant nommé les quatre susdites, il n'y avoit plus moyen d'en adiouster une cinquième. Il y avoit une difficulté générale pour toutes touchant les représailles : car quoy que leurs biens leur soient donnés, néanmoins le Roy en ayant ia donné la confiscation tandis qu'ilz estoient rebelles, tout ce qui estoit des biens meubles semble devoir demeurer à ceux qui s'en sont saisy par la permission du Roy ; mais par ce que parmy ces biens on y comprenoit les debtes, ils vouloient que les debtes y fussent payées, quoy que déia payées, ou toutes ou en parties à ceux qui en avoient eu la confiscation. Je ne sçay comme on aura accommodé cet article, car encor hier matin M. le cardinal et M. le garde des sceaux me témoignèrent la peyne que cela leur donnoit, et ie party l'après dinée avec le Roy et ne l'ay veu du depuis.

De toutes ces villes rebelles qui sont vingt-cinq ou trente, celle qui s'est mieux acquittée de son devoir, et qui a eu plus de gloire *coram Deo et hominibus*, a esté Montauban : car elle a porté la carte blanche

au Roy, résolue non seulement de démolir les vieilles et nouvelles fortifications, mais encor les simples murailles si le Roy le vouloit. Et quoy que bien humblement elle demanda la liberté de l'exercice de la religion, néanmoins si le Roy ne le vouloit permettre, elle estoit preste à obéyr. Vous voyez comme *digitus Dei est hic*, et voilà ceste province la plus infectée, et des plus belles de la France, souple au Roy, et dans trois mois sans moyen de jamais plus se rebeller. La commune opinion est que le Roy ayant encor séjourné quelques semaines en ce pays pour veoir l'exécution des articles de la paix s'en retournera à Paris où il pourra faire la feste de l'Assomption de la Vierge. Il aura icy cependant huit mil hommes de pied et la cavalerie iusqu'à ce que tout soit abbatu. Je ne doibs oublier le soin que M. le cardinal a pris pour ceste paix, combien sagement il l'a conduite. Il semble, qu'après le Roy, Dieu veut qu'il en ayt toute la gloire, car il s'est trouvé long temps tout seul portant le fardeau des affaires de ceste guerre : MM. les mareschaux estans tous malades ou blessés, M. de Chombert depuis cinq sepmaines à Montlimart, M. de Bassompierre malade à Bagnolle, M. le mareschal de Marillac estant blessé au siège d'Alez s'est retiré en Avignon, où M. de Metz est encor. Il est bien raisonnable de prier souvent Dieu pour ledit seigneur cardinal tant utile à l'Eglise et à cet Estat et fort affectionné à nostre Compagnie. M. l'évesque d'Agde ou est mort ou en est bien proche. Le Roy a refusé l'évesché à des grands seigneurs qui le demandoient pour leurs filz parce qu'ilz n'avoient pas l'aage, et tient bon à la résolution qu'il a prise il y a quinze mois de ne donner iamais brevet d'évesché qu'à ceux qui outre le mérite auront desia esté sacrez prestres et dit leur première messe <sup>1</sup>.

## IV.

Le roi, après une entrée triomphale à Uzès et à Nîmes, repartit pour Paris le 25 juillet. Richelieu, après une tournée dans le Languedoc, ne tarda pas à rejoindre la cour, qu'il trouva très agitée et très montée contre lui. Parmi ses ennemis, les uns lui reprochaient d'avoir trop ménagé les huguenots, les autres de brouiller le roi avec sa femme, sa mère et son frère. Mais le parti qui lui ménageait l'accueil le plus sévère était celui de Marie de Médicis, toujours irritée de n'avoir pu empêcher l'expédition d'Italie. Dès qu'il fut arrivé à Fontainebleau, le 13 sep-

<sup>1</sup> Copie d'une lettre inédite du P. Suffren, datée du camp du roy le 28 juin 1629. (Archiv. du collège Saint-Joseph, à Lyon.)

tembre (1629), il se rendit chez la reine mère avec les maréchaux de Schomberg, de Bassompierre et de Marillac; reçu avec une froideur remarquée de tout le monde, il répondit à la reine, lui demandant des nouvelles de sa santé : « Je me porte beaucoup mieux que beaucoup de gens qui sont ici ne voudroient. » Marie de Médicis rougit, et jetant les yeux sur le cardinal de Bérulle, qui était en costume de voyage, habit court et bottines blanches, elle se mit à sourire de cet accoutrement. Alors s'approchant d'elle, Richelieu lui dit : « Je voudrais être aussi avant dans vos bonnes grâces que celui dont vous vous moquez. » Elle lui répondit qu'elle ne pouvait s'empêcher de rire en voyant l'habillement extraordinaire de M. de Bérulle, qu'au surplus l'estime qu'elle faisait de ce prélat ne diminuait en rien les sentiments avantageux qu'elle avait pour lui. Richelieu lui ayant présenté les maréchaux de Schomberg, de Bassompierre et de Marillac, elle affecta de ne parler qu'au dernier, frère du garde des sceaux, son favori. A ce moment, le roi entra, et après avoir donné à son ministre toutes les marques possibles de son affection, il s'enferma avec lui dans le cabinet de la reine mère. Là, Richelieu se plaignit de l'accueil qu'il venait de recevoir de Marie de Médicis, et lui demanda la permission de se retirer du ministère. Le roi lui offrit de les raccommoder; et, en effet, sa mère étant venue se plaindre de son côté, il lui dit que si le cardinal lui avait manqué de respect, il serait le premier à le condamner, mais qu'il la suppliait de pardonner cette offense <sup>1</sup>.

Cependant Richelieu, le jour même, avertit la marquise de Combalet, sa nièce, dame d'atour de la reine mère, et plusieurs officiers qu'il avait placés dans la maison de cette princesse, de se tenir prêts à en sortir, parce que lui-même était résolu de quitter la cour. Puis il écrivit à Marie de Médicis une lettre, en apparence soumise et affectueuse, où il offrait de renoncer au ministère si elle le jugeait à propos. L'indignation de la reine mère ne s'apaisa point devant ces marques de déférence. « L'affaire alla jusqu'au point que le roi, craignant qu'elle n'eût point de remède, en pleura très amèrement presque tout un jour, et son confesseur [le P. Suffren], homme de très rare

<sup>1</sup> Cf. *Mémoires de Bassompierre*.



vertu, en fut surpris d'un *choléra-morbus* dont il faillit mourir.... Le roi, enfin, détrempa par ses larmes la colère de la reine, qui reconnut que Richelieu n'avoit d'autre tort que celui de lui avoir trop tôt demandé son congé <sup>1</sup>. »

Elle ne tarda pas à concevoir contre lui de nouveaux griefs : sa rancune fut envenimée par une seconde intervention de la France dans l'affaire de la succession de Mantoue, intervention amenée et voulue par la politique du cardinal. L'empereur d'Autriche, Ferdinand II, tenant à l'égard du roi de France une conduite étrange, osa soutenir par les armes les compétiteurs du duc Charles de Gonzague. Après quelques mois de négociations, où le ministre de Louis XIII déploya son habileté ordinaire, 30,000 Autrichiens envahissent le Mantouan, tandis que Spinola, à la tête de 15,000 Espagnols ou Italiens, pénètre dans le Montferrat (octobre 1629); maîtres des petites places dans ces deux pays, ils assiègent bientôt Mantoue et Casal. Devant cette dernière ville, le siège fut mené sans vigueur, à cause du duc de Savoie qui, embarrassé entre les deux partis, porté à rompre avec les Français, auxquels il reprochait d'avoir gardé et fortifié Suze, essaya de négocier une suspension d'armes. Le pape, de son côté, offrit sa médiation. En attendant que Louis XIII, dont la santé avait donné des inquiétudes, vint lui-même se mettre à la tête de ses troupes, Richelieu joignit à la charge de négociateur souverain les fonctions de lieutenant général des armées du roi. Il avait sous ses ordres Schomberg, La Force et Créqui. Résolu à ne rien céder, il refuse toute trêve; il entre cependant en pourparlers avec le duc de Savoie, lui demandant le passage libre des troupes françaises sur ses États. Mais quand il voit que Charles-Emmanuel ne cherche qu'à gagner du temps, et que les négociations tournent en chicanes, il les rompt résolument, et le 18 mars (1630), il entre de force en Piémont, à la tête de l'armée royale, et marche sur Pignerol, dont la forteresse se rendit le 31. L'Espagne et l'Autriche ne sont pas intimidées de cette victoire, comme l'avait espéré le cardinal, et le duc de Savoie, s'alliant définitivement à ces deux pays, oppose maintenant un refus formel à la demande que les Français lui avaient faite de traverser ses États.

<sup>1</sup> Richelieu, *Mémoires*. Édit. Petitot, XXV, p. 56-57.

Richelieu fait publier contre lui et son fils une déclaration d'hostilité, et presse Louis XIII d'envahir lui-même la Savoie.

Ces projets du cardinal, cette vigueur à pousser la guerre, et cette dernière déclaration contre Charles-Emmanuel contrarièrent Marie de Médicis; elle s'opposa de tout son pouvoir à cette politique. Pendant que Louis XIII se rendait en Bourgogne, prêt à entrer dans la Savoie, elle s'avança elle-même jusqu'à Lyon. Ce fut là que Richelieu eut à subir ses oppositions et celles d'autres puissants contradicteurs. Le garde des sceaux Marillac, interprète de la reine mère, insista sur la misère et l'appauvrissement du royaume, sur la peste qui décimait l'armée, les dangers que courait le roi, l'aggravation des impôts, le péril d'une lutte avec l'Europe, le peu d'intérêt de la France dans la question de Mantoue. Le moment était mal venu pour de pareilles représentations : Richelieu l'emporta en montrant qu'il fallait bien résoudre les questions pendantes avant de pouvoir signer un traité. Louis XIII pénètre donc jusqu'à Chambéry; de là, lui-même et ses lieutenants, soumettant quelques autres places de la Savoie, forcent Charles-Emmanuel à se retirer dans la vallée d'Aoste.

Le parti de la reine mère cherchait à entraver cette ardeur belliqueuse. Marie de Médicis exigea que son fils et le cardinal revinssent à Lyon s'entendre avec elle avant de pousser plus loin les opérations; elle demanda que le roi se ménagât et ne passât pas le mont Cenis. Richelieu montra la nécessité pressante de ravitailler Casal : il obtint seulement que quelques régiments franchissent les Alpes sous les ordres de Montmorency. Ces troupes forcèrent le passage de Veillane, occupèrent la place forte de ce nom ainsi que Carignan, enlevèrent à l'ennemi dix-sept drapeaux, mais ne parvinrent pas à ravitailler Casal. D'un autre côté, les Allemands s'emparèrent de Mantoue, dont Charles de Gonzague avait dû s'enfuir. Cette situation, peu brillante pour la France, était encore aggravée par la mauvaise entente des chefs et le découragement des soldats décimés par la maladie. La lassitude de part et d'autre, la mort du duc de Savoie et les prétentions manifestées par l'empereur d'Autriche à la diète de Ratisbonne, arrêtaient les hostilités : une trêve fut signée le 2 septembre.

La diète de Ratisbonne s'était ouverte le 6 juin de la même

année, sur l'initiative de Ferdinand II : il désirait entre autres choses y faire élire son fils *roi des Romains*. Richelieu voulut y voir régler la succession de Mantoue ; il confia le soin de cette négociation à Brulart, abbé de Léon, et au capucin Joseph du Tremblay. Le P. Joseph obtint, par son habileté, que Ferdinand cédât sur la question de Mantoue et promit de donner l'investiture à Charles de Gonzague. Grâce à lui aussi, les électeurs catholiques, maîtres à la diète, y maintinrent leurs droits, déboutèrent l'empereur de ses prétentions, et ne lui accordèrent pas même l'élection d'un *roi des Romains*.

Cependant, la campagne de 1630 avait gravement atteint la santé du roi. Louis XIII était au camp de Maurienne quand, au mois de juillet, la maladie se déclara <sup>1</sup>. Une fièvre violente avec dysenterie l'obligea bientôt à reprendre le chemin de la France. Il se rendit à Lyon, où les deux reines accoururent pour lui prodiguer leurs soins. Au début du mois de septembre, il sembla d'abord se remettre. A la date du 3 de ce mois, le P. Suffren, répondant de Lyon au cardinal de la Rochefoucauld au sujet d'une affaire particulière, n'avait que de bonnes nouvelles à lui apprendre sur la santé de Sa Majesté :

Nous espérons bientôt vous voir à Paris, écrivait-il au grand aumônier, mais depuis deux jours la continuation de la guerre est plus à craindre que le traité de paix à espérer <sup>2</sup>. Le Roy se porte fort bien, et si n'estoyt la considération de la Reyne sa mère qui le retient et la crainte de la peste, il s'en iroit dans peu de jours en Piedmont. Nous avons une grande espérance que M. le mareschal de Chastillon se fera catholique. Si Montmeillan est prins, il joindra le Roy, et a promis au Roy se communiquer avec moy pour se résoudre. Je le recommande à vos saintes prières <sup>3</sup>....

Le P. Suffren ne tarda pas à être déçu dans son bon espoir sur le rétablissement du roi. Vers la fin du mois de septembre, la fièvre reprit plus forte et fit de rapides progrès. Louis XIII se trouva un jour si mal « qu'il pria son confesseur de l'avertir quand l'heure du danger approcherait ; les médecins eux-mêmes

<sup>1</sup> Manuscrit de Béthune cité par Danjou. *Archives de l'Hist. de France*, 2<sup>e</sup> série, vol. III.

<sup>2</sup> Nous avons vu plus haut qu'une trêve avait été signée le 2 septembre. Il semble que le P. Suffren l'ignorait encore.

<sup>3</sup> Lettre inédite du P. Suffren au cardinal de la Rochefoucauld, 3 sept. 1630. Bibl. Sainte-Geneviève, 366, fol. 42.

priront de l'effroi, et le roi célébra en se préparant à la mort le vingt-neuvième anniversaire de sa naissance <sup>1</sup>. » Laissons le confesseur de la cour nous raconter lui-même ces pénibles moments <sup>2</sup> :

Depuis ma dernière que j'escrivis samedi passé 28 du mois (septembre) à cinq heures du soir, en suite de celle que j'avois escrite le matin, il a pleu à Dieu de rechef nous affliger et consoler, car la joye que nous avions en voyant que le Roy entroit dans le septiesme jour qu'on estimoit luy devoir estre mortel et qui eust une si bonne course par des sueurs et flux de ventre qu'il fust sur le midy tout à fait hors de fièvre, feut bien courte, puisque ce flux de ventre continuant en suite d'une médecine qu'on luy avoit donnée fort à propos, il se termina en une dyssenterie qui luy causa une nouvelle fièvre. Le flux estoit d'un sang tout pur, comme s'il sortoit des veines, et si fréquent qu'en vingt-quatre heures il fut contrainct de se lever plus de quarante fois avec des grandes douleurs, et n'y avoit moyen de l'arrester. Il commença le 29 à onze heures du soir et se trouva si foible à trois heures du matin du 30 qu'ayant esté appellé en diligence je le trouvai quasi sans force, ne pouvant plus se lever du lict, comme il faisoit le soir d'auparavant. Tous les médecins me conseillèrent de le disposer à la mort, disant que si Dieu ne faisoit miracle, il ne passeroit toute ceste journée. Me voilà bien estonné à ceste nouvelle. La Reyne mère s'estoit retirée à une heure après minuict et ne l'estimoit en si grand danger ; la Reyne regnante ne l'avoit voulu quitter toute la nuict, et si bien que, consultant avec elle et les médecins, je me résolus de doucement disposer le Roy à ce dernier instant de pourvoir à son éternité. Comme donc je luy parlois, et non si clairement, il me demanda si je l'estimois en danger ; je luy dis que si le flux continuoit, il y avoit grand hazard de sa vie. Sur ce il appella les trois médecins et les conjura de luy dire la vérité de son mal et danger. M. Seguin, au nom des trois, l'avertit que leurs remèdes estoient inutiles ; et, s'estant retiré, le Roy m'appelle, demande luy-mesme de se confesser, et qu'il luy fust permis de prendre encore une fois le véatique devant que recevoir l'extrême-onction. Il se confessa avec un très grand jugement et sentiment, sans aucune appréhension de la mort et trouble de son cœur. M. le cardinal de Lyon dist la messe dans sa chambre et le communia. La messe achevée, le Roy,

<sup>1</sup> Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII*, t. III, p. 88.

<sup>2</sup> *Véritable récit de ce qui s'est passé en la maladie du roy à la ville de Lyon avec les parolles très chrestiennes de Sa Majesté, par le P. Souffrant, son confesseur ordinaire.* » Cf. *Mercurie françois*, t. XVI, n° 7. Danjou, *Archives curieuses*, 2<sup>e</sup> série, t. III.

quoyque tout languissant, commanda qu'aucun ne sortist et ayant fait ouvrir les portes, afin qu'un chacun entrast, dit ces parolles : *Je suis bien marry de n'avoir la force de pouvoir parler ; le Père Soufran vous parlera pour moy et vous dira ce que je voudrois vous dire me trouvant icy au lit de la mort. Je vous demande pardon à tous de tout ce en quoy je puis vous avoir offensé, et ne mourray pas content si je ne sçay que vous me pardonniez ; je vous prie de dire de ma part de mesme à tous mes subjects.* Ces parolles attendrirent si fort le cœur de tous ceux qui estoient présents, qui estoient presque cent personnes, que tous, et la Reyne, et messieurs les cardinaux, et autres officiers de sa maison, se jettans à genoux, pleurans et sanglottans, crièrent : *C'est à nous, Sire, à vous demander pardon ; pardonnez-nous, Sire.* Et cela fait, il appelle la Reyne régnante, qui estoit retirée en un coing de la chambre, d'où il ne pouvoit la voir, de peur de l'affliger ; et s'entrebrassant tendrement ils se parlèrent plustost de cœur que de bouche et de larmes que de voix, l'espace de quelque temps. Et après il appella monsieur le cardinal de Richelieu, et successivement quelque autre particulier, disant à un chacun en ce cas ce qui luy estoit propre. Durant que tout cecy se passoit, M. le cardinal de Lyon avoit fait apporter l'extrême-onction et attendoit qu'on l'advertist de la donner ; on ne jugea encore estre temps, ains, par une inspiration de Dieu, les médecins se résolurent de le seigner pour la septième fois du bras droit. La seignée achevée, un abcez que les médecins n'avoient pas préveu se rompit et se vuida, le sang s'arresta, et le ventre, qui durant vingt-quatre heures avoit demeuré enflé, se désenfla ; lors on commença à espérer. Sur ces entrefaites, la Reyne mère, à qui on avoit porté la nouvelle du danger où le Roy se trouvoit, entra dans la chambre. Les vœux nouveaux se firent à Dieu, à l'honneur de la Vierge, de saint Claude et autres, si bien que depuis la communion faicte le Roy est tousjours allé de mieux en mieux ; de façon que sur les dix heures du soir, les Reynes y estans, il se trouva avec autant de force qu'il se leva seul, mangeant de fort bon appétit, voulut se promener par la chambre, bref se comporta comme s'il n'avoit esté guères malade. J'y ay demeuré toute la nuict, et l'ay laissé ce matin à six heures en fort bon estat...., si bien que, par la grâce de Dieu, nous n'avons eu que la peur pour ce coup icy. Il avoit disposé de tout ce qu'il avoit à soy, tant pour ses menus plaisirs que d'autres choses, en faveur de ses pauvres officiers, et ordonné beaucoup de bonnes œuvres pour le salut de son âme. Je puis asseurer Vostre Révérence que je ne voudrois pas ne m'estre trouvé en la cour pour y avoir veu

<sup>1</sup> Il faudrait : *des*.

ces actions héroïques, car tout ce que j'écrivis samedy matin et que j'ai escrit ce jourd'huy a tellement touché le cœur de ceste cour d'une si grande opinion de la vertu du Roy, des faveurs particulières qu'il reçoit de Dieu, qu'on ne le peut imaginer. La merveille estoit de voir ce prince, en la fleur de son aage, mourir si constamment que, voyant tous les autres fondre en larmes, luy quasi ne respendoit aucune larme, sinon lorsqu'il parla aux Reynes, faisant publiquement de si grands actes de résignation à la volonté de Dieu que M. le cardinal de Lyon me dit qu'il s'estimoit heureux si, estant pour mourir, il pouvoit arriver à la résignation qu'il remarquoit au Roy. Il me demanda une fois où estoit la Reyne sa mère; je respondis qu'elle estoit dans le cabinet, toute affligée, fondante en larmes, et n'osoit approcher de peur de l'affliger; il me commanda de l'aller consoler et luy dire qu'elle ne s'affligeast point, qu'il mouroit fort content, qu'il valloit mieux estre Roy au ciel qu'en la terre, et que, si elle approchoit de son lict, verroit que son visage n'estoit changé ny estonné de l'appréhension de la mort. Il avoit déclaré qu'après la messe, ne pouvant beaucoup parler, je parlasse pour luy; je dis quelque chose qu'il m'avoit ordonné de dire à tous ceux qui estoient présens, mais mon cœur estoit si serré et mes larmes si continuelles qu'il me fut impossible de proférer trois parolles. Le mesme m'estoit arrivé quand, un peu devant la messe, il me commanda d'aller de sa part trouver la Reyne sa femme, pour la prier de lui pardonner toutes les fâcheries qu'il pourroit luy avoir données tout le temps de son mariage; car cette princesse jetta de si haults cris et espendit tant de larmes, quand je luy dis cela, qu'elle pensa s'esvanouir, et je ne peus parachever ce que je luy voulois dire. Les oraisons se firent jour et nuict, et le saint Sacrement exposé partout continuellement, encore aujourd'huy en ceste ville. Bref je prie Dieu, mon Révérend Père, que tout ce que Dieu a disposé arriver au Roy depuis dix jours qu'il est malade, serve à l'amendement de ceste cour, qui est maintenant plaine de bonne volonté.... A Lyon, le 1<sup>er</sup> octobre 1630.

La cour perdit trop tôt le souvenir de ces grands exemples d'abnégation. Les intrigues ne tardèrent pas à y revivre : elles devaient amener cette fois entre la mère et le fils une rupture de longue durée. A voir l'influence reconquise à Lyon par la reine mère sur le jeune roi échappé à la mort, on crut d'abord qu'elle allait reprendre toute son autorité. Mais elle fut bientôt circonvenue par les adversaires de Richelieu, trop intéressés à exploiter ce revirement. Ils disaient bien haut que la campagne de 1630 avait tué le roi, que le cardinal, pour le plaisir de se

rendre nécessaire, avait sacrifié la santé du souverain. Ces critiques répondaient aux sentiments de Marie de Médicis : elle les écouta, s'anima de plus en plus contre Richelieu et demanda sa disgrâce. Louis XIII — ce qui montre ses dispositions d'alors pour sa mère — sembla bien accueillir cette demande, mais il remit sa décision au moment de son retour à Paris.

Il y arriva au commencement de novembre, et se logea « à l'hostel des ambassadeurs extraordinaires, » dit Fontenay-Maureuil <sup>1</sup>, pour être plus près de la reine mère qui habitait le Luxembourg. Il eut avec elle plusieurs entretiens. La chose déplut à Richelieu ; il craignit qu'à la longue Marie de Médicis ne l'emportât ; il surveilla de près les confidences de la mère et du fils. Un jour, il vient au Luxembourg un peu après le roi, approche des appartements de la reine, trouve moyen de se faire ouvrir une des portes, entre brusquement et dit « que, se persuadant que Leurs Majestés parloient de luy, il espéroit qu'elles n'auroient pas désagréable qu'il vinst pour se justifier des crimes qu'il savoit qu'on luy avoit imputés. » La reine, surprise, fut d'abord si en colère, qu'elle ne put parler, puis revenant à elle, elle lui reprocha sa hardiesse et ajouta « qu'il estoit vray, puisqu'il le vouloit scavoir, qu'ils parloient de luy et qu'elle disoit au Roy qu'elle ne pourroit plus assister à ses conseils ni se trouver avec luy en quelque lieu que ce fust quand il y seroit, et qu'il falloit nécessairement qu'il se défist de l'un ou de l'autre. » Le cardinal répondit qu'il était bien plus raisonnable que ce fût de lui. Le roi, gêné par la tournure que prenait l'entretien, ne se déclara point ; il ne chercha qu'à s'échapper, prétextant « qu'il se faisoit tard, et que voulant aller à Versailles, il estoit temps de partir ; et faisant la révérence, il marcha aussy viste que s'il eust eu peur qu'on eust couru après luy <sup>2</sup>. »

Richelieu ne put le rejoindre, et se crut perdu. Le jour même, le bruit de sa disgrâce et de son exil se répand dans la capitale ; la foule des courtisans accourt au Luxembourg vers la mère du roi. Malheureusement pour elle, le cardinal de la Valette retient Richelieu, déjà prêt à gagner son château du Havre, et lui fait prendre la détermination de rejoindre le roi à Versailles <sup>3</sup>. On

<sup>1</sup> *Mémoires*. Édit. Michaud, p. 229.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Montglat, *Mémoires*. Édit. Petitot, I, p. 59.

sait les suites de ce bon conseil. Le cardinal « trouva le roi dans son lit, » il l'y entretint plus de deux heures, et par son adresse il le persuada de prendre hautement sa protection et d'éloigner de la reine sa mère ceux qui lui donnaient des conseils contraires à ses volontés. Le lendemain, Louis XIII retournait à Paris, « le cardinal étant à la porte de son carrosse. » Cette nouvelle étonna fort la reine mère et ceux de son parti : la foule qui était au Luxembourg s'éclaircit en peu de temps, et ce jour resta dans l'histoire sous le nom de *Journée des dupes* <sup>1</sup>.

En gardant auprès de lui son ministre, le roi espérait sans doute le réconcilier avec sa mère. Humiliée, Marie de Médicis éloigna de sa maison les parents et les affidés de Richelieu ; pendant plusieurs semaines, elle s'abstint d'assister au conseil.

Le P. Suffren, toujours confesseur de la mère et du fils, souffrait de ce désaccord entre deux personnes dont il connaissait la foi et la piété, et qui, placées dans d'autres circonstances, auraient goûté le bonheur de la plus tendre union ; pour les rapprocher, il employa tous les moyens qui étaient en son pouvoir <sup>2</sup>. La chose était délicate, pour ne pas dire impossible ; changer le caractère de Marie de Médicis, la soustraire aux influences des flatteurs et des intrigants ; toujours prêts à se servir d'elle contre Richelieu, il ne fallait pas y songer. Le seul remède eût été l'éloignement du ministre, mais il était utile au roi et à la France, et si jamais le P. Suffren fût sorti de son rôle purement spirituel pour se mêler à ces affaires de politique intérieure, il est fort probable qu'il ne l'eût point conseillé. Quant à l'éloignement de Marie de Médicis, c'était une mesure odieuse, capable d'engendrer les factions. Pourtant, par la force des choses, ce dénouement arriva, et de telle sorte que la reine mère a toujours semblé avoir tous les torts. Ce résultat, disons-le, ne doit pas être imputé à ses seules fautes ; les mauvais desseins d'une partie de son entourage et les coups d'adresse du cardinal ont fait bien plus encore pour mettre les apparences de l'injustice de son côté. Si la discrétion avait permis au confesseur de la cour de dévoiler à ses supérieurs les vilains côtés des personnages qui brouillèrent ce drame à plaisir, nous aurions certainement

<sup>1</sup> Montglat, l. c.

<sup>2</sup> *Lettre inédite du Père Général de la Compagnie de Jésus au P. Jean Suffren*, 11 janvier 1631.



là une page d'histoire intéressante. Mais outre qu'une partie de sa correspondance n'existe plus, le peu qui nous en reste, comme on le verra plus loin, porte les traces évidentes de la grande réserve où il voulait se tenir. Dans une affaire de ce genre, où il y avait certainement des torts des deux côtés, son ministère et le bien de son ordre lui imposaient une conduite prudente, une douceur tendant à la conciliation sans froisser aucun des partis. Avec la grâce de Dieu et la force de son âme, il s'est maintenu dans ce juste milieu ; la rupture entre les deux cours n'a pas brisé les liens de sympathie qui l'unissaient aux personnages les plus opposés, nous dirons même les plus irréconciliables. Ce fut de sa part non indifférence et faiblesse, mais modération et prudence, puisque, avec l'affection, il garda l'estime de tous.

H. FOUQUERAY, S. J.

*(La fin à la prochaine livraison.)*

---

---

# DUBOIS ET L'ALLIANCE DE 1717

---

## I. — NÉGOCIATIONS A HANOVRE

Au moment où le duc d'Orléans, foulant aux pieds les dernières volontés de Louis XIV, s'emparait de la régence, le trône d'Angleterre, on le sait, était occupé depuis un an par George de Hanovre. Or ces deux princes se trouvaient dans une situation à peu près analogue et se voyaient disputer plus ou moins ouvertement le pouvoir. Ils sentirent donc comme un instinctif besoin de se rapprocher l'un de l'autre, de s'appuyer l'un sur l'autre. C'est de Londres pourtant que vinrent les premières avances. Le neveu du grand Roi, quoique charmé de ces ouvertures, hésita d'abord à s'engager à fond : il n'osait rompre en visière à ses sujets, pour la plupart hostiles à la nation anglaise et surtout à son nouveau souverain.

Pendant ces atermoiements, George I<sup>er</sup> triomphait de son compétiteur, écrasait ses adversaires et consolidait son autorité. Aussi, lorsque Philippe d'Orléans, renonçant à sa politique d'expectative, voulut hâter le dénouement et conclure, Sa Majesté Britannique avait perdu son empressement d'autrefois. La négociation, malgré l'activité de notre représentant, M. d'Iberville, languissait donc misérablement.

Inquiet de ces lenteurs, le Régent résolut de prendre en main cette importante affaire et de s'aboucher directement avec le roi George et son ministre favori, Stanhope. Le voyage, depuis longtemps annoncé, du monarque dans ses États hanovriens sembla fournir l'occasion désirée. Il fut décidé qu'on en profiterait et qu'un plénipotentiaire partirait pour le joindre.

Le duc d'Orléans jeta naturellement les yeux, pour cette délicate mission, sur celui dont il avait tant de fois éprouvé l'atta-

chement et l'habileté. Dubois fut désigné, malgré l'avis du maréchal d'Huxelles <sup>1</sup>, dit-on.

William Coxe <sup>2</sup> a raconté que ce choix fut suggéré au prince par l'ambassadeur Stair. Cette information est fort improbable : on ne s'explique guère que le malveillant et hargneux diplomate ait été mis au fait de ce projet, du moins qu'il ait eu quelque influence en une particularité d'une telle conséquence. Il paraît bien plus vraisemblable d'admettre que les rapports amicaux de Stanhope <sup>3</sup> et de l'abbé valurent principalement à ce dernier l'honneur de cette épineuse négociation.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, ce détail une fois réglé, on s'occupa de préparer habilement les voies à notre agent. Tout fut combiné avec les plus grandes précautions, en vue surtout de ne sacrifier en rien la dignité nationale.

Dubois devait se trouver comme accidentellement en Hollande, occupé d'affaires personnelles, au moment où Sa Majesté Britannique y débarquerait. Ses relations antérieures avec le compagnon de route du souverain lui permettraient de se présenter au tout-puissant ministre : il feindrait de n'avoir pu résister au besoin de venir lui rendre ses devoirs, en apprenant qu'ils étaient si près l'un de l'autre. Il serait aisé, peut-être même dans une première entrevue, d'amener sans effort, par un hasard cherché, la conversation sur la grosse question de l'alliance, d'en arriver petit à petit à de mutuelles explications ; puis, la chose lancée, d'entrer en matière plus ou moins ouvertement, suivant les dispositions du ministre anglais.

Ce plan ne manquait pas d'habileté <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Il était pour lors président du conseil des Affaires étrangères. — Nicolas du Blé, marquis d'Huxelles, naquit en 1652. Membre du conseil de régence (1718), ministre d'État (1726) ; il mourut le 10 avril 1730. — Saint-Simon fait de lui un portrait trop noir pour être entièrement ressemblant ; *Additions au Journal de Dangeau*. Cf. *Mémoires*, édit. Boislisle, XI, 379, 421.

<sup>2</sup> *Life and administration of R. Walpole*, I, 91.

<sup>3</sup> Lord Mahon : *History of England*, I, 330. — Ils s'étaient liés pendant les fréquents séjours de Stanhope à Paris et non, comme l'affirme Saint-Simon (*Mémoires*, XXVI, 77, édit. Garnier), pendant les campagnes du duc d'Orléans en Espagne, puisque l'abbé n'y accompagnait point son maître.

<sup>4</sup> Dans une instruction à Dubois, on jugeait ainsi la tactique employée : « L'expérience fit connaître que M. le duc d'Orléans avait pris un parti digne de sa sagesse et de ses lumières en envoyant le sieur abbé Dubois en Hollande, lors du passage du roi d'Angleterre, » 10 septembre 1717, *Aff. étr., Ang.*, 298, f. 159.

Aussi bien, rien ne fut laissé à l'imprévu. Une lettre plusieurs fois retouchée <sup>1</sup> devait être remise par Dubois, si l'occasion s'offrait favorable, au roi de la Grande-Bretagne. En apparence, c'était un simple compliment de politesse ; mais, on l'espérait, elle servirait de pièce d'introduction auprès du monarque.

Monseigneur, y lisait-on, comme je désire sincèrement cultiver l'honneur de votre bienveillance et affermir les liens du sang qui m'unissent à Votre Majesté par ceux de l'amitié, j'ai ordonné à l'abbé Dubois, conseiller d'Etat, qui [va :] en Hollande pour ses affaires particulières et qui est parfaitement instruit de mes sentiments pour Votre Majesté, de lui en renouveler les assurances, et je la supplie de donner une entière créance à ce qu'il lui dira pour lui faire connaître combien je m'intéresse à sa gloire et aux avantages de sa maison, sur quoi il ne peut exagérer non plus que sur le respect avec lequel, etc. <sup>2</sup>.

Stanhope, le puissant favori, n'avait pas été oublié ; les lignes suivantes lui étaient destinées :

Monsieur Stanhope, disait le prince français, je mortifierais votre ami l'abbé Dubois, qui [va] en Hollande pour sa curiosité, si je ne lui permettais pas de vous faire connaître que je suis toujours très persuadé que vous désirez, plus que personne, que je sois uni d'amitié avec le roi de la Grande-Bretagne et que vous y contribuerez en tout ce que vous pouvez : je ne négligerai rien de ma part de ce qui pourra y servir, et je laisse à votre zèle pour nos avantages communs de faire le reste. Je serai ravi d'une liaison qui mette en évidence mes intentions, et ma satisfaction sera entière, si elle se fait par votre canal et se maintient par vos soins. Je dois ces sentiments à l'ancienne confiance que j'ai en vous <sup>3</sup>.

A ces deux lettres, ce qui valait mieux encore, on avait ajouté une instruction datée des 16 et 20 juin. Le Régent y affirmait n'avoir point aidé le prétendant, quoi que Stair en eût dit. égaré par des rapports infidèles, et peut-être « séduit par ses préjugés ou emporté par sa passion. »

Comme le gouvernement britannique s'était sans nul doute

<sup>1</sup> Cf. *Aff. étr., Ang.*, 277, ff. 12 et 19.

<sup>2</sup> Ce verbe, oublié dans la minute, est facile à suppléer.

<sup>3</sup> *Aff. étr., Ang.*, 277, f. 13.

<sup>4</sup> Cf. *Aff. étr., Ang.*, 277, f. 15. — On peut lire, f. 18, un autre projet plus explicite sur l'alliance ; mais ce dernier, ne se trouvant pas au *Record office*, ne dut pas être présenté.

laissé tromper par ces relations mensongères, Dubois devait commencer par détruire ces fausses impressions <sup>1</sup>, également préjudiciables aux intérêts de notre monarque et à la dignité de Son Altesse Royale, manifester à George I<sup>er</sup> nos véritables sentiments et rétablir la confiance altérée depuis quelque temps. Afin d'y parvenir, l'abbé, choisi par Son Altesse Royale pour « la connaissance particulière qu'elle avait de ses talents distingués, aussi bien que du zèle dont il lui avait donné des preuves en plusieurs occasions, » aurait à cœur de profiter de ses liaisons avec milord Stanhope, sans toutefois jamais oublier que l'influent ministre était entièrement livré à la cour de Vienne et attaché au prince de Galles, qu'il n'avait rien négligé jusqu'à présent pour traverser la conclusion d'une alliance.

Si néanmoins il paraissait prudent d'entrer plus à fond dans cette grave question, l'envoyé français pourrait : 1<sup>o</sup> garantir la succession d'Angleterre dans la ligne protestante et l'exacte observation du traité d'Utrecht ; 2<sup>o</sup> promettre qu'entre la signature de l'alliance et l'échange des ratifications, on obligerait le prétendant <sup>2</sup> à sortir d'Avignon, et plus tard les rebelles anglais du royaume ; 3<sup>o</sup> s'engager à ne point mettre le port de Mardick <sup>3</sup> en état de recevoir des vaisseaux de guerre.

Dubois était encore autorisé à suivre Sa Majesté Britannique en Allemagne, s'il le croyait utile. On lui recommandait également d'affirmer et prouver nos désirs de réconcilier la Suède et l'Angleterre, en rappelant notamment nos bons offices antérieurs dans ce dessein.

En finissant, l'*Instruction* ramenait l'attention sur Stanhope, en réalité le maître de la négociation, on le savait. On signalait de nouveau son hostilité contre la France, la nécessité de détruire ses préjugés et de le convaincre de « la sincérité des intentions de Son Altesse Royale, aussi bien que de la sûreté et des avantages que le roi de la Grande-Bretagne et ses ministres trouveraient dans l'alliance <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> « Dans le temps que le roi partit d'Angleterre, il avait beaucoup d'éloignement pour cette liaison et s'en était expliqué » nettement ; Dubois à Chasteaufort, 19 septembre 1716. Aff. étr., Ang., 286, f. 41.

<sup>2</sup> Jacques Stuart, dit le Chevalier de Saint-George, qui venait d'échouer dans son entreprise contre George I<sup>er</sup>.

<sup>3</sup> Petit port sur la Manche que Louis XIV avait fait agrandir pour remplacer Dupkerque.

<sup>4</sup> Aff. étr., Ang., 277, ff. 20 et suiv.

Tout ainsi prévu, réglé, Dubois quitta secrètement Paris le 2 juillet <sup>1</sup>; le 5 au soir <sup>2</sup>, il arrivait à La Haye, « avec des dispositions merveilleuses, mande-t-il plaisamment à son maître, presque les seules infaillibles, pour ne faire aucune sottise dans l'exécution des ordres dont Son Altesse Royale l'avait honoré, c'est-à-dire qu'il se trouvait avec tant de fièvre et une toux si violente, qu'il n'y avait aucune apparence qu'il pût de longtemps ni agir, ni parler, ni se présenter nulle part <sup>3</sup>. »

Dès le 6 néanmoins, il écrivit à Chasteauneuf <sup>4</sup>, notre ambassadeur en Hollande, pour le prévenir de sa présence; le lendemain, 7, et les deux jours suivants furent consacrés à de longues conférences avec lui, car ils voulaient en tout agir dans un concert parfait.

Dubois nous a laissé le récit détaillé de ces entrevues secrètes, fantastiques; nous ne pouvons résister au plaisir d'en esquisser un court résumé.

Le nouvel arrivé se cachait sous le pseudonyme de *Saint-Albin*; car il lui fallait à tout prix garder l'incognito. En de telles conditions, il eût été fort imprudent pour lui de se présenter, même en simple touriste, à l'hôtel de l'ambassade; surtout sa réception dans le cabinet de Chasteauneuf n'eût pas manqué de piquer la curiosité, peut-être même de tout compromettre.

Mais que faire pour s'aboucher néanmoins avec notre représentant? Après maintes réflexions, on finit par se convaincre que le seul expédient capable de dérouter les plus avisés était

<sup>1</sup> Cf. dépêche de Dubois, 23 juillet 1716, *Aff. étr., Ang.*, 277, ff. 39-127. — D'après Dangeau (*Journal*, 1<sup>er</sup> août et 7 septembre 1716), le secret fut si bien gardé sur toute cette affaire qu'on ne savait pas à Paris le motif de ce voyage non plus que des suivants. Pourtant, assure Chasteauneuf, des espions avaient suivi l'abbé jusqu'à la frontière; Chast. à d'Huxelles, 21 août 1716. *Aff. étr., Holl.*, 299, f. 226.

<sup>2</sup> Cf. dépêche de Dubois, 23 juillet, *ibid.*; Chasteauneuf se trompe donc quand il reporte au 6 l'arrivée de Dubois à La Haye; à d'Hux., 7 juillet, *ibid.*, *Holl.*, 299, f. 38.

<sup>3</sup> Cf. dépêche de Dubois, 23 juillet, *loc. cit.*, f. 39.

<sup>4</sup> Castagnère de Chasteauneuf et non Castagner de Chateaufneuf, comme l'écrivit M. de Boislisle (Saint-Simon, *Mémoires*, IV, 136, note), contrairement à de nombreuses signatures autographes, né à Chambéry (1643), devint premier président de la cour supérieure de cette ville. Naturalisé Français, il fut d'abord ambassadeur à Constantinople (1689-1699), en Portugal (1703-1704), puis en Hollande (1713-1718); il présida la Chambre royale de Nantes qui jugea les seigneurs bretons compromis lors de la conjuration de Cellamare; il mourut le 12 mars 1728. — Son frère, l'abbé de Chasteauneuf, est connu pour ses relations avec Voltaire.

de se rencontrer dans ses écuries. On fixa le rendez-vous au lendemain, à sept heures du matin. Dubois fut à son poste avant le moment déterminé. En attendant, il se rend, comme un pieux fidèle, à la chapelle française. Il y était à peine entré qu'il est saisi d'une violente quinte de toux : s'il ne se dérobe à la hâte, tous les regards vont se porter sur lui ; on devinera un étranger. Il sort donc précipitamment, court au lieu convenu et, sans plus de façon, lie conversation avec les palefreniers. Heureusement, Chasteauneuf ne tarde guère à paraître ; il trouve le confident du Régent tout occupé de ses chevaux. Feignant le connaisseur, Dubois s'extasie devant celui-ci, signale les défauts de celui-là. Ce manège dure quelque temps. Enfin on en vient à la grave question de l'alliance anglaise, sans avoir excité le plus léger soupçon. Le lendemain, 8, nouvelle entrevue au même endroit ; le 9, on se voit dans le cabinet de l'ambassadeur. Dubois croyait n'avoir plus à craindre d'être reconnu « tant un habit de cavalier à la hollandaise et le changement que les incommodités avaient fait sur son visage l'avaient bien déguisé <sup>1</sup>. »

Ces importantes conférences n'absorbent pas Dubois au point qu'il oublie le but apparent de son voyage : il recherche activement les objets d'art capables d'intéresser un amateur délicat ; il est même assez heureux pour racheter de marchands juifs les *Sept Sacrements* de Poussin. Il ne manquera pas d'en montrer sa joie à Stanhope lors de leur première rencontre : ce sera une petite habileté pour dérouter son terrible antagoniste.

Cependant, après bien des tergiversations <sup>2</sup>, le roi d'Angleterre avait, le 18 juillet, pris la mer pour le Hanovre ; le 20, il débarquait à l'embouchure de la Meuse, au petit port de Maeslands-luis. De tous les ministres, Stanhope seul l'accompagnait. Le monarque avait voulu garder le plus strict incognito, et cette particularité explique comment personne, même parmi les représentants britanniques, semble-t-il, ne connut par avance exactement le lieu d'atterrissage du souverain.

Cette incertitude avait multiplié les embarras de Dubois. Sans

<sup>1</sup> Dépêche du 23 juillet, *loc. cit.*, f. 43.

<sup>2</sup> - Les ministres anglais continuent d'assurer que le roi ne songe plus à ce voyage, les Hanovriens parlent tout autrement et disent qu'il est absolument nécessaire pour ses affaires et pour sa santé ; • *Dépêche de M. d'Iberville*. Archives de la marine, B<sup>1</sup> 10, f. 210.

se décourager néanmoins, mais en évitant avec le plus grand soin toute démarche qui eût dénoté trop d'empressement <sup>1</sup>, il s'était mis en mesure de parer à toutes les éventualités. Dès le 15, afin d'être prévenu plus sûrement de l'arrivée du prince, il avait placé deux *mouches*, comme il dit, devant les maisons des ministres anglais, « avec ordre de rester jour et nuit et de l'avertir dans le moment que l'un d'eux partirait dans un carrosse à six ou quatre chevaux, ne pouvant pas douter que dans la crise présente ce serait pour aller au débarquement du roi. »

Non content de cette précaution, il avait envoyé deux hommes bien montés aux divers endroits où vraisemblablement aborderait le monarque, « avec un billet à chacun de ces courriers pour milord Stanhope <sup>2</sup>. »

Ces billets, conservés aux archives des affaires étrangères, sont trop curieux pour n'être pas tirés de la poussière : nous les citons en partie. Aussi bien, rien ne peint mieux l'état d'âme de l'abbé, l'inquiétude qui le dévorait dans la crainte de ne pouvoir s'aboucher avec les voyageurs attendus, et tout à la fois l'attention intelligente qu'il apportait à sa mission.

Trois hypothèses se présentaient probables : il fallait tout combiner pour chacune d'elles.

Il était possible, en premier lieu, que Stanhope ne passât point à La Haye et se rendit par mer à Utrecht <sup>3</sup>.

Dubois l'a prévu ; il tient donc prête la lettre suivante :

Je prends la liberté, lui mande-t-il, d'aller à Utrecht <sup>4</sup>, dans l'espérance de vous y saluer avant que vous montiez en carrosse pour continuer votre route. Mais si, contre les avis qu'on m'a donnés, vous veniez à La Haye, je serais inconsolable d'avoir pris le change, auquel cas je vous supplie d'avoir la bonté de me faire savoir par le porteur.... en quel endroit à Utrecht ou ailleurs vous jugerez à propos que j'aie l'honneur de vous voir.... Je vous ai attendu ici quatre jours, inconnu de tout le monde, me faisant appeler *Saint-Albin* <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Dépêche du 23 juillet, *loc. cit.*, f. 51.

<sup>2</sup> *Ibid.*, f. 43.

<sup>3</sup> Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 130.

<sup>4</sup> Dubois avait réellement pris la résolution de se rendre à Utrecht, comme le marque Chasteauneuf dans une dépêche à d'Huxelles, datée du 10 juillet. Cf. Aff. étr., *Holl.*, 305, f. 218.

<sup>5</sup> *Ibid.*, *Ang.*, 277, f. 130. Cette rédaction est du 14 juillet ; il en est une autre à peu près semblable, mais sans date ; cf. *ibid.*, f. 131.



Il se pouvait, en second lieu, que Stanhope touchât à La Haye, sans y séjourner. Dubois a modifié ses plans en conséquence : une nouvelle lettre nous les fera connaître.

Pour ne pas perdre, écrit-il, une occasion aussi rare et aussi chère pour moi, je suis venu à votre débarquement, espérant que sans vous arrêter à La Haye, vous allez à Utrecht dans un yacht particulier ; vous voudrez bien, si cela vous convient, m'y donner une place, afin que je puisse, sans vous détourner, être quelque temps avec vous, ou, si cela ne se peut pas, de me prévenir à quel endroit, soit Utrecht ou quelque autre lieu, vous jugez plus à propos que je me rende pour avoir la consolation de vous saluer <sup>1</sup>.

Enfin il est une troisième hypothèse, assez vraisemblable, elle aussi : il n'est pas impossible qu'une circonstance imprévue déjoue les précautions arrêtées et empêche toute entrevue à La Haye comme à Utrecht ; il faudra nécessairement joindre ailleurs les voyageurs anglais. Notre infatigable négociateur, sans se lasser, se mettra courageusement à leur poursuite. Il sait que Sa Majesté Britannique doit séjourner sûrement à Pyrmont <sup>2</sup>, son ministre ne manquera pas de l'y accompagner : c'est là que l'abbé courra le trouver. Tout est disposé pour cela ; la lettre demandant audience est préparée. Les soins réclamés par sa chétive santé serviront de prétexte.

Des incommodités considérables, écrit-il, m'ont fait chercher plusieurs eaux minérales : de celles de Saint-Amand, auprès de Valenciennes, qui m'ont été inutiles, je suis allé à celles d'Aix-la-Chapelle, qui m'ont fait du mal dès le deuxième jour, et on m'a envoyé à un médecin d'Utrecht appelé Bachelier <sup>3</sup>. Il m'a fort assuré que je trouverais ma guérison aux eaux de Piremont (*sic*). J'ai bien de la peine à me résoudre à aller si loin. Mais s'il est vrai, comme il me l'a dit, que le roi de la Grande-Bretagne ira et que par conséquent vous l'y suivrez, s'il peut y avoir place pour un petit particulier comme moi et que je puisse sans inconvénient vous y rendre quelquefois mes devoirs, je serai encouragé pour y aller autant par ce motif-là que par celui de ma guérison. Si cela ne vous est pas désagréable, je vous supplie de me faire savoir dans quel temps vous croyez y être.

<sup>1</sup> Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 132.

<sup>2</sup> Pyrmont, dans la principauté de Waldeck.

<sup>3</sup> Il semble bien difficile de concilier tous ces détails avec l'exacte vérité. Peut-être cependant Dubois se préparait-il à tous ces voyages pour sauver les apparences, en cas d'insuccès dans sa mission diplomatique.

J'ai fait mes petits voyages inconnu de tout le monde.... Je vous demande le secret jusqu'à ce que j'aie le bonheur de vous voir, car j'ai bien de la peine à me départir de cette espérance-là <sup>1</sup>.

Tant d'habiletés et de combinaisons devaient être inutiles. On sut enfin où toucheraient les illustres voyageurs ; on apprit encore que si, malgré les instances du grand pensionnaire, le roi George ne passait point par La Haye, Stanhope y viendrait certainement. Dubois, qui se préparait à partir pour Utrecht, renonça joyeusement à ce dessein <sup>2</sup>, et se contenta d'écrire au ministre britannique pour l'avertir de sa présence et lui demander le plaisir d'un entretien. Stanhope lui assigna rendez-vous pour le lendemain à l'ambassade d'Angleterre.

Ce fut le 21 juillet 1716 que les deux amis se rencontrèrent ; ils se montrèrent également enchantés <sup>3</sup> de l'heureuse circonstance qui les rapprochait si inopinément. Dubois parla de ses projets artistiques, de tableaux, d'estampes, de livres rares : puis, comme emporté par la conversation, il reprocha doucement à son interlocuteur d'avoir laissé sans réponse sa lettre du 10 avril. Je l'ai d'autant plus regretté, ajouta-t-il après une courte digression, que j'augure mieux d'une entente cordiale entre les deux nations <sup>4</sup>.

Stanhope excusa son silence, alléguant l'inutilité d'une seconde dépêche : Vous connaissez mes sentiments à l'égard de Son Altesse Royale et de votre personne ; à quoi bon les manifester de nouveau ?

Stanhope se tut, et Dubois continua : Que je serais heureux, dit-il, de vous voir attacher votre nom à une chose aussi glorieuse qu'un traité entre la France et l'Angleterre ! Pour moi je commencerai à m'estimer quelque chose du jour où il me sera permis de prendre part à la conclusion d'une alliance aussi désirable pour le bien de l'humanité.

— Mais cette alliance, interrompit vivement le ministre an-

<sup>1</sup> Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 128.

<sup>2</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 18 juillet 1716, *ibid.*, *Holl.*, 299, f. 89.

<sup>3</sup> « Après que nous nous fûmes embrassés, je lui dis qu'il y avait longtemps que je désirais quelque occasion de le voir assez pour lui marquer à mon aise la joie que j'ai eue de l'honneur qu'il s'est acquis dans le gouvernement d'Angleterre. »

<sup>4</sup> Cf. dépêche du 23 juillet, Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 39-127. — C'est à ces pages que nous continuons de demander les détails de ces laborieuses conférences.

glais, cette alliance, vous l'avez méprisée lorsqu'on vous l'offrait, vous avez dédaigné la main qui vous était amicalement tendue. Aussi, je le crains, il sera bien difficile de faire revenir Sa Majesté de son irritation contre votre gouvernement, d'autant qu'elle connaît votre conduite lors de nos derniers embarras.

— Notre conduite ? reprend Dubois, mais elle fut toujours correcte ! car, permettez-moi de vous l'affirmer, Son Altesse Royale n'a jamais manqué aux relations de bon voisinage ; en croyant le contraire, Sa Majesté Britannique rend bien peu de justice aux véritables intentions de mon maître. Considérez, je vous prie, ce qui s'est passé. Vous savez quels étaient chez nous les sentiments d'un grand nombre, et non des moins considérables ; où allaient leurs sympathies relativement à vos discordes. En de telles conjonctures, n'est-il pas indubitable que, sous une minorité toujours ombrageuse, si le Régent s'était déclaré avec éclat contre le chevalier de Saint-George, il se serait attiré le reproche de manquer de religion et d'humanité, et même pis encore ? Il lui a donc fallu dissimuler pour ne point révolter les nombreux partisans que le prétendant comptait dans le royaume. Voilà notre seul crime, crime nécessaire et bien pardonnable, vous l'avouerez. Mais que nous ayons efficacement favorisé votre ennemi ! non assurément : le dénuement où vous l'avez vu en Écosse le prouve évidemment. Le chevalier de Saint-George a traversé la France, il est vrai, mais toujours, on le reconnaîtra, dans le plus profond mystère. Il serait donc souverainement injuste d'en conclure que Son Altesse Royale l'ait su et toléré. Daignez, en effet, ne pas oublier, milord, que les ordres et la surveillance des souverains les plus absolus ne peuvent rien sur certaines choses. Qui fut jamais plus fermé et plus redouté que le feu roi Louis XIV ? Que de mesures ne prit-il pas pour rendre impossible aux religionnaires la sortie de son royaume ? Et pourtant des milliers de familles franchirent la frontière. Après ce grand exemple, voudrait-on faire un crime à Son Altesse Royale de n'avoir pas empêché l'évasion d'un prince que tous les catholiques plaignaient, que chacun d'eux se croyait tenu de favoriser par principe de conscience ?

Je n'ignore pas que le comte de Stair nous a de mille manières accusés, poursuivis : mais s'il a vraiment ajouté créance à

toutes les rumeurs dont il a rempli ses dépêches, il faut qu'il ait cédé à des préventions bien étranges. Ne savait-il pas que le conseil des affaires étrangères, dépositaire des plus secrètes résolutions de Son Altesse Royale, avait toujours été constant dans le principe que la France ne pouvait se prêter à aucun projet en faveur du prétendant ? L'échafaudage de ses récriminations calomnieuses tombe donc en poussière, dès qu'on le touche du bout des doigts.

L'abbé termina cette habile apologie en recourant à un argument personnel aussi pressant que hardi : Milord, dit-il, mon maître n'a point défavorablement interprété les attaques que vous vous permettiez contre lui en plein parlement : il voyait que ce moyen était nécessaire pour tirer des Anglais les secours dont vous aviez besoin. Malgré de telles invectives, Son Altesse Royale a continué de compter sur les nobles sentiments et les bonnes dispositions de lord Stanhope à son endroit ; je ne pense donc pas me montrer trop exigeant en vous demandant d'être aussi équitable envers le Régent de France qu'il a su l'être à votre égard.

Stanhope écouta ce discours vibrant sans l'interrompre. Le moment de parler venu, il répond d'abord au point personnel, affirmant ne s'être jamais échappé en déclamations indignes de son caractère ; loin de là, il avait fait imposer silence à des membres de la Chambre basse, qui oubliaient toute mesure. Puis, abordant de front la question principale, il signale, comme premier obstacle à l'union projetée, l'aigreur, l'amertume que l'abandon de notre gouvernement avait amoncelées dans l'âme du roi George. Après s'être présenté et livré avec une entière confiance, continue-t-il, ce prince fut frappé, au delà de ce que je pourrais vous dire, non seulement de n'avoir pas reçu de Son Altesse Royale la réciprocité de services qu'il était en droit d'attendre, mais d'avoir vu même la rébellion s'introduire dans ses États par la France, et lever audacieusement la tête, sous les auspices en quelque sorte du pouvoir qui la gouvernait. Cette sinistre impression n'est pas encore effacée du cœur de Sa Majesté. Aussi, malgré la force réelle de vos réponses, je ne sais comment il me serait possible de les faire agréer des autres membres du cabinet et spécialement de mon maître.

— Les avances dont vous êtes maintenant le témoin, réplique

Dubois, seraient pourtant de nature à rassurer les plus ombrageux, en les éclairant sur la pureté de nos intentions et la loyauté de nos promesses.

Puis tout à coup, comme s'il eût voulu aviver les désirs de son interlocuteur, il s'arrêta, s'excusant de ne pas entrer plus avant dans une pareille question, puisqu'elle se traitait directement à La Haye par Chasteauneuf et à Londres par d'Iberville.

— Mais ne savez-vous pas, reprend vivement Stanhope, que vous et moi nous en brasserions plus en une heure qu'il ne s'en ferait en six mois dans des conférences officielles <sup>1</sup> ? Le meilleur parti est donc d'étudier ensemble ce qui serait le plus avantageux à l'une et à l'autre couronne.

— C'est peut-être vrai, dit modestement Dubois ; mais je n'ai aucune mission pour cela ; je ne suis même qu'imparfaitement instruit de l'état de cette négociation ; car il y a longtemps que je suis parti pour les eaux de Saint-Amand <sup>2</sup>.

— Vous en savez assez, riposte l'Anglais piqué au jeu ; je suis d'ailleurs persuadé que M. le duc d'Orléans ne vous désavouerait pas, si vous trouviez quelque chose de raisonnable.

Dubois ne résista pas davantage ; il était trop heureux de céder ; et l'entretien recommença. Une alliance avec vous, dit-il, certes, rien de plus désirable pour les deux nations ; mais vraiment l'on peut se demander si elle est possible, tant vos exigences sont excessives, déshonorantes pour nous ! Vous nous imposez comme préliminaires de faire passer les Alpes au prétendant <sup>3</sup> ! Ne voyez-vous pas ce que cette prétention a d'exorbitant ? Naguère, malgré toute l'arrogance de son caractère et l'enivrement que lui causaient les avances de l'Espagne, Cromwell, lorsqu'il traitait avec Louis XIV, se montra moins difficile à contenter. Il suffit qu'on lui promit de vive voix l'éloignement de Charles II et du duc d'York.

La raison et la justice ne protestent-elles pas d'ailleurs contre l'exécution d'un article de si haute importance, avant même qu'on ait posé les bases du traité futur ; car, vous ne pouvez le

<sup>1</sup> Dépêche du 23 juillet, *loc. cit.*, *Ang.*, 277, f. 78.

<sup>2</sup> Nous savons déjà que cette affirmation *diplomatique* n'est pas conforme à la vérité.

<sup>3</sup> Cf. dépêche de Chasteauneuf au roi, 10 juillet 1716. *Aff. étr.*, *Holl.*, 299, f. 44 ; Stanhope à Stair, 16 avril 1716. *Annals of Stair*, I, 397.

nier, le renvoi du prétendant au delà des Alpes est le but principal que vise le roi d'Angleterre en se liant avec nous. Quels cris dans la France entière, si Son Altesse Royale prenait une mesure grave, pénible à la majorité de ses sujets, sans être en état de montrer une convention régulière assurant en compensation le maintien du repos public et la paix du royaume !

Pensez-vous encore que l'expulsion d'un vaincu, allié d'aussi près à la maison de France, soit un sacrifice indifférent au cœur de Mgr le duc d'Orléans ! Lord Stair put en juger « lorsqu'il en parla à mon maître et remarqua dans ses yeux et sa contenance combien il en était indigné ; » votre envoyé crut même devoir aussitôt colorer cette proposition. C'était, dit-il, pure affaire de délicatesse, d'amitié et de sentiment : Sa Majesté Britannique formulait cette demande uniquement pour donner à Son Altesse Royale l'occasion de montrer à l'Europe quelle complète intimité allait désormais régner entre les deux princes.

Stanhope avoua saisir la force des raisonnements développés avec fougue par son interlocuteur : aussi, conclut-il, ce n'est pas mon opinion que vous combattez, mais celle de mes adversaires.

Incontestablement la négociation, grâce à Dubois, changeait de face : l'un des obstacles à l'entente s'écroulait sous les coups de sa logique, bien que le ministre anglais, au début de l'entrevue, fût résolu à ne pas céder <sup>1</sup>.

Ce point épuisé, les deux joueurs entamèrent un autre sujet.

Vous voulez donner comme base à l'union projetée les traités d'Utrecht, dit Stanhope ; eh bien, sachez que le roi mon maître n'y consentira jamais. Quand tous ses ministres joindraient leurs efforts <sup>2</sup> pour tâcher de l'y décider, ils n'en viendraient pas à bout <sup>3</sup>. La maison d'Autriche a toujours vu de mauvais œil la paix de 1713 : Sa Majesté Britannique pense donc qu'elle ne doit pas choquer d'anciens amis pour de nouveaux.

D'ailleurs, continua-t-il d'un air dégagé, « le roi d'Angleterre

<sup>1</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 24 juillet 1716. *Aff. étr., Holl.*, 299, f. 113 ; 24 juillet, *ibid.*, *Holl.*, 305, f. 251.

<sup>2</sup> Ils n'étaient guère disposés à pousser leur maître dans cette voie, car, affirme Chasteauneuf, « ils avaient pris des engagements contraires avec l'empereur ; » Chast. à d'Huxelles, 8 août 1716, *Aff. étr., Holl.*, 305, f. 289.

<sup>3</sup> Stanhope signale ailleurs l'un des motifs de cette aversion ; lettre à Methuen, 24 août 1716. Coxé : *R. Walpole*, II, 70.

n'a plus rien à craindre, tout est soumis et tranquille dans ses royaumes.... Mais la France a besoin absolument d'une alliance avec nous pour se garantir d'une guerre civile, et j'ai de bonnes raisons pour assurer que, sans cette précaution, elle est inévitable. »

— Vous vous trompez, réplique aussitôt Dubois : « s'il pouvait y avoir quelque danger, ce qui n'est pas possible, la douceur et l'équité de M. le duc d'Orléans suffiraient pour nous en mettre à couvert <sup>1</sup>. »

L'entretien allait se terminer : Dubois s'était levé. « Si Son Altesse Royale me fait l'honneur de me demander mon sentiment, dit-il enfin, je ne pourrai pas m'empêcher de lui conseiller d'attendre paisiblement que votre maître connaisse mieux les périls de sa position et les avantages qu'il lui serait aisé de tirer d'une étroite concorde avec la France. »

L'abbé se disposait à sortir, lorsque l'arrivée du greffier des États Généraux, Fagel, hâta son départ. Stanhope, en le congédiant, lui annonça qu'il irait à neuf heures prendre congé de lui.

Tous les détails qu'on vient de lire sur cette première rencontre, nous les empruntons à Dubois. Assurément, il serait intéressant de les contrôler par la relation qu'en a dû laisser Stanhope ; mais il a été impossible jusqu'ici de la découvrir. Nous ne trouvons dans les archives britanniques qu'un mot du négociateur anglais. L'abbé, dit-il, avait été « fort effrayé et mortifié de ce qui s'était passé dans cette entrevue <sup>2</sup>. »

Cette simple ligne donne-t-elle au vrai la physionomie morale de notre envoyé, à la fin de cette première passe d'armes ? Ce n'est guère vraisemblable. En tout cas, la dépêche de Dubois ne dénote rien de pareil, et quand on connaît le caractère de l'abbé, on a peine à s'imaginer qu'il eût pu dissimuler ses véritables impressions, pour peu qu'elles eussent été vives au point que l'on nous dit.

Quoi qu'il en soit, Dubois ne se découragea pas, et, en attendant la visite de son terrible antagoniste, il courut chercher près de Chasteauneuf secours et lumière. Tous les deux furent

<sup>1</sup> Dépêche du 23 juillet 1716. *Aff. étr., Ang.*, 277, f. 89.

<sup>2</sup> Record Office, *Regencies*, VIII. Quelques-uns des documents auxquels nous aurons recours ont été publiés en appendice par M. Wiesener, mais connus trop tard par lui pour être utilisés dans son consciencieux travail.

d'avis notamment qu'il y avait lieu de continuer les conférences.

A l'heure dite, le ministre du roi George était à l'auberge où logeait notre envoyé ; il le trouva au milieu de tableaux, de livres, comme si le négociateur du Régent n'avait eu d'autre dessein, en venant à La Haye, que de collectionner des objets d'art. Bientôt la conversation du matin reprit avec ardeur. Stanhope avoua sans peine qu'aux yeux de son maître et des Anglais réfléchis, comme aux siens du reste, rien ne pouvait être plus avantageux à la Grande-Bretagne qu'une alliance étroite avec la France ; qu'à sûreté et fidélité égales, Sa Majesté Britannique devrait la préférer à celle de toute autre puissance de l'Europe ; il convint même que l'Angleterre avait tout à perdre et rien à gagner dans une guerre contre nous. Mais comment parvenir à l'entente, continua-t-il avec une sorte de découragement, si votre gouvernement s'étudie à nourrir la défiance dans l'âme de mon souverain ? Il faudrait donc avant tout chercher à détruire ses soupçons contre vous. Pour cela, il serait à propos que le duc d'Orléans entrât sans délai dans une correspondance directe et personnelle avec le roi. Une explication loyale du passé, des assurances positives pour l'avenir et surtout une renonciation formelle à la cause du prétendant dissiperaient facilement, sans nul doute, les nuages amoncelés entre les deux princes.

Dubois écoutait avec attention. A la fin, il se dit prêt à se rendre à Paris pour faire part au Régent de communications si importantes.

L'entretien dura longtemps encore, et ce fut vers minuit seulement que les deux interlocuteurs se séparèrent, enchantés l'un et l'autre des résultats obtenus.

Le lendemain, Stanhope vit le grand pensionnaire, qui aprouva fort sa conduite <sup>1</sup>. Je souhaite vivement, lui dit Heinsius <sup>2</sup>, que les négociations se poursuivent, car je veux espérer que l'intérêt du Régent le rendra sincère. « Il m'a donc « prié, continue le ministre anglais, de revoir *l'homme* <sup>3</sup> et de

<sup>1</sup> Stanhope à Townshend, 21 juillet 1716, Record Office, *Regencies*, VIII.

<sup>2</sup> Devenu grand pensionnaire en 1689, il fut successivement réélu jusqu'à sa mort. Ennemi acharné de Louis XIV, il s'unit à Marlborough et au prince Eugène, usant de toute son influence pour abattre à jamais la puissance de la France.

<sup>3</sup> Dubois ; les dépêches anglaises le désignent souvent ainsi.



« ne pas le renvoyer complètement désespéré. En conséquence, je promis d'avoir une nouvelle conversation et même de correspondre avec lui. »

Le soir de ce jour, 22 juillet, sur une invitation de Dubois, Stanhope revint souper à la table de son ami <sup>1</sup>. Avant le repas, l'abbé remit à son convive, en s'excusant de ses retards, les lettres du Régent au roi d'Angleterre et à son ministre, lettres que nous connaissons déjà. Stanhope en parut d'autant plus heureux qu'elles lui semblaient témoigner éloquemment des désirs du gouvernement français de former une entente sérieuse avec Sa Majesté Britannique.

Bientôt la conversation sur les affaires publiques recommença, longue, animée.

Après force propos, écrit Stanhope à l'un de ses collègues, nous arrêtâmes qu'il retournerait immédiatement à Paris, et de là m'informerait nettement des intentions de son gouvernement relativement à Mardick. « Le seul moyen, lui dis-je, qu'il me fût possible de suggérer pour amener quelque résultat, c'était une déclaration franche et explicite sur ce point; ce serait la meilleure tactique auprès du roi, que je lui représentai sans cesse comme absolument maître et directeur de ses conseils, et comme extrêmement piqué de toute la conduite du Régent après les offres pleines de franchise que notre souverain lui avait faites de si bonne heure. *L'homme*, à ce que je crois, est réellement effrayé.... Si je puis lui donner quelque encouragement, il promet ou bien de retourner à La Haye, ou bien de venir à Hanovre, au cas où je le trouverais à propos <sup>2</sup>. »

L'entretien se termina sur cet engagement. Dès le lendemain Dubois était en route pour Paris.

Tel est le premier acte de ce drame fameux. Stanhope s'y était montré hautain, dédaigneux et rusé <sup>3</sup>; Dubois, fort accommodant, plein d'une confiance un peu naïve, mais aussi logicien puissant et avisé.

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 23 juillet 1716, *Aff. étr., Ang.*, 277. Cf. Chasteauneuf à d'Huxelles, 8 août 1716, *ibid.*, *Holl.*, 299, t. 161.

<sup>2</sup> Stanhope à Townshend, 21 juillet, *Record Office, Regencies*, VIII.

<sup>3</sup> Un jour, Dubois, secrètement irrité des résistances de Stanhope, parla de se retirer immédiatement; l'Anglais l'écouta sans la moindre émotion, mais aussi sans faire un pas en avant; Stanhope à Methuen, 24 août 1716; Coxe, *R. Walpole*, II, 70.

Le négociateur anglais résumait comme il suit ses impressions et ses espérances. « Je congédiai l'abbé fort content de moi, mais très défiant du succès <sup>1</sup>. » Je lui dis entre autres choses que j'étais désolé du peu de progrès de nos efforts; que je voyais même qu'ils n'aboutiraient pas <sup>2</sup>, le Roi continuant de se montrer extrêmement contraire à l'alliance. Autant que j'en peux juger, ils offriront Mardick <sup>3</sup>; ils feront tout, même jusqu'à rompre absolument les négociations, plutôt que d'en venir à laisser débattre *le grand point dans des conférences* <sup>4</sup>. C'est par là que nous les tenons, et je ne doute pas que nous ne tirions bon parti de cet avantage durant toute la transaction avec eux <sup>5</sup>.

Stanhope avait bien mérité de son gouvernement. Aussi mandait-on de Londres que le prince de Galles était pleinement satisfait de la dextérité, de l'habileté montrée par lui dans cette conjoncture <sup>6</sup>.

Malgré tout, le résultat obtenu n'était pas trop défavorable à la France, et le succès de l'abbé, sans être aussi considérable que le supposait Chasteauneuf <sup>7</sup>, était réel cependant. En dépit des manœuvres de Walpole <sup>8</sup>, Dubois avait conquis l'adversaire le plus décidé de l'alliance, ou du moins diminué son opposition <sup>9</sup> au point que l'on pouvait se flatter, nonobstant quelques irrésolutions et palinodies <sup>10</sup>, de voir l'antagoniste de l'abbé employer désormais suivant nos vues ses bons offices auprès de son maître, et peut-être même l'amener à l'entente <sup>11</sup>. La démarche

<sup>1</sup> Stanhope à Townshend, 23 juillet (v. s.), 1716, Record Office, *Regencies*, VIII.

<sup>2</sup> Stanh. à Meth., 24 août 1716; Coxe, *R. Walpole*, II, 68.

<sup>3</sup> On sait que cette concession tenait fort à cœur aux Anglais; cf. *Annals of Stair*, I, 399.

<sup>4</sup> Que signifient ces dernières paroles? Ce *grand point* qu'on ne voulait point débattre en public ne concernait-il pas les intérêts personnels du duc d'Orléans, ses droits à la couronne, que George I<sup>er</sup> proposait de garantir? C'est fort probable. Cf. Dub. à d'Hux., 11 décembre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 303, f. 57.

<sup>5</sup> Stanhope à Townshend, 23 juillet 1716, Record Office, *Regencies*, VIII.

<sup>6</sup> Townshend à Stanhope, 28 juillet (v. s.), 1716, *Domestic various*, n° 24. Cf. Dubois à d'Huxelles, 11 décembre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 303, fol. 57.

<sup>7</sup> Chast. à d'Huxelles, 24 juillet 1716, Aff. étr., *Holl.*, 305, f. 254.

<sup>8</sup> Il faisait, à l'insu de l'ambassadeur français, des démarches bien plus capables de traverser que d'avancer le succès de cette négociation; Torcy, *Mémoires diplom.*, Bibl. nat., ms. 10670, f. 707.

<sup>9</sup> *France under the regency*, by Perkins, p. 384; cf. Dubois au Régent, 4 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 290, f. 184.

<sup>10</sup> Cf. Chasteauneuf à d'Huxelles, 8 août 1716, Aff. étr., *Holl.*, 305, f. 289.

<sup>11</sup> Chast. à d'Hux., 24 juillet 1716, Aff. étr., *Holl.*, 299, f. 116.

de notre gouvernement et les assurances de Dubois avaient également persuadé George 1<sup>er</sup> et son ministre Townshend <sup>1</sup> de la bonne foi du Régent et de ses désirs d'une étroite union avec l'Angleterre <sup>2</sup>.

Les débuts de notre envoyé étaient donc satisfaisants <sup>3</sup>. Pourtant, au jugement de Stanhope, il n'était pas encore diplomate consommé. Ainsi, il ne sut convaincre ce dernier que la garantie de la succession au trône n'était pas le vrai motif qui poussait le duc d'Orléans à rechercher l'amitié du roi d'Angleterre <sup>4</sup>; et ce qui paraît plus sérieux, il laissa trop deviner ses pensées intimes : on s'aperçut qu'il était décontenancé par les répliques de Stanhope, effrayé des difficultés qu'il lui signalait ; il eut le tort plus grave de ne point assez dissimuler son vif désir de conclure. Il me promit, note le négociateur anglais, de travailler de tout son pouvoir à obtenir une prompte déclaration au sujet de Mardick <sup>5</sup>.

Le fin diplomate profita très habilement, en maintes occasions, de la candeur et de l'inexpérience de son adversaire. Aussi lui écrivait-on de Londres, qu'au jugement de ses maîtres, « il avait mis cette négociation sur le meilleur pied possible en consternant tout d'abord Dubois.... et en ne le laissant pas finalement sans quelque espoir <sup>6</sup>. »

Stanhope dut s'applaudir d'un autre avantage qu'on apprécia fort de l'autre côté du détroit.

<sup>1</sup> Townshend au roi, 11 septembre 1716, cité par Mahon, *History of England*.

<sup>2</sup> « Son Altesse Royale le prince de Galles regarde cette démarche comme une preuve que le Régent est arrivé à une plus juste appréciation de l'importance de la garantie de Sa Majesté pour assurer la succession et la tranquillité de la France ; » Townshend à Stanhope, 28 juillet 1716, *Domestic various*, n° 24.

<sup>3</sup> Voici comment le Régent les appréciait : « M. l'abbé Dubois se servit si heureusement de ses talents et des liaisons qu'il avait eues autrefois avec le sieur Stanhope qu'il revint avec l'assurance non seulement que le roi de la Grande-Bretagne entrerait dans l'alliance, mais qu'il concourrait de tout son crédit pour en avancer l'effet ; » instruction à Dubois allant en Angleterre, 10 septembre 1717, Aff. étr., *Ang.*, 298, f. 159.

<sup>4</sup> Stanhope à Townshend, 24 août 1716 ; cf. Mahon : *Hist. of England*, I, 331. — Dubois s'imaginait pourtant avoir réussi ; Dubois au Régent, 23 août 1716, Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 68.

<sup>5</sup> Stanhope à Townshend, 21 juillet 1716 ; Record Office, *Regencies*, VIII. Cf. Torcy : *Mém. diplom.*, Bibl. nat., ms. 10670, f. 653.

<sup>6</sup> Townshend à Stanhope, 28 juillet 1716, *Domestic various*, n° 24. Cf. Stanhope à Methuen, 24 août 1716, Coxe : *R. Walpole*, II, 68.

On sait qu'à La Haye, l'insinuant Chasteauneuf avait fini par former un parti français et s'employait habilement, souvent avec bonheur, à contre-balancer l'influence naguère prépondérante de nos voisins d'outre-Manche <sup>1</sup>. Même, au grand mécontentement du roi George, qui nous accusait de vouloir ainsi lui forcer la main <sup>2</sup>, il parvenait à poser solidement les bases d'une entente avec les États Généraux. Stanhope, par l'intermédiaire de Dubois <sup>3</sup>, lui fit prescrire de ne pas presser sa marche en avant, sans toutefois s'arrêter entièrement ou rétrograder <sup>4</sup>, jusqu'à ce que le cabinet anglais eût donné sa réponse aux propositions de notre cour <sup>5</sup>. Cette concession, utile au cas où la négociation menée par l'abbé réussirait, n'était pas sans quelques inconvénients, si l'alliance ne se concluait point avec la Grande-Bretagne. Dubois sans doute voulut ainsi témoigner de sa complète loyauté : le succès justifia cette conduite un peu téméraire <sup>6</sup>.

Cependant l'agent de Philippe d'Orléans, de retour à Paris, avait fait l'exposé de ses démarches et de leurs suites ; on se montra généralement content <sup>7</sup>. Aussi, sans perdre de temps, on se mit à étudier avec le plus grand soin la question si grave de Mardick. Il fallait 35 millions pour y établir un port de guerre ; le trésor était épuisé, la France ruinée. Après mûres réflexions, on se résolut donc à céder à l'Angleterre, et à l'instant on rédigea un mémoire dans ce sens. Sur la demande du maréchal d'Huxelles, l'abbé reçut l'ordre de se préparer à reprendre au plus tôt le chemin de la Hollande ; on jugeait « que personne n'était plus capable de couronner un ouvrage aussi important <sup>8</sup>. » « Ma présence ici serait bien nécessaire, disait Dubois à Chasteauneuf, mais il faut obéir <sup>9</sup>. Je quitte donc Paris au premier jour. »

<sup>1</sup> Les Anglais redoutaient beaucoup l'activité de cet ambassadeur ; cf. Townshend à Stanhope, 28 juillet, 11 août ; Stanhope à Townshend, 23 août.

<sup>2</sup> Le roi à Chasteauneuf, 17 août 1716, Aff. étr., *Holl.*, 299, f. 176 : Chast. à d'Hux., 8 août 1716, *ibid.*, *Holl.*, 305, f. 285.

<sup>3</sup> L'alliance avec la Hollande sans l'Angleterre n'est rien, avait dit un jour l'abbé à Chast. Ce discours m'étourdit, avoue celui-ci, non sans quelque raison ; Chast. à d'Hux., 7 août 1716, Aff. étr., *Holl.*, 299, f. 167.

<sup>4</sup> Le roi à Chasteauneuf, 17 août 1716, Aff. étr., *Holl.*, 299, f. 178.

<sup>5</sup> Stanhope à Townshend, 21 juillet 1716 (v. s.), Record Office, *Regencies*, VIII.

<sup>6</sup> Chasteauneuf pourtant semble l'avoir tout d'abord approuvée ; cf. Chast. à d'Hux., 24 juillet 1716. Aff. étr., *Holl.*, 301, f. 257.

<sup>7</sup> Cf. Dubois à Chast., 7 août 1716, Aff. étr., *Ang.*, 285, f. 223.

<sup>8</sup> Instruction, 10 septembre 1717, Aff. étr., *Ang.*, 298, f. 160.

<sup>9</sup> Dubois à Chast., 7 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 285, f. 224.

Une difficulté cependant se présentait : on était sans nouvelles de Stanhope et, d'après les conventions, le négociateur français ne devait se mettre en route qu'après avis favorable de sa part. On décida néanmoins, tant on désirait conclure, que Dubois prendrait les devants. Le 4 août il lui écrivait <sup>1</sup> :

J'ai rendu compte à Mgr le duc d'Orléans des entretiens que nous avons eus ensemble à La Haye.... Plus je lui ai fait remarquer ce que vous m'aviez dit du caractère du roi de la Grande-Bretagne, sensible et délicat sur la bonne foi et sur l'amitié, plus il m'a paru touché des préventions que l'on avait données au roi contre lui, et du désir d'en être mieux connu et de mériter son estime et son amitié; et il vous aura une obligation éternelle si vous avez travaillé efficacement à effacer les mauvaises impressions qu'on avait données au roi et à contribuer à une véritable union entre eux, que la proximité du sang et les intérêts communs semblent demander, et qu'une estime et une attention réciproques achèveront de rendre parfaite. La confiance qu'il a en vous et le véritable désir de ne laisser aucun doute au roi sur l'envie qu'il a d'être étroitement lié avec lui, ont prévalu à toutes les représentations qu'on lui a faites.... Quoiqu'il n'ait tout droit de me commander, il m'a demandé comme une marque d'attachement de vous porter moi-même sa résolution touchant le canal de Mardick.... Ainsi, Milord, pour ne vous pas laisser dans la surprise d'être longtemps sans recevoir de mes nouvelles, je vous dépêche ce courrier pour vous faire savoir que je le suivrai de près, après avoir fait pendant trois ou quatre jours quelques remèdes de précaution pour ma santé. Après quoi je me rendrai à Osnabruck, au logis de la poste, où j'attendrai vos ordres pour savoir en quel endroit vous jugez à propos que je me rende, et je ferai ce voyage avec assez de circonspection pour être assuré qu'il ne sera su ni remarqué de personne, afin que je sois en état de tenir la conduite que vous jugerez la plus convenable. Comme on ne peut travailler à une meilleure affaire ni pour l'Angleterre ni pour la France, il vous sera honorable de l'avoir conclue et je me saurai bon gré de l'avoir accompagnée de mes vœux et d'avoir toujours pensé qu'il n'y avait que vous qui pussiez la mettre à bonne fin, et je me tiendrai bien dédommagé de la peine du voyage par le plaisir d'avoir l'honneur de vous embrasser encore une fois et

<sup>1</sup> Aux archives des Affaires étrangères, on trouve cinq ou six projets de cette même lettre; cf. *Ang.*, 277, ff. 134-151; nous suivons, pour la première partie, le texte de la minute corrigée de la main de Dubois, *ibid.*, 134 et suiv.

<sup>2</sup> Cette dernière partie ne se trouve que dans le quatrième projet.

de vous renouveler les assurances de l'ancienne et nouvelle estime avec laquelle je suis, etc.

Quelques jours plus tard, 13 août, Stanhope répondait de Pyrmont <sup>1</sup> :

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 4 août, par laquelle je suis bien aise d'apprendre que j'aurai le plaisir bientôt de vous embrasser.... Puisque vous devez, à l'heure qu'il est, avoir fait une si grande partie du chemin, vous trouverez bon que je vous prie de venir jusqu'à Hanover. Je crois qu'il sera bon d'user de la circonspection que vous dites et d'éviter, autant que faire se peut, d'être remarqué. Si vous m'envoyez un de vos domestiques quelques heures avant que vous arriviez, j'aurai soin de vous faire trouver un logis où vous pourrez être aussi retiré qu'il vous plaira. Le jour précis que nous serons de retour à Hanover n'est pas fixé <sup>2</sup>....

Cependant Dubois avait achevé ses derniers préparatifs et reçu « plein pouvoir, commission et mandement spécial pour, au nom de Sa Majesté, convenir...., arrêter, conclure et signer tels traité d'alliance, articles et convention qu'il avisera bon être, promettant Sa dite Majesté, en foi et parole de roi, d'accomplir et exécuter ponctuellement, avoir agréable et tenir ferme et stable à toujours tout ce que le dit sieur abbé Dubois aura promis, stipulé et signé en vertu du présent pouvoir <sup>3</sup>.... »

Il emportait de plus un long mémoire qui devait l'aider à se diriger dans ce dédale de complications et de difficultés. Il l'avait réclamé lui-même avec instances :

Je compte toujours, écrivait-il, sur votre instruction comme sur ma principale ressource, et je viens de le dire à Son Altesse Royale <sup>4</sup>.... Je vous serais également obligé si vous pouviez y joindre les pièces que vous avez touchant le canal de Mardick.... J'aurais aussi la curiosité de jeter les yeux sur un état des mesures des vaisseaux et de l'eau qu'ils prennent; mais surtout pensez à me munir des bons principes et des bonnes maximes dont vous êtes rempli <sup>5</sup>. Je vous

<sup>1</sup> Arrivé le 26 juillet à Hanovre, le roi George en repartit le 1<sup>er</sup> août pour Pyrmont; cf. *Lettres historiques*, t. I, p. 283.

<sup>2</sup> Aff. étr., Ang., 285, f. 239.

<sup>3</sup> *Ibid.*, Ang., 285, f. 226.

<sup>4</sup> Dubois à Pecquet, 7 août 1716, *ibid.*, Ang., 290, f. 25.

<sup>5</sup> Dubois à Pecquet, 4 août 1716, Aff. étr., Holl., 299, f. 127.

prie de ne rien négliger pour m'éclairer et d'être persuadé de la confiance que j'ai en vos lumières <sup>1</sup>.

On satisfît largement à ces modestes demandes. L'instruction <sup>2</sup>, remise à notre plénipotentiaire, rappelait d'abord les diverses raisons que le cabinet britannique mettait en avant pour ne pas conclure avec la France, puis donnait quelques preuves de l'hostilité de Stanhope contre nous. Mais comme l'abbé Dubois, continuait-elle, avait su se servir habilement de ses relations antérieures avec ce ministre « pour entrer en commerce avec lui pendant le peu de séjour qu'il avait fait en Hollande...., Sa Majesté avait cru, de l'avis du duc d'Orléans, que ce même représentant ayant entamé cette négociation et joignant à beaucoup de talents distingués une connaissance particulière du caractère de M. Stanhope, elle ne pouvait remettre le soin d'une affaire aussi importante à une personne qui fût plus en état que lui, soit de la terminer heureusement, soit de rejeter sur les Anglais le reproche des obstacles qui s'y rencontreraient.... Le roi voulait donc que l'abbé Dubois partît incessamment et que, sans laisser au sieur Stanhope le temps de délibérer s'il convenait à ses vues qu'il fit cette démarche <sup>3</sup>, il arrivât à Osnabruck, puisqu'il était vraisemblable que lorsqu'il y serait arrivé, M. Stanhope ne refuserait pas d'indiquer un lieu où notre envoyé pût se rendre pour l'entretenir. »

L'instruction se terminait en fixant nettement les limites que, dans la voie des concessions, il ne faudrait jamais dépasser.

Dubois quitta Paris le 10 août, fort préoccupé de la grave négociation confiée à son habileté. Aussi, mande-t-il à Pecquet, « tout ce dont vous m'aviez instruit a tellement fermenté dans ma tête que j'ai ergoté comme un Hibernois pendant tout le chemin <sup>4</sup>. » A Louvain, il est informé de la victoire des Impé-

<sup>1</sup> Dubois à Pecquet, 6 août 1716, *ibid.*, Ang., 290, f. 24.

<sup>2</sup> Cf. Aff. étr., Ang., 290, ff. 28 et suiv.; 277, ff. 156 et suiv.

<sup>3</sup> En fait, le roi d'Angleterre, assure Dubois, ne voulait pas que l'abbé vint à Hanovre, et il fallut toute l'habileté de Stanhope pour obtenir qu'on l'y reçût; cf. Dubois à d'Hux., 28 août 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 158; Dubois au Rég., 4 septembre 1716, *ibid.*, Ang., 290, f. 192. — Au cours de cette étude, nous citerons nombre de dépêches de Dubois à d'Huxelles, de d'Huxelles à Dubois; comment alors s'imaginer que Saint-Simon ose bien écrire que tout se faisait à Hanovre, à la Haye, sans que le maréchal en sût rien! Cf. *Mémoires*, XXVII, p. 128, édit. Garnier.

<sup>4</sup> Dubois à Pecquet, 23 août 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 106. — A cette

riaux sur les Turcs. Je l'ai dévorée, dit-il, pendant toute la route, et en arrivant au terme de mon voyage, j'ai été accueilli par la confirmation de ce malencontreux succès <sup>1</sup>.

Le 19, il était à Hanovre. Stanhope le reçut de la meilleure grâce et le fit même loger à son hôtel, dans le plus bel appartement. L'abbé n'osa s'arracher à cette amabilité pourtant fort incommode, le négociateur britannique lui représentant que s'il demeurait ailleurs, ils ne pourraient se voir sans être remarqués et, par suite, sans que l'affaire en souffrit <sup>2</sup>. Les Anglais, effectivement, avaient intérêt à traiter de manière à ne donner aucun ombrage ni à leurs amis de Hollande ni aux Impériaux <sup>3</sup>.

Malheureusement, les circonstances nous étaient fort contraires. En premier lieu, nous l'avons remarqué, on venait d'apprendre la victoire de l'empereur à Peterwardein <sup>4</sup>, et cet important avantage d'un allié avait, sur les bords de la Tamise, non seulement attisé contre nous l'hostilité de plusieurs, mais encore modifié les dispositions favorables de nos amis ; quelques-uns même disaient tout haut à Londres qu'il y aurait insigne maladresse à se lier désormais avec la France <sup>5</sup>, à la veille d'ailleurs, répétait-on, d'une terrible guerre civile <sup>6</sup>.

On y connaissait de plus l'échec de la mission Louville à Madrid <sup>7</sup>, et dans ce regrettable incident l'on voyait d'une part « l'aveu de notre faiblesse et de nos craintes <sup>8</sup>, » de l'autre, un témoignage irrécusable du vif mécontentement contre nous du cabinet espagnol, symptôme d'autant plus grave que le traité de

communication Pecquet répondait plaisamment : « Vous voilà dans la machine, je ne suis pas en peine de la manière dont vous remplirez la mission dont vous êtes chargé ; » cité par Aubertin : *L'Esprit public au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 73.

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 22 août 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 73. — Il s'agit du succès de Peterwardein.

<sup>2</sup> *Ibid.*, f. 73.

<sup>3</sup> Townshend à Stanhope, 28 juillet (v. s.) 1716, *Domestic various*, n° 24.

<sup>4</sup> Cette bataille fut livrée le 15 août. Stanhope, dès le 18, en avait connu le résultat ; cf. Stanhope à Townshend, 18 août 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>5</sup> Dubois à d'Huxelles, 7 septembre 1716, Aff. étr., Ang., 278, f. 32. Cf. dépêche de Chammorel, 21 août 1716, Aff. étr., Ang., 287, f. 15 ; Dubois à Chast., 26 août 1716, *ibid.*, Holl., 299, f. 239.

<sup>6</sup> Chast. au roi, 8 août 1716, *ibid.*, Holl., 299, f. 157.

<sup>7</sup> Sur cette affaire, voir *Mémoires secrets de Louville*.

<sup>8</sup> Dubois au Régent, 4 septembre 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 209 ; Chammorel au ministre, 27 août 1716, *ibid.*, Ang., 282, f. 137.



l'*Assiento*, récemment conclu, manifestait par contre à tous les regards les sympathies de l'Escorial pour la Grande-Bretagne <sup>1</sup>.

Vraiment, n'était-ce pas le moment pour le ministre du roi George de hausser ses prétentions, d'aller, suivant l'expression de l'abbé, bride en main avec nous <sup>2</sup> ? Du premier coup d'œil, Dubois saisit les multiples désavantages de sa situation <sup>3</sup> ; mais n'eût-il pas eu cette clairvoyance, Stanhope se serait chargé de faire briller à ses yeux cette dure vérité. Avec une habileté consommée, le négociateur anglais vanta sa bonne volonté, détailla les obstacles sans nombre qu'il avait dû franchir. C'était uniquement, assurait-il, au prix d'efforts opiniâtres qu'il était parvenu à changer les sentiments où l'on se trouvait depuis longtemps à notre égard. La position avait été si difficile à enlever, la défense tellement acharnée, que depuis quelques heures seulement « il avait reçu d'Angleterre les dernières résolutions favorables à cette alliance, sans lesquelles le roi ne pouvait pas y consentir <sup>4</sup>. »

Si vous étiez informé, disait-il à Dubois, non sans arrière-pensée, de toutes les oppositions que j'ai rencontrées, « de tout ce qui a traversé et traverse encore cette affaire, du nombre infini de personnes qui s'y opposent, vous seriez surpris qu'elle soit encore sur le pied où elle est. » Puis, il chuchotait doucement à l'oreille de l'envoyé français « que dans huit jours il y aurait vingt projets et vingt propositions de la part de l'empereur <sup>5</sup>. »

Stanhope, en parlant ainsi, visait-il, comme précédemment, à effrayer son interlocuteur pour en obtenir de plus larges concessions ? Il n'est pas téméraire de l'admettre, d'autant que ses succès antérieurs devaient l'y pousser.

Au moins, que ce résultat fût cherché ou non, il fut atteint. « J'ai tout lieu de craindre, écrit l'abbé, que tous les jours la cause de Son Altesse Royale, qui est celle de tout le royaume, ne de-

<sup>1</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 8 août 1716, *ibid.*, *Holl.*, 299, f. 159.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 22 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 231.

<sup>3</sup> *Ibid.* — A Paris même, on les avait si bien devinés qu'on n'osait espérer une conclusion favorable; le roi à Chast., 17 août 1716, *Aff. étr.*, *Holl.*, 299, f. 181.

<sup>4</sup> Dub. au Rég., 22 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 230.

<sup>5</sup> *Ibid.*, fol. 231.

vienne plus mauvaise <sup>1</sup>.... Chaque heure a son danger, et milord Stanhope ne revient pas une seule fois de la cour sans m'apporter quelques difficultés et quelques traverses dont il paraît lui-même très embarrassé <sup>2</sup>. »

A Paris, l'on se troublait moins facilement, et l'on n'était pas loin de penser que Dubois se laissait un peu naïvement intimider par des jeux de scène adroitement combinés. Notre envoyé dut se défendre : « Je supplie Votre Altesse Royale, écrivait-il, de n'avoir aucun soupçon que milord Stanhope veuille m'amuser <sup>3</sup> ; il travaille avec sincérité. »

C'était vrai, sans doute ; mais ce qui l'était plus encore, c'est qu'il travaillait aussi avec grande habileté <sup>4</sup>. Un fait suffira pour l'établir.

Chasteauneuf, dans ses négociations avec les États Généraux, avait obtenu que, dans le futur traité, on reconnût la France garante de la Barrière hollandaise <sup>5</sup>. A Hanovre, cette clause déplaisait et inquiétait ; on savait « que l'influence de l'Angleterre serait d'autant plus grande dans les Provinces-Unies qu'elles auraient moins de liens avec nous. » Afin de regagner le terrain enlevé par Chasteauneuf, on imagina de ne point admettre les Pays-Bas dans la convention qui se préparait. On trouvait, dans l'impatience du Régent et de son ambassadeur à terminer promptement, un utile secours pour arriver à cette fin.

Comme les États Généraux seraient lents à se décider, on accepterait de signer les articles arrêtés aussitôt que la France le demanderait ; de la sorte, le traité se conclurait sans la Hollande : du coup la garantie dont on se défait ne serait point donnée, et l'abbé, notait Stanhope, « ne soupçonnerait point

<sup>1</sup> Dubois au Régent. 22 août. 1716, Aff. étr., *Angl.*, 277, f. 231. — Il ne pouvait ignorer, par exemple, que les collègues de Stanhope multipliaient leurs intrigues à Madrid pour nous aliéner davantage Philippe V ; cf. le roi à Chast., 17 août 1716, *ibid.*, *Holl.*, 299, ff. 186, 195.

<sup>2</sup> Dépêche du 23 août 1716, *ibid.*, *Angl.*, 277, f. 239.

<sup>3</sup> Dub. au Rég., 22 août 1716, *ibid.*, *Angl.*, 277, f. 237. — *Nous amuser*, tel avait été bien réellement au début l'objectif de tous les partis en Angleterre, assurait Stanhope ; Dub. au Rég., 4 septembre 1716, Aff. étr., *Angl.*, 290, f. 186.

<sup>4</sup> Cf. Stanhope à Townshend, 29 août 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>5</sup> On désignait sous le nom de *Barrière hollandaise* certaines places fortes des Pays-Bas catholiques, dans lesquelles la Hollande pouvait entretenir garnison ; cf. Coxe, *History of House of Austria*, I, 26.

notre intention en nous prêtant à son désir <sup>1</sup>. » Ce projet n'a-boult pas ; mais il n'en montre pas moins comme nos adversaires savaient exploiter la candeur de notre cour.

Pendant les conférences entre Stanhope et Dubois avaient commencé. Dès le matin, le ministre anglais se présentait dans l'appartement de son hôte, « en robe de chambre et en bonnet de nuit. » Alors s'engageaient des discussions sans fin, se continuant souvent jusqu'au soir.

Les deux interlocuteurs s'observaient attentivement, prêts à profiter de la moindre faute commise. Dubois, dans l'une de ses dépêches, fait confidence à son maître d'un stratagème bien innocent qu'il se permit un jour vis-à-vis de son antagoniste. Stanhope venait de souper avec treize Allemands, et les quatorze convives avaient avalé soixante-dix bouteilles de vin (*sic*) et cinq ou six des liqueurs les plus fortes. L'abbé, sachant que Bacchus, comme l'on disait naguère, délie la langue même des diplomates, attira le ministre anglais près de lui, et mit habilement la question de l'alliance sur le tapis. Stanhope s'oublia et parla depuis neuf heures jusqu'à une heure après minuit, instruisant son adversaire des particularités les plus importantes ; il suffisait à ce dernier de hasarder ça et là quelques objections pour que l'Anglais passât aussitôt d'une matière à une autre. Quand Stanhope s'aperçut de la ruse, il était trop tard ; il eut le bon goût d'en rire le premier <sup>2</sup>.

Ces longues conférences n'étaient pas purs bavardages : la négociation avançait. On s'entendit d'abord, sans trop de peine, relativement à l'engagement réciproque du refus d'asile aux rebelles. La grave question de l'éloignement du prétendant d'Avignon et de son renvoi au delà des Alpes fut moins aisée à régler. A la fin, on convint de trois expédients en laissant au roi George le choix de celui qui lui agréerait davantage <sup>3</sup>.

Les difficultés sérieuses commencèrent à surgir lorsque l'abbé demanda la garantie des traités d'Utrecht. D'abord les ministres

<sup>1</sup> Stanhope à Townshend, 29 août 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 4 septembre 1716. *Aff. étr., Ang.*, 290, ff. 181-186.

<sup>3</sup> Depuis les conférences de La Haye, les Anglais ne faisaient plus de ce renvoi une condition préliminaire à toute négociation : l'éloignement du malheureux prince devait avoir lieu entre la signature du traité et l'échange des ratifications ; ce fut l'expédient auquel s'arrêta Sa Majesté Britannique. Il semble que Dubois ait souscrit avec répugnance à cette dure exigence de

anglais s'y refusèrent obstinément <sup>1</sup> : ils ne pouvaient aussi publiquement abjurer leur passé, approuver ce qu'avec leurs amis ils avaient tant de fois maudit ; surtout ils ne voulaient point mécontenter l'empereur <sup>2</sup>, qu'ils redoutaient toujours <sup>3</sup>. Dubois avait beau varier les expédients, multiplier arguments et objurgations, tout échouait successivement devant un parti pris évident. Notre malheureux négociateur, au désespoir, ne savait plus de quel côté se tourner, lorsque, tout à coup, un revirement complet s'opéra ; ses adversaires lui rendaient les armes : une adroite concession, qu'il jugeait insignifiante pour nous, les avait conquis. La garantie, objet de tant de luttes, était limitée aux intérêts de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, sans qu'il fût question de l'empereur ou du roi d'Espagne <sup>4</sup>.

Un point seulement restait donc en litige ; mais, en réalité, c'était « le point important, essentiel pour l'Angleterre, » celui qui suffisait pour justifier l'alliance <sup>5</sup>, celui qui, du moins, fournirait une bonne occasion de rompre les pourparlers, si les concessions de la France n'étaient pas jugées suffisantes <sup>6</sup> ; car plusieurs se plaisaient à l'espérer, le Régent ne devait jamais consentir à la démolition de Mardick <sup>7</sup>.

Effectivement les propositions de Dubois parurent inacceptables <sup>8</sup>. Sans nul doute, on n'en fut pas trop étonné à Paris ; car demander, comme on le faisait, l'accès libre pour les vaisseaux du pays, c'était le demander pour les vaisseaux de guerre, « une frégate de quarante pièces de canon ne tirant pas plus d'eau qu'un bâtiment du port de huit à neuf cents tonneaux <sup>9</sup>. »

nos nouveaux alliés : « On nous a demandé le renvoi du prétendant, écrivait-il, tenons-nous sur nos gardes et ne nous privons point précipitamment d'un moyen de maintenir l'inquiétude de la cour de Londres ; » cité par Sévelinges, II, 389.

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 22 août 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 79. Le roi à Chast., 17 août 1716, *ibid.*, Holl., 299, f. 186.

<sup>2</sup> Dubois au Rég., 22 août, *ibid.*, Ang., 290, f. 97.

<sup>3</sup> *Ibid.*, Ang., 290, f. 93.

<sup>4</sup> Methuen à Stanhope, 1<sup>er</sup> septembre 1716, *Domestic various*, n° 23.

<sup>5</sup> Townshend à Walpole ; Coxe, *Life and administration of R. Walpole*, II, 92.

<sup>6</sup> Poyntz à Stanhope, 21 juin 1716.

<sup>7</sup> Poyntz à Townshend, 31 juillet, *Townshend papers*, apud Coxe, *Life and adm. of R. Walpole*, II, 58.

<sup>8</sup> Stanhope à Methuen, 24 août 1716 ; Coxe, *R. Walpole*, II, 68.

<sup>9</sup> Instruction à Chast., 4 juillet 1716, Aff. étr., Ang., 277, f. 179.

Vainement Dubois insista longtemps ; vainement il se montra « plus gai, plus gascon et plus haut qu'il n'avait été à son premier voyage ; » vainement, grâce aux instructions reçues de Paris, il ferma souvent la bouche à son terrible adversaire, tout fut inutile ; « il n'y a que Dieu, concluait-il, qui change la volonté <sup>1</sup>. » Stanhope, en effet, se contentait de répondre : le roi n'est pas libre d'accéder aux concessions désirées, car les exigences « formulées par ses représentants sont le résultat de plusieurs conférences du Conseil privé, tenues en présence de Sa Majesté <sup>2</sup>. »

En de telles conjonctures, il semblait impossible d'arriver à une solution satisfaisante. Dubois s'en attristait.

Pour comble d'ennuis, la question de Mardick ; sans son aveu, fut portée à Londres, sous prétexte qu'elle concernait plus spécialement l'Angleterre. L'abbé se montra fort mécontent de ce dernier coup <sup>3</sup>. Mais que ne fallait-il pas dévorer pour parvenir à un bien capital <sup>4</sup> ? Ah ! s'écriait-il, « si nous étions à billes égales avec les Anglais et pouvions, sans de grands inconvénients, nous passer d'eux, (comme) nous aurions ménagé avec plus de dignité et de hauteur quelques avantages et quelques bienséances <sup>5</sup> ! » Vraisemblablement, il se consola de ces déboires, en signant avec Stanhope, le 24 août, les articles dont ils étaient convenus.

Une autre consolation, tout aussi douce, lui vint de l'entière approbation donnée à sa conduite : « Son Altesse Royale, lui mandait d'Huxelles, a été contente de tout ce que vous avez fait, puisqu'elle a observé, en lisant votre grande lettre, votre attention à ménager sa gloire en préférant toujours, comme elle fait elle-même en toutes occasions, les intérêts du roi aux siens propres. » A mon tour, je vous adresse « mon compliment très sincère <sup>6</sup>. »

Ce n'était là qu'un prélude. Le Régent disait par le même

<sup>1</sup> Dubois à d'Huxelles, 22 août 1716, *ibid.*, Ang., 290, f. 102.

<sup>2</sup> Cf. Coxe, *Life and admin. of R. Walpole*, II, 68.

<sup>3</sup> « Je sens l'impudence et la mauvaise foi de nous renvoyer en Angleterre pour le canal de Mardick ; » Dub. au Rég., 39 août 1716, Aff. étr., Ang., 277, f. 280.

<sup>4</sup> *Ibid.*, f. 280.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> D'Huxelles à Dubois, 30 août 1716, Aff. étr., Ang., 290, f. 147.

courrier à son agent : « Je ne puis m'empêcher de vous marquer combien je suis content de vous et de votre négociation. Vive (sic) ceux qui agissent par le cœur <sup>1</sup>. »

Dubois ne s'attarda pas à respirer l'encens de pareilles félicitations : la mêlée le sollicitait de nouveau.

Aussitôt que le renvoi de la question de Mardick au conseil d'Angleterre fut décidé, il écrivit à son maître afin de presser le choix d'un plénipotentiaire et son départ immédiat pour Londres : « Je voudrais, disait-il, racheter de mon sang le temps que les difficultés touchant Mardick nous feront perdre.... Je supplie Votre Altesse Royale de se souvenir qu'un jour de retardement peut lui faire perdre le seul moyen assuré qu'elle puisse avoir pour conserver la paix au dedans et au dehors du royaume <sup>2</sup>. »

A Paris, on comprit la nécessité d'agir sans retard. Sur l'indication de Dubois <sup>3</sup>, et aussi vraisemblablement au souvenir du bon témoignage que le confident du Régent avait rendu à M. d'Iberville <sup>4</sup>, ce diplomate, alors en congé, reçut l'ordre de rejoindre son poste. Le conseil d'Angleterre se montra peu content de ce choix : on croyait d'Iberville mal intentionné envers Sa Majesté et la famille royale, lié d'étroite amitié avec le parti jacobite, partant peu disposé aux concessions jugées nécessaires. Le prince de Galles et les ministres demandaient donc instamment qu'on leur envoyât Dubois lui-même. On comprend que ce n'était point de leur part acte de désintéressement et pur désir de l'entente. Très probablement, écrivait-on, après le chemin qu'il a déjà parcouru, « il se piquerait d'amener à une heu-

<sup>1</sup> 30 août 1716, *Inventaire des autographes réunis par Fillon*, I, 150. A cette même date, une lettre de félicitation lui fut également adressée au nom du roi. *Aff. étr., Ang.*, 290. — Par contre, Chasteauneuf était loin de partager cet enthousiasme : « Il paraît que l'alliance pourra coûter, et être avantageuse aux Anglais; mais les liaisons se fortifieront avec la Hollande, et par là, l'alliance sera dans la suite avantageuse au roi; » cf. Chast. au min., 26 août 1716, *ibid.*, *Holl.*, 299, f. 239.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 23 août 1716, *Aff. étr., Ang.*, 277, f. 251.

<sup>3</sup> *Ibid.*, Stanhope à Methuen, 24 août 1716; Coxe, *R. Walpole*, II, 69. C'était Stanhope lui-même qui l'avait indiqué à Dubois; cf. d'Iberville au Régent, 1<sup>er</sup> février 1717, *ibid.*, *Ang.*, 291, f. 114.

<sup>4</sup> Je ne dois pas celer à Votre Altesse Royale les bons témoignages que milord Stanhope a rendus à M. d'Iberville, m'ayant assuré qu'il s'était conduit très sagement et habilement en toute rencontre et dans des temps très difficiles; » Dubois au Régent, 22 août, *Aff. étr., Ang.*, 277, f. 237.

reuse fin cette grande affaire et, à ce compte, il apporterait plus de sincérité et de facilité dans la négociation <sup>1</sup>. »

Dubois n'eût pas reculé devant ce surcroît de fatigues ; il était prêt, au contraire, à s'offrir pour l'affronter <sup>2</sup>.

Stanhope et son maître n'y consentirent point. « L'abbé a été très malade ici, disait le ministre de Sa Majesté Britannique. Ainsi, jusqu'à ce qu'une nécessité manifeste résulte des dépêches de M. d'Iberville, l'humanité ne permet pas de lui proposer de passer la mer. Sa Majesté incline d'ailleurs à penser qu'en cas de difficultés déraisonnables de la part de M. d'Iberville, l'abbé Dubois rendrait beaucoup plus de services en allant à Paris et en s'efforçant d'obtenir du Régent les ordres convenables <sup>3</sup>. »

Les Anglais, on le voit, avaient malheureusement deviné les empressements pacifiques de notre exubérant envoyé ; ils étaient trop habiles pour négliger à l'occasion un pareil secours.

Toutefois, il n'était pas nécessaire que l'abbé fût aux côtés du Régent pour l'exciter à toutes les concessions possibles. De Hanovre, il écrivait en effet :

Je demande à Votre Altesse Royale de donner ordre à M. d'Iberville et à celui qui devra l'accompagner de ne point barguigner et de céder promptement ce qu'on ne peut pas conserver.... Ayez la bonté, Monseigneur, de leur prescrire de trancher et de ne pas perdre un moment, et de leur dire positivement que le succès et le mérite de leur commission consistera, non pas à vous ménager avec le temps certains avantages, mais à vous envoyer en peu de jours un acquiescement et une convention des Anglais sur ce qui se doit changer à Mardick <sup>4</sup>.

Et comme si de telles sollicitations lui semblaient trop tièdes, il appelle Canillac à son secours, le suppliant de pousser le Régent à presser d'Iberville de conclure au plus tôt :

J'ai une si grande confiance en votre attachement pour notre

<sup>1</sup> Townshend à Stanhope, 5 septembre 1716, *Domestic various*, n° 24.

<sup>2</sup> « Je suis si pénétré de l'importance de la diligence que si une espèce de dysenterie, que les veilles et les incommodités de la route de Westphalie et surtout le fiel de la victoire des Impériaux dont j'ai été abreuvé depuis Louvain m'ont attirée, s'adoucit, je m'offre de passer en Angleterre pour aider M. d'Iberville ; » Dubois au Régent, 22 août 1716. Aff. étr., *Ang.*, 290, f. 89.

<sup>3</sup> Stanhope à Townshend, 15 septembre 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 23 août, 15 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 273, f. 251.

maître, disait-il, qu'il n'y a que cela qui me donne quelque tranquillité. Au nom de Dieu, ne l'abandonnez pas <sup>1</sup>.

Ces inquiétudes, déjà si pénibles, s'accrurent cependant encore dans la suite; l'abbé vivait dans des transes perpétuelles, tellement il craignait de voir à tout moment crouler l'édifice de ses soins et de son habileté. Il n'oubliait pas, il est vrai, que certains articles avaient revêtu la signature de Stanhope et la sienne <sup>2</sup>: c'était trop peu pour le rassurer. Son œuvre demeurerait incomplète et caduque tant que ces conventions ne seraient point confirmées par le Régent et le conseil d'Angleterre <sup>3</sup>. Or, cette confirmation se faisait longtemps attendre.

C'était donc, à ses yeux, une bien faible barrière à opposer aux nombreux artisans de discorde; aussi tout lui devenait-il cause nouvelle d'alarmes.

Un jour, il apprend l'arrivée de l'un des ministres impériaux les plus influents, accouru pour arrêter la conclusion et détourner le coup qui menace son pays <sup>4</sup>. Milord Stanhope lui-même, mandait l'abbé, en est tout effrayé, le moindre choc pouvant renverser notre ouvrage <sup>5</sup>. Il m'a dit souhaiter de tout son cœur qu'il ne survint aucun accident. Mais, a-t-il ajouté, « quelque chose qu'il arrive, je vous ferai la justice d'assurer de part et d'autre que vous avez fait votre devoir en galant homme. » Cette politesse ne m'a point plu. Je crains que ce soit un prélude et une préparation de quelque rétractation <sup>6</sup>.

Un autre jour, ce qui l'épouvante, c'est la présence à La Haye, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, de milord Cadogan, « brutalement déterminé » contre l'union <sup>7</sup>. Enfin, contretemps plus fâcheux encore, voilà qu'on annonce la venue de Sunderland, lui aussi ennemi déclaré de l'alliance, de tous ceux qui la traitent, et malheureusement conseiller très écouté de Sa Majesté

<sup>1</sup> 8 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 278, f. 55.

<sup>2</sup> Le texte latin des articles convenus se trouve au dépôt des archives des Aff. étr., *Ang.*, 282, f. 127.

<sup>3</sup> Dubois à Chasteauneuf, 1<sup>er</sup> septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 278, f. 2.

<sup>4</sup> Dubois au min., 28 août 1716, Aff. étr., *Ang.*, 277, f. 274; cf. Dub. au Rég., 31 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 162. Cet envoyé se nommait Metsch : il était le second plénipotentiaire de l'empereur pour la paix du Nord; *ibid.*, 290, f. 162.

<sup>5</sup> Dubois au min., 28 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 274.

<sup>6</sup> Dubois au Régent, 28 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 274.

<sup>7</sup> *Ibid.*, f. 278.



Britannique <sup>1</sup>. « Quand serai-je hors des inquiétudes que le succès de cette affaire me donne ? s'écriait-il alors douloureusement. J'ai appris assez de choses pour être persuadé que c'est une espèce de miracle que cette négociation soit sur le pied où elle est <sup>2</sup>. »

Et ce beau résultat, un moment suffit à l'anéantir ! Le roi, on l'assure bien, est résolu à se lier avec nous, « mais il n'est pas si engoué qu'il puisse résister aux instances de l'Empereur <sup>3</sup>. » D'ailleurs, il retombe facilement dans les préventions qu'il a nourries naguère « sur l'infidélité de la France et, en dernier lieu, contre Votre Altesse Royale ; même depuis mon voyage à La Haye, on l'a aliéné de nouveau <sup>4</sup>. » A cela, du reste, rien d'étonnant ; parmi ceux qui l'approchent ici, ou en Angleterre, aucun n'est favorable à la conclusion <sup>5</sup>.

On s'explique sans peine que la santé de notre pauvre plénipotentiaire n'ait pas résisté à tant d'inquiétudes et de secousses : il tomba « très malade <sup>6</sup>. » Heureusement, le roi George, de plus en plus gagné, lui envoya son médecin <sup>7</sup> et le mieux se fit promptement sentir. Chasteauneuf lui-même s'en félicita pour le bien de la paix ; à ses yeux, il aurait été fâcheux que l'indisposition de Dubois eût augmenté : « il avait la confiance de milord Stanhope et était bien vu des ministres de Hollande attachés à l'Angleterre <sup>8</sup>. »

Cependant, M. d'Iberville avait quitté Paris dans la soirée du 2 septembre, emportant des instructions fort nettes :

Son Altesse Royale, y lisait-on, m'ordonne de vous marquer qu'elle a de nouvelles raisons fortes et pressantes de vous prescrire de ne pas perdre un seul instant à régler le point qui est remis à vos soins, et qu'il est de l'intérêt essentiel de Sa Majesté de finir sans aucun retardement cette négociation. Ainsi il ne doit point être ques-

<sup>1</sup> *Ibid.*, f. 279.

<sup>2</sup> *Ibid.*, f. 281 ; cf. 4 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 187.

<sup>3</sup> Dubois à d'Huxelles, 28 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 275.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 31 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 284 ; cf. Dubois à d'Huxelles, 14 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 292.

<sup>5</sup> Dubois au Régent, 31 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 283.

<sup>6</sup> Stanhope à Townshend, 15 septembre 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>7</sup> Dubois au Régent, 22 août 1716, *Aff. étr.*, *Ang.*, 277, f. 240. — Le Régent se montra particulièrement sensible à cette attention du roi d'Angleterre pour son envoyé ; d'Huxelles à Dubois, 30 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 150.

<sup>8</sup> 23 octobre 1716. *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 169.

tion de ménager aujourd'hui pour elle ni les légères considérations ni même la dépense qu'il faudra faire pour l'exécution de ce que les Anglais peuvent désirer, et vous devez, sans attendre aucun nouvel ordre, épuiser toute l'étendue des pouvoirs qu'elle vous a donnés <sup>1</sup>, qui sont conformes aux demandes des Anglais.... [Tout cela] vous doit bien faire connaître que des motifs supérieurs et absolument décisifs portent Son Altesse Royale à désirer qu'il ne soit pas perdu un instant pour régler l'article dont il est question.... Ni la raison d'économie ni l'espérance de ce que vous pourriez obtenir après de longs délais ne peuvent entrer en aucune manière en comparaison avec le risque qu'il y aurait de faire échouer une affaire aussi capitale : ainsi ne discutez sur rien de ce que demandent les Anglais qu'autant que l'exécution en serait absolument impossible, et finissez sans aucun retardement <sup>2</sup>.

D'Iberville ne se conforma pas d'abord à ces injonctions, pourtant si catégoriques ; sans doute, il n'en saisissait point l'utilité. Il voulait à tout prix arracher aux Anglais quelques concessions ; les négociations traînèrent donc presque un mois entier.

On comprend les trances de Dubois et son mécontentement. M. d'Iberville, mandait-il à Chasteauneuf, se vante de beaucoup de diligence parce qu'il a vu le prince et la princesse (de Galles) ; je trouve qu'il prend le chemin le plus long en établissant une négociation par écrit pour une discussion qui ne m'aurait pas coûté plus d'une heure de conversation. « Cette longueur, écrivait-il, me coupe la gorge et peut réellement nous attirer un malheur <sup>3</sup>. »

Il suppliait donc notre ambassadeur près des Provinces-Unies d'avertir l'imprudent diplomate que différer encore, c'était s'exposer aux plus sérieux inconvénients <sup>4</sup>.

Lui-même multipliait les dépêches, les prières et les objurgations. « Je ne vous répéterai pas que vous ne sauriez finir trop tôt, puisque l'on aurait de grands reproches à se faire si on lais-

<sup>1</sup> Instruction à d'Iberville, Aff. étr., *Ang.*, 282, ff. 161-163. — Dans une addition à cette pièce, on lisait encore : « .... Je conclurai par vous assurer que la seule bonne manière de servir le roi dans la commission particulière dont vous êtes chargé est de finir de quelque manière que ce soit, et de n'apporter aucune difficulté sur les demandes que les Anglais ont faites.... qu'autant qu'elles seraient véritablement et physiquement impossibles dans l'exécution ; » *ibid.*, f. 165.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Dubois à Chasteauneuf, 22 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 278, f. 182.

<sup>4</sup> Au même, 25 septembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 309, f. 227.

sail le temps aux batteries qu'on voit s'élever contre l'alliance de faire leur effet <sup>1</sup>. Je puis (seulement) vous dire que vous avez risqué beaucoup et que j'en suis affligé. » Quelle responsabilité pour vous si vos attermolements empêchent le traité : ce qui, certes, est plus possible que vous ne semblez croire <sup>2</sup> !

D'Iberville n'en continuait pas moins dans son parti pris de temporisation. A ses yeux, ce qu'on tentait pour terminer plus vite amenait un résultat contraire. Sa maxime favorite était qu'on ne réussit pas avec nos voisins d'outre-Manche en témoignant de l'empressement ; ils en concluent ou qu'on les craint ou qu'on veut les tromper <sup>3</sup>. Un autre à ma place, répétait-il, n'aurait su pousser davantage la négociation, à moins « de donner carte blanche à ces messieurs-ci, et, en ce cas, je dis hardiment que vous auriez encore été à Hanovre le premier jour de l'an prochain ; car il ne faut pas espérer de rien obtenir des Anglais par amitié ou par politesse, et le vrai moyen de les rendre intraitables est de leur faire trop d'avances <sup>4</sup>. »

Il est facile de penser ce que de telles observations, si fondées qu'on les suppose, devaient produire sur les nerfs de Dubois. « Nous sommes environnés de précipices, s'écriait-il ; le danger est tel que je ne serais pas surpris si M. Stanhope venait me dire demain au matin que tout est rompu <sup>5</sup>. » Et l'on s'amuse à discuter des bagatelles !

De vrai, les craintes de l'abbé n'étaient pas sans fondement, car, en ces jours, les efforts se multipliaient pour arrêter la conclusion. On travaillait notamment à circonvenir le roi d'Angleterre, à lui « remplir la tête de toutes les difficultés et de toutes les objections qui se pouvaient faire pour le dégouter <sup>6</sup>. »

Les ministres allemands, même Bernstorff, « quoique homme très vertueux <sup>7</sup> » et naguère bien disposé pour nous, ne s'épar-

<sup>1</sup> Dubois à d'Iberville, Aff. étr., *Ang.*, 282, ff. 231, 262.

<sup>2</sup> Dubois à d'Iberville, 19 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 130.

<sup>3</sup> Cf. d'Iberville à d'Huxelles, 5 octobre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 283, f. 137 ; Chammorel à d'Hux., 3 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 282, f. 145.

<sup>4</sup> D'Iberville à Dubois, 27 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 283, f. 79.

<sup>5</sup> Dubois au Régent, 21 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 306.

<sup>6</sup> Dubois au Régent, 18 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 121. Cf. *ibid.*, *Espagne*, 252, f. 293. « Les Anglais, malintentionnés, disent que le Régent recherche l'alliance pour avoir la couronne de France ; si Dieu nous exauce, cela n'arrivera pas. » Dubois à d'Huxelles, 14 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 104.

<sup>7</sup> Dubois au Régent, 18 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 121.

gnaient pas à cette tâche : « Ces gens-là avaient leurs préventions et leurs intérêts : ils espéraient de l'empereur des titres qu'ils ménageaient depuis longtemps <sup>1</sup>. »

Milord Sunderland, milord Cadogan les secondaient de toute leur énergie <sup>2</sup>, tandis que Marlborough, tout avare qu'il était, se disait prêt à déboursier 100,000 pistoles pour contribuer à l'avortement de la négociation <sup>3</sup>. L'empereur, d'autre part, ne restait pas inactif : sous sa haute direction, trois agents notamment servaient ses intérêts avec dévouement et habileté <sup>4</sup>. M. le marquis de Prié, écrivait de plus Chasteauneuf, vient de passer à Francfort : « il s'abouchera apparemment sans délai avec milord Cadogan et nous les aurons tous deux sur les bras <sup>5</sup>. »

Chasteauneuf ne s'était pas trompé : les Impériaux remuèrent ciel et terre <sup>6</sup>, livrèrent de fréquents assauts au souverain comme à Stanhope <sup>7</sup>. Depuis ma lettre terminée, mandait Dubois, j'ai su que l'envoyé de Vienne avait eu samedi une longue audience du roi et diné hier avec lui et le favori du monarque ; ce même jour, il avait encore entretenu Sa Majesté Britannique, sollicité les ministres, et même milord Stanhope. Ils se sont rendu plusieurs visites ; dimanche, en outre, milord Stanhope fit porter un dîner à la ville dans une maison empruntée, où, dit-on, se trouvait le diplomate viennois : demain matin il doit encore lui donner chez lui un grand repas <sup>8</sup>.

A Paris, leur activité n'était pas moins infatigable : leur principal meneur, Holendorf, « espion plutôt que ministre, » ne cessait d'échauffer la vivacité de Stair et de nourrir sa défiance naturelle en lui répétant à satiété que la France tromperait l'Angleterre <sup>9</sup>. Il savait d'ailleurs semer en terre bien préparée, le

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 18 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 278, f. 121. — C'est ainsi que Bothmar reçut un peu plus tard le titre de comte. Dubois à d'Huxelles, 5 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 36.

<sup>2</sup> Dubois à d'Iberville, 19 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 130 ; à Chasteauneuf, 25 septembre, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 188 ; Chast. à d'Hux., 9 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 105.

<sup>3</sup> Dub. à Chast., 22 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 286, f. 48.

<sup>4</sup> Dubois à d'Huxelles, 27 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 194 ; 15 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 286, f. 25.

<sup>5</sup> Chast. à Dubois, 26 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 230 ; Chast. à d'Iberv., 4 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 309, f. 240.

<sup>6</sup> Basnage à d'Huxelles, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 219.

<sup>7</sup> Dubois au Régent, 4 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 169.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Torcy, *Mémoires diplomatiques*, Bibl. nat., ms. 10670, ff. 770, 823.

mécontentement du représentant de la Grande-Bretagne contre notre gouvernement subsistant toujours <sup>1</sup>.

Dubois, à la vue de tant d'obstacles, redisait son cri plaintif : « Nous sommes traversés par tout le monde, c'est-à-dire par les Impériaux et leurs adhérents, par la cour d'Espagne <sup>2</sup> et par toute l'Angleterre, excepté milord Stanhope et le frère de M. Walpole, de sorte que le plus grand bonheur que nous ayons eu est que milord Stanhope se soit trouvé ici seul et que mon séjour en ce pays-ci ait été caché <sup>3</sup>. »

L'effroi de l'abbé augmentait encore, quand il s'imaginait constater que Stanhope, lui aussi, craignait pour le succès final. « Les projets humains, disait le ministre anglais, sont souvent près de se rompre lorsqu'on les croit les plus assurés <sup>4</sup>. » Dubois, à la lumière de ses propres angoisses, tournait et retournait ces paroles, et tout énigmatiques qu'elles étaient d'elles-mêmes, il leur donnait bientôt une signification malheureusement trop claire.

Ne trouvaient-elles pas d'ailleurs, pensait-il, leur commentaire naturel dans deux petits incidents récents ? D'abord, durant quelques jours, on avait tenu secret le voyage subit de Sa Majesté Britannique à sa maison de campagne ; puis Stanhope lui avait dit dans la conversation que s'il voulait aller faire un tour à Paris, il le pouvait sans inconvénients <sup>5</sup>. N'était-ce pas insinuer nettement que l'alliance trainerait encore longtemps ; peut-être même que les adversaires gagnaient du terrain ?

Si de la Hollande notre envoyé portait ses regards du côté de l'Angleterre, le spectacle qui s'offrait à lui n'était guère plus rassurant. Il voyait entre autres choses que les ministres Townshend et Methuen interprétaient très défavorablement les difficultés de notre plénipotentiaire à la conclusion et s'en montraient fort mécontents <sup>6</sup>.

Ajoutez à cela que d'Iberville lui laissait ignorer les particula-

<sup>1</sup> Torcy, *ibid.*, f. 706.

<sup>2</sup> Cf. le roi à Saint-Aignan, 8 septembre 1716, *Aff. étr., Esp.*, 252, f. 185 ; Chasteauneuf à d'Iberville, *ibid.*, *Holl.*, 309, f. 241 ; Albéroni à Beretti, apud Rousset, *Histoire d'Albéroni*, 296.

<sup>3</sup> Dubois à d'Huxelles, 1<sup>er</sup> septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 286, f. 8.

<sup>4</sup> Dubois à d'Hux., 14 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 103.

<sup>5</sup> Dubois à d'Hux., 27 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290.

<sup>6</sup> Poyntz à Stanhope, 19 septembre 1716 ; Coxe, *R. Walpole*, II, 50 ; Methuen à Stanhope, 19 septembre 1716, *Domestic various*, n° 24.

rités les plus sérieuses de sa négociation. Déconcerté, énervé, l'abbé se répandait en plaintes amères, mais inutiles : « C'est une chose étrange, disait-il, que l'opiniâtreté de M. d'Iberville à ne me donner avis de rien, et à me mettre dans l'impossibilité de savoir ce qu'il fait que par le canal des Anglais, et par conséquent de pouvoir prendre ici les résolutions et les partis convenables <sup>1</sup>. Par cette conduite il m'a jeté dans des embarras inexprimables et m'a coûté plus de larmes qu'il n'en tiendrait dans un seau <sup>2</sup>. »

On s'explique facilement quelle fut son irritation quand il crut être certain que de plus l'imprévoyant négociateur de Londres s'était permis de désobéir plus gravement encore aux instructions de son gouvernement en souscrivant à des concessions funestes à la France au jugement même des ingénieurs anglais <sup>3</sup> : il avait, en effet, consenti au rétrécissement de l'écluse du canal et à la destruction des digues. Par là, assurait Dubois, il ruinait le commerce de Mardick, qu'on devait sans exagération évaluer à cinq cent mille livres par an ; il menaçait tous les environs en rendant désormais fort difficile et incertain l'écoulement des eaux du pays. Aussi, concluait-il, « les Anglais en font des gorges chaudes <sup>4</sup>. »

Le mécontentement toutefois ne paralyse point son patriotisme. Sans perdre un moment, il essaie de réparer cette faute énorme. Il demande qu'on s'en tienne aux conventions précédemment arrêtées. Je suis bien fâché de n'être plus le maître, répond Stanhope ; puisque votre représentant a proposé le rasement du fascinage et fixé des équivalents pour cette concession, je n'ose plus m'en mêler <sup>5</sup>. Mais agir de la sorte, réplique Dubois, c'est modifier un article rédigé de concert avec le roi de la Grande-Bretagne, agréé par lui ; c'est effacer « l'idée qu'on m'avait donnée d'un prince religieux dans la bonne foi et inébranlable dans ce qu'il a promis ; » c'est imposer à votre souverain le rôle d'un

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 2 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 3.

<sup>2</sup> Dubois à Pecquet, 2 octobre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 404.

<sup>3</sup> Methuen à Stanhope, 22 septembre 1716, *Domestic various*, n° 23.

<sup>4</sup> Dubois à Chast., 2 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 6 ; au Régent, 2 octobre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 414. — Chasteauneuf jugeait cette concession beaucoup moins dangereuse ; à d'Iberville, 6 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 309, 280.

<sup>5</sup> Dubois au Régent, 2 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 2.

sultan traitant avec des pirates d'Alger. » Et vraiment, ne suffit-il pas de ce trait pour lui faire perdre la réputation d'un monarque fidèle à sa parole, « en un mot, pour le déshonorer à la face de toute l'Europe ? »

Ces éloquentes objurgations tombèrent inutiles : Stanhope se tut. Notre pauvre négociateur n'eut d'autre consolation que de maudire l'égoïsme britannique, de répéter que les Anglais, non plus que les Persans, ne connaissaient point la générosité, et ne se laissaient pas toucher aux bons procédés <sup>2</sup>.

D'Iberville, évidemment, eut sa part dans ces récriminations. « Le roi (d'Angleterre) m'a dit lui-même, écrivait l'abbé, que les intérêts particuliers l'avaient emporté chez nous sur l'intérêt public <sup>3</sup>. » Et cette grave accusation, il la précise nettement, et en charge à plusieurs reprises notre représentant à Londres, affirmant qu'il avait des preuves convaincantes de sa prévarication <sup>4</sup>.

Pecquet, auquel il s'en ouvrit, aussi bien que le maréchal d'Huxelles, témoignèrent, à cette communication, une extrême surprise, mieux encore, une sorte d'incrédulité <sup>5</sup>. Jusque-là ils avaient tenu d'Iberville « pour un homme de probité, dont jamais on n'avait attaqué les sentiments <sup>6</sup>. » Ils priaient donc Dubois d'établir cette imputation. L'abbé recula, comme s'il eût senti le sol se dérober sous ses pieds, et demanda qu'on gardât un silence complet sur cet incident. « Si vous aviez parlé de mes plaintes contre M. d'Iberville à toute autre personne qu'à M. le maréchal, écrivait-il à Pecquet, je serais inconsolable. A mon retour, je vous exposerai les faits qui m'ont frappé et je souhaiterais de tout mon cœur m'être trompé en mon jugement. J'étais pour lors dans l'obligation d'ouvrir les yeux ; je puis présentement les fermer sur tout le passé et me taire, et je demeurerai dans cette situation tant qu'il me sera possible <sup>7</sup>. » S'exprimer ainsi, n'était-ce point avouer équivalement son erreur ?

<sup>1</sup> Dubois à d'Huxelles, 28 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 278, f. 199.

<sup>2</sup> Dubois à d'Huxelles, 27 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 199.

<sup>3</sup> Dubois à Chasteauneuf, 2 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 6.

<sup>4</sup> Dubois à Chast., 10 octobre 1716, *ibid.*, *Angl.*, 286; Stanhope à Methuen, 19 septembre 1716, *Regencies*, VIII.

<sup>5</sup> Pecquet à Dubois, 7 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 310, f. 32.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Dubois à Pecquet, 20 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 164.

Un peu plus de calme eût, sans doute, préservé Dubois de ce faux pas.

Au milieu de tant de difficultés, l'abbé tournait sa pensée vers la France ; mais de là aussi venaient pour lui les déboires cuisants. Avec quelle vivacité il les sentait ! « Je suis venu à bout comme par miracle de la seule chose qui pouvait assurer la paix du royaume et mettre M. le duc d'Orléans hors de toute atteinte <sup>1</sup>. » On paraît s'en désintéresser entièrement. « J'ai écrit à Son Altesse Royale six dépêches et une lettre particulière, à M. le maréchal d'Huxelles quatre dépêches, et à M. Pecquet cinq lettres ; j'ai envoyé deux courriers sans avoir reçu aucune réponse à toutes ces lettres, ni eu aucun avis de leur réception ... j'ai crié comme un prophète sur le danger où le retardement de l'affaire de Mardick nous expose, je ne me suis pas aperçu que mes jérémiades aient fait une grande impression, ou du moins un grand effet <sup>2</sup>. »

Ce qui n'était guère moins affligeant, l'abbé se demandait avec anxiété, comme naguère, si l'on respectait même le secret de sa correspondance : « Je vous supplie, Monseigneur, écrivait-il à son maître, de ne communiquer mes lettres à personne et de ne pas les laisser tomber entre les mains des canailles qui touchent à vos papiers <sup>3</sup>. » Vraiment, après toutes ces confidences du malheureux plénipotentiaire, on comprend « les larmes de dépit et de désespoir <sup>4</sup> » qu'il nous dit avoir abondamment versées.

Ainsi délaissé de la terre, Dubois, que les pamphlets nous donnent comme un impie déterminé, levait avec confiance ses regards vers le ciel : « Je ferai jusqu'au bout, disait-il, tout ce qui dépendra de mes soins ; le reste est hors de moi et entre les mains de Dieu <sup>5</sup> ; je le prie que le retardement que cette affaire reçoit ne la fasse pas manquer <sup>6</sup>. »

Heureusement l'horizon s'éclairait parfois, et le long de la route rocailleuse où il cheminait, il pouvait de temps à autre arracher quelques fleurs du milieu des épines.

<sup>1</sup> Dubois à Nocé, 7 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 32.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 21 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 144.

<sup>3</sup> Cf. Aubertin, *l'Esprit public au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 87.

<sup>4</sup> Dubois à d'Huxelles, 27 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 290, f. 329.

<sup>5</sup> Dubois à d'Iberville, 19 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 130.

<sup>6</sup> Dubois à Canillac, 9 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 55.



Sans contredit, l'un des moments les plus agréables dont il jouit, parmi tant de traverses, fut celui de sa première entrevue avec le roi d'Angleterre. C'est Stanhope qui le présenta <sup>1</sup>. Le prince le reçut très poliment, et écouta sans aucune marque d'impatience, mais bien plutôt avec démonstration de joie, le compliment qui lui fut adressé au nom de Son Altesse Royale. Toutefois, quand l'abbé voulut excuser le passé, il ne lui fut point répondu. Lorsqu'il s'étendit au contraire sur les désirs du Régent de vivre en grande union avec Sa Majesté Britannique, le monarque lui dit « que *Madame* avait écrit souvent la même chose à la princesse (de Galles) ; qu'il serait ravi que cela se trouvât ainsi ; que présentement il se rendait aux assurances qu'on lui avait données que M. le duc d'Orléans voulait sincèrement prendre liaison avec lui et contribuer au repos public ; » que, de son côté, il se prêterait à tout dans ce but ; c'est pour cela que relativement à Mardick, par exemple, « il avait écrit qu'on lui ferait plaisir d'apporter toutes les facilités possibles et de terminer incessamment. »

Après quoi, continue Dubois, il me gracia fort, m'assurant qu'il était édifié de la conduite que j'avais tenue <sup>2</sup>, et qu'elle n'avait pas peu contribué au succès de la négociation.... Son Altesse Royale, ajouta le prince, ne pouvait s'en remettre « à personne qui fit mieux ni tant que vous avez fait, et je vous rendrai ce témoignage ; » je me confie à vous autant que milord Stanhope ; j'aurai soin que M. le Régent en soit instruit et je vous croirai toute ma vie jusqu'à ce que vous m'ayez trompé <sup>3</sup>.

L'entretien dura longtemps encore, toujours bienveillant et affable de la part du monarque <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Les contemporains ne s'entendent pas sur la date exacte de cette première rencontre ; cf. Stanhope à Methuen, 6 octobre 1716, *Regencies*, VIII ; lettre de James Stanhope, 29 septembre 1716, Coxe, *R. Walpole*, II, 86, *Harrington papers*. Dubois la place au 26 septembre. Cf. Aff. étr., *Ang.*, 290, f. 251.

<sup>2</sup> Stanhope écrivait à la même époque « qu'on ne saurait être plus content d'un ministre que ne l'était le roi de M. l'abbé Dubois ; » au Régent, 11 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 57.

<sup>3</sup> Relation de l'entretien de Dubois avec le roi d'Angleterre au sujet de l'alliance, 29 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 290, ff. 351-358.

<sup>4</sup> A peine cette nouvelle se fut-elle répandue, que les flatteurs, comprenant que Dubois devenait un homme important, accoururent de toutes parts ; cf. Dubois au Régent, 10 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 55.

Dubois revint derechef le souverain quelques jours plus tard <sup>1</sup> et trouva chez lui pareille cordialité. Ce prince lui dit même, à deux ou trois reprises, dans cette seconde audience, qu'il savait à n'en point douter que sans lui les projets d'union n'auraient jamais abouti <sup>2</sup>.

L'abbé méritait bien d'entendre ces réconfortantes paroles.

De longues conversations avec Stanhope, plus intimes, moins cérémonieuses, venaient parfois aussi lui verser l'oubli des tristesses du moment présent. Comme ils logeaient sous le même toit, il leur était facile de s'aboucher, et souvent ils passaient ensemble des heures entières dans d'interminables causeries. On en retrouve l'écho dans la correspondance de notre envoyé <sup>3</sup>.

D'ailleurs, à cette époque, milieu de septembre, les idées du gouvernement anglais s'étaient assez profondément modifiées : on était loin du dédain des premiers jours pour l'alliance française.

Sans doute les négociations de Dubois avaient contribué largement à ce résultat ; pourtant ce revirement était dû, plus encore peut-être, à d'autres motifs. En Angleterre, les difficultés se dressaient toujours menaçantes devant le roi George. Non seulement le mécontentement des tories était aussi vif que jamais <sup>4</sup> ; non seulement les jacobites semblaient préparer au mouvement <sup>5</sup> ; il y avait de plus dissension entre les membres du ministère et l'on entrevoyait la nécessité d'un remaniement qui devait aggraver la désunion <sup>6</sup>. Surtout les affaires du Nord inquiétaient étrangement sur les bords de la Tamise. « On prétend, mandait Chasteauneuf à Dubois, que le roi d'Angleterre est fort animé contre le tsar <sup>7</sup>. » Chasteauneuf ne se trompait point. « Le tsar, écrivait Stanhope, vient d'envoyer ordre, jusque

<sup>1</sup> Le 4 octobre suivant : cette fois encore il fut présenté par Stanhope ; cf. Dubois à d'Huxelles, 5 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 310, f. 36.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 10 octobre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 439.

<sup>3</sup> Cf. Dubois au Régent, 29 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 290, ff. 359-364.

<sup>4</sup> D'Iberville à Chasteauneuf, 11 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 100 ; Chast. à d'Huxelles, 15 septembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 32.

<sup>5</sup> Mahon, *History of England*, I, 241. « Leurs mauvaises intentions éclatent continuellement par des discours d'une hardiesse et d'une insolence incroyables, » d'Iberv. à Chast., 6 octobre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 287, f. 50.

<sup>6</sup> D'Iberv. à Chast., 11 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 101. Cf. Torcy : *Mémoires diplomatiques*, Bibl. nat., ms. 10670, f. 880.

<sup>7</sup> Chast. à Dubois, 19 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 278, f. 101.

dans ses ports de la Baltique les plus éloignés, de rassembler à toute hâte les vaisseaux disponibles, lesquels devront le rejoindre dans le Sund. On ne fait pas de doute qu'il compte cantonner ses troupes, montant à 40,000 hommes, sur les territoires de Danemark, de Holstein et de Mecklembourg. Il y aura probablement de l'opposition, de sorte que je crains qu'on en vienne sous peu aux extrémités. Cette situation ne cause pas un médiocre souci au roi <sup>1</sup>. »

Les ministres partageaient les inquiétudes de leur maître <sup>2</sup>. Aussi Dubois put-il bientôt se réjouir d'un changement visible dans le ton de la cour de Hanovre, changement dont il s'attribuait le mérite : « J'ai tenu, dit-il, depuis quelque temps, un langage et une conduite qui ont mis le roi d'Angleterre dans la résolution et même dans l'impatience de finir <sup>3</sup>. »

L'abbé se flattait outre mesure. Ce qui, du moins, paraissait évident, c'était, dans le prince et ses conseillers, de vraies dispositions à l'alliance ; tant les signes avant-coureurs d'une bourrasque dans le Nord leur semblaient inquiétants ! Le souverain avait manifesté lui-même au conseil de Londres ses désirs de voir promptement terminer l'affaire de Mardick <sup>4</sup>. Stanhope avait encore renchéri sur lui. C'est ainsi que ce ministre écrivait alors : « Comme on peut craindre que les Danois et les Moscovites n'en viennent tout prochainement à une rupture, Sa Majesté souhaite donner le dernier coup (*finishind stroke*) au traité avec la France le plus tôt possible <sup>5</sup> ; ce traité même serait-il moins avantageux qu'il l'est réellement à mes yeux, la situation

<sup>1</sup> Stanhope à Methuen, 25 septembre 1716, *Regencies*, VIII. — Notons que la France, au dire de Chasteauneuf, travaillait au moins indirectement par ses protestations d'amitié et ses avances, à maintenir le tsar dans une hostilité si favorable à nos intérêts ; Chast. à d'Huxelles, 11 août 1716, *Aff. étr., Holl.*, 305, f. 297.

<sup>2</sup> Stanhope à Townshend, 25 septembre 1716 ; Coxe : *Life and administration of R. Walpole*, II, 84. *I am perhaps too easily alarmed, but I confess that I think it will be of fatal consequence, if the negotiation should miscarry*, p. 85 ; et c'est, continue-t-il, ce qui arrivera certainement si l'éclat du Nord est connu avant que l'accord soit conclu. — A ce moment, le tsar avait 30,000 hommes en Danemark ; cf. dépêche de M. Poussin, 29 septembre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 309, f. 240.

<sup>3</sup> Dubois à d'Huxelles, 27 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 278, f. 212. — Ailleurs Dubois est plus réservé et reporte le mérite de la réussite sur d'Huxelles et Chasteauneuf ; 23 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 277, f. 247.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 29 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 290, f. 383.

<sup>5</sup> Stanhope à Walpole, 6 octobre (v. s.), 1716.

des affaires du Nord nous met dans une absolue nécessité de conclure <sup>1</sup>. Je n'ai donc pas autre chose à vous recommander présentement que de vous hâter <sup>2</sup>. »

Autour de ce ministre, l'impatience était plus grande encore, les alarmes plus vives, au point que Stanhope assurait avoir été contraint de multiplier les efforts pour résister aux instances de Bernstorff et de ses amis, le pressant de rédiger avec l'abbé un article sur Mardick, de l'adresser à La Haye, avec ordre à Walpole de le signer <sup>3</sup>.

Les négociateurs français n'ignoraient pas ces empressements fiévreux <sup>4</sup>. Chasteauneuf poussait même à tenter d'en profiter <sup>5</sup>. On ne voit point que nos plénipotentiaires l'aient fait.

Leurs instructions, d'ailleurs, condamnaient noblement ce machiavélisme si connu des politiques et notamment de leurs adversaires actuels. « Je suis persuadé comme vous, écrivait-on au nom du Roi, que les Anglais ont un plus pressant besoin que nous de l'alliance qui leur est proposée.... Mais tout ce qui peut tendre au maintien de la paix étant entièrement convenable aux intérêts du Roi, il faut écarter toute délicatesse capable de rompre ou de retarder les mesures » qu'il convient de concerter pour y parvenir <sup>6</sup>.

Au reste, eussent-ils voulu exploiter cette impatience, ils ne l'auraient pu. L'article de Mardick, en effet, se traitait à Londres et le conseil, qui dirigeait les négociations, serait ouvertement, non sans quelques raisons <sup>7</sup>, des angoisses de la cour de Ha-

<sup>1</sup> Stanhope à Walpole, 9 octobre 1716 (*private letter*); Coxe, *R. Walpole*, II, 101.

<sup>2</sup> Du même au même, 30 septembre 1716, *Regencies*, VIII. — Ailleurs Stanhope pousse à la conclusion pour un second motif : il est effrayé de l'arrivée à La Haye de Berretti-Landi, nouvel ambassadeur du roi d'Espagne; cf. Stanhope à Townshend, 29 septembre 1716; Coxe, *R. Walpole*, II, 86, *Harrington papers*.

<sup>3</sup> Stanhope à Townshend, 16 octobre 1716, Mahon : *History of England*, 343.

<sup>4</sup> « Il paraît par les lettres de l'abbé Dubois que le roi de la Grande-Bretagne et milord Stanhope témoignent beaucoup d'empressement de voir finir cette négociation.... La conclusion est plus nécessaire aux Anglais qu'au royaume en quelque sens qu'on puisse l'envisager. » Cf. Chasteauneuf à d'Huxelles, 15 septembre 1716. *Aff. étr.*, *Holl.*, 300, f. 32; *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 100; 283, f. 112; 289, f. 289.

<sup>5</sup> Chasteauneuf à d'Iberville, 15 septembre 1716, *Aff. étr.*, *Holl.*, 300, f. 213.

<sup>6</sup> Instruction, 23 septembre 1716, *Aff. étr.*, *Holl.*, 300, f. 47.

<sup>7</sup> Cf. Dangeau, *Journal*, XVI, 460.

novre <sup>1</sup>. Il allait plus loin encore, et, prenant hardiment l'offensive, il entendait, au contraire, tirer avantage des craintes mal dissimulées de notre gouvernement. Dubois avait beau, comme il l'assurait <sup>2</sup>, essayer de cacher ses frayeurs et ses désirs, il s'oubliait trop fréquemment, et Stanhope pouvait affirmer savoir positivement qu'il avait envoyé deux courriers à Paris, en insistant sur la nécessité pour le Régent de se rendre aux propositions de Sa Majesté Britannique, relatives à Mardick. Rien de tout cela n'était ignoré de personne. Aussi disait-on publiquement, à Londres comme à Hanovre, que le Régent était résolu à conclure le traité d'alliance à quelque prix que ce fût <sup>3</sup>, à tout céder : tant il redoutait un rapprochement entre l'Angleterre et l'Espagne pour l'exclure du droit à la couronne <sup>4</sup>. Par rapport à Mardick spécialement, on se répétait qu'il suffisait de fermeté pour obtenir tout ce qu'on demanderait <sup>5</sup>. »

D'autre part, les inquiétudes des Anglais, motivées par les complications du Nord, se dissipaient peu à peu ; on apprenait que la descente projetée du tsar et du roi de Danemark dans le pays de Schonen était différée ; on parlait même de conciliation possible entre les puissances septentrionales <sup>6</sup>.

D'Iberville s'employait donc bien inutilement à disputer le terrain pied à pied : force lui fut de terminer sans avoir rien obtenu.

La nouvelle de cette conclusion parvint à Hanovre le 6 octobre ; trois jours plus tard, Dubois et Stanhope souscrivirent une convention particulière contenant dans leur intégrité les

<sup>1</sup> Walpole à Townshend, Coxe, *R. Walpole*, II, 102. — Cette précipitation était assez sévèrement jugée, même à La Haye ; *Townshend papers*, Coxe ; *R. Walpole*, II, 102.

<sup>2</sup> Stanhope à Townshend, 18 septembre 1716, *Regencies*, VIII. — Cette nécessité de terminer était également affirmée par Chasteauneuf ; d'Iberville à d'Huxelles, 5 octobre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 283, f. 141. Aussi Dubois se plaignait-il vivement du bruit répandu par les malintentionnés, et suivant lequel, sur cette question, il y avait désaccord entre nos deux envoyés. Si le traité ne se conclut pas, disait-il, « ceux qui ont fait cette malice seront coupables devant Dieu du sang de tant de milliers d'hommes que notre alliance pouvait empêcher de répandre ; » Dubois à Chast., 28 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 286, f. 98.

<sup>3</sup> Chammorel au ministre, 9 août 1716, *ibid.*, *Ang.*, 287, f. 11 ; 282, f. 120.

<sup>4</sup> D'Iberville à d'Huxelles, 13 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 289, f. 289.

<sup>5</sup> D'Iberv. à d'Hux., 13 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 282, f. 189 ; Torcy, *Mémoires diplom.*, Bibl. nat., ms. 10670, f. 708.

<sup>6</sup> *Journal de Dangeau*, XVI, 460.

articles du futur traité de la *Triple Alliance*. Une clause finale portait que la signature solennelle s'en ferait à La Haye, aussitôt après l'arrivée de Dubois; que les États Généraux seraient vivement pressés d'y accéder; mais que leur refus n'enlèverait rien aux engagements que la France et l'Angleterre contractaient vis-à-vis l'une de l'autre.

Des deux côtés de la Manche, cet événement fut célébré comme un triomphe; on eût dit que, dans ce champ clos, il n'y aurait point eu de vaincus, mais seulement des vainqueurs.

« Cette alliance, disaient les Anglais, n'est pas plus glorieuse en elle-même que favorable dans ses conséquences <sup>1</sup>. » Elle anéantit les espérances jacobites <sup>2</sup>, rend la sécurité aux sujets de Sa Majesté, et montre à l'univers entier ce qu'est notre gouvernement, puisqu'à sa demande, la France consent à la disparition de Mardick, « cette épine cruelle que la Grande-Bretagne portait dans ses flancs. » Il y a lieu d'espérer, en outre, que la Suède, à la nouvelle de cet arrangement, songera sérieusement à un accommodement, et le tsar, nous sachant libres de disposer de toutes nos forces, n'osera nous inquiéter. Quant à la cour de Vienne, elle ne saurait être mécontente, car elle a dû voir quels égards nous avons pour ses intérêts <sup>3</sup>; et si l'Espagne s'irrite, elle ne trouvera personne pour la soutenir. D'ailleurs, elle aurait mauvaise grâce à le faire, la seule clause désagréable ayant été précédemment acceptée par elle <sup>4</sup>.

Le prince de Galles, à son tour, manifestait une grande joie de cette conclusion, « bien convaincu des avantages que le roi son père et lui tireraient de l'union <sup>5</sup>, croyant avec Stanhope que rien ne pouvait arriver de plus opportun pour les intérêts du souverain <sup>6</sup>. »

<sup>1</sup> « Not more glorious in itself than advantageous in its consequence. » Poyntz à Stanhope, Townshend papers, Coxe, *R. Walpole*, II, 83. — Stanhope y voyait l'intérêt des deux princes comme des deux royaumes; au Régent, 11 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 57.

<sup>2</sup> Le gouvernement français s'engageait secrètement « à dire franchement au cabinet de Londres ce qu'il saurait sur les projet des Jacobites. » Stanhope à Townshend, 27 septembre 1716, Mahon, *History of England*, 340.

<sup>3</sup> « That treaty in my conscience I thing is for the emperor's advantage. » Stanhope à Walpole, 6 octobre 1716, *Walpole papers*, Coxe, *R. Walpole*, II, 98.

<sup>4</sup> Poyntz à Stanhope, *Townshend papers*, Coxe, *R. Walpole*, II, 82 et suiv.

<sup>5</sup> D'Iberville au roi, 30 septembre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 283, f. 88.

<sup>6</sup> « Nothing could happen more seasonably for the king's intérêt, » Stanhope

La satisfaction de Dubois ne semblait pas moins complète ; il était enthousiasmé de son œuvre et s'en applaudissait ouvertement. Il écrivait au Régent, même avant la signature : Je vous adresse de bon cœur mon « compliment sur l'alliance ; c'est une planche bien solide, Monseigneur ; sous un nom trivial, elle enferme des avantages incomparables. Sans mentir, elle change votre condition et vous devez avoir une grande attention à la ménager et à la cultiver <sup>1</sup>. » Nous dirons bientôt ce qu'il faut penser d'un jugement si catégorique.

Tout ainsi terminé, le roi George se prépara à partir pour Goeree <sup>2</sup> et Dubois pour La Haye, afin d'y hâter, par sa présence et ses paroles, l'accession des Provinces-Unies à la convention qu'on venait de sceller. Depuis un mois environ, il était accrédité en qualité d'ambassadeur et plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne <sup>3</sup>. Cette dignité ne fit qu'accroître son dévouement et son activité.

Avant de quitter Hanovre, il eut encore la précaution de rédiger en forme de traité, suivant la teneur de ceux de Ryswick et d'Utrecht, les articles arrêtés avec le roi de la Grande-Bretagne <sup>4</sup>. De la sorte, il coupait court aux difficultés que les ministres anglais en Hollande auraient pu susciter ; il enlevait en même temps aux États Généraux tout espoir de modification sérieuse.

La carrière nouvelle qui s'ouvrait devant lui se montra bientôt hérissée d'obstacles.

## II. — NÉGOCIATIONS A LA HAYE

Le 11 octobre, Dubois quittait Hanovre <sup>5</sup>, heureux de l'œuvre accomplie : « Je laisse le roi (d'Angleterre), écrit-il, dans de bonnes dispositions à l'égard de Son Altesse Royale ; » et pour

à Walpole, 6 octobre 1716, *Walpole papers*, Coxe, R. Walpole, II, 98 ; Stanhope à Methuen, 8 octobre 1716, *ibid.*, 100.

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 30 septembre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 278, f. 235.

<sup>2</sup> Goeree, dans l'île de ce nom, à l'embouchure de la Meuse, près d'Over Flakkee.

<sup>3</sup> Les lettres qui lui conféraient cette dignité étaient parvenues le 16 septembre à Hanovre.

<sup>4</sup> Chasteauneuf au roi, 20 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 300, f. 137. — Lire les clauses de ce traité dans Dumont, *Corps diplomatique*.

<sup>5</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 13 octobre 1716. *Aff. étr., Holl.*, 300, f. 107.

ce qui me regarde personnellement, « j'espère passer dorénavant de meilleures nuits que je fais depuis six semaines <sup>1</sup>. »

Son voyage dura plus longtemps qu'il ne l'aurait voulu ; car, malgré la plus grande diligence et bien qu'il eût marché jour et nuit sans sortir de sa chaise depuis Osnabruck jusqu'à La Haye, il ne put atteindre cette ville que le 16, à cinq heures du soir <sup>2</sup>.

« Je ne suis pas en peine, lui mandait Pecquet quelques jours plus tôt, de la manière dont vous vous tirerez du nouveau personnage que vous allez jouer <sup>3</sup>; » votre habileté nous répond du résultat. D'Huxelles se montra moins rassuré ; il le dit crûment à l'abbé dans une lettre entremêlée d'amères critiques et de conseils hautains.

Il commence par lui reprocher ses perpétuelles variations. Tantôt, suivant vous, nous devons « tout sacrifier à la nécessité de finir sans retardement, (tantôt) vous déclarez que vous ne voulez pas avoir la honte de souscrire à des conditions qui vous paraissaient auparavant si peu dignes d'attention !... Vous en serez quitte, conclut-il, pour cette légère observation que vous pourrez perfectionner vous-même en relisant les copies de vos lettres <sup>4</sup>. Je vous demande donc avec instances de suspendre vos jugements pendant le cours de votre nouvelle carrière et sur les facilités et sur les obstacles qui pourront se rencontrer à la perfection de votre ouvrage. Il est de la dernière importance de ne laisser apercevoir ni inquiétude ni impatience à ceux avec qui vous devez traiter, puisqu'ils sauraient bien irriter encore ces mouvements et en profiter <sup>5</sup>. »

Rien de plus sage que de tels avis ; mais si Dubois en comprit la justesse, il dut aussi en sentir vivement la mordante sévérité.

Heureusement une lettre autographe du Régent vint le lendemain verser un peu de baume sur la plaie saignante. « Je n'ai rien à ajouter, mon cher abbé, écrivait le prince, à ce que vous m'avez mandé. M. le maréchal d'Huxelles.... Vous y verrez les raisons qu'il y a de

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 30 septembre 1716, *Aff. étr., Angleterre*, 290, f. 401.

<sup>2</sup> Chast. au roi, 20 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, ff. 136, 146.

<sup>3</sup> Pecquet à Dubois, 7 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 29.

<sup>4</sup> Dubois le fit et prétendit prouver que d'Huxelles le calomniait. Voir les extraits de ses dépêches réunies dans ce but ; *Aff. étr., Holl.*, 310, ff. 143-145.

<sup>5</sup> D'Huxelles à Dubois, 16 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, ff. 62 et 63.



se hâter lentement et de se servir des uns pour presser les autres afin de parvenir à un ouvrage solide.... S'il arrivait quelque chose à quoi je ne m'attends pas qui retardât vos négociations, ne plaignez pas les courriers, et ils seront redépêchés promptement. Il ne me reste plus qu'à vous marquer combien je suis content de votre zèle et de votre conduite, ce que je ferai encore mieux à votre retour, après l'heureuse conclusion où j'espère que vous parviendrez le plus tôt possible <sup>1</sup>. »

Cette conclusion si désirée devait tarder longtemps encore. Certes ce ne fut pas la faute de Dubois : son impatience de terminer était extrême. Aussi, dès le jour de son arrivée, se rend-il à l'hôtel du représentant anglais, Horace Walpole. On lui annonce que l'ambassadeur absent rentrera seulement après minuit. L'abbé n'hésite pas à l'attendre : car, à ses yeux, il faut à tout prix se mettre incontinent à l'œuvre. C'est qu'il aperçoit de tous côtés les adversaires de l'union s'agiter contre ses desseins. Ici le grand pensionnaire, Marlborough, Walpole, Cadogan ; là Philippe V avec ses projets d'alliance entre l'Espagne et les Provinces-Unies <sup>2</sup>.

Stanhope, du reste, ne paraissait guère moins alarmé. Au moment de la venue de Dubois à La Haye, il lui écrivait : « L'empereur va faire sa paix avec le Turc ; les petites brouilleries qui s'étaient élevées entre les alliés du Nord viennent d'être heureusement ajustées ; le tsar et le roi de Prusse demandent qu'il leur soit permis de faire visite au roi d'Angleterre.... Si vous avez à cœur comme moi la paix de l'Europe <sup>3</sup> et que vous croyiez qu'elle convienne à vos intérêts, je vous conjure de finir notre traité et d'en presser la signature avec nos plénipotentiaires. Croyez-moi, quelque peu que nous perdions de temps, il s'élèvera mille difficultés insurmontables <sup>4</sup>. »

Les difficultés redoulées surgirent bientôt de toutes parts. La première vint de la France.

<sup>1</sup> Le Régent à Dubois, 17 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 84.

<sup>2</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 9 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, ff. 104 et 105.

<sup>3</sup> Il semble que l'intérêt de l'Europe ne poussât point seul le ministre anglais ; peut-être songeait-il davantage encore à celui de sa patrie : « Avant trois ans, disait-il, si l'on n'arrête le tsar, il sera le maître absolu dans la Baltique ; car, certainement, c'est à cela qu'il vise. » Cf. 25 septembre 1716, Mahon, *History of England*, I, 340.

<sup>4</sup> Stanhope à Dubois, 16 octobre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 386, f. 151.

Les négociateurs de Hanovre, nous l'avons dit, avaient décidé que, dans les premiers temps de son séjour en Hollande, l'abbé signerait avec l'un des ministres du roi George les articles arrêtés précédemment. Cet arrangement agréait fort à Dubois. De la sorte, croyait-il, on abattait par avance les obstacles que des Anglais hostiles à la conclusion pouvaient dresser de concert avec les agents de l'empereur <sup>1</sup>; on obviait encore aux mille incidents imprévus toujours à redouter en des circonstances si graves <sup>2</sup>.

A Paris comme à La Haye <sup>3</sup>, cette combinaison fut désapprouvée par les collaborateurs de l'abbé. Une dépêche du maréchal d'Huxelles, inspirée principalement par Saint-Simon, s'il faut en croire l'affirmation du grand seigneur <sup>4</sup>, défendit à notre plénipotentiaire de passer outre, sans être suivi par les États Généraux <sup>5</sup>. On donnait un double motif à cette prohibition. On craignait d'abord qu'une signature séparée avec la Grande-Bretagne ne mécontentât les Provinces-Unies, en paraissant leur enlever « les moyens d'entrer avec bienséance et comme partie principale dans un traité où l'on statuait sur plusieurs points qui regardaient directement leur République <sup>6</sup>. » Si de plus le cabinet britannique atteignait ainsi le résultat cherché par lui, ne devait-on pas appréhender qu'il n'agit point dans la suite avec la même vigueur pour presser la Hollande de finir sans retard <sup>7</sup>? Le plus sage était donc de différer.

Ces ordres, que Dubois était loin d'attendre, le jetèrent dans une étrange stupéfaction et lui valurent les plus affreuses nuits qu'il eût passées de sa vie <sup>8</sup>. Il fut même incommodé, malade au point de ne pouvoir écrire à Paris par l'ordinaire <sup>9</sup>. Bientôt cependant il secoua l'affaissement dans lequel ce coup l'avait plongé et retrouva son énergie. Il descendit donc fiévreusement dans la lice, saisit la plume, la seule arme à sa portée, et les

<sup>1</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 23 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 306, f. 64.

<sup>2</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 23 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 306, f. 64.

<sup>3</sup> Du même au même, 16 octobre, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 134.

<sup>4</sup> *Écrits inédits*, III, 274.

<sup>5</sup> D'Huxelles à Dubois et à Chast., 17 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 300, ff. 112 et suiv.

<sup>6</sup> *Ibid.*, f. 112.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 243.

<sup>9</sup> Chast. à d'Hux., 23 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 306, f. 65.

lettres partirent nombreuses, vrais plaidoyers, habiles et variés, en faveur de sa tactique.

A Pecquet, il énumère les raisons qui contraignent à une signature immédiate, indépendamment de la Hollande. Ne pas conclure, alors que la chose est possible, c'est, à ses yeux, se précipiter de gaieté de cœur dans des périls incalculables <sup>1</sup> ; c'est vouloir échouer misérablement au port. Quelle honte d'ailleurs on infligerait de la sorte à notre plénipotentiaire ! Il s'est avancé, après avoir, à maintes reprises, prévenu son gouvernement <sup>2</sup> ; on l'a laissé s'engager solennellement, et voilà que subitement on le désavouerait ! Mais il se refuse à le croire <sup>3</sup>.

Avec d'Huxelles, il n'argumente plus, il ne récrimine pas, il s'excuse, insinue, s'humilie et cajole. Il écrit en effet :

Malgré la grande prévention que j'ai sur la pénétration et l'étendue de vos lumières, j'ai eu le chagrin, Monsieur, de ne pouvoir pas me persuader qu'on pouvait sans danger négliger de signer avec un ministre anglais, muni d'un plein pouvoir, les articles dont nous sommes convenus.... Comme je suis persuadé qu'un ange pourrait se tromper s'il raisonnait sur des faits faux ou s'il ignorait les faits dont il est question, je suis aussi convaincu que lorsque vous serez informé de la véritable situation où nous nous trouvons, vous découvrirez dans un moment le chemin le plus sûr.... J'ai au moins le sens d'avoir bientôt reconnu la supériorité de vos lumières et de n'avoir pas voulu partir de Paris pour Hanover sans vos instructions...., et j'estime que nous sommes bien heureux d'être à portée de les recevoir souvent. Ne craignez donc pas, Monsieur, puisque vous nous l'avez prescrit, que nous montrions aucune inquiétude ni impatience.... Quand nous aurons cette sûreté que je désire depuis si longtemps et que nous serons à couvert des dangers qui m'intimident, je sens bien que nous pourrions être tranquilles et que nous exécuterons vos ordres avec tout le flegme que vous pourriez désirer et avec supériorité ; et je crois que vous pourrez garantir à Son Altesse Royale le succès de notre négociation. J'ai été trop saisi de l'importance de cette affaire pour avoir pu admettre le moindre ris-

<sup>1</sup> « Tant que nous ne serons pas munis de cette signature (avec les Anglais), nous sommes toujours en quelque danger et en butte aux intrigues du marquis de Prié et de M. Cadogan et à toutes les demandes que les États Généraux voudraient nous faire, » Dubois et Chast. à d'Huxelles, 20 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 300, f. 149.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 26 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 300, ff. 204 et suiv.

<sup>3</sup> Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 243.

que et je suis encore aussi susceptible de cette crainte. Mais si vous voulez bien me passer cette prudence, ou, selon vous, cette faiblesse, je pousserai ma quiétude si loin qu'il vous plaira, et j'ai fait des épreuves qui me font connaître que je n'en suis pas incapable.... Rien n'est plus possible, Monsieur, et rien ne me coûterait moins à avouer que les fautes, les inadvertances et les (*sic*) galimatias dont mes lettres peuvent être remplies, parce que je n'ai pensé qu'à employer le peu de temps, dont je pouvais disposer, à vous rendre compte précipitamment derrière un paravent de tous les faits qui viennent à ma connaissance, afin de vous mettre en état de m'aider souvent de vos excellents conseils, et puisque vous m'accordez du zèle et de bonnes intentions...., je me trouve très bien traité. Mais que j'aie varié, comme vous le pensez, je ne le crois pas; car *altri tempi, altre cure* : on ne reproche point à un matelot d'avoir changé de voiles lorsque le vent a changé <sup>1</sup>.

Si Dubois ressemblait, dans sa conduite, à l'habile matelot, dans sa correspondance, il tenait surtout de l'orateur avisé, qui sait, avec une étrange désinvolture, modifier ses moyens d'action suivant son auditoire. Il sera facile de le constater; il suffira pour cela de parcourir la dépêche adressée à Nocé en la rapprochant de la précédente.

Dans le temps que tout ce qu'on a pu désirer tourne entre mes mains au delà de toute espérance, on m'écrit des lettres très désobligeantes, où l'on me reproche sans rime ni raison des variations; et sans savoir l'état présent des choses, sur d'anciennes idées et de vieux lieux communs, on m'envoie des ordres qui dérangent tout mon système et qui me font enrager. Et Son Altesse Royale a la facilité de souscrire à tout cela! Ce qui m'oblige de lui écrire pour la supplier de révoquer ses ordres, ou de me révoquer moi-même.... Il ne faut pas vouloir raisonner de si loin, et je vous assure qu'ils n'ont pas d'idée de ce pays-ci.... On a plus de peine à les désabuser qu'à faire l'affaire principale. Dorénavant, je tiendrai pour un miracle au-dessus de tous ceux de saint Antoine de Padoue quand une affaire étrangère réussira. J'ai des choses très importantes à communiquer à notre maître; je n'ose les lui écrire de peur qu'elles tombent entre les mains de gens qui ne peuvent souffrir ceux qui sont attachés à lui personnellement et qui cheminent droit; ce qui m'afflige, car il y a des moyens pour lui faire faire le plus grand personnage de l'Europe <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Dubois à d'Huxelles, 26 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 300, f. 218 et suiv.

<sup>2</sup> Dubois à Nocé, 26 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 155.

Ce n'étaient là, dans cette lutte, que des préliminaires, fort instructifs pour nous, il est vrai ; Dubois jusqu'ici n'avait pour ainsi dire combattu qu'aux avant-postes, il lui fallait diriger ses efforts sur le cœur même de la place. Nocé fut donc chargé de remettre au Régent une longue dépêche, et de solliciter « une prompte réponse avec un mot de la main » du prince, car, confesse ingénument l'abbé, « il n'y a que ses lettres qui le soutiennent et le consolent d'être si longtemps éloigné de sa personne <sup>1</sup>. »

Voici les passages saillants de cette pièce :

Je viens de recevoir de M. le maréchal d'Huxelles un ordre fort grave : il me prescrit de votre part de ne point signer avec les Anglais avant que l'on puisse signer avec les États Généraux. J'avoue à Votre Altesse Royale que je n'ai jamais été si étonné, d'autant mieux que depuis le 22<sup>e</sup> d'août je n'ai écrit presque aucune lettre sans marquer l'impatience et les raisons que j'avais de souhaiter cette signature, comme Votre Altesse Royale peut le voir dans l'extrait ci-joint <sup>2</sup>, que je la supplie très humblement de parcourir avant que d'achever de lire ma lettre, de sorte qu'ayant proposé dans dix lettres de suite ce projet comme un point capital sur lequel il ne fallait pas perdre un moment, sans que dans les réponses on m'ait fait la moindre difficulté sur cette résolution, et les raisons que j'avais pour lors subsistant encore aujourd'hui dans toute leur force et se trouvant même réunies dans la situation présente et fortifiées par de nouveaux motifs, je croyais n'avoir rien de plus pressé ni de plus important que de parvenir à cette signature.... Si M. le maréchal d'Huxelles était sur les lieux et qu'il vît les choses comme elles sont, je suis convaincu qu'il serait aussi inquiet sur ce point que je le suis. Quand on a acquis un bien si essentiel, si envié, on ne doit pas perdre un moment pour se l'assurer si on peut.... Nous avons sous les yeux les dangers dont nous sommes environnés : il y en a à la cour de Hanovre, l'Angleterre en fera naître et en fournira tant qu'on voudra. Le marquis de Prié va de porte en porte déclamer contre notre alliance pour détourner les États Généraux d'y entrer ou les porter au moins à la différer. Il est en commerce avec ceux d'Angleterre qui l'abhorrent.... Le marquis de Prié et M. Cadogan confèrent secrètement tous les jours. Ce dernier ne néglige aucune intrigue pour éloigner la conclusion et il n'a rien oublié pour détacher de nos inté-

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> Cf. *Aff. étr., Holl.*, 310, ff. 143-145.

rêts M. Walpole qu'il ne perd point de vue. Je ne puis taire, en outre, que si la signature se diffèrait jusqu'à l'ouverture du Parlement d'Angleterre, M. Stanhope m'avait avoué que, malgré le pouvoir qu'il avait dans la Chambre basse et malgré le crédit de M. Walpole<sup>1</sup>, il ne doutait pas qu'on ne la fît rompre.... [Et puis], si M. le chevalier de Saint-George venait à mourir<sup>2</sup>, qui peut répondre du changement que cet événement ferait dans l'esprit du roi d'Angleterre!

L'abbé réfute ensuite les raisons alléguées contre sa combinaison. Il s'occupe notamment du mécontentement redouté de la part des États Généraux. A ses yeux, ces craintes n'ont aucun fondement, tant jusqu'ici tous se sont réjouis des conventions arrêtées. Aussi l'on « n'entend parler que de remerciements et de satisfaction, et nullement de plaintes, ni de reproches, ni de soupçons, ni de jalousie. »

En terminant, Dubois attire l'attention sur lui-même; il sait que les arguments de cette nature ne sont pas sans puissance sur un maître dont il possède toute la confiance :

Je supplie Votre Altesse Royale de ne jamais perdre de vue les malheurs qui peuvent arriver, dont j'avoue que la seule crainte m'ôte entièrement le repos et me rend incapable d'agir dans un temps où, pour la servir utilement, il faut être en action depuis le matin jusqu'au soir et qui demanderait une entière liberté d'esprit. Je me flatte que Votre Altesse Royale n'a pas assez mauvaise opinion de moi pour croire qu'une sotte vanité ou quelque chose de personnel ait part au chagrin que j'ai...., et j'ose me vanter d'être à cent piques au-dessus de ces faiblesses; mais je ne puis pas dissimuler que les dangers que je connais m'intimident et m'abattent au point de me rendre presque inutile. J'ai fait les deux choses qui pouvaient me tenir au cœur, dont l'une est d'avoir fait connaître en Hollande et en Allemagne Votre Altesse Royale telle qu'elle est, et d'avoir entièrement effacé les idées qu'on avait prises d'elle; et l'autre d'avoir eu le bonheur de déterminer le roi d'Angleterre à convenir de votre alliance.... Si toutefois ce que je prends la liberté de vous représenter vous paraît entêtement plutôt que raison, sans vous fatiguer davantage, je vous supplie de me permettre de retourner à

<sup>1</sup> Robert Walpole, partisan de l'alliance, ne doit pas être confondu avec Horace Walpole, alors ambassadeur en Hollande, et fort opposé à l'union avec la France.

<sup>2</sup> A cette époque, il était question de lui faire subir une dangereuse opération.

Paris pour avoir soin de ma santé, ce que Votre Altesse Royale peut m'accorder sans que votre service en souffre <sup>1</sup>.

Quatre jours plus tard, l'abbé revenait à la charge. Il répète les mêmes arguments, signale les mêmes dangers, manifeste les mêmes appréhensions ; mais cette fois il parle avec un calme complet ; sa plume ne tremble plus ni de crainte ni d'indignation : on sent qu'il aperçoit la victoire à sa portée <sup>2</sup>. En fait, ce jour-là même, 30 octobre, une lettre autographe du Régent partait de Paris pour annoncer au tenace négociateur que toute liberté lui était rendue et qu'il pouvait signer, avec les Anglais seuls, les articles convenus <sup>3</sup>.

L'heureux vainqueur triompha modestement et, la crise passée, il voulut étudier encore la question, prêt à renoncer à son projet si la froide raison le lui demandait. Il en avertit confidentiellement son maître.

Après avoir examiné de nouveau le pour et le contre, lui écrit-il, « sans le moindre retour sur moi, je n'ai pas pu me convaincre que je devais me dispenser de signer, ni prendre sur moi de renoncer à cette assurance, si je puis l'avoir. Plus j'ai pesé les principales circonstances dont j'ai connaissance et plus j'ai digéré l'impression et le sentiment que je trouve en moi sur ce point, plus je me suis fortifié dans la pensée que, la négociation pouvant durer encore quelque temps, il sera sage de s'assurer contre les malheurs qui peuvent arriver et que cette précaution ne peut avoir aucun inconvénient <sup>4</sup>. Je ne crois pas que je puisse reculer plus loin que demain ou après-demain <sup>5</sup>. »

Dubois se trompait : il allait être rejeté au large, au moment même où il croyait entrer au port.

Pendant qu'il luttait et l'emportait sur ce point du champ de bataille, en effet, de nouveaux ennemis entraient en ligne d'un autre côté et lui arrachaient pour quelque temps la victoire. Cette fois l'attaque venait des Anglais.

L'ambassadeur du roi George dans les Provinces-Unies, Ho-

<sup>1</sup> Dubois au Régent, 26 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 300, ff. 204 et suiv. ; 310, ff. 135 et suiv.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, ff. 65 et suiv.

<sup>3</sup> Le Régent à Dubois, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 177.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 6 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 311, ff. 63 et suiv.

<sup>5</sup> Dubois au Régent, 6 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 144.

race Walpole, s'était d'abord montré partisan de l'alliance projetée ; mais son long séjour dans les Pays-Bas, « le crédit qu'il s'y était acquis, l'avaient rendu tellement partial aux intérêts des Hollandais, qu'il s'était avancé, écrivait Stanhope à l'abbé, sans aucune autorité suffisante ou, du moins, sans aucune autorité émanée du roi par le canal de ce ministre, à assurer les États Généraux qu'aucun traité ne serait signé sans eux ou sans leur aveu <sup>1</sup>. »

Aussi, lorsqu'il reçut l'ordre de son gouvernement de conclure avec Dubois, indépendamment de la Hollande, il ne put s'y résoudre. Il en avertit Stanhope en termes fort énergiques : « il aimerait mieux mourir que de consentir à un acte qui porterait une grave atteinte à son honneur et à sa conscience <sup>2</sup>. » En conséquence, il sollicita et obtint son rappel <sup>3</sup>, ce qui lui valut le mépris de plusieurs en Hollande, suivant l'abbé <sup>4</sup>.

La négociation restait donc tout entière entre les mains de Cadogan, adversaire, lui aussi, de l'entente avec la France <sup>5</sup>. Les circonstances n'allaient guère lui permettre d'écouter ses intentions hostiles.

Cependant, les pleins pouvoirs, depuis longtemps demandés pour les représentants anglais, n'étaient pas encore arrivés. Dubois en informa Stanhope dès le lendemain de sa venue à La Haye. J'espère, concluait-il, que la prévoyance de Votre Excellence d'écrire à Londres, il y a déjà quelque temps, aura avancé cette expédition et que ces pièces nécessaires nous parviendront incessamment <sup>6</sup>.

A cette première cause de retard s'en ajouta bientôt une autre : Stanhope réclamait un délai de huit ou dix jours pour laisser à la Hollande le temps de réfléchir et de se décider :

Mgr le duc d'Orléans, écrivait-il, ferait un sensible plaisir au roi, et je puis vous dire que vous me feriez non seulement beaucoup de

<sup>1</sup> Stanhope à Dubois, 20 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 310, f. 165.

<sup>2</sup> « I had rather starve nay die than do a thing that gives such a terrible wound to my honour and conscience. » Mahon, *History of England*, I, 346.

<sup>3</sup> H. Walpole à Towshend, octobre 1716; Coxe, *R. Walpole*, II, 103; 17 octobre, *ibid.*, II, 106.

<sup>4</sup> Dubois à Stanhope, 7 novembre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 309, f. 296.

<sup>5</sup> Dubois et Chasteauneuf à d'Huxelles, 20 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 149; Dubois au Régent, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 47.

<sup>6</sup> Dubois à Stanhope, 17 octobre 1716, *Regencies*, VIII.



plaisir aussi, mais me rendriez un service très réel pour mon particulier.... Au reste, Monsieur, ni ce que je viens de vous dire ni aucun autre événement quel qu'il puisse être, n'est ni ne serait capable de faire tant soit peu changer de sentiment au roi qui a pris son parti et qui le soutiendra.... Je réitère pour la troisième ou la quatrième fois à lord Cadogan de signer dès que le plein pouvoir sera venu et qu'il en sera requis par vous <sup>1</sup>.

Dubois répondit avec cette emphase qu'on retrouve trop souvent sous sa plume :

Vos paroles sont si puissantes sur moi, Monsieur, qu'avec la moitié vous me feriez remuer des montagnes. Aussi comptez positivement que rien ne sera signé avant le temps que Votre Excellence m'a prescrit <sup>2</sup>.

Il dut accéder d'autant plus aisément à cette demande, qu'il sollicitait alors lui-même une double concession de la cour de Hanovre.

Le maréchal d'Huxelles venait de l'avertir que le chevalier de Saint-George allait prochainement subir une pénible opération chirurgicale <sup>3</sup> ; partant on craignait d'être dans l'impossibilité à son égard d'exécuter en temps voulu les engagements souscrits. On désirait donc que le roi d'Angleterre accordât un sursis de quelques jours, si les circonstances l'exigeaient. D'ailleurs on ne négligerait aucune précaution pour n'être point induit en erreur. Déjà un médecin de la Charité <sup>4</sup> s'était rendu sur les lieux pour juger par lui-même de l'état du prince ; et si Sa Majesté Britannique le souhaitait, « elle pourrait, elle aussi, avoir auprès du malade un chirurgien ou tel homme de confiance qu'il lui plairait » pour tenir son gouvernement au courant du progrès du mal ou de la guérison <sup>5</sup>.

Une dernière mesure de prudente condescendance restait à prendre. Comme Stair ne tarderait pas à connaître nos désirs de délais, qu'il en profiterait peut-être pour noircir nos inten-

<sup>1</sup> Stanhope à Dubois, 24 octobre 1716, Aff. étr., Ang., 286, f. 147 ; *Holl.*, 310, f. 160. Cf. Dubois au Régent, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 56.

<sup>2</sup> Dubois à Stanhope, 29 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, f. 175.

<sup>3</sup> « Après avoir été incommodé des hémorroides, il souffrait d'une fistule. » Dubois à Stanhope, 17 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 310, ff. 113 et suiv.

<sup>4</sup> Instruction à Dubois et à Chasteauneuf, 17 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 300, f. 120. — Il se nommait Guérin ; cf. *Lettres historiques*, t. L, 563.

<sup>5</sup> *Ibid.*, *Holl.*, 300, f. 120.

tions auprès de son maître, à Paris on s'en remettait à l'abbé pour décider s'il ne conviendrait point de devancer l'ambassadeur et, sans attendre davantage, d'écrire en confidence à milord Stanhope pour l'instruire de tout, « le prier de suggérer les moyens de lever les difficultés <sup>1</sup> » prévues, et parer aux coups redoutés.

Dubois crut bon d'entrer dans ces vues et d'agir aussitôt près du puissant ministre. Grâce à cette intervention, tout s'expliqua, et « nous donnâmes de plus une preuve évidente que nos procédés paraissaient simples, comme ils l'étaient en effet <sup>2</sup>. »

La seconde question dont s'occupait l'abbé était, sans contredit, plus délicate et plus épineuse. Dans une lettre à son maître, il l'avait prévenu que la signature de La Haye, comme celle de Hanovre, devait rester secrète, par ménagement pour les États Généraux, jusqu'au moment de leur accession. Ses ennemis exploitèrent cette particularité pour l'attaquer violemment et jeter à tous les échos qu'il s'était laissé duper par les Anglais. Eh quoi, disaient-ils, on exige de nous la destruction de Mardick, l'expulsion du prétendant, avant la conclusion définitive, avant tout accord avec la Hollande ! Mais si les Provinces-Unies, contentes de nos concessions sur ces deux points, se refusaient à tout engagement ultérieur, quelle situation pour la France ! Quel résultat de tant de négociations et de complaisances !

Aussi, continuait Dubois, pour mettre en repos l'esprit de M. le duc d'Orléans sur cette vision, je vous supplie, Monsieur, de me faire la grâce de m'écrire deux mots dans une lettre que je puisse envoyer à M. le duc d'Orléans, où vous aurez la bonté de marquer que vous ne souhaitez point que les articles que j'ai signés avec vous et que je signerai avec M. Walpole ou mylord Cadogan soient publiés avant que nous signions avec les États Généraux, et que jusqu'à cette signature publique du traité, vous ne demandiez point que la France exécute les conditions du traité touchant le chevalier de Saint-George ni touchant Mardick, à moins que M. le duc d'Orléans ne juge à propos de le faire de son bon gré et pour sa commodité...

<sup>1</sup> Aff. étr., *Holl.*, 300, f. 122.

<sup>2</sup> Instruction, 29 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 193.

Vous me ferez un véritable plaisir de me donner ce moyen de démentir la malice de mes envieux <sup>1</sup>.

Stanhope répondit le 25 octobre.

La requête relative au prétendant semble n'avoir point souffert de grandes difficultés ; le roi d'Angleterre, comptant absolument sur la bonne foi de M. le Régent, s'en remettait à lui de l'exécution de sa promesse <sup>2</sup>.

La seconde demande parut plus extraordinaire et plus inquiétante. Elle impressionna défavorablement Sa Majesté Britannique, « comme ayant l'air de préluder dans cette affaire au manque de sincérité que le gouvernement anglais devait toujours craindre, disait Stanhope, dans ses relations avec la France <sup>3</sup>. » Néanmoins on consentit au délai sollicité. Le favori du roi George se contenta d'exiger que le secret de la signature durât un mois tout au plus, et que, ce terme passé, les clauses en fussent intégralement exécutées <sup>4</sup>.

C'était là, pour Dubois, un succès personnel ; aussi la condescendance du cabinet de Saint-James ravit-elle notre confiant négociateur, toujours prêt à s'enflammer quand il s'agissait de ses amis d'outre-Manche. « Les dépêches que nous venons de recevoir, dit-il à son maître, m'ont fort rafraîchi le sang et comblé de joie M. de Chasteauneuf ; » une fois de plus, elles ont mis en pleine lumière la droiture et la fermeté de Stanhope <sup>5</sup>.

Elles fermaient, du moins pour un moment, la bouche à ses envieux.

Tous ces obstacles successivement écartés, rien ne s'opposait plus à la conclusion de l'accord. Dubois avisa lord Cadogan qu'il se tenait à ses ordres. Le représentant britannique présenta son plein pouvoir. L'abbé, après l'avoir scrupuleusement examiné, le trouva défectueux : il fallait au plénipotentiaire an-

<sup>1</sup> Dubois à Stanhope, 17 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 310, ff. 113 et suiv.

<sup>2</sup> Stanhope à Dubois, 25 octobre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 286, f. 149. — Pourtant, dans l'entourage du monarque, on n'était pas sans inquiétude : We expect with the last impatience to hear what is become of Pretender, écrivait Cadogan à Stair ; *Annals of Stair*, I, 321. — Voir, aux Affaires étrangères, quelques détails sur le voyage du prince après son départ de France, *Turin*, 129, f. 104.

<sup>3</sup> Stanhope à Townshend, 26 octobre 1716, *Regencies*, VIII ; *Aff. étr., Holl.*, 310, f. 162.

<sup>4</sup> Stanhope à Dubois, 25 octobre 1716, *Aff. étr., Ang.*, 286, ff. 149 et suiv. ; *Holl.*, 310, f. 162.

<sup>5</sup> 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 56.

glais, pour un traité particulier, une commission non générale, mais particulière. Cadogan essaya de lui démontrer qu'une autorisation générale s'étendait à tous les cas ; Dubois ne se rendit point à ses raisons : il craignait que l'acte ne fût vicié.

Il se hâta d'en écrire au maréchal <sup>1</sup>. En attendant, il refusa de signer. Cette prudence fut généralement louée à Paris <sup>2</sup> ; d'Huxelles s'empressa de l'en informer et en même temps de le consoler de ce nouveau contretemps. Ce n'est pas votre faute, lui dit-il ; malgré tout, « j'espère que le succès sera tel que nous le désirons tous, et que vous aurez bientôt la satisfaction d'achever un ouvrage aussi important et dont tout l'honneur vous est dû <sup>3</sup>. »

Cadogan avait de bons motifs pour juger l'incident autrement que d'Huxelles : il voulut même trouver dans ces hésitations de notre envoyé une preuve de déloyauté <sup>4</sup>.

Stanhope, plus équitable, sut découvrir les véritables coupables. Peu après, en effet, il le disait à Townshend : « J'ai été très surpris d'apprendre le nouvel incident qui arrête à présent la signature du traité ; outre l'inquiétude que nous peut causer l'appréhension de quelque mauvaise foi du côté de la France, je vous avouerai que je suis inquiet pour une raison qui me touche de plus près <sup>5</sup>. » La forme nouvelle du plein pouvoir que l'on a envoyé à milord Cadogan, ajoutait-il, me porte à penser « que ce n'est pas sans dessein que l'on s'est écarté de la route commune et des formes constamment usitées pour les traités particuliers que l'on a en vue <sup>6</sup>. »

Townshend répara promptement la faute qu'on lui reprochait

<sup>1</sup> Dubois à d'Huxelles, 6 novembre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 301, f. 163.

<sup>2</sup> Cf. Instruction, 13 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, ff. 180, 184.

<sup>3</sup> D'Huxelles à Dubois, 28 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 196.

<sup>4</sup> Cadogan à Stanhope, 5 novembre 1716. — En France, on retourna contre le plénipotentiaire anglais l'accusation dirigée contre l'abbé ; cf. d'Huxelles à d'Iberville, 29 octobre 1716, Aff. étr., *Ang.*, 289, f. 388 ; Chast. à d'Huxelles, *ibid.*, *Holl.*, 300, ff. 50, 172.

<sup>5</sup> Ce fut l'un des motifs allégués plus tard par les amis de George I<sup>er</sup>, pour justifier le renvoi de Townshend ; cf. Townshend au roi, Harrington papers, Coxe, *R. Walpole*, II, 131 ; Townshend à Slingelandt, Townshend papers, Coxe, *ibid.*, 158 ; *Memoirs of lord Hor. Walpole*, 25.

<sup>6</sup> Stanhope à Townshend, 11 novembre 1716, Coxe, *R. Walpole*, II, 126. — Dubois, à son tour, soupçonna dans cet incident quelque manœuvre déloyale à laquelle Townshend n'eût point été complètement étranger ; à d'Huxelles, 6 novembre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 301, f. 163 ; 313, f. 133.

non sans vraisemblance ; un courrier partit incontinent pour La Haye.

Dubois, en examinant les nouvelles commissions, crut y remarquer encore des vices de forme : elles n'étaient point contresignées par un secrétaire d'État ; rien n'indiquait assez nettement que les mots *Georgius P. C. R. (princeps custos regni)* fussent de la main du prince de Galles, régent du royaume en l'absence du souverain ; et, de plus, cette signature était apposée non au bas, mais en tête de l'acte <sup>1</sup>. Ce qui surtout inquiétait l'abbé, c'est que de telles anomalies ne se voyaient point dans le premier plein pouvoir. Aussitôt il informa son gouvernement de cette malencontreuse constatation. Le duc d'Orléans regarda « cette attention comme un effet de l'exactitude » de son représentant et l'en fit remercier <sup>2</sup>. En même temps, il lui suggérait un expédient qui devait tout concilier. D'Iberville, de son côté, s'employait à le rassurer <sup>3</sup>, quand une lettre de Stanhope, arrivée en ces jours, acheva de dissiper toute obscurité <sup>4</sup>.

Ces diverses difficultés ainsi successivement écartées, le 29 novembre le traité de Hanovre fut solennellement consacré.

L'œuvre néanmoins n'était pas complète : « Vous vous souviendrez, mandait le Régent à son plénipotentiaire, que je n'ai jamais regardé cette grande affaire comme couronnée et qu'on ne peut la regarder comme telle que par la signature de la *Triple Alliance* <sup>5</sup>. » C'était l'inviter à commencer, aussitôt que possible, une nouvelle campagne dans les Pays-Bas.

Du premier coup d'œil, l'abbé mesura les obstacles qui déjà s'apercevaient au loin. J'en ai assez vu, écrivait-il, pour savoir que nous ne finirons pas « en peu de temps et sans beaucoup d'aventures ; et la conclusion de cette alliance, qui pouvait se faire en huit jours sans contradiction, va devenir pour nous la source de grands embarras <sup>6</sup>. »

<sup>1</sup> Dubois à Stanhope, 18 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 311, f. 231.

<sup>2</sup> D'Huxelles à Dubois, 24 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 302, f. 35.

<sup>3</sup> D'Iberville à Dubois, 23 novembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 283, ff. 271-272.

<sup>4</sup> Stanhope à Dubois, 23 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 302, f. 196 ; Dubois à d'Huxelles, 30 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312, f. 55.

<sup>5</sup> Le Régent à Dubois, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 165.

<sup>6</sup> Dubois au Régent, 20 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 152. — Chasteau-neuf avait, lui aussi, deviné ces complications. Cf. Chast. à d'Hux., 22 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 199.

Effectivement, un député fort influent, M. de Norwick, l'avait averti « que si bonne mine que fissent alors les principaux de la république, nous devons compter qu'il y avait dans le plus grand nombre un fonds de préjugés contre la France, et un attachement à ses ennemis dont on verrait des effets et des marques sitôt qu'ils pourraient impunément ne pas se contraindre <sup>1</sup>. »

Ces pronostics alarmants ne se vérifièrent que trop fidèlement.

En dépit de l'accueil bienveillant réservé à notre plénipotentiaire, faveur dont il renvoyait toute la gloire à Dieu, de qui seul, disait-il, venait ce bonheur inespéré <sup>2</sup>, les difficultés commencent, dès le début, à naître sous les pas de l'abbé. Il semblait que, par leurs exigences, les États Généraux se fussent promis de lasser sa patience.

Dans sa première entrevue avec le grand pensionnaire, il vit clairement sur quel point spécial se concentrerait la lutte : Heinsius lui laissa nettement entendre que les Provinces-Unies, en retour de leur adhésion à l'alliance proposée, espéraient quelques privilèges pour leurs négociants <sup>3</sup>.

Dubois eut beau, cette fois, laisser tomber l'insinuation, énumérer « les avantages accordés dans les conventions avec l'Angleterre en considération des États Généraux, et qui tourneraient à leur utilité plus qu'à celle des Anglais <sup>4</sup>, » les Hollandais revinrent à la charge avec tant de persistance, parlèrent si haut, qu'il devint impossible de se refuser à une explication.

Cette nécessité s'imposa plus impérieuse, lorsque, conformément aux instances des villes de Rotterdam et de Leyde, il fut décidé, dans une assemblée générale des députés, que des demandes sur le commerce, formulées avec précision, seraient présentées avant toute conclusion <sup>5</sup>.

Dubois, mis en demeure de se prononcer, répondit simplement qu'il en référerait à son gouvernement <sup>6</sup>. Le cabinet français, agacé, jugea bon d'opposer un refus catégorique à ces

<sup>1</sup> Chast. et Dubois au roi, 10 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 301, f. 32.

<sup>2</sup> Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 243.

<sup>3</sup> Chasteauneuf au roi, 20 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 300, f. 140.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Chast. et Dubois au roi, 30 octobre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 21.

<sup>6</sup> *Ibid.*, f. 24.

prétentions <sup>1</sup>. En conséquence, l'abbé dut se contenter d'assurer la République, en termes généraux, de notre bienveillance <sup>2</sup>, sans entrer en matière relativement aux exigences proposées <sup>3</sup>. Il se conforma ponctuellement à ces instructions <sup>4</sup>; mais il comprit bientôt qu'il échouerait infailliblement dans sa mission, malgré l'appui du grand pensionnaire <sup>5</sup>, si l'on s'en tenait à ces résolutions. Il fut donc d'avis de faire quelques concessions <sup>6</sup>.

Le Régent se rendit à ce conseil et, sur son ordre, l'abbé, après de nouveaux efforts pour obtenir le désistement des États Généraux, accorda la suppression de quatre sous par livre pour l'importation des marchandises venant de Hollande <sup>7</sup>.

L'article premier de la convention projetée fournit à son tour prétexte à quelques discussions. Cet article stipulait pour les puissances l'engagement de se secourir mutuellement. Les Provinces-Unies demandèrent que cette garantie réciproque se bornât aux États de l'Europe <sup>8</sup>; ce qui fut concédé sans trop de peine. Elles voulurent en outre que, pour la fixation du nombre des combattants à mettre sur pied en cas de besoin, on se conformât au traité de 1662 : ainsi, quand la France armerait 12,000 hommes, les Pays-Bas pourraient se contenter de 6,000 <sup>9</sup>. Sur ce point encore les cabinets français et anglais cédèrent, mais toutefois en réservant l'avenir <sup>10</sup>.

Restait une troisième difficulté. C'était une question d'étiquette sur laquelle ces intègres républicains se montraient fort châtouilleux. Depuis longtemps ils se plaignaient que notre gouvernement se servit à leur égard de formules moins respectueuses. Ils profitèrent donc des négociations de la *Triple Alliance* pour réclamer des modifications sur ce point <sup>11</sup>. A Paris on essaya de

<sup>1</sup> Instruction à Dubois, *ibid.*, *Holl.*, 301, ff. 70-77.

<sup>2</sup> Inst. à Dub., *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 71.

<sup>3</sup> Inst. à Dub., *ibid.*, *Holl.*, 300, f. 191.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 6 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 141.

<sup>5</sup> Dub. au Rég., 3 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 83.

<sup>6</sup> Dubois au Rég., 6 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 145.

<sup>7</sup> Dubois à d'Huxelles, 30 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 302, f. 171; le Régent à Dubois, 2 novembre 1716, *ibid.*, 301, f. 125.

<sup>8</sup> Dubois au Régent, 3 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 95.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> D'Huxelles à Dubois, 15 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 155; le Régent à Dubois, 2 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 125.

<sup>11</sup> Dubois au Régent, 3 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 96.

remettre à plus tard l'examen de ce menu détail <sup>1</sup>, mais des instances réitérées de la part des intéressés ne le permirent point. On se résolut donc à une dernière concession, peu coûteuse il est vrai : on donnerait aux représentants de l'autorité le titre de *Hautes Puissances* dans les traités, les mémoires et les lettres de nos ambassadeurs, non dans les dépêches écrites par le roi ou en son nom <sup>2</sup>. Les Hollandais voulaient plus ; mais ils eurent beau arguer de l'exemple de Henri IV <sup>3</sup>, plus généreux en appellations honorifiques, ils argumentèrent en vain. Pour les calmer, on accorda à leurs envoyés, suivant la promesse du Béarnais <sup>4</sup>, les privilèges dont jouissaient ceux de la république de Venise <sup>5</sup>.

L'on avait donc fini par s'entendre, et l'on crut un moment entrevoir la conclusion prochaine de tous ces pourparlers <sup>6</sup>. Ces heureuses espérances s'évanouirent, et de nouveaux délais parurent bientôt indispensables ; tant, selon le mot du maréchal d'Huxelles, la manière de négocier des républiques est toujours lente <sup>7</sup> !

En cette occasion d'ailleurs, les Hollandais se surpassèrent eux-mêmes. Les députés des diverses provinces avaient besoin d'un plein pouvoir pour traiter, d'un autre pour signer <sup>8</sup> ; et quand les uns étaient décidés, les autres ne l'étaient plus. Or, dans la crainte d'exciter la division, ils ne voulaient avancer que de conserve, et « faisaient languir les affaires les plus pressantes pour ramener ceux qui s'écartaient des résolutions communes <sup>9</sup>. »

Rappelons en outre qu'en cette circonstance des villes importantes : Amsterdam, Leyde et Rotterdam <sup>10</sup>, à l'instigation principalement des agents impériaux <sup>11</sup>, témoignaient d'une entière

<sup>1</sup> Instruction, 29 octobre 1716, Aff. étr., *Holl.*, 300, f. 192.

<sup>2</sup> Dubois à d'Huxelles, 30 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 302, f. 173.

<sup>3</sup> Dub. à d'Hux., 22 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 194.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 3 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 96.

<sup>5</sup> Le Régent à Dubois, 2 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 301, f. 125.

<sup>6</sup> D'Huxelles au comte du Luc, 4 novembre 1716, *ibid.*, *Vienne*, 117, f. 57.

<sup>7</sup> D'Huxelles à d'Iberville, 20 décembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 289, f. 466.

<sup>8</sup> Dubois à d'Huxelles, 11 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 97.

<sup>9</sup> Dubois à d'Huxelles, 25 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312, f. 240. Cf. Duvenoirde à Dubois, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 61.

<sup>10</sup> Dubois à d'Huxelles, 10 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 61.

<sup>11</sup> Du Luc à d'Huxelles, 4 novembre 1716, *ibid.*, *Vienne*, 117, f. 114 ; du Bourg à Chasteauneuf, 9 décembre 1716, *ibid.*, *Vienne*, 117, ff. 403, 421.



mauvaise volonté, et semblaient ne viser qu'à gagner du temps. En vain le Régent promettait pour l'avenir d'autres facilités ; en vain il se disait très disposé à travailler pour ses nouveaux amis, lorsque cela serait possible <sup>1</sup>, la solution trainait toujours.

Dubois pourtant, on le devine, le secondait de toute son activité, de toute son adresse. « Je trouve deux ou trois heures chaque nuit pour me reposer <sup>2</sup>, écrivait-il. Je ne me décourage pas et j'y perdrai mon latin ou vous n'en aurez pas le démenti. J'ai formé un projet assez effronté, car j'entreprends de faire solliciter notre alliance par les députés qui nous étaient le plus opposés, les Anglais ennemis de la paix, et par M. Cadogan lui-même <sup>3</sup>. » Ces petites habiletés échouaient trop souvent, comme tout le reste, et l'abbé s'irritait de tant de tergiversations. Aussi, dans sa correspondance officielle, laissait-il paraître sa mauvaise humeur, frappant à droite et à gauche sur les députés des Provinces-Unies.

D'Huxelles lui en adressa même un jour de caustiques reproches. Permettez-moi de vous dire, Monsieur, répliqua Dubois, que je n'ai pas « écrit une parole par passion et sans des raisons qui m'ont persuadé. Ceux de qui j'ai parlé le moins avantageusement m'ont traité et me traitent encore si bien que je serais un ingrat si toute autre chose que mon devoir et la vérité m'avaient ouvert la bouche. Mais quand on rend compte à ses supérieurs pour le service de l'État, je regarderais comme un crime de dissimuler ce que l'on pense. (D'ailleurs), je n'ai rien appris ni pensé que je n'aie communiqué à M. de Chasteauneuf <sup>4</sup>. » On constatera qu'il y avait encore quelque noblesse dans l'âme de Dubois.

A cette époque, il avait à se défendre, sur ce même point, contre des attaques d'un genre tout opposé. Saint-Simon s'élevait avec vigueur contre sa modération et sa patience ; il eût voulu qu'on rompit avec une nation si pointilleuse. L'abbé se disculpa.

Je ne pouvais répondre à la dernière lettre dont vous m'avez honoré, lui disait-il après la conclusion définitive de la convention, qu'en

<sup>1</sup> Le Régent à Dubois, 1<sup>er</sup> décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 311, f. 294.

<sup>2</sup> Dubois à d'Huxelles, 21 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 302, f. 55.

<sup>3</sup> Dubois au Régent, 10 novembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 311, f. 146.

<sup>4</sup> Dubois à d'Huxelles, 29 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 260.

vous envoyant l'original du traité de la *Triple Alliance*. Permettez-moi de vous faire souvenir que *signer avec un seul allié, c'était tenter Dieu....* J'aurais été bien effrayé de votre jugement si vous aviez su tout. Mais par bonheur vous n'étiez si contraire à mon système que parce que vous n'étiez pas informé de toutes les circonstances de l'affaire et que vous n'aviez pas vu mes dépêches. *Positis ponendis*, les personnes d'un excellent esprit frappent au but ; mais sur de fausses suppositions ou des idées générales, elles se trompent comme les plus médiocres. Dans un même jour, ajoutait-il, j'ai reçu des plaintes de France sur la longueur de la négociation et des compliments d'Amsterdam sur ce que, dans cette république, jamais aucune ne s'était terminée comme celle-ci en deux mois et demi. J'espère, Monsieur, que nous concilierons à merveille ces contradictions au coin de votre feu. Cependant je suis persuadé que vous vous intéressez toujours également à tous les événements qui regardent le bien de l'État, et que, si peu qu'on y ait eu part, on est bien venu auprès de vous. C'est à ce titre et à celui d'une reconnaissance particulière que je suis avec un attachement très sincère et très respectueux <sup>1</sup>, etc.

Ces diverses tracasseries, tout ennuyeuses qu'elles étaient, ne refroidissaient pas Dubois dans sa lutte pour la paix ; mais ses efforts menaçaient de demeurer infructueux, tant ses adversaires mettaient de ténacité dans leur résistance, de souplesse dans leurs mouvements ! Un jour enfin, il crut encore toucher au terme, car il venait de gagner les députés de Leyde, les plus opposés à l'union <sup>2</sup>. « L'alliance est conclue, mande-t-il à son maître ; il ne reste plus qu'une simple formalité à remplir ; elle est conclue dans le temps que le marquis de Prié et le baron de Hems flattent l'empereur qu'elle ne le sera pas <sup>3</sup>. »

La joie qu'il ressentait d'un résultat si longtemps désiré fut vive, mais non sans mélange : il échouait sur un point qui lui tenait au cœur. Il avait demandé que l'empereur fût entièrement exclu de ces conventions ; mais les États Généraux, qui voulaient mettre ce prince dans son tort, résolurent, le traité avec la France signé, de lui offrir d'entrer dans celui que, l'été pré-

<sup>1</sup> Dubois à Saint-Simon, 12 janvier 1717. *Aff. étr., Holl.*, 323, f. 46.

<sup>2</sup> Dubois à Pecquet, 15 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 158.

<sup>3</sup> Dubois au Régent, 11 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312, f. 155. — Le marquis de Prié et le baron de Hems étaient les représentants de l'empereur à La Haye.

cédent, ils avaient arrêté avec le roi d'Angleterre. « Les bien intentionnés, concluait-il, ont trahi net le pauvre M. de Chasteauneuf, et moi par conséquent, et ont donné leur consentement sans me dire une parole <sup>1</sup>. »

Cette première cause de chagrin fut bientôt suivie d'une autre; on s'était réjoui trop tôt, rien n'était terminé; loin de là, les difficultés renaissaient aussi nombreuses qu'auparavant, « par l'acharnement des Impériaux et de leurs adhérents, par l'obliquité de l'ambassadeur d'Angleterre <sup>2</sup> et par le peu de solidité de ceux qui faisaient profession d'être attachés à la France <sup>3</sup>. » L'abbé se consolait de ces déboires au souvenir de ce qu'il avait tenté pour la paix. « Dieu seul jusqu'à présent, disait-il, sait les peines intérieures que j'ai eues et la modestie de mes intentions et de mes sentiments. J'espère que pour les récompenser selon mes désirs, il daignera me rendre, en signant, sourd et muet pour le reste de mes jours sur tout ce qui a regardé cette affaire et toutes les affaires étrangères. J'aspire à ce bonheur comme un religieux de la Trappe au paradis, et, si difficile que vous soyez sur l'estime, je présume par avance de mériter l'honneur de la vôtre par ma candeur et ma vertu.... L'expérience vous fera voir en moi des choses que vous pouvez avoir cru n'y être pas et que les effets seuls peuvent découvrir <sup>4</sup>. »

En attendant, on lui prescrivit de changer de tactique vis-à-vis des États Généraux : la France perdait patience. D'Huxelles lui envoya, à l'adresse des députés hollandais, une lettre d'amers reproches, en lui permettant d'en user comme il le jugerait convenable <sup>5</sup>.

Dubois entra sans peine dans la voie nouvelle qu'on ouvrait devant ses pas.

Il commence donc par semer discrètement la crainte autour de lui; il parle mystérieusement de son rappel <sup>6</sup>. Avec ses amis Basnage et Duvenvoirde, il s'explique plus nettement. Il y a lieu de redouter une rupture, leur dit-il à l'oreille, « s'ils ne vont pas

<sup>1</sup> *Ibid.*, *Holl.*, 312, f. 155.

<sup>2</sup> Cadogan.

<sup>3</sup> Dubois à Pecquet, 15 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 158.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> D'Huxelles à Dubois, 19 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 308, f. 306.

<sup>6</sup> Dubois à d'Huxelles, 29 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 240.

promptement au-devant des justes raisons que Son Altesse Royale a d'être indignée de leurs délais et de leurs défaites <sup>1</sup>. »

A cette déclaration, Duvenvoirde effrayé court chez le grand pensionnaire. Vivement ému à son tour, celui-ci « accompagne de fleurs les protestations » qu'il prie de transmettre à l'abbé, ajoutant qu'il consentait à tout ce que voudrait notre représentant <sup>2</sup>.

Le terrain ainsi préparé, Dubois, suivi de Chasteauneuf, se présente, le 26 décembre, chez le célèbre Heinsius. Nous lui avons déclaré, écrit-il à Paris, la légitime irritation de Son Altesse Royale sur les retardements de la conclusion; « nous lui avons reproché la mauvaise foi de la conduite des États Généraux avec nous, dont nous avons exposé les circonstances et les preuves. Nous lui avons fait remarquer que cette iniquité tombait sur lui et nous lui avons signifié les ordres que nous avons, de demander un terme fixe pour la signature du traité <sup>3</sup>. »

Nos deux envoyés parlèrent en termes semblables au président de semaine. Cette manœuvre eut un plein succès. Le grand pensionnaire fut d'avis de céder en tout, spécialement impressionné du ton pris avec lui par nos représentants. De leur côté, les députés intimidés demandèrent qu'on voulût bien seulement leur accorder encore quelques jours de répit. Dubois répondit simplement qu'il supplierait son maître de ne le point trouver mauvais. On convint à la fin de terminer le 4 janvier suivant au plus tard <sup>4</sup>. Pour arriver à ce résultat, il avait fallu véritablement forcer la main aux membres des États Généraux, « surmonter beaucoup d'intrigues et tous les subterfuges que la constitution de cette république fournissait <sup>5</sup>. »

En ce moment solennel, Dubois eût voulu rentrer dans l'ombre et laisser à Chasteauneuf l'honneur de tenir la plume au nom de la France. Il en avait écrit au Régent en des termes dont rien n'autorise à suspecter la sincérité <sup>6</sup>. Chasteauneuf s'excusa <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Dubois à d'Hux., 25 décembre 1716, *Aff. étr.*, *Holl.*, 312, f. 240. Cf. d'Huxelles à Dubois, 19 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312, f. 181.

<sup>2</sup> *Ibid.*, *Holl.*, 312, f. 240.

<sup>3</sup> Dubois à d'Huxelles, 29 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 240.

<sup>4</sup> *Ibid.*, f. 245.

<sup>5</sup> Dubois à Stanhope, 27 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312.

<sup>6</sup> Dubois au Régent, 25 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 286, f. 87.

<sup>7</sup> Chasteauneuf à Dubois, 29 septembre 1716, *ibid.*, *Ang.*, 278, f. 260; cf. *Holl.*, 300, f. 53.

L'abbé voulut au moins que son compagnon de luttas « apposât son nom à côté du sien et non au-dessous, comme cela s'était pratiqué précédemment <sup>1</sup>. » Ce fut à la date antérieurement fixée, le 4 janvier 1717, que se déroula la dernière scène de ce long drame.

On connaît le billet triomphant qui porta cette heureuse nouvelle au duc d'Orléans.

J'ai signé à minuit. Vous voilà hors de page et moi hors de mes frayeurs, que Votre Altesse Royale canonisera lorsque j'aurai eu l'honneur de lui rendre compte de tout. Je m'estime très heureux d'avoir été honoré de vos ordres dans une affaire si essentielle à votre bonheur, et je vous suis plus redevable de m'avoir donné cette marque de l'honneur de votre confiance que si vous m'aviez fait cardinal <sup>2</sup>.

Le Régent manifesta la joie la plus vive : « Tenez, Madame <sup>3</sup>, dit-il à sa mère, voici un papier qui vous fera plaisir. » C'était le traité qu'il lui présentait <sup>4</sup>.

« Je n'ai jamais douté, avait-il écrit précédemment, que ce traité ne fût d'une très grande conséquence pour la gloire et l'avantage de ce royaume-ci <sup>5</sup>, et qu'il n'abattit autant le courage de nos ennemis qu'il relèverait les espérances de ceux qui nous sont affectionnés <sup>6</sup>. »

<sup>1</sup> Chast. à d'Huxelles, 12 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 87. — L'abbé se qualifia « conseiller d'État ordinaire et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du roi de France. »

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 4 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 42. — Les ratifications arrivèrent à Paris, fin de février 1717. Dangeau : *Journal*, 1<sup>er</sup> mars, XVII, 35.

<sup>3</sup> Dubois assure qu'une lettre de Madame à la princesse de Galles contribua beaucoup à cet heureux résultat. Dubois à Madame, 11 novembre 1716, *Aff. étr.*, *Holl.*, 310, f. 58. Sans aucun doute, il faut voir surtout en cette affirmation un compliment aimable du négociateur à la mère de son maître.

<sup>4</sup> Cf. Buvat, *Journal de la Régence*, I, 243. — D'après cet annaliste, la nouvelle de la signature du traité eût été connue au Palais-Royal le 16 janvier seulement; il y a évidemment erreur, puisque, dès le 4, Dubois dépêcha un courrier, et que le 8, cet envoyé était à Paris, assure Dangeau; cf. *Journal*, XVII, 7.

<sup>5</sup> Les Impériaux le crurent du moins, car ils se déchaînèrent avec une fureur sans égale contre les auteurs de cet acte. — On n'a jamais poussé la licence si loin depuis le ministre jusqu'au dernier courtisan, écrivait notre ambassadeur; on attaque Son Altesse Royale par toutes sortes d'endroits; j'aurais honte de vous en faire le moindre détail. — Cf. du Luc à d'Huxelles, 9 décembre 1716, *Aff. étr.*, *Vienne*, 117, f. 178; 124, f. 53.

<sup>6</sup> Le Régent à Saint-Aignan, 7 décembre 1716, *ibid.*, *Espagne*, 253, f. 248.

Les amis du prince partagèrent cette satisfaction. D'Huxelles, l'adversaire de demain, écrivait à l'heureux négociateur :

Je suis informé, Monsieur, des combats que vous avez rendus jusqu'au dernier moment et des soins infatigables que vous avez apportés non seulement pour finir l'ouvrage important que vous venez de terminer et dont la gloire vous est due, mais encore pour ne laisser échapper aucune des circonstances qui pouvaient le rendre solide.... Je vous félicite donc pour un événement d'autant plus important qu'il remplit en même temps tout ce que l'on pouvait désirer pour le bien du service du roi, pour celui de l'État et pour les intérêts de Son Altesse Royale<sup>1</sup>.

La voilà donc conclue, s'écrie Saint-Aignan dans un mouvement de lyrisme, la voilà conclue cette triple alliance contre laquelle on a crié si fort de son temps. On s'est élevé de même contre tous les traités avec l'Angleterre depuis celui de Brétigny. Pourtant la paix avec les Anglais nous a presque toujours plus profité que la guerre, en dépit de nos victoires. Aujourd'hui moins que jamais, il ne doit exister d'inimitié entre eux et nous. Il faut que les préjugés du temps cèdent à l'évidence et qu'on ne dise plus quand Dieu tonne ou que la terre tremble, c'est l'Anglais<sup>2</sup>.

Au nombre des approbateurs de l'abbé, il en est un qu'on ne s'attendait guère à trouver dans leurs rangs.

Lorsqu'on lit, en y ajoutant foi, les *Mémoires* de Saint-Simon, on reste convaincu que leur auteur fut toujours un antagoniste décidé de l'union avec la Grande-Bretagne<sup>3</sup>; il se serait même prononcé contre l'entente avec tant d'énergique netteté que « Dubois et les siens l'auraient craint » sur ce terrain<sup>4</sup>. Plus tard, lorsque la convention fut conclue, loin de désarmer, il eût osé, en plein conseil, combattre avec fougue l'une de ses clauses et la qualifier d'acte « d'inhumanité et de bassesse »<sup>5</sup>.

Ainsi, d'après ses *Mémoires*, le noble duc et pair aurait pris

<sup>1</sup> D'Huxelles à Dubois, 13 janvier 1717, *Aff. étr., Holl.*, 313, f. 55. « Je partagerai avec le public la joie universellement répandue d'un événement qui assure le bonheur et le repos de l'État. » Pecquet à Dubois, 13 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 323, f. 34.

<sup>2</sup> Saint-Aignan à Louville, 1<sup>er</sup> février 1717, *Mémoires secrets de Louville*, II, 233.

<sup>3</sup> « Je conclus qu'il était insensé de se proposer de lier avec l'Angleterre une amitié véritable qui ne serait jamais que frauduleuse et traîtresse. » Saint-Simon, *Mémoires*, XXVI, 85, édit. Garnier.

<sup>4</sup> Saint-Simon, *Mémoires*, XXVII, 129.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 134.

ouvertement position contre l'œuvre de Dubois. Il l'affirme sans ambages ; comment douter de sa parole ?

Pourtant, lorsqu'on remonte aux pièces de 1716, on n'est pas médiocrement étonné de constater que sa conduite fut tout autre, et que même l'abbé rencontra près de lui la plus entière approbation.

Nous n'avons plus, il est vrai, la lettre qu'il adressa à Dubois, après la signature avec les Anglais ; mais la réponse qu'il en reçut alors nous éclaire surabondamment ; elle nous dit que penser des affirmations les plus catégoriques de ses *Mémoires*, car qu'il ait, en 1716, par basse complaisance, affiché des sentiments qu'il n'avait pas, ce ne semble guère admissible.

L'abbé lui écrivait de La Haye :

Si quelque chose, Monsieur, pouvait me flatter, ce serait l'honneur de votre approbation, parce que votre pénétration vous fait voir les choses comme elles sont et que votre droiture ne vous permet de parler que sincèrement. J'avoue que je suis heureux que la Providence se soit servie de moi pour procurer au royaume et à un maître que j'adore depuis trente-cinq ans le plus grand bien qu'on pût espérer dans la situation présente, pourvu qu'on sache l'assurer et en faire un bon usage.... Je vous supplie, Monsieur, d'exhorter ce prince, que Dieu semble destiner à de grandes choses, à être ferme dans ses opinions et dans sa confiance. J'espère que vous serez plus content du détail encore que de la première nouvelle. Je vous rends mille grâces, Monsieur, des marques de bonté dont vous m'honorez, que je continuerai de ménager avec l'attention que vous méritez <sup>1</sup>.

Vraiment, si Dubois avait voulu se venger par avance des attaques futures de Saint-Simon, il n'eût pu le faire plus finement.

On s'explique sans peine que tous à Paris n'applaudirent pas de la sorte au succès de l'abbé : plusieurs figures « s'allongèrent » au contraire à cette annonce <sup>2</sup>. Les partisans de Philippe V et du prétendant, *la vieille cour*, en un mot, s'irritèrent bruyamment contre le Régent et surtout contre l'odieux négociateur. Tout porte à croire cependant qu'on a grossi singulièrement le nombre des adversaires de la convention du 4 janvier ou tout au moins calomnié leurs intentions. Ainsi le nonce aurait « prétendu que la fin secrète du traité était de former et de

<sup>1</sup> Dubois à Saint-Simon, 26 octobre 1716, *Aff. étr., Holl.*, 310, f. 159.

<sup>2</sup> Cf. Stair à Methuen, 13 janvier 1717 ; *Stair Papers*, Oxenfoord Castle, IX.

fortifier le parti des réformés contre celui des catholiques en Allemagne....; qu'il s'agissait encore d'enlever à la maison d'Autriche la couronne impériale » pour la poser sur la tête d'un prince protestant <sup>1</sup>.... On sait déjà que tel n'était pas le but de Dubois et de son maître <sup>2</sup>.

Sur les rives de la Tamise, la même divergence d'appréciation se produisit. Les amis du gouvernement, ou du moins ceux qui affectaient de l'être, exaltèrent une combinaison si heureuse pour l'Angleterre. Au début des pourparlers, écrivait Sunderland, j'étais contraire à tout accord, mais quand je vis les articles arrêtés, « je fus entièrement convaincu qu'aucune négociation n'avait été conduite avec plus de prudence, et amenée à une conclusion plus glorieuse ou plus utile pour la Grande-Bretagne <sup>3</sup>. »

Ce jugement fut celui de la majorité de la nation. Ce qui le prouve, c'est qu'à la nouvelle de cette alliance les fonds publics s'élevèrent extraordinairement <sup>4</sup>.

Toutefois, le résultat était surtout en faveur du monarque hanovrien lui-même. De cette manière, en effet, il consolidait habilement son trône, aucune autre puissance que la France ne se trouvant en situation de fournir au prétendant des moyens sérieux de l'inquiéter <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Torcy, *Mémoires diplomatiques*. Bibl. nat., ms. 10671, f. 26.

<sup>2</sup> Parmi les nombreux couplets composés à cette occasion contre Dubois, citons le suivant, non le moins spirituel :

Dubois écrit qu'assurément  
Entre la France et l'Angleterre,  
Si l'on suit son petit jugement,  
On ne verra jamais la guerre,  
Tant qu'à l'Anglais on donnera  
Tout ce qu'il nous demandera.

*Recueil de chansons*, Bibl. nat., ms. 12629, f. 326.

<sup>3</sup> Sunderland à Townshend. Coxe, *R. Walpole*, II, 127, Townshend papers. — La démolition de Mardick fut spécialement saluée avec enthousiasme; cf. *Annals of Stair*, I, 399. Cf. Record office, *Holland*, 379 et 380.

<sup>4</sup> *Journal de nouvelles*, Aff. étr., *Ang.*, 283, 8 octobre 1716. — Lire une adresse des Communes au roi, *Mémoires du règne de George I<sup>er</sup>*, II, 319. « Nous voyons avec admiration les conditions désavantageuses imposées dans le traité d'Utrecht à cette nation, lorsqu'elle était à la tête d'une confédération puissante et victorieuse, redressée par Votre Majesté, au milieu même des dangers et des troubles intestins.... Nous ne saurions dire si d'avoir souffert que la démolition du port de Dunkerque ait été indignement éludée, fera dans l'avenir plus de déshonneur à la nation britannique, qu'elle ne recevra d'honneur d'avoir procuré la destruction des écluses de Mardick. »

<sup>5</sup> *Journal de nouvelles*, Aff. étr., *Ang.*, 286, f. 165.



On ne s'y trompa point en Angleterre, et ce fut la vue des avantages dynastiques de cette union pour la maison de Hanovre qui exaspéra particulièrement <sup>1</sup>. Les tories, plusieurs whigs <sup>2</sup>, les jacobites, se déchainèrent sans mesure contre les auteurs de l'entente, Dubois et le Régent; on en vint jusqu'à parler publiquement d'assassiner le prince français <sup>3</sup>. Ces vaines menaces ne troublèrent personne.

Les négociations de la *Triple Alliance* étaient terminées. Dubois avait hâte de retourner auprès de son maître, « le seul endroit du monde où son cœur pouvait être content <sup>4</sup>, » car loin de lui, pour nous servir de ses propres expressions, il languissait comme un poisson dans un baquet <sup>5</sup>. Il se prépara donc à prendre congé de *Leurs Hautes Puissances*. Le 10 janvier, sous forme de *Mémoire*, il leur adresse de chaleureux remerciements dans lesquels l'exagération occupe une aussi large place que la vérité. Il proteste qu'il n'oubliera jamais « l'estime et la considération qu'on lui a témoignées, les dispositions favorables qu'il a trouvées en tous durant son long séjour au milieu d'eux <sup>6</sup>. »

Dubois était libre dès lors de regagner la France; mais on annonçait que Stanhope et son souverain allaient incessamment traverser la Hollande pour rentrer en Angleterre. L'abbé pensa que le service du Régent <sup>7</sup> et aussi les bienséances <sup>8</sup> lui com-  
mandaient de ne point quitter les Pays-Bas avant leur passage.

<sup>1</sup> Plusieurs sont opposés au traité « uniquement par la crainte qu'ils ont qu'il n'affermisse l'autorité royale et celle du ministère présent. » A d'Iberville, 16 novembre 1716, *ibid.*, Ang., 286, f. 178. — Quelques historiens ont exagéré l'opposition que l'alliance rencontra en Angleterre. « Tout le peuple anglais murmura; on disait qu'elle porterait nécessairement ombrage à l'Espagne, avec qui l'on avait des relations commerciales. » Smolett, *History of England*, II, 316; « it excited much murmur and surprise. » Belsham, *History of Great Britain*, II, 85. Cf. Torcy, *Mém. diplom.*, Bibl. nat., 10671, f. 19.

<sup>2</sup> D'Iberville au ministre, Aff. étr., Ang., 283, f. 254; *ibid.*, Ang., 291, f. 53; au roi, *ibid.*, Ang., 291, ff. 58, 287.

<sup>3</sup> « La fureur des Jacobites contre Mgr le duc d'Orléans va toujours en augmentant; il y en a qui continuent à dire publiquement qu'il faut se venger de lui par l'assassinat. » D'Iberville au ministre, Aff. étr., Ang., 287, f. 58; 283, ff. 206, 151.

<sup>4</sup> Dubois au Régent, 11 décembre 1716, Aff. étr., Holl., 312, f. 156.

<sup>5</sup> Du même au même, 29 décembre 1716, *ibid.*, Holl., 312, f. 294.

<sup>6</sup> Vie de Dubois, Bibl. Maz., ms. 2354. — Ce mémoire est cité par Lamberty : *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle*, X, 15.

<sup>7</sup> Dubois à Nocé, 11 décembre 1716, Aff. étr., Holl., 312, f. 68.

<sup>8</sup> Dubois au Régent, 11 décembre 1716, *ibid.*, Holl., 312, f. 156.

Le ministre anglais, d'ailleurs, l'avait prié de l'attendre : nous nous entretiendrons des intérêts de l'Europe, lui écrivait-il, je crois que cela ne gâtera rien <sup>1</sup>. Il lui proposa donc, lorsqu'il fut décidé que Sa Majesté Britannique n'irait point à La Haye, de prendre les devants, afin qu'il leur fût loisible de rester deux ou trois jours ensemble <sup>2</sup>.

A Paris, on approuva l'idée de ces entrevues <sup>3</sup>; Dubois fut même chargé de tenter quelques ouvertures relatives aux affaires du Nord et à la paix générale <sup>4</sup>; surtout, il devait s'appliquer à convaincre nos nouveaux alliés que le duc d'Orléans désirait sincèrement « maintenir l'étroite amitié qui venait d'être confirmée, et serait toujours très aise de concerter avec eux tout ce qui pourrait assurer les avantages réciproques de la France et de la Grande-Bretagne <sup>5</sup>. »

On lui prescrivait, toutefois, de ne s'avancer en rien dans ses épanchements avec Stanhope, mais de se borner à pénétrer les sentiments du ministre anglais sur les questions pendantes, pour que la France s'y conformât en ce qui convenait à ses intérêts <sup>6</sup>.

L'abbé n'eut pas de peine à s'en tenir strictement à ces instructions <sup>7</sup>. Sur ces entrefaites, on sut que le roi d'Angleterre quitterait Hanovre le 17 ou le 18 janvier, pour aller s'embarquer à Hellevoesthuis <sup>8</sup>. Stanhope, suivant sa promesse, l'avait devancé : le 15, Dubois annonçait à d'Huxelles que les deux négociateurs de la *Triple Alliance* avaient déjà pu s'aboucher <sup>9</sup>. Ils eurent le temps de converser tout à leur aise ; car ce fut seulement le 23 qu'ils partirent, en compagnie de Sunderland <sup>10</sup>, Ca-

<sup>1</sup> Stanhope à Dubois, 19 décembre 1716, *Aff. étr.*, f. 246; 3 décembre 1716, *ibid.*, f. 164.

<sup>2</sup> *Ibid.*, *Holl.*, 312, f. 246.

<sup>3</sup> D'Huxelles à Dubois, 4 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 303, f. 288.

<sup>4</sup> D'Huxelles à d'Iberville, *ibid.*, *Ang.*, 299, f. 26.

<sup>5</sup> Le Régent à Dubois, 13 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 59.

<sup>6</sup> Du même au même, 19 janvier 1717 : *Inventaire des autographes réunis par Fillon*, 151.

<sup>7</sup> Dubois à d'Huxelles, 12 janvier 1717, *Aff. étr.*, *Holl.*, 313, f. 89.

<sup>8</sup> Dans la province du Sud-Hollande, sur la côte méridionale de l'île de Voorne et sur la rive droite de Haringvliet, l'un des grands bras de l'estuaire de la Meuse.

<sup>9</sup> *Aff. étr.*, *Holl.*, 313, f. 133.

<sup>10</sup> Sunderland ne mit pas moins d'empressement que Stanhope à voir Dubois.

• Le 13 au soir, milord Sunderland arriva d'Hanover, écrit l'abbé, il vint deux

dogan et Albermale <sup>1</sup>, pour rejoindre Sa Majesté Britannique. Dubois se trouva à l'arrivée du monarque à Utrecht. Il en fut reçu avec une considération toute spéciale. « Il me pria de le suivre dans son yacht, mande-t-il à d'Huxelles; ce qui me permit d'être auprès de lui pendant sept ou huit heures et de l'entretenir en toute liberté de choses publiques et particulières. J'ai eu l'honneur de le voir tous les jours jusqu'à hier et d'être à portée, sans demander aucune audience, d'en avoir autant et de si longues que j'ai pu souhaiter <sup>2</sup>. »

Le 25, à neuf heures du matin, George I<sup>er</sup> leva l'ancre et cingla vers l'Angleterre, après avoir laissé l'ordre d'en prévenir Dubois par un exprès <sup>3</sup>. A quelque temps de là, une lettre fort élogieuse du monarque couronna les marques de satisfaction qu'il avait multipliées en faveur du négociateur français.

Charmé de tant d'amabilité, l'abbé répondit :

Votre Majesté a comblé ses bontés pour moi en m'honorant d'une lettre qui témoigne qu'elle est contente de ma conduite et qui donne à Mgr le duc d'Orléans de nouvelles assurances de l'honneur de son amitié. Quoique ce que Votre Majesté a une fois promis soit regardé dans toute l'Europe comme invariable, Mgr le Régent reçoit toujours la confirmation de sa bienveillance avec une satisfaction infinie et il m'a ordonné d'assurer Votre Majesté qu'il n'a rien plus à cœur que de tâcher d'en mériter la continuation. En mon particulier, Sire, je m'estime très heureux d'être certain que je ne puis rien faire qui soit plus agréable à mon maître que de donner à Votre Majesté des marques de mon zèle pour sa gloire et de lui faire connaître ma très humble reconnaissance et le profond respect avec lequel <sup>4</sup>, etc.

A Stanhope, il laissa comme adieux les paroles suivantes :

Je m'en retourne très disposé à ne rien négliger de ce qui peut entretenir et fortifier l'amitié entre le roi et Mgr le Régent <sup>5</sup>.

Désormais, Dubois était libre de partir pour la France. Avant d'en reprendre le chemin, attentif aux moindres détails, il écri-

fois hier au matin me chercher, je le vis l'après-midi. • Dubois à d'Huxelles, 15 janvier 1717, *Aff. étr., Holl.*, 323, f. 76.

<sup>1</sup> Chasteauneuf à d'Huxelles, 22 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 176.

<sup>2</sup> Dubois à d'Huxelles, 26 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 199.

<sup>3</sup> Du même au même, 29 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 201.

<sup>4</sup> 14 février 1717, *ibid.*, *Holl.*, 323, f. 153.

<sup>5</sup> 26 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 323, f. 127.

vait à son maître : « Je supplie Votre Altesse Royale d'avoir la bonté de demander à *Madame*, à *M<sup>me</sup>* la duchesse d'Orléans et à *M<sup>me</sup>* la duchesse de Berry si elles veulent m'honorer de quelque commission <sup>1</sup>, et de leur faire confidence que je ferai passer ce qu'elles souhaiteront, à l'insu de Mgr le duc d'Orléans <sup>2</sup>. »

Cette démarche n'était pas aussi insignifiante qu'on serait tenté de le supposer.

Le 3 février, l'abbé quittait La Haye <sup>3</sup>; son rôle d'ambassadeur extraordinaire avait pris fin. « Je ferme mon portefeuille, écrit-il alors, jugeant lui-même d'un mot sa conduite, je le ferme avec la joie de ne pouvoir pas me reprocher d'avoir écouté une pensée, ou dit une parole qui n'eût pas pour but le service, et qui fût mêlée d'intérêt ou de passion <sup>4</sup>. »

Malgré son impatience ordinaire, il voyagea lentement, incommode qu'il était par des maux de tête persistants <sup>5</sup>, suite de ses immenses préoccupations et peut-être, avoue-t-il, d'une « complaisance » excessive pour ses hôtes; car les invitations dont on l'accablait et les festins auxquels il devait se prêter l'avaient grandement fatigué <sup>6</sup>.

Le 10, il était à Paris, épuisé, anéanti <sup>7</sup>, mais aussi, suivant le

<sup>1</sup> Évidemment, il s'agit de quelques marchandises, étoffes ou dentelles, de contrebande.

<sup>2</sup> Dubois au Régent, 29 décembre 1716, *ibid.*, *Holl.*, 312, f. 294.

<sup>3</sup> Il emportait pour Sa Majesté très chrétienne une lettre de récréance dans laquelle Leurs Hautes Puissances affirmaient « l'entière satisfaction qu'elles avaient eue de sa conduite pendant tout le temps de la négociation. » *Lettres historiques*, t. LI, p. 238.

<sup>4</sup> Dubois à d'Huxelles, 29 janvier 1717, *ibid.*, *Holl.*, 313, f. 212.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Si l'on veut se faire une idée des relations que s'était créées notre envoyé avec les principaux seigneurs de la république, il suffira de lire la lettre suivante que nous citons à titre de document. Le 30 décembre 1716, sur la nouvelle que Dubois avait répandue à dessein de son prochain départ, le baron de Wassenauer-Duvenvoirde lui écrivait. « Une frayeur des plus terribles m'a fait courir chez vous, pour savoir de vous-même s'il est vrai que vous partiez dans trois ou quatre jours, comme on me l'a dit. Si cela est, je prévois que vous aurez le cœur assez dur pour ne point compatir à ma douleur; mais du moins, avant que ce moment fatal arrive, que je puisse avoir le bonheur de vous voir encore une demi-heure, non pour vous parler d'aucune affaire, grande ni petite, mais simplement pour vous assurer qu'on ne peut être avec plus d'attachement et d'estime que moi... », etc. *Aff. étr.*, *Holl.*, 323, f. 7.

<sup>7</sup> Dubois à Chasteauneuf, 15 février 1717, *Aff. étr.*, *Holl.*, 314; Dubois à Stanhope, 14 février, *ibid.*, *Holl.*, 323, f. 150. — Il arriva dans la nuit du 9 au 10. c'est ce qui explique que Dangeau donne la date du 9 : *Journal*, XVII, 20.

mot de l'ambassadeur Beretti, « chargé de gloire bien juste et bien due à ses dignes et admirables qualités <sup>1</sup>. » On conjecture aisément comment il fut accueilli par son maître.

Dès lors, les flatteurs accoururent à ses pieds. Un certain *Dubois*, capitaine dans les troupes suisses de Leurs Hautes Puissances, ne craint pas de lui demander « s'il serait assez heureux d'être issu de la même tige que lui, ce qu'il regarderait comme le plus grand bonheur qui eût jamais pu lui arriver <sup>2</sup>. » Le baron de Meisembourg, en lui adressant ses œuvres, l'assure « qu'en Hollande comme partout ailleurs où la renommée a rendu justice à son éminent savoir, on le regarde comme le Mécène du siècle et le protecteur des lettres <sup>3</sup>. »

Dubois, sans nul doute, savait que penser de pareilles exagérations.

P. BLIARD, S. J.

<sup>1</sup> 3 février 1717, Aff. étr., *Holl.*, 314, f. 38.

<sup>2</sup> Aff. étr., *Holl.*, 323, f. 246.

<sup>3</sup> *Ibid.*, *Holl.*, 323, f. 265. — On peut voir, au dépôt des Affaires étrangères, la note des dépenses de l'ambassadeur extraordinaire. Nous y relevons :

|                                             |                |
|---------------------------------------------|----------------|
| Frais de poste,                             | 3,173 livres.  |
| Perte sur l'argent,                         | 10,854 livres. |
| Correspondances et gratifications secrètes, | 8,750 livres.  |

Cf. Aff. étr., *Holl.*, 319, f. 92.

---

# MÉLANGES

---

## I.

### LA CIVILISATION A L'ÉPOQUE MÉROVINGIENNE <sup>1</sup>

---

M. Marignan n'est pas un nouveau venu dans l'historiographie mérovingienne. Dès 1887, il préludait à son grand ouvrage d'aujourd'hui par trois monographies qui attestaient de l'érudition et de la méthode <sup>2</sup>. Et quand il nous dit, dans sa préface, qu'il a « consacré de très longues années » à l'enquête dont il nous offre les résultats, nous le croyons sans peine : le livre porte à toutes ses pages, pour ainsi dire, la trace de consciencieuses recherches. Il n'est pas achevé, d'ailleurs, et doit être complété par un troisième volume qui traitera de l'époque carolingienne, et qui en fera « une étude d'ensemble sur « l'histoire de la civilisation française pendant la période franque, « c'est-à-dire du VI<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle. »

Il fallait une bonne dose d'énergie et une somme considérable d'érudition pour entreprendre un travail de ce genre, si vaste et si nouveau. Car, autant on a étudié avec passion les institutions de l'époque mérovingienne et discuté leurs moindres problèmes, autant on a négligé cette partie de sa vie qui, pour n'avoir pas d'expression dans les faits politiques, n'en offre pas un moindre intérêt ; je veux dire sa vie religieuse et morale, sa pensée esthétique, son train d'existence journalier. Et la raison en est simple. Non seulement les institutions sont ce qui a frappé d'abord l'attention de l'historien, à partir du jour où il a cherché dans le passé autre chose que de beaux faits d'armes,

<sup>1</sup> *Études sur la civilisation française*, par A. Marignan. T. I : *La Société mérovingienne*. T. II : *Le Culte des saints*. Paris, Bouillon, 1899. 2 volumes in-8 de viii-356 et xi-250 pages.

<sup>2</sup> *Le Triomphe de l'Église au IV<sup>e</sup> siècle*. Paris, Bouillon, 1887. — *La Médecine dans l'Église au VI<sup>e</sup> siècle*. ib., 1887. — *La Foi chrétienne au IV<sup>e</sup> siècle*, ib., 1887.

mais, surtout, il fallait creuser bien plus profondément et faire un travail de synthèse bien plus laborieux pour composer, avec les innombrables indications jusqu'ici éparpillées dans nos sources, un tableau qui eût le mouvement, la couleur et l'intérêt de la vie. Je ne vois guère de prédécesseur à M. Marignan, dans cette tâche difficile, que Lœbell, dont le *Gregor von Tours*, publié en 1839, est une magistrale esquisse ne traitant, d'ailleurs, qu'une partie du sujet, et M. Prou, dont la *Gaule mérovingienne* a un plan plus vaste encore que celui de M. Marignan, bien que ses proportions exigües ne lui permettent pas de faire autre chose que de tracer les grandes lignes du tableau. C'est assez dire qu'il y avait déjà du mérite à entreprendre sur nouveaux frais l'exploration d'un monde si peu connu.

En abordant maintenant l'examen détaillé des deux volumes de M. Marignan, je constate qu'ils accusent dans son livre un manque d'unité que la publication du troisième volume ne pourra, sans doute, qu'accentuer. Le premier, intitulé *La Société mérovingienne*, est un tableau d'ensemble du monde franc au VI<sup>e</sup> siècle ; le second, consacré au *Culte des saints sous les Mérovingiens*, est une monographie archéologique et artistique pleine d'érudition et d'intérêt, sans doute, mais une monographie enfin qui, dans son travail, apparaît un peu disproportionnée. On s'aperçoit trop bien que ce tome II n'est, en réalité, que le développement de la brochure de 1887, sur la *Médecine dans l'Église au VI<sup>e</sup> siècle*. En réalité, ces deux volumes constituent presque deux livres distincts, qu'on pourrait lire séparément, et qui ne sont pas indispensables l'un à l'autre.

Au surplus, dans l'un et dans l'autre, nous rencontrons la même abondance d'érudition, la même patience de recherches, la même conscience d'historien. On éprouve, en lisant le livre, l'impression agréable<sup>1</sup> que donne l'entretien d'un témoin bien informé, et c'est

<sup>1</sup> Un peu gâtée, il est vrai, par de trop fréquentes négligences de style. Je cite quelques exemples :

T. I, p. 38 : « Les seuls adversaires de la royauté sont les fonctionnaires du royaume, devenus avec le temps.... une noblesse née d'hier. » P. 51 : « Les documents nous prouvent qu'il existait des milices urbaines dans les villes. » P. 60 et p. 160 : Le comte était « un petit roi en miniature. » P. 152 : « Les hommes.... n'ont ni la poitrine, ni les jambes, ni les bras protégés par une cuirasse. » P. 185 : « Le droit canon lui ordonnait (à l'évêque) de vivre séparé avec sa femme. » P. 271 : « A l'époque mérovingienne, la religion tenait une grande place dans la vie des contemporains. »

Tome II, p. 19. « Ils (les saints) sont susceptibles de vengeance, de jalousies quelquefois mesquines, de malveillance. » P. 20 : « De même que le faible mortel, le héros de la Jérusalem céleste porte donc en lui les mêmes passions, les mêmes haines, les mêmes colères. » P. 79 : « Ansoaldus, évêque de Poitiers, convoitait avec envie le corps du martyr. » P. 85 : « Nous ne sachons pas qu'on ait utilisé pour les sarcophages des saints les plus beaux tombeaux antiques. » P. 108 : « La venue du Christ a ouvert une vie nouvelle à l'humain. »

un plaisir de voir traiter les choses mérovingiennes avec ce souci de détail vivant et cette minutie d'analyse qui trahissent l'auteur amoureux de son sujet. M. Marignan possède une connaissance approfondie de ses sources, parmi lesquelles Grégoire de Tours occupe un rang hors de pair, et il est au courant également des travaux modernes, bien que ses informations bibliographiques présentent, de temps à autre, des lacunes qui ne laissent pas de surprendre un peu.

Jé ne crois pouvoir mieux faire, pour donner une idée du plan de l'ouvrage, que de reproduire ici les en-têtes de ses chapitres. Le tome I<sup>er</sup> en contient huit, intitulés : La Cour ; les Villes ; les Villages ; la Société laïque ; la Société religieuse (I. Le clergé séculier ; II. le clergé régulier) ; la Vie religieuse ; les Usages populaires.

Dans le tome II, le Culte des saints est étudié sous les huit rubriques suivantes : Le saint ; la vie du saint ; son tombeau ; la vie écrite du saint ; sa fête ; son église ; les remèdes ; les reliques.

Venons-en maintenant à l'idée même du livre, telle qu'elle nous est exposée dans la préface. On y apprend que « la première partie est consacrée à la vie mérovingienne, et nous nous sommes efforcé de mettre en lumière ce qui appartient au passé gallo-romain, héritage transmis à la civilisation du moyen âge, et ce qu'ont apporté les nouveaux venus sur notre sol. Nous étudions dans la seconde partie les conséquences d'une évangélisation hâtive, trop prompte (*sic*), et surtout l'influence de l'Église sur la société qui va devenir la France. » Cela n'est pas très satisfaisant pour qui a lu le livre. Il semblerait, en effet, qu'il va s'agir tout d'abord d'un règlement de compte entre Gallo-Romains et barbares, et qu'en analysant les éléments constitutifs de la civilisation d'alors, l'auteur va s'attacher à faire soigneusement la part des uns et des autres. Rien ne serait plus éloigné de la vérité. Ce que M. Marignan décrit, en effet, c'est exclusivement le monde gallo-romain, principalement celui qui vit au midi de la Loire, le seul que, grâce à Grégoire de Tours, nous connaissions un peu, et dans lequel l'apport des éléments germaniques a été à peu près équivalent à zéro. Ce n'est pas que, obéissant à son tour au préjugé séculaire, il pense à contester la traditionnelle influence exercée sur la civilisation gallo-romaine par les conquérants barbares. Il rencontre ceux-ci à Rouen, à Clermont et, en gé-

nérité qui renaît de nouveau pour le christianisme. • P. 113 : « Les visiteurs se composaient d'hommes et de femmes. » P. 124 : « Le fidèle n'avait pas été habitué à suivre un service divin aussi long, demandant deux heures de station debout. » P. 130 : « Par toute la ville, ce n'étaient que cris de joie, querelles ou rixes résultant de l'ivresse, vice alors dominant de l'époque. » P. 195 : « Ces guérisons circulaient dans les localités voisines. » P. 243 : « L'Église franque accapare à son profit le côté généreux, humain et protecteur de la royauté mérovingienne. » Et *passim*.



néral, dans les villes à partir de Paris (I, p. 61); il les voit s'établissant aux portes de cette ville, et s'introduisant pendant de longs siècles (p. 100). J'ai fait justice de ces vieilles idées dans mon étude sur la *France et les Francs dans la langue politique du moyen âge*, publiée ici même, en 1895, et plus récemment encore j'ai démontré qu'en ce qui concerne Clermont et l'Auvergne, leur population était absolument sans mélange de Francs germaniques<sup>1</sup>. Ce qui, d'ailleurs, est concluant, c'est que tout en admettant sans discussion le mélange des deux races et l'action de l'une sur l'autre, M. Marignan ne va pas au delà de cette affirmation toute platonique. Nulle part, dans la civilisation gallo-romaine, il ne nous montre ce qui serait spécifiquement barbare et de provenance germanique, ce qui ne s'y trouverait pas, en un mot, si, comme il le suppose, les Germains et les Gallo-Romains n'avaient mêlé leur sang dans toutes les provinces de la France. Au fait, ce n'est pas la barbarie, c'est la *rusticité* qui, à un moment donné, caractérise l'état de la société romaine, non seulement en Gaule, mais dans toutes les provinces qui ont fait partie de l'Empire. Et cette rusticité est due à des causes multiples, parmi lesquelles l'invasion des barbares est loin d'être la plus importante. Le monde est fatigué du rêve de la civilisation romaine, qui a fini par devenir pour lui un cauchemar; il se tourne d'un autre côté, il a son idéal ailleurs, et il laisse graduellement périr tout ce que le génie de l'antiquité avait semé et planté<sup>2</sup>.

Un autre reproche, non moins grave, que j'adresse au livre de M. Marignan, c'est qu'ayant à apprécier l'influence du christianisme sur une société qui lui doit presque tout, il semble n'être pas parvenu à se faire à lui-même une opinion bien nette à ce sujet. Que pense-t-il au juste de cette influence? Il n'est pas facile de le dire, car sa pensée est ici étonnamment flottante et fuyante. On dirait qu'une certaine timidité l'arrête chaque fois qu'il s'agit pour lui de juger et de conclure, et il n'affirme rien que nous ne trouvions contredit à quel-

<sup>1</sup> V. deux articles intitulés : *Les Comtes d'Auvergne au VIII<sup>e</sup> siècle et les Nationalités en Auvergne au VI<sup>e</sup> siècle* (Bulletin de l'Académie royale de Belgique, 1899 et 1900). Au surplus, M. Marignan est particulièrement mal informé en ce qui concerne la question des races et celle des langues, qui en est inséparable; la note 1 du t. I, p. 60, est pleine d'inexactitudes, et je le renvoie à mon livre intitulé *La Frontière linguistique en Belgique et dans le nord de la France*, ainsi qu'à la carte qui accompagne cet ouvrage. M. Marignan semble ne connaître aucun de mes travaux sur l'époque mérovingienne, à part une plaquette de début publiée en 1877 (*Grégoire de Tours et les études classiques au VI<sup>e</sup> siècle*).

<sup>2</sup> Voir, sur l'origine de la *rusticité*, d'excellentes considérations dans le beau livre de M. l'abbé Malnory, *Saint Césaire, évêque d'Arles*, que M. Marignan ne semble pas avoir connu, ou, du moins, qu'il ne cite jamais. Il y eût pu trouver plus d'une fois d'importantes indications.

que autre page du livre. Ce que je crois avoir compris, c'est que, d'après l'auteur, le christianisme ne put se faire accepter en Gaule qu'en se transformant. Son idéal était trop élevé pour pouvoir s'imposer sans avoir subi des mutilations. Les populations attachées à leurs dieux indigènes et locaux ne les abandonnèrent qu'à partir du jour où on leur offrit, avec le culte des saints, d'autres divinités, locales elles aussi, et d'une puissance au moins égale à celle des rivaux qu'elles venaient détrôner. Elles rendirent alors aux héros de la perfection chrétienne le culte qu'elles rendaient autrefois à leurs idoles ; il ne fut ni moins grossier ni plus désintéressé. Sous des noms divers, c'est la continuation de l'idolâtrie, parfois même du fétichisme antique. L'analogie est saisissante, au sens de M. Marignan, lorsque l'on compare, par exemple, le culte de saint Martin de Tours à celui d'Esculape : ce sont les mêmes manifestations religieuses, avec une identité de détails qui ne laisse pas de captiver l'attention : même affluence de pèlerins autour des sanctuaires, mêmes souffrances et douleurs dont on demande la guérison, même manière de prier, mêmes guérisons miraculeuses, mêmes témoignages de la reconnaissance des fidèles. Où est la différence ? M. Marignan ne la voit pas ; il est fasciné par ses constatations jusqu'au point de croire qu'il y a là l'accomplissement de quelque loi fatale de la vie religieuse, et il semble se borner à plaider les circonstances atténuantes pour le christianisme ainsi paganisé (par exemple, t. I, p. 249).

En réalité, la prétendue altération ou transformation du christianisme sous l'action des doctrines qu'il venait remplacer n'eut pas lieu du tout. La foi chrétienne, l'Église chrétienne, restèrent ce qu'elles avaient été dans les catacombes, sauf, bien entendu, ce que l'on peut appeler les progrès de croissance. Il s'écoulera du temps, je pense, avant qu'on parvienne à démontrer qu'elle ait abjuré son idéal surnaturel, qu'elle ait modifié sa doctrine, qu'elle ait mutilé sa loi morale, qu'elle ait perdu sa fécondité civilisatrice au moment même où elle allait mettre en œuvre toutes ces forces pour la conquête définitive de la société moderne. Sans doute, les populations entrées en masse dans son sein ne furent pas d'emblée à la hauteur où elle devait les élever par la suite. Le résidu païen fermenta longtemps encore dans les bas-fonds, et le niveau moyen de la société du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle fut incontestablement inférieur à celui d'époques plus heureuses. Mais si l'influence naissante de l'Église sur le monde mérovingien eut à lutter contre des multitudes d'obstacles de la part de ses néophytes, ce n'est pas la barbarie relative de ceux-ci qu'on est fondé à invoquer pour soutenir qu'elle-même se fit barbare comme eux. Il eût fallu faire soigneusement ici le départ de ce qu'enseignait la foi chrétienne et de ce que continuait de rêver le paganisme, il eût fallu surtout se garder de con-

fondre entre elles des choses si opposées que le dogme catholique et les superstitions païennes, la loi morale de l'Église et la pratique des masses qui la violaient. Et pour dire toute ma pensée, une certaine connaissance de la théologie dogmatique et de la théologie morale eût préservé M. Marignan des erreurs dont je crois entachée sa conception de l'Église au VI<sup>e</sup> siècle. Il me faudrait ici entrer dans des détails que ne comporteraient guère les proportions de cet article, et je me bornerai à un seul exemple. M. Marignan écrit dans son introduction : « Le christianisme..., venu assez tard en Gaule..., avait déjà « subi une métamorphose vraiment radicale. Les grandes fortunes de « l'Empire, l'aristocratie, l'avaient accommodé à leur profit. Il a ré- « pudié les conceptions des premiers jours, si chères aux chrétiens pri- « mitifs. L'Église admet désormais les hiérarchies et consacre la pro- « priété. Les nobles peuvent venir dans son sein ; ils trouveront même « protection près des autels. Il en sera toujours ainsi d'un idéal trop « haut : il deviendra la proie des habiles qui profiteront même de sa « doctrine » (t. I, p. 13). D'après cela, le christianisme primitif n'aurait pas admis la hiérarchie, aurait protesté contre la propriété, aurait refusé la protection de ses autels à ceux qui avaient le malheur d'être nés nobles ! Il n'y a pas une de ces affirmations qui ne soit en contradiction flagrante, et avec les textes formels du Nouveau Testament, et avec les faits les plus avérés de l'histoire ecclésiastique des premiers siècles.

Pour ce qui concerne le culte des saints, tout particulièrement étudié par M. Marignan, il me paraît qu'ici encore il ne l'a vu que du côté extérieur et populaire, et qu'il ne s'est pas bien rendu compte de la place qu'il n'a cessé d'occuper dans l'économie de la doctrine chrétienne. Sans doute, les populations de la Gaule mérovingienne ne l'ont pas conçu dans sa pureté idéale, et n'ont pas toujours distingué avec l'Église la *dulie* de la *latrie*. Les fidèles qui mettaient le marché à la main de leur saint (*do ut des*) et qui frappaient son image quand il ne les avait pas exaucés, étaient incontestablement barbares et même païens, du moins sous ce rapport, mais M. Marignan ne se voit-il pas amené à constater lui-même que l'Église cherchait à leur donner de ce culte une notion plus élevée ? Sans doute encore, les formes matérielles que revêtait ce culte étaient et devaient être étonnamment semblables, pour ne pas dire identiques, à celles que présentait le culte des divinités païennes, mais cela nous autorise-t-il à considérer l'hommage rendu aux saints comme une invasion du paganisme dans la doctrine chrétienne ? Si, dans les premiers temps de l'Église, « nous ne trouvons nulle idée du culte des saints (t. II, p. 2), cela ne revient-il pas à dire que l'Église n'a pas rendu de culte aux saints avant qu'il y eût des saints ?

Mais M. Marignan a la prétention de nous faire assister à l'évolution des idées qui ont amené peu à peu ce culte. Dans l'origine, selon lui, l'Eglise réservait ses hommages aux seuls martyrs ; peu à peu, de nouvelles idées sur la sainteté se firent jour. L'Eglise fut d'avis que des hommes qui vivaient loin du monde, enfermés dans un monastère ou dans une cellule, privés de toutes les joies terrestres, pouvaient acquérir la couronne céleste. La vie de ces hommes qui, pour suivre le Christ, avaient tout abandonné : famille, patrie, fortune, et qui luttèrent sans cesse contre les démons acharnés à leur ravir leur sainteté, n'était-elle pas un martyre autrement long et douloureux que celui des premiers chrétiens qui avaient souffert pour la foi?... Et cette conception nouvelle du martyre, création savante, nullement spontanée, émanant non de la foule, mais de la réflexion du pouvoir spirituel, se propagea rapidement dans le monde romain, etc. » (t. II, p. 9). En vérité, je croirais faire injure à mes lecteurs en leur rappelant que la conception de la sainteté présentée ici par l'auteur comme nouvelle est celle du Sauveur lui-même, comme en font foi maints passages des Évangiles qui sont dans toutes les mémoires.

Je n'aurais pas insisté sur des erreurs aussi évidentes si elles n'étaient à la base d'une grande partie du livre, et si elles ne viciaient fondamentalement l'exposé historique de M. Marignan.

Si je reproche à M. Marignan le manque de préparation théologique dans un sujet où la théologie était indispensable, au moins à titre de science auxiliaire, je ne puis me persuader qu'il possède une connaissance suffisante de l'histoire ecclésiastique, quand je le vois affirmer (à la suite, il est vrai, de beaucoup d'autres qui ne sont pas mieux informés) que l'Eglise des Gaules était, au VI<sup>e</sup> siècle, *tout à fait indépendante de Rome* (t. I, p. 175). Tant qu'on se plaira à émettre de pareilles affirmations, il pourra suffire d'y répondre par une dénégation pure et simple. Le jour où l'on prendra la peine de les prouver, on devra commencer par établir que les papes n'ont pas eu de légats en Gaule, que ces légats n'ont pas eu sur tous les évêques de ce pays les pouvoirs énumérés dans la lettre du pape Vigile en 545, que le concile de Tours, en 567, n'a pas reconnu expressément l'autorité pontificale, que saint Avitus de Vienne ne l'a pas confessée en termes énergiques, que les papes n'ont pas fait usage, à plusieurs reprises, de leur droit de juridiction suprême, notamment dans l'affaire de Salomonius et de Sagittaire, déposés par un concile de Gaule et rétablis par le jugement du souverain pontife.... Mais à quoi bon insister ? Et que dire de cette autre erreur, vraiment prodigieuse celle-là, qui consiste à affirmer que, comme l'évêque, tous les autres membres du clergé, prêtres, diacres, sous-diacres et lecteurs, « étaient élus par le peuple ? » (T. I, p. 180.) Quelle étrange conception de la hiérarchie

catholique dans les premiers temps et quels aperçus nuageux sur l'histoire ecclésiastique une affirmation comme celle-là permet de supposer chez un auteur ! En vérité, on connaît bien peu la société chrétienne des premiers siècles, l'eût-on étudiée pendant de longues années, quand on se trompe si radicalement sur un des points les plus importants de son organisation.

Pour ces raisons, qui me paraissent majeures, et pour d'autres encore qu'il serait oiseux de développer, je ne saurais donc pas voir dans le livre de M. Marignan un vrai tableau de l'histoire de la civilisation française. C'est plutôt, si l'on me permet une expression qui me semble offrir le double avantage de délimiter et de définir exactement l'objet propre de son livre, un premier essai de *Manuel des antiquités françaises à l'époque mérovingienne*. Ce ne sont pas les idées maîtresses qui ont dirigé la conscience des gens de cette époque, ce ne sont pas les grands courants d'ordre moral et religieux que l'auteur, malgré l'ambition qu'il en a peut-être eue, est parvenu à nous retracer. Mais ce qui fait son originalité et sa valeur scientifique, c'est l'analyse minutieuse et plus pénétrante qu'elle ne l'a été jusqu'aujourd'hui, des multiples éléments matériels qui ont constitué la société d'alors. On admirera l'érudition et la patience avec lesquelles M. Marignan a groupé, pour la première fois, quantité de faits dispersés jusqu'à présent dans nos sources, et dont la pleine valeur pour l'histoire de cette époque ne pouvait être appréciée que grâce à un pareil groupement. Ce me serait une tâche agréable, si je disposais de l'espace nécessaire, que d'entrer ici dans quelques détails et de montrer par exemple comment telle page, vivante et vécue, est le résultat définitif d'un long et ingénieux travail de mosaïste infatigable, qui, avec les fragments les plus menus, est parvenu à reconstituer le dessin et la couleur du passé. Je prendrais comme spécimen celles qui sont consacrées à la description des villes du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle (I, p. 49-59 et 70-76). On n'avait encore écrit sur ce sujet rien d'aussi neuf, d'aussi vivant, d'aussi observé, si j'ose parler ainsi. De tels passages ne sont pas rares, particulièrement dans le tome II, où la science archéologique de l'auteur lui a permis de reconstituer, avec bonheur, l'aspect des vieux sanctuaires mérovingiens, la splendeur de leur vie liturgique, l'extraordinaire et pittoresque affluence dont ils sont le centre.

Naturellement, des recherches qui ont porté sur un si vaste ensemble ne sont pas sans quelques inexactitudes ; je signale celles qui m'ont frappé à une première lecture et qu'il est facile de faire disparaître. T. I, p. 44, l'auteur ne semble pas au courant des récents travaux sur l'École du palais sous les Mérovingiens, qu'il continue de prendre pour une institution d'enseignement. P. 60, il écrit à tort : « Les textes nous prouvent que le gaulois était encore parlé dans

certaines contrées, à Orléans, par exemple. » Je n'en crois rien, et M. Marignan serait fort embarrassé de prouver cette affirmation : aussi les références manquent-elles à ce passage, qui en avait cependant bien besoin. La note 1 de la même page, relative à l'emploi de la langue germanique en France, contient plus d'une inexactitude, provenant de la confusion que fait l'auteur entre les régions romaines confinantes aux germaniques, et celles qui ne sont pas dans ce cas. P. 149, qu'est-ce que la foire de Ruthènes, près de Cahors, qui serait mentionnée dans des documents contemporains (non cités par l'auteur) ? Ne s'agit-il pas ici tout simplement de Rodez ? P. 192, en nous disant que l'Église excluait des rangs du clergé les *bigames*, il eût fallu nous dire qu'elle entendait par ce mot les gens qui *avaient été mariés deux fois* ; pris dans son acception moderne, le mot introduirait dans le droit canon et dans l'histoire de l'époque une véritable absurdité.

Au tome II, p. 2, l'auteur semble placer le *Pasteur* d'Hermas chronologiquement après Tertullien. P. 44, il affirme, sans preuve, qu'il y a eu en Gaule des exemples d'hommes se mutilant eux-mêmes par ascétisme : en note, il ajoute, mais sans référence : « Le cas était plus rare en Gaule. » Je n'ai pas souvenance, pour ma part, de l'avoir rencontré une seule fois. Pourquoi, p. 35, 46 et ailleurs encore, répéter que les saints de l'époque mérovingienne appartenaient *toujours* à l'aristocratie ? C'est une erreur profonde ; si Grégoire de Tours se plaît à relever chez les saints, quand il en a l'occasion, leur origine noble, cela n'empêche pas la majorité de ceux-ci d'être de petite naissance ; voyez, par exemple, le *Vitae Patrum*, où il y en a même qui sont d'origine servile, comme saint Pourçain et saint Brachio. P. 184, je regrette de trouver un écho de la phrase absurde de Michelet (*pas un bain pendant mille ans !*). L'Église, selon M. Marignan, réprouvait les bains, c'est-à-dire qu'elle encourageait la malpropreté. Je me contente de le renvoyer à Grégoire de Tours, où l'on voit saint Gallus et saint Viventius entrer au bain (*Vitae Patrum*, VI, 3) ; à Fortunat, *Vita Radegundis*, 17, où l'on voit que cette sainte préparait deux fois par semaine des bains pour les pauvres et faisait, d'ailleurs, usage des bains pour ses religieuses (*ibid.*, 29, 36 ; cf. Grégoire de Tours, *H. F.*, X, 16, sur une salle de bain toute neuve au monastère de la sainte) ; au même Fortunat qui nous fait connaître les bains créés ou rétablis par Leontius, évêque de Bordeaux, dans ses villes de *Bissonnum* et de *Praemiacum* sur la Garonne (*Carm.*, I, 18, 15 et 20, 21). Ces exemples peuvent suffire, je pense, du moins en ce qui concerne le VI<sup>e</sup> siècle, sur la prétendue réprobation des bains par l'Église. Si l'on veut savoir ce qu'il en était en plein moyen âge, à une époque où l'influence de l'Église était à son apo-

gée, on lira avec fruit une intéressante étude du regretté Lecoy de la Marche dans *La Société au XIII<sup>e</sup> siècle*, qui, bien que fort loin d'épuiser le sujet, est cependant péremptoire. Ce qui est vrai, c'est que l'Église — et en cela, M. Marignan ne la blâmera pas — réprouvait avec la plus grande énergie les *thermes publics*, ces somptueux palais de la civilisation païenne où, sous prétexte de se laver, on se livrait à toutes les débauches, sous la protection, si l'on peut ainsi parler, des pouvoirs publics.

Ces quelques observations, que j'aurais pu multiplier, montrent que, comme tout livre d'érudition, celui de M. Marignan contient des erreurs et des lacunes ; elles ne m'empêchent pas de reconnaître la solidité générale des bases sur lesquelles il a assis sa construction. Il montre ce qu'on peut tirer encore, après plusieurs siècles d'étude, d'une lecture plus attentive des sources du VI<sup>e</sup> siècle, et il sert de point de départ aux efforts qu'on fera, sans doute, pendant le XX<sup>e</sup> siècle, pour coordonner et classer, dans des manuels semblables à ceux qu'on a depuis longtemps consacrés aux antiquités grecques et romaines, nos notions sur les divers aspects de la vie sociale et de la vie privée dans cette époque lointaine.

GODEFROID KURTH.

---

## II.

### L'ABJURATION DE HENRI IV

SA NOTIFICATION OFFICIELLE AUX CONSULS DE SAINT-ANTONIN EN ROUERGUE

---

Tandis que les historiens ont longuement raconté et fort différemment apprécié l'abjuration de Henri IV, il n'en est pas, à notre connaissance, qui aient parlé de la notification qui en fut faite officiellement « de par de Roy », le jour même où il entra dans le giron de l'Église catholique. Cependant, au regard de l'histoire et en face des événements considérables qui se déroulèrent à cette heure décisive pour la France et son chef, pareil acte ne devait pas passer inaperçu, et il ne le fut point pour les contemporains. Autant catholiques et protestants furent diversement émus par l'attestation publique que le Béarnais donnait du « sault périlleux » qu'il venait de faire, autant les historiens favorables ou hostiles avaient dans ce document offi-

ciel des arguments à exploiter ou à combattre. Eh bien, ni les uns ni les autres, croyons-nous, ne paraissent s'être occupés de cette démarche, pas un ne semble en avoir tenu compte, ni même fait allusion.

Toutefois, la véritable érudition a cru ne pas devoir négliger la publication de pièces si utiles à une question religieuse qui a suscité tant de querelles et passionné, de nos jours encore, nombre d'écrivains. Grâce à M. Villemain et à l'appui efficace que lui prêta le gouvernement de Louis-Philippe, quelques-uns de ces documents ont pu être sauvés. Ils sont conservés dans l'importante *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, sous le titre de *Recueil des Lettres missives de Henri IV*. Par ordonnance royale, datée du 1<sup>er</sup> mai 1843, un exemplaire de ce Recueil devait être placé « dans chacune des bibliothèques publiques des chefs-lieux de département et des grands établissements scientifiques du royaume <sup>1</sup>. » C'était donner la plus haute et la meilleure recommandation à l'œuvre entreprise par l'illustre académicien, dont « une des plus judicieuses pensées, a dit le prince Augustin Galitzin, a été de faire rassembler ces écrits dispersés non seulement en France, mais dans toute l'Europe <sup>2</sup>. »

L'œuvre ainsi commencée, non sans des soins et un labeur écrasants, a été menée à bonne fin par M. Berger de Xivrey, membre de l'Institut. Aussi c'est avec un véritable orgueil et à la gloire du bon Roi et du gouvernement français qu'on peut montrer les huit beaux volumes qui forment cette précieuse collection.

Entre les missives innombrables recueillies et publiées fidèlement dans ces pages, il ne s'en trouve que *quatre* signalant officiellement l'abjuration. Classées à leur année respective (1593), elles occupent les pages 822-826 du tome III de ce Recueil. Celle que nous possédons en nos archives particulières est une cinquième pièce encore inédite, sinon quant à la teneur identique, du moins quant à son adresse et à sa destination. A ce titre nous croyons devoir la reproduire ici telle que, en la faisant précéder et en l'accompagnant de quelques renseignements et aperçus, pour montrer le lien qui unit ces divers documents, leur motif, leur importance et le sort qui leur fut réservé.

En rentrant de Meudon, où il était accouru pour voir le cadavre poignardé de Henri III, le Béarnais avait entendu les uns l'acclamer roi de France et les autres s'écrier : « Plutôt mourir de mille morts,

<sup>1</sup> Extrait de l'Ordonnance placée en tête de l'ouvrage.

<sup>2</sup> *Lettres inédites de Henry IV*. Paris, Techener, 1860, in-8.



que de souffrir un roi huguenot ! » La cour ne craignit pas de manifester hautement son sentiment : refus d'obéissance à un roi hérétique. Il avait, du reste, à choisir « entre les misères d'un roi de Navarre et la haute condition d'un roi de France ». Mais le trône de saint Louis, pas plus que celui de saint Pierre, n'avait jamais été profané par l'hérésie ; et à cette heure-là, moins qu'à toute autre, il ne pouvait l'être. Aussi tous les princes, grands, nobles, officiers et fidèles du défunt, ne voulurent-ils reconnaître Henri IV pour leur roi et prince naturel que lorsqu'il eut « juré en foi et parole de roi, et signé de sa main au camp de Saint-Cloud, » la déclaration authentique de se faire éclairer sur la religion catholique et d'agir en conscience, conformément aux lumières qu'il recevrait de cette instruction (4 août 1587).

Malgré tout, Paris, la France, le peuple n'allaient pas à ce roi, qui, cependant, ne négligeait rien pour se populariser. La Ligue d'un côté, les protestants de l'autre ; ici, l'Espagne qui fait valoir des prétentions au trône de France pour la fille de Philippe II, la plus proche parente, par sa mère, du roi défunt ; là, les villes rebelles, Paris même qu'il faut réduire par les armes ; à Suresnes, les états généraux qui refusent de traiter avec lui tant qu'il ne sera pas catholique ; de toute part, des échos qui lui apportent les qualificatifs d'hérétique, de relaps, d'excommunié, propagés un peu partout. La situation était réellement des plus tendues, des plus délicates.

Avec sa souplesse d'esprit, sa grande habileté, Henri prépare sa conversion, de manière à contenter les catholiques sans trop indisposer les huguenots. Il négocie avec le souverain pontife par le cardinal de Gondi, et avec les protestants par leur coreligionnaire Sully<sup>1</sup>. Peut-être plus préoccupé de la couronne que de sa conscience et de sa conduite privée, il informe officiellement, et sur un ton plus que léger, la trop célèbre Gabrielle d'Estrées<sup>2</sup> de la détermination qu'il a prise. Le 23 juillet 1593, il lui écrivait : « Je commence ce matin à parler aux évêques... Ce sera dimanche que je fairay le sault périlleux<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> Sismondi, *Histoire des Français*, t. XX, p. 545 ; t. XXI, p. 6.

<sup>2</sup> Protestations de la cour et de la noblesse, faites au camp de Saint-Cloud ; cf. d'Aubigné, Sismondi, etc.

<sup>3</sup> Sur ce point, beaucoup d'historiens ont été injustes, ou pour le moins sévères, à l'égard du roi. Ainsi l'*Hist. de la Ligue*, par de Chalmberg, et *Henri IV et son temps*, par Poirson, ouvrages écrits dans un esprit diamétralement opposé, ne sont, ni l'un ni l'autre, dans les limites de l'exakte vérité. Dans *Sixte-Quint et Henri IV*, travail fort consciencieux, M. Segretain cherche à concilier le tout.

<sup>4</sup> Les historiens s'accordent à dire que cette femme avait beaucoup exhorté le roi à sa conversion.

<sup>5</sup> Au *Recueil des lettres missives*, t. III, p. 821. L'éditeur fait suivre le mot

Ce jour même, après avoir écrit ces lignes, le roi manda dans son cabinet l'archevêque de Bourges, les évêques de Mantes et du Mans, Duperron, évêque nommé d'Évreux, et commença à s'entretenir avec eux de la grande affaire de sa conversion. Il leur exposa où il en était et sur quel point il leur demandait plus ample instruction. Les évêques la lui donnèrent. La conférence se prolongea pendant cinq heures, le roi se déclarant suffisamment convaincu et prêt à signer la profession de foi qu'il plairait aux évêques de lui soumettre<sup>1</sup>. Deux jours après, le dimanche 25 juillet, dans l'église Saint-Denis, Henri IV prononçait à genoux cette formule : « Je proteste et je jure devant la face de Dieu tout-puissant de vivre et de mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, de la protéger, de la défendre envers tous, au péril de mon sang et de ma vie, renonçant à toutes hérésies. »

Après cette abjuration, faite en présence d'un certain nombre de prélats, l'archevêque de Bourges, Renaud de Beaune, qui présidait la cérémonie, donna l'absolution que l'histoire lui reproche, alors, cependant, qu'elle n'était que conditionnellée. Les droits et l'approbation du souverain pontife étaient très catégoriquement réservés par la phrase sacramentelle : *Ego te, salva sanctae sedis apostolicae auctoritate...., absolvo*. Mais le Saint-Siège s'étant toujours réservé les causes de princes, c'est à cette autorité qu'il fallait d'abord s'adresser, et ce fut bien là que finalement il fallut recourir, après de trop longues années de démêlés et de luttes.

Néanmoins, le roi ne tarda pas d'une heure à faire connaître officiellement le grand événement du 25 juillet. Ce jour même, il date, signe et dépêche les missives que nous venons de signaler et qui, très probablement, furent accompagnées de plusieurs autres à diverses corporations et personnalités. Toutefois, nous ne connaissons que les *quatre*, dont voici l'analyse, plus la *cinquième* inédite, dont on lira plus loin le texte.

Des *quatre* missives recueillies par M. Berger de Xivrey, *deux* sont publiées d'après les originaux écrits par quelque secrétaire avec signature autographe du roi ; et les *deux* autres d'après de simples

du roi de cette note : « La vivacité d'esprit de Henri IV lui laissait échapper de ces saillies, d'après lesquelles on a prétendu trop souvent juger le fond même de ses sentiments et les principaux mobiles de ses actions. Quelque mot de ce genre prononcé devant son fou, Chicot, lui avait fait dire auparavant celui-ci : « Monsieur mon ami, de moi je tiens que tu donnerois en un besoin les papistes et huguenots aux protonotaires de Lucifer, et que tu fusses paisible roi de France. »

<sup>1</sup> « La rapidité de sa décision, dit M. Segretain, n'a rien qui doive faire douter du sérieux de ses démarches ni de la profondeur de sa conviction. » *Sixte-Quint*, etc., p. 250.

copies. Celle que nous venons ajouter à cette collection est de la main d'un des secrétaires<sup>1</sup> et revêtue de la signature royale. .

La première est une *Lettre circulaire*, adressée à « NOS AMEZ ET FEAULX. » L'éditeur l'a publiée d'après divers originaux conservés dans les archives de plusieurs grandes villes, notamment à Bordeaux, à Rennes, à Compiègne, etc., de même qu'au fonds Béthune (B. R., Ms. 9045, fol. 75) et au British Museum (Mss. additionnels, n° 6873, fol. 80, etc.)<sup>2</sup>. — Par cette lettre le roi informe ses sujets que, vu la promesse qu'il a faite dès son avènement au trône et après son « *instruction, par lui tant désirée et tant de fois interrompue par les artifices de nos ennemys,* » instruction reçue des prélats et docteurs du royaume qu'il avait convoqués à cette fin, il a embrassé la religion catholique, « *resolu d'y vivre et mourir. Et pour donner commencement à ceste bonne œuvre* » et faire connaître que ses intentions n'avaient jamais eu d'autre but que d'être instruit et éclairé « *de la verité et de la vraie religion pour la suivre,* » il a, « *ce jour d'huy, ouï la messe, et joinct et uny ses prières avec la dicte eglise après les ceremonies necessaires et accoustumées en telles choses, resolu d'y continuer le reste des jours qu'il plaira à Dieu nous donner en ce monde.* » De tout cela il avertit ses sujets pour qu'ils puissent se « *resjouir d'une si agreable nouvelle, et confondre par nos actions les bruits que nos dicts ennemys ont fait courir jusqu'à ceste heure, que la promesse que nous en avons cy-devant faite estoit seulement pour abuser nos bons subjects et les entretenir d'une vaine esperance, sans aucune volonté de la mettre à execution : de quoy nous desirons qu'il soit rendu graces à Dieu par processions et prieres publiques, afin qu'il plaise à sa divine bonté nous confir-*

<sup>1</sup> Nous disons « de la main d'un des secrétaires » et non « d'un *secrétaire de main*. » Celui-ci, qui avait la pleine confiance du roi, était chargé même d'imiter son écriture dans les cas où, le roi n'écrivant pas lui-même, il tenait cependant à donner un caractère plus officiel ou plus intime à sa correspondance. Or, on sait que l'écriture de Henri IV était grande et large et se rapprochait beaucoup de la calligraphie française actuelle, alors que celle de ses secrétaires ordinaires ou de chancellerie était dans le genre gothique et de petite dimension. Telle est la lettre dont nous parlons ici. — M. Berger de Xivrey n'ayant pas donné de description de celles qu'il désigne comme *originales*, mais non *autographes*, nous ne savons si elles sont des secrétaires-chanceliers ou de quelque *secrétaire de main*.

<sup>2</sup> L'éditeur signale diverses copies de cette lettre, ainsi : B. R. Fonds Dupuy, ms. 119, fol. 13 r°; Fonds Béthune, ms. 9114, fol. 91 r°; Suppl. fr., ms. 1569, fol. 113 v° et ms. 1069-3, etc. — On la trouve également imprimée dans : *Chronologie novenaire*, par Cayet, 5<sup>e</sup> partie, fol. 224 r°; *Mémoires de la Ligue*, t. V, p. 381; *Mémoires et correspondance de du Plessis-Mornay*, in-8, t. V, p. 496; *Abrégé de l'histoire de Poitou*, par Thibeaudeau, t. V, p. 359, etc. Ainsi donc cette lettre est assez répandue et connue.

*mer et maintenir le reste de nos jours en une si bonne et si sainte resolution* <sup>1</sup>. »

La seconde des missives de notification, portée dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, est destinée « A CERTAINS GENTILSHOMMES DE LA RELIGION. » L'exemplaire original qui a servi à cette publication est la propriété de M. le marquis de Senegas<sup>2</sup>. Chacune de ces missives étant adressée à une personne distincte, le « *Monsr* » placé en vedette était accompagné des noms ou distinction ; aussi, dans la reproduction imprimée, ce titre est-il suivi d'une série de points.

S'adressant aux Réformés, il fallait de l'habileté, avec une résolution énergique tempérée de bonté. Le roi sut associer ces diverses qualités. Dans cet écrit, il débute ouvertement par ces mots : « *Je fais presentement une depesche pour vous donner à tous advis de la resolution que j'ay faicte de faire doresnavant profession de la religion catholique, apostolique et romaine.* » Mais, outre cette missive générale de laquelle il espère bien qu'ils ont eu communication, « *j'ay bien voulu, leur dit-il, vous faire encore particulierement ceste-cy, pour vous prier de ne recevoir ceste nouvelle avec une apprehension que ce changement, qui est mon particulier, en apporte aucun en ce qui est porté et permis par les edicts precedens pour le fait de vostre religion, ny aussy peu en l'affection que j'ay tousjours portée à ceulx qui en sont.* » Ce qu'il fait est surtout « *pour la seure asseurance* » qu'il a de pouvoir faire son salut et « *pour n'estre en ce point different des Roys, mes predecesseurs, qui ont heureusement et pacifiquement regné sur leurs subjects.* » Espérant que Dieu lui fera la même grâce, par ce moyen disparaîtront les prétextes et les causes des divisions et révoltes qui minent l'État. Pour cela, il entend qu'il ne soit fait aucune violence à la conscience de ses sujets. Aussi, non seulement il prie chacun de croire en son particulier à ces sentiments et intentions, mais de l'affirmer autour d'eux ; car « *puisqu'il a plu à Dieu* » de l'ordonner roi de tous ses sujets, il les aimera et aura tous en égale considération. « *Prenez en bien ceste creance, ajoute-t-il, pour vous-mesmes, et ne despartés, je vous prie, de ceste affection particuliere que j'ay recogneu en*

<sup>1</sup> Signée HENRY, et contresignée Potier. Cf. t. III, p. 822-823 du susdit *Recueil*.

<sup>2</sup> On trouve des copies de cette pièce aux Archives nationales, B. R. Fonds Dupuy, ms. 119, fol. 5 v<sup>o</sup> ; et archives du département du Nord. Elle a été aussi imprimée à la suite des *Sermons de la simulée conversion*, etc., par Jean Boucher. Paris, 1594, in-8.

*vous, comme vous verrez tousjours accroistre la miennne en vostre endroict. »* Sur ce, il prie Dieu qu'il les « *ayt en sa sainte garde*<sup>1</sup>. »

Comme il avait avisé « Messieurs de la Religion », le roi avait à informer également les « Ligueurs. » Il le fit le même jour ; et quoique dans le Recueil cette lettre ne vienne qu'en dernier lieu, nous croyons devoir la mettre au troisième rang, vu l'opposition entre celle-ci et la seconde, vu aussi les rapprochements et l'identité que nous avons à établir entre les deux dernières qu'il restera à faire connaître.

Donc, en même temps qu'il écrivait aux Réformés, Henri IV avisait aussi les chefs du parti catholique, les Ligueurs. Mais la circulaire, dont il n'existe qu'une copie connue (Fonds Dupuy, B. R. Ms. 119, fol. 12), est plus qu'à des particuliers, elle est adressée « AUX VILLES DE LA LIGUE. » Ici surtout, il y avait des ménagements à garder, et, cependant, il fallait montrer de la fermeté tout en exprimant des regrets, donner presque des ordres et témoigner de la bonté, de l'affection. Le roi sut user de tous ces procédés.

Habilement, il dit à ses « *chers et bien amez, Nous scavons assez par experience combien peut en ames consciencieuses le desir de conserver la religion et la crainte de la perdre. C'est pourquoy nous excusons aucunement la difficulté et reffus que plusieurs de nos subjects ont faict jusques icy de nous recognoistre, pour la difference de la religion que nous tenions lors, avec la leur, et pour l'occasion qu'ils avoient de redoubter que nous n'y voulussions apporter quelque changement.* » Mais, désormais « *reduit au giron de l'Eglise catholique,* » dans laquelle il proteste de vivre et mourir à l'exemple de ses ancêtres les Rois très chrétiens, tous ceux qui lui déniaient obéissance ne pourront plus alléguer la divergence de religion. S'ils agissaient ainsi, ce serait donc « *pure obstination et un desesperé desseing qu'ils ont de se perdre,* » fâcheux état qui arriverait infailliblement s'ils ne se soumettaient, alors que sa « *domination leur sera aussy douce et profitable que l'estat où ils sont à present reduicts leur est ruineux et insupportable.* » Et parce que, ajoute le roi, ils sont ceux dont il désire plus particulièrement la conversion, « *nous vous avons bien voulu escrire ceste lettre pour vous exciter et semondre de penser à vous et prendre là-dessus une bonne et sainte resolution, vous asseurans que, comme vous vous disposerés à nous recongnoistre et obeir, vous nous trouverez tout de mesme disposez à vous recevoir et embrasser avec toute l'affec-*

<sup>1</sup> Signé HENRY, sans contresing de secrétaire ; cf. t. III du Recueil, p. 823-824.

*tion qu'un bon prince doit à ses bons subjects, sans que rien de ce qui s'est passé jusques à maintenant vous puisse estre imputé ny tourner à prejudice<sup>1</sup>. »*

Le même jour, une quatrième lettre fut adressée « A NOS CHERS ET BIEN AMEZ LES MAIRE, ESCHEVINS ET PAIRS DE NOSTRE VILLE DE LA ROCHELLE. » Cette missive, la troisième du Recueil de M. Berger de Xivrey, ne serait-elle pas une circulaire générale aux villes protestantes, tout comme la précédente l'était pour les villes de la Ligue ? Nous le croyons volontiers, puisque, sauf quelques légères variantes, le texte, d'après de simples copies du fonds Dupuy (Ms. 119, fol. 5 recto) et des Archives du département du Nord<sup>2</sup>, est identique à la pièce originale que nous possédons, laquelle porte en suscription : « A MESSIEURS LES CONSEULS DE ST-ANTONIN EN ROUERGUE.

Voilà deux villes protestantes, d'importance et de situation bien différentes, informée chacune par lettre à suscription propre, alors que la circulaire générale (citée ci-avant la première) a été adressée à tout le royaume. Celle de La Rochelle est pour les maires, échevins et pairs de cette ville ; celle de Saint-Antonin pour les consuls. Il ne suffisait pas, pour ces milieux fort suspects, de la lettre aux *amez et féaulx*, ou plutôt il fallait donner des gages à ceux qui pouvaient être troublés par cette détermination, et calmer toutes les susceptibilités. Aussi, il est à croire que ce qui fut fait pour les villes de Saint-Antonin et de La Rochelle le fut également pour les autres villes protestantes, ou du moins pour les plus importantes, telles que Montauban, etc. Toutefois, il ne paraît pas qu'on ait trouvé les traces de pareille notification spéciale, en dehors des deux pièces dont nous parlons présentement. Aussi publions-nous le texte d'après l'original, qui présente quelques variantes avec la copie publiée dans la collection des missives, variantes que nous allons signaler scrupuleusement.

A NOS CHERS ET BIEN AMÉS LES CONSEULS DE NOSTRE VILLE DE  
ST-ANTONIN EN ROUERGUE.

« De par le Roy

« Chers et bien amés, ayant faict resollution<sup>3</sup> sur la conference que

<sup>1</sup> Suit la signature de HENRY, sans le contreseing du secrétaire.

<sup>2</sup> Comme la seconde de ces missives, celle-ci a été publiée aussi dans les *Sermons de la simulée conversion*.

<sup>3</sup> Ce mot, de même que *religion*, porte toujours dans l'original les deux *ll*, tandis que le texte du Recueil n'en donne qu'un. — Quant à la ponctuation, il n'y a guère que la fin des phrases qu'on devrait ponctuer, ce qui est généralement indiqué par la capitale qui commence la phrase suivante ; mais en ceci, nous suivons l'éditeur de la lettre à ceux de La Rochelle.

nous avonseue avec les Prelats et ceux<sup>1</sup> qui ont plus de congnoissance des S<sup>tes</sup> Lettres, que nous avons faict assembler par deçà, de faire doresnavant profession de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine<sup>2</sup>, et y commençans<sup>3</sup> dès ce jourdhuy, nous vous en avons bien voulu<sup>4</sup> donner icy<sup>5</sup> advis et vous asseurer que ce que nous en avons faict a esté pour bonne consideration, principalement<sup>6</sup> pour avoyr<sup>7</sup> veu et congneu de y<sup>8</sup> pouvoyr faire nostre salut et y vivre selon la loy et commandement de Dieu. Mais c'est tousjours avec ferme resollution d'entretenir les edicts de pacification qui ont esté cy devant faicts sans souffrir que au<sup>9</sup> faict de votre religion vos consciences soyent aulcunement<sup>10</sup> forcées; dont nous vous prions d'en demeurer tres asseurés et ne nous donner point<sup>11</sup> ce desplaisir qu'il en paroisse aulcun indice de deffiance, ce qui nous seroyt aussy molleste, comme<sup>12</sup> nous sentons qu'il n'y a rien tant esloigné de nostre intention, laquelle ainsi qu'elle ne changera point, en ce qui est de l'observation des dicts edicts; changera aussy peu en l'affection que nous vous avons tousjours portée, ayans toute<sup>13</sup> occasion par les bons services et l'assistance que nous en avons tousjours receue<sup>14</sup>, de vous aymer, gratifier<sup>15</sup> et preserver de toute oppression et injure; ce que nous ferons tousjours de nostre pouvoyr. Comme nous le justifierons<sup>16</sup> par nos comportemens, que l'on verra principalement tendre<sup>17</sup> à maintenir tous nos bons subjects en une bonne paix et re-

<sup>1</sup> Le texte de M. Berger porte *ceulx*.

<sup>2</sup> Dans l'autre texte, on lit *romaine*, et ces trois notes de l'Eglise y sont sans lettre capitale.

<sup>3</sup> Dans la lettre aux Rochellois, on lit : *commencerons*, incidente qui est mise entre parenthèses jusqu'au mot *jourd'huy*.

<sup>4</sup> Un seul *l* dans l'autre texte.

<sup>5</sup> Ce mot porte toujours l'*y* final, au lieu de l'*i* mis dans l'autre leçon.

<sup>6</sup> Mot avec deux *ll*, alors que l'autre texte n'en porte qu'un.

<sup>7</sup> L'*y* au lieu de l'*i* de l'autre texte.

<sup>8</sup> Dans la lettre aux Rochellois, on a mis *d'y pouvoir*.

<sup>9</sup> L'autre texte porte *qu'au faict*.

<sup>10</sup> Ce mot est supprimé dans le texte aux Rochellois.

<sup>11</sup> Dans l'autre texte, on lit *pas*.

<sup>12</sup> D'autre part *comme* est remplacé par *que*, expression qui change évidemment le sens et indique la ponctuation par nous ici adoptée.

<sup>13</sup> Ce mot a toujours deux *l* dans l'original, il n'en est indiqué qu'un seul dans l'autre texte.

<sup>14</sup> Le mot *reçue* de notre original est remplacé dans l'autre texte par *eue*; et par suite, on a mis la préposition *pour* au lieu de *par* que nous avons ici; d'où le sens se trouve changé. Notons que l'écrivain a biffé le mot *vous* entre : *nous en avons tousjours*; il commettait cette erreur facile à faire, alors qu'il venait de dire à la ligne précédente : *nous vous avons tousjours portée*.

<sup>15</sup> Ce mot est précédé de *et* dans l'autre texte; il est écrit aussi avec un seul *f*.

<sup>16</sup> Un seul *f* dans l'autre texte.

<sup>17</sup> Dans le texte aux Rochellois, on lit *tendus*, ce qui rend la phrase incompréhensible.

pos. A quoy nous esperons que Dieu nous fera la grace de parvenir, ainsi<sup>1</sup> que c'est ce que plus nous reclamons de sa divine bonté, et le principal but et fondement de tous nos labours. Donn<sup>2</sup> à Saint-Denys le XXV<sup>e</sup> juillet 1593.

HENRY<sup>3</sup>.

Ces diverses missives sont datées du jour même de l'abjuration du roi, 25 juillet 1593. Ce fut bien en ce dimanche qu'eut lieu ce fait capital, et tous les historiens ont retenu et reproduit cette date. Toutefois, dans une étude fort érudite, sortie d'une plume dont la compétence est incontestée, nous relevons quelques assertions qui laisseraient quelque doute sur cette date, incontestable cependant. Aussi croyons-nous plutôt à une méprise de l'écrivain, alors qu'à première vue on pouvait soupçonner une erreur typographique; mais cette erreur est rendue inexplicable par les contextes et la suite du récit.

M. l'abbé Douais<sup>4</sup>, racontant les luttes, jusqu'ici ignorées, entre les Capucins et le Parlement siégeant à Béziers, au sujet de la soumission au roi nouvellement converti, a écrit : « A la date de la fixation du Parlement à Béziers, le roi avait fait son abjuration à Saint-Denis<sup>5</sup>. » Or, après avoir exposé dans deux pages fort intéressantes les motifs

<sup>1</sup> Emploi de l'y au lieu de l'i qui est à l'original.

<sup>2</sup> Le texte de M. Berger de Xivrey porte : « Donn<sup>2</sup> à Saint-Denys en France, le dimanche XXV<sup>e</sup>.... »

<sup>3</sup> Pas de contresieing de secrétaire. — Cet original est sur papier fil, mesurant vingt-trois centimètres de haut sur vingt et un et demi de large. Le texte occupe dix-neuf lignes, avec marge sur le côté gauche. Il a été plié en trois et replié dans le milieu, ce qui donne six replis, lesquels portent les incisions faites pour passer la bandelette à sceller du sceau royal. On a eu la malencontreuse idée de coller cette pièce sur une grande feuille de fort papier, laquelle porte une retranscription en grande écriture du siècle dernier; disposition qui empêche de voir la suscription originale. A sa transcription, ledit écrivain a cru devoir ajouter une note assez singulière. A la première phrase, où le roi dit qu'il a fait *assembler les évêques de par deçà*, cet écrivain met en marge : « Quand monsieur d'Ossat étoit à Rome pour négotier l'absolution du pape pour l'herésie d'Henry quatre, il écrivit à son Maître qu'il fit bien ses affaires de par deçà et qu'il les fesoit bien de par delà, ce qui signifie les ultramontins (*sic*); cependant, ce grand politique d'Ossat avec le sieur Duperron pour avoir l'absolution du pape furent obligés de se coucher ventre à terre dans l'église de Saint-Pierre et recevoir des coups de verges de la part de chanoines pendant qu'on chantoit le *Miserere*. » Ainsi est travestie la cérémonie du pénitencier touchant de son roseau la tête des pénitents à genoux pour obtenir absolution ! Des *coups de verges* remplaçant le frôlement d'un roseau, expressément choisi pour désigner la légèreté, la faiblesse de la peine; *ventre à terre* pour représenter des gens à genoux !

<sup>4</sup> Actuellement évêque de Beauvais et précédemment professeur à l'Institut catholique de Toulouse.

<sup>5</sup> *Capucins et huguenots dans le Languedoc sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV* (extrait de la *Controverse* et du *Contemporain*), tiré à part, Lyon, 1888, in-8, p. 24.



et incidents de la translation hors Toulouse du Parlement qui s'était « déclaré ligueur à force de craindre de n'être point catholique <sup>1</sup>, » M. Douais nous dit : « Le 14 décembre 1591, Carcassonne étant tombée au pouvoir de la Ligue, Montmorency transféra le Parlement à Béziers <sup>2</sup>. » A cette date l'abjuration de Henri IV est encore à une distance de dix-sept mois ; par suite, les graves démêlés qui eurent lieu entre le Parlement et les Capucins de cette ville précédèrent et ne purent être motivés par ce fait encore en perspective.

Sans doute, depuis le jour où, se prévalant de ses droits, Henri de Navarre, tout en restant huguenot, avait ceint la couronne de France, les protestations, les révoltes même, n'avaient pas manqué et lui signifiaient effectivement que la grande majorité du royaume ne l'acceptait pas pour roi et entendait voir sur le trône de saint Louis un prince catholique. On connaît les luttes ardentes, les combinaisons fomentées tour à tour par les protestants et les catholiques, aussi bien que les prétentions de l'Espagne, auxquelles donnait lieu la situation fautive de Henri IV. Pour lui créer les embarras dont l'histoire a retracé les diverses phases, on n'avait pas attendu qu'il fit cette abjuration, dont la sincérité fut longtemps contestée par le plus grand nombre. Aussi croyons-nous que les graves incidents survenus à Béziers — au sujet des prières pour le roi demandées par le Parlement, prières que les Capucins, plus énergiquement que tous autres, se refusèrent à faire — avaient éclaté bien avant le jour de l'abjuration.

L'ordre des événements décrits par M. l'abbé Douais mène, du reste, à cette conclusion. Le Parlement, dit-il, quitta Carcassonne le 14 décembre 1591 et se transporta à Béziers. Or, ajoute cet historien : « A peine arrivé, Pierre d'Auxerre (premier président) rendit un arrêt par lequel il était ordonné à tous les ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, de prier Dieu pour le Roy dans les prières publiques ; car le Roy s'estoit converti et avoit esté receu au giron de l'Eglise <sup>3</sup>. » Les Capucins refusent d'obéir à l'arrêt, tant que l'hérétique n'aura pas reçu l'absolution du Pape. Une lutte violente s'engage ; le gardien du couvent est même cité au tribunal où, du reste, il déclare avec énergie qu'il n'obéira qu'au Pape et qu'« il s'estonnoit fort de leur

<sup>1</sup> P. Lombard, *Hist. du Parlement de Toulouse*, t. II, p. 646 ; 2 vol. in-8 ; Paris, Rousseau, 1885.

<sup>2</sup> *Capucins et huguenots*, p. 23.

<sup>3</sup> *Recueil chronologique des choses qui concernent la fondation et le progrès des Capucins d'Aquitaine ou de Tolose*, par le P. Gabriel de Saint-Nazaire, p. 29. Manuscrit des archives de la ville de Toulouse, cité par M. l'abbé Douais dans *Capucins et huguenots*, p. 25. — Ce travail du P. Gabriel, mort en 1698, fut continué depuis 1694 jusqu'en 1750 ; il forme un volume grand in-fol. du fonds des Capucins.

procédé; que n'ayant aucune autorité ni sur luy ni sur ses religieux en ce qui concerne les prières et autres choses spirituelles, ils voulessent user d'un pouvoir que Dieu ne leur avoit pas donné <sup>1</sup>. » On comprend aisément que pareille réponse fût loin de convaincre le premier président; aussi parla-t-il « d'expulsion, d'exil et même de potence, » ajoutant, avec une suprême arrogance, « qu'il en fairoit autant à saint François, s'il estoit en ce monde et qu'il eût les mesmes sentimens <sup>2</sup>. » Bref, sur nouvelle repartie du Père gardien, assurant qu'il quitterait plutôt le royaume et même verserait tout son sang, injonction fut faite d'avoir à déguerpir « ce mesme jour. » Les Capucins n'obéirent point et ne quittèrent pas la ville. Or, remarque M. l'abbé Douais, *on était alors aux derniers mois de l'année 1592, et la situation resta la même pendant les premiers mois de l'année suivante* <sup>3</sup>. C'est donc avant l'abjuration de Henri IV que ces déplorables incidents se déroulèrent.

Ce qui a pu induire en erreur cet érudit, c'est, croyons-nous, le texte même du P. Gabriel, sur lequel il s'appuie et que nous avons reproduit d'après la relation qu'il en a faite lui-même. L'auteur du précieux *Recueil chronologique* déjà cité parle de prières ordonnées par le Roi, *car il s'estoit converti et avoit esté receu au giron de l'Eglise*. Mais le rédacteur de ces chroniques, qui écrivait près de cent ans après les événements, n'a-t-il pas confondu l'ordre des faits? Tout en relatant très exactement les démêlés que nous venons de résumer, ne les a-t-il pas placés à une époque qui n'est pas la leur? Les prières, dit-il, furent demandées, « le roi étant converti et entré dans le sein de l'Eglise. » D'abord, est-il bien sûr que le Parlement ait demandé ces prières? M. l'abbé Douais lui-même fait observer que les prétendus arrêts sur ce sujet « ne nous sont pas parvenus, ou du moins n'ont pas été retrouvés, » alors que les archives du Parlement de Toulouse possèdent d'autres arrêts de cette Cour <sup>4</sup>. Il est donc difficile de contrôler l'exactitude de la date à laquelle l'annaliste capucin rapporte ce fait, que nous ne nions pas, mais dont la concordance avec l'époque qu'on assigne est plus que contestable.

Le Parlement put prescrire des prières, et il n'avait pas à attendre que le roi eût annoncé officiellement son adhésion au catholicisme. Tous les *bigarrés* et *politiques*, comme on les appelait à cette époque, c'est-à-dire tous les habiles et les zélés pour le roi n'avaient pas manqué de hâter sa conversion par tous les moyens. Lui-même donnait

<sup>1</sup> *Recueil chronologique*...., par le P. Gabriel, p. 29; abbé Douais, *op. cit.*, p. 26.

<sup>2</sup> Même *Recueil chronologique*, p. 38; cf. Douais, p. 26-27.

<sup>3</sup> *Capucins et huguenots*, p. 27.

<sup>4</sup> *Id.*, *ibid.*, p. 25, note.

assurance qu'il travaillait à s'éclairer et sollicitait aide et conseil. Or, selon la remarque de M. Douais, le premier président, Pierre d'Auxerre, « était un catholique convaincu appartenant au parti des *politiques*, tout dévoué à Henri IV, et arrivait à Béziers disposé à faire triompher sa cause <sup>1</sup>. » D'autre part, ce même historien, s'appuyant sur un autre important manuscrit du fonds des Capucins conservé aux archives de la Haute-Garonne, nous dit que les membres du Parlement « se voulans montrer zelans et affectueux de l'honneur et salut du Roy <sup>2</sup>, » n'attendirent pas sa réconciliation officielle et directe avec Rome pour faire prier à son intention. Et comme les graves démêlés causés par cette demande du Parlement et le refus des Capucins se prolongèrent « jusqu'aux derniers mois de l'année 1592 et même pendant les premiers de l'année suivante <sup>3</sup>, » il faut bien conclure que les faits en question, tout comme l'installation du Parlement, furent antérieurs à l'abjuration faite « le dimanche 25 juillet 1593. »

Cette digression, qui a permis d'éclaircir une donnée d'autant plus importante qu'elle provient d'un travailleur de marque et d'une étude bien documentée, cette digression nous ramène très opportunément à notre sujet, aussi bien que quelques autres faits fournis par le même érudit vont nous y rattacher davantage.

Ainsi la persistance des capucins de Béziers à tout refus de prières publiques pour le roi nous fait nous demander ce qui se passa dans les villes officiellement informées de l'abjuration. De celles-là, on l'a vu par les missives ci-avant relatées, furent Saint-Antonin du Rouergue et La Rochelle. De part et d'autre nous nous trouvons en face de centres protestants. Saint-Antonin était loin d'avoir l'importance de La Rochelle, et eut un rôle plus effacé que celle-ci sous la domination protestante <sup>4</sup>. Toutefois ce simple chef-lieu de canton, aux confins du Rouergue et du Montalbanais, était devenu une des places fortes des religionnaires dans la province. La Réforme, qui avait été

<sup>1</sup> Id., *ibid.*, p. 23-24.

<sup>2</sup> *Memorabilia praecipua provinciae Aquitaniae sive Tolosae fratrum ordinis S. Francisci Capucinorum, piae posteritati dicata*, fol. 13; — Arch. de la Haute-Garonne, fonds II, fonds des Capucins, n° 1, vol. pet. in-4. Cité par M. Douais, *op. cit.*, p. 25; item par le P. Apollinaire de Valence.

<sup>3</sup> *Capucins et huguenots*, p. 27.

<sup>4</sup> Cette ville, aujourd'hui un des doyennés du diocèse de Montauban, comptant environ trois mille âmes, était beaucoup peuplée durant les guerres de religion. Le clergé, ayant à sa tête un chapitre régulier, et de nombreuses communautés religieuses en avaient fait un centre où le catholicisme était très florissant. Aujourd'hui, le protestantisme groupe encore quelques adhérents, et ce culte s'y fait dans un temple construit *ad hoc*, et par le ministère d'un pasteur établi à demeure.

accueillie avec empressement dès son apparition, y fit de grands progrès, constatés du reste jour par jour et dans leurs moindres détails par les documents encore conservés aux archives de cette ville <sup>1</sup>. Dès 1562, elle s'était si bien déclarée ouvertement en faveur du calvinisme que la plupart des membres de son chapitre, qui n'avaient pu se retirer à Caylus <sup>2</sup>, furent massacrés, l'église collégiale et les lieux réguliers démolis jusqu'aux fondements, et en 1568, les Réformés décidèrent de bâtir un temple pour leurs assemblées. Donnant la main à leurs coreligionnaires de Millau et répondant aux appels du fameux duc de Rohan, les Saint-Antoninois vont prêter main-forte à ceux de Montauban assiégés par Louis XIII, obligé de lever le siège par trois fois. A titre de revanche, les Montalbanais enverront un corps de troupes pour aider leurs frères de Saint-Antonin lorsque, en 1622, le roi assiégera leur ville, qui pendant treize jours tint l'armée royale en échec.

Ce zèle et ces luttes prouvent assez que, dans cette localité tout comme dans les environs, notamment à Laguëpie et à Verfeil <sup>3</sup>, on était bien entré dans les vues de la prétendue Réforme : anéantir la monarchie française en même temps que le catholicisme, et établir sur leurs ruines une république protestante. Avec ces intentions et ces visées, comment les consuls de Saint-Antonin reçurent-ils la lettre d'abjuration de Henri IV ? Malheureusement les archives sont muettes sur ce point, ou du moins les actes ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Mais, si des religieux comme les capucins de Béziers, suivis en cela par ceux de Paris, par les jésuites et les chartreux, si des religieux refusèrent de prier pour le roi avant son absolution plénière, on peut bien assurer que les villes protestantes et les huguenots en leur particulier furent encore moins zélés. Le consulat de Saint-Antonin était protestant ; n'est-ce pas pour ce motif que le roi crut devoir signifier officiellement à cette ville l'acte qu'il venait d'accomplir ?

Dès lors, poussant plus avant l'interrogation que nous nous posons ci-dessus, on peut se demander comment fut reçue cette annonce et quelle suite y donnèrent les consuls. Quoique conçue en termes fort mesurés, très rassurants pour les huguenots, leur affirmant les meil-

<sup>1</sup> En plus des archives communales qui sont assez riches, et des archives départementales qui, sur cette localité, possèdent de très nombreux dossiers, nous signalerons plus spécialement au *Recueil des actes les plus importants*, trouvés dans un registre de l'hôtel de ville de Saint-Antonin, tenu de 1561 à 1574, par Hugues Domergue, secrétaire, et faisant partie des archives privées de feu M. l'abbé Vaissière.

<sup>2</sup> Chef-lieu de canton limitrophe de celui de Saint-Antonin, où le protestantisme ne put jamais se cantonner.

<sup>3</sup> Deux importantes paroisses qui font actuellement partie du canton de Saint-Antonin, et dans lesquelles il n'y a pas trace de protestants.

leures dispositions du roi à maintenir leur liberté de conscience, l'exercice de leur culte et la continuation de son affection, cette lettre allait-elle les ranger parmi ses partisans ? Au vu de ces ménagements et de ces assurances, le consulat de Saint-Antonin pouvait-il « rendre grâce à Dieu, » ainsi qu'y engageait la circulaire adressée à tout le royaume ? Allait-il surtout faire des « processions et prières publiques, » selon les termes de cette missive officielle, « afin qu'il plaise à sa divine bonté nous confirmer et maintenir le reste de nos jours en une si bonne et si sainte résolution, » comme le disait le roi ? Il est permis d'en douter. Car, si de bons catholiques s'opposèrent à de telles réjouissances et manifestations, les bons huguenots ne pouvaient que les voir de mauvais œil.

Pour ceux-ci, la conversion au catholicisme était malheureusement trop évidente ; pour la plupart de ceux-là elle n'était qu'une feinte. Et cette dernière opinion était si accréditée que, peu de jours après l'abjuration et sa notification officielle tant au royaume qu'aux villes et corporations distinctes, on répandait, entre autres écrits, le livre de Jean Boucher, portant ce titre fort compréhensible : *Sermons de la simulée conversion* <sup>1</sup>.... Or la circulaire à la généralité des sujets du roi, et celle aux consuls de Saint-Antonin, répétée presque textuellement aux autorités de La Rochelle, font suite à ces *Sermons*. C'est dire comment, dans ce centre protestant du Rouergue, on dut peu répondre aux désirs de Henri IV. « Du reste, dirons-nous en faisant nôtre l'opinion du savant Mgr Douais, ceux qui devancèrent l'heure de la réconciliation officielle du roi pour prier publiquement pour lui le firent par patriotisme, et ceux qui attendirent jusque-là s'inspirèrent de la religion : les uns et les autres obéirent à un sentiment auquel la postérité doit le respect <sup>2</sup>. » Nous ne scruterons pas davantage, d'autant mieux que les archives tout comme les histoires locales sont silencieuses sur ce sujet. Il nous suffit d'avoir apporté un document de plus, et augmenté ainsi la liste des pièces officielles concernant l'acte mémorable du 25 juillet 1593.

C. DAUX,

*Missionnaire apostolique,  
Historiographe du diocèse de Montauban.*

<sup>1</sup> Paris, 1594, in-8.

<sup>2</sup> *Capucins et huguenots*, p. 40.

## III.

LES RESPONSABILITÉS DE LA CAPITULATION  
DE MALTE EN 1798

---

La prise de Malte en 1798, l'effondrement en un instant de l'ordre illustre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, en possession d'une des places les plus fortes de l'Europe, est un des étonnements de l'histoire. On a beaucoup écrit là-dessus, et chaque écrivain, suivant ses sympathies ou ses antipathies personnelles, a fait retomber sur tel ou tel la responsabilité de cette chute foudroyante et mystérieuse. Par tous ou presque tous, le mot *trahison* a été prononcé, mais on ne s'est jamais accordé sur les facteurs de la trahison. Les uns ont accusé le grand maltre Hompesch, d'autres les chevaliers, d'autres enfin les Maltais. Certains historiens pourtant ont nié la trahison et attribué cette chute extraordinaire à la décadence de l'Ordre qui, n'ayant plus à combattre le Turc, s'était amolli dans l'oisiveté, à la division qui régnait parmi ses membres, à l'appauvrissement qui résultait de la confiscation de ses biens dans les possessions françaises, enfin à l'impossibilité de résister à une armée commandée par le général Bonaparte.

Il n'est donc pas sans intérêt d'étudier ces opinions contradictoires et d'essayer de faire la lumière en utilisant des documents inédits ou peu connus. C'est le but que je me propose.

Je n'ai pas l'intention de raconter par le menu, après tant d'autres, l'histoire de la prise de Malte ; il faut pourtant que je rappelle brièvement le gros des événements.

Nous sommes en 1798 ; le général Bonaparte activait alors les préparatifs de l'expédition d'Égypte, et la possession de l'île de Malte ayant été par le Directoire et par lui jugée nécessaire, ordre avait été donné à l'amiral Brueys de tenter de s'en emparer en revenant de Corfou. On comptait sur un mouvement insurrectionnel préparé dans l'île. Le 24 février, Brueys partit de Corfou ; trois jours après, il parut devant Malte avec vingt vaisseaux ou frégates et demanda l'entrée du port pour un de ses bâtiments, sous prétexte d'avaries. On la lui accorda. Mais, dans la nuit, on put observer des signaux com-

promettants partis de l'escadre, auxquels on répondait de l'île, et le lendemain des conciliabules entre les Français débarqués et certains Maltais. L'éveil fut donné, on fit des préparatifs de défense, et Brueys, sentant que le mouvement insurrectionnel attendu n'était pas mûr, reprit le large.

Entre temps le bruit des armements faits à Toulon, en Corse, à Gênes, à Civita-Vecchia, commençait à se répandre à Malte. Le bailli de Schenau, qui était resté en France, avertit par lettre le grand maître que ces préparatifs visaient Malte et l'Égypte. Celui-ci n'en tint compte, croyant ou affectant de croire qu'il s'agissait d'un débarquement en Angleterre.

Le 6 juin, un premier convoi français, escorté de deux frégates, parut devant le port de Marsa-Sirocco. Deux bâtiments demandèrent à faire de l'eau et furent admis dans le port. L'aiguade accomplie, ils rejoignirent le convoi. Le 8 juin, de nouvelles voiles furent signalées, et le 9 l'escadre française tout entière était ralliée en vue de Malte, sous les ordres de Brueys et du général en chef Bonaparte.

On comptait dix-huit vaisseaux de ligne, quatre-vingt-dix bâtiments de guerre et trois cents bâtiments de transport.

Bonaparte fit demander l'entrée du port pour toute l'escadre et les convois, afin de faire de l'eau et des provisions. On lui répondit que, d'après les traités avec les puissances, l'ordre ne pouvait accorder l'entrée du port qu'à quatre bâtiments à la fois, mais qu'on recevrait les malades et qu'on donnerait tout ce qui serait nécessaire pour l'armée. Sur quoi Bonaparte dépêcha l'agent consulaire Caruson pour signifier au grand maître qu'il saurait prendre par la force ce qu'on ne voulait pas lui accorder de bon gré.

Il fallut donc songer à se défendre. Les préparatifs furent aussi insuffisants qu'absurdes : au lieu de concentrer les forces sur les remparts, on dissémina les chevaliers sur toute l'étendue des côtes, avec 6,000 hommes de troupes, dont une partie composée de milices douteuses.

Le 10 juin, Bonaparte opéra son débarquement ; ses troupes s'avancèrent avec l'impétuosité française, chassant devant elles, presque sans coup férir, les populations affolées.

La défense fut déplorable. Le grand maître restait confiné dans son palais, entouré des vieux baillis impotents, après avoir disséminé les chevaliers valides dans les forts. Tout était désordre et confusion ; des bruits malveillants circulaient sur l'attitude douteuse des chevaliers français, et aussi des chevaliers espagnols, auxquels le chargé d'affaires d'Espagne, alors alliée de la France, avait recommandé l'abstention. A tous ces éléments de dissolution il faut ajouter le manque des précautions les plus élémentaires : ici on manquait de

munitions, là on en avait trop, les poudres étaient avariées, les affûts des canons, vermoulus, éclataient à la première décharge. Les habitants des campagnes se précipitaient dans la ville, où ils semaient l'épouvante. Alors la confusion devient inexprimable; de plus en plus on crie à la trahison, le peuple s'ameute, on assassine des chevaliers, on promène leurs têtes sur des piques, l'anarchie est à son comble. La nuit augmente le désordre; les patrouilles tirent les unes sur les autres. Le grand maître, toujours confiné dans son palais, ne peut se résoudre à rien. Vers minuit, une députation de notables maltais se présente, et, introduite près de lui, lui remontre que l'ordre ne peut plus se soutenir, qu'il faut éviter un bombardement et des massacres, et demander une suspension d'armes. Hompesch refuse d'abord, mais une seconde députation, plus impérieuse, déclare que si le grand maître ne veut pas traiter, les Maltais traiteront directement avec le général Bonaparte. Cette fois, Hompesch cède et demande une suspension d'armes qui est accordée pour vingt-quatre heures, après quoi des plénipotentiaires devront être envoyés à bord du vaisseau *l'Orient* pour traiter de la capitulation.

L'honneur pouvait encore être sauvé; quelques jeunes chevaliers viennent supplier le grand maître de les laisser s'enfermer dans le fort Saint-Elme où ils se défendront jusqu'à la mort. « Il est trop tard, » répond Hompesch. Et il laisse partir la députation chargée de consentir une capitulation qui, après un simulacre de résistance, livrait une place réputée imprenable et anéantissait la souveraineté de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

Tels sont les faits. Nous allons maintenant chercher à discerner la vérité à travers les versions contradictoires qui se sont produites depuis lors, et, dans la mesure du possible, à dégager les responsabilités. Le mot trahison ayant été mis en avant, trahison imputée par les uns à quelques chevaliers, par d'autres aux Maltais, par d'autres enfin au grand maître Hompesch, étudions successivement ces imputations.

#### LES CHEVALIERS

Le grand maître Hompesch, dans sa protestation datée de Trieste en 1798, et aussi les membres composant le grand prieuré de Russie, dans leur manifeste de la même année, accusent amèrement certains chevaliers français d'avoir volontairement coopéré à la chute de l'Ordre :

« Je proteste, dit le grand maître, contre la séduction au moyen de laquelle la république française a perverti quelques membres de l'Ordre. »



Le manifeste du grand prieuré de Russie s'exprime d'une manière plus violente et plus précise :

« De quelle indignation ne devons-nous pas être transportés en songeant qu'après une attaque de quelques heures, les lâches qui portaient le nom de chevaliers ont livré ce boulevard de la chrétienté que l'exemple de leurs prédécesseurs et les lois sacrées de l'honneur leur prescrivaient de défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang. » Et le manifeste cite les noms des « traîtres reconnus. »

Parmi ces chevaliers, le plus compromis, le plus attaqué, mais qui a du moins le mérite d'avoir agi ouvertement, est le commandeur de Bosredon-Ransijat, trésorier de l'Ordre. Avant comme pendant le siège de Malte, ce chevalier manifesta toujours la plus absolue sympathie pour les principes de la Révolution française. Après la capitulation dont il fut l'un des signataires, nommé par le vainqueur président de la commission municipale de Malte, il en exerça les fonctions jusqu'à la capitulation du général Vaubois. En 1800, il publia un mémoire intitulé *Journal du blocus et siège de Malte*, dans lequel il cherche à expliquer son attitude et à se disculper, mais d'une façon bien maladroite, ainsi que nous le verrons tout à l'heure. Examinons d'abord quels furent ses agissements officiels, sans nous arrêter aux reproches plus ou moins fondés que lui a valus sa vie privée.

Au moment où la flotte française paraissait devant Malte, Ransijat écrivit au grand maître une lettre qu'on trouve reproduite tout au long dans son mémoire ; cette lettre disait en substance qu'en entrant dans l'Ordre des chevaliers de Saint-Jean il avait fait vœu de combattre les musulmans, mais non ses compatriotes, qu'en conséquence il entendait conserver *une exacte neutralité* et se démettait de ses emplois, demandant qu'on lui assignât une résidence. Le grand maître fit alors ce qu'il était impérieusement obligé de faire, il l'envoya au fort Saint-Ange.

Vingt-quatre heures après, il en sortait pour faire partie de la députation chargée de signer la capitulation, et aussitôt après la reddition de la place, il acceptait du vainqueur les fonctions de chef de la commission municipale ! Voilà donc comment il a conservé *une exacte neutralité* entre son Ordre et l'ennemi de son Ordre.

Napoléon a dit à Sainte-Hélène, et nous reviendrons sur ce mot : « Les chevaliers ne firent rien de honteux. » Il y a toujours deux façons d'envisager les choses. Pour Napoléon, issu de la Révolution et conquérant de Malte, ceux des chevaliers français qui favorisèrent ses vues et qui l'aiderent plus ou moins ouvertement à s'emparer de cette place ne firent rien de honteux, soit ; mais est-ce à dire qu'il

puisse les innocenter vis-à-vis de l'Ordre qui avait reçu leur serment de chevalier?

En se plaçant au point de vue du devoir strict, il faut reconnaître que Ransijat y manqua absolument et mérita l'accusation indignée des chevaliers restés fidèles à leurs vœux.

Comme l'a dit très justement un écrivain contemporain : « Par notre « état (c'est un chevalier qui parle), en quelque pays que nous soyons « nés, nous avons été autorisés par nos princes à devenir membres « de l'Ordre et, comme tels, nous sommes tenus d'en défendre et d'en « conserver le domaine. Ce devoir nous est commandé par nos statuts, « par nos serments, par notre honneur, et enfin par la loi naturelle « qui permet à tout corps comme à tout individu d'user de toutes ses « forces pour empêcher sa destruction <sup>1</sup>. »

On peut ajouter que les chevaliers de Saint-Jean étaient par le fait des religieux qui, ayant renoncé au monde et fait vœu d'obéissance, ne devaient avoir d'autre ligne de conduite que l'obéissance à leur règle et à leur chef.

Comment Ransijat cherche-t-il, dans son mémoire, à se défendre contre les accusations portées contre lui? En reniant l'Ordre auquel il a si longtemps appartenu, en faisant l'apologie de la Révolution, en se proclamant démocrate, en s'élevant avec la dernière violence « contre les préjugés religieux et ceux de la naissance, que la raison et la « philosophie proscrivent également. »

Voilà l'homme peint par lui-même, c'est un renégat. Il a mérité l'accusation de trahison qu'on lui a jetée à la face.

Que dire des autres chevaliers incriminés par le manifeste de Saint-Petersbourg? Il est certain que quelques-uns d'entre eux ont mérité cette réprobation. Je citerai seulement une pièce qui se trouve aux archives de l'Ordre à Rome, et qui malheureusement confirme trop l'accusation du manifeste; c'est un certificat signé par le chevalier de Tulle de Villefranche, colonel d'infanterie, scellé de ses armes et daté du 23 juin 1802. En voici quelques passages :

« ....Nous certifions que, dans l'après-midi du dimanche 11 juin, « la Compagnie de l'Auberge de France ayant consommé toutes ses « munitions, nous nous sommes rendu à l'artillerie, accompagné de « notre adjudant et du premier sergent de la susdite Compagnie, et « avons demandé au sieur Gravagne, écrivain de l'artillerie, une caisse « de cartouches, ledit écrivain nous répondit qu'il n'y en avait plus; « nous fîmes appeler le chevalier de Bardonnenche, commandeur de « l'artillerie, et nous lui demandâmes une caisse de cartouches, il « nous répondit, comme son écrivain, qu'il n'y en avait pas; alors nous

<sup>1</sup> *Correspondance secrète d'un chevalier de Malte*. Paris, 1802.

« dîmes au chevalier de Bardonnenche que nous savions qu'il y en  
 « avait dans le premier magasin qui est à main droite en entrant dans  
 « la cour de l'artillerie dont nous lui montrions la porte, le prévenant  
 « que s'il persistait dans son refus, nous allions faire enfoncer la  
 « porte de ce magasin ; et voyant que nous nous mettions en devoir  
 « de faire enfoncer ladite porte, il la fit ouvrir et nous trouvâmes le-  
 « dit magasin plein de caisses de cartouches ; nous fîmes ouvrir plu-  
 « sieurs de ces caisses, pour choisir celles qui étaient bonnes et, en  
 « ayant pris une, nous l'avons fait transporter à l'Auberge de France  
 « et nous sommes retiré. Nous déclarons en outre que, pendant le  
 « séjour que nous avons fait à Malte après le départ de Son Altesse  
 « Éminentissime, nous avons vu le chevalier de Bardonnenche et le  
 « sieur Gravagne, son écrivain, avec l'uniforme de l'artillerie française,  
 « continuant à s'ingérer dans le service de l'artillerie. En foi de quoi  
 « nous avons délivré le présent certificat. »

Comment peut-on et doit-on qualifier le fait signalé par ce certi-  
 ficat ?

Nous avons du reste le témoignage du duc de Rovigo, qui com-  
 mandait en tête lors du débarquement des troupes françaises.

« Nous nous étonnions, écrit-il, d'une défense aussi faible ; nous  
 « cherchions à nous expliquer comment une place qui nous parais-  
 « sait inexpugnable présentait une conquête si facile. Nous ne tar-  
 « dâmes pas à le comprendre.... Nous pûmes juger, aux indiscretions  
 « qui échappaient autour de nous, que tous les membres de l'Ordre  
 « n'étaient pas étrangers au succès que nous venions d'obtenir. »

#### LES MALTAIS

Napoléon a dit à Sainte-Hélène : « Les chevaliers ne firent rien de  
 honteux, *mais ils furent trahis.* » Par qui furent-ils trahis ? Par  
 Hompesch ? par les Maltais ? ou par les deux ?

Miège<sup>1</sup>, ardent défenseur des Maltais, repousse de son mieux les  
 accusations lancées contre eux par la protestation de Hompesch et le  
 manifeste de Saint-Petersbourg ; il ne peut toutefois s'empêcher de  
 reconnaître que le plan d'attaque de Malte, suivi de point en point  
 par Bonaparte, avait été conçu et rédigé par un Maltais. Il reconnaît  
 aussi que les Maltais avaient été de longue date en butte à des tentati-  
 ves de séduction, et qu'un certain nombre d'entre eux avaient embrassé  
 les principes de la Révolution française et manifesté le désir de voir  
 ces principes se substituer au despotisme de l'Ordre.

Le despotisme, c'est là le grand mot toujours invoqué par les révo-  
 lutionnaires de tous les temps et de tous les pays et qu'invoquaient

<sup>1</sup> *Histoire de Malte.* Paris, 1840.

les Maltais des villes, la bourgeoisie haineuse et envieuse, tandis qu'au contraire le menu peuple et les habitants des campagnes qui ne s'occupaient pas de politique étaient dévoués à l'Ordre de Saint-Jean, et comme le dit Miège, « d'une docilité exemplaire. » Certains Maltais donc, pénétrés de l'esprit révolutionnaire, poussés d'une part par une vanité parfois froissée et par l'ambition, séduits par des promesses et peut-être aussi par des arguments plus matériels, faisaient une propagande active contre la domination des chevaliers.

L'auteur de la *Correspondance secrète d'un chevalier de Malte* a dépeint très exactement cet état d'esprit des Maltais :

« Parmi les différents gouvernements de l'Europe, il en est peu, il « n'en est point peut-être qui donnât plus d'avantages réels au peuple et qui, par le droit apparent, blessât plus l'ambition et l'orgueil « de la nation que celui de Malte. L'Ordre étant le souverain effectif « du pays, il était naturel que les chevaliers gérassent les principaux « emplois et fussent nantis de toutes les branches du gouvernement « dont ils étaient membres ; les Maltais étant les sujets ne pouvaient « gérer, par cette raison, que des emplois subalternes. Ces exclusions « offraient aux apôtres de l'égalité un champ fécond et vaste pour « l'ivraie qu'ils voulaient semer. »

Très paternel dans le fond, très aristocratique dans la forme, voilà ce qu'était le gouvernement de l'Ordre. Qu'il y ait eu des abus, conséquence fatale de l'autorité, c'est incontestable, mais les abus sont de tous les pays et de tous les gouvernements ; que les chevaliers se soient laissés aller à considérer les Maltais, nobles et bourgeois, comme très inférieurs à eux, c'est encore certain, mais ces notables maltais devaient leur fortune à l'Ordre ce qui humiliait leur orgueil, le fait n'est pas moins certain, et il faut considérer aussi que cette population qui, lorsque les chevaliers vinrent à Malte en 1530, n'était que de 12,000 âmes, pauvre et misérable sur un rocher stérile, était de 100,000 âmes en 1798, et que l'Ordre la faisait vivre. Les froissements de vanité et l'irritation des Maltais ne peuvent donc excuser la révolution devant l'ennemi, qui devient alors la trahison.

Les Maltais, du reste, n'y ont rien gagné ; après s'être insurgés contre le gouvernement de l'Ordre, ils se sont insurgés contre les Français. Devenus sujets anglais, ils ont sans cesse pétitionné, alléguant leur misère, le marasme du commerce et de l'agriculture, pour obtenir du gouvernement l'égalité rêvée et toujours déçue. Le gouvernement anglais s'inquiéta peu de leurs doléances et de leurs réclamations, et pour comble de déboire, les Maltais ont eu à souffrir dans leur amour-propre, sous la domination anglaise, autant et plus peut-être que sous celle de l'Ordre. Voici en effet ce que dit Miège, qui a passé sa vie à Malte, et qui partage ses sympathies entre les Maltais

et les Anglais : « Il est une plaie qu'il n'est pas au pouvoir du cabinet de Londres de guérir parce qu'elle échappe à ses moyens d'action ; cette plaie, d'autant plus dangereuse qu'elle atteint l'amour-propre national, est creusée chaque jour par *le mépris que les Anglais affectent envers les Maltais.* »

Ceux-ci peuvent donc se dire, après tant d'efforts, tant d'insurrections, tant de pétitions, que plus ils ont changé, plus c'est la même chose.

Peut-être regrettent-ils le gouvernement de l'Ordre, qui leur épargnait la misère, et combien n'eussent-ils pas été plus heureux si le traité d'Amiens eût été exécuté ! Leur orgueil même était sauvegardé, puisqu'une des clauses portait que dans l'Ordre reconstitué il y aurait une *langue de Malte*. C'était l'égalité si désirée et toujours déçue.

#### LE GRAND MAITRE

Le caractère indécis de Hompesch et son incapacité suffirent-ils à expliquer son attitude étrange au cours des événements qui amenèrent la capitulation de Malte ? C'est ce que nous allons étudier.

Je trouve dans un livre peu connu, publié à Malte en 1840<sup>1</sup>, un portrait de lui qui me paraît ressemblant, et dont l'auteur a dû puiser les éléments dans les souvenirs de contemporains qui l'avaient connu.

« Hompesch avait un aspect séduisant ; c'était une bonne pâte d'homme, mais aussi dénué que possible de ce qu'il faut pour gouverner. Il était bienveillant comme Pie VI, bon comme Louis XVI, mais, comme eux, il ignorait l'art de feindre ; il faisait généralement ce qu'il disait et disait ce qu'il faisait ; il était somptueux, mais hors de propos, généreux mais sans discernement, avec un million de livres de dettes contractées avec les Maltais ; soupçonneux, mais non prévoyant ; circonspect, mais par crainte. La plupart du temps il laissait agir les mauvais qui se mettaient en avant, et n'avait cure des bons qui se tenaient à l'écart, au demeurant très mal entouré, se confiant volontiers à son entourage, et confiant aussi dans la Providence ; mais, quand il était dominé par la crainte, il se reprenait à vouloir agir par lui-même et à commander à tort et à travers.... Le peuple, qui se trompe souvent, mais qui ne se trompe guère quand il s'agit de juger ses gouvernants, le considérait comme un châtiment infligé par la Providence pour les péchés de son Ordre, et l'ancienne tradition, d'après laquelle le règne des chevaliers de Saint-Jean devait finir sous le règne d'un Allemand, se corroborait de ses qualités négatives. »

Il est certain qu'un pareil homme, dans de pareilles circonstances,

*Gli ultimi giorni dei cavalieri di Malta*, par J. Zauli Sajani.

n'était pas à la hauteur de sa tâche et devait commettre bien des fautes. C'est ce que n'ont pas manqué de dire ses défenseurs, ajoutant qu'il avait été trahi par tout le monde, et affolé par les événements. Mais cela ne suffit pas pour répondre aux accusations de lâcheté et de vil intérêt qu'on a lancées contre lui. On a dit que, persuadé que l'Ordre, ruiné par la confiscation de ses commanderies françaises, ne pouvait se soutenir, et sachant que la France voulait Malte, il jugeait qu'il était inutile de chercher à résister à la puissance de ses armes et que le mieux était, dans l'intérêt de tous, et dans le sien en particulier, de mériter sa reconnaissance en cédant de bonne grâce et d'obtenir, grâce à son appui, une principauté en Allemagne et de sérieuses compensations pécuniaires.

Voyons comment ses agissements ont pu motiver ces diverses allégations.

Hompesch était entré très jeune dans l'Ordre de Malte; après avoir été page du grand maître, il était arrivé rapidement aux plus hautes dignités, et c'est là une preuve que s'il n'était pas d'une intelligence supérieure, il ne manquait pas tout au moins d'une capacité moyenne. Dans les différents emplois qu'il avait occupés, il avait eu frottement avec tout et avec tous, et connaissait à fond les chevaliers et les Maltais; il savait parfaitement quelles étaient les divergences d'opinions des premiers et les dispositions hostiles d'une fraction des autres. Il savait donc qu'un certain nombre de chevaliers français avaient manifesté des sympathies pour la Révolution française et le gouvernement de la république, et ne pouvait ignorer que les Maltais avaient été en butte aux intrigues et aux séductions de ce gouvernement. Il avait été averti par le bailli de Schenau, resté en France, des projets du Directoire et des armements formidables qui visaient Malte.

Dans ces conditions, que fait-il? Au lieu de prendre des mesures énergiques contre les entreprises des uns et des autres, au lieu de destituer de leurs emplois les chevaliers qui avaient donné prise aux soupçons et de se mettre en garde contre la faction maltaise, il reste confiné dans une inertie étrange, et quand on lui demande ce qu'il compte faire pour conjurer un péril imminent, il répond invariablement : « J'ai tout prévu, on peut être tranquille. » Et quand enfin il lui faut prendre quelques dispositions de défense, au lieu de grouper ses chevaliers sur des remparts inexpugnables, il les dissémine sur les côtes des trois îles, à la tête de troupes douteuses et absolument insuffisantes pour une telle étendue. Plus tard, quand le désordre est partout et que l'anarchie est à ses portes, au lieu de se montrer aux troupes et au peuple, au lieu de rassurer les Maltais restés fidèles et de sévir contre les factieux, il se rend complaisamment aux avis des

vieux chevaliers que leur âge a retenus au palais et qui l'adjurent de ménager sa précieuse vie. Il sait que Nelson est proche, qu'en résistant quelques jours à la flotte française, celle-ci, très inférieure en nombre à celle de Nelson, sera obligée de s'éloigner ; il ne veut pas écouter le maréchal de l'Ordre qui lui conseille de s'enfermer dans La Valette et d'attendre Nelson. Plus tard, quand la députation menaçante des notables maltais vient lui enjoindre de demander une suspension d'armes et de capituler, au lieu de montrer en ce moment suprême qu'il a du sang de chevalier dans les veines, il cède, fait sortir de prison Ransijat, qu'il y avait mis vingt-quatre heures auparavant, et l'envoie tenir le principal rôle parmi les plénipotentiaires chargés de régler les articles de la capitulation !

Son attitude, après la capitulation, n'est pas moins étrange. Quand Doublet, son secrétaire, qu'il avait envoyé avec la députation pour surveiller ses intérêts personnels, revient et lui dit — c'est Doublet qui raconte le fait — qu'il peut encore sauver son honneur en refusant d'adhérer à une capitulation qu'il n'avait pas signée : « Il est trop tard, » répond-il. Évidemment il a hâte d'en finir.

Rien n'égale ensuite sa platitude vis-à-vis du général Bonaparte, auquel il envoie, lors de son débarquement, sa voiture à six chevaux, dédaigneusement refusée. Il met le comble à son abaissement par une visite inutile qui lui vaut un nouvel affront, et enfin écrit au vainqueur la lettre tant reprochée dans laquelle il l'assure de sa reconnaissance et de ses vœux. Que conclure de tout ceci ? Si Hompesch n'a pas trahi son Ordre, il n'a rien fait pour le défendre, il a laissé faire.

Le sacrifice consommé, il accepte les cent mille francs qui lui sont comptés, et part pour Trieste avec ses effets et sa vaisselle, sans plus s'occuper des malheureux chevaliers qu'il laissait à Malte.

L'historien Miège hasarde une explication personnelle au sujet de cette attitude d'Hompesch, étrange, on ne saurait trop le répéter, depuis le commencement jusqu'à la fin.

« Cet homme, dit-il, n'est ni un sot ni un lâche, il en a donné les preuves, mais il fléchit sous une injonction puissante. La prise de Malte en 1798 a été vraisemblablement le résultat d'une convention secrète entre Bonaparte et l'Autriche, convention dont Hompesch a osé se faire l'exécuteur. La vraisemblance acquiert le caractère de la certitude, si, comme l'affirme le juge Bonavita dans ses *Dissertations* inédites, le colonel Junot, envoyé par Bonaparte pour conclure l'armistice demandé par le grand maître, déclara que l'abolition de l'Ordre avait été convenue avec l'Autriche, et qu'en conséquence la cession de l'île à la république française devait être le préliminaire de tout le traité. Le dédain qu'affecte le général

« Bonaparte à l'égard du grand maître vient encore à l'appui de la « supposition. »

Telle est la thèse hardie de l'historien de Malte. Au lecteur d'apprécier.

Les agissements de Hompesch, depuis la capitulation jusqu'à sa mort, montrent encore quelle triste personnalité fut la sienne. Arrivé à Trieste, il proteste contre l'écrit, « malignement intitulé *Convention*, » qu'il n'a pas signée, mais qu'il a si formellement et si platement acceptée.

En 1799, cédant aux ordres de l'empereur d'Autriche, il renonce à son titre de grand maître; cette fois il a signé, mais après la mort de Paul I<sup>er</sup>, après le refus de la grande maîtrise par Ruspoli, il proteste que sa signature lui a été arrachée, qu'il a cédé à la force, et que cette signature est sans valeur. Repoussé, il se raccroche à toutes les branches, implore le pape, le Premier Consul, le roi Murat, Madame Lætitia, tout le monde. Renié par sa propre famille, toujours besogneux, il quémande des secours d'argent de tous côtés, et grâce à la protection de Madame mère, obtient enfin, peu de temps après, que la pension promise lors de la convention lui soit payée.

Quelques écrivains modernes ont cherché à le disculper; celui qui a le plus récemment parlé de la prise de Malte, M. de la Brière, repousse toute idée de trahison et cite comme concluante une lettre de Poussielgue, secrétaire du général Bonaparte en 1798, et datée de 1806.

« Ce que je sais très bien, dit cette lettre, c'est que le grand maître « ni aucun membre de l'Ordre ne peut être accusé d'avoir trahi et « vendu l'Ordre, puisque non seulement il n'a rien été donné à per- « sonne, mais que même il n'a été fait aucune promesse d'argent ou « de toute autre récompense. Si quelque don ou promesse avait eu « lieu, ç'aurait été par mon organe, puisque seul j'ai été chargé des « négociations qui ont précédé et suivi la prise de Malte. »

A cette lettre il faut d'abord opposer ce que raconte Bourrienne, autre secrétaire de Bonaparte, dans ses *Mémoires* <sup>1</sup> :

« Bonaparte disait en octobre 1897 à un envoyé de Barras, en haus- « sant les épaules : Mais, mon Dieu ! *Malte est à vendre*. » Et plus loin <sup>2</sup> : « Les intelligences pratiquées d'Europe pendant et après les négociations de Campo-Formio n'avaient pas réussi au point de nous faire ouvrir tout de suite les portes de cette île célèbre. » Et enfin <sup>3</sup>, à propos du mot de Napoléon à Sainte-Hélène : « La prise de Malte ne fut point due à des intelligences particulières, » Bourrienne ajoute :

<sup>1</sup> T. II, p. 41.

<sup>2</sup> P. 63.

<sup>3</sup> P. 65.



« Il n'en est pas moins vrai que j'ai écrit sous sa dictée une foule d'instructions pour des intelligences particulières. »

On dira : ceci ne s'applique pas nécessairement au grand maître. J'en conviens ; mais celui-ci a reçu de l'argent comptant et des promesses. Personne n'a jamais dit pourtant qu'il ait *vendu* son Ordre, dans l'acception stricte du mot, mais son attitude, s'il n'était pas frappé de démente, semble assurément indiquer une sorte de complicité morale avec le vainqueur. Poussielgue, tout secrétaire qu'il fût du général Bonaparte, pouvait ignorer bien des choses, et s'il y avait une convention diplomatique secrète, si la thèse de Miège est exacte, qui montre Hompesch « fléchissant sous une injonction puisante, » Poussielgue pouvait l'ignorer.

Et maintenant il est un autre facteur de trahison dont il faut tenir compte : la destinée. Elle aussi a trahi l'Ordre de Malte. Il en est, en effet, des institutions comme des hommes ; à un moment donné, la fatalité inéluctable s'appesantit, et tout concourt à la ruine.

*Quos vult perdere Jupiter dementat.* Déments, en effet, furent ceux des chevaliers qui subordonnèrent leurs serments sacrés à des sentiments personnels ; déments furent les Maltais qui conspirèrent contre un gouvernement qu'ils devaient regretter plus tard ; dément enfin fut le grand maître, qui, au lieu de se tailler un grand rôle dans l'histoire en se faisant tuer, s'il le fallait, sur les remparts de Malte, n'a su qu'abandonner ses chevaliers pour aller mener sur le continent une vie misérable de mendiant sans vergogne, et pensionné enfin par celui-là même qui l'avait dépossédé, mourir accablé du mépris universel et renié par sa propre famille.

L'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, découronné de sa souveraineté, est redevenu simplement hospitalier comme en ses commencements, mais c'est encore un noble rôle. Est-il destiné à tenir encore une place dans la politique européenne ? *Chi lo sa ?* Mais enfin il vit, et sa vitalité est surprenante. Le grand maître actuel, prince sans principauté, mais souverain *de jure*, est un diplomate de premier ordre, qui a su conserver à l'institution qu'il gouverne un prestige tel que tous les princes catholiques se font honneur d'en porter les insignes.

COMTE DE TOULGOËT.

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Académie des inscriptions et belles-lettres. Communications de MM. Heuzey, Renaud, de Lasteyrie, abbé Duchesne, Léon Dorez, Gauckler, Théodore Reinach. Jougues, Eug. Müntz, Henri Omont, Leger, Clermont-Ganneau, Peyrusse, Ronzevalle. Arthur Evans, A. Gaudin, Levasseur, Élie Berger (le titre de régent), Blancard, de Mély (la tour de Babel), Héron de Villefosse. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures de MM. Léon Lallemand, Geoffroy de Grandmaison, Luchaire (la société française sous Philippe Auguste). — Concours et prix. — Congrès des Sociétés savantes. — Nouvelles revues. — Livres nouveaux. — Nécrologie : le comte Arthur de Marsy.

Nous signalerons à l'Académie des inscriptions et belles-lettres les communications suivantes. Les fouilles nouvelles pratiquées à Tello, dont M. Heuzey a rendu compte le 2 mars, ont amené la découverte, sous le grenier d'abondance du roi Our-Nina (quarantième siècle avant notre ère), d'un édifice plus restreint (9 mètres sur 18), qui doit avoir servi au même usage à une époque antérieure et dont les murailles contiennent des cachettes bitumées, destinées peut-être à recevoir des liquides ; M. Heuzey y voit une manière de consacrer l'édifice aux dieux par une libation perpétuelle. Un travail de M. Renaud, communiqué par M. Héron de Villefosse, signale la découverte, près du cimetière d'Apremont, de tombes dirigées vers l'est, qui contiennent à gauche, à la hauteur de la main, un vase rempli de petits charbons.

A la séance du 9 mars, M. le comte de Lasteyrie s'est efforcé d'établir que la façade de Saint-Trophime d'Arles, pour laquelle on a proposé des dates assez diverses depuis 1135 jusqu'à 1230, a dû être exécutée de 1180 à 1200 : la mitre triangulaire dont est coiffé saint Trophime, les moulures de l'archivolte, le rinceau qui orne le dessous du linteau, sont autant d'éléments dont la concordance permet de fixer une date assez précise.

Le 23 mars, une lettre de M. l'abbé Duchesne, directeur de l'École française de Rome, fait connaître à l'Académie que les fouilles exécutées au Forum ont amené la découverte de l'emplacement réel de la basilique Aemilia. Dans une étude sur un manuscrit du musée Condé à Chantilly, qui contient les chansons d'un Bolonais du xiv<sup>e</sup> siècle, Bartolommeo di Bartoli, M. Léon Dorez s'efforce de montrer que les

miniatures qu'il renferme sont empruntées aux fresques de la chapelle des Espagnols, à S. Maria Novella de Florence et au campanile de la même cité.

Le 30 mars, M. Ph. Berger a communiqué à l'Académie le résultat des fouilles pratiquées, par M. Gauckler, dans des tombes du <sup>vi</sup><sup>e</sup> et du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, à Carthage : les amulettes qu'il y a trouvées fournissent une nouvelle preuve du parallélisme entre les nécropoles de la Sardaigne et celles de Carthage. M. Théodore Reinach a ensuite restitué une inscription grecque du Caire, qui renferme un décret des juifs du district d'Onias en l'honneur d'un stratège du nome héliopolite.

Une note de M. Jougues, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, lue le 6 avril par M. Cagnat, tend à établir qu'un prétendu préfet d'Égypte sous Alexandre Sévère, L. Maevius Honoratus, n'a jamais existé. M. Eugène Müntz a fait connaître, dans la même séance, une relation inédite, par le comte de Caylus, de son voyage en Asie Mineure et dans une partie de la Turquie en 1716 et 1717. La relation offre un intérêt d'autant plus varié que le comte de Caylus a recueilli avec autant de précision les renseignements sur les mœurs et coutumes locales que les indications archéologiques. M. Omont a fait ressortir l'intérêt paléographique et iconographique d'un manuscrit de l'Évangile selon saint Matthieu, peut-être contemporain de Justinien. M. Leger, professeur au Collège de France, a montré l'inalité de la confusion établie par deux annalistes de la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, Helmolt et Saxo Grammaticus, entre Zwanthevitus (Svantovis), dieu des Slaves de Rügen, et saint Vit, patron des moines de Corbie et de Corvey. Une note de M. Kleinclausz, professeur à l'Université de Dijon, tend à prouver que le prototype des fameux tombeaux des ducs de Bourgogne serait un tombeau de l'abbaye de Fontenay, près de Montbard.

Le 11 avril, M. Clermont-Ganneau a lu un mémoire sur la ville lévitique de Méphaat, et M. Ph. Berger a traduit une épitaphe punique découverte par le P. Delattre, et où la déesse Tanit est qualifiée de Notre-Dame. Il a ensuite établi, à propos d'une prétendue hachette en bronze, d'origine phénicienne, signalée antérieurement par M. Clermont-Ganneau, que cet objet et les autres analogues que l'on a retrouvés sont des rasoirs et non des hachettes.

Le 20 avril, après lecture de lettres de M. Peyrusse, maire d'Apt, signalant à Villelaure la découverte de mosaïques anciennes, et de M. Eug. Müntz, qui flétrit les nouvelles décisions de la municipalité d'Avignon pour la destruction des remparts de cette ville<sup>1</sup>, l'Aca-

<sup>1</sup> La *Revue des questions historiques* s'associe à la réprobation presque universelle qui a accueilli les mesures barbares du conseil municipal d'Avignon.

démie a entendu M. Clermont-Ganneau commenter une inscription jadis trouvée par M. Waddington à Der Seman, patrie de saint Siméon Stylite.

Un mémoire du R. P. Ronzevalle, professeur à l'Université de Beyrouth, sur les temples phéniciens de Deir el Galaa, dans le Liban, centre du culte de Baal-Marcod, lu dans la séance du 27 avril, fournit à M. Ph. Berger l'occasion d'insister sur l'importance qu'il y aurait pour la France à instituer en Syrie une mission archéologique permanente, analogue à ce qui a été fait dans ces dernières années pour le Caire et pour l'Extrême Orient.

Le 4 mai, M. Salomon Reinach a fait connaître, d'après une lettre de M. Arthur Evans, le résultat des fouilles exécutées à Cnosse, en Crète : le palais mycénien mis au jour par ce savant contient des tablettes en terre, couvertes d'écriture, ce qui fournit la preuve que l'écriture était usitée en Grèce longtemps avant Homère, avant même l'époque que l'on assigne à la guerre de Troie. M. Heuzey a parlé de l'usage que les Chaldéens ont fait de la coquille dans leurs œuvres d'art. M. Collignon a signalé les fouilles de M. Gaudin à Yortan, près de Pergame, dont le mobilier funéraire ressemble à celui d'Hisarlik, rendu célèbre par les travaux de Schliemann.

Le 11 mai, M. Paul Gauckler a présenté un choix des objets précieux trouvés par lui dans la nécropole punique de Dermech, près de Carthage; ils permettent de reconstituer l'histoire de l'orfèvrerie carthaginoise du huitième au second siècle avant notre ère. M. Levasseur a examiné l'édit du maximum de Dioclétien au point de vue de la valeur commerciale de la monnaie.

Le 18 mai, M. Élie Berger, professeur à l'École nationale des chartes, a présenté d'intéressantes observations sur le titre de régent et sur son emploi dans les actes de la chancellerie royale. D'après lui, jamais ce titre n'a été porté avant 1316; Suger, Blanche de Castille, régents de fait, en remplissaient les fonctions sans avoir aucun titre spécial. C'est Philippe le Long, alors comte de Poitiers, qui, lorsqu'il administra le royaume après la mort de son frère Louis le Hutin, s'intitula le premier régent, usage constamment suivi depuis par tous ceux qui ont exercé le pouvoir royal soit pendant la minorité, soit pendant l'absence ou la captivité du roi. Le régent n'émet les actes en son nom propre que lorsque le roi n'est pas dans le royaume. Reprenant la discussion commencée à la séance précédente, M. Blancard s'efforce de démontrer que l'X barré de l'édit de Dioclétien sur le maximum désigne le chiffre xvi; il s'appuie notamment sur un texte de Volusius Maecianus. MM. Babelon, Oppert et Cagnat pensent, au contraire, que ce signe représente simplement le denier du chiffre 10. M. de Mély a retrouvé dans un manuscrit

grec une description précise par Harpocraton de Birs-Nimroud ou la tour de Babel, telle qu'elle subsistait au milieu du iv<sup>e</sup> siècle de notre ère; restaurée au vi<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, elle servit encore au culte jusque vers 380. Sise à 94 kilomètres de Ctésiphon, au sud de Babylone, elle comprenait un soubassement de 186 pieds de côté avec une hauteur de 75 pieds; la tour était composée de six degrés de chacun 28 pieds de haut, et était surmontée d'un sanctuaire haut de 18 pieds; 365 marches, dont 60 d'or et le reste d'argent, donnaient accès dans le sanctuaire; comme les marches signifiaient les jours de l'année, les étages désignaient les jours de la semaine.

Le 25 mai, M. Héron de Villefosse, profitant de l'exposition momentanée au musée du Louvre du fameux trésor de Petrossa en Valachie, rappelle l'histoire accidentée de cet ensemble de pièces, curieux spécimen d'un art barbare, peut-être de celui des Goths.

Le 1<sup>er</sup> juin, M. l'abbé Duchesne, directeur de l'École française de Rome, signale les fouilles faites dans les soubassements de l'oratoire dit *Sancta sanctorum*, à la *Scala santa*, et M. Lauer, membre de la même école, indique les inscriptions et peintures y découvertes. M. Salomon Reinach a examiné la coutume, chez les peuples anciens, d'interdire l'usage de certains aliments.

A l'Académie des sciences morales et politiques, nous relèverons, le 17 mars, l'intéressante lecture de M. Léon Lallemand, sur la charité chez le peuple hébreu; — le 24, celle où M. Geoffroy de Grandmaison raconte, d'après les documents des archives françaises et étrangères, le séjour à Valençay des princes espagnols, la tentative d'enlèvement et le traité de décembre 1813, qui ramena Ferdinand VII en Espagne. Le 21 avril et le 5 mai, M. Luchaire a donné lecture d'un mémoire sur l'état moral et matériel de la société française sous Philippe Auguste.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le prix Fould à M. Émile Mâle, pour son bel ouvrage sur *l'Art religieux au XIII<sup>e</sup> siècle*, dont une seconde édition est en préparation, si nous ne nous trompons. Elle a donné à M. Charles Fichot le prix Jean Reynaud pour l'ensemble de ses travaux archéologiques. Elle a honoré du prix Delalande-Guérineau l'ouvrage de M. Combaud : *le Bas-relief romain à représentation historique*; sur la fondation Prost, 800 fr. sont accordés à M. le lieutenant Ch. Denis, *Inventaire des registres de l'état civil de Lunéville (1561-1793)*, et 400 fr. à M. l'abbé Poirier (*Metz, documents généalogiques*).

L'Académie des sciences morales a décerné le prix Odilon Barrot (5,000 fr.), dont le sujet était *l'Histoire de l'organisation judiciaire chez les Romains, depuis l'introduction de la procédure formu-*

*laire jusqu'à la fin de l'empire d'Occident*, à M. Paul-Frédéric Girard.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres proroge à 1901 le concours sur les deux commentaires du Coran : le Tefsir de Tabari et le Kachchâf de Zamakhshari, et à 1902 le concours dont le sujet était l'étude et la classification des monuments gréco-bouddhiques du nord-ouest de l'Inde.

La classe des beaux-arts de l'Académie royale de Belgique met entre autres sujets au concours : une histoire artistique de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et l'ancien duché de Brabant (1<sup>er</sup> juin 1901. — 600 fr.), et une histoire de l'orgue depuis le moyen âge (1,000 fr.).

Une commission composée de MM. Hæckel, directeur de l'Institut zoologique d'Iéna, Conrad et Fraas, professeurs aux Universités de Halle et de Stuttgart, décernera en 1903 un prix de 30,000 marks au meilleur mémoire sur l'application de la théorie de la descendance à l'évolution politique et à la législation des États. Les mémoires destinés au concours doivent être envoyés avant le 1<sup>er</sup> décembre 1902 à M. Hæckel.

En 1902, l'Académie des sciences de Berlin aura à décerner un nouveau prix de 7,500 marks, fondé par M. W. Simon (délai, 31 décembre 1902). Le sujet choisi est une histoire de l'autobiographie, au sens étroit et en n'y faisant point rentrer les mémoires. Les dissertations soumises au concours peuvent être écrites en allemand, latin, français, anglais ou italien.

Au lieu de se tenir, comme c'était autrefois l'usage, pendant les vacances de Pâques, le Congrès des Sociétés savantes s'est réuni cette année à Paris pendant les fêtes de la Pentecôte. Il s'est ouvert le mardi 5 juin, sous la présidence de M. Émile Levasseur. Nous donnerons, selon notre habitude, l'indication des sujets qui nous paraissent le mieux de nature à intéresser nos lecteurs.

*Section d'histoire et de philologie. — Séance du mardi soir 5 juin.* — M. An communique l'acte de donation par Raimond Gaudelin, vicomte de Lunel, beau-frère du vicomte de Montpellier, de la seigneurie de Saint-Just, à Bertrand de Saint-Just. MM. Leclère et Cozette font connaître un antiphonaire et un évangélaire noyonnais du ix<sup>e</sup> siècle, et donnent une monographie de l'ancienne bibliothèque du chapitre de Noyon. Ils retracent aussi l'histoire de la typographie noyonnaise avant le xix<sup>e</sup> siècle, depuis Louis de Courcy (1667) jusqu'à Amoudry (1793). M. Jules Gauthier fait revivre une curieuse figure, celle de Jean-Baptiste-Guillaume Gevigney (1729-1804), historien des sires de Salins, qui écuma, au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, les bibliothèques et les archives avec autant d'audace que Libri au

milieu du nôtre. Après avoir failli passer de la Bibliothèque royale, où il était entré comme gardien du cabinet des titres, sur les galères du Roi, il put se marier et léguer à son fils le produit de ses vols. M. Guernon présente le fruit de ses recherches sur l'ancienne cité d'Arras, citée des clercs, qui eut une vie tout indépendante de la cité laïque. L'auteur donne notamment d'assez curieux détails sur l'atelier monétaire de la rue de Baudimont, propriété, en 1450, du chroniqueur Jacques du Clercq, et sur l'hôtel que Louis XI se fit construire en 1477 dans la rue du Vent de bise et qui n'eut qu'une existence éphémère. M. l'abbé Morel fait ressortir l'intérêt liturgique d'un *Responsorial* du chapitre de Noyon, rédigé vers 950. M. Émile Poirier lit des notices sur cinquante-cinq bibliophiles arlésiens du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle. M. Joseph Roman établit la fausseté d'un prétendu privilège d'Humbert II, dauphin de Viennois, pour les Crottes (13 février 1348). M. Jacques Soyer s'efforce d'établir qu'un diplôme de Gontran pour Notre-Dame de Salles à Bourges a été fabriqué au xii<sup>e</sup> siècle ; que la donation de sainte Eustadiole, fondatrice de l'abbaye de Montermoyen, est un apocryphe du xi<sup>e</sup> ou du x<sup>e</sup> siècle, que la charte du transfert à Vierzon de Dèvres n'est aussi que du xi<sup>e</sup> siècle. M. Victor de Swarte esquisse une biographie de Claude Le Blanc, intendant de la Flandre maritime, puis secrétaire d'État pour la guerre (1669-1720).

*Séance du mercredi matin 6 juin.* — M. Arthur Coquelle nous fait assister à l'habileté déployée par le comte d'Affry, ambassadeur de France à la Haye, pour maintenir la Hollande dans la neutralité pendant la guerre de Sept ans. M. Max Bruchet montre combien était « despotique, » au dire même de Victor-Amédée II, l'autorité du prince sur ses États de Savoie au début du xviii<sup>e</sup> siècle. MM. Leclère et Cozette étudient l'organisation communale de Noyon sous l'ancien régime. M. Théophile Eck examine les prétentions des ducs de Bourgogne sur les villes picardes, et notamment sur Saint-Quentin, au xv<sup>e</sup> siècle. M. Eck communique aussi des lettres du duc de Bourgogne sur la prise de Jeanne d'Arc, et de Henri IV et du duc de Longueville sur l'assassinat de Henri III. M. Léon Mirot refait l'histoire des États généraux et provinciaux au début du règne de Charles VI (1380-1381). Dans son étude sur l'enseignement secondaire à Grenoble avant la fondation de l'école des Dominicains au début du xvii<sup>e</sup> siècle, M. Prudhomme s'occupe de la « grande école municipale », qui apparaît dans la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle pour disparaître en 1606 ; école exclusivement municipale et laïque, dont les maîtres sont choisis et payés par les consuls, dont les règlements et les programmes sont rédigés par eux. Le recteur de la grande école, outre un traitement fixe, percevait la rétribution scolaire, et peut entretenir des internes ;

les écoles libres ne sont tolérées qu'à condition de conduire leurs élèves à la grande école. C'est pour assurer la stabilité du personnel et des programmes qu'en 1606 les consuls transformèrent l'école en collège et en confièrent la direction aux Frères Prêcheurs. M. Vignaux a retrouvé, aux archives municipales de Toulouse, la minute du compte rendu à Charles VII par ses ambassadeurs auprès de Jean I<sup>er</sup>, comte de Foix (1424-1425). M. Vuacheux a définitivement rangé parmi les légendes la naissance au Havre de M<sup>me</sup> de la Fayette. M. Ludovic Guignard retrace l'histoire de Chouzy (Loir-et-Cher).

*Séance du mercredi soir 6 juin.* — M. le chanoine Ulysse Chevalier présente une étude critique sur l'origine du suaire de Lirey-Chambéry-Turin<sup>1</sup>. Il ne laisse rien subsister historiquement de la légende qui faisait de cette relique le suaire authentique dans lequel a été enseveli Notre-Seigneur Jésus-Christ; il montre également le peu de fondement des arguments photographiques jetés tout récemment dans la discussion. MM. de Mély et Jules Gauthier ajoutent quelques considérations nouvelles au travail de M. le chanoine U. Chevalier : le premier rappelle entre autres choses l'inauthenticité du Saint-Suaire de Rome; le second, celle du suaire de Besançon; il signale en outre un document du xiv<sup>e</sup> siècle, dans lequel se fait connaître l'auteur du pseudo-suaire de Turin. La correspondance de Maynard sert à M. Durand-Lapie à montrer comment se transmettaient autrefois les nouvelles. M. l'abbé Galabert établit l'existence de nombreux hommes libres au xi<sup>e</sup> et au xii<sup>e</sup> siècle dans le Tarn-et-Garonne. M. Godard fait connaître les collèges disparus de la cour. M. Lesort raconte l'histoire de la succession de Charles le Téméraire dans la ville neutre de Cambrai. M. Joseph Poux emprunte à un journal des dépenses faites par l'intendant de l'évêque de Mirepoix des renseignements curieux sur la condition de la classe agricole dans les environs de Carcassonne au début du xvi<sup>e</sup> siècle. Le même érudit retrace un épisode inconnu des luttes de Philippe le Bel et de ses successeurs contre la féodalité ecclésiastique du Midi : la contestation entre les habitants du Sabartès et les dignitaires ecclésiastiques pour le paiement des dîmes et prémices se termina, en 1323, à l'avantage de ces derniers, en dépit de l'intervention royale. M. Vuacheux décrit le marquisat de Gravelle-Sainte-Honorine, d'après un manuscrit d'un bailli du xvii<sup>e</sup> siècle, Combart. M. Veulin, en esquissant la vie communale et religieuse de la paroisse de Cor-

<sup>1</sup> Signalons en passant la réponse que le même savant a faite aux observations de Mgr Emmanuel Colomiatti, provicaire général de Turin, sur la brochure : *le Saint-Suaire de Turin est-il l'original ou une copie?* (Paris, Alphonse Picard. 1900, in-8 de 8 p.). Notons aussi qu'il prépare une refonte de sa brochure sur la matière.



hespine, près Bernay, s'attache, entre autres choses, à la confrérie funéraire de la Charité.

*Séance du jeudi matin 7 juin.* — M. Couard esquisse l'histoire de l'instruction publique à Chevreuse, à Magny-les-Hameaux et à Enghien. A Enghien notamment, l'enseignement, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est obligatoire jusqu'à quatorze ans. M. Léon Creissels expose les résultats obtenus à Toulouse pour la conservation des vieilles archives notariales. M. Jules Finot fait l'historique du *Tabellion* de Lille, dépôt général des minutes des notaires, créé et organisé en 1671 par Louis XIV. Il étudie aussi les autres dépôts de minutes constitués en Flandre, en Hainaut et en Cambrésis; il appelle l'attention sur les actes passés devant les échevins et hommes de fief des communes et seigneuries, dont des dépôts existent au moins dans cent soixante-seize communes du département. M. de Saint-Genis, d'autre part, fait ressortir l'intérêt qu'offrent les registres paroissiaux antérieurs à la création des registres de l'état civil; il insiste sur la nécessité qu'il y aurait de dresser dans chaque département la liste des communes qui conservent des documents de ce genre. M. Veuclin a dépouillé les registres paroissiaux de Saint-Georges-sur-Eure, pour en extraire quelques notes historiques de 1548 au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une série de conjectures amène M. J. Depoin à penser qu'Isabelle, femme de Guillaume, châtelain de Chaumont-en-Vexin, et fille naturelle de Louis le Gros, a eu pour mère Marie de Breuillet. M. René Fage emprunte aux minutes notariales et aux livres de raison les éléments d'une excellente étude sur la famille aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles à Tulle. M. l'abbé Ferran expose l'organisation du chapitre cathédral de Mirepoix (1318-1790), ses statuts, sa vie intérieure. M. le chanoine Muller analyse le registre de catholicité de Saint-Leu-d'Esserent de 1531 à 1549. M. Joseph Poux refait l'histoire de la querelle survenue de 1285 à 1295 entre Roger Bernard, comte de Foix, et Bernard Saisset, abbé de Saint-Antonin, au sujet du paréage de Pamiers, et fait ressortir l'influence décisive en cette affaire de l'intervention de Philippe le Bel. En analysant les coutumes de Saint-Urcisse (Tarn-et-Garonne) du 31 octobre 1597, M. l'abbé Taillefer remonte jusqu'au X<sup>e</sup> siècle dans l'histoire de cette localité. M. Vuacheux fait connaître la confrérie de Saint-Fiacre, Saint-Nicolas, Saint-Maur, Saint-Lubin et Sainte-Marie-Madeleine, instituée en 1554 en l'église Saint-François du Havre.

*Séance du jeudi soir 7 juin.* — L'histoire des fêtes nationales sous le Directoire est retracée par M. Blassier pour Honfleur et Pont-l'Évêque; — par M. Borrel pour Moutiers; — par M. Feuvrier pour Dole; — par M. Montier pour Pont-Audemer; — par M. Pillet pour Verneuil-sur-Aire; — par M. E. Poupé pour Draguignan; — par M. Quignon pour Angoulême; — par M. Alexandre Sorel pour Com-

piègne; — par M. Eugène Thoison pour Nemours; — par M. Veucelin pour Bernay.

*Séance du vendredi matin 8 juin.* — MM. Leclère et Cozette examinent les noms de baptême usités pendant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle dans trois paroisses de Noyon. M. Alphonse Martin présente un travail analogue pour le Havre et les environs du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle; M. Veucelin pour Saint-Georges-sur-Eure au XVI<sup>e</sup> siècle.

*Séance du vendredi soir 8 juin.* — M. Armand Brette pense qu'il y aurait lieu d'examiner si l'étendue du territoire sur laquelle le roi exerçait la souveraineté totale à la veille de la Révolution peut être exactement déterminée, et si le bornage existait sur tous les points frontières; il montre d'ailleurs la difficulté d'un pareil travail. M. Camille Bloch étudie le fonctionnement des assemblées municipales établies conformément à l'édit de juin 1787. M. Combes analyse le registre des délibérations municipales de Saint-Pantaléon, dans le Lot, pendant la Révolution. M. de Saint-Genis fait connaître les doléances des paroisses de Saint-Beury et de Vic-de-Chassenay en Bourgogne, les 12 et 13 mars 1789; tandis qu'à Saint-Beury l'on ne se préoccupait que des questions locales, à Vic-de-Chassenay l'on montrait un souci plus grand des choses politiques, l'on réclamait le doublement du tiers, l'égalité des droits, etc. M. Galland parle des trois comités révolutionnaires qui se sont succédé à Laval du 4 décembre 1793 au 20 mars 1795, et cherche à réhabiliter le second, qui lui semble avoir rendu une « justice sévère, mais impartiale. » M. Gros se fait l'historien du club des Jacobins de Toulouse. M. Lelièvre étudie la Vendée et la chouannerie dans le Bocage normand. M. Vuacheux parle de l'assemblée municipale d'Ingouville, près du Havre, créée en 1787.

*Section des sciences économiques et sociales.* — Le mémoire lu le mardi 5 juin (après-midi), par M. Rochetin, sur les institutions d'assistance et de prévoyance en Espagne, renferme un assez grand nombre de données historiques. L'auteur retrouve à Valence, dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle, des institutions d'assistance mutuelle. M. Louis Morin a donné, à la séance du jeudi matin 7 juin, des renseignements sur les sociétés de secours mutuels aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Le 8 juin, M. Camille Bloch a étudié le traité de commerce de 1780 entre la France et l'Angleterre. Grâce à un dépouillement minutieux des papiers du plénipotentiaire anglais William Eden, plus tard lord Auckland, il a pu montrer combien de concessions l'Angleterre sut arracher à l'esprit de conciliation ou de faiblesse de notre gouvernement. M. Veucelin a recherché l'état de la mutualité et de l'assistance publique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le vendredi soir, M. de Saint-Genis a examiné la division du sol en Bourgogne depuis le XV<sup>e</sup> siècle.

M. Edmond Charlemagne a fait un travail analogue pour le sud du Berry. M. l'abbé Adam a retracé l'histoire du collège de Valognes depuis sa création en 1534 ; M. Couard, du collège de Pontoise, à la fin du siècle dernier ; M. Laveille, du collège d'Avranches. M. Camille Bloch met au jour un projet de crédit agricole du siècle dernier.

*Section d'archéologie. Mardi soir 5 juin.* — M. Barrière-Flavy expose les renseignements qu'il a pu recueillir sur l'industrie des Alamans. Une étude de M. l'abbé Brune sur des statues anciennes de saints jurassiens fournit à M. de Lasteyrie l'occasion de remarquer combien les études iconographiques sont négligées en France, et d'adresser sur ce point aux archéologues provinciaux un appel dont la *Revue* se fait volontiers l'écho.

*Mercredi matin 6 juin.* — M. Bourguet étudie, d'après une inscription antique, les comptes de l'archontat de Palaïos à Delphes (339-338) : un nouveau collège financier, celui des Ταμίαι, fut établi vers cette époque à Delphes pour administrer, semble-t-il, le budget extraordinaire consacré à la reconstruction du temple. M. Bousrez, qui attribue à l'époque carolingienne la chapelle à abside polygonale de Saint-Genest à Perrusson (Indre-et-Loire), voit ses assertions combattues par MM. de Lasteyrie et Eug. Lefèvre-Pontalis. Notons encore les études de M. J. Gauthier sur la cathédrale Saint-Étienne de Besançon, rasée par Vauban, de M. Jules Pilloy sur l'orfèvrerie cloisonnée de la période barbare ; de M. Robert Roger sur les églises fortifiées de l'Ariège.

*Mercredi soir 6 juin.* — M. l'abbé Cassagnes étudie les souterrains-refuges ou « caves d'Anglais » du Rouergue. M. Julien Feuvrier rend compte des fouilles opérées par lui dans un cimetière burgonde, à Chevigny, près de Dole (Jura). M. le vicomte de Rochemonteix caractérise les églises romanes des arrondissements de Saint-Flour et de Murat, d'une part, et, de l'autre, de Mauriac.

*Jeudi matin 7 juin.* — M. Gaston Gauthier expose les résultats généraux des fouilles faites depuis 1896 à la villa gallo-romaine de Champvert ; M. Masfrand rend compte des découvertes qu'il a faites au palais de Longeas, près de Chassenon (Charente), où il a mis au jour notamment les substructions d'un hypocauste.

*Jeudi soir 7 juin.* — M. Alphonse Martin étudie le château d'Orcher, près du Havre ; M. Joseph Poux lit une notice sur les fortifications de Foix et le quartier de l'Arget de 1446 à 1790 ; ce quartier, adossé à l'une des terrasses du château, jouait un rôle prépondérant dans la défense de la place. M. Quarré-Reybourbon a restitué la figure d'un Lillois assez remarquable, Martin Doué, artiste et généalogiste. M. l'abbé Bossebœuf pense que c'est à tort que l'on a fait honneur à Jolivet, abbé du Mont Saint-Michel, de la construction de l'en-

ceinte de la ville ; il l'attribue à Louis d'Estouteville, qui fut capitaine du Mont en 1425.

*Section de géographie historique. Mardi soir 5 juin.* — M. Hamy lit un mémoire de feu M. Bladé sur la géographie féodale des comtés de Fezensac et d'Armagnac. M. Saint-Yves étudie les origines des consulats du Levant et présente un tableau de l'état des îles Seychelles en 1791. — *Mercredi matin 6 juin.* — M. Chauvigné dresse un inventaire des cartes anciennes et modernes de la Touraine. — *Mercredi soir 6 juin.* — M. Henri Froidevaux raconte le voyage de Pierre David au Bambouk en 1744. M. Henri Cordier esquisse la biographie d'Hyacinthe Hecquard, qui de 1843 à 1853 a joué un rôle actif dans les tentatives de pénétration à l'intérieur de l'Afrique équatoriale. M. Auguste Pawlowski établit que le plus ancien hydrographe de l'Europe aux temps modernes fut un Français, Pierre Garcie dit Ferrande, originaire de Saint-Gilles-sur-Vie et auteur d'un grand Routier, dont la première rédaction remonte à 1483 ; il lui attribue également un petit Routier de la mer, anonyme, publié à Rouen entre 1502 et 1510 ; c'est encore lui qui recueillit les *jugements de la mer* ou rôles d'Oléron, premier code de droit maritime coutumier du moyen âge. M. Pawlowski signale l'influence des Routiers de Garcie et les plagiais dont ils ont été l'objet. M. Saint-Yves donne quelques renseignements inédits sur Madagascar en 1667-1671 et en 1767-1768. — *Jeudi matin 7 juin.* — M. Joseph Fournier étudie les chemins de transhumance en Provence et dans le Dauphiné, d'après les journaux de route des conducteurs de troupeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle, il jette un coup d'œil rétrospectif sur cette pratique dont l'existence est attestée par des documents historiques dès 1232 pour la Provence.

A la réunion des Sociétés des beaux-arts des départements, nous relèverons aussi quelques indications. Le 5 juin, M. Armand Gasté a rectifié les descriptions erronées, données antérieurement, des tombeaux des Matignon à Torigni-sur-Vic ; M. Ponsonailhe a retracé l'histoire du peintre-graveur Joseph Leroy, emprisonné sous la Terreur avec Roucher, mais qui put échapper à l'échafaud ; M. Bouillon-Landais a fait la biographie du peintre marseillais Monticelli ; M. Paul Clauzel, celle de Xavier Sigalon (1788-1837). M. Jules Gauthier a dressé l'iconographie de Nicolas et d'Antoine de Granvelle. Le 6 juin, M. Léon Plancouard a parlé des vieilles cloches de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer ; M. Paul Leroy a retracé les relations artistiques entre la France et la Chine aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ; M. Léon Charvet a repris la question de la participation de Sébastien Serlio aux constructions de Fontainebleau. Le 7 juin, M. Félix Pasquier a parlé des tapisseries toulousaines à l'époque de la Renaissance. M. Paul Lafond a fait l'histoire de la manufacture royale de

faïence de Samadet, dans les Landes, qui fut productive surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle. M. Louis de Grandmaison a fait connaître divers artistes de l'ordre de Saint-Michel. Le mémoire de M. Maurice Hénault sur les Fior, sculpteurs valenciennois du XVIII<sup>e</sup> siècle, donne sur les rivalités des corporations et sur les procès qu'elles soutinrent entre elles des renseignements qui ne sont point à dédaigner.

Le compte rendu du troisième congrès bibliographique international vient enfin de paraître. Il forme deux volumes in-8 de vi-601 et 496 p. (Paris, au siège de la Société bibliographique, 1900.) Parmi les rapports qu'il contient, nous rappellerons les suivantes, qui offrent pour nos lecteurs un intérêt particulier : *Critique et exégèse bibliques*, par M. le chanoine Mangenot; — *Histoire du droit*, par M. Paul Fournier; — *Anthropologie et archéologie préhistoriques*, par M. Arcelin; — *Histoire et littérature serbes*, par MM. Déprez et Gavrilovitch; — *Inventaires d'archives*, par M. Léon Mirot; — *Histoire de l'imprimerie*, par M. Claudin, sans compter les seize rapports de la section d'histoire.

La Commission d'histoire saxonne se propose de distribuer ou de mettre sous presse, dans le présent exercice, le tome I de la *Correspondance politique de l'électeur-duc Maurice*, préparée par M. Brandenburg; le tome I des *Actes et lettres du duc Georges*, par M. Gess; le *Livre des fiefs de Frédéric le Sévère* (1349), par MM. Lipfert et Beschorner; la *Correspondance de l'électrice Marie-Antoinette avec l'impératrice Marie-Thérèse*; l'*Histoire des impôts en Saxe*, par M. Wuttke. Elle a décidé d'entreprendre, avec le concours pécuniaire de la municipalité de Leipzig, une histoire de la vie intellectuelle dans cette cité, et un recueil d'actes pour servir à l'histoire du pacte d'Heilbronn (1632) et de la paix de Prague (1635).

La Commission d'histoire thuringienne annonce de son côté : le tome I des *Actes du landtag sous les Ernestiniens*, qui s'étendra de 1486 à 1532; le *Droit municipal d'Eisenach*, par M. Kühn, et de *Saalfeld*, par M. Koch.

*Le Chercheur des provinces de l'Ouest* : tel est le titre d'une nouvelle revue mensuelle d'histoire locale (Nantes, 30, rue du Coudray).

De son côté, M. l'abbé Uzureau entreprend la publication d'un nouveau périodique d'histoire angevine : *l'Anjou historique*, qui paraîtra six fois par an, depuis le 1<sup>er</sup> juillet.

La maison S. Lapi, de Città di Castello, entreprend, sous la direction de M. Giosuè Carducci, une réédition de la collection de Muratori : *Rerum italicarum scriptores*. Il ne peut être question évidemment de donner des éditions définitives de tous les textes publiés par Muratori, mais les nouveaux éditeurs auront soin du moins de

faire profiter le texte ancien de toutes les améliorations qu'y a apportées sur certains points la critique moderne.

M. le comte Colonna de Cesari Rocca s'est efforcé, par une étude minutieuse des documents qui nous restent, de jeter la lumière sur la question un peu obscure de la *Réunion définitive de la Corse aux États de la commune de Gênes en 1347* (Genova, tipografia R. Istituto sordo-muti, 1900, in-16 de 16 p.).

M. Edward Boguslawski a terminé la publication de son *Histoire des Slaves (Historja Słowian)*, dont le premier volume a paru il y a dix ans. Le tome II et dernier se distingue par les mêmes qualités d'érudition.

M. Camille Couderc a su compléter les recherches, pourtant fort consciencieuses, de M. Jules Philippe sur *Guillaume Fichet* (Annecy, 1892, in-8). Quatre pièces de vers écrites à l'occasion de la mort d'un frère inconnu de Guillaume, Jacques Fichet, lui sont tombées entre les mains; outre le nom de ce frère, entré chez les Dominicains malgré sa famille et mort à trente-cinq ans, elles lui ont encore donné le nom des père et mère de Guillaume: Amédée et Jeanne. Ces *Documents inédits sur Guillaume Fichet et sa famille* (Extrait du *Bulletin du bibliophile*. Paris, Henri Leclerc, 1900, in-8 de 12 p.) tirent un nouvel intérêt de cette circonstance que M. Couderc croit pouvoir en attribuer la rédaction à Robert Gaguin.

Ce n'est pas un simple catalogue des *Jetons des États généraux du Languedoc* que nous donne M. Émile Bonnet (Extrait du *Bulletin archéologique*. Paris, Imprimerie nationale, 1900, in-8 de 91 p. avec 7 pl.). Un chapitre important de son travail (p. 1-30) nous donne de curieuses indications sur l'origine, l'usage et l'émission de ces jetons, qui n'apparaissent qu'à partir du règne de Louis XIII, et d'une manière tout à fait régulière que depuis 1677, et qui étaient destinés, non plus comme autrefois à faciliter les comptes, mais à récompenser les services. Le catalogue lui-même offre un intérêt non seulement archéologique, mais historique, par les allusions que les jetons font aux événements de l'époque<sup>1</sup>.

M. l'abbé Uzureau, poursuivant ses études sur les victimes du Champ des martyrs dont il est l'aumônier, nous donne sur *Deux victimes vendéennes, Marie et Renée Grillard de Cholet, fusillées au Champ des Martyrs près Angers, le 1<sup>er</sup> février 1794* (Extrait de la *Revue du Bas Poitou*. Vannes, Lafolye, 1900, in-8 de 11 p.), quelques renseignements dont le fond est formé par les interrogatoires qu'elles subirent devant le comité révolutionnaire. Il en profite pour réfuter

<sup>1</sup> On remarque dans une note du chapitre v une bibliographie des jetons des États provinciaux.

une assertion faite un peu à la légère par M. Célestin Port dans sa *Vendée angevine*.

Nous citerons encore du même érudit un extrait de la *Revue de l'Anjou : Etat du département de Maine-et-Loire en l'année 1800* (Angers, Germain et G. Grassin, 1900, in-8 de 24 p.). C'est au rapport du préfet, Pierre Montault des Isles, que M. l'abbé Uzureau emprunte le tableau assez triste de la désolation où la guerre civile avait jeté le pays.

M. Alfred Bégis vient d'ajouter une nouvelle plaquette à celles où il a apporté d'utiles contributions à l'histoire de la Révolution française. Celle-ci est consacrée à *Carnot* et à son emprisonnement sous Louis XVI à Béthune, en vertu d'une lettre de cachet (in-8 de 24 p.). L'« organisateur de la victoire » apparaît ici sous un jour peu flatteur, et les exploits galants révélés par les documents publiés par M. Bégis n'ont rien d'héroïque.

M. Maurice Prou, qui succède à M. Arthur Giry dans la chaire de diplomatique de l'École des chartes, vient de publier sa leçon d'ouverture. On y trouvera, avec un éloge délicat et juste de son prédécesseur, un aperçu de l'histoire de la science qu'il enseigne, aperçu qu'il a su rendre complet tout en évitant d'être long : *Cours de diplomatique. Leçon d'ouverture faite à l'École des chartes le 25 janvier 1900* (Paris, A. Chevalier-Marescq, 1900, in-8 de 27 p. Extrait de la *Revue internationale de l'enseignement* du 15 mars 1900).

Notre collaborateur Dom J.-M. Besse vient de faire paraître un important ouvrage sur *les Moines d'Orient antérieurs au concile de Chalcédoine*.

La maison de la Bonne Presse entreprend la publication d'un *Guide national et catholique du voyageur en France*, dans le format in-18, avec de nombreuses illustrations. « En composant ce recueil, lisons-nous dans la préface, nous n'avons pas prétendu en faire un manuel exclusivement religieux; nous avons tenu simplement à ce que, sans négliger aucunement les monuments profanes, les catholiques pussent visiter en connaissance de cause les sanctuaires innombrables élevés à la gloire de Dieu et en l'honneur de la sainte Vierge et des saints. » Le premier volume paru est consacré à *Paris*, et on y a joint un *Guide à l'Exposition de 1900*. La tentative est des plus heureuses, et nous ne doutons pas du succès avec lequel elle sera accueillie. L'exécution typographique est des plus satisfaisantes.

Nous avons reçu les publications suivantes, dont il sera rendu compte dans nos prochaines livraisons : *Julien l'Apostat*, par Paul Allard. T. I. *La Société au IV<sup>e</sup> siècle. La Jeunesse de Julien : Julien César* (Lecoffre, in-8); — *Die Lehre von der Gemeinschaft*

T. LXVIII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1900.

der Heiligen im christl. Alterthum, von J.-P. Kirsch (Mainz, Kirchheim, in-8); — *Papst Alexander VIII und der Wiener Hof (1689-1691)*, von Dr S.-F. von Bischoffshausen (Stuttgart und Wien, Roth, in-8); — *Études sur la langue des Francs à l'époque mérovingienne*, par H. d'Arbois de Jubainville (Bouillon, in-8); — *Les Paroisses rurales du IV<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle*, par Imbart de la Tour (Picard, in-8); — *Die Verfasser der sogenannten Fredegar-Chronik*, von G. Schnürer (Friburgi Helvetiorum, apud Bibliopolam Universitatis, gr. in-8); — *Serfs et Vilains au moyen âge*, par H. Doniol (Picard, in-8); — *Philipp II August, König von Frankreich*, von A. Cartellieri. Drittes Buch: *Philipp August und Heinrich II von England (1186-1189)* (Leipzig, Meyer, in-8); — *La Vénérable Jeanne d'Arc*, par L. Petit de Julleville (Lecoffre, in-12); — *La Jeunesse du maréchal de Luxembourg (1628-1668)*, par P. de Ségur (Calmann Lévy, in-8); — *La Société française du XVI<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle*, par V. du Bled. T. I. *XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles* (Perrin, in-12); — *Le Pouvoir absolu et l'esprit provincial. Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais*, par B. Pocquet (Perrin, 2 vol. in-12); — *La Grande industrie en France sous le règne de Louis XV*, par G. Martin (Fontemoing, gr. in-8); — *Histoire de saint Jean-Baptiste de la Salle*, par J. Guibert, prêtre de Saint-Sulpice (Poussielgue, gr. in-8); — *La Rivoluzione francese nel carteggio di un Osservatore italiano (Paolo Greppi)*, raccolto e ordinato dal Conte G. Greppi. T. I (Milano, Hoepli, in-12); — *En émigration. Souvenirs tirés des papiers du comte A. de la Ferrounays (1777-1814)*, par le marquis Costa de Beauregard (Plon-Nourrit, in-8); — *Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire*, par le baron de Comeau (Plon-Nourrit, gr. in-8); — *Leçons d'introduction générale à l'histoire du droit matrimonial français (Cours de 1899-1900)*, par C. Lefebvre (Larose, in-8); — *Essai sur le système de politique étrangère de J.-J. Rousseau. La République confédérative des petits Etats*, par J.-L. Windenberger (Picard et fils, gr. in-8); — *La France du Levant*, par E. Lamy (Plon-Nourrit, in-8); — *Les Problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, par E. Driault (Alcan, in-8); — *L'Année de l'Église 1899*, par C. Égremont (Lecoffre, in-12); — *Histoire de l'église Saint-Sulpice*, par C. Hamel (Lecoffre, in-8); — *Le Cabinet secret de l'histoire*, par le Dr Cabanès. 4<sup>e</sup> série (Maloine, in-12); — *L'Université d'Avignon aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, par J. Marchand (Picard et fils, gr. in-8); — *Le Commerce rochelais au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par E. Garnault. 5<sup>e</sup> partie. *Marine et Colonies, de 1763 à 1790* (Challamel, gr. in-8); — *Le Cronache italiane nel medio evo*, descritte da U. Balzani (Milano, Hoepli, in-12); — *La Rivoluzione e l'Assedio di Messina (1674-1678)*, par G. Galatti (Messina, Nicotra,



in-8); — *Corpus documentorum inquisitionis haereticæ Neerlandicæ*, par le Dr P. Frédéricq. T. IV (Gent, Vuylsteke; 's Gravenhage, gr. in-8); — *Der Regierungsantritt. Eine rechtsgeschichtliche und staatsrechtliche Untersuchung*, von Dr W. Schücking. Erster Band (Leipzig, Veit, in-8); — *Die Reichstadt Schlettstadt und ihr Antheil an den socialpolitischen und religiösen Bewegungen der Jahre 1490-1536*, von J. Gény (Fribourg en Brisgau, Herder, in-8); — *Louis II de Bavière*, par J. Bainville (Perrin, in-12); — *Bismarck*, par H. Welschinger (Alcan, in-12); — *Don Cristobal de Moura, primer marquès de Castel Rodrigo (1538-1613)*, par Don A. Danvila y Burguero (Madrid, in-8); — *L'Héritage de Pierre le Grand. Règne des femmes, gouvernement des favoris. 1725-1741*, par K. Waliszewski (Plon-Nourrit, in-8); — *Weltgeschichte. Unter Mitarbeit hervorragender Fachgelehrten*, von Dr H.-F. Helmolt. Dritter Band, erste Hälfte (Leipzig und Wien, Verlag des Bibliographischen Instituts, gr. in-8); — *Histoire de la Roumanie contemporaine, depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours (1822-1900)*, par F. Damé (Alcan, in-8); — *Java et ses habitants*, par J. Chailley-Bert (A. Colin et C<sup>ie</sup>, in-12); — *Le Communisme au nouveau monde. Réductions du Paraguay, Sociétés communistes des États-Unis. Étude d'histoire économique*, par F. Sagot (Larose, in-8); — *La Chine qui s'ouvre*, par R. Pinon [Jean de Marcillac] (Perrin, in-12); — *Lazare de Balif (1496?-1547)*, par L. Pinvert (Fontemoing, in-8); — *Jean-Dominique Mansi et les grandes collections conciliaires. Étude d'histoire littéraire suivie d'une correspondance inédite de Baluze avec le cardinal Casanate et de lettres de Pierre Morin, Hardouin, Lupus, Mabillon et Montfaucon*, par le R. P. H. Quentin (Leroux, in-8); — *Nouvelles œuvres inédites de Grandidier. T. V. Ordres militaires et mélanges historiques (Strasbourg)* (Picard et fils, gr. in-8); — *Un Janséniste en exil. Correspondance de Pasquier Quesnel, prêtre de l'Oratoire, sur les affaires politiques et religieuses de son temps*, publiées avec des notes, par M<sup>me</sup> Albert Le Roy (Perrin, 2 vol. in-8); — *Un Outre-mer du XVII<sup>e</sup> siècle. Voyage au Canada du baron de la Hontan*, publiés avec une introduction et des notes, par M. François de Nion (Plon, in-12); — *La Conquête de l'Afrique*, par Jean Darcy (Perrin, in-16); — *De Jacobo I Angliæ rege cum cardinali Roberto Bellarmino, S. J., super potestate cum regia tum pontificia disputante (1607-1609)*, par J. de La Servièrre (Oudin, in-8); — *Bourdaloue d'après des documents nouveaux. Les Maîtres de la chaire en France au XVII<sup>e</sup> siècle*, par l'abbé L. Pauthe (Lecoffre, in-8); — *Un Professeur d'ancien régime. Le Père Charles Porée, S. J. (1676-1741)*, par J. de La Servièrre (Oudin, in-8); — *Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol*,

*grand aumônier de l'armée catholique et royale, fusillé à Vannes en 1795*, d'après des documents inédits, par C. Robert (Retaux, in-8); — *Thomas Paine (1737-1809) et la révolution dans les deux mondes*, par Moncure Daniel Conway. Trad. de l'anglais par Félix Rabbe (Plon, gr. in-8); — *Sieyès (1748-1836)*, d'après des documents inédits, par A. Neton (in-8, Perrin); — *Les Origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution. Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe*, par L. Lacour (Plon et Nourrit, in-8); — *Élisa Napoléon en Italie*, par E. Rodocanachi (Flammarion, in-12); — *Bibliographie du diocèse de Montpellier (Anciens diocèses de Maguelone, Montpellier, Béziers, Agde, Lodève et Saint-Pons de Thomières)*, par E. Bonnet (Montpellier, Firmin et Montane, gr. in-8).

La mort du comte Arthur de Marsy (4 septembre 1843-29 mai 1900) ne peut laisser indifférents les amis des études historiques. Si son bagage littéraire se compose surtout d'articles éparpillés dans les publications périodiques, on sait qu'il succéda à Palustre à la tête de la Société française d'archéologie et que, pendant quinze ans, il fut l'âme de cette institution si utile fondée par Arcisse de Caumont. Il possédait merveilleusement l'art d'organiser ces congrès archéologiques qui, chaque année, réunissent de nombreux érudits sur quelque point du territoire et qui sont parfois si féconds en résultats heureux pour les études d'archéologie; son affabilité, sa bonne humeur, son entrain, faisaient un des charmes de ces réunions.

E.-G. LEDOS.

---

## REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

La publication, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*<sup>1</sup>, d'un article de M. P. Guilhiermoz cherchant à démontrer que Jean Sans-Terre avait été deux fois condamné par la cour de France, a vivement ému les savants qui pensaient avoir établi que ce prince n'avait été cité qu'une fois en justice. M. Achille Luchaire a voulu s'étudier à son tour ce problème historique et donner son avis sur la question. C'est un nouvel adversaire pour M. Guilhiermoz, car il se range à l'opinion de MM. Bémont, Petit-Dutaillis et Gabriel Monod, et ne croit qu'au seul procès d'avril 1202. Aurons-nous le plaisir de lire une nouvelle réponse de M. Guilhiermoz ?

— M. L.-G. Péliissier<sup>2</sup> a eu la bonne fortune de découvrir dans les archives de Milan quelques documents qui viennent préciser certains épisodes de l'expédition de Charles VIII en Italie, et ajoutent d'intéressants détails au travail pourtant si complet de M. François Delaborde sur ce sujet. Une lettre adressée le 7 octobre 1494, de Casale, à Ludovic Sforza par ses ambassadeurs, Marino Caracciolo et Maffeo Pirovano, montre que le duc de Bari avait de bonnes raisons de se défier des sentiments du roi de France à son égard, et qu'à cette époque l'expédition de Naples n'était peut-être pas encore décidée d'une façon irrévocable. Les instructions envoyées par Charles VIII à François de Luxembourg, commandant en chef de sa flotte, permettent de constater que le roi et son conseil avaient minutieusement organisé la campagne maritime d'octobre 1494, qui s'accomplit sans à-coup dans les conditions prévues. L'ultimatum que Ludovic Sforza fit porter, en avril 1495, au duc d'Orléans et à la duchesse de Savoie par son secrétaire Francesco Casati (et non Fr. de Casale) n'était connu que par un extrait publié par Rosmini. Le texte complet nous révèle les arguments singuliers en faveur de la paix entre la maison d'Orléans et lui qu'invoquait Sforza. Deux lettres écrites par le duc d'Orléans, l'une à la marquise de Montferrat, l'ennemie de Sforza (14 juil-

<sup>1</sup> Janvier-février 1899.

<sup>2</sup> *Revue historique*, mars-avril 1900.

<sup>3</sup> *Revue historique*, mars-avril 1900.

let 1495), pour lui demander des nouvelles de la guerre, et l'autre au condottiere Claudius de Valibuzelles pour implorer son aide, nous font connaître les préoccupations du duc assiégé dans Novare et pouvant craindre de se voir abandonné par Charles VIII. Une pièce diplomatique sans nom d'auteur établit qu'après l'abandon de Naples, Charles VIII pensait encore à repasser les monts, et qu'en 1496 il fut sur le point de conduire une nouvelle expédition en Italie.

— L'étude, déjà signalée ici, que consacre M. Arvède Barine à la grande Mademoiselle sert de prétexte à l'auteur pour nous dépeindre les mœurs et les sentiments de la haute société au <sup>xviii</sup>e siècle <sup>1</sup>. Comme ses contemporains, la grande Mademoiselle eut la passion du théâtre et fut redevable en grande partie de sa formation intellectuelle aux auteurs dramatiques en vogue. Dès leur bas âge les enfants étaient conduits au spectacle, et quand on songe au romanesque répertoire de l'époque, on ne s'étonne plus que moralistes et prédicateurs se soient rencontrés pour condamner « la comédie » au nom de la religion et des bonnes mœurs. Corneille fut pour Mademoiselle un « professeur universel ». C'est à travers ses pièces qu'elle voit le monde ; ses héroïnes sont les modèles qu'elle entend imiter. Elle est persuadée que les personnes de qualité comme elle sont d'une essence particulière et ont des vertus spéciales que l'on ne rencontre pas dans le commun. Depuis sa plus tendre enfance, elle considère le mariage comme l'événement capital de l'existence ; mais, en le contractant, elle ne songera pas à satisfaire les sentiments de son cœur et ne se mettra pas en peine d'aimer ni d'être aimée. Toute la question est de savoir si son époux sera Majesté, Altesse ou Monseigneur, et s'il contribuera à l'honneur de sa maison. Un moment elle pensa épouser le comte de Soissons, mais le complot de Corbie, auquel il prit part, compromit cette union. Lorsqu'il eut été tué à la Marfée, Mademoiselle se consola en jetant successivement son dévolu sur les princes non mariés, ou veufs, ou simplement en passe de devenir veufs. Le complot de Cinq-Mars la détourna pour un temps de ses idées matrimoniales : elle sut que son père avait conspiré contre le cardinal et apprit avec désespoir la conduite du prince qui, par sa lâcheté et son abjection, se surpassa lui-même en cette affaire. Peu de temps après la mort de Cinq-Mars elle eut occasion de voir son père à Paris, et eut la tristesse de constater que la mort de ses complices n'avait point altéré sa gaieté. Ses dernières illusions ne survécurent point à cette épreuve : elle put mesurer toute la distance qui séparait son père non pas seulement d'un héros de Corneille, mais même d'un galant homme. Avant de mourir, Louis XIII jugea prudent de pren-

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1900.

dre quelques précautions contre Gaston : malgré les prières de Made-moiselle, qui se laissait peut-être plus guider par la gloire de sa mai-son que par son amour filial, il fit enregistrer par le Parlement une déclaration qui privait son père du gouvernement de l'Auvergne et lui interdisait de prendre à l'avenir aucune part à la direction des affaires de l'État.

— Dans une nouvelle série d'études sur les relations de la France et de la Savoie, M. le comte d'Haussonville recherche<sup>1</sup> par quelles fautes successives Louis XIV, persuadé cependant que la clef de l'Italie était aux mains du duc de Savoie et que toute expédi-tion conduite au delà des monts devait fatalement échouer sans l'appui de ce prince, ne sut point conserver les avantages que lui réservait le traité de Turin et, en poussant à bout Victor-Amédée, le réduisit à se joindre à nos adversaires. La question de la succes-sion d'Espagne, qui préoccupa Louis XIV pendant la moitié de son règne, ne laissait point indifférent le duc de Savoie. Il lui importait de ne pas avoir un voisin trop puissant dans le Milanais, si, ce qui était son vœu le plus ardent, il ne pouvait lui-même mettre la main sur cette riche province à la mort de Charles II. Par un *traité d'action* signé pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg, Louis XIV s'était engagé, au cas où le roi d'Espagne viendrait à mourir sans enfant mâle avant la fin des hostilités, à lui assurer le Milanais. Cette éven-tualité ne s'étant pas produite, la promesse faite au duc n'empêcha pas Louis XIV, négociant d'avance avec Guillaume III le partage de la monarchie espagnole, de réserver le Milanais à l'archiduc Charles. Victor-Amédée, à qui le comte de Briord avait un moment proposé le Milanais contre la cession à la France de Nice et de la Savoie, dissi-mulait mal le dépit qu'il éprouvait de se voir écarté de toutes les négociations : il se vengea en refusant d'adhérer au traité de Lon-dres (13 mars 1700), qui disposait de l'héritage de Charles II sans lui en réserver la moindre part. Louis XIV comprit son imprudence et, pour ne pas s'aliéner définitivement le duc, fit de nouveau agiter la question de l'échange de Nice et de la Savoie contre le Milanais ; mais tandis que les exigences des deux parties entraînaient les choses en lon-gueur, l'on apprit soudain la mort de Charles II. Louis XIV accepta, au nom de son petit-fils, la succession du roi d'Espagne, et, une fois encore, les espérances de Victor-Amédée furent détruites. Cette con-duite du roi était conforme aux intérêts de la France, car, en cas de refus de sa part, la couronne d'Espagne serait revenue à l'archiduc Charles, qui ne l'eût point dédaignée, et ainsi l'empire de Charles-Quint se serait trouvé reconstitué. Mais Louis XIV, emporté par son

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 mars. 15 avril et 1<sup>er</sup> juin 1900.

orgueil, sembla prendre à tâche de provoquer l'Europe. Bien que le mariage de la seconde fille de Victor-Amédée, Marie-Louise, avec le jeune Philippe V eût resserré les liens qui unissaient les maisons de France et de Savoie, il s'opposait maintenant à tout agrandissement des États du duc. Victor-Amédée, de plus en plus mécontent, promit cependant de joindre ses troupes aux nôtres pour défendre le Milanais; mais en même temps, il cherchait à se concilier les bonnes grâces de l'Empereur, espérant obtenir de lui ce qu'il sollicitait vainement de son allié. Après avoir vaillamment payé de sa personne à Chiari, il songe à ménager ses forces en laissant les deux adversaires s'affaiblir dans l'espérance de pouvoir s'agrandir à leurs dépens. Au moment où il importe de s'attacher solidement le duc de Savoie, Villeroy l'accable de ses impertinences, et son gendre, Philippe V, venu en Italie pour se montrer à ses nouveaux sujets, le froisse en refusant de le traiter en roi. Louis XIV enfin, à qui Phélypeaux et Tessé n'ont cessé de représenter Victor-Amédée comme prêt à trahir, donne ordre à Vendôme de désarmer les troupes savoyardes. A cet affront, le duc de Savoie répond en faisant arrêter les Français qui se trouvent dans ses États, en interceptant tous les courriers de Phélypeaux, et enfin en traitant avec l'Empereur, qui lui promet sa part du démembrement de la France.

— D'après M. Henri Sée<sup>1</sup>, ce fut le spectacle des maux engendrés par l'absolutisme royal, bien plus que ses préjugés aristocratiques et les blessures dont son amour-propre eut à souffrir, qui jeta Saint-Simon dans les rangs de cette petite phalange de gentils-hommes et d'écrivains rêvant, dès la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, d'une forme de gouvernement où l'autorité royale ne s'exercerait pas sans contrôle. Partant de ce principe que la politique de conquête profite au roi et non à la nation, il blâme les guerres incessantes et les progrès du militarisme qui en sont le corollaire. Ennemi de la centralisation, il déplore la toute-puissance des ministres agissant au nom du roi et réduits à s'entourer de subordonnés médiocres qui ne puissent leur porter ombrage. La hiérarchie nobiliaire, abolie en fait par Louis XIV, devrait être rétablie avec soin : après les princes du sang viennent les ducs et pairs, puis les officiers de la couronne. Les anoblissements ont introduit dans la noblesse des éléments roturiers; il faut absolument y apporter remède. Les institutions existantes étant la cause de tout le mal, il propose le rétablissement de ce qu'il croit être l'ancien état social. Le pouvoir excessif des secrétaires d'État passera à sept conseils, qui décideront de toutes les affaires importantes. Il se défie des États généraux, parce qu'ils sont

<sup>1</sup> *Revue historique*, mai-juin 1900.

composés des trois ordres : il ne leur appartient pas d'exercer le pouvoir législatif, de voter les impôts ou de contrôler le gouvernement; mais on doit leur réserver l'administration des finances. Au-dessous d'eux, des États particuliers exerceraient leur contrôle sur les finances. Saint-Simon réclame encore l'abolition de la vénalité des offices et l'abrogation des réformes de Louvois. En matière d'impôts, il se préoccupe des intérêts du peuple et souhaite la suppression de la gabelle, de la dîme et de la capitation. Partisan d'une certaine tolérance religieuse, il blâme les persécutions contre les jansénistes et les protestants, et soutient les libertés de l'Église gallicane. Il ne semble pas se douter que l'accomplissement de certaines réformes qu'il préconise créerait une société nouvelle et amènerait la disparition de ce qu'on appelle aujourd'hui l'ancien régime.

— M. Pierre de Nolhac excelle à nous décrire ces cérémonies et ces fêtes somptueuses qui, sous l'ancienne monarchie, étaient l'apanage de la cour de France. A veiller à la conservation de la demeure du grand roi, il semble qu'il ait pris quelques-uns des sentiments qui animaient les hôtes de Versailles et se soit fait peu à peu leur contemporain. Le mariage de Marie Leczinska<sup>1</sup> fut l'occasion de ces fêtes grandioses où brillaient seuls les princes du sang et la noblesse, mais qui ne laissaient point de réjouir les populations laborieuses des villes et des campagnes, prenant leur part du bonheur de leur souverain quel qu'il fût et satisfaites de voir passer sur les routes les carrosses de gala et les étincelants cortèges de ces princes qu'elles sentaient si haut au-dessus d'elles. Après nous avoir conduit à Wissembourg, dans cet hôtel Weber où Stanislas Leczinski, malgré sa détresse, veut encore espérer qu'il remontera sur le trône de Pologne et songe avec inquiétude à l'avenir de sa fille unique Marie, M. de Nolhac nous dit brièvement les projets de mariage du duc de Bourbon avec la fille de Stanislas, et les raisons, toutes d'intérêt particulier, qui engagèrent M<sup>me</sup> de Prie et M. le Duc à travailler à l'union de cette princesse avec le jeune Louis XV. On fut dans la joie à Wissembourg lorsque l'on sut que l'un des premiers monarques de l'Europe ambitionnait la main de la princesse; le père, la mère et la fille s'embrassaient en pleurant, et remerciaient Dieu d'avoir mis fin à leurs cruelles incertitudes d'avenir. Toutes les questions que soulevait ce mariage amenaient les plus grands personnages de l'État à Wissembourg, tandis que la cour de France s'appêtait à recevoir dignement la nouvelle reine. Le mariage par procuration fut béni dans la cathédrale de Strasbourg, par le cardinal de Rohan, grand aumônier de

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mars 1900.

France (15 août 1725), puis Marie Leczinska, accompagnée d'un interminable cortège, prit la route de Fontainebleau. A chaque étape, de nouvelles fêtes l'attendaient et les populations lui apportaient de touchants témoignages de sympathie et de dévouement. Le roi vint à sa rencontre aux environs de Montereau et semblait réellement épris de la jeune reine. M. de Nolhac, qui n'omet aucun détail, nous conte la splendide réception du couple royal à Fontainebleau, et les fêtes qui furent données en son honneur. Qui eût alors pensé que la bonne et vertueuse Marie Leczinska connaîtrait encore les jours sombres et en viendrait peut-être à regretter les années passées en Alsace ?

— Dans une étude très documentée, M. Pierre de Vaissière entreprend de nous dépeindre la vie des gentilshommes campagnards du *xviii<sup>e</sup>* siècle<sup>1</sup>. Depuis le milieu du siècle précédent les seigneurs avaient déserté en masse la province pour venir se fixer à la cour ou embrasser la carrière des armes. Ceux-là seuls demeurèrent au manoir paternel qui n'ont pas le moyen de vivre ailleurs. Cependant la fortune ne sourit pas à tous : bon nombre ne voient pas se réaliser leurs espérances de jeunesse, et après avoir vaillamment rempli leur devoir, reviennent cultiver le domaine paternel. Le régime général de l'exploitation du sol, que nous décrit l'auteur, rendait très précaire l'existence des gentilshommes n'ayant qu'une médiocre fortune et obligés d'abandonner leur terre à un métayer. Certains d'entre eux en venaient à vivre en véritables paysans, exposés comme ces derniers aux calamités journalières de la vie rurale et dignes d'une égale pitié. Les écrivains qui, suivant les traces de La Bruyère, ont déploré le sort misérable des paysans sous l'ancien régime, ont oublié ces malheureux gentilshommes campagnards payant dixièmes et vingtièmes, capitation, dîme, et quelquefois même soumis à la taille.

— Les historiens qui ont étudié la campagne de 1799 ont souvent discuté la question de savoir si Souvorov, lorsqu'il franchit la route du Saint-Gothard, était informé par l'état-major autrichien qu'elle n'allait pas plus loin qu'Altorf et débouchait presque dans le lac des Quatre-Cantons. Une pièce, trouvée dans les archives de la guerre<sup>2</sup> à Vienne, par M. H. Hueffer, dissipe tous les doutes. Souvorov n'ignorait point ce fait. Il semble cependant que s'il n'avait été tenu de se conformer, dans une certaine mesure, aux vues des Autrichiens, il n'aurait pas affronté les difficultés de la vallée de la Reuss, mais aurait gagné les Grisons par la route du Splügen. M. H. Hueffer publie également un court mémoire sur l'armée russe, dans lequel

<sup>1</sup> *Revue des études historiques*, mars-avril, mai-juin 1906.

<sup>2</sup> *Revue historique*, mars-avril 1900.



Kosciusko indique la tactique à employer contre les troupes russes, alors à peine connues, et que le Directoire adressa aux généraux français de l'armée d'Italie.

— Les excès de la Révolution devaient fatalement conduire la France à la dictature : toutefois l'avènement de ce régime eut aussi des causes « déterminantes et directes » que M. Albert Vandal a pris à tâche<sup>1</sup> de mettre en lumière. Jamais cette époque si triste n'avait rencontré un peintre plus vrai, plus impartial, plus vigoureux. Depuis la chute de Robespierre, les efforts des révolutionnaires n'avaient eu qu'un but : se maintenir au pouvoir malgré et contre la nation. Toutes les nuances de républicains étaient représentées dans ce parti, où se groupaient des intérêts et des passions. Dans le passé, leurs aspirations avaient été différentes ; dans le présent, ils ne s'entendaient point sur la politique à suivre pour garder les avantages acquis ; mais comme ce dernier point était la seule chose qui leur importât, ils étaient toujours d'accord, sous la menace d'un danger extérieur, pour voter ensemble et se prêter un mutuel appui. La même bassesse morale se retrouvait dans les Directeurs, chefs hiérarchiques des révolutionnaires arrivés, qui gouvernaient « basement, brutalement, grossièrement. » Les républicains qui pensaient que la continuation du désordre et des scandales dont la France souffrait en silence menaçait leur sécurité tournaient leurs regards vers Sieyès ; celui-ci laissait croire qu'il possédait le secret de remédier à tous les maux ; il pensait surtout avoir découvert une Constitution capable de satisfaire la majorité des Français et de lui assurer à perpétuité un doux et moelleux repos. Il venait d'entrer au Directoire lorsque les jacobins, auxquels les élections avaient donné la majorité aux Cinq-Cents, firent contre les Directeurs le coup d'État du 30 prairial. La lutte des « violents » contre les « pourris » commençait. Les jacobins voulaient revenir au régime de la Terreur et faire une guerre sans merci aux voleurs qui, à leurs yeux, discréditaient la république. Grâce à eux, toute discussion aux Cinq-Cents soulevait une tempête d'invectives et d'outrages, et des injures l'on en venait rapidement aux coups. Le club des Jacobins avait rouvert ses portes, et le Manège où il tenait ses séances était un foyer de troubles. La jeunesse dorée avait repris la police de la rue et cherchait les occasions de rosser les jacobins. Sieyès résolut de tenter un coup d'État avec l'appui de l'armée, entendant bien, après l'aventure, diriger à son gré l'épée qui l'aurait servi. Il jette les yeux sur Joubert, lui fait donner la meilleure armée pour vaincre Souvorov. Le général victorieux s'empressa de revenir à Paris et, de concert avec Lefebvre, qui a remplacé Mar-

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> et 15 avril, 1<sup>er</sup> mai 1900.

bot, gagné aux jacobins, mettra les Conseils à la raison. Tout semblait concourir à la réussite du plan de Sieyès : Barras se rapprochait de lui ; Gohier et Moulins étaient épouvantés de l'anarchie grandissante, et le ministre de la police Fouché n'hésitait point à fermer le club des Jacobins, lorsque l'on apprit la mort de Joubert à Novi, l'échec de nos armées, la perte de l'Italie. Si la France était envahie, il était à craindre que la masse du pays, qui ne favorisait aucun parti, mais avait soif de repos, ne se soulevât contre un gouvernement toujours persécuteur et incapable de défendre notre sol. Les jacobins virent le danger et songèrent de leur côté à un coup d'État militaire : Jourdan propose à Bernadotte d'arrêter Sieyès et demande aux Cinq-Cents de déclarer la patrie en danger, c'est-à-dire de suspendre le régime constitutionnel. Tandis que Bernadotte, malgré son audace, demeure irrésolu et n'ose risquer la partie, Barras le circonvient et l'engage à donner sa démission pour aller combattre l'ennemi à la frontière. Ce coup de théâtre, survenu pendant la discussion du projet de Jourdan, l'empêcha d'aboutir. D'ailleurs, le Directoire, de plus en plus dominé par la peur, bien loin de faire quelque effort pour gagner l'opinion, semblait s'attacher à accroître le dégoût qu'il inspirait ; l'impôt progressif de cent millions sur les riches lui attirait la haine de tous ceux qui possédaient ; la loi inique des otages réveillait l'indignation et armait les mécontents devenus des rebelles. A leur insu, tous les partis avaient travaillé pour Bonaparte, qui s'emparera du rôle que Sieyès avait réservé à Joubert et ne trouvera même plus devant lui Bernadotte pour mettre obstacle à ses projets. Lorsque Bonaparte, échappé aux croisières anglaises, mit le pied sur le sol français, ce fut d'un bout à l'autre du territoire un tressaillement d'allégresse. C'est lui, pense-t-on, qui réparera les fautes du Directoire, consolidera les succès de Brune et de Masséna, imposera à nos adversaires cette paix si désirée. Tous les partis comptent sur lui et il a soin de n'en décourager aucun. « Il était devenu la dernière carte de la Révolution, les révolutionnaires de gouvernement la jouèrent. »

— A l'aide de documents diplomatiques conservés aux Archives du ministère des affaires étrangères, M. E. Driault nous fait l'histoire du double échec subi par l'Angleterre en 1807 dans les Dardanelles et en Égypte. Après les succès de la campagne de 1806, la Turquie s'était vue dans la nécessité de choisir entre l'alliance de la France et celle de l'Angleterre. Notre ambassadeur à Constantinople, le général Sébastiani, n'avait pas manqué de faire entendre que Napoléon, maître de Varsovie, était devenu l'arbitre de l'Orient, qu'il pouvait à son gré maintenir l'intégrité de l'empire ottoman en le

prenant sous sa protection, ou tout au contraire procéder à son partage. Enfin, il lui avait été facile de montrer que l'Angleterre, comme la Russie, dont les troupes occupaient alors les provinces roumaines, avait toujours travaillé au démembrement de la Turquie. L'ambassadeur d'Angleterre, Arbuthnot, crut que les menaces suffiraient à empêcher le sultan de traiter avec la France et lui permettraient d'obtenir d'importants avantages pour son pays. Mais Sélim refusa de chasser Sébastiani de ses États, de livrer ses vaisseaux à la flotte anglaise et de charger les marins anglais de défendre les Dardanelles. Arbuthnot crut prudent de quitter Constantinople. Bien que la guerre ne fût pas déclarée et que les négociations entre les deux pays continuassent, Duckworth traversa les détroits avec la flotte anglaise et incendia l'escadre turque surprise à Nagara. Il y eut à Constantinople un moment de stupeur et Sélim fut sur le point de céder. Quoi que Sébastiani ne se dissimulât point que les Turcs étaient incapables d'opposer une résistance sérieuse à un ennemi bien commandé, il sut encore gagner le sultan à ses vues et soulever les musulmans contre l'Angleterre. Sous sa direction, et avec l'aide de quelques officiers français, les Turcs s'employèrent avec ardeur à fortifier les châteaux des Dardanelles. Duckworth, dont la situation devenait critique, se décida, après de nouvelles négociations, à forcer de nouveau les détroits. Il y parvint en sacrifiant une partie de ses équipages qui durent essuyer le feu des batteries turques. Ce piteux échec de l'Angleterre fortifia la confiance que le sultan avait en Sébastiani : une alliance avec la France fut signée, et il fut décidé que les Turcs reprendraient vigoureusement la campagne contre les Russes, nos adversaires. L'Angleterre ne voulait pas rester sous le coup de son humiliation : avec la flotte, Lewis vint prendre possession d'Alexandrie ; il se présentait comme le libérateur de l'Égypte et comptait arracher aisément la terre des Pharaons à l'influence française. Mais il trouva dans le consul de France Drovetti, tout-puissant sur l'esprit de Méhémet-Ali, un adversaire non moins redoutable que ne l'avait été Sébastiani à Constantinople. Battus en deux rencontres, les Anglais durent abandonner leur fragile conquête et renoncer à leur projet de domination dans le Levant.

— Les révolutions qui, au lendemain des journées de février 1848, jetèrent le trouble en Europe, n'eurent point pour cause unique la chute en France de la royauté constitutionnelle et l'avènement de la république ; ces changements hâtèrent seulement une crise depuis longtemps prévue. C'est ainsi que M. Paul Matter, qui étudie le Landtag uni de 1847<sup>1</sup>, remarque qu'après ses défaites de 1806, la

<sup>1</sup> *Revue historique*, mars-avril 1900.

Prusse comprit à la fois la nécessité de réformer son organisation militaire et son régime politique. Sous Frédéric-Guillaume III, la formation d'une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie, aspirant à jouer un rôle dans les affaires du pays, fut le point de départ du mouvement libéral. En même temps que la bourgeoisie souhaitait un régime constitutionnel, elle appelait de ses vœux l'unité de l'Allemagne, faite au profit de la Prusse. Le Zollverein avait groupé autour de cette puissance les petits États allemands, et cette idée se répandait de plus en plus, que Berlin, aussi bien et même mieux que Vienne, pouvait être le centre de l'Allemagne. Par attachement pour leur vieux roi, les libéraux prussiens avaient laissé mourir Frédéric-Guillaume III sans réclamer de lui de sérieuses réformes; ils devaient se montrer plus exigeants avec son successeur. Frédéric-Guillaume IV comprit la nécessité de faire quelques concessions à ses sujets; il songea à les doter d'institutions représentatives qui ne portassent point une atteinte directe aux vieilles institutions allemandes, auxquelles il était profondément attaché. Pendant plusieurs années, une commission spéciale étudia un projet de constitution. Après avoir discuté et remanié le travail de la commission, le roi signa seul la patente du 3 février 1847, qui créait le Landtag uni. Il devait réunir à Berlin, en diète générale, les députés des landtags provinciaux toutes les fois que les besoins de l'État exigeraient des emprunts, l'établissement de nouveaux impôts ou l'augmentation de ceux qui existaient. La réforme, si longtemps attendue, ne répondait point aux espérances des libéraux. Le discours prononcé par Frédéric-Guillaume à l'ouverture des États vint bientôt préciser sa pensée; il n'entendait point transformer le rapport naturel entre lui et son peuple par un pacte constitutionnel, et ne voulait point « qu'une feuille écrite vint s'interposer comme une seconde Providence entre Dieu et le pays. » C'était déclarer que les députés devaient s'interdire de proposer aucune modification à la constitution qu'il avait établie. Les trois mois d'existence du Landtag, dont M. P. Matter nous retrace les travaux, provoquèrent l'irritation de la cour, sans donner satisfaction aux libéraux. L'assemblée rejeta les principaux projets du gouvernement. Frédéric-Guillaume refusa la périodicité des États, il promit seulement de les réunir dans les quatre ans, et publia quelques ordonnances sur des questions d'intérêt secondaire. Néanmoins, si le Landtag uni n'eut pas de résultats immédiats très appréciables, il inaugura la vie politique en Allemagne, les intérêts du royaume étaient discutés publiquement par les représentants des divers États, et le roi prenait connaissance des vœux du pays.

— Des Cinq, représentant l'opposition au Corps législatif de 1860 et

travaillant à l'avènement d'un régime de liberté, nul ne déploya plus d'ardeur et plus d'activité que M. Émile Ollivier : aussi est-ce avec une visible satisfaction, et non sans une pointe d'orgueil, qu'il nous rappelle les débuts de l'Empire libéral, en grande partie son œuvre. De concert avec ses amis et sans rencontrer d'opposition de la part de Morny, partisan de la liberté de la tribune, il avait pu, avant la promulgation du décret du 24 novembre qui devait étendre les prérogatives du Corps législatif, exercer les droits inconstitutionnels d'initiative et d'interpellation. A côté des luttes dont le parlement fut le théâtre, M. Émile Ollivier nous retrace la part qui revint à la presse dans l'inauguration de l'Empire libéral. Parmi les ambitieux vulgaires qui s'étaient faits les champions de la République, il y avait des hommes de talent comme Prévost-Paradol, dont l'auteur nous esquisse la séduisante figure. Napoléon III, las d'exercer un pouvoir absolu, céda au vœu de l'opposition, au grand désappointement des partisans de l'Empire. Puis, tandis que certains républicains, à la faveur des libertés nouvellement accordées, redoublaient la violence de leurs attaques contre l'Empire, M. Émile Ollivier, satisfait de cette première concession, se déclara prêt à aider l'Empereur à établir en France un gouvernement de liberté. La première fois que la Chambre discuta l'adresse, la question romaine mit aux prises Keller et Jules Favre : le premier demandant que la France protégeât effectivement le Saint-Siège, le second, qu'elle rappelât ses troupes de Rome. Devenu un des partisans de l'Empire transformé, l'auteur renoue ses anciennes relations avec le prince Napoléon, dont il nous retrace un portrait qui ne manque pas d'exactitude.

— Nous signalons plus brièvement les articles suivants : Les lettres de services, de remerciements, d'amitié, adressées à Bruix, entre les années 1799 et 1804, que publie M. le vicomte de Cormenin<sup>1</sup>, encore que certaines de ces lettres, émanant de personnages célèbres (Bonaparte, Gravina, Barbé-Marbois), offrent plus d'intérêt pour la biographie de l'amiral que pour l'histoire générale. — Un nouvel extrait des lettres de Théophile Thoré<sup>2</sup> à sa mère et à M. Félix Delhasse embrasse la période comprise entre septembre 1841 et août 1853. C'est toujours la même vie agitée, fiévreuse et bercée de chimériques espoirs. Il y est beaucoup question de l'alliance des Arts fondée avec Paul Lacroix et qui fut une mauvaise affaire. Battu aux élections d'avril 1848 et condamné par la Haute Cour, pour sa participation aux journées de juin, il se réfugia à Londres, où il est

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 mai et 1<sup>er</sup> juin 1900.

<sup>2</sup> *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 avril 1900.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 10 avril, 10 mai et 10 juin 1900.

le plus souvent sans le sou. En Suisse, en 1850, il se préoccupe surtout de la publication de son livre : *La vraie Révolution*. A Bruxelles, il suit attentivement les événements européens, et tout en cherchant à fonder une grande librairie *belge, française et européenne*, disserte sur la question d'Orient et sur les chances d'une conflagration générale en Europe. — Après avoir brièvement rappelé comment se faisaient les visites pastorales dans l'ancienne église de France, M. P. Hébrard <sup>1</sup> nous donne quelques détails sur celles que Mascaron, évêque d'Alger, fit à Casseneuil, en 1682. — L'ordonnance de l'évêque de Poitiers, dont la rédaction se place entre les années 1038 et 1047, et que publie M. Léon Maître <sup>2</sup>, éclaire les origines de la paroisse de Beauvoir-sur-Mer et ajoute quelques détails précis à la vie de saint Goustan, religieux de l'abbaye de Saint-Gildas de Rhuys. — Le mémoire du général baron Simon <sup>3</sup> sur la Corse pendant les Cent-Jours, en nous faisant connaître les embarras de sa situation et les dangers qu'il courut, nous montre quel désarroi régnait alors dans l'île. Le récit de l'entrevue du général avec le roi de Westphalie est assez amusant : Jérôme Bonaparte voulait jouer à l'empereur, inspectait tout, donnait force conseils et se montrait pressé de s'embarquer pour la France, déclarant que Napoléon n'avait que lui sur qui il pût compter pour commander ses armées. — Les fastes du premier théâtre élevé au Mans en 1776, que nous rappelle M. Robert Deschamps La Rivière <sup>4</sup>, font défiler devant nos yeux « les hauts représentants de l'aristocratie et les parvenus à la noblesse, les enragées mondaines, les tendres marquises et les corrupteurs raffinés du règne de Louis XVI. » — Dans la dernière partie de son étude sur les assemblées des protestants dans le Montalbanais, M. François Galabert <sup>5</sup> fait ressortir que leur soumission aux ordres du roi, qui interdit ces réunions, n'empêcha point les religionnaires d'avoir à supporter les ravages des dragons qu'ils étaient contraints de loger. — Les deux mémoires sur l'état du protestantisme dans le pays de Montbéliard adressés par le consistoire de cette ville à Louis XVIII (le 16 juin 1814), et au ministre de l'intérieur (le 17 novembre 1817), et que publie M. A. Lods <sup>6</sup>, sont une preuve que la tutelle et le contrôle du gouvernement, sous le régime de la loi du 18 germinal an X, avaient largement profité aux églises protestantes. — M. Henri Clouzot <sup>7</sup> consacre

<sup>1</sup> *Revue de l'Agenais*, janvier-février 1900.

<sup>2</sup> *Revue du Bas-Poitou*, 4<sup>e</sup> livr. de 1899.

<sup>3</sup> *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 avril et 10 mai 1900.

<sup>4</sup> *Revue historique et archéologique du Maine*, 1<sup>er</sup> semestre de 1900, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> livr.

<sup>5</sup> *Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire*, 15 mars 1900.

<sup>6</sup> *Ibid.*, 15 avril 1900.

<sup>7</sup> *Revue du Bas-Poitou*, 1<sup>er</sup> livr. de 1900.

une notice aux représentations dramatiques que les oratoriens instituèrent dans leur collège de Niort, et qui, jusqu'en 1791, réunissaient au carnaval et à la distribution des prix les plus notables habitants de la ville. — M. E.-J. Sail<sup>1</sup> cherche à établir que la tapisserie de Judith et Holopherne, conservée dans la cathédrale de Sens, et qui remonte aux dernières années du xv<sup>e</sup> siècle, fut fabriquée non pas à Arras, mais à Tournai. — Quelques pages nouvelles de l'intéressante étude de M. René Fage<sup>2</sup> sur la vie à Tulle, au xvii<sup>e</sup> et au xviii<sup>e</sup> siècle, nous apprennent quels étaient les aliments alors en honneur chez les bourgeois, ce que coûtaient ces aliments, et enfin ce qu'étaient les repas de noces, les dîners de confréries, toujours accompagnés de *santés* et de chansons.

ALBERT ISNARD.

<sup>1</sup> *Bulletin monumental*, n° 4 de 1899.

<sup>2</sup> *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, janvier-mars 1900.

---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

**Les Plaidoyers d'Isée**, traduits en français avec arguments et notes, par M. Rodolphe DARESTE, membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation, avec la collaboration de M. B. HAUSSOULLIER, directeur d'études à l'École des hautes études. Paris, L. Larose, 1898, gr. in-18 de x-239 p.

Ce n'est pas la première fois qu'Isée a les honneurs d'une traduction française. Déjà, en 1792, l'abbé Auger avait entrepris cette tâche, et, plus récemment, en 1876, M. Moy, dans une étude fort louable, avait joint à son appréciation personnelle du talent oratoire du logographe grec du iv<sup>e</sup> siècle avant notre ère, une analyse de ses plaidoyers, où quelques morceaux, plus particulièrement saillants, figurent seuls *in extenso*. A son tour, un de nos plus érudits magistrats, pour qui les législations antiques n'ont pas plus de secrets que les législations modernes, M. Rodolphe Dareste, s'est appliqué à découvrir dans notre langue juridique nationale des équivalents aux termes grecs. Il nous apprend ainsi à connaître, en même temps que la substance du droit successoral d'Athènes, certains côtés assez spéciaux des mœurs antiques, notamment les adoptions posthumes, les plus proches parents du défunt ayant parfois intérêt à lui créer un fils adoptif par autorité de justice, la torture infligée aux esclaves,

l'existence d'interprètes spéciaux ayant pour mission de délivrer des consultations sur les rites religieux et funéraires, la croyance que les âmes des morts éprouvaient de l'affection ou de la haine pour les personnes qui approchaient de leur tombeau, etc. — Ajoutons qu'à la fin du volume l'éminent auteur a pris le soin de dresser une table analytique, qui résume les principaux termes juridiques expliqués dans les arguments ou dans les notes.

Ce qui fait, à nos yeux, le grand mérite de ce livre, c'est, d'une part, que la connaissance approfondie qu'il a de la procédure athénienne a permis à M. Dareste de proposer çà et là au texte d'Isée des corrections, dont les unes sont certaines et les autres au moins vraisemblables, et c'est, d'autre part, que, soucieux avant tout de l'exactitude, tous les passages un peu obscurs pour le lecteur moderne du texte original reçoivent de lui, dans ce savant commentaire, les explications nécessaires. Mais que sert d'insister sur les mérites d'une œuvre qui porte pour signature celle de M. Rodolphe Dareste ? Un tel nom se suffit à lui-même et dispense de tout autre éloge. P. L.-L.

---



**La Flotte de Misène, son histoire, son recrutement, son régime administratif**, par M. Victor CHAPOT, docteur en droit, licencié ès lettres, élève à l'École des hautes études. Paris, Leroux, 1896, gr. in-8 de 244 p.

Si, après l'histoire générale de la marine romaine, de M. Ferrero, après celle des flottes italiennes, de M. Fiebigier, après celle de la légion première *Adjutrix*, de M. Zünemann, pour ne citer que les travaux les plus récents publiés sur ces différentes questions, il restait fort peu de chose de nouveau à trouver et à dire, il y avait cependant encore moyen d'écrire un livre clair, bien au courant des ouvrages français et étrangers, et les résumant tous sans se faire directement dépendant d'aucun d'eux. C'est précisément ce que M. Chapot a réussi à faire, ce qui est déjà un mérite précieux, parce qu'il est assez rare.

Le plan de son travail est aussi net que bien conçu.

L'auteur consacre d'abord une courte mais substantielle introduction à une esquisse de l'histoire de la marine romaine avant Auguste et à la création des flottes permanentes. Puis, entrant de plain-pied dans son sujet, il examine successivement : l'histoire de la flotte de Misène, ce que l'on sait de ses stations, des navires qui la composaient, des commandants, officiers et soldats, du recrutement des marins, de leur situation juridique, des récompenses et des peines en usage dans la flotte, du costume et de l'armement des *classarii*, de la durée de leur service, de l'*honesta missio* qui leur était accordée avec leur libération, ce qui le conduit naturellement à élucider une fois de plus la question du ma-

riage des soldats en activité. Dans un dernier chapitre, M. Chapot traite de l'origine et de l'histoire de la légion I et II *Adjutrix*, surtout de la première, qui fut, au début, formée de marins de la flotte de Misène.

L'auteur, on le voit, s'est livré tout à la fois à une étude générale de l'organisation des flottes romaines à l'époque impériale et à l'étude particulière de la plus importante d'entre elles; par là, sa monographie ne laisse pas d'être utile à consulter, quelle que soit la flotte dont on puisse être appelé à s'occuper.

Ajoutons que toutes les questions soulevées par M. Chapot sont envisagées et débattues avec une conscience des plus louables. Les idées émises par ses prédécesseurs font l'objet de sa part d'une discussion approfondie; il ne manque pas d'en montrer les points faibles, et de peser avec un soin scrupuleux les arguments invoqués par chacun d'eux. Ainsi préparé à la solution des problèmes abordés, il ne manque jamais de les trancher de la façon la plus sage et la plus plausible. Au total, son livre est le fruit d'une érudition de bon aloi et mérite d'être recommandé à l'attention des nombreux intéressés à qui il s'adresse.

P. L.-L.

**La Physiologie du Christ. Le plus beau des enfants des hommes; suivie d'un appendice sur sa prétendue difformité**, par le R. P. PHILIPPE DE RIVIÈRE, prêtre de l'Oratoire de Londres. Paris, H. Oudin, 1899, in-8 de 274 p.

Ce livre, comme l'indique le sous-titre, est consacré à l'étude des beautés, physiques ou morales, naturelles, surnaturelles et divines, que

tout chrétien doit méditer dans son chef et son modèle, qui est Jésus-Christ. Il ne s'agit donc pas de la « physiologie du Christ » au sens restreint de ce mot : l'auteur, dès le début de son travail, déclare qu'il ne s'arrêtera pas « à l'anatomie, aux investigations microscopiques, » qu'il ira jusqu'à la substance, jusqu'à l'âme qui éclaire et conduit les organes, jusqu'au Verbe, splendeur du Père éternel.

Le sujet est donc aussi vaste qu'attrayant. Il s'étend de l'origine du monde (*Messie annoncé et préparé*) à la consommation des siècles dans la béatitude céleste (livre III : *Jésus-Christ dans la gloire*). Mais, entre ces deux points extrêmes, lesquels, on peut le dire dans un sens un peu différent, se perdent dans la nuit des temps, il existe une période plus accessible à nos méditations : c'est celle des trente-trois années que Notre-Seigneur passa sur la terre ; c'est celle qui a donné naissance à l'Eglise militante de Jésus-Christ, et qui ne doit finir qu'avec la fin du monde.

Le R. P. Philpin consacre à cette période la majeure partie de son ouvrage ; il étudie d'abord « le témoignage de l'Evangile : » l'incarnation, l'enfance, la vie publique, la passion ; il invoque même « le témoignage du silence » (p. 104-107). Ensuite, il passe en revue « la tradition de l'Eglise sur la physionomie du Christ, » les Pères et les docteurs, tels que saint Augustin, saint Jean Chrysostome et saint Thomas d'Aquin. Enfin, il prouve sa thèse par « le témoignage de l'art, » depuis les Achéropites jusqu'aux œuvres plus ou moins estimables de l'imagerie moderne. Nous signalerons seulement en passant l'appendice sur « une prétendue laideur du Christ, » qu'il eût été facile

d'abrégé plus que ne l'a fait l'auteur.

Tel est le cadre. Il a été rempli de manière à faire aimer la divine physionomie du Verbe fait chair. L'auteur — qui date sa préface du soixantième anniversaire de sa consécration sacerdotale — a su mettre dans son style l'entrain, les élans qui caractérisent d'ordinaire les œuvres de jeunesse. Tout au plus pourrait-on relever de temps à autre quelques expressions trop familières. Mais ce sont de minces défauts pour les petits, les humbles, qui chercheront dans le livre du R. P. Philpin de Rivière l'aliment de leur piété et de leur admiration envers « le plus beau des enfants des hommes. »

D. F. L.

---

**Testamentum Domini Nostri Jesu Christi**, nunc primum edidit, latine reddidit et illustravit Ignatius EPHRAËM II RAHMANI, Patriarcha Antiochenus Syrorum. Mayence, Kirchheim, 1899, gr. in-8 de LII-231 p.

La mine si riche et encore si imparfaitement explorée que renferme l'Orient en fait de documents de la primitive Eglise vient de nous livrer un de ses trésors. Mgr Rahmani, le pieux et savant patriarche d'Antioche, a eu la bonne fortune de retrouver dans la ville de Mossul le texte syriaque complet du document intitulé le *Testament de Notre-Seigneur*, qu'on ne connaissait jusqu'ici que par des extraits publiés par Paul de Lagarde en 1856. Comprenant l'importance de sa découverte et encouragé par les érudits tels que le docteur Fünck, l'abbé Duchesne, auxquels il en avait fait part, le prélat se mit activement à l'œuvre ; il vient de publier, avec le

texte du document, une traduction latine accompagnée de notes et de commentaires qui en font saisir toute la valeur.

Le manuscrit entier contient, divisés en huit livres, tout l'Ancien et le Nouveau Testament : les deux premiers volumes sont seuls l'objet de la présente publication et sont intitulés, le premier : *Testamentum Domini seu verba quae Dominus noster a mortuis resurgens ad Apostolos habuit*, et le second : *Praecepta et statuta Domini*. Le premier traite des ministres de l'Eglise, des ordinations sacerdotales, du sacrifice de l'autel ; le second contient les instructions pour l'administration des sacrements, pour le culte chrétien. L'ensemble forme un monument liturgique des plus complets.

Le titre de ce document, les personnages qui sont mis en scène pour sa composition nous avertissent qu'il doit rentrer dans la catégorie de ces écrits *apocryphes* où les écrivains de l'ère primitive de l'Eglise présentaient leurs récits ou leurs enseignements dans des cadres de convention en les attribuant aux apôtres ou aux hommes apostoliques pour en augmenter la valeur et le crédit. Mais, si nous éprouvons des difficultés à admettre que le *Testamentum* ait été dicté par Notre-Seigneur dans son ensemble et dans ses détails, nous ne pouvons manquer de recueillir avec respect cet exposé de la liturgie catholique, telle qu'elle existait au temps de la composition de cet écrit.

Toute la question se résume donc ici à déterminer l'époque de cette composition. C'est cette question que se propose tout d'abord Mgr Rahmani et qu'il résout dans ses *Prolégomènes* avec une rare compétence et une consciencieuse érudition. Après avoir constaté que de nombreux extraits

du *Testamentum* se trouvent dans le manuscrit de Saint Germain inscrit sous le n° 38 à la Bibliothèque nationale, remontant au VIII<sup>e</sup> siècle et publié par Lagarde, qu'un manuscrit du musée Borgia à Rome contient la traduction arabe de ce même document, et que le traducteur déclarait avoir fait son travail sur un manuscrit datant du VII<sup>e</sup> siècle, l'auteur compare son document avec les monuments du même ordre qui sont connus dans les églises d'Orient, avec les « Constitutions apostoliques, » avec le « Règlement apostolique de l'Eglise, » qu'on retrouve chez les Egyptiens et chez les Ethiopiens ; il conclut que ces derniers monuments dérivent du *Testamentum*, qu'ils reproduisent ou abrègent. Ce dernier est donc la source, sinon unique, du moins principale, de ces antiques règlements liturgiques ; il leur est donc antérieur. Mgr Rahmani établit par des raisonnements très probants qu'il est antérieur au III<sup>e</sup> siècle. D'où il est facile de déduire l'importance de cette pièce, et le service signalé qu'a rendu le savant prélat par sa publication à l'Eglise et à la science.

Le corps de l'ouvrage contient d'un côté le texte syriaque, de l'autre l'élégante et consciencieuse traduction qu'en a faite Mgr Rahmani, des notes explicatives permettant de comparer entre eux les divers manuscrits dont il vient d'être question. Des tables et un index analytique terminent et complètent cet important ouvrage, dont la publication sera accueillie avec reconnaissance par les érudits, les théologiens et par tous ceux qui portent intérêt à l'histoire du passé et à la vie de l'Eglise.

Dom A. ou B.

**Les Esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Eglise jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident**, par Paul ALLARD. Ouvrage couronné par l'Académie française. 3<sup>e</sup> édit., revue et augmentée. Paris, Lecoffre, 1900, in-12 de xv-494 p.

La première édition de ce travail parut en 1876, sous les auspices de la Société bibliographique. M. H de l'Épinois, qui le présentait aux lecteurs de la *Revue des questions historiques*, disait : « C'est un bon et savant livre.... M. Allard joint à une érudition solide et abondante un grand talent d'exposition.... Il a donné un livre élégamment écrit, où l'on rencontre le mot de la science avec le souffle de la foi. »

Ce « mot de la science, » prononcé par un chrétien, fut écouté avec une grande satisfaction. On y trouvait une réponse à un « mot » prononcé au nom de la science par un auteur qui n'était pas chrétien. Avec M. Havet, beaucoup faisaient honneur à la philosophie stoïcienne de la transformation qui se fit à Rome, au temps des empereurs, dans la législation relative aux esclaves et dans l'amélioration de leur sort. C'était une injustice et une erreur.

M. Allard remet les choses au point. Le christianisme fut le protecteur de l'esclave. Sans provoquer la moindre révolution, il changea les idées et les habitudes. Le dogme de la fraternité chrétienne réunit dans les liens de la charité la plus étroite et l'esclave et le maître. Celui-ci aime et estima l'esclave. L'Eglise ne craignit pas de heurter les préjugés et les lois, en affirmant leur égalité devant Dieu. Il est agréable de suivre pas à pas et dans ses détails cette transformation. Rien ne grandit l'esclave aux yeux

de tous autant que son élévation aux ordres sacrés. La situation faite à l'esclave dans une famille où régnait l'Evangile contraste singulièrement avec ce qu'il était dans les milieux païens.

M. Allard fait voir l'Eglise grandissant l'esclave à ses propres yeux, en lui montrant la grandeur de sa vie laborieuse. Les moines, qui se déclaraient les *esclaves du Christ*, furent les instruments principaux de cette réhabilitation. Si l'auteur n'avait pas craint de sortir des limites qu'il s'était tracées, il aurait pu faire ressortir cette affinité entre le moine et l'esclave et raconter plus au long les migrations des esclaves vers les solitudes monastiques.

M. Allard a pu facilement mettre cette nouvelle édition de ses *Esclaves chrétiens* au courant des progrès réalisés par l'histoire des premiers siècles de l'Eglise. Son livre sera toujours lu avec profit par les hommes désireux de connaître les services que le christianisme a rendus dès son apparition aux classes les plus abandonnées. Dom J.-M. BESSE.

---

**La Politique pontificale et le retour du Saint-Siège à Rome en 1376**, par Léon MIROU. Paris, Bouillon, 1899, in-8 de xi-199 p.

Réformer l'Eglise pour lui rendre son prestige, rétablir la paix entre les peuples de l'Occident afin de les engager dans une nouvelle croisade et par ce moyen étendre à l'Orient les limites de la chrétienté, ramener le Saint-Siège à Rome, telles furent les grandes préoccupations de Grégoire XI. Le succès de la dernière est son meilleur titre à la reconnaissance de la postérité.

Sa charge lui imposait le devoir de rentrer à Rome; la conservation des États pontificaux l'exigeait impérieusement. Grégoire, qui le comprit, orienta sa politique dans ce sens. La papauté devint bientôt, en Italie, un centre qui groupa les nombreux adversaires des Visconti. Ceux-ci durent désarmer. Les mesures libérales adoptées par le souverain pontife mirent un terme aux plaintes contre la mauvaise administration des domaines du Saint-Siège, que Florence entretenait malignement. Par ailleurs, il y avait quelque espérance de voir la France et l'Angleterre désarmer, au moins pour quelque temps. La chrétienté respirait une atmosphère de paix. C'était donc pour Grégoire un moment favorable de réaliser les secrètes aspirations de son cœur et de répondre aux désirs de sainte Brigitte et de sainte Catherine.

M. Léon Mirot reconstitue l'itinéraire suivi par le souverain pontife et expose en détail les frais occasionnés par ce retour du pape à Rome.

Il a mis largement à contribution les *archives secrètes* du Vatican. Son livre est bien digne de figurer sur la liste déjà longue des travaux remarquables dus à l'intelligente activité des membres de l'École française de Rome. Il met dans toute la lumière de l'histoire l'acte qui fit cesser l'exil de la papauté sur les bords du Rhône.

M. B.

**Studi del pontificato di Clemente XI (1700-1721). La santa sede nella guerra di successione al trono di Spagna**, per Francesco POMETTI. Roma. Società Romana, 1898, in-8 de 183 p.

Cet important mémoire, tiré à part

de l'*Archivio della R. Società Romana* (t. XXI), est le premier d'une série d'études sur le pontificat de Clément XI, que l'auteur a choisi comme champ particulier de ses études. Non sans raison, car mêlé à quelques-unes des plus grandes questions de l'histoire politique et religieuse du XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre de Succession, l'affaire de la bulle *Unigenitus*, les entreprises d'Alberoni, la politique des Congrès, il n'a pas encore été étudié, sauf du dehors et par des adversaires du point de vue gallican, français ou espagnol. On ne saurait donc savoir trop de gré à M. Pometti de nous donner cette première étude (*La politique du Saint-Siège dans la guerre de la Succession d'Espagne*) et d'en annoncer deux autres, dont les sujets ne sont pas d'une moindre importance : la dernière lutte de la chrétienté contre l'Islam; le cardinal Alberoni dans ses rapports avec le Saint-Siège.

Ces trois questions ont d'ailleurs entre elles une connexion intime; elles embrassent toute la partie politique de ce pontificat; de plus (et l'auteur développe ici des vues fort originales), c'est de la guerre de succession d'Espagne qu'est sortie la période de réformes qui elle-même a engendré la Révolution française; mais cette période, à certains égards, reproduit quelques caractères de la politique du moyen âge : lutte de la France et de la maison d'Autriche qui se disputent non seulement le trône d'Espagne, mais l'hégémonie de l'Europe, et la formation d'un composé impossible de peuples et de pays; intervention de la papauté comme puissance morale et féodale, qui évoque les souvenirs de la papauté théocratique du moyen âge; enfin, attitude hostile de Venise et de

l'empire turc, celui-ci subissant la lourde paix de Carlowitz et songeant à une revanche. Ce sont là tous les caractères les plus saillants du moyen âge groupés au seuil du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et c'est la guerre de succession d'Espagne qui détruit ces restes de moyen âge : démembrement de la monarchie espagnole, disparition du Saint-Empire romain, abandon de la politique de Louis XIV par la France, chute de l'autorité morale et politique du saint-siège avec Benoît XIV, Pie VI, Pie VII. Dans la crise militaire et politique qui est l'axe de ce grand changement, le rôle du Vatican est considérable, et M. Pometti l'étudie ici à deux points de vue : les intérêts et les négociations du saint-siège dans la guerre, les conséquences de cette politique pour l'existence morale de la papauté, et l'existence matérielle de l'état ecclésiastique.

Sans suivre l'auteur dans le détail de cette étude diplomatique, remarquable de précision et de minutie, il faut mentionner l'introduction bibliographique : il signale surtout les mémoires écrits par Antonio Fiocca, et existant sous diverses formes à la Vaticane et ailleurs (Vat. ottob. 2654, 2655 ; collezione Bolognelli, 226 à 234), les dépêches des diverses nonciatures, et les lettres de princes, cardinaux, évêques, la *Miscellanea di Clemente XI*, par ordre de pays et d'affaires, en deux cent soixante-cinq volumes, dont Garampi a donné un aperçu dans l'*Indice alfabetico delle miscellanee*. De ces nombreux documents, où il y a quelque mérite à s'être reconnu et à ne point s'être laissé écraser, l'auteur a tiré une remarquable monographie, très complète et très claire, dont la conclusion, sur les effets du traité d'Utrecht à l'égard du saint-siège, est

aussi neuve qu'ingénieuse. Il faut souhaiter que M. Pometti ne fasse pas attendre trop longtemps la suite de ces belles recherches.

LÉON-G. PÉLISSIER.

—  
**Les Pères de l'Eglise, leur vie et leurs œuvres**, par O. BARDENHEWER, docteur en théologie et en philosophie, professeur à l'Université de Munich. Traduction française par P. GODET et C. VERSCHAFFEL, de l'Oratoire. Paris, Bloud et Barral, 1898-1899 ; 3 vol. in-8 de VIII-399, 493 et 316 p.

Le manuel de Patrologie que les PP. Godet et Verschaffel, traducteurs de l'Histoire ecclésiastique du docteur Kraus, viennent de traduire, est justement estimé, et sera pour notre clergé, notamment pour les élèves de nos séminaires et de nos Facultés théologiques, un excellent guide dans l'étude des Pères. Le docteur Bardenhewer a une érudition vaste ; il est très au courant de toutes les découvertes qui, depuis un demi-siècle, ont enrichi le domaine de la Patrologie ; sa critique est perspicace et sûre. Il est théologien aussi, et nous l'en félicitons. Une forte théologie permet de s'avancer sans péril dans le champ de la Patristique, de comprendre, de ramener à l'unité les apparentes dissidences des Pères ; de ne pas s'alarmer outre mesure de leurs dissidences réelles, voire des erreurs où ils sont quelquefois tombés. Le docteur Bardenhewer voit à bon droit dans la formule grecque de la procession du Saint-Esprit l'équivalent du *Filioque*, et il en pourrait donner la raison ; il pourrait aussi prouver que la formule latine écarte, mieux que la formule grecque, toutes les interprétations sophistiques. Il admire dans saint

Augustin le docteur du péché originel et de la grâce, mais il ne se croit pas tenu d'admettre sur tous les points l'exégèse augustinienne. Enfin, sans vouloir justifier l'auteur du mémorable *Commonitorium* d'intentions hostiles à la doctrine de saint Augustin et favorables au semi-pélagianisme, le docteur Bardenhever n'écrit pas, à propos de Vincent de Lérins, les noms sinistres de Caïphe et de Balaam. Il faut laisser au bon Tillemont de tels rapprochements, que le docte mémorialiste d'ailleurs ne hasardait que sous une forme dubitative. Une théologie libre de toutes les passions d'école, et uniquement attachée à ce qu'on a pu nommer *sensus et consensus Ecclesiae*, comprend que les moines de Lérins, placés sur d'autres rivages que ceux d'Hippone, se soient effrayés de certaines duretés du langage d'Augustin, et n'aient pas su dégager la doctrine catholique de l'écorce un peu rude qui la contenait. Cette théologie est plus indulgente que celle qui, au *xviii*<sup>e</sup> siècle, voisinait avec Port-Royal, parce qu'elle croit plus aisément à la bonne foi de ceux qui se trompent, et qu'avec les Newman et même avec les Franzelin, elle ouvre une large voie au développement doctrinal. C'est donc un important service que, par leur traduction, les PP. Godet et Verschaffel ont rendu au public français. Ajoutons que leur œuvre, très méritoire, est plus originale qu'elle ne le paraît à première vue, car les traducteurs l'ont enrichie de notes nombreuses et d'une savante précision.

A. LARGENT.

**Saint Jean Chrysostome**, par Aimé PURCH. Paris, Victor Lecoffre, 1900, in-12 de 200 p. (*Les Saints*.)

Tout le monde connaît saint Jean Chrysostome. Sa merveilleuse éloquence l'a rendu à jamais célèbre et lui a valu la juste admiration des hommes. Son habile historien ne manque pas de mettre en relief le talent extraordinaire qui l'a immortalisé. Il proclame avec raison qu'il est le prince des orateurs ecclésiastiques. Cependant il reconnaît qu'il avait une âme très sensible, souvent dominée par de nobles passions, l'exposant parfois à franchir les limites d'une sage réserve. L'illustre évêque de Constantinople aimait par-dessus tout, après Dieu, sa mère, les pauvres et son devoir de pasteur. Avec quelle délicate tendresse il parlait d'Anthusa, cette femme si simplement vertueuse à qui il devait tout, la vie, l'éducation et les sentiments de générosité et de rectitude chrétiennes qui le distinguèrent. Malgré son vif désir de se retirer dans quelque sauvage solitude pour mener une existence plus parfaite, il n'osa probablement point l'abandonner avant d'avoir recueilli son dernier soupir.

Saint Jean Chrysostome prisait singulièrement l'état monastique, la séparation du monde : cela ressort de ses écrits. Mais il approuvait aussi le religieux qui savait, suivant les circonstances, descendre des sublimes régions de la vie contemplative pour s'unir aux ouvriers apostoliques et combattre les ennemis du Christ. Il comprenait que l'homme, à certaines heures, se doit aux autres comme à lui-même. Du reste, ne convient-il pas que le moine témoigne parfois en public de son activité pour échapper au perfide reproche de se concentrer dans une funeste et pieuse indolence ?

Saint Jean Chrysostome donnait son cœur avec son or aux pauvres et aux malheureux. En des pages émouvantes d'intérêt, M. Aimé Puech nous montre qu'il les affectionnait d'une manière spéciale. Il demandait pour eux, les défendait et plaignait leur sort avec une sympathie capable de toucher jusqu'aux larmes nos philanthropes modernes. Les expressions hardies qu'il employait alors n'autorisent en rien les doctrines collectivistes actuelles. Le tableau qu'il nous présente du laboureur, fixé à la terre, condamné à une besogne écrasante, pressuré de toutes manières, en dépit de l'infertilité de ses champs, peut s'appliquer aux habitants de nos campagnes, à ces ouvriers pacifiques, malheureusement trop délaissés, que de longues années de travail ne mettent pas toujours à l'abri d'une mendicité lugubre.

Comme pasteur des âmes, saint Jean Chrysostome employa toute son ardeur à stigmatiser les vices, les désordres, à purifier les mœurs. Son zèle brûlant l'inspirait et lui mettait sur les lèvres d'admirables paroles, de solennels avertissements. Prononça-t-il contre l'impératrice Eudoxie les propos énergiques qu'une tradition lui prête? On aime à croire qu'il avait trop le sentiment des convenances pour formuler de blessantes allusions. En terminant, je dois remercier M. Aimé Puech de m'avoir appris à mieux connaître le grand docteur dont il a fait la biographie. Son ouvrage m'a plus intéressé que tout ce que j'avais lu jusqu'ici sur ce bienheureux, une des plus pures gloires de l'Église d'Orient. Ceux qui le parcourront noteront comme moi, j'en suis persuadé, plus d'un trait qu'ils ignoraient. D. P. A.

**Sainte Geneviève**, par Henri Lesêtre. Paris, Victor Lecoffre, 1900, in-8 de viii-199 p.

L'auteur, qui s'est contenté de mettre son nom sur la couverture de ce charmant ouvrage, nous dévoile dans sa préface sa personnalité, qui donne un caractère spécial et un charme tout particulier à cette vie de l'illustre patronne de la ville de Paris. M. Lesêtre n'est pas seulement un érudit qui scrute consciencieusement les sources historiques et un littérateur qui sait présenter son récit sous une forme très agréable; il est avant tout le curé de cette église où sont venues se réfugier les reliques de la sainte; il est le gardien pieux de cet inestimable dépôt et le témoin des merveilles surnaturelles qui s'opèrent à ce tombeau, objet encore, malgré toutes les tristesses des temps présents, de la vénération et de la confiance des Parisiens.

La source unique de renseignements historiques est la vie de sainte Geneviève écrite par un auteur anonyme dix-huit ans après la mort de la sainte. L'authenticité de ce document, d'une valeur indiscutable, a été attaquée par certains critiques étrangers. M. Lesêtre réfute ces attaques de parti pris et est heureux de s'abriter pour cela derrière M. l'abbé Duchesne, qui ne peut être suspect en pareilles matières, et qui a défendu victorieusement la vie de sainte Geneviève et la tradition nationale contre les critiques d'outre-Rhin.

Sur cette base restreinte mais absolument solide, M. Lesêtre reconstitue la longue et sainte vie de la vierge de Nanterre, nous montre l'action qu'elle a exercée et la part qu'elle a prise aux événements de son époque. Il faut bien admettre l'action miraculeuse de la Providence, pour expliquer



l'influence de cette pauvre fille que saint Germain d'Auxerre distingua dans son obscurité et qu'il consacra au Seigneur. C'était bien un instrument tel que ceux que Dieu emploie pour ses grandes œuvres dans le monde et qui ne dérobent à leur profit aucune parcelle de sa gloire ; en lisant l'histoire de cette vie si simple, si humble, et pourtant si féconde, en voyant cette pauvre fille, la tête recouverte de son voile de consacrée, intervenir au milieu des convulsions de cette période pour sauver son peuple et travailler puissamment à la conversion des Francs, on ne peut s'empêcher de la rapprocher de cette autre vierge par laquelle Dieu sauva, au *xv<sup>e</sup>* siècle, le beau pays de France.

Le peu de renseignements que fournit sur la sainte son biographe du *vi<sup>e</sup>* siècle oblige M. Lesêtre à aller puiser ailleurs le supplément d'informations nécessaire à son œuvre et à constituer le cadre de cette vie mêlée à tous les grands événements de l'époque. Il le fait en s'adressant aux sources les plus autorisées et en nous présentant des tableaux très animés et très vrais du monde romain envahi par les hordes barbares et de celles-ci se fixant sur le sol conquis par elles et se façonnant aux mœurs et à la civilisation des vaincus. Il nous fait assister aux terribles péripéties de l'invasion d'Attila où, comme le firent pour leurs villes tant de saints prélats et le grand pape saint Léon, la pauvre vierge exerça sa mission tutélaire sur la cité de Paris. C'est un spectacle intéressant et unique dans l'histoire que celui de cette humble fille exerçant au point de vue religieux et au point de vue social, sur ses concitoyens, une influence que personne, ni dans l'ordre ecclésiastique ni dans l'ordre civil, ne songeait à lui

contester. Après avoir sauvé une seconde fois Paris contre l'armée de Clovis et des Francs encore païens, après avoir uni ses efforts et ses prières à ceux de saint Remi et de sainte Clotilde pour la conversion de ces derniers, après la formation au baptistère de Reims de la nation française, fille aînée de l'Église, sainte Geneviève avait fini sa mission ici-bas : elle termina humblement et saintement sa longue et féconde existence, et alla au ciel intercéder pour cette ville dont la Providence lui avait commis la garde pendant sa vie. M. Lesêtre suit les reliques de la sainte dans leurs différentes étapes, dans la basilique de Saint-Pierre et de Saint-Paul, qui ne tarda pas à devenir la basilique abbatiale de Sainte-Geneviève, et que, dans les derniers temps de leur existence, les Génoméains transportèrent dans le temple grec, usurpé bientôt après et paganisé par la Révolution sous le nom de *Panthéon*, et enfin dans l'église de Saint-Etienne du Mont. L'ouvrage se termine par un chapitre très intéressant qui nous redit les différentes et principales manifestations du culte de sainte Geneviève qui se perpétuèrent jusqu'aux jours de la Révolution, jusqu'au moment où les hommes de la Terreur voulurent se débarrasser d'un obstacle qu'ils redoutaient pour leurs desseins criminels et firent brûler en place de Grève les précieuses reliques de la sainte. Malgré cette condamnation juridique et cette exécution sommaire, sainte Geneviève garde toujours sa puissance auprès de Dieu et son amour pour l'Église et pour la France. M. Lesêtre finit par le vœu qui résume sa pensée et son livre :  
 • Puisse-t-on se rappeler enfin qu'il  
 • y a là-haut, auprès du Christ qui  
 • aime les Francs, auprès de la Vierge

- Marie qui est leur Reine, une Patronne de Paris et de la France qui marche à la tête de tous les saints
- qui ont illustré notre pays et le protègent!

Dom A. du B.

**La Vie de saint Didier, évêque de Cahors (630-655)**, publiée d'après les manuscrits de Paris et de Copenhague, par René POUPARDIN. Paris, A. Picard et fils, 1900, in-8 de xx-64 p. (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*).

Saint Didier, évêque de Cahors, naquit vers 590. Élevé à la cour de Clotaire II, parmi les *nutriti* de ce prince, il devint trésorier royal avant 618, et succéda à Rustique au siège épiscopal de Cahors, le 8 mars 630. Mort le 15 novembre 655, sa vie remplit donc la première moitié du vii<sup>e</sup> siècle. • Si elle donne peu de renseignements d'un caractère proprement historique, elle ne manque cependant pas d'intérêt. C'est, en effet, l'un des rares textes relatifs à la région méridionale de la Gaule durant la période mérovingienne qui nous soient parvenus. Rapprochée, d'autre part, de la correspondance de Didier, elle permet de se rendre compte, dans une certaine mesure, de l'activité de ces évêques du vii<sup>e</sup> siècle, recrutés comme les fonctionnaires civils dans l'entourage royal, et placés par le choix du souverain sur le siège épiscopal. • La *Vita sancti Desiderii*, écrite vers la fin du vii<sup>e</sup> siècle ou au commencement du ix<sup>e</sup>, par un moine de Saint-Géry, de Cahors, d'après des documents anciens, n'était connue jusqu'alors que par l'édition de Labbe (*Nova Bibliotheca manuscriptorum*, t. I, p. 699-716), donnée d'après un

très médiocre manuscrit, et dépourvue de toute espèce de notes. Une nouvelle édition, faite avec plus de soin, était donc nécessaire. Pour nous la donner, M. Poupardin a utilisé un manuscrit du x<sup>e</sup> siècle (Bibl. nat., ms. lat. 17002), et a donné encore les variantes fournies par le texte de Labbe et un manuscrit de la Bibliothèque royale de Copenhague. Cette édition, éclairée de notes sobres, mais suffisantes, précédée d'une bonne introduction et suivie d'une table, peut être considérée maintenant comme définitive.

J. VIARD.

**La Vie de saint Antoine de Padoue**, par Jean RIGAULT, frère mineur, évêque de Tréguier, publiée par le P. Ferdinand-Marie d'ARAULES, de l'ordre des Frères Mineurs. Ligugé, imp. Saint-Martin, in-8 de 200 p.

Le nom de saint Antoine de Padoue est devenu très populaire de nos jours. Ce bienheureux semble protéger d'une manière visible les déshérités de ce monde, auxquels il procure en abondance le pain de l'aumône. Cette assistance est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Nous savons que trop souvent l'infortune se traîne languissante sur nos voies publiques sans exciter la pitié et la commisération des riches. Le biographe de saint Antoine, Jean Rigault, était presque un contemporain du glorieux héros qu'il célèbre. Les pages qu'il lui consacre révèlent une aimable candeur et une affectueuse admiration. Rien n'est charmant comme sa relation d'un miracle accompli dans une modeste campagne de Provence. Le vertueux disciple de saint François traversait avec un de ses frères en religion une petite bour-

gade de cette contrée, lorsqu'une femme charitable les pria d'entrer en sa demeure pour restaurer leurs forces épuisées et prendre quelque nourriture. Elle leur servit du pain et du vin ; mais, toute à la joie de recevoir les serviteurs de Dieu, elle oublia de fermer le robinet du tonneau où elle avait pris la boisson. Cette faute lui causait un grave dommage, car elle n'était pas riche. Et puis, pour comble de malheur, le verre à pied qu'elle avait emprunté chez une voisine tombe et se brise. Saint Antoine en ramasse les morceaux, les rapproche, prie et, chose surprenante, l'objet fracturé retrouve bientôt sa forme et sa solidité primitives. Ce prodige fait bondir d'espoir la généreuse chrétienne qui avait hospitalisé les deux saints. Elle se précipite vers le cellier pour voir si un miracle n'a point réparé les fâcheux effets d'une impardonnable distraction. Le tonneau qu'elle a hâte de visiter est plus rempli que jamais !

Un autre fait ne paraît pas moins curieux. C'est le repentir trop sincère d'un jeune homme qui se punit d'avoir outragé sa mère en se coupant la main dont il l'avait sacrilègement frappée. Saint Antoine arriva juste à point pour prévenir les suites funestes d'un excès de piété mal éclairée. Nous pourrions citer nombre de traits semblables. On serait tenté de reprocher à Jean Rigauld d'affectionner trop le merveilleux, mais on voudra bien l'excuser en pensant que le moyen âge ne connaissait pas les règles de l'impitoyable critique. Quant au P. Ferdinand-Marie d'Araules, nous devons lui savoir gré d'avoir signalé et discuté, avec la science d'un véritable érudit, les diverses sources de l'histoire antonienne, où les admirateurs du grand thauma-

turge puiseront d'utiles renseignements.

D. P. A.

**Saint François de Xavier. Sa vie et ses lettres**, par le R. P. Cros, S. J. Toulouse, Ed. Privat ; Paris, Retaux, 1900, gr. in-8 de LVI-494 p.

Les vies des ancêtres racontées par leurs descendants ont généralement des qualités et des défauts qui leur sont propres : dans ces études du passé, les auteurs traitent leur sujet avec prédilection, avec une scrupuleuse exactitude qui ne leur laisse négliger aucun détail et qu'à eux seuls peuvent fournir les documents de la famille, la connaissance des milieux et les traditions conservées et reçues ; par contre, ils sont exposés au danger de grandir leur personnage, les choses qu'il a faites, l'influence qu'il a exercée et dont le reflet rayonne sur sa descendance. Hâtons-nous de dire que si les qualités que nous venons de signaler brillent ici d'une manière très remarquable, si le R. P. Cros a redit la vie de son héros avec la fidélité et l'enthousiasme d'un fils de cette illustre famille religieuse qui s'appelle la Compagnie de Jésus, nous sommes à l'abri des louanges exagérées quand le sujet de la biographie s'appelle saint François-Xavier et l'auteur le P. Cros, cet érudit modeste et consciencieux qui nous donne le fruit de ses patientes et infatigables recherches, qui n'avance rien qu'il ne prouve, ou plutôt qui se borne à encadrer les documents et à les laisser parler eux-mêmes. Le R. P. Cros n'est pas seulement l'historien sérieux que nous venons de dire, c'est un écrivain remarquable, un charmeur qui a su donner de la vie à tous ses personnages et dont le volu-

mineux ouvrage est d'une lecture aussi attachante qu'édifiante et instructive.

Dans l'avant-propos, l'auteur fait avec esprit et humour la guerre à ses éditeurs, qui ont opposé des digues à son zèle pour la glorification de ce grand saint et à l'abondance des documents recueillis par lui dans toutes les archives de France, d'Espagne et de Portugal. Ce n'est pas sans regret que le P. Cros doit se contenter « de donner les titres des chapitres retenus captifs : » ce qu'il nous a donné nous fait partager ses regrets. Il nous indique ensuite les sources nombreuses où il a été puiser, nous fait connaître les procédés critiques qu'il a employés, et nous permet de conclure à la valeur historique de cet ouvrage.

Le tome I<sup>er</sup>, que nous avons à analyser, a pour sous-titre : *François de Xavier en Europe et dans l'Inde*. Le P. Cros ne se contente pas de prendre son héros à sa naissance; il a pensé que son étude devait remonter plus haut et qu'il devait chercher dans les souvenirs des ancêtres de l'apôtre des Indes la préparation providentielle de sa mission. Ce sont des pages bien attachantes que celles qui nous redisent les actions des aïeux et les fortunes diverses de cette famille d'*hidalgos* navarrais, braves comme leurs épées, fidèles jusqu'à la mort à leurs princes. Dans le sang qui coulait dans ses veines, dans les traditions de sa race, François trouvait le principe de cette ardeur chevaleresque qu'il allait consacrer au service de Dieu et à la conquête des âmes. La première partie de l'ouvrage nous fait assister aux actions successives de Dieu sur cette âme privilégiée qu'il préparait et puis façonnait jusqu'au moment où Ignace de Loyola l'entraîna à sa suite dans la milice du Christ et l'envoya sou-

mettre les mondes à l'empire de la croix.

Dans la seconde partie, qui est consacrée aux missions du saint aux Indes, c'est lui-même qui en fait les frais; c'est lui qui, dans ses lettres adressées à saint Ignace ou aux divers Pères de la Compagnie, nous raconte, avec un très grand charme et une admirable simplicité, l'ensemble et les détails de sa vie si sainte, si remplie et si féconde. Le P. Cros, qui se met discrètement à l'arrière-plan, laisse parler son héros et se borne à accompagner les extraits nombreux des correspondances de saint François-Xavier de notes et d'indications qui les placent dans leur cadre et en font ressortir tout l'intérêt. Ce tome I<sup>er</sup> d'un ouvrage qui avait été déjà précédé par un volume intitulé : *Saint François de Xavier, son pays, sa famille, sa vie*, fera vivement désirer la continuation de l'œuvre du savant et pieux jésuite, et la publication de la fin d'une étude qui est aussi utile à l'âme qu'attrayante pour l'esprit et attachante pour le cœur.

Dom A. DU BOURG.

---

**Siger de Brabant et l'averroïsme latin au XIII<sup>e</sup> siècle.**  
*Étude critique et documents inédits,*  
par Pierre MANDONNET, O. P. Fribourg (Suisse), en vente à la librairie de l'Université, 1899, in-4 de cccxx-127 p.

Le R. P. Pierre Mandonnet a exploré un des recoins les plus en friche de la philosophie du moyen âge. Lorsque les œuvres d'Aristote firent leur apparition en Europe au XIII<sup>e</sup> siècle, l'influence qu'elles exercèrent se manifesta par une vive réaction contre le courant augustinien qui avait jusque-là porté la philosophie et la théologie

catholiques. Mais il en fut de cette réaction comme de toutes les autres ; à côté de ce qui répondait en elle à l'évolution légitime et normale de la pensée philosophique, elle présentait toute une face troublante, dangereuse, conséquence de l'éducation païenne du Stagirite. Or, il y a deux manières de s'attacher à la pensée d'un maître : en « disciple servile et littéral » ou « en juge très bienveillant, mais indépendant. » La seconde attitude fut celle de saint Thomas d'Aquin et de la philosophie scolastique.

À côté de l'école catholique avant tout, le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle vit s'en élever une autre, dont la prétention fut de couler la pensée philosophique dans le moule d'Aristote, au risque de fausser les dogmes révélés dont la formule refuserait de se plier à ses conceptions. Et pour assurer des œuvres du philosophe une interprétation plus littérale, c'est parmi les commentateurs arabes qu'elle alla chercher l'expression exacte de sa pensée. Averroès devint ainsi, à côté d'Aristote, l'oracle toujours écouté.

Le représentant le plus bruyant de ce groupe fut Siger de Brabant, personnage dont l'identification n'avait pas été jusqu'ici sans soulever de grandes obscurités, et dont les doctrines n'étaient pas connues dans leur unité cohérente. Doctrines et vie ont été replacées dans leur cadre réel, grâce à la découverte d'importantes œuvres inédites, et grâce à une exégèse plus précise des textes historiques qui se réfèrent à Siger.

L'auteur commence son livre par deux chapitres remarquables : « De l'action d'Aristote sur le mouvement intellectuel médiéval, » et « De l'action d'Aristote sur la formation des courants doctrinaux du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. »

Il fait assister le lecteur à ce mouvement puissant des esprits en présence de l'invasion du gigantesque génie d'Aristote dans le monde latin et à la création des deux courants qu'il établit. Car « l'averroïsme et l'aristotélisme chrétien ne sont autre chose que des modes divers, quelquefois opposés, suivant lesquels les principaux penseurs d'alors interprètent ou accommodent les écrits du Stagirite. »

C'est surtout l'Ordre dominicain qui prend la tête du mouvement péripatéticien, grâce à sa situation enseignante dans l'Université de Paris. Les luttes entre le clergé régulier et séculier, entre les dominicains et les franciscains, luttes rendues plus aiguës par l'importance des questions doctrinales mises en jeu, sont retracées avec clarté et exactitude ; et au-dessus de la mêlée des combattants, surgissent dans leur relief les figures d'Albert le Grand, de saint Thomas d'Aquin, de saint Bonaventure, de Guillaume de Saint-Amour, de Jean Peckham, de Siger de Brabant, etc. La question de l'unité de la forme substantielle dans l'homme met le feu aux poudres. L'école averroïste, pénétrant plus ou moins la vraie pensée d'Aristote, s'en tenant du moins à la glose d'Averroès, soutient, avec Siger, la théorie d'un intellect numériquement un, commun à tous les hommes, théorie contre laquelle l'école aristotélicienne chrétienne se prononce avec force par l'organe de saint Thomas d'Aquin. Engagée sur ce terrain, la lutte s'élargit, s'envenime et finit par descendre dans la rue. Les gens du peuple même, avec leur logique simpliste, tirent de la théorie ses conséquences les plus brutales. Enfin tout se termine par la condamnation de Siger et de l'averroïsme en 1270, puis en 1277.

Tel est l'épisode que nous retrace le R. P. Mandonnet, dans une étude de haute valeur. La publication pour la première fois de cinq écrits de Siger, sur six qui sont connus, serait déjà un mérite suffisant pour son ouvrage. Il renferme en outre, à côté de qualités historiques et littéraires remarquables, un esprit philosophique d'une rare perspicacité et une connaissance approfondie de toute la philosophie médiévale.

D. P. CH.

**Jesuiten-Fabeln. Ein Beitrag zur Culturgeschichte,** par le Père BERNARD DUHR, S. J. 3<sup>e</sup> édit. refondue. Neuf livraisons avec table générale. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1899, in-12 de viii-902 p.

Voici une dizaine d'années que le P. Bernard Duhr, le savant écrivain qui collabore à tant de revues allemandes, a entrepris de réfuter les principales erreurs qui circulent depuis des siècles ou sont lancées encore journellement contre la Compagnie de Jésus. La besogne est considérable. Aussi n'a-t-il pas fallu établir moins de deux séries se composant, l'une de vingt-huit, l'autre de cinquante, de ces fabuleuses légendes auxquelles l'auteur répond. La première série, de beaucoup la plus importante, comprend les principales erreurs historiques accréditées auprès du public par des adversaires égarés ou perfides.

Nous n'avons point la prétention d'analyser les réfutations ici. Quelques-unes d'ailleurs ont déjà été traduites en français par M. l'abbé Grandjean, et ont paru en articles dans la *Revue du monde catholique*. Ce sont : les *Jésuites commerçants*,

les *Richesses des Jésuites*, les *Monita secreta*, la *Camarilla jésuitique à la cour de Jacques II*, les *Jésuites sont-ils les premiers auteurs de la guerre de Trente ans*, le *Secret de la confession de l'impératrice Marie-Thérèse*. *L'empoisonnement du pape Clément XIV*, et peut-être encore d'autres études. Ces titres suffiront à indiquer le genre des sujets.

Il convient d'attirer l'attention sur l'excellente introduction où l'auteur pose et développe les règles de critique historique qu'il s'est loyalement tracées et qu'il a scrupuleusement suivies. Aucune société, pose-t-il en principe, ne saurait prétendre à l'infailibilité ou à l'impeccabilité de ses membres. Si donc quelques jésuites ont failli, qu'on veuille bien ne pas juger la Compagnie autrement que les autres corps. Et quand même quelques-uns de ces religieux seraient gravement coupables, personne n'a le droit pour cela de prendre à l'égard de l'ensemble le ton du pamphlet, encore moins de recourir au mensonge et de tomber dans l'injustice.

Le P. Duhr fait observer ensuite qu'il y a des cas où l'emploi de ces sages précautions est particulièrement requis.

Les luttes ont été souvent acharnées entre les deux camps. Avant d'accepter les dépositions de gens qui se sont compromis dans d'aussi ardentes mêlées, il est prudent de se défier. Si les accusations sont graves, les démentis émanent de personnages honorables et dignes de foi. Comme preuve d'une faute ou d'un *crime jésuitique*, le P. Duhr demande :

1<sup>o</sup> Des témoignages valables, contrôlés par la critique, qui établira si les témoins ont pu savoir la vérité et ont voulu la faire savoir ;

2° L'exclusion de tout témoignage partial, ou dont l'auteur manque de véracité.

Ces règles ne sortent pas de ce que peut exiger n'importe quel inculpé. Mais, lorsqu'il s'agit d'un ordre religieux, une fois la culpabilité d'un membre établie, il y a encore d'autres réserves à garder.

1° Qu'on veuille bien examiner si les supérieurs ont approuvé la faute et si cette approbation, au cas où elle existerait, est dans l'esprit des constitutions.

2° Qu'on prenne garde de ne pas imputer la faute d'un seul commis en un seul lieu, en un temps déterminé, à mille autres vivant très éloignés de leurs frères, en des époques différentes, au milieu de circonstances très diverses.

La question des doctrines a été si souvent traitée qu'il est à peine utile d'y revenir. Voltaire reprochait à Pascal de mettre au compte des jésuites français les théories de quelques jésuites flamands. Le P. Duhr entend bien qu'on ne rende pas les jésuites allemands responsables en bloc des idées d'un confrère quelconque « non allemand. » Et il a raison.

Les conclusions qu'on tire souvent des approbations officielles insérées en tête des livres ne lui semblent pas non plus logiques. Par le fait qu'un particulier reçoit l'*Imprimatur*, il ne s'ensuit pas que l'ordre s'approprie les idées de son ouvrage ; autrement, l'ordre eût déclaré siennes des doctrines non seulement successives, mais contradictoires.

En terminant, il s'adresse aux honnêtes gens, et fait un sincère appel à la vérité et à la justice. Nous espérons qu'il sera entendu.

HENRI CHÉROT, S. J. .

T. LXVIII. 1<sup>er</sup> JUILLET 1900.

**Vie de saint Louis par Guillaume de Saint-Pathus, confesseur de la reine Marguerite**, publiée d'après les manuscrits par H.-François DELABORDE. Paris, A. Picard et fils, 1899, in-8 de xxxii-166 p. (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*).

Si la vie de saint Louis par le confesseur de la reine Marguerite était déjà connue, grâce aux éditions données par les Bollandistes (t. V du mois d'août, p. 571), par Melot, Sallier et Capperonier, à la suite de l'édition de Joinville, par MM. Daunou et NauDET dans le tome XX des *Historiens de France*, le nom de l'auteur de cette vie était resté jusqu'alors dans l'obscurité. C'est à M. Delaborde que revient le mérite de l'avoir retrouvé d'une manière, je crois, indiscutable, et d'avoir établi comment il avait composé, et la vie du saint roi, et le recueil de miracles qui, dans les manuscrits, suit le texte de cette vie.

Guillaume de Saint-Pathus fut non seulement confesseur de la reine Marguerite de Provence pendant plus de dix-huit ans, mais encore de sa fille Blanche, et c'est d'après le fervent désir de celle-ci, et après avoir reçu la copie de l'enquête de canonisation, qu'il entreprit de raconter la vie et les miracles du saint roi. C'est dans le courant de 1303 que dut être composée la première rédaction de ce récit, et, comme le démontre M. Delaborde, bien que la vie de saint Louis et le recueil de ses miracles nous soient parvenus en français, l'un et l'autre furent cependant primitivement rédigés en latin. « Le livre de Guillaume de Saint-Pathus, s'il ne permet pas de reconstituer un portrait aussi vivant que celui dont Joinville nous a laissé les éléments, n'en est pas moins une source extrême-

ment riche en renseignements sur la vie, les mœurs et la personne de saint Louis. - L'auteur, ayant surtout tenu à faire œuvre d'édification, s'attache principalement à mettre en relief les vertus de son héros. La source principale, on peut dire presque unique, à laquelle il puisa est l'ensemble des enquêtes faites pour la canonisation de saint Louis. Aussi, conclut justement M. Delaborde, le livre de Guillaume de Saint-Pathus, qui a conservé toute la substance des documents ayant servi à la canonisation du saint roi, peut atténuer les regrets que leur perte a causés jusqu'ici.

Nous ne dirons qu'un mot en terminant, c'est que cette édition est faite avec tout le soin désirable. Une excellente préface, modèle de critique pleine de sagacité, donne sur l'auteur et sur son œuvre les renseignements nécessaires pour mettre en lumière la portée de cet ouvrage; des notes suffisantes éclaireront le texte, et une bonne table permet de l'utiliser facilement.

J. VIARD.

#### **Les Débuts des guerres de religion (Orléans, 1559-1564).**

*Catherine de Médicis entre Guise et Condé*, par Bernard de Lacombe. Paris, Perrin et C<sup>e</sup>, 1899, in-8 de vii-411 p.

• De 1559 à 1564, Orléans a été tour à tour.... le siège du gouvernement ou le siège de l'opposition : chefs d'État et chefs de parti s'y sont successivement établis en maîtres. C'est à Orléans que la conjuration d'Amboise, d'où partit l'incendie, eut son foyer. Là François II a terminé son règne et Charles IX commencé le sien. Là, des États généraux, justement célèbres par le nom du chancelier de

l'Hospital, délibérèrent, tandis que, dans ces mêmes murs, se rencontrèrent les personnages les plus fameux de l'époque. Les protestants en firent un instant leur capitale; les troupes royales et catholiques l'assiégèrent. Le héros de Metz et de Calais, François de Guise, fut assassiné à ses portes. Une paix s'y conclut, et enfin il y fut tenté un essai de pacification où, dans les velléités de Catherine de Médicis, perçait déjà la future politique du vainqueur d'Ivry et du preneur de la Rochelle.

L'histoire locale de la ville s'absorbe si bien dans l'histoire générale, que l'étude attentive de celle-là jette sur celle-ci un jour singulier. C'est ce qu'a fort judicieusement observé M. Bernard de Lacombe; et c'est en se plaçant à ce point de vue spécial qu'il est parvenu à écrire un livre assez neuf et original, qui fait également honneur à son auteur et à l'École des chartes où il a été présenté comme thèse.

Assurément l'histoire des débuts des guerres de religion n'est pas transformée de fond en comble par ce volume; mais, par les points nouveaux qu'il établit, par les rectifications de détails qu'il apporte, il nous donne une impression d'ensemble plus juste. L'utilisation de documents demeurés inconnus, ou non consultés, comme, par exemple, des correspondances diplomatiques, les comptes de l'hôtel-Dieu et les registres des procureurs de la nation germanique à l'Université d'Orléans, lui a été d'un grand secours. Voici les grandes divisions, le squelette de l'ouvrage : Chapitre I<sup>er</sup>. *Orléans sous François II*. Chapitre II. *Semblants de trêve et préparatifs de guerre*. Chapitre III. *La prise d'Orléans par le prince de Condé*. Chapitre IV. *Caractères successifs de la*



*domination protestante.* Chapitre V. *Siège d'Orléans par le duc de Guise.* Chapitre VI. *Le gouvernement de Si-pierre. Un essai de pacification et de tolérance.* Nous signalerons tout particulièrement, dans le chapitre I<sup>er</sup>, l'excellent exposé des débuts et des progrès de la réforme à Orléans ; dans le chapitre IV, les efforts tentés pour organiser la défense d'Orléans et les difficultés financières où se débattait Condé ; et surtout, dans le chapitre VI, la tentative remarquable faite pour tenir la balance égale entre protestants et catholiques.

Dans la conclusion de son travail, l'auteur ne nous semble pas avoir trouvé tout à fait la note juste, quand il s'étonne du déclin rapide de l'influence protestante « dans cette ville qui avait paru, moins de six ans auparavant, gagnée tout entière aux réformés. » Ne nous a-t-il pas montré lui-même, au cours de son ouvrage, combien les ministres protestants se méfiaient des conversions subites qui amenaient à eux la masse de la population ? conversions opérées par la crainte et par l'intérêt, qui devaient naturellement disparaître avec les causes qui les avaient produites, et qui purent même contribuer, par un retour de vengeance, à favoriser le mouvement contraire.

Excellent début, qui semble nous promettre un historien de valeur.

E.-G. LEDOS.

**La Question des dix villes impériales d'Alsace depuis la paix de Westphalie jusqu'aux arrêts de « réunions » du conseil souverain de Brisach (1648-1680),** par Georges BARDOT. Paris, Alph. Picard et fils ; Lyon, A. Rey, 1899, gr. in-8 de 285 p.

La cession de l'Alsace à la France

n'a pas été nettement réglée par les traités de Westphalie, et l'instrument de paix de Münster, en particulier, dans ses clauses relatives aux acquisitions françaises de 1648, prêtait trop à l'équivoque pour n'être point ce qu'on appelle un nid à procès. Aussi, peu de traités ont donné lieu à plus de difficultés, et M. Georges Bardot a toute raison d'écrire, dans sa préface, qu'il a créé « une question alsacienne. » Cette question allait désormais avoir une influence considérable sur les relations de la France avec l'Empire et avec la maison d'Autriche. Avec la déloyauté habituelle de sa politique, la maison d'Autriche cherchera toutes les occasions de rallumer le feu mal éteint par la paix de Nimègue d'abord, puis par celle de Ratisbonne.

La politique des « réunions », qui avait pour but évident de fermer l'Alsace à l'influence allemande, et de multiplier, au contraire, ses contacts avec la France, n'était pas non plus pour plaire aux princes et aux villes du saint-empire. Il était d'autant plus facile de réveiller leur susceptibilité à cet égard que les agents de Louis XIV manquèrent souvent de prudence et de sens politique en cette occasion.

Un mémoire de Chamlay, cité par Camille Rousset dans son *Histoire de Louvois*, en fait l'aveu. Grâce à eux, la France, par des « réunions » sans limites, compromit son droit en confondant celui qu'elle pouvait avoir légitimement avec celui qui était litigieux, caduc ou mal fondé. Pour déterminer équitablement ce qui, dans les « réunions », était légitime et ce qui était mal fondé, il faut en isoler les divers éléments et poursuivre l'étude séparée de chacun d'eux. La Décapole alsacienne, ou confédération

de dix villes libres et impériales d'Alsace, sous la haute autorité du *landvogt* ou grand bailli de Haguenau, était un de ces éléments, et c'est à elle que M. Georges Bardot a consacré une étude qui sera peut-être suivie de celle des autres groupes territoriaux dont l'ensemble constituait la très complexe Alsace.

Cette Décapole était la réunion des dix villes de Haguenau, Colmar, Schlestadt, Wissembourg, Landau, Obernai, Rosheim, Münster, Kaysersberg et Türkheim. Elle fut constituée en 1354, sous les auspices de l'empereur Charles IV, et avait pour but la sauvegarde réciproque. Landau n'en faisait pas primitivement partie, et vint y remplacer Mulhouse en 1517, deux ans après l'accession de cette dernière à la confédération des cantons suisses.

Les dix villes qui, en 1648, reconnaissaient la préfecture de Haguenau (*quae praefecturam Haganoensem agnoscunt*, dit l'article 87 du traité de Münster) ne formaient pas un territoire d'un seul tenant, et les territoires qui appartenaient à chacune d'elles n'avaient non plus, entre eux, aucun contact immédiat. Elles étaient donc bien loin de constituer un tout. A l'exception de Colmar, elles étaient toutes médiocrement peuplées. Aucune d'elles n'avait de réelle importance au point de vue industriel et commercial. Les habitants y tiraient leurs plus claires ressources de l'agriculture ou de l'exploitation des pâturages et des forêts. Leur situation matérielle, en 1648, était des plus tristes : la guerre, la famine et la peste les avaient dépeuplées et en partie ruinées ; leurs territoires avaient été dévastés.

La majorité de ces villes était demeurée fidèle au catholicisme ; mais

dans quatre d'entre elles, Landau, Wissembourg, Colmar et Münster, le luthéranisme avait définitivement triomphé, et la crainte d'un retour à l'ancienne foi y rendait plus vive l'aversion contre toute immixtion dans leurs affaires intérieures.

Ces villes étaient impériales et jouissaient de tous les avantages attachés à l'immédiateté, c'est-à-dire qu'à une grande indépendance dans leur propre gouvernement elles joignaient le droit de députer à la diète du cercle du Haut-Rhin et à celle de l'Empire. Le *landvogt* ou grand bailli de Haguenau était chargé de leur protection, du commandement des contingents armés qu'elles fournissaient à l'Empire, de l'établissement chez elles des garnisons nécessaires à leur défense, du contrôle et de la vérification de leurs approvisionnements militaires. Il avait le droit d'assister au renouvellement annuel de leur magistrat, et les opérations électorales hors de sa présence étaient nulles. Sa protection s'affirmait aussi par ses prérogatives en matière judiciaire. C'est ainsi qu'il était l'arbitre obligé dans toutes les contestations où l'une des villes de la confédération était partie, quelle que fût la partie adverse. Mais, chose singulière pour un bailli, il n'était pas juge d'appel : en vertu de leur immédiateté, les dix villes ne reconnaissaient comme instance suprême que la Chambre impériale de Spire. Il n'intervenait dans l'administration de la justice que par la nomination des officiers qui la rendaient aux seuls bourgeois ; encore n'en fut-il ainsi qu'à l'origine, lorsque les *vogt* (*advocatus*) et les *schultheis* ou *scultèes* (*praepositus*, *praetor*) étaient des fonctionnaires impériaux. D'ordinaire, le *landvogt* n'exerçait pas en personne ses fonctions et les délè-

guait à un *unterlandvogt* qu'il faisait reconnaître par les députés desdites villes.

En vertu de l'article 87 du traité de Münster, les dix villes devaient conserver leur immédiateté vis-à-vis de l'Empire ; le roi de France ne devait revendiquer sur elles aucune autorité directe, et se contenter d'y exercer les droits de protection inhérents au titre de *landvogt* qui appartenaient jusqu'alors à la maison d'Autriche. Mais le roi, de son côté, devait jouir en souverain indépendant, et non comme simple délégué de l'Empereur, des droits que lui conférait ce titre, comme de tous les autres droits que de précédents articles lui avaient cédés.

Il y avait contradiction évidente entre la souveraineté du roi et l'immédiateté des villes qu'on mettait sous sa dépendance. Il n'y aurait eu de conciliation possible que si la cession à la France de la *landvogté* de Haguenau lui eût été faite, comme celle de ses autres acquisitions alsaciennes, à titre de fief de l'empire. • Ni pendant ni après les négociations de Münster, dit M. Bardot, le gouvernement de Louis XIV ne fut contraire à cette solution. Ce fut l'opposition de l'Autriche, peu désireuse de partager désormais avec le roi de France le gouvernement de l'Empire, qui contribua principalement à la faire écarter, et l'on peut dire que cette puissance fut en grande partie responsable de la situation équivoque que le traité de Münster fit aux dix villes, et de l'événement par lequel il était inévitable que cette situation se dénouât. • Le jeune docteur es lettres le prouve surabondamment.

Après l'étude qu'il a faite de la question, il est difficile de mettre en doute la légitimité des arrêts de jus-

tice qui mirent fin à une situation ambiguë ayant duré une trentaine d'années. Il s'en faut que les procédés de Louis XIV, à l'égard des dix villes comme de l'Alsace entière, aient été, ainsi qu'on s'est plu à le dire et à l'écrire, des abus de la force sous les formes de la procédure judiciaire. Ce n'était même pas une de ces nouveautés que l'enivrement de la victoire peut suggérer ; cet enivrement aurait mis trop longtemps à se traduire par des actes. La vérité est que le traité de Münster n'avait fait que déguiser, pour ménager les susceptibilités germaniques, la cession pure et simple des dix villes à la France. Il avait bien stipulé le maintien de leur immédiateté, mais il les avait mises en même temps sous l'autorité d'un prince, et il y avait, entre ces deux dispositions, antinomie logique et incompatibilité pratique.

D<sup>r</sup> J. MEYNIER.

**La Petite Venise. Histoire d'une corporation nautique**, par J. FERNET-BRESQUE. Paris, A. Picard ; Versailles, L. Bernard, 1899, in-8 de 108 p.

On trouve, à la Bibliothèque nationale, dans une pièce intitulée : *Les Amusements du Roy*, 1647, une estampe représentant Louis XIV, alors âgé de neuf à dix ans, faisant une partie de bateau sur une des pièces d'eau du Versailles d'alors. L'embarcation est couverte d'une riche tente et deux larges parasols mettent le jeune roi, son frère et une fillette à l'abri du soleil. Les enfants royaux sont entourés de dames d'honneur, et l'esquif est conduit par deux rameurs, dont l'un doit être le fameux valet de chambre Laporte. Deux ca-

nards huppés et deux épagneuls nagent à côté.

Un des passe-temps favoris du jeune Louis XIV était donc ce que, de nos jours, on appellerait le canotage. Le roi en conserva le goût toute sa vie, car Dangeau, Saint-Simon et d'autres nous apprennent qu'il aimait à se promener en gondole, qu'une troupe de musiciens suivait sur une barque et que les pièces d'eau de Versailles étaient, en pareille circonstance, décorées d'ornements allégoriques, et que leur illumination rehaussait l'éclat des fêtes de nuit qu'on y donnait.

Pour M. Fennebresque, le Grand Canal et la Petite Venise sont des dénominations qui n'ont pas été données par pure fantaisie à la principale de ces pièces d'eau et à l'espèce de port où elle vient aboutir du côté du château. Le premier a été creusé à l'époque où prenait fin (1648) une lutte longue et acharnée (1647-1669) entre le Grand Turc et la reine de l'Adriatique, lutte à laquelle une élite de gentilshommes français avaient pris une glorieuse part. On était en ce moment tout à Venise et aux Vénitiens. Louis XIV songeait alors, à l'instigation du grand Colbert, à relever la marine française, et le marquis de Seignelay avait visité, à cette occasion, les arsenaux maritimes de l'étranger et particulièrement celui de Venise.

Un corps de matelots fut créé et établi près du Grand Canal, dans les bâtiments que l'on appelle encore la Petite Venise. A la tête de ces matelots étaient des gondoliers vénitiens. Une famille de ces gondoliers, celle des Giusti ou Juste, a fait souche à Versailles. Sur leurs indications, on construisait des embarcations et on en apprenait la manœuvre sous les

yeux du roi. Ces gondoliers formaient, comme ceux de la grande Venise, une véritable corporation de gens fidèles, dévoués et discrets, comme ceux qui servaient les patriciens de la république. Une hiérarchie fut établie entre eux, basée sur leurs états de service. L'officier ou capitaine du Canal avait sous ses ordres un second ou maître, des gondoliers et des matelots. Il n'y avait au-dessus de lui qu'un commandant d'honneur, et il ne relevait, en réalité, que du directeur général des bâtiments et des contrôleurs. Vers 1778, on supprima, sans doute par économie, l'office du capitaine, et ses fonctions furent dévolues au maître. Déjà en 1717, le Régent, pour réduire les dépenses du château, avait licencié une partie des matelots.

Une flottille couvrit bientôt le Grand Canal. On y trouvait tous les types de bâtiments : canots, chaloupes, galères, gondoles, pïotes, heus, yoles, yachts, et jusqu'à deux frégates. Des sculpteurs en renom travaillaient à leur ornementation. On trouve, aux archives de Venise, des documents relatifs à deux gondoles envoyées par la république à Louis XIV. Les matelots, les gondoliers surtout, prenaient part aux fêtes de nuit ; dans la journée, ils étaient requis pour des promenades.

La Petite Venise a fait les délices de la cour sous les règnes de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI. Pendant la Révolution, les matelots furent réquisitionnés pour l'exploitation des bois de la marine. Entre temps, un intrigant, nommé Gosse, évinçait les gondoliers vénitiens et se faisait nommer chef des bateaux. Gosse réussit à se maintenir à ce poste sous le Consulat, sous l'Empire et sous la Restauration. Ses fonctions

se bornèrent d'abord à la garde des embarcations, le Grand Canal étant resté à sec de 1790 à 1808. Une seule fois, en 1811, il eut à préparer des fêtes qui nécessitèrent la réparation et la construction des chaloupes. A l'époque de la première Restauration, un membre de l'ancienne corporation a vainement demandé à être réintégré à la Petite Venise.

Sous le second Empire, le 25 août 1855, une fête de nuit a été donnée, dans le parc de Versailles, en l'honneur de la reine d'Angleterre. La vieille chaloupe *Marie-Louise* avait été remise à flot; depuis lors, l'impératrice la demandait, de temps à autre, pour se faire conduire jusqu'à Trianon. Qu'est-elle devenue, ainsi que la *Marie-Thérèse*, qui existait encore en 1870? Il ne reste plus aujourd'hui que deux débris des anciennes embarcations, une poupe et une proue datant de 1777, qui ont été transférées, en 1898, de Versailles au musée de la marine du Louvre.

Comme il faut toujours conclure, M. J. Fennebresque demande que ces deux épaves soient réparées et redorées, et que le bâtiment de la Petite Venise soit restauré. Aujourd'hui que le Grand Canal se couvre de nouveau de bateaux, il semble qu'on aurait tort de reculer devant une dépense qui n'excéderait pas onze à douze mille francs.

L'ouvrage de M. Fennebresque est illustré de gravures hors texte de Bourdon et de Kelhauer, d'après des clichés de Prévotat. Sur la couverture, on trouve : au recto, un médaillon d'après une gravure conservée dans la famille des Juste, et rappelant la prise faite par le marquis de Nesmond, pendant la guerre de Hollande, sur la flotte ennemie transportant un chargement des Indes; au verso, le

drapeau du régiment de Royal-Vaisseau. Le frontispice est une vue du Grand Canal sous Louis XIV, d'après une estampe d'Aveline. Les autres gravures représentent : la cour des bâtiments de la Petite Venise dans son état actuel; la Ménagerie sous Louis XIV, d'après une estampe de Péréelle; la poupe et la proue d'une embarcation datant de Louis XVI; le Grand Canal en 1899.

D<sup>r</sup> J. MEYNIER.

**Le Monde médical parisien sous le grand Roi**, suivi du *Portefeuille de Vallant*, par le docteur P.-E. LE MAGUET. Paris, A. Maloine, 1899, in-8 de 560 p., orné de 6 gravures.

Avant que Maurice Raynaud, dans son beau livre sur les « Médecins au temps de Molière, » eût fait justice de plaisanteries qui, pour être traditionnelles, n'en sont pas plus justifiées, les gens du monde étaient persuadés que les praticiens du xvii<sup>e</sup> siècle étaient tous des ignorants et, en quelque façon, des malfaiteurs. Mais ne trouve-t-on pas encore, de nos jours, de braves gens qui pensent être spirituels en refusant à la médecine toute valeur scientifique, cela jusqu'à ce qu'une bonne maladie vienne les mettre à la raison? A toutes les époques, dans notre « doux pays, » les citoyens utiles ont été payés de cette sorte de monnaie, et les médecins n'ont pas été les seuls à la recevoir. Déjà la publication, par Réveillé-Parise, des lettres si remarquables de Guy-Patin, avait appris aux hommes instruits que, parmi les membres de cette Faculté de médecine de Paris dont ce malicieux personnage fut plusieurs fois doyen, il y avait des hommes d'esprit et de cœur, des penseurs

profonds, et même des savants distingués.

Maurice Raynaud n'a étudié qu'une période restreinte de l'histoire de la médecine au temps d'un roi qui en fit si grand usage. Les doctrines médicales qu'il expose sont celles d'une époque où la science à *priori* faisait loi. Mais le règne de ces doctrines touchait à sa fin, et celui de la méthode expérimentale commençait. Aussi M. le docteur Le Maguet a-t-il pensé qu'il fallait étudier science à *priori* et science à *posteriori*, pour se rendre un compte un peu exact de l'évolution de ces doctrines pendant le règne de Louis XIV, c'est-à-dire de 1643 à 1714.

A l'avènement de Louis XIV, la Faculté de Paris vivait de traditions et repoussait avec énergie toute innovation. Malheur aux médecins qui voulaient résister à ses arrêts : elle chassait de son sein les docteurs assez osés pour approuver les idées nouvelles et douter de la valeur des principes qu'elle professait ! Mais, tandis qu'elle était toute à ses querelles avec les chirurgiens et les apothicaires, qu'elle s'efforçait de retenir sous son joug, il se formait, au dedans d'elle-même, un parti qui allait bientôt la contraindre à entrer dans la voie du progrès. Vers la fin du siècle, après avoir essayé vainement de faire entrer dans le cadre étroit du galénisme les nouvelles doctrines, elle acceptait, avec les découvertes d'Harvey et de Pecquet, la méthode expérimentale qui allait devenir, entre les mains de ses jeunes adeptes, un merveilleux instrument.

Ces considérations préliminaires ont amené M. Le Maguet à diviser l'histoire de la médecine sous Louis XIV en trois périodes. « La première nous montre la Faculté gardienne de tra-

ditions surannées ; dans la seconde, nous voyons la réaction brutale qui amène la ruine du galénisme et l'avènement de la méthode expérimentale ; enfin, dans la troisième période, nous voyons cette méthode s'affirmer, se dégager peu à peu de tous les préjugés qui l'enserrent, et se transformer en cette méthode d'où sortira notre médecine moderne. »

L'auteur joint à cette histoire celle du chirurgien et de l'apothicaire, dont le médecin, à cette époque, n'aurait pu se passer, et celle de l'accoucheur et de la sage-femme qui pratiquent une des branches de la chirurgie. Il l'écrit d'après des documents en partie inédits. Étudier le monde médical parisien sans parler des charlatans, empiriques ou opérateurs, à une époque où leurs pratiques concouraient évidemment aux progrès de l'art de guérir, lui était impossible ; aussi leur a-t-il consacré un chapitre.

Il a pris connaissance du portefeuille de Vallant, élève de Montpellier, qui fut le médecin de la marquise de Sablé et de M<sup>me</sup> de Guise. Il a tiré de cette mine, déjà explorée par Victor Cousin et par le docteur Lugué, des notes et des observations médicales, auxquelles l'un et l'autre n'avaient pas attaché suffisante importance. Homme instruit et amateur de belle littérature, fort curieux surtout, Vallant, devenu l'intendant et le secrétaire autant que le médecin de M<sup>me</sup> de Sablé, s'appropriait volontiers les plus intimes même des lettres qu'elle recevait.

L'étude de M. Le Maguet est une suite de très intéressantes monographies : monographie de la Faculté de médecine de Paris, des doctrines médicales, des maladies internes et de leur traitement, des médecins à la

cour, des médecins à la ville, des chirurgiens, de la chirurgie, des sages-femmes et accoucheurs, de l'art d'accoucher, des apothicaires, de la pharmacie, de l'assistance publique, des charlatans, empiriques et opérateurs. Le personnage de Vallant et son portefeuille lui fournissent le sujet de deux autres monographies.

Cet ouvrage, si plein d'intérêt par lui-même, est agréablement écrit dans une langue sobre et claire, qui convient parfaitement au sujet. Il est orné de belles planches gravées qui le recommandent à l'attention des amateurs. Elles reproduisent, d'après d'irréprochables clichés de Braun et Clément : le portrait de Guy-Patin, par Antoine Masson, qu'on voyait autrefois dans l'antichambre du conseil de la Faculté de médecine de Paris; *La femme hydropique*, de Gérard Dow; *Une opération au dos*, d'Adrian Brauer; le frontispice des *Œuvres chirurgico-anatomiques* de Paul Barbet, et l'une des planches de l'ouvrage *Le dentiste*, de Gérard Dow; une planche de l'*Art de guérir les hernies*, de Nicolas de Blégné (1688).

D<sup>r</sup> J. MEYNIER.

**Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais**, par L. WIESENER. T. III. Paris, Hachette, 1899, in-8 de viii-593 p.

M. Wiesener vient de terminer son grand travail sur la politique étrangère de la Régence. C'est une apologie complète et appuyée sur les documents eux-mêmes de l'abbé Dubois et du duc d'Orléans. L'auteur a puisé à pleines mains dans les correspondances anglaises, conservées soit au *British Museum*, soit dans les archives privées, et à la lumière des dépêches de George I<sup>er</sup> et de son grand

ministre Stanhope et de celles de leurs ambassadeurs à Paris, Stair ou Schaub, — lesquelles sont d'ailleurs écrites en français, — il a reconstitué l'histoire diplomatique et militaire depuis 1719, date de la déclaration de guerre à l'Espagne, jusqu'à la mort du Régent, à la fin de 1723. Il raconte l'agitation au delà des Pyrénées sous le commandement du maréchal de Berwick, qui n'était point, dit-il, comme on l'a cru, l'homme des Anglais; la défaite et la chute du cardinal Albéroni; les intrigues sans nombre pour faire obtenir à Dubois le chapeau de cardinal; l'avènement de Louis XV et le ministère de Dubois, bientôt suivi du court passage aux affaires du duc d'Orléans. M. Wiesener démontre que l'alliance anglaise fut pour l'Europe un bienfait et assura la paix jusqu'en 1742; qu'elle ne fut pas maintenue grâce à l'abaissement de la France, et que les vices du Régent, la basse naissance et les ridicules de son ministre furent les seules causes de la mauvaise réputation que leur politique a gardée dans l'histoire. Il faut lire ce gros volume qui, en tous cas, laisse loin derrière lui l'*Histoire de la Régence* de Lémon-  
tey. G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

**Journal intime de Cuvillier-Fleury**, publié avec une introduction par Ernest BERTIN. I. *La famille d'Orléans au Palais-Royal, 1828-1831*. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>o</sup>, s. d., in-8 de LXVII-364 p., avec 2 portraits.

Ce premier volume s'ouvre au mois de novembre 1828 et se ferme au 16 juin 1831. C'est donc la fin de la Restauration et le début du gouvernement de Juillet qui font l'objet de cette partie du Journal. Mais l'intérêt poli-

tique n'apparaît que dans les dernières pages. L'auteur raconte l'emploi de son temps, ses lectures, ses relations ; il fréquente les théâtres avec ses élèves. Il dîne sans cesse chez M. de Lavallette ; il assiste aux premières représentations et donne ses appréciations sur les auteurs et sur les acteurs ; il parle des livres nouveaux qui paraissent, des bals et des fêtes auxquels il assiste. Il s'élève contre la Cour et les grands : « Je désapprouve fort ces mascarades, écrit-il, en ce qui touche mes deux élèves.... Tous ces seigneurs enfants les traitent en princes ; c'est l'industrie de leurs pères de flatter, de mentir, de corrompre ; les enfants qui sont reçus à la Cour n'y entrant qu'à la condition d'être faux et courtisans. »

A propos du tableau du *Sacre*, par Gérard : « Le peuple n'est pas mentionné dans ce tableau, mais il juge le peintre et les courtisans, et ses arrêts sont sévères et sans appel ; qu'on y prenne garde ! » L'auteur parle de « notre glorieuse révolution » et des « stigmates glorieux » que les balles des insurgés de 1830 avaient faits dans les murs de Paris. Il a chez lui le portrait de Manuel, dans un cadre d'ébène ; il aurait voulu qu'en août 1830 une Constituante eût été convoquée. Il nous peint la famille d'Orléans comme animée de l'esprit le plus révolutionnaire. Le 3 octobre 1829, Paër chante la *Marseillaise* au Palais-Royal. Pendant les « glorieuses journées », la princesse Marie accourt, tout essoufflée, pour crier : « Victoire ! la garde royale s'est rendue ! elle est désarmée ! » Même après 1830, cette princesse fait une profession de foi républicaine. La princesse Louise attache, le 31 juillet 1830, un ruban tricolore à la boutonnière de toutes les personnes réunies dans le

salon de son père. Pour M. Cuvillier-Fleury, la révolution de Juillet a sauvé la France. « Quand un prince fait asseoir l'honneur avec lui sur le trône, son avènement est un bienfait. » — « Le duc d'Orléans était, en ce moment, le seul homme qui pût sauver la France de l'anarchie, la préserver de la guerre étrangère, lui assurer les conquêtes glorieuses de la révolution populaire de Juillet. » Plus d'une particularité curieuse nous est racontée dans ce *Journal*. Il nous apprend que, le 25 avril 1830, le duc d'Orléans est allé dîner chez M<sup>me</sup> de Feuchères, la « maîtresse avouée du duc de Bourbon » et que, le 2 mai suivant, M<sup>me</sup> de Feuchères a été reçue à Neuilly et a dîné à la droite du duc d'Orléans. Un peu auparavant le duc et ses fils assistaient à un spectacle donné par M<sup>me</sup> de Feuchères dans ses appartements. La conversation du général Pajol sur l'expédition populaire de Rambouillet est à noter : « Je suis venu à bout de ces brigands.... Si l'armée du roi les eût attaqués, ils se seraient défendus comme de bons diables, mais il n'en serait pas resté un seul. »

M. Ernest Bertin a consacré une longue introduction au *Journal*, et il a fait précéder cette introduction de la reproduction d'une notice sur Cuvillier-Fleury, publiée par le duc d'Aumale dans le *Centenaire des Débats*. Naturellement M. Bertin est fort enthousiaste du texte qu'il publie : « Tableaux pris sur le vif, d'un intérêt varié, d'une sincérité entière...., le talent et l'art d'écrire, un style alerte et souple, vigoureux sans effort, spirituel sans recherche, familier sans vulgarité. » Il enregistre avec soin les anecdotes, il les considère comme authentiques, même celle où le duc de Bordeaux est censé avoir



répondu à son grand-père Charles X que la bataille de Marengo avait été gagnée par Louis XVIII, même celle où le curé de Randon aurait dit au duc de Chartres : « Monseigneur, vous avez produit un grand effet sur nos dames.... J'en sais quelque chose. » Quant aux appréciations historiques de M. Bertin, on jugera de son impartialité par le passage suivant : « Le mal qui perdit la monarchie d'ancien régime en vicia jusqu'à son dernier souffle : sacrifier les choses aux personnes, et préférer qui flatte à qui sert. » Il s'applique à faire ressortir le contraste entre « une cour légère, frivole, vide d'idées, pauvre d'action, toute tournée vers un passé qui ne peut plus revivre, » et le Palais-Royal, qui « se distingue par le sérieux du ton, la dignité des mœurs, l'intelligence sympathique des goûts et des besoins du temps présent. »

Si l'on est en droit de faire plus d'une réserve sur le jugement porté sur le *Journal* ou sur les appréciations de l'auteur de l'introduction, on ne lira pas sans profit le très sincère *Journal* du précepteur des princes d'Orléans, dont plus d'une page méritait d'être portée à la connaissance des historiens futurs. G. DE B.

**Le Club des Jacobins sous la troisième république.** — *Études sur la franc-maçonnerie contemporaine*, par Paul Nourrisson. Paris, Perrin, 1900, in-16 de xvi-257 p.

« Le Club des Jacobins modernes, dit l'auteur dans son Introduction, exerce une action incontestable aujourd'hui. Sa puissance est considérable, et, pour qu'on ne nous accuse pas d'exagérer, nous voudrions, par quelques textes puisés dans de récentes publications, montrer jusqu'où

peut aller cette influence... Nous avons eu recours, non à des renseignements fantaisistes ou suspects, mais à des documents authentiques qu'il nous a été donné de consulter. »

Les *Études* réunies dans ce volume avaient, pour la plupart, paru d'abord dans le *Correspondant*, où elles avaient été fort remarquées. Elles portent ces titres : « L'assemblée générale du Grand Orient en 1898 ; » — « le Grand Orient et le Grand Architecte de l'Univers ; » — « le Grand Collège des rites et le culte maçonnique ; » — « la Question féministe dans la Franc-Maçonnerie ; » — « la Franc-Maçonnerie et la liberté de l'enseignement ; » — « la Franc-maçonnerie et le législateur ; » — « l'Assemblée générale du Grand Orient de France en 1899. »

Ce qui ressort de ces *Études*, c'est que le Grand Orient de France se révèle comme « hostile à l'idée religieuse, ennemi implacable du catholicisme, inclinant de plus en plus vers l'athéisme et le matérialisme...., se déclarant ennemi de toute pratique religieuse et organisant lui-même un culte, et quel culte !... constituant une franc-maçonnerie spéciale pour accueillir les femmes et pour proclamer sur le terrain maçonnique l'égalité des deux sexes ; pour suivant la destruction de la liberté de l'enseignement ; dictant à nos assemblées législatives des décrets rédigés par une minorité de sectaires ; marchant au socialisme et encourageant de ses subventions les grévistes ; travaillant à la destruction de notre armée.

En un mot, la Franc-Maçonnerie est devenue, plus que jamais, un péril social, et il faut applaudir aux courageux efforts de tous ceux qui combattent et qui démasquent cette

secte impie. A côté de M. Georges Goyau et de M. Jules Lemaitre, M. Paul Nourrisson a marqué dignement sa place. Nous le remercions et nous le félicitons du service qu'il rend à deux causes inséparables : la religion et la patrie.

G. DE B.

#### La Vie privée d'autrefois.

*Arts et métiers. Modes, mœurs, usages des Parisiens du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, d'après des documents originaux ou inédits, par Alfred FRANKLIN. *Les Animaux. — La Vie de Paris sous Louis XV devant les tribunaux*. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1899, 2 vol. in-12 de xix-305 et viii-375 p.

Après nous avoir donné un volume sur les animaux du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, M. Alfred Franklin en publie un second sur les animaux du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Volières du Louvre, de l'hôtel des Tournelles et de l'hôtel Saint-Paul, ménagerie de Vincennes, sangliers, cerfs, lions sous Charles VII; animaux sous les ducs de Bourgogne, qui eurent pour eux « un penchant qui semble avoir été héréditaire dans cette famille; » animaux sous Louis XI, qui aimait à s'en voir entouré : dindons et serins, définitivement naturalisés sous son règne, paons blancs, levriers, « bestes estranges » recherchées de tous côtés; oiseaux de Charles VIII, chiens qui l'entourent et qu'il fait coucher sur son lit; bêtes féroces de François I<sup>er</sup>; ménagerie de Saint-Germain sous Henri II, combats de lions; chiens des Valois; les oiseaux au XVI<sup>e</sup> siècle; chiens de Henri IV et de Marie de Médicis; chiens d'agrément de Louis XIII; passion de ce Roi pour les oiseaux; ménageries de Vincennes, des Tuileries et de Versailles; ménageries ambu-

lantes; chiens et chats au XVII<sup>e</sup> siècle; chiens familiers de Louis XV; passion des Parisiens et surtout des Parisiennes pour les chiens; chats angoras de M<sup>me</sup> Helvétius; les volières; singes, poissons, etc., tout cela remplit quatre chapitres. — Le cinquième est consacré aux feux de joie qui faisaient le bonheur des Parisiens et où des chats étaient brûlés vifs. — Dans le sixième, l'auteur nous fait connaître les destinées de la corporation des oiseliers, qui remonte au XIII<sup>e</sup> siècle. — Dans le VII<sup>e</sup>, il raconte les procès faits aux animaux et se demande si les bêtes ont une âme, opinion qui donna lieu à de nombreuses controverses, brièvement analysées; sa conclusion est celle-ci, empruntée à Fénelon : « Croyez-moi, ne disputons pas davantage, nous y perdriions notre latin. »

Le volume intitulé : *La Vie de Paris sous Louis XV devant les tribunaux*, se compose d'un choix de factums tirés d'un recueil publié en 1749, sous ce titre : *Causes amusantes et connues*. Ces extraits, dont je ne ferai point l'énumération, ne justifient pas très bien l'intitulé *la Vie de Paris sous Louis XV*.... C'est un bien petit côté, et parfois un côté scandaleux de cette vie qui nous est révélé, et j'avoue que je ne vois pas bien ce qui a engagé M. A. Franklin à comprendre dans son intéressante collection ce qu'il appelle « ces curieux mémoires judiciaires. » Nous préférons le louer de l'introduction de cinquante-quatre pages où il expose toute l'organisation judiciaire au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

G. DE B.

**La Société française du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle**, par Victor du Bled. Paris, Perrin, in-12 de xxix-318 p.

Ces conférences ne peuvent point passer pour des études historiques : ce sont, sans ordre ni méthode, des souvenirs de nombreuses lectures que l'auteur a présentées sans critique à un public facile. Les anecdotes sont accumulées à la place de jugements étudiés et raisonnés. Tallemant des Réaux semble le modèle suivi, et le système s'étendant sur trois siècles paraît encore plus défectueux. Il y a des personnages comme Henri IV, auxquels on peut prêter beaucoup de propos légers; mais pourquoi abuser de l'ingénuité de Louis XIII pour lui attribuer, d'après Héroard, des mots d'enfant terrible qui jurent avec son caractère connu? Que Richelieu ait pris plaisir aux niaiseries ou aux méchancetés de Bois-Robert ou de Guillaume Bautru, c'est possible; mais le cardinal avait, heureusement pour lui, d'autres relations qu'on aurait pu rappeler. Les jansénistes sont jugés non moins légèrement; et les quelques idées personnelles développées par M. Victor du Bled sont très contestables; mais c'est encore la banalité qui domine dans ce volume. où il y a vraiment trop peu de choses à apprendre.

B.

**La Représentation des aristocraties dans les Chambres hautes en France (1789-1815)**, par Jules Rais, docteur en droit, ancien élève diplômé de l'École des sciences politiques, attaché à la bibliothèque de la Chambre des députés. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1900, in-8 de 348 p.

Un des points de droit constitutionnel sur lesquels on constate un

accord assez général, c'est la division du Parlement en deux Chambres. Pour le recrutement de la Chambre basse, on tend de plus en plus à admettre, dans tous les pays civilisés, soit le suffrage universel, soit au moins un droit de vote très largement départi. Mais aucune doctrine commune ne s'est encore dégagée en ce qui concerne la composition de la Chambre haute.

Dans plusieurs pays étrangers, on s'est arrêté à l'idée d'attribuer à cette Chambre la représentation des intérêts aristocratiques. Tel est notamment le cas pour l'Angleterre. Chez nos voisins, les barons, en s'unissant aux prélats, ont formé la Chambre des lords; les chevaliers, en s'unissant aux bourgeois, ont formé la Chambre des communes. Une évolution semblable s'était manifestée dans l'assemblée provinciale du Béarn. Elle fut sur le point de se renouveler en 1789, puisque, dès la réunion des états généraux, le haut clergé fit cause commune avec la noblesse, tandis que le bas clergé allait rejoindre le tiers état. Cette solution, préconisée par quelques brochures, et demandée par les cahiers de trois ou quatre bailliages, se trouva écartée provisoirement par les circonstances qui amenèrent la constitution de l'Assemblée nationale. La question fut examinée pour l'avenir au mois de septembre 1789 : 490 voix se prononcèrent pour la Chambre unique, contre 89 et 122 abstentions. Là noblesse avait été en masse hostile à l'établissement d'une seconde assemblée, la haute noblesse afin de priver les institutions nouvelles d'un rouage qu'elle considérait comme indispensable à leur fonctionnement, la petite noblesse par crainte d'en être exclue et de se trouver confondue avec le

tiers ; car tel est l'état d'esprit de toutes les classes de la société française, que nul n'admet les distinctions de rang qu'autant qu'elles lui profitent.

Napoléon essaya de peupler d'une aristocratie nouvelle le Sénat conservateur établi par la constitution de l'an VIII. M. Rais entre à ce propos dans des détails intéressants sur l'organisation de cette assemblée, que son rôle peu brillant a fait négliger par la plupart des historiens. Il expose en particulier l'institution des *sénatoreries*, créées par le sénatus-consulte du 14 nivôse an XI. Ce système, peu connu du grand public, comportait la formation, dans le ressort de chaque cour d'appel, d'une sorte d'apanage pris sur les biens du domaine de l'État, et dont la jouissance était accordée, à titre de supplément de traitement, à un sénateur désigné par le premier consul, puis par l'empereur, sur présentation triple du Sénat.

L'ouvrage se termine par un chapitre consacré à la Chambre des pairs de la Restauration. En l'instituant, la Charte se proposa d'établir un corps intermédiaire entre le souverain et le peuple, selon la formule anglaise célébrée par Montesquieu, et exaltée après lui par Chateaubriand, J. de Maistre, Bonald, Benjamin Constant et presque tous les publicistes contemporains. Mais l'aristocratie, battue en brèche par la royauté depuis tant de siècles et si rudement éprouvée par la Révolution, n'était pas à même de jouer le rôle qu'on lui demandait. Aussi ne fut-elle pas d'un très grand secours à la monarchie restaurée, qu'elle ne défendit sérieusement ni en 1815 ni en 1830.

Les nations modernes n'ont pas encore déterminé les éléments qui, à

défaut de l'aristocratie, entreraient à l'avenir dans la composition des Chambres hautes. Il est difficile de considérer comme un type définitif le Sénat français, tel que l'ont organisé les lois de 1875 et de 1884. M. Rais se demande (p. 7) si, à défaut d'un corps intermédiaire, il ne conviendrait pas « de rechercher dans la nation des corps intermédiaires entre l'individu, réalité primordiale, et l'État, la plus haute des entités collectives, de les rechercher où ils sont, c'est-à-dire dans les associations locales ou professionnelles, autorisées, suscitées ou organisées par les lois, et de leur donner une représentation dans la Chambre haute. » Il y a là une idée qui, émise pour la première fois, croyons-nous, par Monsieur le comte de Chambord, dès le milieu du second empire, semble faire son chemin et pourrait bien être la solution de l'avenir.

H. RUBAT DU MÉRAC.

**Essai de restitution des plus anciens mémoriaux de la Chambre des comptes de Paris** (*Paler, noster*<sup>1</sup>, *noster*<sup>2</sup>. *Qui es in coelis, croix*, A<sup>1</sup>), par MM. Joseph PETIT, archiviste aux Archives nationales, et GAVRILOVITCH, MAURY et LÉODORU, avec une préface de Ch.-V. LANGLOIS. Paris, Alcan, 1899, in-8 de xxii-263 p. (Bibliothèque de la faculté des lettres de l'Université de Paris).

Tous les érudits qui s'occupent de l'histoire administrative de la France à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ou au commencement du XIV<sup>e</sup>, savent quelle mine de renseignements précieux leur offrent les registres de la Chambre des comptes appelés *mémoriaux*. Malheureusement, jusqu'alors cette mine était peu abordable. Presque tous les originaux de cette collection

avaient disparu dans la catastrophe de 1737, et l'on n'avait plus à sa disposition qu'une quantité énorme de copies provenant soit de collections particulières, soit de la reconstitution officielle. Au milieu de toutes ces copies, l'embarras était grand. Quelles étaient celles qui présentaient les meilleures leçons ? Il eût été souvent bien difficile de répondre. De plus, beaucoup de ces collections avaient été copiées les unes sur les autres. Quelle était celle qui se rapprochait le plus de l'original ? Il eût fallu un labeur énorme pour arriver à donner l'édition vraiment critique d'un texte tiré des *mémoriaux*. Aussi s'en tirait-on en publiant le texte d'un manuscrit quelconque, ordinairement de la reconstitution officielle, souvent aussi défectueux, quelquefois même plus, que celui des autres collections. Une étude comparative de plusieurs manuscrits permettait aussi de corriger les fautes les plus grossières ; mais tout cela n'offrait pas de sérieuses garanties.

Désormais, grâce à M. Ch.-V. Langlois, professeur à la faculté des lettres de Paris, et à ses élèves, on pourra tirer meilleur parti des plus anciens de ces textes. Dans son *Essai de restitution des plus anciens mémoriaux*, il a cherché à se rendre compte exactement : 1° du contenu de chacun des registres originaux. Il put y parvenir, grâce aux tables qui en ont été conservées ; 2° des différents manuscrits dans lesquels se trouvent maintenant les documents contenus autrefois dans ces registres ; 3° au milieu de toutes ces copies il a tâché de déterminer celles qui étaient les plus correctes, et qui seules méritaient d'être utilisées ; 4° enfin, si un texte était déjà publié, il a éga-

lement indiqué dans quel ouvrage il se trouvait. On a donc ainsi un guide excellent et qui permettra d'utiliser désormais ces recueils. M. Langlois a fait précéder ce travail d'une bonne étude sur les *mémoriaux*. Le point le plus saillant et le plus neuf de cette étude est sans contredit celui qui est consacré au manuscrit Cosin 12814 de la Bibliothèque nationale. Depuis longtemps ce manuscrit avait intrigué bien des érudits qui l'avaient étudié sans avoir pu déterminer exactement sa nature. M. Langlois a trouvé le mot de l'énigme et l'a identifié heureusement avec le registre *Noster*. Quarante-quatre pièces justificatives, et un bon index terminent cet ouvrage, qui fait le plus grand honneur à M. Langlois et à ses élèves, parmi lesquels il est juste de mettre en première ligne M. J. Petit, à qui incomba le soin de la publication de la presque totalité de ce volume.

J. VIARD.

**Études sur quelques manuscrits de Rome et de Paris,**  
par Achille LUCHAIRE. Paris, Alcan,  
1899, in-8 de 173 p.

Cette série d'études est consacrée à quelques sources de l'histoire de France, qui appartiennent soit au fonds de la reine Christine de la Bibliothèque vaticane, soit à la Bibliothèque nationale. M. Luchaire étudie successivement un manuscrit du livre *De consecratione* de Suger, utilisé par Duchesne et Mabillon, négligé par Lecoy de la Marche et Molinier ; un autre de la *Chronique de Morigni*, inconnu des éditeurs des *Monumenta Germaniae historica* ; un autre du *Fragment d'histoire d'Anjou*, attribué à Foulque le Réchin, et contesté

sans motif suffisant par Mabile; des *Annales de Jumièges*; un *Cartulaire* de Saint-Vincent de Laon; une collection de documents, qui intéressent le diocèse de Soissons, publiée par Martène dans son *Amplissima collectio*; trois manuscrits des *Miracula S. Dionysii*; un des *Gesta Dagoberti*.

L'étude sur les *Recueils épistolaires* provenant de l'abbaye de Saint-Victor est la plus longue, sinon la plus importante.

Les textes ou les inventaires ajoutés par M. Luchaire à son travail méritent l'attention des érudits. Ils sont empruntés aux manuscrits qu'il a étudiés. Il donne à la fin l'indication des manuscrits du fonds de la reine Christine, actuellement à la Bibliothèque vaticane, qui intéressent l'histoire de France ou l'historiographie française aux *x<sup>e</sup>*, *xii<sup>e</sup>* et *xiii<sup>e</sup>* siècles.

M. B.

**Les Sources de l'ancien état civil parisien. Répertoire critique**, par Marius BARROUX, archiviste adjoint de la Seine. Paris, H. Champion, 1898, in-8 de vu-136 p.

Les actes de l'état civil parisien antérieurs à 1860 ont tous été détruits dans les incendies de 1871. M. Marius Barroux a entrepris de relever, en fait de sources manuscrites ou de sources imprimées, les actes que l'on trouve réunis en registres ou en collections. Dans une première section, il énumère les sources d'actes sous la forme authentique : registres paroissiaux, registres de l'état civil des établissements hospitaliers; registres de l'état civil d'autres établissements religieux; registres de l'état civil des non-catholiques; registres municipaux et tables de ces registres; actes

reconstitués en vertu de la loi du 12 février 1872; actes modificatifs et rectificatifs; registres des souverains conservés aux Archives nationales. — Dans une deuxième section sont énumérées les sources d'actes sous la forme non authentique : copies de registres et tables; collections d'extraits imprimées ou manuscrites.

Une deuxième partie est consacrée aux documents d'état civil : registres d'ordre des différents cultes; archives de l'enregistrement; registres d'ordre des établissements hospitaliers; procès-verbaux d'apposition de scellés; anciennes listes données dans des recueils périodiques, tels que la *Gazette de France*, le *Mercure de France*, les *Petites affiches*, le *Journal de Paris*; registres des pompes funèbres; archives des cimetières; épitaphiers; papiers de famille; ouvrages généalogiques.

Un index alphabétique termine ce répertoire, qui est une très utile constatation de ce qui existe en fait de sources permettant de suppléer à tout ce que la rage des communards de 1871 a anéanti. L. C.

**Études critiques sur divers textes des *X<sup>e</sup>* et *XI<sup>e</sup>* siècles. Historia d'Adémar de Chabannes**, par JULES LAIR. Paris, Picard, 1899, in-4 de viii-298 p. et pl.

Après les différents travaux dont la chronique d'Adémar de Chabannes fut déjà l'objet, on pouvait considérer comme élucidées la plupart des questions qui la concernaient. Il n'en était rien, car, à la suite d'une étude approfondie de ce texte, M. J. Lair arrive à des conclusions bien différentes de celles des érudits qui s'occupèrent de ce chroniqueur avant lui. Voici ces conclu-

sions. Premièrement, il y a eu deux rédactions ou deux projets de rédaction, l'une en deux livres, l'autre en trois; secondement, ni l'une ni l'autre ne sont l'œuvre d'Adémar. • La partie originale de l'*Historia*, dit M. Lair, commence au chapitre xvi du livre III, et encore, pour les chapitres xvi à xvii, l'originalité n'est pas grande, elle consiste dans quelques modifications apportées aux textes des chroniques d'Aquitaine ou d'Angoulême. De plus, l'examen qui, pour être effectif, doit descendre jusqu'à la minutie, prouve encore que cette partie n'est pas de la main du moine de Saint-Cybard. Au chapitre xviii du livre III, 2<sup>e</sup> partie, l'*Historia* prend plus d'ampleur, le caractère aquitain en est plus prononcé. • On serait tenté alors de voir en cette dernière partie l'œuvre d'Adémar. Pas du tout. M. Lair déclare que cette partie, pas plus que la première, n'est • l'œuvre directe d'Adémar, et qu'Adémar n'est pas non plus l'auteur du texte qui a servi de thème à cette œuvre. • Adémar eut cependant une part dans cette composition, • mais il est impossible de déterminer l'importance de cette part. C'est une question à régler presque paragraphe par paragraphe. • Tel est le résultat de cette longue étude, à la suite de laquelle M. Lair a réédité la partie originale de l'*Historia*, accompagnant le texte de nombreuses et savantes notes. Plusieurs appendices traitant des questions particulières terminent ce travail, qui fait honneur à la critique et à la sagacité de l'auteur.

J. VIARD.

**Lézat, sa coutume, son consulat**, par Ch. LE PALENC et P. DOGNON. Toulouse, Édouard Privat, 1899, in-8 de Lxvii-125 p. et pl.

La ville de Lézat (aujourd'hui Ariège, arrondissement de Pamiers) doit son origine au monastère de ce nom. Elle ne serait donc pas antérieure au x<sup>e</sup> siècle, puisque l'abbaye remonte à l'année 940 ou environ. La coutume accordée à cette ville, et que MM. Le Palenc et Dognon ont publiée *in extenso* d'après un manuscrit probablement contemporain, date de 1299. Cette coutume, qui fixe l'autorité consulaire émanée du seigneur abbé, et détermine, avec les attributions de police et de finances que le seigneur se réservait, celles qu'il concédait aux consuls, comprend soixante-dix articles. Elle fixe les rapports entre les abbés de Lézat et les habitants de cette ville du xiii<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle; mais ce ne fut pas sans de nombreux conflits qui, à la fin, aigrirent les habitants contre l'abbaye. La publication de cette coutume est faite avec soin. Un grand nombre de notes, rejetées vers la fin du volume, en éclairent le texte. Un appendice, comprenant sept chartes qui se rapportent à cette ville, complète les renseignements fournis par la coutume sur l'organisation municipale de Lézat. Enfin, une bonne table analytique des matières permet d'utiliser facilement ce travail.

J. VIARD.

**Histoire de Cléry et de l'église collégiale et chapelle royale de Notre-Dame de Cléry**, par LOUIS JARRY, précédée d'une notice sur l'auteur par M. le comte Baguenault de Puchesse. Orléans, H. Herluison, 1899, in-8 de xxxii-428 p. et pl.

M. Louis Jarry, qui fut un de nos

20

bons érudits de province, avait consacré tous ses ouvrages à l'histoire de l'Orléanais. Celui qui nous est donné aujourd'hui est une œuvre posthume, mais cependant une œuvre que la mort n'a pas laissée inachevée. Fruit de longues et patientes recherches, il comptera certainement parmi les meilleures productions de cet auteur.

L'histoire de l'église collégiale de Cléry avait déjà tenté plusieurs écrivains avant M. Jarry, mais aucun n'avait encore donné sur ce sujet un travail satisfaisant. Celui que nous signalons laisse bien loin derrière lui ses prédécesseurs et peut être considéré comme un travail définitif. La ville de Cléry ne doit sa célébrité qu'à sa fameuse collégiale qui, sous Louis XI, devint chapelle royale ; aussi son histoire est-elle intimement liée à celle de son église. Le premier chapitre nous fait connaître les origines de Cléry et s'étend jusqu'à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, date de l'invention de la statue de la Vierge. Le chapitre suivant nous fait connaître le mouvement religieux dans l'Orléanais au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et les circonstances dans lesquelles fut fondée la collégiale de Cléry. Après quelques chapitres consacrés à l'histoire de cette collégiale pendant la guerre de Cent ans, on arrive à la période la plus glorieuse, c'est-à-dire au règne de Louis XI. Ce prince, qui l'honora d'une affection particulière, l'érigea en chapelle royale et la choisit pour lieu de sa sépulture ; aussi la combla-t-il de faveurs. Les successeurs de Louis XI ne l'oublèrent pas non plus ; mais, un peu délaissée à partir de la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, elle était tout à fait en décadence vers 1715, ainsi que le constate un procès-verbal de visite de cette époque. Cette collégiale, que les hugue-

nots n'avaient pas épargnée, ne le fut pas non plus par la Révolution. Elle fut cependant sauvée de la destruction et, à la restauration du culte, devint église paroissiale. Vingt-trois pièces justificatives et une bonne table terminent ce travail, fait très consciencieusement, bien présenté et orné d'un bon nombre d'héliogravures qui en augmentent l'intérêt. En tête, M. le comte Baguenault de Puchesse a donné, en quelques pages, une intéressante biographie de l'auteur, qui avait donné sur l'Orléanais un grand nombre de travaux, comme le témoigne la bibliographie de ses œuvres placée à la fin de cette notice.

J. VIARD.

**Le Livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbounais du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle**, publié avec une introduction, un glossaire, des notes et des tables, par ALPHONSE BLANC. T. II, 1<sup>re</sup> partie. Paris, A. Picard et fils, 1899, in-8 de vi-672 p.

Le volume que publie aujourd'hui M. Alphonse Blanc ne contient que le texte du livre de comptes de Jacme Olivier, suivi d'un bon nombre de pièces tirées des archives de Narbonne. Les notes nombreuses qui accompagnent le texte sont données seulement pour faire connaître l'état du manuscrit ou proposer des rectifications. Aucune n'offre des éclaircissements au point de vue historique ou philologique. On n'aura donc ainsi, en attendant les deux autres volumes qu'annonce M. Blanc, qu'une publication de textes, très intéressants certainement pour l'histoire économique et commerciale d'une partie du Midi de la France au



xiv<sup>e</sup> siècle, mais difficilement utilisable. A la suite du livre de comptes de Jacme Olivier, publié avec soin, l'éditeur a donné soixante-huit pièces justificatives, tirées des archives de Narbonne; toutes fournissent d'excellents renseignements sur la vie municipale et sur les transactions commerciales dans les provinces méridionales. Elles s'échelonnent entre les années 1175 et 1327, tandis que le texte du livre de comptes va de 1381 à la fin de l'année 1391. Bien que ce livre ne donne que des mentions très brèves, il pourra cependant être utilement consulté par tous les érudits qu'intéressent les questions économiques; on y relève, en effet, non seulement des mentions concernant bien des branches du commerce, mais aussi l'agriculture. Il serait donc désirable que M. Blanc ne tardât pas trop à publier les deux autres volumes annoncés, qui renfermeront l'introduction, les tables et le glossaire, car on aura ainsi les moyens de l'utiliser facilement.

JULES VIARD.

**Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne**, par M. l'abbé ANGOT. Laval, Goupil, 1900, gr. in-8.

Le premier volume de cette importante publication a paru récemment; elle comprendra trois volumes, imprimés à deux colonnes, et peut-être un volume supplémentaire.

Pour le plan de l'ouvrage et pour la disposition typographique, l'auteur s'est inspiré du *Dictionnaire de Maine-et-Loire* de M. Célestin Port; il en égale l'intérêt et, à bien des égards, il en surpasse l'érudition. Depuis vingt à trente ans il a dépouillé, en vue de cette œuvre, toutes les publications et

tous les documents qui, à un titre quelconque, lui pouvaient fournir un renseignement sur la topographie, l'histoire de la Mayenne, de ses villes, de ses hameaux, de ses lieux dits, de ses hommes, de ses institutions; il a parcouru toutes les paroisses, recueillant les chroniques manuscrites et les traditions, étudiant les monuments, dépouillant les archives des communes et des fabriques, des notaires et des familles. Il a recueilli ainsi une foule de renseignements nouveaux, souvent très intimes; il a compulsé avec le plus grand soin les registres des insinuations et les divers fonds d'archives publiques de Laval, du Mans, d'Angers, de Paris; de là une somme énorme de matériaux, classés aujourd'hui avec une méthode claire et précise au presbytère de Louverné, qui est l'atelier de l'auteur, et dont ce premier volume montre la richesse, la sûreté et l'intérêt.

Pour chaque commune, la notice est ainsi divisée : géologie (notes fournies par M. OElhert, président de la Société géologique de France); géographie; population; renseignements divers (foires, assemblées, etc.), agriculture, industrie, etc.; paroisses (église, chapelles, fondations, listes des curés, prieurs, etc.); établissements de bienfaisance; écoles; féodalité; notes historiques; administration. (liste des maires), etc., etc. Ce volume contient les lettres A-C et huit cent cinquante pages de texte à deux colonnes. Des notices, importantes par leur étendue et surtout par l'abondance des renseignements, inédits pour la plupart, sont consacrées à des villes, à des localités, des monastères, des familles, des hommes, dont elles résument l'histoire d'une façon concise, érudite et sûre : villes de Craon, Château-Gontier, communes d'Am-

brières, Bazougen, Bierné, Bouère, Chailland, Cossé-le-Vivier, etc.; montagnes des Coëvrons, abbayes de Bellebranche, de Clermont; familles de Baglion, Boisjordan, Arnoul, Anthénaise, d'Avaugour, de Bailly, de Birague, Cazet, Champagné, etc.; saint Bernard de Tiron, saint Alleaume, le chartreux Cousturier, le trésorier Jean Bourré, l'évêque de Nîmes Anthyme Cohon, l'architecte Corbineau, l'abbé Bernier, Cottereau dit Jean Chouan, l'abbé Chatezel, le cardinal de Cheverus, le conventionnel Bissy, etc., et parmi les modernes, le P. Chaignon, Mgr Colombert, évêque de Saïgon, l'abbé Coquereau, Mgr Bouvier, évêque du Mans, le ministre Boudet, l'artiste Tancrede Abraham, etc. Il est, on le conçoit, impossible et inutile d'analyser cette encyclopédie. C'est, en résumé, un recueil du plus sérieux intérêt, non seulement pour l'histoire des pays qui ont formé la Mayenne, des hommes qui les ont habités, des monuments qu'ils y ont élevés, mais aussi pour celle des pays voisins, de l'Anjou, du Haut-Maine, de la Normandie et de la Bretagne; et ces premières pages témoignent de l'érudition, de la méthode, de la consciencieuse exactitude qui sont les qualités dominantes de cette œuvre, fruit de tant d'années de laborieuse préparation.

J.-M. RICHARD.

**Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.**  
T. XXVIII. Paris, Picard; Saintes, L. Cassereau, 1899, in-8 de 457 p.

Le tome XXVIII des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis se divise en deux parties. La première partie, intitulée *Un fief en Saintonge, la maison de la Madeleine à Cognac*,

est l'histoire d'une noble famille saintongaise à la fin du xv<sup>e</sup> et au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Le dossier relatif aux La Madeleine comprend quarante et une pièces publiées *in extenso* ou en analyse, et précédées d'une notice qui fait connaître le rôle rempli par un certain nombre de membres de cette famille. L'ensemble de ce dossier, qui fut donné en presque totalité à la Société des Archives historiques de la Saintonge par M. Maufras, et qui est publié par M. Charles Dangibeaud, ne manque pas d'intérêt pour l'histoire de cette région.

La seconde partie, intitulée *Mélanges*, comprend trente documents s'échelonnant de 1301 à 1786. Parmi les plus importants, nous citerons : La vente au roi de la terre de Rochefort en 1301; le journal de ce qui s'est passé au siège de Saintes en 1352; la relation d'un voyage en Poitou, Aunis et Saintonge, par Claude Perrault, en 1669; l'état des paroisses de l'élection de Saint-Jean-d'Angély de 1680 à 1686; l'état général des domaines du roi engagés dans la généralité de La Rochelle: La Rochelle, Rochefort, Cognac, l'île de Ré, Saint-Jean-d'Angély, l'île d'Oléron, Saintes; le dessèchement des marais de Rochefort: 1782-1786. Une table des matières et une table onomastique permettent d'utiliser facilement ce volume, qui, comme tous ceux qu'a déjà publiés la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, sera bien accueilli par les érudits.

J. VIARD

**Lois de Guillaume le Conquérant en français et en latin.** Textes et étude critique publiés par JOHN E. MATZKE, avec une préface historique par Ch. BÉMONT. Paris, A. Picard et fils, 1899, in-8 de liv-32 p. (dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*).

Bien des éditions ont été déjà données de ces lois si importantes pour l'étude de l'ancienne législation anglo-saxonne; mais aucune n'avait encore été établie avec le soin et la critique que M. Matzke a apportés dans l'établissement de ce texte. Si aujourd'hui on ne connaît plus qu'un manuscrit du texte français des lois attribuées à Guillaume le Conquérant, il est cependant certain qu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, au moins six autres manuscrits contenaient une version de ces mêmes lois plus longue et plus complète. Ces manuscrits ont disparu; mais les éditeurs de cette époque les avaient utilisés, et il était bon de rechercher le parti que l'on pouvait tirer de ces différentes éditions pour donner un texte aussi correct et aussi complet que possible. Grâce à une étude comparative très minutieuse de ces différentes éditions, et à une excellente étude de la langue, M. Matzke a pu établir une bonne classification des manuscrits, et démontrer que la composition de ces lois doit être placée entre 1150 et 1170. En tête de cette édition, M. Ch. Bémont a donné un travail très succinct, mais très clair, sur les différentes compilations juridiques anglo-saxonnes du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, qui fait bien ressortir la valeur des textes publiés au point de vue de l'histoire du droit.

J. VIARD.

**Yule and Christmas. Their place in the germanic year,** by Alexander TILLE, Ph. D. London, David Nutt, 1898, in-8 de 218 p.

Le docteur Alexandre Tille, professeur agrégé de littérature et de langue allemandes à l'Université de Glasgow, étudie dans ce livre les partitions anciennes de l'année germanique. Il résout très habilement la difficulté résultant de la divergence apparente des institutions et de l'étymologie, qui présentent d'une part une triple division de l'année, et de l'autre, une double seulement. Il serait trop long d'essayer de reprendre ici cette explication après lui; disons seulement qu'elle nous a semblé péremptoire. Nous comprenons, instruits par ses savantes utilisations des vieux textes civils et canoniques, l'origine des époques connues sous les noms de *Martinmas* et *Michaelmas*, *Christmas*, etc. En passant, l'auteur indique les raisons de l'introduction de certains usages qui ont persévéré dans les pays anglo-saxons, tels : les mascarades et le gâteau du 1<sup>er</sup> janvier, les feux de joie, l'arbre de Noël. Cette dissertation, très scientifiquement conduite, a une importance toute spéciale pour ceux que passionne l'étude des vieux usages de l'Allemagne, de l'Angleterre et des pays scandinaves.

G. P.

**Ricerche e documenti,** per ZAMBLER e CARABELLESE. Volume secondo : *Le relazioni commerciali fra la Puglia e la repubblica di Venezia dal secolo X al XV*. Trani, Vecchi, 1898, in-8 de 191 p.

Cet ouvrage, signé de M<sup>re</sup> Zambler et M. Carabellese, est en partie le remaniement, en partie la suite d'une publication antérieure du seul

M. Carabellese; il semble que l'auteur ou les auteurs aient tâtonné sur le plan à adopter. Le présent volume commence par une introduction sur les origines des rapports commerciaux entre Venise et la Pouille jusqu'à la conquête angevine, qui reproduit et résume la préface du tome I<sup>er</sup>. Les auteurs montrent comment ces rapports, fréquents, à ce qu'il semble, dès avant l'arrivée des Normands, furent tour à tour, sous les dynasties normande et souabe, tantôt consacrés par des traités et des privilèges, tantôt troublés par des conflits politiques quand Venise soutenait Byzance contre les Normands, ou le pape contre Frédéric II. Dès cette époque, comme dans la suite, les relations politiques décidaient des relations commerciales. Elles sont excellentes, dans l'ensemble, sous les trois premiers Angevins, quoique, à partir de 1266, au moins jusqu'à la faillite des Bardi, les Vénitiens aient eu affaire à la concurrence nouvelle et redoutable des Florentins. Le règne de Jeanne I<sup>re</sup> fut bien plus avantageux encore pour Venise, et marque l'apogée de son commerce avec la Pouille; en récompense de son attitude dans les conflits de Naples avec la Hongrie, elle est comblée de privilèges par Jeanne, même au détriment le plus certain des regnicoles. Aussi, durant la période troublée qui suivit la mort de la reine, y eut-il en Pouille de véritables révoltes contre la prépotence

Vénitiens. Jeanne II rétablit les rapports. Mais, durant la guerre civile entre Aragonais et Angevins, Venise dut par elle-même, et par la force, maintenir ses positions en Pouille contre Venise qui cherchait à l'évincer, et parvint en effet un instant à secouer le joug à la faveur de la rupture politique entre Alfonso d'Aragon

et Venise. Mais les embarras de Ferdinand II fournirent à la république l'occasion d'en venir enfin à son objet et de se faire donner en gage, en échange de son concours contre la France, plusieurs des ports de Pouille, dont Trani et Monopoli. Elle les reperdit seulement à la paix de Bologne, par rétrocession à Charles Quint. Elle les rendait d'ailleurs ruinés. Dans son ensemble, cette histoire est celle de la ruine économique d'une région jadis florissante, exploitée par les étrangers, en vertu de privilèges arrachés par des considérations politiques. Un dernier chapitre étudie l'organisation des consulats vénitiens de Pouille. L'appendice renferme dix documents, échelonnés de 1122 à 1466, numérotés de XLVII à LVI (ils font suite à quarante-six documents publiés dans le premier volume).

J.

**Le Associazioni in Italia avanti le origini del comune**, per A. SOLMI. Modena, Soc. tipog., in-8 de viii-140 p.

C'est un travail intéressant, clair et de lecture agréable, sur une question difficile d'histoire des institutions et des mœurs. L'auteur attache la plus grande importance aux facteurs économiques, et ne voit guère qu'un fait de cet ordre dans l'existence de ces associations qui n'arrivent que par une très lente évolution à conquérir une importance et même une vie politique. Il nie nettement la survivance des corporations romaines dans les premiers siècles du moyen âge, et montre comment, nées dans un état social où les institutions municipales étaient fort développées, ces corporations devaient disparaître pendant une période agricole et rurale,

celle qui a suivi la chute de l'empire. C'est d'une origine byzantine que viennent les *scholae* de Rome et de Ravenne qui ont subsisté jusqu'au *x<sup>e</sup>* siècle. L'association jurée des Lombards, analogue aux ghildes du nord, cesse d'exister à l'époque féodale. Ce qu'il y a de plus intéressant dans le travail de Solmi, c'est qu'il montre bien la solution de continuité existant entre les anciennes associations romaines et celles du moyen âge. Peut-être, comme l'a justement fait observer M. H. Pirenne, est-il trop germaniste, et ne montre-t-il pas assez, en étudiant ce développement d'institutions selon un mode quasi germanique, le milieu italien dans lequel elles ont grandi, et qui les a fort différenciées de ce qu'elles auraient été au delà des Alpes. Mais ce travail n'en reste pas moins une excellente étude sur une des questions fondamentales de l'histoire sociale du moyen âge italien.

L.-G. P.

**Francesco Guicciardini e il governo fiorentino dal 1527 al 1540**, per Agostino Rossi. Con nuovi documenti. Tome II (1531-1540). Bologne, Zanichelli, 1899, in-12 de 351 p.

Ce second volume vient compléter après un assez long intervalle la biographie politique de Guichardin, dont j'ai jadis rendu compte ici même. Le présent volume reprend cette biographie en 1531, date où finissait le premier, et la continue jusqu'en 1540, mort de l'historien. Ces neuf années ne sont pas moins remplies de faits ni racontées avec moins de détails que les quatre précédentes. Le premier chapitre (1531-avril 1532) ramène Guichardin à Florence, avec Alexandre de Médicis et le montre consulté par le pape Clément VII, dési-

reux d'établir à Florence le principat, sur les réformes nécessaires selon lui. Robert Acciaiuoli, Francesco Vettori, Luigi Guicciardini et enfin Francesco Guicciardini (notre Guichardin) composent à ce sujet des discours ou dissertations, que Rossi étudie ici en détail ; il montre que les idées de Guichardin ne furent pas accueillies volontiers par le pape, et, bien qu'il ait été l'un des douze réformateurs, que Guichardin lui-même fut traité avec dédain par le saint-siège. Après cette réforme de 1532 qui fut peu populaire à Florence, le chapitre II montre le rôle de Guichardin comme conseiller du duc Alexandre jusqu'à la mort de celui-ci. Ces cinq années furent les plus actives et les plus glorieuses de la vie de notre politique. L'auteur insiste sur son rôle dans les négociations de la Ligue de Bologne en 1533 et de l'entrevue de Marseille entre Clément VII et François I<sup>er</sup> ; sur ses conseils et son attitude pendant la dernière maladie de Clément VII, au moment de sa mort ; sur sa décision d'abandonner la vice-légation de Bologne et de rester fidèle au duc Alexandre. C'est à ce moment que commença vraiment l'apogée de l'influence de Guichardin sur le duc, et de son action dans la politique intérieure comme dans les rapports de Florence avec le saint-siège, Charles-Quint et les autres puissances. Rossi, ayant à parler ici de l'apologie d'Alexandre, par Guichardin, la *Difesa*, est amené à faire un tableau d'ensemble du gouvernement de ce duc et un portrait du prince : à ce propos il critique de très près les témoignages relatifs aux prétendus crimes d'Alexandre de Médicis : empoisonnement de sa mère, assassinat de Georges Ridolfi, empoisonnement de Luisa Strozzi, du poète Berni, du cardinal

Ippolito de Medici, et il montre, sans vouloir rien décider quant au fond, que la plupart de ces témoignages n'ont aucune certitude; c'est là un des morceaux les plus intéressants du livre pour l'histoire florentine générale. Avec le troisième chapitre l'auteur aborde la vieillesse de Guichardin et sa décadence d'influence. Cosme, en effet, bien que Guichardin eût contribué à son élection, le traita avec froideur et avec défiance; les tendances trop espagnoles des conseillers de Cosme ne plaisaient pas à Guichardin, et cette divergence de vues contribua encore à le faire laisser à l'écart. Ainsi, voyant son autorité dans les affaires publiques diminuer de jour en jour, il multiplia et allongea ses séjours aux champs, où il mourut en 1540. En quelques pages de conclusion, Rossi résume tout son travail et donne une appréciation très juste de Guichardin, qu'il réhabilite des jugements trop sévères dont il a souvent été victime; il explique surtout les causes morales de son rapprochement avec les Médicis, et montre que tous les actes de l'homme d'État florentin se sont enchaînés avec une inflexible logique, sous l'impulsion d'un amour éclairé de sa patrie: « Il y admit la domination des Médicis, mais avec le concours des forces les plus intelligentes de la bourgeoisie florentine et la protection de Charles-Quint, mais sans aucune espèce d'ingérence étrangère. Toute sa conduite a gardé l'empreinte d'une personnalité puissante de cœur et d'intelligence. »

Ainsi conclut l'auteur, dont le jugement nous paraît aussi judicieux que modéré. Cette biographie sera indispensable à tous les historiens qui s'occuperont du xvi<sup>e</sup> siècle à Florence.

LEON-G. PÉLISSIER.

**Pietro Carnesecchi e il movimento valdesiano**, per Antonio AGOSTINI, Florence, 1899, in-8 de 354 p.

Intéressante étude sur un épisode peu connu du mouvement religieux en Italie, dont l'historien De Leva a dit seulement (*Archivio Veneto*, X, 2, 1875) qu'il n'honore pas moins l'Italie que le mouvement des lettres et des arts. L'auteur se défend, d'ailleurs, d'avoir voulu faire œuvre d'apologie ou de dénigrement, et d'avoir eu un autre but qu'un but tout à fait historique. Carnesecchi est presque ignoré; il n'a eu ni un vaste génie ni une vaste science, il n'a pas même été un des plus intrépides et des plus audacieux fauteurs des idées nouvelles; après avoir brillé pendant quelque temps en Italie, il retomba de nouveau dans l'obscurité; mais par sa médiocrité même, par ses relations avec les partisans de la réforme, il exprime bien les sentiments qui étaient dans l'air, et il peut être considéré comme un type moyen (representative man) des réformateurs italiens. C'est le premier mérite de cette étude.

Un autre est de faire connaître d'une façon définitive et judicieuse un document révélé déjà par l'Irlandais Richard Gibbings (*Report of the trial and martyrdom of Pietro Carnesecchi*, 1856), sorti on ne sait comment des archives de l'Inquisition, et déposé par Gibbings lui-même à la bibliothèque de Trinity College. Il y fut utilisé par Madden (*Galileo and the inquisition*, 1863), Gaidoz (*Revue de l'inst. publ.*, 1867), Benrath (*Rivista cristiana*, 1879), qui les a publiés et a fait l'histoire de leur déplacement (entre 1810 et 1813 apportés à Paris, vendus en 1815 au duc de Manchester, et cédés à Trinity College). Ces actes sont réunis

en soixante-neuf fascicules, et comprennent des correspondances pontificales de Boniface IX à Pie VI, sans grande importance, des dénonciations et procès pour magie au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, et enfin les registres originaux des sentences prononcées à Rome par le saint-office de 1564 à 1659. D'autre part, Giacomo Manzoni a publié en 1870, d'après une autre source (copie provenant de l'Archivio Dandini, vendu par les descendants de ce nonce en France), un *Estratto del processo tenuto contro Pietro Carnesecchi*. M. Agostini paraît s'être judicieusement servi de ces documents, les a savamment critiqués et les a utilement contrôlés par des documents inédits de l'Archivio de Florence (déjà publiés en partie par Leonardo Bruni dans son *Cosimo de' Medici e il processo d'eresia del Carnesecchi*) et par les œuvres des historiens antérieurs, notamment du continuateur de Baronio-Raynaldi, Giacobbe Laderchi, qui a travaillé d'après les pièces originales et a connu notamment quatre cent trente dépositions de témoins.

Muni de ces informations abondantes et critiques, M. Agostini a écrit, en quatorze chapitres, une intéressante biographie de Carnesecchi et un tableau de la pensée religieuse à son époque. Il suit d'abord le réformateur depuis sa naissance à Florence jusqu'au jour (1540) où la belle Giulia Gonzaga le met en présence de Giovanni Valdès, chef du mouvement hérétique qui a pris son nom, dans la riante villa de Chiaia. Valdès convertit aisément Carnesecchi à ses doctrines, bien qu'il eût été favori du pape Clément VII. Après un exposé, peut-être un peu confus, des doctrines valdésiennes et de l'école de Viterbe, l'auteur raconte les pre-

mières luttes de son héros en matière religieuse, son premier procès et sa retraite en France, sa lutte avec « l'Église de Rome », et après une digression sur la valeur littéraire de ses écrits, ses dernières épreuves, la catastrophe, le dernier procès, la condamnation et le supplice du réformateur. Le secrétaire florentin l'a raconté longuement dans sa dépêche du 3 octobre 1567 (Arch. Méd., filza 3583). Il fut, le 1<sup>er</sup> octobre, décapité, et son cadavre pendu et brûlé, au milieu d'une foule immense qui, l'ayant vu protonotaire sous le pape Clément et au comble de la fortune, venait maintenant contempler l'extrémité de sa ruine. La petite secte groupée autour de Carnesecchi, frappée par l'exil ou la prison, ne lui survécut pas. Il faut savoir gré à M. Agostini d'avoir traité avec modération et avec érudition ce sujet, qui est une utile contribution à l'histoire de la société et de la pensée italiennes au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle.

L.-G. PÉLISSIER.

**La Rivoluzione e l'assedio di Messina (1671-1678).** *Studio critico da fonti sincrone in gran parte inedite*, per G. GALATTI. 3<sup>e</sup> éd., Messine, Nicotra, in-8 de 342 p.

La révolution de Sicile de 1672, l'intervention française qui se prolongea jusqu'en 1678, sont un épisode plus célèbre que connu de l'histoire diplomatique et militaire du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Elles ont donné lieu à une abondante littérature de relations de mémoires, imprimés ou inédits, tels que le manuscrit de Venise, *Breve e sincera relazione dei tumulti di Messina* (Marc. XI, 71), *Mémoire de ce qui s'est passé dans la dernière guerre de Messine* (B. nat., f. franç. 5863), etc., etc.; mais elles n'ont pas encore

été étudiées dans leur ensemble et dans leurs rapports avec la politique générale de l'Europe, et avec le conflit franco-espagnol connu sous le nom de guerre de Hollande et que termina le traité de Nimègue. C'est cette lacune que vient de combler fort heureusement M. Galatti, dans un livre qui paraît bien informé et solidement établi. Il s'est servi, pour l'écrire, non seulement des relations citées plus haut et de leurs congénères, mais aussi d'une chronique municipale (*Notizie degli accidenti.... della città di Messina*. Messina, B. Univ. 75), à l'auteur de laquelle il attribue, tout en le reconnaissant dépourvu d'orthographe et de syntaxe, l'intelligence historique d'un Giovanni Villani, d'un Saint-Simon ou d'un Frédéric de Prusse : c'est peut-être beaucoup dire ; il s'est servi aussi des dépêches des ambassadeurs vénitiens à Paris, Ascanio Giustinian et Domenico Contarini, des résidents vénitiens à Naples, Girolamo Vignola, Anton Maria Vincenti, des relations imprimées du recueil Barozzi-Berchet, de lettres diverses des envoyés, des généraux et des ministres français à Louis XIV, et de celui-ci à eux. Il a connu la plupart des sources imprimées, comme les mémoires du marquis de Villette, ceux du général impérial G.-B. Mancini, et des travaux modernes de Rousset sur Louvois, et de Jal sur Duquesne notamment. Il est fort étonnant que M. Galatti n'ait pas soupçonné l'existence des documents relatifs à son sujet que possèdent les archives du ministère de la marine, notamment les lettres de cet intendant Colbert du Terron, dont j'ai publié quelques-unes dans l'*Archivio storico-italiano*. Il a également ignoré un important document que je trouve mentionné comme il suit dans

le Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Lyon, t. I, p. 360 : « Cod. 1375. Mémoire en italien adressé au roi Louis XIV par un officier non désigné, enfermé à ce moment au fort de Pierrecise, dans le but de se justifier de la perte de la place de Messine occupée par les Français en 1674. L'auteur paraît être Joseph de Marchisi, gouverneur de Messine. »

Il est d'autant plus regrettable que Galatti ait ignoré les sources françaises, qu'il a un parti pris visible contre les auxiliaires français de la révolution sicilienne, et que l'examen des documents émanés de Seignelay, de Vivonne et de Colbert du Terron l'auraient amené, sans doute, à modifier tant le détail de son récit que ses conclusions générales.

En tenant compte du point de vue étroitement sicilien d'où il juge son sujet et ses héros, il faut s'empresse de louer l'auteur de sa monographie, très nourrie de faits, très substantielle et en même temps très pittoresque et très vivante. Les meilleures parties en sont les plus exclusivement locales ; tout ce qu'il dit du gouvernement de Don Luigi dell'Hojo, de la division des citoyens en factions ennemies, les *Merli* et les *Malvizzi*, de la période anarchiste, du 30 mars au 13 avril 1672, de la fête de la *Sacra Lettera* jusqu'à l'insurrection du 7 juillet et à la prise du palais royal, est nouveau et intéressant. Le récit du siège, l'arrivée des divers corps auxiliaires français, du marquis de Vallavoire et du duc de Vivonne n'est pas moins curieux. Les chapitres de politique générale, l'intervention de la flotte hollandaise avec Ruyter, la série des combats et des batailles navales, n'ont pas le même attrait. Il y a du reste une certaine confusion dans ces chapitres ; elle est due à la



fidélité trop scrupuleuse que l'auteur a mise à suivre l'ordre chronologique. Mieux aurait valu donner d'abord un récit, peut-être moins minutieux, de la guerre maritime, et ensuite faire l'histoire intérieure de Messine, remplie du mécontentement des citoyens, des hésitations de Vivonne et de ses prétentions, de la misère générale et des incessantes conspirations Barna, frères Lipari, Borgia. La dernière partie de cette étude est plus vivante encore, et fort mélancolique pour les lecteurs français : une fois de plus nous pouvons y constater comment le manque de ténacité et d'esprit de suite nous ont fait perdre le bénéfice d'une tentative audacieuse et bien orientée vers le succès, et comment l'orgueil, l'ironie et l'amour-propre national, trop souvent mal entendus, nous ont si promptement aliéné les sympathies des populations secourues sur leur appel. La fin de cette campagne sicilienne, si bien commencée et marquée par des succès éclatants, est misérable et lugubre, et l'abandon des Messinois par Louis XIV fut une faute politique d'une incalculable portée pour le bon renom de sa loyauté.

Avec des défauts de composition assez apparents, et une certaine complaisance à ne rien omettre, même dans le détail, l'étude de M. Galatti n'en reste pas moins une contribution des plus honorables et des plus utiles à l'histoire de Sicile, et aussi à l'histoire de l'influence française en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle sera lue non seulement par « les moyennes intelligences italiennes » pour qui il l'a écrite, mais aussi par ces « graves et somnolentes assemblées de fossiles glorieux » envers lesquels il se montre bien gratuitement très dur.

LEON-G. PÉLUSSET.

Domenico PERRERO : *Asti riepurgata e la cittadella d'Alessandria liberata (1745-1746)*. Studio storico diplomatico. Torino, tip. dell'Artigianelli, 1898, in-12 de 228 p.

Il y a dans ce volume un pamphlet contre M. le duc de Broglie et une étude historique sur la politique de d'Argenson dans ses rapports avec la Sardaigne. L'auteur s'autorise des préférences politiques du duc de Broglie et de la sévérité jadis manifestée par lui dans certains articles du *Correspondant* (en 1860-1861!) contre la politique de Cavour et de Victor-Emmanuel, pour le charger à fond de train et lui dénier toute valeur d'historien et toute loyauté. Il lui reproche notamment, et c'est le mieux précisé de ses griefs historiques, d'avoir incriminé la duchesse de Bourgogne et la reine d'Espagne pour leur correspondance avec Victor-Amédée, leur père, correspondance, dont la tendresse filiale ne faisait pas toujours tous les frais. Mais cette discussion tout entière n'est qu'un hors-d'œuvre dans le petit livre de M. Perrero.

L'objet principal en est une étude sur les relations franco-sardes pendant le ministère de d'Argenson et particulièrement en 1745-1746, à propos du double et éclatant fait d'armes qui, le 5 mars 1746, livra aux troupes sardes, commandées par le baron de Leutrum, la ville d'Asti occupée par les Français et la citadelle d'Alexandrie, dont les Espagnols qui la bloquaient durent lever le siège. Cette double victoire a été comparée par Sclopis à la bataille de Turin de 1706, tant pour l'effet immédiatement produit que pour l'influence décisive sur la suite des événements. M. le duc de Broglie a expliqué (dans *Maurice de Saxe et d'Argenson*) cette perte

d'Asti par « un véritable guet-apens. » C'est contre cette explication que s'élève ici M. Perrero, qui prétend, dans les deux cent trois pages suivantes, en démontrer le mal fondé, et prouver l'honnêteté politique de Charles-Emmanuel III.

Après un rapide tableau de la triste situation où la retraite de l'Autriche et de l'Angleterre laissait Charles-Emmanuel III, en 1745, obligé de lutter seul contre les forces franco-espagnoles, Perrero indique que cette situation même suggéra à d'Argenson d'ouvrir avec le duc des négociations occultes pour une nouvelle alliance avec la France ; il commença par des ouvertures au comte Mongardino, intendant général des finances de la maison de Savoie, qui se trouvait à Paris pour liquider l'héritage d'un prince de Savoie-Carignan mort en 1741, et, après quelques résistances du marquis del Carreto di Gorzegno, qui gérait le ministère des affaires étrangères sardes pendant la maladie du ministre Ferrero d'Ormea, finit par avoir un entretien occulte avec Mongardino : cet entretien eut lieu le 1<sup>er</sup> avril 1745, et d'Argenson exposa de son mieux à l'agent sarde l'utilité qu'il y aurait pour son maître à accepter une alliance française, négociée à l'insu de l'Espagne. Cette première tentative échoua devant la volonté de Charles III de ne point se séparer, pour traiter, de ses alliés. Une seconde proposition fut faite par l'intermédiaire du marquis de Veneco au marquis de Suse, prisonnier de guerre en France : d'Argenson offrait au roi trois articles d'arrangement à discuter avec ses alliés, et Charles-Emmanuel III les accepta en principe (le principal était une promesse d'augmenter considérablement les terres du roi de Sardaigne) ;

mais la guerre ayant pris une tournure tout à fait défavorable à la Sardaigne, d'Argenson désavoua M. de Veneco. Une troisième tentative eut lieu en juillet 1745, par l'entremise de la princesse de Carignan (Marianna Vittoria de Savoie), bientôt substituée par le comte Mongardino, par la comtesse de la Rivière, cousine de d'Argenson : dans un second entretien, d'Argenson exposa à Mongardino les vues de Louis XV (ou plutôt les siennes, « car ce n'est plus le tems du cardinal » (de Fleury), sur l'avenir de l'Italie, dont il voyait les provinces autrichiennes et la Toscane réunies sous le sceptre de la maison de Savoie. Charles-Emmanuel III déclara s'en tenir aux offres faites au marquis de Suse et acceptées par lui en principe avant sa défaite de Bassignana, et refusa de nouveau de se détacher de ses alliés : M. Perrero rectifie ici une erreur de M. Carutti, répétée par M. de Broglie. Ensuite d'Argenson employa M. de Champeaux, dont les négociations aboutirent à un projet de ligue franco-sarde, le 28 octobre 1745 — tandis que l'Espagne proposait de son côté une alliance à la Sardaigne, à l'insu de la France, proposition rejetée par Charles-Emmanuel, — et à l'envoi de Champeaux, travesti en un « M. l'abbé Rousset », à Turin (20 déc. 1745) où, après six jours de négociations, il obtenait la signature du traité d'alliance du 26 décembre 1745. Pour arriver à ce résultat, il avait dû faire écarter le projet de suppression du domaine impérial en Italie et de confédération des États autrichiens, et présenter un projet autographe de Louis XV, qu'il falsifia en le communiquant à Gorzegno. Ce traité renfermait d'ailleurs bien des points équivoques, notamment sur la concession

d'un armistice ; le règlement de ces difficultés motiva une seconde mission de Champeaux à Turin ; loin de les arranger, ce diplomate ne sut que les accroître, et n'arriva pas à la conclusion d'un armistice : ce dernier point traîna tellement en longueur que, le 3 février 1746, Charles-Emmanuel prévenait officiellement Champeaux que si l'armistice n'était pas signé le 20 février au plus tard, il entendrait avoir repris sa liberté d'action. D'autres difficultés naissent de la garantie à donner par Louis XV à la Sardaigne que l'Espagne exécuterait les articles stipulés pour son compte et à son insu par la France. Après un an de voyages, d'entrevues occultes, de discussions diplomatiques, de projets et contre-projets, à la veille de ratifier un traité discuté et conclu, l'alliance franco-sarde faissait, pour ainsi dire, naufrage au port. Dès lors, la cour de Turin ne devait plus penser qu'à ravitailler la citadelle d'Alexandrie, « si pressée (par les ennemis) qu'il n'y avait pas pour deux jours de chats et de rats à y manger, » et on sait comment et avec quel succès elle y réussit. Dans la dernière partie de son très intéressant travail, M. Perrero discute l'appréciation de M. de Broglie sur le guet-apens d'Asti, et il semble bien qu'il démontre en effet la loyauté de Charles-Emmanuel dans cette affaire. Le texte que j'ai cité de la lettre de Gorzegno à Champeaux, du 3 février 1746, est décisif à cet égard. Il est non moins inexact que le 5 mars 1746, jour où commençait l'expédition contre Asti, Gorzegno ait joué avec Champeaux une comédie indigne, feignant de vouloir reprendre les négociations avec Maillebois, puis les interrompant une seconde fois. En épilogue, M. Perrero résume les dernières négociations

de d'Argenson avec la Sardaigne en vue ou sous prétexte du mariage du dauphin, devenu veuf, avec une fille de Charles-Emmanuel. Mais, ces négociations furent interrompues par la chute de d'Argenson (janvier 1747), qui eut le regret de voir le système de l'alliance autrichienne détruire complètement ses grandioses projets sur l'Italie, et en même temps mettre la politique française en opposition avec toutes ses traditions.

On souhaiterait que M. Perrero eût élargi son sujet, et montré d'avantage ce qu'ont été, pendant ces années 1745-1747, les relations de la Sardaigne avec ses alliées et avec l'Espagne ; peut-être eût-il fallu aussi, pour vider tout à fait cette question de la loyauté de Charles-Emmanuel, étudier un peu les manœuvres et mesures en vue de la guerre exécutées pendant cette période de négociations et d'inactivité militaire, et voir quels rapports elles ont pu avoir avec les progrès et les arrêts de ces négociations mêmes. Il n'en reste pas moins que le travail de M. Perrero, puisé aux sources les plus authentiques et mené avec une rare vigueur dialectique et une grande précision dans le détail, est une rectification nécessaire au livre que M. de Broglie a consacré à la politique de M. d'Argenson.

L.-G. PÉLISSIER.

**Les Français à Luxembourg** (notes d'histoire). *Vauban et la forteresse*, d'après des documents inédits, par Alfred LEROY. Luxembourg, Schamberger; Reims, Michaud, MCM (1900), in-8 de x-253 p., avec vues et plan.

L'avènement d'un prince, de Nassau au trône luxembourgeois appelle naturellement la commémoration du

héros <sup>celte</sup> qui est admis généralement comme le protagoniste de l'illustre dynastie. Lorsque l'ingénieux marquis au court nez convoyait le charroi de Nîmes, ou lorsqu'il communiait son neveu Vivien après le désastre d'Alescamps, il ne pouvait prévoir que ses successeurs iraient régner un jour vers les contrées du Nord, d'où sa famille était venue. Et, en effet, bien qu'il siégeât dans le Midi de la France, Guillaume d'Orange ou plutôt ses ancêtres avaient bien séjourné dans le voisinage de la contrée où le père de Sigurd aurait régné (*Guillaume Bras de fer*, dans la Nouvelle Bibliothèque bleue. Paris, Petit-henry). Je ne sache même pas qu'on lui ait contesté cette origine, comme on l'a fait avec tant d'acharnement pour Girart de Rossillon, duc de Bourgogne et d'Aquitaine, qui porta le charbon pendant sept ans (*ibidem*).

Après avoir séjourné dans le beau pays de Luxembourg et en avoir étudié le dialecte, M. Alfred Lefort s'est pris à l'aimer : il nous en raconte aujourd'hui l'histoire. Outre l'intérêt qu'on attache — ou du moins qu'on devrait attacher à l'existence et au maintien des petits États qui fonctionnent aussi régulièrement, on y rencontre l'écho des troubles qui ont agité les grandes agglomérations. La condition de ces petits États est souvent enviable ; les contempler repose : « Dans la condition heureuse et indépendante où ils vivent depuis plus de trente ans, les Luxembourgeois ne se soucient guère d'en sortir... Toute leur ambition s'arrête au désir, que chante le refrain de leur hymne national, de rester ce qu'ils sont :

« Mir welle bleiwen wat mir sin ! »

Les chapitres historiques de cette agréable publication sont les suivants : I. Clovis et les rois francs. II. Les

ducs de Bourgogne et la maison d'Autriche. III. Louis XIV et Vauban. IV. La Révolution française et Napoléon I<sup>er</sup>. V. Le traité de Londres ; ce chapitre est très développé. VI. Les Français à Luxembourg pendant la guerre franco-allemande.

A. D'AVRIL.

**Magyars et Roumains devant l'histoire**, par A. DE BERTHA. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1899, in-8 de v-483 p.

Les revendications roumaines, dit M. de Bertha, au sujet de la possession de la Transylvanie et de dix ou douze départements limitrophes de la Hongrie, ont une raison d'être d'apparence très sérieuse. Elles se basent sur la configuration géographique des contrées qui, si on ajoute encore la Roumanie, forment un État complet avec le haut plateau transylvanien pour centre. C'est de là que descendent les rivières qui les arrosent.... Réunir ces pays en un seul, soit par voie de conquête, soit par leur fédération, semble donc être une nécessité que les Romains ont reconnue telle au I<sup>er</sup> siècle de notre ère et les princes indépendants de la Transylvanie au XVII<sup>e</sup>.. Or il se trouve que ce territoire.... est habité par une population dans laquelle l'élément roumain, parlant la même langue et appartenant en majorité à la religion orthodoxe, entre pour les huit onzièmes.... Mais si, grâce à ces données avantageuses de la géographie et de l'ethnologie ainsi qu'à leur perfectibilité indiscutable, il était permis aux Roumains d'entrevoir le mirage d'une Roumanie grande et puissante...., devant la réalisation de leur rêve, il se dressait aussi un obstacle insurmontable, quoique d'apparence

longtemps chétive et d'essence abstraite, c'était la Hongrie » (p. 1 et 2).

M. de Bertha emprunte aux historiens Xenopol et Slavice (p. 77), ainsi qu'au poète Alecsandri, quelques pages où sont résumés nettement les griefs et les prétentions des Roumains, au double point de vue du vœu des populations et de l'histoire. Sur ce dernier terrain, et en sens contraire, il résume un volumineux travail du docteur magyar Benoit Janso, intitulé « L'histoire et l'état actuel des tendances nationalistes roumaines. »

M. de Bertha a accumulé tout ce qu'il a pu trouver contre les Roumains en général et en particulier sur leurs compétitions avec les Magyars, lesquels, à son avis, ont toujours raison. C'est un plaidoyer en forme qui aurait gagné à être présenté avec moins d'acrimonie. Pour amener le lecteur à émettre un jugement motivé, il faudra avoir sous les yeux la réponse de l'autre partie. En attendant cette réponse, l'impression laissée par le tableau des tiraillements organiques en Transleithanie et, d'autre part, le spectacle lamentable du gâchis où se débat sans issue l'autre partie de la monarchie inspirent des doutes raisonnés et troublants sur l'opportunité du dualisme régnant. Assurément ne regrettera-t-on ni la centralisation administrative du tristement célèbre Bach ni la centralisation parlementaire du malencontreux Schmerling; mais de bons esprits se prennent à regretter que le digne et regretté Hohenwart n'ait pas pu installer, dans l'empire des Habsbourg, la fédération qu'ont fait échouer certaines résistances intéressées et à laquelle Bismarck a porté le coup de grâce en expédiant à Vienne un prince de la maison de Saxe.

A. D'AVAIL.

**Fontes rerum polonicarum, in usum scholarum.** T. I. *Galli Anonymi Chronicon* recensuerunt Ludovicus FINKEL et Stanislaus KENTZYSKI. Leopoli, 1899, in-8 carré de xix-123 p.

La Société historique de Léopol a entrepris une publication analogue à la *Collection des textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. Elle contiendra des chroniques et quelques autres monuments historiques, de préférence les plus anciens. Le premier volume, publié par M. Finkel, est consacré à une chronique du xii<sup>e</sup> siècle, qui porte la date la plus reculée. On ignore le nom de l'auteur, et elle est connue sous le titre de *Galli Anonymi Chronicon*. Le savant éditeur donne d'abord une série de conjectures sur l'auteur et un aperçu de ses manuscrits, ensuite une bibliographie très complète des éditions, traductions et dissertations sur le même sujet, enfin le texte même de la chronique avec des notes. Cette fois, tout est en latin, y compris le texte. Si la langue latine est conservée à l'avenir, au moins dans les notes et les introductions, les éditions de Léopol deviendront un instrument de travail indispensable à tous les historiens médiévistes. P.

**Christine de Suède et le cardinal Azzolino. Lettres inédites (1666-1668)**, avec une introduction et des notes par le baron DE BILDT. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1899, gr. in-8 de xxviii-514 p.

La reine Christine apparaît, dans le livre de M. de Bildt, sous un jour nouveau. L'auteur pose en principe que la vie pleine d'action et de mouvement de cette princesse n'a abouti qu'à fort peu de chose. En consé-

quence, au lieu de s'attarder aux œuvres, il s'attache à la personne elle-même, à son état d'âme, aux mobiles qui l'ont fait agir. C'est surtout la correspondance intime de Christine avec le cardinal Azzolino qui a guidé l'auteur dans cette étude. Une grande partie de ces lettres a été malheureusement détruite, mais il en reste encore un certain nombre, et elles se trouvent aux archives du marquis Piero Azzolino à Empoli-Vecchio, à la villa Rinuccini. Nous n'indiquons ici qu'un groupe de documents, le plus curieux et le moins connu, mais M. de Bildt donne dans sa préface un aperçu très complet des sources dont il s'est servi et, en général, de tous les ouvrages relatifs à Christine de Suède. Rien qu'en lisant ces premières pages, on s'aperçoit que celui qui tient la plume possède parfaitement son sujet. Aussi le livre donne bien plus que ne promet le titre. On y trouvera non seulement des lettres inédites, munies de notes et d'une introduction, mais toute l'histoire de Christine depuis sa naissance jusqu'à l'année 1668, et plus d'un lecteur sera peut-être étonné de ne plus y retrouver la Christine d'Alexandre Dumas père ou celle de M. Browning. « Nous la verrons, dit M. de Bildt, tour à tour hautaine, vaniteuse, humble et simple, quelquefois dure et méchante, plus souvent indulgente et généreuse, toujours spirituelle, quelquefois gaie, toujours persuadée de sa grandeur et remplie de son Moi, mais toujours aussi fidèlement et tendrement attachée à son ami (*Azzolino*), et dans cette affection se montrant enfin *femme*. Peut-être nous paraîtra-t-elle un peu amoindrie, mais certainement plus vivante et plus humaine » (p. xii).

P.

**Les Assemblées politiques de la Russie ancienne : les Zemskîe Sobors.** Étude historique, par feu Félix de Rocca. Paris, Larose, 1899, in-8 de 191 p.

Sous l'impulsion du célèbre Absakof, les historiens modernes de la Russie, Solovief, Kostomarof et bien d'autres ont traité amplement, et de divers points de vue, la question des anciennes assemblées (*Sobors*) territoriales (*zemskîé*). Le livre que nous annonçons résume ces travaux, d'une importance capitale pour la connaissance du passé de la Russie, peut-être pour une prévision de son avenir.

A la suite des agitations qui troublèrent les débuts de son règne, Ivan IV réunit une grande assemblée, composée du métropolite et du clergé, des princes et boyars, des bourgeois notables de Moscou, enfin de délégués représentant les villes et les provinces, autrement dit des trois ordres. On sait peu sur cette première convocation (1549-1550), sinon qu'elle avait principalement pour objet la réforme de l'administration des provinces. Une deuxième réunion eut lieu en 1566. Il y assista trois cent soixante-quatorze députés. Sans énumérer plusieurs autres assemblées plus ou moins complètes, nous arrivons au Sobor de 1613, qui représente le point culminant de l'intervention nationale dans les affaires politiques, diplomatiques et autres. Ce Sobor a sauvé la Russie, après l'élection du premier Romanof, par son action prolongée et énergique dans tous les domaines. Il faut en lire le récit émouvant dans le travail de M. de Rocca. Après plusieurs autres réunions de moins d'importance, le dernier Sobor fut convoqué en 1698 : la Russie était alors devenue une autocratie administrative, et elle l'est restée.

A la suite de cet exposé des faits, l'auteur examine successivement la nature des Zemskiés Sobors, leur composition, l'ordre et la procédure des élections, les droits et devoirs des représentants, la durée, les délibérations par ordres, le caractère et le rôle de ces assemblées. Enfin il résume les opinions des auteurs russes, dont les uns soutiennent que le tsar et le Sobor ont réalisé l'union et la communion du monarque et de la terre. D'autres prétendent que les Sobors n'étaient qu'un instrument auxiliaire du gouvernement, qu'ils n'avaient aucune activité, aucune initiative, aucune influence. M. de Rocca reconnaît que les Sobors étaient « quelquefois tout et quelquefois rien. » Ce qui n'est pas contestable, c'est l'utilité de cette publication très étudiée et tout à fait nouvelle, même pour des lecteurs instruits, en France et ailleurs.

A. D'AVAIL.

**Au seuil de l'Europe. Finlande et Caucase**, par Pierre MORANE. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1900, in-12 de vii-286 p.

« Au point de vue ethnographique, écrit l'auteur, le peuple russe n'atteint presque nulle part les limites de la Russie : sur presque toutes ses frontières, il est entouré par des populations d'origine étrangère. » Ajoutons que, presque partout, ces populations de race étrangère sont en contact avec des congénères appartenant à d'autres États.

I. « Le peuple finlandais, écrit encore M. Morane, a une conscience claire de son individualité ; c'est qu'il forme vraiment une nationalité... Ce n'est point sur l'unité de race et de langue que repose la nationalité

finlandaise : la foi, la géographie, l'histoire, sont les seuls éléments qui aient concouru à sa formation » (p. 33). Depuis 1809, époque de son annexion à la Russie et conformément aux engagements pris spontanément par Alexandre I<sup>er</sup>, la Finlande devenait un État particulier et non une province de l'empire russe, dont le souverain porte depuis lors le titre de grand-duc de Finlande. L'ordre administratif et judiciaire était conservé intact. Des mesures récentes le menacent aujourd'hui de tout perdre. Dans une requête respectueuse adressée au tsar, les Finlandais disent : « Nous savons que notre gracieux souverain est celui-là même qui, devant toute l'humanité, a proclamé que la force doit respecter le droit. »

Au cours de cette étude, M. Morane explique nettement la formation politique, sociale et administrative du grand-duché, le mouvement intellectuel, etc. Il convertirait ceux qui ont besoin de l'être à une cause juste. Plusieurs publications françaises défendent la même cause : *Finlande et Transvaal* par A. Leroy-Beaulieu (*Revue bleue*) ; *Pour la Finlande*, par René Puaux ; *Le coup d'État en Finlande*, ip-12 de 64 p. A la page 13 se trouve le manifeste par lequel, à son avènement, l'empereur régnant promet « de maintenir cette constitution intacte dans toute sa force et vigueur. »

II. Le tableau que M. Morane trace des Géorgiens n'est pas à leur avantage. Les classes élevées y sont présentées sous des couleurs fort tristes, aussi bien que la masse des cultivateurs. La Géorgie a, cependant, fourni à l'empire quelques hommes remarquables. — Avant l'annexion, l'antique Ibérie formait une Église autonome et autocéphale au même titre que

celles d'Antioche, de Constantinople, puis de Russie (*Turco-Graecia*, p. 194, 199, 436 et *les Églises autonomes et autocéphales* (in-8 de 49 p. Paris, Leroux). Depuis l'annexion, l'Église orthodoxe d'Ibérie a été englobée dans l'Église orthodoxe de Russie, laquelle s'efforce d'introduire le slavon comme langue liturgique. M. Morane n'a entendu célébrer en géorgien que dans un pauvre couvent que la slavisation n'a pas encore défigurée (p. 187-213). Une Église uniate géorgienne est en formation à Constantinople.

III. A côté des Géorgiens qui végètent non loin d'un groupe dit tartare, qui végète aussi et qui révasse sur le mode iranien, les Arméniens se développent. Il y en a un million cent mille en Transcaucasie, où ils sont en marche de devenir prépondérants par le travail, par leurs aptitudes commerciales. Ils exercent déjà des professions libérales au civil comme au militaire. Ils ont acquis des immeubles, même ruraux. Ils sont en train de devenir maîtres des élections locales sur certains points. Ils pénètrent dans la société.

Hérétiques aux yeux des orthodoxes comme des catholiques, ils ont conservé le pape général de leur communion à Eschmiadzin. Ils ne sont pas persécutés au point de vue religieux, mais tracassés. Pendant les massacres, les Russes — comme les Anglais de Chypre à qui le traité de juin 1878 en imposait le devoir — n'ont pas voulu suivre l'exemple donné par la France en 1860 pour sauver ses Maronites. L'opinion arménienne attribue l'inertie de la Russie à l'appréhension du développement de cette race. M. Morane affirme avoir vu les cosaques repousser de la frontière russe des Arméniens poursuivis par les Turcs.

A. D'AVRIL.

**Essai sur l'histoire du Japon**, ouvrage orné de 19 gravures par le marquis DE LA MAZELIÈRE. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1899, in-12 de viii-480 p., avec 15 grav. et une carte.

« Dans cet essai, dit l'auteur, j'ai voulu prouver que la révolution du Japon était la conséquence même de son histoire, et que l'on pouvait regarder la civilisation du Japon comme originale. » La partie la plus considérable du livre est, en effet, consacrée à l'histoire, non pas à la série continue des chefs qui, à divers titres, ont été les *cosmétors* laov dans le vaste archipel, mais au tableau successif des idées, des principes, des mœurs, depuis les origines jusqu'à nos jours. La Chine y occupe naturellement une grande place.

A la fin du moyen âge, car le Japon a eu une espèce de moyen âge, les Portugais débarquent : l'époque de la Renaissance commence ; les armes à feu sont introduites. « Cette transformation de la guerre précède seulement de quelques années la transformation complète du Japon. C'est surtout un mouvement général vers l'étranger, vers les aventures » (p. 179). Le xvi<sup>e</sup> siècle révèle aux Japonais le christianisme. Le champ des missions s'étend. Les Jésuites ouvrent des imprimeries. Après les catholiques et les protestants, les Russes viendront beaucoup plus tard soutenir à grands frais la propagande orthodoxe, si différente des deux autres ; il sera curieux d'en constater le succès ou l'insuccès.

Arrivant à l'époque moderne, M. de la Mazelière dit : « S'il fallait se prononcer sur l'œuvre tout entière, on ne pourrait le faire qu'avec des restrictions. Sans doute, la transformation du Japon a suscité l'étonnement,



puis l'admiration de l'Europe. Mais l'œuvre ne fut-elle pas trop rapide pour subsister dans toutes ses parties? Combien de misères cachent encore les dehors de la prospérité!... Combien de vices les nouvelles apparences de vertu » (p. 421)!

L'auteur ajoute que, dans le présent, trois dangers menacent le Japon. Le premier résulte de la crise financière et économique. Le second est celui d'une nouvelle révolution. Le troisième danger provient des conquêtes des puissances européennes dans l'extrême Asie. « L'avenir du Japon semble dépendre des Japonais eux-mêmes; prévoir cet avenir, c'est donc chercher quelles réformes il lui faut encore accomplir.... L'œuvre de la transformation du Japon n'est pas terminée.... » (p. 452).

A. A.

**American historical Association.** — *Second Annual Report of the Historical Manuscripts commission of the American Historical Association (December 30, 1897)*, by J. Franklin Jameson, Talcott Williams, William P. Trent, Frederick J. Turner and James Bain. Washington, Government Printing Office, 1898, in-8 (From the Annual Report of the American Historical Association for 1897, p. 397-679).

Nous avons indiqué il y a quelque temps, en rendant compte du premier rapport rédigé par la commission des manuscrits historiques formée au sein de l'Association historique américaine (cf. *R. des Quest. hist.*, avril 1899, p. 663-665), le but poursuivi par cette commission et le puissant intérêt que présentait l'œuvre entreprise par elle. La lecture du second rapport émané de cette commission,

en date du 30 décembre 1897, et de ses annexes, n'est pas pour diminuer nos éloges ni pour nous amener à formuler des restrictions; il en ressort en effet, une fois de plus, que l'œuvre entreprise sous la présidence de M. J. Franklin Jameson, par MM. Talcott Williams, William P. Trent, Frederik J. Turner et James Bain et par leurs collaborateurs est vraiment bonne, et que son utilité est incontestable.

C'est un véritable service que la commission a rendu aux historiens américains en publiant la liste des Assemblées coloniales et un inventaire aussi complet que possible de leurs journaux législatifs (p. 405-453), dont une bonne partie demeure encore manuscrite. Comme le dit très justement M. J. Franklin Jameson au début de son introduction à ce travail (p. 403), il sera impossible de mener à bien des études satisfaisantes sur l'histoire politique et surtout sur l'histoire constitutionnelle des colonies et des États de l'Amérique anglo-saxonne, tant que les érudits américains n'auront point à leur disposition un répertoire satisfaisant des sources juridiques et des comptes rendus parlementaires. Voilà la lacune que, dans une certaine mesure, la commission des manuscrits historiques a entrepris de combler en dressant un inventaire des journaux législatifs des assemblées coloniales et en indiquant ceux d'entre eux qui sont déjà publiés, ceux qui sont demeurés manuscrits, et la bibliothèque où sont conservés ces derniers. Les nombreux renseignements chronologiques intercalés dans ce travail ajoutent encore à son utilité et à son intérêt.

Bien intéressantes aussi sont les deux séries de documents publiés

comme appendices 2 et 3 par la commission. Le numéro 2 donne la suite des lettres adressées par Phineas Bond, consul d'Angleterre à Philadelphie, au Foreign Office de Londres entre 1787 et 1794. Une première série de ces lettres, — de 1787 à 1799, — avait paru dans le premier Rapport ; la seconde série (du n° 62 au n° 102 : p. 454-568 du *Second Annual Report*) est peut-être, — pour qui ne se place pas au point de vue purement américain, — plus curieuse encore que la précédente. Sur le commerce de l'Angleterre avec les États-Unis en 1790, sur l'immigration irlandaise en Amérique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les premières relations commerciales des Américains avec la Chine (à cet égard, il fournit une suite à l'étude de M. Henri Cordier, intitulée *Américains et Français à Canton au XVIII<sup>e</sup> siècle*) et avec l'Australie, on relèvera dans cette correspondance bien des renseignements précieux ; on en trouvera d'autres non moins utiles sur le commerce français en Amérique, sur les débuts de la révolte de Saint-Domingue, etc. Et je ne parle pas de tout ce que cette volumineuse correspondance relate sur les importantes négociations qui ont précédé et préparé la conclusion du traité négocié par Jay (1794).

Quant au 3<sup>e</sup> appendice (p. 569-679), il est particulièrement intéressant au point de vue français ; il contient, en effet, la correspondance de Michel-Ange Bernard de Mangourit, consul de France à Charleston, avec le ministre Genet et une série d'autres personnages, relativement aux projets formés par Genet sur les possessions espagnoles des États-Unis d'aujourd'hui, la Louisiane et les Florides, qu'il se proposait de

« rendre libres » (*The Mangourit Correspondence in respect to Genet's projected Attack upon the Floridas, 1793-1794*). On y trouve de curieux détails concernant les préparatifs faits à l'instigation de Mangourit par William Tate, par le colonel Samuel Hammond, par le major Bert, par d'autres encore. Cette série de documents français, au nombre de 67, constitue en quelque sorte la suite des documents publiés dans l'appendice n° 3 du précédent Rapport de la Commission des manuscrits historiques ; elle éclaire d'un nouveau jour la politique américaine de la France sous la Convention, et contribue même à expliquer dans une certaine mesure les négociations qui aboutirent, en 1796, à la signature du traité de Saint-Idefonse. Aussi était-il bon que ce dossier, emprunté aux archives de notre ministère des affaires étrangères, fût publié, et faut-il remercier M. Frederick J. Turner du soin avec lequel, assisté de M. Louis M. Ward, il s'est acquitté de sa tâche ; peut-être, cependant, a-t-il parfois laissé échapper quelques légères fautes d'impression, mais c'est évidemment au texte original, et non à lui, qu'il faut s'en prendre de certaines obscurités comme celle que nous avons notée à la ligne 12 de la page 621.

Ce rapide compte rendu suffit à montrer l'intérêt des documents publiés par la commission des manuscrits historiques à la suite de son second Rapport ; s'il ne semble pas que la correspondance de John C. Calhoun (que M. J. Franklin Jameson annonce devoir éditer à la suite du troisième Rapport) présente autant de variété, d'ores et déjà il est certain qu'elle fournira bien des renseignements précieux pour l'histoire des

États-Unis en général, et plus particulièrement pour celle de la Caroline du Sud.  
HENRI FROIDEVAUX.

**Cartulaire général de l'Ordre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem**, par J. DELAVILLE LE ROULX. T. III. Paris, E. Leroux, 1899, in-fol. de 820 p.

Ce troisième volume, l'avant-dernier du recueil gigantesque entrepris et continué avec une persévérance infatigable par M. Delaville Le Roulx, contient *in extenso* ou en analyse mille sept cent cinquante-trois documents, de 1261 à 1300. Le quatrième volume sera consacré aux années comprises entre 1300 et 1310, mais il aura, en outre, la table générale, indispensable au lecteur pour consulter ces véritables archives; ce complément ne constituera pas le moindre labeur de l'éditeur. Dans un certain monde, on ne se figure pas ce que c'est que l'établissement d'une table et le soin intelligent qu'il faut y apporter.

Dans le dernier tiers du <sup>xiii</sup>e siècle, il arrive, pour l'Ordre de Saint-Jean, ce que l'on peut constater chez toutes les congrégations religieuses: les libéralités deviennent plus rares de la part des personnages de haut rang; ce sont les classes inférieures qui donnent encore; et il faut même que les papes multiplient les exhortations et excitent le zèle pour obtenir des subsides en faveur des Latins d'Orient et des ordres religieux, dont l'existence devenait de plus en plus précaire. L'enthousiasme pour les expéditions contre le Turc s'était singulièrement calmé; on ne voyait plus un intérêt direct à aller guerroyer au loin, sans grand profit.

Dans ce volume, M. Delaville Le

Roulx fait part de la récolte faite par lui dans les archives napolitaines et dans celles d'Aragon. On voit par les premières la bienveillance que Charles d'Anjou manifesta envers les Hospitaliers. Par les secondes, on peut constater avec quel soin jalousement méticuleux les rois d'Aragon administrent leurs États, sans laisser d'initiative aux fonctionnaires chargés d'exécuter leurs volontés dans les détails d'administration les plus secondaires.

Une lecture attentive permettrait de faire valoir tout le parti que le chercheur, suivant son ordre d'idées, peut tirer de ces nombreux documents d'archives. Mais comment, en l'absence de la table si désirée, peut-on prendre une connaissance sérieuse d'un trésor aussi considérable qu'il faudrait parcourir feuillet par feuillet? Comment suivre cette modification qui se fit peu à peu dans l'existence de l'Ordre, se mêlant à la vie politique de l'Europe, prenant un développement de plus en plus marqué en Allemagne, résistant au grand maître et le contraignant à tenir les chapitres généraux en Chypre? Une fois repoussés d'Orient, les Hospitaliers, insensiblement, perdirent de leur prestige. Ils finirent par devenir une sorte de milice internationale pour assurer la sûreté des mers.

A. DE B.

**Histoire de la maison de Madallan**, 1076 à 1900, par Maurice CAMPAGNE. Bergerac, Imp. générale du Sud-Ouest (J. Castanet), 1900, in-4 de xi-434 p.

C'est sur les conseils de notre regretté collaborateur Tamizey de Larroque que M. Maurice Campagne a entrepris cette importante publica-

tion, et c'est à sa mémoire qu'il l'a dédiée. Elle se recommande donc à nous à un double titre.

La maison de Madaillan a joué un rôle important dans notre histoire. « Nous les trouvons partout, dit l'auteur, sur notre vieux sol, intimement liés, dans nos annales, à nos fastes comme à nos revers; guerriers indépendants et farouches (?) au moyen âge, descendant de leurs donjons pour combattre un rival, protéger ou rançonner leurs vassaux; tour à tour Anglais et Français, suivant les caprices de la fortune, le sort des armes ou le soin de leurs intérêts; serviteurs dévoués et fidèles, quand la France, conquise et unifiée, n'eut plus qu'une seule âme et un seul étendard, »

M. Campagne, dans des Préliminaires, énumère d'abord les diverses baronnies du nom de Madaillan, établit la distinction à faire entre les Madaillan et les du Fossat, d'une part, et les d'Albert de Laval, de l'autre; montre comment la baronnie de Madaillan passa aux d'Albert de Laval; trace l'histoire de la sirie de Lesparre, qui passa aux Madaillan à la fin du *xiv<sup>e</sup>* siècle, et signale les méprises auxquelles a donné lieu le titre de sire de Lesparre.

Il aborde ensuite l'histoire des Madaillan de Languedoc et de Périgord, de 1076 à 1415; passe aux seigneurs de Montataire, aux seigneurs de Chauvigny, à la branche d'Estissac, où l'on trouve des sénéchaux et gouverneurs en Agenais, Périgord, Aunis et Saintonge, des lieutenants généraux en Guyenne et en Poitou; enfin un dernier chapitre est consacré à la branche des Madaillan seule subsistante, celle de Cauze et de Bergerac.

Un grand nombre de lettres et plusieurs pièces justificatives com-

plètent cette intéressante monographie, qui est illustrée de neuf belles phototypies, représentant les divers châteaux des Madaillan, et de planches offrant des fac-similés de leurs signatures.

L. C.

**Deux nouvelles lettres de Bourdaloue**, publiées et annotées par le P. H. Chérot, de la Compagnie de Jésus. Paris, Retaux, 1898, in-8 de 30 p.

**Bourdaloue, sa correspondance et ses correspondants**, par le P. H. Chérot. Paris, Retaux, 1899, in-8 de 251 p., avec un fac-similé.

**A propos de la disgrâce du cardinal de Bouillon. Lettre inédite de Bourdaloue au cardinal**, suivie de quatre lettres extraites des Pensées, avec fac-similé d'autographe, par le P. H. Chérot. Paris, Retaux, 1899, in-8 de 109 p.

**Lettre inédite de Bourdaloue à François Rochart de Saron, évêque de Clermont** (5 septembre 1701), publiée et annotée par le P. H. Chérot. Paris, Retaux, 1899, in-8 de 75 p.

Depuis qu'avec une sagacité érudite et un succès qui en a presque aussitôt épuisé l'édition, il a publié *Bourdaloue inconnu*, le P. Chérot poursuit la recherche de lettres inédites du grand orateur chrétien. Les titres de ces quatre fascicules indiquent que ses labeurs ont été de nouveau couronnés de succès. Jusqu'au jour où il nous donnera une belle et bonne « correspondance » de l'illustre et saint jésuite, lé P. Chérot, sans doute, nous apportera de temps à autre les résultats de ses découvertes bibliographiques, en les entourant de ce souci de l'exactitude et de ce soin de la publication où s'allient si bien

la science, la conscience et le bon goût. Des reproductions photographiques en augmentent la valeur et le charme. D'excellentes tables alphabétiques facilitent les recherches dans chacune de ces agréables petites plaquettes. Des Avertissements exposent le but poursuivi et atteint. Des Notices historiques encadrent chaque pièce.

La première de ces brochures contient une lettre au P. Bouhours, une autre au P. de Trèves. — La seconde, vingt-neuf lettres à divers et dix-sept réponses faites à Bourdaloue. — La troisième est particulièrement intéressante par l'abondante explication de la vie et de la disgrâce du cardinal de Bouillon. — Enfin la même érudition riche et sûre nous aide, par une notice sur Mgr Bochart de Saron, à mieux comprendre et mieux goûter la lettre que Bourdaloue lui adressa après avoir entendu l'oraison funèbre de Monsieur frère du Roi (31 août 1701). Le texte même de ce morceau d'éloquence accompagne bien le récit historique et le texte de la lettre. — Comme il serait à souhaiter que nous eussions beaucoup « d'éditeurs » du genre du P. Chérot ! Les questions d'histoire et de belles-lettres, d'érudition et de bibliographie, y gagneraient beaucoup.

G. DE G.

**Nouvelles œuvres inédites de Grandidier**, publiées sous les auspices de la Société industrielle de Mulhouse, t. IV. Colmar, H. Hüffel, 1899, in-8 de viii-480 p.

Dans un avant-propos, le P. Ingold explique pourquoi ce volume, qui contient la deuxième partie de l'*Alsatia sacra*, n'a point paru à l'époque prévue, ce qui a retardé d'autant la publication du cinquième et

dernier volume de l'ouvrage. Il s'agit de renseignements promis par l'Ordre des Chartreux et dont la réunion demandait plusieurs mois.

Faute de place, les ordres militaires (Hospitaliers, Templiers, Teutoniques) ne se trouveront que dans le dernier volume. Le savant éditeur fait remarquer, d'ailleurs, qu'il n'était pas absolument obligé de les comprendre dans la milice sacrée de l'Alsace.

Les notices et les listes de Grandidier, en ce qui concerne les ordres ou congrégations mentionnés dans ce nouveau volume, étaient fort insuffisantes, pour la plupart, ou même manquaient le plus souvent ; ce qui a contraint le P. Ingold à un travail qui, pour n'être pas encore complet, n'en a pas été moins considérable.

Ce volume, comme nous le savons déjà, est consacré au clergé régulier. L'auteur y passe en revue : les Augustins, les Chartreux, les Prémontrés, les Carmes, les Guillemites, les Hospitaliers du Saint-Esprit, les Saccites, les Dominicains, les Franciscains, les Antonites, les Jésuites, qui tous comptaient des maisons en Alsace. Vient ensuite les communautés de femmes : Madelonnettes, Annonciades, Visitandines, Hospitalières, Institutrices.

Il est, comme les précédents, bien composé, écrit avec élégance et rempli d'intérêt.

Dr J. MEYNIER.

**Les Savants modernes, leur vie et leurs travaux**, d'après les documents académiques, choisis et abrégés, par A. REBIÈRE. Paris, Nony, 1899, in-8, orné de portraits.

Voici comment a procédé l'auteur de ce livre. Après une introduction consacrée à la science antique, aux

*grands précurseurs et à l'Académie des sciences*, ancienne et moderne, il donne une série de notices sur les principaux savants modernes, divisés en trois catégories, *les mathématiciens et les astronomes, les physiiciens et les chimistes*, enfin les *naturalistes*. Les vivants sont exclus, les morts seuls sont admis. Pour chaque savant, l'auteur donne une courte biographie, la bibliographie de ses œuvres, enfin des appréciations empruntées aux documents académiques et signées soit des secrétaires perpétuels, soit des simples académiciens, soit enfin de savants autorisés. Le livre est en outre orné de nombreux portraits. Le procédé même de l'auteur, qui a fait un recueil plutôt que composé un livre proprement dit, fait que son œuvre se prête difficilement à l'analyse. Mais on y trouve beaucoup de renseignements intéressants, qu'on sera dispensé de chercher ailleurs, dans des recueils qui ne sont pas à la disposition de tous. C'est de quoi l'auteur mérite qu'on lui soit reconnaissant.

Ed. PORTAL.

**Robert Grosseteste, bishop of Lincoln**, by Francis SEYMOUR-SMITH, M. P. London, Macmillan, 1899, in-8 de xvi-348 p.

Robert Grosseteste naquit, en 1175, d'une famille d'humbles cultivateurs du comté de Suffolk. Il ne dut son élévation et sa célébrité qu'à l'étendue de ses facultés intellectuelles, et à une ardeur pour l'étude qui tenait du prodige. Après avoir suivi les cours d'Oxford, puis ceux de l'Université de Paris, il revint en 1209, entouré déjà d'une grande réputation, professer à Oxford, et fut élu peu après comme premier chancelier de cette univer-

sité dont la splendeur fut en grande partie son œuvre.

La science de Grosseteste embrassa la plupart des branches des connaissances humaines. Profond théologien, philosophe éminent, il fut un des premiers mathématiciens de son siècle, et devança ses contemporains dans l'étude des sciences physiques. Il introduisit en Angleterre la connaissance de la langue grecque, ayant fait venir des maîtres de Calabre, où cet idiome était encore en vigueur. Robert Grosseteste a laissé de nombreux écrits sur les sujets les plus variés, même sur l'économie domestique. Chose étrange, ils sont en grande partie restés manuscrits ; plusieurs ont même disparu, et sont à jamais perdus pour la postérité. Il n'est donc plus possible de se faire une idée complète de ce puissant esprit, dont Roger Bacon plaçait les lumières au-dessus de celles d'Albert le Grand et de saint Thomas d'Aquin.

Ce que nous pouvons reconnaître et apprécier, c'est le zèle admirable dont Grosseteste était embrasé pour le salut des âmes. La prédication était pour lui un emploi qui ne cédait jamais le pas à aucun autre. Il est resté de lui de nombreuses instructions en langue latine ; celles qu'il faisait de préférence dans l'idiome populaire ne sont point parvenues jusqu'à nous. On peut juger par ce qui a été conservé, de sa piété éclairée et de la disposition constante de cet homme si savant à chercher de préférence ce qui pouvait être d'une utilité pratique pour ses auditeurs. Il s'affligeait de trouver dans le clergé séculier de l'Angleterre, et dans les religieux qui peuplaient ses nombreux et vastes monastères, peu d'empressement et d'aptitude à le suivre dans cette voie ; aussi accueillait-il avec enthousiasme

a création féconde des ordres nouveaux que l'Eglise dut à saint Dominique et à saint François d'Assise. Ce fut lui qui les introduisit en Angleterre ; il en fut l'appui constant et chercha parmi eux ses auxiliaires habituels. Même, ayant remarqué que chez les premiers Frères Mineurs la science était loin d'être à la hauteur de leur zèle, il se chargea de les instruire, et leur servit pendant plusieurs années de professeur, avec un soin qui fit de leur province d'Angleterre la branche la plus brillante de leur institut.

Robert Grosseteste avait déjà soixante ans quand il devint évêque de Lincoln, dont le diocèse était alors le plus étendu et le plus populeux du royaume. Il redoubla d'activité pour suffire à ses nouveaux devoirs, sans perdre de vue les sujets habituels de ses pensées. Son zèle pour les intérêts religieux et moraux des fidèles l'entraîna bientôt dans une lutte ouverte contre les établissements religieux d'une part, et le clergé romain de l'autre. L'Eglise d'Angleterre souffrait cruellement de deux énormes abus. La majorité des cures de paroisse avaient été données par leurs patrons à des monastères, en raison de la vie plus édifiante des moines ; mais ceux-ci, ne pouvant pas se disperser dans les campagnes pour les desservir, et ne voulant pas se restreindre à l'exercice du droit de patronage, prétendaient en conserver les revenus, en faisant subvenir aux nécessités les plus pressantes du culte par des prêtres aussi mal rétribués que peu capables de conduire les fidèles dans la voie du salut. Le nouvel évêque imposa aux moines l'érection de vicariats perpétuels, dotés d'un revenu qui pût assurer aux titulaires une existence décente ; mesure d'une

nécessité évidente, mais qui ne lui en attira pas moins l'aversion d'une partie considérable du clergé régulier.

Les cures dont les revenus étaient restés à leurs titulaires étaient souvent d'une valeur considérable, de même que les prébendes et autres dignités des églises épiscopales. La cour de Rome disposait fréquemment de ces riches bénéfices en faveur de clercs italiens, souvent à peine sortis de l'enfance, mais munis de la protection de prélats influents ; on leur accordait en même temps dispense absolue de résidence, en sorte qu'ils y trouvaient un moyen de fortune sans avoir à remplir aucun des devoirs qui y étaient attachés : des fermiers jouissaient de ces revenus ecclésiastiques et en faisaient passer à Rome les loyers. Cet abus avait pris une telle extension que les sommes ainsi exportées du territoire anglais passaient pour s'élever fort au-dessus des revenus de la couronne. Robert Grosseteste ne craignit pas de s'opposer avec la plus grande vigueur à cette pernicieuse pratique, et il est juste de constater qu'il reçut dans cette lutte quelques encouragements de la part des souverains pontifes, qui pourtant ne savaient se soustraire à des sollicitations intéressées. L'évêque de Lincoln ne cessa de faire entendre les réclamations les plus énergiques et de prédire les malheurs dont l'avenir religieux de l'Angleterre était menacé.

Robert Grosseteste mourut en odeur de sainteté, le 9 octobre 1253. Il a souvent été désigné sous le nom de saint Robert de Lincoln ; mais sa canonisation, réclamée à plusieurs reprises par le haut clergé d'Angleterre, fut toujours ajournée, et n'a jamais été prononcée.

- On ne peut trop louer la manière

dont M. F. S. Stevenson s'est acquitté de sa tâche de biographe. Une connaissance approfondie de toutes les matières qu'il se trouve amené à toucher, une grande largeur de vues, une sereine impartialité, voilà des qualités bien rares et qui méritent tous les éloges. Son style est toujours celui de l'historien. Jamais la trace d'un préjugé étroit ou d'un sentiment haineux ne vient troubler le calme de son langage ou la rectitude de son jugement. Si son livre n'est pas de nature à captiver l'intérêt du plus grand nombre des lecteurs, du moins aucun de ceux qui en auront fait usage ne lui refusera le tribut de son estime et de sa sympathie.

L. DE N.

**Michel de l'Hospital avant son élévation au poste de chancelier de France.** 2<sup>e</sup> partie (1555-1560), par M. DUPRÉ-LASALE, conseiller honoraire à la Cour de cassation. Paris, Fontemoing, 1899, in-8 de 278 p.

On a beaucoup étudié le ministère de l'Hospital, mais on s'est moins occupé de ses commencements ; si peu même que Michelet, par une erreur singulière, a pu dire qu'avant d'être chancelier il était absolument inconnu à la magistrature et qu'il avait cheminé sous terre. M. Dupré-Lasale, qui a été un avocat général éminent avant d'appartenir à la Cour de cassation et qui a longuement étudié l'Hospital, a voulu remplir cette lacune en retraçant sa biographie avant son élévation au poste de chancelier. Déjà en 1875, il avait publié un volume qui embrassait les cinquante premières années de son héros, volume couronné par l'Académie française ; aujourd'hui il complète sa curieuse étude et suit la car-

rière de l'Hospital de 1555 à 1560, période de cinq années seulement mais aussi remplie qu'intéressante. Le futur chancelier, déjà président de la Chambre des comptes, nous y apparaît sous les aspects les plus divers et les plus imprévus, au milieu de ses amis et de ses protégés, tous célèbres ou dignes de l'être, exerçant sur la littérature de son temps une haute influence, confident du cardinal de Lorraine dont il seconde l'administration, écouté de François II auquel il adresse, à l'occasion de son sacre, de sages conseils bien accueillis du jeune roi, favori de la duchesse de Berry qu'il est chargé de conduire à Nice lorsqu'elle devient duchesse de Savoie. C'est au retour de ce voyage, raconté dans une spirituelle épître, qu'il apprend sa nomination de chancelier.

Dans un rapide épilogue, d'un style concis et élevé, M. Dupré-Lasale rend hommage aux qualités et aux vertus qui ont fait de l'Hospital le type du grand magistrat ; il ne s'est pas dissimulé, toutefois, que le politique n'a pas été à la hauteur de la situation ; dans des temps plus calmes, il eût été un parfait chancelier, mais, au milieu des tempêtes religieuses, son amour de la paix le conduisit à des concessions excessives qui eurent pour la France des conséquences infiniment plus graves qu'une fermeté bien entendue. Elles permirent aux protestants de créer un État dans l'État, et le résultat en fut que les catholiques, effrayés, mal soutenus par le pouvoir que l'on put croire un moment complice de leurs ennemis, durent organiser eux-mêmes la défense de la religion menacée, la leur, et que la guerre civile naquit précisément du système de gouvernement par lequel on avait cru la prévenir. Hélas ! les leçons de



l'expérience ne servent à rien, et c'est la faiblesse du roi Louis XVI qui a permis les excès qui, à la fin du siècle dernier, ont désolé la France, comme encore c'est l'inertie de nos gouvernants actuels qui laisse les agitateurs maîtres de la rue et du Parlement. Dans tous les temps la faiblesse a mené aux pires événements ; M. Dupré-Lasale nous le fait entrevoir une fois de plus à propos du chancelier de l'Hospital. Son volume, orné des portraits de la duchesse de Berry et de son conseiller, se termine par des appendices qui sont surtout des documents, la plupart inédits ; quelques-uns ont été détruits par les incendies de la Commune et n'en sont que plus précieux pour l'histoire. Nous remercions M. Dupré-Lasale de les avoir sauvés de l'oubli.

X.

**La Mère du duc d'Enghien,** 1750-1822, par le comte Ducos. Ouvrage accompagné d'un portrait en héliogravure et d'un fac-similé d'autographe. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1900, in-8 de 442 p.

C'est une étrange figure que celle de cette mère du duc d'Enghien, dont M. le comte Ducos nous raconte aujourd'hui l'histoire tourmentée. Fille d'une mère remarquablement belle, mais non moins dépravée que belle, la princesse Bathilde d'Orléans devait à cette origine un visage charmant, une taille gracieuse, mais aussi une fâcheuse extravagance de sentiments et de conduite. Le jeune duc de Bourbon, fils du prince de Condé, vit sa cousine, l'aima, l'obtint, et l'enleva à la hussarde, quand on voulut le séparer d'elle, à cause de son jeune âge. Mais cette belle flamme dura peu. *L' amoureux de quinze*

*ans* ne le fut pas quinze mois. Moins d'un an après son mariage, il abandonnait sa jeune femme pour d'indignes rivales, parfois prises dans son service même. La duchesse supporta quelque temps cet abandon, mais après l'éclat du duel du duc de Bourbon avec le comte d'Artois, elle quitta Chantilly et se retira à Petit-Bourg, que lui avait donné son père le duc d'Orléans, et dès lors, privée de son fils, n'ayant plus de relations ni avec son mari ni avec son beau-père, elle devint disciple enthousiaste du philosophe Saint-Martin, courut au baquet de Mesmer, partagea toutes les folies des théosophes et des illuminés. La princesse du sang se fit démocrate, et tandis que les Condé sortaient de France et devenaient les chefs militaires de l'émigration, elle épousait la cause du peuple contre la famille royale, se consolant de la perte de ses titres avec dom Gerle, Suzanne Labrousse et Catherine Théot, et offrant à la nation ses biens dont la nation ne voulut pas, car elle n'avait pas besoin de cette donation pour les prendre.

Tout cela, d'ailleurs, ne sauva pas la pauvre princesse. La Convention l'emprisonna à Marseille, le Directoire la bannit en Espagne ; le Consulat et l'Empire la maintinrent hors de France. Vainement implora-t-elle Napoléon, et, dans une requête plus qu'étrange, se déclara-t-elle l'humble servante de l'homme qui avait fait fusiller son fils. Vainement, dans une lettre à son mari, poussée par je ne sais quel sentiment d'abnégation ou de stoïcisme extravagant, avait-elle eu le triste courage de qualifier de « pénitence terrible » l'exécution du duc d'Enghien. Cet abaissement ne put fléchir l'Empereur, qui ne se

souciait pas sans doute de rencontrer comme un remords vivant la mère de sa victime, et la laissa se morfondre à Barcelone. Elle ne rentra en France qu'avec les Bourbons. Elle eut alors le mérite de se réconcilier avec son mari, sans toutefois se réunir à lui; mais, assez froidement traitée par la famille royale, elle se confina dans son hôtel de la rue de Varenne, continua à mêler la dévotion et la folie, l'exaltation politique et l'exaltation mystique, et mourut enfin en 1822, subitement, pendant un office au Panthéon rendu au culte. Pauvre femme, qu'on ne saurait rendre responsable de toutes ses excentricités et de toutes ses fautes, mais qu'on n'en saurait absoudre non plus! Le livre si consciencieux et si documenté de M. le comte Ducos la fera plaindre, mais ne la fera pas estimer ni aimer. **MAX DE LA ROCHESTERIE.**

**Le Maréchal Brune et la maréchale Brune**, par Pierre MARMOITON. Paris, Lethielleux, s. d., in-8 de xiv-334 p.

L'auteur de cet intéressant volume avait eu d'abord l'intention de publier simplement les pièces du procès des assassins du maréchal Brune, que sa situation de procureur de la république à Riom lui avait fait connaître; mais il a cru devoir faire précéder cette publication d'une étude sur le maréchal et la maréchale. Étude sommaire d'ailleurs, puisqu'elle ne comprend guère plus d'une centaine de pages, mais qui lui a permis de moins de résumer cette vie si mouvementée et si remplie, où le roman se mêle à l'action et la légende à l'histoire. Fils d'un avocat de Brive-la-Gaillarde, étudiant à Paris pendant plusieurs années,

brouillé avec sa famille à la suite d'un mariage romanesque dont certains détails même paraissent peu vraisemblables — il nous semble que M. Marmaiton a accepté, sans le contrôler suffisamment, le récit parfois étrange de M. Henry Berthoud — mais qui lui donne le bonheur, jeté dans la Révolution ardente par son amitié avec Danton et Camille Desmoulins, Guillaume Brune se fit une brillante carrière militaire, illustrée par les campagnes d'Italie, de Suisse et de Hollande, par la pacification de la Vendée en 1800, brusquement interrompue en 1807 par la disgrâce impériale. Il ne reprit service qu'aux Cent-jours, reçut le commandement de l'armée du Var, et, après le désastre de Waterloo, s'appretait à rentrer à Paris, lorsqu'il fut assassiné en passant à Avignon. Il faut lire dans le livre de M. Marmaiton le récit de cette horrible journée, l'exaspération des fureurs populaires surexcitées par les calomnies — on accusait faussement Brune d'avoir porté au bout d'une pique le cœur de la princesse de Lamballe lors des massacres de septembre, — le maréchal insulté par la populace, arrêté à sa sortie de la ville, ramené à l'hôtel du Palais-Royal, enfermé dans une misérable chambre, enfin massacré par des misérables qui avaient escaladé les murs et les toits de la maison, malgré l'attitude courageuse du maire d'Avignon et du propriétaire de l'hôtel; les magistrats, au contraire, faibles jusqu'à la lâcheté, même jusqu'à la complicité, et par crainte des assassins qu'ils n'osaient poursuivre, rédigeant un procès-verbal de suicide.

Mais la noble veuve du maréchal se donna comme mission de réhabiliter sa mémoire; elle adressa une requête au Roi pour demander qu'une

enquête impartiale fût faite, et grâce à l'appui de l'illustre garde des sceaux, M. de Serre, obtint que l'affaire fût renvoyée devant la cour de Riom. Le 25 février 1821, après une éloquente plaidoirie de Dupin — pour lequel pourtant l'auteur nous permettra de ne point partager son enthousiasme sur tous les points, — un arrêt solennel déclara que le maréchal Brune se s'était point suicidé, mais avait été assassiné, et condamna à mort le seul survivant des meurtriers, Guindon dit Roquefort. La maréchale se retira dans sa propriété de Saint-Just, dont elle fut la bienfaitrice, et où elle mourut en 1829. Les deux époux, si cruellement séparés dans la vie, furent réunis dans le même tombeau. R. M.

**L'Evêque de Metz. Vie de Mgr Dupont des Loges, 1804-1886**, par l'abbé KLEIN. Paris, Poussielgue, 1899, in-8 de xi-500 p.

La postérité appellera Mgr Dupont des Loges l'évêque de Metz, comme il y eut un évêque d'Orléans : Mgr Dupanloup ; un évêque de Meaux : Bossuet. Il fut un royaliste fidèle, un austère et doux évêque, un ardent patriote. Gentilhomme, il descendait d'une vieille famille parlementaire, mais non entachée de cet orgueil janséniste qui devait produire les révolutionnaires les plus passionnés contre la monarchie et contre l'Eglise. En 1821, il entra au séminaire de Saint-Sulpice ; tout jeune prêtre, il fut choisi par Mgr Morlot pour vicaire général d'Orléans, où ses nombreuses qualités intimes et extérieures le désignèrent pour l'épiscopat. Il montait, à trente-huit ans, sur l'illustre et grand siège de Metz.

A l'égard de Louis-Philippe il garda une prudente réserve, tout en adressant, en 1844, au ministre de l'instruction publique une protestation digne et vigoureuse au sujet de la liberté d'enseignement.

Bientôt le trône de Louis-Philippe s'écroula. Il fut, pour le prince-président d'abord et plus tard pour l'empereur des Français, correct avec froideur et défiance : il fut l'un des deux prélats qui n'assistèrent pas au baptême du prince impérial dont Pie IX était le parrain. Lorsque Napoléon III visita Metz, l'évêque s'excusa de lui adresser ses hommages, à la réception officielle, quelques instants trop tard.

A propos de la défense de M. Rouland, ministre des cultes, de publier les actes pontificaux et en particulier le *Syllabus*, Mgr Dupont des Loges fit cette fière réponse au ministre gallican : « J'ai vécu sous plusieurs gouvernements, j'ose me rendre le témoignage d'avoir toujours rempli fidèlement envers eux les devoirs qu'impose aux chrétiens la doctrine évangélique de saint Paul, Je crois leur avoir rendu l'un des plus grands services qui fussent en mon pouvoir : je n'en ai jamais flatté aucun. »

Peu administrateur, il convenait lui-même de son inaptitude financière ; il donnait à pleines mains. Ses soins se portèrent surtout sur la formation intellectuelle et morale de ses ouailles. Au séminaire, il installait les sulpiciens, ses anciens maîtres ; il engloutit son patrimoine dans le petit séminaire de Montigny ; il appela au collège Saint-Clément les Pères jésuites pour les classes élevées de son diocèse, pendant qu'il soutenait de tout son pouvoir les Frères des écoles chrétiennes.

L'évêque de Metz fut une recrue

du libéralisme dit catholique. Il y fut entraîné par l'ascendant qu'exerçait sur lui Mgr Dupanloup. Au concile du Vatican, il fut l'un des 88 votants contre l'opportunité de l'infailibilité pontificale; le lendemain, 55 évêques maintiennent leur opposition avec une respectueuse obstination; il fut l'un d'eux.

En rentrant de Rome dans son diocèse, il y trouve la désolation de l'invasion prussienne. Là, l'évêque fut un paternel consolateur, un héroïque patriote : il se prodiguait dans les ambulances; il transforma son palais en hôpital pour les blessés. Après l'annexion, ses diocésains qui n'avaient pu émigrer vers la terre de France l'envoyèrent par acclamation porter leur protestation au Reichstag. Un jour l'évêque de Metz, en grand costume de prélat français, prit séance au parlement allemand, comme l'image des droits imprescriptibles des peuples vaincus et le représentant de la fidélité inébranlable à la patrie perdue. Ce devoir accompli, il quitta Berlin pour n'y reparaitre jamais.

Néanmoins, il eut la sympathique estime de l'empereur Guillaume, du prince impérial et du maréchal de Manteuffel, avec lequel il entretenait des relations courtoises. Ainsi il put améliorer le sort des Lorrains et donner aux Allemands catholiques les secours religieux. Mais le jour où le gouvernement allemand lui offrit une décoration prussienne, il la refusa avec une dignité blessée : c'était un outrage à son amour pour la France. L'Europe frissonna alors d'émotion patriotique, et notre conseil municipal lui-même voulut honorer ce patriotisme en donnant le nom de l'évêque de Metz à l'une des rues de la capitale.

Telle fut cette grande figure de

l'évêque messin. La plume aux nuances si variées de M. l'abbé Klein a bien rendu ce portrait, si distant de celui de Mgr Ireland. Il l'a retracé d'après les papiers intimes du prélat, et il y a mis sept ans de sa vie littéraire. Aussi est-ce une biographie sérieuse et d'un style ému.

Toutefois, n'y a-t-il pas quelque partialité en faveur du héros ? Pourquoi tant de souci à voiler les questions délicates, à expliquer avec une excessive indulgence le gallicanisme ou le libéralisme de Mgr Dupont des Loges ? Il y a bien aussi quelques longueurs de récit, des détails disproportionnés sur le siège de Metz et les opérations militaires; de ci, de là, trop de fleurs funéraires d'enthousiaste panégyriste. A part ces quelques restrictions, qu'explique la séduction inspirée par le dernier évêque français de Metz, ce livre restera comme un grand acte de foi et d'amour patriotique.

LOUIS ROBERT.

**Le Prince de Bismarck**, par Charles ANDLER. Paris, Georges Bellais, 1899, in-12 de x-402 p.

On a déjà beaucoup écrit sur le prince de Bismarck, et cependant la biographie de M. Charles Andler contient des pages intéressantes et des renseignements peu connus, parfois même inédits.

La vie de Bismarck est étroitement mêlée à l'histoire allemande d'un demi-siècle. Présente-t-elle une unité complète ? M. Andler croit pouvoir l'affirmer, et il s'est efforcé de démontrer que, sous des variations apparentes, persistait en lui un fond d'idées et de sentiments fixes. La preuve n'en semble pas péremptoirement établie. La vérité est que le

chancelier de fer, qui aimait à faire des confidences, s'appliquait à justifier ses actes, à démontrer qu'ils étaient la conséquence fatale de projets mûrement étudiés. Ces actes étaient bons lorsqu'ils profitaient à la Prusse et à son souverain ; quant aux moyens employés pour aboutir, point n'était besoin d'être scrupuleux pour les choisir. Tous étaient excellents s'ils menaient au succès, et l'on sait que Bismarck fut un fertile inventeur d'expédients. Les traités internationaux ne méritaient, à ses yeux, qu'un respect relatif. D'après M. Andler, on ne saurait les juger uniquement selon la justice ; « ils sont une notation provisoire d'un équilibre de forces qui est changeant. » Certains hommes d'Etat britanniques admettraient volontiers cette définition. La falsification ou, si l'on veut employer un euphémisme, la retouche de la fameuse dépêche d'Ems provoque une longue dissertation de la part de M. Charles Andler. Ce biographe tient tellement à glorifier son héros qu'il excuse le procédé dont il se servit. « Il n'a pas dit une parole mensongère. Seulement il n'a pas dit tout ce qu'il savait. Il a mis une barre sur le passage qui attestait envers Benedetti la courtoisie de Guillaume I<sup>er</sup>. C'était son droit. Tous les jours, nos ministres livrent aux journaux, pour leurs dernières nouvelles, des comptes rendus sur les actes gouvernementaux qui ne sont ni moins abrégés ni plus véridiques » (p. 136). Je transcris l'explication pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire pour bien peu de chose. Le cas de la dépêche d'Ems est élucidé pour l'histoire ; mais les incidents qui se succédèrent au commencement de juillet 1870 ne seront entièrement connus que lorsqu'on publiera

le texte des télégrammes que Bismarck échangea avec le roi et avec les fonctionnaires de la chancellerie dont il avait à dessein entouré Guillaume.

Octogénaire, souffrant de ses implacables rancunes, de son orgueil brisé, Bismarck eut quelques années de répit pour se recueillir dans son vaste domaine de Friedrichsruhe, avant de comparaître devant le Créateur. Il n'a laissé, de son recueillement et de ses ultimes pensées, que des *Souvenirs* informes, inférieurs encore à ceux que Lothar Bücher écrivait sous sa dictée..., et qui n'ajouteront rien à sa gloire.

ROGER LAMBELIN.

**Les Archives de la Chambre apostolique au XIV<sup>e</sup> siècle,** par Joseph DE LOYE, ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste du département des Basses-Pyrénées. 1<sup>re</sup> partie : Inventaire. Paris, Fontemoing, 1899, in-8 de x-274 p.

M. de Loye méritera la reconnaissance des érudits en mettant à leur disposition un précieux inventaire des Archives de la Chambre apostolique qu'il qualifie lui-même trop modestement de « très sommaire. » Cet inventaire, dressé par l'auteur pour son usage personnel, lors de ses études sur l'histoire intérieure d'Avignon au XIV<sup>e</sup> siècle, ne pouvait pas demeurer inédit, et nous ne saurions trop louer les intelligents conseillers qui ont décidé M. de Loye à en faire bénéficier les travailleurs. L'auteur a inventorié les trois cent quatre-vingts premiers numéros des *Introlitus et Exitus*, recettes et dépenses du saint-siège ; les *Collectoris*, notes relatives à l'administration des évé-

chés vacants, etc. ; les *Obligations*, et une partie des *Regesta Avinionensia*. Il explique, dans un avertissement préliminaire, sa méthode de classement et de travail, et fournit les indications relatives au caractère général des diverses classes de registres ou à leur composition variée résultant de la nature spéciale de l'exercice administratif qu'ils relatent.

G. P.

**Répertoire bibliographique des principales revues françaises pour l'année 1898**, rédigé par D. JORDELL. Paris, Per Lamm, 1900, gr. in-8 de xii-272 p.

Voici le second volume du *Répertoire bibliographique des principales revues françaises*. Il contient, pour l'année 1898, la nomenclature de plus de vingt mille articles, répartis en deux cent cinquante-sept revues. C'est une augmentation notable sur le nombre des revues répertoriées pour l'année 1897 : soit cent onze revues de plus. — Nous avons déjà fait ressortir l'importance de cette publication et les services qu'elle est appelée à rendre aux travailleurs ; nous ne

doutons pas, par conséquent, de la faveur avec laquelle elle continuera à être accueillie. On y trouve : 1° une nomenclature des revues, avec le nombre de volumes parus ; 2° l'indication des tables périodiques publiées en 1898 ; 3° le répertoire des articles par ordre alphabétique des matières ; 4° une table alphabétique par noms d'auteurs.

La partie principale est naturellement le répertoire bibliographique, qui comprend à lui seul cent cinquante-neuf pages à deux colonnes, et où se trouvent rassemblées, sous des rubriques diverses ou sous le nom des personnages, des pays, des villes, toutes les notions fournies dans les innombrables articles de revue. Puis, à côté de cette énumération si bien faite, vient la table des auteurs, qui comprend en même temps les anonymes, par l'inscription alphabétique de la première lettre de l'article. Tous les éléments d'information se trouvent ainsi à la portée du chercheur, et l'on peut dire que ce *Répertoire* est un élément de travail véritablement indispensable à quiconque veut se tenir au courant de la marche de la science.

G. DE B.

*Le Gérant* : L. PIQUET.

---

## LES ORIGINES HISTORIQUES

DE

# L'ÉPISCOPAT MONARCHIQUE

---

C'est sans contredit une des questions les plus difficiles et les plus importantes de l'histoire ecclésiastique des premiers siècles que celle qui se rapporte aux origines de l'épiscopat unitaire et monarchique. Non pas, assurément, que la doctrine soit engagée dans ce débat, mais la précision historique n'y trouve pas suffisamment son compte. En effet, au point de vue théologique, la question est sûre, certaine, tranchée pour nous catholiques, et, dès lors, d'une extrême simplicité. Mais il n'en est pas de même au point de vue historique. On ne saurait nier que sur ce terrain il existe certaines difficultés, qu'on ne possède pas la lumière absolue, que la marche est quelque peu entravée, parce qu'une classe de documents ne déposent pas d'une manière catégorique. Et pourtant on touche à une des bases mêmes de la hiérarchie ecclésiastique, que l'histoire a le droit d'examiner avec ses méthodes et ses procédés; et d'autre part, le protestantisme en général se refuse à admettre le système catholique, et cela, prétend-il, pour des raisons d'ordre historique. Pourtant, qu'on le remarque bien, ce n'est pas tant de l'*existence* que de la *nature* et de la *forme* de l'épiscopat qu'il s'agit entre le protestantisme et le catholicisme. Le protestantisme s'accommoderait facilement d'une autorité épiscopale pourvu qu'on consentit à la modeler, à la calquer sur ses conceptions historiques et théologiques. Il n'a pas tant songé à abolir l'épiscopat qu'à le transformer ou à le *déformer*. Nous nous proposons donc d'examiner ce problème en nous plaçant uniquement sur le terrain de l'histoire et en faisant totalement abstraction des principes

théologiques. Notre conviction est plus forte que jamais que le catholicisme a tout à profiter des études historiques, pourvu qu'on laisse la parole à l'histoire elle-même et qu'on n'altère ni les documents ni les faits.

## I.

## DIFFICULTÉ DE LA QUESTION

Ce qui rend le problème difficile, c'est la terminologie du Nouveau Testament et le langage d'une grande partie de la littérature primitive. Si ces documents avaient fait une distinction claire et nette entre le presbytérat et l'épiscopat de manière à écarter toute équivoque, s'ils avaient tracé une ligne de démarcation visible au premier regard, le problème eût été par là même résolu, et l'histoire n'eût eu qu'à enregistrer les faits et les données certains. Les origines historiques de l'épiscopat remonteraient très clairement au berceau même du christianisme; on constaterait sans aucune hésitation et l'institution de cette dignité par Jésus-Christ, et la forme qu'il lui a plu de lui donner; l'histoire attentive suivrait toujours et partout les moindres traces et les moindres attaches de cette grande institution. Mais tel n'est pas précisément le cas. Le langage du Nouveau Testament sur ce sujet présente, on ne saurait le contester, une certaine confusion. Nous n'y trouvons pas toute la précision nécessaire, cette précision qui eût permis à l'histoire de tirer des conclusions inattaquables et incritiquables. Les mêmes personnages sont appelés indifféremment *évêques* et *prêtres*, *episcopi* et *presbyteri* <sup>1</sup>. — Du Nouveau Testament cette confusion terminologique

<sup>1</sup> Quelques exemples : *Actes des Apôtres*, xx, 17-28. C'est le discours fait par saint Paul à certains personnages de la communauté d'Éphèse qu'il avait mandés à Milet. Ces individus sont appelés, au verset 17, *presbytres* de l'Église, τοὺς πρεσβυτέρους τῆς Ἐκκλησίας. Le latin a traduit étymologiquement les *vieillards*, *maiores natu Ecclesiae*. — Au verset 28, ces mêmes individus sont appelés *évêques*, *episcopos* : προσέχετε οὖν ἑαυτοῖς καὶ παντὶ τῷ ποιμνίῳ, ἐν ᾧ ὑμεῖς τὸ πνεῦμα τὸ ἅγιον ἔθετο ἐπισκόπους, ποιμαίνειν τὴν ἐκκλησίαν τοῦ Κυρίου, ἧ παρεποιήσατο διὰ τοῦ αἵματος τοῦ ἱεῖος. — Même chose dans l'*Épître à Tite*, i, 5-7. Au verset 5, l'auteur dit à Tite qu'il l'a laissé en Crète pour redresser les défauts, et établir des presbytres dans les villes..., καὶ καταστήσεις κατὰ πόλιν πρεσβυτέρους, ὡς ἐγὼ σοι διευτάξω. — Au verset 7, en parlant de ces mêmes individus, il les appelle *évêques* et énumère leurs qualités: Δεῖ γὰρ τὸν ἐπίσκοπον ἀνέγκλητον εἶναι, ὡς Θεοῦ οἰκονόμον, x, τ. λ.



passa dans la plupart des écrits de la littérature des premiers siècles. La chose paraît indubitable pour l'Occident. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, mais très frappant, saint Irénée, dans sa lettre au pape saint Victor, appelle *presbytres* les prédécesseurs du pape Soler, Anicet, Pie, Hygin, Téléphore, Sixte, qui tous cependant avaient occupé la chaire de Pierre et été évêques de Rome : *Presbyteri qui Ecclesiam, cui nunc tu praees, gubernarunt* <sup>1</sup>. Le langage primitif manque donc de clarté et de précision. C'est un point acquis.

La confusion de nom entraîne-t-elle celle d'office, de fonctions et de degré hiérarchique? Est-ce parce que le *presbytre* et l'*évêque* étaient le même personnage, que le Nouveau Testament et la grande partie des écrits primitifs emploient indifféremment l'un ou l'autre nom? Ou bien serait-ce plutôt un manque de rigueur dans les expressions, une certaine négligence, ou même faudrait-il voir dans les auteurs de ces écrits une certaine familiarité qui s'expliquerait très naturellement par la facilité avec laquelle leurs lecteurs et leurs auditeurs comprenaient leur manière de parler et par l'absence complète d'une controverse qui surgira plus tard et qu'ils ne soupçonnaient même pas? C'est là le nœud même du problème. Il est certain qu'il faut montrer que l'on n'a pas le droit de conclure de l'identité de nom à celle d'office, pour assurer l'existence et la légitimité de l'épiscopat monarchique, tel qu'il fonctionne aujourd'hui dans l'Église. Tout le débat entre le catholicisme et le protestantisme antiépiscopalien porte sur ce point.

Avant d'essayer de résoudre le problème à l'aide des seuls documents historiques, nous avons besoin de faire, pour mieux établir l'état de la question, quelques observations préalables. Et d'abord nous n'avons pas à nous occuper ici de la question *liturgique*, mais seulement de la question de *juridiction* et de *gouvernement*. Nous savons, en effet, — et saint Justin notamment nous l'apprend de la façon la plus formelle <sup>2</sup>, — nous savons, dis-je, que dans toutes les réunions des communautés chrétiennes, soit pour la célébration de l'Eucharistie, soit pour

<sup>1</sup> Ἐν οἷς καὶ οἱ πρὸ Σωτῆρος πρεσβύτεροι οἱ προστάντες τῆς ἐκκλησίας ἡ σὺ νῦν ἀφ' ἧς, Ἀνίκητον λέγομεν, καὶ Πίον, Ὑγίνον τε καὶ Τελεσφόρον καὶ Εὐστόν (Eusèbe, *H. E.*, V, 24).

<sup>2</sup> *Apol.*, I, 65.

les agapes <sup>1</sup>, il y avait un président pour diriger ces actions, ces rites. — On voit également, d'après les Actes des apôtres <sup>2</sup>, qu'il y avait dans chaque Église une autorité véritable, au sens rigoureux du mot, commandant et gouvernant au nom de Dieu. — Mais quelles étaient la nature et la forme de cette autorité ? Résidait-elle dans une seule personne, dans le président de la liturgie ou bien dans un collège de plusieurs membres, le presbyterium ? Cette autorité révélait-elle la forme *monarchique* ou *aristocratique* et *oligarchique* ? L'épiscopat était-il *unitaire* ou *collégial* ? Telle est l'éternelle question historique agitée entre les catholiques et les protestants presbytériens.

## II.

### LE NOUVEAU TESTAMENT

Le Nouveau Testament nous fournira-t-il les éléments de la solution du problème ? Lorsqu'on étudie la nature et la forme de l'épiscopat dans le Nouveau Testament, où il faut forcément trouver les premiers linéaments, il est nécessaire de faire, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, un tri de documents : d'un côté, les Épîtres paulines ; de l'autre, l'Apocalypse. Nous sommes obligé de faire cette distinction, car en réalité la lumière augmente avec le Livre des révélations. L'Apocalypse est plus affirmative et, le dirons-nous, plus explicite, dans son langage mystique, que les Épîtres paulines ; elle nous donne des informations qu'on ne trouve nulle part ailleurs dans les livres canoniques du Nouveau Testament. Notre distinction n'est donc nullement arbitraire ; elle nous est imposée par les données et la force des documents que nous devons exploiter à l'appui de notre thèse.

Les Épîtres paulines, nous nous empressons de le déclarer, ne nous disent pas d'une manière catégorique et précise quelle est la nature de l'épiscopat. Nous l'avons, je pense, amplement constaté dans les passages que nous avons déjà cités. Nous ne reviendrons plus sur ces textes. — Quant à l'*Épître aux Philippiens*, à laquelle nous n'avons pas encore touché, elle conserve

<sup>1</sup> Nous disons *soit, soit*, parce qu'il semble probable à l'heure actuelle que les Agapes différaient de l'Eucharistie.

<sup>2</sup> XX, 28, cf. *supra*.

la même confusion. Saint Paul et Timothée saluent tous les saints qui sont à Philippes avec les *évêques* et les *diacres* : τὸν ἐπισκόποις καὶ διακόνοις, I, 1. Il est évident que les évêques désignent ici les presbytres, y compris ou non l'évêque proprement dit, peu importe; ils sont, en effet, plusieurs; or, il ne pouvait pas y avoir plusieurs évêques à Philippes au moment où Paul écrivait sa lettre; de plus, l'apôtre ne mentionne que les *épiscopes* et les *ministres* [= diacres]; les presbytres ne sont pas explicitement nommés : c'est qu'ils sont contenus dans les ἐπισκόποι, autrement on ne pourrait comprendre le langage de saint Paul. Ainsi, que le mot ἐπισκόποι désigne les presbytres à l'exclusion ou non de l'évêque, il n'en reste pas moins certain qu'il comprend les presbytres. — Il n'y a rien non plus de formel à attendre de la I<sup>re</sup> à Timothée, chap. III. Cette péricope est une exhortation absolument parallèle et identique, quant au sens, à l'*Épître à Tite*, I, dont nous avons déjà parlé. Dans ces passages, il n'y a pas de distinction entre les deux premiers degrés de la hiérarchie actuelle <sup>1</sup>.

Si nous sortons des textes pour entrer dans les faits, y trouverons-nous un fondement plus solide et des indications plus claires? D'aucuns l'ont pensé et soutenu. On a voulu voir, en effet, des évêques au sens strict du mot, des évêques unitaires, dans Timothée et Tite, les deux disciples de prédilection de saint Paul. Cette opinion n'est pas certaine, et le fait ne peut pas nous fournir un argument absolument concluant et démonstratif; nous ne disons pas que l'argument soit faux, mais nous soutenons qu'il n'a pas une valeur historique au-dessus de toute contestation; car on voit dans le texte que Timothée et Tite sont des envoyés, des missionnaires que saint Paul rappelle à lui : II<sup>e</sup> à Timothée, IV, 8 : « Hâte-toi de revenir à moi : » Σπούδασον ἔλθεῖν πρὸς με ταχέως (γ. 9); de même, versets 11-13, où il lui recommande de venir et de lui porter certains effets qu'il avait laissés à Troade, chez Carpus; — l'*Épître à Tite* III, 12,

<sup>1</sup> Dans la I<sup>re</sup> Épître à Timothée, chap. III, saint Paul ne mentionne que l'évêque, τὸν ἐπίσκοπον, γ. 2, et les ministres, διακόνους, γ. 8 et 12. Aucune mention des *presbytres*; c'est qu'ils sont compris dans la dénomination de τὸν ἐπίσκοπον; autrement on ne comprendrait pas pourquoi le grand apôtre, dans cette si belle et si touchante exhortation, oublie complètement les presbytres.

nous donne la même formule : *Σπούδασον ἐλθεῖν πρὸς με* <sup>1</sup>. — De plus, on a dit que Timothée avait été évêque d'Éphèse et Tite évêque de Crète ; mais ces traditions, quelque respectables qu'elles soient, n'ont pas la valeur suffisante pour constituer un argument historique <sup>2</sup>.

Un seul fait paraît démontrer, même dans ces temps primitifs, l'existence de l'épiscopat monarchique. En l'absence de saint Pierre, prince des apôtres, nous voyons saint Jacques, frère du Seigneur, — et ce n'était pas probablement un apôtre (*Act. Sanct.*, 1<sup>er</sup> mai), — jouir à Jérusalem, sinon du titre, au moins de l'autorité d'évêque <sup>3</sup>.

De ce manque de précision, les protestants ont fièrement conclu que les Épîtres paulines sont opposées à l'épiscopat monarchique. C'est aller trop loin. La conclusion protestante n'a qu'un défaut : c'est qu'elle ne tient compte ni de l'époque ni du milieu historique. En laissant de côté les textes qui, quoique imprécis, ne sont pas cependant opposés à l'épiscopat unitaire, nous ferons simplement observer, quant au *fait*, bien entendu, et non quant au *droit*, que dans les temps apostoliques, les évêques n'étaient, absolument parlant, ni strictement *nécessaires*

<sup>1</sup> Nous avons dit qu'il n'est pas absolument certain que Timothée et Tite aient été des évêques proprement dits. Nous sommes obligé de faire une observation contre ceux qui ont exagéré dans un sens opposé. De ce que saint Paul rappelle à lui Timothée et Tite, certains auteurs ont conclu avec certitude que Timothée et Tite n'étaient pas évêques. Conclusion outrée. Rien ne prouve qu'ils ne fussent des *évêques missionnaires* ; la chose est d'autant moins invraisemblable que saint Paul était apôtre, et qu'en qualité d'apôtre, il avait une autorité même sur les évêques, et surtout sur des évêques qui, dans l'hypothèse, auraient été ses disciples.

<sup>2</sup> Nous disons qu'il n'y a pas là un argument historique absolument certain. Cependant, au moins pour ce qui concerne Timothée, son épiscopat à Éphèse repose sur une preuve d'une très haute valeur : c'est la légende du Bréviaire romain, au 24 janvier. Nous y lisons : « Cum igitur ambo [Paulus et Timotheus] Ephesum venissent, ibi ordinatus est Episcopus ab Apostolo, ut eam Ecclesiam gubernaret. » Sans doute l'Église ne garantit pas l'infailibilité des légendes du Bréviaire ; elles n'en ont pas moins une grande autorité.

<sup>3</sup> Les *Actes des Apôtres*, xxi, 18, nous disent que Paul se rendit chez Jacques à Jérusalem, et que tous les presbytres se rassemblèrent : *Τῇ δὲ ἐπισύσῃ εἰσέει οὗ Παῦλος σὺν ἡμῖν πρὸς Ἰάκωβον, πάντες τε παρεγένοντο οἱ πρεσβύτεροι.* — Dans l'*Épître aux Galates*, ii, 12, saint Paul nous fait clairement entendre que Pierre lui-même subissait l'influence de Jacques : « Avant, dit-il, que vissent certains fidèles de Jacques, Pierre prenait part aux repas des Gentils ; mais après, ils'en abstint parce qu'il craignait ceux qui venaient de la circoncision [les juifs convertis au christianisme]. »

ni même rigoureusement *possibles*. Ils n'étaient pas strictement nécessaires, parce que chaque apôtre, de son vivant, gouvernait les Églises qu'il avait fondées, par lettres, par des délégués ou par des visites personnelles et périodiques; ils n'étaient pas rigoureusement possibles, au moins dans la plupart des cas, parce qu'un simple néophyte ne peut pas être improvisé évêque. — C'est, disons-le, le grand défaut de l'histoire protestante de vouloir qu'une institution, comme le christianisme, présente à son début une organisation aussi complète et parfaite que lorsqu'elle a atteint son plein développement. Le christianisme n'est pas un squelette; c'est un germe vivant et fécond qui se développe, et, en se développant, s'organise de mieux en mieux.

Nous arrivons à l'Apocalypse. Les anges des sept Églises mentionnées dans l'Apocalypse sont — et l'on peut dire que la chose est presque certaine — les évêques de ces mêmes Églises. Une seule considération suffira à accréditer cette induction. On ne peut pas y voir des anges proprement dits, puisque le texte nous montre que ce sont des hommes, soumis à toutes les misères et les péripéties de la pauvre humanité <sup>1</sup>. Cet ange mortel est donc un homme. D'autre part, on voit aussi, d'après le contexte et toute l'économie du récit, qu'il jouit de l'autorité suprême dans ces diverses chrétientés. Dès lors, que peut-il être sinon l'évêque lui-même? Il serait difficile de trouver une autre interprétation.

Concluons cette revue du Nouveau Testament en synthétisant en deux mots nos résultats : les Épîtres paulines ne distinguent pas entre le prêtre et l'évêque actuels, qui constituent les deux premiers degrés de la hiérarchie. — Dans l'Apocalypse, livre de visions, de figures et de métaphores, on ne trouve pas, il est vrai, le mot *évêque*. Cependant la chose s'y trouve, car il est presque impossible de voir autre chose que l'évêque dans l'ange de chacune des sept Églises. Toutes les autres explications que l'on pourrait donner ne présenteraient presque aucune probabilité.

<sup>1</sup> II, 10. Dans ce verset, il s'agit de l'ange de l'Église de Smyrne. Or, qu'en dit-on? « Il subira dix jours de tribulation; qu'il soit fidèle jusqu'à la mort [ἔως θανάτου] et il recevra la couronne de vie. » — Il est évident que l'on ne parle pas ainsi d'un ange.

Certains auteurs ont voulu quasi trouver une preuve scripturaire de l'existence de l'épiscopat dans l'*Épître aux Hébreux* et dans la *I. Petri*. Nous verrons plus tard que saint Jérôme lui-même a été de cet avis. Examinons attentivement ces textes, et nous nous convaincrions aisément qu'ils ne contiennent aucune indication claire en faveur de l'épiscopat. L'auteur de l'*Épître aux Hébreux* dit dans XIII, 17 : « Obéissez à vos supérieurs et soyez-leur soumis, car ils veillent sur vos âmes, comme devant en rendre compte, afin qu'ils s'acquittent de cette charge avec joie, et non en gémissant ; cela vous serait nuisible <sup>1</sup>. » Ce texte manque absolument de précision ; le mot *chef*, *higoumène*, est trop large pour désigner uniquement l'évêque ; *higoumène* est le terme technique dont on s'est toujours servi en Orient pour désigner un supérieur de monastère, qui n'est pas évêque. Par conséquent, les *supérieurs*, dont il est ici question, peuvent être indifféremment des évêques ou des prêtres ; l'expression *veiller sur les âmes* ne tranche pas non plus la difficulté ; les prêtres, comme les évêques, doivent veiller et veillent en effet sur les âmes qui leur sont confiées. — Saint Pierre, dans sa première Épître (v, 1, 2), s'exprime ainsi : « Je prie vos presbytres, moi qui suis aussi presbytre et témoin des souffrances de Jésus-Christ et qui communie à la gloire qui doit être manifestée dans les temps à venir ; païssez le troupeau qui est en vous, veillant sur lui, non par force, mais spontanément, ni en vue d'un mauvais lucre, mais volontairement <sup>2</sup>. » Ces paroles du Prince des apôtres ne nous tirent pas de la confusion des autres textes scripturaire ; saint Pierre ne parle que des *presbytres* ; il les exhorte à paître le troupeau de Jésus-Christ. Ces expressions peuvent convenir aussi bien aux simples prêtres qu'aux évêques. Ce n'est qu'en s'appuyant sur une exégèse un peu trop simpliste ou sur des idées préconçues que l'on peut trouver dans ces deux passages la preuve de l'existence de l'épiscopat. Le texte résiste à une si

<sup>1</sup> Πείθεσθε τοῖς ἡγουμένοις ὑμῶν καὶ ὑπαίκετε · αὐτοὶ γὰρ ἀγρυπνοῦσιν ὑπὲρ τῶν ψυχῶν ὑμῶν ὡς λόγον ἀποδώσοντες, ἵνα μετὰ χαρᾶς τοῦτο ποιῶσιν, καὶ μὴ στενάζοντες · ἀλυσιτελεῖς γὰρ ὑμῖν τοῦτο.

<sup>2</sup> Πρεσβυτέρους τοὺς ἐν ὑμῖν παρακαλῶ, ὁ συμπρεσβύτερος καὶ μάρτυς τῶν τοῦ Χριστοῦ παθημάτων, ὁ καὶ τῆς μελλούσης ἀποκαλύπτεσθαι δόξης κοινωνός.

Ποιμάνετε τὸ ἐν ὑμῖν ποίμνιον τοῦ Θεοῦ, ἐπισκοποῦντες μὴ ἀναγκαστῶς, ἀλλ' ἐκουσίως, μηδὲ αἰσχροκερδῶς ἀλλὰ προθύμως.

violente interprétation, et tous les efforts du monde ne réussiraient pas à lui faire prononcer le mot tant désiré.

### III.

#### LES PÈRES APOSTOLIQUES

Parmi les Pères apostoliques, Ignace d'Antioche est certainement le témoin attitré et irrécusable de l'existence de l'épiscopat monarchique. Ses textes sont à la fois trop nombreux et trop clairs pour qu'il puisse rester le moindre doute sur ce sujet. Pour Ignace d'Antioche, l'évêque occupe une place à part dans l'Église ; il en est le centre et le moteur. Nous trouvons dans ses lettres l'épiscopat unitaire tel qu'il existe aujourd'hui, avec les mêmes droits et les mêmes attributions. Chez l'évêque d'Antioche on trouve et le *nom* et la *chose*. Ignace, nous le savons, occupe dans l'Église une situation prééminente. Personnellement il est évêque d'Antioche, métropole de la Syrie. Sa personne est donc une preuve irréfragable de l'existence d'un évêque à Antioche. De plus, c'est un témoin non ordinaire de l'antiquité. Ses lettres, si précieuses et si importantes pour l'histoire de la hiérarchie, nous montrent qu'il y avait des évêques véritables dans toutes les Églises d'Asie. Nous rapporterons les principales indications et les passages les plus concluants.

Dans sa lettre aux Éphésiens, Ignace prie les chrétiens d'être soumis à l'évêque et au presbyterium, afin de pouvoir se sanctifier <sup>1</sup> ; on voit donc qu'il distingue nettement entre l'évêque et le presbyterium ou collège des presbytres ; — le presbyterium est adapté à l'évêque comme la corde à la guitare <sup>2</sup> ; même distinction entre l'évêque et le presbyterium. — Dans sa lettre aux Magnésiens, il distingue expressément les trois degrés de la hiérarchie : l'évêque, un certain Damas (διὰ Δάμα τοῦ ἀξιοθέου ὑμῶν ἐπισκόπου), les presbytres, Bassus et Apollonius (καὶ πρεσβυ-

<sup>1</sup> ... ἵνα ὑποτασσόμενοι τῷ ἐπισκόπῳ καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ κατὰ πάντα ᾗτε ἡγιασμένοι (chap. II).

<sup>2</sup> Τὸ γὰρ ἀξιονόμαστον ὑμῶν πρεσβυτέριον, τοῦ Θεοῦ ἀξιὸν οὕτως συνήρμωσται τῷ ἐπισκόπῳ, ὡς χορδαὶ κιθάρᾳ (IV). — Ce passage nous indique l'union et l'accord qui doivent exister entre l'évêque et le presbyterium.

τέρων ἀξίων Βίσσου καὶ Ἀπολλωνίου), et le diacre, Solion (καὶ τοῦ.... διακόνου Σωτίωνος) <sup>1</sup>. — Il revient sur cette distinction des trois degrés de la hiérarchie; il souhaite que tout leur réussisse en union avec l'évêque (μετὰ τοῦ ἀξιοπρεπεστάτου ἐπισκόπου ὑμῶν), et la couronne spirituelle du presbyterium (καὶ ἀξιοπλόκου πνευματικοῦ στεφάνου τοῦ πρεσβυτερίου ὑμῶν), et les diacres (καὶ τῶν κατὰ Θεὸν διακόνων) <sup>2</sup>. — Dans sa lettre aux Tralliens, Ignace énumère de nouveau les trois degrés; il ne faut rien faire, dit-il, sans l'évêque (Ἀναγκαῖον οὖν ἐστίν.... ἄνευ τοῦ ἐπισκόπου μηδὲν πράσσειν ὑμᾶς); il faut être soumis au presbyterium, comme aux apôtres de Jésus-Christ (ὑποτάσσεσθαι καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ, ὡς τοῖς ἀποστόλοις Ἰησοῦ Χριστοῦ); il faut être agréable aux diacres, qui sont les ministres des mystères de Jésus-Christ (Δεῖ δὲ καὶ τοὺς διακόνους, ὄντας μυστηρίων Ἰησοῦ Χριστοῦ, κατὰ τρόπον πᾶσιν ἀρέσκειν) <sup>3</sup>; il insiste sur la même idée : il faut honorer les diacres comme le précepte de Jésus-Christ, l'évêque comme Jésus-Christ lui-même, Fils de Dieu, et les presbytres comme le sénat de Dieu et le concile des apôtres : Ὁμοίως πάντες ἐντρεπέσθωσαν τοὺς διακόνους ὡς ἐντολὴν Ἰησοῦ Χριστοῦ, καὶ τὸν ἐπίσκοπον ὡς Ἰησοῦν Χριστὸν, ὄντα Ἰῆν τοῦ Πατρὸς, τοὺς δὲ πρεσβύτερους ὡς συνέδριον Θεοῦ <sup>4</sup>; plus loin, il dira : celui qui fait quelque chose sans l'évêque, le presbyterium et les diacres, n'est pas pur de conscience : ....ὁ χωρὶς ἐπισκόπου καὶ πρεσβυτερίου καὶ διακόνου πράσων τι, οὗτος οὐ καθάρος ἐστὶν τῇ συνειδήσει <sup>5</sup>; il faut que les presbytres réjouissent l'évêque pour l'honneur du Père, de Jésus-Christ et des apôtres : Πρέπει.... τοῖς πρεσβυτέροις ἀναψύχειν τὸν ἐπίσκοπον εἰς τιμὴν Πατρὸς, Ἰησοῦ Χριστοῦ καὶ τῶν ἀποστόλων <sup>6</sup>; il faut être soumis à l'évêque comme au précepte [de Dieu] et aussi au presbyterium : ὑποτασσόμενοι τῷ ἐπισκόπῳ ὡς τῇ ἐντολῇ καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ <sup>7</sup>. — Dans sa lettre aux Philadelphiens, il énumère également l'évêque, le presbyterium et les diacres : « Faites usage d'une seule Eucharistie, car la chair de Notre-Seigneur est une, et un le calice pour l'unité de son sang, un autel de même qu'un évêque, avec le presbyterium et les diacres <sup>8</sup>; » obéissez,

<sup>1</sup> IV.<sup>2</sup> XIII.<sup>3</sup> II.<sup>4</sup> III.<sup>5</sup> VII.<sup>6</sup> XII.<sup>7</sup> XIII.<sup>8</sup> .... Ὡς εἰς ἐπίσκοπος, ἅμα τῷ πρεσβυτερίῳ καὶ διακόνους, τοῖς συνδούλοις μου (IV).



ajoute-t-il, à l'évêque, au presbyterium et aux diacres <sup>1</sup>; ne faites rien sans l'évêque : Χωρίς τοῦ ἐπισκόπου μηδὲν ποιεῖτε <sup>2</sup>. — La lettre aux Smyrnéens n'est pas moins catégorique. On y trouve les mêmes exhortations et les mêmes conseils. Tous doivent obéir à l'évêque, comme Jésus-Christ a obéi à son Père, et au presbyterium comme aux apôtres; quant aux diacres, on doit les révérencer comme le précepte de Dieu même <sup>3</sup>; sans l'évêque on ne doit rien faire dans le domaine ecclésiastique; valide sera l'Eucharistie qui est accomplie sous la direction et les ordres de l'évêque ou de son délégué. Sans l'évêque il n'est permis ni de baptiser ni de célébrer les agapes; enfin, il faut noter ce passage : « Je salue l'évêque digne de Dieu, et le presbyterium aimé de Dieu, et les diacres <sup>4</sup>. » — Terminons en citant un passage de la lettre à Polycarpe : « Soyez pleins d'égards pour l'évêque, afin que Dieu fasse attention à vous. Puissé-je moi-même soulager ceux qui sont soumis à l'évêque, aux presbytres, aux diacres <sup>5</sup>. »

Ces textes sont inattaquables et ne prêtent le flanc à aucune équivoque possible. On peut dire avec raison qu'Ignace d'Antioche est le théologien de la hiérarchie, le théologien de l'union et de la soumission à l'évêque, aux presbytres et aux diacres; en dehors de cette union et de cette soumission, il n'y a pas de christianisme véritable, il n'y a pas d'Eucharistie valide, on n'est pas, en un mot, dans l'Eglise. Et que voyons-nous dans cette autorité de l'évêque si fortement recommandée, inculquée par l'évêque d'Antioche? Ce n'est pas assurément une autorité nouvelle, œuvre de Jean l'apôtre, comme se sont plu à l'insinuer certains historiens de la réforme; c'est une autorité indiscutable, acceptée de tous, et qui se réclamait, par conséquent, de droits divins; on la regarde comme un élément essentiel du christianisme, et c'est pourquoi on ne songe nullement à la contester. Cette autorité vient de Dieu. Plusieurs des passages ci-dessus rapportés le prouvent surabondamment. On peut y ajouter la

<sup>1</sup> Τῷ ἐπισκόπῳ προσέχετε καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ καὶ διακόνους (VII).

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Πάντες τῷ ἐπισκόπῳ ἀκολουθεῖτε, ὡς Ἰησοῦς Χριστὸς τῷ Πατρὶ καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ, ὡς τοῖς ἀποστόλοις : τοὺς δὲ διακόνους ἐντρέπεσθε ὡς Θεοῦ ἐντολὴν (VIII).

<sup>4</sup> Ἀσπάζομαι τὸν ἀξιόθεον ἐπίσκοπον, καὶ θεοπρεπέστατον πρεσβυτέριον, τοὺς συνδούλους μου διακόνους, κ. τ. λ. (XII).

<sup>5</sup> Ἀντίψυχον ἐγὼ τῶν ὑποτασσομένων τῷ ἐπισκόπῳ, πρεσβυτέροις, διακόνους (VI).

lettre aux Éphésiens, V, où nous lisons : On est heureux d'être uni à l'évêque, comme l'Église l'est à Jésus-Christ et Jésus-Christ au Père... Étudions-nous à ne pas résister à l'évêque afin que nous soyons soumis à Dieu <sup>1</sup>; VI : Il faut regarder l'évêque comme le Seigneur lui-même <sup>2</sup>; — la lettre aux Magnésiens, III, où nous rencontrons ces paroles : Il faut rendre à l'évêque tout l'honneur possible, en vue de la puissance de Dieu <sup>3</sup>; obtempérer à l'évêque, c'est obtempérer au Père de Jésus-Christ, l'évêque de tous <sup>4</sup>; désobéir à l'évêque, c'est un crime à l'égard de Dieu qui connaît les choses cachées <sup>5</sup>; — la lettre aux Smyrnéens, IX, qui s'exprime ainsi : Qui honore l'évêque est honoré de Dieu <sup>6</sup>.

## IV.

## LE SILENCE DES AUTRES ÉCRIVAINS PRIMITIFS

Ici surgit une grande difficulté pour la critique historique et doctrinale. L'on se trouve en face d'un problème dont la solution, pour le dire franchement, n'est pas très aisée. Nous venons d'entendre Ignace d'Antioche insister avec la plus grande énergie sur l'existence et les droits de la hiérarchie tripartite, et tout particulièrement sur la nécessité pour tout chrétien de se soumettre à l'évêque comme au représentant de Dieu. C'est la pleine lumière. Or, comment se fait-il que les autres écrivains primitifs nous laissent dans la même imprécision que le Nouveau Testament sur cet important sujet? Comment se fait-il qu'on ne trouve pas chez eux ce qu'on trouve chez Ignace d'Antioche? Toutes les fois qu'ils ont l'occasion — ce qui du reste arrive rarement — de toucher à ce sujet, ils ne distinguent nullement entre les deux premiers degrés de la hiérarchie actuelle. Citons quelques exemples : La *Didachè*, xv, 1, ne mentionne que les évêques et les diacres <sup>7</sup>; il est certain que les presbytres sont compris dans les évêques. — La *I Clementis*, XLII, ne

<sup>1</sup> Σπουδάζωμεν οὖν μὴ ἀντιτάσσεσθαι τῷ ἐπισκόπῳ, ὥνα ὡμεν θεῷ ὑποτασσομενοι.

<sup>2</sup> Τὸν οὖν ἐπίσκοπον ὁμολογῶν ὅτι ὡς αὐτὸν τὸν Κύριον δεῖ προσβλέπειν.

<sup>3</sup> Κατὰ δύναμιν Θεοῦ Πατρὸς πᾶσαν ἐντροπὴν αὐτῷ ἀπονέμειν.

<sup>4</sup> ....Τῷ Πατρὶ Ἰησοῦ Χριστοῦ τῷ πάντων ἐπισκόπῳ.

<sup>5</sup> Τὸ δὲ τοιοῦτο οὐ πρὸς σάρκα ὁ λόγος, ἀλλὰ πρὸς Θεὸν, τὸν τὰ κρυφία εἰδόντα.

<sup>6</sup> Ὁ τιμῶν ἐπίσκοπον ὑπὸ Θεοῦ τετίμηται.

<sup>7</sup> Χειροτονήσατε οὖν ἑαυτοῖς ἐπισκόπους καὶ διακόνους ἀγίους τοῦ Κυρίου, ἀνδρας πραεῖς καὶ ἀφιλαργύρους καὶ ἀληθεῖς καὶ δεδοκιμασμένους.

parle également que des évêques et des diacres. L'auteur dit que les apôtres de Jésus-Christ, prêchant dans les bourgs et les villes, établirent dans le Saint-Esprit des évêques et des diacres; et cela n'est pas nouveau, ajoute-t-il; depuis longtemps, on avait écrit, touchant les évêques et les diacres. L'Écriture dit en effet : J'établirai leurs évêques dans la justice, et leurs diacres dans la foi <sup>1</sup>; — l'Épître de Polycarpe aux Philippiens, v, énumère les devoirs des diacres; vi, ceux des presbytres; nulle mention expresse des évêques, qui rentrent naturellement ainsi dans les presbytres. Quant au *Pasteur* d'Hermas, *Vis.* II, cap. iv, et *Vis.* III, cap. i, il ne mentionne que les presbytres.

Telle est la difficulté, ramenée à ses termes les plus précis.

On peut donner à cette difficulté plusieurs réponses ou à ce fait plusieurs explications également plausibles. Et d'abord, ce qui est un principe général de critique historique, l'argument négatif du silence ne saurait prévaloir contre des attestations claires et réitérées. Les lettres d'Ignace d'Antioche parlent on ne peut plus clairement; les autres écrits primitifs se taisent; ce sont les affirmations catégoriques de l'évêque d'Antioche qui doivent prévaloir; un seul fait positif, dûment constaté, vaut toutes les inductions négatives tirées du silence.

En second lieu, des circonstances historiques nous expliquent, jusqu'à un certain point, ce silence. Il faut, en effet, se rappeler quels étaient à cette époque les rapports de l'évêque avec son collège presbytéral. Le presbyterium était un corps moral dont l'évêque était la tête; c'est ainsi qu'il apparaissait et agissait partout. L'évêque, qui, à cette époque de ferveur, était presque toujours un saint, sinon canonisé, du moins de fait et dans l'opinion de ses ouailles, imitait volontiers l'humilité de saint Pierre dans le collège apostolique. Nous avons un exemple frappant de ce fait. Il est certain que Polycarpe était évêque de Smyrne. Ignace d'Antioche l'appelle de ce titre dans la lettre qu'il lui adressa <sup>2</sup>, et l'histoire n'a jamais élevé la moindre con-

<sup>1</sup> Κατὰ χώρας οὖν καὶ πόλεις κηρύσσοντες [οἱ ἀπόστολοι] καθίστανον τὰς ἀπαρχὰς αὐτῶν δοκιμάσαντες τῷ πνεύματι εἰς ἐπισκόπους καὶ διακόνους τῶν μελλόντων πιστεύειν· καὶ τοῦτο οὐ καινῶς. Ἐκ γὰρ ὁδὴ πολλῶν χρόνων ἐγγράπτο περὶ ἐπισκόπων καὶ διακόνων· οὕτω γὰρ πού λέγει ἡ γραφή· Καταστήσω τοὺς ἐπισκόπους αὐτῶν ἐν δικαιοσύνῃ, καὶ τοὺς διακόνους αὐτῶν ἐν πίστει.

<sup>2</sup> Ἰγνάτιος, ὁ καὶ Θεοφόρος, Πολυκάρπῳ ἐπισκόπῳ Ἐκκλησίας Σμυρναίων (Inscription de la lettre).

testation sur ce point. Or, Polycarpe, dans sa lettre aux Philippiens, cache, pour ainsi dire, sa dignité et ses prérogatives d'évêque; il se conduit tout simplement comme n'étant que le chef, le premier membre du presbyterium. Aujourd'hui, nous aurions peut-être de la peine à comprendre une pareille humilité et un pareil effacement volontaire. A cette époque, on les comprenait fort bien, et surtout on les pratiquait, ce qui est plus méritoire et plus digne d'admiration. Le souffle de Celui qui était venu pour servir et non pour être servi, qui avait lavé les pieds à ses apôtres, était encore tout chaud et tout-puissant, pour qu'on songeât le moins du monde à s'y soustraire et à ne pas s'en laisser pénétrer.

Nous pouvons même faire un pas plus avant, et nous verrons l'humilité descendre plus bas et la fraternité s'épanouir dans toute sa beauté et sa splendeur. En effet, au berceau du christianisme, la communauté tout entière, fidèles et presbytres, ouailles et pasteurs, enfants et pères spirituels, ne formaient qu'un seul corps, pénétré du souffle divin, des mêmes ardeurs et des mêmes aspirations. De là ces lettres d'Église à Église qu'on trouve même au II<sup>e</sup> siècle : témoin la lettre des Églises de Vienne et de Lyon aux Églises d'Asie, écrite en 177. La plus ancienne de ces sortes de lettres est la *I Clementis*, qui est un curieux type de ce phénomène. Nous savons par saint Denis d'Alexandrie <sup>1</sup> que cette lettre fut écrite par saint Clément de Rome à l'Église de Corinthe. Or, que voyons-nous dans la suscription de cette épître? Clément s'efface; ce n'est pas en son nom personnel qu'il écrit à l'Église de Corinthe : c'est au nom de l'Église de Rome <sup>2</sup>. Ainsi Clément, évêque de Rome, n'est que le porte-parole de la communauté romaine. Heureux temps, en vérité, que ceux où la charité était assez forte pour produire de ces nivellements, et où l'humilité voilait les inégalités.

Au reste, ces mêmes documents nous fournissent une indication positive assez claire sur l'existence de la hiérarchie. La *I Clementis*, dont nous venons de parler, contient une allusion aux trois degrés de la hiérarchie actuelle, diacre, prêtre et évêque. Cette allusion, c'est le recours à la hiérarchie des minis-

<sup>1</sup> Eusèbe, *H. E.*, IV, 2, 3.

<sup>2</sup> Ἡ ἐκκλησία τοῦ Θεοῦ ἡ παροικουσα Ἰερὺς ἐν τῇ ἐκκλησίᾳ τοῦ Θεοῦ τῇ παροικουσῇ Κόρινθον, κ. τ. λ.

tres de l'ancienne loi. Dans le chapitre XL, l'auteur affirme que, dans l'ancienne loi, au grand prêtre fut confiée une liturgie spéciale, aux prêtres une place spéciale, aux lévites enfin des ministères propres <sup>1</sup>. N'est-ce pas là une vue sur la hiérarchie de la nouvelle loi ?

Pourquoi donc cette énergie et cette insistance de la part d'Ignace d'Antioche ? Pourquoi cette pleine lumière ? On ne peut plus aujourd'hui éluder la question en soutenant l'interpolation des épîtres ignatiennes ; leur authenticité n'est plus sérieusement contestée. L'explication doit être vraisemblablement cherchée dans le zèle et la sollicitude pastorale du grand évêque, aussi bien que dans les circonstances au milieu desquelles il vivait. Nous aurions tort de croire que tout, dans la primitive Église, marchait avec une régularité mathématique, et que l'harmonie céleste y régnait imperturbablement. Le fait est que le travail de l'homme, résultat de ses idées, de ses préjugés ou de ses passions, ne manqua pas de s'y faire sentir. Ignace était évêque d'Antioche. Dès lors, il avait charge d'âmes, des ouailles à diriger par sa houlette pastorale. D'autre part, comme on le constate par la lecture de ses lettres, à son époque les hérésies commençaient à poindre et à circuler au sein des fidèles, et menaçaient la pureté de la foi aussi bien que la paix, le calme de l'Église et l'ordre même établi par Jésus-Christ. Comment la masse des fidèles eût-elle pu trouver sa voie sûre, son orientation, dans ce conflit d'idées, dans ce trouble causé par l'action des hérétiques ? Il fallait de toute nécessité donner un moyen précis, et surtout pratique et populaire, pour se mettre en garde contre les surprises et les ruses de l'hérésie. Homme de pratique et de gouvernement, Ignace ne pouvait pas songer à indiquer à la masse des fidèles un moyen théorique ou compliqué, une règle abstraite, qui eût demandé des efforts intellectuels et une trop grande portée d'esprit pour être saisie et comprise ; il devait donc fournir un moyen tout à fait simple, populaire, facilement accessible à tout le monde. Or, quoi de plus simple et de plus populaire que l'union et la soumission à l'évêque, que tout le monde connaissait, vénérail et aimait ? Voilà pourquoi il in-

<sup>1</sup> Τῷ γὰρ ἀρχιερεὶ ἵδια λειτουργία δεδομένα· εἰσι, καὶ τοῖς ἱερεῦσιν ἵδιος τύπος προστέτακται, καὶ λευίταις ἵδια διακονία ἐπίκεινται.

siste tant sur ce point. Ignace était un oriental, mais doué d'un esprit romain : il avait au suprême degré le sens du gouvernement et comprenait très vivement l'importance de l'autorité. De nos jours, le Chef de l'Église revient assez souvent sur ce même thème dans ses encycliques et ses instructions aux fidèles. Il leur recommande instamment d'obéir à leurs pasteurs, à leurs évêques. Les fidèles doivent être unis aux évêques et les évêques au souverain pontife. C'est le moyen le plus efficace de maintenir l'unité et la cohésion dans l'Église.

Une objection en apparence plus sérieuse, car elle est d'ordre positif, contre la thèse de l'épiscopat monarchique, consisterait à en restreindre la portée et à attaquer l'universalité de cette institution. On pourrait dire, en effet, que les épîtres ignatiennes prouvent certainement l'existence de l'épiscopat monarchique, mais uniquement pour la Syrie et l'Asie Mineure; rien n'indique que la même institution existât dans les Églises d'Occident.

Cette objection se heurte à deux réponses qui la ruinent. En premier lieu, l'évêque d'Antioche présente l'épiscopat unitaire, non comme une institution locale, particulière aux Églises qu'il avait sous les yeux, mais comme un élément essentiel à l'Église elle-même, fondée par Jésus-Christ. Les nombreuses citations que nous avons apportées le prouvent suffisamment. C'est ainsi du reste — car nous sommes engagés dans une question de principe — que l'ont compris les presbytériens, adversaires de l'épiscopat monarchique, en tant que faisant partie de la constitution même de l'Église. C'est pourquoi ils n'ont rien épargné pour ébranler l'authenticité des lettres ignatiennes. Évidemment, si l'évêque d'Antioche se fût contenté de présenter l'épiscopat unitaire comme quelque chose d'accidentel, de provisoire et de particulier à la Syrie et à l'Asie Mineure, les presbytériens n'eussent pas fait tant d'efforts pour ébranler l'authenticité de ses épîtres, car dans ce cas la question de principe restait tout entière. Nos adversaires auraient pu répondre aisément : Sans doute, l'épiscopat monarchique a existé en Syrie et en Asie Mineure; Ignace d'Antioche nous en est témoin; mais ce n'est là qu'une simple mesure, une invention des Églises orientales, al-

térant l'œuvre de Jésus-Christ; c'est une simple contingence dans la vie d'une Église particulière; ce n'est pas un élément organique de l'Église telle qu'elle est sortie des mains de Jésus-Christ.

En second lieu, quarante ans après saint Ignace, on trouve des évêques, au sens propre du mot, non seulement en Asie, où ils sont très nombreux au II<sup>e</sup> siècle, mais encore dans le Pont, en Grèce, à Corinthe, à Athènes, en Crète, à Lyon dans les Gaules et surtout à Rome; toutes les localités importantes, sur lesquelles nous avons des renseignements historiques, ont des évêques. Ce sont des témoins contemporains qui nous l'apprennent. Nous connaissons déjà le texte de saint Irénée; la lettre des Églises de Vienne et de Lyon aux Églises d'Asie ne fait que confirmer le témoignage de l'illustre évêque de Lyon. Ajoutons encore le témoignage d'Hégésippe<sup>1</sup> et de saint Denys de Corinthe<sup>2</sup>. Il s'agit uniquement, dans le cas présent, de dégager la valeur et la portée ou, si l'on veut, l'ampleur de ces témoignages. Quelques observations sont nécessaires pour mettre cela en relief. On voit, d'après ces témoignages, que les évêques, dont il est fait mention, exercent paisiblement une autorité dont personne ne conteste la légitimité; on l'accepte de bon cœur, on s'y soumet spontanément, on n'oppose aucune réclamation; leur office n'est pas d'institution récente; on constate qu'il a des racines très profondes dans le passé le plus lointain du christianisme; pour prouver cette ancienneté de l'épiscopat, on dresse déjà des listes épiscopales des prédécesseurs de l'évêque régnant. Ces listes sont la chaîne qui relie les temps actuels à l'âge apostolique. Ainsi Hégésippe (*loc. cit.*) dresse la liste épiscopale du siège de Corinthe<sup>3</sup>. Le même Hégésippe et saint Irénée nous donnent la liste des évêques de Rome<sup>4</sup>. Ce

<sup>1</sup> Eusèbe, *H. E.*, IV, 22.

<sup>2</sup> *Ibid.*, IV, 24.

<sup>3</sup> Il dit que l'Église de Corinthe persévéra dans l'orthodoxie jusqu'à l'évêque Primus : καὶ ἐπέμεινεν ἡ ἐκκλησία ἡ Κορινθίων ἐν τῷ ὀρθῷ λόγῳ μέχρι Πρίμου ἐπισκοπεύοντος ἐν Κορίνθῳ (Eusèbe, *H. E.*, IV, 22). Il y avait donc eu des évêques à Corinthe jusqu'à Primus. Eusèbe venait de dire qu'Hégésippe avait eu des rapports avec plusieurs évêques : ἐν οἷς [ὑπομνήμασι] δηλοῖ ὡς πλείστοις ἐπισκόποις συμιῖξεν.

<sup>4</sup> Liste d'Hégésippe : Anicet, Soter et Eleuthère (*ibid.*). Saint Irénée nous donne une liste plus complète. Après les apôtres, fondateurs de l'Église de Rome, il énumère : Lin, Anaclet, Clément, Evariste, Alexandre, Xistus, Téles-

n'est pas tout : Hégésippe nous affirme qu'il en était ainsi dans chaque ville et dans chaque succession, comme la loi, les prophètes et le Seigneur l'ont annoncé <sup>1</sup> ; il nous apprend aussi que Jacques le Juste, frère du Seigneur, eut pour successeur sur le siège de Jérusalem Siméon, fils de Cléophas, un autre frère (ἀνεψιόν = cousin germain) du Seigneur. Or, il est certain que ce Siméon n'était pas apôtre, l'un des douze ; il ne put donc succéder à Jacques comme apôtre, mais uniquement comme évêque au sens rigoureux du mot. Ce seul trait nous prouve que l'épiscopal monarchique touche aux temps apostoliques <sup>2</sup>. Nous concluons donc cette première partie de notre travail : l'épiscopal monarchique est d'institution divine. Les attestations historiques des premiers siècles que nous possédons sur ce sujet, quoique rares, donnent à notre thèse un fondement inattaquable.

## V.

## LA THÈSE PRESBYTÉRIENNE

Nous pourrions à la rigueur terminer ici notre travail. Toutefois, pour être complet, nous avons besoin d'examiner la thèse opposée représentée, bien que pour des motifs différents, par le presbytérianisme protestant et par saint Jérôme.

On connaît généralement la théorie presbytérienne : il n'existe pas, au point de vue hiérarchique, de différence essentielle entre l'évêque et le simple prêtre. Ni Jésus-Christ ni les apôtres n'ont établi une pareille différence. A l'origine, le pouvoir résidait dans un collège de presbytres existant dans chaque Église. On avait donc affaire à un régime aristocratique. Quelles sont

phore, Hygin, Pie, Anicet, Soter (*Adv. Haer.*, III, cap. III, n. 3). — Irénée remonte aux origines, car, pour lui, les listes épiscopales de Rome ont une grande importance dogmatique : montrer que la tradition apostolique s'est conservée pure et intacte par une suite non interrompue d'évêques de Rome.

<sup>1</sup> Ἐν ἐκάστῃ δὲ διαδοχῇ καὶ ἐν ἐκάστῃ πόλει οὕτως ἔχει ὡς ὁ νόμος κηρύσσει καὶ οἱ προφῆται καὶ ὁ Κύριος (*ibid.*).

<sup>2</sup> Hégésippe fait la réflexion que nous avons déjà faite à propos de l'insistance que met Ignace d'Antioche à recommander l'union à l'évêque : le danger de l'hérésie. Jusque-là, dit-il, l'Église avait été appelée vierge, parce qu'elle n'avait pas encore été souillée par de vains discours : διὰ τοῦτο ἐκίλου τὴν ἐκκλησίαν παρθένον : οὕτω γὰρ ἔσθαρτο ἀκοαίς ματαιαῖς. La discorde et l'hérésie commencent avec Theboutsis, frustré dans ses ambitions.



donc les origines de l'épiscopat unitaire et monarchique? Comment changea-t-on la constitution de l'Église, et comment à la forme aristocratique substitua-t-on la monarchique? Cette révolution fut le fait des membres influents et remuants du presbyterium. Ceux-ci finirent peu à peu par se mettre au-dessus de leurs collègues, et par usurper un pouvoir qui ne leur appartenait pas, car leur ambition ne pouvait s'accommoder d'une condition égalitaire. Pourquoi rester sur le même pied que les autres presbytres, et ne pas s'efforcer de devenir leur supérieur? L'ambition, comme mobile, aidée de l'astuce comme moyen, créa donc l'épiscopat unitaire. Telle est la thèse presbytérienne.

Cette théorie, considérée comme explication d'un phénomène universel, n'est pas admissible et est contredite par l'histoire. A la rigueur, s'il ne s'agissait que d'une Église particulière et isolée, séparée du reste du monde chrétien, on pourrait soutenir que l'ambition d'un membre influent du presbyterium finit par créer l'épiscopat monarchique. De pareils abus ne sont pas sans exemple dans l'histoire. Il n'y aurait rien d'impossible dans une pareille transformation, et l'histoire aurait uniquement pour devoir de chercher si de fait la chose s'est passée ainsi.

Il en est tout autrement lorsqu'on envisage l'Église universelle, l'Église dans toute son étendue. Considérée sous ce point de vue, transportée sur ce terrain, la théorie presbytérienne se heurte à une impossibilité morale. Comment expliquer, en effet, que ce mode de gouvernement se soit établi, que cette révolution se soit accomplie, comme par enchantement, partout, dans toutes les Églises? Comment se fait-il que le phénomène ait revêtu partout la même forme, suivi la même marche, et qu'il présente une si étonnante uniformité? Et la difficulté se complique d'un autre élément. Comment se fait-il qu'il ne se soit élevé aucune réclamation contre cette innovation, et que l'histoire n'enregistre aucune protestation contre cette inique usurpation? Comprend-on tous les collèges de presbytres se laissant dépouiller de leur pouvoir et annihiler par certains membres plus intrigants, plus hardis et plus audacieux, et acceptant cette mise hors la loi en silence, avec résignation, sans faire entendre aucune réclamation, avec une parfaite sérénité d'âme? Jamais on n'a trouvé dans l'humanité une semblable

abnégation, une semblable indifférence. Des actes de vertu qui touchent presque à l'héroïsme n'ont jamais été le fait de la masse, mais de quelques rares esprits. — Il y a encore plus. On a accepté l'épiscopat comme étant d'institution divine ; et cela immédiatement après la mort du dernier apôtre, saint Jean. En supposant même pour un instant qu'il se soit produit au sein des collèges de presbytres une si flagrante usurpation, un empiètement de ce genre, l'intrigant aurait-il jamais réussi à faire croire à la communauté chrétienne qu'il tenait de Dieu cette autorité épiscopale et qu'elle avait été établie par Notre-Seigneur Jésus-Christ ? On aurait bien vu que c'était l'œuvre de son ambition et de ses secrètes intrigues. Nous voyons donc dans cette théorie des impossibilités, contraires aux lois historiques et à la marche générale et ordinaire des faits. Sans doute l'histoire n'aime pas beaucoup ce genre d'arguments, car elle vit surtout de textes et de documents. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une question si importante, il n'est nullement défendu de recourir à ce genre d'arguments, et à bon droit, car ici le silence de l'histoire contre les audacieux et les usurpateurs est inexplicable, inintelligible dans l'hypothèse presbytérienne.

Au surplus, les Églises elles-mêmes, qui étaient alors plus traditionalistes qu'à aucune autre époque, s'y seraient opposées avec énergie. Jamais à cette époque, si près du Fondateur du christianisme, les Églises n'eussent accepté une si grande innovation, la substitution d'un nouvel ordre de choses à l'ancien, auquel elles étaient habituées. Les exemples ne nous manquent pas de cet attachement des Églises aux institutions et aux coutumes du passé. Nous savons tous l'énergie déployée par l'Église romaine à Corinthe et en Asie pour faire cesser des innovations bien moins importantes que celle dont il s'agit en ce moment. Rome, avec sa succession épiscopale remontant à saint Pierre, n'aurait jamais toléré un pareil changement dans le régime ecclésiastique, dans le gouvernement des communautés. — La théorie presbytérienne a beau chercher à se donner du crédit ; c'est une pure hypothèse qui ne peut alléguer en sa faveur aucun document historique, et qui se butte en outre à une impossibilité d'ordre moral. Que, à cause des circonstances, nous ne saisissons pas, dans ces âges primitifs, aussi clairement qu'aujourd'hui, la suréminence et le relief de la dignité

épiscopale; que l'évêque lui-même aimât, la plupart du temps, à cause de ses grandes vertus, à voiler pour ainsi dire la dignité dont il était revêtu et à se faire l'égal de ses frères dans le sacerdoce, j'en conviens sans peine. Nous voyons, au IV<sup>e</sup> siècle, saint Augustin, le plus grand évêque de l'Église latine, vivre dans la plus étroite intimité, dans une familiarité tout évangélique, avec ses clercs; mais de là à conclure qu'il n'y avait aucune différence sous le rapport hiérarchique, c'est autre chose. Les éminentes vertus, l'humilité de ces saints évêques, de ces hommes de Dieu, qui aimaient à se faire petits, ne doivent pas nous faire perdre de vue la dignité dont ils étaient investis et qui les mettait bien au-dessus des simples presbytres.

Il est une autre théorie, plus mitigée, s'appuyant sur un motif plus louable, soutenue par saint Jérôme. On ne recourt plus à l'ambition et aux intrigues; on fait intervenir le libre consentement du presbyterium lui-même. Au sein du collège presbytéral, il se serait élevé inévitablement — car telle est la faiblesse humaine qu'elle se montre un peu partout — des discordes, des divisions, des brouilles et même des schismes. D'autre part, l'unité dans le but, les vues et les moyens a toujours été le nerf d'une bonne administration. Pour éviter des discordes et maintenir la paix et l'union, le presbyterium lui-même aurait spontanément renoncé à ses droits, et choisi un de ses membres à qui il aurait confié, délégué tous ses pouvoirs <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Diligenter Apostoli verbo attendamus dicentis : *Ut constituas per civitates presbyteros, sicut ego tibi disposui*. Qui qualis presbyter debeat ordinari, in consequentibus disserens, hoc ait : *Si quis est sine crimine, unius uxoris vir, et caetera*, postea intulit : *Oportet enim episcopum sine crimine esse, tanquam Dei dispensatorem*. Idem est ergo presbyter qui et episcopus, et antequam diaboli instinctu, studia in religione ferrent, et diceretur in populis : *Ego sum Pauli, ego Apollo, ego autem Cephae* (I. Cor., I, 12), communi presbyterorum consilio Ecclesiae gubernabantur. Postquam vero unusquisque eos quos baptizaverat suos putabat esse, non Christi, in toto orbe decretum est, ut unus de presbyteris electus superponeretur caeteris, ad quem omnis Ecclesiae cura pertineret, et schismatum semina tollerentur. Putet aliquis non Scripturarum, sed nostram esse sententiam, episcopum et presbyterum unum esse, et aliud aetatis, aliud esse nomen officii; relegat Apostoli ad Philippenses verba dicentis : *Paulus et Timotheus servi Jesu Christi, omnibus sanctis in Christo Jesu, qui sunt Philippis, cum episcopis et diaconis, gratia vobis et pax* (I, 1, 2), et reliqua. Philippī una est urbs Macedoniae, et certe in

Cette hypothèse rencontre trois difficultés insurmontables. Premièrement les textes de saint Ignace. Nous sommes obligé de rappeler cette idée fondamentale. D'après les textes de l'évêque d'Antioche, on voit que l'épiscopat unitaire est une institution essentielle à l'Église, une institution de Jésus-Christ lui-même. On ne peut pas contester ce point. Or, on ne comprendrait plus un pareil langage dans la théorie de saint Jérôme, faisant de l'épiscopat monarchique une institution purement humaine, ou plutôt ecclésiastique. Deuxièmement, l'histoire constaterait des protestations. L'universalité dans le renoncement à des droits assez honorables et importants devient une impossibilité morale. On comprendrait, à la rigueur, qu'un ou quelques presbyteriums aient eu la force d'âme, pour le bien de l'Église et dans l'intérêt de la paix et de l'union, de faire un tel sacrifice, un tel acte d'abnégation et aient consenti à résigner leur autorité et leurs droits. Mais comment étendre cette magnanimité à tous les presbyteriums? Voudrait-on transformer tous les pres-

una civitate plures, ut nuncunpantur, episcopi esse non poterant. Sed, quia eosdem episcopos illo tempore quos et presbyteros appellabant : propterea indifferenter de episcopis quasi de presbyteris est locutus. Adhuc hoc alicui videatur ambiguum, nisi altero testimonio comprobetur. In Actibus apostolorum scriptum est, quod cum venisset Apostolus Miletum, miserit Ephesum, et vocaverit presbyteros Ecclesiae ejusdem, quibus postea inter caetera sit locutus : *Attendite vobis, et omni gregi, in quo vos Spiritus sanctus posuit episcopos pascere Ecclesiam Domini, quam acquisivit per sanguinem suum* (Act., xx, 28). Et hic diligentius observate, quomodo unius civilatis Ephesi presbyteros vocans, postea eosdem episcopos dixerat. Si quis vult recipere eam Epistolam, quae sub nomine Pauli ad Hebraeos scripta est, et ibi aequaliter inter plures Ecclesiae cura dividitur. Siquidem ad plebem scribit : *Parere principibus vestris, et subjecti estote : ipsi enim sunt qui vigilant pro animabus vestris, quasi rationem reddentes, ne suspirantes hoc faciant : siquidem hoc utile vobis est* (xiii, 17). Et Petrus, qui ex fidei firmitate nomen accepit, in Epistola sua loquitur dicens : *Presbyteros ergo in vobis obsecro compresbyter, et testis Christi passionum, qui et ejus gloriae quae in futuro revelanda est, socius sum, pascite eum qui in vobis est, gregem Domini, non quasi cum necessitate, sed voluntarie* (I. Petr., v, 1, 2). Haec propterea, ut ostenderemus apud veteres eosdem fuisse presbyteros, quos et episcopos : paulatim vero ut dissensionum plantaria evellerentur, ad unum omnem sollicitudinem esse delatam. Sicut ergo presbyteri sciunt se ex Ecclesiae consuetudine ei qui sibi praepositus fuerit, esse subjectos : ita episcopi noverint se magis consuetudine, quam dispositionis Dominicae veritate, presbyteris esse majores, et in commune debere Ecclesiam regere, imitantes Moysen, qui cum haberet in potestate solum praeesse populo Israel, septuaginta elegit, cum quibus populum judicaret. (In Tit., cap. i, P. L., t. XXVI, col. 562, 563.) — En bon exégète, saint Jérôme avait bien senti les difficultés de l'Écriture, que nous-même avons exposées au début de cet article, mais, mauvais historien, il n'a pas su trouver la vraie solution.

byteriums en assemblées de saints ou de martyrs ? Dans le nombre des presbyteriums il est impossible qu'il ne se soit trouvé quelque membre à vues purement humaines, quelque esprit frondeur et chagrin pour regimber contre le sacrifice qu'on exigeait de lui et défendre son clocher. Le collège apostolique lui-même ne fut pas à l'abri de ces petites infirmités humaines. Enfin, il faut en revenir à l'uniformité dont nous avons déjà parlé. Un changement, résultant de la libre résignation des membres du presbyterium, n'aurait jamais eu lieu dans toutes les Églises, ni de la même manière, d'une manière absolument uniforme. Nous voilà encore en face d'une impossibilité morale. On ne peut donc attacher aucune importance à l'opinion de saint Jérôme.

Me sera-t-il permis d'indiquer une cause qui a pu égarer l'esprit de saint Jérôme ? Saint Jérôme vivait à une époque où l'on ne connaissait pas encore les concordats ; le mode des nominations épiscopales était complètement différent de celui d'aujourd'hui ; la nomination se faisait par *élection*, c'est-à-dire que les prêtres d'une ville ou d'une église éliaient un sujet et le présentaient au pape pour recueillir la succession épiscopale. Saint Jérôme ne s'est-il pas laissé influencer par ce fait ? N'a-t-il pas confondu le *mode de nomination* avec l'*office lui-même* ? De ce que le sujet était élu ou désigné par les prêtres, n'a-t-il pas conclu que l'office lui-même, à savoir l'*épiscopat*, n'était qu'une création des prêtres ? C'est une simple supposition que je fais, sans y attacher plus d'importance ; mais dans un problème historique, nous avons le droit de chercher tous les moyens qui peuvent nous mettre sur la voie de la solution. Et cette solution, nous n'avons chance de l'obtenir, j'aurais mieux fait de dire, de nous en approcher, qu'en procédant avec le plus de discrétion possible à travers les textes et les hypothèses. C'est là un des principaux objectifs de la critique historique.

L'explication catholique de l'origine de l'épiscopat monarchique, qui seule répond aux données historiques que nous connaissons et pouvons utiliser à l'heure actuelle, est aussi adoptée par une grande fraction du protestantisme, l'Église épiscopaliennne. On ne connaît pas assez chez nous — et c'est une lacune — les diverses sectes du protestantisme, leurs doctrines et

leurs idées. On se figure assez naturellement que tout est révolution, renversement radical, destruction, négation absolue. L'Église épiscopaliennne, son nom le dit très clairement, a conservé l'épiscopat dans sa constitution; elle a toujours eu des évêques <sup>1</sup>. Pourquoi a-t-elle conservé l'épiscopat? Serait-ce par une espèce d'habitude, par pure fiction, et pour mieux impressionner ses fidèles, ses adhérents? Pas le moins du monde. Serait-ce par désir de se rapprocher de l'Église romaine? Encore moins. Elle a conservé l'épiscopat, parce qu'elle l'a trouvé dans les origines du christianisme, parce qu'elle estime qu'il est d'institution divine. Le presbytérianisme est une infime fraction du protestantisme, du moins là où il existe et s'agit, c'est-à-dire tout particulièrement dans les pays de langue anglaise. Pour que l'Église épiscopaliennne, qui est la plus importante et la plus nombreuse, ait pratiquement et théoriquement accepté cette solution du problème hiérarchique, il faut vraiment qu'elle ait été vaincue par l'évidence et la force des choses. Nous ne sommes donc pas les seuls à combattre pour les droits de l'épiscopat unitaire. Nous avons à côté de nous un grand nombre de nos frères séparés qui prennent part à la bataille, et qui y prennent part avec les armes que leur fournit l'antiquité chrétienne. Ce sera par cet ensemble d'idées et d'institutions communes qu'on pourra s'acheminer, avec la grâce divine, vers l'union définitive.

## VI.

### CONCLUSIONS

Nous ajoutons encore deux considérations qui nous serviront comme de conclusions, car il est difficile d'englober dans un titre unique les nombreux éléments historiques qui entrent dans la question que nous examinons. Force nous est de tenir compte de tous les aspects pour donner à notre étude le plus de précision possible.

En premier lieu, il faut bien distinguer, dans ce problème,

<sup>1</sup> Il est évident que je parle des évêques au point de vue administratif et hiérarchique, et nullement au point de vue de l'ordre, car le souverain pontife Léon XIII, en déclarant nulles les ordinations anglicanes, a définitivement tranché ce point.

l'ordre même de l'épiscopat et son action extérieure, le rayon de son influence. Par une longue habitude, nous avons toutes les peines du monde à concevoir un évêque sur un autre plan que ceux d'aujourd'hui, à nous représenter un prélat vivant dans une simplicité, dans un effacement qui nous choqueraient maintenant. Nous faisons, peut-être à notre insu, réagir nos conceptions présentes sur les premiers temps de l'Église. Et pourtant il est une vérité qui s'impose. L'action extérieure des évêques a grandi avec le développement historique et a atteint un point presque culminant. Dans les origines chrétiennes, alors que l'Église était encore dans les langes, la majesté de l'épiscopat n'apparaît ni dans tout son éclat ni dans la splendeur des temps actuels. Au fond, comment nous apparaît à l'origine l'évêque de Rome lui-même, le successeur de saint Pierre, le vicaire de Jésus-Christ ? C'était le chef de la chétive communauté chrétienne qui s'était formée à Rome, celui qui présidait aux agapes fraternelles, aux cérémonies des catacombes, et qui s'occupait assez souvent des cimetières des martyrs. Il vivait la plupart du temps avec un petit groupe de fidèles, se cachant au fond des catacombes, et parfois chez certaines familles chrétiennes. Évidemment, il ne possédait pas l'incomparable prestige dont il rayonne à présent dans le monde entier. Ce que nous disons de l'évêque de l'Église mère et maîtresse de toutes les Églises, s'applique aussi, et bien plus encore, aux évêques des autres sièges. Sous ce rapport, l'épiscopat a suivi l'évolution des autres institutions chrétiennes. L'Église est un germe fécond que Jésus-Christ a déposé en terre, bien petit, bien humble en apparence, très riche en forces et en énergies latentes. Ce germe a évolué peu à peu et est devenu l'arbre immense qui couvre la terre et à l'ombre duquel vivent présentement tous les peuples civilisés. L'épiscopat, dans son action extérieure, a suivi ce mouvement d'expansion et de rayonnement. Les premiers évêques, qui gouvernaient à l'origine une poignée de fidèles, comme de nos jours certains évêques missionnaires, sont devenus peu à peu, avec l'expansion de l'Église, les chefs hiérarchiques de diocèses parfaitement organisés sous tous les rapports. Impressionné par ce faste extérieur, notre esprit éprouve une certaine répugnance instinctive, et, si je puis ainsi dire, naturelle à se figurer que les vénérables évêques des

temps primitifs, qui vivaient au milieu des dangers, dans de continuels labeurs, dans l'obscurité la plus profonde, sans aucun éclat extérieur, fussent de véritables évêques. Ce contraste, si l'on ne prend garde, peut exercer une certaine influence même sur la question de fond.

En second lieu, ce qui constitue, au fond, une très grande difficulté historique dans le problème actuel, c'est de savoir comment l'*épiscopat* a succédé à l'*apostolat*, qu comment on est passé, en restant dans la constitution même établie par Jésus-Christ, de l'*apostolat* à l'*épiscopat*. Sonder ces deux couches historiques, suivre la continuité qui les lie et en même temps la différence qui les sépare, c'est un labyrinthe où se perd l'érudition historique. Un fait est certain : les origines chrétiennes ont débuté par l'*apostolat*, et l'*apostolat* était une forme supérieure au simple épiscopat. Les premiers instruments de Jésus-Christ dans l'œuvre de l'établissement et de la propagation du christianisme, les premiers missionnaires, les premiers chefs spirituels de la nouvelle société, bref, les premiers hiérarques furent des apôtres. Or, nous savons que chaque apôtre avait un pouvoir illimité sur toutes les chrétientés, sur toutes les Églises qu'il avait fondées ; il continuait à les régir par différents moyens. A cette forme de la hiérarchie comment succéda une autre plus restreinte, plus limitée dans son pouvoir et ses attributions ? Avec le développement et l'organisation des Églises, on multiplia les évêchés, et la multiplication des évêchés entraîna aussi fatalement la délimitation des territoires que nous appelons aujourd'hui *diocèses* et que les premières générations et les premiers historiens appelaient plus souvent *paroisses* (*παροικίαι*). C'est dans ce passage que réside toute la difficulté. Si les documents pouvaient nous renseigner sur ce passage de la forme apostolique à la forme épiscopale, nous aurions un solide point d'appui, une orientation sûre pour fixer les origines historiques de l'épiscopat monarchique. D'autre part, si la *I. Petri* est véritablement une pièce authentique, c'est-à-dire si elle a été écrite par le prince des apôtres, une conclusion s'en dégage : c'est que l'auteur appelle une classe de fidèles des *presbytres*, et que lui-même se met sur leur rang en s'appelant leur collègue, *compresbytre* (*συνπρεσβύτερος*) ; il ne se donne pas d'autre titre. A cause du verset suivant, où il ordonne de *paitre* le troupeau



de Dieu, de *veiller* [sur ce même troupeau], et du verset 4 où il parle de l'apparition du prince des pasteurs (φανερωθέντος τοῦ ἀρχιποιμένου), il est visible, et nous l'avons reconnu plus haut, qu'il s'agit d'hommes investis d'une certaine autorité sur les fidèles. Néanmoins, une exégèse un peu trop pointilleuse, en s'appuyant sur la suite du texte, pourrait peut-être soutenir que les *presbytres*, préposés au gouvernement du troupeau, n'étaient en définitive que les *anciens* de la communauté. Au verset 5, il recommande aux jeunes d'être soumis aux *presbytres*<sup>1</sup>. Il est évident qu'ici le mot *presbytre* (πρεσβύτερος), par opposition aux *jeunes* (νεώτεροι), ne peut désigner que les anciens de la communauté, abstraction faite de leur situation et de leur rang dans la communauté. En somme, ce mot *presbytre*, dont il faudrait déterminer avec certitude l'origine historique, psychologique et même philologique, a introduit une confusion de laquelle il n'est pas facile de sortir avec les maigres informations dont dispose l'histoire. Le jour où l'on aura en main un fil conducteur pour s'orienter sûrement à travers les flexibilités de cette terminologie, on pourra se flatter de résoudre d'une manière définitive le problème historique de l'épiscopat unitaire. Jusque-là, il faut s'en tenir prudemment à la teneur des documents, et ne pas avoir la tentation de dépasser les données strictement historiques pour empiéter sur le domaine de la théologie ou de l'apologétique. Convaincu de cette vérité, nous concluons ici même notre étude, car nous ne pourrions pas aller plus loin sans désertier l'histoire pour nous jeter dans les bras de la théologie.

V. ERMONT.

<sup>1</sup> Ὅμοίως νεώτεροι ὑποτάγῃτε πρεσβύτεροις.

---

# LE PAPE JEAN XXII

## SON INTERVENTION DANS LE CONFLIT ENTRE LA SAVOIE ET LE DAUPHINÉ

(1319-1334)

---

Depuis que, sur le Dauphiné de Viennois et les terres de sa dépendance, régnait la maison de la Tour du Pin <sup>1</sup>, de nombreux conflits, sanglants parfois, avaient surgi entre les dauphins et les comtes de Savoie. Ceux-ci supportaient difficilement l'humeur batailleuse et l'ambition démesurée de leurs voisins, qui, rêvant d'un grand domaine des Alpes au Rhône et à la Méditerranée, ne cessaient d'agrandir leur héritage.

Le mariage de Humbert de la Tour avec Anne, fille de Jean I<sup>er</sup>, dernier dauphin de la deuxième race, avait annexé au Dauphiné une grande partie du Viennois, de la Bresse et du Bugey, formant en deçà et au delà du Rhône le domaine des barons de la Tour (1273). Cette extension de territoire excita la jalousie du duc de Bourgogne et du comte de Savoie, qui essayèrent de faire valoir leurs droits, l'épée à la main, n'y réussirent pas et durent accepter le fait accompli, avec, en compensation, de légers avantages <sup>2</sup>.

Le Faucigny fut de même annexé au domaine par la cession

<sup>1</sup> Humbert I<sup>er</sup>, gendre de Guigue VI, succéda à Jean I<sup>er</sup>, son beau-frère, en 1283. — [Valbonnais], *Histoire du Dauphiné et des princes qui ont porté le nom de dauphins* (2 vol. in-fol., Genève, 1722), t. I, p. 225 et seq. — Chorier, *Hist. générale de Dauphiné* (Grenoble, 1661, in-fol.), p. 809 et seq. — *Art de vérifier les dates* (Paris, 1784), t. II, p. 456.

<sup>2</sup> Traité de Paris entre le dauphin et le duc de Bourgogne, le 25 janvier 1285. — Valbonnais, I, p. 233 et II, p. 30, *Instrum.*, XXVI. — Traité de 1287 et de 1293 entre Humbert I<sup>er</sup> et Amédée de Savoie. *Op. cit.*, t. I, p. 235, 236, 237; II, p. 39, 41, 42, *Instr.*, XXXVI, XXXVII, XXXIX. — Albert du Boys, *Rivalités du Dauphiné et de la Savoie*, jusqu'en 1349, dans *Bulletin de l'Académie dauphinaise*, 2<sup>e</sup> série, 1863, p. 131 et seq.

que Béatrix de Savoie, femme du dauphin Guigue VI <sup>1</sup>, en fit, de son vivant, à Hugues, son petit-fils, frère du dauphin Jean II <sup>2</sup> (1296-1303). Un traité d'alliance conclu en 1308, par le nouveau baron de Faucigny, avec le comte de Genève, Guillaume <sup>3</sup>, valut aux dauphins le concours de ce grand feudataire dans leurs luttes avec la Savoie <sup>4</sup>. Jean II resserra encore les liens qui l'unissaient à Guillaume de Genève en le persuadant de devenir son vassal. Effectivement, le 16 juin 1316, Guillaume fit hommage de ses terres à son allié, qui lui en donna immédiatement l'investiture <sup>5</sup>. En 1293, le dauphin Humbert avait acquis le droit de suzeraineté sur la baronnie de Meuillon, située au sud de ses États du Gapençais <sup>6</sup>; en 1317, ce droit devint un droit de propriété par la cession du baron Raymond en faveur de Jean II <sup>7</sup>. Humbert réussit de même à se faire remettre la baronnie de Montauban, voisine de la précédente, et la donna en apanage à son fils Guy <sup>8</sup>. Ses filles, Alix, mariée à Jean, comte de Forez; Marie, femme d'Aymar de Poitiers, comte de Valentinois et de Diois; Béatrix, épouse de Hugues de Chalon, sire d'Arlay; Marguerite, qui fut mariée à Frédéric, marquis de Saluces, et Catherine, qui le fut à Philippe de Savoie, prince d'Achaïe <sup>9</sup>, lui procurèrent, à lui et à ses successeurs, l'appui de puissants seigneurs, dont les domaines, entourant le leur, en étaient comme la deuxième frontière.

Le dauphin Jean II ne fut pas moins que son père Humbert soucieux d'accroître la puissance de sa maison. Il amena Humbert, sire de Villars, qui exerçait des droits de souveraineté sur une grande étendue de pays dans la Bresse et le Bugey, à lui

<sup>1</sup> Valb., I, p. 226.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 83, 84, 85, docum. LXXXII, LXXXIII, LXXXIV.

<sup>3</sup> Ce traité n'était que la confirmation d'une convention d'amitié conclue précédemment par ce même Hugues avec Amédée II de Genève. — *Op. cit.*, I, p. 267; t. II, p. 139, doc. XI.

<sup>4</sup> En 1315, Hugues de Faucigny appela à la succession de ses domaines les enfants du dauphin Jean son frère. *Op. cit.*, t. II, p. 162, doc. XXXVI.

<sup>5</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 275; t. II, p. 163, doc. XXXVII.

<sup>6</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 34, Q.

<sup>7</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 165, XL.

<sup>8</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 260.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 267. — En 1311, le dauphin Jean conclut, de plus, un traité avec Philippe, prince d'Achaïe et comte de Piémont; ils se promirent un secours réciproque en toutes occasions, p. 269; t. II, p. 146, doc. XIX. Sur les filles d'Humbert I<sup>er</sup>, voir aussi Chorier, *Hist. de Dauphiné*, p. 811-814.

faire hommage de ses terres et à conclure avec lui une alliance offensive et défensive <sup>1</sup>. Quelques années plus tard (1317), une convention semblable fut signée par le sire de Clermont, qui possédait en franc-alleu plusieurs enclaves dans le Dauphiné et sur les confins de la Savoie <sup>2</sup>. Son exemple fut suivi par d'autres petits seigneurs indépendants, qu'au besoin, le prince de Viennois, qu'ils gênaient, invitait à s'assujettir, bon gré, mal gré. L'unification intérieure allait ainsi de pair avec l'agrandissement des frontières.

La puissance et le prestige des dauphins furent tels, qu'à l'exemple des grands et des petits seigneurs, les rois eux-mêmes recherchèrent leur alliance.

Jean II épousa, en 1296, Béatrix, fille de Charles Martel, roi de Hongrie, et fut chargé d'administrer les terres que ce prince possédait dans le royaume de Sicile <sup>3</sup>. Le roi de Sicile, Robert, s'unit en 1314 au dauphin par un traité, dont le principal article contenait une obligation pour les deux princes de s'entraider contre leurs ennemis <sup>4</sup>.

Philippe le Bel, roi de France, avait promis la main d'une de ses petites-filles pour Guigue, fils de Jean II <sup>5</sup>; la promesse fut tenue par Philippe le Long. Enfin Louis le Hutin accorda à Jean, en 1317, une rente de 2,000 livres <sup>6</sup>.

A la fin du règne de Jean II, l'apogée était atteint; progressivement, sans coup férir, la politique habile des dauphins avait créé un État uni à l'intérieur, défendu aux frontières, comprenant dans son rayon d'action les plus grands feudataires ses voisins et des monarques illustres <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Valbon., *op. cit.*, t. I, p. 266; t. II, p. 138, doc. X.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 276; t. II, p. 164, doc. XXXVIII.

<sup>3</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 277; t. II, p. 170, doc. XLIII.

<sup>4</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 271; t. II, p. 148, doc. XXII.

<sup>5</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 269.

<sup>6</sup> *Op. cit.*, t. I, p. 277; t. II, p. 170, doc. XLIII.

<sup>7</sup> A la mort du prince Jean, le Dauphiné de Viennois comprenait donc les contrées suivantes : 1° Relevant directement du dauphin : une partie de la Bresse et du Bugey, la baronnie de la Tour du Pin, au delà et en deçà du Rhône, le Faucigny (apanage de Hugues de Viennois), la comté de Graisivaudan (cap. Grenoble), la comté de Viennois et d'Albon (cap. Vienne), les baronnies de Meillon et de Montauban, les comtés de Gap, d'Embrun, le duché de Champsaur, la principauté de Briançon; 2° fiefs vassaux ou alliés : les comtés de Genève, de Piémont, le marquisat de Saluces, les comtés de Valentinois et de Diois, la comté de Forez.

Le but de ces confédérations et de ces alliances était l'abaissement de la maison de Savoie, nul ne s'y trompait : la plupart des conventions contenaient d'ailleurs nettement stipulées les dispositions de l'offensive et de la défensive contre les comtes.

Les motifs de querelle, en dehors de la jalousie soulevée chez ces derniers par les succès politiques de leurs voisins, ne manquaient pas. Le dauphin et le comte possédaient en enclave, l'un chez l'autre, des domaines ou des droits seigneuriaux dont l'existence était la cause de nombreux et graves conflits. Les populations, épousant les inimitiés de leurs maîtres, en venaient fréquemment aux mains ; leurs disputes sanglantes compliquaient encore la situation, rendant plus difficile toute entente amicale.

Cependant le principal de Jean II n'avait été troublé que par une guerre d'assez courte durée qui se termina, en 1314, par la signature d'un traité de limites, qu'on aurait pu croire durable <sup>1</sup>. Il n'en fut rien. La guerre recommença en 1319 et se poursuivit — sauf quelques années de répit et des trêves multiples — jusqu'en 1334. C'est de cette lutte qu'il va être question dans ces pages. Nous voudrions, en en décrivant les phases, montrer les efforts faits par le pape Jean XXII pour y mettre fin. Les documents diplomatiques dont nous tirerons parti (la correspondance même du pape avec les belligérants et leurs alliés, et avec ses propres envoyés) sont inédits <sup>2</sup>. Ils sont conservés dans les registres des lettres *secrètes* de Jean XXII, aux archives du Vatican <sup>3</sup>. Nous y apprenons quelques faits nouveaux sur la guerre ; mais c'est le rôle pacificateur du pape qu'il faut surtout y découvrir. On n'en avait point jusqu'ici soupçonné l'importance, bien qu'il fût avéré que l'intervention pontificale eût contribué beaucoup à la conclusion de la paix. On se convaincra qu'il n'a point dépendu de Jean XXII que cet accord si désirable fût signé dix ans plus tôt et même que toute effusion de sang fût évitée.

<sup>1</sup> Voir le texte de ce traité dans Valbon., t. II, p. 155, doc. XXIX ; cf. de Boys, *Rivalités*, etc., dans *Bulletin de l'Acad. delphinale*, 1863, p. 146.

<sup>2</sup> Ils seront prochainement publiés dans le recueil des *Secrètes du pape Jean XXII*, préparé par M. Coulon.

<sup>3</sup> *Regesta Vaticana*, t. LXXVIII, CXI, CXIII, CXIV, CXV, CXVII.

## 1.

Le dauphin Jean était mort le 5 mars 1319, laissant deux fils : Guigue VIII, âgé de neuf ans, et Humbert. Par testament, Henri son frère, évêque élu de Metz <sup>1</sup>, était chargé de l'administration de la principauté jusqu'à la majorité du jeune dauphin, à l'exclusion de la dauphine Béatrix, qui ne gardait que la jouissance de certaines terres <sup>2</sup>. Le régent se mit aussitôt en devoir d'aller recueillir l'hommage des principaux vassaux du Dauphiné ; il lui importait surtout de recevoir celui du comte de Genève, récemment asservi par son frère Jean II. Cette cérémonie ne souffrit pas de difficultés <sup>3</sup> ; le comte restait fidèle. Des circonstances imprévues fournirent au régent l'occasion de montrer qu'il était, de son côté, prêt à remplir ses devoirs de suzerain et d'allié.

Amédée, comte de Savoie <sup>4</sup>, prétextant une injure reçue de l'évêque de Genève, envoya ses deux fils, Édouard et Aymon <sup>5</sup>, mettre le siège devant le château de cette ville habité par le prélat. La forteresse fut prise d'assaut et rasée ; puis le bailli de Chablais continua les hostilités dans les terres du comte de Genève. Celui-ci, lésé dans ses droits de souverain, en appela au régent Henri, qui s'empressa de demander réparation des dommages causés par cette entreprise inopinée. Les députés du comte Amédée expliquèrent qu'on n'avait voulu que venger l'insulte reçue de l'évêque ; que ni le comte de Genève ni son suzerain n'étant en cause, nulle excuse ne leur était due. Le

<sup>1</sup> Henri Dauphin, d'abord élu évêque de Poitiers, fut choisi pour le siège de Metz le 4 mai 1319 (*Reg. Vat.*, t. LXIX, n° 702) ; il résigna plus tard son évêché, quitta l'état ecclésiastique (1325) et prit le nom de baron de Montauban. Cf. Eubel, *Hierarchia mediæ ævi*, p. 354 ; Valbonnais, I, p. 281 ; *Gallia christ.*, XIII, p. 770.

<sup>2</sup> Voir le texte de ce testament et celui de trois codicilles contenant de nouvelles dispositions dans Valbon., *op. cit.*, II, p. 171, n° XLIV, p. 175, n° XLVI. — Cf. Chorier, *op. cit.*, p. 815.

<sup>3</sup> Valbon., *op. cit.*, t. II, p. 180, *Instr.* I.

<sup>4</sup> Amédée V, le grand, fils de Thomas II de Savoie, succéda à son oncle Philippe I<sup>er</sup>, en 1285, mourut en 1323. — L. de Mas Latrie, *Trésor de chronologie*, col. 1703 ; Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, I, p. 347 et seq. ; *Art de vérif.*, III, p. 617.

<sup>5</sup> Édouard, fils aîné d'Amédée V et de Sibylle de Beaujé, né en 1284, comte de Savoie en 1323, mort en 1329. — Aymon, second fils d'Amédée V et de Sibylle, né en 1294, succéda à Édouard son frère en 1329, meurt en 1343. — Mas Latrie, coll. 1703, 1704 ; Guichenon, t. I, p. 374 et seq. ; *Art de vérifier*, p. 618.

régent et son homme lige répliquèrent que bien que le château fût habité par l'évêque, il était la propriété du comte, à qui en toute justice on devait réparation des désordres commis <sup>1</sup>.

Le différend ne put être réglé <sup>2</sup> ; il fut la source des difficultés qui s'élevèrent dans la suite.

Pour le moment on conclut une trêve qui fut prorogée à plusieurs reprises. Le régent Henri en profita pour aller sonder les intentions du roi de France, dont il lui était indispensable d'avoir l'amitié. Il fit avec son neveu un voyage à Paris et y traita le mariage du jeune dauphin avec une princesse de la maison de France naguère promise par Philippe le Bel <sup>3</sup>. Philippe le Long désigna Isabelle, sa troisième fille, dont la dot fut fixée à 30,000 livres <sup>4</sup> (1319).

L'année suivante, malgré de nouveaux démêlés, la guerre fut encore évitée ; on convint d'une trêve jusqu'à la fête de saint Jean-Baptiste de l'année 1321. A cette convention adhéra, par la suite le chapitre de Vienne, dont les intérêts étaient intimement liés à ceux du dauphin <sup>5</sup>.

La suspension d'armes fut, à son expiration, renouvelée par ordre du pape Jean XXII et par les soins de Guillaume, évêque de Troyes <sup>6</sup>, et de Raymond, évêque de Saint-Papoul <sup>7</sup>, envoyés apostoliques. Malgré leurs serments de s'abstenir de toute entreprise militaire durant l'armistice, les deux adversaires ou leurs alliés ne cessaient de se créer mutuellement des difficultés. Jean XXII, le 23 octobre 1321, chargea l'archevêque de Vienne <sup>8</sup> de rappeler aux uns et aux autres le devoir

<sup>1</sup> Le 12 juillet 1319. Valb., *op. cit.*, t. II, p. 183, doc. IV.

<sup>2</sup> L'évêque de Genève, Pierre de Faucigny (1312-1342), lança l'interdit sur la ville et quelques localités du voisinage qui refusaient de participer à la réparation des dégâts. L'archevêque de Vienne reçut, le 1<sup>er</sup> août 1323, l'ordre du pape Jean XXII de lever momentanément cet interdit et de trancher le litige existant à ce propos entre l'évêque et ceux de ses diocésains qu'il avait cru devoir frapper. *Reg. Vatic.*, t. CXI, n. 1623, 1624.

<sup>3</sup> Valb., *op. cit.*, t. I, p. 269.

<sup>4</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 184, doc. VI.

<sup>5</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 187, doc. VIII : *Litterae capituli Viennensis*.

<sup>6</sup> Guillaume Mechin, transféré de Pampelune à Troyes le 2 mars 1317 (*Reg. Vat.*, t. LXV, ep. 2112), transféré à Dol en 1324, mort en 1328 (Cf. Eubel, *Hierarchia*, p. 521).

<sup>7</sup> Raymond de Mostuéjols, évêque de Saint-Flour, transféré à Saint-Papoul le 16 avril 1319 (*Reg. Vat.*, t. LXIX, ep. 589), promu au cardinalat le 18 décembre 1327, mort le 12 novembre 1335 (Eubel, *op. cit.*, p. 15, 409).

<sup>8</sup> Guillaume de Laudun, dominicain, maître en théologie, archev. de Vienne

de la neutralité jurée. Ses lettres contiennent les noms des partisans de la Savoie et du Dauphiné. Ce sont, pour Amédée de Savoie, ses fils Édouard et Aymon, Louis de Savoie, baron de Vaud <sup>1</sup>, Humbert de Beaujeu <sup>2</sup> et Pierre, archevêque de Lyon <sup>3</sup>; pour Henri et Guigue de Viennois, Hugues Dauphin, baron de Faucigny <sup>4</sup>, Aymar de Poitiers <sup>5</sup>, Amédée, comte de Genève <sup>6</sup>, Aimé de Genève, évêque élu de Toul <sup>7</sup>, Hugolin, son frère <sup>8</sup>, et Agnès, mère et tutrice du comte de Genève <sup>9</sup>.

En même temps qu'il députe l'archevêque de Vienne pour veiller à l'observation des traités, le pape écrit dans le même sens aux infracteurs eux-mêmes (23-24 octobre 1321) et à leurs conseillers <sup>10</sup>.

En outre, il se préoccupe d'utiliser le temps de la trêve pour changer cette convention provisoire en un traité définitif qui liquidera définitivement le désaccord. La reine Jeanne, veuve de Philippe le Long, avait les mêmes préoccupations. Le pape et la reine réunirent leurs efforts : l'archevêque de Vienne et

le 27 février 1321 (*Reg. Val.*, t. LXXI, ep. 485), transféré à Toulouse en 1327, résigna son siège en 1345. (Eubel, *op. cit.*, p. 515, 559).

<sup>1</sup> Louis II, baron de Vaud (1302), fils de Louis I<sup>er</sup> et de Jeanne de Montfort. Cette branche de la maison de Savoie sortait de Thomas de Savoie, comte de Piémont, fils de Thomas I<sup>er</sup>, comte de Savoie. La maison de Vaud, commencée avec Louis I<sup>er</sup>, finit avec Louis II, mort sans enfants en 1350. Valbon., *op. cit.*, t. II, p. 29 (a) et 352 (b). Guichenon, *op. cit.*, t. I, p. 308.

<sup>2</sup> Humbert, seigneur de Montmerle et de la Juliane (?), fils de Louis de Forez, seigneur de Beaujolais, mort le 12 septembre 1325 (Mas Latrie, col. 1558).

<sup>3</sup> Pierre de Savoie, fils de Thomas de Savoie, archevêque de Lyon le 7 août 1308, mort en novembre 1332. — Eubel, *op. cit.*, p. 330. — Guichenon, I, p. 313-314.

<sup>4</sup> Hugues était le frère du régent Henri; il avait épousé Marie de Savoie; il mourut sans enfants et légua sa baronnie au fils de Jean II son frère. Valb., t. I, p. 285.

<sup>5</sup> Aymar IV de Poitiers, comte de Valentinois et Diois de 1277 à 1329; son fils Aymar V ou Aymaret avait épousé Marie de Viennois (1297); son père l'avait associé au gouvernement de sa comté dès l'an 1308. — Aymar IV mourut en 1329, à l'âge de quatre-vingts ans; Aymar V en 1339 (Valbon., t. I, p. 170, et Mas Latrie, col. 1692; cf. J. Chevalier, *Mémoires pour servir à l'Hist. des comtés de Valentinois et Diois*, I, p. 248-314).

<sup>6</sup> Amédée III, fils de Guillaume III, comte de Genève, lequel mourut en 1321, était sous la tutelle d'Agnès de Chalon, sa mère (Valbon., t. II, p. 193 (a), et *Art de vérif. les dates*, t. III, p. 606).

<sup>7</sup> Aimé de Genève, frère du précédent, évêque de Toul en 1321, mort en avril 1330 (*Gall. christ.*, t. XIII, col. 1024).

<sup>8</sup> Hugues, seigneur d'Anthon par son mariage avec Isabelle (*Art de vérif. les dates*, t. III, p. 606).

<sup>9</sup> *Reg. Val.*, t. CXI, ep. 291.

<sup>10</sup> *Loc. cit.*, ep. 293.



Guillaume Flotte, seigneur de Revel, furent chargés par eux d'entreprendre des négociations dans ce sens <sup>1</sup>.

Les deux parties accueillirent favorablement leurs ouvertures, désignèrent des commissaires et choisirent même le jour et le lieu où ces délégués devraient prendre contact <sup>2</sup> : c'était le premier dimanche du carême de l'an 1322, à Lyon ou à Saint-Symphorien.

De leur assemblée, l'archevêque de Vienne devait avoir la présidence <sup>3</sup>. Le pape, apprenant l'heureux résultat de ces premières démarches, félicite, le 22 février, de leurs bonnes dispositions, le dauphin Guigue <sup>4</sup> et le comte de Savoie <sup>5</sup>, et les encourage à y persévérer. Il réclame, de plus, l'intervention bienveillante de Pierre de Savoie, archevêque de Lyon, parent d'Amédée, dont le zèle pour la paix est connu de tous <sup>6</sup> ; enfin il s'adresse aux arbitres eux-mêmes et les supplie de mener à bonne fin la noble tâche dont ils sont chargés <sup>7</sup>.

La conférence eut lieu, sans doute, à la date fixée, mais ne put aboutir dans son objet principal : on se borna à y promulguer une nouvelle trêve, dont, sur le désir du pape et de la reine et avec le consentement des parties, l'archevêque de Vienne et Guillaume Flotte prorogèrent l'échéance jusqu'à Noël d'abord, puis jusqu'à Pâques <sup>8</sup> (18 septembre 1322) <sup>9</sup>.

La question de la paix n'avait pas fait un pas : des deux côtés on affichait des prétentions inconciliables et une égale mau-

Valb., t. II, p. 193, doc. XIII.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 306, 307.

<sup>3</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 309, 310.

<sup>4</sup> *Ibid.*, ep. 306. • Guigoni dalphino Viennen. •

<sup>5</sup> Ep. 307. • Amadeo comiti Sabaudiae. •

<sup>6</sup> Ep. 309. • P. archiepiscopo Lugdunen. •

<sup>7</sup> Ep. 310. • Nobilibus viris.... ad pacem.... deputatis. •

<sup>8</sup> Valbon., *op. cit.*, t. II, p. 193, doc. XIII. Au sujet de la prorogation de cette trêve, le pape écrit le 1<sup>er</sup> juillet à l'archevêque de Vienne, pour lui donner l'ordre de notifier cette décision aux intéressés (*Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 312) et de les contraindre à l'accepter sous peine de censure (ep. 313, 314 et 321 à 326). Il invite d'ailleurs lui-même le dauphin (ep. 315), le comte de Savoie et leurs alliés (ep. 318, 319, 320, 327) à se soumettre à la volonté du pape. Il invoque l'appui moral des archevêques de Tarentaise et de Lyon (ep. 316, 317) pour amener ce résultat.

<sup>9</sup> Le pape fait allusion à la première de ces prorogations dans sa lettre du 23 octobre 1322, à l'archevêque de Vienne, par laquelle il lui donne pouvoir d'user des censures ecclésiastiques pour assurer l'observation des conventions (*Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 1606).

vaïse volonté, et l'on poussait activement les préparatifs de guerre. Le 3 février 1323, le pape invite le régent du Dauphiné à s'abstenir de tout armement et à s'en tenir strictement aux termes de l'armistice <sup>1</sup>. Le régent de Viennois n'était pas le seul coupable ; certains partisans de la Savoie : l'archevêque de Lyon, le baron de Beaujeu, Édouard et Aymon, fils du comte Amédée, rassemblaient hommes d'armes et machines et se disposaient à attaquer le seigneur de Montluel <sup>2</sup>, vassal du dauphin. Jean XXII profita du séjour que le comte de Savoie fit dans la curie, en mars de cette année, pour régler cette affaire. Les cardinaux Simon de Sainte-Prisque <sup>3</sup> et Luc de Sainte-Marie *in Via lata* <sup>4</sup> reçurent en son nom la promesse du comte que les préparatifs de guerre cesseraient et que des tentatives seraient faites pour ajourner encore la reprise des hostilités. Le 15 mars, Jean XXII annonce ce double résultat au gouverneur du Dauphiné et le prie d'imiter la conduite de son ennemi <sup>5</sup>.

Les deux adversaires, selon la volonté du pape, signèrent un nouveau sursis à l'expiration du précédent <sup>6</sup>. Le régent du Dauphiné avait d'autant plus facilement consenti à cet arrangement, qu'il lui permettait de terminer tout à son aise les négociations du mariage de son neveu avec Isabelle de France. Les deux princes purent se rendre à Dole pour la cérémonie des noces, qui eut lieu le 17 mai 1323 <sup>7</sup>.

Dès leur retour dans leur principauté, ils reçurent une nouvelle lettre pontificale qui leur rappelait le grand œuvre de la paix pour la réalisation duquel le pape demandait la désignation et l'envoi de nouveaux arbitres (5 juin) <sup>8</sup>.

Cette fois encore, au lieu de paix, on n'eut qu'une trêve <sup>9</sup>, durant laquelle la mort frappa le comte de Savoie (novembre 1323).

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 1411.

<sup>2</sup> Terre en Bresse. Cf. Valb., t. I, p. 288.

<sup>3</sup> Simon d'Archiac de Saintes, archevêque élu de Vienne, cardinal le 20 décembre 1320, mort en 1323 (Eubel, p. 15, 44).

<sup>4</sup> Luc de Fieschi, créé cardinal par Boniface VIII, le 2 mars 1300, mort le 31 janvier 1336 (Eubel, p. 12, 50).

<sup>5</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 1614.

<sup>6</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 1618.

<sup>7</sup> Valb., t. I, p. 286 ; t. II, p. 193, 195, doc. XIV, XV.

<sup>8</sup> *Reg. Vat.*, CXI, ep. 1618.

<sup>9</sup> *Reg. Vat.*, t. CXI, ep. 1625. Le pape demande, le 10 août, à Henri Dauphin, de ratifier cette prolongation.

Édouard, son successeur, se montra d'abord peu disposé à continuer la politique sage et patiente de son père. Au régime des trêves ou de la paix armée il préférerait celui de la guerre. A la demande qui lui fut faite par le régent de Viennois de jurer l'observation de l'armistice conclu du vivant d'Amédée, et de réparer les dommages causés durant la trêve par ses hommes d'armes, il opposa un refus formel déguisé sous le prétexte futile que Hugues Lafont, prieur de Vaux, envoyé du régent, ne lui présentait pas une procuration en règle <sup>1</sup> (3 juillet 1324). Il ne s'opposa pas néanmoins à ce qu'une assemblée d'arbitres délibérât sur le litige.

Pareille délibération n'eut jamais lieu, je crois ; les deux rivaux n'étaient que trop convaincus de l'impuissance et de l'inutilité de ce moyen !

Le pape fit de nouveau entendre sa voix pour éviter encore la rupture. Il pensait qu'avec le temps les haines s'apaiseraient et l'obstination des princes fléchirait. Représentant sur la terre du Prince de la paix, il avait confiance que les plans de l'esprit de discordé seraient déjoués ; en tout cas, il avait à cœur de soutenir jusqu'au bout son rôle de médiateur et d'arbitre.

C'est ce thème qu'il développe dans la bulle du 29 octobre 1324 <sup>2</sup>, portant indiction de nouvelles trêves et dans les lettres adressées le 9 novembre <sup>3</sup> suivant au comte Édouard et au régent Henri. Ces trêves dureront de la fête de saint Martin (11 novembre) à celle de Pâques (1325) ; l'anathème est lancé contre les infracteurs.

Les princes courbèrent encore la tête devant l'autorité pontificale. Mais leur patience était à bout : les incidents se multipliaient aux frontières, les populations s'agitaient, les hommes d'armes souffraient de l'inaction. La trêve expirée à Pâques ne fut pas prolongée. Au mois d'août 1325, la guerre éclata.

<sup>1</sup> Valbon., t. II, p. 199, doc. XVIII.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, t. LXXVIII (Joan. XXII, an. IX, pars I<sup>a</sup>, de curia), n° 1. — L'évêque de Grenoble, Guillaume de Royn (Eubel, *op. cit.*, p. 278), et l'official de Vienne sont chargés de notifier l'indiction pontificale aux princes et à leurs vassaux (*ibid.*, « In eundem modum, etc.... »).

<sup>3</sup> *Reg. Vat.*, t. CXIII, ep. 471 : « Edoardo comiti Sabaudie, » et 472 : « Electo Meten... ; In eundem modum dicto Dalfino. »

## II.

Hugues de Genève, frère puîné du comte Guillaume, tenait du chef d'Isabelle, sa femme, les terres d'Anthon et d'autres fiefs, qui faisaient de lui le vassal du dauphin. Le comte de Savoie, ayant contre lui ce grief et beaucoup d'autres, fit envahir ses possessions d'Anthon et vint mettre en personne le siège devant le château de Varey <sup>1</sup>.

Guigue VIII et son oncle, à cette nouvelle, rassemblèrent leurs troupes et marchèrent au secours de la place investie, sous les murs de laquelle un combat sanglant fut engagé. Pendant longtemps il resta indécis ; enfin les Dauphinois restèrent maîtres du champ de bataille <sup>2</sup>, ainsi que de plusieurs prisonniers de marque, tels que Robert, comte de Tonnerre, frère du duc de Bourgogne <sup>3</sup>, Jean de Chalon, comte d'Auxerre <sup>4</sup>, Guichard, sire de Beaujeu <sup>5</sup>, et de nombre d'autres <sup>6</sup>. Le comte de Savoie lui-même aurait été pris par le sire de Tournon et par Auberjon de la Maille, s'il n'avait été sauvé par son vassal, Guillaume de Bocsozel, qui tua ses deux adversaires <sup>7</sup>.

La renommée de ce triomphe valut au jeune dauphin et à son oncle beaucoup de gloire.

Dès l'annonce de la guerre (5 août), le pape s'était hâté d'envoyer vers les belligérants deux légats spéciaux : Jacques Fournier, évêque de Pamiers <sup>8</sup>, et Raymond, abbé de Saint-Gilles,

<sup>1</sup> Valb., *op. cit.*, t. I, p. 288. L'armée savoyarde battit une première fois celle du dauphin à la Côte-Saint-André. — *Chronique de Savoie*, par Paradin (1561), p. 176. Voir aussi : *Rivalités du Dauphiné et de la Savoie jusqu'en 1349*, par Albert du Boys, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 2<sup>e</sup> série, 1863, p. 150 et seq.

<sup>2</sup> Le 9 août 1325. — Valbon, *op. cit.*, p. 288 ; Paradin, p. 211-213 ; Guichenon : *Hist. chronol.*, t. I, p. 377.

<sup>3</sup> Robert, fils de Robert II, roi titulaire de Salonique, et d'Agnès, fille de saint Louis, épousa Jeanne de Chalon, comtesse de Tonnerre ; il mourut en 1338. *Art de vérif. les dates*, t. II, p. 508, 570 ; Mas Latrie, coll. 1569, 1685.

<sup>4</sup> Jean II de Chalon, comte d'Auxerre et de Tonnerre, beau-frère du précédent, cède la comté de Tonnerre à sa sœur Jeanne, épouse de Robert, meurt à Crécy le 26 août 1346 (*Op. cit.*, col. 1552).

<sup>5</sup> Guichard VI le Grand, fils de Louis de Forez, sire de Beaujolais en 1296, mort le 18 septembre 1331 (*Op. cit.*, col. 1559, et *Art de vérif. les dates*, t. II, p. 477).

<sup>6</sup> Voyez un extrait des *Comptes du Viennois*, en 1326, dans Valbonnais, t. II, p. 204, doc. XXI.

<sup>7</sup> Valb., t. I, p. 289 ; Paradin, *op. cit.*, p. 213. A. du Boys, *Rivalités*, etc., dans *Bulletin de l'Acad. delphinale*, p. 153-156.

<sup>8</sup> Jacques Fournier, de Saverdun, dans le comté de Foix, cistercien, abbé

avec mission de dissuader les adversaires d'en venir aux mains, et de les amener à préférer des moyens plus pacifiques. Ils étaient porteurs de lettres apostoliques destinées aux intéressés eux-mêmes, dans lesquelles Jean XXII prêchait avec éloquence la cause de la paix <sup>1</sup>. D'autres lettres adressées à l'archevêque de Lyon, à Louis de Savoie, baron de Vaud, à Humbert de Beaujeu, à Hugues de Faucigny, à Aymar et Aymaret de Poitiers, comtes de Valentinois <sup>2</sup>, portaient aux alliés des deux princes les mêmes paroles de paix et la même invitation.

Les envoyés apostoliques arrivèrent après la journée de Varey. L'heure étant propice, l'évêque de Pamiers et son compagnon entreprirent aussitôt les négociations <sup>3</sup>. Jean XXII eut l'occasion d'y participer lui-même directement. Les deux princes victorieux vinrent lui faire visite, quelques jours après la bataille de Varey ; il leur parla à plusieurs reprises de la paix honorable que le succès de leurs armes leur permettait d'espérer et les invita à prendre l'initiative en désignant des délégués. Les princes remontrèrent au pape qu'il leur était difficile de faire cette désignation sans savoir si le comte de Savoie était lui-même disposé à traiter et de quel rang et de quelle condition seraient les arbitres par lui choisis. Ils ne voulaient nullement exposer leurs propres envoyés à se trouver en relations avec des personnes d'un rang inférieur <sup>4</sup>.

Le pape respecta leurs susceptibilités, d'ailleurs justifiables, et se contenta de transmettre leur réponse à ses nonces en les priant de la manifester au comte Édouard (1<sup>er</sup> septembre) <sup>5</sup>. Ce dernier recevait par le même courrier une invitation directe à s'entendre avec ses vainqueurs pour le choix de délégués qui, en attendant la signature d'un traité définitif, discuteraient les conditions d'un armistice <sup>6</sup>.

de Boulbonne, évêque de Pamiers en 1317, de Mirepoix en 1326, cardinal du titre de Sainte-Prisque en 1327, pape sous le nom de Benoît XII le 20 décembre 1334 (Eubel, p. 15, 16, 94, 360).

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 484.

<sup>2</sup> *Ibid.*, ep. 485.

<sup>3</sup> Lettre du pape aux deux nonces, le 20 août. *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 488.

<sup>4</sup> Lettre du pape aux nonces, le 1<sup>er</sup> septembre. *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 487.

<sup>5</sup> *Epist. cit.*

<sup>6</sup> *Loc. cit.*, epist. 488, 490. De nouvelles instances sont faites ce même jour (1<sup>er</sup> septembre) par le pape auprès des princes de Viennois, en faveur de la paix (epist. 489). Jean XXII écrit dans le même sens à l'archevêque de Lyon (ep. 491).

L'armistice fut accepté sans difficultés ; il devait expirer le 1<sup>er</sup> novembre <sup>1</sup>. Du traité de paix nul ne parla : la mauvaise volonté des parties à cet égard était notoire. Le pape, avec une insistance digne d'un meilleur succès, revint à la charge le 3 octobre suivant. Sans doute, les princes ont choisi leurs commissaires, mais qu'ont fait ceux-ci depuis un mois ? Ils ne se sont même pas réunis ; l'indifférence ou l'obstination des adversaires fera que le temps de la trêve s'écoulera en pure perte et que la question de la paix n'aura pas été touchée. Le pape fait tenir à ses nonces deux lettres pour chacun des princes et leur explique l'usage qu'ils devront en faire. Ils remettront d'abord au comte et au dauphin celle par laquelle il les invite simplement et d'une façon générale à prendre date pour l'ouverture des négociations. Si aucune réponse n'est faite à cette première lettre, les nonces présenteront la deuxième, qui supplie les princes de charger les envoyés du pape de faire eux-mêmes le choix du jour <sup>2</sup>.

Dans ses lettres au dauphin, Jean XXII l'exhorte à se montrer reconnaissant envers Dieu du succès de ses armes, clément dans le triomphe et bienveillant à l'égard des captifs <sup>3</sup> ; il recommande d'autre part, au comte Édouard, la modération dans les demandes, qui sied si bien à un vaincu <sup>4</sup>.

Peine perdue ! La double démarche des ambassadeurs échoua ; ils furent rappelés le 7 novembre : leur séjour en Dauphiné n'avait plus de raison d'être ; il pouvait même n'être pas sûr <sup>5</sup>. L'armistice ayant expiré le 1<sup>er</sup> novembre, la guerre reprit de plus belle. Elle se poursuivit avec plus ou moins de violence jusqu'à la fin du printemps et ne fut marquée par aucun fait d'armes bien important ; mais les désordres causés et les excès commis par les hommes de guerre furent des plus graves. Ces gens, routiers, amateurs d'aventures, envahissaient les villes et les villages, détruisaient, incendiaient, massacraient, volaient. Les bois, les routes étaient infestés de brigands armés qui pillaient

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2140, 2141, 2142.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2144.

<sup>3</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2140, 2142.

<sup>4</sup> *Ibid.*, ep. 2141, 2143. Le pape écrit aussi à l'archevêque de Lyon et à Aymon, frère du comte de Savoie (ep. 2145).

<sup>5</sup> *Ibid.*, ep. 2151.

les voyageurs et répandaient la terreur sur les populations. Les églises, les monastères, les autres lieux sacrés, les objets destinés au culte, les gens d'église, les prélats eux-mêmes n'étaient pas épargnés; les droits et les libertés des églises étaient foulés aux pieds, la foi courait grand risque d'être étouffée par les hérésies qui pullulaient à la faveur du désordre <sup>1</sup>.

Le pape, au rapport qui lui fut fait de cette situation lamentable, s'émut et se décida à tenter une nouvelle intervention.

Cette fois, il résolut de sonder les intentions des deux princes avant de leur proposer officiellement sa médiation. Il expédia vers eux son chapelain, Bertrand de la Chapelle, prieur de Saint-Saturnin du Port, porteur de lettres confidentielles les invitant à terminer leur différend à l'amiable <sup>2</sup> (26 mai 1326).

Cette démarche eut pour résultat une suspension d'armes d'un mois <sup>3</sup>. Le pape ne s'en tint pas là : il devenait urgent de régler le sort des prisonniers. Sur le conseil de Bertrand de la Chapelle <sup>4</sup>, il demanda d'abord aux princes de reporter à une date plus éloignée, — la fête de la Toussaint, par exemple, — l'expiration de l'armistice (19 juin) <sup>5</sup>. Il insista ensuite sur la nécessité de rendre leur liberté aux otages, et surtout à celui dont la captivité était le plus périlleuse, au propre frère du duc de Bourgogne, Robert de Tonnerre, captif depuis la journée de Varey. La longue détention de ce prince irritait beaucoup son frère, qui avait pris nettement parti contre le dauphin. Le pape s'adressa aussi à Eudes IV <sup>6</sup>, le suppliant d'obtenir de son allié de Savoie la prolongation de la trêve (19 juin) <sup>7</sup>.

Mais la trêve expira le 24 juin, sans avoir été prorogée ; les hostilités reprirent et l'armée dauphinoise captura de nou-

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, t. CXIII, ep. 2137.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2161 : « Eduardo comiti Sabaudie; » le pape écrit aussi à Aymon et à Louis de Savoie (ep. 2162) et à l'archevêque de Lyon (ep. 2163).

<sup>3</sup> De la fin mai à la fête de saint Jean-Baptiste, 24 juin. *Reg. Vat.*, t. CXIII, ep. 2166.

<sup>4</sup> *Ibid.*, ep. 2165.

<sup>5</sup> *Ibid.*, ep. 2164 : « Guigoni Dalphino Viennen. et Henrico Dalfini, domino Montisalbani; » — ep. 2166 : « Eduardo comiti Sabaudie; » ep. 2168 : « Petro archiepiscopo Lugdunen. » (1<sup>er</sup> juillet).

<sup>6</sup> Eudes IV, troisième fils de Robert II, duc de Bourgogne en 1315, mort en 1350. *Art de vérifier les dates*, t. II, p. 509.

<sup>7</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2167. « Oddoni duci Burgundie. »

veaux prisonniers <sup>1</sup>. Les belligérants restaient sourds aux supplications du pape, ne daignaient même pas répondre à ses offres désintéressées <sup>2</sup>. Jean XXII exprime, le 15 juillet, au duc de Bourgogne, l'amertume dont son cœur est rempli par suite de l'attitude inconvenante des princes. Il dit tous les moyens qu'il a mis en œuvre pour les amener à composition : lettres, envoyés spéciaux, ambassades solennelles. Tout a été inutile. Le conflit continue, plein de dangers, lourd de graves conséquences. Ce qui augmente la douleur du pontife est de savoir que le duc lui-même, dont les intentions pacifiques ne se sont jamais démenties, s'est décidé à une intervention armée, dont l'inopportunité vient gravement compliquer l'action du Saint-Siège en faveur de la paix. Le pape exhorte le prince à permettre que cette action bienfaisante se poursuive librement et, pour cela, il le prie d'arrêter celle des armes. Voici d'ailleurs que l'envoi d'une ambassade solennelle vient d'être décidé en consistoire; les nonces apostoliques vont se mettre en route incessamment. Que le duc fasse tous ses efforts pour faciliter leur tâche <sup>3</sup>.

Le 21 juillet, les ambassadeurs extraordinaires, Jean, archevêque de Toulouse <sup>4</sup>, et Hélion de Villeneuve, maître des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem <sup>5</sup>, reçoivent leur mandat avec pleins pouvoirs de procéder au nom du pape. Leur mission a pour but de conclure une trêve, de traiter de la délivrance des captifs et de faire des propositions de paix. Pour l'accomplir ils ont le pouvoir de rompre les alliances, de briser les serments, de révoquer les traités, d'user des censures ecclésiastiques contre les infracteurs des conventions que les parties leur demanderont de ratifier <sup>6</sup>.

L'archevêque a spécialement la charge de faire cesser les ex-

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2136.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 2169.

<sup>3</sup> *Ibid.*, ep. 2169 : « Oddoni duci Burgundie. » 15 juillet 1326.

<sup>4</sup> Jean Raymond de Comminges, transféré de Montpellier à Toulouse le 13 novembre 1317, cardinal le 18 décembre 1327; mort le 20 novembre 1344 (Eubel, p. 15, 513).

<sup>5</sup> Hélion de Villeneuve succéda en 1319 à Foulque de Villaret dans le magistère de l'ordre de Malte, il mourut en 1346 (*Art de vérifier les dates*, t. I, p. 522).

<sup>6</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2136. « Ven. fratri Johanni archiepiscopo Tholosano et dil. filio Heliono de Villanova, mag. Hospitalis S. Johannis Jerosolimitani. » Cf. ep. 2138 (27 juillet 1326).



ces commis par les belligérants, leurs vassaux et leurs troupes contre les terres que les uns et les autres tiennent en fief de l'Église romaine ou d'autres églises, et contre les personnes et les choses ecclésiastiques. Le pape est las d'employer la douceur et la persuasion; la rigueur aura peut-être plus d'effet. En conséquence, le nonce devra frapper d'excommunication quiconque, fût-il prince ou seigneur, se permettra d'envahir les biens de l'Église et de molester les personnes ecclésiastiques <sup>1</sup>.

Les envoyés reçoivent des lettres pour les belligérants <sup>2</sup>, leurs alliés et leurs vassaux <sup>3</sup>, pour Eudes, duc de Bourgogne <sup>4</sup>, Jean, roi de Bohême <sup>5</sup>, Louis, comte de Clermont <sup>6</sup>, le duc de Brabant et le comte de Bar <sup>7</sup>.

Le pape n'était pas le seul à désirer la paix et à travailler pour elle : le roi et la reine de France avaient aussi à cœur la cessation du conflit. La reine Jeanne <sup>8</sup> surtout secondait les efforts du Saint-Siège. Jean XXII l'en remercia et l'encouragea par deux lettres, l'une du 29, l'autre du 31 juillet <sup>9</sup>. Le pape et la reine, cette fois encore, ne réussirent qu'à provoquer une entente provisoire <sup>10</sup>. Le pape rappela ses nonces le 7 août <sup>11</sup>.

Le roi de France voulut tenter autre chose. Charles le Bel s'était déjà entremis <sup>12</sup> pour la délivrance du comte de Tonnerre : une caution de 200,000 livres devait être payée au dauphin, si Robert ne satisfaisait pas à sa parole. Ce projet était demeuré sans réalisation <sup>13</sup>.

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2137.

<sup>2</sup> *Ibid.*, ep. 2171. « Dalfino Viennen. » (22 juillet); ep. 2174 : « Eduardo comiti Sabaudie » (22 juill.). — « In eundem modum dictis Dalfino et Henrico. »

<sup>3</sup> Ep. 2173 : « Petro archiep. Lugdunen. — In e. mod. Aymoni fratri comitis Sabaudie; Ludovico de Sabaudia domino Vaudi; Johanni comiti Foresii, Ademario de Pictavia juniori (22 juillet).

<sup>4</sup> Ep. 2175 (23 juillet).

<sup>5</sup> Ep. 2172. Jean de Luxembourg, fils de l'empereur Henri VII et de Marguerite de Brabant, roi de Bohême de 1310 à 1346.

<sup>6</sup> Ep. 2172.

<sup>7</sup> Édouard I<sup>er</sup>, fils de Henri III, comte de Bar en 1202, mort en 1337. — Mas Latrie, col. 4553.

<sup>8</sup> Jeanne de France, fille de Louis comte d'Évreux et de Marguerite d'Artois, troisième femme de Charles IV le Bel.

<sup>9</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2176, 2177.

<sup>10</sup> Lettre à Bertrand de la Chapelle, ep. 2178 (31 juillet 1326).

<sup>11</sup> *Reg. Vat.*, CXIII, ep. 2179 (31 juillet), ep. 3180 (7 août).

<sup>12</sup> Le 22 janvier 1326. Valbonnais, *op. cit.*, t. II, p. 206, doc. XXIII.

<sup>13</sup> Valbon., t. I, p. 289.

Les nouveaux pourparlers ne réussirent pas mieux, non plus que ceux que Charles IV ordonna d'entreprendre dans la suite.

La trêve durait toujours : les adversaires n'en profitaient que pour préparer une nouvelle attaque.

Le pape, bien que convaincu de « l'inanité » de ses démarches, résolut de soulever encore la vieille question. Sans envoyer de nouveaux nonces, pour ne pas les exposer à un échec, il fit tenir aux princes, le 8 octobre 1326, une lettre où il décrit le *processus* des négociations de la paix, tel qu'il le conçoit lui-même : « D'abord, que chacune des parties désigne un ou deux hommes, d'une prudence et d'une fidélité éprouvées, qui auront pleins pouvoirs pour trancher le différend. Ceux-ci procéderont ainsi qu'il suit. Ils examineront d'abord les traités conclus par les prédécesseurs des princes actuels; puis s'étant informés soigneusement des infractions qui y ont été faites de part et d'autre, sans se noyer dans des subtilités juridiques, ils chercheront la manière la plus simple et la plus juste de les réparer. » En somme, les traités existants ne devront pas être modifiés, ils seront renouvelés sans innovation. Enfin, les commissaires se préoccuperont d'en assurer l'observation à l'avenir. Que si quelque doute ou une difficulté quelconque s'élèvent, le pape est disposé à s'employer de toutes ses forces pour les résoudre <sup>1</sup>.

La marche à suivre était très sage, la question ainsi posée bien simplifiée; les deux adversaires pouvaient aisément s'entendre sur un terrain où chacun voyait ses intérêts en sûreté. Qu'advint-il de ce projet? Rien pour le moment. Peut-être Bertrand de la Chapelle, prieur de Saint-Saturnin du Port, que le pape envoya une deuxième fois au commencement de novembre, en mission secrète auprès des princes, était-il chargé d'en plaider les avantages pratiques <sup>2</sup> (5 novembre).

La trêve durait encore au mois de décembre. Le 10, Jean XXII exige la libération d'Agout de Monteil, emprisonné par les gens du comte de Savoie sous prétexte que l'armistice n'a point encore touché à son terme <sup>3</sup>. Vraisemblablement, il fut prolongé

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, t. CXIV, ep. 480. « Eduardo comiti Sabaudie.... In e. mod. dicto Dalfino et Henrico Dallini ejus patruo simul; Item duci Burgundie.... »

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, t. CXIV, ep. 481. — Le pape écrit aussi aux évêques de Genève et de Grenoble.

<sup>3</sup> *Ibid.*, ep. 485.

par ordre du roi de France, qui, en janvier 1327, se décida de nouveau à intervenir <sup>1</sup>. Ce prince manda le dauphin de Viennois et son oncle, sans doute aussi le comte de Savoie ou ses représentants. Les princes dauphinois se rendirent à Paris à la fin du mois de février <sup>2</sup>, et en revinrent au commencement de mai. Le 5 de ce mois, le pape les félicite de leur heureux retour, mais regrette que l'affaire de la paix, seule raison de leur voyage, n'ait point reçu de solution définitive <sup>3</sup>.

Le 10 juillet 1327, le dauphin fit avec l'évêque de Sion <sup>4</sup> une ligue offensive et défensive contre la Savoie <sup>5</sup>. Ce n'était point faire preuve de dispositions pacifiques. Du reste, à cette même date, la guerre avait repris. Elle traîna en longueur jusqu'au mois de juin de l'année suivante (1328). L'action diplomatique n'était pas moins lente : le pape et le roi semblaient partager le même découragement.

Il y eut néanmoins quelques pourparlers entre le duc de Bourgogne et le dauphin, à propos de la délivrance du comte de Tonnerre, captif depuis plus de deux années. Le duc offrit 50,000 florins pour sa rançon (10 décembre 1327) <sup>6</sup>. Mais le dauphin affichait des prétentions trop onéreuses et les négociations furent rompues. Charles 1<sup>er</sup> Bel, qui les avait poussées activement, mourut d'ailleurs en février 1328. Philippe de Valois reprit son œuvre. Par deux conventions, confirmées par lui le 13 mai <sup>7</sup> et le 17 octobre 1328 <sup>8</sup>, la liberté de Robert de Tonnerre fut obtenue à des conditions acceptables pour les deux parties.

Le roi ne s'en tint pas là. Dès le début de son règne la guerre avait éclaté en Flandre; ayant, pour la soutenir, grand besoin d'alliés, il songea à mettre d'accord Dauphinois et Savoisiens, pour les enrôler à sa suite. Avec un zèle plus actif, mais moins désintéressé que son prédécesseur, il mena rondement les négociations qui aboutirent à un compromis. Il ordonna alors

<sup>1</sup> C'est ce que le pape annonce à Bertrand de la Chapelle, son nonce, qui est rappelé le 17 janvier 1327. — *Reg. Vat.*, t. CXIV, ep. 489.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, CXIV, ep. 493.

<sup>3</sup> *Ibid.*, ep. 501. Il y est dit cependant que le roi ne désespère pas de réussir.

<sup>4</sup> Aymon de Thurn et Gestelenburg, évêque de Sion de 1323 à 1338 (Eubel, p. 465).

<sup>5</sup> Valbon., *op. cit.*, t. II, p. 213, doc. XXX.

<sup>6</sup> Valbon., t. II, p. 207, doc. XXIV.

<sup>7</sup> Valb., t. II, p. 208, doc. XXV.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 209, doc. XXVI.

une trêve d'un an qui devait commencer à la fête de saint Jean-Baptiste (24 juin 1328) <sup>1</sup>.

Le comte de Savoie, le dauphin Guigue et son oncle, Henri de Montauban, suivirent le roi à la guerre et prirent part à la bataille de Cassel. Le jeune Guigue s'y distingua par son courage. Le roi lui en marqua sa reconnaissance par le don qu'il lui fit de la maison des Piliers, sur la place de Grève, à Paris <sup>2</sup>.

A son retour dans sa ville, Philippe de Valois entreprit de réconcilier ses alliés de la veille. Il chargea deux juristes, Guillaume Flotte, seigneur de Revel, et Guy Chevrier, d'une mission auprès d'eux. Ils devaient, avant tout, traiter avec le dauphin de la remise des prisonniers et, en particulier, du comte d'Auxerre, entre les mains du roi. Le dauphin acquiesça aux volontés royales et livra le comte. Toutes les garanties désirables lui étaient d'ailleurs assurées <sup>3</sup>.

Les deux commissaires royaux firent ensuite des ouvertures de paix ; mais ils se heurtèrent à une vive résistance. Les demandes des parties étaient exagérées et leurs prétentions inconciliables. C'était l'incident de la prise du château de Genève, vieux de dix ans, qui les divisait surtout. Chacun revendiquait pour lui-même l'hommage de la ville et demandait réparation <sup>4</sup>. Il était difficile de sortir de ce cercle d'exigences contradictoires.

Sur ces entrefaites (1329), Henri Dauphin, baron de Montauban, oncle de Guigue VIII, et Édouard, comte de Savoie, moururent. Le premier instituait le dauphin son héritier universel <sup>5</sup> ; au second, mort sans enfants mâles, succéda Aymon, son frère. Jeanne, fille unique d'Édouard, mariée à Jean, duc de Bretagne, essaya de faire valoir ses droits à la succession, bien que les dispositions de la loi salique ne lui permissent pas d'en avoir. Jean, son mari, s'allia au dauphin toujours en quête d'amis puissants et utilisables contre la Savoie (1329) <sup>6</sup>. Ce traité n'eut pas d'application, la duchesse de Bretagne ayant abandonné, à la longue, ses prétentions.

<sup>1</sup> Valbon., t. II, p. 215, doc. XXXIII.

<sup>2</sup> Duchesne, *Preuves de l'histoire des dauphins*, p. 45.

<sup>3</sup> Voir dans Valbonnais, *op. cit.* t. II, les documents XXXVII, XXXVIII (p. 221, 223).

<sup>4</sup> Valbon., t. II, p. 225, doc. XXXIX. — Guichenon, t. I, p. 387, 388.

<sup>5</sup> *Ibid.*, doc. XL, p. 225.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 228, doc. XLI. — Guichenon, t. I, p. 386, 387.

Le nouveau comte éprouva néanmoins quelque irritation de voir le dauphin de Viennois à l'affût de toutes les occasions de se fortifier contre lui. En dépit des efforts du roi, la guerre continuait toujours <sup>1</sup>. Le 13 juillet, le pape, qui avait gardé le silence pendant près de trois années, chargea l'archevêque de Vienne <sup>2</sup> de porter à Aymon et à Guigue une lettre dans laquelle il louait chaudement l'action du roi en faveur de la paix et invitait les princes à accepter cette intervention désintéressée <sup>3</sup>. Philippe de Valois, résolu d'en finir, s'était, semble-t-il, décidé à employer la force et à embrasser la cause d'un des deux adversaires, afin de vaincre la résistance de l'autre. Le pape le blâme, le 15 juillet 1330, d'une telle décision, peu honorable pour la majesté royale, et le supplie de préférer la voie de la longanimité <sup>4</sup>.

Les remontrances du pape arrêterent le prince, qui laissa les deux adversaires se harceler encore, une année durant.

Vers la fin de l'été 1331, le comte Aymon envahit inopinément le Faucigny et y fit quelques opérations de guerre en l'absence du baron Hugues, seigneur de cette terre <sup>5</sup>. A cette campagne succéda une trêve dont le roi de France profita pour offrir encore son arbitrage. Cette fois, il fut agréé. La sentence définitive devait être prononcée vers le milieu de février 1332 ; les deux adversaires avaient rendez-vous à Paris pour cette date ; mais le dauphin ne put s'y rendre et s'excusa de n'y envoyer que des délégués <sup>6</sup>. Cette absence fut peut-être cause de l'échec de la conférence.

Au lieu de la sentence arbitrale, on eut une trêve qui fut renouvelée l'année suivante <sup>7</sup>.

Foulant aux pieds les clauses qui imposaient aux parties l'abstention de toute opération de guerre et de toute provo-

<sup>1</sup> Voir le récit des *Chroniques de Savoie* de Paradin, p. 218-222.

<sup>2</sup> Bertrand de la Chapelle, ancien prieur de Saint-Saturnin du Port, archevêque de Vienne le 19 décembre 1327, mort en 1352. Il avait déjà rempli en 1326 une mission semblable auprès des deux princes (Voir plus haut).

<sup>3</sup> *Reg. Vat.*, t. CXV, ep. 2139. « Aymoni comiti Sabaudie. — In e. mod. Dal-fino Viennen. »

<sup>4</sup> *Reg. Vat.*, t. CXV, ep. 1705. « Philippo regi Francie illustri. »

<sup>5</sup> Valbon., t. II, p. 235, doc. XLVI ; — *Chron. de Savoie* de Paradin, p. 220-222.

<sup>6</sup> Procuration donnée par Guigue au comte de Forez pour assister en son nom au jugement du roi, dans Valbonnais, t. II, p. 236, doc. XLVII.

<sup>7</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 333 : « Aymoni comiti Sabaudie. »

cation, les princes et leurs vassaux faisaient des préparatifs incessants, rassemblaient hommes, chevaux et machines. Au commencement de juillet 1333, la campagne allait être reprise. Jean XXII, tenace dans ses projets de pacification, autant que les belligérants étaient entêtés dans la guerre, s'étonne auprès de ceux-ci d'entendre de nouveau le bruit des armes. Il les adjure d'attendre, avant d'en venir aux mains, l'arrivée de ses ambassadeurs, qui seront auprès d'eux dans huit jours (7 juillet) <sup>1</sup>.

Ces nonces, Armand, archevêque d'Aix <sup>2</sup>, et Albert, évêque de Mende <sup>3</sup>, doivent faire une suprême tentative d'accommodement. Le pape est à bout de patience et de moyens ; cependant, suivant le conseil du sage :

Cumque mones aliquem, nec se velit ipse moneri,  
Si tibi sit carus, noli desistere coeptis,

il fera son devoir jusqu'au bout <sup>4</sup> (16 juillet).

Les envoyés apostoliques arrivèrent trop tard. Le comte Aymon, dès les premiers jours de juillet, s'était emparé par ruse du château de Paladru <sup>5</sup>. Le dauphin entraînait aussitôt en campagne, ralliait ses troupes à Voiron le 11 juillet, et venait mettre le siège devant la Perrière, château du voisinage. Il se disposait à en tenter l'assaut lorsqu'il fut frappé d'un coup d'arbalète. Transporté dans une grange voisine, il y mourut le lendemain (23 juillet <sup>6</sup>), après avoir ébauché un testament. Il était à peine âgé de vingt-quatre ans <sup>7</sup>. D'humeur impétueuse, aimant passionnément le métier des armes, ce jeune homme avait, dans

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, CXVII, ep. 333.

<sup>2</sup> Armand de Narcès, chapelain du pape, archevêque d'Aix le 19 juillet 1329 (*Reg. Vat.*, t. XCI, ep. 2371), mort en 1348 (Eubel, p. 96).

<sup>3</sup> Albert Lordet, archidiacre de Flavigny, chapelain du pape, évêque de Mende le 21 décembre 1331 (*Reg. Vat.*, t. CI, ep. 231), mort en 1361 (Eubel, p. 358).

<sup>4</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 317 : « Armando archiepiscopo Aqnen. et Alberto episcopo Mimalen. », et ep. 318. — Les nonces étaient porteurs de lettres adressées à Aymon, comte de Savoie, et au dauphin (ep. 334), à Aymar de Poitiers, à Aimé de Poitiers, Guillaume, prince d'Orange, Agout de Baux, familier du pape, Louis de Savoie, baron de Vaud, Philippe de Savoie, seigneur de Turin, Raoul de Neuchâtel, Édouard de Beaujeu, alliés des deux princes (ep. 335), enfin à Bertrand, archevêque de Vienne, Guillaume, archevêque de Lyon, Bertrand, archevêque de Tarentaise, et Aymon, évêque de Maurienne (ep. 336). Ces lettres sont toutes datées du 20 juillet.

<sup>5</sup> Valbon., t. II, p. 251, doc. XX.

<sup>6</sup> Le 29 juillet, dit Chorier, *op. cit.*, p. 815-816.

<sup>7</sup> Valbon., t. I, p. 295.

une courte carrière, réussit à se couvrir de gloire. A quinze ans, il battait le comte de Savoie à Varey ; à dix-huit ans, il contribuait à la victoire de Cassel, faisait l'admiration du roi de France et des grands seigneurs. S'il eût vécu, la lutte avec la Savoie n'eût pas fini de sitôt. Sa mort, à ce point de vue, fut un bien pour le Dauphiné.

Par testament, le jeune prince privé d'enfants laissait ses États à son frère Humbert, alors âgé de vingt et un ans, qui, en ce moment, se trouvait à la cour de Naples. En attendant son retour et dès le lendemain de la mort de Guigue, un conseil de régence fut constitué par Béatrix de Viennois, sa tante, qui prit en main le maniement des affaires. Le conseil comprenait les principaux seigneurs du pays : Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, Amédée, son frère, Aymar de Roussillon, Guichard de Clayrieu, Albert de Sassenage, etc. <sup>1</sup>.

C'est à ces personnages que le pape écrit, le 31 juillet <sup>2</sup>, la douleur que lui cause la mort inopinée du jeune dauphin ; c'est à eux qu'il envoie ses deux nonces <sup>3</sup>, l'archevêque d'Aix et l'évêque de Mende. Ceux-ci se rendent aussi près du comte Aymon pour l'engager à s'abstenir de toute attaque contre le Dauphiné durant l'interrègne, et à se montrer disposé à traiter avec le nouveau dauphin dès son arrivée <sup>4</sup>.

Une trêve fut signée avant la fin du mois d'août <sup>5</sup>. Malgré les précautions prises pour en assurer l'observation, quelques nobles, en particulier le comte de Genève (alors allié de la Savoie) <sup>6</sup>, ne cessaient de les violer. Jean XXII ordonne à ses nonces de menacer, puis de frapper les infracteurs des peines ecclésiastiques <sup>7</sup> (31 août 1333). Il est essentiel que nul incident fâcheux ne vienne entraver l'œuvre de conciliation qu'on espère réaliser à bref délai.

<sup>1</sup> Valbon., t. I, p. 300.

<sup>2</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 338. • Amedeo de Pictavia, ac Rossilionis et Clayriaci, Turnonis, Sassanaticis et de Avio dominis. •

<sup>3</sup> *Ibid.*, ep. 339. • Nuntiis predictis. • Le pape donne ordre aux deux évêques de lever l'excommunication dont était frappé le dauphin Guigue, s'il est prouvé qu'il a donné des signes de repentir (*ibid.*, ep. 319).

<sup>4</sup> *Reg. Vat.*, *ibid.*, ep. 340.

<sup>5</sup> *Reg. Vat.*, *ibid.*, ep. 321.

<sup>6</sup> *Ibid.*, et ep. 342.

<sup>7</sup> *Reg. Vat.*, *ibid.*, ep. 321. Le pape écrit dans le même sens à Aymon de Savoie (ep. 342) et à Aymar et Amédée de Poitiers (ep. 343).

L'armistice, expiré en octobre, fut prorogé jusqu'à la fête de saint Jean (24 juin 1334) <sup>1</sup>, à l'instigation des envoyés pontificaux. Toutefois, les régents du Dauphiné avaient exigé du comte de Savoie une garantie de plus contre toute surprise pendant la trêve. La forteresse bâtie par lui au début de la guerre dans ses terres de Saint-Jean-de-Vyn, près de Varey, avait été confiée à la garde du Saint-Siège pendant toute la durée de l'armistice. Le pape s'était engagé à en assurer la défense et l'entretien, et à la restituer au comte en parfait état, huit jours avant l'expiration de la trêve, ou bien dès que la paix serait signée <sup>2</sup>. Jean XXII députa, le 15 octobre, Guillaume, archevêque de Lyon, comme gardien et défenseur de ce château <sup>3</sup>.

Ce même jour, le dauphin Humbert s'embarquait à Naples avec sa femme Marie des Baux et son fils nouveau-né André. Il fit escale à Gênes <sup>4</sup>, aborda à Nice au commencement de novembre et entra dans ses États au commencement de décembre. Il ratifia aussitôt la trêve conclue pendant son absence avec la Savoie <sup>5</sup>. A partir de ce moment, la cause de la paix gagna de jour en jour du terrain. Le nouveau prince était moins batailleur que son frère Guigue, aux querelles duquel il n'avait point été mêlé. Ses alliés et le pape n'eurent pas de peine à l'amener à conclure une paix durable.

### III.

De son côté, le comte de Savoie paraissait entièrement disposé à traiter. Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, parent et ami des deux adversaires, s'entremît pour les accorder. Catherine et Béatrix de Viennois, son épouse et sa belle-sœur, voulurent avoir part aux négociations <sup>6</sup>. Le pape délégua l'archevêque de Brindes <sup>7</sup> (10 mars 1334) et l'abbé de Saint-Michel de la

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 1549.

<sup>2</sup> *Ibid.*, ep. 1549. • Aymon com. Sabaudie. •

<sup>3</sup> *Ibid.*, ep. 1550. — Guillaume de Sure, successeur de Pierre de Savoie en 1332, mort en 1340 (Eubel, p. 330).

<sup>4</sup> Le pape le félicite, le 12 novembre, de son heureuse traversée et l'engage à suivre, pour son retour, la route la plus sûre — *Reg. Vat.*, CXVII, ep. 1576.

<sup>5</sup> Valbon, t. II, p. 245, doc. X et t. I, p. 301.

<sup>6</sup> Valbon., t. I, p. 302.

<sup>7</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 1580. — Guillaume Isnard, franciscain, transféré d'Alba le 6 décembre 1333, passa à Bénévent le 3 mars 1344, mourut en 1346 (Eubel, p. 137, 154).



Cluse <sup>1</sup>, pour en diriger et presser la marche <sup>2</sup>. Cette marche était celle qu'il avait indiquée huit ans auparavant au comte Édouard et au dauphin Guigue <sup>3</sup>. On se rappelle qu'elle posait à la base de toute négociation le renouvellement des traités de 1314 et la réparation mutuelle des dommages causés pendant la guerre. Ainsi fut-il fait.

Des arbitres furent d'abord désignés ; c'étaient Antoine de Clermont, seigneur de la Bastie en Albanois, Philippe de Provanne et le comte de Genève pour la Savoie ; Humbert de Choulay, seigneur de Buringe, et Amblard de Beaumont pour le Dauphiné.

Le 7 mai, ces députés se réunirent dans la plaine de Montmélian. Le jour même le traité fut signé. Celui de 1314, entre Amédée V et le dauphin Jean, était remis en vigueur dans son intégrité. Les deux rivaux se faisaient mutuellement abandon de leurs prétentions sur certaines terres et remise de la rançon due encore pour la délivrance des prisonniers. Ils réglaient d'autres détails concernant l'hommage de quelques fiefs, et signaient une alliance défensive contre leurs ennemis communs.

Les commissaires chargés de préparer le traité recevaient mission d'en assurer l'observation et d'en interpréter les articles douteux ou obscurs <sup>4</sup>.

L'œuvre de paix était consommée. On avait fini par se lasser d'une guerre sans issue, sans motif, longue et désastreuse, lourde pour les populations, peu honorable pour les États. Des princes sages et avisés, rompant enfin avec la politique de parti pris de leurs devanciers, et faisant taire leurs susceptibilités mesquines, avaient préféré suivre la voie de la conciliation.

Cette voie, le Saint-Siège n'avait cessé de la montrer depuis la première rupture. Par intervalles, quand le bruit des armes semblait vouloir l'étouffer, la parole du pape s'était élevée plus énergique ; tantôt douce et suppliante, tantôt sévère et pleine de reproche, elle avait dit les bienfaits de la paix, les suites malheureuses de la guerre, l'impuissance de la force, l'éternité de la justice.

<sup>1</sup> Valbon., t. I, p. 302

<sup>2</sup> Le pape écrit aussi, le 10 mars 1334, à Aymon et à Humbert pour les presser de faire la paix. — *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 1581 (10 mars).

<sup>3</sup> Voir plus haut. — *Reg. Vat.*, t. CXIV, ep. 480.

<sup>4</sup> Voir le texte de cette convention dans Valbonnais, t. II, p. 251, doc. XXII. Elle était en somme peu avantageuse pour le Dauphiné.

Rien n'avait rebuté le pape : ni l'insuccès persistant, ni l'indifférence ou l'ingratitude des princes. Ayant conscience d'accomplir une mission, il l'avait poussée jusqu'au bout, nonobstant les difficultés et les échecs successifs. Nul doute que les adversaires dussent finir par se rallier à son parti qui était le bon ; la lassitude et le temps les y eussent fatalement poussés. Mais le pape, par la ténacité de ses insistances, hâta cette conclusion qui aurait pu se faire attendre encore.

Qu'était cette conclusion ? — Ni plus ni moins que le point de départ lui même : une sorte de *restitutio in integrum* : le traité de 1314 contresigné une deuxième fois sans modification aucune. Pour un pareil résultat on avait lutté pendant quinze années. En vérité, Jean XXII avait eu raison de proclamer l'inutilité de la guerre.

Il eut la consolation de voir son projet d'accommodement, ce projet que dix ans auparavant le dauphin Guigue et le comte Édouard avaient l'un et l'autre repoussé, le trouvant peut-être injurieux et déshonorant, accepté par leurs héritiers avec reconnaissance, presque avec enthousiasme, comme un moindre mal.

Le pape écrivant, le 17 juillet 1334, après la signature du traité, ses félicitations aux princes <sup>1</sup>, aurait pu chanter son propre triomphe.

J.-M. VIDAL,

*Chapelain de Saint-Louis des Français, à Rome.*

<sup>1</sup> *Reg. Vat.*, t. CXVII, ep. 2602.

---

# L'UNIVERSITÉ DE PARIS

## ET LES JÉSUITES

AU COMMENCEMENT DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE<sup>1</sup>

---

### I.

Les Jésuites ne perdaient pas l'espérance de voir annuler la sentence de bannissement prononcée contre eux.

Dès l'année 1598, le P. Richeome, retiré à Bordeaux, adressait, au nom de la Société, une *Tres humble remonstrance et requeste des religieux de la Compagnie de Jesus au tres chrestien Roy de France et de Navarre, Henry IV*. Assurément, était-il écrit aux premières lignes, si notre exil importait au bonheur du roi, de la France et même de l'Université, nous subirions notre malheur en silence. Mais il n'en est rien. C'est pourquoi nous élevons la voix.

Le lecteur n'a pas oublié qu'on avait essayé de faire peser sur les Jésuites la triple accusation d'être inféodés à l'Espagne, ennemis du roi, corrupteurs de la jeunesse. « La première accusation, disait Richeome, estoit pour nous faire haïr du public et principalement des grands; la seconde pour nous mettre en vostre disgrâce particulièrement; la troisieme pour nous rendre odieux et inutiles en France; et toutes trois ensemble pour nous denoncer la guerre avec pretexte de belles raisons et nous exterminer avec louange<sup>2</sup>. »

Il n'était pas difficile à Richeome de faire justice de la triple accusation. Les deux premières étaient absurdes. Richeome disait de la troisième : « Que nous enseignions la religion catho-

<sup>1</sup> V. notre livraison d'avril 1899.

<sup>2</sup> *Tres humble remonstrance....*, Bordeaux, 1598, in-12, p. 15.

lique et les autres leçons de vertu en nos écoles, cela est trop clair pour estre prouvé. Le vouloir prouver, c'est esclaire le soleil avec une chandelle : l'expérience le dit, toute la France le croit, les villes en parlent, les Parlemens l'affirment, toute l'Europe le tesmoigne et les ennemis de nostre religion les mieux nez le confessent <sup>1</sup>. »

Aussi, les dévoués enfants d'Ignace de Loyola espèrent-ils que le monarque, « la merveille des Roys et le Roy des merveilles, » après avoir « heureusement ouvert et serré cette royale main sur la paix » avec ses plus puissants ennemis, ne voudra « faire la guerre à outrance à des pauvres et infirmes religieux, » ses sujets. « Obligez nous donc, Sire, de vostre faveur, s'il vous plaist, et nous ne faudrons de vous servir en très fideles subjects, très affectionnez serviteurs et très obeissans enfans; et, comme très humbles religieux, demanderons à la divine et supresme bonté que, comme elle vous a faict grand Roy de deux royaumes en terre, elle vous donne au ciel, en son grand royaume, pour troisieme diademe, la couronne de l'immortelle felicité <sup>2</sup>. »

La remontrance fut bien accueillie du public, comme l'attestent les six éditions qui se succédèrent en peu de mois. Le bon roi fut loin d'y être insensible <sup>3</sup>.

L'année suivante, le P. Laurent Maggio accompagnait en France le légat apostolique. Admis en présence du roi à Blois, il plaida avec non moins d'habileté la cause de l'ordre.

A cette cause étaient déjà gagnés plusieurs conseillers de la couronne : Pomponne de Bellièvre, Brulard de Sillery, Nicolas de Villeroy.

Rome intervenait diplomatiquement par le cardinal d'Ossat, notre ambassadeur dans la ville éternelle, et par Aldobrandin, cardinal-légat en France <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> *Tres humble remontrance....*, Bordeaux, 1598, in-12, p. 74.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 2, 138.

<sup>3</sup> Jouvençy, *Historiae Societatis Jesu pars quinta, tom. posterior, ab anno Christi MDXCI ad annum MDCVI*, Rome, 1710, in-fol., p. 63 : « Placuit Henrico libellus. »

<sup>4</sup> Dans une lettre de Henri IV et de M. de Villeroy au cardinal d'Ossat, en date du 20 janvier 1601, nous lisons (c'est le roi qui parle) : « Il (le cardinal-légat) m'a fait instance aussi de la publication du Concile et du rapel des Jesuites. Apres luy avoir representé les difficultez qui m'avoient empesché de satisfaire a l'un et a l'autre, je luy ai promis de commander ladite publica-

Dans ces conditions, le succès semblait assuré.

C'est alors que, sous le voile de l'anonymat, Antoine Arnauld redescendit dans l'arène par son *Franç et veritable discours au Roy sur le restablissement qui luy est demandé pour les Jesuites*. C'était en l'année 1602. Il refaisait son plaidoyer d'autrefois, ne se montrant ni moins violent ni plus logique.

La doctrine des Jésuites était dangereuse pour la couronne de France; car, comme certains théologiens de Rome, « ils ont voulu mettre en avant que les papes pouvoient excommunier les Roys et deslier leurs subjects du serment de fidelité. » Et le roi ne doit pas oublier que « sur l'heure telles propositions, comme schismatiques, ont esté condamnées par le corps de Sorbonne, autorisé de toute l'Eglise gallicane, et par les arrests de vostre Parlement, qui ont esté les deux grands boucliers de vos predecesseurs contre les entreprises qu'on a voulu faire <sup>1</sup>. »

Et l'Université n'a-t-elle pas senti l'influence néfaste de la présence des Jésuites ?

Auparavant qu'ils fussent venus en France, tous les beaux esprits, tous les enfans de bon lieu estudioient en l'Université de Paris, où il y avoit toujours vingt ou trente mil escoliers, tant françois qu'estrangers. Ceste grande multitude attiroit tous les plus doctes et plus celebres hommes de l'Europe, soit pour paroistre, soit pour profiter. Les places de lecteurs publics, instituées par le Roy François I<sup>er</sup>, estoient recherchées et retenues dix ans auparavant par les lumieres des lettres. En la seule sale de Cambray, se faisoient lors de plus belles et plus doctes leçons en un mois que depuis par toute l'Université en un an, compris les Jesuites qui ont trouvé moyen de s'establr petit à petit en toutes les meilleures villes du royaume ; et, en ce faisant, ont coupé les sources d'ou venoit ceste grande multitude d'escoliers ; et par mesme moyen ont fait cesser un autre grand bien qui advenoit à la jeunesse estudiant à Paris, laquelle se civilisoit davantage en la langue françoise et aux mœurs et affection envers le general de l'Estat <sup>2</sup>...

tion et d'en faire despescher la declaration necessaire, a mon retour a Paris : et par dela me resoudre de ce que je feray pour les autres, luy faisant entendre mon intention estre de les admettre en certains lieux de mon royaume ; et, selon qu'ils se comporteront en iceux, d'estendre davantage ladite grace et les traiter favorablement, monstrant que je desire qu'ils me donnent occasion de les faire remettre partout. » (*Lettres du cardinal d'Ossat*, Paris, 1698, in-4, t. II, Append., p. 12.)

<sup>1</sup> *Le franç et veritable discours*..., s. l., 1602, in-12, pp. 10, 7.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 4-5.

La conclusion du discours était digne des prémisses :

Ce grand Dieu qui d'en hault cognoit les feintises, les hypocrisies, le venin que couvent les Jesuites dans leur estomac, ce grand Dieu qui sçait le dessein perpetuel, essentiel, radiqué dans leurs veines, qui est d'abatre la gloire de cette couronne et de cette monarchie, vous face la grace, Sire, de bien discerner les amis d'Alexandre d'avec les amis des Jesuites. Et en commandant l'exécution entière de vostre grand arrest, faire cognoistre à toute la chrestienté que vous vous sçavez aussi bien et aussi prudemment garantir des ruses, des artifices et des mines secrettes de vos ennemis, que rompre, dissiper et perdre couragement leurs armées et leurs forces ouvertes <sup>1</sup>.

Un autre champion de l'Université, Étienne Pasquier, se mit de la partie. Comme Antoine Arnauld, Étienne Pasquier n'avait-il pas, dans de retentissants procès, plaidé contre les Jésuites? Comme lui également, dans son œuvre de combat, il garda l'anonyme. Nous voulons désigner le *Catechisme des Jesuites ou examen de leur doctrine* <sup>2</sup>, véritable pamphlet qui, sous forme de dialogue, était l'amer et énorme développement du plaidoyer de jadis.

Deux réponses furent opposées à ces deux irréductibles adversaires, l'une grave, l'autre sur le ton également pamphlétaire : la première sous le titre de *Plainte apologetique au Roy tres chrestien de France et de Navarre pour la Compagnie de Jesus* <sup>3</sup>, la seconde sous celui de *Chasse du renard Pasquin, descouvert et pris en sa taniere du libelle diffamatoire, faux marqué le Catechisme des Jesuites, par le sieur Fœlix de la Grace, gentilhomme françois, seigneur dudict lieu* <sup>4</sup>.

Le P. Richeome était l'auteur de ces deux réfutations. Il avait signé la *Plainte apologetique* et placé sous un faux nom la *Chasse du renard*. Nous laissons de côté la réponse pamphlétaire, comme nous avons laissé de côté le pamphlet qui l'avait amenée. Mais la réponse sérieuse est vraiment bien agencée.

A entendre nos adversaires, disait l'apologiste, nous sommes de mauvais éducateurs. Mais le public est loin de penser ainsi. En effet, sur ce point de l'instruction de la jeunesse, nous avons

<sup>1</sup> *Le franc et véritable discours...., in fine.*

<sup>2</sup> Villefranche, 1602, in-12. Le vol. comprend 358 pages.

<sup>3</sup> Bordeaux, 1603, in-12.

<sup>4</sup> Villefranche, 1603, in-12.

en notre faveur le témoignage de toutes les villes de l'Europe où nous avons des collèges ; car elles « se trouvent bien de nos escoles, nous fient leur jeunesse et approuvent nos exercices et les louent plus que nous ne demandons ; et les villes qui n'ont point de colleges et cognoissent notre façon d'enseigner, ne cessent d'en demander. »

A entendre nos adversaires, nous n'avons que des professeurs peu habiles, voire ignorants. Alors pourquoi redouter leur concurrence ?

A entendre nos adversaires, nous sommes cause que l'Université s'est dépeuplée. Mais, si nous avons contribué à cette dépopulation, d'où vient que, depuis notre expulsion, il y a huit ans, cette dépopulation n'a pas pris fin ?

Henri IV avait bien raison de dire, pour calmer les singulières susceptibilités de l'*Alma Mater* : « Faites mieux que les Jésuites et vous aurez plus d'escoliers. »

L'apologiste lançait, en même temps, ce trait aux universitaires : « Ce n'est pas la multitude des escoliers qui attire les bons regens ; ce sont les bons regens qui font venir la multitude des escoliers.... Les escoliers sont comme les pigeons : ils s'assemblent à plus grande harde aux lieux où ils trouvent plus de grains <sup>1</sup>. »

Cette même année 1603, les affaires du royaume avaient appelé Henri IV dans la ville de Metz. Une députation de Jésuites vint lui présenter les hommages de l'ordre, protester de son dévouement à la couronne, et le supplier instamment de mettre fin à leur exil.

A la cour, il n'y avait guère d'opposant considérable que le duc de Sully. Le roi, obéissant à son cœur autant qu'à la politique, ne voulait point tenir injustement et indéfiniment exclus de la grande famille française des sujets fideles et dévoués. Au retour du roi à Paris, une commission fut convoquée chez le connétable de Montmorency et émit un avis favorable à la rentrée des Jésuites. En septembre, dans la ville de Rouen, des lettres patentes furent données en conséquence.

Toutefois l'acte royal portait certaines restrictions.

Tous les Jésuites résidant en France devaient être Français.

<sup>1</sup> *Plainte apologetique*...., p. 22-32.

Ils n'étaient autorisés à séjourner et avoir des collèges que dans les villes où ils demeuraient au moment des lettres patentes, c'est-à-dire à Toulouse, Auch, Agen, Rodez, Bordeaux, Périgueux, Limoges, Tournon, Le Puy, Aubenas, Béziers, Lyon, Dijon. A La Flèche, la maison royale leur était cédée comme habitation et pour un collège à établir. Ils ne pouvaient se fixer ailleurs qu'avec la permission formelle du roi. Ils ne pouvaient, non plus, acquérir sans permission semblable.

Le droit commun aux autres ordres leur était applicable. Les religieux résidant en France devaient prêter serment, devant les officiers royaux de la résidence, de ne rien faire contre l'autorité du souverain et la paix du royaume. La Société prenait l'engagement de ne rien entreprendre qui pût porter préjudice aux évêques, chapitres, curés, universités. Une mesure de précaution était ainsi libellée : « Que ceux de ladite Société auront ordinairement pres de nous un d'entre eux qui sera françois, suffisamment autorisé parmy eux pour nous servir de predicateur et nous répondre des actions de leurs compagnies aux occasions qui s'en presenteront. »

Libéralement les biens confisqués étaient rendus <sup>1</sup>.

Jusqu'alors, nous avons assisté à des escarmouches d'avant-garde. La lutte ouverte, où vont donner l'Université et spécialement la Faculté de théologie, soutenues par le Parlement, ne tardera pas à s'engager.

Le Parlement donna le signal et ouvrit les hostilités.

Il y eut d'abord, pendant trois mois, l'opposition sourde du non-enregistrement. Puis, des remontrances furent portées au pied du trône. Ce fut la veille de Noël. Le célèbre Achille de Harlay, premier président du Parlement, se trouvait naturellement à la tête de la députation. La reine était présente.

Après avoir rappelé les protestations anciennes et universelles

<sup>1</sup> Dans recueil général intitulé : *Pour les Universitez de France, jointes en cause, contre les Jesuites, demandeurs en cassation d'arrest de Parlement de Thoulouse...* Ce recueil a été formé postérieurement, puisqu'il s'agit de débats de 1624 et 1625, et que dans le recueil a pris place une pièce : *Advertissement pour les Universitez de France...*, imprimée en 1624.

Les lettres patentes sont aux premières pages du recueil VI ou dernier.

Elles ont été reproduites par M. Jourdain dans son *Histoire de l'Université de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1862-1866, in-fol., *Pièces justificat.*, p. 25-26.



contre l'établissement du nouvel ordre en France, et les divers arguments qui justifiaient les protestations, sans oublier les accusations qui pesaient sur l'ordre, l'orateur suppliait le roi d'avoir compassion de l'Université, dont les précédents rois, par leur munificence et leur protection, ont fait un ornement pour la bonne ville de Paris. Il ajoutait :

Nous sçavons qu'elle a besoin d'estre reformée ; mais sa reformation ne sera point par sa ruine qui sera inevitable, non par l'absence de ceux de la Societé, mais par la multitude des colleges que vous permettez en diverses provinces, lesquels, ayant la commodité pres d'eux, n'envoyront plus leurs enfans en ceste ville ; ce que vous jugerez de consequence, considerant que ceux qui y sont nourris s'accoustument en leur jeunesse à voir et recognoistre les Roys et les marques de souveraineté. Ceux qui sont elevez es petites villes ne recevront ceste instruction et n'auront le ressentiment semblable ; et, en ce faisant, l'Université, autrefois si florissante, sera du tout ruinée par l'establissement de dix ou douze colleges de ceux dont la Societé sera tousjours suspecte à l'instruction de la jeunesse et tres dangereuse<sup>1</sup>.

Ce langage ne manquait pas d'habileté : on voulait rattacher les intérêts du roi à ceux de l'Université, en affirmant que le royalisme ne pouvait que gagner par l'instruction universitaire, tandis que fatalement il perdrait par l'établissement de collèges des Jésuites.

Henri IV répondit en roi qui prétend être parfaitement informé de tout, et se montre absolument résolu à suivre sa volonté. Dans son discours perce, à la fois, une certaine mauvaise humeur et quelque peu d'ironie.

« Je vous sçay bon gré, dit-il, du soing que vous avés de ma personne et de mon Estat. J'ay toutes vos conceptions en la mienne ; mais vous n'avés pas la mienne aux vostres. Vous m'avés proposé des difficultez qui vous semblent grandes et considerables, et n'avés sceu que tout ce que vous avés dit a esté pensé et considéré par moy il y a huict ou neuf ans, et que les meilleures resolutions pour l'advenir se tirent de la consideration des choses passées, desquelles j'ay plus de cognoissance qu'autre qui soit. Mais il y a eu de sevéres condamnations non seulement par le Parlement,

<sup>1</sup> Dans recueil : *Pour les Universitez de France....*, recueil VI, p. 7-21 : *Remonstrances de la cour de Parlement de Paris sur le rétablissement des Jésuites....*

mais par la Faculté de théologie. Il n'y a pas à s'arrêter à ces condamnations. Quant à la Sorbonne, si elle a prononcé contre les Jésuites, « ça a esté sans les cognoistre. » L'Université a mesme « occasion de les regretter, puisque par leur absence elle a esté comme deserte, et les escoliers, nonobstant tous vos arrests, le sont esté chercher dedans et dehors mon royaume. Ils attirent à eulx les beaux esprits et choisissent les meilleurs, et c'est de quoy je les estime.... je les tiens nécessaires à mon Estat ; et, s'ils y ont esté par tolerance, je veux qu'ils y soient par arrest. Dieu m'a fait la grace de les y restablir par edict. Ils sont nez en mon royaume et sous mon obeissance. Je ne veux entrer en ombrage de mes naturels subjects.... Laissez moy conduire ceste affaire : j'en ay manié d'autres bien plus difficiles ; et ne pensés plus qu'à faire que je vous dis <sup>1</sup>. »

Il n'y avait ni à résister ni à tergiverser. Les lettres patentes furent enregistrées le 5 janvier suivant.

Grâce à la bienveillance royale, les enfants de Loyola fondaient même, en dehors des lieux spécifiés dans ces lettres patentes, des collèges et des résidences. A Billom, Bourges, Poitiers, Moulins, s'ouvraient des établissements d'instruction, tandis qu'à Tournon, où ils enseignaient la grammaire, ces religieux furent autorisés à donner des leçons de mathématiques, de philosophie et de théologie. Reims leur ouvrait ses portes sur la demande de l'archevêque. Un peu plus tard, ce fut le tour d'Orléans et de Roanne. Fontenay-le-Comte voyait s'élever un noviciat. Dans le Béarn, le roi décida que, « sans avoir égard aux anciens arrests, ils fussent admis et receus à faire exercice de la religion catholique romaine tout ainsi que les religieux des autres ordres. » Il gratifia même de 300,000 livres leur collège de La Flèche <sup>2</sup>. A Paris, en 1606, il leur fut permis d'habiter leur maison de Saint-Louis et leur collège de Clermont, et d'y faire « toutes les fonctions ordinaires et accoustumées » en leur ordre. Les leçons publiques étaient exceptées <sup>3</sup>. Tout cela semblait bien présager la résurrection de l'ancien collège.

Le 12 octobre 1609, le roi signait, à Fontainebleau, des lettres patentes où nous lisons :

<sup>1</sup> *Lettres missives de Henri IV*, publiées par M. Berger de Xivrey, t. VI, p. 182-184.

<sup>2</sup> M. Jourdain, *Hist. de l'Univers. de Paris*, ... pp. 37, 49.

<sup>3</sup> *Pour les Universitez*..., recueil VI, p. 45-47 : *Lettres patentes par eux obtenues le 27 juillet MDCVI*....

Et maintenant que nous sçavons qu'il est utile et necessaire pour le bien de nos subjects que les dicts Jesuites fassent lecture publique de la theologie en nostre bonne ville de Paris, de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance et autorité royalle, et pour bonnes et grandes considerations à ce nous mouvans, avons par les presentes, pour ce signées de nostre main, permis et permettons aux dicts Jesuites faire quant à present lecture publique de la theologie en leur college de Clermont à jours et heures commodes. Et pour ce vous mandons que ceste presente nostre permission vous ayez à lire et registrer, du contenu en icelle faire jouir et user les dicts Jesuites pleinement, paisiblement et perpetuellement, sans en ce leur faire ou donner ny permettre estre faict, mis ou donné aucun empeschement au contraire, lequel si faict, mis ou donné leur estoit, voulons estre par vous mis incontinent et sans delay à pleine et entiere delivrance et au premier estat....; car tel est nostre plaisir <sup>1</sup>.

La concession royale n'était pas de sitôt attendue. Ce fut pour l'Université un coup terrible. La Faculté de théologie se trouvait directement atteinte.

Le 7 novembre, les députés ordinaires de l'Université se réunirent au collège de Calvi <sup>2</sup>. Il y fut décidé que l'*Alma Mater* ferait opposition à l'enregistrement. Cette décision fut confirmée, le 9 du même mois, par chaque Faculté en assemblée particulière.

La Faculté de théologie marcha vaillamment à la tête des opposants. Rien ne l'arrêtait, pas même la crainte de déplaire au roi. Elle eut, le 16 du même mois, une assemblée plénière à la Sorbonne. Plusieurs orateurs se firent entendre, Richer entre autres. Il y avait unanimité dans les sentiments, identité dans le langage, uniformité dans les conclusions : les Jésuites ne devaient pas enseigner à Paris. Les discours peuvent se résumer en ces quelques lignes d'après la conclusion même de la Faculté.

La question est de savoir comment la Faculté de théologie et même l'Université entière pourront se soutenir, si une fois les Jésuites régentent à Paris. Les Pères ont déjà en France près de trente-cinq collèges, d'où l'on voit sortir tous les jours des essaims d'écoliers grossissant sans cesse. De partout ils peupleront leur collège de Paris, et feront de l'Université une

<sup>1</sup> Pour les Universitez de France...., recueil VI, p. 48-50; Félibien et Lobineau, *Hist. de la ville de Paris*, t. IV, p. 36.

<sup>2</sup> Les députés ordinaires de l'Université étaient le recteur, les doyens des Facultés et les procureurs des Nations.

vraie solitude. Ils agiraient bien mieux en se concentrant dans les provinces où l'on manque de professeurs de théologie, tandis qu'à Paris on en a beaucoup, et de très habiles. Mais il y a autre chose. Les Révérends Pères n'entendent pas se limiter à la théologie. Ils se proposent parfaitement bien de se livrer aussi à l'enseignement des humanités. Conséquemment, ce serait chez eux une sorte d'Université. Les Jésuites, en effet, ont pour habitude de se glisser imperceptiblement, de ramer comme les matelots, le dos tourné vers la proue, et de diriger toujours leur barque vers le port désiré. Ils commencent leurs attaques par la Faculté de théologie comme étant en meilleur état de résistance, et malgré cela ils comptent sur le succès; triomphe qui leur assurerait celui des autres Facultés et, par là, leur procurerait la conquête des plus fameux collèges universitaires. La Faculté de théologie, qui est la première du monde, doit se faire un point d'honneur de combattre pour sa défense et son salut <sup>1</sup>. Du reste, on ne doit pas supposer qu'un roi aussi juste que Henri IV veuille pousser la complaisance pour les Jésuites jusqu'à la ruine de sa fille aînée <sup>2</sup>, qui a rendu tant de services à l'État et à l'Église de France.

Et qu'on ne vienne pas alléguer que les Jésuites désirent « ardemment » être membres et amis de l'Université. « Peut-on les en croire sur leur parole, eux qui recherchent nostre amitié toutes les fois qu'ils font quelque chose contre l'Université, et qui n'ont pas plus tost réussi dans leurs desseins qu'ils nous meprensent, nous et tout ce qui nous appartient, d'une ma-

<sup>1</sup> « Que si ç'a esté une chose si salutaire et si glorieuse pour les docteurs de Louvain que de s'opposer aux Jesuites, la Faculté de theologie, qui estoit la premiere escole du monde, ne devoit-elle pas, à plus forte raison, se faire un point d'honneur et regarder comme un point decisif de combattre contre ces Peres pour sa defense et sa conservation ? »

<sup>2</sup> Rappelant ce qu'on reprochait aux Jésuites, à savoir qu'ils étaient institués « pour suppléer aux défauts de tous les ordres, de toutes les religions, de tous les couvens du monde chrestien, pour corriger ce qu'il y a de defectueux, pour redresser ce qui n'est pas conforme aux regles et pour imposer silence aux orgueilleuses escoles des Universitez, » l'on ajoutait : « Qu'il ne falloit donc pas s'étonner qu'ils ne voulussent point souffrir d'égal, pas mesme d'inférieur dans l'art de professer, à moins qu'il ne se laissast conduire à la fantaisie des Peres de la Société, comme un cheval bien dressé se laisse conduire au gré d'un bon Académiste. De là venoit que, dans presque toute l'Italie, en Piemont, en Lombardie, en Flandre et en Pologne, les Jesuites dominoient dans les sciences et dans la littérature; qu'il ne leur restoit plus en France que l'Université de Paris à dompter... »

niere insultante?... S'ils nous font tant de mal n'estant pas de l'Université, combien plus en feroient-ils s'ils en estoient ! »

Il fut arrêté, « du consentement unanime de tous docteurs, » qu'on formulerait un double recours, l'un au roi, l'autre au Parlement, aux fins de faire retirer à la Compagnie de Jésus le droit d'enseigner à Paris ou, au moins, d'empêcher l'homologation de la concession fatale. De plus, tous les docteurs prirent l'engagement de prêter au chef de l'*Alma Mater* un secours efficace pour le triomphe de la cause universitaire <sup>2</sup>. Les autres Facultés furent également unanimes dans l'adoption des mêmes résolutions <sup>3</sup>.

La mort du roi, sous le poignard de Ravallac, laissait les choses en l'état.

## II.

Le 27 mai, jour du supplice du régicide, cet arrêt était rendu :

La Grand'Chambre, Tournelle et de l'Edict assemblez, procedant au jugement du procez criminel et extraordinaire fait à la requeste du procureur general du Roy, pour le tres meschant, tres cruel et tres detestable parricide commis en la personne sacrée du Roy Henry IV; ouï sur ce le procureur general du Roy, a ordonné et ordonne que, à la diligence des doyen et syndic de la Faculté de theologie,

<sup>1</sup> Du Plessis d'Argentré, *Collectio judiciorum de novis erroribus...*, Paris, 1728-1736, in-fol., t. II, par. II, p. 2-8 : *Conclusio sacrae Facultatis theologiae, qua deducuntur rationes oppositionis litteris PP. Societatis Jesu obtentis ab Henrico IV....* La *Conclusio* est également ici en français.

V. aussi : *Pour les Universitez de France....* recueil VI, p. 51-61; *Censures et conclusions de la Sacrée Faculté de theologie de Paris touchant la souveraineté des rois..., la fidelité que leur doivent leurs sujets, la sûreté de leurs personnes et la tranquillité de l'Etat*, Paris, 1720, in-4, p. 160-169, où la conclusion est aussi en latin et en français.

Il est à remarquer que la *Collectio* et les *Censures et conclusions* font lire dans ces deux langues les actes motivés de la Faculté de théologie sur le grave sujet qui nous occupe. Souvent ces actes étaient imprimés et jetés dans le public, ce dont parfois se plaignaient les Jésuites.

Quant à nous, lorsque nous faisons des citations, nous reproduisons le texte français.

<sup>2</sup> *Collect. judicior...., ibid.*, p. 8 : *Conclusio S. Facultatis. ...; Cens. et conclus....*, p. 169.

<sup>3</sup> *Collect...., ibid.*, p. 3 : « Le lundi neuviesme jour de novembre, toutes les Facultés de l'Université s'estoient elles-mesmes assemblées chacune en leur particulier et avoient separement resolu d'empescher pareillement cette nouveauté. » Mais la Faculté de théologie, pour donner « plus de force » à l'opposition, jugea à propos de convoquer, pour le 16, une nouvelle assemblée de ses docteurs. De là, la *Conclusio*.

ladicte Faculté sera assemblée au premier jour, pour deliberer sur la confirmation du decret d'icelle du 13 décembre 1413, resolu par censure de cent quarante un docteurs de ladicte Faculté, depuis autorisé par le Concile de Constance, à savoir qu'il n'est loisible à aucun, pour quelque cause et occasion qui puisse estre, d'attenter aux personnes sacrées des Roys et autres princes souverains. »

La décision à intervenir devait être signée par tous les docteurs de la Faculté ayant assisté à la délibération, et aussi par tous les bacheliers en cours de théologie ; puis être communiquée au procureur général et à la Cour, afin d'être ordonné « ce que de raison <sup>1</sup>. »

Le Parlement se proposait de frapper les pernicieuses doctrines, mais il espérait aussi atteindre les Jésuites, dont quelques-uns, au milieu des troubles de la Ligue, n'avaient pas été indemnes sous ce rapport.

Relativement au décret théologique du 13 décembre 1413, il faut se rappeler qu'il avait été porté à la suite du meurtre du duc d'Orléans par ordre du duc de Bourgogne. Pour justifier ce crime, le triste docteur Jean Petit, créature de ce dernier, avait essayé d'établir, dans une réunion solennelle à l'hôtel Saint-Paul, qu'il est licite, honorable, méritoire, de tuer un tyran. Or tel était le duc assassiné. Dès lors, le roi devait être satisfait. Il devait même « pardonner et remercier » le duc de Bourgogne. Gerson s'éleva contre une pareille doctrine. La Faculté fit cause commune avec le célèbre chancelier. Un peu plus tard (6 juillet 1415), le Concile de Constance anathématisait cette proposition : « Tout tyran peut et doit être tué licitement et méritoirement par tout vassal ou sujet, et même au moyen d'embûches, trompeuses flatteries ou adulations, nonobstant tout serment, toute alliance faite avec lui, et sans attendre la sentence ou le mandement d'aucun juge <sup>2</sup>. »

Le 4 juin, la Faculté réunit ses docteurs à la Sorbonne. Pour satisfaire à l'arrêt, qui ordonnait « chose si juste et nécessaire, » elle rédigea la délibération suivante :

La sacrée Faculté, après avoir exactement et soigneusement

<sup>1</sup> Collect..., *ibid.*, p. 9-10, arrêt dans *Conclusio S. Facultatis*....

<sup>2</sup> V. notre ouvrage, *La Faculté de théologie de Paris*..., *Moyen Age*, t. IV, pp. 89 et suiv.

examiné les opinions de tous les docteurs en general et de chacun en particulier, est d'avis : premierement, que l'ancienne censure de ladite Faculté, confirmée par le Concile de Constance, soit non seulement renouvelée, mais aussi bien imprimée en l'esprit de tous les hommes ; secondement, que c'est chose seditieuse, impie et heretique, d'attenter et mettre les mains violentes sur les sacrées personnes des Roys et princes, quelque pretexte que tout subject, vassal ou estranger quelconque puisse prendre ou rechercher. » Elle ajoutait en troisième lieu : La Faculté « veut et arreste que tous les docteurs et bacheliers en theologie, au jour que l'on a de coutume de faire serment de garder les statuts et articles de ladite Faculté, jureront aussi et promettront, sous leur seing, d'enseigner la verité de ce decret, soit quand ils liront des leçons en theologie ou prescheront la parole de Dieu.

Dans son zèle, la Faculté n'entendait pas se borner à communiquer sa décision au Parlement. Elle statuait qu'elle serait livrée au public et en latin et en français <sup>1</sup>.

Le Parlement n'eut pas besoin de se reporter au temps de la Ligue pour en tirer des accusations. Un livre vint le servir à souhait. Ce livre était dû à la plume d'un Jésuite espagnol de renom, Jean Mariana. Il était publié, au delà des monts, depuis quelques années déjà (1599). Il avait pour titre : *De Rege et Regis institutione*, et était dédié à Philippe III lui-même : *ad Philip-pum III, Hispaniae Regem catholicum*.

Du principe que la souveraineté réside essentiellement dans la nation, l'auteur tirait, avec plus ou moins de logique, ces conséquences extrêmes :

1° Tout particulier peut mettre à mort un usurpateur de la souveraineté : *perimi a quocumque, vita et principatu spoliari posse*.

2° Un prince légitime, qui refuse de déférer aux remontrances de la nation, peut être déclaré par elle ennemi public, par elle condamné à mort, et tout particulier peut exécuter la sentence : *Et si res ferat neque aliter se respublica tueri possit, eodem defensionis jure ac vero poliori auctoritate et propria principem*

<sup>1</sup> *Collect. judicior....*, t. II, par. II, p. 9-12, où se trouvent les textes latin et français : *Conclusio S. Facultatis theologiae Parisiensis contra impios et execrabiles regum et principum parricidas; Censures et conclusions de la Sacrée Faculté de théologie de Paris touchant la souveraineté des rois....* Paris, 1720, in-4, p. 135-140.

*publicum hostem declaratum ferro perimere, eademque facullas esto cuicumque privato qui, spe impunitatis abjecta, neglecta salute, in conatum juvandi rempublicam ingredi voluerit.*

3° Dans l'impossibilité de réunir les représentants de la nation, s'il est certain que le vœu public soit pour la mort du tyran, un particulier est exempt de faute en satisfaisant lui-même à ce vœu : *qui votis publicis favens eum perimere tentavit haudquaquam inique eum fecisse existimabo* <sup>1</sup>.

L'ouvrage parut avec le privilège du roi et la permission du visiteur de la Compagnie dans la province de Tolède, sous le supérieurat général de Claude Aquaviva.

Si ces lémérités doctrinales se produisaient ainsi en Espagne et sous la monarchie absolue de Philippe III, non seulement impunément, mais avec les autorisations requises et l'agrément royal, il en fut autrement en France.

Armé de la décision de la Faculté de théologie, le Parlement, c'est-à-dire la grand'chambre, la Tournelle et la chambre de l'Édit, se réunit le 8 juin 1610 et, sur les conclusions du procureur général, statua en ces termes :

Ladite Cour a ordonné et ordonne que ledit decret du 4 du present mois de juin sera enregistré es registres d'icelle, et leu par chacun an à pareil jour 4 juin en l'assemblée de ladite Faculté et publié au premier jour de dimanche es prosnes des paroisses de ceste ville et fauxbourgs de Paris ; ordonne que ledit livre de Mariana sera bruslé par l'executeur de la haute justice devant l'église de Paris ; et a fait et fait inhibitions et defenses à toutes personnes, de quelque estat, qualité et condition qu'elles soient, sous peine de crime de leze majesté, d'escrire ou faire imprimer aucuns livres ou traictez contrevenans auxdits decrets et arrest d'icelle,

Lecture de la décision théologique était également prescrite, dans le ressort de la juridiction parlementaire, le même dimanche, aux prônes des messes paroissiales des villes et faubourgs. Aux baillis et sénéchaux il était enjoint de publier, suivant la forme accoutumée, la décision et l'arrêt <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ces citations dans le liv. I, chap. vi, vers la fin. Dans le langage des théologiens, le tyran n'est pas seulement l'usurpateur ou le prince qui abuse de son autorité, mais le souverain qui se maintient au pouvoir contre la volonté de la nation.

<sup>2</sup> *Collect. judicior...., ibid., p. 12-13 : Arrest de la cour de Parlement de Paris.... V. aussi Censures et conclusions...., p. 141-142.*



Il y avait là quelque chose d'anormal. De quel droit le Parlement ordonnait-il la lecture de la décision aux prônes des messes paroissiales ? N'y avait-il pas empiètement réel sur la juridiction de l'ordinaire ? Aussi l'évêque de Paris porta-t-il plainte près de la reine mère. Le nonce formula aussi des doléances. L'évêque et le nonce estimaient, d'autre part, que le Parlement n'aurait pas dû s'immiscer dans la question doctrinale, en condamnant le livre de Mariana <sup>1</sup>.

Mais la sentence du Parlement, dans sa partie principale, avait été exécutée le jour même où elle avait été rendue : le livre fut livré aux flammes au parvis de Notre-Dame <sup>2</sup>.

La situation devenait très critique pour les Jésuites. S'ils complaient de sincères partisans, ils voyaient aussi s'élever contre eux d'ardents adversaires, même dans le clergé et parmi les ordres religieux. L'Estoile nous apprend que, « le dimanche 6 juin, frère Anselme Cochu, jacobin, à Saint-Gervais, le matin et, après dîner, l'abbé du Bois, de l'ordre de Cisteaus, à Saint Eustace, donnerent fort sur les Jesuites. » Ce dernier alla jusqu'à dire qu'ils « estoient cause en partie du malheureux assassinat commis en la personne sacrée du feu Roy, et que les Jesuites l'avoient tué <sup>3</sup>. »

Le P. Coton était toujours à la cour. Confesseur de Henri IV, il dirigeait également la conscience du jeune Louis XIII, et jouissait d'un grand crédit auprès de la reine mère.

Comme réponse aux ennemis de l'ordre, il publia, sans retard, une *Lettre declaratoire de la doctrine des Peres jesuites conformement au decret du Concile de Constance, adressée à la Royne mere du Roy, regente en France*. Le privilège est du 26 juin de la même année 1610. La *Lettre* parut au commencement de juillet <sup>4</sup>.

Le P. Coton ne pouvait nier la doctrine de Mariana. Il opposa à ce dernier les Jésuites qui avaient réprouvé le tyranicide. Il nommait, analysant les passages à l'appui de l'assertion : les cardinaux Tolet et Bellarmin, Grégoire de Valence, Alphonse Salmeron, Martin del Rio, Martin Becan, Jacques Gretzer, Léonard Lessius, Nicolas Serier, Sébastien Heissius. Ce

<sup>1</sup> M. Jourdain, *op. cit.*, p. 56 avec renvois.

<sup>2</sup> *Collect. judicior....*, *ibid.*, p. 13 : *Procez verbal de l'exécution de l'arrest....*

<sup>3</sup> *Registre-journal de Louis XIII*, collect. Michaud et Poujoulat, p. 604.

<sup>4</sup> Paris, 1610, in-12.

dernier établissait même, « par les propres paroles de Mariana, qu'il a parlé de sa teste, et que, s'apercevant qu'il excédoit les limites de la doctrine commune, avoit recogneu qu'il estoit subject à erreur, et s'estoit soumis à la censure de qui que ce fust. » Si donc, concluait le P. Coton, « telles les sentences de ces docteurs graves et signalez de nostre Compagnie, quel prejudice peut apporter l'opinion particuliere de Mariana à la reputation de tout un ordre, lequel, estant selon son institut extremesment jaloux de la manutention des saintes ordonnances de l'Eglise et respectant la puissance et autorité des Roys qui pour le temporel relevent de Dieu seul, a dès longtemps desavoué la legereté d'une plume essorée et nommement en la congregation de France tenue en cette ville de Paris, l'an 1606? » Dans cette congrégation, on demanda au P. Claude Aquaviva, général de l'ordre, de réprimander ceux qui avaient écrit « au prejudice de la couronne de France » et de supprimer leurs livres. Le général répondit : « Nous avons approuvé le jugement et le soin de vostre congregation et avons esté grandement attristés que l'on ne se soit apperceu de cela qu'après l'impression de tels livres ; lesquels toutefois nous avons soudain condamnez d'estre corrigez et aurons soin très exact desormais que telles choses n'adviennent. »

Mais quelle était donc réellement sur la matière la doctrine de la Compagnie ? Le P. Coton la résuma en ces quelques points :

1° La Compagnie n'a pas d'autre doctrine que la doctrine de l'Eglise.

2° Le gouvernement de l'Eglise appartient au vicaire de Jésus-Christ, celui du royaume de France au roi.

3° Les rois, « chris du Seigneur, » sont « inviolables et doivent estre respectez comme choses saintes et sacrées. »

4° Les rois sont établis par Dieu, et il n'est permis ni de leur désobéir, ni de se révolter contre eux.

5° Attenter à leur vie est un « execrable parricide, » un « forfait prodigieux et detestable sacrilege. »

6° Le décret du Concile de Constance « doit estre receu de tous et maintenu inviolable » et la déclaration de la Sorbonne est « saine, sainte et salutaire. »

Le général de l'ordre, Claude Aquaviva, intervint lui-même alors par un décret qui fut lancé dans le public. Par ce décret contre la

*pernicieuse doctrine d'attenter aux personnes sacrées des rois*, défense absolue et sous peine d'excommunication était faite à tous les religieux de la Compagnie « de soutenir qu'il soit loisible à tout particulier, sous prétexte de tyrannie, de tuer les rois ou princes ou d'attenter à leurs personnes. » Ce serait là, ajoutait-il, ouvrir la voie aux perturbations sociales et compromettre grièvement l'existence de ceux que Dieu a constitués pour gouverner les peuples <sup>1</sup>.

Grâce à de puissants patronages, les Jésuites allaient sortir légalement de l'épreuve. Le 20 août, ils obtenaient des lettres patentes qui ajoutaient même aux concessions précédentes celle d'enseigner les humanités au collège de Clermont. Ces lettres étaient habilement rédigées.

On rappela d'abord ce qu'avait fait Henri IV :

Le feu Roy dernier decedé, nostre très honoré sieur et père d'heureuse memoire, que Dieu absolve, ayant par son edit du mois de septembre 1603 remis les Peres Jesuites en ce royaume, ne voulut qu'ils peussent establir aucun college ou residence en quelque lieu que ce soit, sans son expresse permission. Et depuis, par ses lettres du 27 de juillet 1606, registrées en nostre dit Parlement le 21 aout au dit an, leur permit de resider en nostre bonne ville de Paris et y faire les fonctions de leur vocation en leur maison professe de Saint Louis et leur college appellé de Clermont, excepté pour la lecture en classes publiques qu'il ne voulut qu'ils fissent pour lors, jusqu'à ce qu'il eust sur ce déclaré sa volonté.

Henri IV, nous l'avons vu, s'était même prononcé, en 1609, pour les leçons de théologie.

Quant à nous, voyant que plusieurs habitans de nostre dite ville envoient avec grande incommodité leurs enfans estudier aux autres lieux ou lesdits Jesuites font lecture publique, et qu'il est plus utile pour nos sujets que leurs enfans estudient en nostre bonne ville de Paris, où toutes sortes de sciences et exercices honnestes abondent, et le langage françois y est plus pur et plus poli qu'ailleurs, joint qu'en estudiant ils apprennent insensiblement les formes et façons de vivre qu'il faut observer en nostre cour et suite, et l'honneur qu'ils

<sup>1</sup> M. Jourdain, *Hist. de l'Univers. de Paris*, p. 57, avec renvois. M. Jourdain a eu entre les mains « une réimpression de cette pièce, Paris, 1614, in-12; la pièce est annexée à l'ouvrage de Richer, *Hist. Acad. Par.*, t. IV, p. 160. » Cet ouvrage de Richer est resté inédit et se trouve à notre Bibliothèque nationale, ms. lat. 9943-9948.

sont tenus rendre à nous et à nos cours souveraines, les principales desquelles sont establies à Paris, » nous croyons devoir confirmer les concessions du feu roi et en ajouter de nouvelles.

Que l'Université ne s'effraie pas. Elle y trouvera son bien ; car, ceci est notoire, de ce que « lesdits Jesuites ne font lecture publique en leur college de Clermont, diminue l'affluence des escoliers de l'Université de ladite ville, » de cette glorieuse Université que « nous desirons restablir et remettre en son ancienne splendeur, voire augmenter, s'il est possible. »

Voici la conclusion, qui se faisait pressentir :

Pour ces causes et autres bonnes et grandes considerations à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, grace speciale, plaine puissance et autorité royale, mesmes par advis de la Royne regente, nostre très honorée dame et mère, et la volonté que nous scavons que nostre dit feu sieur et père avoit, avant son decez, de remettre les dites lectures et college, avons ausdits Jesuites permis faire leçons publiques en toutes sortes de sciences et autres exercices de leur profession audit college de Clermont <sup>1</sup>....

Il y avait dans les considérations royales beaucoup de bienveillance pour les Jésuites, et pour l'Université plus de courtoisie que de logique. Mais, ne fallait-il pas quand même consoler, rassurer l'*Alma Mater* ?

Notification des lettres patentes fut faite au recteur le 26 suivant. Celui-ci convoqua les députés ordinaires de l'Université. Ces députés se prononcèrent, à l'unanimité, pour l'opposition à l'enregistrement. Néanmoins, cette unanimité ne se maintenait pas dans toutes les Facultés. Il y avait des dissidents qui se montraient favorables aux Jésuites. Une Faculté, celle de décret, se désintéressait et s'isolait. Mais le recteur, s'en tenant à la décision des députés, signifia l'opposition universitaire <sup>2</sup>.

L'affaire s'engagea judiciairement. Elle fut appelée le 6 septembre et renvoyée au lendemain, dernier jour d'audience avant les vacances. L'Université demanda l'ajournement jusqu'à la reprise des séances. Les Jésuites s'y opposèrent. L'avocat

<sup>1</sup> *Pour les Universitez de France...*, recueil VI, p. 64-67 ; *Hist. de la ville de Paris*, t. IV, p. 36-37.

<sup>2</sup> M. Jourdain, *op. cit.*, p. 59, avec *Pièces justificat.*, p. 34-36, et autres renvois, et aussi *Pour les Universitez de France...*, p. 68-78, où Actes d'opposition, V. également *Mercur. franç.*, Première Continuat., fol. 170.

général, qui parlait au nom du procureur, appuyait l'opposition. Mais la Cour se prononça pour l'ajournement <sup>1</sup>.

Les Protestants, non par amour de l'Université, mais par intérêt, — car leur cause ne pouvait que gagner à ces luttes — prenaient parti contre les Jésuites. Un livret, où l'on s'efforçait de prouver que les Jésuites étaient *coupables et auteurs du parricide execrable commis en la personne du Roy tres chestien Henry IV, d'heureuse memoire*, était alors donné au public. C'était l'*Anticoton ou refutation de la Lettre declaratoire* du religieux <sup>2</sup>. Le ministre Du Moulin passait pour en être l'auteur.

Une autre virulente attaque se produisait, sous le nom de l'Université, dans une requête à *la Royne regente et à nosseigneurs les princes et seigneurs du Conseil* <sup>3</sup> : les doctrines politiques des Jésuites ne permettaient ni de les recevoir dans l'Université, ni de leur confier l'enseignement. Disons immédiatement que cette requête n'était pas l'œuvre de l'Université, qui s'empressa de la désavouer <sup>4</sup>.

Les Jésuites, d'autre part, avaient des défenseurs. Une *Remonstrance tres humble à Messieurs de la Cour de Parlement* était jetée dans le public. Elle était signée : PELLETIER. Elle recommandait le *bon droict que poursuivent les Peres Jesuites sur leur restablisement dans l'Université de Paris, nonobstant les calomnies qu'on seme aujourd'huy contre eux* <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Pour les Universitez de France..., p. 80-84, où des Extraits des registres du Parlement.

<sup>2</sup> S. l., 1610, in-8.

<sup>3</sup> S. l. n. d., in-8.

<sup>4</sup> *Collectio judiciorum*..., *ibid.*, p. 14; M. Jourdain, *op. cit.*, *Pièces justific.*, p. 36 : « la Faculté de théologie disait « reprobandum libellum; » et le recteur concluait : « Reprobare libellum jam editum tanquam scriptum ab Academia nec illum agnoscere, et reprobare omnes qui deinceps nomine Academiae et pro Academia conscribant, si qui forte conscribant sine nomine, cognomine et conditione sive qualitate auctoris et sine licentia rectoris et Academiae. »

La *Conclusion* de la Faculté est du 15 septembre 1610. Elle renvoyait le livre au recteur. Le recteur, d'accord avec les députés de l'Université, portait son décret dès le lendemain.

Il est juste d'ajouter que la Faculté le réprouvait surtout *quod valde esset contumeliosus in summum pontificem*.

Le *Mercur françois*, de son côté, en désignant le pamphlet sous le nom de « remonstrance de l'Université à la royne regente et à nos seigneurs du conseil directement contre les Jesuites, » le juge « d'un assez beau stile et de pointes assez vives. » (*Mercur*..., Paris, 1610, an. 1610, fol. 499 v°.)

<sup>5</sup> Paris, 1610, in-12.

Le procès ajourné s'engagea après la Saint-Martin. Les Jésuites, n'étant pas sûrs du succès, demandèrent, à leur tour, une remise. Ils n'obtinrent qu'un délai de quelques jours. Mais, au jour fixé pour les débats, ordre de la reine fut signifié au recteur de ne point porter plainte et au Parlement de surseoir à toute délibération <sup>1</sup>.

Le Parlement et la Faculté de théologie allaient prendre une sorte de revanche sur un autre terrain, le terrain doctrinal, où ils avaient déjà victorieusement combattu.

### III.

Guillaume Barclay, professeur de droit à l'Université de Pont-à-Mousson, s'était fait le champion, assez modéré du reste, de la doctrine du droit divin des monarques. D'abord, en 1600, dans le *De Regno et regali potestate*, ouvrage dédié à Henri IV. S'il n'admettait pas que Dieu constituât immédiatement les monarques, s'il enseignait que le Roi du ciel se bornait à ordonner d'établir les rois de la terre, il n'admettait point que les monarques, une fois constitués, pussent être privés de leur autorité. Nous lisons, en effet, à la fin du chapitre second du troisième livre : « Le peuple peut établir un roi, mais il ne peut nullement lui enlever le sceptre ; et si on devient roi par la volonté du peuple, on ne cesse pas de l'être par une volonté contraire du même peuple, quand on a été placé légitimement sur le trône ; car, après l'acte qui a fait le roi, il ne reste plus au peuple rien à donner à celui-ci et le peuple ne peut rien lui enlever sans injustice. » A la fin du chapitre vi du même livre, l'auteur s'efforçait de prouver, avec force arguments, que *les rois, si mauvais soient-ils, sont supérieurs au peuple et qu'il faut les abandonner au jugement de Dieu*. En 1609, Barclay revenait sur la même question et accentuait la même doctrine dans le *De Potestate papae, an et quatenus in principibus saeculares jus et imperium habeat*. C'était, en particulier, la négation même de ce qu'on appelle le *pouvoir indirect* dans les choses civiles.

Le célèbre Jésuite Bellarmin prit la plume pour combattre cet absolutisme et cette irresponsabilité des souverains, et reven-

<sup>1</sup> *Pour les Univers. de Franc....*, p. 85-86.

diquer pour le pape ce qu'il estimait légitime. De là, en 1610, le *Tractatus de potestate summi pontificis in rebus temporalibus, adversus Guillelmum Barclaium*.

Le Parlement s'émut non des doctrines de Barclay, mais de celles de Bellarmin. C'était naturel. En frappant ce dernier, le Parlement espérait frapper de nouveau et du même coup la Société ennemie.

Le 26 novembre, le jour même où Marie de Médicis avait transmis l'ordre de ne pas donner suite au procès engagé, Louis Servin, premier avocat du roi, assisté de Louis Duret, premier substitut du procureur général, requit longuement contre le livre de l'illustre cardinal, et cela dans l'intérêt de la royauté. Il s'appuyait, en particulier, sur saint Pierre et saint Paul, ces deux grands apôtres qui enseignaient, le premier qu'il faut être *soumis au roi*, le second que les *puissances sont ordonnées par Dieu*. « Pour doncques, concluait-il, garder les bons François qu'ils ne soient deceus, luy qui parle, se ressentant obligé par la conscience et la qualité d'avocat du Roy de faire franchement ce qui est de sa charge, apporte le livre du cardinal Bellarmin minuté durant la vie de nostre grand Roy Henri IV, sous le regne duquel on n'eust osé le publier, et esclos depuis sa mort, auquel livre il a cotté les passages » dangereux. En conséquence, il demandait, au nom du roi : 1<sup>o</sup> que défense fût faite à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles fussent, « de recevoir, avoir, retenir, imprimer ou faire imprimer ce livre de Bellarmin, sous peine d'estre desclarées criminelles de leze majesté au premier chef ; » 2<sup>o</sup> qu'il fût enjoint « à tous ceux qui en ont ou auront, sçauront ou pourront sçavoir ou il y en a dans le royaume, de le declarer aux substituts du procureur general, pour estre les exemplaires supprimés comme en estant la doctrine contraire a la dignité, autorité et souveraineté royale ; » 3<sup>o</sup> qu'il y ait prohibition générale, sous la même peine, « d'escire ou enseigner aux escoles ou ailleurs pareille doctrine <sup>1</sup>. »

Ce même jour, la Cour rendit un arrêt en conformité des conclusions du réquisitoire. L'arrêt affirmait que l'ouvrage renfermait « une fausse et detestable proposition, tendante à l'ever-

<sup>1</sup> *Collect. judicior....*, t. II, par. II, p. 19-34, où réquisitoire.

sion des puissances souveraines, ordonnées et établies de Dieu, soulèvement des sujets contre leur prince, soustraction de leur obéissance, induction d'attenter à leurs personnes et Etats, troubler le repos et tranquillité publique <sup>1</sup>. »

Là encore, l'on avait compté sans les amis des Jésuites et l'intervention du nonce, qui ne pouvait admettre qu'on traitât de la sorte un si grand prince de l'Eglise. Le représentant du Saint-Siège, appuyé par le cardinal du Perron, déféra l'affaire au Conseil privé. Une surséance à l'arrêt du Parlement fut obtenue, « pour certaines bonnes causes et considérations <sup>2</sup>. »

Après le Parlement, la Faculté de théologie. L'*Anticoton* avait suscité une réponse. Cette réponse, œuvre d'un Jésuite, était naturellement, à la fois, la défense de la *Lettre declaratoire* du P. Coton. Malheureusement il y avait tentative de justifier le livre de Mariana. La Faculté de théologie crut devoir, le 1<sup>er</sup> février 1611, formuler cette condamnation, assez mitigée du reste :

L'auteur de cette *Response apologetique* « n'a écrit assez considérablement ce qui suit : qu'il seroit en certaine maniere à desirer que Ravallac eüst leu Mariana ; » car cet auteur « ne s'accorde en façon du monde ni avec le Concile de Constance ni avec les conclusions d'icelle Faculté. » Toutefois, la Faculté n'entend pas « noter de censure ladite Apologie, » mais seulement en faire ressortir le « sens » et la « doctrine. » Quant à la doctrine du Concile, laquelle est sa propre doctrine, elle la maintient dans son intégrité et sa force <sup>3</sup>.

A l'appui de cette conclusion, quatorze propositions étaient extraites du livre de Mariana, en ce qui concerne la déposition d'un prince légitime <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> *Collectio*...., *ibid.*, p. 34-35, où arrêt.

V. aussi sur toute cette affaire : *Merc. franc.*, Première Continuation, fol. 24-26 ; *Registre-Journal de Louis XIII*, collect. Michaud et Poujoulat, p. 642.

<sup>2</sup> *Recueil de plusieurs Actes et Memoires remarquables pour l'histoire de ce temps*, 1612 ; *Collect. judicior*...., *ibid.*, p. 35-37.

<sup>3</sup> *Collect. judicior*...., *ibid.*, p. 37-39 : *Censura.... contra doctrinam eorum qui sacris regum et principum personis vim inferunt, quae habetur in libro cui titulus : RESPONSE APOLOGETIQUE A L'ANTICOTON* ...

V. *Censures et conclus. de la S. Faculté de theologie*...., p. 143-145, où également *Censura*.

<sup>4</sup> *Collect*...., *ibid.*, p. 39-40, où propositions : *Ex Marianae libro in quo tractat de ratione principis legitimi abdicandi*.

V. aussi *Censures et conclusions*...., p. 145-147.



Une difficulté surgit à ce sujet. Quatre docteurs ultramontains avaient donné leur approbation à la *Response apologétique*. C'était Joachim Forgemont, Nicolas Fortin, Raoul de Gazil, André Duval. S'estimant atteints par la condamnation de l'opuscule, ils refusèrent leur adhésion, et même en appelèrent au Conseil privé. Ce Conseil leur était favorable et la reine aussi.

La reine signifia à la Faculté, dans son assemblée ordinaire, 1<sup>er</sup> mars, que les docteurs n'eussent pas à *relire et confirmer* la conclusion du 1<sup>er</sup> février. Elle demandait à s'entretenir avec eux préalablement. Sur ce, la Faculté désigna deux docteurs avec le syndic qui était autorisé à s'en adjoindre d'autres.

L'assemblée allait se séparer, lorsqu'un huissier apporta un arrêt du Conseil privé, admettant la requête des quatre opposants. Il était dit dans l'arrêt que la conclusion avait été prise « contre les règles et l'usage de la Faculté, » que celle-ci « avait même excédé en cela son pouvoir, » que le syndic « l'avait extorquée par cabale, violence et tumulte. » Tous les docteurs protestèrent, déclarant « que les choses ne s'estoient pas ainsi passées, et que cet enoncé de la requête estoit faux et injurieux à toute la Faculté <sup>1</sup>. »

Les députés se rendirent près de la reine. Ils exposèrent la légitimité de la conclusion du 1<sup>er</sup> février ; car la doctrine de Mariana était réellement en opposition avec les décisions du Concile de Constance et celles de la Faculté, ce qu'ils montrèrent en quelques propositions claires et nettes. Ils furent assez heureux pour convaincre la reine, qui exprima sa surprise d'avoir été infidèlement informée. Ils firent entendre ensuite une énergique protestation contre la manière d'agir du Conseil privé, qui condamnait sans avoir cité et ouï la partie accusée. La reine répondit qu'elle en délibérerait avec le chancelier, mais qu'elle ne souffrirait pas qu'on portât atteinte aux privilèges de l'Université <sup>2</sup>.

Les Jésuites se trouvaient donc dans cette situation assez peu

<sup>1</sup> *Collectio...., ibid.*, p. 41 : *Conclusio S. Facultatis, qua nominantur deputati in gratiam conclusionis praecedentis.*

V. aussi *Censures et conclusions....*, p. 147-148.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 42 : *Conclusio S. Facultatis qua probat ea quae a deputatis gestae erant.* Cette conclusion est du 6 avril,

V. aussi *Censures et conclusions....*, p. 148-150.

légale et même assez critique : ils avaient des lettres patentes, mais non enregistrées, un arrêt du Conseil privé, mais attaqué ; de plus, la Compagnie était indirectement atteinte par une condamnation de la haute cour judiciaire et par une conclusion de la première Faculté. Ajoutons que la reine, bien disposée d'abord, paraissait ébranlée.

## IV.

Malgré tout, les vaillants religieux se berçaient de l'espérance d'ouvrir leur collège à la rentrée des classes. Six ou huit récents étaient désignés et on comptait déjà sur une centaine d'élèves.

L'Université veillait. Elle introduisit une instance à l'effet de faire juger le procès pendant depuis une année. Les adversaires, de leur côté, pensèrent qu'ils ne pouvaient pas toujours user d'atermoiements.

Le procès fut repris le 17 décembre 1611, devant la Grand'-Chambre, les Chambres de la Tournelle et de l'Édit <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> En attendant, la Faculté dirigeait une attaque contre les louanges exagérées du fondateur de l'ordre. Trois prédicateurs avaient prononcé chacun un discours en l'honneur du bienheureux Ignace à la fête de sa béatification. Les orateurs se nommaient Pierre de Valderamā, prieur du couvent augustinien de Séville ; Pierre Deza, du couvent dominicain de Valence ; Jacques Rebullosa, également de l'ordre de Saint-Dominique à Barcelone. Ces discours, traduits en français, avaient été imprimés à Poitiers, en 1611, sous le titre de *Trois excellentes predications prononcées au jour et feste de la beatification du glorieux patriarche, le bienheureux Ignace, fondateur de la Compagnie de Jesus*.

Deux passages furent extraits du discours de P. Valderama, un du discours de P. Deza, un autre de celui de J. Rebullosa, et soumis à l'appréciation de la Faculté.

En un endroit, Valderama, après avoir parlé des miracles de Moïse et des apôtres, qui parlaient et agissaient au nom de Dieu, ajoutait : « Mais qu'ignace, avec son nom escrit en papier, fasse plus de miracles que Moïse et autant que les Apostres, que son signet ait tant d'autorité sur les creatures qu'elles luy obeissent soudain, c'est ce qui le nous rend grandement admirable. » Ailleurs, il disait : « Tandis qu'ignace vivoit, sa vie et ses mœurs estoient si graves, si saintes et si relevées, qu'il n'y avoit que les papes, comme saint Pierre, les imperatrices, comme la mere de Dieu, quelque souverain monarque, comme Dieu le Pere et son saint Fils, qui eussent le bien de le voir. »

Le second orateur s'exprimait ainsi : « Sans doute, les autres fondateurs des ordres religieux furent envoyez en faveur de l'Eglise, etc. *Novissime autem diebus istis loquutus est nobis in filio suo Ignatio quem constituit haerodem universorum*. Et auquel il ne manque autre point de cette louange que : *per quem fecit et saecula*. »

Le troisième orateur allait un peu moins loin en disant : « Le martyr

Nicolas de Verdun, très bienveillant pour les Jésuites, avait succédé à Achille de Harlay dans la plus haute dignité parlementaire. Il présidait les séances, ayant à ses côtés cinq présidents, trois pairs de France, le prince de Condé, les évêques de Beauvais et de Noyon, vingt-sept maîtres des requêtes.

Le recteur Hardivillier représentait l'Université, avec les doyens des Facultés de médecine et de théologie. Les trois avocats ordinaires de l'Université : Antoine Loisel, Denis Bouteillier et Omer Talon, étaient présents. Un autre avocat, Pierre de la Martelière, devait porter la parole.

Jacques de Montholon était appelé à remplir le même office pour la Compagnie de Jésus. M<sup>e</sup> Sibour lui était associé.

Servin occupait le siège du ministère public.

L'avocat des Jésuites commença par soulever un incident : les pièces du procès ne lui avaient pas été communiquées. La partie adverse répondit que la communication avait été faite l'année dernière ; que, d'ailleurs, ces pièces ayant été déposées au greffe, il n'avait tenu qu'à lui d'en prendre connaissance ; qu'enfin l'Université n'en avait pas de nouvelles à produire. Il fut décidé qu'on passerait outre aux plaidoiries.

Montholon exposa qu'il y avait des lettres patentes pour l'ouverture du collège de Clermont, que si, jusqu'alors, la Cour avait opposé un refus d'enregistrement, il n'y avait plus lieu, à l'heure présente, à continuer l'opposition <sup>1</sup>.

Le plaidoyer de Pierre de la Martelière est dans le goût de l'époque. La pompe s'étale dans l'exorde. Les lointains souvenirs

Ignace portoit une tant particuliere affection au saint pere et pape de Rome, comme au legitime successeur de Jesus Christ et son vicaire en terre. »

Nonobstant l'opposition d'André Duval, prétendant que les passages pouvaient « benignement » s'interpréter, la Faculté formula ainsi son sentiment :

Cette comparaison des miracles d'Ignace aux miracles de Moïse et des apôtres, les premiers incertains, les seconds articles de foi, est « scandaleuse, erronée, blasphématoire et impie. »

Cette assertion ou supposition que « Dieu a reçu quelque bien par la vision d'une creature, est scandaleuse et contient en soy une heresie manifeste. »

Le pape est bien le vicaire de Jésus-Christ ; mais affirmer qu'il en est le successeur légitime, c'est une proposition qui « contient une forme de parler du tout herétique. »

(Collect. judicior..., *ibid.*, p. 50-52 : *Censura S. Facultatis...*)

<sup>1</sup> Pour les Universitez de France..., rec. VI, p. 87-88 ; *Mercur. franc.*, Première Continuat., fol. 180-181.

historiques n'y font pas défaut. Les Jésuites sont comparés aux habitants de Capoue qui, après le désastre de Cannes, loin de s'associer aux malheurs de la patrie, ne songèrent qu'à satisfaire leur ambition. N'est-ce pas, en effet, ce qu'ont fait les Jésuites, après l'assassinat du bien-aimé et glorieux Henri IV ? Au lieu de prendre sincèrement part au deuil, ne se sont-ils pas appliqués à en tirer profit pour multiplier leurs établissements en France ?

L'Université s'est vue réellement menacée dans ses droits. Peut-être même son existence est-elle en jeu. Et la voici, pour la troisième fois, obligée d'en appeler à la justice du Parlement. Elle est, pourtant, la fille jadis aimée des pontifes et des rois. Il ne faut pas oublier que cette illustre Université est essentiellement séculière. Elle l'est dans son chancelier, ses doyens, son syndic, les censeurs de ses quatre Facultés, les procureurs de ses quatre Nations. Sans doute, elle a admis des réguliers. Mais, c'était par faveur et sous ces deux conditions : qu'ils ne seraient pas admis aux charges et dignités, qu'ils ne tiendraient écoles que pour les membres de leur ordre. « Ce sont là les lois premières et suprématies de l'Université qui est soumise au magistrat politique et ecclésiastique et qui, selon les temps et les besoins du royaume, reçoit des réformes par des ordonnances royales, tandis que les réguliers s'attachent aux règles de leur institut, établies par des supérieurs qui sont des religieux comme eux et auxquels ils doivent obéir. » Ajoutons, continuait l'avocat, que « les Jésuites sont liés par ce devoir de l'obéissance plus étroitement que les autres communautés ; car ils reconnoissent leur général pour Jésus-Christ présent. »

Malgré cela, l'Université doit-elle, peut-elle accorder à ce nouvel ordre la même faveur qu'elle a accordée à d'autres ? Non.

D'abord, leur enseignement est défectueux ; leurs maîtres ne sont pas assez instruits et les ouvrages dont ils se servent ne sont pas assez classiques. S'il n'y avait encore que cela ! Leurs doctrines ne tendent à rien moins qu'à jeter la perturbation dans l'État. A l'encontre de la Faculté, ne professent-ils pas que le pape a autorité sur le temporel des rois, qu'il a droit de les redresser, corriger, voire déposer ? N'est-on pas fondé à voir, pour le moins, une affinité réelle entre ces fausses doctrines et les bouleversements de l'Europe, les guerres civiles du royaume et même les attentats de Châtel, Barrière, Ravallac ?

« L'institution de la jeunesse, disait La Martelière à la fin de son discours, n'est pas chose de petite importance : les anciens en mettoient le soing immédiatement après la religion. Les enfans doivent la vie aux pères, mais leur bien vivre à ceux qui les instruisent; et celuy ne profite pas moins à la republique qui forme des personnes affectionnées à l'Estat...., que celuy qui administre en devoir et fidelité. L'Université de Paris s'en est acquittée loyalement et dignement depuis huict cens ans, ne s'est jamais obligée à chose quelconque, qu'à l'honneur de Dieu, de son Roy et au bien de l'Eglise. » Mais, dit-on, les Jésuites, en demandant l'incorporation, promettent d'obéir aux lois de l'Université. Les promesses des Jésuites ! Ils en avaient fait d'analogues en 1564 : ils ne les ont pas tenues. Ils promettaient, en 1593, de rester 'étrangers aux affaires de l'État; et c'est alors qu'ils se sont le plus mêlés des affaires civiles. Comment peut-on croire à leur parole ? « Ce seroit une estrange imprudence, voire grand crime à nous d'estre si souvent abusez de ceux qui portent deux cœurs dans une poitrine.... S'il arrive, que Dieu ne veuille ! que nos presagers, que nos advertissemens soient encore mesprisez, nous aurons le contentement et tesmoignage à la posterité que, avec la verité de la sainte doctrine en laquelle nous avons continué, nous n'aurons manqué de devoir ny d'affection au Roy ny à nostre patrie <sup>1</sup>. »

Ce plaidoyer ne renfermait rien de neuf en fait d'arguments. Mais il était digne de ses aînés par la violence du langage et la témérité des assertions. Il occupa la fin de l'audience du samedi 17 et l'audience du lundi 19.

Montholon parla, à son tour, le mardi 20. Si nous nous en rapportons au *Mercure françois*, il ne garda la parole qu'une demi-heure. Mais, s'il « trencha fort court » son plaidoyer, il montra clairement que le long discours de l'adversaire n'était « qu'un fagot d'injures ramassées contre les Pères Jesuites <sup>2</sup>. » C'est dire qu'il discuta brièvement et réfuta victorieusement les

<sup>1</sup> Plaidoyé de M<sup>r</sup> Pierre de la Martelière, advocat en la Cour, fait en Parlement.... pour les recteur et Université de Paris, defendeurs et opposans, contre les Jesuites, demandeurs et requerrans l'entherinement des lettres patentes par eux obtenues, afin de pouvoir lire et enseigner en ladite Université. Paris, 1612, in-12.

*Mercure franc.*, Première Continuat., fol. 193 r<sup>o</sup>.

accusations qui se formulaient encore contre l'institut nouveau, les mœurs et la doctrine de ses membres. Le discours qu'il fit imprimer a donc reçu de longs développements après coup : il renferme quatre cent quatre-vingts pages, tandis que le plaidoyer de Pierre de la Martelière n'en compte que quatre-vingt-quinze ; et encore Montholon réservait-il la quatrième partie de son œuvre pour une autre impression <sup>1</sup>.

Le recteur se fit aussi un devoir de prononcer, le 22, un petit discours. Naturellement ce discours était en latin. Nous en avons une traduction faite par l'auteur lui-même. Le style en est d'une solennité prétentieuse avec, çà et là, de singulières boursoufflures. Voici la péroraison : « Si vous vous arrêtez à cette mesure, si vous permettez aux Jésuites de disposer de l'Université selon leur bon plaisir, d'abord, juges, déployez vos pourpres, recevez dans vos bras l'Université qui tombe, recueillez les derniers soupirs de votre mère mourante ; mais quelle que soit la suite du malheur et de la ruine de l'Université, que la postérité sache, que les peuples comprennent, que les nations disséminées dans l'univers connaissent, non seulement par nous, non seulement par les éternels monuments de l'histoire, mais par vous-mêmes, que nous n'avons pas manqué à la république, mais que la république nous a manqué <sup>2</sup>. »

Dans son réquisitoire, Servin, après avoir résumé les accusations ordinaires contre les Jésuites, les somma de déclarer si, oui ou non, ils donnaient leur adhésion à ces propositions catégoriques, admises en France et chères aux Français :

« Que nul, soit étranger ou naturel subject d'un Roy, ne doit attenter aux personnes et vies des Roys et souverains, sous le tiltre d'autorité quelconque, spirituelle ou temporelle, pour quelque subject et cause que ce soit, mesme pour cause de leurs mœurs ou religion ;

« Qu'entre les puissances souveraines ordonnées de Dieu, le Roy tres chrestien des François ne recognoist autre supérieur

<sup>1</sup> Plaidoyé de M<sup>e</sup> Jaques de Montholon, advocat en la Cour, faict en Parlement.... pour les Peres Jesuites.... Paris, 1612, in-12.

<sup>2</sup> *Actio pro Academia adversus presbyteros et scholasticos collegii Claramontani, habita in senatu Parisiensi*...., Paris, 1612, in-12. La traduction a pour titre : *Harangue.... prononcée.... au Parlement pour l'Université contre les peres et escolliers du college de Clermont*.... Paris, 1612, in-12.

ès choses temporelles que Dieu seul, par la grace duquel il a l'entiere domination sur ses subjects, et qu'il n'est non plus loisible aux puissances spirituelles, sous couleur de pieté et de promouvoir ou defendre la religion, d'empieter sur le temporel des Roys et princes chrestiens, ou aux puissances temporelles d'entreprendre sur les spirituelles sous ombre d'autorité royale;

« Que tous les subjects du Roy, tant ecclesiastiques que seculiers, luy doivent l'obeyssance telle que Nostre-Seigneur Jesus-Christ l'a rendue aux empereurs et magistrats....., et ainsi qu'il a ordonné par ce commandement : *Rendez à Cesar ce qui est à Cesar, et à Dieu ce qui est à Dieu,* » et que par conséquent, « nulle puissance, quelle qu'elle soit, pas mesme l'Eglise assemblée en Concile, ny autrement, n'a droict de dispenser ny d'absoudre les subjects du Roy du serment de fidelité et obeysance. »

Servin exigeait, en plus, que la Compagnie de Jésus prit l'engagement de respecter les droits et libertés de l'Eglise gallicane.

Le réquisitoire terminé, le premier président posa aux Jésuites cette double question :

Adhérez-vous aux propositions qui viennent d'être énoncées ?

Prenez-vous l'engagement de les faire agréer par le général de l'ordre ?

Ils se bornèrent à répondre que leurs statuts leur prescrivait d'obéir aux lois des pays qu'ils habitaient. La réponse était trop vague.

Montholon, il est vrai, ajouta qu'ils « s'obligeoient à l'observation de la doctrine de la Sorbonne et des lois de l'Université, dont leurs testes respondroient. » Ce n'était pas encore assez précis.

Aux yeux de la Cour, déjà et depuis longtemps si mal disposée à l'endroit du nouvel ordre, tout cela, et à juste titre, devait paraître des faux-fuyants. L'affaire fut appointée.

En attendant, la Cour faisait immédiatement défense aux Jésuites de « s'entremettre, par eux ou personnes interposées, de l'instruction de la jeunesse de Paris, en quelque façon que ce soit, et d'y faire aucun exercice de scholarité, à peine de decheance du rétablissement qui leur avoit esté accordé. » Elle leur imposait même, dans la personne du provincial et de ceux

qui l'assistaient à l'audience, l'obligation de souscrire à la doctrine de la Faculté de théologie en ce qui concernait « la conservation de la personne sacrée des Roys, manutention de leur autorité royale, et libertez de l'Eglise gallicane, de tout temps et ancienneté gardées et observées dans ce royaume. » Quant aux établissements autorisés, il fallait absolument s'en tenir aux lettres patentes enregistrées. Toute dérogation ou innovation était passible des mêmes sévérités judiciaires <sup>1</sup>.

Se soumettre, pour l'instant, à cet arrêt du 22 décembre était le seul parti à prendre. Les élèves déjà réunis au collège de Clermont furent congédiés <sup>2</sup>. La souscription imposée fut donnée, le 22 février 1612, au greffe de la Cour par le P. Christophe Baltasard, provincial de la Compagnie, le P. Barthélemy Jacquinet, supérieur de la maison Saint-Louis à Paris, les PP. Fronton-Duc ou du Duc, François Taconius et Jacques Sirmond. Ils déclaraient formellement qu'ils se conformaient à la doctrine de l'école de Sorbonne, même en ce qui concernait « la conservation de la personne sacrée des Roys, manutention de leur autorité royale et libertez de l'Eglise gallicane, de tout temps et ancienneté gardées et observées dans ce royaume, dont ils ont requis acte et signé. » C'étaient les termes mêmes de l'arrêt <sup>3</sup>.

## V.

La Compagnie de Jésus espérait des jours meilleurs. Elle crut entrevoir l'aurore de ces jours dans les États généraux de 1614-1615.

Pourtant un nouvel arrêt du Parlement venait de les frapper encore indirectement dans un autre de leurs plus illustres théologiens. Après Bellarmin, Suarès.

Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre, aidé de ses théologiens, avait essayé d'établir le prétendu droit divin des monarques <sup>4</sup>. A l'encontre,

<sup>1</sup> *Pour les Universitez de France*...., recueil VI, p. 89-110; *Collect. judicior*...., t. II, par. II, p. 53-58; *Censur. et conclus. de la S. Facult. de theol*...., pp. 157, 170-177.

<sup>2</sup> *Mercur. franc.*, Première Continuât., fol. 212 v°; *Censur. et conclus. de la Facult. de theol*...., p. 158.

<sup>3</sup> *Collect*...., *ibid.*, p. 58 : *Acte contenant la declaration faite au greffe de la Cour par les Jesuites*....; *Censur. et conclus. de la Facult. de theol*...., p. 177-178.

<sup>4</sup> Voir : Βασιλικὸν Δώρον; *Jus literac monarchiae*; *Apologia*.



et comme formelle réfutation, Suarès exposa la doctrine du droit national et du pouvoir indirect de la papauté. Tel fut l'objet de la *Defensio fidei catholicae et apostolicae adversus Anglicanae sectae errores, cum responsione ad Apologiam pro juramento fidelitatis*. L'ouvrage avait paru à Coïmbre en 1613 et à Cologne en 1614. Il ne tarda pas à pénétrer en France.

Suarès ne pensait, ne raisonnait autrement que Bellarmin. S'il y avait eu arrêt contre les thèses de celui-ci, comment le Parlement ne s'élèverait-il pas contre les thèses de celui-là ?

Servin, qui se tenait toujours en observation, prit connaissance du livre et requit contre lui. Il y avait découvert nombre de propositions contraires aux puissances souveraines. Le Parlement, c'est-à-dire la Grand'Chambre, les Chambres de la Tour-nelle et de l'Édit, partagea le sentiment du requérant ; et, cette fois, il ne se borna pas à proscrire le livre en général ; mais il ordonna que ce livre serait « bruslé en la cour du palais par l'exécuteur de la haute justice. » L'arrêt est du 26 juin 1614, et l'exécution eut lieu le lendemain.

La Cour exigeait, en outre, une nouvelle promulgation du décret du P. Claude Aquaviva, et cela dans les six mois. Elle voulait aussi que des mesures efficaces fussent prises pour que de pareilles productions ne vissent le jour de la part des théologiens de la Compagnie. Enfin, elle enjoignait aux prédicateurs du même ordre d'exhorter le peuple à la soumission et à la fidélité au roi de France ; faute de quoi faire, ils seraient jugés coupables de lèse-majesté et perturbateurs de la paix publique. Tout cela fut intimé aux quatre Jésuites mandés par la Cour : les PP. Armand, Fronton, Sirmond et Charles de la Tour, qui remplaçait le P. Coton, absent <sup>1</sup>.

Les États généraux s'ouvrirent à la fin de l'année.

L'Université fut invitée à présenter des cahiers renfermant l'expression de ses vœux. La rédaction de ses cahiers fut confiée à Georges Turgot, proviseur du collège d'Harcourt, aussi zélé pour l'*Alma Mater* qu'hostile à la Compagnie de Jésus. Le travail fut sérieux. Mais le zèle, d'une part, et l'hostilité, de l'autre,

<sup>1</sup> *Collect. judicior....*, t. II, par. II, p. 86-91 : *Arrest.... rendu sur la remontrance des gens du roy du 20 juin 1614....* ; *Censures et conclus. de la Faculté de theologie*, p. 214-221 ; *Mercure franc.*, an. 1614, Deuxiesme Continuat., p. 441-443.

s'accrochèrent tellement, que les Facultés de théologie et de décret refusèrent de s'associer aux vœux formulés ; et, si la Faculté de médecine se réfugia dans l'abstention, un certain nombre de membres de celle des arts, si opposée pourtant aux idées ultramontaines, comprirent eux-mêmes qu'on allait trop loin dans les revendications <sup>1</sup>.

Il y eut des modifications dans la rédaction, au grand mécontentement du rédacteur <sup>2</sup>. Celui-ci publia une protestation <sup>3</sup>. La Chambre du clergé, que mécontentaient toutes ces divisions, s'émut des vœux primitifs et de la protestation. Elle manda le syndic de la Faculté de théologie. Ce dernier répondit que la première Faculté demeurerait étrangère à ce qui se passait, et cita, à l'appui de sa parole, la délibération déclarative de la Faculté : celle-ci, loin de s'associer à de pareilles opinions, avait résolu de ne présenter en son propre nom aucune remontrance <sup>4</sup>. Toutefois la Chambre ecclésiastique demeurerait mal impressionnée.

Aussi, saisie d'une proposition touchant les enfants de Loyola, se prononça-t-elle en leur faveur, demandant formellement l'ouverture du collège de Clermont. La Chambre de la noblesse émit un vœu semblable, à savoir qu'« attendu le fruit que faisoient journellement les Pères Jesuites tant à l'avancement de la

<sup>1</sup> Turgot demandait qu'on s'en tint strictement à l'édit de Henri IV touchant le rétablissement des Jésuites et à l'arrêt du Parlement en date du 22 décembre 1611.

Il voulait encore que tous les religieux, de n'importe quel ordre, fussent compris dans l'interdiction de l'enseignement public.

Il demandait enfin — supplique à adresser au roi — que « tous bénéficiers, officiers et suppost des Universitez, generaux et provinciaux, gardiens, recteurs, prefects, prieurs des ordres mandians et non mandians, et, en general, tous superieurs de couvens, colleges et congregations, seculiers ou reguliers » fussent tenus, « dans le premier mois de leur institution en charge, faire chacun d'eux le serment de fidelité, par devant telle personne que Sa Majesté jugera à propos, et sous les termes qu'il sera advisé pour le mieux, declarans qu'ils protestent que, pour le temporel, le Roy est souverain en son Estat et ne peut estre deposee ni ses subjects absous ou dispensez de l'obeyssance qu'ils luy doivent.... »

(*Pour les Universit. de Franc....*, p. 111-120 : *Du Cahier general des remonstrances de l'Université de Paris....*, le 13 de decembre 1614.)

<sup>2</sup> Le premier et le second article étaient supprimés (*Collect....*, *ibid*, p. 94-95 : *Censur. et conclus....*, p. 222 : *Cahiers de l'Université presentez aux Estats generaux à Paris*, le 21 et 22 janvier).

<sup>3</sup> La Protestation de Turgot est du 21 janvier 1615.

<sup>4</sup> La Declaration du syndic est du 18 février suivant.

religion qu'à l'instruction de la jeunesse, il plut à Sa Majesté leur permettre d'enseigner en leur college de Clermont, ainsi qu'ils avoient accoustumé, et les conserver en leurs anciennes fonctions et droits, et qu'aux villes du royaume qui les demandoient, il leur fust permis de faire bastir des colleges <sup>1</sup>. »

L'Université ne pouvait garder le silence et demeurer inactive. Elle nomma des députés pour porter, après la dissolution des États généraux, ses doléances près des commissaires du roi. Ces députés étaient pris dans chaque Faculté. Pour la Faculté de théologie, c'était Filesac, Colin et Hennequin. Turgot était au nombre des députés de la Faculté des arts. Mais voici que ceux de la Faculté de décret confessent chez le chancelier que celle-ci ne s'oppose pas à l'admission des Jésuites. A les entendre, la Faculté de médecine pensait de même. Ne restaient donc plus, pour mener vaillamment l'opposition, que les deux Facultés de théologie et des arts.

Elles ne faillirent pas à leur mission. Les Jésuites avaient gagné du terrain. Mais les arrêts du Parlement demeuraient en vigueur <sup>2</sup>.

C'était, pour ces religieux, l'aurore de l'espérance. Le grand jour de la réalité devait se lever un peu plus tard.

Trois années se passèrent dans un calme relatif. Les deux parties se tenaient toujours en observation. On était arrivé au commencement de 1618.

Le bruit vint à courir que le roi, par un édit, allait définitivement autoriser l'ouverture du collège de Clermont. Grand émoi au sein de l'Université.

Sans se donner le temps de convoquer et de consulter les doyens des Facultés et les procureurs des Nations, le recteur, Dossier, accompagné de Turgot et des professeurs d'Harcourt, se rendit chez le chancelier et le garde des sceaux, afin d'exprimer

<sup>1</sup> M. Jourdain, *Hist. de l'Univers. de Paris*, p. 80-83, d'après *Arch. du minist. de l'instruct. publ.*, et *Piéc. justificat.*, p. 41-42, où *Protestation* de Turgot et *Déclaration* du syndic.

<sup>2</sup> M. Jourdain, *Hist. de l'Univers....*, p. 86-87, d'après *Arch. du même minist.*, et *Piéc. justificat.*, p. 42-43, où pièce : *Continuation et renouvellement de plusieurs oppositions... contre l'establissement des Jesuites*. Cette pièce porte la date du 17 mars. Elle se lit en latin dans la *Collectio judiciorum. ibid.*, p. 96-97 : *Prosecutio, continuatio et invocatio....* V. aussi *Censur. et conclus....*, p. 178-180.

leur surprise du moment et leurs craintes pour l'avenir. Il appartenait à ces deux magistrats, dit-il, de détourner le coup : les plus hauts conseillers du prince, ils devaient guider son inexpérience ; amis de l'Université, il leur incombait de veiller à son salut. Nous ne ferons rien, répondirent les deux magistrats, qui puisse porter préjudice à l'illustre corps enseignant. Mais il faut attendre la décision royale. Ce n'était pas très rassurant <sup>1</sup>.

L'Université profita d'une coutume pour plaider sa cause devant le roi lui-même. A la fête de la Purification, elle allait offrir des cierges au roi, aux princes et aux princesses. Cette année, elle se rendit en grande pompe au Louvre pour accomplir la cérémonie. D'accord avec elle et en son nom, le recteur, en présentant le cierge au roi, prononça ce petit discours :

« Sire, ce cierge que nous venons offrir à Votre Majesté n'est pas pour vous porter de la lumière, mais pour la recevoir de vous qui, l'unique et très agreable soleil de la France, esclairez de vos rayons les parties les plus esloignées de l'univers. » (La flatterie est un peu forte. Elle continue.) « Pour ceste raison, nous nous promettons que, comme le ciel vous a fait naistre pour dès vostre berceau estouffer, ainsi qu'un Hercule, les dragons et les serpens, pour dès vostre enfance chasser, ainsi qu'un Thesée, les monstres de vostre royaume, et pour en la fleur de vostre aage estendre bien loin, ainsi qu'un Alexandre, les bornes de vostre empire ; de mesme il vous a reservé pour par la splendeur de vostre sagesse dissiper l'ignorance, par la douce chaleur de vostre bienveillance eschauffer et fomentier les beaux esprits, et par la vive influence de vostre royale grandeur rendre plus fleurissante que jamais la fille des rois et la mere des lettres, l'Université de Paris. » Or, les Jésuites « derechef s'efforcent de s'y establir, lesquels ayant desja opprimé le corps entier de la robbe seculière en tous les endroits de vostre royaume, il ne reste plus que le cœur seul qui vit et respire encore en vostre Université de Paris, en laquelle, estans une fois establis, ils s'en rendront aussitost maistres, comme ils ont faict en tous les autres lieux où ils sont entrez ; et, par ainsi, ne restant plus aucune compagnie en vostre royaume qui enseigne la jeunesse, autre que Jesuites, voyla ceste grande et celebre Université suffoquée et abbatue ; voyla ce corps venerable qui a rendu tant de bons services à l'Eglise et à l'Es-

<sup>1</sup> M. Jourdain, *Hist. de l'Université de Paris, Pièces justificat.*, p. 48.

Les députés disaient que les Jésuites tentaient « ab impubere Ludovici Justi innocentia extorquere » la permission.

tat, qui a fourny les peuples de pasteurs, les eveschez de prelates, les cours souveraines de juges et de presidens, le conseil des Roys de chanceliers, de gardes des sceaux, de maistres des requestes, de conseillers et secretaires d'Estat, qui a maintenu l'innocence de l'Eglise, la pureté des langues, l'intégrité des bonnes lettres et les franchises et libertez de la France contre tous ceux qui les ont voulu opprimer, bref qui a tousjours esté comme une forte bride pour arrester la violence de toute doctrine nouvelle et estrangere, prejudiciable à l'Eglise et à l'Estat; voyla, dis-je, cette grande Université ruinée. »

La concurrence tant redoutée était donc bien redoutable. Ardente et non moins ampoulée fut la prière de la fin.

Ne permettez donc, o grand Roy, que ce beau et riche fleuron de la couronne de France se fanne et se ternisse de vostre temps. Ne permettez pas qu'il soit dict que ceste grande et celebre Université, conservée depuis neuf cens ans par tous les Roys vos devanciers, comme une piece du tout necessaire et essentielle à l'Eglise et à l'Estat, soit perie sous le regne de Louis le Juste, Louis le Sage, Louis le Debonnaire, Louis treiziesme, le Roy le plus puissant et le plus grand du monde..., qui par sa valeur et sa sagesse du tout miraculeuse a redonné la vie à tous les autres membres de son Estat<sup>1</sup>.

Le roi répondit : « Je vous remercie de vostre bonne affection; soyez assuré de la mienne et que j'ay agreable vostre requeste. »

La reine mère, le frère du roi, eurent aussi leur compliment, naturellement moins long et moins élogieux, mais de même style.

Les paroles royales avaient relevé les courages universitaires et troublé les espérances des Jésuites.

Néanmoins, on préparait au Conseil d'État l'édit qui devait donner gain de cause à ces derniers<sup>2</sup>. La Faculté en avait été, le 11 février, spécialement avisée, de la part du roi, par le cardinal de la Rochefoucauld, l'archevêque de Rouen, les évêques de Paris, d'Angers et d'Orléans<sup>3</sup>. L'édit fut signé peu de jours après, le 13 du même mois.

<sup>1</sup> Citat. de M. Jourdain, *op. cit.*, p. 95, d'après *Les Harangues faictes au roy, à la royne et a Monsieur frere du roy par Monsieur le recteur de l'Université de Paris sur le reestablisement des Peres Jesuites*, Paris, 1618, in-12.

<sup>2</sup> M. Jourdain, *op. cit.*, p. 96.

<sup>3</sup> *Collect.*..., *ibid.*, p. 110-111.

Dans les considérants, on n'oubliait pas plus que par le passé de donner de l'encensoir à l'Université. Mais on s'appuyait sur le vœu des États généraux ou plutôt des deux Chambres du clergé et de la noblesse. On alléguait aussi le désir si légitime de faire refleurir les études dans la bonne ville de Paris. En conséquence, Sa Majesté « a ordonné et ordonne que, conformément aux lettres du 20 aoust 1610, iceux Pères Jesuites feroient à l'advenir lectures et leçons publiques en toutes sortes de sciences et autres exercices de leur profession audit college de Clermont... et aux jours et heures les plus commodes pour leurs escoliers, lesquelles lectures Sa Majesté entend demeurer dez à present restablies sans qu'il soit donné aucun empeschement au contraire.... Veut Sadite Majesté que lesdits Peres Jesuites soient mis en possession desdites lectures par deux conseillers et maistres des requestes... , lesquels se transporteront sur les lieux, le tout nonobstant oppositions ou appellations quelconques. » S'il se produit, cependant, de ces oppositions ou appellations, le roi s'en réserve la connaissance et défend au Parlement et à tout autre juge de les accueillir. Défense aussi aux parties de se pourvoir ailleurs. Le roi ajoutait, à la vérité, qu'il y avait pour les Jésuites obligation de « se soubmettre aux lois et reglemens de l'Université <sup>1</sup>. » La volonté royale était absolue et décidait, en même temps, l'incompétence des tribunaux.

Le cardinal du Perron fut chargé de donner au corps universitaire connaissance de l'édit. Retenu par la maladie à sa maison de campagne de Bagnolet, il y manda le recteur qu'accompagnèrent plusieurs notables du corps enseignant. Il conseilla la soumission, promettant lui-même son concours pour que l'*Alma Mater* n'eût pas à souffrir du nouvel état de choses.

Sur ces entrefaites, cinq jours après la signature de l'édit, c'est-à-dire le 20 février, vers deux heures de l'après-midi, deux maîtres des requêtes, Amelot et Fouquet, se rendaient, par ordre du roi, au collège de Clermont, donnaient lecture de l'édit et annonçaient la reprise des classes. Le nonce apostolique, cardinal Bentivoglio, et un certain nombre de prélats étaient présents. Aussitôt, le P. Merat monta en chaire, et, après avoir exprimé chaleureusement les remerciements de toute la Compa-

<sup>1</sup> Félibien et Lobineau, *Hist. de la ville de Paris*, t. IV, p. 37-38.

gnie de Jésus, il inaugura la reprise des classes par une leçon de théologie <sup>1</sup>.

Que faire?

En toutes choses litigieuses, il y a toujours les finesses de procédure, en d'autres termes, la chicane. Le recteur voulut chicaner. L'édit ne lui avait pas été signifié, par conséquent pouvait être considéré comme non connu par lui. Le chef de l'Université résolut donc de présenter au Parlement une requête aux fins de s'opposer à l'ouverture du collège, en tant que contraire à l'arrêt de la Cour de décembre 1611. Il tenta de gagner à sa cause le premier président de Verdun. Les mêmes démarches furent faites près des autres présidents. De Verdun répondit que, si la requête était fondée, il fallait la présenter au roi, qui s'était formellement réservé l'affaire; qu'il n'y avait pas à compter sur le Parlement.

Le recteur pouvait appeler cela un déni de justice. Mais il fallait bien s'incliner. L'Université ne put plus compter que sur elle-même. Peut-être par des règlements sagement dressés arriverait-elle à atténuer les déplorables conséquences de la faveur accordée aux Jésuites.

La Faculté de théologie qui, dès le 11, jour de la communication spéciale, avait résolu de s'entendre à ce sujet avec les autres Facultés, fut la première à légiférer. Sans perdre de temps, le 1<sup>er</sup> mars, elle prit cette délibération qu'elle appuyait sur une ancienne coutume : Les étudiants en science sacrée ne seront admis aux cours de la Faculté qu'autant qu'ils auront suivi pendant trois ans entiers les leçons de ses professeurs; de plus, ils présenteront un certificat, signé de deux ou trois de ces maîtres, attestant qu'il en a été ainsi, et corroboré par un serment personnel, « sans équivoque ni amphibologie quelconque. » C'était fermer la porte des grades. Naturellement, puisque la délibération était prise contre les Jésuites, la Faculté exceptait les étudiants des autres Universités. Quant aux étrangers qui résidaient en France, ils ne pouvaient prétendre aux grades qu'autant qu'ils auraient suivi les leçons des maîtres de l'*Alma Mater*. Le recteur eut soin de faire apposer la délibération à la porte de tous les collèges.

<sup>1</sup> Jourdain, *Hist. de l'Univers. de Paris*, p. 96-97, avec renvois.

L'exemple était donné. La Faculté des arts marcha sur les traces de la Faculté de théologie. Le 24 du même mois, elle porta un décret pour renouveler les anciennes prescriptions relativement à la fréquentation des collèges universitaires. C'étaient en ceux-là seulement qu'il fallait prendre des leçons. Autrement on ne pouvait parvenir « aux honneurs et privilèges » de la Faculté. De plus, à « ceux que l'Université aura honorez de la dignité de maistre ès arts, » des lettres de nomination seront octroyées « pour obtenir des benefices destinez aux graduez de l'Université. » Et ceux qui ne voudront point obéir seront retranchés du corps enseignant et poursuivis « par devant le lieutenant civil de Paris ou bien au Parlement <sup>1</sup>. »

C'était la mise en interdiction du collège des Jésuites. Le coup leur fut d'autant plus sensible qu'il compromettrait certainement la prospérité et peut-être l'existence de la chère maison. Le gouvernement, qui avait muselé le Parlement, ne se montrait guère disposé à batailler avec l'*Alma Mater*.

Néanmoins, le Conseil d'État fut saisi des deux délibérations menaçantes et les annula purement et simplement, ordonnant, à la fois, que l'arrêt du 15 février sortirait « son plein et entier effet. » Ce nouvel arrêt est du 26 avril de la même année 1618 <sup>2</sup>.

## VI.

L'ouverture du collège de Clermont était absolument légale. Cependant le conflit n'avait pas pris complètement fin.

L'Université songea d'abord à se mettre en mesure pour soutenir la concurrence. Par la visite des collèges, on s'appliqua à réformer les abus qui s'y étaient glissés. On stimula les chefs des collèges. Comme il y en avait quelques-uns qui trouvaient plus simple et surtout moins dispendieux d'envoyer des élèves aux classes des Jésuites, on les rappela sévèrement au devoir <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Collect. judicior...*, t. II, par. II, p. 112-113, où *Conclusion ; Censures et conclusions de la Faculté de theologie...*, p. 183-186; *Pour les Universitez de France* ..., rec. VI, p. 124-128; *Mercur. franç.*, Paris, 1620, an. 1618, p. 12-16.

<sup>2</sup> Arrêt dans M. Jourdain, *Hist. de l'Univers* ..., *Pièces justificat.*, p. 51, lequel l'a extrait du livre de Richeome : *Remerciement au Roy*....

<sup>3</sup> Jourdain, *Hist. de l'Univers*..., pp. 99, 103, lequel renvoie aux *Archives du ministère de l'instruction publique*.



Une tentative des Jésuites mit de nouveau le feu aux poudres.

Des religieux de cet ordre dirigeaient le collège de Tournon. Cette ville possédait autrefois une Université. Ces religieux songèrent à la ressusciter à leur profit. Des lettres patentes furent sollicitées et obtenues à cet effet (1622). Elles furent même enregistrées par le Parlement de Toulouse (9 mars 1623). Mais des protestations s'élevèrent du sein des Universités de Toulouse même, de Valence et de Cahors. Ce Parlement en tint compte en interdisant aux religieux de délivrer des diplômes ou de conférer des grades (19 juillet 1623) <sup>1</sup>. Ceux-ci eurent recours au conseil d'État, où ils comptaient des amis. C'est alors que, avertie par l'Université de Valence <sup>2</sup>, celle de Paris s'empressa d'épouser la cause de ses sœurs du Midi.

Une longue requête, conséquence d'une délibération de la Faculté de théologie, fut adressée, sans retard, au roi et aux membres de son conseil <sup>3</sup>.

Rappeler les faits qui motivaient l'intervention fut naturellement l'entrée en matière. Présenter la « nouveauté » comme attirant « la ruine des Universitez, » blessant « le repos et la tranquillité de tous les ordres, » touchant à l'autorité royale, fut un premier point de la requête. Montrer que si on accordait pareille faveur — et pourquoi pas ? — aux autres ordres religieux,

<sup>1</sup> *Collect. judicior....*, pp 150, 226-227. A ces dernières pages, *Arrêt du Parlement de Toulouse....*

<sup>2</sup> La lettre de l'Université de Valence est du mois de mars 1624, et se lit dans *Piéc. justificat.* de l'*op. cit.* de M. Jourdain, p. 53-54.

Elle débute ainsi : « Nous avons creu que, comme vous participiez à l'intérêt qui touche la conservation des Universitez de France, qu'aussy c'estoit nostre debvoir de vous donner advis d'ung nouveau desseing qui s'est formé pres de nous et mis en evidence depuis peu à nostre commun prejudice, afin que, le mal vous estant cogneu, nous puissions ensemblement le prevenir à sa source.... »

L'Université de Paris répondait le 4 avril suivant :

« Et si non eramus ante nescii infinitam esse Jesuitarum, de quibus ad nos scribitis, cupiditatem, tamen eo nondum progressam putabamus, ut, occupatis Academicarum insignibus, litterariae professionis tam insidioso arcem invaderent » (*Ibid.*, p. 54).

Ces deux lettres sont tirées des *Archives du ministère de l'instruction publique*.

<sup>3</sup> *Collect. judicior....*, *ibid.*, p. 149-156 : *Requete de l'Université de Paris présentée au Roy, en consequence de la Conclusion de la Faculté de theologie du 1<sup>er</sup> juin 1624, par le recteur et les docteurs deputez.*

*Au Roy et a Nosseigneurs de son conseil.*

La *Conclusion* de la Faculté n'est pas reproduite.

il y aurait bientôt dans le royaume autant d'Universités que de localités un peu importantes, et cela au détriment public; car « la trop grande fréquence des colleges occasionne de quitter le commerce, l'exercice de l'agriculture et autres arts necessaires a la vie et société politique <sup>1</sup>, » fut un second point consigné par les plaignants. Il y avait une objection à détruire. C'était la gratuité de la collation des grades, car chez les Jésuites on ne voulait pas plus percevoir pour la collation des degrés académiques que pour l'enseignement des élèves. « Ils se vantent toujours de ce *gratis*, ajoutait la requête avec une ironie dédaigneuse; mais ils ne veulent et n'ont que des colleges bien rentez, auxquels ils ont fait, pour ne dire rien, accrocher les meilleurs et les plus riches benefices de ce royaume, joint et incorporé plusieurs terres et heritages, basti autant de palais qu'ils ont de maisons. Après cela, il leur est bien facile de faire les promotions *gratis*, afin d'attirer le monde par cet hameçon et sous ce masque se moquer de la pauvreté des Universitez, qui n'ont pour la plupart autre revenu, pour recompenser les labeurs des professeurs, ni autres gages, que les emolumens qui proviennent de la peine qu'ils prennent d'enseigner et de faire lesdites promotions, si peu considerables, que nul n'en a point encore formé plainte ni le public n'en a esté surpris. » Et d'ailleurs, est-ce une réelle gratuité? « Quand ils refusent d'une main, ils sçavent comme se recompenser de l'autre. Leurs faveurs s'achètent cherement : s'ils gratifient quelque pauvre escolier et lui donnent moyen de vivre, ils ne le laissent oisif ni ses semblables; ils les employent en corvées et menus services qui enfin payent la courtoisie au double, laquelle d'ailleurs ne diminue en rien leurs rentes. »

Le recteur de l'Université fut admis à plaider devant le Conseil privé. Sa parole triompha. Un arrêt laissa subsister celui du Parlement de Toulouse (septembre 1624). D'où grande joie au sein des Universités de province, qui adressèrent leurs chaleureuses félicitations à celle de Paris pour le généreux concours donné par elle à la cause commune <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> L'on ajoutait : « Pour se precipiter aux escoles, sous l'esperance que chacun a d'accroistre et augmenter sa condition, en portant une robe plus longue que de l'ordinaire. »

<sup>2</sup> *Collect. judicior...., ibid.*, p. 156-158 : *Extrait des registres du Conseil privé....*

Les Jésuites ne voulaient pas s'avouer définitivement vaincus. Les Universités se liguèrent pour résister aux envahissements des adversaires. C'était donc une paix armée.

Les Jésuites agrandissaient leurs anciens collèges, en créaient de nouveaux, essayaient même, n'ayant pas réussi à Tournon, de prendre, mais en vain, une revanche à Angoulême <sup>1</sup>, ville où François I<sup>er</sup> avait autorisé l'établissement d'une Université <sup>2</sup>.

Le recteur invitait les Universités de France à cimenter et élargir l'union, leur demandant, à la fois, procuration pour agir en leur nom et en temps opportun <sup>3</sup>. Les Universités de Toulouse, Bordeaux, Cahors, Poitiers, Angers, Reims, Bourges, Orléans, Caen, Aix et autres répondirent à l'appel. L'Université de Paris donna tout pouvoir à son recteur « pour conserver et défendre par toute voye due et raisonnable, au nom de l'Université en general, les droits des Universitez <sup>4</sup>. »

Le recteur présenta donc au Conseil du roi une requête des Universités de France. Cette requête, aussi longue que celle de l'Université de Paris, était aussi, en certains endroits, plus accentuée, ce qui était poussé, en un endroit, jusqu'à une étonnante exagération. Ainsi, les prétentions des Jésuites n'étaient pas seulement contraires à l'autorité royale, à l'ordre ecclésiastique et à l'ordre civil, aux autres familles religieuses, aux lettres et aux sciences, mais aussi « aux commandemens de l'Eglise <sup>5</sup>. »

L'arrêt porte : « Le Roy en son Conseil... a mis et met les parties hors de cours et de procez, sauf aux demandeurs se pourvoir par requeste civile contre ledit arrest audit Parlement de Toulouse.... »

Dans la lettre de l'Université de Cahors (décembre 1624), nous relevons ces mots : « Qua de re fortunae gratulari liceat, et vestram... eximiam diligentiam ac sollicitudinem ubique et semper praedicare » (*Pièce justificat.* de l'op. cit. de M. Jourdain, p. 55). Ce dernier a tiré cette lettre des mêmes *Archives du ministère de l'instruct. publ.*

<sup>1</sup> Jourdain, op. cit. p. 109.

<sup>2</sup> *Collect. judicior.*..., t. II, par. II, p. 189-190 : *Arrest du Grand Conseil donné contre les Jesuites d'Angoulesme*.... Cet arrêt est du 19 septembre 1625.

<sup>3</sup> Jourdain, op. cit., *Pièce justificat.*, p. 55 : *Lettre du recteur de l'Université de Paris, Aubert, aux recteurs et suppos des autres Universités pour les engager à s'unir contre les Jesuites*. Cette lettre serait du mois d'avril 1625.

<sup>4</sup> *Collect. judicior.*..., *ibid.*, p. 183-184, ou décret du 19 juin 1625 : *Decretum Universitatis... quo renovatur amicitia cum aliis Academiis ad defensionem juris et doctrinae suae*....

<sup>5</sup> *Collect.*..., *ibid.*, p. 266-274 : *Requete des Universitez de France, présentée au Conseil, en leur nom, par M. le recteur... et les docteurs deputez de la Faculté de theologie*.... Cette requête n'est pas datée.

Relativement à la transgression des commandements, nous lisons, p. 268 :

Tout cela se passait en l'année 1625.

La lutte allait reprendre.

La Compagnie de Jésus, qui aimait à crier à la calomnie <sup>1</sup>, s'était fâcheusement découverte. Les hostilités s'ouvrirent par des combats d'avant-garde que livrèrent la Faculté de théologie et le Parlement.

Le cardinal de Richelieu, que Marie de Médicis avait fait rentrer au Conseil, projetait déjà l'abaissement de la maison d'Autriche et en préparait les moyens. Il ne reculait pas devant l'alliance avec les Protestants. Aux yeux d'un certain nombre de Catholiques, c'était trahir l'Église.

Parurent alors, en latin, deux libelles anonymes contre cette nouvelle politique : l'*Avertissement au roi très chrétien* <sup>2</sup> et les *Mystères politiques* <sup>3</sup>. L'opinion commune les attribuait aux Jésuites. On les donnait tantôt au P. Garasse, tantôt au P. Scri-

« En ce que leurs escoliers, principalement ceux qui sont demeurans en leurs colleges, non plus qu'eux, n'oyent et n'entendent point de grand'messe avec diacre et sous-diacre, parce qu'ils n'en disent point en leurs eglises, ainsi qu'il est notoire à un chacun, et n'ont point de chœur, et qu'ils derogent aux Conciles generaux. »

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui qu'on reproche aux Jésuites de sacrifier dans leurs collèges les cérémonies de l'Église.

Le même reproche s'adresse aux Dominicains.

<sup>1</sup> Voir : *Requête présentée au Conseil par les PP. Jesuites contre l'Université de Paris en 1625*; et *Memoire présenté par M. le recteur et l'Université au chancelier de France contre les Jesuites du college de Clermont, à l'occasion de leur Apologie imprimée sous le nom du sieur Pelletier en 1625* (Collect. judiciaire..., *ibid.*, p. 185-187).

La *Requête* est signée par le P. Coton. Il y est dit que « par les reiterez discours de monsieur le recteur de l'Université et par tant de libelles diffamatoires qui se crient et vendent par les rues tous les jours, on fait accroire au peuple que nostre doctrine est differente de la commune de l'Eglise, et notamment qu'elle enseigne à attenter à la personne sacrée des Roys..., horrible calomnie qui ne combat pas seulement la verité, ains est bastante de mettre le glaive en la main des furieux... »

Nous lisons dans le *Mémoire* daté du 4 novembre 1625 : « Ce qui leur cuit est que, par des extraits que pour nostre defense nous avons esté contrainsts de mettre en lumiere, il est manifeste à un chacun qui a tant soit peu d'intelligence les principaux chefs de la doctrine de leur Societé, et que de la est venu et né cet execrable monstre, et que c'est l'enfantement d'un esprit qui est l'esprit de cette Societé. »

<sup>2</sup> *Ad Ludovicum XIII Regem christianissimum Admonitio qua breviter et nervose demonstratur Galliam foede et turpiter impium foedus inisse et injustum bellum hoc tempore contra Catholicos movisse salvaque religione prosequi non posse*, Francfort, 1625, in-4.

<sup>3</sup> *Mysteria politica, hoc est epistolae arcanae virorum illustrium sibi mutuo confidentium, lectu et consideratione dignae*, Anvers, 1625, in-4.

bani. On nommait aussi, comme auteurs, les PP. Keller et Eudæmon. Il est admis aujourd'hui que ce sont ces deux derniers Jésuites qui les ont enfantés : celui-ci a composé l'*Admonitio*, celui-là les *Mysteria politica*.

Dès le 26 novembre 1623, la Faculté de théologie nommait une commission de docteurs pour l'examen des deux libelles. Leur rapport conclut à la censure, qui fut prononcée le 1<sup>er</sup> décembre <sup>1</sup>.

Le rapport s'appuyait sur un certain nombre de propositions que les examinateurs avaient tirées spécialement de l'*Admonition* <sup>2</sup>.

Les unes présentaient les négociations et les alliances sous un jour défavorable pour arriver à les condamner et à pouvoir dire au roi :

Je prends la liberté de vous le dire, prince equitable, si vous ne vous employez de toutes vos forces à estouffer les heresies dans vostre royaume, vous souffrirez la damnation eternelle.

— C'est un Dieu qui a donné ordre à l'empereur et aux princes d'opposer leurs armes aux vôtres pour se defendre. C'est Dieu qui les engage à cette guerre. Celle que nous faisons est donc contre Dieu.

— Malheur à vostre royaume, malheur à ceux qui conseillent le scandale ! Plaise à Dieu que les grands hommes de l'Allemagne ayent la force et toute la religion necessaire pour detourner de si grands maux, non seulement en se garantissant, mais encore en nous empeschant de les faire.

— Les princes doivent donner leur attention pour empescher que l'Eglise ne souffre aucun dommage. Or, rien ne peut estre plus dangereux pour le Roy que l'opinion où l'on est que c'est faute d'un bon gouvernement que la religion est opprimée. Qui est ce qui n'aimeroit pas mieus estre l'allié des Espagnols que l'esclave des Huguenots ?

Il était question aussi de « l'autorité d'un cardinal » opprimant la Sorbonne.

<sup>1</sup> *Collect. judicior...., ibid.*, p. 190-192 : *Conclusiones Sacrae Facultatis Parisiensis in libellos....* ; et, p. 196-198 : *Censura.... lata in seditiosum libellum qui inscribitur* : G. G. R. THEOLOGI AD LUDOVICUM XIII REGEM CHRISTIANISSIMUM *ADMONITIO....*

V. aussi *Censur. et conclus....*, p. 228-229, 235-238.

<sup>2</sup> *Collectio...., ibid.*, p. 192-196 : *Articuli a MM. selectis propositi Facultati....*

V. aussi *Censur. et conclus....*, p. 229-235.

Pour le moins, il y avait dans ces lignes absence complète de patriotisme.

Ajoutez à cela le peril où Rome est exposée; car le pape, qui voit que la perte de la religion dans toute l'Europe sera la suite de nos intrigues, est obligé par devoir d'employer tout pour empêcher un si grand malheur, et il le fera. Il armera, il usera de l'un et l'autre glaive.... Il y en a mesme plusieurs qui croient qu'à moins que le Roy n'ayt ignoré tout ce qui s'est passé, il est dès à present excommunié; que ceux de son Conseil qui, par l'avidité du gain et de l'honneur et contre les mouvemens de leur conscience, machinent un si grand mal, sont par le seul fait retranchez de la communion de l'Eglise. - -

C'était pousser les choses à l'extrême.

La Faculté jugea, en particulier, que le libelle l'*Admonition* avait été composé « avec une incroyable astuce et finesse, » tant contre le pape que contre le roi, et le déclara « entierement execrable et detestable. »

L'Assemblée du clergé réprova elle-même, le 12 janvier suivant, les deux libelles <sup>1</sup>.

Le Parlement sanctionna, le 21, la censure de la Faculté, avec défense formelle de l'attaquer verbalement ou par écrit <sup>2</sup>.

La situation des Jésuites était grave. Le recteur chercha impitoyablement à l'aggraver encore. Il réunit et livra à l'impression les accusations portées et les arrêts rendus contre la Compagnie de Jésus : *Capita doctrinae jesuiticae, collecta et edita de mandato illustrissimi rectoris* <sup>3</sup>.

Le P. Coton, alors provincial, crut devoir élever la voix. Une requête fut rédigée. Le P. Seguiran s'unit au P. Coton pour la présenter au roi (16 janvier 1626). Sa Majesté était suppliée d'interdire « tant au recteur qu'à tous autres de decrier l'ordre des Jesuites, en quelque maniere que ce fust, et de dire, escrire, imprimer ou publier aucune chose contre la reputation, tant de leur ordre que de leurs particulieres personnes. » Du reste, la

<sup>1</sup> *Collectio judiciorum*...., *ibid.*, p. 201.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 199-201 : *Arrest de la cour de Parlement, portant defense à toutes personnes de s'assembler, escrire, imprimer ni publier aucune chose contre la censure du livre : ADMONITIO*....

L'*Admonitio* avait déjà été condamnée au feu par sentence du prévôt de Paris (*Ibid.*, p. 199).

<sup>3</sup> *Mémoires de Garasse*. Paris, 1860, p. 99.

justification de la Compagnie se trouvait, et dans la confiance des princes qui l'accueillaient en leurs États, et dans celle des familles si nombreuses qui lui confiaient leurs enfants. Comment, dans ces conditions, oser lui reprocher des doctrines perverses ! ?

## VII.

La grande et dernière bataille allait s'engager.

Une importation théologique d'Italie fournit contre la Compagnie de nouvelles armes. Santarelli avait publié, à Rome, avec l'approbation du général, un traité *De l'Hérésie, du schisme, de l'apostasie.... et du pouvoir du souverain pontife touchant la punition de ces fautes* <sup>2</sup>. Dans ce traité, l'auteur reproduisait, en les accentuant, les thèses de Bellarmin et de Suarès sur le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel : selon lui, le pape est le serviteur des serviteurs de Dieu sous le rapport de l'humilité ; mais, sous le rapport de la puissance, il est le seigneur des seigneurs ; toute autorité lui appartient ici-bas, en sorte que les chefs d'État ne sont que ses délégués.

De semblables maximes, disait Richelieu lui-même, « sont capables de ruiner l'Église de Dieu, à laquelle les puissances temporelles doivent estre soumises par amour, qui est la soumission de la grace, non par la force et contrainte, qui est la soumission de l'enfer. Il y auroit peu d'assurance dans les États, si elles avoient lieu <sup>3</sup>. »

Omer Talon venait de succéder à Servin dans la charge d'avocat général. Il donna un réquisitoire sévère contre le nouveau livre, que le Parlement fit jeter au feu. Dans son arrêt, la Cour ordonnait la citation, pour le lendemain, du provincial, de trois recteurs et de trois anciens de l'ordre. L'arrêt est du 13 mars 1626 <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Il s'agit de la *Requête* déjà mentionnée. Comme nous l'avons vu, la *Collectio judiciorum* donne 1625 pour date générale à la requête. Mais, d'après M. Jourdain, qui s'appuie sur un registre des *Archives du ministère de l'instruction publique*, elle ne fut remise au roi que le 16 janvier 1626 (*Op. cit.*, p. 110, not. 3).

<sup>2</sup> *De Haeresi, schismate, apostasia, sollicitatione in sacramento poenitentiae, et de potestate summi pontificis in his delictis puniendis*, Rome, 1625, in-4.

<sup>3</sup> *Mémoires de Richelieu*, collect. Michaud..., an. 1626, p. 368.

<sup>4</sup> *Collect. judiciorum*..., *ibid.*, p. 204-205 : *Arrêt de la cour de Parlement.... V. aussi Censur. et conclus.*..., p. 247-248.

Le 14, les religieux cités se présentèrent devant la Grand'-Chambre. Diverses questions leur furent posées. Souvent les réponses étaient fermes, parfois aussi hésitantes, dilatoires <sup>1</sup>. La Grand'Chambre leur accorda trois jours pour se concerter et pouvoir répondre aux trois propositions suivantes :

I. Le Roy ne tient son Estat que de Dieu et de son espée.

II. Le Roy ne reconnoit aucun superieur en son royaume que Dieu seul.

III. Le pape ne peut mettre le Roy ni son royaume en interdit, ni dispenser ses sujets du serment de fidelité, pour quelque cause et occasion que ce soit.

Les Jésuites ne répondirent pas catégoriquement. Par une

<sup>1</sup> *Collectio....., ibid.*, p. 205 : *Articles des demandes de Messieurs du Parlement.....; Censur. et conclus.....*, p. 248-249.

• Messieurs leur ont demandé : Approuvez vous ce meschant livre de Sanctarellus ?

• Le P. Colton, provincial de la province de Paris.., répondit : Messieurs, tant s'en faut, que nous sommes prests d'escrire contre et d'improuver tout ce qu'il dit, et par effect il nous est venu dans nostre maison dix exemplaires que nous avons supprimez.

• Le Parlement. — Supprimez. Est-ce vostre devoir d'en user ainsi ?

• Les Jesuites. — Nous avons creu que nous ne pouvions faire que cela.

• Le Parlement. — Pourquoi ne les avez vous portez à M. le chancelier ou à M. le premier president ?

• Les Jesuites. — Messieurs, nous sommes obligez et astraits à beaucoup d'autres obediences que ne sont pas les autres religieux.

• Le Parlement. — Ne sçavez vous pas bien que cette meschante doctrine est approuvée de vostre general à Rome ?

• Les Jesuites. — Oui, Messieurs ; mais nous qui sommes icy, ne pouvons mais de cette imprudence et nous la blasmons de toute nostre force.

• Le Parlement. — Parlez nous franchement, et nous dites si vous croyez que le pape puisse excommunier le Roy, affranchir ses sujets du serment de fidelité et mettre son royaume en proye.

• Les Jesuites. — O Messieurs, d'excommunier le Roy ! Luy qui est le fils aîné de l'Eglise, se donnera bien garde de rien faire qui oblige le pape à cela.

• Le Parlement. — Mais vostre general, qui a approuvé ce livre, tient pour infailible ce que dessus. Estes vous de differente creance ?

• Les Jesuites. — Messieurs, luy qui est à Rome ne peut faire autrement que d'approuver ce que la cour de Rome approuve.

• Le Parlement. — Et vostre creance ?

• Les Jesuites. — Elle est toute contraire.

• Le Parlement. — Et si vous estiez à Rome, que feriez vous ?

• Les Jesuites. — Nous ferions comme ceux qui y sont, font.

• Le Parlement. — Or, sus respondiez à ce qu'on vous a demandé.

• Les Jesuites. — Messieurs, nous vous supplions de nous permettre de communiquer ensemble.



déclaration en date du 16, signée de seize membres de l'ordre et remise au roi, ils désavouaient simplement la théorie contenue dans le livre de Santarelli, et s'engageaient à ne rien enseigner qui fût en opposition avec la doctrine du clergé, des Universités du royaume et de la Faculté de théologie de Paris. Au nombre des signataires étaient les PP. Coton et Petau <sup>1</sup>.

Naturellement, le Parlement n'était pas satisfait.

« On vouloit, lisons-nous dans les *Mémoires de Richelieu*, passer outre à leur vouloir defendre de plus enseigner et ouvrir leurs escoles ou à les chasser mesme de France. » Mais ce même Richelieu ne voulait pas qu'on allât jusqu'à ces mesures extrêmes, bien qu'il ne parût pas mécontent de ces orages soulevés contre ces religieux : comme le public, il les croyait opposés à sa politique. Selon lui, il fallait « reduire les Jesuites en un estat où ils ne pussent nuire par puissance, mais tel aussi qu'ils ne se portassent pas à le faire par desespoir ; auquel cas il se pourroit trouver mille ames furieuses et endiablées qui, sous le pretexte d'un faux zeile, seroient capables de prendre de mauvaises resolutions qui ne se repriment ni par le feu ni par autres peines <sup>2</sup>. »

La Faculté de théologie lança aussi ses foudres contre le livre de Santarelli. Le 16 mars, elle nommait une commission d'examen et, le 4 avril, elle prononçait la réprobation <sup>3</sup>.

Si le Parlement, sous l'influence de Richelieu, renonça à frapper les grands coups, il imposa la souscription de la censure de l'*Admonitio* et la condamnation plus explicite du livre de Santarelli aux Jésuites de Paris, aux provinciaux et recteurs de la Compagnie, ainsi qu'à six des anciens des collèges par elle dirigés. Le nouvel arrêt porte la date du 17 mars <sup>4</sup>.

Les religieux s'exécutèrent. Le 20 suivant, ceux de Paris souscrivaient la censure et condamnaient plus explicitement le livre.

Nous souscrivons, disaient-ils, « à la censure d'un livre qui a

<sup>1</sup> *Collect...., ibid.*, p. 205-206 : *Declaration des Peres Jesuites....* V. aussi *Cens. et conclus. de la Facult. de theolog....*, p. 249-250.

<sup>2</sup> *Memoir. de Richelieu*, collect. Michaud...., an. 1626, p. 328.

<sup>3</sup> *Collect...., ibid.*, p. 206 : *Declaratio S. Facultatis Parisiensis....*; et p. 212-214 : *Censura S. Facultatis....*

V. aussi *Censur. et conclus....*, p. 250, 258-260.

<sup>4</sup> *Collect...., ibid.*, p. 206-207 : *Arrest du Parlement....*

pour titre *Admonitio ad regem*, laquelle a esté faite par nos très sages maistres Messieurs les docteurs en theologie de la Faculté de Paris.... »

Quant au livre de Santarelli, nous l'« improuvons pareillement, rejettons et condamnons ; » car en lui se trouvent « quantité de choses scandaleuses, seditieuses, qui tendent au renversement des Estats, à retirer les sujets de l'obeyssance due aux Rois, aux princes et aux souverains...., et qui mettent mesme leurs personnes en grand danger et peril <sup>1</sup>. »

Le P. Coton touchait à sa dernière heure. « Hélas ! disait le mourant au sujet de cet arrêt, faut-il que je meure criminel de lèse majesté et perturbateur du repos public, après avoir servy deux Roys de France, l'espace de vingt ans, avec tant de fide-  
lité ? ! »

Non satisfaite de tant d'humiliations infligées à des adversaires, l'Université tint aussi à légiférer contre eux. Le 20 avril suivant, elle formula ces prescriptions : chaque année, la censure du livre de Santarelli sera lue dans la première assemblée après la rentrée des classes ; elle sera transcrite sur les registres des Facultés et des Nations ; deux copies en seront déposées aux archives communes de l'Université ; elle sera communiquée à tous les collèges ; toute agression contre elle fera perdre les droits académiques <sup>3</sup>.

Vraiment les Jésuites de France jouaient de malheur.

Un écrivain de l'ordre, que ses coreligionnaires eux-mêmes jugent sévèrement <sup>4</sup>, allait déterminer une attaque de flanc. Nous désignons le P. Garasse, dont nous avons déjà écrit le nom, et son œuvre, une *Somme theologique des veritez capitales de la religion chrestienne*.

<sup>1</sup> *Collectio*...., *ibid.*, p. 207 : *Declaratio Jesuitarum*.... ; *Censur. et conclus. de la Facult.*...., p. 157.

<sup>2</sup> *Mémoires de Garasse*, p. 232.

<sup>3</sup> *Collect.*...., *ibid.*, p. 218-220 : *Decretum Almae Universitatis Paris.*.... ; *Censur. et conclus.*...., p. 263-266.

« Les Universitez de Toulouse, de Valence, de Bordeaux, de Poitiers, de Bourges, de Caen, etc., en suivant l'exemple de la Faculté de theologie et de l'Université de Paris, ont condamné ce mesme livre et ont ordonné que la censure de la Sorbonne seroit enregistrée dans leurs registres. » (*Collect.*...., *ibid.*, p. 220).

V. aussi *Censur. et conclus. de la S. Faculté*...., p. 266.

<sup>4</sup> Feller le dit « sans goût et sans jugement » (*Diction.*...., art. GARASSE).

Jusqu'alors, Garasse s'était surtout fait connaître comme écrivain caustique, trivial, bouffon, violent parfois jusqu'à la grossièreté. Il voulut, sans doute, montrer qu'il était capable aussi de traiter sérieusement des questions sérieuses et même les questions les plus élevées. De là l'ouvrage qu'en 1625, sous le titre indiqué, il donna au public. Malheureusement, la forme était encore plus ou moins facétieuse et des parties offraient des assertions inexactes et même peu orthodoxes.

Chose étonnante ! des Dominicains avaient donné à l'œuvre leur approbation. Mais, le 2 mars 1626, le recteur signala le nouveau livre à la Faculté de théologie. Des docteurs furent chargés de l'examen. Deux mois leur étaient accordés pour présenter leurs conclusions. Les deux mois écoulés, les amis du P. Garasse se remuèrent et réussirent à faire prononcer deux ajournements. Cela était dû aux votes des Dominicains et des Franciscains, qui étaient venus nombreux aux réunions de la Faculté.

Il y avait là une obstruction qui pouvait se perpétuer. Il devenait urgent de remédier au mal. Le Parlement fut saisi de l'affaire par les docteurs séculiers ; et la Cour décida que, conformément aux anciens usages, chaque maison des ordres mendiants ne pourrait députer que deux docteurs. De leur côté, les religieux se pourvurent au Conseil d'État, qui leur donna raison.

Entre temps, les docteurs séculiers s'étaient rassemblés le 1<sup>er</sup> septembre et avaient déclaré que la *Somme théologique* renfermait « plusieurs propositions herétiques, erronées, scandaleuses, teméraires, et plusieurs passages de l'Écriture Sainte et des saints Pères mal citez, corrompus et détournez de leur vrai sens, et des bouffonneries sans nombre qui sont indignes d'estre écrites et leues par des chrétiens et par des théologiens <sup>1</sup>. » Ajoutons qu'il y en a d'inintelligibles.

La censure était sévère, mais méritée. Que le lecteur en juge

<sup>1</sup> *Collect. judicior...., ibid.*, pp. 202, 220, 222-226, 228-229 où censure, 238-241, où propositions extraites.

V. aussi *Mercur. franc.*, an. 1626, t. XII, p. 522-530.

La même année 1626, Saint-Cyran attaqua le livre de Garasse dans *La Somme des fautes et faussetez capitales contenues en la Somme theologique du Père François Garasse*. Cette réfutation, dit Bayle, devait avoir quatre volumes. Mais deux seulement ont paru avec un abrégé du quatrième (*Diction...., art. GARASSE*).

par quelques exemples, tirés de l'acte théologique, avec l'indication des pages du livre.

Garasse ne dit-il pas, au point de vue de l'hérécité :

Nostre nature n'est point si glorieuse qu'elle ne reconnoisse l'honneur qu'elle reçoit, et le gain qu'elle fait, *en perdant sa personnalité et l'abysmant dans celle du Verbe.*

— Nous pouvons dire que le mystere de la Trinité des personnes est le premier en ordre ; et, comme le disoit saint Epiphane...., la teste ou le chef de tous nos mysteres, *lequel il faut garantir aux depens de tous les autres, comme le serpent sauve sa teste aux depens de tous ses membres.*

Ne dit-il pas, au point de vue de la témérité :

Nostre Seigneur estoit maigre de corps et defait de visage par les excez de ses abstinences et de ses veilles.... A le veoir, on lui donnoit quasi cinquante ans ; il sembloit qu'il n'eust fallu qu'un souffle de vent pour le porter à terre....

— Il y a je ne sçai quelle obligation mutuelle entre père et fils, precepteur et disciple, pour le fait de l'education ; mais, entre valet et maistre, il n'y en peut avoir autre que de justice : tant servy, tant payé ; *au partir de là, nulle relation mutuelle.*

— Il me semble que le createur a mis et semé dans l'ordre de la nature des estoiles et des raisons populaires, comme des astres du matin, avec l'assistance desquelles, sans nous destourner de nos affaires et *avoir recours aux lumieres surnaturelles*, nous pouvons cheminer et trouver, comme parle David, *le chemin de la ville qui doit estre nostre demeure....*

Ne dit-il pas, au sujet de la chute primitive :

Il est très faux qu'on tire du texte de la Bible que le diable a perdu nos parens ; car Dieu ne lucta jamais contre le diable ; mais laissant l'homme en la main de sa liberté et de son conseil, comme parle l'Ecriture, permit qu'il fust tenté et surmonté par le diable.... Il ne se jeta jamais dans la meslée, pour resister en personne au diable et donner assistance à l'homme ; ains se tenant sur la barriere regardoit les combattans.... En cet affaire, Dieu n'estoit que le spec-tateur qui les regardoit faire.

Interprète-t-il mieux Tertullien et saint Augustin, lorsqu'il fait dire au premier « que l'ame d'un homme qui suit la raison pour guide est naturellement chrestienne, c'est-à-dire qu'il ne faut user que de la lumiere de raison pour estre chrestien, » et

au second « qu'il n'est pas beaucoup difficile d'estre chaste avec la laideur du corps et avec une humeur terrestre et languissante. »

Et la trivialité ? Le lecteur l'a déjà remarquée. Citons encore :

Quand la personnalité de l'homme a esté comme antée ou mise à cheval sur la personnalité du Verbe, elle ne s'est peu plaindre, d'autant qu'on luy a fait plus d'honneur qu'elle ne meritoit ; elle a perdu une obole pour gagner des pistoles.

Outre que Mahomet et Sathan n'ont usurpé que la moindre partie de la royauté, sçavoir la puissance sur les corps et sur les biens de fortune, ils se sont ruez sur le bagage, comme le roy de Sodome, et ont laissé le principal butin à Jésus Christ, qui est celuy des ames<sup>1</sup>.

A la différence des autres, cette nouvelle censure était purement religieuse. Elle ne pouvait donc pas exciter les passions politiques. Néanmoins, elle fournissait aux récriminations un élément nouveau. L'ordre religieux, si combattu, eût gagné à ne pas se l'attirer.

L'Université était avec la Faculté, et le Parlement avec l'Université. Le Conseil d'État continuait à être favorable aux Jésuites. En plus haut lieu, on se fatiguait de toutes ces discussions politico-religieuses.

Sur le conseil de Richelieu, qui ne voulait pas indisposer le Saint-Siège, Louis XIII signa des lettres patentes pour interdire ces sortes de disputes qui remplissaient le royaume de fortes et inutiles « contentions. » En conséquence, défenses étaient faites au recteur, aux régents, suppôts de l'Université, docteurs de la Faculté de théologie et à toute autre personne de « composer, traiter, disputer, déterminer » aucun point touchant l'affirmative ou la négative des propositions ayant trait à l'autorité de la couronne de France et des autres souverains, sans une expresse permission, « à peine d'estre semblablement punis comme seditieux et perturbateurs du repos public. » Ces lettres patentes sont du 13 décembre 1626<sup>2</sup>. Elles avaient été

<sup>1</sup> Citat. extraites de la *Somme*...., p. 635, 454, 782, 895, 375, 8, 257-256, 361, 792, 649, 574.

<sup>2</sup> En un autre endroit, la *Collectio judiciorum*, p. 245, leur donne la date du 14 décembre. C'est sans doute pour cela que M. Jourdain, *op. cit.*, p. 113, écrit qu'elles furent signifiées à cette date.

précédées, le 2 novembre, d'un arrêt du Conseil d'État, lequel portait des inhibitions semblables <sup>1</sup>.

L'Université, froissée déjà par cet arrêt, ne voulait pas rester sous le coup que lui portait le roi. Ce coup lui paraissait d'autant plus immérité, lui était d'autant plus sensible, qu'en définitive elle prenait la défense du trône.

Elle rédigea donc une requête, qui fut présentée au roi par le recteur et des docteurs de la Faculté de théologie <sup>2</sup>. Dans cette requête, elle invoquait les actes du passé pour établir que, guidée par la Faculté de théologie, elle n'outrepassait pas son droit en s'élevant contre les pernicieuses doctrines politiques. Ces pernicieuses doctrines s'étaient affirmées dans plus de « vingt livres » depuis l'avènement de Louis XIII, heureusement régnant. Elles venaient de se montrer encore au grand jour dans deux nouveaux : la *Ligue tres sainte et tres catholique* et l'*Altera secretissima Instructio*. Ce sont là de bien tristes choses.

Que « l'Université ne diroit ni ne remontreroit, si elle pouvoit le faire, sans prevariquer à sa cause et, qui plus est, sans trahir Vostre Majesté et la verité. » D'autre part, comme le Parlement est le « juge naturel de tous les differens qui concernent vostre Université privativement à tous autres juges » et qu'elle « ne peut estre distraite en autre juridiction, » elle demande respectueusement qu'il « plaise à Vostre Majesté renvoyer tous ces differens en vostre Parlement <sup>3</sup>. »

C'était habile. Mais ce fut sans succès.

Le roi chargea même l'évêque de Nantes d'aller intimer de nouveau à la Faculté de théologie sa volonté absolue. Ce dernier,

<sup>1</sup> *Collect. judicior...., ibid.*, p. 233-234.

<sup>2</sup> On songeait même alors à annuler la censure prononcée contre le livre de Santarelli.

L'affaire se compliquait encore de la thèse de Testefort. Ce Dominicain, du couvent de Paris, avait soutenu que les *Décrétales font partie de l'Ecriture Sainte*. La Faculté de théologie, puis l'Université avaient condamné cette thèse en général, et aussi parce qu'on pouvait tirer de la bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII, comme certains théologiens l'avaient fait, comme Testefort le faisait lui-même, la dangereuse théorie contre le pouvoir souverain des États.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 246-250 : *Requete présentée au Roy par le recteur et les docteurs de la Faculté de theologie, deputez par la Conclusion du dernier jour d'octobre 1626....* V. cette *Conclusio, ibid.*, p. 230. La *Requete* n'est pas datée. Les *Censur. et conclus....*, p. 283-288, lui assignent seulement l'année 1627.

le 2 janvier 1627, accomplit très autoritairement sa mission dans une assemblée de docteurs à la Sorbonne <sup>1</sup>.

Sur la plainte qui lui fut faite, le Parlement trouva le procédé injustifié et injustifiable. Le 4 janvier suivant, la Cour déclara par arrêt que les décrets de la Faculté de théologie du 1<sup>er</sup> et du 4 avril 1626 seraient « registrés au greffe d'icelle pour y avoir recours, quand besoin <sup>2</sup>. »

Le même jour, l'Université décidait de faire une démarche auprès du roi. Elle se rendit en corps immédiatement au Louvre. Mais elle apprit que le roi en était parti une heure auparavant. Le lendemain, sur les huit heures du matin, elle y retourna. Après avoir attendu une heure, elle fut admise dans la chambre du roi. Michel de Marillac, garde des sceaux, de Schombert, Bullion et autres personnages de la cour étaient présents.

« Sire, dit le recteur, vostre Université est venue autrefois pour elle. Elle vient maintenant pour vous.... Nous sommes ignominieusement notez et persecutez pour avoir soutenu que vous estes souverain et ne pouvez estre deposé. Sire, le mal est si grand et s'augmente si fort, qu'il n'y a que Vostre Majesté seule qui puisse y remedier, et les menaces et violences qu'on nous fait nous reduisent jusqu'au point de de-  
« mander vostre protection. »

« Je vous remercie, répondit le roi, de l'affection et du soin que vous avez pour moy ; mais je ne trouve pas bon que vous vous mesliez de ce qui touche la foy : c'est à faire aux docteurs. Mon garde des sceaux vous dira le reste. »

Le garde des sceaux, prenant aussitôt la parole, joignit à des expressions bienveillantes des reproches sévères. Ceux qui ont l'honneur d'être du Conseil du roi, dit-il, « connoissent assez qu'elle (l'Université) est la mère des sciences ; et, pour moy, j'en ay succé le lait et y ay appris ce que je sçay. Le Roy sçait très bien qu'il est souverain en son royaume et ne depend de personne. Son conseil sçait aussi fort bien que Sa Majesté ne

<sup>1</sup> Collect..., *ibid.*, p. 243-244 : *Lettre du Roy à la Faculté de creance pour l'evesque de Nantes.*

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 244 : *Arrêt de la Cour de Parlement.... sur ce qui s'est passé en Sorbonne le samedi deuxiesme du mesme mois.*

V. aussi *Censur. et conclus....*, p. 268.

- « reconnoit point de juges dedans son royaume ni dehors, et
- « n'a à rendre compte de ses actions qu'à Dieu seul.... Vous
- « avez fait un decret que vous ne pouviez pas faire, vostre profession n'estant point de theologie.... »

Ces derniers mots causèrent un étonnement général. Le recteur repartit aussitôt :

- « Sire, voilà les docteurs en theologie qui sçavent ce qui en
- « est. »

Plusieurs docteurs prenaient déjà la parole, lorsque le garde des sceaux leur imposa silence, afin de continuer son discours.

Il le continua sur le même ton et sans être beaucoup plus précis. Quand il eut terminé, le recteur reprit :

- « Sire, je supplie très humblement Vostre Majesté de donner
- « à vostre Université demi quart d'heure, et je répondray
- « promptement à tout ce qu'a dit Monsieur le garde des
- « sceaux. »

Le roi ayant acquiescé à la demande, le recteur avait à peine commencé, lorsque le garde des sceaux l'interrompit, puis lui retira la parole par ces mots impératifs :

- « Je vous impose silence de la part du Roy, le Roy me le
- « disant. »

Alors, un docteur en théologie, s'avancant vers Michel de Marillac, lui lança cette juste réflexion :

- « Monsieur, n'interrompez pas, s'il vous plaist, le recteur,
- « puisque le Roy luy fait l'honneur de l'entendre. »

Ceci fut désagréable au roi, qui lui dit sèchement « que ce n'estoit pas à luy à parler. »

Sur une nouvelle instance du recteur, le roi le congédia assez brutalement par ces deux mots : « C'est assez ; » ce qui n'empêcha pas le premier d'ajouter humblement : « Sire, l'Université a fait ce qui est de son devoir et de sa fidélité <sup>1</sup>. »

Quelques jours plus tard (15 janvier), le roi fit intimer à la

<sup>1</sup> *Collect. judicior...., ibid., p. 244-246 : Recit de ce qui s'est passé, lorsque le recteur de l'Université et les docteurs nommez par la Conclusion du 1 octobre 1626 et les quatre Facultez ont esté saluer le Roy touchant l'affaire de Fr. Teslefort, jacobin, et Sanctarel. jesuite....*

On constate dans la relation qu'il y avait « un grand nombre de docteurs en theologie. »



Faculté de théologie l'ordre de ne plus s'occuper de ces matières <sup>1</sup>.

Le Parlement essaya, de son côté, d'amortir les coups. Il déclara, par un nouvel arrêt (25 janvier), qu'il maintiendrait rigoureusement la condamnation précédente <sup>2</sup>. Il décida aussi (1<sup>er</sup> février) que des remontrances seraient faites au roi <sup>3</sup>. Ces remontrances furent présentées, dans le même mois, en présence du cardinal de Richelieu, qui répondit en habile diplomate.

Il faudrait être, dit-il, mauvais théologien pour ne pas admettre l'indépendance absolue de la couronne de France et ne pas tenir les propositions de Santarelli « pour meschantes et abominables. » Sans doute, on a bien fait de condamner au feu le livre de cet auteur. Mais il ne faut pas accroître le mécontentement de Sa Sainteté, déjà mal disposée au sujet de la paix avec la Valleline. Peut-être désireriez-vous connaître les motifs qui font agir le roi ? A cela je réponds : « Le maistre du vaisseau « ne rend point raison de la façon avec laquelle il le conduit.... ; « il y a des affaires dont le succez ne depend que du secret, et « beaucoup de moyens, propres à une fin, ne le sont plus « lorsqu'ils sont divulgués. » Qu'on ait confiance en nous. « Le « Roy attend une censure de Rome, qui fera d'autant plus « d'effect qu'elle viendra d'une part que beaucoup tiennent « partie en ceste cause. Si Sa Majesté ne la reçoit, elle en procurera une en son royaume, qui puisse estre soutenue par « tout le monde et qui edifie toute la chrestienté au lieu de la « diviser <sup>4</sup>. »

Enfin, l'affaire fut évoquée au Conseil du roi, et elle y resta.

Les hostilités devaient donc cesser. De la part de l'Université et de son auxiliaire le Parlement, c'était une paix plutôt subie qu'acceptée. Aussi y aura-t-il, par-ci par-là, quelques escarmou-

<sup>1</sup> *Collectio*...., *ibid.*, p. 250-251 : *Declaration du Roy aux doyen, syndic et docteurs de la Faculté*....

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 251 : *Arrest du Parlement qui ordonne d'informer des sollicitations faites contre la censure de F. Sanctarel, jesuite.*

V. aussi *Censur. et conclus.*...., p. 269.

<sup>3</sup> *Collect.*...., *ibid.*, p. 252-255 : *Arrest du Parlement*... , avec *Procez verbal.*

<sup>4</sup> *Collect. judicior.*...., *ibid.*, p. 255-256 : *Ce que Monsieur le cardinal de Richelieu a dit devant le Roy en fevrier 1627 sur le sujet de la censure de Sanctarel* ...

ches, surtout en 1643-1644. Quant aux Jésuites, qui nourrissaient encore de plus grandes espérances, ils étaient définitivement maintenus en possession.

Nous venons d'assister à la seconde phase de la lutte épique de l'Université et des Jésuites. Elle fut moins longue que la première : celle-ci avait duré la moitié du xvi<sup>e</sup> siècle ; celle-là dura le quart du xvii<sup>e</sup> siècle. Cette lutte, nous l'avons déjà définie et qualifiée. C'était la lutte, au point de vue de l'enseignement, de la liberté contre le monopole : la liberté réclamant ses droits, le monopole défendant son privilège ; la liberté devant opposer une concurrence salutaire, le monopole la rejetant opiniâtrement et par tous les moyens ; la liberté favorable au progrès des lettres et des sciences, le monopole exposé à la routine et conduisant presque fatalement à la décadence.

Souvent, ici-bas, les plus justes causes rencontrent bien des obstacles, éprouvent bien des traverses, subissent bien des épreuves, supportent bien des coups immérités. On dirait parfois que, sous le choc d'adversaires puissants et même par d'imprudentes et téméraires sorties de frères et d'amis mal avisés, elles vont sombrer dans la mort. Telle se présente la cause des Jésuites, revendiquant une place au sein de l'Université de Paris.

Pour faire triompher ces justes causes, il faut du courage, de la constance, de longs et généreux efforts. Il faut en appeler à la prudence qui préserve et met à couvert, à la sagesse qui inspire et conseille. Une habile stratégie doit présider aux opérations. Ainsi en fut-il dans la cause des Jésuites. Ces religieux lui consacrèrent soixante-quinze ans de courage, de constance, d'efforts. Ni la prudence, ni la sagesse, ni l'habileté ne leur firent défaut. Ils méritaient la victoire ; ils ont fini par l'obtenir.

L'abbé P. FERET.

---

# LE PÈRE JEAN SUFFREN

A LA COUR DE MARIE DE MÉDICIS ET DE LOUIS XIII

(1615-1643)

---

*Deuxième partie* <sup>1</sup>

---

V.

Depuis la *Journée des dupes*, Louis XIII, retiré tantôt à Saint-Germain, tantôt à Versailles, semblait fuir sa mère. Quand il venait à Paris, celle-ci répondait à sa défiance par un silence fier et affecté ; ils vivaient entre eux « fort froidement, » dit Fontenay-Mareuil. Rien n'était mieux fait pour augmenter cette froideur que les complots ourdis sourdement par les ennemis de Richelieu. La faible santé du roi ramenait leur espérance sur Gaston d'Orléans, l'héritier du trône, où ils le voyaient déjà parvenir ; ils entretenaient ses mécontentements et le faisaient exciter par Marie de Médicis.

Derrière cette révolte de Gaston, le roi et son ministre découvrent sans peine les menées rancunières de la reine mère ; ils songent à l'écarter du centre des intrigues. Pour arriver à ce dessein sans la blesser, Louis XIII transporte la cour à Compiègne et il invite sa mère à le suivre. Elle hésite et laisse le roi partir seul. Ses conseillers lui représentent les dangers de cet éloignement : elle fait le champ libre à Richelieu ; elle va renouveler la faute du mois de novembre, où, si elle eût suivi le roi à Versailles, « le cardinal n'eût osé y aller et se fût retiré à Pontoise d'où il ne serait jamais revenu ? » Elle cède à ces con-

<sup>1</sup> Voir plus haut, p. 74-131.

<sup>2</sup> Montglat, p. 61.

seils; elle part pour Compiègne; elle y est isolée des mécontents : le moment est bien choisi pour lui faire entendre raison. Le roi essaya par toutes les voies possibles d'adoucir son esprit, « employant pour cela et Vaultier, son premier médecin...., et le P. Souffran, son confesseur, qu'elle aymoît fort. » Il fit aussi intervenir auprès d'elle le maréchal de Schomberg et le garde des sceaux Châteauneuf « qui, par la place qu'ils tenoient auprès du Roy et leur grande réputation de probité, sembloient estre propres pour luy faire comprendre les raisons du Roy à vouloir garder le cardinal de Richelieu <sup>1</sup>. » Pour assurer une réconciliation durable, Louis XIII exigeait que sa mère reçût la soumission du cardinal, qu'elle rentrât au Conseil et s'engageât par écrit à « ne jamais avoir d'autre pensée que celle du bien de son état. » La proposition de cet engagement écrit, dit Richelieu dans ses mémoires, « avoit été faite premièrement par le P. Suffren. » Tout fut inutile; le roi fit les derniers efforts pour obtenir le pardon du cardinal, jusqu'à se mettre à genoux devant elle; il ne put jamais la fléchir.

Devant cette obstination il se trouva très embarrassé. Au point où en était la politique extérieure, Richelieu lui était utile, indispensable. Par ailleurs, s'il se séparait de sa mère, ne serait-il pas mal vu de la France et de l'étranger? Enfin il pensa que les torts de Marie de Médicis le justifieraient, et qu'un éloignement pourrait la changer elle-même. Le 23 février, de bon matin, avec Anne d'Autriche, il quitte Compiègne subitement, après avoir chargé « le P. Suffren d'avertir la reine mère de son départ sitôt qu'elle seroit éveillée, et de l'assurer qu'il avoit un regret sensible de partir sans lui dire adieu, et qu'il lui feroit savoir ses intentions par monsieur de la Ville-aux-Clercs <sup>2</sup>. » D'un autre côté, le maréchal d'Estrées, qui commandait des compagnies de gardes postées autour du château, avait reçu des instructions écrites; il alla à son tour trouver Marie de Médicis et lui apprit qu'il avoit ordre de demeurer près de sa personne avec des troupes, afin « de lui faire honneur et de la suivre quand elle sortirait pour se promener » et de lui obéir en tout ce qu'elle lui commanderait. Elle ne reçut pas ce compliment en bonne

<sup>1</sup> Fontenay-Mareuil, *l. c.*

<sup>2</sup> Griffet, *Louis XIII*, p. 124.

part ; elle prit cette garde pour une honnête prison ; en quoi elle ne se trompait pas, car on avait prescrit au maréchal que, si elle voulait aller à la cour, il devait « lui faire entendre avec respect qu'il avait ordre de l'en empêcher <sup>1</sup>. »

Bientôt Marie de Médicis apprit la disgrâce des principaux personnages qui partageaient ses sentiments. La princesse de Conti avait reçu l'ordre de se retirer à Eu ; Vautier, médecin de la reine mère, et l'abbé de Foix furent menés à la Bastille ; le maréchal de Bassompierre fut mis en prison ; quant au P. Chanteloube, on se contenta de lui faire donner l'ordre, par le général des Oratoriens, de se rendre à leur maison de Nantes : au lieu d'obéir, il se retira en Flandre.

Pendant ce temps la mère du roi se plaignait « du mauvais traitement qu'elle recevait, surtout de ce qu'elle était prisonnière à cause des gardes qui la suivaient partout <sup>2</sup>. » Son fils n'avait pas tardé à lui écrire, peu de temps après avoir quitté Compiègne, « témoignant beaucoup de regrets que la nécessité de ses affaires l'eût contraint de se séparer d'elle. » Il aurait voulu qu'elle se retirât à Moulins ; il lui offrit le gouvernement de la province, et lui parla même, dans le cas où elle accepterait, de lui rendre Vautier, son médecin. A cette proposition Marie de Médicis s'alarma plus que jamais, elle s'imagina que Moulins ne serait qu'une étape vers l'Italie, où elle redoutait d'être renvoyée <sup>3</sup> ; elle prétexta la peste qui régnait dans la région ; quant au gouvernement de la province, elle n'y tenait pas, ne voulant plus, disait-elle, se mêler de rien.

On s' imagine facilement la situation embarrassante du P. Suffren. Le roi, en quittant Compiègne, lui avait prescrit de rester auprès de la reine mère, pour l'assister de ses conseils jusqu'à nouvel ordre ; ensuite, par une lettre datée du 15 mars (1631), il lui manda de ne la point quitter <sup>4</sup>. Dans de telles conjonctures, grande était la perplexité du confesseur de Marie de Médicis. Personne ne saurait l'exprimer mieux et avec plus de conviction que lui-même ; une lettre inédite, datée de Compiègne,

<sup>1</sup> Montglat, p. 61.

<sup>2</sup> Fontenay-Mareuil, *l. c.*

<sup>3</sup> Lettre du maréchal d'Estrées et de M. de la Ville aux Clercs à Richelieu, 24 fév. 1631, dans le recueil d'Aubéry.

<sup>4</sup> Griffet, *op. cit.*, t. XIV, p. 160.

le 24 juin 1631, et écrite au T. R. P. Général, nous découvre ses difficultés et son affliction :

Depuis le mois de février, époque où il plut au roi très chrétien de se séparer de la reine mère, je n'ai rien écrit à Votre Paternité. Cet événement imprévu et douloureux m'a ému de telle sorte que je ne crois pas avoir éprouvé dans ma vie une peine semblable. Ce qui s'est passé à Blois, il y a quinze ans, n'est rien en comparaison de ce qui se passe aujourd'hui. Mon seul soin, mon seul souci, dans de pareilles circonstances, est de rassembler en mon souvenir les divers traits de la sainte Écriture et des saints Pères qui peuvent donner du courage au cœur dans la souffrance. Obligé de soutenir l'âme de la reine mère contre l'adversité, je dois d'abord moi-même affermir la mienne. Quant aux motifs de cette séparation et aux circonstances qui l'accompagnèrent, je ne vous en écris rien, car je ne veux blesser personne. Par l'ordre du roi, je suis resté à ce moment à la cour de sa mère, toujours très occupé par les confessions et la prédication.

Ce n'est pas un petit travail de vivre à la cour de Marie de Médicis de façon à satisfaire la cour de Louis XIII, car leurs désirs et leurs tendances sont souvent opposés, et ce n'est pas à moi de juger où est le bon droit et l'équité. Jusqu'à présent, grâce à Dieu, il n'est rien survenu qui indisposât contre moi le roi ou sa mère, et pourtant, sur un terrain si glissant, il est bien facile de faire un faux pas.

Que ne puis-je vous ouvrir tout mon cœur à ce sujet, exposer à votre tendresse paternelle tout ce qui cause mon angoisse dans une affaire de si haute importance ! L'espérer serait téméraire : je me vois forcé de confier à Dieu seul les sentiments de mon âme, d'attendre secours et conseil de celui-là seul qui tient en ses mains mes destinées. Votre Paternité peut voir à mon silence combien la reine mère a besoin des prières et des suffrages de la Compagnie, et en son nom je vous demande avec instance de puiser pour elle dans notre trésor commun.

Moi qui, depuis dix-sept ans, suis privé de la vie de communauté, me voici depuis quatre mois à Compiègne, où ne se trouve aucun de mes frères, excepté mon compagnon, et je devrai peut-être y rester une ou plusieurs années, s'il plaît à Dieu. Votre Paternité sait combien cette position m'est pénible, mais si Dieu doit en retirer quelque gloire et la reine mère quelque consolation, je ne refuse pas cette souffrance : que la volonté divine s'accomplisse sur moi ici-bas !

Nous ne savons si le roi permettra à sa mère de rester plus longtemps ici ou s'il lui ordonnera de se retirer ailleurs<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Traduit sur l'autographe latin.

La première intention de Marie de Médicis avait été de ne pas quitter Compiègne, parce qu'elle s'y voyait plus proche de Paris et pourrait y être plus promptement « si l'occasion s'en offroit par la mort du Roy que tous les faiseurs d'horoscope assuroient estre prochaine <sup>1</sup>, » ou pour quelque autre sujet. Elle avait aussi, sans doute, l'espoir que son fils en viendrait à un accommodement, ou que la chute du cardinal ne tarderait pas; puis elle savait qu'elle ne manquait pas à la cour d'amis et de partisans.

Cependant de longs jours se passèrent sans amener grand changement dans l'esprit de Richelieu, sinon que l'on fit sortir de la ville les gardes du maréchal d'Estrées, qui fut prié de laisser à la reine mère toute sa liberté. Agit-on par convenance, pour mettre fin à une mesure odieuse, ou voulut-on, par ruse, faciliter une évasion défavorable au parti de Marie de Médicis? L'un et l'autre probablement; toujours est-il qu'elle tomba dans le piège et résolut de s'échapper. Le jeune marquis de Vardes lui offrit un asile à la Capelle, placé forte sur la frontière de Flandre, qu'il commandait en l'absence de son père, dont il avait la survivance; cependant, comme ses promesses pouvaient demeurer sans effet parce que son père, fidèle au roi, avait plus d'autorité dans la place où il pouvait arriver d'un moment à l'autre, la reine traita en même temps avec l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas espagnols, pour avoir en toute occurrence une retraite assurée à la cour de Bruxelles. Le cardinal ne tarda pas à être averti de ces négociations; plusieurs crurent même qu'il en avait été l'instigateur, pour faire commettre à sa rivale un acte de rébellion qui justifierait la conduite tenue à son égard; quoi qu'il en soit, voulant l'empêcher de s'emparer d'une place frontière, il envoya des ordres en conséquence au vieux marquis de Vardes. Celui-ci arriva en poste à la Capelle, le jour même où la reine devait y être reçue; reconnu des soldats, il en fut plus respecté que son fils; il le chassa de la place avec toutes les personnes suspectes, ferma les portes et attendit <sup>2</sup>. La reine mère, ignorant tout, sortit de Compiègne en cachette, le 18 juillet, à dix heures du soir, monta dans un carrosse accom-

<sup>1</sup> Fontenay-Mareuil, *l. c.*

<sup>2</sup> Recueil d'Aubéry, t. II, 373. Procès-verbal du comte de Nesmond.

pagnée de deux femmes de chambre, de son chirurgien et de deux hommes à cheval, puis marcha droit à la Capelle, où elle se savait attendue par le jeune de Vardes. Elle en était à une lieue lorsqu'il vint à sa rencontre l'avertir que son père l'en avait chassé et qu'elle n'avait plus aucune espérance d'y entrer.

Surprise et fâchée de ce contretemps, elle hésita d'abord sur le parti à prendre, mais « la crainte de tomber dans les mains du cardinal la fit résoudre de passer outre <sup>1</sup>. » Le 19 juillet, elle alla coucher à Estrun, dans les Pays-Bas. Le lendemain 20, elle se rendit à Avesnes, « d'où elle fit savoir à l'infante son arrivée dans ses États <sup>2</sup>. » Isabelle envoya des carrosses au-devant d'elle, et vint elle-même jusqu'à Mons la recevoir et adoucir ses chagrins.

Quand Marie de Médicis s'échappa de Compiègne, le P. Suffren n'était plus confesseur du roi depuis près de quatre mois. Dès le 1<sup>er</sup> août 1631, moins de quinze jours après sa fuite, il l'avait rejointe, et, de Mons, il écrivit au Père Général un court récit des événements que nous venons de raconter; le jugement qu'il porte sur cette affaire, l'expression des difficultés et des peines où il se trouve ont ici un intérêt tout particulier :

La reine mère, dit-il, craignant de voir augmenter en France les mauvais traitements, perdant patience au milieu des contrariétés et des intrigues, est sortie du royaume, et partant pour la Belgique, elle y a choisi un domicile plus sûr et plus agréable, en attendant qu'il plaise au roi très chrétien de s'adoucir à son égard. Il n'a jamais été dans son idée d'employer les moyens violents ni d'en venir aux armes pour recouvrer le haut rang que Dieu et la nature lui ont donné auprès de Sa Majesté : elle veut seulement attendre le secours de Dieu dans l'espérance et la solitude. J'entends dire que le roi a très mal pris ce départ; beaucoup lui persuadent que sa mère s'y est décidée avec de mauvaises intentions; mais les actes et le genre de vie de la reine, qui ne respirent que la paix, feront taire l'ignorance de ces hommes impudents. C'est à mon insu et sans me consulter que la reine a quitté Compiègne, où elle était depuis six mois. Lorsque après son départ elle m'écrivit de la suivre, elle espérait se retirer non en Belgique, mais dans une ville frontière du nom de la Capelle. Ce projet n'ayant point réussi suivant son désir, elle a été forcée de

<sup>1</sup> Montglat, *ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*



gagner la Belgique. Sur son ordre je l'y ai suivie, avec tous les gens de sa maison. J'ai tout lieu de croire que le roi n'en a pas été froissé, car lui-même, il y a quatre mois, m'a écrit qu'il jugeait très utile que je restasse auprès de sa mère, comme confesseur ordinaire et prédicateur, et il y a douze ans, quand la reine s'enfuit de Blois, il m'approuva de ne pas l'avoir quittée.

Je l'avoue, si j'avais pu deviner ces événements, j'aurais écrit à mes supérieurs à Paris pour connaître la volonté de Dieu; mais, comme il n'a pas été donné plus d'une heure aux gens de la reine pour leurs préparatifs de départ, il ne m'a pas été loisible d'écrire et d'attendre une réponse. D'ailleurs, si je n'avais obéi à l'ordre que me donnait la reine de l'accompagner, j'aurais semblé condamner sa conduite, ce que je ne voulais pas et ne me croyais pas permis, car, aux yeux de juges équitables, son départ n'est entaché d'aucune faute.

Je laisse à penser à Votre Paternité en quelle peine et amertume je me trouve, et combien de pensées différentes agitent mon esprit quand je me demande si je dois rester à la cour de la reine mère ou la quitter. Je vois des courtisans qui abandonnent les palais des rois pour aller servir Dieu dans des monastères, et moi, il y a de si longues années que je suis exilé des maisons religieuses! Il me paraît impossible de contenter le roi et sa mère, tant leurs désirs sont opposés! Je crains que l'un ou l'autre ne soit indisposé envers notre Compagnie, si je commets quelque imprudence, même sans la moindre malice, et cela est si facile! Je n'ai personne à qui manifester ma façon de voir, à qui faire valoir les motifs qui militent en faveur de Marie de Médicis; tous ceux à qui je m'ouvre ont trop de préjugés pour me comprendre; la plupart prétendent que j'offenserai le cardinal de Richelieu si je n'approuve pas les ennuis que le roi occasionne à sa mère, et j'offense la reine si je semble les approuver. Je suis donc pris de tous les côtés.

La reine mère a déjà donné de grandes marques de bienveillance envers notre Compagnie en Belgique, et a reçu avec beaucoup d'affection ceux des nôtres qui l'ont visitée. Le jour de saint Ignace, elle est venue dans notre église (de Mons) vers le soir, et pendant une demi-heure elle a prié notre bienheureux fondateur avec une grande piété. Le Révérend Père Recteur de ce collège l'a traitée avec beaucoup d'honneurs. On parle de partir bientôt pour Bruxelles, de visiter Notre-Dame de Hales, Notre-Dame d'Aspremont, Notre-Dame de Foix et les villes célèbres de ce pays, comme Anvers <sup>1</sup>....

<sup>1</sup> Lettre inédite du P. Suffren au Père Général, de Mons, 1<sup>er</sup> août 1631, trad. sur l'autogr. latin.

La conduite du P. Suffren dans cette occasion fut agréée de ses supérieurs et du roi : il ne quittera plus Marie de Médicis, et comme elle, il ne mourra point sur la terre de France ; d'ailleurs il ne fut jamais compris dans les déclarations qui furent publiées contre ceux qui sortirent du royaume pour s'attacher à la reine mère. Mais que penser du jugement si favorable à sa pénitente exprimé dans la lettre que nous venons de citer ? Faut-il dire de lui, avec plusieurs historiens qui ont copié Fontenay-Mareuil, qu'il était « trop simple et aisé à abuser ? »

L'ensemble de sa correspondance, et en particulier cette dernière lettre, ne nous permet pas de souscrire à cette appréciation. Admettons même, ce qui n'est point du tout prouvé, que Marie de Médicis, au moment de sa fuite, ait eu quelques-unes des mauvaises intentions que Richelieu et ses partisans lui ont prêtées. Si le P. Suffren ne les a pas devinées, est-ce de sa part excès de simplicité ? Nullement. Homme de Dieu avant tout, occupé au bien et au progrès surnaturel des âmes, ne prenant à la cour de la reine Marie d'autre autorité que celle que lui conférait son titre de confesseur, il avait le droit de ne pas chercher à connaître les dessous peu édifiants de la politique et de l'intrigue ; il ne devait pas être coureur de salons factieux ; ses devoirs d'état, sa vocation de prêtre et de jésuite, le tenaient dans une sphère plus haute et moins agitée, bien au-dessus des menées secrètes et des complots. Il avait encore une autre bonne raison pour fermer les yeux aux machinations des partis : la reine, qui l'aimait et l'estimait beaucoup comme confesseur, ne le consultait que fort peu, c'est un fait connu, sur sa conduite politique : elle s'échappa de Blois, et douze ans après de Compiègne, sans lui en dire un mot. Ceux qui voulurent se servir de l'intermédiaire du P. Suffren pour travailler à la réconciliation de la mère et du fils, soit à Blois en 1619, soit à Compiègne en 1631, n'eurent qu'à se louer de sa prudence et même de sa fermeté. N'est-ce pas lui qui le premier, dans cette dernière circonstance, pressa Marie de Médicis de donner par écrit à Louis XIII les assurances qu'il lui demandait ? Mais, à côté des honnêtes gens qui voulaient user de son influence pour la bonne

<sup>1</sup> Fontenay-Mareuil, *op. cit.*, p. 233.

<sup>2</sup> Voir plus haut ce détail donné par Richelieu lui-même.

entente des deux cours, il y avait les gens intéressés à la continuation d'une rupture, où les uns voyaient la ruine de Richelieu, et les autres son élévation. Ces intéressés se gardaient, sans aucun doute, de dévoiler leurs plans funestes au P. Suffren, et, comme il l'écrit au Père Général, quand il s'ouvrait lui-même à eux, il n'était *pas compris*, il n'était *pas écouté*.

Non, le religieux qui a été vingt-six ans confesseur de Marie de Médicis, et près de cinq ans confesseur tout ensemble du roi et de sa mère, au moment des relations les plus tendues entre les deux cours, sans faire une seule démarche qui lui enlevât l'estime de l'une ou de l'autre, sans commettre une seule imprudence capable d'indisposer l'une ou l'autre contre la Compagnie de Jésus, ce religieux-là ne peut avoir été un homme trop simple et aisé à abuser. Il fut un homme qui se renfermait saintement dans son rôle : voilà tout.

Rien n'explique mieux comment il put se méprendre sur les intentions de Marie de Médicis que le ton de la correspondance entre celle-ci et le roi, au début du séjour en Flandre. Elle y parle le langage de l'innocence persécutée et méconnue ; elle accuse, non son fils, mais le cardinal, de vouloir sa perte. Louis XIII, devant ces protestations, se montra plutôt sévère. Dans une lettre, inspirée par Richelieu <sup>1</sup>, il traite d'imaginaires les rigueurs dont elle se plaint : « Je suis d'autant plus fâché, lui dit-il, de la résolution que vous avez prise de vous retirer de mes états, que vous n'en aviez point de véritable sujet. » Assurément, l'orgueil et la rancune inclinaient la reine à l'exagération : elle oubliait son tort à elle, celui de n'avoir point suivi à Compiègne les conseils du P. Suffren et de tous ceux qui voulaient lui persuader la soumission. Mais, en admettant cette faute, il est bien permis de reprocher à Richelieu sa conduite rusée et son ambition implacable : « La dureté, dit M<sup>me</sup> de Motteville, avec laquelle il traita la reine mère, sa maîtresse et sa bienfaitrice, pendant son exil, diminue de beaucoup les louanges qu'on doit à sa mémoire. [Des] gens de ce temps m'ont assuré que [le roi] n'eut point dessein de ce qui arriva.... à Compiègne ; mais, peu après, le cardinal lui fit comprendre qu'il falloit dé-

*Mercure français*, t. XVII, p. 349. Avenel a placé cette lettre dans la correspondance de Richelieu.

truire toute cette cabale, qui portoit la reine mère à brouiller l'état, et que, pour ce fait, il falloit l'arrêter quelque temps, après lequel, tous ceux de son parti étant morts ou prisonniers, on la feroit revenir ; mais cette princesse ayant passé en Flandre (ce qui fut, à ce qu'on dit, pratiqué par lui-même), il lui fut aisé de déguiser la vérité à son fils et lui persuader que l'absence de la reine sa mère étoit nécessaire au repos de son royaume <sup>1</sup>. »

Ces derniers mots résument parfaitement les longues et complexes intrigues qui retinrent Marie de Médicis et son confesseur loin de la terre de France jusqu'à leur mort. Disons-le, la tactique de Richelieu fut admirablement servie par l'entourage remuant de la reine mère, toujours en quête de complot et ne reculant pas même, parfois, devant l'alliance avec les ennemis de la France, pour reconquérir de vive force l'influence de l'exilée par la chute du ministre son adversaire. Ces menées firent échouer toutes les tentatives pacifiques que la reine renouvela plusieurs fois pour se rapprocher de son fils.

## VI.

Nous n'avons pas à suivre en détail les péripéties de ce drame dont le P. Suffren fut une des victimes, où il ne fut nullement acteur.

La reine mère étoit à peine sur le sol hospitalier de la Flandre que ses amis songèrent à distraire ses infortunes en lui prodiguant fêtes et honneurs. « Elle étoit depuis quinze jours à Mons, écrit le P. Suffren au Père Général <sup>2</sup>, lorsque l'infante est venue de Bruxelles pour l'inviter à se rendre dans cette ville et l'y accompagner. » Le départ eut lieu le 13 août ; Marie de Médicis fut honorée d'une royale réception. Ensuite, toujours suivie de l'Infante, elle vint à Anvers au commencement de septembre. La grande cité, qui portait alors le glorieux nom de métropole des arts, rivalisa de zèle avec Bruxelles pour offrir à la souveraine un accueil digne de son rang. La visite des curiosités et des monuments occupa les loisirs du séjour : la veuve de Henri IV se rendit à l'atelier de Van Dyck et à la mai-

<sup>1</sup> *Mémoires*. Édit. Petitot, t. XXXVI, p. 418, note.

<sup>2</sup> Lettre inédite du 25 sept. 1631.

son, disons plutôt au musée de Rubens, qui peignit alors son portrait conservé à la galerie de Munich.

Le P. Suffren, qui l'accompagna dans tous ses voyages, écrivit d'Anvers au P. Vitelleschi le 25 septembre :

La reine a décidé de retourner bientôt à Bruxelles, où elle pense rester jusqu'à ce que Dieu change le cœur de son fils. Les affaires sont toujours dans le même état. Marie de Médicis persiste dans le dessein de ne rien entreprendre contre l'intérêt du roi et du royaume; toute idée de guerre est loin de son esprit; ceux qui sont venus lui faire des propositions séditieuses ont été éconduits, et personne n'ose plus lui tenir pareil langage. En France, elle pourrait à peine vivre, craignant toujours de nouveaux dangers ou une captivité plus dure. Maintenant elle a l'esprit plus tranquille et plus à l'aise, et parcourt les villes et les sanctuaires célèbres de la Belgique. Dernièrement, l'infante a envoyé au roi très chrétien le doyen de Cambrai pour essayer de surprendre quelque occasion d'accommodement, car Son Altesse a promis de tout faire pour y arriver. Il me semble que toutes ces tentatives sont inutiles; la reine mère ne peut se promettre aucune sûreté en France tant que le cardinal de Richelieu gardera son autorité et son influence. Comme Marie de Médicis me l'a répété souvent, il a été assez puissant pour obtenir la séparation alors que quinze jours auparavant, le roi, les larmes aux yeux, avait assuré sa mère qu'il n'avait jamais pensé à pareille chose, et qu'il aimerait mieux mourir que d'y consentir. Le cardinal pourrait donc recommencer, dès qu'il le voudrait, en prétextant l'intérêt du roi et le bien de l'État; de la sorte nous retomberions dans des malheurs plus pénibles encore et dans une captivité plus sévère. Votre Paternité peut deviner dans quel embarras je suis pour donner un conseil ou ménager un rapprochement. Je suppose que la reine retourne en France : alors, malgré toutes les promesses qu'on lui fera (on lui en avait bien fait quinze jours avant de la tenir prisonnière à Compiègne), malgré toutes les promesses, elle aura bientôt à subir de nouveaux affronts; peut-être de plus graves, car il est à craindre, il est même probable qu'on la garderait de plus près, afin qu'elle ne puisse pas s'exiler une seconde fois. Dans ce cas, que dirais-je, moi, et tous ceux qui, avec moi, auraient conseillé ce retour? Mais, d'un autre côté, si elle ne rentre pas dans le royaume, son exil, outre les peines qu'il lui cause, sera un continuel prétexte de cabales et de révoltes au sein de la France. J'essaie de toutes mes forces de ramener la paix et la sécurité; mais tous mes efforts sont inutiles, et le souvenir du passé, que je n'aurais jamais pu prévoir, me remplit de craintes pour l'avenir.

Je m'ouvre en toute simplicité à Votre Paternité, afin qu'elle sache

qu'il ne dépend pas de moi de calmer la tempête, et que, dans sa charité, elle veuille bien me suggérer quelque bon conseil pour sortir de ce mauvais pas.

.... Votre Paternité a sans doute appris les belles réceptions faites à la reine mère par nos Pères de Mons, de Bruxelles et d'Anvers, combien elle-même nous estime, avec quelle amabilité elle a visité dans toutes ces villes le collège de notre Compagnie, son église et sa bibliothèque ; tout dernièrement elle est restée deux heures presque seule à considérer les ornements sacrés de notre maison professe d'Anvers <sup>1</sup>.

Après avoir séjourné six semaines dans cette ville avec l'Infante, Marie de Médicis revint se fixer à Bruxelles. En y arrivant, à la fin d'octobre 1631, le P. Suffren écrivit au Père Général :

La reine mère est ici pour plus longtemps sans doute qu'on ne le pense, car, à voir les choses humainement, je n'entrevois nul espoir de rentrer bientôt en France.

.... On travaille en ce moment à réconcilier Monsieur, frère du roi, avec le cardinal de Richelieu, et à le détourner ainsi de la tendre affection qu'il a montrée jusqu'ici pour sa mère. La reine ne l'ignore pas : elle est dans une pénible crainte, se voyant délaissée de ses deux fils et livrée à de nouveaux malheurs. Votre Paternité doit comprendre mes angoisses. Depuis dix-sept ans que je suis à la cour, je connais par expérience la tendresse de la reine mère pour le roi et pour la France, tout ce qu'elle a souffert pour l'un et l'autre, toutes les calomnies répandues sur elle dans le royaume et à l'étranger. Je pense que Votre Paternité n'est pas sans en avoir entendu parler. Une chose nous console : c'est que la vérité paraîtra un jour et nous sauvera.

L'ignorance de la langue du pays m'interdit presque tout ministère en dehors de la cour ; j'espère cependant n'être pas sans occupation pendant l'avent <sup>2</sup>.

Ainsi, d'après ces deux lettres du confesseur de Marie de Médicis, il semble qu'elle repoussa les offres séditeuses qui lui auraient permis de rentrer en France par la force. Mais, quels que fussent ses sentiments au moment où écrivait le P. Suffren, il n'en est pas moins vrai qu'elle-même et son parti ne tardèrent pas à unir leur cause à celle de Gaston d'Orléans et à de-

<sup>1</sup> Lettre inédite datée d'Anvers, 25 sept. 1631, trad. sur l'autogr. latin.

<sup>2</sup> Lettre inédite, trad. sur l'autogr. latin.

mander des secours d'argent aux Espagnols. Peut-être les meneurs de son entourage, agissant sous son nom, dépassaient-ils ses intentions. Peut-être aussi son confesseur n'était-il pas aussi bien renseigné que les autres de ses conseillers. « La reine, dit Montglat, avait beaucoup de confiance dans le P. Suffren, » et il ajoute : « c'est-à-dire pour sa conscience, car pour sa conduite temporelle elle se laissait entièrement gouverner par Fabroni, » un intrigant de premier ordre qui s'enrichissait à ses dépens. Montglat, il est vrai, fait cette remarque à propos d'un événement survenu en 1641 ; mais d'autre part Gaston d'Orléans, dans ses *Mémoires*, à l'année 1631 où nous en sommes, appelle le Père Chanteloube « principal confident de la reine ; » or lui aussi était un intrigant notoire, l'ennemi de Richelieu et l'inspireur des libelles virulents publiés par l'abbé de Mourgues de Saint-Germain <sup>1</sup>. Pour le P. Suffren, il n'y eut jamais place dans les confidences de l'intrigue. Toujours de la suite de la reine mère, dans ses différents séjours à Malines, à Bruxelles et à Gand, il se livra tout entier aux travaux du ministère apostolique. A Bruxelles, il prêcha tout un carême devant l'archiduchesse. A Gand, il reçut du Père Général une lettre le félicitant en ces termes de ses succès dans cette ville : « Je suis heureux de savoir que vous avez de quoi vous occuper utilement. Je connais votre zèle et votre ardente charité pour le prochain ; je ne doute pas que par vos nombreux sermons et autres ministères spirituels vous n'ayez produit beaucoup de fruits <sup>2</sup>. »

Cependant la reine mère, atteinte par le climat de Gand qui lui était très funeste, tomba malade. A la fin du mois de mai 1633 la fièvre empira à tel point que, le 3 juin, l'infante Isabelle crut devoir prévenir le roi de France de son état, lui demandant d'envoyer immédiatement son médecin, Vautier, toujours prisonnier à la Bastille. La nouvelle était déjà connue à Paris d'où, le même jour, sans avoir attendu les avis de l'infante, Louis XIII avait envoyé à sa mère le sieur des Roches avec une lettre. Marie de Médicis parut touchée de l'intérêt que son fils lui témoignait ; mais, quand des Roches voulut lui présenter les condoléances du cardinal, elle l'interrompit avec vivacité, disant

<sup>1</sup> C'est à tort que Petitot, dans une note de son édition des *Mémoires relatifs à l'histoire de France*, fait de l'abbé de Saint-Germain un Jésuite.

<sup>2</sup> Trad. du latin.

qu'elle ne voulait recevoir ni de ses nouvelles ni de ses compliments. Au récit de cette incartade, Louis XIII et Richelieu, froissés, refusèrent de délivrer Vautier, qu'ils regardaient d'ailleurs comme un homme de mauvais conseil, et ils envoyèrent à sa place les médecins Pietri et Riolant. Ceux-ci conseillèrent un changement d'air, et la reine mère revint à Bruxelles.

Là, de plus en plus isolée, instruite par beaucoup de déceptions et sentant que le parti du duc d'Orléans ne travaillait pas pour elle, Marie de Médicis résolut de traiter avec le roi à l'insu de Richelieu. Ses amis de France lui avaient écrit que celui-ci était dangereusement malade, et que Louis XIII, à plusieurs reprises, avait manifesté du regret de l'exil imposé à sa mère. Elle pria donc le roi d'Espagne d'agir auprès du Père Général de la Compagnie de Jésus pour que celui-ci commandât au confesseur de Louis XIII de bien disposer son royal pénitent à l'égard d'une demande qu'elle allait faire <sup>1</sup>. Cette précaution prise, elle envoya à Paris, vers la fin d'octobre, un gentilhomme de sa suite, M. de Villiers-Saint-Genest, parent de Saint-Simon, alors grand écuyer du roi. Louis XIII le reçut bien et s'informa de sa mère avec beaucoup d'affection ; mais il se plaignit vivement de ce qu'elle eût offensé et haï autant le cardinal <sup>2</sup>, et se montra surtout mécontent de la protection dont elle couvrait le P. Chanteloube.

Un peu plus tard, au mois de décembre, l'état de Richelieu empira ; les chirurgiens déclaraient qu'il n'irait pas jusqu'à l'Épiphanie. La reine mère en conçut de plus vives espérances de retour ; elle profita du premier prétexte pour envoyer l'un de ses gens, le sieur Jacquelot, à son fils. Elle prenait déjà ses dispositions en vue de quitter les Pays-Bas, et avait décidé que le P. Suffren la précéderait à la cour afin de préparer sa prochaine arrivée, quand Jacquelot revint tout à coup, rapportant les nouvelles les plus défavorables. Le roi faisait dire à sa mère que, puisqu'elle n'avait tenu aucun compte de ses désirs exprimés à M. de Villiers au sujet du renvoi des mauvais conseillers qui l'entouraient, tous les voyages qu'elle ferait faire à Paris dans ces conditions lui seraient peu agréables, et ne serviraient à

<sup>1</sup> Correspondance de Philippe IV et de l'infante, t. XXXII, fol. 125.

<sup>2</sup> Lettre de Scaglia à Philippe IV, 21 nov. 1633.



rien qu'à poursuivre à la cour des pratiques coupables. En conséquence, Louis XIII demandait à sa mère de vouloir bien se dispenser désormais de pareils messages.

Malgré ces déclarations, où l'on entrevoit l'influence de Richelieu, le roi, dont la conscience à cet égard n'était peut-être pas parfaitement tranquille, ému par les rapports des précédents envoyés de la reine, que plusieurs de ses courtisans, comme Saint-Simon, avaient soin de lui rappeler à propos, résolut de soumettre à son conseil d'État la question du retour de sa mère. Le cardinal sut habilement profiter de cette décision, bien conforme au caractère irrésolu du souverain. Le 18 décembre se réunit ce conseil, sur lequel Richelieu, dans ses *Mémoires*, s'étend avec une complaisance suspecte<sup>1</sup>. Qui sait si lui-même ne fut pas l'auteur de ce réquisitoire sévère contre la conduite de Marie de Médicis qu'il cite tout au long et dont la conclusion fut que, si l'on rappelait la reine mère du roi, c'en serait fait de la paix publique ? Le conseil, répondant aux désirs du cardinal, décida que si la reine voulait témoigner « être innocente des assassinats qu'on avait entrepris depuis peu, au moins par la sollicitation des siens plus confidens...., en livrant à la justice du roi les auteurs de si pernicieux conseils, Sa Majesté devoit la recevoir en son royaume, lui donner la jouissance de son bien et de toutes ses pensions pour en vivre librement en quelqu'une de ses maisons éloignée de la cour, au moins jusqu'à ce qu'on eût des preuves nettes de sa conduite 2. »

Cette résolution du conseil était humiliante pour Marie de Médicis. En ces derniers temps, l'admirable police de Richelieu avait arrêté, dans des circonstances d'ailleurs étranges, un individu chargé d'assassiner le cardinal. Cet homme, du nom d'Alfeston, fut pris montant un cheval des écuries de la reine mère ; il aurait eu des relations avec les serviteurs du P. Chanteloube, et mis à la question il aurait même accusé ce dernier. Quoiqu'il en soit de ces complicités, dont les preuves n'ont pas toujours paru très claires aux contemporains, et dont les confidés de la reine se défendirent énergiquement<sup>3</sup>, la seule idée que la

<sup>1</sup> Édit. Petitot, 2<sup>e</sup> série, t. XXVII, p. 461 et seq.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 466.

<sup>3</sup> Il est vrai que cestuy-ci (Alfeston) dans la rigueur de la question, accusa

mère du roi pouvait les avoir permises ou encouragées semble une grave insulte. N'est-ce pas une manœuvre pour voiler l'odieuse d'un exil prolongé par l'ambition impitoyable d'un ministre tout-puissant ?

Quand elle connut cette réponse, la malheureuse reine était brouillée avec son second fils, et, depuis la mort de l'infante Isabelle, désapprouvée et mal vue de ses hôtes fatigués des perpétuelles intrigues des réfugiés français. Dans cette situation sans issue, elle se décide enfin à fléchir son orgueil, à faire amende honorable à Richelieu lui-même. Elle ne pose à sa rentrée aucune condition : elle promet à son rival d'oublier le passé, de vivre en bons termes avec lui ; elle ne lui demande que d'user de son influence pour la réconcilier avec le roi. Afin d'écarter toute défiance, le P. Suffren écrit lui-même au cardinal que sa pénitente lui exprime les vrais sentiments de son cœur. Enfin le P. Chanteloube, le grand obstacle à la paix, déclare par écrit qu'il entend être exclu de cet accord. Il était difficile de montrer une soumission plus complète. Mais Marie de Médicis n'a-t-elle point dépassé la mesure ? Après tant de preuves d'opiniâtreté et de violence, les plus habiles ne voulurent pas croire à pareille abnégation. Richelieu surtout pensa que le découragement seul avait dicté ce repentir. Il resta inflexible dans sa résolution de ne pas la laisser repasser la frontière, et pour lui enlever tout espoir, il chargea le roi lui-même de lui signifier sa sentence d'exil à perpétuité. Le 21 février 1634, dans une audience qu'il lui donna à Saint-Germain, Louis XIII fit entendre à M. de la Leu, agent de la reine mère, la condition qu'il mettait à son retour : le P. Chanteloube, l'abbé de Saint-Germain et Fabroni, ses plus intimes confidents, devaient être livrés à la justice de Richelieu. Or, Marie de Médicis ne pouvait le faire sans se déshonorer.

Malgré tout, elle persévère dans son attitude suppliante. Au mois d'avril, par deux fois elle demande un passeport pour le P. Suffren, « homme sincère et d'incomparable probité, qui mieux qu'aucun autre pourrait assurer le roi des saintes inten-

le P. Chanteloube; mais en son testament suppliciaire et sur l'eschaffaut il protesta devant Dieu qu'on luy avoit arraché cette déposition par les tourments. » Voir *Diverses pièces pour la défense de la reine mère....*, par Mathieu de Morgues (Anvers, 1637).

tions de la reine sa mère <sup>1</sup>. » Deux fois le passeport est refusé. Au mois de juillet elle déclare à Louis XIII, par l'entremise de M. de Chantemèle, que, pour preuve de l'affection qu'elle est prête à porter à Richelieu, elle consent à éloigner d'elle toutes les personnes qui lui sont suspectes et en particulier Chanteloube, Saint-Germain et Fabroni. Le roi, craignant la dissimulation de sa mère, répondit, si l'on en croit Richelieu, « qu'il n'y avoit pas lieu de se départir des propositions faites à ladite dame reine de livrer à la justice la personne de Chanteloube, vu principalement que, depuis même que la reine traitoit son accommodement..., il s'étoit vérifié quantité de nouvelles entreprises que ledit Chanteloube avoit fait faire contre les plus affidés serviteurs du roi <sup>2</sup>. »

Marie de Médicis aima mieux cesser pour un temps ses supplications que de sacrifier le P. Chanteloube à ses ennemis. Vers la fin de 1637, le 8 décembre, le P. Caussin, alors confesseur de Louis XIII, fit une nouvelle tentative : il le conjura d'avoir pitié de sa mère, qui languissait dans la misère et l'exil ; puis il lui présenta une lettre par laquelle Marie de Médicis promettoit à son fils de ne jamais s'occuper des affaires d'État, et le suppliait de lui accorder, avec la jouissance de ses revenus, un asile dans le royaume. Le roi lut la lettre et en fut touché : « Je voudrois bien, dit-il, donner contentement à ma mère, mais je n'oserois en parler à M. le cardinal. » Le lendemain il alla à Rueil et fit part à Richelieu des scrupules que son confesseur lui avait inspirés. Le ministre, avec l'éloquence qui ne lui manquait jamais en pareil cas, n'eut pas de peine à les dissiper. Le 10 décembre le P. Caussin, disgracié, recevait l'ordre de se retirer à Rennes.

Ainsi les affaires de Marie de Médicis ne faisaient que s'aggraver avec le temps. Son caractère s'aigrit ; elle est mécontente de tout et de tous ; la pension annuelle promise par le roi d'Espagne ne lui est pas payée régulièrement, et ses ennuis s'accroissent de ses embarras financiers. Une lettre du P. Suffren peut nous renseigner à ce propos. Le Révérend Père Général lui avait demandé d'intercéder auprès de la reine pour qu'elle soulageât de quelques secours pécuniaires les malheurs de la duchesse

<sup>1</sup> Lettre de M<sup>me</sup> du Fargis à Anne d'Autriche. Bibl. nat., ancien fonds français, n° 9241.

<sup>2</sup> *Mémoires*. Ed. Petitot, t. XXVIII, p. 50-51.

de Sforza. Le P. Suffren répondit à son supérieur à la date du 16 janvier 1638 :

Sa Majesté la reine mère compatit affectueusement à la triste situation de la duchesse ; elle a grand désir de lui porter secours, et l'aurait déjà fait si les personnes chargées de lui payer la pension qu'elle reçoit du roi d'Espagne le faisaient avec exactitude ; mais, depuis quatre mois, elle attend vainement, au grand détriment de ses finances et au vif désagrément de ses serviteurs, qui n'ont pas autre chose pour vivre. Au point où nous en sommes, je n'ai jamais vu reine soumise à une plus dure pauvreté. Il y a parfois un arriéré de trois ou quatre mois sur sa pension mensuelle. On lui doit de la sorte, sur l'année 1636 et l'année 1637, plus de six mille écus <sup>1</sup>.

## VII.

La position de Marie de Médicis à Bruxelles, déjà difficile par le manque d'argent, n'était plus tenable depuis qu'une nouvelle phase de la guerre de Trente ans avait mis les Pays-Bas en lutte contre la France. L'infant Don Fernando, sur le point d'entrer en campagne, était assez ennuyé de laisser dans sa capitale, auprès de la reine mère, quelques réfugiés de son entourage dont il redoutait les intelligences avec Richelieu <sup>2</sup>. Il lui fit délicatement suggérer l'idée de se rendre aux eaux de Spa. Au moment d'entreprendre ce voyage, la reine fut indécise sur la route à suivre : les Flandres, en effet, tremblaient alors sous le fracas des armes. Enfin, le 10 août, elle prit le chemin de Liège par Louvain, Tirlemont et Saint-Trond ; là elle rencontra les magistrats de Liège qui venaient prendre ses ordres et faciliter son voyage jusqu'à Spa ; mais, changeant tout à coup de direction, elle se dirigea vers la Hollande, et entra subitement à Bois-le-Duc, où le prince d'Orange venait d'arriver avec son armée.

Cette sortie des Pays-Bas, imprévue, à la dérobée, donna lieu à toutes sortes de conjectures. La reine s'en expliqua ainsi : « L'insuccès des négociations pour son accommodement avec Louis XIII.... ayant été attribué par un grand nombre de ses conseillers à sa présence dans les états du roi d'Espagne, en

<sup>1</sup> Lettre inédite, trad. sur l'autogr. latin.

<sup>2</sup> Lettre de l'Infant à Philippe IV. 23 juin 1638.

guerre avec la France, elle s'était résolue à se rendre à Spa, dans la principauté de Liège, pays neutre.... Mais en route elle s'était bientôt aperçue des difficultés qu'il y aurait pour elle à résider à Spa, et de celles, plus grandes encore, qu'elle rencontrerait pour en sortir, s'il lui était nécessaire de se rendre ailleurs; c'est alors que trouvant la route libre pour la Hollande, elle avait estimé qu'il était opportun d'en profiter pour passer ensuite en Angleterre <sup>1</sup>. »

Parmi ses amis de la première heure d'exil qui la suivirent en Hollande, se trouva le P. Suffren. En arrivant sur une terre alors alliée de la mère patrie, ces exilés reçurent un accueil plus magnifique que ne le comportaient les circonstances. Le prince d'Orange, pris à l'improviste, ne savait si Marie de Médicis venait dans ses États avec ou sans le gré de Louis XIII, et lui rendit à tout hasard les hommages dus à une souveraine; d'ailleurs, pour le peuple des Provinces-Unies, elle était l'épouse du grand roi qui l'avait aidé à se constituer, la régente qui avait favorisé son développement, et la mère du monarque qui le protégeait contre l'Espagne. A Berg-op-Zoom, à Dordrecht, à Rotterdam, à la Haye, les réceptions se succédèrent superbes. Mais dans cette dernière ville un incident survint qui refroidit beaucoup, sinon l'enthousiasme du peuple, au moins le zèle officiel du prince. L'ambassadeur de France, M. d'Estampes, s'y trouvait alors; « la reine lui envoya le P. Suffren, mais l'ambassadeur refusa de le voir avant d'en avoir reçu l'autorisation du roi son maître, et quand le P. Suffren lui représenta par écrit le misérable état de la reine pour qu'il voulût bien en faire part à la cour de France, il s'en excusa, disant qu'il ne pouvait négocier avec personne de son entourage <sup>2</sup>. »

C'était donc un parti pris chez Richelieu de ne laisser aucune plainte de la reine mère parvenir à son fils. Du reste, il ne tarda pas à marquer son mécontentement au prince d'Orange et lui manda de hâter le départ de l'exilée pour l'Angleterre <sup>3</sup>. Il eut lieu à la fin d'octobre 1638, à la Haye. Après une lutte de sept

<sup>1</sup> *Déclaration de la reine mère du roi très chrétien, contenant la raison de sa sortie des Pays-Bas.* A Londres, MDCXXXIX.

<sup>2</sup> L'abbé Scaglia à Olivarès, 12 sept. 1638. Cité par Henrard, *Marie de Médicis dans les Pays-Bas*, p. 624.

<sup>3</sup> Richelieu à M. de Chavigny. *Correspondance*, t. VI, p. 187-188.

jours contre la tempête, le navire aborda enfin à Gravesend ; le 5 novembre, accompagnée du roi d'Angleterre, Marie de Médicis fit son entrée à Londres avec autant de solennité que si elle eût été encore sur le trône. La reine Henriette accueillit sa mère au palais Saint-James avec une effusion de tendresse qui toucha tous les assistants. Rien ne fut épargné pour consoler l'illustre fugitive et sa suite : cinquante chambres du palais furent mises à leur disposition.

Cependant le bon cœur d'Henriette n'avait pas considéré tout ce qu'aurait de fâcheux pour le roi son époux l'hospitalité donnée à sa mère. La position était d'autant plus délicate pour Charles I<sup>er</sup> que la reine Marie n'était pas seule à trouver à Londres un refuge contre la colère du cardinal de Richelieu. La séduisante duchesse de Chevreuse y était, depuis le commencement de l'année, entourée d'une cour de mécontents et de pros-crits.

Ce foyer d'intrigues, dans la capitale du roi de la Grande-Bretagne, n'était point fait pour plaire à la France, qui déjà lui reprochait de graves torts politiques. De plus, l'asile donné par Charles I<sup>er</sup> à sa belle-mère, acte de la plus commune pitié, et qui semblait avoir toutes les conditions pour être populaire, déplut souverainement au peuple anglais : le catholicisme de Marie et de ses serviteurs explique assez cette antipathie.

Par ailleurs, Richelieu ne manqua pas de donner à notre ambassadeur à Londres les instructions les plus minutieuses sur la conduite à tenir avec la mère de Louis XIII : il ne devait lui faire visite qu'une fois, à son arrivée, ne recevoir jamais « ceux qui avoient part à ses affaires ; » et quand il la trouverait chez la reine d'Angleterre, il n'aurait qu'à agir « civilement avec elle, et essayer de découvrir le plus de ses sentiments qu'il pourrait et en avertir le Roy <sup>1</sup>. »

M. de Bellièvre suivit de son mieux ses instructions ; mais un soir, le 21 décembre, dans une galerie du palais de White-Hall, le roi et la reine d'Angleterre le mirent face à face avec la reine Marie, et les laissèrent seuls, sans qu'il lui fût possible de s'esquiver ; en vain il se défendit de l'écouter ; la vieille reine était

<sup>1</sup> Le roi à M. de Bellièvre, 3 sept. 1638. *Correspondance de Richelieu*, t. VI, p. 212, note.

résolue à parler ; elle le fit humblement et sans aigreur : « elle avait, dit-elle, employé tous les moyens pour faire entendre au cardinal de Richelieu le désir qu'elle avait de rentrer en France, elle n'avait jamais obtenu d'autre réponse que la proposition de se retirer à Florence, ce à quoi elle ne pouvait consentir.... Les sentiments qu'elle avait eus pendant qu'elle était en France étaient bien changés depuis qu'elle en était sortie ; elle conjurait le cardinal de la tirer de la misère où elle se trouvait réduite, et de la nécessité de mendier son pain ; son seul désir était de se trouver auprès du roi, ou au moins en France ; elle ne se mêlerait plus d'affaires et ne songerait qu'à se bien préparer à la mort. » Comme l'ambassadeur ne cessait de protester qu'il ne pouvait transmettre ces paroles : « J'ai régné, reprit-elle très à propos, et je sais que les ambassadeurs écrivent à leur cour même ce qu'ils ne sont pas censés avoir écouté : le roi saura donc tout ce que je vous ai dit <sup>1</sup>. »

Et, en effet, cette conversation partit quelques jours après pour Paris, dans les dépêches de M. de Bellièvre. La réponse ne se fit pas attendre : on ne pouvait se fier aux promesses de la reine mère ; son caractère inquiet lui faisait prendre en dégoût tous les lieux où elle vivait, tous les gens avec qui elle avait commerce ; déjà elle paraissait s'ennuyer de l'Angleterre ; une fois en France, elle se mêlerait nécessairement aux cabales comme par le passé ; elle y serait à la disposition de l'Espagne, et les engagements pris par elle dans un moment de nécessité ne l'arrêteraient guère ; donc, ce qu'on pouvait lui conseiller de mieux, c'était d'accepter l'honorable existence qui lui avait été tant de fois offerte à la cour de Florence <sup>2</sup>.

Marie de Médicis reculait toujours devant cette ressource extrême : elle la regardait comme contraire à sa dignité d'ancienne reine de France et comme humiliante pour l'épouse de Henri IV. En mars 1639, sur sa demande, Charles I<sup>er</sup> renvoya à son beau-frère lord Germain <sup>3</sup>, déjà connu à la cour de France. Cet ambassadeur extraordinaire devait demander au roi qu'il permit

<sup>1</sup> M. de Bellièvre au roi. Londres, 25 déc. 1638. Bibl. nat. V<sup>e</sup> Colbert, 46, f. 57 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Cf. *Correspondance de Richelieu*, t. VI, p. 272.

<sup>3</sup> Ou Jermyn : les mémoires français du temps écrivent ordinairement *Germain*.

« le retour de la reine sa mère et lui laissât libre jouissance de ses biens, ou au moins qu'il lui envoyât de quoi vivre à Londres et s'y entretenir selon sa qualité. » Il était, en outre, porteur de deux lettres, l'une de la reine Henriette, l'autre de Marie de Médicis, au cardinal de Richelieu.

Le cardinal, craignant que Louis XIII ne se laissât fléchir, voulut montrer qu'il n'était pas seul responsable des refus opposés aux demandes de la reine; il fit remarquer à Sa Majesté qu'elle avait dans son conseil des hommes désintéressés : c'était à eux de décider la réponse à faire à mylord Germain. Ces conseillers du roi n'étaient pas tellement désintéressés qu'ils ne fussent prêts à opiner suivant les intentions de Richelieu, et celui-ci ne l'ignorait point : Bouthillier, Chavigny, Bullion, des Noyers et le chancelier Séguier donnèrent par écrit leur avis, plus ou moins longuement motivé, sur quatre questions qui leur avaient été posées; et tous furent unanimes à repousser la demande du roi d'Angleterre. Quant au secours pécuniaire à envoyer à la reine, Richelieu s'y refusa formellement pour le temps que Marie de Médicis resterait à Londres : outre le plaisir d'obliger Charles 1<sup>er</sup>, déjà endetté, à l'entretien onéreux de sa belle-mère, il pensait que le besoin d'argent forcerait enfin celle-ci à se retirer à Florence.

La pauvre reine, par suite de cette mesure, tomba peu à peu dans le dernier dénuement. Au bout de deux ans, complètement ruinée, elle écrivit humblement à une nièce du cardinal, la duchesse d'Aiguillon, la priant de lui obtenir de son oncle quelque secours. Cette fois, Richelieu se laissa toucher, mais surtout parce qu'il apprit alors l'intention sérieuse de Marie de Médicis de se rendre en Italie : il fit remettre 100,000 francs de la part du roi. En même temps, ne voulant pas répondre directement à une récente lettre de la reine mère, il chargea le P. Suffren de la remercier de l'honneur qu'elle lui avait fait de lui écrire <sup>1</sup>. Sans tarder, le P. Suffren manda au cardinal qu'aussitôt la réception de sa lettre il en avait dit le contenu à la reine : c'est en toute sincérité, ajoutait-il, que cette princesse veut se réconcilier; elle vous remercie des bons offices que vous avez commencé à lui rendre; « elle m'a aussy commandé de vous

<sup>1</sup> Cf. Avenel, *Correspondance de Richelieu*, t. VI, p. 762.



escrire qu'elle persiste dans la résolution qu'elle a fait entendre au Roy [de gagner l'Italie], se persuadant qu'ayant fait de son costé ce qu'elle a peu, qu'aussy le bon naturel du Roy ne manquera du sien de lui donner les moyens de l'exécuter...., elle n'ayant rien, et le Roy ayant son bien entre les mains <sup>1</sup>.

## VIII.

La reine mère s'était donc humiliée jusqu'à demander l'aumône à son ennemi. D'autres contradictions lui étaient préparées par l'Angleterre : la haine protestante la chassa de ce pays plus tôt qu'elle n'en voulait sortir. Parmi toutes les passions qui s'attaquaient alors à la puissance de Charles I<sup>er</sup>, la haine du papisme était la plus violente dans le peuple. Une reine de France, catholique et italienne, entourée de prêtres, accompagnée d'un confesseur jésuite, était un scandale pour la multitude déjà fort irritée contre le catholicisme de sa fille Henriette. Plusieurs fois, à l'heure de la messe, il y avait eu des attroupements séditieux auprès de sa demeure. Une garde de cent hommes fut chargée de la mettre à l'abri de la violence ; mais ces soldats eux-mêmes se révoltèrent contre le service imposé. On demanda aux deux Chambres d'intervenir et de protéger de leur autorité l'hôte royale de l'Angleterre. Les Communes, tout en reconnaissant en principe le respect dû à l'hospitalité, exprimèrent le désir du départ de la reine mère.

Une cérémonie de famille la retint encore quelques jours à Londres : le fils du prince d'Orange vint y épouser la fille du roi (Charles I<sup>er</sup>). Après avoir rempli son office de grand'mère, elle se disposa au départ vers la fin du mois d'août 1641. Le Parlement anglais avait voté pour son voyage une somme de 3,000 livres sterling et une autre de 6,000, payable en différents termes.

Elle se rendit de Londres à Douvres pour faire voile vers la Hollande. Le P. Suffren, malgré ses soixante-dix ans, la suivit encore ; mais il devait, pendant ce voyage, recevoir de Dieu l'éternelle récompense de sa fidélité et de ses aimables vertus. En dépit des fatigues de l'âge, en dépit de la malice des protestants,

<sup>1</sup> Archives des affaires étrangères. *Angleterre*, t. XLVIII, fol. 282, — sans date, — classé dans le manuscrit au 19 avril.

il avait passé ses deux ans de séjour à Londres en faisant le bien : profitant de son titre officiel de prédicateur de la reine mère, il annonça dans la capitale de l'Angleterre hérétique la parole de Dieu, avec ce zèle et cette éloquence qui lui avaient valu, en France et dans les Pays-Bas, un renom de bon aloi et un grand nombre de conversions. A Londres, il eut des conférences avec les réformés, dit Achard, dans ses *Hommes illustres de la Provence* ; il en ramena plusieurs, et même quelques-uns de leurs ministres, à la religion catholique <sup>1</sup>.

Les derniers efforts de sa charité sacerdotale, les amertumes de la vie d'exil avaient déjà épuisé sa santé chancelante. Arrivé à Douvres avec Marie de Médicis,

Comme il attendoit, raconte un ancien biographe <sup>2</sup>, le temps propre pour faire voile en Hollande, il fut attaqué d'une fièvre tierce qui, prenant tous les jours de nouvelles forces, le fit résoudre sans beaucoup de peine à se préparer à la mort. Il est vrai qu'il souhaita de rendre l'âme dans quelque maison de la Compagnie comme dans le sein de sa bonne mère, mais il n'obtint pas cette faveur. Il avoit coutume, ainsy que nous avons dit cy-devant, de conserver parmy les maladies du corps une grande tranquillité d'esprit; or, il fit le mesme en cette dernière; il demeura dans une sy profonde paix et dans une sy haute tranquillité que jamais il ne proféra que cette parole : *Je me trouve bien. Loué soy! Dieu!* Et comme au fort de sa maladie, M<sup>me</sup> Servage, une des plus aparentes dames de la reyne, luy eût mandé qu'elle se trouvoit à l'extrémité et qu'elle eust bien désiré de le voir, il fut grandement affligé de ne pouvoir luy donner ce contentement. Néanmoins par après, ayant pris conseil et courage, tout moribond qu'il estoit, il se fit porter à la malade dans une chaise à bras, d'où il la consola tellement qu'elle se treuva beaucoup mieux, reprit peu à peu ses premières forces et se porte aujourd'huy fort bien <sup>3</sup>, au lieu que le Père, estant de retour dans son lit, se treuva beaucoup plus mal qu'à l'ordinaire. et non content d'avoir reçu avec de grands sentiments de dévotion les sacrements de pénitence et de la communion, il voulut encore recevoir les saintes huiles avant que de se mettre sur mer, non sans un effect particulier de la Providence divine, car l'agitation de la mer, qui luy donnoit bien de la peine mesme en santé, luy en donna encore bien plus estant malade, joinct

<sup>1</sup> T. II. p. 238. Cf. Cassani, *Glorias del segundo siglo*.

<sup>2</sup> Notice manuscrite, dans le recueil du P. Rybeyrete, déjà citée.

<sup>3</sup> Nous pensons que cette notice fut écrite peu après la mort du P. Suffren.

que la salve des canons donna une telle agitation au vaisseau qui le portoit, qu'estant réduit aux aboys, vingt-quatre heures après qu'il fut arrivé à Flessingues et qu'il eut pendant tout ce temps lutté courageusement contre la mort, enfin, ayant tousjours les yeux sur un crucifix, qu'il tenoit en main et avec lequel il faisoit de très doux et très amoureux colloques, il rendit doucement son âme à Dieu....

C'était le 15 septembre 1641.

Telle fut la mort de ce juste, au milieu même de l'exercice du zèle apostolique qui en lui ne languit jamais, victime peut-être de sa charité pour une mourante et de son attachement à la reine exilée. Homme de mœurs simples, religieux exemplaire, esprit pacifique et conciliant, il avait toujours su se tenir en dehors des intrigues de cour : les ennemis les plus acharnés de sa pénitente ne parlaient de lui qu'avec respect.

Marie de Médicis, en apprenant sa mort, jeta « un profond soupir et dit que désormais elle seroit privée de toute consolation spirituelle. Cependant, pour luy rendre les derniers devoirs, elle fit embaumer le corps et l'ayant fait mettre dans un cercueil de plomb, elle fournit les frais nécessaires pour le conduire à Paris, où estant arrivé le 13<sup>e</sup> jour d'octobre, qui estoit un jour de dimanche, il fut exposé en nostre nouvelle église [de la maison professe <sup>1</sup>] et après l'office des morts qui fut dit par un grand nombre des nostres et avec un grand concours de séculiers, il fut honorablement mis dans la cave de la mesme église, où il repose maintenant <sup>2</sup>. »

De Flessingues, Marie de Médicis se rendit à Cologne, par Dordrecht et Rotterdam. Reçue honorablement par l'archevêque électeur, elle comptait faire dans cette ville un assez long séjour. On sait qu'elle y mourut dans la pauvreté et l'abandon, elle qui comptait quatre de ses enfants parmi les souverains de l'Europe. Vers la fin de juin 1642, elle fut atteinte d'un érysipèle qui la mit bientôt à toute extrémité. La veille de sa mort, elle fit son testament. Il contenait un grand nombre de dispositions, dont la première étoit que son corps fût inhumé à Saint-Denis auprès de Henri IV. Il n'y étoit fait nulle mention du cardinal de Ri-

<sup>1</sup> Cf. Lettres annuelles manuscrites, 1641.

<sup>2</sup> Notice manuscrite.

chelieu. On assure qu'en la préparant à mourir, le nonce Chigi obtint de la reine l'assurance qu'elle lui pardonnait. Il l'engagea même à disposer en faveur de son rival d'un bracelet qu'elle portait au bras : « Ceci est trop ! » s'écria-t-elle ; puis, après avoir écarté ce pénible souvenir, elle ne fit plus entendre que des paroles de résignation et de piété, consolation suprême apprise aux saintes leçons du religieux qui avait longtemps dirigé son âme à travers les souffrances et les tribulations. Avant que le messenger, envoyé pour apprendre à Louis XIII l'état désespéré de sa mère, fût arrivé à destination, elle s'éteignit le 3 juillet 1642, à l'âge de soixante-neuf ans deux mois et neuf jours.

Son testament resta sans exécution pendant la vie du cardinal de Richelieu. Mais celui-ci ne tarda pas à rejoindre son ancienne bienfaitrice au tribunal de Dieu, seul juge des consciences et des intentions.

Peu de temps après, Louis XIII fit transporter en France la dépouille de Marie de Médicis. Elle y fut amenée avec beaucoup de solennité, et fut reçue avec grands honneurs dans toutes les villes où le cortège passa. Le corps fut déposé dans l'église Saint-Denis le 8 mars 1643.

Deux mois ne s'étaient pas écoulés que le roi de France succombait à son tour. Montglat raconte que, « dans ses derniers jours, deux choses donnoient de la peine à sa conscience : la mort du maréchal d'Ancre et le mauvais traitement qu'il avoit fait à la reine sa mère <sup>1</sup>. » Ce dernier point est confirmé par le témoignage du P. Dinet, alors son confesseur <sup>2</sup>; nous le citerons en guise d'épilogue :

« Un jour, raconte-t-il, comme je m'aperceus [que le Roi] minutoit quelque forme de testament, je jugeay qu'il estoit temps de lui donner avis de trois choses que je méditois en mon esprit; à quoy lui-même me convia, me demandant par prévention, comme il avoit déjà fait quelque autre fois, si j'estois content de luy. Je luy répondis, qu'après y avoir pensé, j'estois

<sup>1</sup> *Mémoires*. Edit. Petitot, XLIX, p. 405.

<sup>2</sup> *L'Idée d'une belle mort ou d'une mort chrestienne dans le récit de la fin heureuse de Louis XIII.... Tiré de quelques mémoires du feu P. Jacques Dinet, son confesseur, de la Compagnie de Jésus....* A Paris, de l'imprimerie royale, MDCLVI, p. 14-16.

d'avis qu'il agiroit en roy très chrestien si, pour l'édification et la satisfaction publique.... il déclaroit à tout le monde, ou de bouche ou par escrit, qu'il mouroit avec un extresime déplaisir de ses omissions envers la feue Reyne sa mère, dans les peines qu'il avoit eues d'ajuster ensemble les devoirs de fils et les obligations de Roy, surtout pour le temps où, n'estant plus sur les terres de l'Espagnol, ny secourüe de ses deniers, ny partie agissante dans les mouvements de l'Estat, elle n'avoit pas laissé de souffrir en ses aliments un traitement moins convenable à sa qualité....

« Sa response fut que, pour.... [ce] qui regardoit la Reyne sa mère, il estoit de même sentiment que moy, et qu'en ce point il n'avoit jamais esté sans quelque scrupule d'avoir manqué à son devoir, dont il demandoit avant toutes choses très humblement pardon à Dieu, pardon aussy à elle-mesme, et que, de plus, il entendoit que le sieur de Chavigny, secrétaire d'Estat, qui l'aidoit à mettre par escrit ses dernières volontez, exprimât en son testament, avec les termes qu'il me laissoit libres, la douleur qu'il en ressentoit, et qu'il vouloit que toute la France et toute l'Europe en fût informée. »

HENRI FOUQUERAY, S. J.

---

# UN CURÉ DE NORMANDIE

## RÉFUGIÉ EN ANGLETERRE

(1792-1801)

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE

---

L'an dernier, à cette place, à l'occasion de l'exil de notre clergé français en Angleterre <sup>1</sup>, nous constatons que les témoignages originaux étaient rares et singulièrement incomplets. Quelques semaines après la publication de cet article, nous recevions communication d'une correspondance manuscrite qui s'étend de septembre 1792 au mois de mai 1801, c'est-à-dire qui embrasse sans s'interrompre toute la durée de l'émigration. Tableau suivi, complet : c'est le premier mérite de ce document.

Il en a un autre : c'est de nous montrer dans ses détails quotidiens la vie d'un de nos prêtres et de son groupe diocésain ; il révèle sa manière de vivre, ses épreuves, ses consolations, les avanies du départ et celles du retour. C'est l'individu qui apparaît au premier plan, tandis que les faits généraux que nous avons exposés naguère forment le fond et comme les lointains de la toile.

Enfin, troisième et dernier attrait. Si, précédemment, nous avons eu à raconter l'effort d'ensemble que fit la nation anglaise, l'empressement et l'importance des souscriptions publiques, les allocations officielles, régulières, prolongées, de la Trésorerie, aujourd'hui, nous laissons un peu dans l'ombre ces manifestations éminentes mais presque impersonnelles de la générosité britannique, pour nous donner le spectacle, non plus d'une collectivité quelconque, mais d'un simple particulier qui adopte un de nos prêtres et le couvre, pendant tout le temps de

<sup>1</sup> *Le Clergé français en Angleterre, 1791-1802.* Voir la livraison d'octobre 1899.

l'exil, de son intelligente protection, sans que ce prêtre ait auprès de lui d'autre recommandation que son infortune. Malgré les différences de nationalité et de culte, les caractères se mirent d'accord, et le bienfaiteur et l'obligé devinrent et demeurèrent de tendres amis, non seulement pendant l'exil qui les avait fortuitement rapprochés, mais pour tout le reste de leur vie qu'ils devaient passer éloignés l'un de l'autre.

Cette correspondance, loyal miroir d'une vie et d'une amitié d'exil, est inédite. Celle du bienfaiteur nous manque, nous n'avons que celle de l'obligé. Il écrivait beaucoup, mais tandis que ses lettres s'en allaient de tous côtés, lui, homme d'ordre et de cabinet, il en gardait copie, les classait, les réunissait en volumes : il y en a dix-sept ! Plus tard, à la fin de sa vie, il additionnait complaisamment toutes les lettres qu'il avait écrites depuis le collège et arrivait triomphalement au total de 3,785 ! Dans l'abondant recueil de cet infatigable épistolier, nous trouverons la matière de notes précises et intéressantes qui ajouteront, croyons-nous, à ce qu'on sait déjà et à ce que nous avons dit nous-même de la déportation du clergé français en Angleterre, à la fin du siècle dernier <sup>1</sup>.

## I.

Henri Goudemetz (c'est le nom du prêtre dont il va être question) naquit à Saint-Pol en Artois, le 26 mai 1749 : il eut quinze frères ou sœurs. Deux de ses frères embrassèrent l'état ecclésiastique et furent curés dans le diocèse de Boulogne, l'un à Bailleul, l'autre à Ostreville. Pour lui, il fit ses études au collège de Saint-Germer, tenu par les Bénédictins de Saint-Maur, sa philosophie au collège d'Anchin à Douai, sa théologie à Paris, au collège de Laon et à Saint-Sulpice. Maître ès arts de l'Université de Paris en 1774, il fut ordonné prêtre la même année (17 décembre), par Mgr de Partz de Pressy, évêque de Boulogne.

<sup>1</sup> Cette correspondance, avec beaucoup de papiers moins intéressants, nous a été très obligeamment et très libéralement communiquée par M. Becquart, de Saint-Pol (Pas-de-Calais), qui en est détenteur et propriétaire : nous aimons à l'en remercier ici publiquement. M. l'abbé Deramecourt, aujourd'hui évêque de Soissons, en a pris sommairement connaissance pour son ouvrage sur *Le Clergé du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer pendant la Révolution* (1789-1802), 4 vol. in-8, 1884.

Bien que désigné pour une cure dans le diocèse, il obtint son *exeat* et devint vicaire à la Villette à Paris (7 avril 1775). Il y resta cinq ans. Il lui échut alors un canonical au chapitre de Champeaux en Brie, doyenné enclavé dans le diocèse de Sens, mais rattaché à celui de Paris; après quatre années, nous le voyons transféré dans le diocèse de Rouen, à Cretot, petite paroisse située près de Goderville, sur la route de Fécamp au Havre. Il en fut nommé curé sur la présentation du collateur laïque, le baron de Cretot, et prit possession le 2 juin 1786. Cretot comptait alors quatre à cinq cents paroissiens. Avec un beau presbytère, un grand jardin qu'il cultivait soigneusement de ses mains, des relations agréables, au premier rang desquelles un généreux châtelain orné d'une femme spirituelle, le curé de Cretot vivait heureux et sans ambition de changer. D'une gaieté intrépide et que ne troublait aucun revers, souple et accommodant de caractère, il avait les meilleurs rapports avec ses confrères du voisinage, qui devinrent presque tous ses amis. Il avait de l'aisance, un mobilier nombreux, du linge en abondance <sup>1</sup>, une belle argenterie, sept cents volumes dans sa bibliothèque, une petite collection de minéraux et de médailles. Sa correspondance avec sa famille d'Artois et de Paris comme avec ses anciens confrères de la Villette et de Champeaux; de nombreuses lectures faites la plume à la main et dont les extraits formaient déjà, en 1789, trente volumes reliés, alignés dans sa bibliothèque; les obligations du ministère et les relations de société lui composaient une vie occupée, mais agréable. Enfin, pour dire tout, il avait une compagne inséparable, sa pipe, qu'il fumait seul ou en compagnie, et dont l'habitude était passée en servitude, douce et volontiers acceptée.

Cette quiétude fut troublée d'abord par les intrigues qui accompagnèrent les élections aux États généraux; elle disparut tout à fait avec la constitution civile du clergé. M. Goudemetz refusa le serment; un intrus fut élu à sa place. Après un temps de grâce, il fallut déguerpir pour aller d'abord en prison, à Montivilliers (juillet 1791); puis, pour mener une vie errante,

<sup>1</sup> Il en a lui-même dressé la liste : 19 nappes; 8 douzaines de serviettes; 36 paires de draps; 7 douzaines de chemises. Argenterie : 19 couverts d'argent, 4 cuillers à ragoût, 2 cuillers à soupe, 6 cuillers à café (lettre à M<sup>me</sup> Meade du 10 mars 1797).



mais qui n'était pas sans consolations ; il avait un abri chez le baron de Cretot, son collateur, soit au château de Longueil, soit à Rouen, chez le même, boulevard Bouvreuil, alternant entre les deux résidences. Cela dura dix mois. C'était assez pour lui inspirer l'idée de quelques précautions. Il mit en sûreté son mobilier en le distribuant dans plusieurs maisons de confiance ; à l'une, il confia son argenterie, à l'autre sa bibliothèque ; il déposa en mains sûres ses chers extraits, puis ses économies qui s'élevaient à environ 3,000 fr., indépendamment de ce qu'il conservait sur lui. Toutes ces dispositions prises, il n'avait plus qu'une valise légère et sa canne : il était prêt.

Bientôt, une curiosité malveillante le rechercha dans ses asiles. Il tardait, il hésitait ; les pieds, pour ainsi dire, lui tenaient au sol ; la tolérance de la municipalité de Rouen l'encourageait à ne pas prendre de décision. Les événements du 10 août 1792 précipitèrent des mesures depuis longtemps suspendues ; un arrêté du département (19 août) obligea tous les prêtres domiciliés à Rouen de s'éloigner à trois lieues de leur ancienne résidence. M. Goudemetz prend un passeport pour Saint-Aubin-sur-Mer ; à peine arrivé, il en repart dans la nuit et se réfugie à Flainville, puis à Sainte-Marguerite ; sur les nouvelles des massacres de Paris, il se rend à Dieppe, où il pénètre avec toute sorte de précautions. En ces moments d'angoisse, l'exil semblait le salut. Un grand bateau pêcheur offrait de le recevoir et de le transporter en Angleterre avec vingt-sept autres prêtres en fuite comme lui : « Je n'eus que le temps, dit-il, de manger un morceau à la hâte et de me jeter avec empressement dans la mer.... Pas un de nous n'avait sauté dans le bateau sans éprouver le même plaisir qu'on goûte à saisir une planche après le naufrage. La gaieté rayonnait sur nos fronts, et, pour la première fois peut-être, on enviait notre sort. » Partis le 6 septembre à dix heures du soir, les fugitifs débarquèrent sur le sol anglais à Eastbourne, le lendemain, à six heures du matin.

M. Goudemetz nous dépeint l'accueil empressé qu'ils reçurent à la descente du bateau : « Tout le rivage d'Eastbourne était plein de curieux et de gens bien intentionnés qui venaient, de la meilleure grâce du monde, nous offrir l'hospitalité. Ce charmant village possédait alors, à cause des bains de mer, l'élite de la noblesse anglaise. Les lords Cavendish et Dorchester se dis-

putaient à qui enlèverait chez soi le plus de monde. Leur exemple fut imité par les autres seigneurs. Les larmes nous coulèrent en abondance en voyant pleuvoir sur nous tant de bienveillance et d'humanité. »

Cependant les bateaux se succédaient, jetant sur la côte anglaise un si grand nombre de prêtres français que les premiers débarqués, jugeant qu'il fallait faire place aux survenants, louèrent une charrette et y chargèrent leurs bagages et les confrères les plus âgés ; les plus valides s'acheminèrent à pied vers Londres, en accompagnant l'équipage. M. Goudemetz, trouvant l'allure trop lente, se détacha de la bande, et, avec deux amis du diocèse de Rouen, MM. Evrard et Le Roux, l'un curé, l'autre vicaire de Varneville, il fit route à part. Ils cheminaient tous trois à pied, admirant la beauté du pays, jouissant, à la traversée des villes et des villages, de la curiosité des habitants, s'entretenant aussi des difficultés qui les attendaient à Londres, soit pour se loger, soit même pour se faire entendre. Chaque pas en avant rapprochait le moment où se produirait ce double embarras.

Ils étaient arrivés à environ douze milles de Londres lorsque passa une voiture où se trouvaient un monsieur et une dame. Les prêtres saluent, la voiture s'arrête, et le monsieur, qui parlait un peu français, leur demande ce qui les amène en Angleterre, d'où ils viennent, où ils vont.

« Hélas ! lui dit M. Goudemetz (j'emprunte ici son récit), je suis moins amené dans ce pays que chassé et proscrit du mien. Honoré du caractère de ministre du culte catholique quoique vous me voyiez revêtu d'habillements séculiers, j'ai préféré perdre ma place et m'exposer à la persécution plutôt que de souiller ma bouche par un coupable serment. Dès ce moment, mes confrères et moi ne fûmes plus qualifiés que de réfractaires, titre aussi odieux qu'immérité. Notre présence devenant importune, on lâcha contre tous les fonctionnaires publics ecclésiastiques un décret de déportation sans alléguer contre eux ni griefs ni délit. Mon bénéfice étant en Normandie, je ne voulus point courir le risque de traverser toute la France pour m'expatrier ; je m'embarquai à Dieppe, j'abordai à Eastbourne et vous me voyez près d'arriver à Londres, non sans inquiétude de savoir comment m'y prendre quand on n'y connaît âme qui vive et qu'on n'a pas la première idée de la langue.

« Après une conversation de dix minutes : « Voulez-vous me permettre, me dit M. Meade (c'était le nom du charitable Samaritain),

de vous être de quelque utilité? Vous comptez, n'est-ce pas, être ce soir à Londres? Eh bien! voilà mon adresse, et il écrivit au crayon sur un bout de papier : achevez tranquillement votre route et venez descendre chez moi. Adieu, Monsieur, à ce soir. »

« Je n'avais pas ouvert la bouche pour le remercier, continue-t-il, qu'il était déjà loin. Les vingt milles que j'avais faits ce jour-là, joints aux dix autres qu'il me restait à faire, furent tous oubliés par cette heureuse rencontre. Je me trouvai parfaitement à mon aise et encore bien mieux lorsque je tombai chez ce charitable hôte. Tout me fut prodigué en arrivant, bon souper, bon vin, bonne mine et excellent lit dont j'eus bien de la peine à me tirer pour prendre le thé avec lui. Nous sortîmes ensemble après le déjeuner, et, m'ayant placé chez un Français dans son voisinage, il me ramena dîner. Il ne borna pas là ses soins : il crut nécessaire de me meubler d'encre, de papier, de quelques livres élémentaires anglais et d'un trictrac. Il me fit promettre en outre de venir tous les jours prendre le thé avec lui pendant le peu de temps qu'il resterait à Londres <sup>1</sup>. »

Telle fut, racontée par lui-même, la première aventure de M. Goudemetz sur la terre étrangère. L'aimable accueil de la population des côtes ; une hospitalité si spontanée, si avenante, si avisée ; au lieu de tant d'embarras prévus, une solution si prompte, une installation si subite ; enfin tant de sécurité après tant d'alarmes, arrache au prêtre exilé un cri de reconnaissance : « Il faut confesser, écrit-il à son frère aîné le 11 septembre, que les préjugés français sur la nation anglaise sont bien mal fondés, et quoique nous soyons payés pour en dire le plus grand bien, autre chose est de la voir de près, autre chose est de la voir de loin. » Sa pensée se reporte vers la France, où l'on croyait toujours entendre derrière soi : « Cette petite queue-là pourrait bien être un prêtre ! » Et ses amis avaient voulu l'y retenir, le travestir, le cacher, plutôt que de le laisser obéir à la loi d'exil ! « Cette loi, toute rigoureuse qu'elle paraît être, fait toute ma sauvegarde. Je m'applaudis de jouir d'une tranquillité qu'il ne m'était plus permis de garder en France. Je bénis la main qui me frappe et je sais gré aux *décrétants* de m'avoir tiré des griffes nationales <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Lettre du 17 septembre 1792 à M. le chevalier Chabre, au château de Varneville (Seine-Inférieure). M. Goudemetz, on s'en aperçoit aisément, a donné un peu de style à sa réponse.

<sup>2</sup> Lettre à M<sup>me</sup> la baronne de Cretot, 13 septembre 1792.

## II.

Thomas Meade, Esq., était un gentleman de fortune indépendante ; il n'exerçait pas de profession. Sa famille, originaire d'Irlande, n'en était pas moins attachée à l'anglicanisme : son frère habitait Dublin et y était ministre. A la date où nous le rencontrons (1792), il devait avoir environ trente-cinq à trente-sept ans, s'était récemment marié, n'avait pas encore d'enfant. Il n'occupait à Londres qu'un pied-à-terre, qu'il ne garda pas. Il vivait à la campagne, hiver comme été. De 1792 à 1801, il changera plusieurs fois de lieu de villégiature : nous le voyons d'abord à Pottern (Wiltshire), puis à Cuddesden et à Heddington (Oxfordshire) ; il parut se fixer ensuite à Blacklands en Somerset ; mais, en 1799, il se rapprocha de Bath où le conduisait souvent le soin de sa santé, et acheta une propriété à Chatley, à cinq milles de From : sa famille y réside encore.

Il avait fait ses études à Oxford. Il en avait gardé le goût des lettres et des lectures sérieuses. Il écrivait agréablement en latin. Il parlait le français, sa femme aussi, sinon facilement, du moins assez couramment pour éviter à M. Goudemetz l'embarras, alors très grand pour lui, de s'exprimer en anglais et surtout de le comprendre. Lorsque s'écriront les deux amis, ce sera chacun dans leur langue maternelle : parti commode et qui leur procurait l'avantage de se donner réciproquement une leçon de langue. C'était le cas pour M. Goudemetz d'user du dictionnaire dont, dès le premier jour de leur rencontre, lui avait fait cadeau M. Meade, ou de recourir à des confrères qui s'étaient adonnés plus activement que lui à l'étude de l'anglais. Ses hôtes n'étaient pas non plus sans embarras ; aussi déclarait-il que, quand il parlait français avec eux, il prononçait lentement, articulait avec soin, et qu'en écrivant, il *moulait* ses lettres. M. Meade aimait les livres ; il s'était composé une bibliothèque nombreuse et choisie ; très curieux aussi de minéralogie, il commençait alors une collection qui s'augmenta avec les années et qui devint, au dire de M. Goudemetz, une des plus précieuses d'Angleterre.

Nature calme et même un peu froide, M. Meade n'en avait pas moins des dispositions bienveillantes et bienfaisantes. Il

avait accueilli de la manière que nous savons les trois prêtres exilés, il leur avait trouvé un logement, Poland Street, chez un Français, à peu de distance de sa propre résidence; pendant les deux mois qu'il passa à Londres après leur arrivée, il ne les perdit pas de vue, les reçut plusieurs fois à sa table, usa avec eux d'une suite de bons procédés : quand il partit pour la campagne, il voulut qu'ils correspondissent avec lui. Au bout de quelques mois, il les invita à passer quelques jours dans sa famille et ne les laissa retourner à Londres que munis d'effets et largement indemnisés de leurs frais de voyage.

Cependant, des trois prêtres qu'il recevait ainsi, deux disparurent, ou plutôt quittèrent l'Angleterre en juillet 1793. On parlait alors d'expédier les prêtres français au Canada ; beaucoup d'entre eux redoutèrent cette aggravation d'exil et une relégation au delà de l'Océan qui ajoutait de nouvelles difficultés à leur retour dans la patrie. D'autre part, la guerre ayant été déclarée entre l'Angleterre et la France, l'émeute aussi, l'émeute révolutionnaire grondant à Londres, les exilés s'effrayaient à l'idée d'être enfermés dans une île d'où ils ne pourraient sortir et où ils risquaient de n'être pas moins persécutés que sur le continent. Par tous ces motifs, MM. Evrard et Le Roux partirent précipitamment, se déroband aux instances ou aux conseils de M. Meade et sans même l'avertir <sup>1</sup>.

M. Goudemetz était loin d'être dans ces sentiments : il appréciait son sort et ne songeait pas à renoncer à la bonne fortune dont la Providence l'avait gratifié. « Je suis loin, écrivait-il à M. Meade (30 juillet 1793), d'approuver le départ prématuré de M. Le Roux, encore plus éloigné de l'imiter. Si un pareil projet trottait dans ma tête, je ne me déciderais à prendre un parti qu'après vous avoir préalablement consulté. Je n'ai point été jeté dans vos bras en arrivant ici pour m'en arracher sans votre aveu. » — « Vous avez quitté tous les trois le certain pour l'incertain, écrivait-il à un autre transfuge, M. Huré, curé de Montfermeil, le 8 août suivant : vous vous êtes exposés à errer à l'aventure et à courir des dangers dans toutes vos émigrations. »

<sup>1</sup> M. Evrard rentra en France en avril 1797, et vint habiter les environs de Rouen ; M. Le Roux, après bien des voyages, trouva un asile près de Ratisbonne, chez un recteur catholique qui le prit pour vicaire. Il y était en avril 1798 et se rappelait avec reconnaissance au souvenir de M. Meade.

Dangers et aventures ne manquèrent pas, en effet, à ces imprudents. Dès le mois de novembre 1792, la victoire de Dumouriez à Jemmapes les avait débusqués de leurs asiles : « Ne vous l'aurais-je pas dit, écrit M. Goudemetz, le 23 novembre, à l'abbé de Toustain, curé de Mentheville, qui avait dû reculer jusqu'à Berg-op-Zoom, qu'il n'y avait rien de moins assuré et de plus précaire que votre existence bruxelloise, puisque vous avez été obligé d'aller vous renfermer dans une forteresse imprenable autrefois, mais dont la tactique du jour peut aisément se rendre maître ? Alors, que ferez vous ? que deviendrez-vous ? Croyez-moi, ce n'est point la mer à boire que de la passer pour venir ici.... Répondez-moi sur-le-champ, et surtout que votre décision soit *britannique*. »

A M. de Mouchy, curé de Saint-Aubin-sur-Mer, il écrivait le 4 décembre : « On a surnommé notre pape actuel (Pie VI), à cause de son voyage à Vienne, *Papa peregrinus*. Quel autre nom mériterez-vous après toutes vos courses et vos difficultés de vous fixer quelque part ? La peinture que vous me faites de votre fuite précipitée de Bruxelles amuserait, si de pareilles choses étaient de nature à amuser, surtout quand elles sont souffertes par un de ses meilleurs amis. » Ses deux frères, ayant leurs cures tout près de la frontière belge, s'étaient naturellement contentés de la franchir ; ils vivaient à Ypres. Il en fallut déloger ; ils allèrent à Bruxelles et trouvèrent ensuite à se placer loin des grandes routes, à Rumbeke, refuge encore bien douteux : « Il paraît, leur écrivait-il (13 janvier 1793), que, dans le terrain choisi pour votre exil, il faut toujours avoir le bâton à la main et le pied en l'air. »

A cette époque, où il avait encore quelque argent en poche, M. Goudemetz, avait, lui aussi, « le bâton à la main et le pied en l'air, » mais c'était pour visiter, en compagnie de quelque confrère, les environs de Londres : Greenwich, où il admirait l'hôpital de la marine et l'érection d'une petite chapelle catholique ; Beaconsfield, où demeurait le fameux Edmund Burke ; Oxford, qu'il devait étudier de plus près avec M. Meade ; Kensington, Hammersmith, Kew, Richmond, Windsor, où il aperçut le roi, la reine et les princesses ; Guildford, où résidaient cent vingt prêtres français. « Le propriétaire de la maison seigneuriale a cédé un vaste emplacement pour tenir lieu de chapelle. J'ai assisté à

l'office de ces chers proscrits...., j'ai été ravi de voir la protection, l'estime et la grande tranquillité dont Guildford faisait jouir les résidents français. » Il n'était pas rare qu'au cours de ces petits voyages quelque bourgeois, comme à Epsom, payât à l'auberge l'écot des exilés, ou qu'un ministre anglican, les voyant passer devant son presbytère, les invitât à y entrer et leur fit toutes les politesses imaginables.

C'est à pied aussi qu'il se rendait chez M. Meade, dans ses diverses résidences. Blacklands, en Somerset, était à quatre-vingt-six milles de Londres (le mille équivalant à 1609 m.) Sa valise mise à la diligence, cet homme qui, à sa naissance, était si faible, si malingre, si souffreteux, qu'on avait craint qu'il n'arrivât pas vivant à l'église pour être baptisé, entreprenait gaiement ce long voyage et ne s'effrayait pas d'une étape de trente-six milles. Il s'arrêtait à Reading, où il trouvait un grand nombre de confrères et d'amis, soit dispersés dans la ville, soit réunis dans la vaste maison dont le gouvernement leur avait concédé l'usage; il y suivait les exercices religieux, collationnait avec ses hôtes; quelques-uns lui faisaient quelques lieues de conduite. De loin en loin, il rencontrait une auberge où il avait été recommandé à l'avance : il y logeait et y dinait à frais modérés.

Il arrivait : accueil parfait. Sa gaieté et sa bonne humeur contrastaient avec la réserve anglaise de M. Meade, sans que l'harmonie de leurs rapports en fût troublée. L'habitude de la société et la politesse toute française de notre clergé d'ancien régime ne contribuèrent pas peu à préparer et à assurer son succès dans les familles anglaises. Ils pouvaient être aisés, presque familiers même, sans perdre de leur tenue et sans franchir les bornes des convenances. C'est ainsi que M. Meade éprouva vite M. Goudemetz, apprécia l'agrément comme la sûreté de son commerce, et ne tarda pas à l'admettre dans sa famille comme un ami. Il le recevait en été, dans la saison des promenades; avec lui, il visitait tous les curieux édifices d'Oxford; plus tard, il l'emmena à Exeter, à Plymouth, à Torquay; il le présenta à ses amis, à ses voisins, dans leurs maisons de campagne, et ceux-ci devinrent à leur tour pour le prêtre français autant d'amis et même de bienfaiteurs <sup>1</sup>. Il ne le

<sup>1</sup> Citons tout de suite John Walker Hencage, Esq., ou lord Compton, M. P.,  
T. LXIX. 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1900.

recevait pas moins volontiers en hiver, sachant que les jours de pluie ou de neige n'avaient d'autre effet sur M. Goudemetz que de le rendre à ses studieuses occupations. Il nous a retracé lui-même la physionomie d'une de ces journées :

« Quand nous restons au logis, ce qui arrive de deux jours l'un, tel est le règlement de la journée : une bonne méditation, tant soit peu traversée par le souvenir des plaisirs de la veille, nous occupe depuis huit heures et demie du matin jusqu'à la cloche du *breakfast*, qui sonne régulièrement à neuf heures et qui ne laisse pas de trainards après elle. Le thé, les lettres et les papiers-nouvelles (*news-papers*) font durer cette séance jusqu'à dix heures et demie. La compagnie alors se promène dans les vergers et les bosquets, où nous faisons chorus l'espace d'une heure. Les dames, une fois rentrées dans leur appartement, sont invisibles pour nous jusqu'au dîner. Nous remplissons cet intervalle soit par le bréviaire, soit à raccommorder nos hardes, soit à la bibliothèque, soit enfin à des visites du matin dans le voisinage. Une barbe à faire presque tous les jours et une grande toilette à la poudre près (puisque nous n'avons pas payé la guinée) nous occupent depuis deux jusqu'à trois heures, où l'on se met à table.... Presque tout le monde parle français, ce qui donne plus de gaieté à nos repas.... Vous n'avez pas fait quatre tours de jardin après dîner que la cloche vous rappelle au thé, lequel est suivi lui-même presque immédiatement du souper. »

Deux ou trois fois l'an, M. Goudemetz allait passer quelques semaines, et bientôt deux et jusqu'à trois mois de suite, aux maisons de campagne de « l'excellent M. Meade. » On se demandera peut-être comment, dans ces longs séjours, le prêtre catholique vaquait au devoir dominical ; M. Meade y pourvut lui-même. A huit milles de Blacklands se trouvait Laycock-Abbey, village célèbre par une ancienne maison religieuse de filles, fondée en 1236 par la comtesse de Salisbury. Les cloîtres, le chapitre et les tombeaux en ont été conservés, non moins que la foi catholique, parmi les nobles personnages habitant le château. Lady Shrewsbury, première comtesse d'Angleterre, y faisait sa résidence ; elle fut très heureuse d'avoir un prêtre français qui célébrait dans sa chapelle les offices du dimanche. M. Goudemetz s'y

qui avait à Compton une très belle propriété, et à Wickham, M. et M<sup>me</sup> Sawbridge ; M. Sawbridge était juge de paix. M. Goudemetz passait souvent la semaine chez M. Sawbridge ; tout près de là, à Newbury, il y avait une chapelle catholique.



rendait à pied dès le samedi; il y passait la journée du dimanche et revenait le lundi, dans la matinée, à Blacklands. La course était longue, et pendant l'hiver souvent désagréable; il demanda à M. Meade la faveur de dire la messe chez lui, dans l'une des chambres de sa maison; mais il ne semble pas que M. Meade se soit prêté à ce désir. Lorsqu'il transporta sa villégiature à Chatley, M. Goudemetz se rendait le dimanche à Bath, où les catholiques avaient une congrégation nombreuse, dont la chapelle était desservie par l'évêque ou vicaire apostolique de ce district et par quelques chapelains anglais; mais il put se dispenser d'aller aussi loin : à From, situé à cinq milles de Chatley, une fervente catholique anglaise, très bienveillante pour les prêtres français, M<sup>me</sup> Porter, sœur de lady Fermor, lui ouvrit sa chapelle. Heureux temps, douces journées! M. Goudemetz n'y était pas insensible. — « Je reviens à vous, mon cher Bernage, écrivait-il (12 août 1796), pour m'entretenir un peu sur le compte de nos bons et généreux Anglais. Avouez qu'on éprouve un sérieux vide en sortant de chez eux.... Je parle de cette douce liberté dont nous jouissions, de ce tendre accueil qui ne faisait qu'augmenter tous les jours, de ce charmant voisinage où nous avions nos entrées franches et nos coudées libres, de cette respectable comtesse de Shrewsbury auprès de laquelle je ne doute pas que vous ne m'ayez acquitté dans votre dernier voyage <sup>1</sup>.... »

### III.

Au lendemain de ces frairies et du plantureux régime du gentleman anglais, l'exilé rentrait à Londres. Il y trouvait une vie

<sup>1</sup> M. Goudemetz ne fut pas seul à avoir d'aussi bonnes aubaines : plus tard, son ami d'Épinay et d'autres prêtres de son groupe eurent aussi la leur. Le 4 juin 1798, M. Goudemetz écrit à M. Meade : « Un M. Taylor, architecte, ne se contente point, depuis que lui (d'Épinay) et sa société sont à Londres, de les loger pour rien; il leur offre un emplacement immense à la porte de la ville, où ils trouveront, avec les agréments champêtres, toutes les commodités de la vie. Ce trait nouveau de bienfaisance doit être ajouté aux mille et un autres dont nous sommes redevables à MM. les Anglais. » Et, le 29, au même : « Mon bon ami d'Épinay a doublé son existence depuis qu'il occupe son charmant local. Lui et sa société se sont beaucoup amusés, la semaine dernière, à récolter le foin de leur propriétaire, qui leur laisse la jouissance pleine et entière des fleurs, des fruits et de tout le jardin. Pour comble de commodité, il vient de leur bâtir une chapelle à part et distincte des bâtiments; par ce moyen, ils n'ont rien de plus à désirer tant au spirituel qu'au temporel. »

étroite, mais non austère ; d'aimables confrères normands, curés de paroisses voisines de la sienne, avec qui il pouvait rire et causer en français, ce qui lui faisait oublier qu'il eût été opportun d'apprendre en hâte la langue de son pays d'adoption ; un *garret* ou galetas où l'espace n'était pas moins mesuré que le confortable. Les excursions à la campagne, c'étaient d'agréables incidents ; la vie à Londres, c'était le tous-les-jours. Disons-en quelques mots.

Les prêtres exilés qui débarquaient à Londres, ceux surtout qu'avait dépouillés de leurs économies la cruauté de leurs concitoyens de France, se rendaient directement au domicile de M<sup>me</sup> Dorothee Silburn, s'y faisaient reconnaître par Mgr de la Marche et par son grand vicaire, M. Meslé de Grand Clos, en obtenaient dès le lendemain leur inscription au comité des secours. Ils avaient droit alors à deux guinées ou 50 fr. par mois, et même, après vérification de leur misère, à quelques vêtements.

La municipalité de Dieppe avait épargné à M. Goudemetz et à ses compagnons d'embarquement la spoliation administrative, de sorte que, munis tous d'un petit pécule, ils pouvaient, dans les conditions d'une stricte économie, vivre à leurs frais et sans se mettre immédiatement sous la dépendance du comité. Huit d'entre eux, dont M. Goudemetz, s'arrangèrent pour se loger dans la même maison et faire table commune. Chacun d'eux payait par semaine trois shillings pour le loyer et cinq pour la nourriture ; ils faisaient la cuisine à la française et chacun à son tour. « Je sais faire passablement un pot-au-feu, écrivait M. Goudemetz. Il ne m'est arrivé qu'une fois de mettre dans la marmite tant d'herbes et d'aromates que c'était moins une soupe qu'un julep de pharmacie. Il faut bien payer son apprentissage. » Le confrère le plus âgé était le président de cette petite république, dont la gaieté, les prévenances et les attentions étaient les bases et les soutiens. La chambre de chacun était inviolable, de manière à respecter le recueillement et le travail. La prière du soir se faisait en commun <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voici les noms de ces huit associés : Goudemetz, curé de Cretot ; Le Roy, de Bretteville ; Bernage, de Saint-Victor, Evrard et Le Roux, l'un curé, l'autre vicaire de Varneville ; d'Épinay, curé de Beaumetz ; Huré, de Monterolliers ; Germain, vicaire du diocèse de Chartres (lettres des 21 septembre et 4 décembre 1792 à son frère cadet).

Cette petite association formée vers le 20 septembre, c'est-à-dire dès les premiers jours de l'arrivée, se transporta, au bout de deux mois (20 novembre), de Poland Street, où elle avait débuté, sur les hauteurs de Pentonville. C'était alors un hameau d'environ neuf cents âmes, mais avec des rues tirées au cordeau et des maisons bien bâties, situé en dehors de Londres, dont il forme aujourd'hui un quartier. On y voyait un immense réservoir qui approvisionnait d'eau toute la ville : elle s'étendait au-dessous avec ses clochers et ses monuments. L'élévation du quartier, le bon air, la verdure, l'avantage d'être à la campagne et de toucher à la ville avaient séduit ces curés de village, habitués à l'espace et au grand air. De tout le temps de son exil, M. Goudemetz ne quitta pas ce quartier.

« Les sociétés des meilleurs amis sont sujettes à se rompre, » dit-il quelque part : c'est ce qui arriva de celle-ci. Elle ne dura que six mois (21 septembre 1792-23 mars 1793). De huit membres, elle se réduisit à trois, et se transféra 13, Hermès Street ; M. Goudemetz s'alla même bientôt loger tout seul, 19, Winchester Place. Il faut reconnaître que, pendant ces premiers temps, le confortable manquait : à cette époque, M. Goudemetz n'y fait dans ses lettres aucune allusion ; plus tard (8 juin 1799), il en révélait le secret : « Dans les six premiers mois passés en Angleterre, c'est-à-dire lorsque j'avais le gousset passablement garni d'argent de France, ce fut pour moi un noviciat bien dur de coucher plusieurs dans une chambre et deux dans un lit. Après cela, j'occupai pendant deux ans un appartement avec un confrère, où nous couchions séparément. Je me mis à la fin en mon particulier dans un *garret* que j'ai toujours gardé jusqu'ici. Ma vue, qui se porte sur tout Londres, fait toute la richesse de mon local. »

Sécurité, calme, bonnes causeries entre confrères, liberté de dire ou d'entendre la messe dans les chapelles catholiques anglaises ou dans quelques chapelles privées : c'était beaucoup. Qu'on était loin pourtant des aises du presbytère, des agréables relations de voisinage, de ce confortable du chez-soi auquel on s'était si doucement habitué ! Tout d'abord on croyait que cet exil ne durerait que quelques semaines, tout au plus quelques mois. Cependant il se prolongeait. Dans les premiers temps, M. Goudemetz écrivait librement, fréquemment, à

son cher sacristain Grenet, à la baronne de Cretot restée en France, aux amis qui l'avaient protégé dans sa fuite : c'était à croire que la correspondance allait pour un temps suppléer aux conversations d'autrefois et consoler de l'absence. Mais, avec la mort du roi, les affaires changent d'aspect, les relations de nation à nation s'aigrissent : le 1<sup>er</sup> février 1793, la Convention déclare la guerre à l'Angleterre. « Gare, écrit-il le 26 de ce mois, que la parole ne nous soit coupée ! Être séparé de ses proches et de ses amis, c'est sans doute un supplice cruel ; ne pouvoir plus communiquer avec eux, c'est quasi une mort. — Pressez-vous de répondre, de peur qu'on ne mette l'embargo sur votre plume. » Le même jour, à son fidèle clerc de Cretot : il lui fait d'abord des recommandations pour divers effets qu'il lui avait laissés en dépôt ; puis : « J'ai tout lieu de croire que c'est aujourd'hui la dernière fois que je vous écris ; du moins en sommes-nous menacés. Ainsi, que mon silence désormais ne vous trouble point ; ma santé, mon contentement, mes moyens, tout ira, j'espère, toujours à merveille. Je sais apprécier tout ce que vous me valez, et je n'aurai jamais de plus grand plaisir que de reconnaître un jour tous vos bons et loyaux services. »

A partir de cette lettre, c'en est fait : toute correspondance avec la France est définitivement rompue. L'exil n'est plus seulement l'éloignement, c'est la séparation complète d'avec la patrie. N'allons pas pourtant prêter trop de tristesse à nos exilés : par le ton même de leurs lettres, on voit qu'ils étaient résignés et pleins d'espoir. Mais il fallait vivre : la bourse de France s'épuisait. On regardait aux frais d'une excursion dans le voisinage de Londres, à un port de lettre <sup>1</sup>. Après dix-huit mois d'exil, M. Goudemetz dut, comme tant d'autres confrères, se résigner à recourir au fameux comité de secours. « Enfin, écrit-il à M. de Toustain, alors à Bruxelles (1<sup>er</sup> avril 1794), il m'a fallu sauter le pas. La plus sévère économie n'a pu empêcher l'épuisement de ma bourse. Je me suis présenté le 22 février (1794) au redoutable comité, non comme un vainqueur qui vient recevoir la couronne, mais comme un nécessaire qui tend la main. Si le démon de

<sup>1</sup> « La taxe des lettres au-dessous de 20 milles est de 4 sols (pence) anglais ; de 50 à 100, 8 s. ; toutes les lettres à l'étranger, 1 sh. Le moindre papier inclus les fait payer double. » *Note de M. Goudemetz*. On écrivait peu, ou l'on recourait, et M. Meade lui-même, à l'obligeance de quelque voyageur ami.

l'orgueil a trouvé quelque chose d'humiliant dans cette démarche, je me suis hâté de lui fermer la bouche en me repliant sur l'extrême générosité anglaise. Pauvreté n'est pas vice, ai-je crié à ses oreilles. »

Comme ses confrères, il reçut donc l'allocation mensuelle de deux guinées. Je dis mensuelle : mais la Trésorerie institua bientôt des mois de trente-cinq jours, sans la grossir proportionnellement : elle n'était même pas régulièrement payée, il y avait des retards. Même régulière, elle suffisait à peine à payer blanchissage, loyer, nourriture : il n'y a pas à parler de menus plaisirs. La nourriture, très bon marché au début, augmenta sensiblement ; le pain, qui avait valu treize sols les quatre livres, en valut jusqu'à vingt-sept ; le prix du charbon monta dans les mêmes proportions.

Plusieurs confrères de M. Goudemetz, moins favorisés que lui, s'étaient depuis longtemps mis au travail manuel. M. Leleu, curé de Grugny, le vénéré président du groupe de Pentonville, faisait des matelas à la française qu'il vendait cinquante francs pièce : M. Meade était de ses clients. Il fabriquait aussi des chaussons fourrés pour l'hiver et des galoches : M. Goudemetz en usait à la campagne, dans ses tournées d'hiver. Chez M. Meade, père, mère, enfants, domestiques, trouvèrent l'invention excellente et se fournirent chez l'exilé. L'ami intime de M. Goudemetz, le « bon » d'Épinay, faisait, lui, des colliers, des éventails, des bracelets. — « Permettez-moi que je vous demande, lui écrivait en badinant M. Goudemetz, comment vous accordez vos objets de luxe avec la sévérité de l'Évangile ? Il est bien dit que saint Paul faisait des nattes pour vivre ; mais il ne vendait ni fichus ni éventails. » M. d'Épinay fabriquait aussi des cure-dents, mais il n'en trouvait pas, paraît-il, le placement chez les émigrés, à qui leur sobriété forcée n'en suggérait pas l'usage. Enfin, il faisait le commerce des livres, en achetait, en revendait : hommes d'étude, quelques-uns de ses confrères de France, n'étaient pas, en dépit de leur pauvreté, les moins empressés à profiter des bonnes occasions.

M. de Maussac, grand vicaire de Rouen, s'était fait courtier en logements garnis : M. Meade, venant passer quelques semaines à Londres, avait eu recours à l'industrie de M. de Maussac et s'en était bien trouvé. M. Bernage, autre ami intime de M. Gou-

demetz, enseignait le français. Ses élèves étaient assez nombreux pour le retenir à Londres à telles époques où il eût aimé s'aller reposer avec son ami à la campagne, et se refaire à quelque bonne table de gentleman des trop maigres portions du *cook's shop*. C'est M. Bernage qui prêtait sa plume à M. Goudemetz pour rédiger ou traduire les lettres qui devaient être écrites en anglais. M. de Toustain, revenu des Pays-Bas, était professeur de mathématiques dans une académie.

Jusque-là, M. Goudemetz avait pu se dispenser d'exercer un métier. Non pas qu'il fût oisif ; il lisait beaucoup, dépouillait très exactement le *Courrier de Londres* pour continuer ce qu'il appelait ses *Mémoires sur la Révolution française*, compilait des ouvrages d'histoire ecclésiastique, d'histoire d'Angleterre, de biographie, rédigeait des souvenirs de voyages ; en un mot, « grand barbouilleur de papier, » comme il disait lui-même, mais sans tirer profit de son travail et sans même y songer. M. Meade y songea pour lui, et lui en fournit le moyen. Le trait mérite d'être conté.

#### IV.

Peu de temps après que M. Goudemetz avait fait sa démarche auprès du comité de secours, M. Meade, soit par curiosité historique, soit dans un dessein encore confus, et qu'il cacha d'abord à son ami, lui demanda, à titre de service personnel, s'il ne pourrait lui procurer la liste des députés à la Convention qui avaient voté la mort du roi Louis XVI. Surpris dans l'objet même de ses études, ravi d'ailleurs de l'occasion qui s'offrait d'être agréable à son bienfaiteur, M. Goudemetz s'empressa de lui répondre : « J'ai tenu des notes exactes là-dessus dès le commencement, et je doute qu'aucun autre puisse mieux vous satisfaire. Ainsi donc vous aurez non seulement les noms des votants, mais encore la manière dont chacun a émis son vœu. Ce sera la matière d'un petit manuscrit que je vous porterai avec moi. Si même vous étiez curieux du catalogue des principaux personnages qui ont été victimes de la révolution, je pourrais l'ajouter à la fin du manuscrit. » (Londres, 7 mai 1794.)

En effet, au cours du séjour qu'il fit vers cette époque (12 juin-12 juillet) chez M. Meade, à Blacklands, il s'entendit avec lui sur la composition de l'ouvrage ; il remporta le manuscrit à Londres

pour le mettre au point, et le renvoya à la fin d'août. M. Meade lui fit une double surprise ; il traduisit lui-même l'ouvrage en anglais et déclara à son protégé qu'il avait l'intention de le publier, qu'il avancerait les frais d'impression, et que le bénéfice de la vente reviendrait tout entier, avances déduites, à.... M. Goudemetz. — « J'apprends, lui écrivait celui-ci le 3 septembre 1794, avec un plaisir sensible, par votre dernière lettre, que non seulement mon petit travail vous a plu, mais que vous voulez encore lui donner les honneurs de l'impression. C'est, assurément, faire à cette chétive production beaucoup plus de faveur et de grâce qu'elle ne mérite. Quand je me suis occupé de cette besogne pour vous, j'étais loin de penser que je travaillais pour moi-même. Ce nouveau trait de bienveillance ne fait qu'ajouter de plus en plus aux obligations que je vous ai déjà. »

On aura reconnu ici la manière d'obliger de M. Meade : sa bienfaisance était grande, persévérante, mais judicieuse et mesurée ; il aimait à aider son ami, mais il souhaitait qu'il s'aidât lui-même.

Sa traduction terminée, il la soumit modestement au docteur Blayney, chanoine de Christ-Church à Oxford, et le pria d'en surveiller l'impression. Quant à lui, il organisa une souscription : son activité, le grand nombre de ses relations, les motifs de bienfaisance qui provoquaient cette publication, assurèrent à ses efforts un rapide succès. M. Goudemetz nous a conservé la liste des souscripteurs. On y voit d'abord treize membres du Parlement ; puis presque tout le personnel enseignant ou ecclésiastique d'Oxford. Les souscriptions sont d'ordinaire de 4, 5, 6, 7, 8 et 9 exemplaires ; d'autres atteignent un chiffre bien plus élevé. Ainsi le Rév. M. Sissmore en souscrit 17 ; le Rév. M. Sawbridge, 12 ; M. Hencage, ami et voisin de M. Meade, 28 ; le docteur Blayney, 25 ; le docteur Randolph, à Bath, 35 ; un chanoine de Salisbury, 45 ; le fils de l'archevêque d'York, 20 ; la famille Heathcote, de Bath, 36 ; M. Kearny, Irlandais, 84 ! Avant la mise en vente, un millier d'exemplaires avaient déjà leur destination. M. Meade, à lui seul, en avait placé 605, et le docteur Blayney, 290. Je détaille ces chiffres pour faire apprécier au lecteur le zèle de M. Meade et de ses nombreux amis.

Le livre avait pour titre : *Jugement et exécution de Louis XVI, roi de France, avec la liste des membres de la Convention natio-*

*nale qui votèrent pour ou contre sa mort, et les noms des victimes les plus illustres de la Révolution française, distinguées d'après leurs opinions*, par H. GOUDEMETZ, prêtre français émigré en Angleterre. On lisait, en tête, la dédicace suivante : *Aux hommes véritablement humains et bienveillants, dont le malheureux étranger a si largement éprouvé la libéralité, cette petite publication, honorée de leur patronage et favorisée par leur munificence, est dédiée avec reconnaissance et respect, en témoignage de la gratitude dont son cœur déborde, par leur éternellement obligé, dévoué et humble serviteur, H. GOUDEMETZ*<sup>1</sup>. Le nom de M. Meade ne figure nulle part : il l'avait voulu ainsi.

Ce livre avait deux parties. Dans la première étaient reproduits, département par département et dans l'ordre où ils furent émis, les votes des députés, avec leurs motifs, quand ils étaient courts ou un peu significatifs. A chaque nom de député était accolée une lettre majuscule qui indiquait sa destinée ultérieure : A. signifiait assassiné; G. guillotiné; I. (imprisoned) emprisonné; M. massacré; P. proscrit et S. suicidé. L'orthographe des noms est souvent défectueuse : M. Goudemetz avait dû emprunter sa nomenclature à des journaux anglais. A la suite de cette liste se trouvaient le résultat du scrutin tel que le proclama Vergniaud, un récit de l'exécution, le testament du roi traduit, comme le reste, en anglais : « Le testament de Louis XVI est à sa vraie place, et j'applaudis beaucoup à l'idée que vous avez eue de l'y mettre. » (Lettre de M. Goudemetz à M. Meade, 29 janvier 1795.) La seconde partie donnait la liste chronologique, bien que sans dates exprimées, des principales victimes de la Révolution, depuis le marquis de Favras jusqu'aux exécutions des vaincus du 9 thermidor, c'est-à-dire de Robespierre et de ses complices.

M. Goudemetz était sincère, je le crois, lorsqu'il se défendait

<sup>1</sup> Voici le titre et la dédicace en anglais : « Judgment and execution of Louis XVI, king of France, with a list of the members of the national Convention, who voted for and against his death; and the names of many of the most considerable sufferers in the course of the French revolution, distinguished according to their principles; by H. Goudemetz, a french clergyman, emigrant in England. — To — the truly human and benevolent, — whose liberality the afflicted stranger — has so largely experienced, — this little publication, — honoured with their patronage, — and promoted by their munificence, — is, — in testimony of the gratitude — with which his heart overflows, — most thankfully and respectfully — inscribed, — by their everlasting obliged — and — devoted humble servant — H. GOUDEMETZ. »



d'avoir prétendu à quelque mérite historique ou littéraire. Sa publication n'était en effet qu'une compilation sèche et incomplète : nulle part, l'homme ou l'écrivain ne s'y montrait. Cependant cet ensemble de renseignements ne manquait pas d'intérêt, surtout pour des Anglais qui ne pouvaient être qu'insuffisamment informés. D'ailleurs le jugement et la mort du roi Louis XVI avaient eu un grand retentissement en Angleterre : dans ce pays, où l'exécution de Charles I<sup>er</sup> (9 février 1649) était restée une date funèbre, il n'était pas surprenant que la sentence capitale prononcée contre un roi de France provoquât des sentiments d'indignation et d'horreur. Le désir d'être utile à un ecclésiastique émigré, la faveur générale pour la juste cause des prêtres français, n'aidèrent pas moins au succès de la brochure. M. Meade y eut la part principale ; il eut l'honneur de l'initiative, il eut celui de l'organisation. — « Je ne sais lequel je dois admirer le plus, lui écrivait M. Goudemetz le 12 janvier 1795, ou de votre infatigable ardeur à chercher les moyens de m'être utile, ou d'une réussite aussi inattendue de ma part. (*Il veut dire : à laquelle je m'attendais si peu.*) Ma surprise est à son comble d'un pareil produit pour un ouvrage que quelques guinées auraient très honnêtement payé. Je n'avais pas besoin sans doute de ce nouveau témoignage de votre bonne amitié. Des remerciements et puis des remerciements sont toute la monnaie avec laquelle je puisse payer un service aussi signalé. »

Le produit brut de la première édition (car il y en eut vite une seconde) paraît s'être élevé à cent trente et une livres sterling (3,307 fr. 75). Les frais d'impression déduits et remboursés à M. Meade, il restait encore un joli profit. M. Goudemetz demanda à son bienfaiteur s'il ne devait pas renoncer aux secours du comité et vivre sur les ressources nouvelles que venait de lui procurer sa publication. M. Meade ne fut pas de cet avis ; il estima que ces fonds devaient être intégralement réservés, soit pour le cas où le comité de secours cesserait ses subventions, soit pour les frais du retour et de la réinstallation en France. En conséquence, il les plaça en consolidés anglais et déposa les titres chez son banquier, qui devait en servir les arrérages à M. Goudemetz au fur et à mesure des échéances <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> C'est ce qui eut lieu. Plus tard, lorsqu'il fut rétabli dans sa paroisse,

Alléché par le succès, M. Goudemetz proposa à M. Meade une nouvelle entreprise de même nature. Il avait en portefeuille, sous le titre d'*Époques historiques de la Révolution française*, un sommaire chronologique des principaux événements politiques depuis 1789. M. Meade ne se récusa pas : il reprit la besogne de traducteur et consentit encore à avancer les frais d'impression. Le docteur Francis Randolph, de Bath, ami particulier de M. Meade, patronna l'ouvrage, y ajouta quelques pages de préface et obtint de S. A. R. le duc d'York la permission de lui en faire publiquement hommage <sup>1</sup>. Cette brochure parut vers le milieu de 1796, imprimée à Bath ; mais, cette fois, par discrétion sans doute, M. Meade ne voulut pas recommencer une nouvelle campagne de souscriptions : le public, directement sollicité, ne répondit pas avec autant d'empressement que les souscripteurs de la première brochure. Cependant, quoique la vente ait un peu languì, les frais furent couverts, et il revint même à M. Goudemetz quelques légers bénéfices.

Je me suis arrêté sur cet épisode moins à cause de son intérêt littéraire que du rare et original procédé qu'imagina M. Meade pour procurer un supplément de ressources à son ami. Des circonstances particulières, exceptionnelles, en firent le succès : l'expérience démontra qu'il n'était pas prudent de renouveler cette tentative. Quelque honneur qu'il en revienne au savoir-faire de M. Meade comme à la bonne volonté des hommes politiques, des professeurs, des ecclésiastiques d'Oxford et d'ailleurs et de toutes les généreuses personnes qui se prêtèrent à cette bonne œuvre, on ne saurait refuser à M. Goudemetz le mérite d'avoir été prêt, et, grâce au judicieux emploi de ses loisirs, d'avoir pu répondre avec promptitude à l'heureuse occasion qui était venue au-devant de lui.

mais sans traitement et sans meubles, M. Goudemetz fut trop heureux de recourir à ce capital de l'exil.

<sup>1</sup> Voici, en anglais, le titre de ce nouvel ouvrage : « *Historical Epochs of the french revolution, translated from the french of H. Goudemetz, a french clergyman emigrant in England. Dedicated, by permission, to His Royal Highness the Duke of York by the Rev. Dr Randolph. To which is subjoined, with considerable additions, the third edition of the Judgment, etc. Bath, printed by R. Cruttwell, for the author; and sold by C. Dilly, Poultry, London, the booksellers of Bath, etc. MDCCXCVI Price 4 sh.* » — Ce sont ces deux brochures, ainsi réunies, que j'ai ici sous les yeux. La Bibliothèque nationale ne paraît pas les posséder.

## V.

Les derniers rapports que M. Goudemetz avait eus avec ses amis et ses parents de France remontaient à la fin de 1793. Pendant la Terreur et même dans le cours de l'année qui suivit le 9 thermidor, il n'avait pas tenté de les renouer. Du côté de ses amis de France, même silence, même réserve. En septembre 1795, il écrivit à des connaissances de son diocèse, à ses parents d'Arras : pas de réponse. Une, deux, trois, quatre lettres même partirent pour Cretot : il pressait son ancien clerc de lui envoyer des nouvelles, il en donnait des siennes ; il priait qu'on les transmitt à sa famille : pas de réponse. Une dame parlant pour Paris, il veut lui confier des lettres : elle refuse. Consentira-t-elle du moins, une fois débarquée, à écrire elle-même en Artois, à son frère, à lui dire : Votre frère vit, il attend de vos nouvelles, à telle adresse ? Cette faveur, si mince en apparence, ne lui fut pas accordée. Telle était la terreur qui régnait encore sur les relations privées, et ce n'était pas sans motifs. Même après thermidor, même devant les tribunaux révolutionnaires qui affichaient des procédés si corrects et si longanimes pour les Carrier, les Fouquier-Tinville et les Le Bon, les prêtres, les émigrés et ceux qui correspondaient avec eux, ne trouvaient pas grâce : les lois qui les frappaient n'étaient pas abrogées et les tribunaux les leur appliquaient avec la même rigueur qu'auparavant <sup>1</sup>.

Tout persuadé qu'il fût, néanmoins, que l'année 1796 serait la dernière de son exil, M. Goudemetz, séduit par l'occasion, rêva de se créer une existence plus confortable. Une riche catholique anglaise, lady Fermor, qui habitait Bristol, venait d'assurer à M. Heude, ancien curé de Saint-Patrice, à Rouen, une rente annuelle de cent livres sterling (2,500 fr.) pour tout le temps qu'il passerait encore en Angleterre. Cette bonne aubaine, M. Heude, en charitable confrère, offrit à son ami, M. Goudemetz, de la partager avec lui. Il se proposait de louer une petite maison

<sup>1</sup> Je crois avoir donné la preuve de cette assertion dans un article de la *Revue des questions historiques*, janvier 1891 : ENTRE DEUX TERREURS : la justice révolutionnaire du 10 thermidor an II au 18 fructidor an V (28 juillet 1794-4 septembre 1797).

près de Bristol, où ils logeraient tous deux et feraient ménage commun. M. Goudemetz ne fut pas indifférent à cette offre ; il s'en ouvrit à M. Meade, qui lui conseilla d'accepter. Cependant, il en fit mystère à ses confrères de Londres, soit qu'il préférât ne pas trahir sa bonne fortune, soit qu'il redoutât de leur part des conseils qu'il ne voulait pas suivre. Il profita même de ce qu'il était à Blacklands pour s'épargner le voyage de Londres ; il chargea ses confrères de lui expédier ses effets à Bristol : par les mêmes lettres, il les avisa un peu brusquement de sa résolution. Ces amis si bons, si fidèles, si éprouvés, ne les quittait-il pas un peu vite, eux avec qui il avait vécu trois années si uni, sans une brouille, sans un nuage ! A la fin de juillet 1796, il s'installa donc chez M. Heude.

Ils eurent l'un et l'autre à s'en repentir, et cela très vite. L'épreuve dura sept mois. Il faut le dire : ils luttèrent tous deux de charité ; mais la contrariété des caractères l'emporta : ils se séparèrent (février 1797), en gardant leurs sentiments d'amitié (leur fréquente correspondance en témoigne), mais en se rendant compte qu'ils n'étaient pas faits pour vivre ensemble.

M. Goudemetz rentra à Londres, dans son *garret* de Pentonville. C'est alors qu'il reçut (12 avril), d'une façon indirecte et mystérieuse, des nouvelles de sa famille d'Arras, brèves sans doute, mais de nature à le rassurer <sup>1</sup>. Ce fut pour lui « comme la branche d'olivier après le déluge. » Déjà, bien des confrères étaient partis pour la France. M. Goudemetz se défendait de faire de même, il blâmait cette hâte, mais il en était tourmenté. « Cette idée, qui n'aurait été autrefois qu'un beau rêve et qui n'est aujourd'hui rien moins qu'illusoire, me transporte par avance. » Il écrit à Cretot, il demande des nouvelles détaillées ; ses frères, réfugiés dans l'Électorat de Mayence, à Heiligenstadt, lui écrivent : il couvre leurs lettres de larmes. — « Surtout, leur répond-il, ne rentrons pas sans nous prévenir réciproquement.... Plus notre espoir est fondé et prochain, plus notre correspondance doit

<sup>1</sup> Voici ces lignes mystérieuses : « Le papa (mon frère aîné) longtemps malheureux ; la maman (ma belle-sœur) longtemps malade ; l'éducation des enfants (mes neveux) longtemps négligée ; mais tout va bien maintenant. Philippine (ma nièce) mariée à un honnête négociant d'Arras ; les aînés mâles (mes neveux) avec leur oncle à Saint-Omer ; tous bien portants et espérant que le maintien de la constitution et la paix opéreront une réunion sans laquelle ils ne seraient point heureux. »

être suivie et rapprochée. Adieu, mes chers frères ; j'ai presque dit : au revoir » (14 juillet).

Lecteur assidu des journaux, M. Goudemetz suivait avec le plus vif intérêt les changements qu'avait apportés, en France, dans la majorité des Conseils, l'avènement du nouveau tiers aux élections de germinal an V, les pétitions qui venaient de toutes parts pour l'abrogation des lois de la Terreur, les discussions sur la liberté des cultes qui marquèrent le mois de juillet 1797. Quelle joie lorsque arrive la nouvelle du vote des Cinq-Cents, qui abroge les lois maudites et qui réintègre les ecclésiastiques dans leurs droits de citoyens ! Il la reçoit le 20 juillet, même avant les journaux : il l'expédie tout de suite à M. Heude : « Je veux que vous l'ayez demain pour votre dessert. » Il la colporte parmi ses confrères ; il l'annonce à M. Hencage, à M. Meade : mais quelle différence d'accueil ! — « Quand je compare, écrit-il au second, votre tendre sollicitude sur ce qui peut nous arriver d'heureux avec la froide indifférence, pour ne pas dire l'insouciance de M. de Compton sur nos propres affaires, je ne suis pas en peine de décider auquel de vous deux il faut adjuger la palme. Pendant le séjour qu'il a fait à Londres, il ne nous a pas dit un seul mot sur ce qui nous regarde.... Aussi mon attachement pour lui n'a jamais eu et n'aura jamais rien qui ressemble à celui que je vous ai voué pour la vie. »

Le 24 août, le Conseil des Anciens sanctionne le décret : on l'apprend le 30. Pour le coup, il se met en mesure ; il court demander à son grand vicaire un certificat, à l'évêque de Saint-Pol-de-Léon une autorisation de départ <sup>1</sup> : « D'où il suit, mon cher ami, écrit-il à M. Heude, que la dernière démarche à faire lorsque je serai sur le point de partir, sera de demander le passeport du ministre. Les employés tant de son bureau que de

<sup>1</sup> Voici les pièces officielles : « Nous, vicaire général du diocèse de Rouen, certifions que M. H.-J. Goudemetz, prêtre, curé de Cretot, même diocèse, est de bonnes vie, mœurs et doctrine, qu'il s'est montré constamment attaché aux principes de la foi et de la religion catholiques ; qu'il nous a déclaré vouloir profiter de la liberté du retour en France accordée aux prêtres français. Pourquoi nous lui avons donné le présent certificat à Somerstown, le 2 septembre 1797. *Signé* : Osmont, vic. gén. — Vu le certificat ci-dessus, Mgr l'évêque de Léon ne met aucune opposition au passage en France de M. H. J. Goudemetz, curé du diocèse de Rouen, et on prie de lui donner un passeport. Londres, 4 septembre 1797. *Signé* : Meslé de Grand Clos, vic. gén. de Mgr l'évêque de Léon.

celui de M. de Saint-Pol ne suffisent pas au nombre des passagers. »

Cette lettre était datée du 5 septembre, c'est-à-dire du 19 fructidor : c'était le lendemain du coup d'État ; c'était le jour même où le Directoire venait d'expulser la majorité qui le gênait, de rétablir les lois de persécution abrogées depuis quelques jours, et d'instituer la déportation à la Guyane comme peine unique contre tous ceux que désignerait son arbitraire, sans parler de la mort, dans les vingt-quatre heures, pour tout émigré rentré.

Quel désenchantement ! quel renversement d'espérances ! M. Goudemetz épanche ses plaintes dans une lettre à M. Meade, du 17 septembre :

« Dieu seul connaît quelle sera désormais l'époque de notre retour. Je n'ai pas vu un seul de mes confrères (avant la funeste catastrophe qui vient d'arriver) qui ne fût disposé prochainement à partir. J'étais moi-même de la meilleure foi du monde à cet égard, je ne variaais avec les autres que sur le moment de me mettre en route. Aussitôt que le gouvernement eut connaissance des troubles qui allaient éclater, il refusa des passeports pour la France, et ce refus, dont nous ne saurions trop bénir la Providence, a été pour nous l'équivalent d'un certificat de vie ; car, sans la sagesse et la prévoyance du ministère, un grand nombre de Français résidant ici auraient été s'offrir à une mort certaine. Nous sentons tous le prix de cette démarche conservatrice, et la nation anglaise acquiert encore par là des droits immortels à notre inexprimable reconnaissance. Nous voilà donc tombés une seconde fois à sa charge ; nous voilà tous bien guéris de l'envie de revoir une patrie où chaque jour voit éclore une nouvelle révolution. Le silence de ma famille m'annonce assez qu'il faut renoncer à tout voyage d'outre-mer, et j'ai tout lieu de m'en consoler quand je considère les dangers auxquels vont être exposés ceux qui se sont trop hâtés de rentrer. »

## VI.

Ce brusque désappointement fut cruel à bien des exilés. Quant à M. Goudemetz, il trouva des consolations dans la société de M. Meade. Il passa trois mois consécutifs dans la nouvelle maison que celui-ci venait d'acheter à Chatley, à cinq milles de From, en Somerset. Ce fut le plus beau temps de leur amitié. Ils se connaissaient maintenant, se jugeaient, s'appréciaient. Si la

discrétion conseillait à M. Goudemetz d'abrégier son séjour : « Je ne vous ai pas fait venir de si loin pour vous laisser partir si vite, » disait aimablement M. Meade. Madame lui demandait conseil : dans quelques ennuis de famille, elle empruntait sa plume pour rédiger des lettres un peu délicates. A l'arrivée, les enfants lui faisaient fête : il les amusait, les promenait ; le soir, ils « cabriolaient, » comme il dit, aux sons de son violon. Pour toute la maison, il était le bienvenu, même auprès des domestiques, malgré la modestie forcée de ses pourboires. Dans ses plans de propriétaire, M. Meade le mettait de moitié, prenait ses conseils : à peine si, dans leurs rapports unis, quotidiens, prolongés, il restait trace d'inégalité entre le bienfaiteur et l'obligé. — « Ce n'est pas pour votre plaisir que je vous retiens, lui disait M. Meade ; c'est pour le mien. » Et la part faite à la politesse, ces aimables paroles gardaient encore assez de vérité.

Grâce à M. Meade, M. Goudemetz rencontrait des égards pareils chez les amis de son hôte. Lord Compton, qu'il accusait tout à l'heure d'indifférence, n'en avait pas moins pour lui les meilleurs procédés. En cheminant à pied de Chatley à Londres, M. Goudemetz mangeait, comme on dit, un morceau sur le pouce. Un carrosse s'arrête : « Où allez-vous ? lui crie lord Compton ; car c'était lui. — A Kennet, puis à Marlborough. — Vous le croyez ? Et moi, je vous somme d'aller à Compton. Je vais pour quelques heures à Devirès ; je vous rejoindrai à dîner. — Ah ! sans doute, lui dit-il le soir en le revoyant, c'est à la Providence que je dois de posséder aujourd'hui mon ami Goudemetz <sup>1</sup>. »

A Wickham, chez M. et M<sup>me</sup> Sawbridge, l'accueil n'est pas moins empressé. Il arrive trempé de pluie. « On fait, dit-il, un feu à rôtir un bœuf. Je ne sortais d'une bonne maison que pour rentrer dans une autre. On m'y prodigua toute sorte d'attentions. Le lendemain étant très pluvieux, je me gardai bien d'ouvrir la bouche pour entonner l'antienne du départ ; je fis cette annonce samedi, croyant bonnement qu'on allait obtempérer à mes désirs. On me signifiâ que ce serait à pure perte que je parlerais de partir avant lundi, ayant la facilité d'une messe dans le voisinage [à Newbury]. Dimanche soir, comme je faisais mes remerciements à M. et à M<sup>me</sup> Sawbridge de leur favorable réception,

<sup>1</sup> Lettre du 13 janvier 1798 à M. Meade.

quelle fut ma surprise lorsque je les vis fermement résolus de me garder encore chez eux toute une semaine ! Je ne suis nippé, leur dis-je, que pour quatre à cinq jours. La réponse à cette objection fut de faire porter dans ma chambre chemise, bas, cravate, mouchoir, etc., et comme le manque de ces objets était, pour m'en aller, mon grand cheval de bataille, je n'eus plus rien à dire dès qu'ils me furent fournis <sup>1</sup>.

A peine de retour à Londres, il recevait de M. et M<sup>me</sup> Sawbridge un paquet d'effets, *a few things*, comme ils disaient modestement : habit et veste noirs, souliers, chemises, cravates, rasoirs, bas, chaussettes : bref, il était rhabillé à neuf de pied en cap. Il s'extasiait sur cette richesse, il appelait ses confrères à en être témoins ; il remerciait les donateurs ; puis, dans une lettre à M. Meade : « Tout en vous détaillant, disait-il, la générosité de vos amis, je n'oublie pas que c'est de vous qu'elle découle... ; c'est en votre considération que tout cela se fait, et à ce titre, agréez l'un et l'autre tous mes sentiments de reconnaissance <sup>2</sup>. »

Ces prévenances de l'amitié, ces séjours à la campagne chez de riches et aimables propriétaires composaient à M. Goudemetz, pour quelques mois de l'année, une existence agréable et variée. A Londres, il retrouvait un train un peu austère et des conditions étroites de vie ; mais sa gaieté naturelle et l'élasticité de son humeur l'aidaient à supporter ces contrastes. Il n'en était pas de même pour ses deux frères : après plusieurs stations troublées en Belgique, ils avaient gagné l'Allemagne et rencontré enfin dans l'électorat de Mayence, à Heiligenstadt, un hôte affectueux et dévoué dans la personne d'un vieux major ; mais, soit qu'une longue suite d'épreuves eût porté atteinte à leurs forces physiques comme à leur énergie morale, soit que l'ennui de l'exil les eût gagnés, ils s'étaient laissé prendre à une tristesse et à une mélancolie qui minaient leur santé. L'aîné, curé de Bailleul-lez-Pernes, mourut le 5 avril 1798, le

<sup>1</sup> Lettre à M. d'Épinay, 16 janvier 1798.

<sup>2</sup> Quelques jours après, il recevait encore de M. Meade de nouveaux cadeaux d'effets. Il a dressé quelque part la liste, avec estimation, de tout ce qu'il avait reçu en effets d'habillement, soit de M. Meade, soit de ses amis : le total s'en élevait à plus de 600 fr. En somme, pendant son séjour de huit ans en Angleterre, il n'eut rien à dépenser pour son habillement.



jour même où son frère lui écrivait d'Angleterre ; le second, à partir de ce moment, ne cessa de dépérir. — « Depuis quelque temps, écrivait M. Goudemetz à M. Heude, ce frère paraissait accablé de tristesse ; on le trouvait souvent fondant en larmes. Il prit ensuite la résolution de garder la chambre, et voulut avoir nuit et jour une personne auprès de lui pour le servir. Peu de jours après, il demanda le saint viatique et l'extrême-onction, qu'il reçut avec une piété édifiante ; puis il fit son testament. Tous ses confrères qui le visitaient assidûment ne savaient que penser de tout cela et ne pouvaient se persuader qu'il fût réellement malade. — Vous me regardez, leur disait-il, comme un malade imaginaire : je n'en suis pas surpris ; le mal ne se voit pas, mais on le sent ; ce que je souffre est incroyable, je touche à ma fin. — En effet, les forces tout à coup lui manquèrent, sa voix s'éteignit, et dès lors il ne fut plus possible de lui faire avaler la moindre chose. Il rendit l'âme en témoignant le plus ardent désir du ciel. » Sa mort arriva le 18 mars 1799. Ainsi, dans le cours d'une seule année, M. Goudemetz perdit deux frères auxquels il n'était pas moins lié par le sang que par le sacerdoce et de pareilles destinées d'exil. Pour l'un comme pour l'autre, il demanda chaque fois les prières de ses confrères dans les chapelles catholiques de Londres.

Ces deuils, survenant coup sur coup, le rendaient plus sensible soit aux appels de sa famille, soit aux nouvelles qui arrivaient de France. Le 28 juin 1799, il écrivait : « Quand Paris est tapissé de caricatures représentant l'abbé Sieyès en étole, donnant l'extrême-onction aux quatre directeurs, ses collègues, on peut aisément juger qu'on est diantrement las du gouvernement directorial. Trente lettres de France sont arrivées à nos confrères de Reading ; toutes se flattent et nous flattent d'un nouvel ordre de choses. » Les victoires de Souwarow et des Autrichiens encourageaient ses espérances : « Nous sommes tous persuadés, écrivait-il le 12 août suivant, que nous touchons enfin à notre délivrance. Plaise à Dieu que les choses continuent sur le même pied qu'elles courent depuis quatre mois ! » L'enthousiaste réception faite au pape Pie VI, tout prisonnier qu'il fût, par les populations catholiques du Dauphiné, avait son écho à Londres et ne semblait pas le moins sûr des présages.

« Oh ! pour le coup, peut-on n'avoir pas le pied en l'air, je ne dis point pour voyager dans ce royaume, mais pour aller un peu plus loin ? » (Lettre à M. Heude, 14 août 1799.)

Nous ne trouvons rien dans ses lettres sur le 18 brumaire ni sur ses effets immédiats ; on doutait de Bonaparte, à cause de ses anciennes attaches jacobines ; mais, quelques mois après, il signale les bonnes nouvelles qui arrivent de France : « Je viens de recevoir une lettre timbrée de Paris de la fin de février (1800), qui me marque textuellement que les églises se rouvrent, que le service divin se fait comme par le passé, que beaucoup de prêtres reprennent leurs fonctions ; qu'on a célébré solennellement en Artois deux services pour le repos des âmes de mes deux frères, lesquels ont été suivis d'une oraison funèbre qui a arraché des larmes de tous les assistants. Je vous dirai de plus qu'on va s'occuper de me faire expédier tous les papiers nécessaires à ma rentrée, qui est vivement sollicitée par ma famille. »

Ce désir de rentrer n'allait pourtant pas sans scrupules : bien des prêtres avaient en mains leurs passeports et n'en usaient pas. On sait en effet qu'en vertu d'un arrêté des consuls, tout prêtre qui rentrait ou qui voulait exercer le culte était tenu à signer une *promesse de fidélité*. Malgré les explications très libérales, très respectueuses de la conscience catholique qui avaient été publiées, les évêques, et surtout ceux d'Angleterre, étaient fort divisés. M. Goudemetz était personnellement décidé en faveur de la promesse : « Je dois, disait-il, soumission et fidélité à tout gouvernement sous lequel je vis. Je ne puis en troubler l'ordre sans être mauvais citoyen.... L'oubli des torts, le pardon des injures, l'amour de la paix, l'union fraternelle, sont moins encore sur mes lèvres que dans mon cœur. » Malgré ces sentiments, l'hésitation de ses confrères entretenait la sienne : « Pour un qui parle de se reporter en France, il y en a vingt qui ne s'en occupent nullement. Or, vingt contre un, la partie n'est pas égale » (Lettre du 30 août à M. Meade). L'abbé Barruel, dans une brochure qui fut très lue à Londres, concluait en faveur de la promesse, mais *salvo episcoporum jure*<sup>1</sup>. En

<sup>1</sup> *L'Évangile et le clergé français sur la soumission des pasteurs dans les révolutions des Empires*. Londres, chez Dulau, Soho Square, 87 p. 8 juillet 1800.

conséquence, M. Goudemetz écrivit au vénérable cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, réfugié à Münster, pour lui demander une direction <sup>1</sup>. — « En attendant que les choses s'éclaircissent, écrivait-il à un ami, je vais aller passer quelques mois à la campagne, d'où l'on n'aura pas grand mal à me faire revenir pour faire mes préparatifs du voyage d'outre-mer. »

En effet, le 17 octobre 1800, il partit pour Chatley. Cette visite, il le sentait bien, serait la dernière ; elle serait aussi plus courte que d'habitude, et combien de préoccupations en trouble-raient le cours ! L'accueil fut plus aimable que jamais. Le jeune Richard Meade avait grandi ; il allait vers huit ans ; il savait déjà un peu de français et de latin. — « Je crois apercevoir en lui, écrivait avec certaine naïveté M. Goudemetz, quelque propension au catholicisme. Vous serez à même d'en juger par le trait suivant. « Pourquoi, maman, M. Goudemetz fait-il maigre le vendredi et le samedi ? — C'est parce que cela lui est ordonné par son Église. — Eh bien ! maman, je vous certifie que désormais je veux observer comme lui ces deux jours. » Il a tenu parole jusqu'ici. » M. et M<sup>me</sup> Meade s'étant absentés pendant trois jours, tout le soin de la maison fut remis à M. Goudemetz : « clé du thé, clé du sucre, clé de la cave, inspection générale, tout m'a été confié. Entouré à table de ces jeunes oliviers, il fallait voir comme j'exerçais la charge de père de famille ! » (Lettre du 31 octobre 1800 à M. Bernage.)

Plus l'affection qui le retenait était grande, plus il était difficile de parler de départ. Il usa d'artifice, et pria son ami d'Épinay de lui écrire une lettre (dont il lui dictait les termes), où il insisterait sur l'urgence de rentrer à Londres pour procéder aux derniers préparatifs. Sur la promesse de fidélité, sa conscience était à l'aise : une lettre de Paris lui annonçait qu'on avait consulté à son sujet M. de Malaret, grand vicaire de Mgr de Juigné, lequel « ne trouve rien d'incompatible dans les

<sup>1</sup> Voici le texte de sa lettre, 26 août 1800 : « Quelque désir que j'aie, Monseigneur, d'aller vivre au milieu de mes ouailles, je ne me déterminerai à prendre ce parti qu'avec l'agrément de Votre Éminence. C'est à elle, comme premier pasteur, qu'il appartient de juger si, pour le bien de ma paroisse, je puis me prêter à ce qu'on demande de moi. Votre décision, Monseigneur, fera ma règle, et je n'ai rien de plus à cœur que de vous témoigner avec quelle obéissance et quel respect je ne cesserai d'être, etc. » Nous ne savons s'il fut fait réponse à cette lettre.

mots exigés avec la pratique et la pureté du culte religieux, ajoutant que les curés de M. de Juigné avaient permission de ce prélat de prononcer la formule; que déjà beaucoup l'avaient faite et exerçaient paisiblement leurs fonctions. » — « Là-dessus, continue-t-il, plus que sur les instances de ma famille, j'ai pris ma résolution : je pars, aussitôt que le passeport de France me sera expédié.... M. l'évêque de Troyes (Mgr de Barral) dit que la rentrée, même avec la soumission, sera mille fois plus profitable à la religion qu'une triste végétation en terre étrangère où l'on ne peut la servir » (Lettre à M. Heude, 15 novembre 1800).

M. Meade lui-même n'hésita plus à lui conseiller de partir. Il ne s'agissait plus de prolonger son séjour, comme les années précédentes, jusqu'à *Christmas* (Noël), ou même par delà : le temps pressait. — « Comment penser à une séparation d'avec M. Meade sans éprouver le frisson par avance? S'il avait, les années précédentes, un air de déterré quand je le quittais, que sera-ce cette fois-ci ! Vous riez, compère, de tous ces embarras-là : je voudrais vous y voir » (Lettre du 23 novembre à M. d'Épinay).

Cette séparation se fit le 27 novembre (1800) : contrairement à ses habitudes, M. Goudemetz n'en a donné aucun détail. « J'ai donc quitté brusquement, à la fin de l'autre mois, tous mes bons Anglais, *collabentes super collum Pauli*. » Rien de plus. Ces « bons Anglais, » c'étaient M. Meade, « le bon, l'excellent M. Meade » et sa famille ; c'étaient aussi M. Hencage, M. Sawbridge, qu'il visita en retournant à Londres : nous ne nommons que les principaux.

## VII.

En rentrant à Londres, M. Goudemetz s'imaginait, comme il le dit, « n'avoir qu'à se baisser et à prendre, » c'est-à-dire à se procurer un passeport et à s'embarquer. Il en fut tout autrement. Cet épisode de l'émigration ecclésiastique était jusqu'ici presque inconnu : ce sont les lettres de M. Goudemetz qui nous le révèlent.

Il fallait donc, pour partir, obtenir un passeport; mais le gouvernement ne le délivrait aux prêtres exilés que sur la présentation d'une autorisation signée des vicaires généraux de leurs diocèses respectifs et visée par l'évêque de Saint-Pol-de-

Léon. Six semaines avant le retour de M. Goudemetz à Londres, cette autorisation ne souffrait pas difficulté. Plein de confiance, il se présente chez les grands vicaires ; on l'ajourne à huitaine. Il fait ses paquets et attend. La huitaine passée, les grands vicaires décident qu'à l'avenir et pour quelque raison que ce soit, il ne sera donné aucune autorisation de départ, cette autorisation devant entraîner pour le bénéficiaire, à son entrée en France, l'obligation de faire une promesse de fidélité, qu'ils jugent, eux, souverainement condamnable.

Nous savons que, personnellement, M. Goudemetz était loin de partager ce sentiment ; que l'abbé Barruel n'en était pas davantage ; que M. de Malaret aimait à déclarer, au nom de Mgr de Juigné, archevêque de Paris, qu'il n'y avait rien de blessant pour la conscience à faire cette promesse. Fort de ces autorités, M. Goudemetz réclame, réplique : il n'obtient rien. Que faire ? Il songe à se réclamer de la loi anglaise, de la liberté naturelle d'aller, de venir, de sortir si l'on veut du territoire. Il adresse en ce sens une pétition au duc de Portland : elle est appuyée des signatures d'amis de M. Meade, lord Dundas et lord Hencage, membres du Parlement, du docteur Blayney, d'Oxford, et de M. Meade lui-même. Comment douter du succès de cette démarche ? « Quoique cette requête ne soit pas encore répondue, écrit-il, je n'ai pas la plus légère crainte de manquer mon coup. Le gouvernement anglais nous a donné trop de marques de protection et de bienfaisance pour le soupçonner de vouloir nous traiter en prisonniers. » Cependant, le duc de Portland ne se montra pas plus traîtable que le comité diocésain : la mesure était générale ; on ne pouvait pas la faire fléchir en faveur d'un ou de deux individus.

Quel était donc le secret de cette étrange attitude ? Sept ou huit mois avaient passé sur la loi qui exigeait des prêtres la promesse de fidélité ; les scrupules des évêques ne s'étaient pas émus. Pourquoi, de leur part, cette opposition subite ? En voyant l'évêque d'Uzès, M. de Béthisy, très dévoué à Louis XVIII, appuyer ces refus d'autorisation ; d'autres évêques, dont les sentiments royalistes étaient notoires, tenir la même conduite, on en venait à soupçonner que ces scrupules religieux n'étaient pas sans alliage de politique. Au bruit des négociations encore mystérieuses d'un concordat entre le pape et le premier consul, les

amis du prétendant et le prétendant lui-même sentaient que la promesse de fidélité détacherait les esprits de la royauté et contribuerait à affermir le nouveau pouvoir. Les plus modérés disaient : Attendons le résultat des négociations engagées afin d'en juger le caractère ; sur cette promesse même, attendons que le pape ait exprimé un avis. Or, les négociations traînaient, le pape ne parlait pas, le temps marchait, les esprits restaient en suspens et la reconstitution religieuse ne se faisait pas : n'était-ce pas là le but secret des politiques ? « Avec votre permission, écrivait M. Goudemetz à l'un des réfractaires, tous ceux de votre parti tonnent fort contre l'usurpation, mais peu sont touchés de la partie religieuse <sup>1</sup>. »

Il s'irrita, se fâcha, jeta sa bile ; puis, calmé, il écrivit : « Je n'ai pu me procurer de passeport. J'en aurais un aujourd'hui que je n'en ferais point usage aussitôt. Par là vous jugerez qu'une soupe au lait s'abat après les premiers bouillons. » Oui, la soupe au lait s'abattit vite. Se révolter contre les évêques, leur désobéir, ou les blâmer vertement même s'ils avaient tort, était-ce le rôle d'un prêtre fidèle, d'un prêtre exilé pour sa fidélité aux évêques ? A travers sa mauvaise humeur, on reconnaît le prêtre soumis et résigné : « S'il faut maintenant rester tranquille, écrivait-il à M. Meade le 20 décembre 1800, c'est-à-dire au plus fort de sa déconvenue et de ses ennuis, je n'en perdrai point pour cela une once de ma patience ordinaire et de ma résignation. Il y a déjà plus de huit ans que je soupire après cette rentrée ; pourquoi n'aurais-je point le bon esprit de patienter encore un peu ? »

Il se calma, il réfléchit ; peut-être lui arriva-t-il quelques conseils. Dans l'incertitude qui partageait les esprits, qu'est-ce que voulaient partout les membres du comité diocésain ? que les exilés ne s'exposassent pas à faire une promesse dont ils suscitaient les conséquences et qu'ils ne rentrassent pas sans précaution dans le ministère. M. Goudemetz, entrant dans leur

<sup>1</sup> Il écrivait encore : « Le peuple de nos paroisses ne sait à quoi s'en tenir sur la soumission (il veut dire : la promesse) ; les uns la croient mauvaise, parce qu'ils ne nous voient pas revenir, ne sachant pas qu'on nous retient ici de force ; les autres la regardent comme les anciens serments et ne veulent point de curés soumissionnaires. Il faut espérer que tout cela s'éclaircira dans peu. » Lettre du 23 janvier 1804 à M. Hamoir, négociant à Hambourg.

pensée, résolut de répondre : « A mon retour en France, je ne ferai pas la promesse ; je ne rentrerai directement ni dans mon diocèse ni dans ma paroisse. J'irai en Artois, auprès des miens ; au lieu d'attendre en Angleterre la solution des affaires pendantes, je l'attendrai dans ma famille. Si l'on croit qu'il soit périlleux de débarquer au Havre ou à Calais, je prendrai la route qu'on me fixera, dussé-je passer par Hambourg ou par la Hollande. »

C'est dans ce sens qu'il renouvela sa demande au comité : elle fut agréée. Encore fallut-il qu'il usât auprès de ce comité de l'intervention de M. l'abbé de Maussac, qui se porta fort pour lui, et de celle de lady Beaumont, sœur de lady Fermor, auprès de Mgr de la Marche <sup>1</sup>.

Ce grand point obtenu, il en restait un autre. L'usage de la Trésorerie était d'accorder à ceux qui portaient une indemnité de retour équivalente à celle de six mois de séjour, soit dix guinées. M. Goudemetz et son ami M. d'Épinay voulaient y renoncer ; mais leurs amis anglais, et M. Meade tout le premier, les détournèrent de faire ce sacrifice. Il fit plus : comme le bon que la Trésorerie délivrait ne pouvait être touché que par fractions mensuelles, M. Meade consentit à faire aux deux amis l'avance de la totalité, dont il serait remboursé mensuellement par la Trésorerie sur délégation des bénéficiaires. « Chantons *Laetamini*, écrit alors (24 mars 1801) M. Goudemetz à sa famille ; tous les obstacles sont levés ; le mur de séparation est jeté bas ; le perdu de neuf ans est retrouvé ; que votre joie soit aussi pure et aussi vive que la mienne ! Chantons *Laetamini* ; c'est le texte à l'ordre du jour. »

Et cependant, libres de partir, les deux amis ne se hâtaient pas. Ils redoutaient la traversée ; mars, avril leur semblaient des mois suspects ; ils s'ajournèrent à la première quinzaine de mai. « Je ne sais, écrivait M. Goudemetz, ce qu'il m'est plus doux, ou de la liberté de partir ou du départ lui-même. » Que d'adieux à faire ! quel exercice pour l'infatigable plume de notre exilé ! Il écrivait à des confrères comme MM. Heude et de Touslain, qui étaient moins pressés ; à lord Hencage, à M. et

<sup>1</sup> L'abbé d'Épinay, qui voulait partir avec M. Goudemetz, s'était un peu emporté dans une conversation avec l'un des grands vicaires. Il écrivit une lettre d'excuses, fit sa soumission : il obtint la même faveur que son ami.

M<sup>me</sup> Sawbridge, ses généreux donateurs ; à tous ceux qui l'avaient accueilli dans ses voyages à pied ; il n'oublia non plus ni Mgr de la Marche, ni M<sup>me</sup> Silburn, « la mère des Français, » comme il l'appelle, ni M. Meslé de Grand Clos. Il lui restait un certain nombre d'exemplaires invendus de ses brochures. Il les porta à son marchand de tabac de Londres pour en faire des cornets ; à raison de cinq sols la livre, il en tira dix-huit shillings. En donnant cette nouvelle à M. Meade, il ajoutait : « Si-on vous donnait à Bath le même prix de tout ce qui reste chez Cruttwell (son imprimeur), cela formerait encore une certaine somme. »

Il n'avait pas revu M. Meade et sa famille depuis leurs adieux à Chatley, le 27 novembre. On serait disposé à croire que, dans le mois d'avril, où le loisir ne lui manqua pas, il serait retourné vers ce toit hospitalier. Cependant il ne le fit pas : il ne semble même pas qu'il y ait été invité. Était-ce la longueur, les frais du voyage ? Des deux côtés, ne voulut-on pas s'épargner une nouvelle tristesse ? Quoi qu'il en soit, la veille de son départ, M. Goudemetz écrivit à son ami, à son incomparable et constant bienfaiteur, la lettre suivante :

Londres, 9 mai 1801.

Thomas Meade, Esq., Chatley.

Voici la terminaison des longues écritures qui vous ont été adressées de Londres depuis bientôt neuf ans. Celles qui vous parviendront désormais de France ne seront pas sans intérêt par le changement de scène. Mon départ, remis d'abord de mois en mois, puis de semaine en semaine, enfin de jour en jour, tantôt par les vents et tantôt par le capitaine, est à son dernier période.... C'est demain à dix heures du matin, après avoir satisfait au devoir dominical, que nous nous embarquons, sous les auspices du suprême arbitre des événements. Joignez, je vous en conjure, vos vœux aux nôtres pour en obtenir un bon succès. Je ne puis penser à ma séparation d'avec vous deux sans que mes yeux soient humectés de larmes. Ces larmes tirent leur source de vos inépuisables bontés et cette source n'est pas prête à tarir. Cet adieu final que le papier souffre que je vous dise, je ne pourrais le faire de bouche, à en juger par ce que j'ai éprouvé en quittant Chatley. M<sup>me</sup> Meade, à qui cette lettre comme toutes les autres est commune, voudra bien m'acquitter auprès de ses chers enfants, de tout votre voisinage et de miss Ann and Co. M. Steele s'est chargé d'un grand cœur de votre recette. Je n'ai pas jugé le morceau d'opale digne de votre cabinet. MM. de Cretot et d'Épinay s'unissent à moi dans les mille et une assurances du profond respect,



de la parfaite estime et du vif attachement que je conserverai toute ma vie pour vous et pour M<sup>me</sup> Meade.

Le lendemain, 11 mai 1801, après huit ans huit mois et quatre jours d'exil en Angleterre, M. Goudemetz s'embarqua avec son ami, l'abbé d'Épinay, sur le *Mercurius*.

## VIII.

Il faut s'arrêter ici. La période d'exil est close : une autre existence va commencer pour M. Goudemetz, ou plutôt il va reprendre, dans des conditions un peu différentes, celle que la Révolution avait interrompue. Pour la décrire, les éléments ne nous manqueraient pas : M. Goudemetz n'avait cessé ni d'écrire des lettres ni d'en conserver copie ; mais de cette nouvelle période je ne veux signaler que ce qui rappelle l'exil.

Il débarqua à Rotterdam le 14 mai 1801, s'arrêta à Anvers, puis à Gand : c'est dans cette dernière ville qu'il se sépara du « bon » d'Épinay. Il passa la frontière sans difficulté et sans promesse <sup>1</sup>, et arriva à Arras le 21 mai. Toute sa famille, même celle de Paris, était réunie pour le recevoir. Il resta auprès d'elle environ quinze mois : faute d'avoir fait la promesse, il dut s'abs tenir du ministère ; il était, du reste, affligé du peu de progrès que le culte avait fait dans ce pays et des traces douloureuses et manifestes qu'y avait laissées ce qu'il appelait la tyrannie robespierrienne <sup>2</sup>. Il coupa ce long séjour par un voyage à Pa-

<sup>1</sup> « Dites à MM. de Goyon, Tuvache et Osmond, nos cordons bleus, que je suis toujours blanc comme un cygne et que je me maintiendrai le plus longtemps possible, selon leur vœu, dans cet état. » Lettre datée d'Arras, 8 juin 1801, à l'abbé Bernage, à Londres.

<sup>2</sup> L'abbé Baston, passant à Arras deux ans après (mai 1803), eut les mêmes impressions : « Quand nous passâmes par la ville d'Arras, je fus singulièrement frappé de voir toutes les maisons d'une assez belle rue fermées. On nous apprit que la guillotine les avait entièrement dépeuplées.... Je remarquai encore dans cette ville nombre d'endroits couverts des ruines d'édifices religieux. On les avait donnés à qui en voulait, et il en fut renversé tant à la fois, qu'il devint impossible d'en vendre les matériaux. Tandis que nous parcourions librement les rues de cette malheureuse cité, un particulier nous avertit que, nonobstant la pacification, elle renfermait une soixantaine de prêtres rigoureusement détenus et qu'on ne savait quand ils seraient mis en liberté. Nous nous hâtâmes de fuir une contrée où les vestiges du passé et la situation du présent ne promettaient rien d'heureux pour l'avenir. » *Mémoires de l'abbé Baston*, t. III, p. 20.

ris ; il y vit des députés du Pas-de-Calais, d'anciens amis ; il tenta même de se faire placer soit dans le diocèse de Paris, soit dans celui d'Arras, mais sans succès. Il se retourna vers Rouen : l'archevêque, Mgr de Cambacérès, lui donna enfin non pas Cretot, son ancienne paroisse, mais Sausseuzemare, qui en est tout proche, en y ajoutant la desserte de Cretot <sup>1</sup>. Il prit possession le 21 août 1802 : il fut reçu comme en triomphe. C'est alors que les fonds que lui avaient procurés ses publications et que M. Meade avait placés en consolidés anglais lui furent de grand secours : il ne recevait ni traitement ni pension, ses anciens meubles avaient été vendus, et il dut attendre plusieurs années avant d'obtenir une indemnité de la commune et de voir liquider sa pension. La simplicité naturelle de ses goûts et les leçons sévères de l'exil lui rendirent supportable cette existence un peu étroite.

Une fois installé, il ne bougea plus, même pour aller voir sa famille à Arras ou à Paris. Le dénuement de prêtres ne permettait pas à un curé de se faire suppléer, même pendant une quinzaine ; l'âge, plutôt que sa santé toujours bonne, lui conseillait aussi la résidence. Du reste, il était content de son sort et n'avait pas d'ambition. Maintes fois, son neveu d'Arras voulut le faire profiter des relations que sa famille avait eues pendant la Révolution avec la famille Beauharnais : M. Goudemetz se refusa à toutes démarches, aussi bien à celles qu'il aurait dû faire lui-même qu'à celles qu'on lui proposait de faire en son nom. En outre des soins qu'exigeaient deux paroisses qui représentaient alors un millier d'âmes <sup>2</sup>, il occupait ses loisirs pendant l'été au jardinage, l'hiver à ses éternelles écritures, sans parler des relations nombreuses que son esprit sociable et son aimable caractère lui avaient procurées.

Ses compagnons d'exil avaient été presque tous replacés soit dans leurs anciennes paroisses, soit dans son voisinage. Cependant, ils se voyaient peu et ne s'écrivaient guère. De loin en loin, ils échangeaient des lettres lentement répondues : les excuses qui les remplissent attestent les lacunes de la correspon-

<sup>1</sup> Sausseuzemare ne compte aujourd'hui que 462 habitants, et Cretot que 119.

<sup>2</sup> Lettre à sa petite-nièce, Zélie Piérop, qui était alors en pension aux Dames anglaises, rue Saint-Victor (9 mars 1816).

dance. Tous aussi prenaient de l'âge : de là le goût du chez soi, quelque peine à se déplacer, sans parler des obligations du ministère qui les retenaient au logis.

Mais, dira-t-on, les amis d'Angleterre, et, spécialement, M. Meade ? M. Goudemetz lui avait adressé sa première lettre en débarquant à Rotterdam : il n'avait oublié non plus ni lord Hencage ni M. Sawbridge. Mais les guerres de l'Empire ayant rompu toutes relations entre l'Angleterre et la France, de 1806 à 1814, aucune lettre, aucune nouvelle même ne fut échangée. Les événements de 1814 leur rendirent la parole ; ceux de 1815 la leur ôtèrent de nouveau. M. Meade et M. Goudemetz n'étaient pas destinés à se revoir ; mais leurs relations épistolaires n'en étaient pas moins fréquentes et cordiales. En 1816, M. Meade envoya en France son fils Richard. Il avait huit ans quand M. Goudemetz avait quitté l'Angleterre ; maintenant, il en avait vingt-trois et venait de terminer ses études de théologie à l'Université d'Oxford. Il débarqua au Havre le 24 mai 1816 et se rendit directement chez M. Goudemetz ; il y resta quelques semaines, modestement logé, mais, comme on pense, très fêté. Il partit ensuite pour Paris : M. Goudemetz chargea ses neveux, l'un, avocat, l'autre qui allait passer ses derniers examens, de le *piloter* dans la grande ville. « Son père, qui est un homme d'ordre, écrit M. Goudemetz, n'entend rien aux dépenses inutiles. Il ne permet le voyage que pour son instruction et comme en récompense des études qu'il vient de terminer à Oxford. Mes neveux, accoutumés à une sévère économie, lui seront d'une grande utilité. » Il semble que les trois jeunes gens s'accommodèrent bien les uns des autres. Lorsque la fin des vacances rappela Richard Meade en Angleterre, avant de s'embarquer, il leur écrivit une aimable lettre qu'il rédigea en latin, comme s'il eût craint de laisser échapper quelque faute de français. Trois années après, M. Goudemetz écrivait à son ami d'Épinay : « Je crois vous avoir dit dans ma précédente avoir eu l'extrême plaisir de posséder quelque temps chez moi le fils du bon M. Meade ; mais, ce que vous ne savez pas, c'est qu'après avoir été fait ministre anglican, il s'est marié à une jeune et méritante lady qui vient de le faire père d'un gros garçon.... Pour célébrer dignement cette naissance, j'ai réuni dans un festin tous ceux d'ici de la connaissance du Révérend John Meade, et nous avons bu à la santé du

père, de la mère et de l'enfant, regrettant que d'Épinay n'ait pu faire chorus <sup>1</sup>. »

Malgré l'éloignement, malgré le changement de fortune, M. Meade n'avait pas perdu l'habitude de faire des cadeaux à son ami. Il lui en faisait sous plusieurs formes. Ainsi, en 1818, il lui adresse un jeune homme de dix-huit ans, fils de lord Tucker, gouverneur du duché de Cornwall : M. Goudemetz le garde plusieurs mois chez lui pour lui enseigner le français. Bientôt, une boîte de douze couverts d'argent arrive au presbytère. « Ma maison est pleine de présents qui m'arrivent continuellement de la part de M. Meade, de lord Tucker, de M. Sawbridge et autres.... J'ai possédé cette année le jeune lord Tucker pendant quelques mois, et il n'y a sorte de cadeaux que je n'en reçoive <sup>2</sup>. »

Les deux amis se restèrent donc fidèles l'un à l'autre : ils ne se voyaient pas, mais ils restaient unis. A travers toute la correspondance qui suivit l'exil, le nom de M. Meade ne cesse de figurer. Dans la dernière lettre du recueil, le 17 octobre 1821, M. Goudemetz écrit à l'un de ses neveux : « Je reçois dans ce moment une lettre du bon, de l'excellent M. Meade, qui dit : *I hope that all the distant branches of your family are as well as your heart can wish* <sup>3</sup>. »

Le 8 janvier 1821, M. Goudemetz eut une attaque d'apoplexie. Lui qui n'avait jamais connu ni médecin ni remèdes et qui s'en vantait volontiers, il dut recourir à la pharmacie et à la médecine. L'un de ses neveux, de Paris, accourut auprès de lui. Au bout d'un mois et demi, le mal avait cédé, le curé reprenait ses fonctions, disait comme auparavant ses deux messes le dimanche, l'une à Cretot, l'autre à Sausseuzemare : quant aux malades un peu dispersés, il en avait confié la visite à un confrère plus jeune. Il avait alors soixante-douze ans ! il ne portait pas de lunettes, il était ingambe, toujours gai, et, comme il avait fait toute sa vie, il compilait et écrivait encore. Il mourut vers 1826.

VICTOR PIERRE.

<sup>1</sup> Lettre du 16 août 1819. M. d'Épinay était curé de Tourville, près de Dieppe.

<sup>2</sup> Lettre à M. Salbreux, 31 janvier 1819.

<sup>3</sup> « J'espère que tous les membres éloignés de votre famille se portent aussi bien que vous le pouvez désirer. »

---

# TALLEYRAND

## ET

### LES AFFAIRES D'ESPAGNE EN 1808

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

---

Dans une lecture que j'avais l'honneur de faire à l'Institut <sup>1</sup> sur le séjour des princes d'Espagne à Valençay, je citais quelques passages de lettres de Talleyrand à l'Empereur, au printemps de l'année 1808. Je voudrais donner aux lecteurs de la *Revue* le texte de cette correspondance, non plus par fragments mais dans son intégrité.

Seule, elle ne suffirait pas à suivre le fil de la tragi-comédie jouée par Napoléon avec trop de bonheur à cette époque, mais elle colore d'un jour nouveau un épisode obscur. Qui n'ignore pas les événements y doit trouver des éclaircissements précieux sur les personnages, y peut savourer des détails, y reconnaîtra le savoir-faire et l'empressement avisé de M. de Talleyrand. Son rôle si équivoque, si controversé dans les affaires d'Espagne, sur lequel il s'est complu tout le premier à jeter de l'ombre, ce rôle est éclairé par certains endroits d'une discrète lumière. L'homme habile ici ne peut renier son écriture. Ceci dit sans métaphore, ces documents étant les originaux des grandes feuilles de papier à tranches dorées où courent les caractères menus, coupés, sautillants du prince et où les formules du plus profond respect laissent, comme il convient, de larges blancs et des espaces réglementaires pour aller rejoindre la signature « Charles-Maurice, » dans le coin à droite, tout au bas de la dernière page <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Académie des sciences morales et politiques. Séance du 24 mars 1900.

<sup>2</sup> Ces lettres sont au nombre de douze. Je ne sache pas qu'elles aient

## I.

On sait assez la position des acteurs : l'Empereur est parti pour Bayonne (2 avril), afin de presser le dénouement encore incertain du troisième acte qui se joue derrière le rideau des Pyrénées ; il veut se trouver à même de prendre une décision sur l'heure et sur place. En Espagne, la révolution d'Aranjuez vient d'avoir lieu, Charles IV paraît détrôné, Ferdinand VII lui succède. Le trouble, l'hésitation, l'inquiétude, sont partout. La présence de nos troupes, commandées par Murat, paralyse peut-être la résistance, mais n'assure pas la conquête du royaume qu'elles occupent. Talleyrand est resté à Paris, sans rôle officiel, puisque Champagny est ministre des relations extérieures ; cependant sa situation de vice-grand électeur lui laisse une influence toute particulière, augmente le prestige de son renom d'habileté. Il écrit à Napoléon en homme de l'intimité, il se fait agréable et donne, sous ce voile de la bonne grâce, un conseil retors avec un coup de griffe. Peu à peu il se trouve pris dans ses propres filets, et mêlé, dans une posture qu'il n'avait peut-être pas rêvée, aux événements.

Comme volontiers il croyait servir de centre à l'équilibre de l'Europe (pas un étranger de distinction de passage à Paris qui ne vint chez lui), il affecte d'entretenir l'Empereur des nouvelles diplomatiques de la capitale. En avait-il l'ordre ? Il en prend du moins la peine, et chez lui on sent le désir de paraître prévoyant autant que bien informé, de se rendre nécessaire, de remettre la main au gouvernail. Dans ces cas-là, un homme politique est bien près d'être un courtisan. Il est différentes manières de le devenir ; la plus raffinée convenait seule à un esprit aussi astucieux que l'était le prince de Bénévent. Blâmer la politique impériale pour exalter la personne de l'Empereur ne lui sembla pas un tour de force si malhabile ; les sous-ordres : généraux, ambassadeurs, ministres, dans ce cas sont allégrement sacrifiés. Se faire aussi l'écho du sentiment public en se mon-

jamais figuré dans une publication concernant le prince de Bénévent, ni qu'on les ait déjà utilisées dans aucun travail historique. Les Archives nationales les possèdent toutes dans le carton 1680 de la série A. F. IV, sauf une seule, distraite pour figurer au *Musée*, sous le n° 1535.

trant le mieux compris de tous les personnages en vue est une autre finesse. Sans paraître trop influencé par la rumeur des salons, Talleyrand la note, l'exagère et la communique comme une approbation de ses propres idées, comme une force latente massée derrière lui. Il est donc possible de concilier l'adulation de sa correspondance avec la critique de sa conversation, critique dont M<sup>me</sup> de Rémusat était alors le témoin quotidien : « Il était mécontent, blâmait hautement tout ce qu'on faisait et ce qu'on allait faire. » La fine mouche qu'était cette femme, d'un esprit supérieur au caractère, a probablement deviné le fond du sac de ces réticences dédaigneuses : « Dans cette occasion, il se voyait écarté, et pour la première fois, Bonaparte apprenait à se passer de lui <sup>1</sup>. »

Les lettres suivantes ont en partie le but de démontrer à l'Empereur la nécessité d'y recourir.

Paris, 9 avril [1808].

.... M. l'ambassadeur d'Espagne <sup>2</sup> a reçu un courrier. Ses lettres sont du 2 avril. Le prince des Asturies <sup>3</sup> lui écrit comme roi : au milieu de protestations pour Votre Majesté il dit dans sa dépêche que les affaires sont trop nombreuses et trop importantes pour qu'il puisse quitter Madrid, et il ajoute qu'il envoie au-devant de Votre Majesté l'infant don Charles <sup>4</sup>. C'est le second de la famille. Dans la dépêche de M. de Cevallos <sup>5</sup> qu'a reçue l'ambassadeur, il n'est point question de la protestation du roi. Dans le paquet il n'y avait point de lettres pour M. Isquierdo <sup>6</sup>, qui est absolument sans nouvelles.

Paris est dans cet état de froid et de langueur qu'il éprouve toujours lorsqu'il est privé de la présence de Votre Majesté et de celle de

<sup>1</sup> *Mémoires de M<sup>me</sup> de Rémusat*, t. III.

<sup>2</sup> Prince Masserano, capitaine des gardes de Charles IV; son ambassadeur en France de 1805 à 1808. Grand maître des cérémonies du roi Joseph. Fixé en 1814 à Paris, où il mourut en 1837.

<sup>3</sup> C'est Ferdinand VII (1784-1834).

<sup>4</sup> Don Carlos de Bourbon (1788-1855), deuxième fils de Charles IV, réclama, à la mort de son frère Ferdinand VII, le trône au nom de la loi salique, et soutint sept années, les armes à la main, ses droits qu'il transmit à son fils, le comte de Montemolin, et à son petit-neveu le duc de Madrid.

<sup>5</sup> Don Pedro Cevallos (1764-1840), homme d'État espagnol, servit Charles IV, se rallia à Ferdinand VII, se soumit à Joseph, puis rentra dans le parti de Ferdinand. Il devint le chef de la Junte centrale. Ambassadeur à Naples en 1814. Disgracié en 1820.

<sup>6</sup> Don Eugenio Isquierdo de Ribera (1760-1813). Conseiller d'État. Employé par le prince de la Paix dans des missions secrètes, particulièrement lors du traité de Fontainebleau (octobre 1807), et très mêlé à toutes les intrigues franco-espagnoles de cet hiver de 1808.

Sa Majesté l'Impératrice. Du reste, tout y est calme, et les sentiments y sont bons ainsi que le langage....

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'assurance du profond respect avec lequel je suis,

Sire,

de Votre Majesté impériale et royale,  
le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

CHARLES-MAURICE, PRINCE DE BÈNÉVENT.

Cette lettre se termine par un bouquet d'un parfum d'adulation un peu fort, dont Talleyrand d'habitude savait mieux nuancer et l'odeur et la gamme; la missive suivante débute par ce conseil de prudence dont il ne se départit jamais dans ces affaires d'Espagne et qui peut constituer le seul mérite de sa conduite : ne pas sortir de France, ne pas franchir les Pyrénées :

Paris, 21 avril [1808].

Sire,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire de Bayonne le 15<sup>1</sup>. J'espère que Bayonne est le terme où s'arrête Votre Majesté, et qu'elle ne s'éloignera pas davantage. Je l'espère parce que je le désire, et d'autant plus ardemment que je retrouve ce même vœu chez les personnes les plus attachées à Votre Majesté.

L'ambassadeur turc<sup>2</sup> ayant reçu un courrier de sa cour m'a demandé un rendez-vous. Je l'ai vu ce matin. Son courrier lui a apporté une lettre du Grand Seigneur<sup>3</sup> pour Votre Majesté. Il envoie son drogman à Bayonne avec cette lettre.

On le presse beaucoup, m'a-t-il dit, de faire connaître le résultat des conférences qu'on suppose qu'il a eues avec M. de Tolstoï<sup>4</sup> pour le rétablissement de la paix. L'ambassadeur venait donc me demander si M. de Tolstoï ne m'avait pas fait quelque communication relative à la paix; je lui ai répondu que s'il y avait eu à cet égard des communications de faites, elles avaient été adressées directement à M. de Champagny, mais que je l'ignorais.

Le langage de M. de Tolstoï ne paraît pas s'être amélioré. Dinant dernièrement chez son banquier, il doit avoir dit ces propres mots :

<sup>1</sup> Cette lettre du 15 avril ne se retrouve pas dans la correspondance de l'Empereur.

<sup>2</sup> Moouhib Effendy.

<sup>3</sup> Mustapha IV, sultan depuis le 29 mai 1807 et qui allait être étranglé le 15 novembre 1808.

<sup>4</sup> Comte Pierre Tolstoï (1769-1844). Lieutenant général russe. Ambassadeur à Paris (novembre 1807-décembre 1808). Reprit du service en 1812, fit la campagne d'Allemagne en 1813, de France en 1814, de Pologne en 1834.



« Depuis quelque temps j'ai expédié quatre courriers, annonçant le premier l'annexion de la Toscane, le second l'invasion du Portugal, le troisième l'invasion de Rome, le quatrième celle d'Espagne. Qu'annoncera le cinquième, je l'ignore. »

Au reste, tout ce levain d'humeur chagrine disparaîtra, du moment qu'on pourra s'entendre sans intermédiaire, quoiqu'il soit naturel de penser que des explications seront demandées, et difficile de croire que l'on puisse être satisfait si l'on n'obtient pas ce que l'on désire avec tant d'ardeur relativement à la Turquie.

On avait répandu des nouvelles de Rome ces jours derniers : le pape, après avoir créé douze cardinaux, avait abdiqué, et on lui avait donné pour successeur l'archevêque de Palerme <sup>1</sup>. M. Alquier <sup>2</sup> a beaucoup dit que cette nouvelle était sûrement fausse, qu'elle avait couru trois fois en Italie pendant le dernier hiver, et que les Italiens la débitaient par passe-temps et comme un bon mot. Des lettres récentes de Rome ont détruit tout ce mensonge.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'hommage, etc.

L'Empereur fut piqué des propos de l'ambassadeur du Czar ; et tout en voilant son dépit sous la fanfaronnade, il ne put s'en taire dans l'intimité de sa correspondance : « J'ai peine à croire que M. Tolstoï ait tenu le langage qu'on lui prête. C'est un quolibet parisien.... Je puis avoir des démêlés avec Rome et avec l'Espagne, cela ne regarde pas la Russie ; c'est pour moi les frontières de la Chine. Je suis bien avec tout le monde et en mesure d'être mal avec qui voudra.... Toutefois donnez à dîner quelquefois à M. de Tolstoï <sup>3</sup>. » — M. de Tolstoï acceptait, mais continuait de fréquenter avec une assiduité peu diplomatique le faubourg Saint-Germain et en particulier le salon de M<sup>me</sup> Récamier, poussant, vis-à-vis de la société bonapartiste, jusqu'à l'hostilité sa froideur auprès de l'Empereur, si bien qu'une querelle avec le maréchal Ney avait manqué se terminer l'épée à la main.

Les nouvelles de Saint-Petersbourg et les on dit de Rome sembleraient sans liaison apparente avec les événements de Madrid. Ne sont-ce pas là les antipodes ? M. de Talleyrand néanmoins ne manque pas de les glisser dans les lettres où il s'en-

<sup>1</sup> Mgr Rafael-Mormile, archevêque de Palerme (1803-1813).

<sup>2</sup> Ambassadeur de France à Rome depuis le mois de mai 1806 jusqu'à la fin de février. 1808.

<sup>3</sup> Bayonne, 25 avril 1808.

trétient de l'Espagne. M. de Talleyrand a raison de les rapprocher dans son esprit : entre l'extrême nord et l'extrême midi de l'Europe, il existe déjà une affinité secrète qui domine les circonstances ; l'immense empire semble ployer à droite et à gauche sous la pression de ces deux voisins. Napoléon ne veut pas l'avouer, mais il le devine : il ne se lancera à plein corps dans la conquête de la péninsule ibérique qu'après la conviction acquise à Erfurt d'avoir tourné l'œil du Czar de l'autre côté. La Finlande et les principautés danubiennes servent d'appau, d'attrait et de paravent. Nous allons voir Talleyrand faire allusion à cette entrevue pour la première fois.

27 avril [1808].

Sire,

Le banquier Tortonia <sup>1</sup> (sic) ayant écrit à des banquiers d'ici qu'il avait donné à M. Lucien Bonaparte des lettres de crédit sur Bayonne, la nouvelle en était partout répandue, lorsque parut le *Moniteur* d'hier annonçant que le prince des Asturies était arrivé à Bayonne et que le roi Charles y était attendu. On a conclu de tout cela que les affaires d'Espagne s'arrangeraient complètement à Bayonne, que Votre Majesté ne passerait point les monts et ne sortirait point de ses États. Tout le monde s'en est félicité, et moi plus que personne. Il semble que chacun perde de sa sécurité, à mesure que Votre Majesté s'éloigne, et d'autre part l'esprit national est plus flatté de penser que Votre Majesté, arbitre des destinées d'un grand peuple voisin, les aura fixées sans quitter le sein de son empire.

La cour de Saint-Petersbourg a ressenti de la conquête de la Finlande une joie qu'elle paraît avoir communiquée à MM. de Tolstoï et d'Alopeus <sup>2</sup> ; leur physionomie est devenue moins sombre, leur langage beaucoup plus convenable.

M. de Tolstoï paraît occupé de plaire. Je ne sais si c'est lui qui a répandu le bruit d'une entrevue prochaine ; mais ce n'est plus un mystère. Au surplus, comme il paraît qu'à Saint-Petersbourg on ne songe qu'à cette entrevue, le bruit peut être venu directement de là.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect, etc.

<sup>1</sup> Fameux financier richissime de Rome, qui fut créé duc de Bracciano par le Saint-Siège. Il fut l'homme d'affaires de l'électeur de Hesse, de Charles IV, de Godoy, de Madame Lætitia. Il mourut le 24 février 1829, comme Chateaubriand le rapporte dans les *Mémoires d'outre-tombe*.

<sup>2</sup> Diplomate au service de la Russie, mais précisément originaire de Finlande ; successivement ministre à Ratisbonne, à Dresde, à Berlin. Il mourut à Francfort, en 1822. Sa fille Alexandrine est l'héroïne du *Récit d'une sœur*.

De l'entrevue de Bayonne, Napoléon a donné à Talleyrand le résumé avec cette verve hautaine qui caractérise la correspondance des jours heureux. « Le prince des Asturies est ici, je le traite fort bien, mais je ne le reconnais pas. Le roi et la reine seront ici dans deux jours. Le prince de la Paix arrive ce soir... Il faut que mon système s'achève, mon habitude n'est pas de m'arrêter en chemin. Je continue mes dispositions militaires en Espagne. Cette tragédie, si je ne me trompe, est au cinquième acte ; le dénouement va paraître ! »

En fin courtisan, le prince de Bénévent voit bien que le succès grise le maître, il appuie encore sur la prudence, puis cette dernière concession faite à la sagesse, il la masque avec empressement sous la fadeur des phrases adulatrices.

30 avril 1808. Paris.

Sire,

La lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire le 25 de ce mois a été pour moi un nouveau motif d'espérance et de joie. En m'annonçant que le dénouement est très proche. Votre Majesté semble me permettre d'espérer que tout s'arrangera à Bayonne et qu'elle ne sera pas obligée de sortir des frontières de France, ce que je désire de toute mon âme. De quelque lieu que Votre Majesté manifeste sa volonté, le résultat doit en être également infaillible. Je sais qu'il faut pourvoir à la fois au sort de l'Espagne et à celui de ses possessions dans les deux mondes, et prévenir l'usage que l'ennemi pourrait faire de la personne et du nom du jeune infant d'Espagne <sup>1</sup>, neveu de Charles IV et fils de l'infant don Gabriel, qui a suivi la maison de Bragance au Brésil ; mais les mesures à prendre pour cette fin, si elles ne sont pas déjà prises, peuvent, ce me semble, l'être en deçà des Pyrénées aussi bien qu'au delà.

Le jugement que Votre Majesté a porté du prince des Asturies <sup>2</sup>, et l'opinion qu'elle a conçue des Espagnols qui l'entourent et qui sont au premier rang parmi leurs compatriotes, a quelque chose de bien doux pour le cœur d'un Français. Tout Français doit être fier qu'entre tant de nations que Votre Majesté a formées, ou rétablies, ou vaincues dans les trois parts (*sic*) de la terre, il n'en est aucune que Vo-

<sup>1</sup> Napoléon à Talleyrand. Bayonne, 25 avril 1808.

<sup>2</sup> Pierre-Charles-Antoine de Bourbon, né le 18 juin 1786, fils de don Gabriel (fils de Charles III d'Espagne) et de l'infante de Portugal.

<sup>3</sup> « Le roi de Prusse est un héros en comparaison du prince des Asturies. Il ne m'a pas encore dit un mot ; il est indifférent à tout, très matériel, mange quatre fois par jour et n'a idée de rien. » — Lettre du 25 avril 1808.

tre Majesté estime autant que la nation française, et que si, seuls de tous les peuples, les Français ont eu la gloire d'avoir un monarque si grand, ils en sont aussi les plus dignes.

J'exécuterai les ordres de Votre Majesté en faisant insérer dans les journaux des articles tels qu'elle me le prescrit <sup>1</sup>.

J'ai déjà eu l'honneur de mander à Votre Majesté que le langage de M. de Tolstoï était changé en mieux. Je l'invite souvent et lui donne pour convives des militaires, ayant remarqué que bien que leur présence ne puisse lui rappeler des souvenirs agréables, en sa qualité d'homme de guerre, il est cependant avec eux plus à son aise et plus causant qu'avec des hommes d'affaires. La déclaration de sa cour relative à la Finlande lui a rendu sa bonne humeur. Cette déclaration me plaît aussi, quoique pour un motif très différent. Mais j'aime que la Russie ait fait ainsi, sans s'en douter peut-être, nos propres affaires. La voilà trop avancée pour pouvoir reculer et elle aurait trop mauvaise grâce à venir avec des objections, quelque-elles (*sic*) puissent être, après avoir fourni elle-même les moyens d'y répondre victorieusement <sup>2</sup>.

La pitié que Votre Majesté montre pour le prince de la Paix et l'asile qu'elle lui accorde seront dignement appréciés par le temps actuel et par la postérité.

M. Isquierdo part ce soir pour Bayonne.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté impériale et royale, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

CHARLES-MAURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

La cour et la ville, Paris et la France regardaient les événements sans bien comprendre, mais sans éprouver encore ce sentiment de répulsion que toute âme honnête ressent aujourd'hui au seul récit de ces fourberies ; en face d'intrigues dont on ne tenait pas le fil (Talleyrand peut-être, et encore ?), chacun, comme le dit M<sup>me</sup> de Rémusat, demeurerait « attentif. » Un observateur perspicace de l'esprit public (existait-il alors un esprit

<sup>1</sup> « Faites faire des articles, non qui justifient le prince de la Paix, mais qui peignent en traits de feu le malheur des événements populaires et attirent la pitié sur ce malheureux homme. »

<sup>2</sup> « Avant même que l'occupation totale de la Finlande fût un fait accompli, s'autorisant de nos encouragements et de nos exemples, préjugant l'acte de cession qui serait arraché plus tard au roi de Suède, érigeant le droit de conquête en loi suprême, le tzar avait prononcé la réunion de la province à l'empire par simple décret, à la manière de Rome et de Napoléon. » — A. VANDAL : *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>*, t. I.

public?) et qui en envoyait à l'Empereur lui-même l'écho un peu adouci, Fiévée, écrivait au maître, dans un certain embarras voilé de pudeur : « Une des raisons de l'insouciance avec laquelle les Français reçoivent aujourd'hui les nouvelles du dehors est sans doute dans l'idée qu'ils se sont faite du caractère de l'Empereur; rien ne les étonne, par l'habitude qu'ils ont prise de ne lui voir rien entreprendre qu'il ne mette promptement à fin; un événement prévu devient par cela même toujours un événement accompli <sup>1</sup>. » Voilà pourquoi le vice-grand électeur de cet empire où il n'y avait point d'élections pouvait écrire :

Sire,

.....  
L'état de l'opinion est ici le calme le plus parfait. Les affaires d'Espagne attachent tout le monde et n'agitent personne. On attend avec confiance et intérêt, comme si l'on assistait à une grande représentation. Les intérêts les plus intimes et les plus personnels de chacun paraissent tous confondus dans ceux de votre puissance, de votre système et de votre gloire....

Je supplie Votre Majesté, etc.

Paris, 2 mai 1808.

Aucune autre remarque à faire ici sinon souligner la date de la lettre : 2 mai. A Paris, « le calme le plus parfait; » à Madrid, la révolte populaire inaugurant la résistance qui va faire couler tant de sang au milieu de tant de ruines. La prévision du plus habile homme d'État est toujours courte par quelque côté : quand le prince de Bénévent traçait ces lignes dédaigneuses, pouvait-il penser que l'aiguille dorée de sa pendule marquait la première heure « du commencement de la fin? » La semaine suivante, la nouvelle du *dos de mayo* n'est pas encore parvenue jus qu'à Paris, il accentue son optimisme :

8 mai 1808.

Sire,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'adresser le 1<sup>er</sup> de mai et j'ai exécuté sur-le-champ ses ordres <sup>1</sup>. J'en avais une occasion toute prête, la plupart des membres du corps diplomatique dînant chez moi. L'article « Bayonne » du *Moniteur*, dont tout le monde

<sup>1</sup> *Correspondance et relations avec Bonaparte*, t. II, note 55.

<sup>2</sup> Affirmer au corps diplomatique que Charles IV n'a signé son abdication que sous la menace d'être poignardé; dire qu'il a été surpris de voir à Madrid les ministres étrangers reconnaître son fils.

parlait, menait naturellement aux observations que j'avais à faire et dont personne ne pouvait contester la justesse.

M. de Masserano, auquel j'avais de plus un reproche personnel à faire, n'a point cherché à alléguer de vaines excuses. Il m'a avoué qu'il avait exécuté sans réflexion les ordres qu'il avait reçus, et qu'il s'était bien aperçu, sa lettre partie, qu'il avait eu tort.

Tout le monde ici admire la marche que les événements ont prise, marche si heureuse qu'il était impossible d'espérer davantage. Le vulgaire même se montre bien persuadé que ni celui qui s'est laissé précipiter du trône (*sic*) ni celui qui a tenté de s'y asseoir ne peuvent maintenant prétendre à y remonter, et qu'ils s'en sont exclus l'un par sa faiblesse et l'autre par sa violence.

A Paris, tout le monde fait des vœux pour Votre Majesté, et parmi ces vœux on remarque celui que Votre Majesté ne s'éloigne pas de la France.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'assurance du profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté impériale et royale, etc.

CHARLES MAURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

## II.

Qui songe un instant au sentiment patriotique des Espagnols? On en est toujours à l'abdication de Charles IV et tout semble devoir s'arrêter là. Un seul mouvement d'intérêt : la curiosité de savoir qui l'Empereur mettra à sa place. Préparer les logements du roi déchu est la grande occupation du prince de Bénévent. Il va aussi « préparer » l'opinion, et la plume déliée de d'Hauterive court déjà sur le papier. C'est heureux d'avoir sous la main des agents versés dans leur métier, et sûrs de la fidélité de leurs lectures professionnelles, car la précipitation de Napoléon a un peu brouillé les données de l'histoire, et il accommode les précédents, comme les royaumes, au gré de ses desirs. Talleyrand ne peut se taire de lui en décocher la remarque malicieuse ; sa lettre se termine par une petite leçon de « chronologie. »

Paris, 10 mai 1808.

Sire,

J'ai reçu ce matin la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 6 mai. Je réserverai pour moi seul, comme Votre Majesté me l'ordonne, les grands événements qu'elle veut bien m'annoncer. Mais je dois lui dire que ce n'est que sous le rapport de leur certi-

tude qu'ils peuvent être un objet de circonspection, car dans leur ensemble et dans leurs détails, ils sont à la connaissance de tout le monde. Je suis probablement le seul qui sache à quel point ils sont certains et incontestables, mais comme conjecture et rumeur publique, ce n'est un secret pour personne que la retraite du roi Charles à Compiègne. Depuis huit jours, c'est le sujet de toutes les conversations. Votre Majesté ne sera pas fâchée de savoir que la manière dont elle juge le caractère du roi, de la reine d'Espagne, du prince des Asturies et du prince de la Paix est d'accord avec l'opinion générale, et a d'avance disposé tous les esprits à leur future destinée.

Les ordres de Votre Majesté seront ponctuellement exécutés. Toutes les dispositions seront prises pour la réception du roi d'Espagne et pour son séjour à Fontainebleau. Un chambellan de Votre Majesté dirigera là, comme à Bayonne, tout ce qui concerne leur service. Je vais voir le ministre de la guerre pour savoir s'il a reçu des ordres de Votre Majesté relativement à leur garde, car j'imagine que jusqu'à ce que la véritable situation de ce prince soit notoirement décidée et connue, l'intention de Votre Majesté n'est pas qu'il soit traité en personne privée, même d'une grande distinction.

M. de Laval<sup>1</sup> partira incessamment pour Compiègne. Il ne sait de la commission que Votre Majesté lui donne que ce qu'il est nécessaire qu'il sache, et certainement sa pénétration ne lui fera pas présumer au delà de ce qui lui aura été dit.

J'ai vu M. d'Hauterive et je lui ai fait connaître les intentions de Votre Majesté. Il portera à la notice qu'il est chargé de faire tout le zèle que Votre Majesté lui connaît; elle sera rédigée sans délai et dans un esprit conforme aux vues de Votre Majesté. Je dois cependant observer que dans ce qui a déjà été publié dans les journaux, relativement à l'abdication de Charles-Quint, et même dans la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire, les dates sont forcées. Charles-Quint abdiqua en mars 1556, au milieu de la même année il partit pour l'Espagne. En Flandre, à l'époque de son départ, il ne fit aucun acte de souveraineté, et, en février 1557, il se retira dans le monastère de Saint-Just. Il y a moins d'intervalle encore dans l'abdication de Philippe V. Elle fut, pour ainsi dire, instantanée; tels sont les faits; on ne peut pas en changer la nature ni la chronologie. Néanmoins la notice sera faite dans l'intention présumée de Votre Majesté, à laquelle j'aurai l'honneur de l'adresser dans quelques jours, pour

<sup>1</sup> Mathieu-Paul-Louis de Montmorency, vicomte de Laval (1748-1809). Colonel du régiment d'Auvergne et maréchal de camp avant la Révolution. Il fut, sous l'Empire, colonel des gendarmes d'ordonnance et gouverneur du château de Compiègne. Il était père du duc Mathieu de Montmorency.

qu'elle veuille bien juger elle-même si ses intentions sont remplies et si elle doit être imprimée.

Votre Majesté voudra-t-elle bien me permettre de lui faire mon compliment sur les affaires d'Espagne qui sont, quant au fond, complètement finies, et qui le sont à Bayonne, comme je le désirais si vivement.

L'espérance que j'ai toujours eue que Votre Majesté ne quitterait pas la terre française me semble s'accorder mieux que jamais avec les circonstances. Les scènes de Burgos et de Madrid peuvent convenir à la politique, mais ne s'arrangent pas avec le voyage de Votre Majesté.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Hélas ! cette joie devait être de courte durée, ces compliments n'avaient déjà plus leur raison d'être, et les fusillades venaient de détruire cette espérance. Regardant avec obstination « Bayonne » pour y trouver matière à félicitations, M. de Talleyrand est obligé de prolonger son regard jusqu'à « Madrid », et bon gré, mal gré, il reste fixé là.

Il ne peut taire « l'impression de terreur » du corps diplomatique (voilà pour l'Europe), ni celle du public parisien (voilà pour la France). Mais l'Empereur veut fermer l'oreille à ces voix désagréables, ou, s'il soupçonne une désapprobation, il prétend en répartir le poids sur les épaules de tout le monde. Talleyrand n'a point ici le rôle le plus petit et des mauvais tours on ne lui joue pas le moindre : la garde des princes exilés lui est réservée. Ce n'est pas assez d'avoir fait préparer les appartements de Compiègne, il recevra Ferdinand VII dans son propre château de Valençay. S'il en éprouve de l'embarras, tout au moins il cache son jeu et fait bonne contenance. Mais il faudrait peu le connaître pour ne pas lire à travers les lignes sa déconvenue, sa réserve, sa crainte d'une maladresse, son désir d'éviter tout éclat.

Paris, 13 mai 1808.

Sire,

Après avoir reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire le 9 de ce mois, mon premier soin a été d'appeler le directeur des travaux de Compiègne. On m'avait d'abord assuré qu'ils seraient terminés le 1<sup>er</sup> juin. Mais en ayant ensuite conféré avec tout son monde, il m'a fait dire que quoiqu'on redoublât d'efforts et qu'on ne perdît pas un moment, il était impossible que tout fût prêt avant le 10 ou le



12. La chapelle est en retard. M. de Montmorency, que j'ai fait partir pour Compiègne, m'a donné le rapport ci-joint. Il doit envoyer jour par jour à M. le grand maréchal l'état des travaux.

J'ai vu une grande partie des membres du corps diplomatique et leur ai dit ce que Votre Majesté m'avait prescrit de leur dire. Les événements de Bayonne ont excité l'admiration. Il n'y a à cet égard qu'un sentiment. Les événements de Madrid y ont mêlé une sorte d'impression de terreur que j'ai pu remarquer chez les ministres mêmes des cours les plus amies. Dans le public, ces événements ont fait aussi une impression vive et profonde. Tout ce qui revient de la légation de Russie prouverait qu'à Saint-Petersbourg on est bien décidé à ne point se mêler des affaires du Midi, et à cet égard les propos sont bons.

Presque aussitôt après la lettre de Votre Majesté, les ordres qu'elle m'a fait adresser par M. le grand maréchal<sup>1</sup> me sont parvenus et la lettre du 9 mai, par laquelle Votre Majesté les confirme en les modifiant. Je répondrai par tous mes soins à la confiance dont elle m'honore.

M<sup>me</sup> de Talleyrand est partie dès hier au soir pour donner les premiers ordres à Valençay. Le château est abondamment pourvu de cuisiniers, de vaisselle, de linge de toute espèce. Les princes y auront tous les plaisirs que peut permettre la saison qui est ingrate. Je leur donnerai la messe tous les jours, un parc pour se promener, une forêt très bien percée, mais où il y a très peu de gibier, des chevaux, des repas multipliés et de la musique. Il n'y a point de théâtre, et d'ailleurs il serait plus que difficile de trouver des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de jeunesse pour que les princes puissent danser si cela les amuse.

Sur le premier avis de M. le grand maréchal, je prévins l'inspecteur de la gendarmerie de tenir au complet sa brigade de Valençay, l'invitant à avoir quelques postes aux environs et à donner aux gendarmes l'ordre de veiller attentivement, sans en avoir trop l'air.

Je vais m'informer aussi du préfet<sup>2</sup>, que l'on me dit être à Paris, de ce que peut fournir la garde départementale. Si elle fournit ce qui est nécessaire, je ne ferai point usage de la lettre de Votre Majesté pour le général Walther<sup>3</sup>. Cent hommes de la garde de Votre Majesté seraient, ce me semble, l'éclat que Votre Majesté veut éviter.

<sup>1</sup> Duroc, duc de Frioul.

<sup>2</sup> Prouver, chevalier de Pont et baron de Grouard (1759-1843); membre de la Législative; préfet de l'Indre (1805) et préfet de Poitiers pendant les Cent-jours.

<sup>3</sup> Général de division, colonel des grenadiers à cheval de la garde impériale; comte de l'Empire le 26 avril 1808.

D'ailleurs, ces hommes, étant à pied, seraient peu utiles pour la sûreté et paraîtraient peut-être n'être pas seulement une garde d'honneur.

Je partirai dimanche pour Valençay, j'y serai certainement lundi ; j'y passerai le nombre de jours que Votre Majesté m'a prescrit.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance, etc.

CHARLES-MAURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Cette lettre du 13 mai fait allusion à une lettre du grand maréchal datée du 8. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver l'original de cette dernière dans les archives, du château de Broglie, que M. le duc de Broglie avait bien voulu mettre à notre disposition. Elle serait déjà intéressante par elle-même, pour trois raisons : Talleyrand la mentionne, elle précise les ordres qu'il reçut et elle complète sa propre correspondance ; mais elle donne aussi la note des pensées de l'entourage intime de l'Empereur et de ses confiantes illusions.

Bayonne, 8 mai 1808.

Monseigneur,

Toutes les affaires avec l'Espagne étant arrangées, le roi et la reine ne tarderont pas à partir pour Fontainebleau d'abord, et de là pour Compiègne, que l'Empereur a mis à leur disposition, mais qui ne sera prêt qu'au 1<sup>er</sup> juin.

La résidence des infants don Ferdinand, prince des Asturies, et don Carlos n'étant pas encore déterminée, Sa Majesté, ayant jugé qu'ils ne peuvent pas continuer à rester à Bayonne, désire les envoyer passer quelque temps à Valençay. Quoique Sa Majesté doive vous en écrire, elle m'a chargé de vous en prévenir pour que Votre Altesse donne les ordres afin qu'il y ait quelqu'un pour leur en faire les honneurs et quelques domestiques pour les servir.

Je dois prévenir Votre Altesse que ces princes partiront le 10 ; il y a une cinquantaine de personnes, maîtres et domestiques ; je ne puis pas vous dire le nombre des uns et des autres, car cela est bien difficile à distinguer par la quantité de classes qu'ils ont parmi eux. Les princes sont fort mal outillés pour l'argenterie et la cuisine, étant venus ici à peu près sans bagages.

J'ignore si l'infant don Antonio <sup>1</sup>, qui nous est arrivé hier, les suivra ; il est parti un peu impromptu de Madrid et n'a que trois ou quatre personnes avec lui.

<sup>1</sup> Frère cadet de Charles IV ; prince absolument nul. Il fut interné, comme son neveu Ferdinand, à Valençay.

La reine d'Étrurie <sup>1</sup> et sa famille, l'infant don Francisque <sup>2</sup> et le prince de la Paix suivront le roi.

L'échauffourée de Madrid y a produit beaucoup de bien. Tout cela ira encore mieux lorsque la famille sera éloignée et l'on perdra tout espoir. Les actes et proclamations du père et du fils produiront aussi du bien.

Isquierdo est arrivé, mais lorsque tout était fini. Il ne s'est pas tenu pour battu, et comme son plus grand bonheur est d'être dans les affaires, il a voulu embarrasser ce qui était fait et le recommencer. Mais son grand ami lui-même dit qu'il est fou, et on ne l'a pas écouté.

Vous dire que tout le monde est content, ce serait trop. Le roi, la reine et son parti le sont, les princes indifférents; quelques-uns de leurs officiers mécontents, mais tous ont pris leur parti.

Vous avez ici un collègue, le duc de Frias <sup>3</sup>, qui a eu bien de la besogne; dans les premiers jours de l'arrivée de Charles IV, il le couchait et il le levait; il en faisait autant à Ferdinand VII, et il ne fait plus rien à présent.

Je vous renouvelle l'assurance, etc.

DUROC <sup>4</sup>.

Illusions, ai-je dit en parlant de Duroc; Talleyrand commençait à perdre les siennes. Voilà qu'il appuie sur la déplorable impression que cause dans le monde parisien le 2 mai; il appuie, autant que sa main adroite le sait faire, et la touche légère de sa plume ne peut paraître significative que parce que c'est lui. Il se montre déjà anxieux; il n'est point homme à amener la foule par le tocsin, mais il sonne une petite clochette d'alarme. Rendons-lui la justice de constater qu'elle ne fut point entendue.

Paris, 14 mai 1808.

Sire,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté le travail de M. d'Hauteville <sup>5</sup>; il y a joint une note qui indique l'esprit dans lequel la notice a été rédigée.

<sup>1</sup> Marie-Louise-Joséphine de Bourbon (1782-1824), fille de Charles IV. Reine d'Étrurie en 1801 jusqu'en 1807. Duchesse de Lucques en 1817.

<sup>2</sup> Don Francisco de Paula, le dernier fils de Charles IV (1794-1865).

<sup>3</sup> Grand d'Espagne et lieutenant général sous Charles IV. Grand majordome de Joseph et son ambassadeur à Paris, où il mourut en 1811.

<sup>4</sup> Autographe. *Archives de Broglie*. Papiers de Talleyrand classés par M. de Bacourt.

<sup>5</sup> Le manuscrit est aux Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 674, fol. 355 à 365.

Je partirai demain matin pour Valençay et j'y arriverai la veille du jour où les princes d'Espagne doivent s'y rendre.

Le ministre de l'intérieur me donne une garde départementale tirée de Châteauroux et de Blois parce que la terre appartient aux deux départements. J'aurai autour du château une soixantaine d'hommes de la gendarmerie, commandés par un colonel que l'on me dit être intelligent. Ainsi je ne crois pas avoir besoin de me servir de l'ordre que Votre Majesté avait eu la bonté de m'envoyer relativement à sa garde.

L'impression de Paris sur les affaires de Madrid est toujours la même. Elle a quelque chose de triste qui, dans certains esprits, va jusqu'à une sorte d'étourdissement et qui paraît tenir à la rédaction de la partie « Bulletin » de l'événement de Madrid qui est dans le *Moniteur*. Les mots *quelques* milliers, sans une expression de regret, ont fait généralement de la peine <sup>1</sup>. Du reste, il y a une réflexion que beaucoup de gens font déjà et que tout le monde fera, c'est que cet événement met fin aux séditions en Europe ; et cette idée, qui est dans l'intérêt de tous les temps et de tout le monde, remplacera l'impression pénible qui domine aujourd'hui.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Un officier persan est arrivé aujourd'hui avec des dépêches du général Gardane <sup>2</sup>. Il part ce soir pour Bayonne. Son nom est Bon-tems ; il est officier du génie.

### III.

Voilà donc Talleyrand parti pour le Berry. Il y est même arrivé et a reçu les infants Ferdinand, Carlos, Antonio. Ses *Mémoires*, sobres sur les points essentiels, parlent de son émotion.

<sup>1</sup> Voici le passage du *Moniteur* (11 mai 1808) auquel il est fait allusion : « Les 3,000 hommes qui composent la garnison de Madrid avaient suffi pour tout mettre à la raison. On évalue notre perte à vingt-cinq hommes tués, quarante-cinq à cinquante blessés. Celle des révoltés s'élève à plusieurs milliers des plus mauvais sujets du pays. »

<sup>2</sup> Le général Gardanne (1766-1818), « Claude-Mathieu » et non « Gaspard-André », comme le nomment beaucoup d'historiens trompés sans doute par la *Biographie des contemporains*, avait été, d'après Marbot, page de Louis XVI. Blessé au siège de Gènes, gouverneur des pages de l'Empereur (1804), fut en disgrâce après une imprudence et un échec pendant la guerre de Portugal. Il reprit du service aux Cent-jours, sous le duc d'Angoulême. Il est surtout connu par sa mission en Perse (1807-1809), à laquelle Talleyrand fait allusion et qui avait de l'importance pour les affaires russo-turques.

Ce sentiment est possible, il semble exagéré, à moins qu'un peu de dépit et d'embarras ne l'ait tempéré. Sa curiosité satisfaite et la conviction acquise que ces princes sont de pauvres princes, il éprouve le désir de ne pas s'éterniser à Valençay dans un rôle ingrat, et dès la première heure ne s'en cache pas.

Valençay, 21 mai [1808].

Sire,

L'effet produit par la lettre de Votre Majesté au prince des Asturies est chaque jour plus sensible<sup>1</sup>; les visages se dérident; on parle davantage, les promenades occupent; on fait des projets de chasse; en tout, il y a moins de raideur dans les maintiens, et moins de réserve dans les conversations.

Toutes les mesures de surveillance sont bien prises. Le château et les environs sont de la tranquillité la plus parfaite. Je ne crois pas qu'il y ait un lieu dans le monde où l'on sache moins ce qui se passe en Europe, car on ne suit que les journaux, on ne les comprend guère, et on ne les reçoit que deux fois par semaine. Nos habitants du Berry sont en retard sur toutes choses et surtout sur la politique.

Les princes ont à peu près tout ce qu'ils peuvent désirer. M<sup>me</sup> de Talleyrand leur fait faire de la musique tous les jours; les boléros, fandangos, etc., se font entendre de tous côtés.

Je commence à trouver mon séjour ici assez inutile. J'y attendrai les ordres de Votre Majesté.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT<sup>2</sup>.

Le ton dégagé à plaisir de son récit montre son dédain de sa mission. Le prince de Bénévent n'est pas fait pour monter la garde, et le vice-grand électeur a d'autres charges à exercer dans l'empire que de distraire des Espagnols désœuvrés. Par malheur, l'Empereur ne semble pas d'humeur à le penser, il a déclaré que « recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang, » et il manifeste, en cette occasion, une arrogance dont les éclaboussures atteignent l'intermédiaire. De

<sup>1</sup> C'était une lettre banale (14 mai 1808), où Napoléon laissait entrevoir la possibilité d'un mariage pour Ferdinand.

<sup>2</sup> Ce billet, autographe comme ceux qui précèdent, n'est pas dans les cartons de la série AF IV, mais au Musée des archives, sous le n° 1535.

geôlier, M. de Talleyrand devient facteur ; une lettre assez confiante de Ferdinand attire la remontrance suivante : « Le prince, en m'écrivant, m'appelle son *cousin* ; cela est ridicule, il doit simplement m'appeler *Sire* <sup>1</sup>. » — On croit entendre Cambacérès, bienveillant envers un camarade d'enfance : « En public, dites *Votre Altesse* ; mais quand nous serons seuls, vous pouvez dire simplement : *Monseigneur*. » — Le descendant des comtes de Périgord devait avoir sur les lèvres un singulier sourire en lisant ces mouvements d'une vanité aussi sincère, mais il n'avait qu'à se conformer à leurs exigences :

Valençay, 31 mai 1808.

Sire,

Les ordres de Votre Majesté seront exécutés dès aujourd'hui dans une lettre que le prince Ferdinand a l'honneur d'écrire à Votre Majesté et dans laquelle il doit suivre le protocole convenable.

La journée des princes s'arrange chaque jour de manière à leur être plus agréable. Le matin, les deux jeunes princes prennent des leçons de danse ; le prince Ferdinand y ajoute des leçons de musique. L'après-midi, ils montent à cheval ou se promènent en calèche. Hier ils ont fait une partie de pêche. Le soir, ils font danser chez eux et se dispensent de danser eux-mêmes. En tout, ils montrent de la satisfaction. Leurs entours parlent de la prise de possession de Navarre <sup>2</sup>. Souvent on me questionne sur cet objet.

Je supplie Votre Majesté de recevoir, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Les jours et les semaines, même les mois, ont passé. Joseph Bonaparte est nominalement roi d'Espagne ; son royaume est tout entier en insurrection ; de sa capitale il a fallu sortir ; les armées françaises viennent de subir l'échec moral de Baylen ; l'Empereur s'est éloigné de Bayonne, déjà soucieux, encore confiant ; à Valençay, les princes mènent leur vie de réclusion et, prisonnier à sa façon, leur gardien sent croître son ennui.

<sup>1</sup> Dans ses *Mémoires* (I, p. 386), Talleyrand place l'épisode de cette remontrance impériale à son retour de Nantes, c'est-à-dire à la fin d'août. Il faut avancer cette date de trois mois : au milieu de mai.

<sup>2</sup> Les stipulations de Bayonne avaient promis aux Infants le château de Navarre, l'ancienne terre des ducs de Bouillon, près d'Évreux. Il ne leur fut jamais donné. Pour l'impératrice Joséphine, on l'érigea en duché et en majorat au commencement de 1810.

Valençay, 16 août 1808.

Sire,

J'ai remis au prince Ferdinand la lettre que Votre Majesté m'avait fait l'honneur de me remettre pour lui. Je l'ai trouvé fort peu au courant des affaires d'Espagne. J'ai pu lui parler plusieurs fois du grand nombre de troupes que Votre Majesté envoyait en Espagne pour détruire complètement les efforts que faisaient les Anglais. Ce matin, les princes ont appris par leur pourvoyeur, qui était allé à Châteauroux, que M. d'Azanza et M. Urkiko (*sic*)<sup>1</sup> y avaient passé. Ils font sur ce voyage mille conjectures ; comme je leur ai dit que je l'ignorais, cela a arrêté leurs questions.

Votre Majesté m'ayant paru trouver qu'il n'y avait point d'inconvénients à ce que je me rendisse à Paris, mon projet serait d'y aller à la fin de la semaine. Je n'ai pu voir Votre Majesté qu'un moment depuis quatre mois, et j'ai un grand désir de me retrouver plus près d'elle. M<sup>me</sup> de Talleyrand resterait ici quelques jours de plus que moi, pour que le château ne prenne pas tout à coup l'air monacal qu'il aura quand il n'y aura plus que des hommes.

On ignore ici l'affaire du général Dupont : on sait que les rebelles ont eu des avantages, mais tous les détails ne sont point parvenus à leur connaissance. En général, ils forment leurs conjectures sur ce que disent et ne disent pas les journaux.

Je supplie Votre Majesté de recevoir, etc.

CHARLES-MAURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Voilà la dernière lettre de cette correspondance de quatre mois. Soit à Paris pour préparer l'opinion et donner des nouvelles, soit à Valençay pour entourer d'un *decorum* de vieille aristocratie la prison des infants, M. de Talleyrand a rempli un rôle en somme assez mesquin. Alors il le trouvait trop effacé au gré de son ambition ; plus tard sa prudence s'efforcera d'en atténuer encore la portée. La vérité est entre ces deux sentiments. A certaines phrases on devine sinon toute son action, du moins sa manière et son jeu ; le chancelier Pasquier paraît ne s'être pas trompé sur son compte :

<sup>1</sup> Joseph-Michel de Azanza suivit d'abord la carrière diplomatique, puis celle des armes : ministre de la guerre en 1795, vice-roi du Mexique, ministre des finances dans le ministère formé par Ferdinand au mois d'avril 1808, à Bayonne, rallié à Joseph et son ministre de la justice, ministre des affaires étrangères. Exilé par Ferdinand VII en 1814.

Le chevalier Louis d'Urquijo avait été ministre des affaires étrangères de Charles IV en 1799 ; il fut, en juin 1808, premier secrétaire d'Etat de Joseph.

« Je le voyais alors assez souvent chez une de mes parentes, femme de beaucoup d'esprit. Dans cette espèce d'intimité, ses véritables dispositions n'étaient pas difficiles à pénétrer et j'avais facilement reconnu que, dévoré par le désir de blâmer, il n'était un peu retenu que par les engagements nés de ses actes et de ses discours antérieurs. Ainsi les affaires d'Espagne ne pouvaient échapper à sa critique, qui n'était que trop fondée ; ses sarcasmes plus ou moins piquants portaient sur l'inhabileté et la gaucherie de M. de Champagny et de M. Maret. Elle s'arrêtait donc à la manière dont l'affaire était conduite, sans en attaquer le fond, et cette réserve lui était d'autant plus commandée que l'idée de l'envahissement du royaume espagnol et de l'expulsion de la maison de Bourbon non seulement ne lui était pas étrangère et n'avait jamais été blâmée par lui, mais que, suivant toutes les apparences, la conception première lui en appartenait.... Il aura sans doute articulé une phrase qu'il affectionnait beaucoup, car je la lui ai entendu répéter maintes et maintes fois : « La couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France. C'est une des plus belles portions de l'héritage du grand Roi, et cet héritage, l'Empereur doit le recueillir tout entier ; il n'en doit, il n'en peut abandonner aucune partie. » J'ai la certitude que Napoléon a de son côté souvent prononcé cette même phrase. Tous deux l'avaient donc également adoptée : à qui des deux appartient-elle à l'origine ? Sans rien assurer, on peut dire au moins qu'elle porte le cachet de M. de Talleyrand. »

Et dans une note (je la reproduis d'autant plus volontiers qu'elle vise tout justement les documents originaux dont je donne pour la première fois le texte), le chancelier Pasquier précise bien où il a puisé sa conviction :

« Depuis que ceci a été écrit, j'ai eu l'occasion de parcourir (en 1829) la correspondance qui avait eu lieu entre M. de Talleyrand et Napoléon, pendant le séjour de ce dernier à Bayonne ; il en résulte clairement que non seulement il n'y eut point alors, de la part de M. de Talleyrand, l'ombre d'une objection contre le système que Napoléon avait adopté, mais que ce système, au contraire, avait sa pleine approbation <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> *Histoire de mon temps*, t. I, chap. XIII.



Tout : textes originaux et commentaires des contemporains, permet de conclure, autant qu'on le peut faire avec un personnage aussi ondoyant, que son désir de jouer un grand rôle le porta à entretenir, sinon à allumer contre l'Espagne, voisin affaibli du « grand empire, » la passion conquérante de Napoléon ; sa courtoisane lui fit accepter froidement les procédés de fourberie et les moyens de trahison, son habileté mit tous ses soins à limiter les risques de l'entreprise, sa prévoyance à dissimuler sa main dès la première heure de l'insuccès. Ambition, flatterie et adresse demeurent vaines, car son nom reste attaché à l'aventure ; ses intimes l'en croyaient capable, ses ennemis n'ont jamais rencontré de justification qui les rendit muets, et les documents de l'histoire, comme les lettres autographes qui précèdent, ne nous le montrent susceptible de scrupules que dès qu'il aperçoit un danger à les faire taire ou un avantage à les afficher.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

---

# L'EXPOSITION DE 1900

## AU POINT DE VUE HISTORIQUE

---

« Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. »

Ne semble-t-il pas que ces paroles angéliques, qui saluaient l'apparition du divin Enfant dans la crèche de Bethléem, auraient dû être inscrites sur la porte d'entrée <sup>1</sup> de la grande, immense et superbe Exposition de 1900 ?

Il n'en est rien. Les entrepreneurs maçonniques <sup>2</sup> n'ont même pas permis que le signe sacré de la rédemption figurât sur le clocher du petit pavillon de Vincennes consacré aux œuvres sociales catholiques et construit en forme de chapelle. Le plus souvent l'image du Christ a été reléguée à côté, aux accessoires ; dans les musées centennaux, elle ne se trouve jamais à la place d'honneur ; et les objets religieux sont installés aux Invalides, dans la classe 66, comme les Missions au Trocadéro, dans un pavillon séparé où n'entre guère de monde.

Pourtant, dans une splendide lettre pastorale, le vénérable cardinal-archevêque de Paris avait ordonné des prières pour l'ouverture de cette grande fête du gémissement humain. Il avait dit :

« Si nous élevons nos pensées au-dessus du spectacle matériel que l'Exposition universelle mettra sous nos regards, nous comprendrons qu'elle n'est pas seulement une manifestation des progrès de la science et de l'industrie, mais qu'elle nous révèle la transformation qui s'opère dans le monde. Ce n'est pas une nation seule ni quelques nations, unies par des relations spéciales, qui concourent à l'Exposition

<sup>1</sup> Au sujet de cette porte, lire dans le *Mercur de France* (mai 1900) les spirituelles critiques (mais un peu trop gauloises) de Rémy de Gourmont.

<sup>2</sup> Lire dans le *Moniteur universel* des 25, 26, 28, 29 juillet, 1<sup>er</sup>, 2, 4 et 6 août, les remarquables articles de M. de Calonne sur *l'Architecture à l'Exposition*.

universelle. C'est le monde tout entier qui est convoqué dans la capitale de la France, et ce mot d'Exposition universelle n'est pas un titre ambitieux dépourvu de vérité. Or, N. T. C. F., notre devoir à nous chrétiens, c'est d'étudier les conduites de la Providence dans le mouvement des choses humaines, et de chercher à les comprendre pour le bien de la société <sup>1</sup>. »

Et plus loin, avec une netteté et une vigueur admirables, il indiquait les fruits que, nous autres catholiques, nous devons retirer de nos voyages et de nos visites :

« Nous reconnaissons, disait-il, dans l'Exposition universelle, une manifestation des conduites de la Providence; nous applaudissons aux conquêtes du génie humain, à l'unité que les découvertes merveilleuses de notre siècle tendent à établir entre les peuples. Mais nous travaillons et nous voulons travailler à préparer par la foi et la pratique des vertus chrétiennes l'unité bienfaisante qui ne peut se réaliser que par l'accomplissement de la parole du Sauveur : *Fiet unum ovile et unus Pastor* <sup>2</sup>. Il n'y aura qu'un seul troupeau et un seul Pasteur.

« Puissent les prières que nous allons faire au début de l'Exposition universelle obtenir la réalisation du vœu formé par nous, il y a quelques jours, dans notre lettre du carême : que l'Exposition devienne une prédication pour beaucoup d'âmes qui, attirées à Paris par la curiosité, découvriront, à côté des merveilles de la science et de l'industrie, des merveilles non moins grandes de foi, de piété et de charité. »

Apôtre et orateur, le P. Coubé élevait la voix, le 29 avril, dans l'église métropolitaine, et convoquant les fidèles à la prière et à l'exemple, il s'écriait :

« Ce serait une profonde erreur de croire que l'Église regarde d'un œil chagrin les développements de la prospérité matérielle et de la civilisation. Sans doute, elle nous demande de ne pas river nos yeux à la terre ; d'un doigt infatigable, elle nous montre la Jérusalem céleste aux portes de saphir, auprès de laquelle les Babylones terrestres nous paraîtront un jour de grossiers villages. Elle nous supplie de ne pas nous ruer à la conquête des biens matériels dans les âpres luttes de l'égoïsme, comme le fauve se rue sur sa proie, broyant tout sur son passage, mais de nous élever au-dessus d'eux de toute la hau-

<sup>1</sup> *Semaine religieuse de Paris*, 21 avril 1900, p. 601.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 603.

teur de notre âme immortelle, et de savoir au besoin les sacrifier pour l'amour de Dieu ou de nos frères <sup>1</sup>.

Et dans un mouvement d'une envolée superbe, il appelait les artistes et les savants. Il affirmait que « l'Église bénit la civilisation et le progrès, » qu'elle « ne sera ni jalouse ni inquiète, si vous n'oubliez pas Dieu ; » il demandait aux « intellectuels, » aux « habiles, » de ne pas oublier leurs frères moins fortunés, et rappelant l'histoire de l'année terrible, il terminait ainsi :

« La société, de nos jours, ne se demande-t-elle pas si la Seine roulera toujours des flots d'argent entre des rives enchantées ? Hélas ! le temps n'est pas oublié où elle roulait du sang entre des monuments en flammes !

Mais non, Messieurs, écartons ce cauchemar, et rappelons l'espérance ! Qu'elle plane sur les splendides monuments qui nous entourent ! Qu'elle les caresse de ses grandes ailes d'or ! Qu'elle grave le nom de Dieu sur leur frontispice ! »

Hélas ! on ne l'a pas fait, et, comme dit l'Écriture, si Dieu ne protège pas la maison, c'est en vain que les maçons l'ont construite. Les prières ne peuvent rien contre les actes. Or l'Exposition universelle fut ouverte le 14 avril par un acte athée, résolument athée.

Dès lors, rien n'est prêt ; il y a déconvenue, puis les accidents arrivent, la mort vient redoutable <sup>2</sup> ; on essaie de parer à tout, le soleil darde ses rayons et le nombre des visiteurs diminue, au point que le billet d'entrée a pu être acheté 0 fr. 20 l'unité, le 4 août, en bourse de Paris.

Et pourtant jamais peut-être, en aucun lieu du monde, on n'avait réuni d'attractions plus merveilleuses, plus séduisantes, plus utiles. Ce n'est pas seulement à la recherche du problème industriel ou mercantile de demain, à la jouissance des yeux, des oreilles, de tous les sens, en un mot, qu'on avait fait appel ; pour la première fois, avec autant de luxe que d'éclat, on a introduit l'histoire dans toutes ses manifestations. Elle est, pour ainsi dire, non plus partie secondaire, mais intégrante et principale. Nous n'en voulons pour preuve immédiate que ce litre de musées décennaux et centennaux <sup>3</sup>, cette catégorie spéciale

<sup>1</sup> *La Vérité française*, 1<sup>er</sup> mai 1900.

<sup>2</sup> Voir *Les passerelles*, par A. da Cunha, dans la *Nature*, 28 avril, p. 554.

<sup>3</sup> Roger-Milès : *Les Centennales des classes*, dans l'*Éclair* du 6 septembre.

d'objets anciens, de reliques du passé, qu'on trouve en tête de chaque groupe et qui offrent à l'archéologue et à l'historien une ample moisson d'objets inconnus et d'observations nouvelles.

Sans doute, il y a nombre d'articles déjà parus qui les décrivent mieux et avec plus de détails que nous ne saurions le faire, mais il nous a semblé bon, non pas de les résumer ou de les analyser, mais d'indiquer, sans espérer d'être complet, tout ce qui nous a paru particulièrement intéresser l'histoire, aussi bien les collections du comte de Montalbo dans l'exposition de la république de Saint-Marin, que les représentations en cire des courriers avec chiens et à cheval, le tableau de la poste en 1800 et celui du train-poste en 1900 admises dans le pavillon spécial des Postes aux États-Unis ; et même ces grottes curieuses du monde souterrain qui font palpiter les enfants et qui reproduisent les diverses époques de la formation du globe, les sépulcres d'Égypte et de Grèce, les catacombes de Rome, la grotte de Saint-Saba à Bethléem, ou encore les temples infraterrestres des Bouddhas dans l'Annam. Rapprochez ces mines de cuivre phéniciennes, du *x<sup>e</sup>* siècle avant J.-C., de ce curieux joujou des mines d'or exposé dans la mine souterraine <sup>1</sup> ; et dites-vous que, si imparfaite qu'elle soit, il y a là une leçon d'histoire.

Nous eussions voulu suivre, pour cette étude, l'ordre des siècles, trouvant que la classification prônée et adoptée par M. le commissaire général dans son rapport n'a eu guère d'autre effet que de rejeter loin l'un de l'autre deux objets de la même époque, du même style et de la même facture, telles les crosses et les croix du *xv<sup>e</sup>* siècle que l'on admire aux Invalides au premier étage et au rez-de-chaussée. Hélas ! c'est une tâche trop lourde pour être rapidement menée. Nous aurions déjà voulu être complet et nous ne pouvons pas l'être, mais nous demanderons à nos lecteurs de nous pardonner, parce que nous avons fait tous nos efforts pour leur montrer le plus de documents intéressants l'histoire.

Tous les journaux, toutes les revues ont parlé ou parleront de l'immense labeur qui a été offert à nos yeux. Il faut faire une place à part aux articles de M. Molinier dans le *Matin* des 18,

<sup>1</sup> La *Nature* du 14 juillet ; art. de L. de Launay.

22, 26 mai, 2, 19, 21, 22 et 30 juin. Nul mieux que l'organisateur des richesses du petit Palais n'était à même de les décrire et d'en démontrer l'utilité historique. Nous y reviendrons quand nous aborderons ce qu'on a appelé à juste titre le joyau de l'Exposition. Nous espérons bien que ce travail se retrouvera sous un format commode, avec tout l'appareil scientifique, qui permettra de le dire le meilleur souvenir de l'Exposition.

A côté, les articles de M. Robert de la Sizeranne sur *l'Art à l'Exposition*, qui ont été publiés dans la *Revue des Deux Mondes* les 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> juin et 1<sup>er</sup> août, méritent une mention non moins flatteuse. La forme est plus vive, l'ironie n'est pas absente. Qu'il s'attaque à l'esthétique du fer, qu'il fasse le bilan de l'impressionisme, ou qu'il adore les dieux de l'heure, il est si fin, si spirituel, si français, qu'on le lit et qu'on le relit toujours avec un nouveau plaisir.

Il faut aussi, à une place réservée et en tête, signaler l'article de M. Germain Bapst sur le Musée militaire de la France, qui a paru dans le *Correspondant* du 10 août. C'est une vraie charge, pleine de *furia*, à travers les âges. Mais le colonel qui la mène n'oublie pas, malgré sa vitesse, de remarquer tous les incidents du chemin. Il les a notés dans sa mémoire et il les raconte avec un charme exquis, particulièrement tout ce qui a trait à la chevauchée napoléonienne.

Nous nous en voudrions de ne pas applaudir aussi à l'article du R. P. H. Chérot, S. J., sur le vieux Paris, inséré dans les *Études* du 5 août. Quoique ce soit, dit son auteur, une étude de « façade » (p. 351), c'est plutôt une étude de façades, de monuments, qui devrait être distribuée à tous les visiteurs du vieux Paris, et qui est aussi poignante par tous les souvenirs qu'elle rappelle que joyeuse par la gaieté et la belle humeur qui y règne.

La *Revue pour les jeunes filles* devait à sa réputation tout au moins deux articles, l'un sur le Palais du costume (20 mai), l'autre sur les bijoux (5 août). C'est à la plume si experte (mais si peu catholique, p. 518) de M<sup>me</sup> Augusta Latouche, qu'elle s'est adressée.

Au cours de ce travail, nous citerons, l'un après l'autre, les nombreux articles qui nous viendront sous la plume et qui ont, chacun, fait l'histoire des différents groupes. Nous ne voulons

pas passer dès à présent sous silence la *Semaine religieuse* de Paris qui, hebdomadairement ou à peu près, a tenu ses lecteurs au courant du grand mouvement qui se passait en dehors et pour ainsi dire contre les catholiques.

Voulez-vous maintenant que, essayant de suivre un ordre autre que l'officiel, nous partions de l'homme des champs, pour nous élever successivement jusqu'à l'homme intellectuel, au sociologue, à l'artiste, au soldat ?

## I. — LA VIE MATÉRIELLE

### A. Agriculture <sup>1</sup>

Quand on sort de la salle des fêtes au Champ de Mars pour entrer dans la grande halle de l'agriculture et de l'alimentation, on est vraiment saisi d'admiration en contemplant les coquettes échoppes dont l'architecture a voulu rappeler le souvenir de nos provinces : la Normandie, la Bourgogne, l'Armagnac, etc. Tout en haut, à la hauteur du premier étage, se dresse, comme prêt à fendre ce flot de villages et de masures, le vieux vaisseau qui rapporta le premier chocolat en France.

Mais ce ne sont là que reconstitutions et que jeux pour les enfants. Il y a mieux. M. F. Carnot, le délégué spécial des musées centennaux, a réuni, dans quatre ou cinq bâtiments, une laiterie, une ferme, une boulangerie, une rôtisserie, une confiserie, un pressoir, tous les instruments en usage au siècle dernier ou au commencement de celui-ci. Un vieil ouvrier agricole me disait encore avoir porté la hotte à vendanges qui s'appliquait tantôt sur un âne, tantôt sur un homme.

Voici des exemplaires originaux des ordonnances du Roi concernant la plantation des meuriers, les vers à soie, les troupeaux de bêtes à laine, les bestiaux dans les olivettes, qui proviennent de la collection si riche de M. Saint-René Taillandier.

Voici la si nombreuse et si étendue collection de M. Messinkommen, concernant l'époque lacustre, et les grands tableaux de M. Jules Le Conte, contenant l'histoire de la propriété rurale en France, principalement aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Ses rensei-

<sup>1</sup> Groupes VIII et X.

gnements demandent à être contrôlés ; il n'en est pas moins vrai que c'est là une œuvre historique considérable qui mérite d'être signalée.

Dans une vieille bibliothèque, sont entassés tous les pots, pichets, statuettes, chers à nos pères. On ne peut se figurer la variété des fers à cheval et leur ingénieuse disposition dès une époque relativement ancienne. Tout à côté d'une bannière de saint Éloi (xviii<sup>e</sup> siècle), on admire des cloches et des clochettes, des tours à filer de toutes les formes et presque de tous les âges.

Mais ce qu'il y a d'infiniment curieux, c'est la collection des tasses à déguster des courtiers-gourmets de Paris, toutes en argent et gravées à leurs noms. Au-dessus de la vitrine, sont leurs archives, qui ne remontent pas plus haut que ce siècle. M. Tenloux a exposé au contraire des vases bizarres, à forme de tête humaine, qui datent des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles.

A côté sont les pressoirs à engrenage de bois du siècle précédent, et dans la boutique de l'épicier-droguiste, une série de récipients pharmaceutiques qui fait l'admiration des amateurs. Ceux-ci, du reste, s'exaltent sur les faïences de Rouen et de Limoges qu'on trouve dans la salle à manger et dans la cuisine de la ferme, et sur ce porte-bouteilles en forme de chariot, dont il n'existe, dit-on, que ce seul exemplaire.

Parmi les instruments aratoires, on remarque une baratte du xv<sup>e</sup> siècle, dite Léro, qui appartient à M. Vergues, dans l'Ariège.

Enfin, M. le baron de Ladoucette a exposé une série d'estampes extraites des œuvres de l'agriculteur de Planazu.

### B. Mobilier

L'homme ne vit pas seulement de pain, il n'essaie pas seulement d'arracher à la terre les aliments nécessaires à sa subsistance, il s'habille, il se loge, il se chauffe, il s'éclaire. Dans le groupe XII, qui est bien mal logé entre parenthèses (puisque la majeure partie est aux Invalides, et une seule classe, la 74<sup>e</sup>, concernant le chauffage, est reléguée au quai d'Orsay), on trouve précisément, dans le tout petit musée centennal de cette dernière, l'art d'exploiter les mines en 1779, un gros in-folio qui



appartient à la Société des combustibles et un feu de boulets de la même date, très curieusement reconstitué. Mais ce qui a un attrait tout particulier, ce sont les plaques de cheminée de Nicora, si anciennes et si belles, et les couvercles en cuivre repoussé qui appartiennent à M. de Salverte.

Aux Invalides, on a eu l'idée curieuse de faire reproduire en tenture des Gobelins l'ancienne chambre du Parlement de Rennes pour constituer le mobilier de la première chambre de la cour d'appel du chef-lieu d'Ille-et-Vilaine, et dans le musée centennal qui est à côté, on a entassé sans ordre, dans un semblant d'ornementation, des habits, des bonnets, des bannières du XVIII<sup>e</sup> siècle. Robes de femmes, fanions de lance aux armes de France, camisoles de jeunes filles, gilets de nobles gens, parapluies de bourgeois, chasubles et dalmatiques de prêtres, tout est pêle-mêle, sans étiquette et sans catalogue. Et pourtant, cette culotte de drap d'or a appartenu à quelqu'un, mais à qui? Nul ne peut nous renseigner, pas plus que sur ces rideaux de Jouy, ces fusils, ces cornemuses, ces tambours ou ces belles reliures.

Que de superbes gravures représentant les anciennes fêtes de la France, de Paris, de Tarascon, etc., l'entrée de Henri IV (une estampe coloriée de toute beauté) et la première ascension en ballon à Paris en 1783 (gravure), le steeple à la Croix de Berny (collection Hartmann) et les poupées du théâtre de Bussang!

Voici toute une collection de documents modernes sur Jeanne d'Arc, notamment le fameux mandement de Bernier à l'occasion de la fête de la délivrance d'Orléans; une vue du Champ de Mars le 20 prairial an II (toujours à M. Hartmann), un drapeau blanc arboré à Paris le 8 juillet 1815 et présenté au roi, une gravure des montagnes russes de Beaujon en 1817, une estampe de la foire Saint-Ovide qui se tenait à Paris sur la place Vendôme. Le premier adjoint du V<sup>e</sup> arrondissement, M. Monnot-Leroy, a précieusement conservé toutes les invitations qui lui furent adressées pour les fêtes sous le troisième Empire; mais ce qu'il y a encore de plus curieux, c'est le drapeau vert offert par la boulangerie de Paris à Napoléon III et à la reine d'Angleterre.

Parmi une curieuse collection d'éventails relatant des dates

historiques : les fêtes de Saint-Quentin en 1897 avec la devise : *Pro Deo, Rege et Patria*, le Comité de la presse en octobre 1898, la visite des Russes et leur réception de gala à l'Opéra, il faut signaler ce curieux éventail dit de l'Œillet rouge, où l'on voit, dans chaque feuille, le portrait d'un des principaux tenants du général Boulanger : Lalou, Rochefort, Michelin, Arthur Meyer, Déroulède, etc. Enfin, voici une curieuse sépia de Bertrand figurant la représentation de *Déjanire* aux arènes de Béziers, les 28 et 29 avril 1898 et 1899.

L'industrie du papier peint <sup>1</sup> pour tentures a fait remonter son exposition jusqu'en 1610; elle y a joint un exposé historique, qui ne manque pas d'intérêt. « C'est en 1610 que Le François, dominotier, enlumineur à Rouen, fabriqua des écrans pour meubles et des papiers veloutés pour tentures. » Et de là, ils se rattachent, comme dominotiers, aux enlumineurs et imagiers qui faisaient partie de la soixante et unième corporation instituée par Boileau en 1260. Ils ont joint des spécimens des travaux de Le François, de J. Papillon (1688), d'Aubert (1750), de Reveillon (1770), de R. Jacquemont (1791), de Jean Luber et J. Dufour (1800). Au-dessous sont placardés tous les arrêts du Conseil d'État de 1765 à 1768. A signaler les curieuses tentures, tantôt révolutionnaires, tantôt royales (pour le sacre de Charles X), de Dufour et de Le Roy.

En bas, presque au sous-sol, dans un réduit quasi mystérieux, se trouve le musée du luminaire <sup>2</sup>. On y a exposé depuis des lampes remontant au III<sup>e</sup> siècle jusqu'au portrait de Carcel. Dire ce qu'il y a de candélabres, de briquets, de mouchettes, de boîtes à amadou, d'éteignoirs, de porte-rat, de chandeliers et de bougeoirs, serait impossible. Cependant il y a un porte-cires du XIV<sup>e</sup> siècle, des anges porte-lumières du XV<sup>e</sup> siècle, un appareil luminaire pour l'exposition du saint Sacrement du XVIII<sup>e</sup> siècle, un chandelier à écran Directoire, des masques avec lanternes, des lanternes de traîneau, qui constituent des spécimens uniques.

Dans la galerie à côté se trouve le musée centennial du groupe XII. M. Molinier <sup>3</sup> a eu raison de chanter la gloire du

<sup>1</sup> Classe 68.

<sup>2</sup> Classe 75.

<sup>3</sup> *Matin*, 30 juin.

mobilier français et des artistes qui l'ont créé. Même de la fin du siècle dernier et du commencement du présent, il y a d'admirables chefs-d'œuvre, encore qu'on n'aime pas le style Empire ! Il faudrait ici tout citer, car tout est souvenir historique ou à peu près tout, depuis un berceau du roi de Rome <sup>1</sup> (différent de celui qui est exposé dans le pavillon de la ville de Paris) et un berceau du duc de Bordeaux, jusqu'à la toilette de Louis-Philippe, au trône de Napoléon I<sup>er</sup>, au métier de l'Impératrice Joséphine, à la table de travail de La Fayette, au prie-Dieu de Napoléon III <sup>2</sup>.

Derrière, des reconstitutions : une chambre Empire, un bureau Restauration, une chambre Louis-Philippe, un salon Napoléon III. En face de ce dernier, le portrait de la maréchale Pélessier par Dubufe, le seul des huit ornant le petit salon de l'impératrice Eugénie qui ait échappé à l'incendie des Tuileries ! Nous retrouverons ailleurs <sup>3</sup> une autre épave, le magnifique surtout de Napoléon III, exécuté par la maison Christophle en 1855, et qui fit l'admiration du monde entier.

Dans ce groupe de l'orfèvrerie, il y aurait mainte chose à signaler, ne fût-ce que la collection extraordinairement complète de pièces du XVIII<sup>e</sup> siècle appartenant à M<sup>me</sup> Burat, les boîtes en or et en porcelaine de Saxe appartenant à M. Chappey, le bâton de commandement appartenant à M. Saillard, un calice et un ostensor aux armes de France, le nécessaire de l'impératrice Eugénie, le service de gala pour la table de Napoléon III, enfin un curieux projet, dessiné par Prudhon et Cavelier, de la toilette offerte à Marie-Louise par la ville de Paris et sortie des ateliers d'Odier.

### C. Moyens de transport

Rester chez soi est bien, mais en sortir est mieux. Aussi est-ce avec un plaisir sans pareil que nous entrons au musée centennal du VI<sup>e</sup> groupe, d'autant qu'il est des plus intéressants. On y voit des chaises à porteurs de l'autre siècle, toutes plus belles et plus parées les unes que les autres. En voici une qui porte les armes d'Espagne, de Farnèse et de Mantoue, et qui

<sup>1</sup> Cf. *Gazette de France*, 30 juillet.

<sup>2</sup> Classe 94.

<sup>3</sup> Cf. *Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, 30 juillet.

appartient à M. de Lariboisière. Et celle du duc de Lorges, et celle du duc de Vallombrose ! Voici le traineau de Marie-Antoinette et celui de l'impératrice Joséphine.

Quel est ce carrosse effrayant, monumental ? C'est celui dans lequel Ferdinand VII, les infants D. Carlos et D. Antonio firent le voyage de Madrid à Valençay, lorsqu'ils y furent internés par ordre de Napoléon I<sup>er</sup>, de 1808 à 1814. Il appartient au prince de Talleyrand-Périgord. Presque en face est la voiture la plus singulière du monde, d'une couleur noire et d'une forme étrange. C'est la briska employée en 1842 au service entre les deux maisons de banque de Paris et de Francfort, qui appartenaient à M. de Rothschild, Tout proche l'un de l'autre : le chariot de paysan lyonnais du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec toutes ses peintures, qui servirait à rapprocher des chars italiens du même genre, et la voiture du marquis de Thomassin, grand bailli d'épée de Vitry-le-François, en 1789. Voitures de voyage : la berline du général Lamarque en 1830, et la calèche de la comtesse Tys-Kiewicz, qui la ramena de Russie en France. Voitures de gala : les unes exécutées, celles de Napoléon III ; les autres en projet dessiné, celles de Henri V ! Voyez la sépia qui reproduit la voiture royale de Louis-Philippe et qui appartenait au duc d'Alençon, et presque en face, deux jouets : la voiture du roi de Rome et la calèche à chèvres du duc de Bordeaux.

A regret, je ne peux citer tout, mais je ne saurais passer sous silence le costume de postillon qui trône là au milieu des passeports, des cachets, des arrêts du Conseil, des lettres patentes, des ordonnances du Roi, des décrets de la Convention réglementant le service des courriers de France. A côté, la Compagnie générale des Omnibus a exposé une collection très curieuse de caricatures, et en face sont des souvenirs immortels de la Société des aéronautes du siège de Paris. Tout empaillé est le premier pigeon voyageur postal, qui fut tué par l'ennemi à sa quatrième rentrée. Il semble unir avec ses deux ailes les portraits des deux aéronautes, Prince et Lacaze, morts en mer. Le premier « homme volant » fut Le Beslier en 1678, dont M. Bereau expose le portrait. Le 8 janvier 1785, le Roi occutroya le cordon de Saint-Michel à un de ses successeurs, Pilâtre des Roziers, et Louis-Napoléon Bonaparte, cinquante ans plus tard, rêvait d'appareils aéronautiques (gravure). Ne passez pas

plus loin sans jeter un coup d'œil sur les gants, les éventails, les montres, les boîtes, les souvenirs de ce sport si passionnant, qui sera peut-être le meilleur moyen de locomotion de l'avenir.

En attendant voici deux monuments historiques : la première locomotive Stephenson, *l'Invicta*, qui fit le service de Canterbury le 3 mai 1831 ; et *l'Oïssel*, la première machine express, n° 131, qui fit le voyage de Paris à Rouen en 1844. Lorsqu'on voit les caricatures qui les entourent et les environnent, il semble, pour certains d'entre les vivants de l'heure présente, que c'est une page vécue d'histoire contemporaine que l'on retrouve et que l'on relit avec plaisir <sup>1</sup>.

## II. — LA VIE INDUSTRIELLE

Ici nous avons moins à prendre, ou plutôt il nous faut, sous peine de composer un volume, alléger notre travail encore davantage <sup>2</sup>. Il faut piquer des notes brèves pour indiquer que là encore il y a, et beaucoup, à prendre.

### A. Monnaies

Le principe de toute industrie, de toute jouissance, n'est-il pas la monnaie, et la monnaie n'est-elle pas originairement la médaille à l'effigie de la divinité. Voilà pourquoi nous trouvons tout d'abord dans le groupe III le talisman de Catherine de Médicis exposé au milieu des médailles. Il appartient à M. Dublin. Les collectionneurs de médailles qui ont fait la plus brillante exposition sont bien connus, ce sont MM. Madoulé et Richebé <sup>3</sup>.

### B. Instruments de précision

A côté sont les instruments de précision où l'on admire tout

<sup>1</sup> *Des Espèces disparues dans le monde de la locomotion, dans Lectures pour tous*, septembre, p. 1119.

<sup>2</sup> Entre autres, sur l'horlogerie, nous eussions aimé à analyser et à citer de E.-C. Gaudot : *la Franche-Comté à l'Exposition universelle de 1900*, inséré dans les *Annales franc-comtoises* de juillet-août, où l'auteur parle de diverses productions du pays, l'horlogerie en tête, mais aussi des vins du Jura, des usines à soie de Chardonnay et des bicyclettes Peugeot, avec la verve et l'observation dont il est coutumier.

<sup>3</sup> Classe 15.

d'abord un cadran solaire phénicien <sup>1</sup>, reconstitué par M. A. Laussedat d'après un fragment rapporté par Renan en 1860. Le savant conservateur des arts et métiers a aussi exposé, mais au nom de l'établissement qu'il dirige, la machine arithmétique de Pascal (1642-1649), malheureusement cachée dans un coin, ainsi que la lunette binoculaire du P. Chérubin, qui est très curieuse. A signaler aussi un octant de l'époque de Louis XV, les deux admirables globes céleste et terrestre de Lartigue appartenant au service hydrographique de la marine, et deux microscopes, celui de Dun (1650-1660), le plus vieux connu, et celui de Stanislas Leczinski. M. B. Frank a tiré de ses collections deux merveilles : une boîte à mouches avec loupe du XVIII<sup>e</sup> siècle, et la lorgnette du roi de Rome. Ces quelques lignes suffisent à démontrer l'intérêt historique qui peut s'attacher à une classe comme celle-ci, qui semblait, par son titre d'instruments de précision, ne devoir rien renfermer de saillant.

### C. Géographie

Puis vient la géographie. On ne saurait trop admirer les collections de cartes anciennes de M. Mareuse, du prince Roland Bonaparte, de la Société de géographie de Paris, de M. G. Marcel, les cartes de Chappe d'Auteroche, de Cassini, l'atlas d'Ortelins <sup>2</sup>, etc. Il y a là les plus précieux documents pour l'histoire.

Nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer, ici, aux articles magistralement écrits dans la *Revue de géographie*, depuis le mois d'avril, par MM. L. Drapeyron, G. Regelsperger, A. Lejeaux et P. Lemosof. Le travail de ce dernier, notamment, qui est une biographie géographique par ordre alphabétique, formera le livre d'or de la géographie, et à ce titre mérite une attention particulière. Nos lecteurs y trouveront tous les détails que nous regrettons de ne pouvoir leur donner <sup>3</sup>.

### D. Musique

Au son des harmonies, on monte à la musique où, à côté d'un

<sup>1</sup> Classe 15.

<sup>2</sup> Voir aussi la *Géographie* du 15 août et les *Annales de géographie* de juillet.

<sup>3</sup> Classe 14.

petit « tympanon <sup>1</sup>, » paraît le piano de Grétry avec le procès-verbal de la vente de ses meubles après son décès <sup>2</sup>, le piano-orgue d'Érard (1791), un clavecin Louis XIV merveilleusement enluminé et portant cette fière devise : *Si Deus nobiscum, quis contra nos !* Des tambours anciens de nos vieux régiments sont placés devant un clavecin Louis XIII, avec statuettes, appartenant à la vicomtesse de Sartiges, et semblant encore ouvert par les doigts de quelque belle précieuse. Venant de chez le roi Stanislas à Lunéville, un très curieux piano à marteaux, daté de 1764, encadrant une épinette de 1598, avec un clavecin de Ruckers de 1616. Dans la collection Savoye nous trouvons un jeu de régale sur une table, et, dans la merveilleuse collection Briqueville, des violons, des pochettes, des hautbois, une musette et jusqu'à un olifant ! M. Canat de Chizy expose des diapasons de différentes époques, et M. Bildé un harmonium donné par Charles XI, l'un des premiers. Mais un instrument magnifique, c'est le piano de Marie-Louise, signé : Érard.

Tout cela est exposé dans un merveilleux décor, qu'agrémentent des banderoles portant les paroles et les airs de nos vieilles chansons :

Celui que mon cœur aime tant  
Il est dessus la mer jolie....  
Petit oiseau, tu peux lui dire....

Et les notes sont formées par des soucis <sup>3</sup> !

### E. Art théâtral

Les illusions, on devrait les retrouver dans l'art théâtral <sup>4</sup>. Mais je ne vois guère à signaler que le mobilier de la chambre à coucher de M<sup>lle</sup> Mars, donné par Napoléon I<sup>er</sup> (collection Loyer) et son portrait par Lagrenée (collection Bodinier) <sup>5</sup>. Le casque en carton, fait pour Talma sur les dessins de David, ne mérite

<sup>1</sup> Classe 17. Musée centennial.

<sup>2</sup> Cf. *Éclair* du 26 août.

<sup>3</sup> Nous n'avons malheureusement ni le temps ni la place de tout signaler. Mais néanmoins nous devons indiquer aux amateurs un travail fort intéressant et orné de gravures qui a paru dans l'*Humanité nouvelle* d'août 1900. Il est intitulé : *Le pittoresque musical à l'Exposition*, et signé par Ed. Bailly.

<sup>4</sup> Classe 18.

<sup>5</sup> Cf. A. Brisson : *La Chambre de M<sup>lle</sup> Mars*, dans le *Temps* du 17 août.

qu'une simple mention, ainsi que les poupées habillées des costumes de théâtre du xviii<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

#### F. Photographie

Dans la photographie, il y a peu de choses, sauf les vieux Daguerre et une photographie en couleurs, par Charles Cros, du 13 février 1884, et donnée par lui à M. Laussedat <sup>1</sup>. Mais il serait injuste de ne pas appeler l'attention de nos lecteurs sur les scènes de la vie à Rome, au Vatican et au Quirinal, et même à Paris et ailleurs, qu'ont saisies et reproduites les comtes Primoli. Il y aurait là matière à l'illustration d'un bon chapitre d'histoire contemporaine <sup>2</sup>. Nous devrions en rapprocher les photographies des pays traversés par les chemins de fer anglais, photographies qui sont très remarquables au point de vue archéologique <sup>3</sup>.

#### G. Gravure et typographie

Rien de plus curieux que la collection des gravures sur bois des anciens imprimeurs de Chartres qu'expose M. Durand <sup>4</sup>, ou celle si renommée de M. Protat sur l'imprimerie à Mâcon. Le beau travail de M. Bonnet sur les imprimeurs de Montpellier est exposé côte à côte avec les premiers clichés typographiques d'Herhan. Toutes les brochures de M. Claudin sur Saint-Lô, Limoges, etc., sont là. L'imprimerie nationale nous montre ses plus beaux spécimens depuis le xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'à cette année. Des assignats de toute sorte appartiennent à M. Alauzet, et des illustrations scientifiques sans nombre à l'éditeur M. Goldstein. Une vitrine tout entière est consacrée au livre illustré par la gravure en relief. Les aquarelles si délicieuses de Madeleine Lemaire pour *l'Abbé Constantin* et d'Édouard Detaille pour *l'Armée française* ornent cette section.

#### H. Reliure

La classe 13 est consacrée à la librairie et à la reliure. Elle se

<sup>1</sup> Classe 12.

<sup>2</sup> Groupe VI.

<sup>3</sup> Classe 12. Italie, n<sup>o</sup> 19 et 20.

<sup>4</sup> Classe 11.



devait une exposition historique splendide. Elle n'y a pas manqué. Comme reliures, rien n'est plus beau ni plus intéressant que les collections de MM. Savigny de Moncorps, Léon Gruel, Th. Belin, Béraldi, Hanotaux, vicomte de la Rochefoucauld, marquis des Ligneriers, etc., etc. A côté des comptes de fournitures de Ferdinand Le Fèvre, relieur de Henri III, en 1581 et 1588, manuscrit original, voici les dentelles et les petits fers à l'oiseau, les reliures de J. Redon, de Padeloup, une rocaille brodée avec peintures, une reliure de Janet avec pierres et peintures, une plaque au colin-maillard, des reliures emblématiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, Empire, Restauration, Louis-Philippe, de Marius Michel, de Lortic, etc. Il faudrait un volume <sup>1</sup> pour noter toutes ces merveilles, et, malheureusement, le catalogue est muet.

### III. — LA VIE MORALE

#### A. Éducation et enseignement \*

Ici, les documents abondent, se font plus nets, plus précis. Il faut, au hasard de la plume, noter ces grandes et belles vues de la collection Hartman, représentant les collèges de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ; les photographies de l'aspect extérieur et intérieur de nos lycées au XIX<sup>e</sup> siècle. A voir la photographie de M. Drouyn de Lhuys, prix d'honneur de rhétorique, 18 août 1823, qu'expose le lycée Louis le Grand.

Voici les affiches latines du Collège de France au XVIII<sup>e</sup> siècle, et celles modernes de l'École des chartes et de l'École des langues orientales. La première a même retiré d'un *Magasin pittoresque* la vue de l'entrée de son établissement rue des Archives.

Sur les murs extérieurs du musée centennal, la satire est exprimée par la caricature au XVII<sup>e</sup> ou XVIII<sup>e</sup> siècle et de nos jours. Les épreuves sont signées : Charlet, Bellangé, Lecomte, Daumier, Raffet.

Rentrons vite à l'intérieur, où nous admirerons les belles archives de l'enseignement depuis la *Notice sur l'enseignement primaire à Boulogne de 1555 à l'an III*, très bien rédigée par

<sup>1</sup> Le *Bulletin du bibliophile*, 15 août, a commencé une série d'articles signés Gaston Duval. Ils promettent d'être fort intéressants.

\* Groupe I.

M. A. Rebergue, en passant par les cours manuscrits d'écriture italienne de 1657, et le traité, également manuscrit, d'arithmétique de 1659, exposés par M. Dauthuille, jusqu'au cahier d'arithmétique rédigé en 1821 par Jean Flory. Il faut aussi mentionner la curieuse affiche concernant l'exercice littéraire à la Réole en 1790 ; celles de la Faculté des lettres de Paris et les positions de thèse imprimées sur satin, l'admirable collection des thèses de la Faculté des sciences, les éditions du xvi<sup>e</sup> siècle appartenant au musée pédagogique et contenant Érasme, etc., etc. Où retrouvera-t-on réunies toutes ces estampes des jeux du xviii<sup>e</sup> siècle, le sabot, la fossette, le jeu de noyaux, la toupie, le colin-maillard, etc. ?

On a dressé dans un grand panneau les portraits des éducateurs ; on a mis Lakanal sur Jules Ferry et Jules Ferry sur Napoléon. C'est Jules Ferry qui tient le centre et domine le tout ; n'est-ce pas un point à noter ? A côté : Guizot, Jules Simon, M<sup>me</sup> de Genlis, M<sup>me</sup> Jules Favre, etc., etc. ; enfin et pour terminer, M<sup>me</sup> Lemonnier !

Jetons plutôt un coup d'œil sur l'ensemble très bien compris de la Légion d'honneur. Voici les portraits de toutes les surintendantes et les supérieures : M<sup>me</sup> Campan, comtesse de Bourgoin, baronne Dubouzel, comtesse du Quengo, Marguerite du Lezeau, supérieure générale de la Congrégation de la Mère de Dieu et des succursales de la maison royale de Saint-Denis. Nous sommes bien loin de ce temps-là !

### B. Économie sociale

Et cependant, quelle belle, quelle splendide place tiennent les œuvres catholiques dans ce palais des Congrès où on a rassemblé tout ce qui touche à l'économie sociale <sup>2</sup> ! A tout pas, sur toutes les travées, sur toutes les cimaises, une pancarte, un écriteau, un livre, disent ce que font nos frères dans la foi pour l'amélioration de leur prochain dans ce monde et dans l'autre.

<sup>1</sup> Quoique cela ne rentre pas dans le cadre de notre travail, nous voudrions citer la belle exposition des professeurs de l'Institut catholique, et notamment celle de M. Branly sur la *Radioconduction*. Voir sur ce sujet un excellent article d'Émile Gautier, dans le *Matin* du 17 juillet.

<sup>2</sup> Voir la *Semaine religieuse de Paris*, 18 août 1900, p. 210 et suiv. ; le *Journal des économistes*, juillet, article de G. de Novvion.

Presque tous les rapports, presque tous les tableaux ont une partie historique très considérable, qui montre bien qu'aucune science, particulièrement l'économique et la sociale, ne peut marcher sans une histoire très serrée et très documentée.

Il m'a été donné de consulter à maintes reprises ces travaux ; partout, toujours, j'y ai trouvé un grand souci de rechercher l'origine, la suite, le développement des idées, d'en étudier la propagation, d'en suivre tous les développements.

Monographies d'hommes, de syndicats, d'institutions, abondent. Il y a de nombreux manuscrits, des documents pour ainsi dire secrets, émanés quelquefois des deux parties en présence, telle que cette comptabilité d'un fermier et d'un propriétaire d'Auvers-le-Hamon (Sarthe), depuis plus de cent ans, fournie par tous deux.

Parlerai-je des Congrès ? Dans tous, ou presque tous, on s'est occupé sérieusement d'histoire. Sans nul doute, le sentiment qui a dominé était la préoccupation de l'heure actuelle et plus encore celle du lendemain, mais dans un grand nombre de discours, on a fait une place spéciale, particulière, considérable aux documents d'hier, d'avant-hier, des années écoulées, des siècles passés.

A ce côté moral je rattacherai volontiers l'exposition de la ville de Paris. L'on y voit sans doute tout ce que la puissante cité a pu faire, tant vis-à-vis des égouts, des eaux, des cimetières, de la police, que vis-à-vis des institutions charitables, des écoles primaires ou professionnelles. Et même la préfecture de police a presque exclusivement ordonné son exposition au point de vue historique. Regardez la collection des arrêtés des préfets. Ils visent toutes les fêtes ou les événements qui marquent une date dans notre histoire, depuis l'affiche de 1788 jusqu'à celle concernant la république de 1848. A côté des portraits de ces hauts fonctionnaires, une multitude de caricatures qui se rattachent à leurs personnes ou à leurs fonctions. La biographie de leurs ancêtres, les lieutenants généraux de police, appartient à la comtesse de Fadate de Saint-Georges ; la bibliothèque de Thiroux de Crosne, lieutenant général de police de 1785 à 1789, toute reliée à ses armes, appartient au comte de Rilly ; un vieux recueil d'ordonnances de 1539 appartient au titulaire actuel de la préfecture.

Mais combien précieux sont ces documents, les ordres d'élargissement surtout, parmi lesquels on trouve une lettre de Mirabeau, datée du donjon de Vincennes le 26 avril 1779, et exhalant ses plaintes contre la tyrannie de son père. Jetons un coup d'œil sur les aquarelles et les gravures représentant les divers uniformes des gardiens de la paix, sur les médailles des colporteurs de tout âge et de tout acabit et passons à l'Assistance publique qui, elle aussi, a ouvert, et largement, ses archives. Il faut citer un magnifique vespéral de la Charité, daté de 1700. A côté sont les pots en faïence de Rouen, que nous avons déjà remarqués dans la boutique de l'apothicaire. Puis ce sont les portraits des grands fondateurs : la comtesse de Lariboisière, l'abbé Cochin, etc., etc. Enfin une curieuse reconstitution de l'ancien lit à quatre places, tel qu'il existait au XVIII<sup>e</sup> siècle à l'hôtel-Dieu de Paris.

La partie historique, organisée par M. Georges Caïn, est vraiment admirable. Dans les salles où l'on voit le buste de Victor Hugo et le portrait du grand Condé, on trouve au milieu un berceau et une voiture d'enfant dont Sa Majesté l'empereur d'Autriche s'est dessaisi un instant. Quels que soient les sentiments qu'on puisse éprouver pour « l'Aiglon », on ne peut s'empêcher de songer à ce colosse qui s'attaqua à l'Église, qui fonda un Empire, et qui ne put même pas créer une race ; et on ne peut que plaindre la destinée de l'enfant qui expia les fautes du père.

#### IV. — LA VIE ARTISTIQUE

##### A. *Le Petit Palais*

En entrant dans le Petit Palais, on n'est pas saisi tout d'abord par l'idée maîtresse qui a dominé et guidé l'esprit de MM. Molinier et Marcou, les savants et habiles organisateurs de ce musée. C'est François I<sup>er</sup> tout bardé de fer, heaume en tête et lance en main, qui vous reçoit et qui vous souhaite la bienvenue. Mais, quand on a parcouru toutes les salles, admiré toutes les vitrines, on ne peut que remercier ceux qui ont trouvé, ceux qui ont prêté, ceux qui ont arrangé, et reconnaître la belle et

<sup>1</sup> Le *Matin*, 22 mai 1900.

savante ordonnance du plan et la manière dont on l'a rempli. Tour à tour ont défilé sous nos yeux les œuvres du travail en France, depuis les origines jusqu'à 1800.

Sans doute, comme l'a écrit M. Marignan <sup>1</sup> : « L'art celtique est représenté d'une manière assez sommaire, et il faut aller visiter les salles de comparaison du musée de Saint-Germain pour se faire une idée assez juste de la richesse de cet art. »

M. Molinier a très justement répondu <sup>2</sup> que ces objets avaient plutôt leur place dans un musée ethnographique que dans un musée artistique. Car, en vérité, c'est l'art surtout que M. Molinier a eu en vue et qu'il a voulu servir, et même dans ses articles l'intérêt historique n'est que secondaire.

Sur ivoire, voici les diptyques consulaires, de 521 (collection S. Bardou), les peignes de saint Loup et de saint Gozlin, qui servaient aux préliminaires liturgiques de ces grands évêques, des pions d'échiquier, des vierges merveilleuses telles que celle de la collection Garnier (xiii<sup>e</sup> siècle), et, pour finir, un ivoire travaillé par la main même de M<sup>me</sup> de Pompadour <sup>3</sup>.

Le second ordre de métal classifié par M. Molinier est le bronze et le fer. Là nous trouvons les découvertes de Roye, l'Hermès et le Dionysios, et celle d'Étampes, le Morphée, qui remontent à l'époque gallo-romaine, ainsi que l'Apollon, de Vaupoisson. Du moyen âge nous viennent le chandelier à sept branches de Reims, et de la Renaissance le buste de Jean de Morvilliers, par Germain Pilon. Sur ce dernier objet d'art, il y a une anecdote que M. Molinier a joliment contée <sup>4</sup>. Parmi les armes, le casque trouvé à Vézeronnes et conservé à Grenoble, la cotte de mailles et le bassinet de Philippe le Bel, que garde le musée de Chartres, peu authentiques au dire de M. Molinier, le pourpoint de Charles le Bel « plus admissible », l'armure de Henri II, celle de François II, la collection d'épées chevaleresques du musée de Saint-Omer. Les musées de Dijon et du Mans ont envoyé les couteaux de Philippe le Bon. Et « l'histoire de la ser-

<sup>1</sup> *Le Petit Palais de 1900*, dans la *Revue de Belgique*, 15 juillet, p. 218. L'article de M. Marignan (qui sera suivi de beaucoup d'autres, nous l'espérons) est fort intéressant au point de vue historique.

<sup>2</sup> *Le Matin*, 22 mai.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 22 mai.

<sup>4</sup> *Ibid.*, 26 mai.

rurerie », grâce à M. Doisteau, à la collégiale de Saint-Raymond de Toulouse, au musée Calvet d'Avignon, a pu être constituée avec des spécimens uniques <sup>1</sup>.

On comprend dans la céramique la poterie, la faïence et la porcelaine.

« L'histoire de la céramique française, dit M. Molinier, est non pas à refaire, mais à faire. Dût-on m'accuser d'avoir mauvais caractère, ce dont je ne m'inquiète que médiocrement, jouissant déjà à ce point de vue d'une réputation que ma modestie me commande de considérer comme imméritée, je trouve qu'après les travaux de savants de génie tels que Brongniart, ou d'archéologues plus modestes tels que Pottier, l'historien de la faïence de Rouen ; de du Broc de Ségange, l'historien de la faïence de Nevers ; de Charles Davillier, l'historien de la faïence de Moustiers ; après les innombrables travaux sur Palissy, il reste encore tant à faire qu'on peut considérer la besogne comme à peine ébauchée. Mais, entendons-nous bien : je sais bien qu'on distingue assez parfaitement aujourd'hui une assiette de Rouen d'une assiette de Nevers, un Marseille d'un Moustiers ; je vous avouerai ingénument que cela m'est profondément indifférent. Une seule chose m'inquiète en cette histoire, ce sont les problèmes, dont quelques-uns insolubles jusqu'ici, qu'elle présente, et en particulier le problème des origines. Au fond, en céramique, cette question des origines est la seule qui peut intéresser un historien. »

Ce passage en dit long sur la constitution de ce groupe, où il y a les faïences du Lezoux qui révèlent un milieu artistique, de merveilleux pots des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, les grès bleus de Beauvais, les pavages peints de Brioude, les faïences de Saint-Porchaire, les œuvres de Palissy (dont M. Molinier ne dit « pas du mal assurément »), celles de Nîmes, dont la gourde de Sigalon, enfin, au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, les produits de Sèvres, imités de ceux de l'extrême Orient.

Dans la cinquième série, se trouve l'orfèvrerie ancienne, sur laquelle M. Molinier appelle l'attention en des termes qu'il importe de rapporter ici.

« Aucune série n'est plus riche, dit-il, grâce à l'aimable concours de M. Dumay, directeur général des cultes, qui a souhaité dès l'origine donner autant d'éclat que possible à cette manifestation artistique ;

<sup>1</sup> Le *Matin*, 2 juin.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 19 juin.

grâce au concours très dévoué des archevêques et évêques ; grâce aussi aux architectes diocésains, l'Église de France a tenu à honneur de montrer que l'histoire de notre art national ne pouvait guère se passer de l'appoint formidable que lui apportent les trésors ecclésiastiques. Orfèvrerie et émaux, peintures et sculptures, tapisseries et meubles ont été mis à notre disposition avec une libéralité que nos devanciers n'avaient pas connue. Bien plus, certains diocèses, celui d'Aix, par exemple, ont envoyé plus qu'on ne leur demandait. On ne saurait trop les remercier de cet empressement qui montre que, dans certains moments, notre pays, à l'âme si mobile et où les partis sont si prompts à se jeter à la face les pires injures, sait oublier ses discordes et retrouver un véritable patriotisme <sup>1</sup>. »

Cette orfèvrerie religieuse remonte au vi<sup>e</sup> ou vii<sup>e</sup> siècle. Elle débute par les chasses de Saint-Benoit-sur-Loire et de Saint-Bonnet-Avalouze. Au ix<sup>e</sup> siècle, nous voyons apparaître la chasse de Conques en Rouergue, don de Pépin, roi d'Aquitaine, duquel Bernard, écolâtre de Chartres, écrivit dès le xi<sup>e</sup> siècle les merveilles. « Inoubliable, cette figure de jeune fille assise, couronnée, le visage hiératiquement impassible, mais poursuivant toutefois le spectateur de ses deux terribles yeux, d'émail blanc et bleu <sup>2</sup>. » Conques possède aussi « l'extraordinaire reliquaire de la « majesté <sup>3</sup> » sainte Foy, « terreur des brigands et des voleurs, protectrice des humbles et des faibles, » tout aussi curieuse, avec sa bague de coudrier à la main.

Parmi les calices, il faut citer celui de Saint-Remi de Reims ; parmi les ex-voto, ceux de Henri II et de Henri III ; la navette de Chartres, le service du dauphin appartenant à M<sup>me</sup> Chabrières-Arlès, et tant d'autres merveilles, dont nous avons retrouvé ailleurs les émules et les pareilles.

Nous ne pouvons négliger les émaux, que Limoges a pour ainsi dire abrités sous son nom, tant ceux qui proviennent de cette ville sont à juste titre célèbres. M. Molinier a eu raison de citer ces grands artistes : Pénicaud, Limosin, Nouailher, Courteys, Raymond, Court, Laudin, dont l'histoire est aussi curieuse au point de vue familial qu'au point de vue artistique. On sent

<sup>1</sup> *Ibid.*, 21 juin.

<sup>2</sup> Cf. A. Marignan, *Le Petit Palais*, dans *Revue de Belgique*, 15 juillet, p. 236.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> H. Guertin, *Le Petit Palais*, dans *Revue Mame*, 29 juillet.

qu'il décrit avec amour cette « fabrication » artistique et son histoire. L'article est un modèle de netteté et de concision <sup>1</sup>.

Mais celui qu'il a consacré au mobilier vaut encore mieux. Ici l'érudit formule des réserves et, avec un grand sens, n'a pas cherché à recueillir des types trop anciens, qui n'ont rien d'artistique et qui ne servent plus à juste titre que de motifs de décoration dans le cabinet des médecins en renom ou dans les antichambres des ibsésiennes à la mode.

« Au Petit Palais, on n'a fait commencer réellement l'histoire du mobilier français qu'avec la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Mais ajoutons qu'à partir de cette date la marche du mobilier peut se suivre pas à pas dans ses plus minimes transformations de forme et de style. La France est le seul pays d'Europe qui ait possédé un mobilier vraiment digne de ce nom ; d'autres pays peuvent en montrer de magnifiques pièces, mais non un ensemble complet, et ce qui justifie pleinement cette manière de voir, c'est que notre mobilier a été adopté par tout le monde. Mais le mobilier français n'est, depuis le commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, que la condensation, le résumé, pour ainsi dire, d'efforts tentés dans notre pays et souvent aussi ailleurs, auxquels nos huchiers et nos ébénistes, avec l'admirable et souple génie d'assimilation de notre race, ont su donner un corps, une vie, un organisme si vivace que c'est encore de leurs efforts que nous profitons, aujourd'hui que nous semblons impuissants à créer sinon quelque chose de nouveau, du moins quelque chose de rationnel et d'artistique à la fois <sup>2</sup>. »

Nous avons déjà vu ailleurs des objets mobiliers historiques ; ici, parmi tant de merveilles, il en est, comme les armoires de Crescent, ébéniste du duc d'Orléans, ou le bureau de Louis XV par Oeben, les meubles de Fontainebleau, témoins de tant d'événements historiques, qui demandent à ce qu'on s'y arrête lorsqu'on veut écrire l'histoire des siècles passés.

#### B. *Le Grand Palais*

Que de choses nous a révélées l'exposition centennale des beaux-arts, en groupant comme dans une sorte de préface beaucoup d'ouvrages, depuis la période révolutionnaire jusqu'à

<sup>1</sup> *Le Matin*, 22 juin.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 30 juin.



la fine gravure de Renouard peignant *l'Obsession de Boulanger* : Gambetta lui apparaît sous toutes les attitudes, pendant que le général, devenu député, dort à son banc du Palais-Bourbon !

C'est le fameux tableau de la *Bataille de Baugé*, par Alfred de Dreux ; ce sont les scènes du premier Empire et de la Restauration retracées par Gros, dont le *Bonaparte à cheval* et la *Duchesse d'Angoulême s'embarquant à Pauillac* : deux merveilles. C'est Carle Vernet, qui offre dans son *Arrivée de la diligence*, la scène si populaire, le trait de mœurs si caractéristique ; c'est le *Moine*, de Corot ; c'est cette délicieuse statuette du *Prince impérial caressant un chien*, par Carpeaux.

Documents pour l'histoire encore et toujours, la *Demoiselle d'honneur* de Gonzalès, le *Berger* de Millet, la *Petite Sœur des pauvres* par A. Jacquet (gravure), *l'Été* de Dubufe, ou les curieuses danses espagnoles de Lunois, *l'Attitude de Paul Déroulède à Montbéliard*, par J. Delebraye, ou bien encore cette *Messagerie des Alpes, Correspondance pour Marseille ou l'Italie*, croquée sur le vif d'un débris d'un âge quasiment préhistorique par E. Martin, ou bien encore *le Tir de l'arc* dans la section belge, et cet épisode si navrant de la *Bataille de San Martino*, par Guiaccimani, dans la section italienne. La Pologne, elle, revit dans *la Procession* qu'a peinte Piechowski et qu'il a exposée dans la section russe, et la Finlande <sup>1</sup>, dont l'existence s'est si vivement manifestée par un pavillon particulier, a affirmé son histoire, ses tendances et son énergie par une exposition d'art toute spéciale et très nombreuse que domine le portrait de Palmen.

Dans l'exposition du Portugal, on ne peut pas ne point noter cette *Vieille femme* de Carlos Reis, qui semble un vrai monument. Et en regard il faut placer le *Portrait du général Joubert*, par Th. Schwartze, dans la section hollandaise. Curieuse figure, hiératique, d'une mélancolie sans bornes, songeant sans nul doute à l'avenir de son fils et de son pays, la si regrettée princesse de Bulgarie, que soulignent par leur note si différente les *Femmes dans un cabaret* <sup>2</sup>.

Et qui a jamais vu le Pape, le retrouvera tout vivant, admi-

<sup>1</sup> Cf. les *Notes sur la littérature finlandaise*, par Gaston Deschamps, dans le *Temps* du 8 juillet.

<sup>2</sup> Section bulgare,

nable d'expression et de vie, dans le portrait qu'a tracé de lui le P. Lazlo. C'est le seul portrait, vrai, qui soit connu de nous <sup>1</sup>.

En ce temps de féminisme, voici une femme devant ses examinateurs, qu'expose un artiste anglais; et voici une révélation, le Japon du passé avec tout son art, et le Japon du présent, qui vraiment marche de pair avec les artistes européens, j'allais dire : avec les armées européennes.

On l'a mal placée, mais on la voit quand même et on l'admire, cette petite victime du tribunal révolutionnaire (n° 1124), tandis qu'il s'exhale une douce saveur du *Pays de la mer* par Cottet. Voici le fameux *Bar aux Folies-Bergères* de Manet, et *la Vague* de Courbet, qui marquent une date dans l'histoire de l'art moderne français; tandis que, dans la statuaire, une étude de tête de vieille femme, par Marcel Jacques, indique un vrai pas en avant.

Mais je reviens aux sujets historiques comme le *Vœu de Louis XIII* d'Ingres, dont s'est dessaisie momentanément la cathédrale de Montauban, et le portrait de Charles X, du même grand artiste.

Voyez le portrait de Madame Mère, par Gérard, et allez regarder ensuite les portraits de Bonnat; là, vous prendrez des notes d'histoire. Et si, vous vous intéressez à la politique extérieure de la France, contemplez cette estampe non signée : *Un coq gaulois hurlant : Vive le tzar !* Pauvre coq, représentant si bien un type qui s'abrite souvent derrière le comptoir du marchand de vin !

Frémissements et palpitantes pages d'histoire, qui nous venez de Paris, de la province ou de l'étranger, que ne pouvons-nous vous noter toutes à l'attention de l'érudit et de l'artiste !

Enfin, un dernier regard sur le bronze de Mercié : *Quand même* <sup>2</sup>.

## V. — LA VIE MILITAIRE

Ce sont des foules frémissantes qui envahissent chaque di-

<sup>1</sup> Section hongroise.

<sup>2</sup> Nos lecteurs ne nous pardonneraient pas de ne pas leur indiquer quelques belles pages de Louis Rivière, intitulées : *La peinture à l'Exposition* et publiées, trop hâtivement peut-être, dans la *Jeunesse catholique*, juin 1900, p. 619 et suiv. Voir aussi un article enthousiaste de Raymond Bouyer, sur l'*Exposition décennale*, dans la *Nouvelle Revue* du 15 juin; l'article d'A. Rixens dans la *Revue d'Europe* de juillet; les *Lectures pour tous*, septembre, p. 1057.

manche le palais des armées de terre et de mer, difficilement contenues par les détachements de toutes armes qui sont préposés à la garde. Elles ne réclament point, comme M. Pelletan <sup>1</sup>, contre une conception plus ou moins républicaine de ce musée de l'armée. Non, elles comprennent et elles s'enthousiasment. Elles regardent les lourdes armures de la collection Bachereau, elles s'intéressent aux éperons, aux gantelets, aux dagues, aux étriers de la collection Orville. J'ai entendu un enfant expliquer à ses parents le meurtre de Henri IV, « le meilleur de nos rois » (disait-il), devant la vitrine où sont exposés les couteaux et les armes prises sur Ravaillac, en 1610, par le maréchal de La Force.

Les amateurs ont rivalisé de zèle pour exposer : le capitaine Delacour, avec ses casques, ses cuirasses et ses sabres ; M. d'Arlicourt, avec ses targes allemandes, ses plastrons, ses chanfreins, armet, salade, épées, muserolles, dagues, mors, etc., etc. ; M. Rhône avec ses épées de parement, ses dagues à rondelles italiennes, ses épées espagnoles, ses « langues de bœuf » vénitiennes du xv<sup>e</sup> siècle (si curieuses) ; M. Orville, avec ses éperons fleurdelisés ; M. Dupasquier, avec sa bandoulière de mousquetaire ; M. de Rochebrune, avec ses peignes à chevaux ; M. Riggs, avec la demi-armure de parade de Laurent de Médicis, etc., etc.

Aux murs, les portraits du duc de Fitz-James (1712-1787), du comte de Toulouse, par Rigaud, du maréchal de Broglie, du duc de Luynes, de Richelieu, de Gramont, de Coligny, d'Harcourt, de Biron, de Dartain, de Bérenger, d'Aboville, de Raincourt, d'Argenson, d'Imécourt, de Caulaincourt, etc., etc. La tête de Richelieu sur son lit de mort a fait justement dire à M. G. Bapst qu'elle était « réaliste <sup>2</sup>. »

Le plan de Rocroy que dessina le sieur de Beaulieu, géographe du Roi, pendant la bataille même, a été exposé par le vicomte de Clairval. La râpe à tabac d'un soldat de la compagnie de Menou au régiment de Marsan, par M. Bachereau ; l'enseigne du recrutement des gardes-françaises par M. Doistan ; le guidon du régiment d'Orléans, par M. de Clermont-Gallerande ; le guidon du régiment de Damas, par la comtesse de Damas d'Anlezy. A côté,

<sup>1</sup> *Éclair*, 21 juillet.

<sup>2</sup> *Correspondant*, 40 août, p. 418.

un étendard de Marie-Anne d'Autriche (1646), le guidon de Languedoc-dragons, tout bleu, la sauvegarde de Noailles, et la cave à vins du maréchal de Saxe, qu'expose un académicien célèbre, le marquis Costa.

Et piqués de ci, de là, comme pour passer la revue, les bustes de François 1<sup>er</sup>, de Condé par Coysevox, du maréchal d'Harcourt, de Mailly, du maréchal de Saxe, de Guérin, de Vandreuil, etc., et la petite statuette du chevalier d'Assas, par Gatteaux, à M. Orville.

En belle place, le portrait du maréchal, ou plutôt de la maréchale de Balagny, dont M. G. Bapst a si délicatement conté l'histoire <sup>1</sup>, et le billet de Henri IV, « modèle de gaieté, d'entrain et de bravoure, » à la veille de la bataille d'Ivry.

Voilà le glaive d'apparat du directeur Carnot, le sabre de Marceau, celui de Kosciusko, l'épée de Hoche, la selle de Joubert, les uniformes de Lannes, les pistolets du duc de Dantzig, les lettres patentes du duché de Frioul pour Duroc, la cravache de Murat à Eylau, la pipe de Lasalle, les plaques de Bertrand, la cuirasse de Scherb, percée en 1815 de deux biscaïens, le casque et la cuirasse faits pour Napoléon 1<sup>er</sup> <sup>2</sup>.

Devant les drapeaux, on en voit, parmi les humbles, qui défilent, se découvrant la tête et s'inclinant : c'est qu'ils sont tous, ou presque tous, teints de sang. Le drapeau de la 32<sup>e</sup> est célèbre. Mais on peut aussi mettre à côté ceux du 2<sup>e</sup> grenadiers de la garde, ayant appartenu à Oudinot, et du 3<sup>e</sup> de ligne; les étendards du 1<sup>er</sup> cuirassiers et du 10<sup>e</sup> hussards.

On a soigneusement relevé et entouré d'un religieux respect <sup>3</sup> toutes les reliques de Napoléon, depuis ses portraits sous tous les aspects jusqu'à cette épée que possède le comte Clary et qui fut si redoutable. Mais jusqu'à présent personne n'a indiqué cette bibliothèque de campagne de Lannes, duc de Montebello, appartenant au général Kirgèner de Planta, et si curieusement composée du théâtre de Voltaire, de la *Conjuration des Gracques*, des œuvres de Boileau, Gresset, Corneille, Racine, des *Lettres persanes*, de *Jehan de Saintré*, des *Amours de Psyché*, de *Daphnis et de Chloé* ! Il y a là ce que nous appellerons la révélation

<sup>1</sup> *Correspondant*, p. 417.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 422.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 420.

d'un état d'âme chez un guerrier du premier Empire, et non un des moindres, un des moins intelligents <sup>1</sup>.

Sur deux mannequins, on a placé les uniformes d'un grenadier et d'un cuirassier de la garde royale en 1815 et en 1827. Tout près, derrière eux, un curieux portrait de Charles X, tandis qu'il n'était encore que comte d'Artois et colonel de carabiniers, et une esquisse, par Paul Delaroche, du duc de Guiche pour le grand tableau de la prise du Trocadéro qui est à Versailles.

Le duc des Cars a composé une vitrine merveilleuse avec un uniforme de gendarme du Roi, dont le corps portait la devise : *Quo jubet iratus Jupiter*, avec les étendards de la compagnie des gardes du corps, et les banderoles des trompettes des mousquetaires gris. Au milieu repose le casque du duc de Berry qui appartient à la comtesse d'Astorg. Ailleurs, on remarque un chapeau de sous-gouverneur des Pages, des flammes des trompettes de Charles X, des trompettes d'artillerie de la garde et des guides, des habits de gendarmes. Les drapeaux blancs sont en vitrine, l'un ne porte aucune inscription, l'autre était celui de la garde noble. Mais on a arboré fièrement deux trophées pris à l'ennemi, le drapeau de la Kasbah et le drapeau de la porte Baba-Zoun, à Alger, enlevés en 1830, par la brigade dont le duc des Cars était le chef.

La conquête d'Alger était faite, la conquête d'Algérie restait à faire ; ce fut la gloire de Cavaignac, de Bugeaud, des princes de la maison d'Orléans. Aussi nous trouvons là Changarnier, La Moricière, le duc d'Aumale, le duc de Nemours, cette si noble et si belle figure. Hélas ! comme sous les pieds du cheval sculpté par Gérôme pour la statue de Chantilly, il est une partie de terre que ne foulent plus les princes : et cette terre s'appelle la France !

Le second Empire amène les souvenirs de Castellane et de Pélissier. Au drapeau ! voici le fanion de commandement arboré sur la tour de Malakoff et appartenant au commandant de MacMahon ; la selle et la bride de Napoléon III pendant la campagne d'Italie ; le sac d'enfant de troupe du prince impérial ; les uniformes, les armes, les décorations de Martimprey, de Fleury, de

<sup>1</sup> Lasalle n'emportait, lui, que les *Fables* de la Fontaine et les *Commentaires* de César. *Ibid.*, p. 425. Sur tout ce chapitre, il y aurait lieu de consulter les deux revues *Armée et Marine* et *Armée illustrée*, qui ont fait assaut de renseignements précis et de photogravures excellentes.

Saint-Arnaud, de Forey, de Canrobert. Aux champs ! voilà la cuirasse portée par le lieutenant Letourneur et traversée par une balle sur le champ de bataille de Rezonville, le 16 août 1870 ; on a retrouvé la balle dans le corps, on l'a recueillie, la voici !

Ils sont morts aussi, ceux-là qui furent vaincus, et ceux-là qui jurèrent de les venger. On a fait une petite place à ce merveilleux soldat, à ce général incomparable, au chef d'état-major, l'espoir et l'amour de la patrie, à Miribel. Il est là, peint par Hébert, et incarnant bien dans sa noble et énergique figure la devise de l'armée inscrite au fronton de la porte : *Praeteriti fides exemplumque futuri !*

A côté de lui, l'amiral Courbet regarde son ancien chef le prince de Joinville. D'Aurelle et Pontevès représentent la vieille armée ; Vaillant et Canrobert sont les ancêtres ; Appert et Fleury, les ascendants immédiats.

Nous avons fini ce trop rapide sommaire. Nous aurions voulu le rendre plus complet, et nous avons là sur notre table bien des notes inutilisées, mais l'espace trop restreint dont nous disposons ne nous permet pas de l'étendre davantage. Nous n'avons plus de place que pour indiquer le bâton fleurdelisé de Kellermann ; le cordon bleu de Macdonald sur son grand portrait ; les cinquante-deux portraits des généraux et officiers de l'armée réunie par Napoléon contre l'Angleterre et qui sont conservés au musée de Calais ; le tableau de Pils peignant *Napoléon, Berthier et Oudinot dans l'île de Lobau, le 21 mai 1809 ; l'Esquisse de la tête du général Bonaparte* par Prud'hon (collection du vicomte de Vaufreland) ; et enfin ce sabre dont le fourreau ciselé est aux armes de l'Empereur et du Pape !

Avec les estampes et les caricatures des collections Bapst et Bertin, qui bordent l'escalier qui nous ramène au rez-de-chaussée, j'estime qu'il y a là des documents critiques de premier ordre.

## VI. — CONCLUSION

Il resterait encore à parcourir de nombreuses salles, à visiter de nombreux groupes, à examiner avec un soin scrupuleux les pavillons étrangers et les expositions particulières. Il y a là, comme partout, des merveilles qui intéressent l'histoire. Elle

aurait à glaner, soit qu'elle regardât la merveilleuse reconstitution de Saint-Marc de Venise qui sert d'abri à l'Italie, soit que dans la Hongrie elle admirât les armes des combats du ix<sup>e</sup> au xv<sup>e</sup> siècle, et les dernières épaves de la bibliothèque si célèbre de Mathias Corvin, soit encore que dans la Grande-Bretagne elle vit les tableaux et les gravures des maîtres : Raynolds, Gainsborough, Hoppner, Beechey, Turner, etc., ou que, dans l'Espagne, elle examinât avec un soin attentif les vieilles tapisseries historiques de la couronne, les reliquaires de la chapelle royale, le trône de Charles-Quint et l'armure de Boabdil. Mais c'est au pavillon allemand qu'elle se retrouverait le plus chez elle, dans les salons de Potsdam du style rococo le plus pur, avec plafonds aux moulures de rocaille dorées. C'est ici la bibliothèque de Frédéric II. Ici Voltaire a vécu, il a écrit ; il a regardé peut-être ces tableaux de Watteau, de Poter, de Boucher, de Chardin, de Lancret, etc., ces merveilles qu'on peut voir cette année seulement à Paris. Partout règne et domine cette recherche du passé qui est le vrai culte de l'histoire <sup>1</sup>.

Et si, faisant le contraire de M. Babin <sup>2</sup>, elle saute de la rue des Nations à la rue de Paris, il me semble que ma dame l'histoire y sera encore très bien à sa place, soit qu'elle retourne au pavillon de la ville de Paris où nous l'avons menée tout à l'heure, soit qu'elle s'arrête au palais des Congrès <sup>3</sup>, soit qu'elle risque un coup d'œil sur ces tréteaux qui sont dressés en face et où la satire politique se donne cœur joie à l'ombre des marionnettes. Ici comme au vieux Paris (sur lequel le P. Chérot a si bien parlé que je ne saurais mieux dire), les costumes sont anciens, si les figures sont fraîches et nouvelles.

Entre les Invalides et le Champ de Mars, le sol lui-même est historique <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Cf. un excellent article publié dans le *Correspondant* du 25 juillet 1900 par Paul Lefebvre sur *Une visite aux salons de Frédéric le Grand*, et Thiébault-Sisson, *L'Art à l'Exposition ; l'Allemagne*, dans le *Temps* du 31 août.

<sup>2</sup> Gustave Babin, *L'Exposition universelle : de la rue de Paris à la rue des Nations*, dans la *Quinzaine* du 1<sup>er</sup> août.

<sup>3</sup> Le palais de la Mode entre autres, dont le côté historique a été si soigné. Voir dans le *Mois* de septembre l'article de M. Léra et dans le *Temps* du 5 juillet l'article de G. Brisson. Cf. *Lectures pour tous*, septembre 1900, p. 1076, etc., etc.

<sup>4</sup> *Le Champ de Mars à travers l'histoire*, par G. Lenôtre, dans le *Monde illustré*, 13 janvier 1900.

Nous sommes de ceux qui ne regrettent pas la dernière manifestation qui s'y est produite. Nous ne sommes pas les ennemis de l'Exposition <sup>1</sup>. Loin de là ! Mais, en constatant ses efforts, en y applaudissant comme nous l'avons fait de tout notre cœur et de toute notre âme, nous n'empêcherons pas les historiens de vérifier ses lacunes, ses fautes, et de tirer parti de ses erreurs. Nous ne disons pas, comme M. Babin, qu'elle est « morose » <sup>2</sup>, encore que nous l'ayons reconnu, et que nous en félicitons M. le sénateur Bérenger, si c'est à lui qu'on doit cette pruderie.

Mais il n'est pas interdit de s'associer aux graves réflexions de M. Lavedan <sup>3</sup> et de se demander ce que nous rapportera cette « fantasmagorie grandiose. » Depuis trois ans nous en étions les « prisonniers <sup>4</sup>. » En serons-nous les victimes ? Si on en croit de sinistres rumeurs, déjà les entrepreneurs de spectacles publics font faillite ou sont tout au moins en déficit. Les frais des expositions précédentes n'ont été soldés que par l'État et la ville de Paris, c'est-à-dire par les contribuables. Au point de vue moral, les économistes les plus distingués, Levasseur, Frédéric Passy, Anatole Leroy-Beaulieu, Molinari, se prononcent énergiquement contre. M. Anatole Leroy-Beaulieu même souhaite vivement que ce soit « la dernière <sup>5</sup> ». Certains exposants, qui n'ont pas été récompensés, seraient aujourd'hui certainement de son avis.

A moi qui n'ai pas exposé, à moi qui n'ai rien à attendre de la faveur du gouvernement, à moi qui me pique d'une certaine indépendance pour juger les personnes et les choses, encore que j'aie deux cultes au cœur, la Religion et la Patrie, il ne me sied pas pour le moment de me joindre aux critiques. Il convient,

<sup>1</sup> Lire dans la *Revue blanche* du 15 juin l'article extrêmement intéressant de Julien Benda sur les ennemis de l'Exposition, qui sont, d'après lui, les militaristes, les cléricaux, les officialistes (si j'ose risquer ce mot pour désigner « les lauréats d'Instituts, les membres d'Académie, » bref « la plupart des artistes munis de quelque estampille officielle »). Ni les uns ni les autres n'ont pourtant boudé l'Exposition si on en juge, au moins pour le clergé (qui semble à M. Benda le plus ennemi), par une circulaire du cardinal Richard publiée dans la *Semaine religieuse* du 28 juillet.

<sup>2</sup> Article cité plus haut, p. 313.

<sup>3</sup> Avant l'Exposition, dans le *Correspondant*, 10 avril 1900.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 10<sup>re</sup>.



pour juger, d'établir sans hâte et sans fracas, dans le silence du cabinet, le doit et l'avoir. Et même, s'il advient que le mal l'emporte sur le bien, que ce soit une terrible leçon ajoutée à tant d'autres que contient l'histoire de France, ne serait-ce pas le cas de murmurer tout bas les paroles de Job sur son fumier <sup>1</sup> ?

Mais ne vaut-il pas mieux au contraire lever les yeux et chercher quelque motif d'espoir et de consolation ? Nous avons vu, grâce au Congrès de la presse, le ton des journaux anglais s'abaisser et s'adoucir, nous avons vu des relations plus cordiales s'établir entre les étrangers et nous, et souvent même entre nous. Ne vaut-il pas mieux croire que cette fraternité que souhaitait le Christ et qu'appelaient les anges du ciel à sa naissance s'établira peu à peu par les contacts accidentels que créent les grandes foires du monde ? Qui sait si, là, n'auront pas été lancées des semences divines en des cœurs ouverts ? Qui sait s'il y aura jamais eu, à l'heure où les armées européennes se soudent et se solidarisent en Chine pour combattre le barbare, une plus merveilleuse occasion de s'entendre et d'arriver à cette paix universelle que tout le monde souhaite <sup>2</sup> ?

Et si Dieu ne veut pas, après tout, qu'importe ! Nous autres croyants, nous ne nous révoltons pas, nous courbons la tête sous l'orage pour le laisser passer. Puis, quand vient l'aube radieuse, ou le soir serein, nous nous mettons à notre table pour écrire ou pour conter à nos petits-enfants les préliminaires de la tempête, les affres de vie et de mort, les angoisses suprêmes, le repos enfin. *Meminisse juvat !*

C'est dans l'histoire qu'il faut se réfugier quand on a souffert, qu'on souffre, ou qu'on doit souffrir ; mais il faut que celle-ci ne contienne pas seulement le récit des heures de détresse, mais aussi celui des jours de triomphe.

Or j'aime tant mon pays que je voudrais pour lui que ce fût une belle page que l'impartiale histoire écrivit sur le merveilleux livre ouvert devant elle par le sculpteur Daniel Dupuis dans la médaille de l'Exposition. Il n'y a encore en tête qu'une date ; il faudrait qu'il y eût une belle devise. Tenez, celle du musée militaire : *Praeteriti fides, exemplumque futuri !*

COMTE AMÉDÉE DE BOURMONT.

<sup>1</sup> XIX, 21.

<sup>2</sup> Général Turr, *La Paix universelle*, dans la *Revue d'Europe*, p. 521.

---

# MÉLANGES

---

LE DERNIER ERMITE DU MONT-VALÉRIEN

CLAUDE-CONSTANT ROUGANE

CURÉ DE SAINT-EUTROPE, A CLERMONT-FERRAND

---

Le Mont-Valérien, la forteresse formidable qui commande la Seine en aval de Paris, comme la Bastille la commandait en amont, n'a pas toujours été le fort que l'on connaît. Ce n'est qu'en 1841 que fut commencée la citadelle. Là, comme en une foule de lieux, les casernes ont remplacé les cellules de moines; le couvent est devenu une prison; la Bastille, prison d'État, a été transférée au Mont-Saint-Michel, ancienne abbaye; Fontevrault, où une abbesse commandait à tous les monastères de l'ordre, y compris les hommes, est une maison de détention : et, pendant la Révolution, toutes les maisons religieuses de Paris et de province furent transformées en geôles. Le nombre, pourtant considérable, devint à ce point insuffisant qu'il fallait la guillotine pour faire de la place, et même des massacres en grand ou de gigantesques tueries. Et le peuple, qui n'y pouvait être enfermé parce qu'elle était réservée aux grands personnages, avait démoli la Bastille, et il se vengeait des aristocrates qu'une lettre de cachet y avait envoyés, en les jetant dans d'autres cachots, pour les punir d'y avoir été!

La révolution de 1830 avait chassé du Mont-Valérien les Pères de la foi, qui s'y étaient installés sous la Restauration. Dès le Concordat même, les prêtres de la Croix y avaient établi une communauté que supprima le despotisme de Napoléon; il les accusait d'ourdir avec les évêques des complots contre le gouvernement. Il songea à y fonder une maison d'éducation pour les filles des membres de la Légion d'honneur, projet qu'il abandonna après un commencement d'exécution. C'était la tradition qui essayait de se renouer : car, avant la Révolution, le Mont-Valérien était une espèce de mont sacré, un se-

cond Montmartre qui, selon la légende, avait vu sainte Geneviève patronne de Paris. Il y avait un ermitage fort renommé. Un calvaire y attirait une foule nombreuse de pèlerins. En 1633, Hubert Charpentier, prêtre de Coulommiers-en-Brie au diocèse de Meaux, — qui, mandé en Béarn par l'évêque de Lescar, Jean de Salettes, avait relevé de ses ruines (610) l'antique chapelle de Betharram, créa là un calvaire renommé, et fonda, pour desservir la chapelle, une congrégation encore aujourd'hui florissante, — fut appelé à Paris pour, aux portes de la capitale, en face des calvinistes, maintenir le culte de la croix en élevant un calvaire en l'honneur du mystère de la Passion. Il y trouva le Mont-Valérien inculte, désert, abandonné, où vivaient seulement quelques anachorètes. Il acheta une partie de la montagne, encouragé par Richelieu, par le célèbre P. Joseph, par le cardinal de Gondy, aidé des libéralités de Louis XIII, des princes et des grands; il y bâtit une église, y construisit quatorze chapelles portant le nom de ceux qui en faisaient les frais : M<sup>mes</sup> de Guise, de Liancourt, la princesse douairière de Condé, etc. C'étaient les quatorze stations du chemin de la croix <sup>1</sup>. « Le calvaire ou Mont-Valérien, écrivait Mercier dans son *Tableau de Paris* (t. VII, p. 110), petite montagne à deux lieues de Paris, habitée par des ermites qui sont en possession de ce lieu depuis quatre ou cinq siècles. C'est pendant la semaine sainte et aux fêtes de la croix un concours étonnant de peuple et de bourgeois de Paris qui y viennent admirer les chapelles et le grand crucifix où Jésus-Christ est mis en croix entre le bon et mauvais larron. On s'y rendait en foule de Paris, surtout les lundis et vendredis saints. » Les jacobins s'étaient établis là à côté des Pères de la Croix. En 1791, les deux communautés furent supprimées comme les autres. C'est d'un des derniers ermites que nous voudrions dire quelques mots. Il s'appelait Claude-Constant Rougane, né à Escurolles (Allier), diocèse de Clermont; il avait été curé de Saint-Eutrope dans la ville de Clermont-Ferrand.

## I.

C'est une intéressante figure que celle de ce vieux prêtre auvergnat. Il apporte dans la défense de la religion toute la vivacité, toute la fougue et aussi toute l'intempérance d'un jeune homme. Les périls ne l'effraient pas. Au plus fort de la Révolution, il écrit, il imprime, il répand des opuscules où il s'efforce de montrer la vérité sur les

<sup>1</sup> M. l'abbé Dubarrat, aumônier du lycée de Pau, a publié dans les *Études historiques et religieuses du diocèse de Bayonne* le portrait et des lettres du bienheureux Hubert Charpentier, et une vue du Mont-Valérien à son époque, de l'église où, le 10 décembre 1650, il fut enterré à quatre-vingt-sept ans, et où, en 1802, son corps fut retrouvé parfaitement intact.

questions du jour, véritables feuilles de journal et pour le ton et pour l'à-propos. Le sujet serait vaste d'analyser sa polémique et d'examiner ou d'apprécier ses nombreux ouvrages. On sait ce qu'en temps de révolution deviennent et la liberté de conscience et la liberté de la presse. L'échafaud est debout comme correctif et toujours prêt à empêcher l'abus. L'abbé Rougane est une nouvelle preuve de ce libéralisme.

On était au mois de mai 1793. Le 19, jour de la Pentecôte, le supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, l'abbé Jacques-André Emery, avait été arrêté par ordre de la commune de Paris et conduit à la prison de Sainte-Pélagie, sous prévention de correspondance contre-révolutionnaire, et le Comité de sûreté générale avait ordonné son renvoi devant l'accusateur public. Sur les instances de quelques amis, notamment de la marquise de Vilette, sa parente, il avait été, le 31, relaxé sous caution par le comité, parce qu'« il avait donné des témoignages avantageux de sa manière de se conduire pendant la Révolution. » Il était temps : car, quelques jours après, Fouquier-Tinville, qui ignorait sa mise en liberté, l'envoyait chercher à Sainte-Pélagie pour le traduire au tribunal révolutionnaire. Emery rentra au séminaire, envahi en grande partie par le comité qui s'y était installé en permanence et surveillait le séminaire. 310 livres furent dépensées pour cet espionnage. On y trouve, « pour vingt journées de citoyens employés à épier toutes les démarches des personnes qui allaient et venaient, 120 livres. » Emery, dénoncé de nouveau le 13 juillet, fut décrété d'accusation, « avec tous ses adhérents, » et saisi, le 15, dans le séminaire, par des gardes qui avaient ordre de ne laisser sortir personne et de retenir tout ce qui entrerait. De cette façon, cinquante-trois personnes furent appréhendées au corps. On y comptait six portiers, trois étudiants, deux cuisiniers. François Richard était du nombre, avec Bernard de Solminiac et Antoine-Jean Clémenceau. Ils furent conduits à la caserne de Vaugirard, ci-devant couvent des Carmes. Onze furent aussitôt mis en liberté. Richard fut absous par jugement.

Parmi les incarcérés de Saint-Sulpice se trouvait aussi Claude-Constant Rougane, né en 1724 à Escurolles <sup>1</sup>. Il était curé de Saint-

<sup>1</sup> Rougane (Claude), né à Escurolles, près Gannat, en 1724 (diocèse de Clermont), prêtre d'une paroisse de la ville de Clermont, se démit de sa cure lors de la Révolution, vint demeurer avec les ermites du Mont-Valérien, près Paris; ne fit point le serment de la constitution civile du clergé, prêta celui de liberté-égalité; arrêté, condamné à mort comme prêtre réfractaire, par le tribunal révolutionnaire, le 28 floréal an II (17 mai 1794), exécuté le même jour à l'âge de soixante-dix ans (*MarLyrrologe du clergé français pendant la Révolution*).

Eutrope, à Clermont-Ferrand, au moment de la Révolution. Pour ne point prêter le serment schismatique à la constitution civile du clergé, il donna sa démission de curé, quitta Clermont et vint à Paris, où il espérait avoir plus de facilité pour écrire en faveur de l'orthodoxie. Il entra chez les ermites du Mont-Valérien. Son zèle s'accrut dans cette célèbre retraite, au milieu des monuments et des emblèmes qui lui rappelaient la passion du Christ, la persécution, le calvaire, et dont la vue continuelle fortifiait son courage et sa foi. C'était un polémiste ; toutes les erreurs du jour l'eurent pour adversaire ; il ne se lassa pas de signaler les dangers que faisaient courir à la religion les sophismes de la haine, et d'annoncer, de prévoir, de signaler les tempêtes où allait s'abîmer l'Église de France. Le nombre de brochures sur les sujets les plus divers est assez considérable. Fouquier-Tinville, plus tard, en devait noter d'infamie les principales <sup>1</sup>.

Tous ces écrits, lancés dans le public au jour le jour, furent-ils irréprochables ? Dans l'ardeur de la polémique, ce prêtre, fait journaliste, ne dépassa-t-il pas la mesure ? et répondant à des adversaires de mauvaise foi, se servit-il d'armes toujours bien trempées ? Qu'il est difficile dans la mêlée de voir juste où portent les coups et de mettre dans toutes ses phrases l'expression exacte, le terme propre, surtout s'il s'agit de discussions théologiques qu'active encore la passion politique ! « La pétulance de son esprit, écrit l'abbé Aimé Guillon (*Martyrs de la foi*, t. IV, p. 523), l'avait emporté jusqu'à contester sur quelques points sévères des brefs de Pie VI, en ce qui concernait la constitution civile du clergé. » L'abbé Barruel eut même avec lui une discussion sur ce point. Rougane soutenait que « les intrus n'étaient pas schismatiques, et qu'on pouvait communiquer avec eux. » Dans une *Lettre au souverain pontife* (24 avril 1792), au sujet d'un bref du 19 mars, « il s'était permis quelques assertions téméraires et injustes. »

Lorsque, après le 10 août, l'Assemblée nationale eut ordonné de prêter le serment de liberté-égalité, qui, d'après de très recommandables

<sup>1</sup> Citons : 1° *Les nouveaux patrons de l'usure réfutés, y compris le dernier défenseur de Calvin sur le même sujet*, ouvrage dédié aux États généraux (Paris, veuve Herissant, 1789, in-12) ; 2° *Copie d'une lettre envoyée de Paris au souverain pontife, le 24 avril 1792*, relativement à son dernier bref, en date du 19 mars de la même année ; 3° *Le décret du 13 avril mal justifié par Mgr l'évêque d'Autun dans sa réponse à son chapitre et la France sans religion et sans Dieu, même depuis 1787* (Paris, Gattey (s. d.), in-8) ; 4° *Observations réfléchies sur différentes motions de M. l'évêque d'Autun* (s. l., 1790, in-8) ; 5° *Le masque se lève contre le rapport de Durand de Maillane sur les empêchements et les mariages* (23 pages in-8) ; 6° *Réflexions sur le rapport de Massieu sur les congrégations séculières d'hommes* (8 pages in-8) ; 7° *Lettre à M. de Condorcet, écrite par son ordre* (48 pages) ; 8° *Difficultés proposées à MM. Barruel et Fontenay* (24 pages in-8).

théologiens, était licite, n'étant ni hérétique ni schismatique, Rougane n'hésita pas à le prêter, et même il « écrivit pour porter les autres à l'imiter, en s'expliquant toutefois obliquement, à la manière de ceux qui s'en faisaient les apologistes. » Ce qu'il y a de piquant ici, c'est que l'auteur trouva un contradicteur là où il ne l'attendait pas ; ce fut Fouquier-Tinville lui-même qui se chargea de rappeler le polémiste à l'orthodoxie, et de réfuter péremptoirement ses doctrines, tant il est vrai que, dans une guerre acharnée, les concessions faites à l'ennemi se tournent contre vous ! Lorsque l'ermite du Mont-Valérien parut devant le tribunal révolutionnaire, le 28 floréal an II (17 mai 1794), le terrible accusateur public, après avoir exposé que Rougane avait écrit contre les principes sacrilèges de la révolution, déclarait : « S'il a prêté le serment de liberté-égalité, s'il paraît avoir voulu vivre sous le gouvernement républicain, il n'en a pas moins compté sur une contre-révolution. » Et voilà comment on vous tient compte de votre condescendance. Oui, vous criez : « Vive la république ! » mais c'est pour l'égorger plus traîtreusement.

Dans son opuscule : *Règle de conduite sur le serment républicain*, l'ancien curé de Saint-Eutrope s'exprimait ainsi : « Mais, enfin, la république est établie ; la résistance, au moins dans les lieux où cette république domine, est inutile. On peut, on doit donc s'y soumettre au moins provisoirement. » Et cependant, objectait Fouquier, par ce serment on promettait de la maintenir et même de mourir pour sa défense. « Le droit des gens, reçu surtout en Europe, poursuivait Rougane, autorise les sujets à se soumettre à un conquérant, même aux usurpateurs, à leur prêter serment de fidélité. On cède à la force.... Le plan défectueux est préférable à l'anarchie. » Tels sont les principes que répandait Rougane. Il se faisait bien une dernière objection en ces termes : « Il faudra donc aussi approuver toutes les horreurs, toutes les abominations qui se sont commises, qui se commettent, tous les décrets rendus et à rendre contre la religion, et notamment ceux qui autorisent l'usure, le mariage des prêtres, des évêques, le divorce et jurer de les maintenir ? » Oui, répondit-il, il faudra les approuver, comme Daniel et les autres captifs de Babylone approuvaient les lois impies de Nabuchodonosor<sup>1</sup>, auquel d'ailleurs ils étaient si attachés qu'ils recommandaient de prier pour sa conservation, pour celle de son fils, afin de mener une vie tranquille

<sup>1</sup> « On ne voit rien de semblable dans l'Écriture sainte, remarque Barruel, mais bien le contraire : car Daniel et ses trois compagnons refusèrent de se souiller en mangeant des viandes de la table du roi parce qu'elles avaient été offertes aux idoles. Et ces trois derniers ne furent jetés dans la fournaise que pour n'avoir pas voulu adorer les dieux de ce prince. » *Journal ecclésiastique*.

sous son empire.... Oui, continuait-il, comme les apôtres Pierre et Paul ont approuvé les persécutions de Néron <sup>1</sup>, et, en général, tous les souverains à qui, d'ailleurs, ils voulaient qu'on fût également soumis, de quelque manière qu'ils montassent sur le trône, par meurtre ou poison. Oui, comme les catholiques du temps de Constantin, de Justinien et de plusieurs de nos rois, ont approuvé les lois de ces princes en faveur du divorce et de l'usure <sup>2</sup>, j'obéis et je promets d'obéir à tout ce que le gouvernement a le droit d'exiger de moi, comme autorité souveraine et politique : car, dans tout État, il doit y avoir un gouvernement. Je lui obéis donc sans m'embarrasser des lois injustes ou impies qu'il peut faire, jusqu'à ce qu'il me presse de les observer <sup>3</sup>. »

Assez judicieusement concluait Fouquier-Tinville, « le terme où il faudra exécuter les lois sera celui de la soumission et le commencement de la révolte, et voilà ce que Rougane, qui ne s'épuise en raisonnements que pour avilir les autorités par les plus odieux rapprochements, appelle son *obéissance*. » N'est-il pas curieux de retrouver, après plus d'un siècle, les mêmes théories, les mêmes sophismes et aussi la même inconscience ?

« Telles étaient les inconséquences monstrueuses dans lesquelles entraînaient les apologies du serment de liberté-égalité. » Aussi ne faut-il pas s'étonner si ces divers écarts, ces propositions étranges aient fait douter de l'orthodoxie du polémiste. L'abbé Guillon s'était d'abord fait scrupule d'admettre Claude Rougane parmi les martyrs ; mais, après réflexion, surtout d'après saint Cyprien et saint Augustin, il se crut autorisé, et il eut raison, de l'inscrire dans son martyrologe : « Lorsque le serment qui porte du fruit à quelque chose de vicieux à réformer, et qu'il est frappé par la glorieuse faux du martyr, dit l'évêque de Carthage, il se trouve purifié, non parce qu'on est tué pour le nom de Jésus-Christ, mais parce qu'on meurt dans le sein de l'unité pour ce nom de Jésus Christ, et telle est la force de l'unité qu'elle peut, dans ce cas, effacer les péchés, de même que sa violation ne fait que les confirmer. » Or, malgré quelques opinions téméraires, le curé Rougane resta dans l'unité. L'éditeur de la *Collection des Brefs* (Paris, 1798) le comparait, dans son supplément, page 633, à un homme de l'antiquité chrétienne, « justement blâmé par saint Irénée, et qui, célèbre dans son pays par l'austérité de ses mœurs et

<sup>1</sup> « Les souffrir, à la bonne heure, mais non les approuver. Auraient-ils voulu qu'on approuvât le plus grand des crimes ? » *Idem*.

<sup>2</sup> « L'auteur faisait encore ici de bien étranges méprises ou de trop frauduleux paralogismes. » *Idem*.

<sup>3</sup> « Mais dans le cas dont il s'agit, on s'engageait par serment à les observer pour maintenir la république.... » *Idem*.

la ferveur de sa dévotion, mais ne sachant pas se renfermer dans cette sobriété que demande saint Paul, faisait profession de dire la vérité, sans égard, sans bienveillance; de résister aux évêques et aux prêtres, ne consultant que les impressions d'un zèle qui n'était pas toujours selon la science ni toujours selon la charité; capable au reste d'être martyr de la foi; assez heureux pour être exaucé dans le vœu qu'il en formait. »

Que d'autres ecclésiastiques Guillon n'a pas hésité à appeler martyrs et à inscrire parmi les victimes, sanctifiées par leurs souffrances et leur mort, encore qu'ils eussent prêté tous les serments, abjuré la prêtrise et se fussent mariés, parce que, après repentir, ils avaient réellement versé leur sang pour la foi sur l'échafaud, ou péri dans les horribles tortures des prisons! Les fautes ont été effacées par le supplice. C'est bien pour la religion, c'est bien pour Dieu que l'abbé Rougane est mort. Il a pu errer sur quelques points de doctrine et se tromper en des matières où les plus orthodoxes n'ont pas été toujours d'accord; on doit pourtant reconnaître que l'ardeur de ce vieillard de soixante-dix ans, son zèle infatigable pour la défense de l'Église, sa mort courageuse, sont dignes de notre respect et de notre admiration. Saluons ce martyr.

Il semble que Fouquier-Tinville ait tenu à bien préciser les motifs de la condamnation de l'ermite du Mont-Valérien; il s'exprime en ces termes : « Rougane, ex-curé et prêtre réfractaire, qui a abandonné ses fonctions pour ne point prêter le serment (de 1790) prescrit par la loi, est un des plus forcenés fanatiques et contre-révolutionnaires qui existent au sein de la république. Quand son refus de prêter serment ne le mettrait pas dans la classe de ceux qui ont allumé, dans les différentes parties de l'empire, l'incendie de la guerre civile avec les torches de la superstition, sa conduite constante, ses ouvrages, ses sentiments manifestés sous les yeux du tribunal, ne devaient pas moins le faire regarder comme l'agent et le complice de ces incendiaires. C'est lui qui a composé une foule d'ouvrages contre les lois de l'Assemblée constituante et les principes qu'elle avait consacrés, ouvrages destinés à nourrir l'esprit de rébellion contre la souveraineté du peuple, et à former par le fanatisme cette horde de contre-révolutionnaires; aussi était-il en relation avec l'infâme prêtre du Vatican et ses agents, ainsi que cela est établi par les pièces qui existent et par l'aveu qu'il en a fait; aussi était-il en correspondance avec les ci-devant évêques bannis de France pour avoir conspiré contre leur patrie. » Ici reparait tout l'esprit impie de la persécution, et, comme le remarque Guillon, « la vraie cause de la mort du curé Rougane revient au grand jour. Les déclarations de sa foi, que, suivant Fouquier-Tinville, il fit courageusement devant les juges, et qui



servirent pareillement de motifs à sa condamnation, concourent à justifier le parti que nous avons pris de le mettre au rang de nos martyrs. Il fut condamné avec cinq laïques, inconnus de lui et venus de diverses provinces, qualifiés ensemble « d'auteurs ou de complices d'une conspiration contre le peuple français. » On conspire seul, mais comme d'autres conspirent aussi de leur côté, ces conspirations isolées ne laissent pas de former un complot : deux noms singuliers ne valent-ils pas un pluriel ?

## II.

Le curé de Clermont avait été, nous l'avons dit, arrêté au séminaire de Saint-Sulpice avec cinquante et une autres personnes. Dix furent aussitôt mises en liberté. Voici le procès-verbal qui regarde les autres :

« Et de suite et à l'instant, les membres dudit Comité ont arrêté et fait conduire les quarante et un citoyens et citoyennes restant à la nouvelle caserne de la rue de Vaugirard, et on a expédié l'ordre au commandant de la force armée de la section, afin qu'il se concerta avec celui du renfort qui nous a été fourni par la réserve de la maison commune et le chef de la brigade qui y était jointe pour l'edit transport. Et nous étant à l'instant mis en marche, nous avons accompagné lesdits citoyens en ladite caserne où nous avons placé les citoyens à droite en entrant sur le premier palier de l'escalier, et les citoyennes dans le dortoir à droite, en entrant, au fond du corridor, intitulé *Salle de l'État-major*, et avons remis, par extrait du présent, les noms desdits citoyens et citoyennes en forme de bordereau, signé de nous, au commandant de la force armée de notre section, qui a signé avec nous au présent procès-verbal.

LUCRON, DINANCEAU, BOURGEOIS, VIOLETTE, ANDRÉ,  
commissaires, et ROCHÉ, secrétaire.

Le 18 juillet, le procès-verbal d'arrestation fut envoyé à Fouquier-Tinville. Le 23 et le 26, le tribunal, présidé par Montané, mit en liberté vingt-six détenus; seize restaient. Par ordre de Fouquier-Tinville, on les transféra, les 3 et 4 août, à la Conciergerie. Bientôt tous furent relaxés, sauf Émery, qui fut conduit, le 4 avril 1794, à la prison du Plessis, où il resta jusqu'au 25 octobre, époque à laquelle il recouvra enfin la liberté.

Rougane, lui, avait été élargi le 8 août. Le jugement du tribunal révolutionnaire, affiché dans Paris, portait que les individus poursuivis étaient « prévenus d'avoir formé des rassemblements suspects au ci-devant séminaire de Saint-Sulpice, mais qu'il ne résultait des pièces aucune charge contre eux, et qu'ils n'avaient été arrêtés que parce qu'ils se trouvaient dans un lieu habité par d'autres individus prévenus de délits. »

Acquitté, le prisonnier put se croire désormais hors de cause. Mais déjà on réincarcérait les prévenus déclarés innocents, et l'on recommençait leur procès pour la même cause ou sous un prétexte identique. Il avait eu la chance d'échapper aux massacres de septembre<sup>1</sup> : c'était beaucoup. Il devait apprendre par expérience que la haine irréligieuse ne pardonne pas. Au reste, brave à l'excès, il ne voulut même pas quitter l'habit ecclésiastique.

. . .

Rougane fut dénoncé de nouveau le 13 frimaire an II (3 décembre 1793) par la section de la Croix-Rouge, qui siégeait dans le couvent des Prémontrés et qui avait pris le nom de *Bonnet Rouge*. Le même jour, il fut arrêté : « Le nommé Rougane, prêtre du Mont-Valérien, s'est présenté au comité aujourd'hui, et ayant visité les papiers ci-joints, on l'a reconnu pour un homme suspect. Le comité a arrêté qu'il serait traduit au département. Fait audit comité ledit jour et mois ci-dessus. DAIRE, président; FOSTE, LULHAU, POINCLOS, commissaires. »

Deux mois après, Rougane, le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), fut interrogé par Pierre-Noël Subleyras, juge du tribunal révolutionnaire, assisté de Jacques Goujon, commis greffier. Comme pièces de conviction, on lui montra ses différents écrits. Il y a aussi dans son dossier, aux Archives nationales<sup>2</sup>, une lettre du 24 octobre à lui écrite par son frère, qui contient des détails de famille; puis, comme preuve de fanatisme, un fragment de l'habit du bienheureux Benoît Labre avec attestations qui en garantissent l'authenticité. Nous signalons encore deux morceaux manuscrits : l'un, intitulé *Profession de foi*, commence ainsi : « La religion catholique.. » ; l'autre : « Citoyen accusateur, » fort remarquable. Il montra une grande fermeté devant ses juges, il ne faiblit pas devant les bourreaux. Ses réponses nettes et franches durent faire impression sur le public.

D. S'il est l'auteur d'un écrit imprimé ayant pour titre : *Le nouveau cas de conscience*, s'il a lui-même fait imprimer cet ouvrage et l'a répandu avec profusion ?

R. Qu'il est l'auteur de cet ouvrage, qu'il l'a fait imprimer et distribuer.

D. Si, depuis la Révolution et notamment depuis le décret relatif au serment des prêtres, il a cherché, soit par ses correspondances, soit en em-

<sup>1</sup> L'*Ami de la religion*, parlant, le 13 décembre 1820 (n° 662, t. XXVI, p. 136), de la discussion de Rougane avec Barruel, dit que Rougane fut massacré après le 10 août, et Feller, copiant l'*Ami de la religion*, dans son *Dictionnaire historique*, dit aussi que Rougane « fut une des victimes des massacres de septembre 1792. »

<sup>2</sup> Archives nationales, W 366, n° 818.

ployant les talents que la nature lui a donnés, à fanatiser le peuple et rendre impossible ce même serment.

R. Qu'au contraire, tous ses ouvrages et sa conduite n'ont jamais tendu qu'à autoriser le serment de la liberté et de l'égalité.

D. A lui observé qu'outre ce dernier serment qui a fait la matière d'un dernier décret, il en existait un autre que la nation avait demandé aux prêtres; interpellé de nous dire si, relativement à ce premier serment dont les fanatiques se sont servis pour attiser le feu de la guerre civile, il n'a dit ou écrit qu'il ne devait pas être prêté.

R. Que l'Assemblée constituante et la Législative n'ayant proposé ce premier serment que comme une condition pour être fonctionnaire public, son opinion a été, de vive voix et par écrit, qu'on ne pouvait pas le prêter.

D. Quel a été le motif des différents voyages qu'il a faits à Paris depuis la Révolution, et quelles sont les personnes qu'il a fréquentées ?

R. Que comme bon patriote, il y venait pour s'instruire des nouvelles, et d'ailleurs, pour faire imprimer différents écrits qu'il a composés relativement aux affaires politiques; que, pendant l'Assemblée constituante, il voyait différents évêques et autres députés; que, pendant les Assemblées législative et conventionnelle, il a continué à voir plusieurs députés.

D. Interpellé de nous dire tous les ouvrages qu'il a composés.

R. *Observations réfléchies; Extraits importants; Le décret du 13 avril mal justifié; Lettre à M. Condorcet écrite par son ordre; L'insuffisance de la déclaration de M. l'évêque de Clermont; Ne vous y fiez pas; Le masque se lève; Adresse aux évêques; Plainte à M. Buck; Copie d'une lettre au souverain pontife; Vérités hardies; Propositions erronées extraites de différents ouvrages; Difficultés proposées.* Tous ces ouvrages, ainsi que *Le nouveau cas de conscience* dont a été parlé ci-dessus, portent son nom, et ont été imprimés, à l'exception des *Vérités hardies*, qui ne portent pas son nom.

D. Si l'esprit de tous ces ouvrages n'a pas été de calomnier la Révolution politique de la France et d'en arrêter le progrès par le fanatisme ?

R. Que non; que son intention n'a jamais été que de dire des vérités utiles, sans ménagement pour personne.

D. Quel était son imprimeur, avec quels moyens il fournissait aux frais de l'impression, et par quelles voies il jetait ses ouvrages dans le public ?

R. Qu'il s'est servi de plusieurs imprimeurs; qu'il a toujours fait les avances et qu'elles lui rentraient au moyen de la vente dans le public, ajoutant qu'il en a distribué certains à des évêques, mais pas en grande quantité, parce qu'ils n'en étaient pas contents.

D. Si, dans le courant de cette seconde année républicaine, lorsque la raison, reprenant ses droits, a porté une foule de prêtres à abjurer leur charlatanisme, lui, prévenu, n'a pas composé un ouvrage ayant pour but de calomnier cet élan de la raison et de prévenir ses lecteurs contre la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple ?

R. Que depuis l'époque qu'on vient de lui rappeler, il n'a rien écrit à ce sujet.

D. A lui exhibé une pièce formant les deux feuillets inférieurs d'une plus grande feuille écrite en entier.

R. Le prévenu, après l'avoir examinée, a reconnu qu'elle était de son écriture et déclaré que c'est le fragment d'une lettre qu'il se proposait d'écrire à Chaumette, procureur de la commune, d'après un discours prononcé par ce dernier, où il avait dit que le peuple serait notre Dieu et qu'il ne devait pas y en avoir d'autres.

D. A quel imprimeur cette lettre a-t-elle été remise ?

R. Que son intention était bien de la faire imprimer, mais que les circonstances survenues l'en ont empêché.

D. S'il a communiqué cette lettre au citoyen Racine, rue des Mathurins, n° 38 ?

R. Qu'il l'a communiquée à ce citoyen.

D. S'il n'a pas cessé, depuis longtemps, d'être en intimité avec ledit Racine, et si, lui répondant, n'a pas participé au journal que faisait ce dernier ?

R. Qu'il l'a vu quelquefois, et qu'il n'a eu d'autres correspondances avec lui que relativement à cette lettre, et qu'il n'a jamais participé à son journal<sup>1</sup>.

D. Si, dans le mois de juin de l'année 1793, il ne lui a pas envoyé une lettre contenant une prédiction contre-révolutionnaire pour insérer dans son journal ?

R. Que la prédiction dont il s'agit est la pièce en vers qui se trouve à la quatrième page du fragment de lettre.

D. A lui observé que, lorsqu'il nous assure être patriote, il résulte de ce fragment et d'une autre pièce intitulée : *Règles de conduite sur le serment de la république*, et qu'il a reconnue dans ce moment être aussi de son écriture, qu'il s'élève d'une manière indécente contre les droits du peuple et l'égalité en ajoutant au dernier mot le nom d'*infâme* et en disant, après avoir énoncé le principe : Tous les hommes naissent et demeurent égaux. « Quelle bassesse impie ! »

R. Que c'est une méprise de notre part; que le mot *infâme*, joint à celui d'*égalité*, s'applique à d'Orléans qui avait pris ce nom, et qu'au surplus son objet, en écrivant cette lettre, n'était que de faire sentir à Chaumette le ridicule de son discours, ajoutant que le mot de *bassesse impie* tombait sur Chaumette et sur ce qu'il avait dit qu'il n'y avait d'autre Dieu que le peuple.

D. S'il reconnaît la chanson imprimée intitulée *Le François catholique en 1792*.

R. Qu'elle n'est point son ouvrage, et qu'il l'a désapprouvée.

D. S'il a un défenseur ?

R. Que non.

Pourquoi lui avons nommé d'office le citoyen Boutrou, défenseur officieux.

Lecture faite du présent interrogatoire, a dit que ses réponses en y celui contiennent vérité; qu'il y persiste et a signé avec nous, l'accusateur public et le commis greffier.

GOUJON, ROUGANE, SUBLEYRAS.

<sup>1</sup> *L'abréviateur universel, ou journal sommaire des opinions, productions et nouvelles publiques*, parut du 1<sup>er</sup> décembre 1792 jusqu'en 1797, rédigé par Bruno Racine, puis par l'abbé Brottier jeune.

Aussitôt l'accusateur public dresse son acte d'accusation :

ANTOINE-QUENTIN FOUQUIER expose que, par arrêté des administrateurs du département de police des 23 nivôse et 6 floréal, par arrêtés du comité de sûreté générale de la Convention du 14 présent mois, et encore par arrêtés des administrateurs des districts d'Annecy et Cusset, et du comité révolutionnaire de la section des Thuilleries des 7 et 29 ventôse dernier, ont été traduits au tribunal révolutionnaire :

1° Claude Rougane, âgé de soixante-dix ans, cy devant curé à Clermont-Ferrand, natif d'Escurolles, département de l'Allier, demeurant ordinairement au Mont-Valérien, près Paris, district de Saint-Denis, département de Paris....

4° Raymond-Gabriel Dusaulnier, ex-noble, âgé de soixante et un ans, né à Brioude et demeurant à Caussal, département du Puy-de-Dôme....

Qu'examen fait, tant des interrogatoires subis par chacun des prévenus que des pièces qui les concernent respectivement, il en résulte que Rougane, ex-curé et prêtre réfractaire, qui a abandonné ses fonctions pour ne pas prêter le serment prescrit par la loi, est un des plus forcenés fanatiques et contre-révolutionnaires qui existent au sein de la république.

Son refus de serment en 1791, sa conduite constante, ses ouvrages, ses sentiments doivent le faire regarder comme l'agent et le complice des conspirateurs. Et l'accusateur public analyse quelques-uns de ses écrits et cite les phrases les plus compromettantes. « Enfin, il a poussé la manie contre-révolutionnaire jusqu'à prétendre que c'est faire une injure à l'infâme Capet, qu'il appelle Louis XVI, que de soutenir qu'on n'a pas dû accepter la constitution de 1791, » etc.

Le 28 floréal an II (17 mai 1794), le tribunal, composé de Claude-Emmanuel Dobsent, président; d'Étienne Foucault et d'Étienne Masson, juges; Gilbert Liendon, substitut de l'accusateur public, et Anne Deureux, commis greffier; des jurés Dix-Août, Klipsis, Ganney, Renaudin, Villate, Garnier, Pigeot, Chrétien, Devèze, Gemonet et Martin, Boutrou étant défenseur officieux, condamne à mort Claude Rougane <sup>1</sup>, âgé de soixante-dix ans, natif d'Escurolles, ci-devant prêtre et curé demeurant au Mont-Valérien, chez les Hermites; Guillaume-Jérôme Romé, quarante-six ans, natif de Fécamp (Seine-Inférieure), ex-noble, demeurant à Paris, ci-devant capitaine au régiment de Beauvoisis; Raymond-Gabriel Dusaulnier, natif de Brioude (Haute-Loire), lieutenant dans le régiment de Beauvoisis, demeurant à Bonsa (Puy-de-Dôme); François Isnard, vingt-neuf ans, natif d'Ey-

<sup>1</sup> • Rougane (Claude), ex-curé à Clermont-Ferrand, âgé de soixante-dix ans, natif de Curul — le *Moniteur* écrit *Décarole*, — département de l'Allier, domicilié au Mont-Valérien, département de la Seine, condamné à mort le 25 floréal an II, par le tribunal révolutionnaire de Paris, comme convaincu d'avoir composé différents ouvrages tendant au rétablissement de la royauté. • PRUDHOMME, II, 338.

gulière, district de Tarascon, « convaincus, dit le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> prairial an II (mardi 20 mai 1794), d'avoir conspiré contre le peuple en entretenant des intelligences et correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la république tendant à faciliter l'invasion du territoire français en fabriquant, composant et distribuant des ouvrages manuscrits ou imprimés, tendant à l'avilissement de la représentation nationale, au rétablissement de la monarchie, en provoquant la guerre civile, en dilapidant les fonds de la république. »

Ce jour-là, onze condamnés montèrent sur l'échafaud. « Il est de tradition parmi les siens, raconte M. Boudet, qu'il a confessé la reine à la Conciergerie, » tradition que rien ne confirme. Dans son ouvrage, *Le Couvent des Carmes et le séminaire de Saint-Sulpice pendant la Terreur*<sup>1</sup>, Alexandre Sorel ajoute un détail intéressant sur notre personnage. « L'abbé Rougane était un vieillard fort ardent dans ses convictions politiques ou religieuses et ayant la manie d'écrire. Il avait composé un grand nombre d'ouvrages ou brochures ayant trait surtout aux difficultés du temps. Devant le tribunal révolutionnaire, il se défendit, dit-on, avec une énergie peu commune, et voyant que son argumentation restait sans effet, il menaça ses juges des peines de l'enfer ; mais ni ses gestes ni sa voix ne purent le sauver. »

. .

Claude Rougane n'est pas le seul de son nom qui ait péri pendant la Révolution. Quatre autres ont monté sur l'échafaud, et peu de familles ont payé un plus large tribut à la guillotine. D'abord le frère de Claude, Pierre Rougane-Bellebat, né à Aigueperse en 1761, décapité à Paris le 25 mars 1794 avec Jean Rougane des Barodines, chevalier de Saint-Louis, né en 1742 à Cusset, et Joseph-Jacques Rougane, de Vichy, né à Escurolles en 1730, receveur des fermes à Vichy et inspecteur des marchandises anglaises à Dunkerque ; enfin, André Rougane de Prinsat, né en 1718 à Cusset, subdélégué, président du barreau de conciliation à Cusset, mis à mort le 9 juin 1794.

La famille Rougane, originaire du Bourbonnais (armes : *Tranché d'or et de gueules à deux roues de l'une en l'autre*), est encore représentée de nos jours. Après la Révolution, restaient Rougane de Bellebat, né en 1794, et un fils de Rougane de Vichy, émigré à quinze ans. Revenu de l'armée de Condé, blessé et borgne, il ne trouva plus qu'une partie du domaine de Chanteloup, commune de Bussière, arrondissement de Riom, qu'il fut forcé de vendre. Les 22,000 francs d'indemnité qu'il eut lui permirent à peine d'élever ses trois fils : 1<sup>o</sup> Martial Rougane de Chanteloup, chevalier de la Légion d'honneur,

<sup>1</sup> Paris, 1868, p. 230.

pendant quarante ans maire de Lempdes, épousa N. Teyras de Granval, qui eut un fils marié en Bourbonnais ; 2<sup>e</sup> Edmond Rougane de Chanteloup, avocat, qui épousa une André d'Aubier, dont quatre enfants, et 3<sup>e</sup> Félix Rougane, comte de Chanteloup, officier de la Légion d'honneur et de l'instruction publique, ancien colonel du génie et maire de Clermont-Ferrand, créé comte romain le 15 mars 1861 pour ses services militaires et les fortifications qu'il avait dirigées à Ancône, Pérouse et Velletri en 1860 ; il est décédé à Clermont, âgé de quatre-vingt-neuf ans, ayant épousé Marie-Madeleine-Charlotte du Buysson des Aix, dont il a eu Amable et Fernand, marié à la petite-fille du général Marbot, auteur des *Mémoires*.

LOUIS AUDIAT.

---

# COURRIER ALLEMAND

---

## MOYEN AGE

L'extrême abondance de la publication historique en Allemagne ne permet ni de tout atteindre ni d'examiner à fond chacun des ouvrages que l'on rencontre. Et le rédacteur d'un courrier est toujours obligé de compter sur l'indulgence de ses lecteurs pour excuser les lacunes et les erreurs qui peuvent se glisser dans un aperçu aussi rapide.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Sous cette rubrique nous n'avons aujourd'hui que relativement peu d'ouvrages à signaler. Une simple mention suffira pour la dissertation de M. J. Woisin sur les débuts de l'empire mérovingien <sup>1</sup>.

De première importance au contraire est le volume où M. Gustav Schnürer soumet à un nouvel examen une des sources de l'histoire mérovingienne, la chronique de Frédégaire, qui a déjà si souvent exercé la sagacité des critiques <sup>2</sup>. S'il reconnaît avec M. Krusch trois auteurs différents ayant pris part à la rédaction de la chronique, il s'écarte de lui sur la part qui revient à chacun : le premier aurait écrit ce qui est antérieur à l'an 617 (l. I — l. IV, c. XLIV) ; le second, ce qui suit jusqu'en 642 ; le troisième, la fin ; le premier aurait écrit à Luxeuil ou à Remiremont et non à Avenches, comme le voulait M. Krusch, le second dans la France méridionale ; il attribue au second auteur un calme impartial qui le mettrait bien au-dessus des deux autres.

M. Ernst Dümmler complète par un second fascicule le tome III de son recueil épistolaire carolingien <sup>3</sup> : on trouvera ici les lettres

<sup>1</sup> *Ueber die Anfänge des Merowingerreiches*, I. Meldorf, M. Hansen, 1900. In-8, 49 p.

<sup>2</sup> *Die Verfasser der sogenannten Fredegar-Chronik*, fasc. IX des *Collectanea Friburgensia*. Freiburg (Schweiz), Universitätsbuchhandlung, 1900. In-4, 264 p.

<sup>3</sup> *Epistolae karolini aevi*, t. III, formant le t. V des *Epistolae* dans la collection des *Monumenta Germaniae historica*. Berolini, apud Weidmannos, 1899. In-4, p. i-vii et 361-679.



d'Amulon, archevêque de Lyon, de Raban Maur, d'Angelome, diacre de Luxeuil, des papes Serge II, Léon IV et Benoît III, l'épître d'Ermenric à l'abbé Grimald, etc. M. A. von Hirsch-Gereuth a prêté à M. Dümmler son concours pour la préparation de ce volume ; c'est lui qui s'est chargé d'éditer les lettres des pontifes romains ; et des cinq tables qui terminent le volume (1<sup>o</sup> onomastique ; 2<sup>o</sup> des mots et des choses ; 3<sup>o</sup> des débuts des lettres ; 4<sup>o</sup> des personnages qui ont écrit les lettres ; 5<sup>o</sup> de ceux à qui elles sont adressées), il a rédigé la première.

L'on saura bon gré à MM. K. Ahrens et G. Krüger d'avoir tiré du syriaque et enrichi d'un commentaire abondant un ouvrage fort utile pour l'histoire du haut moyen âge oriental<sup>1</sup>. Si cette chronique n'est pas intégralement, comme on l'a cru, de Zacharie le rhéteur, évêque de Mitylène, il est du moins l'auteur des livres III-VI, et c'est en témoin oculaire qu'il nous raconte ce qui s'est passé au concile de Chalcedoine. Le moine syrien qui a traduit son œuvre l'a intercalée dans une sorte de chronique universelle, qui remonte à la création et qui s'étend dans ses douze livres (dont le onzième est perdu) jusqu'en 569.

M. Rudolf Eberstadt, qui avait publié, il y a quelques années, sous le titre *Magisterium und Fraternitas* (Leipzig, Duncker und Humblot, 1897, in-8), un travail considérable sur l'origine des corporations, revient sur la question pour défendre ses premières conclusions contre les critiques dont elles ont été l'objet<sup>2</sup>.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — Nous avons, dans cette section, quelques œuvres d'une importance capitale à signaler, et nous nous félicitons d'avoir à commencer par un recueil de mélanges dû à l'un des hommes qui honorent le plus l'érudition allemande.

C'est toujours une bonne fortune pour les hommes d'études quand unsavant de la valeur de M. F. X. von Funk, l'illustre professeur de l'Université de Tubingue, réunit en volume des écrits épars dans des périodiques où ils peuvent échapper aux recherches. Le tome II de ses *Kirchengeschichtliche Abhandlungen und Untersuchungen*, qui a paru récemment<sup>3</sup>, contient les morceaux suivants : 1. Constantin le Grand et le christianisme ; 2. saint Jean Chrysostome et la cour

<sup>1</sup> *Die sogenannte Kirchengeschichte des Zacharias Rhetor in deutscher Uebersetzung herausgegeben*, fasc. III des *Scriptores sacri et profani*, dans la *Bibliotheca scriptorum graecorum et romanorum teubneriana*. Leipzig, B. G. Teubner, 1899. In-16, xlv-42-417 p.

<sup>2</sup> *Der Ursprung des Zunftwesens und die älteren Handwerkerverbände des Mittelalters*. Leipzig. Duncker und Humblot, 1900. In-8, 208 p.

<sup>3</sup> Paderborn, F. Schöningh, 1899. In-8, v-483 p. Le tome I avait paru en 1897.

de Byzance ; 3. les idées de saint Clément d'Alexandrie sur la famille et la propriété ; 4. Commerce et industrie dans l'antiquité chrétienne ; 5. Date de composition de l'épître de Barnabé (l'époque de Nerva) ; 6. Date de composition de la *Didachè* et ses relations avec les écrits similaires ; 7. Chronologie de Tatien ; 8. Date du « Discours véritable » de Celse (170-185 p. C.) ; 9. L'auteur des « philosophoumènes » (Hippolyte) ; 10. Les fragments de saint Irénée de Pfaff ; 11. Le traité *adversus aleatores* ; 12. La liturgie apostolique ; 13. Une prétendue parole de saint Basile sur le culte des images ; 14. L'*Expositio rectae fidei* du pseudo-Justin ; 15. Les deux derniers livres du traité de saint Basile contre Eunomius ; 16. Les douze chapitres sur la foi attribués à Grégoire le Thaumaturge ; 17. Les actes de saint Ignace ; 18. Le pseudo-Ignace apollinariste ; 19. Date des constitutions apostoliques ; 20. Gerson et Gersen ; 21. L'auteur de *l'Imitation de Jésus-Christ* ; 22. La question de Galilée.

Quatre nouvelles livraisons du magistral ouvrage du R. P. Hartmann Grisar<sup>1</sup> ont paru. Elles comprennent la fin du chapitre VII et dernier du premier livre, le second tout entier et le commencement du troisième : Livre II, ch. I. Les papes aux premiers temps de l'empire gothique en Italie. — II. Théodoric maître de Rome et le pape Symmaque. — III. Le pape Hormisdas et la réconciliation avec l'Orient. — IV. Jean I<sup>er</sup> et le royaume gothique en Italie. — V. Les papes de Jean I<sup>er</sup> à Vigile. — VI. Relations de la papauté avec les nouveaux peuples d'Occident. — VII. Gouvernement intérieur de l'église de Rome. Les synodes. Cassiodore. — Livre III, ch. I. Vingt années de guerre en Italie. — II. Le monachisme et le saint-siège. — III. Le pape Vigile à Constantinople et l'empereur Justinien. — IV. Le pape Pélage I<sup>er</sup> et Rome, la lutte des trois chapitres et la guerre des Goths. — Livre IV, ch. I. Les papes et l'administration de l'Italie. — II. Le Palatin chrétien. — III. Les pèlerinages grecs à Rome et dans les environs. — IV. Les monuments de Rome. Les forums impériaux et la voie Flaminienne. Les cimetières chrétiens de l'époque byzantine. Il est à souhaiter que la santé de l'auteur, un peu ébranlée dans ces derniers temps, se remette et lui permette d'achever rapidement l'œuvre considérable qu'il a entreprise.

M. Wilhelm Gundlach, qui reprend l'étude du problème de la formation de l'état pontifical<sup>2</sup>, s'efforce d'établir, dans une dissertation qui ne manque point d'intérêt, que les tentatives des papes pour

<sup>1</sup> *Geschichte Roms und der Päpste im Mittelalter*. VII-X. Freiburg im Breisgau, Herder, 1899-1900. In-8, p. 385-610.

<sup>2</sup> *Die Entstehung des Kirchenstaates und der curiale Begriff respública Romanorum*, fasc. 59 des *Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*. Breslau, M. und H. Marcus, 1899. In-8, vu-121 p.

s'attribuer le gouvernement temporel, la *respublica Romanorum*, au lieu d'être encouragées par les rois francs, ont été entravées par eux; que les relations entre les souverains pontifes et les Carolingiens ont été celles de la recommandation qui liait le protégé à son protecteur et faisait, dans le cas actuel, du patrimoine de l'Eglise romaine des terres données en commende par le prince, et que, s'il y a là, avec les droits d'immunité, les germes d'un État pontifical, cet État n'existe point encore en réalité. — Rattachons-y une étude de M. Heinrich Hamel<sup>1</sup>, qui s'attache à éclaircir l'histoire de la formation territoriale de l'État pontifical.

M. Albert Hauck a donné une seconde édition du tome II de son *Histoire ecclésiastique d'Allemagne*, qui embrasse la période carolingienne<sup>2</sup>. L'ouvrage est trop connu pour qu'il soit utile d'en faire ici la critique

C'est une tâche ardue que s'est imposée M. J. Zettinger, de recueillir des renseignements sur les pèlerinages à Rome effectués par des habitants de l'empire franc<sup>3</sup>. L'auteur divise son sujet en quatre périodes, dont chacune marque un progrès sur la précédente pour le nombre et l'importance des pèlerinages: 1. Avant Grégoire le Grand (490-590); 2. depuis Grégoire jusqu'à l'arrivée des missions anglo-saxonnes (590-680); 3. sous l'influence de ces missions (680-750); 4. sous Pépin et Charlemagne (750-800). M. Zettinger fait bien ressortir l'influence que ces pèlerinages ont exercée sur la vie politique, sociale et économique de l'empire franc.

L'on ne peut qu'être reconnaissant au R. P. Bruno Albers, de l'ordre de Saint-Benoît, de la peine qu'il a prise pour nous donner un texte correct des antiques coutumes du célèbre monastère de Farfa. Ce volume forme le premier d'un recueil des anciennes coutumes monastiques<sup>4</sup>.

L'étude de M. Georg Schneider sur les relations financières des banquiers florentins avec l'Eglise, pendant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, que nous avons signalée en passant l'an dernier, ne manque pas d'un

<sup>1</sup> *Untersuchungen zur älteren Territorialgeschichte des Kirchenstaates*. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1900. In-8, II-98 p., carte.

<sup>2</sup> *Kirchengeschichte Deutschlands*, II. *Die Karolingerzeit*. Leipzig, J.-C. Hinrichs, 1900. In-8, IX-842 p.

<sup>3</sup> *Die Berichte über Rompilger aus dem Frankenreiche bis zum Jahre 800*, 11<sup>e</sup> supplément à la *Römische Quartalschrift*. Rom, Spithöver, 1900. In-8, XII-112 p.

<sup>4</sup> *Consuetudines monasticae*. I. *Consuetudines Farfenses*. Stuttgart, J. Roth, 1900. In-8, LXXI-206 p.

<sup>5</sup> *Die finanziellen Beziehungen der florentinischen Bankiers zur Kirche von 1285 bis 1304*. T. XVII, fasc. 1 des *Staats- und socialwissenschaftliche Forschungen*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1899. In-8, X-78 p.

certain intérêt. Il a coordonné les renseignements sur la matière contenus dans les Registres des papes, publiés par l'École française de Rome. La bataille de Montaperti a fait passer l'hégémonie financière de l'Italie des mains de Sienne à celles de Florence. L'auteur étudie tour à tour les relations de la curie avec les banques de dépôt et avec les banques de crédit, puis les rapports des banques avec le collège des cardinaux, avec le clergé, avec la chambre apostolique ; il nous fait connaître le personnel employé par les banques auprès de la curie.

L'an dernier, nous signalions le grand ouvrage du P. Konrad Eubel sur la *Hierarchia catholica medii aevi*. L'infatigable mineur conventuel nous donne aujourd'hui des registres fort précieux pour l'histoire des ordres mendiants pendant le grand schisme<sup>1</sup>. Aux ordres mendiants sont rattachés les Trinitaires et l'ordre de la Merci.

Le R. P. Benedict Maria Reichert, des Frères Prêcheurs, poursuit avec une admirable activité la publication des Monuments relatifs à l'histoire de son ordre<sup>2</sup>. Voici d'abord le tome III des Actes des chapitres généraux : il embrasse la période comprise depuis 1378, c'est-à-dire depuis le commencement du grand schisme, jusqu'en 1498, date du dernier chapitre du xv<sup>e</sup> siècle. Pendant le schisme, l'ordre fut divisé en deux partis, les uns s'attachant aux pontifes de Rome, les autres à ceux d'Avignon ; de là une double série de chapitres. Le P. Reichert a eu raison de grouper ensemble tous les actes d'une même obédience ; cette méthode permet de suivre plus facilement ce qui s'est passé dans chacune. Il est superflu d'insister sur l'utilité que présente ce recueil tant pour l'histoire de l'ordre que pour l'histoire générale et sur le soin avec lequel l'éditeur s'est acquitté de sa tâche. A côté des actes des chapitres, voici les lettres encycliques des généraux de l'ordre, qui en sont comme le complément, car en les écrivant, leurs auteurs ont eu bien souvent pour objet de commenter et d'expliquer les décisions prises en chapitre par les définiteurs. Le recueil commence en 1233, avec le bienheureux Jourdain de Saxe, et va jusqu'en 1376, à la veille du grand schisme. Bien que la plupart des documents qui entrent dans la composition de ce volume aient surtout un caractère ascétique et offrent pour principal intérêt de nous

<sup>1</sup> *Die avignonensische Obediens der Mendikantenorden, sowie der Orden der Mercedarier und Trinitarier zur Zeit des grossen Schismas, beleuchtet durch die von Clemens VII. und Benedikt XIII. an dieselben gerichteten Schreiben*, t. I, partie 2 des *Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte*. Paderborn, F. Schöningh, 1900. In-8, xx-231 p.

<sup>2</sup> *Monumenta ordinis fratrum praedicatorum historica*. T. V. *Litterae encyclicae magistrorum generalium O. P. ab anno 1233 usque ad annum 1376*. T. VIII. *Acta capitulorum generalium O. P. t. III. ab anno 1380 usque ad annum 1498*. Stuttgart, J. Roth, 1900. 2 vol. gr. in-8, x-347 et xvi-437 p.

apprendre comment les enfants de Saint-Dominique comprenaient la vie religieuse et la façon dont ils entendaient leurs études, quelques-unes ont une valeur historique particulière, à commencer par le récit que nous fait le bienheureux Jourdain de la translation de saint Dominique. Le savant éditeur a intercalé dans ces encycliques des généraux quelques documents émanés d'ailleurs ; telle la lettre de la Faculté des arts de l'Université de Paris sur la mort de saint Thomas d'Aquin.

M. A. Truttmann étudie le conclave au concile de Constance <sup>1</sup> ; M. J. Keppler, la politique du collège des cardinaux dans les premiers mois de 1415 <sup>2</sup>.

Le tome III des sources pour l'histoire du concile de Bâle <sup>3</sup> contient les procès-verbaux des années 1434 et 1435 d'après les papiers du notaire Bruneti et un manuscrit romain. C'est l'époque la plus brillante du concile, alors à l'apogée de la puissance et de l'honneur. Les procès-verbaux ont l'avantage de nous faire pénétrer dans le détail des affaires courantes, sur lesquelles d'autres sources se taisent absolument. M. J. Haller, qui a publié ce beau volume, y a joint divers appendices, notamment le procès-verbal détaillé de la séance du 7 septembre 1434, et une table des matières qui ne remplit guère moins de quatre-vingts pages.

Nous ne pouvons parler longuement ici de l'ouvrage de M. Hans Achelis sur les martyrologes <sup>4</sup> ; ce qui sort de la plume de cet écrivain protestant se recommande d'ailleurs de soi-même à l'attention.

M. Carl Albrecht Bernoulli consacre aux saints mérovingiens une étude sur laquelle la *Revue* aura sans doute l'occasion de revenir <sup>5</sup>. Qu'il nous suffise ici d'indiquer le plan de ce travail. L'auteur expose d'abord la façon dont ont été conçues les biographies des saints à l'époque mérovingienne : biographie faite par des contemporains (mémoires ou panégyriques), biographies faites par des personnes qui n'ont point connu le saint (vies et passions, écrites dans un but de panégyrique, saint Grégoire de Tours et ses successeurs) ; puis il explique la formation de la légende, divisant les saints en saints péré-

<sup>1</sup> *Das Konklave auf dem Konzil zu Konstanz*. Strassburg, B. Herder, 1899. In-8, 100 p.

<sup>2</sup> *Die Politik des Kardinalskollegium in Konstanz von Januar bis März 1415*. Münster, 1899. In-8, 46 p.

<sup>3</sup> *Concilium Basiliense. Studien und Quellen zur Geschichte des Concils von Basel*. III. *Die Protokolle des Concils von 1434 und 1435*. Basel, R. Reich, 1900. In-8, ix-703 p.

<sup>4</sup> *Die Martyrologien, ihre Geschichte und ihr Wert*. Berlin, Weidmann, 1900. In-4, viii-247 p.

<sup>5</sup> *Die Heiligen der Merowinger*. Tübingen, J.-C.-B. Mohr (Paul Siebeck), 1900. In-8, xvi-336 p.

grinants, locaux, historiques. Plus d'un tiers du volume est consacré au tombeau des saints, aux reliques, aux miracles.

A en juger par le premier volume, ce sera une étude considérable, et fouillée très consciencieusement, que celle que M. Fr. Wiegand consacre à étudier la place du symbole des apôtres dans la vie chrétienne du moyen âge <sup>1</sup>. Ce tome I<sup>er</sup>, qui a pour sous-titre : *Le Symbole et le catéchuménat*, comprend la période comprise entre saint Augustin et le ix<sup>e</sup> siècle. L'histoire de la liturgie, celle de l'enseignement populaire, celle même de la littérature, trouveront à puiser dans ce volume.

M. Anton Kurz nous donne sur les indulgences et la doctrine de l'Eglise catholique en cette matière, avant et depuis la Réforme, un traité qui se lit avec intérêt <sup>2</sup>.

Ce n'est pas seulement l'histoire de la liturgie, mais celle des mœurs et des coutumes du peuple allemand qui trouvera son compte dans le curieux volume écrit par Mgr A. Franz sur l'histoire de la messe <sup>3</sup>.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE. — Les deux derniers volumes parus de l'ouvrage monumental de M. Félix Dahn sur les rois des Germains poursuivent l'étude de la monarchie carolingienne. On y trouvera ce qui a trait à l'administration judiciaire et à la vie économique de l'époque (VIII, 4) ; aux finances, à l'Eglise, aux relations diplomatiques (VIII, 5) <sup>4</sup>.

L'étude que M. Friedrich Schmidt consacre aux origines de la race des Guelfes <sup>5</sup> soulèvera sans doute quelques discussions ; la question, assez obscure, a déjà fait naître un certain nombre de dissertations. Deux parties seulement du travail de M. Schmidt ont été publiées : dans la première, il expose l'état du débat, et suit les Welfes à Marchthal, dans l'Affargau, l'Erstgau, le Linzgau ; dans la seconde, il examine des questions annexes, notamment l'existence des comtes Welfes en Alsace et quelques-uns des systèmes proposés sur l'origine de cette race princière. Il annonce une prochaine publication où il s'efforcera de la rattacher aux rois mérovingiens.

<sup>1</sup> *Die Stellung des apostolischen Symbols im kirchlichen Leben des Mittelalters*. I. Leipzig, Dieterich, 1899. In-8, viii-364 p., fasc. 2 du tome IV des *Studien zur Geschichte der Theologie und der Kirche*.

<sup>2</sup> *Die katholische Lehre von Ablass vor und nach dem Auftreten Luthers*. Paderborn, F. Schöningh, 1900. In-8, iv-308 p.

<sup>3</sup> *Beiträge zur Geschichte der Messe im deutschen Mittelalter*. Mainz, F. Kirchheim, 1899. In-8, 124 p.

<sup>4</sup> *Die Könige der Germanen*. VIII, 4-5. Leipzig, Breitkopf und Härtel, 1899. In-8, vi-359 et x-260 p.

<sup>5</sup> *Die Anfänge des welfischen Geschlechtes*. Hannover, M. und H. Schaper, 1900. In-4, xi-60 et 53 p.

M. K. Benz étudie le rôle joué par quelques évêques saxons dans la querelle des investitures<sup>1</sup>.

Le tome II du magistral ouvrage consacré par le P. Emil Michael, de la Compagnie de Jésus, à l'histoire du peuple allemand depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du moyen âge<sup>2</sup>, nous présente le tableau de la religion, de l'enseignement et de l'éducation en Allemagne au XIII<sup>e</sup> siècle. L'abondance et l'exactitude des informations, la sûreté de la critique, la clarté et l'élégance de l'exposition font de ce volume, comme du précédent, paru en 1897 et parvenu déjà à sa troisième édition, un des meilleurs produits de l'école historique allemande dans ces dernières années, et un digne pendant de l'ouvrage célèbre de Janssen. Six chapitres se partagent la matière de ce livre : dans le premier, l'auteur fait passer sous nos yeux le clergé séculier, avec ses qualités bonnes et mauvaises, nous explique le mécanisme de l'organisation ecclésiastique (diocèses, paroisses, etc.) ; le second nous montre l'épanouissement des ordres réguliers : ordres anciens d'hommes ou de femmes, bénédictins, cisterciens, prémontrés, etc. ; ordres nouveaux et leur expansion rapide, franciscains, dominicains, ces derniers jouant un rôle considérable dans la direction des couvents de femmes ; enfin ordre laïque des tertiaires, notamment des tertiaires franciscains, qui eurent une action sociale de premier ordre. Le troisième chapitre traite de la chaire ; le quatrième, des œuvres de la foi et de la charité ; le cinquième, des hérésies et de l'inquisition ; le sixième, de l'enseignement et de l'éducation. Une table alphabétique des matières, assez développée, termine le volume.

C'est à la fois une étude d'histoire ecclésiastique et politique que nous donne M. Julius Pflugke-Harttung dans le volume qu'il consacre à rechercher la part prise par les hospitaliers et par l'ordre teutonique à la lutte que Louis de Bavière soutint contre la curie<sup>3</sup> ; les premiers soutenant le saint-siège et les seconds apportant à l'empereur un actif concours.

La première partie du tome X des *Deutsche Reichstagsakten*<sup>4</sup>, qui vient de paraître, comprend les actes relatifs à l'expédition romaine de Sigismond en 1431 et 1432 : M. Hermann Herre, qui a uni les matériaux de ce volume, y a joint naturellement ce qui a trait aux pré-

<sup>1</sup> *Die Stellung der Bischöfe von Meissen, Merseburg und Naumburg im Investiturstreite unter Heinrich IV und Heinrich V.* Dresden, J. Naumann, 1899. In-8, viii-81 p.

<sup>2</sup> *Geschichte des deutschen Volkes vom XIII. Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters*, II. Freiburg im Breisgau, Herder, 1899. In-8 de xxxi-450 p.

<sup>3</sup> *Der Johanniter- und der deutsche Orden im Kampfe Ludwigs des Bayern mit der Kurie.* Leipzig, Duncker und Humblot, 1900. In-8, xiii-261 p.

<sup>4</sup> Gotha, Friedrich-Andreas Perthes, 1900. In-4, ii-514 p.

paratifs de l'expédition, c'est-à-dire soixante-dix-sept documents de 1426 à 1430. Les actes se trouvent ainsi répartis en quatre sections dont chacune est précédée d'une introduction explicative : I. Préliminaires ; II. L'expédition jusqu'à la rupture entre le pape et le concile (avril 1431-janvier 1432) ; III. La diète de Strasbourg (février 1432) ; IV. L'expédition jusqu'à la fin de septembre 1432. Des appendices nous fournissent : A. des documents sur les négociations de paix entre Florence et Sienna, de septembre à novembre 1432 ; B. quelques relations sur l'expédition de Rome.

Au même règne se rattachent un nouveau fascicule des *Regesta imperii*, rédigé par M. Wilhelm Altmann et qui complète le tome II de la série relative à ce règne <sup>1</sup>, et une dissertation de M. Georg Juritiesch, sur la croisade de 1427 contre les Hussites <sup>2</sup>.

M. Victor von Kraus a entrepris une histoire d'Allemagne à la fin du moyen âge <sup>3</sup>, que nous n'avons pu examiner et dont, par conséquent, nous ne pouvons rien dire à nos lecteurs.

L'on consultera, non sans fruit, l'Itinéraire de Maximilien I<sup>er</sup>, de 1508 à 1518, dressé avec soin par le même savant, qui a fait précéder ce travail de remarques sur la chancellerie impériale à cette époque <sup>4</sup>.

C'est un livre fort curieux qu'a composé M. Fritz Curschmann, sur la famine au moyen âge <sup>5</sup>. Il se divise en deux parties. La seconde et la plus étendue nous fait connaître, année par année, de 709 à 1317, les traits de famine relatés par les auteurs et documents contemporains ; M. Curschmann a bien soin d'y relever les faits connexes (froid, grêle) qui peuvent avoir déterminé la famine. Dans la première, qui n'est pas la moins intéressante, l'auteur coordonne les données qui nous restent pour nous montrer la façon dont on envisageait le fléau, les causes auxquelles en était due la production, la durée moyenne et l'extension des famines, l'effet qu'elles ont eu sur le prix des objets de consommation, sur l'appauvrissement général, sur l'alimentation, sur les maladies, sur l'émigration, les mesures prises pour y remédier par les gouvernements et par l'Église.

<sup>1</sup> *Regesta imperii*. XI. *Die Urkunden Kaiser Siegmunds (1410-1437)*. II, 3. Innsbruck, Wagner, 1900. Gr. in-8, iv p. et p. 433-588.

<sup>2</sup> *Der 3. Kreuzzug gegen die Husiten (1427). Ein Beitrag zur Geschichte Kaiser Siegmunds und des Königreichs Böhmen*. Wien und Prag, F. Tempsky, 1900. In-8, iii-52 p.

<sup>3</sup> *Deutsche Geschichte im Ausgange des Mittelalters, 1438-1519*. Stuttgart, J.-C. Cotta Nachf. In-8.

<sup>4</sup> *Itinerarium Maximiliani I, 1508-1518*. Wien, C. Gerold's Sohn, 1899. In-8, 90 p.

<sup>5</sup> *Hungersnöthe im Mittelalter. Ein Beitrag zur deutschen Wirtschaftsgeschichte des 8. bis 13. Jahrhunderts*. Leipzig, B.-G. Teubner, 1900. In-8, vu-217 p., fasc. 1 du tome VI des *Leipziger Studien aus dem Gebiet der Geschichte*.



La librairie G. Diederichs, à Leipzig, a entrepris la publication d'une série de monographies sur l'histoire de la civilisation en Allemagne ; volumes qui semblent destinés au grand public, et dont le principal intérêt est peut-être dans l'illustration assez copieuse. Le texte se présente d'une manière assez désagréable : trop compact pour qu'on s'y reconnaisse aisément. Les volumes parus jusqu'ici sont relatifs au soldat, au marchand et au juge <sup>1</sup>.

C'est un chapitre assez intéressant de l'histoire commerciale de la Franconie au moyen âge que nous fournit M. Alfred Köberlin, dans ses recherches sur le Haut-Main comme voie commerciale, aux <sup>xv</sup><sup>e</sup>-<sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles <sup>2</sup>, qui forment le 4<sup>e</sup> fascicule des *Wirtschafts- und Verwaltungsstudien*, dirigées par M. Schanz. La voie fluviale que M. Köberlin étudie ici et qu'il prend de Kronach pour la suivre jusqu'à Würzburg, a servi surtout au transport des bois, des métaux et des pierres que fournissaient le Jura franconien et la forêt de Lichtenfels.

Sur l'histoire commerciale également, nous signalerons l'étude de M. Félix Priebatsch sur le commerce de la Marche de Brandebourg à la fin du moyen âge, qui forme la première partie du tome XXXVI des *Schriften des Vereins für die Geschichte Berlins* <sup>3</sup>.

Un des écrivains les plus autorisés sur les questions juives, M. Ad. Kohut, vient d'achever une histoire des Juifs d'Allemagne <sup>4</sup>. A côté de cet ouvrage tout à fait général, il convient de signaler le travail beaucoup plus spécial que M. Salomon Bamberger nous donne sur les Juifs d'Aschaffenburg <sup>5</sup>.

M. A. Berliner donne une nouvelle édition assez développée, et dont il a, en conséquence, modifié le titre, d'un ouvrage publié par lui il y a trente ans, sur la vie des Juifs d'Allemagne au moyen âge <sup>6</sup>. Dans un espace restreint, il a su condenser beaucoup de renseignements curieux sur l'éducation, les jeux, les fêtes, les cérémonies, les vêtements, la nourriture, les occupations, les superstitions, la culture intellectuelle de ses coreligionnaires.

<sup>1</sup> *Monographien zur deutschen Kulturgeschichte*. Georg Liebe, *Der Soldat in der deutschen Vergangenheit*. Georg Steinhausen, *Der Kaufmann in der deutschen Vergangenheit*. Franz Heinemann, *Der Richter und die Rechtspflege in der deutschen Vergangenheit*. Leipzig, E. Diederichs, 1900. Gr. in-8, 107, 129 et 144 p.

<sup>2</sup> *Der Obermain als Handelsstrasse im späteren Mittelalter*. Erlangen, Georg Böhme, 1899. In-8, viii-70 p.

<sup>3</sup> *Der märkische Handel am Ausgange des Mittelalters*. Berlin, E.-S. Mittler und Sohn, 1899. In-8, 114 p.

<sup>4</sup> *Geschichte der deutschen Juden*. Berlin, Deutscher Verlag, 1899. In-8, 838-xviii p.

<sup>5</sup> *Historische Berichte über die Juden der Stadt und des ehemaligen Fürstenthums Aschaffenburg*. Strassburg, J. Singer, 1900. In-8, v-112 p.

<sup>6</sup> *Aus dem Leben der deutschen Juden im Mittelalter, zugleich als Beitrag für deutsche Kulturgeschichte*. Berlin, M. Poppelauer, 1900. In-8, v-142 p.

Les fêtes du centenaire de Gutenberg ont provoqué la publication de travaux plus ou moins importants, dont nous relevons en note les principaux <sup>1</sup>.

Les publications sur l'histoire provinciale sont toujours fort nombreuses, grâce surtout au zèle des sociétés assez prospères qui en poursuivent l'étude. Voici d'abord quelques recueils de documents.

Du cartulaire de la Hanse publié par les soins de la Société d'histoire hanséatique, deux nouveaux volumes ont paru : le tome V, édité par M. Karl Kunze, et le tome VIII, édité par M. Walther Stein <sup>2</sup>. Dans le tome V, pour une période d'une vingtaine d'années, de mars 1392 à décembre 1414, M. Kunze n'a pas recueilli moins de 1,155 actes, dont un très grand nombre inédits : la moisson de M. Stein est encore plus riche, puisque 1,262 actes représentent la période de 1451 à 1463. Est-il utile de rappeler combien ces volumes sont précieux pour l'histoire économique et commerciale du moyen âge, et combien les excellentes tables qui les accompagnent permettent à chacun d'y retrouver aisément ce qui l'intéresse ?

La Société d'histoire rhénane a été bien inspirée en publiant une sorte d'inventaire sommaire ou d'état des fonds conservés dans les petits dépôts d'archives de la province rhénane. M. A. Telle s'est bien acquitté de cette besogne et l'on consultera avec fruit le premier volume qu'il nous donne <sup>3</sup>.

La même Société a entrepris de recueillir les sentences et décisions des échevinages de la province. M. Hugo Lœrich nous donne un premier volume, qui comprend les districts de Boppard, de Coblence et de Bergpflege, partie occidentale de l'électorat de Trèves <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> *Festschrift zum 500jährigen Geburtstage von Johann Gutenberg*, herausgegeben von Otto Hartwig, formant le 23<sup>e</sup> Beiheft zum Centralblatt für Bibliothekswesen. Leipzig, Otto Harrassowitz, 1900. In-8, vii-584 p. avec atlas in-4. — Börckel (Alfred), *Gutenberg und seine berühmtesten Nachfolger im 1ten Jahrhundert der Typographie*. Frankfurt am Main, Klimsch, 1900. In-8, xii-211 p., ill. — Schwenke (Paul), *Untersuchungen zur Geschichte des ersten Buchdrucks*. Berlin, A. Asher, 1900. Gr. in-8, xi-90 p., facs., pl., publié par les soins de la Bibliothèque impériale de Berlin. — Wyss (Arthur), *Ein deutscher Cisianus für das Jahr 1444, gedruckt von Gutenberg*. Strassburg, J.-H.-E. Heitz, 1900. In-4, 19 p., pl., fasc. 5 des *Drucke und Holzschnitte des XV. und XVI. Jahrhunderts*. — Merlo (Johann-Jakob), *Ulrich Zell, Kölns erster Drucker, nach dem hinterlassenen Ms. bearbeitet von Otto Zaretzky*. Köln, Kölner Verlagsanstalt, 1900. In-8, viii-73 p., ill.

<sup>2</sup> *Hansisches Urkundenbuch*. V-VIII. Bd. Leipzig, Duncker und Humblot, 1899. Gr. in-8, viii-639 et xii-857 p.

<sup>3</sup> *Uebersicht über den Inhalt der kleineren Archive der Rheinprovinz*. I (Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde, XIX). Bonn, H. Behrendt, 1899. In-8, xii-379 p.

<sup>4</sup> *Die Weistümer der Rheinprovinz*. I, I (Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde, XVIII). Bonn, H. Behrendt, 1900. In-8, i-352 p.

M. Otto Dobenecker complète la publication du tome II des *Regesta diplomatica nec non epistolaria historiae Thuringiae*<sup>1</sup> par un second fascicule, qui embrasse l'analyse des pièces depuis le 23 octobre 1210 jusqu'à la fin de l'année 1227. Plus de mille actes se trouvent répertoriés dans ce fort volume, et il faut encore y ajouter quarante-cinq pièces qui forment un supplément au tome I et au tome II. Une table onomastique fort bien faite et qui remplit plus de cent pages compactes à trois colonnes facilite les recherches au milieu de cette mine abondante de renseignements. Selon un usage assez répandu en Allemagne, M. Dobenecker groupe ensemble les mots qui commencent par V et par F, par K et par C, par Y et par I.

Un nouveau volume s'est ajouté à la Collection du *Codex diplomaticus Silesiae*<sup>2</sup>. C'est un recueil assez considérable d'actes relatifs à l'exploitation minière jusqu'au début du xv<sup>e</sup> siècle, publié par M. Konrad Wutke. Il faut y rattacher un travail analogue de M. P. Zivier sur l'histoire des mines de la contrée sous la domination autrichienne<sup>3</sup>.

Le septième volume du Cartulaire wurtembergeois<sup>4</sup>, préparé pour l'impression par M. Stählin, ne comprend guère moins de six cents actes (n<sup>os</sup> 2036-2634) pour une courte période de sept années, 1269-1276. Nous n'avons que des éloges à décerner à ce recueil considérable, dont les pièces sont reproduites dans leur intégrité plus souvent qu'en extrait, et où un copieux index, dressé avec le soin que l'on apporte en Allemagne à ce genre de travail, facilite les recherches.

L'histoire des mœurs, l'histoire du droit et la diplomatique ne trouveront pas moins de profit que l'histoire locale dans le beau recueil des registres *Imbreviaturae* des notaires sud-tyroliens dont M. Hans von Voltolini nous donne la première partie<sup>5</sup>. Deux registres, l'un et l'autre du xiii<sup>e</sup> siècle, celui d'Obert de Plaisance, notaire à Trente, pour l'année 1236, et celui d'un notaire de Bozen, Jacques Haas, pour l'année 1237, suffisent à remplir ce volume avec une introduction d'une importance capitale pour l'histoire du notariat et pour l'histoire du droit.

Les princes de Hohenlohe, dont la famille a joué un rôle des

<sup>1</sup> Jena, Gustav Fischer, 1900. In-4, p. 273-556.

<sup>2</sup> *Codex diplomaticus Silesiae*. XX. *Schlesiens Bergbau und Hüttenwesen. Urkunden* (1136-1528). Breslau, E. Wohlfahrt, 1900. In-4, vii-302 p.

<sup>3</sup> *Akten und Urkunden zur Geschichte des schlesischen Bergwesens*. Kattowitz, Gebr. Böhm, 1899. In-8, iv-493 p.

<sup>4</sup> *Wurtembergisches Urkundenbuch*. VII. Band. Stuttgart, Karl Aue, 1900. In-4, xxxii-553 p.

<sup>5</sup> *Acta tirolensia. Urkundliche Akten zur Geschichte Tirols*. II, 1. Innsbrück, Wagner, 1899. In-8, ccxliii-608 p.

plus importants dans l'histoire d'Allemagne, ont résolu de publier les actes concernant leur maison depuis l'origine jusqu'à la séparation des deux grandes branches de Neuenstein et de Waldenburg au xvi<sup>e</sup> siècle. M. Karl Weller, chargé de la publication, s'en est acquitté avec bonheur, comme le prouve le premier volume de ce cartulaire qui va de 1153 à 1310<sup>1</sup>. Il a recueilli pour cette période sept cent trente-neuf actes, ne rejetant rien, même les documents où les Hohenlohe n'apparaissent que comme témoins, mais, en ce cas, et en général pour les pièces qui n'offrent point d'intérêt direct pour l'histoire de la famille, il s'est borné à de courtes mentions. De la masse de documents recueillis par M. Weller, la géographie historique pourra tirer autant de profit que l'histoire. Une table des matières suffisamment détaillée permet de se retrouver assez aisément dans ce recueil.

Parmi les ouvrages d'exposition, nous signalerons tout d'abord une étude de sources. Sans nous apporter beaucoup de nouveau sur la vie du chroniqueur wurzbourgeois Lorenz Fries (xiii<sup>e</sup> siècle), M. J. Kartele nous donne une étude critique consciencieuse sur sa méthode, sa valeur d'historien et les sources où il a puisé les éléments de sa chronique<sup>2</sup>.

M. Fr. Gundlach consacre une monographie spéciale à élucider le rôle de la Hesse de 1461 à 1463, au fort de la fameuse guerre soulevée par le refus de l'archevêque de payer les annates, par la déposition dont le frappa le souverain pontife et par l'intronisation d'un nouvel évêque, Adolphe de Nassau<sup>3</sup>.

Dans sa biographie d'Anne de Mecklembourg (1485-1525), femme du landgrave de Hesse et mère de Philippe le Généreux, M. H. Glo-gau s'efforce de mettre en lumière le rôle de cette princesse pendant la minorité de son fils, pour maintenir et augmenter la puissance territoriale des landgraves<sup>4</sup>.

A la mort de Henri le Jeune (1320), dernier prince de la branche ascanienne, le Brandebourg fut saisi comme fief d'empire par Louis de Bavière, qui le donna à son fils. Mais le nouveau margrave, connu sous le nom de Louis l'Ancien, ne put se maintenir bien longtemps, et dès 1351, il dut abandonner définitivement le pays, perdu désormais pour les Wittelsbach. M. Friedrich Wilhelm Taube consacre au

<sup>1</sup> *Hohenlohisches Urkundenbuch*. I. Stuttgart, Kohlhamner, 1899. In-8, 632 p.

<sup>2</sup> Lorenz Fries, *der fränkische Geschichtsschreiber und seine Chronik vom Hochstift Würzburg*. Würzburg. A. Göbel, 1899. In-8, 50 p.

<sup>3</sup> *Hessen und die Mainzer Stiftsfürstentum, 1461-1463*. Marburg, N. G. Elwert, 1899. In-8, iv-160 p.

<sup>4</sup> *Anna von Hessen, die Mutter Philipps des Grossmüthigen*. Marburg, N. G. Elwert, 1899. In-8, xvi-200 p.

gouvernement de ce prince une étude assez consciencieuse qui a pris place dans les *Historische Studien* d'Ebering (fasc. 18)<sup>1</sup>.

En donnant, après un quart de siècle, une nouvelle édition de son Histoire d'Autriche<sup>2</sup>, M. Franz-Martin Mayer s'est astreint à un travail de revision et de refonte considérable, nécessité par les nombreuses publications qui se sont produites dans cet espace de temps assez long. Le premier volume, seul paru, comprend, en manière d'introduction, un aperçu de la préhistoire de l'Autriche, et les deux premiers livres, le premier allant jusqu'à Rodolphe de Habsbourg, le second jusqu'à la réunion sur une même tête des couronnes d'Autriche, de Bohême et de Hongrie, au temps de Ferdinand I<sup>er</sup> (1526). Chaque livre comporte un résumé de l'histoire politique et des chapitres sur l'histoire de la civilisation dans chacun des trois groupes de territoires (allemands, tchèques, magyars). L'indication des sources est donnée à la fin du volume, les notes indiquent pour chaque fait ou période importants les livres à consulter.

C'est un point fort particulier, mais intéressant, de l'histoire d'Autriche, que traite M. A. Dopsch, dans son étude sur la politique territoriale des premiers Habsbourg dans la question de la Carinthie et de la Carniole<sup>3</sup>.

Rapprochons de cet ouvrage une curieuse étude de droit provincial, où M. Paul Puntschart<sup>4</sup> étudie, avec érudition et perspicacité, les cérémonies d'installation des ducs en Carinthie et la prestation d'hommage qui l'accompagnait. Il y voit les marques du triomphe de la vie agricole sur la vie nomade.

Signalons la suite des études de M. Raimund Kaindl sur les sources de l'histoire de Hongrie<sup>5</sup>.

M. A. Bachmann, dont nous signalions l'an dernier une étude sur les sources de l'histoire tchèque, n'a pas tardé à faire suivre ce travail du premier volume d'une Histoire de Bohême<sup>6</sup>, pour la collection bien connue, commencée par Heeren et Ukert, de la *Geschichte der europäischen Staaten*. Ce premier volume comprend les origines de la Bohême jusqu'en l'année 1400. L'auteur s'est proposé d'écrire vrai-

<sup>1</sup> *Ludwig der Aeltere als Markgraf von Brandenburg (1323-1351)*. Berlin, Emil Ebering, 1900. In-8, 147 p. et un tableau généalogique.

<sup>2</sup> *Geschichte Oesterreichs mit besonderer Rücksicht auf das Culturleben*. 2<sup>e</sup> Auflage. I. Wien und Leipzig, W. Braumüller, 1900. In-8, x-639 p.

<sup>3</sup> *Die Kärnten-Krainer Frage und die Territorialpolitik der ersten Habsburger in Oesterreich*. Wien, C. Gerold's Sohn, 1899. In-8, 111 p.

<sup>4</sup> *Herzogseinsetzung und Huldigung in Kärnten*. Leipzig, Veit und Co., 1899. In-8, xii-304 p.

<sup>5</sup> *Studien zu der ungarischen Geschichtsquellen*. IX-XII. Wien, C. Gerold's Sohn, 1900. In-8, 106 p.

<sup>6</sup> *Geschichte Böhmens*. Gotha, F.-A. Perthes, 1899. In-8, xvii-911 p.

ment une histoire de Bohême, et non point seulement une histoire des Tchèques ou une histoire des Allemands établis en ce pays. Son œuvre constitue jusqu'ici la seule histoire vraiment scientifique de cette contrée si intéressante.

M. Hans Plehn retrace l'histoire du cercle de Strasbourg dans la Prusse occidentale<sup>1</sup>, à laquelle fera suite un recueil de monographies sur les localités qui le composent<sup>2</sup>. Deux appendices sont occupés par quelques pièces justificatives et par des éclaircissements sur divers points.

L'histoire municipale s'est enrichie, depuis notre dernier courrier, de quelques publications importantes : recueils de documents ou exposés historiques. Nous citerons tout d'abord un volume d'un caractère tout à fait général et dogmatique, de M. Georg Below<sup>3</sup>.

La collection des Chroniques des villes allemandes du xiv<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle s'est augmentée de deux volumes<sup>4</sup>. La suite des chroniques lubeckaises comprend la fin de l'œuvre de Ditmar de 1387 à 1395, avec des continuations jusqu'en 1413; la première partie (405-1395) de la chronique dite de Rufin; et différents morceaux qui ne vont pas au delà des premières années du xv<sup>e</sup> siècle. Outre les introductions dont il a fait précéder chacun de ces morceaux, M. Karl Koppmann a enrichi ce volume d'un excellent aperçu sur l'historiographie de la cité de 1298 à 1438, et d'une dissertation critique sur l'emploi que la chronique de 1105 à 1276 fait d'Arnold de Lübeck et de la *Chronica Saxonum*. Le tome II des chroniques de Magdebourg, édité par M. K. von Hegel, contient, avec la suite de la traduction haut-allemande de la chronique des échevins, de 1517 à 1566, avec ses suppléments (1483-1566), la partie originale de la chronique de Georg Butze (1467-1551), l'histoire de Sébastien Langhans (1524-1525) et divers appendices.

Comme publications d'actes, nous donnerons le premier rang au VII<sup>e</sup> volume du Cartulaire de Strasbourg, qui clôt la première série des *Urkunden und Akten der Stadt Strassburg* : il comprend les ins-

<sup>1</sup> *Geschichte des Kreises Strassburg in Westpreussen*, formant le fasc. II des *Materialien und Forschungen zur Wirtschafts- und Verwaltungsgeschichte der Ost- und Westpreussen*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1900. In-8, xxvii-369 p.

<sup>2</sup> Elles doivent être publiées dans le *Zeitschrift des histor. Vereins für den Regierungsbezirk Marienwerder*.

<sup>3</sup> *Territorium und Stadt. Aufsätze zur deutschen Verfassungs-, Verwaltungs- und Wirtschaftsgeschichte*. München, R. Oldenbourg, 1900. In-8, xxi-342 p. Fasc. 11 de l'*Historische Bibliothek*.

<sup>4</sup> *Die Chroniken der deutschen Städte*. XXVI. *Die Chroniken der niedersächsischen Städte*. Lübeck. II. Leipzig, S. Hirzel, 1899. In-8, xxv-495 p. — XXVII. *Die Chroniken der niedersächsischen Städte*. Magdeburg. II, Ibid. In-8, xx-276 p.

truments du droit privé et les listes des conseillers pendant les trois quarts du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>. On comprend sans peine ce que les quelque trois mille actes analysés dans ce volume : testaments, ventes, arrentements, échanges, etc., apportent à la connaissance de l'histoire intime de la ville pendant cette période ; il va de soi que la diplomatique d'une part, la linguistique de l'autre, trouveront aussi leur compte dans cette publication considérable à tous égards, que M. Hans Witte a menée à bon terme avec un soin et un zèle qui méritent tous les éloges. Une table fort copieuse (p. 957-1158) permet d'utiliser la masse énorme de renseignements contenus dans ce volume.

Un troisième fascicule est venu compléter le tome II du considérable recueil consacré à Brunswick par M. Ludwig Haenselmann. Il comprend, outre l'introduction, les pages 441-749 du volume, et nous donne les actes des années 1316, 1317, 1318, 1319 et 1320 <sup>2</sup>.

La petite ville de Kahla, en Saxe-Altenburg, est dotée, par son cercle archéologique, d'une histoire dont le premier volume vient de paraître <sup>3</sup>. Il se compose uniquement d'un cartulaire de la ville, recueilli par M. H. Bergner. De 1350 à 1544, M. Bergner nous donne, en analyse ou intégralement, soixante-dix-sept chartes. Il complète son cartulaire par la publication du droit municipal de 1455, des statuts des drapiers (1455), des cordonniers (1474, 1492, 1507), des bouchers (1492), de l'état de la ville (1455-1509).

MM. G. Winter et G. Liebe ont mis le couronnement à la publication des *Regesta archiepiscopatus Magdeburgensis* (1876-1886), par la confection d'une table des noms de lieux, des noms de personnes et des matières <sup>4</sup>.

Dans le cartulaire du chapitre de Mersebourg, dont il nous donne le premier volume <sup>5</sup>, M. P. Kehr a recueilli plus de mille quatre-vingts actes, pour un espace de moins de quatre siècles (962-1357). A cette publication faite avec le plus grand soin et où une table fort ample (p. 1089-1246), selon l'usage excellent adopté en Allemagne, rend les recherches fort faciles, M. Kehr a ajouté divers appendices fort intéressants ; nous noterons plus particulièrement les formules

<sup>1</sup> *Urkundenbuch der Stadt Strassburg*. VII. *Privatrechtliche Urkunden und Rathslisten von 1332 bis 1400*. Strassburg, Karl-J. Trübner, 1900. In-4, xx-1, 165 p.

<sup>2</sup> *Urkundenbuch der Stadt Braunschweig*. II, 3. Braunschweig und Berlin, C. A. Schwetschke und Sohn, 1900. In-4, xviii p. et p. 441-749.

<sup>3</sup> *Geschichte der Stadt Kahla*. I. *Urkunden*. Kahla, Hofbuchdruckerei J. Heck, 1899. In-8, ii-222 p.

<sup>4</sup> Magdeburg, Druck von E. Baensch jun., 1899. In-8, iii-301 p.

<sup>5</sup> *Urkundenbuch des Hochstiftes Merseburg*. I, t. 36 des *Geschichtsquellen der Provinz Sachsen*. Halle, Otto Hendel, 1899. In-8, lxxxiv-1246 p.

de serments prêtés par les chanoines, l'évêque et les officiers du chapitre (I) ; les statuts du chapitre cathédral et de la collégiale Saint-Sixte (II) ; un curieux calendrier de 1320-1321, avec une table spéciale (III) ; des inventaires des reliques et du trésor (VI et VII). Quinze planches, concernant des fac-similés d'actes et de sceaux, ornent cette précieuse publication.

La publication des registres d'Ettingen, par M. Georg Grupp, se poursuit régulièrement ; le deuxième fascicule nous donne, pour une période d'un peu plus de vingt ans (1279-1300), l'analyse de deux cent cinquante-quatre actes<sup>1</sup>.

M. Léonard Korth, déjà connu par de solides publications de textes, nous donne une sorte de cartulaire de l'antique cité de Pforzheim, la patrie de Reuchlin, qu'il a dressé avec un soin extrême, en complétant les archives de la ville par celles de Carlsruhe et de Stuttgart<sup>2</sup>.

Parmi les monographies municipales, nous nous contenterons de signaler sommairement les recherches de M. Karl Heldmann sur Cologne<sup>3</sup> ; — l'histoire d'Erfurt, par M. C. Beyer, qui a commencé de paraître en fascicules<sup>4</sup>, et sur la même ville, l'histoire et le cartulaire de la paroisse Saint-Laurent<sup>5</sup>, par M. J. Feldkamm ; — l'histoire de la paroisse de Friedrichswerth, en Saxe-Gotha, par M. Franz Brumme<sup>6</sup> ; le tome II de l'histoire de Gmunden, par M. Ferdinand Krackowizer, qui n'a guère tardé à suivre le tome I, annoncé ici l'an dernier ; ce nouveau volume contient les sections de l'ouvrage relatives à l'éducation et à l'enseignement, aux affaires religieuses et le commencement de ce qui a trait au commerce : monnaies, poids et mesures, voies de communication, sel<sup>7</sup> ; — l'ouvrage consciencieux, mais indigeste, de M. Anton Teichl sur Gratzen, petite ville de Bohême près de Budweis, dont le principal intérêt historique est d'avoir été aux mains de Buquoy, le fameux général de la guerre de Trente

<sup>1</sup> *Oettingische Regesten*. Nördlingen, Th. Reischle, 1899. In-8, p. 53-116.

<sup>2</sup> *Urkunden des Stadtarchivs zu Pforzheim*. Pforzheim, Max Klemm, 1899. In-8, xvi-128 p.

<sup>3</sup> *Der Kölngau und die Civitas Köln, historisch-geographische Untersuchungen über den Ursprung der deutschen Städtebensens*. Halle, M. Niemeyer, 1900. In-8, vii-136 p.

<sup>4</sup> *Geschichte der Stadt Erfurt*. Erfurt, Keyser, 1900. In-8, par fasc. de 32 p.

<sup>5</sup> *Geschichte und Urkundenbuch der S. Laurentii-Pfarrkirche in Erfurt*. Paderborn, Bonifaciusdruckerei, 1899. In-8, iv-219 p.

<sup>6</sup> *Das Dorf und Kirchspiel Friedrichswerth, ehemals Erffagen, im Herzogthum Sachsen-Gotha*. Gotha, C.-F. Windau, 1899. In-8, xii-392 p.

<sup>7</sup> *Geschichte der Stadt Gmunden in Oberösterreich*. Gmunden, Emil Mänhardt, 1899. Gr. in-8, vi-567 p., illustré.



ans<sup>1</sup> ; — l'histoire de Kapellendorf, où M. Franz Weiner s'est occupé surtout du château et du monastère cistercien établi en 1205 dans cette petite localité saxonne, et qu'il accompagne de quelques notes historiques sur les villages avoisinants de Frankendorf, Hammerstedt, Hohlstedt, Grossschwabhausen, Stobra et Hermstedt<sup>2</sup> ; — le livre de M. A. Bär sur Kirchberg en Saxe<sup>3</sup> ; — la publication par M. Léopold Bachmann de la chronique (745-1565) de Friedrich Bernbeck sur Kitzingen, la vieille cité bavaroise, qui depuis le milieu du VIII<sup>e</sup> siècle possédait un cloître de bénédictines<sup>4</sup> ; — l'histoire de Littau, en Moravie, dans le cercle d'Olmütz, par M. Johann Kux<sup>5</sup> ; — celle de Melk, au confluent du Danube et de la Binlach, dont l'abbaye bénédictine (XI<sup>e</sup> siècle) joua un rôle si considérable dans l'histoire d'Autriche et dont M. Franz Xaver Linde étudie surtout l'importance comme marché<sup>6</sup> ; — la deuxième édition du volume de M. Ferd. Kronegg sur Munich<sup>7</sup> ; — l'aperçu de M. Richard Strive sur Saverne<sup>8</sup> ; — l'excellent travail consacré par M. P. Albert au village franconien de Steinbach, près de Mudau<sup>9</sup> ; — l'histoire avant la Réforme de Stolpen, sur la Wesenitz, près de Dresde, par M. J. G. Dinter<sup>10</sup> ; — l'importante étude de M. Eugen Nübling sur le commerce d'Ulm au moyen âge, dont il n'a paru que la première partie<sup>11</sup>. — Ajoutons-y l'histoire, par M. Theodor Gumbel<sup>12</sup>, de l'antique comté (XI<sup>e</sup> siècle) de Veldenz en pays rhénan, érigé au XV<sup>e</sup> siècle en principauté pour Louis le Noir.

HISTOIRE ÉTRANGÈRE. — M. Alexandre Cartellieri achève, par la publication d'un troisième fascicule, le tome I<sup>er</sup> de sa remarquable

<sup>1</sup> *Geschichte der Herrschaft Gratzten*. Gratzten, l'auteur, 1899. In-8, 475 p.

<sup>2</sup> *Geschichte des Ortes Kapellendorf*. Weimar, L. Thelemann, 1900. In-8, III-103 p.

<sup>3</sup> *Beiträge zur Geschichte der Herrschaft von Wisenburg und der Stadt Kirchberg in sächsischen Hochgebirge*. Kirchberg, E. Schneider, 1900. In-8, IV-425 p.

<sup>4</sup> *Kitzinger Chronik, 745-1565*, I. Kitzingen, K. Rehbein, 1900. In-8, XI-VIII-144 p.

<sup>5</sup> *Geschichte der Stadt Littau*. Brünn, C. Winiker, 1900. In-8, v-257 p., plan.

<sup>6</sup> *Chronik des Marktes und der Stadt Melk, umfassend den Zeitraum von 890 bis 1899*. Melk, H. Argner, 1900. In-8, 480 p., 4 pl.

<sup>7</sup> *Illustrierte Geschichte der Stadt München*. München, M. Kellerer, 1900. In-8, XI-211 p.

<sup>8</sup> *Zabern im Elsass oder Elsass-Zabern (Bausteine zur elsass-lothringischen Geschichte, VI)*. Zabern, A. Fuchs, 1900. In-8, VII-259 p., pl.

<sup>9</sup> *Steinbach bei Mudau, Geschichte eines fränkischen Dorfes*. Freiburg im Breisgau, Lorenz und Wätzel, 1899. In-8, VII-181 p.

<sup>10</sup> *Die Pfarchie und Stadt Stolpen in ihrer geschichtlichen Entwicklung bis zur Reform*. Stolpen, Eißner und Springer, 1899. In-8, 103 p.

<sup>11</sup> *Ulms Handel im Mittelalter*. Ulm. Gebrüder Nüßling, 1900. In-8, VI-354 p.

<sup>12</sup> *Geschichte des Fürstenthums Pfalz-Veldenz*. Kaiserslautern, E. Crusius, 1900. In-8, VI-378 p.

histoire de Philippe Auguste. Ce troisième fascicule est consacré aux relations entre le roi de France et Henri II d'Angleterre (1186-1189). Nous ne disons rien de plus de ce volume, dont il sera parlé plus longuement aux lecteurs de la *Revue* <sup>1</sup>.

M. Rudolph Eberstadt <sup>2</sup> s'est donné pour tâche d'étudier les principes juridiques qui régissent le droit industriel en France depuis le xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle ; il a voulu rechercher comment s'est élaborée la législation officielle en cette matière, comment l'État s'est imposé peu à peu comme législateur souverain.

Dans la même collection que l'ouvrage précédent, dans les *Staats- und Socialwissenschaftliche Forschungen* dirigées par M. Gustav Schmoller, M. Friedrich Lohmann a donné un travail fort important, sinon par le nombre de pages, au moins par le sujet et par la manière dont il est traité, sur l'industrie de la laine en Angleterre depuis le xv<sup>e</sup> siècle ; l'auteur s'est attaché à étudier la réglementation de cette matière par l'État <sup>3</sup>.

Après trois ans d'intervalle, M. Ludo Moritz Hartmann livre au public la première partie du tome II de son histoire d'Italie au moyen âge <sup>4</sup>. Histoire primitive des Lombards, leur établissement en Italie, leurs relations avec la France et avec l'Empire, le développement du pouvoir ecclésiastique en face du pouvoir civil, les luttes entre la papauté, l'Empire et les barbares jusqu'à la fin du vii<sup>e</sup> siècle, telles sont les matières traitées dans ce volume, bien informé et écrit d'une façon intéressante.

L'étude consciencieuse et richement informée, quoique d'une exécution pénible, de M. E. Salzer <sup>5</sup>, nous fait bien comprendre quelle a été, dans les villes italiennes, l'évolution qui a transformé ces républiques en principautés tyranniques, comment le podestat et le capitaine du peuple sont peu à peu parvenus, de simples fonctionnaires qu'ils étaient d'abord, à se faire seigneurs de la population. Cette étude est un des bons volumes de la collection des *Historische Studien* de M. Emil Ebering, dont elle forme le quatorzième fascicule.

<sup>1</sup> *Philipp II August, König von Frankreich*. I, 3. Leipzig, Dyk, 1900. In-8, xxviii p., et p. 193-322, 113-161.

<sup>2</sup> *Das französische Gewerberecht und die Schaffung staatlicher Gesetzgebung und Verwaltung in Frankreich vom XIII. Jahrhundert bis 1581*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1899. In-8, vii-459 p. (*Staats- und socialwissenschaftliche Forschungen*. XVII, 2.)

<sup>3</sup> *Die staatliche Regelung der englischen Wollindustrie vom XV. bis XVIII. Jahrhundert*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1900. In-8, x-100 p. (Même collection, XVIII.)

<sup>4</sup> *Geschichte Italiens im Mittelalter*, II, 1. *Römer und Langobarden bis zur Theilung Italiens*. Leipzig, Georg H. Wigand, 1900. In-8, 280 p.

<sup>5</sup> *Ueber die Anfänge der Signorie in Oberitalien. Ein Beitrag zur italienischen Verfassungsgeschichte*. Berlin, E. Ebering, 1900. In-8, xvi-304 p.

Le tome II des *Recherches sur l'histoire de Florence*, par M. Robert Davidsohn<sup>1</sup>, est rempli par des analyses et des extraits des livres municipaux et des diplômes de San Gimignano pour le XIII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle.

M. R. Thommen a recherché, dans les principaux dépôts d'archives de l'Autriche, les documents relatifs à l'histoire de la Suisse. Le premier volume<sup>2</sup> du recueil qu'il a pu ainsi former comprend les actes émis de l'année 765 à l'année 1370. Huit cent vingt et une pièces nous sont données ici soit *in extenso*, soit en simple analyse.

Avec un zèle qu'on ne saurait trop louer, M. Friedrich Emil Welti s'est appliqué à recueillir les éléments d'un cartulaire de la petite, mais antique ville de Baden, en Suisse<sup>3</sup>. Ce qu'il en a publié forme actuellement deux volumes dont le premier remonte déjà à 1896 : le document le plus ancien date de 1286, le plus récent de 1499, et pour la période de deux siècles comprise entre ces dates extrêmes, M. Welti n'a pas réuni moins de mille quatre-vingt-dix-neuf documents. M. Welti nous donne en même temps un autre recueil non moins important, sur l'histoire du droit municipal de la même ville<sup>4</sup>. Nous avons là cinq cent quatre-vingts documents, qui s'échelonnent de 1306 à 1790, la plupart reproduits *in extenso*, même lorsqu'ils se trouvent déjà imprimés ailleurs. Il est souhaitable que M. Welti mette en œuvre tant de matériaux accumulés par lui pour nous présenter une histoire de la ville de Baden. Le même volume contient, recueillis par M. Walther Merz, deux cent onze actes (1238-1795) relatifs au droit municipal d'une autre petite ville argovienne, Brugg. Les deux publications sont complétées par des index-glossaires fort complets, et dont le caractère analytique permet mieux encore de s'orienter dans la masse de documents rassemblés ici.

La quatrième partie du cartulaire de Saint-Gall, que nous devons à la diligence de M. H. Wartmann<sup>5</sup>, termine cet ouvrage monumental dont la publication a commencé en 1863. Il nous conduit de 1360 à 1411 et, avec les trois cent quarante-six pièces données en sup-

<sup>1</sup> *Forschungen zur Geschichte von Florenz II. Aus den Stadtbüchern und Urkunden von San Gimignano (13. und 14. Jahrhundert)*. Berlin. E. S. Mittler und Sohn, 1900. In-8, iv-352 p.

<sup>2</sup> *Urkunden zur Schweizer Geschichte aus österreichischen Archiven*. I. Basel, A. Geering, 1899. In-4, xvi-634 p.

<sup>3</sup> *Die Urkunden des Stadtarchivs zu Baden im Aargau*. Bern, Buchdruckerei Stämpfli, 1896-1899. In-8, 1154-xlviii-xl p.

<sup>4</sup> *Die Rechtsquellen des Kantons Aargau*. I. Theil. *Stadtrechte*. 2. Band. *Die Stadtrechte von Baden und Brugg (Sammlung schweizerischer Rechtsquellen, XVI)*. Aarau, H. R. Sauerländer, 1899. In-8, xxiv-449 et xiii-346 p.

<sup>5</sup> *Urkundenbuch der Abtei St. Gallen*. IV. St. Gallen, Fehr, 1899. In-4, iv-1,265 p.

plément pour les années 800 à 1407, il ne renferme pas moins de quatorze cents actes.

Après une assez longue attente, la Société historique de Suisse se décide à nous donner la première partie du tome II du terrier des Habsbourg<sup>1</sup>. Il faut féliciter M. Rudolph Maag du soin avec lequel il a publié et annoté ce volume, qui comprend entre autres choses : le terrier de Kiburg (1264), des rôles de revenus, de prêts, etc., des Habsbourg (1273, 1274, 1279, 1281, 1290, 1293, 1300, 1305), les rôles d'Albert, roi des Romains (1306), divers rôles de dates postérieures, dont le plus récent est la liste des fiefs de Habsbourg-Laufenbourg, en 1408.

M. August Bernoulli, poursuivant ses études sur le rôle de Bâle dans la guerre des Suisses contre Charles le Téméraire, nous raconte, dans un nouveau fascicule, les journées de Morat et de Nancy<sup>2</sup>.

L'anniversaire des journées glorieuses qui mirent fin à la guerre dite de Souabe et à la lutte entre Maximilien I<sup>er</sup> et les Suisses, a provoqué diverses publications : M. E. Tatarinoff a étudié la part de Solothurn à cette guerre<sup>3</sup> ; MM. C. et F. Jecklin, celle des Grisons<sup>4</sup> ; M. Jecklin aussi a publié, d'après les manuscrits, les *Acta* où un contemporain inconnu a relaté les événements de cette lutte<sup>5</sup>.

Le fonds du duc de Candie aux archives d'État à Venise, qui offre de riches matériaux pour l'histoire de l'île, n'a encore été qu'assez peu exploré. M. Ernst Gerland nous donne « sur la composition de ce fonds une excellente notice, d'autant plus précieuse qu'il l'accompagne de documents destinés à montrer la composition des différentes séries, et qui contiennent nombre de renseignements que l'historien pourra mettre à profit. L'on ne peut que souhaiter de voir M. Gerland utiliser la connaissance qu'il a acquise de ce fonds pour nous donner une histoire de Candie qui fait encore défaut. Des tables : chronologique des diplômes (de 1224-1450), alphabétique des noms de personnes, des noms de lieux et des matières, des listes des mots rares latins et grecs, terminent cette publication.

<sup>1</sup> *Das habsburgische Urbar*. II, 1. (*Quellen zur Schweizer Geschichte*, XV, 1). Basel, Adolf Geering, 1899. In-8, II-798 p.

<sup>2</sup> *Basels Antheil am Burgunderkriege*. III ; *Murten und Nancy*. Basel, R. Reich, 1900. In-4, 51 p., pl., cartes, formant le 78<sup>e</sup> *Neujahrsblatt* de la *Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigen*.

<sup>3</sup> *Die Betheiligung Solothurns am Schwabenkriege bis zur Schlacht bei Dornach*. Solothurn, A. Lüthy, 1899. In-4, XII-171 p., ill.

<sup>4</sup> *Der Anteil Graubündens am Schwabenkrieg*. Davos ; Chur, Hitz, 1899. In-8, VI-246 p., carte, pl.

<sup>5</sup> *Die Acta des Tirolerkrieges nach der ältesten Handschrift*. Chur, Manatschal, 1899. In-4, 37 p.

<sup>6</sup> *Das Archiv des Herzogs von Kandia im kgl. Staatsarchiv in Venedig*. Strassburg, Karl J. Trubner, 1899. In-8, 147 p.

**HISTOIRE DES BEAUX-ARTS.** — Le manque d'espace nous oblige à signaler seulement ici quelques ouvrages, dont plusieurs méMetaient mieux qu'une simple mention.

Comme ouvrages d'un caractère assez général, nous avons les recherches de M. Franz Gerhard Cremer sur les débuts de la peinture à l'huile <sup>1</sup>, et l'étude de M. Wolfgang Kallab sur la peinture de paysage en Toscane au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>, auxquelles on peut rattacher deux ouvrages sur les frères Van Eyck par MM. Otto Seeck <sup>3</sup> et Karl Voll <sup>4</sup>.

C'est encore un ouvrage général, mais sur l'architecture, et d'une haute portée scientifique, que M. Gustav Ebe nous donne sur l'évolution des types des constructions internes jusqu'à la fin de l'époque gothique <sup>5</sup>.

On trouvera en note l'indication d'ouvrages relatifs à la description et à l'histoire des monuments artistiques de différentes contrées d'Allemagne <sup>6</sup>.

**SCIENCES AUXILIAIRES.** — Nous terminerons ce rapide aperçu en signalant trois ouvrages de numismatique et de sigillographie.

M. Emil Bahrfeldt consacre un volume capital à l'étude des monnaies et des finances des principautés de Hohenzollern <sup>7</sup>. M. Th. Ilgen remplit le troisième fascicule du tome IV de la description des sceaux

<sup>1</sup> *Untersuchungen über den Beginn der Oelmalerei.* Düsseldorf, L. Voss, 1899. In-8, xiv-291 p.

<sup>2</sup> *Die toscanische Landschaftsmalerei im XIV. und XV. Jahrhundert.* Wien und Leipzig, G. Freytag, 1900. In-fol., 90 p., 9 pl.

<sup>3</sup> *Die charakteristischen Unterschiede der Brüder van Eyck.* Berlin, Weidmann, 1899. In-4, 77 p.

<sup>4</sup> *Die Werke des Jan Van Eyck.* Strassburg, K. J. Trübner, 1900. In-8, xv-136 p.

<sup>5</sup> *Architectonische Raumlehre, Entwicklung der Typen des Innenbaues, I. Von den ältesten Zeiten bis zum Abschluss der gothischen Periode.* Dresden, G. Kühtmann, 1900. Gr. in-8, ix-237 p., ill.

<sup>6</sup> Carl Wolff, *Die Kunstdenkmäler der Provinz Hannover. I. Regierungs-Bezirks Hannover. I. Landkreise Hannover und Linden.* Hannover, T. Schulze, 1900. Gr. in-8, xvi-138 p. — *Die Bau- und Kunstdenkmäler des Herzogthums Oldenburg.* II. Amt Vechta. Oldenburg, E. Stalling, 1900. Gr. in-8, vii-197 p. — Hugo Lemcke, *Die Bau- und Kunstdenkmäler der Provinz Pommern. II. Die Bau- und Kunstdenkmäler des Regierungs-Bezirks Stettin. 2. Der Kreis Anklam. 3. Der Kreis Ueckermünde.* Stettin, L. Saunier, 1899-1900. In-8, p. 89-342, pl., ill. — Adolf Boetticher, *Die Bau- und Kunstdenkmäler der Provinz Ostpreussen. IX. Namens- und Ortsverzeichnis.* Königsberg, B. Teichert, 1899. In-8, 99 p. — Paul Clemen, Edm. Renard, *Die Kunstdenkmäler der Rheinprovinz, IV. 4. Die Kunstdenkmäler des Kreises Enskirchen.* Düsseldorf, L. Schwann, 1900. Gr. in-8, vii-265 p., 14 pl., ill. — Wilhelm Effmann, *Die karolingisch-ottonischen Bauten zu Werden.* I. Strassburg, J.-H.-E. Heitz, 1900. In-8, ix-447 p. illust., pl.

<sup>7</sup> *Das Münz- und Geldwesen der Fürstenthümer Hohenzollern.* Berlin, A. Weyl, 1900. In-8, vii-184 p., pl., ill.

médiévaux de Westphalie, par les sceaux des nobles, des bourgeois et des paysans des évêchés de Minden, d'Osnabrück et de Paderborn <sup>1</sup>.

M. Alfred Geigy dresse le catalogue des monnaies et médailles bâloises du musée historique de Bâle <sup>2</sup>.

E.-A. GOLDSILBER.

<sup>1</sup> *Die westfälischen Siegel des Mittelalters*. IV, 3. Münster, Regensburg, 1900. In-fol., in-38-75 p., 44 pl.

<sup>2</sup> *Katalog der Basler Münzen und Medaillen der im historischen Museum zu Basel deponierten Ewig'schen Sammlung*. Basel, historisches Museum, 1900. In-8, xvii-171 p. (*Katalog des historischen Museums in Basel*, fasc. 2).

---

---

# CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — Académie des inscriptions et belles-lettres. Lectures et communications de MM. René Basset, Fabia (la règle annalistique dans l'historiographie romaine). Salomon Reinach (le totémisme), Schlumberger, Oppert, Ph. Berger, P. Tannery et M. Curtze, Bouché-Leclercq, Dieulafoy, Mgr Duchesne, Clermont-Ganneau, Maspero, Pottier. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures de MM. André Sayous, Léon Lallemand. — Prix et concours. — Sociétés savantes. — Revue d'histoire ecclésiastique. — Autres périodiques nouveaux. — Publications nouvelles. — Nécrologie : dom François Plaine, MM. Ludovic Sciout, J. Zeller, Friedrich Maassen.

A l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le 8 juin, M. Barbier de Meynard a communiqué un rapport préliminaire de M. René Basset, directeur de l'École des lettres d'Alger, sur sa mission archéologique chez les populations traras, tribu berbère de la région de Medroua, dans la province d'Oran : l'explorateur a recueilli notamment une inscription coufique de la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle qui est, avec celle de Didi Okba, dans la province de Constantine, la plus ancienne qu'ait produite jusqu'ici l'Algérie. Un intéressant mémoire de M. Fabia sur la règle annalistique dans l'historiographie romaine montre qu'en divisant par années leur récit, Tite-Live et Tacite n'ont fait que se conformer à une tradition ancienne et constante qui remonte aux *Annales Maximi* des pontifes romains. En substituant au récit au jour le jour la narration par années, les historiens romains n'ont apporté d'ailleurs qu'un perfectionnement insuffisant à la méthode des pontifes romains.

A cette séance et à la suivante (15 juin), M. Salomon Reinach achève la lecture de son mémoire sur la survivance du totémisme chez les anciens Celtes. Le totémisme, sorte de pacte d'alliance entre tels clans d'hommes et telles espèces d'animaux ou de végétaux que les premiers s'abstiennent de détruire et de manger est, selon l'auteur, une phase par laquelle ont passé la plupart des religions anciennes ; ce serait le totémisme, et non des prescriptions hygiéniques par exemple, qui expliquerait l'interdiction religieuse de certaines substances alimentaires. Les animaux totémiques chez les Celtes seraient l'oie, le lièvre et la poule, signalés dans César ; M. Reinach y ajoute le sanglier, le taureau, l'ours, le cheval, le chien et quelques autres.

Le 23 juin, M. G. Schlumberger a lu une notice sur Constance, fille naturelle, plus tard légitimée, de Frédéric II et d'une noble piémontaise, mariée en 1244 à Jean III Ducas Valatzès, empereur byzantin de Nicée, dont le tombeau se conserve encore dans l'église Saint-Jean de l'hôpital de Valence, en Espagne. Fort malheureuse avec ce prince, ennemi acharné des Latins, Constance ou Anne, comme l'appelaient les Byzantins, se réfugia après la mort de son fils Théodore Lascaris, et l'échange que les Latins firent d'elle avec un chef byzantin, en Italie, auprès de son frère Manfred. La mort de ce prince et de Conradin l'obligea de chercher un nouveau refuge à Valence, auprès de sa nièce, mariée au futur roi Pierre d'Aragon. Elle y mourut après quarante ans d'une vie austère et y reçut les honneurs d'une sépulture sur laquelle M. Schlumberger fournit de curieux détails. — M. Oppert conteste fortement les conclusions de M. Salomon Reinach sur le totémisme et sa diffusion dans l'ancien monde; pour lui, dans les prescriptions alimentaires dont a parlé M. Reinach, une part revient au symbolisme et une autre à l'hygiénisme.

Le 29 juin, après une notice de M. Ph. Berger sur un rasoir à inscription punique découvert par M. d'Anselme, l'Académie a entendu une communication de M. Paul Tannery et de M. Maximilien Curtze sur un géomètre de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, Dominicus parisiensis. Dominique de Clavasio (Chivasso), maître ès arts de l'Université de Paris, puis docteur en médecine et astrologue, semble-t-il, de Jean le Bon, a rédigé en 1347 un ouvrage mathématique fort important; ce traité, copié par M. Curtze sur une copie du xv<sup>e</sup> siècle, collationné par M. Tannery sur un manuscrit de 1369, sera bientôt publié. M. Tannery, appelant ensuite l'attention de l'Académie sur une *Practica geometriae* du xiii<sup>e</sup> siècle, publiée en 1897 par M. Curtze et attribuée à Hugues de Saint-Victor, s'efforce de prouver que l'auteur est un autre Hugues, maître ès arts de l'Université de Paris, mort en 1199.

Le 6 juillet, M. Bouché Leclercq a retracé l'histoire du totémisme chez les Grecs.

Le 13 juillet, M. Dieulafoy est revenu à son tour sur cette question du totémisme; tout en pensant qu'il ne faut pas abuser, comme on l'a fait, de l'hygiène pour expliquer certaines prescriptions religieuses, il juge qu'il ne faut pas non plus faire table rase des travaux antérieurs qui contiennent une part de vérité. A la même séance, Mgr Duchesne a rendu compte des fouilles de M. Homo, membre de l'École française de Rome, à Dougga (Tunisie), dont il a dégagé en partie le capitole, mettant à découvert les places qui le précédaient, la colonnade qui en faisait le pourtour et un exèdre à colonnes qui lui faisait vis-à-vis. Il a soumis également à l'Académie une peinture représentant saint Augustin, découverte par M. Lauer, et qui per-



mettra peut-être de déterminer l'emplacement du *scrinium sanctum* (chancellerie, archives et bibliothèque apostoliques) au haut moyen âge. M. Clermont-Ganneau a fait une communication sur la mort de saint Léonce de Tripoli.

La séance du 27 juillet, après la lecture d'un rapport de M. Maspero sur ses fouilles en Égypte, a été presque entièrement occupée par une discussion sur le totémisme entre M. Bouché Leclercq et M. Salomon Reinach. Le premier estime que le totémisme ne saurait fournir une explication exacte et suffisante d'une religion quelconque; qu'il ne peut rendre raison du choix de ses totems et tabous qu'en recourant au symbolisme; qu'il correspond à un état d'esprit très raffiné dans son incohérence qu'on ne peut considérer comme une phase intellectuelle par laquelle tous les peuples auraient passé. Ce n'est, selon lui, qu'une superstition, indûment généralisée, que la critique sérieuse doit éliminer jusqu'à plus ample informé de l'histoire ou de la préhistoire des peuples classiques. M. Salomon Reinach, au contraire, juge que la seule méthode légitime pour expliquer l'origine des idées religieuses est l'étude psychologique des peuples demeurés de nos jours à un stage primitif de la civilisation; cette étude prouve, selon lui, que le totémisme ou culte de diverses espèces d'animaux précède partout l'anthropomorphisme et la formation de la mythologie.

Revenant sur ce sujet qui lui tient à cœur, il s'est efforcé, dans la séance du 3 août, d'indiquer les phénomènes généraux qui accompagnent le totémisme animal défini par lui une alliance entre un clan d'hommes et un clan animal; ces phénomènes se retrouvant aussi bien dans les civilisations antiques que chez les tribus totémiques modernes, M. Reinach en conclut que les religions anciennes ont passé par une période totémique.

Dans la séance du 10 août, il a donné quelques explications sur le tabou : « interdiction religieuse non motivée, » dont le type est pour lui la défense faite au premier homme dans la Bible : « Tu ne mangeras pas des fruits de l'arbre de la science du bien et du mal, ou tu mourras. »

Le 17 août, M. Salomon Reinach, commentant deux passages de Plutarque et de Diodore de Sicile, y voit la preuve que les Grecs avaient conservé la mémoire d'un système d'écriture contemporain de la guerre de Troie et différent de ceux qui furent en usage à l'époque classique en Grèce, en Égypte et en Assyrie. L'étude de quelques vases récemment donnés au musée du Louvre a conduit M. Pottier à la conviction que le style géométrique, en dépit de contestations récentes, a été usité en Orient.

A l'Académie des sciences morales et politiques, nous relèverons, le

7 juillet, la lecture d'un mémoire où M. André Sayous étudie le trafic de bourse qui s'établit au xviii<sup>e</sup> siècle en Hollande sur les fanons et l'huile de baleine ; et le 25 août, la communication de M. Léon Lallemand sur le sentiment charitable en Égypte avant les Lagides.

Parmi les récompenses accordées par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, les suivantes intéressent plus ou moins directement nos études. Le grand prix Gobert a été décerné à M. Rodolphe Reuss (*L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle*) ; le 2<sup>e</sup> prix à Mgr Hautcœur (*Histoire de la collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille*). Le prix Brunet a été partagé entre MM. Baudrier (*Bibliographie lyonnaise du XVI<sup>e</sup> siècle*, 1,500 fr.), Henry Martin (*Histoire de la bibliothèque de l'Arsenal*, 1,000 fr.), de la Bouralière (*Histoire de l'imprimerie à Poitiers au XVI<sup>e</sup> siècle*, 500 fr.).

Au concours des antiquités nationales, la première médaille a été décernée à M. C. Enlart (*L'Art gothique et la Renaissance en Chypre*) ; la deuxième, à M. Léon le Grand (*Les Maisons-Dieu et léproseries du diocèse de Paris*) ; la troisième, à M. Paul Le Cacheux (*Étude historique sur l'Hôtel-Dieu de Coutances*). Cinq mentions ont été accordées à MM. Tausserat-Radel (*Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise*), Jules Viard (*Lettres d'État enregistrées au Parlement sous Philippe VI et Journaux du trésor de Philippe VI*), les abbés Haigneré et Bled (*Les Chartes de Saint-Bertin*), André Steyer (*Nouvelle histoire de Lyon*), Espérandieu (*Inscriptions antiques du musée Calvet à Avignon*).

L'Académie des sciences morales et politiques a donné, sur la fondation Audiffred, 1,000 fr. à M. Eugène Plantet pour sa *Correspondance des beys de Tunis et des consuls de France avec la cour* ; — 500 fr. à M. Krug-Basse pour son *Histoire du parlement de Lorraine*, et autant à M. G. Du Boscq de Beaumont pour ses recherches sur les *Derniers jours de l'Acadie (1748-1758)*.

L'Académie pontificale d'archéologie met au concours des études sur les sujets suivants : 1<sup>o</sup> la stèle archaïque du forum romain ; 2<sup>o</sup> origines et histoire de sainte Marie Libératrice ; 3<sup>o</sup> l'édit de Milan. (Prix : médaille d'or. — Délai : 31 décembre 1900. — Langue autorisée : latin, italien ou français.)

Le Musée archéologique de Milan décernera en 1901 le prix Picozzi au meilleur travail, imprimé ou manuscrit, d'archéologie.

L'Académie des belles-lettres de Lemberg met au concours (1<sup>er</sup> juillet 1901) une étude sur l'histoire de Pologne (de 1791 à 1831).

Il avait été fondé en 1874, à Bruxelles, une société pour le progrès des études philologiques et historiques ; comme moyens d'action elle avait des réunions annuelles et des concours. Après avoir périclité peu à peu, elle n'existait plus guère que de nom, bien que comptant une

soixantaine de membres, quand, sur l'initiative de quelques-uns d'entre eux, M. Paul Fredericq provoqua, en juillet 1898, une réunion plénière pour la revision des statuts et la reconstitution de la société. Ses efforts ont été couronnés de succès, et après plusieurs réunions, des statuts définitifs ont été votés le 14 mai 1899. La cotisation a été abaissée de 5 fr. à 2 fr. La Société a été divisée en quatre sections : a) philologie classique et romane ; b) philologie germanique ; c) histoire et géographie ; d) pédagogie ; elle a deux séances annuelles, le deuxième dimanche de novembre et le deuxième dimanche de mai ; elle publie un *Annuaire* qui relate les procès-verbaux des séances. Le premier annuaire vient de paraître ; il s'applique aux années 1898 et 1899<sup>1</sup> ; il permet de constater que les séances — celles particulièrement de la section d'histoire — ont été fort intéressantes : nous relèverons, à la séance de novembre 1899, la communication de M. l'abbé Alfred Cauchie sur les procédés de travail et d'exposition dans les ouvrages de synthèse historique, notamment dans les manuels pour l'enseignement, et la discussion soulevée par le R. P. de Smedt sur les fondements des théories historiques de Lamprecht.

Il s'est constitué, provisoirement en avril 1899, définitivement en septembre de la même année, à Côme, une Société catholique italienne pour les études scientifiques. La Société comporte cinq sections, dont une, la quatrième, — celle d'histoire et sciences auxiliaires, — intéresse directement nos études. Le nom seul des membres du bureau est une garantie de la façon scientifique et sérieuse dont seront compris les travaux de la section. La présidence est aux mains du P. Ehrle, la vice-présidence à celles de M. Orazio Marruchelli, le secrétaire est M. le comte Agliardi. La section, dont les statuts ne sont pas encore complètement élaborés, n'en a pas moins commencé déjà son action, en fournissant à un étudiant les moyens de suivre à Paris les cours de l'École nationale des chartes. On voit par là que cette Société a quelques rapports avec notre Société française pour le développement des études supérieures dans le clergé, dont nous aimons à raconter les progrès à nos lecteurs.

Dans ce recueil qui a toujours tenu à honneur de faire une large place aux études religieuses, qui n'a jamais manqué d'encourager et de provoquer le développement des études et de la méthode historique dans le clergé, nous ne pouvons que nous féliciter de l'initiative prise par l'Université catholique de Louvain de fonder une *Revue d'histoire ecclésiastique*. « Le comité de rédaction s'est tracé un cadre à

<sup>1</sup> Société pour le progrès des études philologiques et historiques, fondée à Bruxelles le 12 avril 1874. *Annuaire-bulletin*, années 1898 et 1899. Gand, impr. C. Annot Braeckmann, 1900, in-12 de 150 p.

la fois très large et très précis : la revue embrasse l'histoire de tous les peuples chrétiens depuis Jésus-Christ jusqu'à nos jours ; elle renseigne sur toutes les manifestations de la vie externe et interne de l'Église ; les vicissitudes de son expansion à travers les siècles ; l'histoire de sa constitution, de sa littérature, de son dogme, de son culte et de sa discipline ; l'histoire de ses rapports avec le pouvoir civil et de son action sur la civilisation des nations chrétiennes. » Chaque numéro trimestriel (le 1<sup>er</sup> a paru en avril 1900. Louvain, collège du Saint-Esprit. 12 fr. par an pour la Belgique, 15 fr. pour l'étranger) contient, outre des articles originaux, une bibliographie fort bien faite ; la critique des publications qui rentrent dans le cadre de la revue et une chronique. La direction de la *Revue* est aux mains d'un érudit qui n'est pas un inconnu pour nos lecteurs, M. l'abbé Alfred Cauchie, et de M. Ladeuze. Pour la rédaction, il a été fait appel non seulement aux anciens membres du séminaire historique de Louvain, mais à de nombreux érudits de la Belgique et de l'étranger. Dans le premier numéro, nous signalerons un article du directeur sur *les Études d'histoire ecclésiastique*, dans lequel il indique excellemment les raisons qui doivent pousser le clergé à acquérir une forte culture historique ; parlant du préjugé trop répandu encore d'une prétendue antinomie entre la science et la foi, et de la « fascination » exercée sur la foule par les exemples et les doctrines des savants anticatholiques, il en conclut à l'importance non seulement d'ordre scientifique, mais d'ordre religieux, qui s'attache aujourd'hui aux études d'histoire ecclésiastique. « Dès lors apparaît, non seulement pour les classes supérieures, mais avant tout pour le clergé, la nécessité d'une forte culture scientifique et notamment d'une forte culture historique. Il importe que son éducation.... se poursuive et se prolonge à travers toutes les étapes de son ministère ; il est dangereux de s'en remettre toute sa vie aux connaissances acquises pendant les années de formation sacerdotale et professorale. » La *Revue* ne s'adresse donc pas seulement aux seuls amis de l'érudition, mais à tous les prêtres soucieux d'acquérir des connaissances qui deviennent de jour en jour plus nécessaires, d'entrer dans l'esprit de leur siècle pour pouvoir le diriger fermement vers Dieu.

Dans le même genre d'études, un comité s'est constitué à Rome pour la publication d'une *Rivista antica e storica di studi religiosi*, qui paraîtra l'année prochaine — tout, du moins, le fait espérer — par fascicules trimestriels (10 fr. pour l'Italie, 12 fr. 50 pour l'étranger). Nous nous réservons de revenir plus longuement sur cette revue quand la publication en aura commencé.

Nous n'avons pas encore eu l'occasion de signaler une revue bénédictine qui est déjà dans sa cinquième année, le *Spicilegium beno-*

*dictinum*, recueil trimestriel publié en anglais (London, Burns and Oates; Rome et Tournai, Desclée, Lefebvre et C<sup>ie</sup>).

L'histoire a moins de place que la politique dans une nouvelle revue sur l'extrême Orient, *Chine et Sibérie*, qui, depuis janvier dernier, se publie à Paris (17, rue de l'Échiquier. Bimensuelle, 12, 14, 16 fr. par an), sous la direction de M. Georges Brabant.

Au contraire, l'histoire occupe une large place, non exclusive d'ailleurs, dans le *Ta-ssi-yang-Kuo*, revue de l'extrême Orient portugais, que M. J.-F. Marques Pereira dirige depuis octobre 1899 (Lisboa, José Bastos. Mensuel, gr. in-8. — 15 fr. par an), et qui joint une bonne illustration à un texte sérieux.

Une place sera faite aussi à l'histoire dans une nouvelle revue d'un caractère tout à fait général dont la maison John Murray lancera en octobre le premier fascicule mensuel. *The monthly review* est dirigée par M. Newbolt.

Nous avons signalé en son temps la fondation d'une *Revue hispanique*, publiée par la librairie Alphonse Picard et fils, à Paris. La même maison entreprend aujourd'hui une collection qui sera comme un complément de la *Revue hispanique*. Les hispanisants se féliciteront de la fondation de cette *Bibliothèque espagnole*, où les études historiques auront une large part. Dans la liste des ouvrages qui formeront les premiers volumes de la *Bibliothèque*, nous relevons ceux-ci, qui nous intéressent plus directement : *L'Espagne avant les Romains*, par M. P. Paris; *Le christianisme en Espagne à l'époque romaine*, par M. Cirot; *Marie-Louise d'Orléans, reine d'Espagne*, par M. A. Léonardon; *Les guerres d'Espagne sous l'Empire*, par M. E. Guillon.

L'académie de Reims a publié cette année le cent deuxième volume de ses *Travaux*. Il est entièrement consacré à un *Répertoire archéologique du canton de Beine*, travail très remarquable du président de l'académie, M. Henri Jadart. L'érudit auteur voudrait « susciter un travail rédigé sur place dans chacun des cantons de la France, donnant un relevé méthodique, aussi complet que possible, de ses monuments, de ses œuvres d'art et de ses inscriptions historiques. » Il a donné l'exemple, en 1892, par une description du canton d'Ay; il poursuit aujourd'hui sa tâche. Il s'est imposé le devoir de visiter chaque commune, d'en décrire les anciens édifices, les ruines et les vestiges d'un intérêt historique quelconque; il a rencontré dans les vingt églises du canton de Beine de beaux édifices du moyen âge, de magnifiques retables, des statues, de nombreuses cloches avec des inscriptions. Le volume est accompagné de huit plans et de dix planches en phototypie. Le *Répertoire* est précédé d'une bibliographie. — Combien il serait à désirer que dans chaque départe-

ment pareil travail fût entrepris sous les auspices des sociétés locales !

Dans *Un Difensore di Nerone* (Napoli, Fabio Bicchierai, 1900, in-8 de 28 p.), M. Vincenzo de Crescenzo relève l'étrange tentative de M. Carlo Pascal, de laver Néron du reproche d'avoir incendié Rome et d'en rejeter le crime sur les premiers chrétiens.

M. G. Tropea continue ses *Studi sugli scriptores historiae augustae*. Dans le quatrième fascicule qui vient de paraître (Messina, tip. della Rivista di storia antica, in-8 de 51 p.), il essaie de restituer la méthode et des fragments d'Aelius Cordus.

Dans des articles fort intéressants qui ont paru dans la *Province du Maine* et en tirage à part, M. A. Houtin retrace l'histoire de la *Controverse de l'apostolicité des églises de France au XIX<sup>e</sup> siècle* (Laval, A. Goupil, 1900, in-8 de 86 p.). L'auteur y prend à partie (p. 80) une page écrite en 1895 dans cette *chronique* et qu'il croit inspirée par l'humeur chagrine qu'aurait causée aux rédacteurs de la *Revue* le succès de « plusieurs excellentes revues rivales. » Il se trompe; notre excellent ami M. Sepet est incapable de pareilles mesquineries. Et le signataire actuel de cette chronique, qui ne fait aucune difficulté de reconnaître que l'école prétendue traditionnelle n'a guère d'arguments qui tiennent ni de partisans qui comptent, n'en pense pas moins que les phrases incriminées étaient fort mesurées et la pensée qu'elles expriment fort juste.

Don Joaquín Miret y Sans, le savant catalan, dont nous avons souvent signalé ici les travaux excellents, a été reçu, le 3 juin, membre de l'académie des belles-lettres de Barcelone. Le discours qu'il a prononcé en cette occasion nous présente de l'expansion et de la domination catalane dans le midi de la Gaule un tableau brillant et solide, dans la composition duquel entrent même des documents inédits : *Discurso leído en la real academia de buenas letras de Barcelona en la recepcion pública de D. Joaquín Miret y Sans* (Barcelona, hijos de Jaime Jeps, 1900, gr. in-8 de 91 p.).

Un érudit montpelliérain, qui dépense avec une noble générosité les ressources d'une fortune considérable dans l'intérêt de la science historique, qu'il cultive d'ailleurs lui-même avec talent et avec succès, M. Fabrége, annonce la prochaine publication du Cartulaire de Maguelonne, conservé en six volumes in-folio aux archives départementales. Cette publication considérable, qui formera le complément et la justification de l'histoire de l'antique évêché écrite par M. Fabrége, mettra à la disposition des travailleurs quelque 2,500 actes précieux pour l'histoire non seulement religieuse, mais civile, économique et sociale de la contrée. M. Fabrége a confié la direction de cette vaste entreprise à l'archiviste du département, M. Joseph Berthelé,

dont la science et l'activité sont une garantie de la rapide et parfaite exécution du travail. L'on ne saurait trop louer l'initiative de M. Fabrége ni souhaiter trop vivement que son exemple trouve dans tout le pays des imitateurs.

*Les Chroniques brabançonnnes*, par MM. Alphonse Bayot et Alfred Cauchie, sont un simple rapport à la Commission royale d'histoire qui donne le tableau chronologique des chroniques relatives à l'histoire de Brabant, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, en faisant connaître sommairement les auteurs, l'étendue, l'originalité, les manuscrits et éditions de ces œuvres. Un travail purement préliminaire comme celui-ci est nécessairement incomplet (Extrait des *Bulletins de la commission royale d'histoire*, Bruxelles, P. Imbrechts, 1900, in-8 de 62 p.).

La version française des sermons de saint Bernard est un des monuments les plus précieux qui nous restent de l'état de la prose française à la fin du XII<sup>e</sup> et au début du XIII<sup>e</sup> siècle. L'on en avait signalé jusqu'ici deux manuscrits. Celui que possède le musée Dobrée de Nantes qui, après avoir été signalé par Daunou, semblait désormais perdu, contient, avec les quarante-quatre premiers sermons du saint sur le Cantique des cantiques, six autres morceaux, en partie de saint Bernard (le traité sur l'amour de Dieu, au cardinal Aimard, — les sermons sur le *Missus est*), en partie d'autres auteurs comme le sermon sur sainte Agnès, attribué à tort à Abélard. C'est ce que nous apprend une savante notice de M. Léopold Delisle : *Un troisième manuscrit de sermons de saint Bernard en français* (Extrait du *Journal des savants*. Paris, Imp. nationale, 1900, in-4 de 17 p., pl. en phototypie).

M. Ferdinando Gabotto, dont l'activité ne se dément pas, publie un nouveau travail sur les origines communales en Piémont : *Il comune a Cuneo e le origini comunali in Piemonte* (Extrait du *Bollettino storico-bibliografico subalpino*. Messina, tip. G. Greco e Sabella, 1900, in-8, pages 19-94). Sa thèse est que la commune de Cuneo a été fondée par un groupement de petits nobles, désireux de résister aux oppressions du marquis de Saluces.

*Le chroniqueur Girard d'Auvergne ou d'Anvers* nous était connu par une chronique universelle dédiée à Ives de Vergi, abbé de Cluny, dont les parties originales ont été publiées dans le *Recueil des historiens de la France* et dans les *Monumenta Germaniae*. M. Léopold Delisle consacre à cet écrivain du XIII<sup>e</sup> siècle une notice substantielle (Extrait du *Journal des savants*. Paris, Imp. nationale, 1900, in-4 de 20 p.), dans laquelle il nous fait connaître l'*Historia figuralis* de cet auteur, que l'on croyait perdue, et dont un exemplaire interpolé à Saint-Riquier se conserve à la Bibliothèque nationale; tandis qu'une copie du livre I<sup>er</sup> figure sous le titre de *Biblia*

*tabulata* dans les collections de la bibliothèque de l'Université d'Utrecht. La chronique, dont on a publié les passages originaux, n'est qu'une *Abbreviatio figuralis historiae*; comme l'ouvrage qu'elle abrège et qui a été présenté à Grégoire X en 1272, elle est datée de cette année. M. Delisle, qui nous en fait connaître cinq exemplaires, estime que la huitième partie de l'*Abbreviatio*, qui devait contenir un état en tableau des maisons de l'ordre de Cluny, est restée à l'état de projet. Il signale enfin un autre ouvrage, qui paraît perdu, du même auteur : *Flores historiarum*, compilation en grande partie hagiographique. Bien que Girard soit appelé dans les manuscrits plus souvent d'Anvers que d'Auvergne, M. Delisle pense que la première forme est la bonne et il en donne des raisons solides.

L'annonce du catalogue des manuscrits de Notre-Dame aux Écosais dans le *Journal des savants*, donne au même savant l'occasion de nous entretenir de *La Fleur des histoires de Jean Mansel* (Paris, Imp. nationale, 1900, in-4 de 23 p.), dont il nous fait connaître deux rédactions représentées par deux familles de manuscrits.

Nous signalions dans notre dernière chronique une courte brochure de M. le comte Colonna di Cesari Rocca sur *la Réunion définitive de la Corse aux états de la commune de Gênes en 1347*. Dans un travail fort documenté paru dans le fascicule de juillet-septembre du *Giornale storico e letterario della Liguria*, M. Ugo Assereto combat l'opinion qui, sur la foi de Villani, fixe pour cette réunion la date de 1347. L'impression que laisse une lecture rapide de son travail *Genova e la Corsica 1358-1378* (Spezia, tip. Francesco Zappa, 1900, in-8 de 95 p.) est qu'il a raison. De toute façon son étude, pleine de renseignements, mérite l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Corse.

M. Léopold Delisle nous donne deux notices sur des livres d'heures qui ne sont pas seulement remarquables comme œuvres d'art d'un grand mérite, mais qui sont aussi de véritables reliques historiques. *Les Heures de l'amiral Prigent de Coëtivy* (Extrait de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*. Paris, 1900, in-8 de 15 p.), qu'ornent cent cinquante grandes miniatures, ont été écrites avant 1444 pour un des meilleurs serviteurs de Charles VII, qui était en même temps un collectionneur éclairé, comme en font foi les quelques débris de sa bibliothèque de choix qui se sont conservés dans quelques dépôts. M. Delisle termine cette première notice par quelques mots sur les Heures de Dunois, actuellement chez M. Thompson, comme celles de Prigent, et sur les Heures de Le Maingre Boucicaut, restées entre des mains françaises; à propos de ces dernières, M. Delisle détruit l'opinion qui voulait voir dans deux prisonniers agenouillés près de saint Léonard, en une des miniatures dont elles sont ornées, Jean



Le Maingre et Guy de la Trémoille; il montre d'une manière péremptoire que les deux prisonniers sont justement une caractéristique de saint Léonard. — *Les Heures du connétable de Montmorency au musée Condé* (Extrait de l'*Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France*. Paris, 1900, in-8 de 30 p.) font l'objet d'une notice beaucoup plus détaillée. M. Delisle y consigne des renseignements précis sur la dispersion des collections de Montmorency sous Louis XIII, sur les goûts d'amateur du connétable, sur la composition très personnelle de ces Heures où se trouve une curieuse prière d'Anne contre ses ennemis, sur les miniatures dont elles sont ornées et sur des livres analogues qui sortent du même atelier. Un appendice contient la description par M. Paul Durrieu des quatorze grandes miniatures.

En signalant à l'attention les *Mandements épiscopaux imprimés à Tréguier au XV<sup>e</sup> siècle* ((Extrait de la *Bibliothèque de l'École des chartes*. Paris, 1900, in-4 de 16 p. avec facs.), M. Léopold Delisle n'apporte pas seulement un précieux complément à l'étude publiée en 1878 par M. Arthur de la Borderie sur l'*Imprimerie en Bretagne au XV<sup>e</sup> siècle*. Ces mandements — comme le prouvent les extraits qu'il en donne — sont fort curieux pour l'histoire des mœurs et coutumes en Bretagne à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

Nous devons signaler deux études publiées par M. Giuseppe dalla Santa dans le *Nuovo Archivio veneto*, puis en tirage à part, sur les appels interjetés par la république de Venise de l'excommunication lancée contre elle à deux reprises par Sixte IV et par Jules II : *Le Appellazioni della repubblica di Venezia dalle scomuniche di Sisto IV e Giulio II* (Venezia, tip. cav. Federico Visentini, 1899, in-8 de 29 p.); *Il vero Testo dell' appellazione di Venezia dalla scomunica di Giulio II* (Ibid., 1900, in-8 de 15 p.).

La question de Savonarole a soulevé, ces temps derniers, de vives et ardentes discussions. Se jetant à son tour dans la mêlée, le R. P. Jourdain Hurtaud, de l'ordre des Frères Prêcheurs, nous donne, sur les *Lettres de Savonarole aux princes chrétiens pour la réunion d'un concile*, une étude doctrinale (Extrait de la *Revue thomiste*. Paris, 222, faubourg Saint-Honoré, 1900, in-8 de 50 p.), qui mérite d'être prise en considération. Sa thèse est 1<sup>o</sup> que les lettres incriminées ne contiennent pas un appel au concile, c'est-à-dire un acte juridique par lequel un accusé en appelle d'une sentence papale à la décision conciliaire; 2<sup>o</sup> qu'elles ne témoignent pas d'une révolte quelconque de l'illustre dominicain contre la souveraineté pontificale, mais qu'au contraire il s'y montre un partisan intransigeant de la suprématie du pape sur toute autre autorité dans l'Eglise; 3<sup>o</sup> que le concile dont il réclame la convocation ne put avoir pour objet que de cons-

tater l'hérésie et la déchéance d'Alexandre VI, l'hérésie étant en effet, au point de vue doctrinal, le seul crime par lequel un pape soit déchu de la primauté. L'argumentation du P. Hurtaud est certainement ingénieuse, nous ne sommes pas sûr qu'elle ne rencontre point de contradiction.

M. Albert Ojardias a commencé, dans le *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne* (juin, juillet-août 1899, parus récemment), la publication d'un mémoire fort bien étudié sur Pierre Chanut, l'ami de Descartes, qui a joué un rôle comme ambassadeur en Suède au xvii<sup>e</sup> siècle. Il établit notamment que Chanut n'était point riomois de naissance, comme on l'a dit, mais parisien, fils d'un notable commerçant. Ces deux premiers articles nous renseignent sur les origines de la famille, sur l'enfance de Chanut, sur son mariage, sur ses premières relations. Nous reviendrons sur ce travail quand la suite aura paru.

« Lorsque le *Lake St. Louis, old and new, illustrated, and Cave-lie de la Salle*, fut publié en 1893, il manquait aux Archives canadiennes plusieurs volumes de la *Correspondance générale*, surtout ceux de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, comprenant toute la période de la guerre avec les Iroquois. » La mise à sa disposition de ces nouvelles sources d'information a permis à M. Désiré H. Gironard de donner à son premier travail un supplément considérable, où beaucoup de faits et de dates sont rectifiés, précisés, éclaircis. Le *Supplément au Lake St. Louis*, etc., etc. (Montréal, Poirier, Bessette et C<sup>e</sup>, 1900, in-8 de 140-v p.) est illustré de plusieurs gravures intéressantes et de deux cartes.

Poursuivant ses études sur la Lorraine pendant le règne de Stanislas, M. Pierre Boyé nous donne deux nouveaux morceaux, toujours fort bien documentés. Dans *La Lorraine commerçante sous le règne nominal de Stanislas (1737-1766)* (Extrait de l'*Annuaire de Lorraine*. Nancy, Sidot frères, 1899, gr. in-8 de 30 p.), il expose le régime douanier auquel la province fut soumise vis-à-vis de la France et de l'étranger, raconte les débats auxquels donna lieu la question du tarif ou du reculement des frontières, qui échoua devant l'apathie du gouvernement français. Un tableau de l'exportation et de l'importation en 1737 est suivi d'un aperçu de l'évolution et du commerce lorrain de 1737 à 1766. L'auteur termine son travail par l'examen du système monétaire, des poids et mesures et de la juridiction consulaire. Non moins importante est son histoire de *la Lorraine industrielle sous le règne nominal de Stanislas (1737-1766)* (Extrait du même recueil. Ibid, 1900, gr. in-8 de 70 p.). Les mines, la métallurgie, la verrerie, la céramique, le combustible, la papeterie et l'imprimerie, les tanneries et les autres industries passent tour

à tour devant nos yeux. Le dernier chapitre sur la réglementation du travail et sur les industries corporatives n'est peut-être pas le moins curieux. Lorsque M. Boyé aura réuni, comme il s'y décidera sans doute, toutes ces monographies en volume, nous aurons un solide ouvrage sur une période importante de l'histoire économique de la Lorraine.

Nous sommes sûr d'être agréable aux lecteurs de la *Revue* en leur signalant un nouveau volume de notre cher ami et collaborateur M. Marius Sepet. Ils aimeront à jouir de sa compagnie dans ses *Voyages de corps et d'esprit* (Paris, P. Téqui, 1900, in-8 de vii-321 p.), qu'il nous fait faire dans l'espace, en Bretagne, à Fribourg en Brisgau, en Haute-Savoie, ou dans le temps en nous faisant observer les anciennes mœurs rurales de la Saintonge et de l'Aunis, et la littérature et les mœurs françaises du moyen âge. Il ne saurait être indifférent à nos lecteurs de lire les pages émues qu'il consacre au souvenir d'un jeune parent, M. Joseph Sepet, enlevé à vingt-quatre ans, et qui a donné quelques articles de critique solide à ce recueil. L'histoire, d'ailleurs, ne perd jamais ses droits avec M. Sepet; témoin les pages qu'il consacre au passé de Samoëns; pour Saint-Gildas de Ruis la partie historique s'est tellement étendue qu'elle forme un volume <sup>1</sup>.

Pour résumer l'histoire de *La Science à travers le siècle*, « pour obtenir une exposition exacte des découvertes, » M. Jacques Boyer n'a cru pouvoir mieux faire que de s'adresser « aux savants qui les avaient faites ou aux contemporains qui avaient assisté à leur naissance. » L'illustration de l'ouvrage se compose des documents de l'époque. Cet ouvrage, qui ne manquera pas d'intéresser un grand nombre de lecteurs, se publie par fascicules in-4 de 16 p. (Paris, L. Henry May).

La *Revue* a reçu les publications suivantes, dont il sera rendu compte dans nos prochaines livraisons : *El Deber jurídico-social*, par D. M. Muñoz Flores (Madrid, impr. del Asilio de Huerfanos del S. C. de Jesus, in-8); — *Pseudo-Dionysius Areopagita in seinen Beziehungen zum Neuplatonismus und Mysterienwesen. Eine litterarhistorische Untersuchung*, von H. Koch (Mainz, Kirchheim, in-8); — *Saint Jean-Baptiste de la Salle*, par A. Delaire (Lecoffre, in-12); — *Le Règne de Louis IV d'Outre-mer*, par P. Lauer (Bouillon, in-8); — *Documents historiques inédits du XIV<sup>e</sup> siècle : Thomas de la Marche, bâtard de France, et ses aventures (1318-1361)*, par Marcellin Boudet (Riom, impr. Jouvet; Paris, Champion, gr. in-8); —

<sup>1</sup> *Saint-Gildas de Ruis, aperçus d'histoire monastique*. Paris, P. Téqui, 1900, in-16 de 417 p.

*Le Régime de la presse pendant la Révolution française*, par A. Söderhjelm T. I (Welter, in-8); — *Les Filles de la Charité d'Arras dernières victimes de Joseph Lebon à Cambrai, guillotinées le 8 messidor an II (26 juin 1794)*, par L. Misermont (Cambrai, Deligne, in-8); — *Thomas Paine (1737-1809) et la Révolution dans les deux mondes*, par Moncure Daniel Conway. Traduit de l'anglais par Félix Rabbe (Plon, in-8); — *Mémoires du baron de Bonnefoux, capitaine de vaisseau (1782-1859)*, publiés par Émile Jobbé-Duval (Plon, in-8); — *Souvenirs politiques du comte de Salaberry sur la Restauration, 1821-1830*, publiés pour la Société d'histoire contemporaine par le comte de Salaberry, son petit-fils. 2 vol. in-8 (Picard et fils, in-8); — *La Vérité sur le siège de Bitche (1870-1871)*, par le capitaine Mondelli (Berger-Levrault, in-12); — *La Liberté d'enseignement. Cinquante ans après*, par le P. J. Burnichon (Lecoffre, in-12); — *Cartulaire de l'église d'Autun*, par A. de Charmasse (Pedone; Autun, Dejussieu, in-8); — *Cartulaire de l'église d'Angoulême*, par l'abbé J. Nanglard (Angoulême, Chasseignac, in-8); — *Cartulaire des sires de Rays*, publié par R. Blanchard (Poitiers, Archives historiques du Poitou, in-8); — *Le Bourg et l'abbaye de Saint-Antoine pendant les guerres de religion et de la Ligue, 1562-1597*, par Dom H. Dijon (Grenoble, Falque et Perrin); — *Dictionnaire biographique et bibliographique de la Drôme*, par J. Brun-Durand T. I. A à G (Grenoble, Falque et Perrin); — *Souvenirs d'un voyage en Orient*, par G. Rageron (Picard et fils, 2 vol. in-8); — *Hai-Nan et la côte occidentale voisine*, par C. Madrolle (Challamel, in-8); — *Les Villes d'art célèbres. Paris*, par G. Riat (Laurens, in-8); — *Bernhard Adelmann von Adelmansfelden, Humanist und Luthers Freund (1457-1523)*, von F. X. Thurnhofer (Fribourg en Brisgau, Herder, in-8).

Dans ce dernier trimestre, la *Revue* a été coup sur coup frappée par la mort de deux de ses collaborateurs : dom François Plaine et M. Ludovic Sciout.

Né en 1833, à Bédée (Ille-et-Vilaine), entré en 1859 dans la congrégation bénédictine de Solesmes, et envoyé par dom Guéranger à Ligugé, il fut obligé, par les décrets de 1880, de chercher un refuge à l'étranger. C'est dans l'antique abbaye de Silos qu'il a exercé pendant les vingt dernières années son activité scientifique et qu'il a été saisi par la mort le 10 juillet dernier. Les ouvrages qu'il a publiés, la collaboration abondante qu'il a donnée non seulement à ce recueil, mais à beaucoup de périodiques français et étrangers, particulièrement aux *Studien und Mittheilungen* et aux *Soluciones católicas*, l'une et l'autre éditées par des membres de son ordre, sont la preuve de son

zèle au travail. Nous devons ici reconnaître que cette louable ardeur n'était pas toujours soutenue par une critique assez large ni assez sûre.

M. Ludovic Sciout est mort dans le temps même que s'imprimait notre dernier fascicule, le 9 juin dernier, à Moscou. Nos lecteurs, qui n'ont point perdu le souvenir des excellents articles qu'il a donnés à la *Revue*, savent qu'il s'était fait une spécialité des études sur la Révolution française et notamment sur le Directoire. Son *Histoire de la constitution civile du clergé* en quatre volumes (Paris, 1873-1881), les quatre volumes aussi qu'il nous a laissés sur le *Directoire* (Paris, 1895-1897), sont des œuvres d'une incontestable valeur, plus remarquables peut-être par l'abondance des matériaux et par l'exactitude des recherches que par la mise en œuvre et les qualités de l'exposition ; la forme demeure inférieure au fond. La *Revue* publiera dans sa prochaine livraison une nouvelle étude de notre regretté collaborateur sur les élections à la Convention nationale.

M. Jules Zeller, au contraire des deux écrivains précédents, n'appartenait pas au cercle de nos amis. Né à Paris en 1820, tour à tour professeur de l'enseignement secondaire, puis de l'enseignement supérieur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis 1874, il a beaucoup fait pour développer chez nous le goût des études historiques. C'est lui qui prit l'initiative, en 1860, de fonder un recueil annuel, *l'Année historique*, qui tiendrait au courant des progrès accomplis pendant l'année précédente ; malheureusement, il ne put continuer très longtemps une entreprise trop vaste pour un seul homme. Son œuvre la plus considérable est une *Histoire d'Allemagne* (jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle) en six volumes (Paris, 1872-1890), dont il a donné lui-même un résumé en 1888. Cette œuvre est malheureusement déparée non seulement par des appréciations fausses où l'ont jeté son rationalisme, d'une part, et, de l'autre, des sentiments trop passionnés, mais aussi par des erreurs de fait qui dénotent trop de légèreté dans le travail.

C'est encore pour nos études une perte douloureuse que la disparition de M. Friedrich Maassen, mort le 9 avril, à Innsbruck, âgé de soixante-dix-sept ans. Tous ceux qui s'intéressent au droit canonique connaissent les beaux et solides travaux sortis de sa plume. Qu'il nous suffise ici de rappeler sa magistrale *Geschichte der Quellen und Literatur des kanonischen Rechts im Abendlande bis zum Ausgang des Mittelalters*, dont le premier volume seul a paru (Graz, 1870, in-8), et son édition, dans la collection des *Monumenta Germaniae*, des *Concilia aevi merovingici*.

E.-G. LEDOS.

---

## REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

Sous ce titre : *Avant Christophe Colomb*, M. Charles de la Roncière<sup>1</sup> nous fait l'historique de quelques voyages accomplis par des Français sur la route des Indes ou du Brésil sous les règnes de Louis XI et de Charles VIII. A cette époque, l'île du Cap-Vert ou île Saint-Jacques nourrissait de grandes tortues dont le sang constituait, disait-on, un remède sûr contre la lèpre. Louis XI, qui se croyait atteint de cette maladie, chargea (juillet 1483) le capitaine de ses nefs Georges le Grec de se rendre à l'île du Cap-Vert et de lui rapporter le précieux remède ; mais il mourut avant le retour de l'expédition. Ce voyage ne fut pas le seul qu'entreprirent des marins français à cette époque, et déjà l'on commençait en France à se préoccuper, comme le faisait Colomb, de découvrir la route des Indes. Le récit de voyage fantastique dans les Indes que le pseudo-signataire Village, conducteur des galères de Provence, adressait à Jean de Porcon et à Michel de Saint-Germain en est une preuve. D'autre part, en 1484, le corsaire breton Coetlanlun, qui connaissait les parages de l'Islande et possédait les traditions des marins du nord, demandait des navires aux souverains espagnols pour entreprendre un voyage de découverte. D'après M. de la Roncière, il ne serait pas impossible que, dès cette époque, les marins bretons eussent été en possession du « secret de Terre Neufve, » et qu'ils eussent ainsi, avant Colomb, découvert le Nouveau Monde. L'auteur fait ensuite justice de la légende d'après laquelle le Dieppois Jean Cousin aurait le premier abordé au Brésil en 1488. Des marins normands et bretons connaissaient déjà, dans les dernières années du xv<sup>e</sup> siècle, la route du Brésil, d'où ils rapportaient du bois de teinture, du coton et des perroquets. En tout cas, l'*Espoir*, de Honfleur, parti le 24 juin 1503, à destination des Indes Orientales, prit la route de l'ouest, et après avoir doublé le cap de Bonne-Espérance, se dirigea vers les Indes occidentales.

— Si Philippe de Commines, considéré comme écrivain, n'a jamais rencontré que des admirateurs, son œuvre historique a été vivement

<sup>1</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, mars-avril 1900.

attaquée par d'éminents critiques. On lui a reproché non seulement d'avoir mal vu les événements qu'il a racontés, mais encore de les avoir travestis de propos délibéré et, pour des motifs inavouables, de s'être laissé entraîner à défigurer certaines physionomies sous des traits noircis. M. B. de Mandrot s'est proposé de rechercher la valeur des critiques dont le premier en date de nos historiens a été l'objet et d'établir le degré d'autorité qu'il convient de lui attribuer<sup>1</sup>. Il constate tout d'abord que la chronologie de l'historien est souvent erronée, soit que l'auteur ait professé un certain dédain pour cette exactitude matérielle ou que sa mémoire lui ait fait défaut, soit que ces erreurs, en l'absence de manuscrits originaux des Mémoires, proviennent de l'inattention des scribes qui nous en ont transmis le texte. Passant ensuite au fond même de l'œuvre de Commynes, il rappelle qu'elle se compose de deux parties distinctes, écrites à un intervalle de six à sept ans. La première, rédigée pendant les loisirs forcés de sa relégation à Dreux, se rapporte au règne de Louis XI et contient le récit des événements dont Commynes a été le témoin depuis l'année 1464 jusqu'à la mort du roi (30 août 1483). La seconde partie est consacrée à l'expédition de Charles VIII en Italie. De ce que l'auteur a passé sous silence les événements qui eurent lieu de 1483 à 1490, époque où, disgracié, il se vit plusieurs fois condamné par le parlement et mena une existence des plus tourmentées, il ne s'ensuit nullement que des raisons personnelles aient arrêté sa plume. Commynes estimait Louis XI supérieur à tous les souverains de son temps; la situation privilégiée qu'il occupait auprès de sa personne lui ayant permis de pénétrer ses desseins, il crut accomplir une œuvre utile en révélant à ses successeurs les mobiles de ces actions et en les initiant aux secrets de sa politique. A la mort du prince, il considéra son œuvre comme terminée. Après une longue disgrâce, appelé à jouer un rôle dans cette folle équipée de la guerre d'Italie, il pensa qu'il devait montrer aux successeurs de Charles VIII qui seraient tentés d'imiter ce prince le danger qu'il y aurait pour la France à la jeter de nouveau dans une pareille aventure. C'est à tort, suivant M. de Mandrot, que l'on accuse Commynes d'avoir écrit un « panégyrique enthousiaste » de Louis XI et d'avoir obéi à ses rancunes en traçant le portrait de Charles le Téméraire, son premier maître. L'historien se montre également impartial pour les deux adversaires. Les défauts du premier ne lui ont point échappé et il les signale sans hésiter. Quant aux qualités du second, il sait aussi les reconnaître. M. de Mandrot montre par une série d'exemples que les personnages de moindre importance ont rencontré dans Commynes

<sup>1</sup> *Revue historique*, juillet-août, septembre-octobre 1900.

un juge également impartial et pénétrant. Dans le récit des affaires d'Italie qui remplit les deux derniers livres des Mémoires, encore que, prévoyant qu'une expédition française au delà des monts ne pourrait réussir, il se soit efforcé de l'empêcher, Commynes n'altère les faits sur aucun point et oublie les griefs qu'il pourrait nourrir contre Charles VIII pour le juger à sa juste valeur. L'expédition décidée, Commynes n'avait plus songé qu'à bien servir le Roi et à travailler à la réussite d'une entreprise qu'il désapprouvait. Il ne dépendait point de lui que ses négociations à Venise et plus tard à Milan n'aboutissent à des résultats plus avantageux pour la France. En rappelant les missions diplomatiques dont il fut chargé, il se borne à retracer son rôle, très exactement et très modérément, et ne se laisse jamais aller à exalter ses mérites. C'est en toute vérité qu'il a pu dire : « Je faisoie le mieulx que je povoye. » De l'étude de M. de Mandrot, il résulte donc que les Mémoires de Commynes, écrits pour l'éducation des princes, renferment sur les hommes et sur les choses de son époque des appréciations justes dans l'ensemble et extrêmement modérées, et les quelques inexactitudes de détail que l'on peut relever dans son œuvre n'en diminuent pas la très grande valeur historique.

— M. Henri Froidevaux a entrepris de mettre en lumière le rôle de Jacques Pronis, le premier commandant français de Madagascar, et de réhabiliter en partie ce personnage, considéré par la plupart des historiens comme un incapable et un malhonnête homme<sup>1</sup>. On ne sait rien de l'existence de Pronis jusqu'au jour où Rigaut, qui venait d'obtenir de Richelieu pour lui et ses associés le privilège de faire le commerce à Madagascar, le désigna pour conduire dans l'île les premiers colons et y jeter les bases du premier établissement de la Compagnie des Indes orientales. Après avoir pris possession des îles Rodrigue, Bourbon et Sainte-Marie, Pronis débarqua dans la baie de Sainte-Lucie, où il installa une habitation ou comptoir fortifié. Il eut tout d'abord fort à faire pour empêcher la concurrence que les marins mêmes qui l'avaient amené prétendaient faire à la Compagnie. Une seconde habitation fut bientôt établie dans le lieu baptisé par Pronis Fort-Dauphin. Malgré son activité, le commis de la Compagnie des Indes orientales ne tarda pas à exciter un mécontentement général parmi ses compatriotes. Tracassier et hautain, Pronis, qui s'était marié à une indigène, obligeait les colons au travail de la terre, et tandis que ceux-ci manquaient souvent du nécessaire, réservait une grande part des vivres à la famille de sa femme. Une révolte éclata en 1646, et les colons indigènes, après avoir mis Pronis aux

<sup>1</sup> *Revue historique*, juillet-août 1900.



fers, élurent comme chef Claude Le Roy. Lorsque de nouveaux colons débarqués à Fort-Dauphin lui eurent rendu la liberté et son ancien pouvoir, Pronis, au lieu de profiter des leçons du passé, ne songea qu'à satisfaire ses vengeances et se montra plus despote que jamais. La Compagnie des Indes orientales résolut alors de faire faire une enquête sur ses agissements, et en chargea Étienne de Flacourt, envoyé à Madagascar avec le titre de commandant général. Celui-ci approuva la conduite de Pronis; mais bientôt il prit ombrage de lui et le fit partir en France (1650). Cinq ans plus tard, Pronis fut renvoyé dans l'île par la Compagnie, et Flacourt, devant à son retour revenir en France, le chargea d'administrer la contrée en son absence. Il semble que Pronis ait alors pris à tâche de faire oublier sa conduite passée. Il traite les indigènes avec douceur, tient compte des requêtes qui lui sont adressées; quoique protestant, favorise les missionnaires catholiques; en un mot, fait œuvre de bon administrateur. Par malheur, les colons ne profitèrent pas longtemps des bonnes dispositions de Pronis, car il mourut un peu plus de trois mois après son retour, alors qu'il consacrait tous ses soins à réparer les désordres qu'une série d'incendies avaient causés dans l'île.

— Vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, la dynastie des Ming, qui depuis plus de trois cents ans gouvernait la Chine, fut détrônée par les Mandchous. La résistance que les partisans des Ming opposèrent aux Mandchous constitue un des événements les plus dramatiques de l'histoire du Céleste Empire. M. Charles Saglio, s'appuyant sur les anciennes annales chinoises, complète et corrige le récit que nous en ont laissé les missionnaires<sup>1</sup>. Après que, las de fuir de ville en ville, devant les Mandchous victorieux, le prince Tang se fut suicidé à Fou-Tchéou, Chou-Yu-Lang, prince de Kouei, son plus proche parent, se fit proclamer à sa place; mais un ancien ministre des Ming, Sou-Kouang-Chêng, refusa de le reconnaître et groupa autour de lui un nombre assez considérable de partisans de la dynastie déchue. Li-Cheng-Toung, avec ses troupes tartares, s'étant emparé de Canton, Sou-Kouang-Chêng, après avoir vaillamment tenu tête à l'ennemi, s'étrangla pour ne pas tomber entre ses mains. A son tour le prince Kouei dut fuir devant l'envahisseur. Un homme d'une rare énergie devait retarder encore le succès définitif des Mandchous. Cheng-Pang-Yen avait réussi à soulever la population de Canton contre les Tartares, qui furent massacrés dans la ville. Réduit à fuir devant des forces supérieures, il s'enferma dans Ching-Yuan, où il périt ainsi que la petite troupe de soldats qui lui étaient restés fidèles, après avoir opposé une résistance acharnée aux hordes mandchoues. La

prise de Canton après un an de siège (1650) ruina les dernières espérances des Ming ; le prince de Kouei, qui avait dû pendant quelque temps mendier sa vie dans les villages du Yunnan, fut livré aux autorités mandchoues, qui le mirent à mort.

— La sagacité des érudits s'est exercée en vain à éclairer les ténèbres qui couvrent encore la question de l'assassinat des plénipotentiaires français Bonnier et Roberjot aux portes de Rastatt, dans la nuit du 28 au 29 avril 1799. Les documents relatifs à cette affaire, longtemps demeurés sous séquestre par ordre du gouvernement autrichien, ont été récemment publiés par la section historique des Archives impériales et royales de la guerre. En attendant la traduction de cet ouvrage qui doit paraître prochainement, la *Revue de Paris*<sup>1</sup> publie les procès-verbaux des deux premières séances conservés dans le protocole de Villingen. Ce sont les interrogatoires des deux principaux accusés, le colonel von Barbaczy, commandant le régiment des hussards de Szekler, et le capitaine von Burkhard, commandant l'escadron de ce régiment détaché alors aux portes de Rastatt. Des réponses du colonel von Barbaczy et du capitaine von Burkhard il semble nettement résulter que les hussards de Szekler ne sont point les auteurs de la lâche agression contre les ministres de France. En se jetant sur leurs victimes, les assassins, d'après la déclaration de Jean Debry, les avaient interpellés en français et leur avaient reproché d'avoir voté la mort de Louis XVI. Or, aucun des hussards de Szekler ne parlait français. Lorsqu'on procéda à la visite des hussards qui eut lieu aussitôt après l'événement, on ne trouva sur aucun les objets précieux que les coupables avaient pris dans les voitures des plénipotentiaires. Les deux accusés semblent ajouter foi au bruit qui s'était répandu à Rastatt que les ministres de France avaient été frappés par des émigrés.

— Les lettres adressées au général Mathieu Dumas par l'adjudant général Achille Dampierre<sup>2</sup>, pendant la campagne d'Italie de 1800, ont l'intérêt des correspondances écrites au jour le jour, sous l'impression immédiate des événements et sans aucune arrière-pensée de publicité. Il ne faut point y chercher des vues d'ensemble sur le mouvement des armées. Par ses conversations avec les officiers généraux français et, lorsqu'il est prisonnier, avec les officiers généraux autrichiens, Dampierre se rend à peu près compte de la marche des troupes, mais son témoignage a surtout de l'intérêt pour les opérations de la division Gardanne qui forme l'extrême gauche de l'armée. Commandant un détachement de trois cents hommes, il prend

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> juin 1900.

<sup>2</sup> *Revue de Paris*, 15 juin 1900.

part à l'attaque du village de Marengo, le 13 juin; mais, le lendemain, il voit sa petite troupe décimée par le feu de l'ennemi sur les rives de la Bormida. A sept heures du soir, il est entouré par le régiment de hussards de Nauendorf et croit toute notre armée en fuite. Sans cartouches, sans artillerie, il se décide à mettre bas les armes. Ce n'est qu'à Alexandrie qu'il apprend que, grâce au dévouement de Desaix et à la charge de Kellermann, les Français ont repris l'avantage et que la journée est une victoire pour eux. En somme, Dampierre a surtout dépeint le côté sombre de la campagne de 1800. Son récit est un correctif précieux de la légende.

— M. Geoffroy de Grandmaison nous retrace d'une façon aussi intéressante que neuve la vie que le prince des Asturies, Ferdinand, son frère Carlos et son oncle Antonio, expulsés de leur pays, menèrent au château de Valençay, de 1808 à 1814<sup>1</sup>. Talleyrand, tenu à l'écart par l'Empereur depuis un an, ne songea pas à se soustraire à la marque de confiance que lui témoignait le maître en lui donnant la garde des princes espagnols, d'autant plus que l'asile qu'il allait leur offrir devait lui rapporter 50,000 francs par an, payés par le Trésor. Il remplit au mieux sa mission. Les princes, étroitement gardés, étaient pourvus de tout ce qui pouvait leur rendre agréable leur séjour en France; suivant le désir exprès de Napoléon, il y eut à Valençay des aumôniers, des femmes et des gendarmes. Les jeunes princes partageaient leur temps entre les exercices de piété, les leçons de danse et de musique, les promenades à cheval et les parties de pêche. A vivre de cette existence monotone, à entretenir de banales causeries avec Ferdinand et à pourvoir aux amusements des princes, la patience de Talleyrand se lassa. Laissant au château M<sup>me</sup> de Talleyrand dont le duc San Carlos s'était déclaré l'admirateur, il partit rejoindre l'Empereur et fut remplacé par Pierre Berthemy, ancien officier d'ordonnance de Napoléon, dont le duc de Rovigo avait déjà éprouvé les services. Tandis que les hôtes de Valençay employaient leurs loisirs à nouer des intrigues amoureuses, la surveillance dont ils étaient l'objet se faisait chaque jour plus active. Toute correspondance avec le dehors leur était interdite, car ils devaient ignorer ce qui se passait en Europe et surtout en Espagne. Plusieurs prétendues tentatives d'enlèvement des princes que nous rappelle M. Geoffroy de Grandmaison furent sévèrement réprimées. La plus singulière fut celle que tenta un aventurier, Louis Collignon, se faisant appeler M. de Kolli, et, suivant les circonstances, baron irlandais ou italien. L'auteur nous donne sur ce personnage, très mal connu, des détails fort curieux d'après des documents inédits et fait

*Le Correspondant*, 25 mai 1900.

justice de la légende créée autour de son nom et accueillie avec trop de confiance par les biographes.

— Lorsqu'au mois de mars 1815 Napoléon débarqua au golfe Juan, Masséna commandait à Marseille la 8<sup>e</sup> division militaire. Soit qu'il ait cru la cause des Bourbons définitivement perdue, soit qu'il ait obéi à un sentiment de reconnaissance pour Napoléon, il oublia ses serments de fidélité à Louis XVIII et fit tous ses efforts pour qu'aucune troupe ne vint arrêter la marche de l'Empereur sur Paris. C'est ainsi qu'il n'autorisa le départ des volontaires que quand il sut qu'ils ne pourraient plus atteindre l'Empereur. D'ailleurs, après le débarquement de celui-ci, il avait pris soin de lui envoyer un aide de camp et de communiquer avec lui, tandis que, enfermé dans son hôtel, il répandait de fausses nouvelles qui devaient endormir la vigilance des populations prêtes à soutenir le gouvernement royal. Au lendemain des Cent-Jours, une pétition fut adressée à la Chambre des députés par les Marseillais, demandant que l'ancien chef militaire de Marseille fût poursuivi comme coupable de trahison. La police de la ville, de son côté, envoya, le 16 décembre 1815, un formidable rapport sur la conduite de Masséna pendant les Cent-Jours. Le ministre de la police Decazes se décida enfin à ordonner une enquête, qui fut confiée au commissaire spécial de police Caire. En étudiant cette enquête et en la comparant au rapport du 16 décembre, M. Léon-G. Pélissier<sup>1</sup> établit facilement que le gouvernement de Louis XVIII avait dû donner des instructions au commissaire pour que la vérité ne fût point connue tout entière et que les poursuites ne pussent aboutir. Masséna avait favorisé la cause de Napoléon, le fait était certain, mais il ne fallait point que l'enquête en fournît des preuves convaincantes, et elle n'en donna point. Un petit nombre de témoins, et non les plus importants, furent seuls interrogés, d'ailleurs d'une façon très incomplète, les questions essentielles ne leur étant même pas posées. Par cette mise en mouvement de la justice, on songeait seulement à donner une apparence de satisfaction aux royalistes.

— Victor-Emmanuel n'était pas encore proclamé roi d'Italie que Napoléon III put pressentir les difficultés et les embarras de toutes sortes que la réalisation de l'unité italienne créerait à son gouvernement. A l'aide de documents diplomatiques laissés par l'ancien ministre des affaires étrangères Thouvenel, son fils M. Louis Thouvenel marque les différentes phases par lesquelles passa la question romaine depuis le mois d'octobre 1861 jusqu'au mois d'octobre de l'année suivante où Drouyn de Lhuys vint prendre la direction de

<sup>1</sup> *Revue historique*, septembre-octobre 1900.

notre politique extérieure<sup>1</sup>. Même après Castelfidardo, alors que Pie IX n'exerçait plus son pouvoir que dans Rome, Napoléon III se flattait encore de réconcilier le Saint-Siège avec le gouvernement italien. Mais tandis que Pie IX ne cessait de protester contre la spoliation de ses États, l'Italie officielle se montrait impatiente de réaliser de nouvelles annexions. M. Rattazzi, président de la Chambre des députés, venait à Paris avec mission de demander à l'Empereur le rappel des troupes françaises qui occupaient Rome. Napoléon III n'aurait pas mieux demandé que de retirer ses troupes, mais il aurait voulu le faire après avoir obtenu du pape la reconnaissance des faits accomplis et du roi l'assurance que Rome resterait au chef de l'Église. L'Empereur fit rédiger par Thouvenel un projet de traité entre la France et l'Italie qui devait, pensait-il, résoudre la question romaine et réconcilier les deux adversaires. En réalité, le projet n'était pas pratique : Benedetti, notre ambassadeur auprès du roi d'Italie, et le marquis de la Valette, notre représentant auprès du Saint-Siège, furent unanimes à le déclarer. Mgr Lavigerie, consulté secrètement par Thouvenel, affirmait, lui aussi, que jamais Pie IX ne renoncerait à son droit. Thouvenel, qui partageait ce sentiment, estimait qu'il ne fallait pas mêler le pape au débat et que l'on devait s'efforcer de sauver les débris du pouvoir temporel du pape, pour ainsi dire malgré lui. Mais tandis que le ministre essayait de faire prévaloir son opinion et de décider Napoléon III à rappeler notre corps d'occupation après avoir obtenu de Victor-Emmanuel la garantie que le territoire de Rome demeurerait inviolable, les Italiens brûlaient de se jeter dans de nouvelles aventures. Ils déclaraient hautement qu'ils n'attendaient qu'un soulèvement des Balkans pour mettre la main sur la Vénétie et sur Rome. Cette attitude augmentait les hésitations de Napoléon III, de moins en moins disposé à priver Pie IX du secours de ses troupes. Après s'être décidé à combattre Garibaldi, débarqué à Catane, le gouvernement italien crut devoir se faire pardonner par l'opinion cet acte de fermeté en déclarant plus nettement que jamais, par l'organe du ministre des affaires étrangères, le général Durando, ses prétentions sur Rome capitale. C'en était trop ; Napoléon III estima qu'en pareil moment fixer un terme à l'occupation de nos troupes, ce serait encourir le reproche, de la part des hautes classes de la société, d'avoir trahi la cause du pouvoir temporel ; il se décida donc à se séparer de Thouvenel et chargea Drouyn de Lhuys de le remplacer.

— Le fragment des Mémoires inédits du général Ducrot que publie le *Correspondant*<sup>2</sup> est une preuve nouvelle que l'organisation et la

<sup>1</sup> *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> juillet 1900.

<sup>2</sup> 25 mai 1900.

conduite des armées doivent appartenir à des officiers et qu'en s'en mêlant, les civils, uniraient-ils les meilleures intentions à l'intelligence la plus ouverte, risquent de faire courir à un pays les plus graves dangers. Après avoir abandonné Paris à l'émeute, Thiers avait donné ordre d'évacuer les forts du sud et le Mont-Valérien, ne songeant point que, si les insurgés venaient à occuper ces forts, Versailles, siège du gouvernement, serait menacé; qu'ainsi le mouvement insurrectionnel pourrait gagner la France entière et qu'en tout cas la répression présenterait de plus grandes difficultés. Informé de cet abandon des forts, Ducrot, qui venait à Versailles siéger à l'Assemblée nationale, vit le danger et s'empressa de le faire connaître à ses collègues. Une députation de l'Assemblée et la commission dite « des Quinze » se rendirent aussitôt auprès de Thiers pour le prier de faire à nouveau occuper les forts. Mais le chef du pouvoir exécutif s'entêtait dans son idée et il fallut que les députés réitérassent à plusieurs reprises leurs instances pour qu'il consentit à réparer son erreur et à faire occuper le Mont-Valérien. La commission des Quinze fut moins heureuse lorsqu'elle le pressa de combattre l'insurrection sans tarder et de ne pas lui laisser le temps de s'organiser. Thiers, très jaloux de son pouvoir, ne voulait pas renoncer à son plan et entendait sacrifier Paris. Pour dégager sa responsabilité, Ducrot, qui blâmait les lenteurs de Thiers, se retira de la commission et obtint d'être nommé au commandement de la 16<sup>e</sup> division militaire à Cherbourg. Là comme à Versailles, il eut à lutter contre Thiers, qui prétendait envoyer directement des ordres aux chefs de corps et services placés sous son commandement. Lorsqu'il eût formé deux solides divisions des soldats revenus d'Allemagne, il revint à Versailles à leur tête. Thiers voulait tenter de reprendre Paris et chargea Ducrot de s'emparer de la porte Dauphine. Cette fois encore l'homme politique voulait imposer ses idées au général; mais celui-ci, jugeant impossible l'opération qu'on lui proposait de conduire, refusa le périlleux honneur de la tenter et donna de nouveau sa démission.

— S'aidant surtout des souvenirs laissés par le prince de Joinville, M. Auguste Laugel nous a tracé un beau portrait du dernier survivant des fils de Louis-Philippe, dont il s'est surtout attaché à mettre le caractère en pleine lumière <sup>1</sup>. D'une nature exubérante, plein d'ardeur, le Prince s'était plié avec peine à l'austère discipline des études classiques. Il devait s'instruire lui-même en lisant et en conversant avec les hommes éminents qu'il avait occasion de voir dans l'entourage de son père. Ses premiers exploits comme marin et surtout sa brillante conduite dans la guerre contre le Maroc lui promettaient les

<sup>1</sup> *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> juillet 1900.

plus glorieuses destinées ; il semblait appelé à rendre à notre marine les services que notre armée de terre attendait du duc d'Aumale, lorsque la révolution de 1848 vint inopinément arrêter sa carrière et détruire ses rêves d'avenir. Après un moment de révolte, le jeune prince s'embarqua sur le *Solon* avec son frère préféré le duc d'Aumale, et vint à Claremont rejoindre la famille royale. L'avènement de l'Empire et les guerres heureuses qui en marquèrent les débuts paraissaient interdire au prince toute espérance de jouer jamais un rôle important dans son pays. Le besoin d'activité qui le dévorait s'accommodait mal des monotonies de la vie d'exil. Ne pouvant servir la France, il conduisit en Amérique, où la guerre de Sécession venait d'éclater, ses deux neveux, le comte de Paris et le duc de Chartres ; il obtint pour eux une place dans l'armée fédérale, et sans être revêtu d'aucun titre officiel, voulut partager avec eux les périls de la guerre. Rentré en Europe, il suivait avec anxiété les développements de la politique impériale, quand tout à coup retentit comme un coup de foudre la nouvelle de la victoire des armées prussiennes à Sadowa. On pouvait dès lors prévoir que la France ne resterait pas longtemps sans être obligée de tirer l'épée et de défendre sa frontière du Rhin. Le prince tenta de rassurer l'opinion et peut-être aussi de se rassurer lui-même en écrivant sur la victoire de Sadowa un article où il cherchait à prouver que la France n'avait rien à craindre de la puissance militaire de la Prusse. Nos premiers revers de 1870 devaient bientôt, hélas ! dissiper ses illusions ; il n'eut plus alors qu'une ambition, venir défendre la France envahie et servir dans notre armée « n'importe à quel titre. » Il s'adressa à ses anciens compagnons d'armes ; mais ni le gouvernement impérial ni le gouvernement provisoire ne voulurent faire droit à ses demandes réitérées. Espérant toujours une victoire de la France, il erra pendant longtemps derrière les lignes françaises ; la guerre se termina sans qu'il eût eu la consolation de se battre pour son pays. Le prince de Joinville n'avait point de goût pour la politique ; il fut cependant envoyé comme député à l'Assemblée constituante par le département de l'Oise. Il vit avec peine le maréchal de Mac Mahon dissoudre la Chambre, car il avait compris qu'une réaction suivrait le 16 mai et que le parti conservateur sortirait amoindri des nouvelles élections ; et en effet, il eut la douleur de voir coup sur coup le comte de Paris et le duc d'Aumale prendre de nouveau le chemin de l'exil. Il se défia de l'alliance des royalistes avec le général Boulanger, estimant que la monarchie ne devait point courir les aventures, mais demeurer comme le gouvernement de réserve auquel un pays est heureux de confier ses destinées lorsqu'à plusieurs reprises il a vu ses illusions détruites. « Quand le bruit de nos discordes sera éteint, conclut M. A.

Laugel, l'histoire aura un pur rayon pour la simple et grande figure du prince de Joinville. »

— Nous signalerons plus brièvement les articles suivants : M. Ph. Lauer publie <sup>1</sup>, d'après une copie du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle conservée aux Archives du Vatican, le texte d'un diplôme du 8 décembre 820 mentionné comme perdu dans les *Regesta* de Böhmer et par lequel Louis le Pieux accordait l'immunité au monastère de Santa Maria de Val Fabrica de Assisi. — Les Italiens du moyen âge avaient hérité des Romains le goût des courses. A côté des chevaux, on y voyait lutter des hommes, des femmes et des ânes. M. E. Rodocanachi rappelle à grands traits ce que furent les courses de Vérone, de Ferrare, de Florence <sup>2</sup>. Notons que ce fut seulement en 1467, sous le pontificat de Paul II, que des courses furent organisées à Rome. Après les courses de vieillards et d'estropiés, les Romains imaginèrent les courses de juifs. Vêtus d'accoutrements bizarres, pressés par des cavaliers qui les suivaient la lance au poing pour les stimuler, les juifs arrivaient au but, au milieu des insultes de la foule, couverts de boue de la tête aux pieds. — M. Eugène Lefèvre-Pontalis, poursuivant l'histoire, déjà signalée ici, de la cathédrale de Noyon, conduit son récit depuis les premières années du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> <sup>3</sup>. Il nous donne d'intéressants détails sur les œuvres d'art que renfermait le trésor de la cathédrale au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et nous énumère les grands travaux que l'on fit à cette église dans la seconde moitié de ce siècle. Il passe enfin en revue les principaux événements dont Noyon fut le théâtre. Au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, le mauvais état de la cathédrale nécessite de nouveaux et importants travaux : réparation de la toiture, pavage en marbre du sanctuaire, érection d'un nouveau maître-autel « à la romaine. » — La jeunesse de Jean V, duc de Bretagne, que nous retrace M. Arthur de la Borderie <sup>4</sup>, nous fait assister à la guerre que soutinrent entre eux Bretons et Anglais de 1403 à 1407 et aux querelles qui mirent aux prises Jean V avec les Penthievre jusqu'en 1410, époque où la paix fut signée entre les deux partis. — Mettant à profit les travaux des érudits modernes, le même historien <sup>5</sup> trace une esquisse générale de la mission de saint Vincent Ferrier en Bretagne (1418-1419), qui lui permet de rectifier les erreurs des anciens hagiographes Lobineau et Albert Le-grand. — Dans une étude des plus documentées <sup>6</sup>, le P. Eug. Gri-

<sup>1</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, janvier-février 1900.

<sup>2</sup> *Revue des études historiques*, juillet-août 1900.

<sup>3</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, mars-avril 1900.

<sup>4</sup> *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, mars 1900.

<sup>5</sup> *Ibid.*, avril 1900.

<sup>6</sup> *Revue de Lille*, février et mars 1900.



selle montre l'influence que saint François de Sales exerça en France et les sympathies qu'il rencontra, invité de toutes parts à prêcher, honoré et admiré par les plus grands personnages de l'époque, et entre autres par Henri IV. — M. Émile Castex nous donne une esquisse rapide de l'histoire du couvent des Ursulines de Gondrin, depuis sa fondation par Paule de Bellegarde, en 1629, jusqu'en 1793<sup>1</sup>. — La publication faite par M. le comte L. Remacle<sup>2</sup> du journal de voyage d'un gentilhomme breton qui visita Paris en 1782, établit qu'à cette époque, étant donnée la valeur de l'argent, le séjour des étrangers n'y était pas plus coûteux qu'aujourd'hui, tandis que le voyage revenait trois fois plus cher. — En quelques pages où les anecdotes tiennent une assez large place, M. Cypr. Lacave La Plagne Barris<sup>3</sup> rappelle l'existence si remplie d'un religieux fort oublié aujourd'hui et qui jouit, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'une réputation méritée comme éducateur de la jeunesse, Dom Raymond Despaux (1726-1818), religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, directeur de l'école de Sorèze pendant près de vingt-cinq ans, nommé par le Premier Consul inspecteur général de l'Université. — L'étude, par M. L. Souguenet<sup>4</sup>, des prospectus publiés par les libraires anglais pendant la Révolution montre combien nos voisins d'outre-Manche s'intéressèrent aux événements qui se passaient chez nous ; les idées révolutionnaires ne laissaient point les Anglais indifférents, et si certains d'entre eux les combattaient énergiquement, elles provoquaient chez un grand nombre un véritable enthousiasme. — Les Souvenirs de Henry Sherwood sur son séjour en France de 1790 à 1795 nous apprennent le traitement auquel furent soumis les Anglais arrêtés en septembre 1793 par ordre de la Convention<sup>5</sup>. Sherwood, qui n'avait que seize ans, fut interné à Abbeville, à l'hôtel Saint-Blumont. Rendu à la liberté le 22 décembre, jour de la fête de la Raison, Sherwood, qui n'avait pas un sou en poche, obtint du directeur de la prison de pouvoir y revenir comme il le voudrait. De suite, il profita de sa mise en liberté pour assister à la fête de la Raison, que présidait le représentant du peuple André Dumont et dont les grotesques cérémonies lui inspirèrent un légitime étonnement. — D'après M. J. Guillaume<sup>6</sup>, ce mot célèbre : « La République n'a pas besoin de savants, » répondit par le vice-président du tribunal révolutionnaire à Lavoisier, demandant un sursis à sa condamnation pour achever quelques

<sup>1</sup> *Revue de Gascogne*, avril 1900.

<sup>2</sup> *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, janvier, avril et mai 1900.

<sup>3</sup> *Revue de Gascogne*, mai 1900.

<sup>4</sup> *La Révolution française*, 14 mai 1900.

<sup>5</sup> *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 mai 1900.

<sup>6</sup> *La Révolution française*, 14 mai 1900.

expériences, fut inventé par Fourcroy; il paraît d'ailleurs certain que Lavoisier ne sollicita pas de sursis. — M. A. Aulard dresse la liste des représentants du peuple envoyés en mission depuis le 10 ventôse jusqu'au 9 thermidor an II<sup>1</sup>. — En rapprochant les procès-verbaux du Comité de salut public des indications fournies par les périodiques de l'époque, M. J. Guillaume<sup>2</sup> a pu dresser la liste des membres de ce Comité avant et après le 9 thermidor : travail d'autant plus minutieux et utile que le personnel du Comité était renouvelé en partie chaque mois. — Terrasse de Tessonnet, l'un des agents les plus actifs au service de Condé, essaya, sous le Directoire, de faire de la Franche-Comté une nouvelle Vendée. Parmi les personnages qu'il entreprit de gagner à la cause des Bourbons figure Pichegru, rêvant alors de jouer le rôle d'arbitre entre les partis et de restaurer la monarchie. M. Léonce Pingaud publie<sup>3</sup> un mémoire du mois de juin 1797 dans lequel Tessonnet raconte ses relations avec Pichegru, et qui n'est pas moins intéressant pour la biographie de ce général que pour les détails qu'il fournit sur la contre-révolution en Franche-Comté. — A son retour d'Égypte, Napoléon avait été accueilli avec transport par les populations du Var, qui virent sans regret disparaître le gouvernement du Directoire. Dans une étude faite uniquement d'après des documents d'archives, M. Edmond Poupé nous raconte comment Joseph Fauchet, le premier préfet du Var, établit le gouvernement consulaire dans sa circonscription administrative<sup>4</sup>. — M. André Auzoux<sup>5</sup> nous donne, d'après les rapports du capitaine Bergeret et de l'enseigne Olivier, le récit détaillé du furieux combat que le navire français *Psyché* soutint contre le *San Fiorenzo*, sous les ordres du commandant Lambert (1805). Les marins français avaient montré dans l'attaque un tel courage que Lambert accorda sans hésitation à son adversaire, réduit à l'impuissance et dont le navire était en feu, une capitulation honorable. — Les lettres du général Kellermann que publie la *Nouvelle Revue rétrospective*<sup>6</sup> nous révèlent certains côtés du caractère de leur auteur. Elles sont pour la plupart assez terre à terre : le général gémit sans cesse sur sa pénurie, il ne peut joindre les deux bouts. Quand il ne se plaint pas de son métier, il se plaint du temps et de sa santé. Il ne semble pas goûter beaucoup l'épopée impériale et ne parle jamais à sa femme des victoires de l'armée. Celle-ci, de son côté, ne paraît préoccupée

<sup>1</sup> *La Révolution française*, 14 avril 1900.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 14 avril 1900.

<sup>3</sup> *Les Annales franc-comtoises*, mars-avril 1900.

<sup>4</sup> *La Révolution française*, 14 avril 1900.

<sup>5</sup> *Revue des Études historiques*, juillet-août 1900.

<sup>6</sup> 10 août 1900.

que des affaires de son intérieur : elle envoie des brosse à dents et de la cire à son mari et en échange lui demande une selle et un chapeau de paille à la mode. — Les péripéties du blocus de Schlestadt, du 5 janvier au 16 avril 1814, que raconte M. A. Chuquet <sup>1</sup>, mettent en lumière l'énergie du commandant Schweisguth et font connaître les souffrances qu'eurent à supporter la garnison et les habitants de la ville assiégée. — D'après le récit même de Garbé, commandant de Pierre-Châtel, M. Alexandre Bérard <sup>2</sup> nous retrace l'opiniâtre défense que ce fort, ayant pour toute garnison quatre-vingts vétérans hollandais mal armés et la plupart infirmes, opposa aux troupes autrichiennes du général Bubna, en 1814 et en 1815. — Les lettres adressées au chevalier de Cussy par le marquis de Bonnay, ambassadeur de France à Berlin, et par Chateaubriand, son successeur à ce poste, montrent en quelle estime et en quelle affection ils avaient pris leur jeune secrétaire d'ambassade. Les fragments des *Souvenirs* inédits de Cussy, qui servent de commentaires à ces lettres, en font ressortir l'intérêt <sup>3</sup>.

ALBERT ISNARD.

<sup>1</sup> *La Révolution française*, 14 avril 1900.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 14 mars 1900.

<sup>3</sup> *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 juin et 10 juillet 1900.

---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

**Die babylonische Mondrechnung.** *Zwei Systeme der Chaldäer über den Lauf des Mondes und der Sonne.* Von Fr.-X. KUGLER, S. J. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1900, un vol. in-4.

Un savant jésuite, le P. J. Epping, a publié en 1889, avec la collaboration du P. J.-N. Strassmaier, son *Astronomisches aus Babylon*, ouvrage qui reçut le meilleur accueil, non seulement de la part des assyriologues et des astronomes, mais aussi de ceux qui s'occupent de l'histoire des sciences et de la chronologie. Une mort prématurée a enlevé le savant auteur à ses études le 22 août 1894. Le P. Fr.-X. Kugler a été appelé à recueillir sa succession et il vient de donner cette année, avec le concours du P. Strassmaier, la continuation du travail commencé par le P. Epping, dans son *Babylonische Mondrechnung*. Il nous fait connaître, d'après les textes cunéiformes conservés au British Museum de Londres, ce que savaient les Chaldéens sur le cours et la révolution de la lune et du soleil. Il expose les deux principaux systèmes des savants de Babylone sur ce sujet, ainsi que sur le mouvement des planètes. Nous n'avons pas à nous occuper ici de la partie proprement astronomique de ce travail ; nous avons à signaler seulement l'importance de cet ouvrage au point de

vue historique. Il fournit des preuves nouvelles de l'étendue des connaissances scientifiques des Chaldéens, du soin avec lequel ils faisaient leurs observations, et aussi de l'influence qu'ont exercée leurs travaux sur les Grecs et les Romains.

L. M.

---

**Le Livre de la Prière antique,** par le R. P. Dom Fernand CABROL, bénédictin de Solesmes, prieur de Farnborough (Angleterre). Paris, Oudin, 1900, in-8 de xvii-573 p.

Par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, ce compte rendu du remarquable et intéressant ouvrage de Dom Cabrol vient un peu tard. Mais si nous n'avons pas la consolation de le saluer à sa première apparition dans le public, nous avons celle de constater son immense et légitime succès. En quelques semaines, la première édition a été épuisée et l'auteur se prépare à faire paraître la seconde. Nous ne pouvons que nous réjouir en voyant que dans notre société, en apparence si frivole, il y a encore un si grand nombre de personnes capables de comprendre les qualités de cet ouvrage si plein d'érudition et de piété, et de s'intéresser à la *Prière antique*, c'est-à-dire, à cette prière liturgique qui, comme elle l'a fait dans le passé, peut tou-

jours fournir à l'âme chrétienne les éléments les plus féconds de sa vie surnaturelle.

Personne n'était plus à même de traiter avec compétence un pareil sujet que le R. P. Dom Cabrol, l'érudit auteur de l'étude sur la *Pérégrination de Silvie*. Après avoir indiqué dans sa préface le caractère qu'il entendait donner à son œuvre et les sources documentaires où il a été puiser, il nous fait assister aux origines de la liturgie catholique se greffant sur la liturgie mosaïque; il nous montre les chrétiens lisant dans leurs assemblées, comme on l'avait fait auparavant dans les synagogues, les Livres de la Loi et des Prophètes, auxquels ils ajoutaient les Évangiles et les Épîtres, et trouvant dans ces paroles divinement inspirées les expressions de tous leurs sentiments envers Dieu. Il explique les règles qui furent successivement adoptées pour la liturgie; montre l'origine des *répons*, des *antienne*s, des *traits*, des *collectes*, des *préfaces*. La Cène, au cours de laquelle notre divin Sauveur institua l'Eucharistie, devint le prototype des réunions chrétiennes. Les *vigiles*, remplies par les chants, la psalmodie, les lectures des saints Livres et les *agapes*, bientôt supprimées à cause de leurs abus, en se soudant ont constitué la *messe*. L'auteur a eu l'heureuse pensée de rassembler de toutes les données historiques les éléments d'une scène du passé et de nous faire assister à une messe célébrée à Rome au commencement du III<sup>e</sup> siècle: c'est un spectacle saisissant que celui de ces chrétiens se rassemblant au milieu de la nuit dans les sombres galeries des catacombes pour chanter ensemble les louanges de Dieu et chercher dans la participation de l'Eucharistie les

forces pour le martyre qui les attendait peut-être le lendemain.

Poursuivant son étude à travers les âges, le R. P. Dom Cabrol nous expose les modifications, extensions, régularisations successives de la liturgie. Suivant sa méthode, l'auteur extrait des notes de voyage de la noble dame Silvie, qui visita la Palestine au IV<sup>e</sup> siècle, la description des *vigiles* telles qu'elles se célébraient alors à Jérusalem. Il nous décrit la formation progressive du cycle liturgique et l'application de la liturgie à la sanctification, soit des lieux et des éléments par les bénédictions et consécrations de l'Église, soit des hommes par les sacrements, dont il décrit les formes primitives. Cet aspect des cérémonies observées dans les premiers âges éclaire d'une manière aussi intéressante pour l'esprit que féconde pour l'âme les pratiques actuelles de l'Église.

Enfin, pour accentuer le caractère surnaturel de son ouvrage, le R. P. Dom Cabrol a fait de la dernière partie une sorte d'Eucologe où le fidèle trouve pour ses oraisons, pour la messe, pour la réception des sacrements, des prières extraites du psautier ou sorties du cœur des saints des premiers siècles. Il montre ainsi la beauté et la fécondité de la prière liturgique, de cette *prière antique* qui est la prière du présent comme elle sera la prière de l'avenir.

Puisque le R. P. Dom Cabrol prépare la seconde édition de son bel ouvrage, nous espérons qu'il modifiera le seul point sur lequel nous ayons une critique à formuler et qu'il fera adopter un format plus agréable à l'œil et plus commode pour la lecture.

Dom A. du BOURG.

**De Jacobo I Angliae rege cum cardinali Roberto Bellarmino, S. J., super potestate cum regla tum pontificia disputante** (1607-1609). Thesis Facultati litterarum Universitatis Pictaviensis proponebat J. DE LA SERVIÈRE, S. J. Paris, H. Oudin, 1900, in-8 de xxxi-170 p.

La matière traitée dans cette savante thèse est de nature à intéresser théologiens et historiens. Elle touche à l'un des plus passionnants problèmes du moyen âge : l'étendue du pouvoir des pontifes romains à l'égard des puissances terrestres, rois ou empereurs. On sait l'ardeur des disputes sur le pouvoir des pontifes qui, après Grégoire VII, déposaient de la puissance royale les princes injustes ou impies, déliaient leurs sujets du serment de fidélité. On agitaient la question de savoir si les rois recevaient leur puissance de Dieu seul et par suite inamissible; ou bien, pour les en investir, si la volonté du peuple, manifestée par l'élection, devait intervenir et par conséquent, si pour de très graves motifs, il était permis au peuple de retirer de son élu le pouvoir conféré et de se délivrer du joug de l'obéissance.

Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, fut l'une des intelligences les plus cultivées de son temps; la Bible, les Conciles, la Patrologie grecque et latine, les lettres profanes lui étaient choses familières. C'est l'histoire des péripéties de la dispute de Jacques I<sup>er</sup> avec le cardinal de Bellarmine que retrace le R. P. de la Servière. Elle avait pour objet l'étendue de l'autorité ou puissance temporelle du pape à l'égard des rois, l'origine du pouvoir royal. Seul, en France, D. Destombes, dans son livre *la Persécution religieuse en Angleterre sous Elisabeth et les premiers Stuarts*, touche au serment de

fidélité proposé par le roi Jacques I<sup>er</sup>.

Le religieux de la Compagnie de Jésus, avec un zèle et un flair heureux, s'est admirablement documenté pour établir sa thèse, comme en témoigne l'abondant *Index* des sources manuscrites et imprimées (p. xx-xxx). Il la divise en trois parties : 1<sup>re</sup> l'origine de cette discussion du roi Jacques avec Bellarmine, la condition des catholiques anglais en 1604 et 1605, l'histoire du serment de fidélité proposé à ses sujets, par Jacques I<sup>er</sup> et celle des lettres de Paul V et du cardinal Bellarmine contre ce même serment; 2<sup>re</sup> la dispute elle-même et l'examen des arguments de l'adversaire; 3<sup>re</sup> les suites de la querelle surtout par rapport à la France, auxquelles s'est ajoutée l'appréciation des œuvres des théologiens protestants ou catholiques soutenant ou le roi Jacques ou le cardinal Bellarmine.

Cette thèse, admirablement fouillée, composée avec une méthode rigoureuse, les amateurs des lettres latines la liront avec charme, tant elle est d'un latin classique, élégant, j'ose dire cicéronien; les théologiens y trouveront grande lumière sur l'une des questions les plus complexes et les plus débattues.

LOUIS ROBERT.

**L'Année de l'Église. 1899.**  
par Ch. EOREMONT. Deuxième année.  
Paris. V. Lecoffre, s. d. (1900), in-12 de iii-664 p.

Ce second volume (voir t. LXVI, p. 618) a été l'objet de sérieuses améliorations. Un plus grand développement a été donné à l'article sur le Saint-Siège; d'autres articles, tels que ceux sur la Suisse, la Hongrie (et non la Turquie, comme l'auteur le dit dans la préface), ont donné lieu

à des notices très intéressantes ; enfin une place spéciale a été faite aux missions, et l'on nous promet de compléter cette revue si importante des travaux de nos missionnaires. Nous avons remarqué une lacune que nous devons signaler : tandis que, dans les notices consacrées à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie, à la Suisse, etc., on signale quelles ont été les notabilités catholiques frappées par la mort, on passe absolument sous silence les pertes que l'Église de France a subies. On sait pourtant qu'elles ont été sensibles au cours de cette année 1899, et plus d'un lecteur s'étonnera qu'aucun hommage n'ait été rendu, en particulier, à l'un des plus illustres champions de la cause catholique, nous voulons parler de M. Chesnelong. Si les appréciations ont été plus réservées dans ce second volume que dans le précédent, nous avons eu pourtant le regret d'en relever encore du genre de celle-ci (p. 9) : « Si les catholiques de France continuent à s'agiter sans but et sans résultat, plus que jamais il faudra reconnaître qu'ils n'auront le droit de s'en prendre qu'à eux-mêmes. » Nous avons rencontré (p. 71) un autre passage où il est fait mention de « l'estime sympathique avec laquelle Léon XIII a fait saluer par son nonce le nouveau président de la République française. » Ailleurs (p. 89), on écrit : « Les rapports officiels du gouvernement de la République avec le Saint-Siège continuent d'être excellents, en dépit des vicissitudes de la politique et du réveil de l'anticléricalisme à l'intérieur occasionné par l'affaire Dreyfus. »

Parmi les publications « qui ont attiré cette année l'attention du public catholique, » on aurait dû ne

pas oublier, entre autres, le beau travail de M. de Pesquidoux : *L'Immaculée Conception et la renaissance catholique*, qui méritait bien plus d'être signalé, comme pouvant être « consulté avec fruit et utilité, » que l'ouvrage de M. Debidour : *Histoire des relations de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870*, « récit d'un adversaire, mais d'un adversaire bien informé. »

Le volume est terminé par une table alphabétique des noms, mais il y manque une table des matières qui ne serait pas sans utilité.

G. DE B.

—  
**Le B. Raymond Lulle**, par Marius ANDRÉ. Paris, Victor Lecoffre, 1900, in 12. (*Les Saints*.)

Un reproche que l'on fait généralement aux vies de saints qui se publient à notre époque, c'est de trop se ressembler, d'être un peu trop coulées dans un moule uniforme et banal, et surtout d'être écrites le plus souvent dans un style terne et sans vie : toutes choses qui ne peuvent que faire naître l'ennui chez les lecteurs ayant tant soit peu de goût et de littérature.

Aussi quelle satisfaction d'avoir enfin à constater une sérieuse réaction contre ces pernicieuses routines ! Cette satisfaction, nous l'avons éprouvée en parcourant un à un tous les volumes d'une collection en ce moment en cours de publication chez Victor Lecoffre, et qui a pour titre *les Saints*. Quelques-uns de ces ouvrages sont de vrais modèles du genre, tels le *Saint Basile* de M. Paul Allard et le *Saint Ambroise* du duc de Broglie, pour ne citer que ceux-là. La vie du bienheureux Raymond Lulle continue dignement la série.

Très édifiante, d'une lecture agréa-

ble, elle fait revivre et met bien en lumière cette figure, qui est certainement une des plus originales et des plus intéressantes du *xiii<sup>e</sup>* siècle. Ici tout vit, tout se meut, on croirait assister à un drame du plus vif intérêt. Aussi bien la vie du héros s'y prêtait-elle à merveille : une jeunesse orageuse à la cour de Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Aragon, suivie d'une conversion à la saint Paul et d'une vie aussi pénitente que celle d'un anachorète ; divers pèlerinages en Orient, entrepris dans le but de convertir les Sarrasins ; l'éloquence de feu du prédicateur de la foi ; ses études mystiques comme celles de *Blanquerna* et du *Livre de contemplation*, qui sont d'une réelle valeur ; tout, jusqu'au spectacle d'une fin tragique et héroïque à la fois, offrait un sujet vraiment digne de tenter la plume d'un écrivain sérieux.

M. Marius André, nous sommes heureux de le dire, n'est pas resté au-dessous de sa tâche. Il a eu la bonne inspiration de parsemer le récit biographique du bienheureux de larges extraits de ses œuvres, et c'est grâce à ces extraits, parfois un peu trop longs, mais toujours choisis avec goût et finement analysés, que le lecteur peut se faire au moins une idée de l'étendue et de la variété des connaissances du prodigieux savant que fut Raymond Lulle.

Mais, comme sa vie entière le témoigne, ce fut avant tout une âme remplie d'amour pour Dieu et brûlant du désir de le répandre dans tous les cœurs. Du reste, ses écrits eux-mêmes n'eurent presque tous, dans sa pensée, qu'un seul but : faire connaître et aimer le Jésus qu'il prêchait partout et en haine duquel il fut lapidé à Tunis par la populace ameutée contre lui. Et c'est ainsi

qu'il mérita d'aller s'unir pour toujours à *l'Ami et l'Aimé* et jouir en sa compagnie des joies sans fin de son beau ciel.

DON Y. L.

**L'Âme anglicane**, par H. CHAPMAN, ministre anglican converti. Ouvrage traduit de l'anglais par le P. Ragey. Paris, Briguet, 1900, in-8 de 310 p

Ce livre, qui pourrait être intitulé : *Les Étapes d'une conversion*, est un des plus intéressants qui aient paru sur l'histoire du protestantisme anglais. Le révérend Horace Chapman nous raconte son enfance au sein d'une famille puritaine, dans les pratiques d'une dévotion austère. Il traverse l'école d'Eton et l'université de Cambridge sans en emporter une idée religieuse, puis, destiné à la cléricature, il prend ses grades, et cependant, nous dit-il lui-même, « il ne connaissait pas alors des dogmes du christianisme ce que sait un enfant de dix ans qui a reçu l'instruction qui convient à son âge dans une école catholique » (p. 81). Une année passée à l'école théologique de Cuddesdon, à Oxford, sous la direction d'un maître éminent, aujourd'hui évêque de Lincoln, l'amène pour la première fois à envisager les responsabilités du ministère et à se poser certaines questions dont, pendant quinze ans, il cherchera la solution avec une bonne foi et une prudence admirables. Diacre, vicaire, puis recteur, il cherche la vérité, il prie, il souffre, il cherche à s'étourdir en se consacrant aux œuvres de zèle et de charité ; mais le problème ne cesse de l'obséder, et revient devant sa conscience d'autant plus précis qu'il en a mieux délimité les termes ; il soumet ses angoisses à tous ceux qu'il



croit capables de le comprendre; les uns le découragent et l'engagent à « rentrer dans sa coquille » en adoptant le rationalisme de la « large Église; » d'autres veulent l'entraîner vers les excentricités du ritualisme; quelques-uns lui montrent la voie et le précèdent dans l'Église romaine. Enfin ses derniers préjugés antipapistes disparaissent, ses doutes s'évanouissent, la grâce est victorieuse et, brisant sa carrière, il se fait catholique avec sa femme.

Rien n'est plus émouvant que ce récit simplement et fortement écrit; la sincérité de cette âme droite d'honnête homme se manifeste à chaque page. Ce livre doit être lu par tous ceux qui veulent suivre la marche des idées religieuses en Angleterre.

Le P. Ragey a fait précéder la traduction d'une excellente préface; nous devons lui savoir le plus grand gré de nous avoir mis à même de connaître et d'apprécier cette œuvre d'une importance capitale.

P. PISANI.

**La Vénérable Jeanne d'Arc,**  
par L. PETIT DE JULLEVILLE. Paris,  
V. Lecoffre, 1900, in-12 de 201 p.  
(*Les saints.*)

« La vie de Jeanne d'Arc, dit l'auteur, a été racontée par d'éminents historiens. Nous ne nous proposons pas ici de refaire ce qu'ils ont bien fait. Nous ne rappellerons que d'une façon sommaire les événements politiques et militaires qui composent cette merveilleuse histoire.... C'est Jeanne d'Arc, c'est elle seule que nous voulons étudier, c'est son âme que nous voulons tâcher de comprendre et d'expliquer. »

En se plaçant à ce point de vue, M. Petit de Julleville (dont on re-

grette vivement la mort prématurée, survenue depuis que ces lignes ont été tracées) a écrit une œuvre vraiment neuve, et a réussi pleinement à « pénétrer dans la pensée, le sentiment, le vouloir de la sainte et de l'héroïne. » L'exposé si complet et si consciencieux qu'il a tracé lui permet de conclure en ces termes : « Ainsi elle mérite d'incarner en elle ce qu'il y a de plus irréprochable et de plus pur dans le patriotisme; ce qu'il y a de plus soumis à Dieu, de plus docile à son appel dans la sainteté. Cette double gloire décore à jamais son front : elle a aimé son pays jusqu'à la mort, et elle a donné à cet amour d'une chose transitoire le caractère sacré d'un amour impérissable et divin, en unissant Dieu à la France, indissolublement, dans le même dévouement, le même sacrifice et le même martyre. »

L'ouvrage est divisé en dix chapitres : *L'enfance; Chinon; Orléans; Reims; Paris et Compiègne; la prison; le procès : l'audience publique; le procès : dans la prison; l'abjuration; le supplice; la réhabilitation.* Dans un appendice, l'auteur reproduit le « Décret concernant la cause de béatification et canonisation de la vénérable servante de Dieu Jeanne d'Arc. »

C'est avec autant de talent que d'érudition que ces pages ont été écrites : elles méritent d'être placées sous les yeux de tous ceux qui veulent envisager notre immortelle Pucelle à la lueur de la véridique histoire. M. Petit de Julleville connaît tous les témoignages; il s'en sert très habilement pour compléter celui de Jeanne, qu'il suit principalement : « Nous l'écouterons surtout elle-même, dit-il au début, parlant à son Roi, à ses compagnons d'armes ou à ses

juges. Son propre témoignage est de beaucoup le plus sûr, le plus simple, le plus candide et le plus significatif. • On pourrait, en effet, intituler l'ouvrage : *Jeanne d'Arc peinte par elle-même*. Mais, si c'est une œuvre de piété, c'est aussi une œuvre d'érudition, car l'auteur ne néglige pas de donner son sentiment sur des points controversés : ainsi, il ne croit point à la trahison de Guillaume de Flavy à Compiègne ; s'il refuse de se prononcer sur l'étendue de la mission de Jeanne, — question qui lui paraît oiseuse, — il persiste à affirmer • ce fait incontestable, contesté à tort sur de faibles arguments, que, durant l'espace d'un an et cinq jours, entre le 24 mai 1430, date du jour où Jeanne d'Arc a été prise, et le 30 mai 1431, date du jour où elle a été brûlée, on ne trouve pas la moindre trace authentique d'une seule démarche, militaire ou diplomatique, accomplie ou seulement tentée par Charles VII, ou par quelqu'un des siens, pour arracher Jeanne au sort qui l'attendait.... Il faut, ajoute-t-il, en voir et en dire la véritable cause, qui fut une ingratitude calculée. •

C'est peut-être trancher trop vite un problème qui se rattache à une autre question que M. Petit de Julleville n'a point abordée — elle n'était point d'ailleurs de son sujet : quelle était la situation de l'autorité royale au temps où Jeanne d'Arc parut à la cour ? — Cette question est intimement liée au problème de ce qu'on a appelé l'abandon de Jeanne d'Arc — d'autres ont dit la *trahison* — par Charles VII.

Nous signalerons, en terminant, deux légères erreurs : Le page de Jeanne d'Arc s'appelait Louis de *Coutes* et non de *Contes* (p. 41 et 43), comme l'a démontré M<sup>lle</sup> Villaret de Joyeuse.

Les noms des auteurs de la lettre citée p. 75 ne sont point inconnus, ainsi que le croit l'auteur.

G. DE B.

**La Jeunesse du maréchal de Luxembourg (1628-1668)**, par Pierre DE SÉGUR. Paris, Calmann-Lévy, 1900, in-8 de vi-531 p.

On sait les succès obtenus par les premiers travaux historiques de M. P. de Ségur. Il semble encore agrandir son cadre en s'attaquant à un personnage important, pour lequel il entreprend de réparer ce qu'il appelle assez justement • l'ingratitude de la postérité. • Mais le premier volume, qu'il consacre au maréchal de Luxembourg, était le plus difficile à composer, car le jeune François de Montmorency-Boutteville eut des débuts aussi ingrats que la fin de sa carrière fut heureuse. Élève et ami du prince de Condé, il le suit sous la Fronde dans ses hésitations et ses révoltes, avant de devenir à son exemple un des plus brillants généraux de Louis XIV. Aussi dénué d'avantages physiques que doué de toutes les qualités de l'esprit, sa jeunesse se passe en intrigues de toutes sortes, pour lesquelles il trouve un singulier appui chez sa sœur la duchesse de Châtillon.

Le portrait que M. de Ségur trace de cette femme étrange peut compter parmi les pages les plus brillantes ; et, entre tous les épisodes que raconte spirituellement l'auteur, il n'en est pas de plus singulier que la négociation préliminaire du mariage de Boutteville. Trouver moyen, par une suite de combinaisons adroites, de faire passer sur la tête d'un jeune homme que rien ne recommande,

une des premières paires de France; obtenir la renonciation définitive de l'héritier naturel d'une vieille race, en le confinant dans les ordres sacrés et lui attribuant une médiocre pension peu en rapport avec ses appétits; faire sortir du couvent une fille, il est vrai sans vocation, mais lui assurer un tabouret à la cour et une situation mondaine, tout en lui interdisant le mariage et en lui faisant céder ses droits; tout cela pour faire apporter par une héritière ce duché de Luxembourg à un mari qui ne la prend que pour le titre, sans lui rien offrir en compensation; forcer non seulement le roi et le parlement, mais les grands et les familles alliées aux Montmorency et aux Luxembourg, à sanctionner ce changement d'état en dépit de l'envie et des préjugés: c'est à coup sûr la plus extraordinaire aventure et qui, à elle seule, méritait une étude nouvelle. Il va sans dire que M. de Ségur s'est appuyé sur toutes les pièces d'archives publiques et privées qu'il a pu consulter et qu'il continuera à dépouiller pour la suite d'un intéressant travail, assuré du plus juste crédit.

G. BAUENNAULT DE PUCHESSE.

**Mémoires du comte Gaspard de Chavagnac.** Édition originale de 1699, corrigée et annotée par Jean de VILLEURS. Paris, Ernest Flammarion, 1900, in-8 de xv-468 p.

« En 1699 — il y a deux cents ans, — l'imprimeur ordinaire du Roy, du Parlement et de l'Université à Besançon, François-Louis Rigoine, publiait les *Mémoires* du comte Gaspard de Chavagnac. » M. Jean de Villeurs vient de les rééditer d'après l'édition originale de 1699, qu'il a revue, corrigée et annotée, avec un soin qui lui a

paru suffisant pour valoir à sa publication le titre d'édition *princeps*, que nous ne lui contesterons pas. Il l'a de plus augmentée d'un répertoire alphabétique des noms de personnes et de lieux cités dans le texte. Cet ouvrage prendra place parmi les plus intéressants de ceux des mémorialistes du grand siècle.

Gaspard de Chavagnac, ainsi qu'il nous l'apprend dans une épître dédicatoire à ses neveux, appartenait par sa naissance à une des plus anciennes et des plus illustres familles de l'Auvergne, qui avait été en grande considération dans les trois derniers siècles. « Maurice de Chavagnac, bis-aïeul de Gaspard, gouverneur du Limousin, qui avait épousé Jeanne de la Rochefoucauld, avait servi avec tant de distinction le Roi Charles VIII, qu'il lui fit l'honneur de lui confier le commandement de toute la noblesse du royaume dans les guerres d'Italie, où il s'illustra par la défense de Naples contre Gonzalve de Cordoue. Mais il nous apprend aussi que cette noble famille est bien déchue de son ancienne splendeur, qu'elle a perdu tous ses biens, et qu'elle a vu raser quatre de ses châteaux. Il attribue ses malheurs à l'abandon de Dieu, et n'hésite pas à les motiver par l'hérésie dont son aïeul « l'infesta. » Cet aïeul avait été marié par son père avec Henriette de Biron. « La laideur de sa femme lui déplaisant..., il devint amoureux d'une religieuse de Blesle, appartenant à la maison de Montgon. Il l'enleva et la conduisit à Genève, où il se fit huguenot avec tous ses enfants. Ce fut lui, dit notre mémorialiste, qui introduisit chez nous l'hérésie qui y a continué jusqu'à la conversion de mon père, de mon frère et de moi. Les affaires qu'il fallut soutenir contre les maisons de

Biron et de Montgon ruinèrent la nôtre.... Car Christophle, mon grand-père, ayant épousé Françoise de Duras, huguenote comme lui, se trouva engagé dans le parti de la Religion.... Josué, père de Gaspard, qui avait épousé Gilette de Cauvisson-Nogaret, après avoir longtemps servi le roi, se crut obligé aussi de prendre parti pour la Réforme et y perdit le bâton de maréchal de France. Enfin, son frère, • engagé dans le service du prince de Condé, qui l'avait fait gouverneur du Périgord, fut trahi par le régiment du comte de Marsin et fait prisonnier. Sa femme, Charlotte d'Estaing, fut tuée entre ses bras, et tout ce qu'il avait, tant de vaisselle d'argent que de meubles ou de chevaux, fut perdu, au moins pour la valeur de vingt-cinq mille écus. •

Gaspard de Chavagnac, né à Blesle, vers 1625, y fut élevé jusqu'à douze ou treize ans. A cet âge, son père l'envoya chez le maréchal de Châtillon (Gaspard III de Coligny), pour qu'il y fût élevé dans la religion prétendue réformée, et ce fut la maréchale (Anne de Polignac) qui s'occupa de son instruction. Mais M. du Bousquet, comme on l'appelait alors, n'avait pas grand goût pour l'étude, ce qui décida le maréchal à l'emmener avec lui à l'armée. C'était en 1638. De cette année date le commencement d'une carrière militaire qui devait durer cinquante-deux ans, et qui fut des plus agitées. Aide de camp de Condé à Rocroy, puis son adversaire en Guyenne, comme maréchal de camp de l'armée royale, Chavagnac avait pris, en 1664, le chemin de l'étranger, et servi successivement le roi d'Espagne, en qualité de général d'artillerie et de sergent général de bataille, et l'Empereur, en qualité de lieutenant général, puis d'ambassa-

deur. Il ne devait revoir la France qu'en 1681, avec l'agrément de Louis XIV, qui l'accueillit, malgré son long séjour chez l'ennemi, avec toute la bonne grâce qu'il savait avoir à l'occasion.

Chavagnac, marié trois fois, ne laissa qu'un enfant, Gaspard-Dominique, fils de sa dernière femme, Marie-Thérèse d'Étampes de Valençay, qui entra dans les ordres et mourut bénédictin à l'abbaye de Saint-Claude en Franche-Comté. Mais un de ses neveux, Henri-Louis, le quatrième fils de son frère aîné François, a continué la famille de Chavagnac qui a duré jusqu'à nos jours.

Écrits sous la dictée de Chavagnac, par un secrétaire, comme lui peu lettré, ses *Mémoires*, fort incorrects, ne devaient être connus que de ses neveux. Il est fort probable que la publication de Rigoine est le fait de Gaspard-Dominique, qui aura mis le manuscrit de son père à la disposition du premier éditeur de la province qu'il habitait.

D<sup>r</sup> J. MEYNIER.

**Le Duc d'Aiguillon et La Chaulotais**, par Barthélemy Pocquert.  
T. I. *La démission du Parlement*.  
T. II. *Le procès*. Paris, Perrin, 1900, 2 vol in-12 de 556 et 468 p.

Le grand débat, qui fit tant de bruit au xviii<sup>e</sup> siècle, entre le Parlement de Bretagne et le gouverneur de la province, ne semble pas près d'être clos. A la défense du duc d'Aiguillon, présentée l'année dernière dans un gros volume par M. Marion, succède tout un dossier historique compendieusement exposé par un écrivain breton qui a eu à sa disposition toutes les archives locales et qui en a profité pour réfuter la thèse

favorable au grand seigneur, que M. Carré avait commencé à plaider.

Il faudrait une étude véritable pour prendre parti contre d'aussi compétents champions. M. Pocquet consacre un premier volume à l'administration de d'Aiguillon, à l'affaire des jésuites, à la querelle avec La Chalotais, au voyage du Parlement de Bretagne à Versailles, suivi de sa démission. Dans un second, plus nouveau et plus nourri de faits, il expose toutes les phases du procès intenté aux principaux Bretons rebelles aux décisions de la cour, de l'arrestation de La Chalotais, de Caradeux et de leurs amis, de leur résistance infatigable, aboutissant à l'évocation de la cause par le Roi en 1766. Le troisième volume, intitulé : *La Réhabilitation*, sera le triomphe de la Bretagne et l'écrasement de d'Aiguillon. Pourtant M. Pocquet reconnaît les grandes qualités d'administration, le courage et la résolution de celui qui n'a pas toujours été un adversaire pour la province qui lui était confiée, de même qu'il avoue que La Chalotais abusait parfois de son talent de pamphlétaire, tout en n'ayant jamais écrit les fameuses lettres anonymes qu'on lui avait longtemps attribuées. Il y a de quoi exercer la curiosité de ceux qui aiment les problèmes historiques.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

**La Rivoluzione Francese nel carteggio di un osservatore Italiano (Paolo Greppi)**, raccolto e ordinato dal conte Giuseppe GREPPI, senatore del Regno. Volume primo. Milano, Ulrico Hoepli, 1900, in-12 de xii-399 p.

La correspondance de Paolo Greppi se compose, en majeure partie, des

lettres échangées entre son père, le comte Antonio, et lui, de 1791 aux dernières années du siècle. Elle a été naturellement interrompue chaque fois que le fils était réuni au père. On y trouve forcément des détails intimes, que le comte Giuseppe a dû supprimer, mais la politique y tient la plus large place. Les lettres de Paolo à ses amis y sont plus rares et il y a lieu de regretter plus particulièrement l'absence presque totale de celles qu'il adressait au marquis Manfredini, qui était non seulement le premier gentilhomme de la maison du grand-duc de Toscane Ferdinand III, mais encore l'intime ami de son frère. Manfredini et Paolo Greppi avaient, l'un pour l'autre, le plus grand attachement, et se donnaient l'un à l'autre, lorsque l'occasion s'en présentait, conseils et encouragements.

Les opinions de Paolo Greppi, bien qu'elles ne fussent précisément avancées, ne s'accordaient pas toujours avec celles de son père, qui était resté fidèle à l'ancien état de choses ; mais il savait éviter, avec lui, d'inutiles discussions, sans lui sacrifier, pour autant, ses propres convictions. S'il a des paroles sévères pour les excès de la révolution, il n'épargne pas le gouvernement royal avec sa politique de ruse et de corruption. En même temps qu'il blâme les fauteurs de la guerre civile, il ne cache pas son admiration pour les défenseurs de la patrie française contre l'étranger.

Le secret postal était peu respecté par les gouvernements d'alors, qui vivaient dans des trames continuelles (ceux d'aujourd'hui sont-ils plus rassurés ?) ; d'où la nécessité, pour Greppi et pour ses correspondants, de ne parler souvent des personnes

et des choses qu'à mots couverts et en termes un peu sibyllins (*un linguaggio un po' sibillino*). Les lettres de Manfredini, en particulier, sont souvent si obscures que le comte Greppi a dû, pour en pénétrer le sens, les comparer alors à celles de l'abbé Casti, résident de Toscane à Vienne, « homme sceptique, mais informateur fin et avisé » (*uomo scettico, ma avveduto informatore*).

Paolo Greppi était consul général de l'Empereur à Cadix en 1789. Il s'était préparé à la « carrière » par de longs et importants voyages, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, qui avaient développé une aptitude naturelle à l'observation (*l'acutezza in lui naturale dell' osservazione*). Au mois de janvier 1790, nous le trouvons à Madrid, où il devait demeurer jusqu'en 1791. C'est alors qu'il part pour la France, avec l'intention d'y suivre la marche des événements dont elle était alors le théâtre. Il y arrive au moment de la mort de Mirabeau; ses études sur la Révolution se continueront jusqu'en 1799. Il avait pris la sage résolution, dont il ne se départira jamais, de ne s'attacher à aucun parti et de se borner à relever, avec fidélité et impartialité, les faits tels qu'ils se présenteraient à lui.

Le premier volume de l'intéressant travail du comte Greppi nous conduit jusqu'à la mort de Robespierre.

Dr J. MEYNIER.

**Sieyès (1748-1836) d'après des documents inédits**, par Albéric NÉTON. Paris, Perrin, 1900, in-8 de 460 p.

C'est, en effet, une figure assez mystérieuse que celle de Sieyès : plusieurs ont tenté de l'expliquer; jusqu'ici, c'est Sainte-Beuve qui y

a apporté le plus d'indépendance. M. Neton débute par de grands mots qui inspirent quelque défiance de ses appréciations, et il conclut en disant que « Sieyès se trompa sur la solution de presque tous les problèmes qu'il aborda. » Est-ce juste ? Faudra-t-il défendre Sieyès contre son nouveau biographe ? Se trompa-t-il en nommant l'Assemblée nationale ? en provoquant la division assez étrange de la France en départements, puisqu'elle est restée ? Se trompa-t-il en combattant les jacobins de l'an VII et en préparant l'avènement de Bonaparte ? N'eut-il pas l'honneur d'ouvrir et de clore la Révolution ? Grâce à cet esprit méditatif qui l'éloignait le plus souvent de l'action, il se rendit indépendant des événements, vit plus clair dans les situations, les trancha au moins deux fois : est-ce l'œuvre d'un homme qui se trompe ?

Ce n'en est pas moins, sous le rapport du caractère, un assez triste personnage. On le congédie du séminaire de Saint-Sulpice : Sainte-Beuve nous fait cette confidence que néglige M. Neton ; cependant il est ordonné et veut en tirer parti pour obtenir des places et de l'argent. Il lui faut du bien-être : il fait des dettes ; son père les paie. Ce prêtre, qui ne confesse pas, qui n'administre pas les sacrements, qui s'abstient de toute fonction sacerdotale, n'en est pas moins vicaire général et chapelain de Madame Sophie, et désireux de l'être de Madame Élisabeth : sa robe n'est pour lui qu'un moyen de faire fortune. C'est ce chapelain des princesses royales qui, dans le procès du Roi, votera sèchement la mort. C'est ce prêtre, qui n'en a que l'habit, qui désavouera publiquement, en novembre 1793, son passé sacerdotal

avec une impudence dont tout le monde rougit, excepté lui. C'est le même qui, devenu membre du Directoire, maintiendra contre les prêtres les mesures de persécution et n'épargnera pas même le souverain pontife. Enfin, c'est ce froid et sec théoricien qui présentera aux conseils, après fructidor, une loi contre tous les nobles, loi que les conseils n'oseront pas voter. Un jour, il sera le comte Sieyès, et se laissera doter et enrichir par le rival qui l'avait évincé.

Si M. Neton esquivé, ou laisse de côté, ou ne caractérise pas à notre gré quelques-uns de ces traits de son personnage, il s'étend davantage sur le rôle de Sieyès à la Convention, moins effacé qu'on ne le dit, et particulièrement sur sa mission en Hollande et son ambassade à Berlin : c'est la portion neuve de son livre. Il a analysé aussi avec soin la constitution proposée par Sieyès après le 18 brumaire. S'il n'a pas appuyé partout autant que nous l'eussions désiré, il a su le faire, comme on le voit, dans certaines parties. Ses jugements sont tantôt fermes, tantôt indécis : en voyant de loin son héros, il le salue des plus glorieuses épithètes ; lorsqu'il entre dans le détail de sa vie, il est plus réservé et souvent sévère. En somme, œuvre loyale et de mérite, mais qui aurait besoin de quelques compléments.

VICTOR PIERRE.

**Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol, etc.,** par Charles ROBERT, de l'Oratoire de Rennes. Paris, Victor Retaux, 1900, in-8 de xiii-498 p.

Le souvenir qu'a laissé Mgr de Hercé, évêque de Dol, une des plus illustres victimes du désastre de Qui-

beron, a donné à son nom l'aurole de la vénération publique. Né en 1726, le cinquième de dix-neuf frères ou sœurs, il fut de bonne heure destiné à l'état ecclésiastique ; mais une vocation bien marquée l'y appelait plus impérieusement encore que les circonstances. Vicaire général du diocèse de Nantes en 1754, il fut appelé au siège épiscopal de Dol en 1767. C'était de beaucoup le moins important des évêchés de Bretagne, quoique les souvenirs d'une époque reculée lui eussent acquis parmi eux une sorte de primauté. Cependant il s'y trouvait beaucoup à faire pour mettre sur un bon pied ce petit diocèse. Mgr de Hercé s'en occupa avec un zèle infatigable ; les résultats qu'il obtint étonnent quand on les compare aux modestes ressources dont il disposait. Il en trouvait cependant de nouvelles pour les œuvres de bienfaisance dont il faisait sa plus chère occupation. Il ne sortait guère de son diocèse que pour se rendre aux États provinciaux de Bretagne, où sa capacité et son attachement désintéressé au bien public lui assuraient un rôle prépondérant.

Les sympathies universelles qu'il s'était attirées ne purent le mettre à l'abri de la persécution, quand la funeste constitution civile de 1790 vint bouleverser l'Eglise de France. Il en défendit la cause avec autant de calme que de fermeté. Dépouillé, proscrit, emprisonné, il fut réduit à regarder la déportation hors du territoire français comme une mesure de clémence. Retiré à Jersey, puis en Angleterre, il fut, dès le 25 janvier 1794, nommé, par un bref du pape Pie VI, grand aumônier de l'armée catholique et royale et vicaire apostolique. Ce fut en cette qualité qu'il accompagna, au mois de juin 1795,

l'expédition royaliste qui devait avoir à Quiberon une si lamentable issue. Au moment de la catastrophe, pour remplir jusqu'au bout son devoir, il refusa de profiter des moyens de salut qui lui étaient offerts. Tombé aux mains des républicains, il fut fusillé un des premiers pendant la nuit du 27 au 28 juillet 1795. Le jugement de la commission militaire qui le frappa de mort ne relevait contre lui d'autre grief que d'être un prêtre déporté rentré sur le territoire de la République.

M. Charles Robert, petit-fils d'un ami et serviteur dévoué du vénérable évêque, s'est acquitté avec soin et avec amour de la tâche qu'il s'était assignée. Il est superflu d'observer que son langage est toujours celui de l'apologie la plus constante. Le seul point de la vie de Mgr de Hercé sur lequel quelques réserves auraient pu être faites sans injustice, est l'opposition que, pendant les années qui précédèrent 1789, il soutint, en commun avec beaucoup d'hommes bien intentionnés, contre toutes les innovations, toutes les réformes tentées par le gouvernement du malheureux roi Louis XVI. Cette opposition, appuyée par l'esprit frondeur universellement répandu dans le public, trouvait toujours des droits acquis à dresser comme une barrière insurmontable devant toutes les améliorations, même les plus urgentes. La royauté, déjà trop facilement résignée à l'impuissance, vit ainsi disparaître en peu de mois tout son prestige : elle ne pouvait manquer d'être anéantie. Combien de secrets reproches durent s'adresser ceux qui avaient, comme Mgr de Hercé, pris part à cette lutte néfaste, quand ils se trouvèrent en face de la toute-puissance révolutionnaire, contre la-

quelle toutes considérations de justice, de raison ou d'humanité étaient inutiles à invoquer.

Nous sommes fâché d'avoir à reprocher au style de M. Charles Robert, généralement sobre et correct, quelques provincialismes contre lesquels il est nécessaire de protester. L'esprit logique, qu'on n'a pas encore réussi à bannir de la langue française, ne permet pas de dire d'un édifice considérable qu'il est « conséquent. » L'indulgence, qu'on s'habituerait volontiers à accorder en pareille matière, aurait trop de conséquences.

L. DE N.

**Les Origines du féminisme contemporain.** — *Trois femmes de la Révolution : Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe*, par Léopold Lacour. Paris, Plon et Nourrit, 1900, in-8 de vii-432 p., avec cinq portraits.

A vrai dire, aucune des trois héroïnes de ce volume n'est bien intéressante. Furent-elles des précurseurs du féminisme contemporain, comme le pense M. Lacour ? Peut-être ; mais ce féminisme rencontra peu de succès près des plus célèbres révolutionnaires. Combattu par Prudhomme dans son journal, répudié par Robespierre, il fut attaqué à la Convention et les clubs de femmes supprimés après un violent réquisitoire d'Amar qui, avec une pruderie inattendue, rappela que l'honnêteté d'une femme ne lui permet pas de se montrer en public.

Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt et Rose Lacombe — qui ne s'appelaient pas Rose, mais Claire, — n'étaient au fond que des déséquilibrées, achevant dans la politique une vie commencée dans le libertinage, les unes girondines comme Théro-



gne, les autres jacobines et *enragées*, comme Lacombe. La plus célèbre fut Théroigne, et encore dut-elle sa notoriété plus encore aux attaques de ses ennemis qu'à ses propres actes. Toute la presse, à cette époque, il faut bien en convenir, la presse royaliste comme la presse révolutionnaire, rivalisait de violence et de grossièreté. Les amours de la « belle Liégeoise, » qui, en réalité, était Luxembourgeoise, avec Populus, Barnave, Mirabeau, étaient le thème ordinaire des *Actes des Apôtres* et autres feuilles monarchistes, avec des détails qui les rendent difficiles à reproduire.

Théroigne prit-elle part aux journées d'octobre ? M. Lacour prétend que non : il nous paraît pourtant bien difficile de le nier après l'enquête du Châtelet et le propre aveu de l'héroïne qu'elle était ce jour-là à Versailles ; si elle était à Versailles, elle n'était pas d'humeur à y rester inactive. L'auteur nous semble plus dans le vrai quand il la défend d'une participation aux massacres de septembre ; mais elle avait sur les mains du sang du 10 août. Elle en fut cruellement mais justement punie ; reniée par ses amis, publiquement fouettée dans les rues de Paris par ses anciennes alliées, elle devint folle et dut être enfermée à la Salpêtrière.

La fin d'Olympe de Gouges, toute tragique qu'elle ait été, fut meilleure. Elle eut le courage de demander à la Convention à s'associer à Malesherbes pour défendre Louis XVI ; elle paya sa générosité de sa tête ; mais de tels actes expient bien des erreurs et bien des fautes.

M. R.

**Souvenirs tirés des papiers du comte A. de la Ferronnays** (1777-1814), par le marquis Costa de Beauregard, de l'Académie française. Paris, Plon et Nourrit, 1900, in-8 de m-428 p., avec un portrait en héliogravure.

Comme s'il eût voulu donner un pendant à *l'Homme d'autrefois*, la première et peut-être la plus remarquable de ses publications, le marquis Costa de Beauregard nous offre le vivant portrait d'un type d'honneur, de bravoure, de fidélité, d'abnégation. Le comte de la Ferronnays n'apparaît pourtant ici que dans la première partie de sa carrière, car le récit s'arrête à la fin de l'émigration, au jour où le proscrit « s'agenouille pour baiser amoureuxment la terre d'où il est banni depuis vingt ans. »

C'est en effet une belle figure, à la fois antique et moderne, que celle de ce gentilhomme, car il a toutes les vertus d'un autre âge et les nobles aspirations de notre époque.

L'éminent auteur a eu à sa disposition les sources les plus rares et les plus intimes : les lettres du comte à sa femme, Albertine de Montsoreau, et les *Souvenirs d'une pauvre vieille dédiés à ses enfants*, « écrits comme écrivaient les femmes d'autrefois. » — Les lettres du mari, les souvenirs de la femme, dit l'auteur dans son *avant-propos*, voilà la trame de ce livre. Il a suffi de secouer le sable qui tenait encore à l'écriture, pour voir revivre les tendresses, les inquiétudes, les joies, les peines communes, pendant quarante années, à ces deux êtres charmants qui ont écrit ensemble cette sorte de préface au *Récit d'une sœur*. »

Dire avec quel bonheur le marquis Costa a fait revivre ces deux figures, avec quel intérêt on les suit dans les

diverses phases de leur existence durant cette longue période d'exil, c'est chose superflue. Son livre est un digne pendant au *Récit d'une sœur*, et il aura autant de lecteurs.

Né à Saint-Malo, au mois d'octobre 1777, Auguste de la Ferronnays, après une enfance écoulée dans un pauvre manoir de la Vendée, fut amené à Paris par son oncle, l'évêque de Lisieux, et placé au collège de Lisieux. Il en sortit à treize ans pour suivre son père en émigration, et s'enrôla avec lui, au mois de janvier 1795, dans l'armée de Condé. Il y resta jusqu'au licenciement de cette armée. Depuis les premiers temps de l'émigration, le comte de Montsoreau et sa famille s'étaient rencontrés, sur les routes de l'exil, avec le comte de la Ferronnays et son fils. De Brunswick à Dubno, Eugène avait eu de fréquentes occasions de voir Albertine de Montsoreau. Quand il eut été attaché, en même temps que le comte de Montsoreau, à la personne du duc de Berry, les rapports devinrent plus fréquents; une mutuelle affection naquit; mais l'union tant désirée n'alla pas sans difficultés: il faut en lire les péripéties dans les confidences d'Albertine.

Alors commence une période d'épreuves, de séparations, dont les lettres de l'un, les souvenirs de l'autre, nous font connaître les émouvants détails. C'est là qu'apparaît, dans ses admirables traits, la figure d'Auguste de la Ferronnays: son dévouement absolu à son prince, ses tristesses de constater combien celui auquel il a consacré sa vie se montre inégal au rôle qu'il avait à remplir, les voyages qu'il entreprend, les périls qu'il court, les importantes missions politiques dont il est chargé. Je ne puis suivre l'auteur dans cet ex-

posé; cela m'entraînerait trop loin: j'aime mieux renvoyer le lecteur aux pages mêmes du livre où il y trouvera un intérêt passionnant et un charme incomparable.

G. DE B.

**Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire**, par le baron DE COMEAU, ancien officier de l'armée de Condé, chef d'état-major de la Bavière au grand quartier général de Napoléon, chambellan bava-rois. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1900, in-8 de 597 p. avec un portrait en héliogravure.

N'est-il pas piquant de voir un émigré, un officier de l'armée de Condé, un admirateur à outrance de ce prince, passer comme chef d'état-major de la Bavière au quartier général de Napoléon, devenir le conseiller préféré et l'aide de camp de choix de son ancien camarade d'école, aujourd'hui empereur; intervenir dans ses plans de campagne comme dans ses décisions sur le champ de bataille; causer familièrement avec ce grand stratège; le louer, le blâmer, lui proposer des idées subites; concourir aux batailles de Friedland et d'Essling avec une initiative propre, en un mot honoré d'une confiance que ne prodiguait d'ordinaire ni le chef, ni l'ami, ni le camarade? M. de Comeau servait Napoléon avec ardeur, tout en le détestant; il le servait par amour de l'art; il le jugeait de haut. Après Waterloo: « Il n'y avait plus, dit-il, dans son esprit cette activité, ce coup d'œil que je lui avais connus surtout en Prusse. Il avait vieilli... » Va-t-il s'arrêter là? Non; il ajoute: « Il était devenu ce qu'il appelait militairement *ganache*! » (p. 554.) Il lui conteste jusqu'au cou-

rage : « Moi qui l'ai vu de près et souvent, je puis affirmer qu'il y avait plus brave que lui.... Napoléon veillait plus à sa sûreté dans les combats que le prince de Condé, et le duc d'Enghien avait une bravoure bien plus froide et réfléchie que le plus vanté dans les armées de Napoléon, que Ney, Lannes, Masséna, La Salle, Augereau. Je ne pourrais guère citer qu'Eugène de Beauharnais, Junot et Vandamme, qui ne profitaient pas de leur commandement pour bien placer leurs pieds » (p. 556).

Il n'en professe pas moins une grande admiration pour Napoléon et il en explique les motifs (557-558); mais il le compare et n'ose pas affirmer sa supériorité : « Fut-il réellement supérieur aux grands généraux dont j'ai déjà parlé, le prince de Condé, l'archiduc Charles, Masséna ? Je n'en sais rien. Son bonheur fut plus grand que ses moyens ; quand il eut des revers, il ne sut pas les surmonter » (p. 559). Et il montre comment le défaut de ressorts moraux chez Napoléon contribua à lui ôter toute force de résistance en 1814 et en 1815.

M. de Comeau, blessé et fait prisonnier en 1812, fut transporté à Pétersbourg où il fut l'objet des plus grands égards, grâce à la protection de l'impératrice de Russie et de sa sœur, la princesse Amélie de Bade. Plus tard, il ne voulut pas servir contre la France ; il se contenta de rentrer chez lui, d'y veiller à ses affaires particulières, d'y marier son fils à M<sup>lle</sup> de Champflour, petite-fille du comte de la Feronnays ; à soixante-treize ans, il achevait la rédaction de ses Mémoires. — « Pour occuper mes loisirs, dit-il, j'ai griffonné ces souvenirs qui retracent des impressions ineffaçables. Ils amuseront peut-être ou feront des cornets à

poivre. Si quelque militaire réellement militaire les lit un jour, il trouvera sûrement que j'ai raison » (p. 564).

C'est toujours avec cette confiance que le baron de Comeau parle de lui-même. Ses Mémoires « amuseront » ; nous n'en doutons pas. Quelle en est l'autorité historique ? Leur auteur a-t-il eu dans ces grands drames militaires de l'Empire la part prépondérante qu'il s'y décerne ? C'est aux écrivains spécialistes qu'il appartiendrait de percer ce mystère. Sur le compte du baron de Comeau, les Mémoires de Napoléon sont aussi muets que ses bulletins officiels : il n'aimait pas moins de ce conseiller intime la discrétion et la modestie que les excellents conseils. Les généraux le jalousaient : ses entretiens particuliers avec l'Empereur le posaient en favori ; les ordres qu'il portait sur le champ de bataille ou qu'il falsait exécuter lui-même ne le rendaient pas plus sympathique. Les militaires français qui ont écrit ont omis son nom. Quant à lui, désintéressé, silencieux, il lui suffisait, dit-il, de faire son devoir : s'il se vanta jamais, ce ne fut que dans ses Mémoires. Ne serait-ce pas chez les officiers bavarois ou dans les archives de la Bavière qu'on trouverait trace de cet homme de guerre jusqu'ici méconnu ? Si je me loue moi-même, ma gloire n'est rien, a dit celui qui se connaissait le mieux en vraie gloire. Pour juger définitivement le baron de Comeau, il sera prudent d'attendre que d'autres témoignages viennent confirmer le sien ; mais, en attendant, on s'amusera et l'on s'instruira souvent à lire ses Mémoires. — Il mourut au milieu des siens, le 5 février 1844.

VICTOR PIERRE.

**Les Campagnes de la Restauration**, par René BITTARD DES PORTES. Tours, Alfred Cattier, 1899, in-8 de viii-752 p.

Voilà un ouvrage fortement documenté, dont l'auteur a puisé longuement aux meilleures sources. Il comprend la guerre d'Espagne, les expéditions de Morée et de Madagascar et la conquête d'Alger.

C'est en 1823 que nos troupes franchirent la Bidassoa. M. Bittard des Portes a étudié avec beaucoup de soin les causes et les premiers événements de cette campagne. Il intitule son premier chapitre : Guerre civile et fièvre jaune. C'est caractériser en deux mots ce qui fit le malheur de l'Espagne et détermina l'intervention française. Contrairement à l'opinion des sectaires, il prouve que le roi Louis XVIII ne s'y engagea qu'avec la plus extrême défiance et seulement sur le conseil et avec l'appui formellement exprimé de la Russie. Une fois résolu, il confia le commandement en chef au duc d'Angoulême et envoya cinq corps d'armée sous ses ordres. Les carbonari (p. 48) d'Espagne essayèrent de jeter la division dans l'armée; puis, dès qu'elle entra en Espagne, une bande composée de vieux débris de l'armée impériale sous les ordres du colonel Fabvier, voulut lui barrer la route au chant de la *Marseillaise* (p. 70). Les soldats durent faire feu; il y eut huit morts et quatre blessés. Dès lors, malgré quelque résistance des constitutionnels, la Catalogne et l'Aragon furent envahis par le IV<sup>e</sup> et le II<sup>e</sup> corps, tandis que le III<sup>e</sup> corps prenait la Navarre et que le corps de réserve s'emparait de Madrid. Mais pour délivrer le roi, il fallait pousser jusqu'à Cadix et le reprendre aux mains des cortès. Bientôt la Corogne

se rendait, le Trocadéro était pris, Ballesteros ne tardait pas à se soumettre, Pampelune capitulait; enfin, après un bombardement de Santi Pietri par la marine, Ferdinand VII est remis entre nos mains. Dès lors, les généraux français, le duc d'Angoulême en tête, n'eurent plus pour ainsi dire qu'à pacifier. « Vivent les Français défenseurs de l'humanité! » tel était le cri qui retentissait à l'occasion de la moindre prise d'armes » (p. 367). Cette campagne, que M. Bittard des Portes s'est complu à si bien décrire, « rendit à la France son prestige militaire, » dit La Motte-Rouge (p. 378).

En Morée, ce n'est plus un gouvernement légitime qu'il s'agit de restaurer, c'est une nationalité que la France va sauver. Ici encore, diplomate au moins autant que soldat, M. Bittard des Portes retrace merveilleusement les origines de la question grecque. Le combat de Navarin amenait notre intervention militaire. « la France allait arracher des chrétiens à leurs oppresseurs » (p. 401). Le commandant en chef fut le lieutenant général marquis Maison. Des instructions détaillées visant les hypothèses les plus variées et très fermes dans les solutions (p. 415) lui furent données. Malgré la « diplomatie » des amiraux, malgré la mauvaise volonté des Turcs et des Égyptiens, les Français occupèrent Navarin, Modon et Coron, Patras et le château de Morée. Puis la diplomatie rentra en scène et les troupes se rembarquèrent. Le but de l'expédition était atteint, mais on fit quelques critiques (p. 517) au général beau parleur (p. 506), mais moins bon organisateur.

L'expédition à Madagascar est peu connue; M. Bittard des Portes commence toujours par faire l'histoire

de nos relations avec l'île depuis 1642. Une division navale française occupa Tintingue, et le commandant Gourbeyre bombarda Tamatave. Malheureusement si le capitaine Schœll réussit à Yvoudrou, le commandant Gourbeyre échoua à Foulpointe. Il détruisit cependant La Pointe à Larée. Malheureusement, comme toujours, après ce succès, on s'arrêta pour négocier. Les négociateurs furent battus, et notre influence sur l'île ne sera définitivement établie qu'en 1895.

M. Bittard des Portes arrive enfin à la conquête d'Alger à la cinquantehuitième page de son volume et lui consacre deux cents pages, contre quatre cents à l'occupation d'Espagne. Il est vrai que, pour Alger, une fois l'expédition décidée, tout alla très rapidement et très bien, bien qu'il en ait déplu aux prophètes de malheur. Avec autant de soin que de coutume, M. Bittard des Portes retrace les origines du conflit et les exploits du corps expéditionnaire, le débarquement à Sidi-Ferruch, la bataille de Staouëli, le siège et la capitulation d'Alger. Il relate les expéditions de Blidah, de Bône, de Tripoli, d'Oran. enfin il consacre tout un chapitre aux derniers jours du drapeau blanc.

Qu'il me permette de mettre en regard de sa dernière page le passage de Vieil-Castel, cité par lui (p. 73) : « Le coup de canon tiré contre le drapeau tricolore par un général de Waterloo venait de dissiper les espérances des uns et les craintes des autres. Il paraissait désormais certain que les réfugiés n'avaient pas à compter sur les soldats français, que les trois couleurs avaient perdu, au moins pour le moment, leur prestige si puissant et que le gouverne-

ment de la Restauration avait une armée. » Et quand il parle de la terrible impopularité du général en chef (p. 571), qu'il veuille bien relire les lignes du général La Motte-Rouge sur l'expédition d'Espagne (p. 377) : « Les maréchaux Moncey et Oudinot, les généraux comte Molitor, marquis de Lauriston, comte Bourk, comte de Bourmont, comte de Bordesoulle, comte Guillemot, major général, et autres, n'étaient pas les hommes les mieux choisis pour donner à cette armée d'Espagne les traditions de dévouement et d'honneur qui avaient porté si haut la réputation de l'Empire ? » Ces petites critiques, qui portent plutôt sur l'esprit libéral (p. 726) de l'auteur, ne prouvent qu'une chose, c'est combien il est difficile d'écrire l'histoire moderne, même l'histoire militaire.

C. A. B.

**La Duchesse de Berry** (S. A. R. Madame), 1798-1870, nombreux documents inédits, par H. THIRRIA. Paris, Th.-J. Plange, 1900, in-8 de xvi-467 p.

M. Thirria nous donne un ouvrage d'une importance historique incontestable et qui résout des problèmes restés jusqu'à présent sans solution. C'est que cet ouvrage est basé sur des documents originaux, et dont aucun précédent biographe n'avait pu faire usage. Ainsi, l'auteur publie, d'après une copie authentique, l'acte de mariage de la duchesse de Berry avec le comte Lucchesi-Palli, en date du 14 juin 1831 ; ainsi, il a pu, le premier, avoir communication de tous les papiers saisis à Nantes lors de l'arrestation de la duchesse en 1832, lesquels sont conservés aux Archives nationales, et où l'on trouve tous les

documents confidentiels adressés à MADAME pendant sa captivité, les lettres qu'elle recevait des membres de la famille royale, etc. ; il a eu entre les mains la volumineuse correspondance de la duchesse avec sa compagne d'enfance, l'amie des derniers comme des premiers jours, la comtesse de Mettray, née de la Tour-en-Voivre, que lui a confiée le comte de Mettray, son petit-fils ; enfin, il a pu recueillir, de la bouche de plusieurs descendants des personnages de l'entourage de la duchesse, des renseignements multiples et précieux. »

Ce n'est pourtant point une biographie complète que nous donne M. Thirria : « Des faits connus, dit-il dans sa préface, nous ne retiendrons que ce qui est indispensable à la clarté de notre travail. » C'est surtout à l'héroïque entreprise de la Vendée que s'attache l'auteur, et c'est là le côté essentiel de son étude, qui fait apparaître cet épisode sous un jour nouveau. On y voit que MADAME avait noué des intelligences avec les cours de Hollande et de Sardaigne, qu'elle avait des représentants à Saint-Petersbourg, à Vienne, en Espagne, en Portugal. Un traité devait être conclu avec le roi de Hollande : il aurait eu pour but le rétablissement de la légitimité en France, en dotant le royaume de la Belgique. On lira avec un vif intérêt les chapitres intitulés : *la duchesse de Berry avant la Vendée ; la prise d'armes : la duchesse en Vendée ; la duchesse à Nantes et les puissances étrangères ; la martyre de Blaye*. Poursuivant son récit, l'auteur expose les relations de la duchesse avec la famille royale et les enfants de France ; il donne de longs détails sur un projet d'alliance de Henri V avec la princesse Caroline de Naples, qui, plus tard, épousa

le comte de Montemolin ; enfin, il peint la duchesse dans son intérieur, au milieu des enfants qu'elle eut du comte Lucchesi-Palli.

Il faut remercier M. Thirria de cette importante contribution à une biographie qui tient une place considérable dans l'histoire du parti royaliste, et qui montre quelles étaient les éminentes qualités et les vues patriotiques de la mère de Henri V.

G. DE B.

**Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés**, par Édouard Rott. Tome I<sup>er</sup> : 1430-1559. Berne, impr. Benteli ; Paris, F. Alcan, 1900, gr. in-8 Jésus de v-608 p. (ouvrage publié sous les auspices et aux frais des Archives fédérales suisses).

M. Édouard Rott a entrepris de nous donner un tableau complet des relations entre la France et les cantons suisses. « L'histoire des missions diplomatiques françaises aux Liges, dit-il, se confond intimement avec celle de la France et celle de la Suisse, dont elle fait le lien et l'unité, puisque, aussi bien, les rois Très Chrétiens demandaient aux cantons des troupes et la libre disposition éventuelle des routes alpestres et que les confédérés, en revanche, attendaient de leur riche et puissant allié les subventions dont le principe avait été stipulé dès l'origine même de l'alliance. »

Ces relations furent très fréquentes. Le volume de six cents pages que nous avons sous les yeux s'arrête à l'année 1559, et l'on nous annonce que l'ouvrage ne comportera pas moins de neuf volumes, divisés en trois séries. La première formera six

volumes comprenant l'histoire des négociations entre les deux pays; la deuxième offrira la biographie de tous les agents du gouvernement français en Suisse; la troisième sera consacrée aux fastes de l'ambassade de France en Suisse, au genre de vie de ses titulaires et de leur personnel dans le cours des siècles, en les suivant dans leurs résidences successives, à Soleure, à Bade, à Bâle, à Lucerne et à Berne.

On voit de quelle importance est la publication et quel est le labeur qui s'impose à l'érudit auteur. Mais M. Édouard Rott est de taille à assumer une semblable tâche, et ce tome I<sup>er</sup> nous montre avec quel soin et avec quelle compétence il s'en acquittera.

« C'est à Charles VII, nous dit-il, que revient sans conteste l'honneur d'avoir, dès le début de son règne, pressenti les avantages immenses que procurerait un jour à sa couronne l'amitié des Lignes suisses. » C'est donc par le règne de Charles VII que s'ouvre le premier volume. M. Rott énumère les ambassadeurs chargés de missions extraordinaires en Suisse, indiquant la date de la mission, les documents qui s'y rapportent, les sources à consulter; puis, reprenant chaque ambassade, il entre dans le détail des négociations et fait connaître leurs résultats. Pour chaque règne, une notice préliminaire résume les événements politiques intéressants les deux pays. Ajoutons qu'une ample table des noms de personnes et une autre table des noms de lieux terminent ce premier volume.

Nous ne pouvons que remercier M. Édouard Rott d'avoir entrepris un travail si considérable, et l'accompagner de nos vœux pour qu'il le mène à bonne fin. Nous y joignons nos

meilleures félicitations pour la façon dont il le met à exécution.

G. DE B.

**Le Cabinet secret de l'histoire**, par le docteur CABANÈS. Quatrième série, troisième édition. Paris, Maloine, 1900, in-12 de 321-xiii p.

On connaît la fameuse théorie de Michelet et sa célèbre division du règne de Louis XIV : après et avant la fistule. Cette théorie, dont, du reste, Michelet n'est pas l'inventeur, car elle est due à Lemontey, est devenue celle d'une école qui se plaît à chercher l'origine des événements dans la constitution morbide des personnages et les causes des comédies politiques dans la santé de leurs acteurs. Nous devons avouer que nous n'avons aucun goût pour ce système, pour cet envahissement de l'histoire par la pathologie. C'est l'envisager par son plus petit, nous dirions volontiers son plus répugnant côté; et, de plus, le système est faux la plupart du temps, car il ne tient guère compte de la prééminence du moral sur le physique. Ces réserves faites, il ne nous en coûte pas de rendre hommage aux curieuses recherches de M. le docteur Cabanès dans son *Cabinet secret de l'histoire*, dont la quatrième série vient de paraître : ce doit être la dernière; mais il nous semble bien probable que le titre seul sera changé et que les *Curiosités de la médecine* et les *Morts mystérieuses*, qui sont annoncées, seront, sous un nom nouveau, la continuation de ces études. Nous signalerons, dans ce volume, les conclusions très nettes de l'auteur sur l'infâme accusation d'Hébert contre Marie-An-toinette; mais nous n'allons pas jus-

qu'à partager son opinion sur l'évasion du malheureux Dauphin ; nous demeurons convaincu, avec MM. de Chantelauze et de la Sicotière, que Louis XVII est bien réellement mort au Temple.

M. R.

**Histoire de l'église Saint-Sulpice**, par Charles HAMÉL, trésorier de la fabrique de cette église, docteur en droit, etc. Paris, Victor Lecoffre, 1900, in-8 de m-506 p.

Par les biographies déjà publiées de plusieurs de ses curés, l'histoire de la paroisse Saint-Sulpice s'est toujours trouvée beaucoup moins ignorée que celle de bien d'autres. Le premier mérite de l'ouvrage de M. Ch. Hamel, c'est de nous présenter non plus une portion, mais la totalité de cette histoire avec l'édifiante galerie des quatorze curés qui, depuis M. Olier, ont gouverné la paroisse. Tous, deux exceptés, appartenaient à l'éminente compagnie de Saint-Sulpice ; tous se sont presque également distingués par leurs qualités d'esprit comme par leur dévouement et leur piété. Heureuse paroisse où les mérites de chaque pasteur se continuent chez son successeur !

Après un premier chapitre comme d'introduction, où l'auteur rappelle sommairement les noms et les titres des premiers curés, il aborde l'époque de M. Olier, et s'y étend avec complaisance. Il a hâte de « voir le jour béni où le Saint-Siège, en proclamant sa béatification dont la cause est introduite, nous permettra de placer son image sur nos autels et de lui rendre un culte public. » Il déroule ensuite la vie de ses successeurs : MM. de Bretonvilliers, de Poussé, de la Barmondière, Baudrand,

de la Chétardye, Languet de Gergy, Dulau d'Allemans, de Tersac, de Pancemont. Ce dernier affronta avec courage les périls que lui créa la Révolution ; M. Ch. Hamel, aidé d'un précieux manuscrit relatif à M. de Pancemont, relate avec des détails nouveaux son héroïque refus du serment schismatique, ses efforts pour maintenir le culte catholique ailleurs que dans son église, sa fuite à Bruxelles, son retour, son installation pendant la Terreur à Croissy, où il se rencontre avec M. Pasquier ; puis ses tentatives pour réunir ses paroissiens dans quelques chapelles de couvents du voisinage ; enfin son nouvel exil en Suisse et son épiscopat de Vannes si brusquement terminé.

Que devint l'église Saint-Sulpice pendant la période révolutionnaire ? M. Ch. Hamel nous le dit dans un chapitre spécial. Il y avait alors un curé constitutionnel, Poiret (de l'Oratoire) d'abord, puis Mahieu, qui resta en fonctions jusqu'en 1802. L'église fut, en 1793 et 1794, victime d'actes de vandalisme que l'auteur, ce nous semble, n'a pas racontés avec tous les détails qu'ils comportaient et dont les éléments ne sont pas difficiles à découvrir. N'y a-t-il pas aussi une lacune dans l'histoire de l'administration de l'abbé Mahieu ? Quelque place qu'aient prise le culte décadaire et le culte théophilanthropique, le culte fut-il absolument interrompu à Saint-Sulpice ? Comme à Notre-Dame et à Saint-Thomas d'Aquin (je ne parle que des paroisses dont on a fouillé les archives), ne s'y forma-t-il pas une société civile, janséniste peut-être, qui prêta son concours au culte constitutionnel, fit à ses frais les réparations les plus urgentes, fournit des ornements, en un mot contribua à la restauration matérielle



du culte? On s'étonnerait que, dans les archives de la fabrique, il ne se trouvât pas quelques procès-verbaux qui permettent de suivre cette reconstitution progressive. Les réclamations mêmes (p. 308) que les créanciers de M. Mahieu adressèrent en 1805 au curé en fonctions, semblent confirmer l'existence de la lacune que nous signalons.

M. de Pierre fut nommé curé en 1802 : c'était un ancien vicaire de M. de Pancemont; il avait refusé le serment; emprisonné aux Oiseaux, délivré après thermidor, il avait participé aux œuvres de zèle auxquelles se livrait son curé. Puis viennent M. Collin, qui n'était pas de la compagnie de Saint-Sulpice, enfin MM. Hamon, Méritan et Letourneau, dans la personne desquels s'est continuée la tradition d'emprunter à la Compagnie de Saint Sulpice les pasteurs de la paroisse. Autant M. Ch. Hamel s'est étendu sur M. Hamon, autant il a été sobre d'appréciations sur M. Méritan : nous savons tous, il est vrai, quelle était son autorité doctrinale dans le clergé de Paris : n'eût-il pas été convenable d'en rappeler les titres?

L'ouvrage de M. Ch. Hamel a une valeur administrative que nous ne devons pas passer sous silence : on reconnaît le trésorier de la fabrique dans les nombreux comptes de finances qu'il fournit. De même, sur les diverses périodes de reconstruction de l'église, sur les œuvres d'art dont elle est ornée, sur ses orgues et les travaux considérables qui les ont renouvelées, M. Ch. Hamel nous donne des détails puisés aux meilleures sources.

Voilà donc l'histoire de l'Eglise de Paris enrichie d'un nouveau travail sur l'une de ses principales paroisses! Elle va bien lentement, cette explora-

tion du passé de chacune de nos églises : souhaitons que l'exemple de M. Ch. Hamel serve d'exemple et d'encouragement.

VICTOR PIERRE.

**Histoire du château de Versailles; l'architecture, la décoration, les œuvres d'art, les parcs et les jardins, le Grand et le Petit Trianon**, d'après les sources inédites, par Pierre de NOLHAC, conservateur du musée national de Versailles, directeur d'études à l'Ecole des hautes études. Paris, Société d'édition artistique, grand in-4, paraissant par livraisons, avec gravures dans le texte et planches hors texte.

• Ce livre, nous dit le très distingué conservateur du palais de Versailles, essaie, pour la première fois, de présenter l'histoire du château de Versailles, d'après les véritables sources de cette histoire. C'est pour les avoir ignorées ou méconnues que des ouvrages, par ailleurs méritants, ont mis en circulation tant d'erreurs et ont jeté une confusion souvent inextricable de lieux, de noms et de dates dans les souvenirs de l'ancien Versailles. •

M. de Nolhac n'est pas seulement un historien de grande valeur, un artiste, un poète, un écrivain d'un talent hors ligne, il est en même temps un conservateur passionné des richesses de tout genre dont il a la garde, et il a éclairé sa route au moyen des informations les moins connues et les plus variées. Voilà plus de dix ans qu'il réunit les matériaux de cette grande histoire. Il a puisé à des sources qui lui ont fourni les données les plus sûres : tels sont les documents officiels du service des bâtiments du Roi; les dessins

anciens, restés tout à fait ignorés ; les *Mémoires* de Cour, pleins de mentions précieuses ; enfin, on peut dire que, par le nombre et l'intérêt des nombreuses planches qu'il renferme, son ouvrage est un véritable musée.

Les quatre livraisons parues s'ouvrent par une belle introduction, où l'auteur nous offre un coup d'œil d'ensemble sur le château, un éloquent exposé des causes du retour du goût public vers ce palais qui, au point de vue de l'histoire comme au point de vue de l'art, offre un prestige incomparable. « La France, dit-il, qui a dédaigné longtemps ce trésor, comme elle en a gaspillé tant d'autres, est heureuse aujourd'hui de le posséder, et s'efforce de réparer son long oubli. » Quelle reconnaissance les amis de la vérité historique, des glorieux souvenirs du passé, de la splendeur de l'art français ne devront-ils pas à M. de Nolhac ! Dans cette introduction, l'auteur nous fait assister ensuite aux transformations successives du château, depuis la maison de chasse de Louis XIII embellie par Louis XIV, le palais dont Le Vau enveloppe cette première construction, le majestueux décor exécuté sur le plan et sous la direction de Mansart, jusqu'aux « énormes renouvellements intérieurs » exécutés sous Louis XV, aux « fâcheuses » constructions de l'architecte Gabriel, aux « profanations » accomplies sous le règne de Louis-Philippe et à l'occupation éphémère du gouvernement et de la représentation nationale à Versailles en 1871. « Il est permis de penser, conclut l'auteur, que le château ne subira plus de longtemps de changement notable. Il se prête encore, dans une certaine mesure, à des fêtes ; mais l'intérêt de Versailles est plus élevé et d'une valeur éduca-

trice permanente.... Versailles, même nu et démeublé, reste un splendide livre d'histoire, toujours ouvert sous les yeux de la nation et compréhensible à tous. »

Le livre premier est consacré à la *Création de Versailles*. Voici le Versailles de Louis XIII, mentionné par le marquis de Sourches, dans ses *Mémoires*, comme « un petit château de gentilhomme, » avec les souvenirs historiques qui s'y rattachent et la description de l'édifice ; voici les premières constructions de Louis XIV, exécutées sous la direction de Le Vau, et la création du parc sur le plan de Le Nôtre ; le texte est accompagné de dessins offrant la « vue et perspective du chasteau, » la vue d'ensemble de Versailles avant 1669, par Van der Meulen, une belle estampe de Bauduins d'après Van der Meulen, etc. *Versailles séjour de fêtes*, tel est le titre du troisième chapitre : fête du 7 au 9 mai 1664, « dont Israël Sylvestre dessinera et gravera les principaux moments, et dont la relation officielle sera imprimée, par ordre de Sa Majesté, sous ce titre : *Les Plaisirs de l'Île enchantée* » (avec plusieurs estampes) ; fête du 18 juillet 1668, « la plus somptueuse que Louis XIV ait jamais donnée...., et qui marque le moment le plus brillant de sa jeunesse (avec la vue de la salle de bal, *Louis XIV devant la cascade de Trianon*, par Étienne Allegrain, l'illumination et le feu d'artifice, détail de l'estampe de Le Pautre). Dans le chapitre IV, nous sommes à l'année 1668 : « Versailles se présente comme un tout achevé, » et les tableaux, les plans, les dessins, exécutés à cette époque, en même temps que les descriptions de La Fontaine et de M<sup>lle</sup> de Scudéry, vont nous montrer le palais de Louis XIV dans son ensemble

comme dans ses détails. Mais, loin de s'arrêter, on ne tarda pas à reprendre les constructions et les embellissements : « Un autre Versailles allait naître, et ses accroissements devaient marcher de pair avec la création d'une ville dans les vastes terrains achetés par le Roi. » M. de Nolhac décrit le château de Le Vau, dont les plans furent longuement discutés entre Louis XIV et Colbert, et qui fut exécuté avec les modifications indiquées par le Roi aux projets présentés, non seulement par Le Vau, mais par plusieurs autres architectes. Il s'arrête longuement aux grands appartements du Roi et de la Reine, « qui effaçaient en magnificence tout ce qu'on avait vu en France jusque-là. » Après les détails d'architecture, l'auteur nous fait assister à la transformation des jardins.

Nous sommes arrivés à la page 128 du livre : l'intérêt va croissant ; les admirables planches se multiplient : hameau de Trianon, chapelle du Château, entrée du Petit Trianon, Louis XIV sur les hauteurs de Satory, Louis XIV devant la cascade de Trianon, Louis XIV visitant avec Louvois les réservoirs de Montboron, buste de marbre de Louis XIV par Jean Warin, la chambre de Louis XIV, Louis XIV visitant les jardins de Trianon, Louis XIV devant le perron du parterre du nord, Louis XIV passant le Rhin, le temple de l'Amour au Petit Trianon, le Château vu du côté des jardins, le moulin du Petit Trianon, institution de l'ordre militaire de Saint-Louis, la cour de marbre, la pièce d'eau de l'île royale, les rivières du Loiret et de la Loire, les fleuves de la Garonne et du Rhône au parterre d'eau, le bassin de Neptune et l'allée d'eau, la fontaine de Latone, le bosquet de l'arc de triom-

phe, etc., etc. Toutes ces planches hors texte, admirablement exécutées, seront réparties dans l'ouvrage, d'après un classement qui sera ultérieurement indiqué. Les notes seront imprimées dans les fascicules VIII et XVI.

Il est bien à désirer que la publication de ce splendide ouvrage, dont l'illustration fait le plus grand honneur à l'auteur qui l'a conçue, aux éditeurs qui l'ont exécutée, soit poursuivie avec régularité. C'est un véritable monument qui fera époque dans l'histoire de la typographie française. Ajoutons que chaque livraison est renfermée dans un élégant carton, avec un cartouche aux trois fleurs de lis, surmonté de la couronne royale.

G. DE B.

**Histoire de Saint-Félix-de-Caraman**, par M. l'abbé G.-B. MORÈRE. Toulouse, Ed. Privat, 1899, in-8 de 11-343 p.

Saint-Félix-de-Caraman est une très petite ville de l'arrondissement de Villefranche-de-Lauraguais, aujourd'hui bien déchue de son ancienne importance. Située sur le sommet le plus élevé de ce territoire, privée de tout cours d'eau, inaccessible aux voies modernes de communication, elle ne peut prétendre à aucun avenir commercial ou industriel. Mais les circonstances qui amènent aujourd'hui son déclin ont fait autrefois son importance ; elle commandait un horizon des plus étendus et avait une valeur stratégique évidente. Ce lieu fut donc occupé dès les temps les plus anciens, quoique la ville actuelle ait été complètement reconstruite dans la seconde moitié du <sup>xiii</sup>e siècle sur le plan habituel des

*bastides*. L'histoire de Saint-Félix tire son intérêt, d'une part, d'un chapitre collégial fondé en 1318 par le pape Jean XXII, et resté, jusqu'à sa suppression en 1790, le foyer d'une vitalité religieuse assez intense; de l'autre, elle mérite l'attention par les vicissitudes d'une seigneurie féodale créée aux dépens du domaine royal en 1320 au profit de Pierre Deüse, frère de Jean XXII; dès l'année suivante, le nouveau seigneur l'adjoignait à la vicomté de Caraman, dont il se rendait acquéreur, et le nom de ce fief, d'une étendue plus considérable, vint se greffer ainsi sur celui de Saint-Félix.

La fortune des Deüse étant de fort récente origine, ils se hâtèrent d'oublier leur nom patronymique pour porter celui de leur principale terre, Carmaing, tel qu'on l'écrivait alors. Jean de Carmaing ayant épousé en 1427 Isabeau de Foix-Grailly, ses descendants changèrent encore de nom pour prendre celui plus illustre de la maison de Foix. Cette lignée s'éteignit en Jeanne de Foix, mariée en 1592 à Adrien de Monluc, petit-fils du maréchal de France. Une fille unique porta leur succession à Charles d'Escoubleau, marquis de Sourdis; mais les habitudes ruineuses, adoptées alors par la haute noblesse, ne tardèrent pas à amener la vente des terres de Caraman et de Saint-Félix. Elles furent acquises en 1670 par un fils de Riquet, le créateur du canal du Midi; sa postérité porte aujourd'hui le nom de Caraman. La baronnie de Saint-Félix subit encore trois ventes successives avant 1789.

M. l'abbé Morère ne s'est pas borné à l'histoire ecclésiastique et féodale de cette petite ville; il a traité avec plus de soin encore les annales de sa vie municipale, qui offre l'intérêt ha-

bituel de ce genre de recherches en ce qui concerne nos provinces méridionales. Son livre comprend cinquante pages de pièces justificatives; le mérite de son travail a été constaté par la Société archéologique du Midi, qui lui a décerné le prix Ourgaud. Les études d'histoire locale, dictées par une application aussi consciencieuse, ne sauraient être trop encouragées.

L. DE N.

**Metz. Documents généalogiques, armée, noblesse, magistrature, haute bourgeoisie, d'après les registres des paroisses, 1562-1792, par l'abbé F.-J. POIRIER, curé de Peltre. Paris, Lamulle et Poisson, 1899, grand in-8 de xv-685 p.**

L'ouvrage de M. l'abbé Poirier est véritablement le livre d'or du peuple messin; on y trouve, accompagnés de renseignements les plus précieux, les noms de ses familles les plus distinguées.

Il est précédé d'une introduction historique des plus intéressantes, qui initie le lecteur à la signification des termes qui se rapportent à l'état social de Metz, antérieurement et postérieurement à la conquête française.

Nous y apprenons ce qu'étaient ces sept *Parages* qui constituaient, en 1552, l'oligarchie messine et avaient si fort frappé Vieilleville (François de Scépeaux, sire de), le premier gouverneur français de Metz. « Nul aultre n'y pouvoit aspirer ny parvenir, s'il n'estoit des susdites sept races, » lisons-nous dans ses *Mémoires*, rédigés par son secrétaire Carloix. Sous l'influence des idées germaniques, introduites à Metz par les dominateurs impériaux, sept familles avaient pro-

gressivement usurpé toutes les fonctions de quelque importance dans la cité. C'était dans le corps des parages, qu'on choisissait le maître échevin, les échevins, les treize (juges), les maires ou chefs des trois quartiers (Porte Moselle, Portsailly et Outre-Moselle), les commissions des sept, chargées des services publics. Le clergé était réduit à un semblant d'intervention dans l'élection du maître échevin. Quant à la petite bourgeoisie et au populaire, ils n'avaient pu retenir que les comtés de paroisse, originaires d'ordre judiciaire, mais depuis longtemps réduits à des attributions de basse police.

Au lendemain de 1552, le mécanisme des anciennes institutions est progressivement et savamment modifié. Ce sont encore les mêmes magistratures, mais entre les mains des bourgeois et sous l'autorité du Roi. Le Roi nomme par lui-même ou par son gouverneur, le maître échevin; c'est au nom du Roi que sont créés chaque année les conseillers-échevins et les treize. Les treize se partagent les anciens offices des trois maires et des commissions des sept; mais leur rôle principal est de rendre la justice en première instance; on appelle de leur jugement au petit conseil formé de conseillers-échevins. Les conseillers-échevins, unis aux treize, constituent le grand conseil qui décide de certaines affaires d'ordre politique et administratif. Les questions les plus graves sont portées à l'assemblée des trois-ordres, corps nouvellement constitué où la cité conserve encore provisoirement un peu d'autorité.

La juridiction de la cité a été progressivement restreinte, dans la suite, par l'établissement d'un président royal, d'un procureur général (1592),

d'un parlement (1633), d'un bailliage royal (1634), d'une table de marbre (1679), d'une chambre des requêtes (1694), sans parler de la chancellerie du parlement.

L'aristocratie des *Parages*, réduite déjà à un petit nombre de membres, avait en majorité émigré, pour s'établir surtout en Alsace et en Lorraine. Une nouvelle noblesse avait surgi de la bourgeoisie riche, noblesse d'épée et noblesse de robe. Le clergé qui, jusqu'alors, avait joué un rôle assez effacé, avait fini par prendre une place plus considérable dans la société.

C'est l'étude des registres des quinze paroisses de Metz qui a fourni à M. l'abbé Poirier les éléments de son beau travail. C'est avec raison qu'il fait ressortir l'importance de ce genre de documents comme source d'histoire locale.

D<sup>r</sup> J. MEYNIER.

**Histoire du Hainaut français et du Cambrésis, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours**, par F. RAYMOND. Paris, E. Lechevalier, 1899, in 8 de 819 p.

Je n'ose, en toute sincérité, recommander au lecteur l'ouvrage de M. Raymond : il a cru écrire une histoire, il n'a fait qu'une compilation. Chaque chapitre se compose d'une suite de notes, je dirais même de fiches, transcrites telles quelles, bout à bout. L'insuffisance du procédé est par trop manifeste; esclave de la succession chronologique des événements, l'auteur passe constamment d'un sujet à un autre, d'un fait de guerre à une donation pieuse, d'un renseignement généalogique à une institution locale, au hasard des documents qu'il a consultés et de leur date.

Comme il a négligé, en outre, de rattacher l'histoire locale aux données plus connues de l'histoire générale, les causes et les conséquences des événements nous échappent perpétuellement, et avec elles disparaissent l'attrait et l'utilité de la lecture.

Si M. Raymond a voulu écrire une simple compilation, le but, ici encore, est manqué; car le premier mérite d'un ouvrage de ce genre est dans l'exactitude des faits et l'abondance des références. Or le volume de M. Raymond est complètement dépourvu, je ne dirai pas de pièces originales ou d'extraits mis en notes, mais même de simples renvois bibliographiques. Le lecteur est donc privé de tout moyen de contrôle. Une telle opération n'aurait pas été inutile, car que d'erreurs se sont glissées dans ces pages! Sans vouloir insister davantage sur ce point, ce n'est pas sans étonnement que j'ai lu à la page 166 cette phrase : « Philippe Auguste érigea alors (en 1212) l'Artois en comté et le donna en apanage à son fils Louis. » Avant d'écrire cette phrase, M. Raymond a négligé de consulter le catalogue des actes de Philippe Auguste de M. Delisle. Il n'aurait pas, d'ailleurs, trouvé la moindre trace d'acte se rapportant à l'érection de l'Artois en comté, et pour cause, car elle n'eut lieu qu'en juin 1237 (cf. Inv. des arch. dép. du Pas-de-Calais).

La période moderne, du xviii<sup>e</sup> siècle à nos jours, est écrite avec plus de soin, on y trouvera quelques pages intéressantes sur l'industrie locale.

M. G.

**Geschichte des deutschen Volkes, vom dreizehnten Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters** (*Histoire du peuple allemand du XIII<sup>e</sup> siècle à la fin du moyen âge*), par Emil MICHAEL, S. J. T. II. Fribourg en Brisgau, Herder, 1899, in-8 de xxi-450 p.

En rendant compte du premier volume (t. LXIII, p. 316), consacré à la situation économique, sociale et juridique de l'Allemagne au xiii<sup>e</sup> siècle, nous avons fait connaître le caractère et le mérite de ce travail qui réunit, dans un tableau d'ensemble magistralement exécuté, les résultats des recherches historiques les plus variées. Le second volume, toujours consacré au xiii<sup>e</sup> siècle, en décrit la situation religieuse, morale et pédagogique.

D'abord le clergé séculier. Et en première ligne, renseignements sur le revenu des archevêchés, empruntés à la *Descriptio Teutoniæ* : à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, Trèves avait 3,000 marks de revenu; Mayence, 7,000; Cologne, 50,000; Riga, 1,000; Magdebourg, 4,000; Brême, 5,000; Salzbourg, 20,000. Mais quelle était, à cette époque, la puissance d'achat du mark? On ne le dit pas, et peut-être serait-ce difficile à fixer : la lacune n'en est pas moins regrettable. Historien et non panégyriste, l'auteur signale les reproches mérités par les évêques eux-mêmes (p. 21-24) et par le bas clergé (p. 43-45) : il y a dans ces abus, en Allemagne comme en d'autres pays, l'explication des révolutions postérieures.

Dans le clergé régulier, il faut distinguer les ordres monastiques proprement dits, bénédictins, cisterciens, prémontrés, chartreux, et les ordres mendiants, dominicains, franciscains. Au xiii<sup>e</sup> siècle, sur le sol re-

lativement jeune de l'Allemagne, les premiers ont déjà fourni une longue carrière, et là comme ailleurs la grande famille bénédictine, après la ferveur des premiers temps, a connu la décadence ; mais la réforme de Cluny au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle s'étend à l'Allemagne, et de même les nouvelles pousses du vieux tronc monastique, à mesure qu'elles surgissent.

Toutefois, au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, il semble qu'en Allemagne comme dans le reste de la chrétienté la vie et l'avenir appartiennent à la nouvelle forme de la vie religieuse : les ordres mendiants, dominicains et franciscains, font ce que le clergé séculier ou ne fait pas ou fait mal. Ce sont eux qui évangélisent les peuples, et dans la lutte entre le Pape et l'Empereur, ce sont eux qui reçoivent les coups. On sait qu'en Angleterre les moines de Malmesbury tiennent pour Frédéric II : c'est qu'ils viennent d'avoir affaire au Pape qui a voulu les réformer. Il est fâcheux qu'on ne nous dise pas quelle fut, dans cette question, l'attitude des bénédictins d'Allemagne, qui, à cette époque, n'avaient que trop souvent besoin de réforme.

L'auteur cite enfin les tertiaires : ceux de Saint-Dominique, armés contre l'hérésie, qui, ne l'oublions pas, s'était comme toujours armée la première ; ceux de Saint-François, qui ont un cercle d'action plus étendu. Des membres du clergé séculier osent s'en plaindre. Tout le monde, écrivent-ils à Pierre des Vignes, chancelier de Frédéric II, se fait tertiaire, et nous n'avons plus personne à baptiser, à confesser, à enterrer. Et Frédéric II condamne au feu dominicains, franciscains, et tous leurs tertiaires, ainsi que « quiconque reçoit ou communique des lettres du Pape » (p. 96). Trouverait-on de nos

jours dans toute la chrétienté un évêque ou un curé pour tenir ce langage et un gouvernement pour prendre ces mesures ?

C'est surtout par la prédication que les deux grands ordres mendiants soulevaient le monde. Chose à noter, c'est de France que l'Allemagne a reçu pour ses propres religieux les règles de la prédication, avec le livre du bénédictin Guibert de Nogent, et surtout avec celui d'Humbert de Romans, général des dominicains (p. 102-103). Mais elle a donné à l'Eglise de nombreux prédicateurs, parmi lesquels rayonne la grande figure d'un franciscain tiré de l'oubli en 1824, le bienheureux Berthold de Ratisbonne, sur lequel le P. Michaël a écrit une véritable monographie (p. 144-180). Il est curieux de noter que trois siècles avant Luther, Berthold s'élève contre les abus auxquels donnait lieu la prédication des indulgences (p. 166) : mais il s'en tient à l'abus qu'il veut corriger, et qui, pour l'hérésiarque, n'était qu'un prétexte à devenir chef de secte.

Les œuvres de charité, dans les sociétés que gouverne l'Eglise catholique, se multiplient à la lumière de la foi ; l'Allemagne du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle nous en offre un magnifique épanouissement. Deux figures dominent le tableau : celle de sainte Élisabeth, plus populaire en France, et pour laquelle le P. Michaël a surtout suivi Montalembert, et sainte Hedwige. « Il est certain, dit le P. Michaël, que le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle ne connaissait pas encore bien des misères qui plus tard ont lourdement pesé sur le peuple allemand » (p. 181). Et cela provenait des conditions économiques : moins de grandes fortunes, moins de pauvres, les fortunes moyennes l'emportaient. Les *Landesherrn* germaniques ne s'é-

taient pas encore, en dépouillant l'Église, emparés du bien des pauvres. Aussi conçoit-on que, malgré les ombres, Janssen ait pu voir dans cet âge une sorte de paradis terrestre : tout est relatif.

Et certes les ombres ne manquaient pas : il y avait déjà des hérésies, presque toutes nées hors d'Allemagne, mais qui, au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, l'ont pénétrée et la troublent. A signaler à ce sujet (p. 293-294) ce qu'on pourrait intituler *psychologie de l'hérésiarque*, et le résumé d'un document précieux, dû à l'anonyme de Passau, prêtre et inquisiteur de l'époque, qui rend le clergé responsable, par ses abus, de la propagation des fausses doctrines (p. 295-297).

Tout cela explique objectivement les hérésies, — je laisse de côté les motifs subjectifs qui, au fond de tout hérésiarque, nous montrent un Trissotin, — mais cela ne les excuse pas : si l'Église a besoin de réformes, les réformes légitimes, au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle comme toujours, viennent de l'autorité légitime, soutenue par les ordres religieux qui naissent à l'heure marquée. On aime à retrouver, dans le livre du P. Michaël, ces vérités confirmées par les faits ; on aime à y voir proclamer une autre vérité non moins importante, mais trop souvent méconnue de certains catholiques : le droit pour l'Église d'appeler à sa défense l'État chrétien contre l'ennemi commun. Et le P. Michaël ne craint pas d'écrire que cette défense était pour tous deux un devoir (p. 300). Qu'on n'objecte pas, comme on l'a fait à la légèrè, que les autorités ecclésiastiques méconnaissaient ainsi l'esprit des premiers chrétiens, martyrs de la *liberté* religieuse : c'est à la *vérité* religieuse que les premiers martyrs rendaient témoignage, et c'est la force de la

vérité qui a fini par affranchir l'Église ; on ne songeait pas à revendiquer la liberté. Qu'on n'objecte pas davantage la situation actuelle des sociétés modernes, qui est toute différente, et qui comporte pour l'Église d'autres moyens de défense : déjà au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle le pape avait condamné les persécutions religieuses qui accompagnaient la révocation de l'édit de Nantes ; il faut distinguer, pour la répression, entre les hérésiarques et ceux qui ont eu le malheur de naître dans l'hérésie.

Les premières mesures contre les hérétiques remontent à Constantin : ce prince qui assura, non pas la liberté religieuse au sens libéral du mot, mais les droits de la vérité religieuse, trouva juste de mettre le pouvoir civil au service de cette vérité ; ses successeurs suivirent cette tradition, le moyen âge la continua. C'était conforme aux principes ; le synode de Vérone, qui organisa en 1184 l'inquisition, demeura fidèle à la tradition catholique. Il y eut sans doute des abus déplorables, condamnés par les contemporains : tels les procédés de ce Conrad de Marburg, le confesseur de sainte Élisabeth, nommé inquisiteur par Grégoire IX, et qui ne laissait aux accusés qu'une alternative : ou se reconnaître hérétiques, ou, s'ils le niaient, être brûlés. Sa conduite souleva en Allemagne une réprobation universelle, et il fut assassiné par quelques-unes de ses victimes, mais sa mort ne mit pas fin à l'inquisition, comme on l'a prétendu : nul, à l'exception des hérétiques, ne songeait à soutenir que le crime d'hérésie opiniâtre ne méritât pas la peine du feu (p. 301-340).

Si les hérétiques se trouvaient passibles d'une répression sanglante, raison de plus pour que l'Église veillât à



l'orthodoxie de l'enseignement, et l'on conçoit que l'instruction religieuse fût l'objet principal de l'École (p. 341). Dans un dernier chapitre sur les idées du moyen âge en matière d'enseignement, sur certains usages scolaires propres à l'Allemagne, sur l'organisation des écoles dans la plupart des contrées de langue allemande, l'auteur arrive par les faits à conclure que sous la direction du clergé l'instruction publique était prospère : le *xiii<sup>e</sup>* siècle a été pour l'Allemagne un siècle de lumière et non un siècle de ténèbres. Là comme en France, comme dans les autres pays de la chrétienté, les faits ont raison des calomnies de la libre pensée.

BEAUX.

**L'Allemagne nouvelle et ses historiens**, par A. GUILLAND. Paris, Alcan, 1900, in 8 de 256 p.

L'auteur, qui est professeur d'histoire à l'école polytechnique de Zurich, écrit un français pur, élégant, exempt de tout idiotisme helvétique, mais ce qui fait apparaître sa nationalité, c'est l'impartialité avec laquelle il aborde des problèmes que ni un Français ni un Allemand ne sauraient envisager avec sang-froid ; c'est vraiment de la littérature neutre.

M. Guillard connaît admirablement le sujet qu'il traite ; et sa division seule montre combien il a pénétré au fond de la matière : cinq chapitres sont consacrés à Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel et Treitschke, les cinq écrivains dont l'action doit être considérée comme un des facteurs importants de l'unité allemande et de la restauration de l'empire germanique. Depuis les temps lointains où les savants scrutaient les origines obscures de l'empire romain, jusqu'à

l'époque présente, où l'historien trace la voie aux hommes politiques en éclairant leur marche et en leur signalant les obstacles, on peut dire que la transformation de la Confédération en un État centraliste est leur œuvre, et que leurs coups ont ébranlé le particularisme féodal et le doctrinarisme libéral que les victoires prussiennes ont réduits en poudre.

Critique impassible, M. Guillard rencontre les passions humaines sous les théories du professeur dogmatissant : là où il trouve la haine, le parti pris, il les appelle par leur nom et en montre les inconvénients pour qui veut écrire l'histoire ; de même il signale l'intolérance protestante comme une tare et, sans exprimer aucune préférence pour le catholicisme, il fait voir ce que perd un écrivain qui se condamne à ignorer une partie du sujet qu'il prétend épuiser.

En dehors de là, M. Guillard rend hommage à la science profonde, à la clairvoyance presque prophétique, à la sagacité, à la conscience de ses héros, et il le fait d'un ton assez convaincu pour nous faire partager son admiration pour des personnages que nous devons néanmoins considérer comme les adversaires redoutables de notre pays et les ouvriers de nos malheurs.

P. PISANI.

**Don Cristobal de Moura, premier marqués de Castel Rodrigo**, par Don Alfonso DANVILA Y BERGUERO, secretario de embajada. Madrid, 1900, in-8.

Christophe de Moura est un illustre diplomate, Portugais de naissance mais Espagnol par le cœur, qui se trouvait accrédité près du gouverne-

ment de Lisbonne à l'époque où Sa Majesté Catholique Philippe II, roi des Espagnes, fit valoir ses prétentions sur le trône de Portugal devenu vacant par le désistement de Henri le Cardinal. Rien de plus curieux, de plus instructif que l'étude de la correspondance secrète qui s'établit à ce sujet entre les ambassadeurs et son royal maître. On y voit percer à chaque ligne l'ambitieux projet du fils de Charles-Quint. Quelle joie, quelle gloire pour lui, s'il pouvait réunir sur sa tête les deux couronnes de la Péninsule ! Aussi ce ne sont dans ses lettres que conseils adroits, exhortations pressantes, adressés à son représentant pour le conduire, le stimuler dans les négociations entamées dans ce but. Moura, il convient de le dire, se montra dans ces circonstances si délicates et si difficiles à la hauteur de son mandat. En effet, si Philippe II, malgré le droit évident de la duchesse de Bragance sur le trône du Portugal, parvint à supplanter cette princesse, il le dut certainement plus à l'habileté et à la prudente sagacité de son ambassadeur qu'à la victoire qu'il remporta près d'Alcantara sur les troupes de ses compétiteurs.

Mais le moyen de résumer ici, même succinctement, les huit cents pages que l'auteur a consacrées à raconter cet épisode, le plus heureux, à coup sûr, de la vie politique de Philippe II, et auquel la carrière de Moura lui-même emprunte tout son intérêt et mérite. Nous nous contenterons donc de dire que, grâce aux documents nouveaux qu'il a trouvés dans les archives de Simancas et dont il a su tirer un excellent parti, grâce surtout aux portraits si curieux et si bien tracés qu'il nous donne de certains personnages influents de la cour de

Lisbonne, le secrétaire d'ambassade Danvila a réussi à faire de son travail une œuvre vraiment originale et vivante. A remarquer aussi le style de l'écrivain, qui a le non mince mérite, dans un ouvrage de si longue haleine, de se soutenir toujours alerte, toujours imagé et brillant, peut-être même trop brillant. Mais chaque langue a ses exigences et ses beautés à elle. Celle de Cervantès a des harmonies délicieuses qui, pour se développer et se faire entendre, ont besoin de phrases sonores et pompeuses.

Dom Y. L.

**Santa Maria di Perno**, per Giustino FORTUNATO. Trani, Vecchi, 1899, in-8 de 94 p.

**Rionero medievale**, par le même. Trani, Vecchi, 1899, in-8 de 136 p.

Ces deux élégants volumes, d'une remarquable exécution typographique, surtout si l'on songe en quelle ville reculée est l'officine d'où ils proviennent, continuent les études de l'auteur sur les antiquités archéologiques et historiques de la Valle di Vitalba. Santa Maria di Perno est, comme on le sait, cette église élevée sur le haut du versant septentrional de l'Apennin de Santa Croce, en vue de toute la vallée de Vitalba qui s'étend à ses pieds. Le principal intérêt de son histoire est dans les deux inscriptions latines métriques sculptées sur sa porte, indiquant les dates du commencement et de l'achèvement de sa construction (1185 à 1197). L'église dépendait de l'abbaye bénédictine de San Salvatore del Goieto, et son fondateur, Gilberto di Bavano, est le petit-fils du connétable normand de ce nom. L'auteur donne toute la généalogie de cette famille. Il suit la

chronique de cette église, fort monotone et peu intéressante, jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle; il faut noter qu'à son sujet nombreuses furent les querelles entre les deux évêques de Moro et de Melfi. La dernière de ces querelles (ayant leur origine dans une discussion de juridiction) éclata en 1711, à la suite d'une visite du duc et de la duchesse Orsini. Deux villages voisins, San Fele et Atella, échangèrent aussi à son propos des horions séculièrement répétés; aujourd'hui, Atella a abandonné ce vieux sanctuaire qui est entretenu par les aumônes de la colonie italienne d'Amérique. Cette notice très détaillée, et qui est un appoint utile à l'histoire locale plus qu'à l'histoire de l'art, est suivie de douze documents inédits, parmi lesquels il faut signaler des lettres patentes du 10 mars 1494, par lesquelles Charles VIII confirme au baron Michel Gesualdo la possession du château d'Armaretta et l'autorise à y faire des réparations pour le rendre habitable. Les autres pièces s'espacent de février 1183 au 9 août 1551.

Rionero — *de Rivo nigro* — est une localité existant dès l'époque lombarde sur l'emplacement d'une ancienne station préhistorique et d'une florissante colonie romaine. Elle apparaît pour la première fois en 1152, comme fief de l'église épiscopale de Rapolla. L'enquête angevine de 1279 montre que l'évêché de Rapolla tenait Rionero en *franc fief*, libre de toute prestation militaire. L'auteur étudie alors les origines et la succession de l'évêché de Rapolla, d'après Ughelli et les inscriptions, et rétablit la série authentique des huit premiers évêques historiquement certains depuis Orso (1079) jusqu'à Bernardo di Palma, d'Aversa (1316-1342). En racontant ensuite l'histoire de la petite

commune de Rapolla, il publie d'intéressants « capitula sive dacia » de 1303, qui ont leur importance pour l'histoire économique. La décadence commença pour Rionero à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle; vers le milieu du xiv<sup>e</sup>, comme plus de cinquante autres villages de Basilicate, ce n'était plus qu'un désert; il fut repeuplé vers 1533 par des paysans albanais de Basile (venus de Coron). En 1811, le décret de Murat en fit une commune autonome; son importance n'a pas augmenté depuis ce temps. Vingt-six documents inédits, de 1203 à 1335, terminent cette érudite monographie, qui résume et précise d'une façon définitive cette chronique de petite ville. *In tenui labor.* L.-G. P.

**Il carnevale romano nelle epoche contemporanee**, per Filippo CLEMENTI. Rome, Loescher, 1899, in-8 de 587 p., avec illustrations.

Il n'y a pas de lecture plus harassante que celle de ces cinq cent cinquante pages de mascarades, courses de chevaux, courses de juifs, représentations d'opéras, jeux icariens, illuminations, fêtes allégoriques, fouetades de courtisanes, pendaïsons et autres réjouissances publiques par lesquelles le bon peuple de Rome manifestait annuellement sa gaieté. Cette interminable et monotone énumération de mascarades, etc., *ut supra*, commence à la Renaissance et continue jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle; et ce n'est pas fini! et il y aura un second volume! L'auteur dit qu'il n'a pas prétendu faire œuvre de critique historique, et je l'en crois sans peine; il dit aussi qu'il n'a pas voulu ouvrir de nouveaux horizons aux amateurs d'histoire romaine, et il y paraît

Mais quel état d'esprit, d'écrire des annales de la papauté au point de vue du carnaval, et de se limiter à n'extraire de l'histoire de Rome au xv<sup>e</sup>, au xvi<sup>e</sup>, même au xvii<sup>e</sup> siècle, que les mascarades, etc., *ut supra*. Le vieux vaudevilliste Dupin, définissant 1811 « l'année où on donna mon premier acte, aux Variétés, » est à peine plus hors nature que ce compilateur infatigable de livrets d'opéras, de *résultats complets des courses* et de pasquinades. En vain essaie-t-il de diviser en périodes l'histoire de l'institution nationale qu'il étudie : la renaissance, ou plutôt la naissance du Carnaval, de Paul II à Alexandre VI ; l'âge d'or : Alexandre VI, Jules II, Léon X, Clément VII ; la réaction (de Paul III à Clément VIII) ; le baroque : de Clément VIII à Innocent X ; le népotisme, ou la fin du xvii<sup>e</sup> siècle ; sous ces titres, dont plusieurs n'ont rien de significatif pour son sujet, c'est toujours le même défilé de fêtes toujours pareilles ; sous un tel entassement d'anecdotes, l'espace d'histoire de la liberté et des libertés carnavalesques qu'on soupçonne qu'il a voulu écrire disparaît complètement, et à peine voit-on quelque différence entre le carnaval de 1599 et celui de 1699, par exemple. On éprouve, en fermant ces annales du carnaval romain, un impérieux besoin de parcourir un « livre triste », pour s'amuser.

Il y a du reste, le sujet accepté, une énorme quantité de renseignements et d'anecdotes dans cette compilation dépourvue de critique. L'auteur, qui est journaliste, accepte, — et s'en vante, — sans contrôle, les dires des *reporters* et *soireux* des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, en qui il salue ses prédécesseurs. L'histoire du théâtre pourra y puiser quelques renseignements sur les évolutions des pièces à machines

et des opéras. Les antisémites trouveront dans les descriptions des courses de juifs « et autres quadrupèdes », l'idée de quelques sports nouveaux et bien modernes. On y lira un nombre infini de traits de mauvaises mœurs et de charité des monsignori à l'égard des *meretrici errante* ou des *meretrices honestae* de Burchard. Enfin on y trouvera, sous forme de table analytique, un annuaire assez complet de tout Rome qui s'amusait, — puisque tout cela l'amusait !

Et penser que tout cela amuse encore l'auteur ; qu'il s'intéresse au plus ou moins de splendeur du carnaval de 1584 ou de 1642 ; qu'il pousse des cris de joie quand les courses ou tel autre plaisir sont rétablis « finalement ! » ou de douleur : « Malinconia !... Monsignor non si pu !... » que tous les faits historiques prennent le même relief sous sa plume, — et penser qu'il y aura un second volume !

LÉON-G. PÉLISSIER.

**La France du Levant**, par Étienne LAMY. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1900, in-8 de iv-488 p.

L'auteur a fait, au moment du pèlerinage de l'empereur allemand à Jérusalem, un voyage au cours duquel il a pu beaucoup apprendre ; et c'est le résultat de ses observations et réflexions qui, publié d'abord dans la *Revue des Deux Mondes*, paraît aujourd'hui en un volume plein de faits et d'idées.

C'est à un triple point de vue que sont envisagées la grandeur, la décadence, hélas ! et les espérances de l'influence française dans le Levant : action politique, action commerciale et action religieuse. Il trace d'une main sûre la courbe suivie par ces trois énergies, depuis les temps où,

sur la table rase d'une civilisation fermée à toute communication avec le dehors, François I<sup>er</sup>, puis Colbert ont construit l'édifice un peu vieilli aujourd'hui, mais solide encore, de nos privilèges dans les pays d'Orient.

Comment l'usage et surtout l'usage mal compris de ces droits a amené le développement d'influences concurrentes, c'est ce que M. Lamy a saisi avec une grande perspicacité et expose avec beaucoup de verve. Comme une sage évolution politique, des efforts commerciaux, guidés non plus par la routine, mais par une étude solide des conditions nouvelles du pays et de ses besoins économiques, comment enfin l'apostolat de nos religieux, soutenu et facilité par les pouvoirs publics, peuvent arrêter la décadence et donner à nos diplomates, à nos négociants et à nos missionnaires le point d'appui qui leur est nécessaire, c'est ce qui résulte des conclusions présentées avec art et préparées par une étude consciencieuse et patiente, mais littéraire et brillante même, des transformations qui se produisent du Bosphore à l'Euphrate et qui peuvent procurer à notre pays le moyen d'exercer une influence avantageuse pour nos nationaux autant que bienfaisante pour les sujets du sultan.

P. PISANI.

**Le Sultan et les grandes puissances**, essai historique, par Malcolm MAC COLL, traduit de l'anglais par J. LONGUET. Paris, Alcan, 1899, in-8 de xvi-247 p.

Par la convention de Chypre, l'Angleterre a acquis un droit d'intervention dans l'administration de tous les territoires asiatiques : elle n'en a pas sé. — L'Autriche est opposée à une

action énergique ; l'Angleterre est assez débonnaire pour l'aider dans son dessein de conquérir la Macédoine, Salonique et Constantinople. — Le sultan n'améliorera jamais la situation des chrétiens que s'il y est forcé. S'il n'était pas forcé, il n'obtiendrait pas des ulémas le *fatwa* indispensable. — Une entente cordiale est désirable entre l'Angleterre, la France et la Russie, laquelle ne songe pas à conquérir l'Inde et l'Afghanistan, ce qui serait un acte de folie. — La question de la possession de Constantinople intéresse surtout l'Allemagne et l'Autriche. — Pourquoi ne pas abandonner Chypre à la Grèce, sans indemnité pour le sultan ? — La France a refusé de suivre l'Angleterre en Égypte : elle a pris sa part par l'annexion de Tunis. L'évacuation de l'Égypte serait un crime contre la civilisation, même après des réformes, lesquelles ne seraient pas respectées. Livrer l'Égypte à un concert européen est impraticable. « Je ne vois, dit Mac Coll, qu'une alternative qui éviterait ce danger : la constitution de l'Égypte sous le gouvernement d'un prince chrétien, dont l'ensemble des grandes puissances garantirait l'indépendance » (p. 219). Le canal de Suez pourrait être neutralisé. Telles sont les principales idées présentées par l'auteur anglais avec un grand luxe de réminiscences et de citations pleines d'intérêt. Sa première et bien légitime préoccupation est le massacre des Arméniens. Il incite l'Angleterre à agir. « Nous sommes (les Anglais) tenus, dit-il, par les engagements les plus formels et par l'honneur de faire tout notre possible pour les Arméniens... Aucune occupation, pas plus navale que terrestre, n'est nécessaire. La seule chose nécessaire, c'est de convaincre le sultan que les puis-

sances sont décidées à agir » (p. 238). Il est encore temps.

Au cours de ce remarquable exposé, Mac Coll ne se fait pas faute d'attribuer tout le mal aux puissances chrétiennes : « L'égoïsme des grandes puissances, écrivait-il déjà en 1896, n'a d'égale que leur absurdité » (p. 208). Il n'épargne pas les agents britanniques : « Le plus grand vice de nos diplomates est qu'ils ignorent leur propre ignorance » (p. 193).

A. D'AVAIL.

**Histoire de la Roumanie contemporaine, depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours (1822-1900),** par Frédéric DAMÉ. Paris, Alcan, 1900, in-8 de vii-451 p.

Les diplomates et les historiens trouveront dans ce livre, outre le récit détaillé des événements, une série continue d'indications biographiques sur tous les personnages plus ou moins importants qui y ont figuré. Le portrait de Rosetti (p. 177) est excellent. J. Brătiano, qui a beaucoup travaillé pour l'affranchissement, est peint d'une façon exacte dans l'ensemble, mais avec une dose d'animosité. Outre une copieuse bibliographie, le lecteur rencontrera dans ce livre, avec le plus grand intérêt, des lettres du roi, du père de Sa Majesté, de Guillaume I<sup>er</sup>, de Bismarck.

Assurément la réunion des deux principautés sous un prince appartenant à l'une des dynasties régnantes était-elle un vœu général, qui avait été exprimé au comte de Bois-le-Comte un demi-siècle auparavant (p. 97); mais le précieux résultat eût-il été atteint sitôt sans le concours de Napoléon III, qui fut alors servi sur les lieux avec efficacité et discrétion ?

On doit proclamer cependant que le succès final est dû, pour la plus grande part, à l'énergie et à la sagesse de l'élue. M. Damé fait ressortir les grandes qualités de Charles I<sup>er</sup>. Sa Majesté a traversé des moments difficiles, ne fût-ce que le jour où la Turquie avait réuni à Roustchouk une armée nombreuse. Le célèbre Omer-pacha, qui la commandait, allait entrer en Roumanie. La petite troupe roumaine, qui avait été réunie à la hâte, n'aurait pu l'arrêter : le prince venait de le constater de ses propres yeux « avec un serrement de cœur » (p. 168). Si les Turcs entraient, tout était remis en question. A cette heure suprême, Napoléon III, par son ambassadeur en Turquie, arrêta net l'armée d'invasion : il ne fut plus question d'une coercition ottomane, que plusieurs puissances auraient vue sans déplaisir, si même quelqu'une ne l'avait suscitée. Dans cette circonstance, l'Angleterre avait agi de concert avec la France.

Nul n'ignore que la situation internationale de la Roumanie est particulièrement et foncièrement délicate du fait que des millions de Roumains sont répandus *ab antiquo*, on pourrait dire *ab initio*, dans le Banat et la Transylvanie, où M. Damé (p. vii) espère que « les Hongrois finiront par se convaincre qu'il n'y a pas d'État puissant lorsque la désunion existe entre les citoyens de cet État. » Je voudrais l'espérer avec lui.

La Moldavie n'a pas de chance avec ses deux puissants voisins. En 1775, l'Autriche lui subtilise la Boukovine par des manœuvres que Hurmuzaki a justement qualifiées : *Le rapt de la Boukovine* : c'est résumé dans le *Voyage de Paris à l'île des Serpents* (Leroux, 1876). En 1812, le sultan cède la Bessarabie à la Russie, bien qu'un

suzerain, comme je l'ai répété maintes fois sans y être jamais contredit, n'ait pas le droit de démembrer un État protectoré. En 1856, le congrès réparateur de Paris restitue à la Moldavie la province dérobée en 1812. Le congrès de Berlin, en 1878, ne s'inspirant plus des principes élevés qui avaient présidé au congrès de Paris, reprend à la Roumanie et transfère à la Russie de nouveau cette région autonome, sur laquelle la bataille de Cahoul et le sac d'Ismaïl ne conféraient, en 1812, aucun droit au vainqueur du suzerain et sans qu'on pût même invoquer, en 1878, la légendaire prescription de cent ans. Lorsque le prince Charles franchissait victorieux les remparts de Plevna, inondés de sang russe et de sang roumain, pouvait-il penser que son allié méditât de démembrer de nouveau l'antique domaine d'Étienne le Grand?

A. D'AVRIL.

—  
**Lazare de Baïf**, par M. Lucien PINVERT. Paris, A. Fontemoing, 1900, in-8 de 130 p.

M. L. Pinvert, à qui nous devons déjà une très bonne biographie de Jacques Grévin, retrace aujourd'hui la vie de Lazare de Baïf, cet helléniste

ami de Lascaris et d'Érasme, qui fut en même temps ambassadeur de France à Venise, et plus tard représentant de François I<sup>er</sup> au colloque d'Hagenau. L'auteur a retracé le merveilleux tableau de la renaissance littéraire du xvi<sup>e</sup> siècle et des hommes remarquables qui y furent mêlés. C'est parmi eux que le roi choisissait ses agents près des puissances étrangères, et les correspondances nombreuses qui nous sont demeurées prouvent qu'il était bien servi. Il professait pour Lazare de Baïf une vraie amitié, le recevait souvent à sa table et charmait les derniers jours de sa vie par la lecture qu'il lui faisait faire de ses traductions de tragédies grecques. Baïf revit surtout dans l'histoire par son fils Jean-Antoine, vrai produit, lui aussi, de la Renaissance, que son père ramena de Venise, et qu'il éleva en compagnie de Ronsard, préparant la voie à la Pléiade.

Le petit volume de M. Pinvert est émaillé de gracieuses citations poétiques, accompagné de quelques pièces intéressantes, même d'une lettre en grec, et constitue ainsi une très complète monographie, comme il y en aurait tant encore à faire sur les hommes du xvi<sup>e</sup> siècle.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

*Le Gérant : L. PIQUET.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## SOIXANTE-HUITIÈME VOLUME

---

### LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1900

|                                                                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| L'ÂGE DE LA VIE DE SAINT MARTIAL, par <b>Mgr Bellet</b> . . . .                                                                                  | 5   |
| UN TRAITRE AU XVI <sup>e</sup> SIÈCLE : CLÉMENT CHAMPION, VALET DE<br>CHAMBRE DE FRANÇOIS I <sup>er</sup> , par <b>M. Georges Salles</b> . . . . | 41  |
| LE PÈRE JEAN SUFFREN A LA COUR DE MARIE DE MÉDICIS ET DE<br>LOUIS XIII, par le <b>R. P. H. Fouqueray</b> , S. J. . . . .                         | 74  |
| DUBOIS ET L'ALLIANCE DE 1717, par le <b>R. P. P. Bllard</b> , S. J.                                                                              | 132 |
| MÉLANGES : LA CIVILISATION A L'ÉPOQUE MÉROVINGIENNE, par<br><b>M. Godefroid Kurth</b> . . . . .                                                  | 208 |
| L'ABJURATION DE HENRI IV. — SA NOTIFICATION<br>OFFICIELLE AUX CONSULS DE SAINT-ANTONIN EN<br>ROUERGUE, par <b>M. l'abbé C. Daux</b> . . . .      | 217 |
| LES RESPONSABILITÉS DE LA CAPITULATION DE<br>MALTE EN 1798, par le <b>comte de Toulgoët</b> . . . .                                              | 232 |
| CHRONIQUE, par <b>M. E.-G. Ledos</b> . . . . .                                                                                                   | 244 |
| REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par <b>M. Albert Isnard</b> . .                                                                                  | 261 |
| BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .                                                                                                               | 274 |

### LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE

|                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| LES ORIGINES HISTORIQUES DE L'ÉPISCOPAT MONARCHIQUE, par<br><b>M. V. Ermoni</b> . . . . .                                                    | 337 |
| LE PAPE JEAN XXII. — SON INTERVENTION DANS LE CONFLIT<br>ENTRE LA SAVOIE ET LE DAUPHINÉ, 1319-1334, par <b>M. l'abbé<br/>Vidal</b> . . . . . | 364 |
| L'UNIVERSITÉ DE PARIS ET LES JÉSUITES AU COMMENCEMENT DU<br>XVII <sup>e</sup> SIÈCLE, par <b>M. l'abbé Feret</b> . . . . .                   | 389 |
| LE PÈRE JEAN SUFFREN A LA COUR DE MARIE DE MÉDICIS ET DE<br>LOUIS XIII, par le <b>R. P. H. Fouqueray</b> , S. J. . . . .                     | 445 |



|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-HUITIÈME VOLUME. 667                                                                         |     |
| UN CURÉ DE NORMANDIE RÉFUGIÉ EN ANGLETERRE (1792-1801),<br>D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE, par <b>M. Victor Pierre</b> . | 472 |
| TALLEYRAND ET LES AFFAIRES D'ESPAGNE EN 1808, D'APRÈS DES<br>DOCUMENTS INÉDITS, par <b>M. Geoffroy de Grandmaison</b> .     | 511 |
| L'EXPOSITION DE 1900 AU POINT DE VUE HISTORIQUE, par le<br><b>comte Amédée de Bourmont</b> . . . . .                        | 532 |
| MÉLANGES : LE DERNIER ERMITE DU MONT-VALÉRIEN : CLAUDE-<br>CONSTANT ROUGANE, par <b>M. Louis Audiat</b> . .                 | 564 |
| COURRIER ALLEMAND, par <b>M. E.-A. Goldsilber</b> . . . . .                                                                 | 578 |
| CHRONIQUE, par <b>M. E.-G. Ledos</b> . . . . .                                                                              | 601 |
| REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par <b>M. Albert Isnard</b> . .                                                             | 616 |
| BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE. . . . .                                                                                           | 630 |

#### OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Die babylonische Mondrechnung. Zwei Systeme der Chaldäer<br>über den Lauf des Mondes und der Sonne. Von Fr.-X. Ku-<br>gler, S. J. . . . .                                                                                                 | 630 |
| Les Plaidoyers d'Isée, traduits en français avec arguments et<br>notes, par M. Rodolphe Dareste, avec la collaboration de<br>M. B. Haussoullier . . . . .                                                                                 | 274 |
| La Flotte de Misène, son histoire, son recrutement, son régime<br>administratif, par <b>M. Victor Châpot</b> . . . . .                                                                                                                    | 275 |
| La Physiologie du Christ. Le plus beau des enfants des hommes;<br>suivie d'un appendice sur sa prétendue difformité, par le<br>R. P. Philpin de Rivière, prêtre de l'Oratoire de Londres . .                                              | 275 |
| Testamentum Domini Nostri Jesu Christi, nunc primum edidit,<br>latine reddidit et illustravit Ignatius Ephraem II Rahmani,<br>Patriarcha Antiochenus Syrorum . . . . .                                                                    | 276 |
| Les Esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Église<br>jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident, par<br>Paul Allard . . . . .                                                                                         | 278 |
| La Politique pontificale et le retour du Saint-Siège à Rome en<br>1376, par Léon Mirot. . . . .                                                                                                                                           | 278 |
| Studi del pontificato di Clemente XI (1700-1721). La santa sede<br>nella guerra di successione al trono di Spagna, per Fran-<br>cesco Pometti . . . . .                                                                                   | 279 |
| Les Pères de l'Église, leur vie et leurs œuvres, par O. Barden-<br>hewer, docteur en théologie et en philosophie, professeur à<br>l'Université de Munich. Traduction française par P. Godet<br>et C. Verschaffel, de l'Oratoire . . . . . | 280 |
| Le Livre et la prière antique, par le R. P. Dom Cabrol . . .                                                                                                                                                                              | 630 |
| De Jacobo I Angliae rege cum cardinali Roberto Bellarmino,                                                                                                                                                                                |     |

|                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| S. J., super potestate cum regia tum pontificia disputante (1607-1609). Thesim Facultati litterarum Universitatis Pictaviensis proponebat J. de la Servière, S. J. . . . .             | 632 |
| L'Année de l'Eglise. 1899, par Ch. Égremont. . . . .                                                                                                                                   | 632 |
| Saint Jean Chrysostome, par Aimé Puech . . . . .                                                                                                                                       | 281 |
| Sainte Geneviève, par Henri Lesêtre . . . . .                                                                                                                                          | 282 |
| La Vie de saint Didier, évêque de Cahors (630-655), publiée d'après les manuscrits, par René Poupardin . . . . .                                                                       | 284 |
| La Vie de saint Antoine de Padoue, par Jean Rigauld, frère mineur, évêque de Tréguier, publiée par le P. Ferdinand-Marie d'Araules . . . . .                                           | 284 |
| Le B. Raymond Lulle, par Marius André . . . . .                                                                                                                                        | 633 |
| Saint François de Xavier. Sa vie et ses lettres, par le R. P. Cros. . . . .                                                                                                            | 285 |
| Siger de Brabant et l'averroïsme latin au XIII <sup>e</sup> siècle. Étude critique et documents inédits, par Pierre Mandonnet, O. P. . . . .                                           | 286 |
| Jesuiten-Fabeln. Ein Beitrag zur Culturgeschichte, par le P. Bernard Duhr, S. J. 3 <sup>e</sup> édit. refondue. . . . .                                                                | 288 |
| L'Ame anglicane, par H. Chapman, ministre anglican converti. Ouvrage traduit de l'anglais par le P. Ragey . . . . .                                                                    | 634 |
| Vie de saint Louis par Guillaume de Saint-Pathus, confesseur de la reine Marguerite, publiée par H.-François Delaborde . . . . .                                                       | 289 |
| La Vénérable Jeanne d'Arc, par L. Petit de Julleville. . . . .                                                                                                                         | 635 |
| Les Débuts des guerres de religion (Orléans, 1559-1564). Catherine de Médicis entre Guise et Condé, par Bernard de Lacombe. . . . .                                                    | 290 |
| La Jeunesse du maréchal de Luxembourg (1628-1668), par Pierre de Ségur . . . . .                                                                                                       | 636 |
| Mémoires du comte Gaspard de Chavagnac. Édition originale de 1699, corrigée et annotée par Jean de Villeurs. . . . .                                                                   | 637 |
| La Question des dix villes impériales d'Alsace depuis la paix de Westphalie jusqu'aux arrêts de « réunions » du conseil souverain de Brisach (1648-1680), par Georges Bardot . . . . . | 291 |
| La Petite Venise, histoire d'une corporation nautique, par J. Fennebresque . . . . .                                                                                                   | 293 |
| Le Monde médical parisien sous le grand Roi, suivi du Portefeuille de Vallant, par le docteur P.-E. Le Maguet . . . . .                                                                | 295 |
| Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais, par L. Wiesener . . . . .                                                                                                                     | 297 |
| Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais, par Barthélemy Pocquet. T. I. La démission du Parlement. T. II. Le procès . . . . .                                                                | 638 |
| La Rivoluzione Francese nel carteggio di un osservatore italiano (Paolo Greppi), raccolto e ordinato dal conte Giuseppe Greppi, senatore del Regno. Volume primo. . . . .              | 639 |
| Sieyès (1748-1836), d'après des docum. inédits, par Aléric Neton. . . . .                                                                                                              | 640 |
| Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol, etc., par Charles Robert, de l'Oratoire de Rennes . . . . .                                                                           | 641 |
| Les Origines du féminisme contemporain. — Trois femmes de                                                                                                                              |     |

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-HUITIÈME VOLUME. 669

|                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| la Révolution : Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe, par Léopold Lacour . . . . .                                                                                                                                                                          | 642 |
| Souvenirs tirés des papiers du comte A. de la Ferronnays (1777-1814), par le marquis Costa de Beauregard . . . . .                                                                                                                                                            | 643 |
| Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire, par le baron de Comeau, ancien officier de l'armée de Condé, chef d'état-major de la Bavière au grand quartier général de Napoléon, chambellan bavarois. . . . .                                         | 644 |
| Les Campagnes de la Restauration, par René Bittard des Portes. . . . .                                                                                                                                                                                                        | 646 |
| Journal intime de Cuvillier-Fleury, publié avec une introduction par Ernest Bertin. I. La famille d'Orléans au Palais-Royal, 1828-1831 . . . . .                                                                                                                              | 297 |
| La Duchesse de Berry (S. A. R. Madame), par H. Thirria . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 647 |
| Le Club des Jacobins sous la troisième république. — Études sur la franc-maçonnerie contemporaine, par Paul Nourrisson. . . . .                                                                                                                                               | 299 |
| Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés, par Édouard Rott. T. I, 1430-1559 . . . . .                                                                                                       | 648 |
| La Vie privée d'autrefois. Arts et métiers. Modes, mœurs, usages des Parisiens du xii <sup>e</sup> au xviii <sup>e</sup> siècle, d'après des documents originaux ou inédits, par Alfred Franklin. Les Animaux. — La Vie de Paris sous Louis XV devant les tribunaux . . . . . | 300 |
| La Société française du xvi <sup>e</sup> au xx <sup>e</sup> siècle, par Victor du Bled. . . . .                                                                                                                                                                               | 301 |
| Le Cabinet secret de l'histoire, par le docteur Cabanès . . . . .                                                                                                                                                                                                             | 649 |
| La Représentation des aristocraties dans les Chambres hautes en France (1789-1815), par Jules Rais . . . . .                                                                                                                                                                  | 301 |
| Essai de restitution des plus anciens mémoires de la Chambre des comptes de Paris, par MM. Joseph Petit, archiviste aux Archives nationales, et Gavrilovitch, Maury et Léodorus, avec une préface de Ch.-V. Langlois . . . . .                                                | 302 |
| Études sur quelques manuscrits de Rome et de Paris, par Achille Luchaire . . . . .                                                                                                                                                                                            | 303 |
| Histoire de l'église Saint-Sulpice, par Charles Hamel . . . . .                                                                                                                                                                                                               | 650 |
| Les Sources de l'ancien état civil parisien, Répertoire critique, par Marius Barroux . . . . .                                                                                                                                                                                | 304 |
| Études critiques sur divers textes des x <sup>e</sup> et xi <sup>e</sup> siècles. Historia d'Adémar de Chabannes, par Jules Lair . . . . .                                                                                                                                    | 304 |
| Histoire du château de Versailles, par Pierre de Nolhac . . . . .                                                                                                                                                                                                             | 651 |
| Lézat, sa coutume, son consulat, par Ch. Le Palenc et P. Dognon. . . . .                                                                                                                                                                                                      | 305 |
| Histoire de Saint-Félix-de-Caraman, par M. l'abbé G.-B. Morère. . . . .                                                                                                                                                                                                       | 653 |
| Histoire de Cléry et de l'église collégiale et chapelle royale de Notre-Dame de Cléry, par Louis Jarry, précédée d'une notice sur l'auteur par M. le comte Baguenault de Puchesse . . . . .                                                                                   | 305 |
| Le livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du xiv <sup>e</sup> siècle, publié par Alphonse Blanc. T. II, 1 <sup>re</sup> partie . . . . .                                                                                                                      | 306 |

|                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne, par M. l'abbé Angot . . . . .                                                                                | 307 |
| Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. T. XXVIII.                                                                                                                     | 308 |
| Metz. Documents généalogiques, armée, noblesse, magistrature, haute bourgeoisie, d'après les registres des paroisses, 1562-1792, par l'abbé F.-J. Poirier, curé de Peltre. . . . . | 654 |
| Lois de Guillaume le Conquérant en français et en latin. Textes et étude critique publiés par John E. Matzke, avec une préface historique par Ch. Bémont . . . . .                 | 309 |
| Histoire du Hainaut français et du Cambrésis, par F. Raymond                                                                                                                       | 655 |
| Yule and Christmas. Their place in the germanic year, by Alexander Tille, Ph. D. . . . .                                                                                           | 309 |
| Geschichte des deutschen Volkes, vom dreizehnten Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters, par Emil Michael, S. J. T. II.                                                      | 656 |
| L'Allemagne nouvelle et ses historiens, par A. Guillard . . .                                                                                                                      | 659 |
| Don Cristobal de Moura, primer marqués de Castel Rodrigo, por Don Alfonso Danvila y Burguero. . . . .                                                                              | 659 |
| Ricerche e documenti, per Zambler e Carabellese. Volume secondo : Le relazioni commerciali fra la Puglia e la repubblica di Venezia dal secolo x al xv. . . . .                    | 309 |
| Le associazioni in Italia avanti le origini del comune, per A. Solmi.                                                                                                              | 310 |
| Francesco Guicciardini e il governo fiorentino dal 1527 al 1540, per Agostino Rossi. Con nuovi documenti. Tome II. . . .                                                           | 311 |
| Pietro Carnesecchi e il movimento valdesiano, per Ant. Agostini.                                                                                                                   | 312 |
| La rivoluzione e l'assedio di Messina (1671-1678). Studio critico da fonti sincrone in gran parte inedite, per G. Galatti.                                                         | 313 |
| Santa Maria di Perno, per Giustino Fortunato . . . . .                                                                                                                             | 660 |
| Rionero medievale, par le même . . . . .                                                                                                                                           | 660 |
| Il carnevale romano nelle cronache contemporanee, per Filippo Clementi . . . . .                                                                                                   | 661 |
| Domenico Perrero : Asti ricuperata e la cittadella d'Alessandria liberata (1745-1746). Studio storico diplomatico . . . . .                                                        | 315 |
| Les Français à Luxembourg (notes d'histoire). Vauban et la forteresse, d'après des documents inédits, par Alfred Lefort .                                                          | 317 |
| La France du Levant, par Étienne Lamy . . . . .                                                                                                                                    | 662 |
| Le Sultan et les grandes puissances, essai historique, par Malcolm Mac Coll, traduit de l'anglais par J. Longuet . . . .                                                           | 663 |
| Magiars et Roumains devant l'histoire, par A. de Bertha . . .                                                                                                                      | 318 |
| Histoire de la Roumanie contemporaine, depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours, par Frédéric Damé.                                                              | 664 |
| Fontes rerum polonicarum, in usum scholarum. T. I. Galli Anonymi Chronicon recensuerunt Ludovicus Finkel et Stanislaus Kentrzyński . . . . .                                       | 319 |
| Christine de Suède et le cardinal Azzolino. Lettres inédites (1666-1668), avec introduction et notes par le baron de Bildt.                                                        | 319 |

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-HUITIÈME VOLUME. 671

|                                                                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les Assemblées politiques de la Russie ancienne : les Zemskiés Sobors, étude historique, par feu Félix de Rocca . . . . .                                                                      | 320 |
| Au seuil de l'Europe. Finlande et Caucase, par Pierre Morane . . . . .                                                                                                                         | 321 |
| Essai sur l'histoire du Japon, ouvrage orné de 19 gravures, par le marquis de la Mazelière. . . . .                                                                                            | 322 |
| American historical Association. — Second Annual Report of the Historical Manuscripts commission of the American Historical Association (December 30, 1897) . . . . .                          | 323 |
| Cartulaire général de l'Ordre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, par J. Delaville Le Roulx. T. III . . . . .                                                                           | 325 |
| Lazare de Baif, par Lucien Pinvert . . . . .                                                                                                                                                   | 665 |
| Deux nouvelles lettres de Bourdaloue, publiées et annotées par le P. H. Chérot, de la Compagnie de Jésus . . . . .                                                                             | 326 |
| Bourdaloue, sa correspondance et ses correspondants . . . . .                                                                                                                                  | 326 |
| A propos de la disgrâce du cardinal de Bouillon. Lettre inédite de Bourdaloue au cardinal, suivie de quatre lettres extraites des Pensées, avec fac-similé d'autographe, par le même . . . . . | 326 |
| Lettre inédite de Bourdaloue à François Bochart de Saron, évêque de Clermont (5 septembre 1701), publiée par le même. . . . .                                                                  | 326 |
| Nouvelles œuvres inédites de Grandidier, publiées sous les auspices de la Société industrielle de Mulhouse. T. IV . . . . .                                                                    | 327 |
| Les Savants modernes, leur vie et leurs travaux, d'après les documents académiques, choisis et abrégés, par A. Rebière . . . . .                                                               | 327 |
| Robert Grosseteste, bishop of Lincoln, by Francis Seymour-Stewenson, M. P. . . . .                                                                                                             | 328 |
| Michel de l'Hospital avant son élévation au poste de chancelier de France. 2 <sup>e</sup> partie (1555-1560), par M. Dupré-Lasale . . . . .                                                    | 330 |
| La Mère du duc d'Enghien, 1750-1822, par le comte Ducos . . . . .                                                                                                                              | 331 |
| Le Maréchal Brune et la maréchale Brune, par P. Marmoiton . . . . .                                                                                                                            | 332 |
| L'Évêque de Metz. Vie de Mgr Dupont des Loges, 1804-1886, par l'abbé Klein . . . . .                                                                                                           | 333 |
| Le Prince de Bismarck, par Charles Andler . . . . .                                                                                                                                            | 334 |
| Les Archives de la Chambre apostolique au xiv <sup>e</sup> siècle, par Joseph de Loye. 1 <sup>re</sup> partie : Inventaire . . . . .                                                           | 335 |
| Répertoire bibliographique des principales revues françaises pour l'année 1898, rédigé par D. Jordell . . . . .                                                                                | 336 |

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

|                                   |                                 |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| AGOSTINI (Antonio), 312.          | BARROUX (Marius), 304.          |
| ALLARD (Paul), 278.               | BÉMONT (Charles), 309.          |
| ANDLER (Charles), 334.            | BERTHA (A. DE), 318.            |
| ANDRÉ (Marius), 633.              | BERTIN (Ernest), 297.           |
| ANGOT (abbé), 307.                | BILDT (baron DE), 319.          |
| ARAULES (P. Ferd.-Marie D'), 284. | BILLARD DES PORTES (René), 646. |
| BARDOT (Georges), 291.            | BLANC (Alphonse), 306.          |

- CABANÈS (Dr), 649.  
 CABROL (Dom Franc.), 630.  
 CARABALLESE, 309.  
 CHAPMAN (H.), 634.  
 CHAPOT (Victor), 275.  
 CHAVAGNAC (Gaspard DE), 637.  
 CHÉROT (R. P.), S. J., 326.  
 CLEMENTI (Filippo), 661.  
 COMEAU (baron DE), 644.  
 COSTA DE BEAUREGARD, 643.  
 CROS (R. P.), S. J., 285.  
 CUVILLIER-FLEURY, 297.  
 DAMÉ (Frédéric), 664.  
 DANVILA (Don Alfonso), 659.  
 DARESTE (R.), 274.  
 DELABORDE (H.-Fr.), 301.  
 DELAVILLE LE ROULX (J.), 321.  
 DOGNON (Pierre), 305.  
 DU BLED (Victor), 301.  
 DUCOS (comte), 331.  
 DUHR (R. P. Bernard), S. J., 288.  
 DUPRÉ-LASALE, 330.  
 ÈGREMONT (Ch.), 632.  
 ÈPHRAËM II RAHMANI, 276.  
 FENNEBRESQUE (J.), 293.  
 FINKEL (Louis), 319.  
 FORTUNATO (Giustino), 660.  
 FRANKLIN (Alfred), 300.  
 GALATTI (G.), 313.  
 GODET (R. P.), 280.  
 GRANDIDIER, 327.  
 GREPPI (Giuseppe), 639.  
 GUILLAND (A.), 659.  
 HAMEL (Charles), 650.  
 JARRY (Louis), 305.  
 JORDELL (D.), 336.  
 KENTRZYNSKI (Stanislas), 319.  
 KLEIN (abbé), 333.  
 KUGLER (Fr.-X.), S. J., 630.  
 LACOMBE (Bernard DE), 290.  
 LACOUR (Léopold), 642.  
 LAIR (Jules), 304.  
 LA MAZELIÈRE (marquis DE), 322.  
 LAMY (Etienne), 662.  
 LANGLOIS (Ch.-V.), 302.  
 LA SERVIÈRE (J. DE), S. J., 632.  
 LECÈTRE (abbé), 282.  
 LEFORT (Afred), 317.  
 LE MAGUET (Dr P.-E.), 295.  
 LE PALENG (Ch.), 305.  
 LONGUET (J.), 663.  
 LOYE (Joseph DE), 335.  
 LUCHAIRE (Achille), 303.  
 MAC COLL (Malcolm), 663.  
 MANDONNET (Pierre), O. P., 286.  
 MATZKE (John-E), 309.  
 MARMOITON (Pierre), 332.  
 MICHAEL (R. P. Emil), S. J., 656.  
 MIROT (Léon), 278.  
 MORANE (Pierre), 321.  
 MORÈRE (abbé), 653.  
 NETON (Albéric), 640.  
 NOLHAC (Pierre DE), 651.  
 NOURRISSON (Paul), 299.  
 PERRERO (Domenico), 315.  
 PETIT (Joseph), 302.  
 PETIT DE JULLEVILLE (L.), 635.  
 PHILPIN DE RIVIÈRE (R. P.), 275.  
 PINVERT (Lucien), 665.  
 POCQUET (Barthélemy), 638.  
 POIRIER (abbé), 654.  
 POMETTI (Franc.), 279.  
 POUPARDIN (René), 284.  
 PUECH (Aimé), 281.  
 RAIS (Jules), 301.  
 RAYMOND (F.), 655.  
 REBIÈRE (A.), 327.  
 RIGAUD (Frère Jean), 284.  
 ROBERT (abbé Ch.), 641.  
 ROCCA (Félix DE), 320.  
 ROSSI (Agostino), 311.  
 ROTT (Edouard), 648.  
 SAINT-PATHUS (Guill. DE), 289.  
 SÉGUR (Pierre DE), 636.  
 SEYMOUR-STEVENSON (Fr.), 328.  
 SOLMI (A.), 310.  
 THIRRIA (H.), 647.  
 TILLE (Alexandre), 309.  
 VERSCHCHAFFEL (R. P.), 280.  
 VILLEURS (Jean DE), 637.  
 WIESENER (Louis), 297.  
 ZAMBLER (M<sup>lle</sup>), 309.















**HOME USE  
CIRCULATION DEPARTMENT  
MAIN LIBRARY**

This book is due on the last date stamped below.  
1-month loans may be renewed by calling 642-3405.  
6-month loans may be recharged by bringing books  
to Circulation Desk.

Renewals and recharges may be made 4 days prior  
to due date.

**ALL BOOKS ARE SUBJECT TO RECALL 7 DAYS  
AFTER DATE CHECKED OUT.**

**AUG 25 1975 3 2**

**REC. CIR. FEB 4 '77**

LD21—A—40m—12,'74  
(S2700L)

General Library  
University of California  
Berkeley

W



YD 13006

150

106469

D1  
R8  
v. 68

